August Bebel

Souvenirs de ma vie

© Les Bons Caractères 2022
Titre original : *Aus meinem Leben*
ISBN 978-2-915727-67-8
Dépôt légal deuxième trimestre 2022
Imprimé par IMS - 93500 PANTIN

August Bebel

Souvenirs de ma vie

traduit de l'allemand
par Monique Tesseyre
et Dominique Petitjean

Préface de l'éditeur

August Bebel n'est guère connu en France qu'en tant qu'auteur de *La Femme et le socialisme,* paru en 1879 et traduit dès 1889 en français. Ce livre fut en Allemagne le plus diffusé de tous les ouvrages marxistes, et Clara Zetkin déclara un jour qu'il avait été bien plus qu'un livre : un fait politique, un événement marquant une nouvelle manière de se poser une question.

Mais Bebel (1840-1913) était avant tout le cofondateur, en 1869, du Parti ouvrier social-démocrate d'Allemagne, dont il resta jusqu'à sa mort le dirigeant le plus populaire. C'était aussi le premier dirigeant socialiste issu de la classe ouvrière.

Son autobiographie, rédigée à partir de 1907 et interrompue par la mort de l'auteur, rencontra également un grand succès. Elle n'avait jamais été traduite en français. Ces *Souvenirs*, publiés en trois volumes successifs, en 1910, 1911 et 1914, sont un témoignage de première main sur la naissance de la social-démocratie allemande.

Bebel parle relativement peu de sa vie privée. Ce n'est pas pour autant une histoire d'ensemble du mouvement[1] qu'il fonda. Bebel choisit de partir de ce qu'il avait vécu et des personnes qu'il avait rencontrées. Mais le rôle qu'il joua fait que son récit prend souvent une dimension historique.

La grande majorité des personnalités, courants ou organisations évoqués ici ne disent rien au lecteur français d'aujourd'hui. Il n'est pas non plus facile de se retrouver dans le contexte historique. Disons-en deux mots.

1789-1848 : une Allemagne en pleine transformation

August Bebel est né en 1840 en Rhénanie, à l'époque et dans la région où les fondateurs du socialisme scientifique, Karl Marx et Friedrich Engels, commençaient à militer contre la misère politique et sociale, en particulier dans *La Gazette Rhénane,* que Marx dirigea d'octobre 1842 jusqu'à son interdiction fin mars 1843.

Dans la période précédente, celle de la Révolution française et de l'Empire napoléonien (1789-1814), la carte de l'Allemagne avait été radicalement simplifiée. Au lieu de 360 États souverains (dont nombre de

1 Il renvoie pour cela à l'*Histoire de la social-démocratie allemande de 1863 à 1891* de Franz Mehring (éditions Les Bons Caractères)

territoires minuscules ou d'enclaves), en 1814 l'Allemagne n'en comptait plus que trente-neuf. À partir de 1815 ces États, vaguement liés au sein de la nouvelle Confédération germanique (*Deutscher Bund*), dirigés par un roi, un prince, un duc ou un grand-duc, un évêque ou un Sénat bourgeois, étaient très différents par la taille, le degré d'arbitraire gouvernemental ou le niveau de développement économique et culturel. Mais la diminution de leur nombre constituait déjà en soi une étape vers l'unification.

Ainsi Napoléon créa en 1806 une Confédération du Rhin, en fusionnant seize États. Les millions d'Allemands de Rhénanie furent placés directement sous protectorat français et unis par l'occupation napoléonienne. La féodalité n'a entièrement disparu que sur la rive gauche du Rhin, où Napoléon a aboli les fiefs, le servage, les corvées, promu l'égalité civile, supprimé les privilèges des nobles et des seigneurs, unifié les pratiques administratives et financières. Mais c'est dans toute la région que son action porta un coup sérieux à la féodalité. Il introduisit le Code civil, réforma le droit, le commerce, la censure. Certes, la population fut pillée et la jeunesse enrôlée de force pour servir de chair à canon, mais la Rhénanie fut radicalement modernisée, ce qui était un gage pour l'avenir.

En 1815, à la défaite de Napoléon, la réaction européenne se sentit pousser des ailes. Au traité de Vienne, les monarchies victorieuses s'efforcèrent de restaurer la féodalité en Europe. Dans la nouvelle Confédération germanique, la Prusse reçut la Rhénanie en récompense de sa lutte contre Napoléon. La Prusse se composait désormais de deux parties séparées et bien différentes : au nord-est de l'Allemagne, la Prusse traditionnelle de la noblesse terrienne des junkers, régnant sur d'immenses terres agricoles ; et à l'ouest la Rhénanie citadine, avancée, bourgeoise, où régnait le Code civil, et qui souvent refusait de se considérer comme prussienne. Cette union forcée de la Rhénanie libérale et de la Prusse féodale allait changer le destin de la Prusse, et finalement de l'Allemagne tout entière.

Les années 1830 virent les débuts de l'industrialisation allemande. La Prusse fut à l'initiative de la création du *Zollverein,* l'Union douanière entrée en vigueur en 1834. Elle en avait besoin pour faire fonctionner ensemble ses deux parties discontinues et, plus largement, pour créer un marché allemand unique, plus vaste, où les règles fiscales et économiques seraient harmonisées. Le *Zollverein* comprenait à l'origine 18 États et 23 millions d'habitants, dont les États allemands les plus grands, à l'exception notable de l'Autriche. Cette union économique eut des conséquences politiques fondamentales : le *Zollverein*, tout en isolant progressivement l'Autriche, plaçait la Prusse au centre de l'échiquier politique, elle qui ne s'était jusqu'ici jamais préoccupée de l'ensemble de l'Allemagne.

L'Empire d'Autriche était non seulement l'autre grande puissance de l'Allemagne, mais la puissance historiquement dominante, et l'une des

premières puissances du continent par son rôle en Europe et par l'étendue de son territoire, qui réunissait toute une mosaïque de peuples. Malgré son régime autoritaire et policier, l'Autriche paraissait jusqu'alors, plus que la Prusse, destinée à diriger l'unification de l'Allemagne.

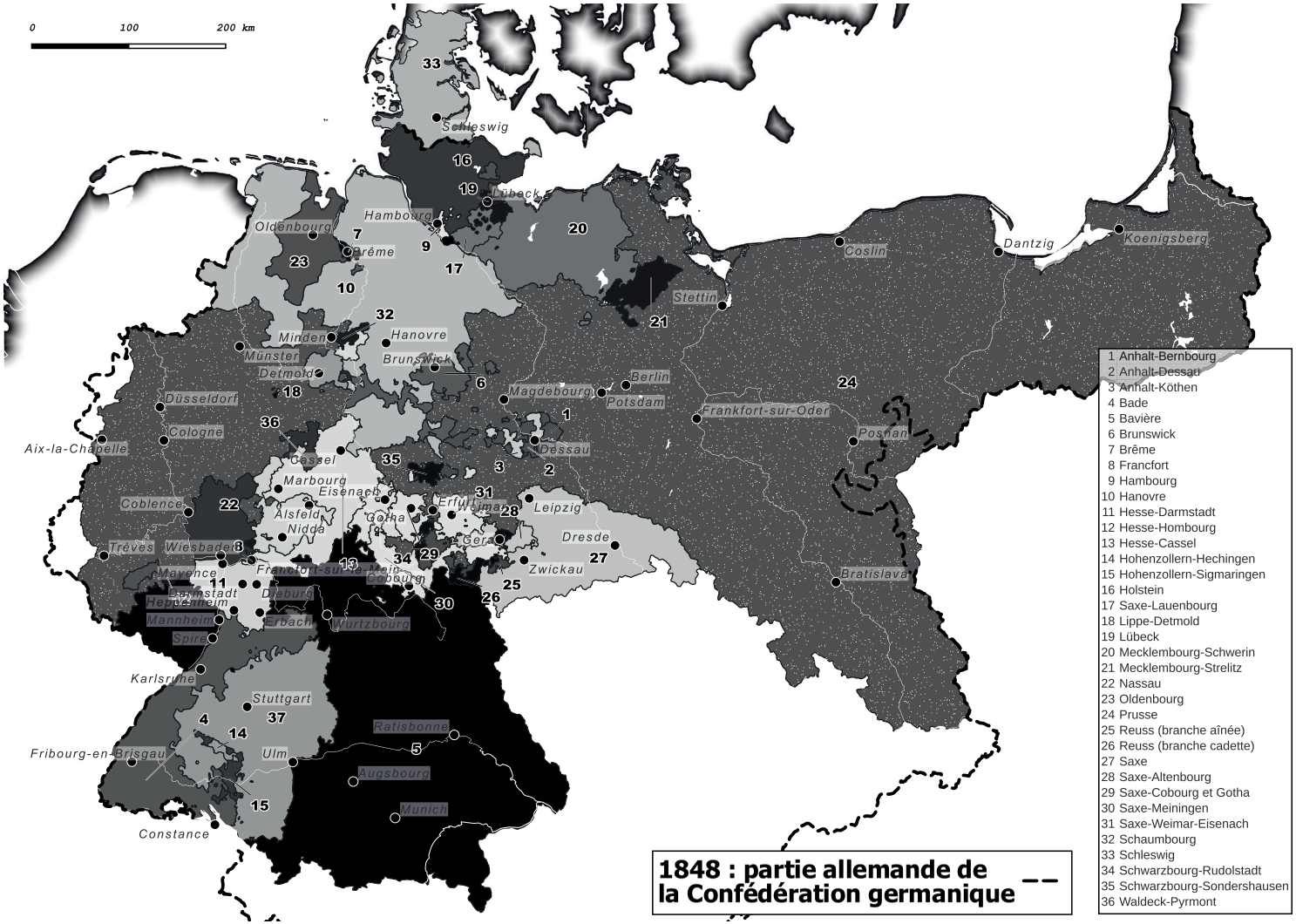
Les années qui précédèrent la naissance de Bebel virent aussi naître un réseau de chemins de fer en Allemagne. Écrivains, scientifiques et poètes s'enthousiasmèrent pour lui. Ses promoteurs espéraient qu'il porterait en lui un monde nouveau. Ils avaient l'intuition qu'il jouerait aussi en Allemagne un rôle irremplaçable : dépasser les particularismes locaux, réunir les membres épars du corps allemand. Pour eux, chemins de fer, unité allemande et démocratie étaient inséparables.

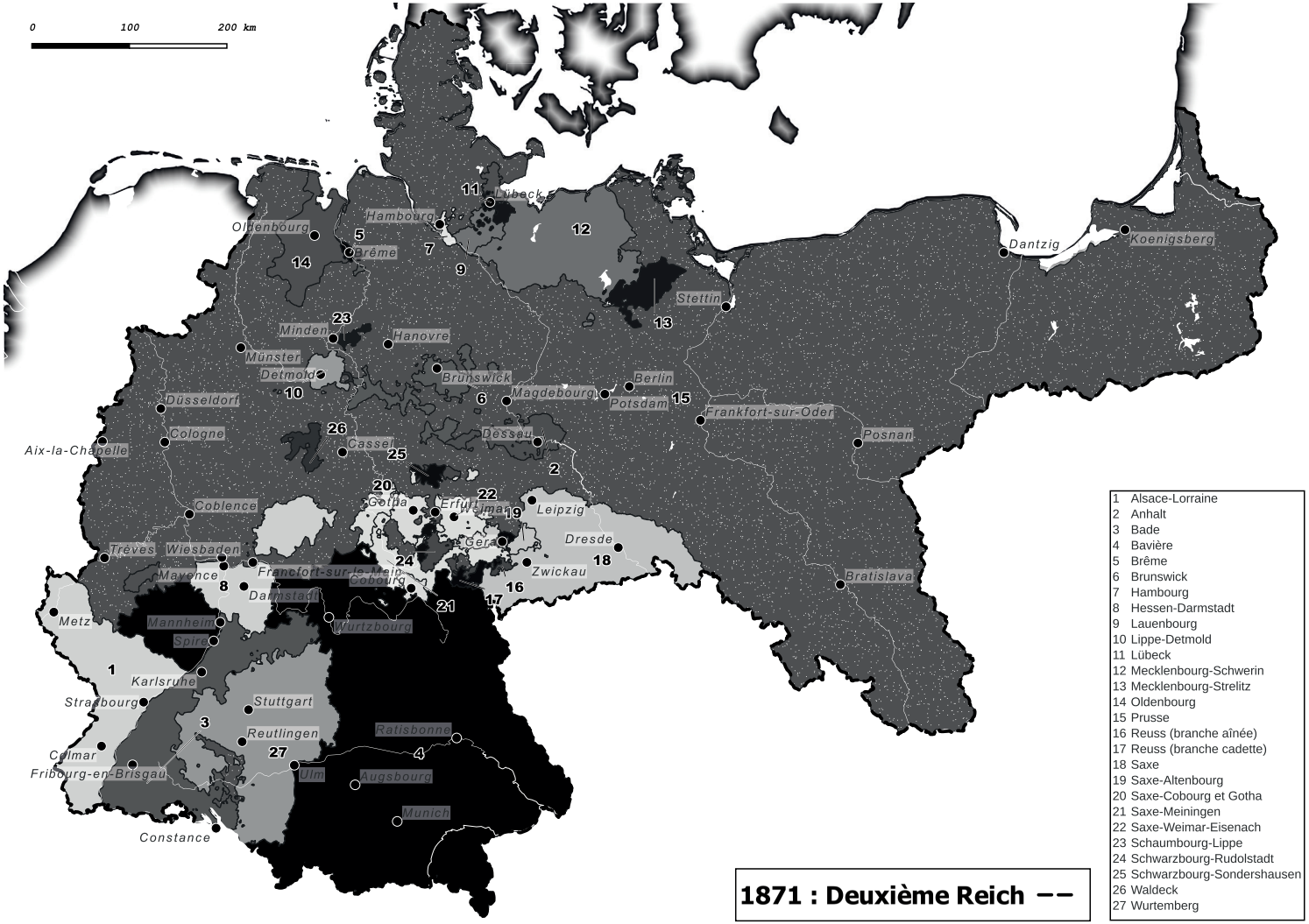
En face, les souverains allemands sentaient également qu'un réseau de chemins de fer saperait les bases de leur pouvoir. Ils n'avaient pas l'intention de laisser s'exprimer les idées démocratiques. C'est ainsi que pendant des décennies la vie publique fut muselée, les réunions politiques interdites, les étudiants, écrivains, poètes et musiciens censurés et réprimés. Excepté durant le bref intermède révolutionnaire de 1848-1849, seuls quelques écrivains au républicanisme radical, parmi lesquels Georg Büchner, Ludwig Börne et Heinrich Heine, ont relayé la contestation politique et sociale, avant de devoir s'exiler.

La noblesse était alors extrêmement nombreuse et riche et, sauf en Rhénanie, son pouvoir sur les paysans fut maintenu. Le chemin de fer n'était qu'à ses débuts, mais l'industriel Friedrich Harkort expliquait déjà : « *Les junkers, les grands propriétaires nobles, ont raison de leur point de vue. D'instinct, ils sentent que la locomotive est le corbillard qui va porter l'absolutisme et le féodalisme jusqu'au cimetière.* » Effectivement, le développement économique fut le plus fort, porté par le télégraphe, le chemin de fer, l'Union douanière, la circulation facilitée des marchandises et en partie des personnes, enfin par l'essor des villes. Cette évolution élargissait progressivement l'horizon des Allemands et œuvrait à l'unification allemande.

Ces années furent aussi marquées par la révolte des tisserands silésiens. Ouvriers à domicile mourant de faim et d'épuisement, subissant les seigneurs, voyant leurs enfants aussi surexploités qu'eux-mêmes, ils se soulevèrent en juin 1844. Ils s'en prirent aux machines, chassèrent des fabricants, et détruisirent livres de commerce et titres de propriété. L'armée prussienne les écrasa.

Cette révolte rencontra un profond écho dans la population. Un mois plus tard, le poète Heinrich Heine, alors très lié à Karl Marx, publiait un poème célébrant les tisserands silésiens, dont une strophe dit : « *Maudit*


0
100
200 km
Schleswig
Lübeck
Hambourg
Oldenbourg
Brême
Coslin
Dantzig
Koenigsberg
Stettin
Minden
Hanovre
Münster
Brunswick
Detmold
Berlin
Magdebourg
Potsdam
Düsseldorf
Frankfort-sur-Oder
Posnan
Cologne
Aix-la-Chapelle
Dessau
Cassel
Marbourg
Eisenach
Erfurt
Weimar
Leipzig
Coblence
Alsfeld
Gotha
Nidda
Gera
Dresde
Trèves
Wiesbaden
Francfort-sur-le-Main
Zwickau
Mayence
Cobourg
Bratislava
Darmstadt
Diaburg
Heppenheim
Erbach
Wurtzbourg
Mannheim
Spire
Karlsruhe
Stuttgart
Ratisbonne
Fribourg-en-Brisgau
Ulm
Augsbourg
Munich
Constance
1848 : partie allemande de la Confédération germanique
1 Anhalt-Bernbourg
2 Anhalt-Dessau
3 Anhalt-Köthen
4 Bade
5 Bavière
6 Brunswick
7 Brême
8 Francfort
9 Hambourg
10 Hanovre
11 Hesse-Darmstadt
12 Hesse-Hombourg
13 Hesse-Cassel
14 Hohenzollern-Hechingen
15 Hohenzollern-Sigmaringen
16 Holstein
17 Saxe-Lauenbourg
18 Lippe-Detmold
19 Lübeck
20 Mecklembourg-Schwerin
21 Mecklembourg-Strelitz
22 Nassau
23 Oldenbourg
24 Prusse
25 Reuss (branche aînée)
26 Reuss (branche cadette)
27 Saxe
28 Saxe-Altenbourg
29 Saxe-Cobourg et Gotha
30 Saxe-Meiningen
31 Saxe-Weimar-Eisenach
32 Schaumbourg
33 Schleswig
34 Schwarzbourg-Rudolstadt
35 Schwarzbourg-Sondershausen
36 Waldeck-Pyrmont


0 100 200 km
Lübeck
Hambourg
Oldenbourg
Brême
Stettin
Dantzig
Koenigsberg
Minden
Hanovre
Münster
Detmold
Brunswick
Berlin
Magdebourg
Potsdam
Düsseldorf
Frankfort-sur-Oder
Cologne
Aix-la-Chapelle
Cassel
Dessau
Posnan
Coblence
Gotha
Erfurt
Weimar
Leipzig
Trèves
Wiesbaden
Gera
Dresde
Mayence
Francfort-sur-le-Main
Zwickau
Bratislava
Darmstadt
Cobourg
Metz
Mannheim
Wurtzbourg
Spire
Karlsruhe
Strasbourg
Stuttgart
Reutlingen
Ratisbonne
Colmar
Fribourg-en-Brisgau
Ulm
Augsbourg
Munich
Constance
1 Alsace-Lorraine
2 Anhalt
3 Bade
4 Bavière
5 Brême
6 Brunswick
7 Hambourg
8 Hessen-Darmstadt
9 Lauenbourg
10 Lippe-Detmold
11 Lübeck
12 Mecklenbourg-Schwerin
13 Mecklenbourg-Strelitz
14 Oldenbourg
15 Prusse
16 Reuss (branche aînée)
17 Reuss (branche cadette)
18 Saxe
19 Saxe-Altenbourg
20 Saxe-Cobourg et Gotha
21 Saxe-Meiningen
22 Saxe-Weimar-Eisenach
23 Schaumbourg-Lippe
24 Schwarzbourg-Rudolstadt
25 Schwarzbourg-Sondershausen
26 Waldeck
27 Wurtemberg
1871 : Deuxième Reich ––

soit le roi, le roi des riches, / Que notre misère ne put émouvoir. / Dans notre poche il prit le dernier denier / Puis nous fit fusiller comme des chiens. »

La révolution de 1848-1849

August Bebel avait huit ans lorsqu'éclata la révolution de 1848. En Allemagne, elle mêlait étroitement question nationale et aspirations démocratiques. L'espoir était de réaliser l'unité (*Einheit)* dans la liberté (*Freiheit),* de créer enfin une vaste république allemande. L'unité, nécessaire au développement de l'industrie, était devenue également un impératif démocratique.

Parmi les révolutionnaires luttant pour l'unité, deux courants principaux se faisaient face. Pour les tenants de la Grande-Allemagne, les parties allemandes de l'Empire d'Autriche devaient faire partie du futur pays, dont elles partageaient langue, culture, traditions et une partie de l'histoire. Ils espéraient aussi contrebalancer l'influence prussienne. Pour les partisans de la Petite-Allemagne, il fallait exclure l'Empire d'Autriche. Le débat fut provisoirement tranché lorsque, au lendemain de l'écrasement du prolétariat parisien en juin 1848, la monarchie autrichienne, avec l'appui de troupes russes, se sentit assez forte pour étouffer dans le sang les insurrections à Vienne et dans ses provinces non allemandes. Au printemps 1849, elle mit en place une Constitution centralisant et unifiant l'ensemble de l'Empire, ce qui était un obstacle de plus à une Grande-Allemagne.

Les députés censés diriger la révolution se réunissaient depuis mai 1848 dans un Parlement à Francfort-sur-le-Main. C'était le premier Parlement de l'ensemble de l'Allemagne, chargé de préparer l'unité allemande et d'élaborer une Constitution pour le futur État. Mais il refusa de prendre le pouvoir, n'entreprit rien contre les princes et se condamna par là même à l'impuissance et à l'échec. L'unité allemande était ajournée pour de longues années. En 1849, ce Parlement de Francfort offrit au roi de Prusse le titre d'empereur d'Allemagne (une Petite-Allemagne), qu'il rejeta avec dédain : il ne pouvait accepter pareil titre que de ses pairs.

Au printemps et jusqu'à l'été 1849, des soulèvements populaires tentèrent de sauver la révolution et d'imposer malgré tout la Constitution. À la base de ces soulèvements se trouvaient artisans et ouvriers, qui ne se battaient pas seulement pour l'unité nationale et la démocratie, mais aussi pour des transformations sociales. Ces insurrections furent écrasées l'une après l'autre, généralement avec le concours de l'armée prussienne.

Friedrich Engels et Karl Marx prirent une part active à la révolution, ainsi que Ferdinand Lassalle et Wilhelm Liebknecht, l'un des deux futurs cofondateurs du Parti social-démocrate. C'est dans le pays de Bade, en Allemagne du Sud, que le mouvement fut le plus résolu. Friedrich Engels et

Wilhelm Liebknecht combattirent jusqu'à la fin, avant de passer en Suisse et d'entamer un long exil. La tentative de réaliser un État national, libéral et démocratique avait échoué. Comme ailleurs en Europe, le « Printemps des peuples » avait été défait, mais ses idéaux demeuraient dans les consciences.

La décennie de 1850 fut une ère de noire réaction, pendant laquelle même l'organisation de fêtes populaires était soumise à autorisation. Il n'était pas question d'y prononcer des discours. Nombre d'ouvrages et de journaux furent interdits. Les partis étaient hors la loi. En Prusse, la principale préoccupation des dirigeants était de combattre les idées démocratiques et de reprendre pas à pas ce que la révolution avait conquis. La police et les juges veillaient à ce que les suspects de socialisme soient pourchassés et jetés en prison. Partout, le pouvoir se plaçait clairement au service de la noblesse, des grands propriétaires terriens et de l'Église.

Mais en même temps les gouvernements soutenaient activement le développement industriel et économique. Paradoxalement, en intensifiant les échanges et en renforçant à la fois la bourgeoisie et la classe ouvrière, le progrès économique allait constituer le moteur de l'unification de l'Allemagne.

Des années décisives pour l'Allemagne: les années 1860

Au début des années 1860, la vie politique se réveilla, et la question de l'unification redevint d'actualité, encouragée par l'exemple de l'unification italienne. Mais quelle unification ? Se ferait-elle sous la direction de la Prusse ou de l'Autriche ? Se ferait-elle par la base, par une révolution démocratique qui supprimerait les divers États et leurs régimes autoritaires, comme l'espéraient les socialistes ; ou par en haut, sur l'initiative d'une monarchie, par les moyens diplomatiques et militaires ? C'est la solution monarchique et prussienne qui s'imposa.

Même si l'industrialisation avait beaucoup progressé depuis 1849, la classe ouvrière restait minoritaire. Cependant, en cette époque de réveil politique, la bourgeoisie libérale créa un peu partout des associations culturelles destinées aux ouvriers, comme le faisaient aussi les Églises catholique et protestante. Elle voulait mettre à profit le désir d'instruction des travailleurs pour les lier à elle, les gagner comme électeurs et base sociale. Ces associations dirigées par des libéraux prônaient comme remèdes à la question sociale le travail, l'épargne et l'éducation. Même ainsi, la police ne les voyait pas d'un bon œil.

Les années 1860 virent également la naissance de coopératives, d'organisations de défense des droits des travailleurs, en particulier

de syndicats, qui se fédérèrent par branche à partir de 1865-1866. Les grèves se multiplièrent, entraînant l'accroissement des organisations syndicales. Le mouvement était désormais trop fort pour être interdit, et les gouvernements finirent par en prendre leur parti. Les États levèrent les uns après les autres l'interdiction des coalitions : d'abord en Saxe en 1861, et pour finir en 1869 dans toute la Confédération de l'Allemagne du Nord.

En 1860, Bebel, compagnon tourneur sur bois, se fixa à Leipzig où il avait trouvé un emploi et, en 1863, il se mit à son compte. La ville et sa région, la Saxe, étaient en avance pour l'industrialisation et l'organisation des travailleurs. En 1863, c'est justement à Leipzig que Ferdinand Lassalle créa l'ADAV, l'Association générale des travailleurs allemands, premier parti dans lequel les ouvriers étaient organisés sur une base programmatique, indépendamment de la bourgeoisie. C'était un grand pas en avant pour l'indépendance politique de la classe ouvrière.

Parallèlement à cette agitation sociale, l'unification de l'Allemagne se réalisa par en haut.

En 1862, le roi de Prusse Guillaume I^er^ avait appelé Bismarck à la tête du gouvernement prussien. Il avait choisi l'homme le plus réactionnaire et le plus inflexible dont il disposait. Bismarck avait pour mission de gouverner sans tenir compte du Parlement, contre les libéraux et les démocrates, pour sauvegarder les privilèges de la monarchie et de la noblesse prussiennes.

Contre la bourgeoisie, Bismarck tenta de s'appuyer sur les ouvriers. Il avait compris que le suffrage universel, jusque-là synonyme de révolution, était compatible avec le maintien de l'ordre social, pour peu qu'on sache s'y prendre. Napoléon III lui en donnait l'exemple, en France. Et Bismarck espérait gagner à son jeu Lassalle, dont la grande revendication était le suffrage universel, en lui promettant des subventions étatiques pour ses sociétés coopératives de production. En voulant jouer au plus fin avec Bismarck, Lassalle risquait d'être entraîné loin de l'intérêt des travailleurs, dans le sillage de la politique prussienne et féodale de Bismarck.

Même si elle n'eut pas immédiatement le succès qu'en espérait son fondateur, la création de l'ADAV par Lassalle eut le mérite de provoquer le débat et contribua à politiser une génération de travailleurs qui étaient à la recherche d'un programme. Pour s'opposer à l'ADAV, d'autres associations se rapprochèrent et se groupèrent en une Fédération des associations ouvrières allemandes.

Au sein de ces associations, des ouvriers prirent progressivement conscience qu'ils n'avaient rien à attendre des libéraux, qui les traitaient en mineurs politiques. Pour les bourgeois libéraux, la question sociale venait toujours après les autres. En 1865, Bebel fut élu président de l'Association d'éducation ouvrière de Leipzig et fit la rencontre de Wilhelm Liebknecht.

Celui-ci avait longuement côtoyé Engels et Marx. C'est entre autres grâce à lui que Bebel rejoignit le marxisme.

Une première guerre opposa en 1864 la Prusse et l'Autriche au Danemark, pour la possession des duchés du Schleswig et du Holstein. En 1866 éclata la guerre « fratricide » entre Prusse et Autriche, dans laquelle tous les États allemands s'engagèrent d'un côté ou de l'autre. Elle acheva d'écarter l'Autriche, vaincue à Sadowa : l'unification se réalisait en séparant l'Autriche de l'Allemagne.

Cette même année, Bebel adhéra à l'Association internationale des travailleurs et fonda avec Liebknecht le Parti populaire saxon, où les éléments prolétariens côtoyaient quelques bourgeois ou petits bourgeois démocrates.

Un an plus tard, en 1867, ils étaient tous deux élus au Parlement de la Confédération d'Allemagne du Nord. Bebel fut le premier ouvrier de l'histoire à siéger dans un Parlement. Jeune autodidacte de 27 ans (la majorité était à 25 ans), il fit sensation dès ses premiers discours dans cette assemblée d'aristocrates et de notables.

Léon Trotsky fait de lui cette description, qui ne vaut pas seulement pour l'homme âgé :

> « La personnalité de Bebel incarnait l'ascension tenace et continue de la nouvelle classe. Ce vieillard fragile, sec, semblait fait d'une volonté tendue vers un but unique. Dans sa pensée, dans son éloquence et dans ses œuvres écrites, il ne dépensait pas une parcelle d'énergie qui ne menât directement au but. Il était non seulement ennemi de la rhétorique mais étranger à toutes les jouissances esthétiques comme telles. Il personnifiait la classe qui s'instruit pendant ses rares heures de loisirs, apprécie chaque minute et absorbe avidement ce qui lui est strictement nécessaire. »

« L'année terrible » vue d'Allemagne et la décennie 1870

Nous ne nous attarderons pas sur les années 1870-1871, la guerre franco-prussienne et la Commune de Paris, sur les prises de position de Bebel et de son parti en ces circonstances. Bebel s'en explique longuement. Soulignons seulement que, lorsque Bismarck demanda au Parlement d'approuver les crédits militaires, ce qui n'était à ses yeux qu'une simple formalité, Bebel et Wilhelm Liebknecht utilisèrent leur position de députés pour protester contre la guerre et refusèrent de voter ces crédits à leur gouvernement, ce qui leur valut une inculpation de haute trahison, puis deux années de forteresse.

Le socialiste Paul Lafargue, dans son introduction à l'édition française de *La Femme et le socialisme*, évoque ainsi leur action :

> « Bebel et Liebknecht […] ouvrirent le feu contre la politique intérieure et extérieure du Chancelier de fer devant qui tout pliait en Allemagne. Étonné de ne pas trouver les socialistes souples sous sa main, Bismarck se retourna furieux contre ceux qui osaient lui résister et entraver sa politique de feu et de sang. Mais il ne réussit pas à intimider le Parti socialiste qui, pendant plus de vingt ans, lui tint tête, déjouant les manœuvres policières, supportant bravement les persécutions, les expulsions et la prison, et attaquant continuellement l'homme politique qui pendant un moment fut l'arbitre de l'Europe et l'idole de la bourgeoisie. »

Leur prise de position enthousiaste en faveur de la Commune de Paris fut encore plus impardonnable aux yeux des classes dirigeantes. Cette fois était en cause une lutte de classe poussée jusqu'au renversement de la bourgeoisie. Bebel était sorti de prison depuis quelques semaines lorsqu'au mois de mai 1871 il clamait au Reichstag son soutien total aux communards : « *La Commune n'est qu'un petit combat d'avant-poste, comparé à l'explosion révolutionnaire qui embrasera l'Europe et qui délivrera l'humanité de l'oppression capitaliste.* » Et Liebknecht, également en plein Reichstag : « *Nous aussi, nous renverserons nos colonnes Vendôme !* » Paul Lafargue commente ainsi : « *Pendant que la bourgeoisie allemande* […] *se mettait à plat ventre devant Bismarck, et que la bourgeoisie européenne, courtisane éhontée du succès, le proclamait le plus grand politique du siècle, Bebel et Liebknecht soufflетaient toute cette gloire et tous ces triomphes* ».

L'unification de la social-démocratie et la loi d'exception

La deuxième partie des *Souvenirs* est centrée sur les luttes entre les deux tendances socialistes allemandes, celle de Bebel et celle issue de Lassalle, et sur la lente marche vers l'unification, réalisée en 1875 au congrès de Gotha. Entre-temps, Bebel et ses camarades étaient en butte aux persécutions, aux procès, à la prison. Une fois même, Bismarck réussit avec l'aide de juges complaisants à priver Bebel de son mandat de député. Mais les électeurs le réélurent avec une majorité plus imposante encore.

Ses années de prison ont armé Bebel culturellement et idéologiquement. La prison lui a donné le temps d'étudier des langues étrangères et d'acquérir toutes sortes de connaissances qui lui avaient été refusées. Dès son premier emprisonnement, il s'est plongé dans l'étude des œuvres de Marx et d'Engels, ce qu'il n'avait jamais eu la possibilité de faire auparavant,

bien qu'étant le cofondateur d'un parti se réclamant du marxisme. Dans cette période se développa une correspondance entre Bebel en Engels. Ils s'entendirent par exemple pour critiquer les concessions faites au lassallisme lors de l'unification de 1875.

La troisième partie du livre s'ouvre sur les débats de la loi d'exception contre les socialistes. Bismarck déclenchait alors une lutte à mort contre le socialisme. Le parti fut interdit, comme les réunions et les journaux, des centaines de militants furent expulsés de leur ville et de leur région. Il fallut reconstruire l'organisation de façon clandestine, par des relations d'homme à homme, tenir réunions et congrès en échappant à la police et aux mouchards, secourir les expulsés et leurs familles, trouver des financements, créer un journal à l'étranger, le faire entrer en Allemagne en contrebande et le diffuser dans tout le pays. Se débattant entre procès et prisons, Bebel et ses camarades tinrent bon, utilisèrent les moindres espaces de liberté, en particulier lors des élections, pour organiser la riposte ouvrière. Cette tactique paya et, malgré le prix fort qu'il dut payer, le parti se renforça et repartit à l'attaque.



De son vivant, Bebel était surtout renommé comme orateur. Et d'ailleurs certains passages des *Souvenirs de ma vie* ont quelque chose d'oral. Bebel était un conteur de talent. Ses meetings attiraient les foules, sa voix dominait les assemblées les plus tumultueuses et se faisait entendre de milliers d'auditeurs. En 1890, juste avant la fin de la loi antisocialiste, il tint à Hambourg un discours devant 40 000 à 50 000 personnes. Ses discours au Reichstag faisaient événement, ses adversaires mêmes devant reconnaître qu'il était un orateur talentueux aux arguments solides.

Bebel fut député au Reichstag pendant pratiquement toute sa vie d'adulte : entre 1867 et 1881, puis sans discontinuer de 1883 à 1913. Mais il se voyait d'abord comme un militant, non comme un parlementaire, et veilla, dans le parti, à ce que le groupe parlementaire ne se mette pas insensiblement à jouer le rôle d'une direction. Longtemps, il défendit l'idée que les élections, les Parlements n'étaient que des instruments de propagande, qu'ils ne pouvaient servir à modifier la société, et il reprochait à certains députés du SPD de prendre trop au sérieux la comédie parlementaire. Lénine disait de lui qu'il était devenu tout à la fois « *le parlementaire le plus capable d'Europe, l'organisateur et tacticien le plus talentueux, le dirigeant le plus influent de l'Internationale* ». Il était surtout réputé dans le parti pour sa droiture morale.

Au-delà de la période couverte par les *Souvenirs* de Bebel, dans les décennies qui ont suivi l'abolition de la loi antisocialiste, la pratique

parlementaire du Parti social-démocrate allemand s'est vite teintée d'opportunisme. Certes, Bebel n'a jamais renié les principes, il a pris position contre le révisionnisme de Bernstein. Mais, dans la pratique, il accompagnait l'adaptation du parti au régime parlementaire et à la société bourgeoise, qui faisait bénéficier l'aristocratie ouvrière des surprofits de l'impérialisme. Dans la préface à son recueil *La guerre et la révolution*, Trotsky explique comment Kautsky conciliait défense du marxisme et politique opportuniste. Et il ajoute : « *Cette combinaison de l'opportunisme pratique et des principes révolutionnaires trouva son suprême épanouissement en la personne de l'ouvrier tourneur August Bebel, chef indiscuté pendant près de cinquante ans. Bebel soutenait Kautsky dans le domaine de la théorie, se révélant pour ce dernier une autorité sans appel dans les questions politiques.* »

Bebel n'a pas pu terminer le troisième livre, et ses *Souvenirs* s'interrompent en 1882. Partisan d'une république sociale à une époque où, hormis les socialistes, tout le monde en Allemagne restait monarchiste ; internationaliste, quand l'unité nationale puis l'impérialisme étaient à l'ordre du jour ; résolument matérialiste, se caractérisant comme « évolutionniste et révolutionnaire », quand les coutumes et idées religieuses pesaient encore de tout leur poids ; en un mot, agitateur socialiste qui choisit le marxisme pour s'orienter dans une société mouvante, August Bebel présente dans ce livre un témoignage vivant de son enfance, de sa formation et de son tour d'Allemagne, et bien sûr de sa vie militante. On ne peut qu'être d'accord avec Paul Lafargue qui prédisait : « *Le maître-tourneur de Leipzig aura une grande place dans l'histoire du 19e siècle.* »

Anne Deffarges et Dominique Petitjean

Les partis en présence

Les Partis ouvriers

ADAV (Allgemeiner Deutscher Arbeiterverein) :
Association générale des travailleurs allemands.

Premier parti ouvrier allemand fondé le 23 mai 1863 par Ferdinand Lassalle (1825-1864), avocat et ancien quarante-huitard. Lassalle meurt le 31 août 1864, des suites d'un duel. De 1867 à 1871, l'ADAV est dirigée de façon despotique par Jean Baptist von Schweitzer. En janvier 1870, il réunit les syndicats animés par des militants de l'ADAV en une Association générale des syndicats allemands, qui freine plutôt leur développement. En 1867, la comtesse von Hatzfeldt, grande amie de Lassalle, provoque une scission dans l'ADAV et crée l'Association générale lassalienne des travailleurs allemands. Les deux courants se réunifient en 1869.

VDAV (Verband der Deutschen Arbeitervereine) :
Fédération des associations ouvrières allemandes

August Bebel commence à militer dans les associations ouvrières d'éducation. Il participe en juin 1863 à la fondation de la VDAV qui peu à peu se sépare des groupes libéraux-bourgeois, évolue de plus en plus à gauche et se rapproche de la I^re^ Internationale. En 1869, la Fédération des associations (VDAV) se dissout et rejoint le SDAP.

SDAP (Sozialdemokratische Arbeiterpartei) :
Parti ouvrier social-démocrate.

Fondé en août 1869, à Eisenach, par Bebel et Liebknecht.

SAPD (Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlandse) : Parti ouvrier socialiste d'Allemagne.

Créé en mai 1875, à Gotha, par la fusion des deux partis ADAV et SDAP.

SPD (Sozialdemokratische Partei Deutschlands – SPD)

Au congrès d'Erfurt, en octobre 1891, le SAPD prend le nom de Parti social-démocrate d'Allemagne. Ancêtre du SPD actuel.

Les partis bourgeois libéraux et démocrates

Union nationale (Nationalverein).

Constitué en 1859, ce parti revendique l'unité nationale sous direction prussienne.

Parti du progrès (Forschrittspartei).

Créé en 1861 à l'occasion d'une scission de l'Association nationale, sur un programme similaire. Il défend le parlementarisme.

En 1866, l'aile droite du Parti du progrès crée le **Parti national-libéral** (**National liberale Partei**), tandis que l'aile gauche crée le **Parti populaire allemand** (Deutsche Volkspartei), cantonné à l'Allemagne du Sud, qui regroupe démocrates bourgeois et ouvriers.

Le Parti populaire saxon (Die sächsische Volkspartei).

Créé en 1866 dans le royaume de Saxe. Ce parti est partisan de la Grande-Allemagne (y compris les provinces allemandes d'Autriche) et ennemi de la Prusse bismarckienne. Il organise en particulier des ouvriers.

Bebel et Liebknecht (rédacteur de *l'Hebdomadaire démocrate)* y ont milité un temps et en sont élus députés en 1867. Ils s'en séparent en 1868.

Parti libéral (Freisinnige Partei).

Créé en 1884 par la fusion des restes du **Parti du progrès** avec le **Rassemblement libéral** (Freisinnige Vereinigung).

Le Centre

Le parti du Centre (Zentrum).

En 1871, se sentant menacé par la création du Reich à majorité protestante, le catholicisme politique crée le parti du Centre, partisan du pape et anti-prussien. De 1871 à 1878, Bismarck lui mène une guerre féroce, sous couleur de combat pour la civilisation (Kulturkampf). Ce parti se rallie ensuite peu à peu à Bismarck contre les socialistes.

La droite

Le Parti conservateur allemand (Deutsch-konservative Partei.
Unifie en 1876 les adversaires et les partisans de Bismarck. Il représente la grande propriété foncière, les nobles de l'est de l'Elbe (Junkers), il est dynastique et antilibéral. Son journal est *La Croix (Kreutzzeitung)*.

Le Parti libre-conservateur (Freikonservative Partei) et le Parti national-libéral représentent les industriels.

Le Parti ouvrier social-chrétien (Christich-soziale Partei)
Fondé en 1878 par Stöcke, prédicateur antisémite de la Cour, pour contrer la social-démocratie.

Première partie

Avant-propos

Le souhait de beaucoup de mes camarades que j'écrive mes souvenirs coïncide avec mon souhait personnel. Quand des circonstances favorables ont permis à quelqu'un de parvenir, comme moi, à une position influente, tout le monde a le droit de connaître quelles circonstances y ont mené. Mais aussi on a répandu sur moi tant d'accusations fausses et de jugements erronés que cela justifie à mes yeux de montrer au public ce qu'il en est vraiment.

Pour cela, franchise et vérité sont impératives, sinon à quoi bon publier des livres sur sa vie ? Le lecteur de mes Mémoires, de quelque bord ou de quelque parti qu'il soit, ne pourra pas me reprocher d'avoir cherché à dissimuler ou à enjoliver. J'ai dit la vérité, même là où d'aucuns penseront que j'aurais mieux fait de la taire. Ce point de vue, je ne le partage pas. Les hommes parfaits, ça n'existe pas, et parfois c'est la reconnaissance d'une erreur qui intéresse le plus le lecteur et lui permet le mieux un jugement juste.

Voulant écrire au plus près de la vérité, je ne pouvais donc pas me fier à ma mémoire. Après des années, la mémoire vous fait défaut, même des événements qui vous ont profondément marqué changent complètement d'aspect au fil des années, sous toutes sortes d'influences. J'ai souvent fait cette expérience, non seulement sur moi mais aussi sur d'autres. Dans un cercle d'amis et de connaissances, j'ai bien souvent raconté le plus sincèrement du monde des événements anciens qui se découvraient tout autres par la suite, par exemple après avoir retrouvé des lettres que j'avais écrites sous l'impression immédiate des événements. Cela m'a amené à la conviction qu'aucun juge ne devrait faire prêter serment à un témoin au-delà de quelques années après les faits. Le risque de faux serment est trop grand.

Pour établir l'exactitude de mes informations, ainsi que des conceptions qui étaient les miennes à un moment précis, j'ai autant que possible eu recours à des lettres, des notes, des articles, etc.

Mais il y eut dans ma vie des moments où il était dangereux de conserver des lettres, sous peine de me trahir ou de trahir les autres. C'était tout particulièrement le cas à l'époque des lois antisocialistes, quand je courais à toute heure le risque de subir une perquisition ou une fouille corporelle pour trouver des matériaux en vue d'un procès, soit contre moi soit contre d'autres. Pendant de longues années, je passais auprès des policiers ou des procureurs pour un homme dangereux, dont il fallait se méfier. Peut-être à

juste titre. Mais c'est pour ces mêmes raisons qu'il était exclu que je tienne un journal.

Dans ce livre, en particulier en ce qui concerne les associations ouvrières antisocialistes des années 1860, on trouve des matériaux qui jusqu'ici n'étaient qu'en partie connus. Après la mort de L. Sonnemann, fin octobre à Francfort-sur-le-Main, il ne reste à part moi plus personne de vivant qui connaisse et ait comme moi vécu l'histoire de cette époque, et qui ait eu les documents à sa disposition. J'espérais avancer dans ce travail plus loin que là où j'en suis arrivé. Mais j'en ai été empêché par la maladie, qui pendant presque deux ans m'a rendu incapable de tout travail intellectuel fatigant. Si je garde la santé nécessaire, alors à la première partie succédera dans peu de temps une deuxième, et peut-être une troisième.

Schöneberg-Berlin. Jour de l'An 1910
A. Bebel

Pour la deuxième édition

Puisqu'il est devenu nécessaire de réimprimer mon livre, qui s'est vendu à 70 000 exemplaires, j'ai ajouté au texte, outre de nombreuses corrections, quelques précieux compléments ; ils proviennent de lettres et de documents qui ne sont que tout récemment arrivés entre mes mains.

Je veux encore ajouter que la deuxième édition de la première partie sera immédiatement suivie de la deuxième partie des *Souvenirs de ma vie*.

Zurich, juin 1911
A. Bebel

Enfance et jeunesse

Quand on veut juger assez justement quelqu'un, il faut connaître l'histoire de son enfance et de sa jeunesse. Nous venons au monde avec nombre de dispositions et de traits de caractère dont le développement dépend essentiellement des circonstances qui nous entourent. Dispositions et traits de caractère peuvent être favorisés ou freinés par l'éducation et l'exemple de l'entourage, et même jusqu'à un certain point être étouffés. Il dépend alors des circonstances ultérieures de la vie, et plus souvent encore de l'énergie de la personne concernée, que s'imposent – et de quelle manière – les défauts dus à l'éducation ou les qualités qu'on a étouffées. Cela se paie souvent d'un dur combat contre soi-même, car les impressions qui marquent un être humain dans son enfance et sa jeunesse sont celles qui influent le plus sur ce qu'il sent et ce qu'il pense. Quoi que les circonstances fassent ultérieurement de l'individu, les impressions de son enfance agissent sur lui dans le bon comme dans le mauvais sens, et souvent elles déterminent son attitude.

Moi du moins, je dois reconnaître que les impressions et les choses vécues dans mon enfance et mon adolescence ont eu un impact si fort sur moi que j'ai eu du mal à m'en défaire et que je ne m'en suis jamais vraiment dégagé.

Nous naissons quelque part.

Ce bonheur m'échut le 22 février 1840, jour où, dans la casemate de Deutz, à Cologne, je vis la lumière du monde. Mon père était le sous-officier Johann Gottlob Bebel de la 3e compagnie du 25e régiment d'infanterie, ma mère Wilhelmine Johanna, née Simon. Mon acte de baptême n'indique pas comme lieu de naissance Deutz – qui était encore à l'époque une commune indépendante – mais Cologne, manifestement parce que la garnison de Deutz faisait partie de celle de la place forte et relevait donc de la paroisse de Cologne.

La « lumière du monde » que je voyais à ma naissance était la faible lumière d'une lampe à huile en zinc éclairant chichement les murs gris d'une grande salle de casemate, qui faisait en même temps office de chambre à coucher, pièce à vivre, salon, cuisine et local de cantine. Aux dires de ma mère, il était pile neuf heures du soir quand je naquis, « moment historique » en ce sens que c'était justement l'instant où, dehors, devant la caserne, le clairon sonnait le couvre-feu, signal depuis « la nuit des temps », on le sait, que la troupe doit aller se coucher.

Des amateurs de prophéties pourraient déduire de là que s'annonçait déjà ma future position d'opposant politique à l'ordre établi. Car, rigoureusement parlant, c'était une infraction au règlement militaire qu'à cet instant précis moi, fils de sous-officier prussien, je braille – et il paraît que dès ma naissance j'avais une voix très puissante – entre les murs d'une casemate royale, alors qu'on avait donné l'ordre de faire silence.

Mais à faire ce genre de déduction on se tromperait. Il m'a fallu plus tard encore bien du temps avant de me libérer du carcan des préjugés dans lesquels la vie de casemate et les impressions de jeunesse ultérieures m'avaient enfoncé.

Il n'est pas superflu, car c'est indispensable pour m'appréhender moi aussi, de dire ici deux ou trois mots de mon père et de ma mère. Mon père, né à Ostrowo en Posnanie, était le fils du maître tonnelier Johann Bebel. Il faut à mon avis supposer que ces Bebel ont quitté le sud-ouest de l'Allemagne (Wurtemberg) pour s'installer dans l'est, à peu près à l'époque de la Réforme. J'ai pu établir que vers 1625 un Bebel vivait déjà à Kreuzburg[1] en Silésie. Mais, jusqu'à ce jour, on trouve bien plus de Bebel dans l'Allemagne du Sud-Ouest. On trouve aussi, depuis l'époque de la Réforme, le nom de Bebel porté par des gens occupant des charges publiques. Je rappelle l'auteur des *Facetiae*, l'humaniste Heinrich Bebel, qui était professeur à Tübingen et mourut en 1518. Par ailleurs un Johann Bebel, imprimeur à Bâle vers 1518, édita l'*Utopie* de Thomas More. Un professeur Balthasar Bebel vécut vers 1669 à Strasbourg, et un docteur en médecine Friedrich Wilhelm Bebel à Nagold dans le Wurtemberg vers 1792. On trouve encore le nom de Bebel, déformé en Böbel, en Allemagne du Sud. Que mon père, originaire de l'est, se soit retrouvé à l'ouest, cela vient de ce qu'avec son frère jumeau August, il entra en 1828 dans un régiment de Posnanie, le 19e je crois. Lorsque ensuite, en 1830, éclata l'insurrection polonaise, le gouvernement prussien jugea opportun d'éloigner de cette province le régiment de Posnanie. Le régiment dans lequel mon père servait fut transféré, en tant que partie de la garnison fédérale prussienne, vers ce qui était à l'époque la place forte fédérale de Mayence. C'est grâce à cette circonstance que mon père et ma mère firent connaissance.

Ma mère était issue d'une famille petite-bourgeoise quelque peu aisée, établie depuis longtemps dans l'ancienne ville libre impériale de Wetzlar. Son père était boulanger et agriculteur. C'était une famille nombreuse, aussi, suivant l'exemple des filles d'autres familles de Wetzlar, ma mère partit à pied pour Francfort-sur-le-Main, où elle se plaça comme bonne. De Francfort, elle se rendit à la ville voisine Mayence, où elle fit la connaissance de mon père. Lorsque, plus tard, le régiment d'infanterie de mon père fut renvoyé en Posnanie, il le quitta pour intégrer le 25e régiment

1 Aujourd'hui Kluczbork en Pologne, entre Wroclaw et Cracovie.

d'infanterie en garnison à Cologne-Deutz, pour rester près de sa fiancée, et peut-être aussi parce qu'il se plaisait mieux en Rhénanie que dans son pays natal. Son frère jumeau August, mon parrain, suivit son exemple en passant dans le 40e régiment d'infanterie (8e régiment de fusiliers rhénans), alors en garnison à Mayence.

Une famille de sous-officier prussien d'alors vivait dans des conditions lamentables. La solde était plus que mince et on faisait donc maigre chère, comme partout en ce temps-là chez les fonctionnaires et militaires prussiens, et à peu près tout le monde devait se serrer la ceinture et souffrir la faim pour Dieu, le roi et la patrie. Quand on dit que la Prusse a grandi en jeûnant, il y a du vrai là-dedans. De là sans doute aussi l'appétit qu'en tout temps elle a montré pour de la terre étrangère et plus fertile. On autorisa ma mère à tenir une sorte de cantine, c'est-à-dire qu'elle avait le droit de vendre toute sorte de petites fournitures aux soldats des casemates, ce qui se passait dans l'unique pièce que nous occupions. Aujourd'hui encore, je la revois devant moi, près de la lampe à huile de betterave, remplir les écuelles en grès des soldats de pommes de terre fumantes en robe des champs, six pfennigs prussiens la portion.

Pour nous les enfants – j'avais un premier frère né en avril 1841, et un second né l'été 1842 – la vie dans les casemates était une vie pleine d'enchantements. Nous parcourions en tout sens les chambrées des casemates, gâtés ou taquinés par les sous-officiers et les hommes de troupe. Mais quand les chambrées étaient vides, parce que les hommes étaient sortis pour l'exercice, j'allais dans l'une d'elles et décrochais du mur la guitare du sous-officier Wintermann, qui était aussi mon parrain, sur laquelle je m'entraînais à jouer de la musique, jusqu'à ce qu'il ne reste plus aucune corde d'intacte. Pour parer à ces exercices effrénés et à leurs funestes conséquences, il me tailla dans une planche un instrument ressemblant à une guitare, qu'il équipa de cordes en boyau. Désormais, en compagnie de mon frère, je restais pendant des heures assis avec cet instrument sur le seuil de la porte donnant sur une cour dans la rue principale de Deutz, et je malmenais les cordes, ce qui ravissait tant les deux filles d'un capitaine de dragons habitant en face que, pour mes performances musicales, elles nous régalaient assez souvent de gâteaux ou de confiseries. Évidemment, les exercices militaires ne pâtissaient pas de ces exercices musicaux. C'était toute l'ambiance qui poussait à ça. C'était littéralement dans l'air. Donc, dès que je portai mon premier pantalon et ma première veste, tous deux bien entendu confectionnés à partir d'une vieille capote militaire de mon père, je me plaçais, équipé de l'armement nécessaire, à côté ou derrière les soldats à l'exercice sur la place devant la casemate et j'imitais leurs mouvements. Comme ma mère me l'a souvent raconté plus tard en riant, je maîtrisais paraît-il particulièrement bien le demi-tour à droite ou à gauche,

exercice qui faisait beaucoup transpirer les soldats et pour lequel, dit-on, l'officier ou le sous-officier commandant la manœuvre m'ont plus d'une fois donné en exemple.

Mais peu à peu mon père vit la vie de troupier d'un autre œil que son fils. Comme ma mère nous le raconta maintes fois, il était certes, comme son frère, un militaire extrêmement consciencieux, ponctuel et bien mis – un soldat « modèle », ce que même le major reconnut un jour devant tout le bataillon lors d'une inspection – mais à cette époque il avait déjà ses douze ans et plus de service sur les épaules, et il finissait par en avoir, comme on dit, par-dessus la tête de la vie de soldat. Le service était à l'époque sans doute encore plus mesquin et tatillon qu'aujourd'hui. Le caporalisme s'en donnait alors à cœur joie. Manifestement mon père ne manquait pas non plus d'esprit d'indépendance et d'opposition, ce pour quoi à l'époque la province rhénane offrait un terrain propice ; aussi, rentrant du champ de manœuvre dans la sombre pièce de la casemate, il était bien souvent dans une colère noire et l'invective aux lèvres. Lorsqu'en 1840, sous Louis-Philippe et son ministère Thiers, une guerre menaça entre la France et la Prusse, il serait un jour rentré dans la salle au comble de l'indignation parce que, d'après lui, un blanc-bec d'officier l'avait offensé, et il aurait crié à ma mère : « *Femme, si ça se déclenche, la première balle que je tire sera pour un officier prussien !* » L'expression « officier prussien » surprend dans la bouche d'un sous-officier prussien, mais elle s'explique. À l'époque, et encore bien longtemps après, la population de la Rhénanie prussienne qualifiait tout simplement de « prussien » tout officier ou fonctionnaire. Les Rhénans ne se sentaient pas encore prussiens. Si un jeune homme devait se faire soldat, on disait en raccourci : « Il doit faire le Prussien » (le Pruss en dialecte bas-allemand). Il y avait même un mot grossier pour ça. Au printemps 1869 encore, alors que je me trouvais pour raison politique à Elberfeld[2] avec Liebknecht, dans la salle de l'hôtel où nous logions j'entendis un pensionnaire, qui venait de voir passer dans la rue un officier, dire : « *Que fait donc ici cet officier prussien* ? » Et Elberfeld n'avait pas de garnison, pas plus à cette époque qu'aujourd'hui.

L'état d'esprit que je viens de décrire, mon père lui aussi l'avait manifestement adopté. Lorsque ensuite, dans les années 1843 et 1844, gravement malade après quinze années de service, il dut passer de longues années à l'hôpital militaire, voyant devant lui sa propre mort et la misère de sa famille, il demanda à plusieurs reprises à ma mère, avec une extrême insistance, de ne pas nous envoyer après sa mort, nous les garçons, à l'orphelinat militaire, car cela entraînait l'obligation de servir neuf ans dans l'armée. À l'idée que ma mère, par nécessité, pourrait quand même le faire, il cria à plusieurs reprises, dans une excitation accrue par la maladie : « *Si tu le*

2 Aujourd'hui Wuppertal. C'est la ville natale d'Engels.

fais quand même, je poignarde les enfants devant la compagnie. » Dans son excitation, il oubliait qu'alors il ne serait plus parmi les vivants.

L'heure de la délivrance sonna pour mon père quand, au printemps 1843, on lui proposa un poste de garde-frontière pour lequel il avait postulé depuis longtemps. Il accepta le poste, et c'est ainsi que la famille partit pour Herzogenrath, à la frontière belge, en partie à pied, en partie assise sur la voiture de roulage qui portait nos meubles, car à l'époque il n'y avait pas encore de chemin de fer dans cette région. Mais notre séjour n'y fut pas long. La période d'essai de trois mois n'avait pas encore pris fin que mon père contracta une grave maladie, suite à l'épuisant service de nuit. Ma mère appelait cela inflammation musculaire, je suppose qu'il s'agissait d'un rhumatisme articulaire, à quoi s'ajoutait la tuberculose. Mon père relevant encore de la condition militaire, puisqu'il était encore en période d'essai, nous dûmes refaire avec cet homme très malade, dans les mêmes conditions, le même voyage de retour à Cologne. Une rude affaire pour ma mère.

Arrivés à Cologne, on emmena mon père à l'hôpital militaire, et on nous attribua à nouveau une pièce dans les casemates de Deutz, cette fois-ci à l'arrière, au-delà des douves. Après treize mois de maladie, mon père mourut, à 35 ans, sans que ma mère eût droit à toucher une pension. Nous avons dû quitter la casemate peu après la mort de mon père, et ma mère aurait été obligée de retourner dans sa ville natale de Wetzlar si le frère jumeau de mon père, August Bebel, ne nous avait pris en charge, ma mère et nous. Pour mieux accomplir ce devoir, il décida d'épouser ma mère à l'automne 1844.

Mon beau-père avait été congédié du 40e régiment d'infanterie pour invalidité totale en septembre 1841, avec l'octroi d'une pension de deux thalers par mois. La raison de son invalidité était la perte de sa voix de commandement, suite à une inflammation du larynx qui, plus tard, dégénéra également en tuberculose. Après avoir quitté son poste au régiment, il avait pendant environ deux ans fait fonction de sous-officier de police à l'hôpital militaire de Mayence et avait accepté ensuite, provisoirement, la place de gardien d'infirmerie dans la maison de correction provinciale de Brauweiler près de Cologne. Son projet véritable était d'entrer à la poste. Mais ce n'était pas si simple à l'époque car, d'ordinaire, il fallait d'abord qu'un fonctionnaire meure ou parte à la retraite pour qu'un autre puisse espérer être embauché. Un détail en dit long sur la manière dont fonctionnait la poste à cette époque : lorsque mon beau-père écrivit à son frère à Ostrowo pendant l'été 1844, pour qu'il lui obtienne le document officiel nécessaire pour son mariage, il marqua en gros sur l'adresse de la lettre, que j'ai par hasard entre les mains : « *L'expéditeur demande une distribution rapide* ». La distribution du courrier était donc à l'époque manifestement

aussi lente que rare. Après plusieurs années d'attente, l'emploi désiré de facteur à la poste lui fut enfin proposé en octobre 1846, juste au moment où il était mis en bière.

Nous allâmes nous établir à Brauweiler à la fin de l'été 1844. Celui qui était désormais mon père avait là, dans le grand établissement pénitentiaire provincial, le service sûrement le plus fatigant. Il était entre autres gardien de la division réservée aux vagabonds condamnés pour délits à de la prison. L'établissement formait un grand complexe de bâtiments et de cours et comprenait aussi un coin pour jardiner. L'ensemble était entouré d'un haut mur. Hommes, femmes et jeunes détenus étaient séparés les uns des autres. Pour parvenir jusqu'à la maison d'arrêt, dans laquelle se trouvait aussi notre logis, il fallait traverser plusieurs cours, séparées les unes des autres par de lourdes portes verrouillées. La maison d'arrêt était donc coupée de tout entourage humain. Tous les soirs, à l'heure du crépuscule, des douzaines de chouettes de toute taille volaient autour du bâtiment, hululant et criaillant, et nous effrayaient. Ces chouettes habitaient le clocher de l'église voisine. À part ça, ce séjour n'était pas très plaisant pour nous les enfants, et probablement pas non plus pour nos parents. Le service de mon père, qui commençait à 5 heures du matin et durait jusque tard le soir, était très fatigant et source de beaucoup d'ennuis. La manière dont on traitait les détenus à l'époque était barbare. J'ai moi-même vu plus d'une fois des hommes, jeunes et d'autres plus âgés, qui avaient été très lourdement punis, contraints de subir le monstrueux supplice de la mise aux fers. On obligeait le délinquant à s'allonger à plat ventre, à même le sol de la cellule, puis on lui mettait des fers aux mains et aux pieds. Ensuite, dans le dos, la main droite était attachée au pied gauche et la main gauche au pied droit. Et comme si cela ne suffisait pas, on lui entourait la poitrine et les bras d'une toile de lin nouée serrée dans le dos. Ficelé comme une pelote vivante, gisant sur le ventre, le malfaiteur devait endurer cela pendant deux heures. Puis on lui enlevait les liens mais, quelques heures après, on renouvelait le supplice. Les hurlements et gémissements de ceux que l'on brutalisait ainsi retentissaient à travers tout le bâtiment et faisaient naturellement sur nous, les enfants, une impression terrifiante.

Là, à Brauweiler, dès l'automne 1844, à l'âge de 4 ans et demi seulement, j'allai à l'école du village, plus exactement on m'y admit, vu mon jeune âge, comme « volontaire ». Quand nous revenions de l'école, nous étions obligés de passer l'un des portails de l'établissement qu'une sentinelle devait nous ouvrir. Mais un jour nous restâmes figés de surprise quand la sentinelle ouvrit la porte et que nous vîmes trôner sur sa tête, au lieu du schako en usage jusque-là, un casque étincelant et très haut. Comparés à leurs successeurs d'aujourd'hui, ces premiers casques étaient de véritables monstres, et lourds en proportion. Nous ne nous remîmes de notre surprise et de notre

étonnement que quand la sentinelle nous ordonna impérieusement : « *Les gosses, vous entrez, ou je vous claque la porte au nez.* »

Pour nous les enfants, la vie dans l'établissement n'était pas très variée. Elle se déroulait pour l'essentiel à l'intérieur d'une partie de l'enceinte de l'établissement. Notre père aussi, qui était un homme très sévère, et à qui les ennuis ne manquaient pas, devenait de plus en plus irritable, irritabilité croissant au même rythme que la tuberculose qui s'était entre-temps déclarée chez lui. Notre mère et nous les enfants en souffrions beaucoup. Plus d'une fois ma mère dut s'interposer, quand mon père, dans un état d'énervement excessif, nous infligeait de lourds châtiments corporels. Si les raclées sont le summum de la science éducative, alors je suis forcément devenu un authentique homme modèle. Mais qui oserait prétendre cela ? Ce que je suis devenu, je le devins malgré les raclées.

Mais, d'un autre côté, mon père se donnait énormément de mal pour que nous soyons heureux, car, malgré tout, c'était un homme qui avait bon cœur. S'il pouvait nous faire plaisir, par exemple pour Noël, le Nouvel An ou Pâques, il le faisait dans la mesure où nos modestes moyens le permettaient. Et ils étaient très modestes. Outre le logement (deux pièces) gratuit, le chauffage et la lumière, mon père touchait un salaire d'à peu près huit thalers par mois. Avec ça, il fallait s'en sortir à cinq, plus tard à quatre, car mon plus jeune frère, un enfant joli comme un cœur et le préféré de mon père, mourut pendant l'été 1845.

Entre-temps, la maladie de mon père progressa rapidement. Il mourut dès le 19 octobre 1846, après environ deux ans de mariage. Mon frère et moi avons considéré la mort de mon beau-père comme la délivrance d'une oppression pesante. La sévérité terrible avec laquelle il punissait chez nous toute manifestation de vie qui ne lui paraissait pas convenable, nous faisait trembler dès que nous paraissions à sa vue. Il nous avait appris à avoir peur de lui, tout sentiment d'amour à son égard nous resta étranger. J'ignore comment ma mère prit la perte de son second mari ; ce n'est pas un mariage heureux qu'elle vécut à ses côtés ; elle était à présent veuve pour la deuxième fois en trois ans, et nous à nouveau orphelins de père. Ce mariage lui non plus ne donna pas à notre mère droit à une aide de l'État. Désormais elle n'avait plus d'autre choix que de retourner dans sa ville natale de Wetzlar. Début novembre, on chargea à nouveau notre barda sur une voiture et l'on se mit en route pour Cologne. Le temps était exécrable, froid et pluvieux. À Cologne, nos meubles furent déposés sur le pavé, en plein vent, au bord du Rhin, pour être de là transportés par bateau à Coblence, et de là-bas, à nouveau en voiture, jusqu'à Wetzlar en remontant la vallée de la Lahn. Lorsque vers dix heures du soir nous entrâmes dans la cabine du bateau en partance pour Coblence, elle était bondée et il y régnait une fumée de tabac épaisse à vous faire suffoquer. Comme personne ne nous laissait de place, nous les

deux garçons, morts de fatigue comme nous l'étions, nous nous sommes allongés sur le sol, tout contre la porte, et nous avons dormi comme seuls peuvent dormir des enfants fatigués. Le cinquième ou sixième jour, nous sommes enfin arrivés à Wetzlar, où vivaient encore à l'époque ma grand-mère ainsi que trois sœurs et un frère de ma mère, tous mariés.

C'est là que nous avons passé le temps de notre jeunesse proprement dite. Wetzlar, petite ville dans un site romantique, possédait à l'époque une école primaire de tout premier ordre. Nous allâmes d'abord tous deux à l'école des pauvres, située dans un grand bâtiment, la Maison allemande, propriété autrefois de l'ordre des chevaliers teutoniques. Dans la grande cour qui précède ce bâtiment, se trouve à gauche la maison à un étage dans laquelle avait autrefois habité Charlotte Buff, l'héroïne du *Werther* de Goethe. Le hasard a voulu que plus tard je passe de nombreuses nuits dans cette maison, lorsqu'un de mes cousins devint guide pour faire visiter les appartements de Charlotte Buff. Je me souviens encore de la célébration du centenaire (1849) de la naissance de Goethe, qui eut lieu à la fontaine de Wildbach, là où se trouve le tilleul de Goethe. Depuis cette époque, la fontaine s'appelle la fontaine de Goethe. J'ai assisté dix ans plus tard à la célébration du centenaire de la naissance de Schiller au théâtre de la ville de Salzburg.

Au bout de quelques années, on fusionna l'école des pauvres et l'école communale, nous nous appelions maintenant écoliers libres. La Maison allemande devint l'école des filles.

J'étais dans l'ensemble très satisfait de l'école et des professeurs, sauf du maître de musique, qui ne me portait pas dans son cœur. Je faisais partie des meilleurs élèves, ce qui amena notre professeur de géométrie en particulier, un petit homme épatant, à me prendre à part avec deux autres camarades pour nous initier aux secrets des mathématiques. Nous apprîmes à utiliser les logarithmes. Outre le calcul et la géométrie, mes matières préférées étaient l'histoire et la géographie. La religion, pour laquelle je n'avais aucun goût – et ma mère, libre-penseuse et instruite, ne nous tracassait pas avec ça à la maison –, je ne l'appris que parce que j'y étais obligé. J'étais certes là aussi parmi les premiers, mais ça n'empêchait pas, surtout au cours de catéchisme, de donner parfois au père supérieur des réponses qui n'étaient pas du tout orthodoxes et me valaient de petits sermons.

Du reste, notre père supérieur était un homme très respectable et pas du tout bigot, ce qui pourtant, soit dit en passant, n'empêcha pas qu'un jour, ou plus exactement une nuit, on lui joua un bon tour. À Wetzlar, on avait coutume – peut-être est-ce encore le cas aujourd'hui – d'exposer au gel toute une nuit les oies qu'on tuait à la fin de l'automne ou en hiver ; il paraît que cela donne bon goût au rôti. On suspendait donc l'oie à une hauteur

respectable, en général devant la fenêtre. C'est ce que fit le père supérieur. Mais le lendemain l'oie avait disparu. En revanche, le surlendemain, la carcasse de l'oie soigneusement nettoyée pendait au cordon de sonnette de la porte d'entrée avec, fixé à elle, un billet sur lequel il y avait ce joli petit poème :

Bien le bonjour, vieux frère
Hier j'étais grasse, aujourd'hui je suis maigre !

Cela fit rire tout Wetzlar car, dans une petite ville, ce genre d'événement a vite fait le tour. Je suppose que le père supérieur a ri lui aussi.

Mais si j'étais un bon élève, et en tête dans toutes les matières, j'étais aussi en tête dans la plupart des bons tours qui, chez des garçons assez libres de leurs mouvements, sont inévitables voire naturels. Du point de vue de la « morale », cela me fit une sale réputation. Cette réputation je l'avais surtout auprès de notre maître de musique, qui avait la charge du département des relations extérieures, c'est-à-dire qui devait sanctionner tous les mauvais tours qu'on signalait à l'école, en punissant les auteurs de ces forfaits. Pourquoi est-ce à lui et non au recteur qu'échut ce rôle, je l'ignore. Peut-être était-ce son ancienneté dans le service, ou son embonpoint, ou un droit coutumier qui l'y prédestinait. Il savait aussi brandir la baguette avec une grâce inimitable, et très efficacement. Cela faisait moins mal quand, de ses petites mains grassouillettes, il nous flanquait une paire de gifles, car là c'était seulement le bruit de la claque. Mais, même en pareil moment, je ne pouvais m'empêcher d'admirer ses petites mains grassouillettes.

Nos principaux terrains de jeux étaient les environs immédiats de la cathédrale, l'ancien bâtiment de la cour d'appel impériale, dont les grandes salles servirent pendant des années de lieu de réserve à un aubergiste, les grandes ruines du château de Kalsmunt hors la ville, les étendues rocheuses le long de la chaussée de Garbenheim – la localité de Garbenheim possède également des souvenirs de Goethe –, sur les dalles rocheuses de laquelle nous élevions nos « forteresses », l'ancienne muraille de la ville et surtout la tour de guet de Garbenheim située sur un haut plateau, d'où nous lancions en automne nos razzias dans les champs pour ramasser des pommes de terre à rôtir. Un jour, nous avons dû pour cela soutenir pendant des heures le siège d'une famille de paysans, que nous repoussâmes victorieusement. Cela ne fut possible que parce qu'on ne pouvait accéder à la tour que par une escalade périlleuse de sa face extérieure. La tour de guet de Garbenheim a entre-temps été rebaptisée tour Bismarck. Lors de ses promenades à partir de ou vers Garbenheim, Goethe gravissait souvent la hauteur sur laquelle se dresse la tour de guet, parce qu'on y a une vue magnifique sur la vallée de la Lahn. Autres distractions : nos très fréquentes balades à travers bois et champs, au cours desquelles, en méchants garnements, nous dénichions les nids d'oiseaux et volions les œufs.

Le « barbotage » de fruits, comme nous disions, était également une de nos occupations favorites en été et en automne, car il y a beaucoup de fruits dans les environs de Wetzlar. La Lahn, rivière importante, nous offrait en été l'occasion tant souhaitée de nous baigner et en hiver la possibilité de faire du patinage. Une fois, lors d'une de ces séances de patinage, tout près de moi, mon frère tomba dans un trou couvert d'une mince pellicule de glace, et sans doute serait-il passé sous la glace et se serait-il noyé s'il n'avait eu le réflexe d'écarter les bras, qui le maintinrent à la surface. Avec un camarade nous l'avons sorti de l'eau, l'avons amené sur un plat rocheux à la chaussée de Garbenheim. Là il lui fallut se déshabiller, nous lui avons prêté quelques-uns de nos vêtements, puis avons essoré les siens, que nous avons séchés au soleil de février exceptionnellement chaud. Ma mère n'apprit l'accident de son petit deuxième que des mois plus tard ; ce ne fut possible que parce que nous avions lavé et reprisé nous-mêmes tant bien que mal nos vêtements, afin de dissimuler les dégâts à l'œil de ma mère.

L'année d'après, dans des circonstances similaires, j'aidai à sauver la vie d'un de mes cousins qui avait quelques années de plus moi. Excellent patineur, il descendait un jour la Lahn à toute allure et se dirigeait vers une digue, sans voir, parce que la surface de la glace brillait comme un miroir, qu'il y avait devant la digue une large bande d'eau libre. Terrifié, je lui criai de faire demi-tour. Il obéit bien, mais il était trop tard. Au moment où il virait pour esquiver, il s'enfonça. Il s'agrippa désespérément à la glace mais, dès qu'il tenta de poser un pied dessus, elle s'enfonça à nouveau. Vite, j'arrachai alors de mon cou une longue écharpe de laine tricotée, comme on en portait souvent à l'époque, j'en empruntai une deuxième à un camarade qui se trouvait à côté de moi, j'attachai les deux ensemble et jetai l'une des extrémités à mon cousin, qui réussit à l'attraper. Ensuite nous le tirâmes lentement sur la glace solide. Il était sauvé.

Ma mauvaise réputation auprès de notre maître de musique était peu à peu si solidement établie que, dans toutes les diableries qui se produisaient, il considérait mon implication comme évidente. Quand j'essayais de défendre un camarade injustement puni, en intervenant en sa faveur, on me considérait alors sans merci comme complice et on me punissait aussi, même quand je n'y étais absolument pour rien. Plus tard, on m'a plaisamment reproché dans le parti ma propension à vouloir à tout prix être juste, comme un souci maniaque de la justice. Certes, notre maître de musique avait assez souvent de bonnes raisons de me critiquer. Comme le jour où, obéissant à un obscur désir de « célébrité », j'avais gravé en lettres capitales mon nom complet, lieu et date de naissance sur les marches en grès rouge de l'entrée de la cathédrale. Un gros clou en guise de burin et une pierre en guise de marteau, tels furent les outils que j'utilisai. Naturellement le dimanche suivant, à l'entrée de la messe, tout le monde découvrit le méfait,

y compris le maître de musique. Résultat final : quelques gifles et trois retenues sur le temps de midi. Cela signifiait que je devais rester au « cachot » de la fin des cours du matin jusqu'au début de leur reprise l'après-midi, que je ne rentrais donc chez moi qu'après la fin des cours, et que du coup j'étais privé de mon repas de midi. Mais heureusement le maître de musique avait une fille au cœur tendre. Au côté de son fiancé, elle m'observait, lorsque le deuxième midi, debout à la fenêtre du cachot, je me livrais à des considérations philosophiques sur la liberté des moineaux qui, en bandes, menaient grand tapage dans la cour de l'école. Touchée par mon sort, elle intercéda aussitôt auprès de son père pour obtenir une amnistie complète et elle vint elle-même m'annoncer ma libération et me faire sortir de prison. De toute ma vie, ce fut la première et unique amnistie qui me fut accordée. Si l'éternel féminin avait eu plus souvent à décider de mon sort, je crois que je m'en serais parfois mieux sorti.

Cependant, pour moi aussi vint le jour où je me dis : maintenant il faut tout de même que tu commences à devenir un gars convenable. C'est donc ce qui se réalisa. Le fils du major du bataillon de chasseurs en garnison à Wetzlar, Moritz von G[ilsa], avait été mon compère dans bien des tours. Vint l'examen de fin d'année. De toute la population, la seule et unique personne à y assister fut le major von G[ilsa], un colosse. L'examen était terminé et on procéda à la lecture des notes. Curieusement, elles étaient exclusivement données sur la base de la conduite morale. Tous les élèves de la classe avaient déjà reçu leur note, il ne restait que Moritz von G[ilsa] et moi. Nous fûmes les seuls à recevoir la note 5, donc la pire qu'il y eût. Le major ne broncha pas, mais j'ai des raisons de supposer qu'à la maison ça ne s'est pas passé en douceur pour Moritz. Depuis ce jour, je ne l'ai plus jamais revu ; immédiatement après cet événement il rentra à l'école militaire. Dans les années 1890, j'appris qu'il occupait à K. une haute fonction militaire. Son tempérament de méchant garnement lui avait donc aussi peu nui qu'à moi. À partir de ce moment-là je devins un garçon comme il faut, c'est-à-dire que je ne faisais plus rien qui me valût des punitions. C'est ainsi que j'obtins un 3 à l'examen suivant et, au troisième et dernier examen auquel je participai, la note 1, la meilleure. Si à l'époque cela avait dépendu de l'opinion de la classe, j'aurais aussi obtenu l'un des deux prix à distribuer. Lorsque le recteur fut sur le point de citer le nom du deuxième élève méritant cette distinction, toute la classe cria mon nom. Mais le recteur considéra que certes j'avais fait beaucoup de progrès, mais pas au point de me donner un prix. Ce fut donc sans prix que j'entrai dans la vie.

Notre situation matérielle ne pouvait pas s'améliorer à Wetzlar. Ma mère ne pouvait prétendre à une pension. La seule aide qu'elle reçut plus

tard de l'État consistait en 15 sous d'argent par mois pour chacun de nous, les deux garçons. On les lui avait accordés parce que, bien que son premier mari le lui eût déconseillé, elle nous avait tous les deux inscrits comme candidats à l'orphelinat militaire de Potsdam. C'est la nécessité qui l'y avait contrainte ; elle avait bien hérité de sa mère, morte entre-temps, cinq ou six parcelles de terre, qui étaient éparpillées tout autour de Wetzlar. Et, nécessité faisant loi, elle en avait déjà vendu plusieurs pour vivre. Mais cette vente avait été pour elle un crève-cœur. Elle mettait toutes ses pensées et ses efforts à nous conserver ces biens, afin que nous ne soyons pas dépourvus de tout dans la vie. Tout ce qu'une mère peut faire comme sacrifices pour ses enfants, la mienne me l'a montré. Pendant quelques années, ma mère avait cousu des gants militaires en cuir blanc pour son beau-frère – un gantier – pour 6 kreutzers la paire, environ 20 pfennigs. Mais elle ne pouvait pas en faire plus d'une paire par jour. Elle gagnait trop peu pour vivre, mais trop pour mourir. Cependant, elle dut abandonner même ce travail après quelques années, car entre-temps elle aussi avait été touchée par la tuberculose, qui lui rendit tout travail impossible dans les dernières années de sa vie. Étant l'aîné, je devais m'occuper des tâches de notre petit ménage. Je devais préparer le café, ranger salle et chambre, et les récurer à fond chaque samedi ; je devais astiquer la vaisselle en étain et en fer-blanc, faire notre lit, etc., compétences qui m'ont été bien utiles plus tard quand j'étais compagnon ou prisonnier politique. Mais, comme plus tard ma mère devint aussi incapable de faire la cuisine, nous allions tous deux déjeuner chez une tante qui avait consenti à nous rendre ce service. Pour notre mère elle-même, nous allions chercher chez différentes familles plus aisées le peu de nourriture dont elle avait besoin. Pour améliorer un peu notre situation, je décidai de travailler comme ramasseur de quilles. Sitôt l'école finie, j'allais remettre les quilles debout sur le jeu de quilles d'une guinguette. En général, je ne rentrais à la maison que vers dix heures du soir, et bien plus tard le dimanche. Cependant, me courber en permanence me donnait un mal de dos si violent que je revenais tous les soirs à la maison en gémissant. Je dus arrêter ce travail. Un autre travail auquel nous participions, nous les deux garçons, c'était en automne le ramassage des pommes de terre dans les champs d'une de nos tantes. Quand il y avait du brouillard, qu'il faisait froid et qu'il pleuvait, ce n'était pas une partie de plaisir que de travailler dans les champs, de sept heures du matin à la tombée de la nuit, mais comme salaire nous attendait un grand sac de pommes de terre pour l'hiver. De plus, pour nous stimuler, on nous donnait, tous les matins, une grande part de tarte aux quetsches, dont nous raffolions tous les deux.

Alors que j'étais dans ma treizième année et mon frère dans sa douzième, l'orphelinat militaire nous informa que mon frère pouvait y entrer.

Moi, sur la base d'un examen médical, j'avais été déclaré trop faible de constitution. Mais c'est alors que ma mère perdit courage ; elle sentait sa fin approcher, aussi ne voulait-elle pas prendre la responsabilité d'imposer à mon frère deux années d'instruction militaire, puis neuf ans de service dans l'armée. « *Si vous voulez être soldats, allez-y plus tard, de vous-mêmes, moi, je ne prends pas cette responsabilité* », nous dit-elle. Ainsi mon frère n'entra pas à l'orphelinat militaire, et il n'en était pas question pour moi, à mon grand regret à l'époque.

Les années révolutionnaires de 1848 et 1849 éveillèrent ma vive curiosité d'enfant. La plupart des habitants de Wetzlar étaient républicains, conformément à la tradition de la ville. Cette tendance s'était transmise à la jeunesse scolarisée. Lors d'un débat sur nos opinions politiques, comme il y en a couramment chez les écoliers, il s'avéra que seuls un camarade et moi étions monarchistes. Cela nous valut à tous deux une raclée. Si donc à présent mes adversaires politiques s'indignent de mes opinions « antipatriotiques », parce que d'après eux monarchie et patrie sont une seule et même chose, cette mésaventure leur montrera, peut-être à leur grand plaisir, que j'ai déjà souffert pour la patrie, quand leurs pères et grands-pères, dans l'innocence de leur jeunesse, étaient encore des antipatriotes. En Rhénanie, du moins à cette époque, la majorité de la population était républicaine.

Pour ma mère, cette époque apporta une brève récréation dans la monotonie de sa vie quotidienne, quand, revenant je crois de la campagne de Bade, le bataillon du 25e régiment d'infanterie, dans lequel mon père avait servi, stationna un court moment à Wetzlar. Un certain nombre de sous-officiers que ma mère connaissait d'autrefois s'y trouvaient encore. Ils vinrent nous rendre visite. Sur leur insistance, elle consentit à leur préparer le repas de midi. Elle n'en tira probablement aucun profit. Un jour j'entendis deux des convives, discutant dans l'escalier au moment de partir, faire grand éloge du repas, mais s'étonner aussi que ma mère puisse le leur fournir à si bas prix.

Les révoltes paysannes qui se déroulaient au cours de ces années-là dans le district de Wetzlar étaient très amusantes pour nous, les garçons. Les paysans devaient encore acquitter toutes sortes de redevances héritées de l'époque féodale. Puisque tout le monde s'enthousiasmait pour la liberté et l'égalité, ils voulaient désormais se débarrasser aussi de ces charges ; ils s'attroupèrent donc par milliers et se rendirent à Braunfels devant le château du prince de Solms-Braunfels. En tête du cortège, on portait en général un grand drapeau noir et blanc, pour montrer qu'on voulait bien à la rigueur être prussien, mais pas braunfelsien. Une partie de la troupe portait des fusils de différents calibres, mais la majorité portait des faux, des fourches à fumier ou à foin, des haches, etc. Derrière le cortège, qui se répéta sans

jamais verser une goutte de sang, marchait en général la garnison de Wetzlar, pour protéger le prince, quand elle n'était pas déjà partie en avant. Des histoires très amusantes circulaient au sujet des rencontres entre les chefs paysans et le prince. Les habitants de Wetzlar gardèrent longtemps encore leur esprit oppositionnel. Lorsqu'en 1849 ou 1850 le prince de Prusse, le futur empereur Guillaume 1er, en compagnie du général von Hirschfeld qui à l'époque commandait le 8e corps d'armée du Rhin, vint à Wetzlar au cours de son voyage d'inspection, sa voiture fut bombardée d'ordures aux portes de la ville. L'un de mes parents, qui à une occasion s'était laissé entraîner à faire sonner les cloches, en fut puni de trois ans de prison. Pour la garde nationale, qui exista à Wetzlar durant les années révolutionnaires, je n'avais que mépris, bien que plusieurs de mes parents en fissent partie, à cause de son manque de maintien martial lors de ses exercices. Elle disparut avec le retour de la réaction.

L'année 1853 fit de mon frère et de moi des orphelins. Ma mère mourut début juin. Elle vit venir la mort avec héroïsme. L'après-midi du jour de sa mort, lorsqu'elle sentit que sa dernière heure approchait, elle nous demanda d'appeler ses sœurs. Elle ne nous dit pas pourquoi. Quand les sœurs arrivèrent, on nous fit sortir de la chambre. Tout tristes, nous restâmes assis pendant des heures dans l'escalier, à attendre ce qui allait arriver. Enfin, vers sept heures, les sœurs sortirent de la chambre et nous annoncèrent que notre mère venait de mourir. Le soir même, nous dûmes prendre nos affaires et suivre nos tantes, sans avoir pu revoir notre mère morte. La malheureuse avait connu peu de bons jours dans sa vie d'épouse et de veuve. Et pourtant, elle était toujours gaie et pleine d'entrain. Elle avait en l'espace de trois ans vu mourir ses deux maris, en plus de deux enfants, mon frère cadet et une sœur née avant moi, que je n'ai pas connue. Avec nous, les deux frères, elle avait eu à faire face à plusieurs reprises à de graves maladies. En 1848, je fus atteint d'une fièvre nerveuse et je fus pendant plusieurs semaines entre la vie et la mort. Quelques années après, je souffris de ce qu'on appelle une arthrite de la hanche, mais j'en réchappai sans déformation des membres. En jouant dans une grange, à neuf ans, mon frère tomba du haut du dernier échelon d'une échelle sur l'aire de battage et en eut une grave blessure à la tête et une commotion cérébrale. Lui aussi échappa de peu à la mort. Quant à ma mère, elle souffrit au moins sept ans de la tuberculose. La vie aurait difficilement pu donner à une mère plus de tristesse et de soucis

Je fus placé à présent chez une tante qui avait en fermage emphytéotique un moulin à eau à Wetzlar ; mon frère fut envoyé chez mon autre tante, dont le mari était boulanger. Il me fallait maintenant donner un coup de

main au moulin. Avec les deux ânes que nous possédions, j'avais particulièrement plaisir à transporter la farine à la campagne chez les paysans et à prendre livraison de leur grain. Mais ce que je préférais, c'était quand il n'y avait que peu de grain à transporter pour le retour, alors je pouvais rentrer en ville à dos de l'un des ânes. Notre âne noir, une bête patiente, s'en accommodait, mais il en était autrement de notre gris, jeune et fougueux. Il possédait visiblement une sorte de conscience de classe car il ne supportait sur son dos aucune charge autre que sa charge habituelle. Mais lorsqu'un jour je m'étais quand même installé sur son dos, il se mit tout de suite au trot, rentra la tête entre ses deux pattes avant et lança en l'air de toutes ses forces ses pattes arrière. En un clin d'œil, décrivant une élégante courbe, je fus précipité dans le fossé. Heureusement, sans me blesser. Il avait atteint son but, désormais je le laissai tranquille.

En plus des deux ânes, ma tante possédait un cheval, plusieurs vaches, bon nombre de cochons et plusieurs douzaines de poules. Et comme elle faisait aussi de l'agriculture, le travail ne manquait pas, même si en plus de son fils elle employait un garçon meunier – comme on appelait alors les apprentis – et une servante. Si le garçon meunier n'avait pas le temps, je devais panser le cheval et les ânes, et parfois aussi mener le cheval à l'abreuvoir On m'avait entièrement confié le soin du poulailler. Je devais m'occuper de nourrir les poules, prendre les œufs dans les nids, ou là où ils avaient été pondus, et nettoyer le poulailler. Pâques 1854 arriva au milieu de toutes ces occupations. C'était pour moi la fin de l'école, événement que j'envisageais sans aucune joie. J'aurais tant aimé rester à l'école.

Les années d'apprentissage et de compagnonnage

« *Que veux-tu faire ?* » : c'est la question que me posa alors mon tuteur, un de mes oncles. « *Je voudrais étudier les métiers de la mine !* » « *As-tu de l'argent pour étudier ?* » Cette question mettait fin à mes illusions.

Ce qui m'incitait à faire l'école de la mine, c'est que, une fois la Lahn rendue navigable au début des années cinquante, dans la région de Wetzlar l'exploitation du minerai de fer avait pris un grand essor. Jusque-là, devant les galeries s'étalaient des tas de minerai de fer, à peu près sans valeur parce que les coûts de transport élevés rendaient peu rentable l'exploitation du minerai. Puisqu'il n'était pas question d'étude sur la mine, je décidai de devenir tourneur. Je refusai l'offre d'un apprentissage chez un maître ferblantier. L'homme m'était antipathique. il avait aussi une réputation de buveur. Je devins tourneur pour la simple raison que j'étais en droit de supposer que le mari d'une amie de ma mère, qui était maître tourneur et avait dans la ville la réputation d'un homme bien, serait prêt à me prendre en apprentissage. Et c'est ce qui arriva. La raison pour laquelle il répondit positivement à ma demande était pour le moins cocasse. Il dit que sa femme lui avait raconté que j'avais très bien réussi mon examen religieux lors de ma confirmation à l'église, il supposait donc que pour le reste aussi j'étais un gars capable. Ma foi, je n'étais sûrement pas un imbécile, mais je mentirais en prétendant être devenu un artiste en matière de tour. Il en existait, et mon maître était du nombre mais, malgré tous mes efforts, je n'ai pas réussi à dépasser la moyenne, ce qui ne m'empêcha pas trois ans après, à la fin de mon apprentissage, d'obtenir la meilleure note pour mon chef-d'œuvre.

Ma faible constitution nuisait à ma capacité de travail. J'étais un garçon extraordinairement chétif, à quoi contribuait probablement aussi une alimentation insuffisante. Ainsi tous les jours, pendant des années, notre repas du soir consistait seulement en un morceau de pain pas bien gros recouvert d'une fine couche de beurre ou de marmelade. Si nous nous plaignions, et nous le faisions tous les jours, d'avoir encore faim, ma mère répondait régulièrement : « *Il faut parfois fermer le sac, même s'il n'est pas encore plein.* » C'était bien là le problème ! En pareilles circonstances on comprend que, quand nous pouvions, nous nous coupions en cachette un morceau de pain. Mais ma mère le découvrait tout de suite, et la punition ne tardait pas. Un jour, j'avais à nouveau commis ce crime. Malgré toute la

peine que je m'étais donnée pour imiter la coupe bien nette de ma mère, le soir même elle découvrit le délit. Ses soupçons, j'ignore pourquoi, se portèrent sur mon frère, qui reçut tout de suite quelques coups du plat d'une règle de bureau provenant de l'héritage de nos pères. Mon frère protesta que ce n'était pas lui. Mais ma mère crut que c'était mensonge, il reçut donc une deuxième ration. Je voulus alors me dénoncer, mais je réfléchis que ce serait une sottise : pour mon frère les coups étaient déjà tombés, et j'en aurais probablement reçu encore plus que lui. C'est donc comme ça que je consolai mon frère, lorsqu'il me reprocha par la suite de ne pas m'être dénoncé. On comprend que pendant des années mon rêve fut de pouvoir me goinfrer à satiété de pain beurré.

Maître et maîtresse étaient des gens très bien et estimés. J'avais pension complète dans la maison, la nourriture aussi était bonne, mais pas trop copieuse. Mon apprentissage était strict et le travail long. Il commençait le matin à 5 heures et se prolongeait jusqu'à 7 heures le soir, sans une seule pause. Du tour on passait à table et de la table au tour. Sitôt levé le matin, je devais rapporter à la patronne quatre fois deux seaux d'eau d'une fontaine à cinq minutes de là, travail pour lequel je recevais 4 kreutzers par semaine, soit 14 pfennigs. Ce fut tout l'argent de poche dont je disposai pendant la durée de mon apprentissage. J'avais rarement le droit de sortir pendant la semaine, le soir presque jamais, et pas sans autorisation particulière. Et il en était de même le dimanche, qui était notre principal jour de vente, car les gens de la campagne venaient à la ville, faisaient leurs achats de pipes, etc. et faisaient effectuer leurs réparations. Le soir, j'avais alors le droit de sortir deux ou trois heures. Sous ce rapport j'étais probablement l'apprenti le plus strictement tenu dans tout Wetzlar, et souvent je pleurais de rage quand, les beaux dimanches, je voyais mes amis et camarades se promener alors que je devais rester au magasin, attendre la clientèle et nettoyer les pipes encrassées des paysans. C'est seulement le dimanche matin qu'on me permettait d'aller à l'église, une fois que j'eus fini d'aller au catéchisme. Mais ça ne m'enchantait pas. J'en profitais donc pour sécher la messe. Mais, pour plus de sûreté et pour ne pas me faire surprendre, je me renseignais toujours avant sur le cantique qui serait chanté et le pasteur qui ferait le sermon. Un dimanche cependant je fus rattrapé par mon destin. Pendant le repas du soir, le patron me demanda si j'avais été à l'église. Hardiment je répondis : « Oui ». Il demanda ensuite quelle sorte de cantique avait été chanté. J'indiquai le numéro mais, à mon grand effroi, je m'aperçus que ses deux filles assises à table avec nous avaient du mal à se retenir de rire. Lorsque, à la troisième question : Lequel des pasteurs avait fait le sermon ? je fis encore une réponse fausse, elles partirent d'un grand éclat de rire. Je m'étais fait avoir. J'étais allé trop tôt à la porte de l'église, avant même que le sacristain eût affiché les nouveaux numéros de cantiques, quant au nom

du pasteur, on m'avait mal renseigné. Le maître dit sèchement que, puisque je n'avais pas l'air d'attacher beaucoup d'importance à la fréquentation de l'église, j'étais donc prié à l'avenir de rester à la maison. Ainsi disparaissait un bon bout de liberté. Je me lançai désormais avec d'autant plus d'ardeur dans la lecture de livres, que je lisais indistinctement, surtout des romans naturellement. À l'école déjà, j'avais utilisé ma supériorité sur mes camarades, que j'aidais à résoudre leurs problèmes ou que je leur laissais copier, pour qu'ils me prêtent leurs livres. Ce moyen me permit de lire par exemple *Robinson Crusoé* et *La Case de l'oncle Tom*. Désormais je dépensais mes quelques pfennigs à la bibliothèque de prêt. L'un de mes écrivains préférés était Hackländer, dont la *Vie des soldats en temps de paix* contribua à refroidir un peu mon enthousiasme pour l'armée. Par ailleurs, je lus Walter Scott, les romans historiques de Ferdinand Stolle, Louise Mühlbach, etc. De l'héritage de nos pères, nous avions sauvé quelques livres d'histoire. Par exemple, un livre qui contenait un excellent abrégé de l'histoire de la Grèce et de Rome. J'ai oublié le nom de l'auteur. Et quelques livres sur l'histoire de la Prusse – l'officielle, bien entendu – dont j'avais si bien le contenu en tête que je pouvais réciter sur le bout du doigt toutes les dates concernant les princes prussiens du Brandebourg, les généraux célèbres, les batailles, etc. J'attendais avec une douloureuse impatience la fin de mon apprentissage, je désirais ardemment partir à l'assaut du monde. Mais ça n'allait pas aussi vite que je le souhaitais. Le jour même où mon apprentissage finissait mon maître mourut, lui aussi de la tuberculose qui à cette époque était littéralement endémique à Wetzlar. C'est ainsi que j'en vins à cette étrange situation de devenir chef d'entreprise le jour même où je devenais compagnon. Il n'y avait pas d'autre compagnon, pas de fils non plus qui aurait pu reprendre l'affaire. Aussi la patronne se décida-t-elle à vendre peu à peu et à se retirer des affaires. Je me serais jeté dans le feu pour la patronne, qui était une femme remarquablement belle et exceptionnellement alerte pour son âge, et qui m'avait toujours bien traité. Je lui montrais maintenant mon dévouement en travaillant au-dessus de mes forces. De mai à août, je me levais avec le soleil et je travaillais jusqu'à neuf heures du soir et plus. Fin janvier 1858, l'affaire était liquidée et je me préparai pour mon tour de compagnon. Lorsque je pris congé de ma patronne, elle me donna, en plus de mon arriéré de salaire qui se montait à 15 sous d'argent par semaine, un thaler pour le voyage. Le 1er février, par une violente tempête de neige, j'entamai à pied mon voyage. Mon frère, apprenti menuisier, fit avec moi environ une heure de route. Au moment de la séparation, il éclata en sanglots, émotion que je n'avais jamais observée chez lui. C'était la dernière fois que je le voyais. À l'été 1859, la nouvelle me parvint qu'il avait succombé en trois jours à un violent rhumatisme articulaire. De la famille, Il ne restait donc plus que moi.

Ma première destination fut Francfort-sur-le-Main. À partir de Lang-Göns je pris le train et arrivai ainsi le soir même à Francfort, où je descendis à l'auberge du Prince-Charles. Je n'avais pas envie de travailler tout de suite, je pris donc deux jours plus tard le train pour Heidelberg. Le train dans lequel je voyageais avait aux fenêtres, à la place de vitres, des rideaux en futaine qu'on pouvait tirer. C'était encore l'époque des itinéraires obligés, c'est-à-dire que les compagnons avaient l'obligation de tenir un livret de compagnonnage dans lequel la police enregistrait et donnait un visa pour les trajets qu'ils voulaient parcourir. Qui n'avait pas de visa était puni. De plus, dans beaucoup de villes, dont Heidelberg, le règlement à cette époque imposait aux compagnons de se rendre au commissariat de police, le matin entre 8 et 9 heures, afin d'y passer un examen médical, notamment pour les maladies de peau contagieuses. Qui laissait passer l'heure de cette inspection devait attendre le lendemain pour repartir, car on ne lui donnait pas de visa. C'est ce qui m'arriva, parce que je ne connaissais pas ce règlement et que j'arrivai trop tard au commissariat de police. De Heidelberg j'allai à pied à Mannheim et de là à Spire, où je trouvai du travail. J'étais bien traité, la nourriture était bonne et copieuse. En revanche je devais dormir dans l'atelier sur un lit dressé dans un coin. Cela m'arriva aussi plus tard à Fribourg-en-Brisgau. À cette époque, dans l'artisanat, c'était encore partout la coutume que les compagnons soient nourris et logés chez le maître, et le gîte était souvent déplorable. De même, le salaire était bas, à Spire il se montait à 1 florin et six kreutzers la semaine, environ 2 marks. Lorsque je m'en plaignis, le maître me dit que lui non plus n'avait pas eu plus à son premier emploi hors de son pays natal. Ça devait bien dater de quinze ans. Un dimanche, je me laissai entraîner à jouer aux cartes à la brasserie À la cigogne. N'entendant rien au jeu, je perdis en peu de temps 18 kreutzers, plus d'un quart de mon salaire hebdomadaire. J'en fus tout remué et me jurai de ne jamais plus jouer d'argent. J'ai tenu mon serment. Dès que le printemps arriva je pris l'atelier en grippe. Début avril, je repartis rouler ma bosse, comme on dit chez les compagnons pour faire son tour d'Allemagne. Je traversai à pied le Palatinat en passant par Landau jusqu'à Germersheim ; puis, retraversant le Rhin, j'allai à Karlsruhe et, remontant le pays par Baden-Baden, Offenburg, Lahr, à Fribourg-en-Brisgau, où je repris du travail. Ce printemps-là, la demande en aides-tailleurs était extraordinairement forte ; et, comme j'avais la démarche très légère et que mon allure correspondait tout à fait à l'image qu'on se faisait d'un compagnon tailleur, au cours de ce voyage je fus assez souvent abordé aux portes des villes par des maîtres tailleurs qui croyaient voir en moi quelqu'un à exploiter. Plusieurs refusaient de croire que je n'étais pas tailleur, d'autres s'excusaient de m'avoir pris pour tel, « *parce que j'avais tout à fait l'air d'un tailleur* ».

À Fribourg-en-Brisgau je passai un été très agréable. Sa situation en fait une des plus belles villes d'Allemagne ; ses forêts sont un enchantement, le Schlossberg est un petit coin magnifique, et dans les alentours des douzaines de sites splendides invitent à des excursions. Mais ce qui me manquait, c'était d'avoir aussi un contact avec des jeunes gens sympathiques. À cette époque, il n'existait pas de relations entre compagnons de même métier, et dans mon atelier j'étais le seul aide. Les corporations étaient abolies et il n'y avait pas encore de nouvelles organisations de métier. Il n'existait pas non plus d'associations politiques auxquelles adhérer en tant que travailleur. La réaction régnait encore partout en Allemagne. Mais, pour des associations de pur divertissement, je n'avais ni goût, ni argent non plus. C'est alors que j'entendis parler de l'existence de l'association catholique des compagnons, qui avait sa propre maison sur la place Charles. Après m'être assuré qu'on admettait aussi les compagnons de confession différente, j'y adhérai, bien qu'à l'époque je fusse protestant.

Pendant mon séjour en Allemagne du Sud et en Autriche, à Fribourg et à Salzbourg, j'ai été membre de l'association catholique des compagnons, et je ne l'ai pas regretté. Il n'existait heureusement pas encore de Kulturkampf[3] à cette époque. C'est pourquoi il régnait alors dans ces associations une totale tolérance à l'égard des autres confessions. Le président de l'association était toujours un curé. Le président de l'association de Fribourg était le professeur Alban Stolz, devenu plus tard très célèbre pendant le Kulturkampf. Les affiliés étaient représentés par le premier compagnon, élu par les membres, qui était après le président la personne la plus importante. On donnait de temps en temps des conférences et des cours de différentes matières, de français par exemple. Ces associations étaient donc des sortes d'associations d'éducation ; quelles formes ces associations de compagnons ont prises plus tard, je ne puis rien en dire. Dans les salles de l'association on trouvait un grand nombre de journaux, il est vrai seulement catholiques, mais dans lesquels on pouvait tout de même apprendre ce qui se passait dans le monde. C'était le principal pour moi qui, dès la fin de ma scolarité et ensuite dans les années d'apprentissage, quand la guerre de Crimée éclata, me préoccupais vivement de politique.

De même, je satisfaisais là mon besoin de fréquenter des jeunes gens de mon âge et pleins de curiosité. Une particularité de l'association, c'était les aumôniers qui, jeunes et heureux de vivre, étaient contents de se lier à des gens de leur âge. Avec de jeunes aumôniers de ce genre j'ai quelquefois passé des soirées très agréables. J'en ai entre autres passé une de ce genre à Munich quand, à mon retour de Salzbourg, je fréquentai

3 Littéralement « combat pour la civilisation », nom donné à la campagne que Bismarck mena de 1871 et 1878 contre l'influence du pape et le parti du Centre (Zentrum).

la Maison de l'association des compagnons et que j'y logeai, c'est-à-dire début mars 1860. Si un membre de l'association des compagnons quittait la localité, il recevait un livret de voyage qui l'accréditait auprès des associations de compagnons et des curés, au cas où il voudrait se présenter chez eux pour demander assistance. Je possède aujourd'hui encore un livret de ce genre, où sur la première page est reproduit saint Joseph avec l'enfant Jésus dans ses bras. Saint Joseph est le saint patron des associations de compagnons. À Fribourg-en-Brisgau, où il tenait une fois une conférence, je fis la connaissance du fondateur des associations, le père Kolping, qui à l'époque était à Cologne et qui, sauf erreur de ma part, était lui-même dans sa jeunesse compagnon cordonnier.

En septembre 1858 j'eus grande envie de poursuivre mon tour. Je quittai Fribourg et, par un temps splendide, je traversai à pied la Forêt-Noire par la Höllental, en direction de Neustadt, Donaueschingen et Schaffhausen. Ce fut un spectacle merveilleux que d'observer au firmament ce jour-là, dès l'après-midi, une énorme comète – la comète de Donati – qui brillait d'un éclat extraordinaire et avait une queue d'une longueur inhabituelle. À cette époque, la Forêt-Noire conservait encore toute sa splendeur et sa magnificence. Des décennies plus tard, la hache et la scie ont abattu et éclairci des pans entiers de cette magnifique forêt. Le développement moderne l'exigeait. Je n'eus pas le droit de rester en Suisse. Le séjour en Suisse était autrefois interdit aux compagnons prussiens par leur propre gouvernement. C'est que, voyez-vous, le conflit de Neuenburg[4] n'avait pris fin qu'un an auparavant, au désavantage du gouvernement prussien ! Par ailleurs les compagnons auraient pu contracter des idées républicaines, et cela, dans l'intérêt du régime, il fallait l'empêcher. Lorsque au printemps 1858 je demandai à l'ambassade prussienne de Karlsruhe l'autorisation de séjourner en Suisse, on me la refusa en vertu de l'interdiction en vigueur.

Je longeai donc à pied la rive suisse du Rhin en direction de Constance, traversai en bateau le lac de Constance en direction de Friedrichshafen, et à cette occasion une tempête me donna le mal de mer. De Friedrichshafen, j'allai à pied jusqu'à Munich en passant par Ratisbonne, Biberach, Ulm, Augsbourg. Dans le Wurtemberg, il y avait à cette époque dans les villes un dispositif qui permettait aux compagnons en voyage de recevoir ce qu'on appelait un cadeau municipal, généralement de 6 kreutzers, pour les empêcher de mendier. J'ai partout soigneusement empoché ce cadeau. À partir d'Ulm se joignit à moi un robuste Tyrolien, qui ressemblait à un boucher mais qui était tailleur. Au lieu du « berlinois » (un baluchon recouvert de toile cirée qui a en général la forme d'une saucisse géante,

4 Connu en France sous le nom de question de Neuchâtel. Il s'agit d'un conflit territorial entre la Suisse et la Prusse qui se termina le 26 mai 1857 par un traité signé à Paris sous l'égide de la France, de l'Autriche et du Royaume-Uni.

rempli des affaires indispensables), il avait sur le dos un sac militaire qui, comme il portait aussi une blouse de toile, lui donnait une étrange apparence. Comme nous n'avions pas beaucoup d'argent et qu'il n'y avait pour un compagnon absolument aucune honte à mendier, nous frappions assez souvent aux portes des villages où nous passions. Un midi, dans un village, nous avions repris notre stratégie : « Tu prends le côté droit, moi le gauche. » Arrivant à une maison, la demoiselle à qui je m'adressai me donna en même temps que son aumône le conseil de faire attention : le gendarme n'était pas loin. Je me le tins pour dit. Mais, lorsqu'à l'extérieur du village je vis une maison imposante, il est vrai de l'autre côté, mais dont l'aspect laissait penser que ses habitants pourraient secourir deux compagnons, je ne pus résister à la tentation et marchai droit dessus. Heureusement, j'examinai encore une fois la maison de l'extérieur avant de monter les six ou sept marches de pierre, et là, à ma grande surprise, je découvris au-dessus de la porte une plaque disant : « Poste de gendarmerie royale de Bavière ». À cette vue, je passai respectueusement mon chemin et, à l'extérieur du village, sous un soleil magnifique, je m'étendis dans un pré pour attendre mon compagnon de voyage. Il s'approcha enfin d'un pas pesant et marcha droit vers la maison, puisqu'elle se trouvait du côté qui lui était imparti. Sans l'examiner de l'extérieur, il monta les escaliers et entra. J'avoue qu'à ce moment-là je fus pris d'une crise de fou rire. Quelques secondes après, le Tyrolien sortit en trombe de la maison, dévala d'un bond puissant toute la volée de marches et s'enfuit à toutes jambes. Quand je lui demandai en riant ce qui s'était passé, il me raconta qu'il s'était rendu directement à la cuisine, d'où s'échappait une bonne odeur, mais qu'il y avait là-bas un gendarme en bras de chemise qui lui demanda en gueulant ce qu'il voulait. Il avait bien sûr immédiatement compris la situation et était sorti de la maison ventre à terre.

Le lendemain après-midi nous arrivâmes à Dachau. Là mon compagnon de voyage me proposa d'aller faire tous les deux le tour des maîtres tailleurs, ce que je pourrais faire sans hésitation, car j'avais tout à fait l'air d'un tailleur. Remarquons ici que les aumônes étaient plus généreuses quand on faisait le tour des maîtres des métiers que quand on mendiait ; en revanche, quand au cours de la tournée un maître déclarait qu'il avait du travail, on était moralement obligé de l'accepter. Aussitôt dit, aussitôt fait. Mais, par mesure de précaution, je laissai le Tyrolien passer devant. Il s'avéra tout de suite que c'était judicieux de ma part. Nous montâmes les escaliers d'une maison et sonnâmes. Dès que le Tyrolien dit : « *Deux tailleurs de passage demandent une aumône* », le maître qui nous reçut répondit : « *Enchanté, Je peux vous occuper tous les deux, donnez-moi vos livrets de voyage.* » Pendant que le Tyrolien sortait en hésitant son livret de sa poche, je fis demi-tour droite, dévalai l'escalier quatre à quatre et quittai

la petite ville. Je regrettais d'avoir perdu la compagnie du Tyrolien, c'était un bon camarade et un agréable compagnon de voyage.

À cette époque, une route en ligne droite bordée à gauche et à droite d'immenses peupliers menait de Dachau à Munich. La route était barrée à l'horizon par les tours de l'église Notre-Dame de Munich, les « tire-bottes » d'Heinrich Heine, qui semblaient se dresser au bout de cette route, longue de plusieurs lieues. D'humeur sombre, je suivais mon chemin, lorsque derrière moi, conduisant un chariot à panier d'osier, apparut un paysan qui visiblement allait à Munich. Une grande bâche recouvrait le contenu de la voiture. La route était encore longue et le soir approchait. Je demandai poliment s'il me permettait de monter. Le paysan me répondit dans son allemand-bavarois, que je ne comprenais pas encore à l'époque, mais j'interprétai ses paroles comme un assentiment. Je montai donc en voiture et je m'installai confortablement sur la bâche. Le paysan se retourna à plusieurs reprises et me cria quelque chose, qu'encore une fois je ne compris pas. Nous entrâmes enfin à Munich. La voiture s'arrêta à la porte Charles devant un magasin. Je sautai à terre, tirai mon chapeau et le remerciai poliment pour le voyage gratuit. Au même instant le paysan avait retiré la bâche à laquelle collait maintenant une motte de beurre de plusieurs livres. Sans le savoir, j'avais patouillé avec les talons de mes bottes dans une baratte recouverte seulement de la bâche. Dès que je vis le désastre, je devins tout rouge, m'excusai et me déclarai prêt à réparer le dommage. Au même instant éclatèrent les rires de deux jeunes filles qui regardaient par une fenêtre du premier étage et avaient observé la scène. Cela m'embarrassa encore plus. Mais le paysan me tira vite de mon embarras en répondant avec rudesse à mon offre de réparation de dommage : « *Allez, sauve-toi, tu n'as pas un sou !* » Je ne me le fis pas dire deux fois ; en quelques bonds je passai l'angle de la rue Neuhaus. Chaque fois que je passe à la porte Charles à Munich je repense à cet incident.

J'étais arrivé à Munich le lendemain de la clôture des fêtes pour le 700e anniversaire de la fondation de la ville, fête qui avait duré toute une semaine et était immédiatement suivie par la Fête de la bière. Toute la population était encore en liesse et dans l'auberge de la ruelle des Roses, où régnait encore fortement à cette époque la tradition des corporations, on s'en donnait à cœur joie. On m'accueillit chaleureusement et je restai une semaine entière à Munich, où je me plus énormément. Cependant, quels que fussent mes efforts et ceux de mes collègues pour me trouver du travail, ce fut peine perdue. Toutes les places étaient prises. Personne ne partait. Aussi me décidai-je à partir pour Ratisbonne. Avec un nouveau compagnon de route, qui voulait lui aussi aller là-bas, je me rendis au bord de l'Isar pour voir si nous ne pouvions pas prendre un radeau jusqu'à Landshut. On nous avait dit que, si nous étions prêts à ramer sur le

radeau, nous pourrions voyager gratis et même être nourris. La première chose était vraie, pas la seconde. L'Isar était à cette époque en basses eaux et il faisait de nombreux méandres. Mon compagnon de route – originaire de Trêves –, qui ramait à l'avant et moi à l'arrière, s'y prenait en plus très maladroitement et nous nous échouâmes plusieurs fois sur le sable, ce qui mettait le radelier en colère et déclenchait une bordée de jurons. Pendant une relève, j'engageai avec les passagers, des paysans et un pasteur, une discussion politique que je menai avec tant de feu que le radelier menaça de jeter dans l'Isar le « maudit Prussien », s'il ne cessait pas de discuter. Je me tus, car je n'avais aucune envie de faire connaissance en octobre avec l'eau de l'Isar. Lorsque nous abordâmes à Mosburg, à quelques lieues de Landshut, vers le soir, nous prîmes la tangente. Nous en avions assez du voyage en radeau.

Nous trouvâmes un logis pour la nuit dans une auberge de village que nous atteignîmes à la nuit noire, accueillis par des aboiements furieux. Toutes les salles étaient bondées de gens qui le lendemain matin voulaient être à la foire annuelle de Landshut. Nous dûmes dormir dans la grange, où quelques douzaines de bonshommes et de bonnes femmes, couchés pêle-mêle, avaient déjà trouvé place. À peine étions-nous étendus, grelottant dans un demi-sommeil, qu'un tapage nous réveilla. Une des femmes, déjà couchée dans la paille, fut témoin des grossières caresses dont son mari remerciait la serveuse qui, une lampe à la main, le conduisait à la grange pour la nuit. Elle lui en fit, dans le bavarois le plus pur, un sermon qui réveilla tous les dormeurs et suscita de grands éclats de rire. Le matin, il faisait encore nuit noire, nous décampâmes de la grange, car dans nos minces habits nous avions terriblement froid, ce qui venait de ce que tous les deux nous nous étions installés en haut d'un tas de foin et que pendant la nuit nous avions glissé dans des directions opposées. Après avoir fait notre toilette à la fontaine dans la cour, nous continuâmes notre chemin. D'abord vers Landshut, de là vers Ratisbonne en passant par Eckmühl, connu pour la bataille où en 1809 Napoléon battit les Autrichiens.

À Ratisbonne, je trouvai du travail dans le même atelier qu'un collègue arrivé de Breslau. À l'auberge, on m'avait déconseillé de prendre ce travail, le maître étant paraît-il connu dans toute la Bavière pour être le roi des mufles, ce qui sûrement voulait dire bien des choses. Mais je ne me laissai pas intimider.

À Ratisbonne, je n'ai pas vécu grand-chose de remarquable. Dans le cercle des compagnons de métier que je fréquentais, à l'exception de mon compagnon de tour de Breslau, aucun n'avait de besoins intellectuels un peu élevés. Celui qui buvait le plus était le plus populaire, il y avait des collègues qui le dimanche et le lundi buvaient toute leur paye de la semaine. Aussi, tous les deux, nous allions presque tous les dimanches soir au théâtre, et

naturellement nous montions au poulailler où la place coûtait 9 kreutzers. Mais un jour nous voulûmes voir certaine pièce en semaine aussi. Mais c'était infaisable, parce que nous finissions le travail au moment même où débutait la séance. Nous réussîmes à convaincre notre cuisinière de servir le dîner du soir une demi-heure plus tôt et nous avancerions d'autant la pendule dans l'atelier. À l'époque, en Allemagne du Sud et en Autriche, il y avait toujours chez les maîtres un repas du soir chaud. Après le repas nous nous changeâmes vite et nous précipitâmes au théâtre. Mais, à l'instant même où nous y entrions d'un côté, de l'autre le maître arrivait avec sa femme et au même instant aussi 7 heures sonnaient à une église voisine. C'était maintenant seulement que notre travail aurait dû finir. Nous étions découverts. Curieusement, le lendemain, le maître ne nous dit pas un mot, mais il dit à la cuisinière : « *Dites donc, Cathy, méfiez-vous des Prussiens, hier soir ils ont avancé la pendule d'une demi-heure.* »

De Ratisbonne j'allais aussi visiter le Walhalla[5], qui est situé en amont du Donaustauf sur une hauteur, d'où l'on a un vaste panorama sur la plaine. Comme chacun sait, c'est Louis I^er^ de Bavière, le « Teuton », qui a fait construire le Walhalla, où à cette époque, dans la série des bustes des célébrités présentées, il manquait celui de Luther.

L'hiver 1858-1859 fut très long et très rude. Un grand froid s'installa dès la mi-novembre. Une dispute avec le maître fit que, dès le 1^er^ février, malgré la neige et le froid, je repris la route. Le natif de Breslau se joignit à moi. Nous allâmes d'abord à pied à Munich, où encore une fois nos cherchâmes en vain du travail. Alors nous continuâmes notre chemin en direction de Kufstein en passant par Rosenheim. L'entrée en Autriche fut pour nous un véritable casse-tête. À l'époque, à la frontière, on exigeait de tout compagnon qui voulait se rendre en Autriche qu'il prouve qu'il possédait 5 florins d'argent pour son voyage. Or nous ne les avions pas. Nous eûmes donc l'idée de prendre à la dernière gare de Bavière le train pour nous rendre à Kufstein. Pour avoir le plus possible l'air de gentlemen, nous avons nettoyé nos bottes et nos vêtements avec le plus grand soin et mis un col blanc. Notre ruse eut l'effet souhaité. Notre mise soignée et le fait que nous arrivions par le train leurra les douaniers, ils nous laissèrent passer sans rien objecter. Le voyage à pied se poursuivit au Tyrol par un froid intense et un mètre de neige. Le froid et la neige faisaient descendre de la montagne les chamois, dont pendant notre marche nous entendions les brames à la tombée de la nuit. Nous fûmes très étonnés, en mendiant, de recevoir beaucoup d'argent, à savoir des pièces de cuivre de la taille de nos actuelles pièces de deux marks. Lorsque le premier soir nous allâmes à l'auberge, nous croulions sous le poids des pièces récupérées. Mais lorsque

5 À l'origine, lieu de séjour des héros de la mythologie nordique, le Walhalla est un mémorial pompeux à la gloire de l'histoire nationale.

le lendemain matin nous réglâmes notre petite note, il fallut recouvrir de cette monnaie de cuivre la moitié de la table de l'auberge. Il s'avéra qu'en quelques semaines ces pièces avaient perdu toute valeur, parce que le gouvernement autrichien avait sorti de nouvelles pièces. Ainsi était résolue l'énigme de cette grande générosité : on était content d'être débarrassé de cette monnaie qui perdait toute valeur.

Enfin, au bout de quelques jours, passant par Reichenhall, nous marchâmes droit sur Salzbourg, où nous arrivâmes un après-midi merveilleusement ensoleillé. Nous fîmes halte, comme fascinés, lorsqu'en contournant la croupe basse du mont des Moines, nous vîmes la ville s'étendre devant nous, avec ses nombreuses églises et son architecture italienne, dominée par la forteresse de Salzbourg.

Ce qui ultérieurement me sembla une énigme, c'est qu'avec toutes ces marches, au cours desquelles j'étais souvent trempé jusqu'aux os et où j'avais froid à en pleurer, je ne sois jamais tombé gravement malade. Mes vêtements n'étaient absolument pas adaptés à de telles fatigues, on ignorait le luxe de sous-vêtements en laine ou d'un paletot et, pour un compagnon faisant son tour, un parapluie aurait attiré moqueries et sarcasmes. Souvent j'ai enfilé le matin des vêtements encore humides, qui avaient été trempés la veille et connaissaient le même sort le jour suivant. La jeunesse surmonte bien des choses.

À Salzbourg je trouvai du travail, à l'inverse de mon compagnon de voyage qui, après que je l'eus aidé de mon mieux avec ce qui me restait d'argent, continua son voyage vers Vienne. Je restai à Salzbourg jusqu'à la fin février 1860. Comme chacun sait, le site de Salzbourg en fait une des plus belles villes d'Allemagne, car à l'époque la ville appartenait encore à l'Allemagne ; mais elle a la réputation de connaître en été de très nombreux jours de pluie. L'été 1859, que l'on devait qualifier de splendide, fut une exception. Mais cet été 1859 fut aussi un été de guerre. La guerre entre Autriche d'un côté, Italie et France de l'autre, avait éclaté en Italie du Nord. Cela rendit la vie à Salzbourg particulièrement intéressante, du fait que des masses de soldats de toutes armes et nationalités partaient en chantant et en exultant pour le sud du Tyrol. Quelques mois plus tard, les pauvres revinrent abattus, vaincus, suivis de centaines de voitures chargées de blessés et d'éclopés. Mais au début dominait une confiance heureuse en la victoire. J'étais si excité par les événements politiques que les dimanches – car les autres jours je n'avais ni temps ni argent – je ne sortais pas du café Tomaselli avant d'avoir lu presque tous les journaux. À cette époque, en Autriche, en tant que Prussien on n'avait pas une position facile. L'hésitation de la Prusse à venir en aide à l'Autriche était considérée par les Autrichiens comme une trahison. En bon Prussien que j'étais encore alors, je cherchais à défendre la politique prussienne, mais ça ne marchait pas.

Plus d'une fois je dus quitter la table de l'auberge pour ne pas prendre une raclée. Mais lorsque ensuite les chasseurs tyroliens venant de Vienne, de Basse et Haute Autriche arrivèrent à Salzbourg, et y ouvrirent aussi leur bureau d'enrôlement, l'envie d'aventures me saisit. Avec un autre camarade, originaire d'Ulm, nous nous portâmes volontaires, mais on nous répondit qu'ils ne pouvaient pas prendre des étrangers, à la seule exception des Tyroliens. Alors, comme il n'y avait plus rien à faire ici pour participer et comme on disait maintenant que la Prusse mobilisait, je décidai de me porter volontaire dans ma patrie. J'écrivis aussitôt à mon tuteur de m'envoyer dans ce but quelques thalers pour le voyage. Quelque temps après l'argent – 5 thalers – arriva bien, mais voilà que maintenant je n'avais plus besoin de cet argent pour le voyage car, entre-temps, la paix de Villafranca avait été conclue. La guerre était finie. En revanche l'argent me rendit bien service, lorsque, au printemps suivant, je partis pour Wetzlar.

À Salzbourg aussi – comme partout dans la tournerie – les salaires étaient mauvais. Aussi était-il difficile de mettre de l'argent de côté. À la fin de l'automne, j'avais acheté à tempérament mon premier manteau d'hiver et, en homme consciencieux, je ne me contentais pas d'économiser, je me privais pour pouvoir payer les remboursements hebdomadaires. En dehors du repas de midi, que nous avions chez le maître, je vivais exclusivement de pain noir et de lait. En plus de ça, une grande inquiétude m'accablait encore. Le travail manquait et, étant le dernier arrivé dans l'atelier, je craignais qu'on me donne congé après le Nouvel An. La maîtresse avait appris cela par mes autres collègues. Lorsque je lui souhaitai la bonne année à elle et au maître, elle me donna l'assurance réconfortante que je pourrais rester au travail jusqu'à ce que je rentre au pays. Cela m'enleva un poids du cœur. Je pensais involontairement à l'accueil que l'ambassadeur autrichien, le baron von Hübner, avait eu l'année précédente aux Tuileries lors des vœux du Nouvel An, où l'allocution de Napoléon à Hübner fut considérée comme l'annonce de la guerre d'Italie.

À Salzbourg, il y avait une association catholique de compagnons avec plus de 200 membres, parmi lesquels pas moins de 33 protestants, presque tous de l'Allemagne du Nord. J'entrai moi aussi dans l'association, pour les raisons déjà évoquées plus haut. Le président de l'association était un certain Dr.[6] Schöpf, professeur au séminaire catholique de la ville. Schöpf était un ravissant jeune homme d'un caractère extrêmement aimable et jovial. Il faisait sans doute partie de l'ordre des Jésuites. Schöpf savait naturellement qu'un certain nombre de protestants appartenaient à son association.

Dans une assemblée de l'association, il déclara un jour ouvertement que les protestants étaient ses préférés, parce qu'ils faisaient partie des plus assidus à fréquenter l'association. Tous les dimanches soir il faisait une

6 Les diplômés de l'université portent en Allemagne le titre de Docteur.

conférence, toujours extrêmement suivie, conférence qui se cantonnait à la morale et à laquelle chacun, quelle que soit sa croyance, pouvait assister librement. Je fis la connaissance de Schöpf, et les dimanches après-midi, à son invitation, je lui rendais assez souvent visite dans son logement, où nous nous entretenions notamment de la situation en Allemagne et en Autriche et où il témoignait d'une surprenante liberté de pensée.

Noël approchait et, comme d'habitude, l'association devait organiser une fête de Noël. Dans l'association s'étaient créés un petit orchestre et une chorale. À cette occasion, ils devaient nous régaler d'un concert. En plus, sur proposition de Schöpf, un certain nombre de membres appartenant à différents peuples allemands devaient faire une récitation. On me choisit pour représenter les pays rhénans. Je devais réciter un poème : *Les cigares et les hommes*. Les répétitions se tenaient dans le logement du D^r^ Schöpf, où il nous régalait de bière et de tartines. Lors de ces répétitions, il m'arrivait presque toujours de faire une faute dans le dernier vers, employant un mot qui allait certes avec la rime, mais pas avec le sens du poème. Schöpf me mit expressément en garde de ne surtout pas faire la faute le soir de la fête. Le jour de la fête arriva (19 décembre). D'illustres personnages y assistaient ! Le prince-évêque de Salzbourg, l'abbé de Saint-Pierre et bon nombre d'autres ecclésiastiques, ainsi que des représentants des pouvoirs publics. Enfin ce fut mon tour de me produire. Peu avant mon entrée en scène Schöpf me demanda encore une fois de bien faire attention, ce que je lui promis solennellement. Mais avec les forces du destin on ne peut passer de pacte éternel et la fatalité nous rattrape vite. Une fois encore je me trompai de mot, ce sur quoi surgit au fond de la salle le bras du D^r^ Schöpf, me menaçant du poing. Mais le malheur était fait, je crois que la plupart des gens ne l'ont même pas remarqué. Au demeurant, la fête se déroula très agréablement, et je rentrai content chez moi, sans avoir compromis le salut de mon âme.

En mars, c'est la Saint-Joseph qui, en Autriche, est un grand jour de fête. Saint Joseph est, comme je l'ai déjà dit, le patron des associations catholiques de compagnons. Quelque temps avant, Schöpf insista dans un discours pour que tous les membres catholiques de l'association aillent à l'église ce jour-là. Il savait bien, disait-il, que des jeunes gens s'en dispensaient volontiers, mais cette foi-ci pas question, on n'avait pas le droit de le ridiculiser, car l'impératrice, la veuve de l'empereur Ferdinand, qui habitait Salzbourg et faisait beaucoup pour l'association, l'apprendrait sûrement. L'après-midi, ajouta-t-il avec un air entendu, nous ferons un pèlerinage à Maria Plain, lieu de pèlerinage dont l'église est superbement située sur une colline au beau milieu de la plaine, à une bonne lieue de Salzbourg. Là-bas, la caisse de l'association paierait un tonneau de bière et il en offrirait un second, comme ça il était sûr que personne ne manquerait. Tous éclatèrent

de rire. Je crois qu'il finit par avoir le dernier mot. Le pèlerinage eut lieu. Nous les non-catholiques, pleins d'entrain et au complet, nous marchions en cortège derrière le drapeau porté par le premier compagnon, sur lequel était reproduit saint Joseph avec l'enfant Jésus dans ses bras. Arrivés à Maria Plain, nous allâmes voir l'église richement décorée. Ensuite on commença à boire. Les tonneaux furent rapidement vidés, et plus d'un rentra à Salzbourg d'un pas chancelant. Le cortège était disloqué. Comment le drapeau avec saint Joseph revint à Salzbourg, je n'en sais toujours rien aujourd'hui.

Schöpf, un garçon de Hanovre et moi fîmes ensemble le chemin du retour. À notre arrivée en ville, il nous amena à un café où nous avons joué une partie de billard. Pour moi, ce fut la première et dernière que je jouai de ma vie. Naturellement, nous avons perdu tous les deux, mais Schöpf paya.

Fin février 1860, je rentrai chez moi. Quelque trente ans plus tard, un certain chevalier von Pfister m'envoya de Linz à Berlin une lettre disant qu'il avait eu l'intention de se rendre à Berlin et qu'à cette occasion il devait me transmettre le bonjour de la part d'un chanoine, le Dr Schöpf, chanoine à Salzbourg, mais que la maladie l'avait empêché de faire le voyage, aussi m'envoyait-il par lettre ses salutations. C'est toujours pour moi un mystère que Schöpf se soit souvenu de moi. Il était impossible qu'il devine que le jeune compagnon tourneur de 19-20 ans – en admettant qu'il se souvienne encore de lui – était le futur député social-démocrate au Reichstag. Je n'avais sûrement pas fait sur lui une impression à ce point profonde. Je crois plutôt que des collègues du parti du Zentrum[7], à qui j'avais raconté incidemment mes souvenirs de Salzbourg, en avaient informé le chanoine. Lorsqu'au début du 20e siècle, longtemps après, je revins à Salzbourg, Schöpf était mort quelques années auparavant. On dit qu'il a conservé jusqu'à la fin son tempérament jovial et enjoué et toute sa joie de vivre.

Je ne veux pas terminer mon récit sur mon séjour à Salzbourg sans évoquer encore un événement qu'à l'époque on se racontait entre jeunes gens et dont on riait beaucoup. À cette époque, le roi Louis Ier de Bavière, qui comme on le sait avait quitté le pouvoir à cause de l'affaire Lola Montes, passait les étés au château Leopoldskron, tout près de Salzbourg. Le roi, un homme de haute stature, qui passait souvent devant notre atelier en costume gris d'été, la tête couverte d'un grand chapeau de paille un peu abîmé, et une robuste canne à bec à la main, aimait se promener seul aux alentours de Salzbourg. Un jour qu'il se promenait, il voit un petit garçon s'échiner à faire tomber des pommes d'un arbre. Le roi s'approche du garçon et dit :

7 Zentrum : das Deutsche Zentrum (le Parti du centre allemand) en abrégé le Centre : parti catholique libéral d'opposition à Bismarck. La Confédération de l'Allemagne du Nord, notamment la Prusse, était majoritairement protestante.

« *Regarde, c'est comme ça qu'il faut faire !* » et il jette violemment sa canne dans les branches de l'arbre, avec succès. Mais une paysanne avait observé la scène depuis sa maison qui se trouvait à proximité et alors, rouge de colère, elle sortit devant sa porte et apostropha le roi, qu'elle ne connaissait pas : « *Dis donc, vieux gredin, t'as pas honte d'aider le gosse à voler des pommes !* » Le roi prit sa canne et déguerpit. Le lendemain, apparut un serviteur qui apporta à la paysanne un florin, ajoutant que c'était pour les pommes que le maître avait hier fait tomber de l'arbre. Elle demanda qui était donc ce maître et il répondit à sa très grande surprise : « *Le roi Louis.* »

Si j'accuse ici un défunt roi de Bavière de lèse-fruits, je dois à la vérité d'ajouter que moi non plus en la matière je n'étais pas sans défaut ni péché. J'ai toujours eu un faible pour le vol de fruits ; c'était sans doute un penchant inné auquel je succombais. Comme maintenant aussi à Salzbourg. Là c'étaient les somptueuses pêches du jardin des Mirabelles, appartenant au prince-évêque, qui m'avaient tenté. Au cours de mes nombreuses promenades dans le jardin, je ne pouvais résister à la tentation de m'approprier quelques-uns de ces fruits. Je suppose que mon crime de lèse-fruits n'a pas nui au prince-évêque, et moi je trouvais ces fruits excellents. En outre, mes remords de conscience disparurent quand je lus que saint Ambroise, qui fut évêque de Milan vers la fin du quatrième siècle, avait déclaré :

« *La nature donne tous les biens en commun à tous les hommes ; car Dieu a créé toutes les choses afin que la jouissance en soit commune à tous. La nature a donc créé le droit de la communauté, et seule une appropriation injuste (usurpatio), a créé le droit de propriété.* »

Mes actes pouvaient-ils être excusés, et même justifiés, plus brillamment ?

Retour à Wetzlar et nouveau départ

Je pris le chemin du retour le 27 févier 1860. Il n'y avait pas encore de voies ferrées à cette époque dans le sud-est de la Bavière, en plus, pour un compagnon, c'était le voyage à pied qui coûtait le moins cher, pour peu qu'il s'adonnât aussi à la mendicité. Le temps était à nouveau pitoyable. Alors qu'un jour, par une tempête de neige qui me cinglait le visage, les mains dans les poches du pantalon, le bâton de marche sous le bras et le bord du chapeau rabattu sur le visage, je marchais d'un pas lourd sur la route traversant les hauts de Franconie, je fus soudain saisi par le bras et projeté dans le fossé. Lorsque je levai les yeux, stupéfait, je vis que c'était le cheval d'un attelage venant en sens inverse qui avait eu l'adresse de me prendre par le bras et de me projeter sur le côté. Par cette tempête de neige, je n'avais ni vu ni entendu approcher l'attelage.

C'était la troisième fois maintenant que je passais par Munich, de là-bas je me rendis à pied à Ingolstadt, Eichstätt, Nuremberg, Fürth, Wurzbourg, Aschaffenbourg et Francfort. Entre Wurzbourg et Aschaffenbourg, pendant plus de quatre heures je traversai une somptueuse forêt de hêtres, qui faisait partie du Spessart, sans rencontrer âme qui vive. Le seul bruit que je percevais était celui de mes pas. Même la maison forestière au milieu de la forêt, à l'écart de la route, semblait être inhabitée. Je poussai un soupir de soulagement lorsque j'eus derrière moi cette forêt qui me semblait sans fin. Le tableau de Böcklin *Le silence de la forêt*, que je découvris des décennies plus tard, fit renaître pour la première fois en moi l'état d'âme qui m'avait autrefois gagné lors de ma marche solitaire à travers cette forêt de hêtres d'un silence spectral. Lorsque enfin je m'approchai de Wetzlar, j'éprouvai un sentiment quelque peu étrange. Je grimpai à toute vitesse sur une petite butte qui se trouvait devant moi, d'où je vis d'abord la pointe de la cathédrale et bientôt après la petite ville tout entière. On était à la mi-mars quand, après une absence de plus de deux ans, je revis mon deuxième pays natal. Je trouvai un hébergement temporaire chez une de mes tantes, la meunière.

Lors du conseil de révision, je fus ajourné d'un an en raison de mon état de faiblesse générale. Il se passa la même chose les années suivantes lors de l'appel sous les drapeaux à Halle-sur-Saale, où je me rendis deux fois depuis Leipzig, si bien qu'on finit par me renvoyer comme inapte au service militaire. En attendant, comme je ne trouvais pas de travail à Wetzlar, je

m'embauchai chez un maître tourneur juif à Butzbach, à deux lieues de Wetzlar. Mais quand la saison devint de plus en plus belle et qu'un jour trois de mes camarades de classe, le « berlinois » au dos, entrèrent dans l'atelier pour m'aviser qu'ils étaient en route vers Leipzig pour leur tour, alors, comme on dit dans la chanson des compagnons, « *cela me poussa très fort à partir* » et à les suivre. Je promis à mes amis de les suivre dans les trois jours et j'espérais les rattraper s'ils ne faisaient pas de trop grandes étapes. Je pouvais risquer ce pari, car à cette époque personne ne me surpassait à la marche.

Je n'avais pas eu jusqu'alors le moindre désir de connaître Leipzig et la Saxe et, s'il n'avait tenu qu'à moi, je n'aurais à l'époque vu ni l'un ni l'autre. Et pourtant ce voyage fut à plus d'un sens décisif pour tout mon avenir. C'est ainsi le hasard qui très souvent décide du destin de l'homme.

Je voudrais ici ouvrir une parenthèse pour dire que je fais bien peu de cas de l'adage selon lequel chacun est l'artisan de son propre bonheur. On ne fait jamais que suivre les circonstances et les conditions qui nous entourent et qui déterminent notre façon d'agir. C'est pourquoi il est bien vain aussi de parler de la prétendue liberté de ses actes. Dans la majorité des cas, l'individu ne peut prévoir les conséquences de ses actes du moment ; il ne comprend que plus tard ce à quoi ils l'ont mené. Un pas vers la droite au lieu de vers la gauche, ou l'inverse, l'aurait mené dans une tout autre situation qui, à son tour, pouvait être meilleure ou pire que celle à laquelle l'a mené le chemin qu'il a pris. C'est seulement à ses conséquences qu'en règle générale il reconnaît le bon comme le mauvais pas. Mais bien souvent aussi, il ne prend pas conscience de la nature juste ou fausse de ses actes, car il n'a pas la possibilité de comparer. Il n'y a qu'une proportion très limitée de self-made-men. Des centaines d'autres, qui ont des qualités infiniment supérieures à celui qui est arrivé tout en haut, restent dans l'ombre et périssent, parce que des circonstances défavorables ont empêché leur ascension, c'est-à-dire l'application et l'utilisation véritables de leurs qualités personnelles. Dans la vie, seules les « circonstances favorables » donnent à l'individu la place qui lui plaît. Pour les innombrables autres qui n'obtiennent pas cette place, le couvert n'est pas mis à la table de la vie. Cependant, si les circonstances sont favorables, encore faut-il qu'il existe la capacité d'adaptation nécessaire, pour les mettre à profit. Voilà ce qu'on peut considérer comme le mérite personnel de l'individu.

Je rattrapai mes trois amis avant même qu'ils aient atteint la Thuringe, et arrivai à point nommé pour, de mon bras secourable, soutenir l'un d'eux qui avait déjà les pieds meurtris, ce qui souvent faisait rire aux éclats les habitants des lieux que nous traversions à pied. Nous dépassâmes Ruhla, Eisenach, Gotha et arrivâmes à Erfurt. Là nous passâmes pour la première fois la nuit dans l'auberge d'une association protestante de jeunesse. Mais,

une fois seulement, pas deux. Les manières bigotes et insidieuses du père aubergiste me dégoûtèrent. Le soir, nous dûmes tous aller nous coucher sur son ordre. Au premier étage, la porte s'ouvrit sur une petite salle et nous parvint une mélodie de cantique que jouait sur un harmonium un jeune homme aux cheveux blond pâle, à la raie bien nette. Étonnés, nous entrâmes, curieux de ce qui allait se passer. Le père aubergiste monta alors sur une estrade, lut dans son livre de chant un cantique, vers par vers. Accompagnés de l'harmonium, nous devions reprendre en chantant le vers en question. Pareille chose ne m'était jamais arrivée dans une association catholique de compagnons. À Munich, par exemple, au mur de la chambre où nous dormions à deux était fixée une prière imprimée, avec l'invitation à la réciter avant de se coucher. Pas l'ombre d'une pression morale. Je le répète, je ne sais pas comment ont évolué depuis les associations catholiques de compagnons.

À Erfurt, la scène que je viens de décrire commença à nous amuser. Nous hurlâmes comme des lions la mélodie qu'on nous jouait en reprenant le texte. Ensuite on grimpa jusqu'au dortoir. Après qu'on eut, selon le règlement, inspecté nos cols de chemise pour vérifier qu'ils n'abritaient pas d'hôtes indésirables, nous nous mîmes au lit. Puis, le père aubergiste s'éloigna avec la lumière, et nous fûmes plongés dans le noir complet. Alors, des rangs de la douzaine de jeunes hommes, où presque tous les pays allemands étaient représentés, fusèrent blagues et railleries comme je n'en avais encore jamais entendu. La gaieté fut à son comble quand, du coin le plus reculé de la salle, un camarade de chambrée du Wurtemberg fit ses remarques humoristiques dans le souabe le plus pur. Le vacarme ne prit fin que tard. Le lendemain nous fîmes marche vers Weimar. Là, mes compagnons déclarèrent qu'ils ne pouvaient pas continuer, car tous les trois s'étaient blessé les pieds à force de marcher ; ils voulaient aller à Leipzig en train. Je protestai là-contre, car j'étais très juste en argent, et puis que se passerait-il, s'il n'y avait pas de travail à Leipzig ? Ma protestation cependant ne servit à rien, si je ne voulais pas voyager seul, je devais partir avec eux en train. Le 7 mai 1860, à 11 heures du soir, nous arrivâmes à Leipzig et demandâmes le chemin de l'auberge, ruelle des Grands-Bouchers. Lorsque le lendemain, par un magnifique temps de mai, nous visitâmes la ville et les promenades parées de toutes les splendeurs du printemps, Leipzig me plut alors énormément. J'eus de la chance aussi et trouvai du travail, et même dans un atelier dans lequel je découvris l'article qui me permit plus tard de me mettre à mon compte. Si j'étais arrivé à Leipzig vingt-quatre heures plus tard, la place aurait été prise par un autre. Ainsi, une fois de plus, un « coup de chance » décidait de mon avenir. C'était la deuxième fois que je travaillais dans un atelier un peu grand. Il y avait cinq collègues et un apprenti employés à mes côtés. Maître et collègues de travail me

plurent, le travail aussi, où l'on pouvait apprendre quelque chose. Mais ce qui ne me plaisait pas, c'était le mauvais café qu'on nous donnait le matin, et le repas de midi qui était vraiment insuffisant en quantité et en qualité. Petit-déjeuner, goûter et repas du soir, c'est nous qui devions les préparer nous-mêmes. Le gîte était chez le maître ; nous dormions à sept dans une grande mansarde. Je commençai très vite à me rebeller contre la nourriture. En quelques semaines, j'avais réussi à ce que les collègues consentent à adresser une plainte commune au maître, dans laquelle nous déclarions vouloir arrêter le travail ensemble, si notre plainte n'avait pas de succès. Nous menacions donc de faire grève, avant même que l'un d'entre nous eût entendu ce mot. La forme de notre défense découlait de la situation même. Le maître fut extrêmement embarrassé, il déclara qu'il ne comprenait pas les plaintes, lui trouvait la nourriture excellente. C'était normal. Lui et sa famille mangeaient plus tard que nous, et on lui servait une nourriture différente, ce qu'il ne savait pas. Après maints pourparlers, nous avons obtenu de nous charger nous-mêmes de notre nourriture contre dédommagement correspondant de sa part, ce à quoi en plus, à ce qu'il affirma, il gagnait de l'argent. Il avait sans doute payé à sa femme pour notre entretien plus que ce que nous réclamions. Plus tard, en nous obstinant à rester au lit, nous avons obtenu que le début du travail soit le matin repoussé de 5 à 6 heures. Pus tard encore, nous avons imposé le travail à la pièce, que le maître refusait parce qu'il avait peur qu'on lui livre du mauvais travail, ce en quoi il se trompait, comme il s'en convainquit par la suite. Finalement, nous avons aussi réussi à obtenir de loger hors de la maison du maître.

Mon entrée dans le mouvement ouvrier et dans la vie publique

En Prusse, la régence[8] du prince Guillaume de Prusse, frère du roi Frédéric-Guillaume IV, ainsi que la guerre d'Italie[9] avaient fortement secoué le peuple. La pression des années de la réaction, qui depuis 1849 pesait sur lui, s'était éloignée. C'était surtout la bourgeoisie libérale qui maintenant commençait à s'agiter politiquement, après avoir poussé de son mieux son développement économique et s'être beaucoup enrichie pendant les années de la réaction. Cependant il n'y a aucune comparaison possible entre son développement d'alors et le développement que son système économique a atteint après 1871, et surtout depuis les années 1890.

La bourgeoisie demandait maintenant à participer aux affaires du pays ; elle ne voulait pas seulement dominer en Prusse par la voie parlementaire, elle aspirait aussi dans sa grande majorité à une unité de l'Allemagne sous la direction de la Prusse, pour faire de l'Allemagne tout entière, politiquement et économiquement, un État régi par des principes unitaires, comme l'avaient en vain tenté la révolution de 1848-1849 et le Parlement allemand de l'époque. Cette aspiration s'exprima par la création en 1859 de l'Union nationale allemande (Deutscher Nationalverein), présidée par Rudolf von Bennigsen. La nomination du gouvernement vieux-libéral Auerswald-Schwerin par le prince-régent gonfla les espoirs des libéraux. À vrai dire, le programme publié par le prince-régent n'aurait pas justifié de grands espoirs, et son passé, en particulier son rôle pendant les années révolutionnaires, aurait même dû les interdire. Mais la bourgeoisie libérale voyait poindre une nouvelle ère.

Les libéraux sont toujours béats d'espoir dès que pointe ne serait-ce que l'apparence d'un gouvernement libéral, malgré toutes les déceptions qu'ils ont connues durant des décennies. Parce qu'il leur manque le courage et l'énergie pour agir eux-mêmes avec force et qu'ils ont peur de tout mouvement véritablement populaire, ils placent constamment leurs espoirs dans les gouvernants qui leur font quelques avances, réelles ou apparentes.

8 Il ne devint roi de Prusse qu'en 1861, à la mort de son frère qui depuis des années souffrait d'une maladie mentale.

9 Guerre austro-franco-italienne pour l'indépendance et l'unité de l'Italie en 1859.

En manifestant à ces personnages enthousiasme et confiance aveugle, ils espèrent les plier à leurs intérêts. Dans le cas présent, leurs grands espoirs furent bien vite brisés. Le prince-régent, cent pour cent soldat, éprouva d'abord le besoin d'engager une profonde réforme de l'armée aux dépens du système de la territoriale (*Landwehr*) en vigueur jusque-là. Selon lui, l'organisation actuelle de l'armée en Prusse n'avait fait ses preuves ni pendant ni après la révolution, pas plus que lors de la mobilisation de 1859. Cependant la réalisation de ses plans non seulement coûtait beaucoup d'argent, mais elle allait aussi contre les idées qui depuis 1813 couraient dans le peuple sur l'utilité de l'armée territoriale ; en outre la nouvelle organisation exigeait d'allonger le service militaire de deux à trois ans et la réserve de deux à quatre ans.

À vrai dire, pendant les années révolutionnaires, la territoriale avait parfois refusé de marcher, elle se sentait trop unie au peuple, ne se laissait pas utiliser sans problème pour des coups de main réactionnaires, et il était même difficile de l'utiliser pour une guerre qui n'était pas populaire. Or c'est cela qui, dans la nouvelle organisation, poussait le prince-régent à la reléguer autant que possible à l'arrière-plan. Mais quand la réorganisation fut définitivement engagée, sans l'accord exprès de la Chambre qui, par myopie, en avait d'abord accordé les moyens à titre provisoire, les libéraux, qui avaient la majorité dans la Chambre basse, commencèrent à se rebeller. Seulement, le prince-régent ne se laissa pas ébranler et poursuivit sa réorganisation. De là naquit le conflit. Les élections de décembre 1861 renforcèrent l'opposition. Bien que le gouvernement cherchât à gagner la Chambre par des concessions libérales (loi sur la responsabilité ministérielle et nouvelle organisation du district), elle refusait maintenant les crédits demandés pour la réorganisation de l'armée. Il s'ensuivit en mars 1862 la dissolution de la Chambre, qui eut pour résultat que la Chambre issue des nouvelles élections de mai fut d'une composition encore bien plus radicale. Les rangs des conservateurs avaient fondu et ne comptaient plus que onze élus.

Le conflit devenait de plus en plus aigu et le roi, ne sachant plus quoi faire, appela alors M. von Bismarck, qui avait la réputation d'être un homme très énergique et sans scrupules. C'est ainsi qu'il s'était révélé en 1847 au landtag unifié, en 1849 à la Chambre des députés prussienne et en 1850 au Parlement d'Erfurt. Par son attitude dans ces assemblées, il s'était même fait auprès de Frédéric-Guillaume IV une réputation de réactionnaire enragé, qui sentait le sang. De 1851 à 1859, Bismarck avait été l'ambassadeur prussien près le Parlement fédéral de Francfort-sur-le-Main[10], et avait découvert là-bas à quel point la situation politique en Allemagne était

10 Francfort était à l'époque le siège des institutions de la Confédération germanique, où étaient représentés 38 villes libres et États.

intenable. En 1859 il partit comme ambassadeur à Saint-Pétersbourg et en 1862 à Paris, d'où il fut rappelé dès septembre, pour prendre la tête d'un ministère constitué désormais de conservateurs. Le conflit entre gouvernement et Chambre atteignit ainsi son paroxysme.

Entre-temps, toute l'Allemagne était également en proie à une vague montante d'agitation sur la question nationale, qui atteignait des sommets. L'Union nationale réclamait la convocation d'un Parlement allemand sur la base de la Constitution du Reich et de la loi électorale de 1849. En même temps, cela impliquait que la rivale de la Prusse, l'Autriche, vu la forte proportion de sa population non allemande, soit exclue de ce nouveau Reich. La majorité de l'Union nationale voulait constituer une Petite-Allemagne, contrairement à ceux qui ne voulaient pas exclure l'Autriche allemande, et s'appelaient pour cela Grands-Allemands. Ces oppositions dominaient les luttes pour la solution de la question nationale dans la première moitié des années 1860. En outre apparut l'idée d'une « Triade », dans laquelle, à côté de l'Autriche et de la Prusse, les États petits et moyens réclamaient d'être représentés dans la future direction du Reich, qui devrait constituer un directoire à trois têtes.

L'ampleur que le mouvement avait prise et la grande importance qu'il pouvait encore acquérir amenèrent très tôt les libéraux les plus perspicaces à avoir des vues sur les ouvriers, pour les gagner à leurs buts politiques. Ce qui s'était passé en France dans les quinze dernières années, le développement rapide des idées socialistes, les combats de Juin, le coup d'État de Louis Bonaparte et sa manière démagogique d'utiliser les ouvriers contre la bourgeoisie libérale, tout cela fit que les libéraux jugèrent opportun de prévenir si possible pareils événements en Allemagne. Aussi, à partir de 1860, ils favorisèrent et utilisèrent l'aspiration des travailleurs à fonder des associations ouvrières, et ils cherchèrent à mettre à leur tête des personnes sur qui ils pouvaient compter.

Le développement économique de l'Allemagne avait certes fait à cette époque des progrès considérables, cependant l'Allemagne d'alors restait encore largement un pays de petits bourgeois et de petits paysans. Plus des trois quarts des ouvriers de métiers appartenaient à l'artisanat. À l'exception des ouvriers de l'industrie lourde proprement dite, mines, sidérurgie et construction mécanique, les compagnons travaillant à la manière artisanale considéraient avec dédain le travail en usine. Les produits d'usine étaient certes considérés comme bon marché, mais aussi comme de mauvaise qualité : tel est le jugement que seize ans plus tard, en 1875, le conseiller privé Reuleaux, représentant de l'Allemagne à l'exposition universelle de Philadelphie, portait encore sur les produits manufacturés allemands. Le compagnon artisan voyait l'ouvrier d'usine comme inférieur et beaucoup considéraient comme une humiliation personnelle d'être qualifiés

d'ouvriers, au lieu de compagnons ou d'apprentis. De plus, la grande majorité de ces compagnons ou de ces apprentis étaient encore convaincus de pouvoir un jour devenir eux-mêmes maîtres, notamment quand, y compris en Saxe et dans d'autres États, la liberté de l'industrie du commerce et du travail s'imposa au début des années 1860. L'éducation politique de ces travailleurs était très mince. Ayant grandi dans les années 1850, c'est-à-dire dans les années de la réaction la plus noire, pendant lesquelles toute vie politique avait dépéri, ils n'avaient jamais eu l'occasion d'avoir une activité politique. Les associations ouvrières ou, comme on les nommait plus souvent, les associations d'artisans, il n'en existait qu'exceptionnellement et elles ne servaient surtout pas à l'éducation politique. Les associations ouvrières à caractère politique, on ne les tolérait même pas dans la majorité des États allemands, elles étaient même interdites en vertu d'une décision du Parlement fédéral datant de 1856 car, selon la conception du Parlement fédéral de Francfort-sur-le-Main, association ouvrière était synonyme de propagation du socialisme et du communisme. Mais pour nous, les jeunes, socialisme et communisme étaient à cette époque des idées complètement inconnues, du chinois. Certes, ici ou là, à Leipzig par exemple, il y avait bien des individus, tels Fritzsche, Vahlteich, Schneider, Schilling, qui avaient entendu parler du communisme de Weitling[11] et même lu ses livres, mais c'était des exceptions. Qu'il y eût même des travailleurs qui connaissaient par exemple le *Manifeste communiste* et étaient au courant de l'activité de Marx et d'Engels en Rhénanie pendant les années révolutionnaires, cela moi, à Leipzig, je n'en ai rien su à cette époque.

Il résulte de tout cela que les travailleurs d'alors étaient dans un état d'esprit qui ne leur permettait ni d'avoir conscience de posséder un intérêt de classe ni même de savoir qu'il existait une quelconque question sociale. C'est pourquoi les travailleurs affluaient en masse dans les associations qu'aidaient à créer les dirigeants libéraux, qui apparaissaient aux travailleurs comme des modèles de dévouement envers le peuple.

Or au début des années 1860 ces associations ouvrières sortaient de terre comme des champignons après une chaude pluie d'été. Notamment en Saxe, mais aussi dans le reste de l'Allemagne. Il se créa des associations dans des localités où il fallut plus tard attendre des années avant que le mouvement socialiste s'y implante un tant soit peu, bien que l'ancienne association ouvrière eût entre-temps disparu.

À Leipzig, la vie politique était alors très intense. Leipzig passait pour un des hauts lieux du libéralisme et de la démocratie. Un jour, dans le *Journal populaire de l'Allemagne du Centre (Mitteldeutsche Volks-Zeitung)*

11 Un des précurseurs de mouvement ouvrier avant 1848. Après la révolution de 1848-1849, il se rendit aux États-Unis, où il prit la tête d'une colonie socialiste. Ce fut un échec et il se retira à New York où il mourut en 1871.

– journal démocrate auquel j'étais abonné et que rédigeait le quarante-huitard Peters, mari de feu la célèbre pionnière des droits des femmes, Luise Otto-Peters –, je lus l'invitation à une assemblée populaire en vue de créer une association d'éducation. Cette assemblée se tint le 19 février 1861 dans le Salon Viennois, établissement qui se trouvait dans un jardin à proximité de Rosental[12]. Lorsque je pénétrai dans l'établissement, il était déjà bondé. J'eus du mal à trouver une place dans la galerie. C'est la première assemblée publique à laquelle j'assistais. Le président de la société polytechnique, le professeur Hirzel, faisait l'exposé ; il annonça qu'on voulait créer une association d'éducation professionnelle comme deuxième section de la société polytechnique, parce que, en vertu d'une décision du Parlement fédéral de 1856, les associations ouvrières n'étaient pas tolérées en Saxe. Là-contre s'éleva une opposition. À côté du professeur Rossmässler, qui avait été membre du Parlement allemand de Francfort et qui avait été relevé de ses fonctions de professeur à l'académie des eaux et forêts de Tharandt par M. von Beust[13], Vahlteich, Fritzsche et d'autres orateurs prirent aussi la parole pour réclamer la pleine indépendance de l'association, qui devait être politique. Avoir pour objectif de donner des cours, dirent-ils, c'était l'affaire d'une école et pas celle d'une association pour adultes. Certes je n'étais pas d'accord avec ces orateurs, mais cela m'impressionna que des travailleurs attaquent avec tant de force ces messieurs instruits, et je souhaitai en secret pouvoir moi aussi parler ainsi.

L'association fut créée et, bien que l'opposition n'eût pas atteint son but, elle adhéra à l'association. Ce soir-là j'en devins membre moi aussi. L'association devint à sa manière un modèle du genre. Elle disposait d'une foule de conférenciers pour des sujets scientifiques. Ainsi, à côté du professeur Rossmässler, il y avait le professeur Bock – le Bock de la revue *Le Kiosque*[14], auteur du *Livre pour malades et bien portants* – , les professeurs Wuttke, Wenck, Marbach, les D[r] Lindner, Reyher, Burckhardt et d'autres. Plus tard vinrent le professeur Biedermann, le D[r] Hans Blum, sur qui courait le bruit que pendant ses études il s'était qualifié, sur sa carte de visite, d'étudiant en droits de l'homme, le D[r] Eras, Liebknecht qui arriva à Leipzig en été 1865, et Robert Schweichel. Un des conférenciers les plus actifs dans les premières années était le D[r] Dammer, qui devint plus tard le premier vice-président, nommé par Lassalle, de l'Association générale des travailleurs allemands[15]. On donnait des cours d'anglais, de français,

12 Un parc de Leipzig

13 Homme d'État saxon et autrichien réactionnaire, ministre des Affaires étrangères en Saxe, il fut aussi chancelier d'État en Autriche.

14 Journal populaire de la gauche libérale

15 Allgemeiner Deutscher Arbeiterverein (ADAV). L'Association générale des travailleurs allemands a été fondée par Ferdinand Lassalle le 23 mai 1863.

de sténographie, de comptabilité, d'allemand et de calcul. On fonda aussi une section de gymnastique et une de chant. Vahlteich, qui était et resta un grand gymnaste devant l'Éternel, entra dans la première, Fritzsche et moi nous entrâmes à la chorale. Fritzsche était une excellente basse, et moi un baryton, la voix, comme on sait, de tous ceux qui n'ont pas de voix.

À la tête de l'association il y avait un comité de 24 personnes, dans lequel éclata la bataille pour la présidence. Rossmässler fut battu par un architecte, Mothes, mais l'opposition continua à travailler méthodiquement. Quand on fêta le premier anniversaire de l'association, en février 1862, Vahlteich fit le grand discours, qui était nettement politique. Il réclama le suffrage universel. Lors du renouvellement du comité j'y fus moi aussi élu. Mon désir de pouvoir parler en public avait été rapidement satisfait, vu les fréquents débats dans l'association. Un ami me raconta plus tard que, lorsque je pris pour la première fois la parole quelques minutes pour justifier une proposition, à sa table ils s'étaient tous regardés et avaient demandé : « *Ça alors ! mais c'est qui celui-là ?* » Comme on constitua dans le comité plusieurs sections pour gérer les différentes matières, on m'élut pour la section bibliothèque et pour la section des loisirs. Dans les deux je fus président. L'élection du président de l'association, auquel le comité devait à nouveau procéder, suscita cette fois une violente bataille. On vota quatre fois sans pouvoir départager les candidats. Chaque fois le nombre de voix était égal. En fin de compte Rossmässler fut à nouveau battu par l'architecte Mothes, à une voix de différence, parce que ce dernier avait voté pour lui-même. L'opposition porta maintenant la bataille dans l'assemblée générale, qui eut lieu le Vendredi saint 1862. L'association avait à l'époque plus de 500 membres. L'opposition réitéra sa vieille revendication de transformer l'association en une association purement politique et d'en bannir les cours. Après une violente joute oratoire qui dura quatre heures, à laquelle moi aussi je participai, elle fut battue par une majorité des trois quarts des voix. Si l'opposition avait procédé plus habilement, si elle avait demandé qu'on tienne de temps à autre des conférences politiques sur l'actualité et qu'on organise des discussions à ce sujet, elle l'aurait emporté largement. Mais, ce qui provoqua de la résistance, c'est qu'on veuille bannir de l'association les cours, qui avaient le plus grand intérêt pour la grande majorité des plus jeunes membres. Moi-même je suivais les cours de sténographie et de comptabilité. Quelques jours avant cette assemblée décisive, Fritzsche et Vahlteich avaient fait tous leurs efforts pour me gagner à eux. Mais je ne pouvais me résoudre à les suivre.

Cette fois, l'opposition quitta l'association et fonda l'association *Vorwärts* (En Avant), qui établit son quartier général à l'Hôtel de Saxe. Le patron de cet établissement était l'ex-pasteur Würkert, destitué pendant les années de la réaction. Il avait sa méthode bien à lui d'enseigner tout en

faisant ses affaires par la même occasion. Il organisait toutes les semaines des conférences, qu'il faisait lui-même, sur tous les sujets possibles, comme les anniversaires de naissance et de mort d'hommes célèbres, les événements politiques du jour, etc. Ces soirées-là, son établissement était plein à craquer. Cela faisait donc une impression curieuse de voir Würkert, juste après s'être déplacé parmi les clients et avoir servi à l'un ou à l'autre un verre de bière, prendre place sur le palier de l'escalier qui menait de la salle du haut à la salle du bas et de là, visible de tous, faire sa conférence. En complément plutôt qu'en opposition à ces réunions à l'Hôtel de Saxe, il y avait le restaurant À la bonne source sur la Brühl, une grande salle qui venait alors d'être bâtie en sous-sol, dont le patron était le quarante-huitard Grun. Dans un des coins de cette salle il y avait une grande table ronde qui s'appelait la table des criminels. Cela voulait dire que seuls pouvaient y prendre place les vénérables chefs de la démocratie qui avaient été condamnés au pénitencier ou à la prison, ou que l'on avait destitués de leur fonction. Assez souvent c'était les deux à la fois. Là étaient assis Rossmässler, Dolge qui, pour sa participation au soulèvement de Mai, avait été condamné à mort, puis gracié, sa peine commuée en réclusion à vie, et qui passa alors huit ans à Waldheim. Faisaient aussi partie des « criminels » le D^{r} Albrecht qui donnait des cours de sténographie dans notre association, les D^{r} Burckhardt, Peters, Theodor Oelckers, le D^{r} Fritz Hofmann, surnommé Hofmann-la-Tonnelle, etc. Nous les jeunes, nous nous sentions particulièrement honorés de pouvoir boire un verre de bière à cette table, en compagnie des anciens.

Mais les dirigeants de l'association En Avant ne se contentaient pas de leurs réunions d'association, ils menaient leur propagande dans les réunions ouvrières et populaires qu'ils convoquaient de temps en temps, où on discutait des questions ouvrières et des questions d'actualité. Ces discussions étaient encore très confuses. On discutait d'une assurance invalidité des travailleurs, de l'organisation d'une exposition universelle en Allemagne, de l'entrée dans l'Union nationale, ce pour quoi on demandait qu'elle prélève par mensualités la cotisation annuelle de 3 marks, afin que les ouvriers puissent y adhérer. De plus, on demandait le suffrage universel pour les élections au landtag[16] des différents États, et un Parlement allemand qui devrait s'occuper de la question ouvrière. En outre, on discutait de la convocation d'un congrès général des ouvriers allemands, dans lequel on débattrait des revendications qui apparaîtraient. La question de la convocation d'un congrès ouvrier apparut aussi presque en même temps dans les cercles ouvriers de Berlin et de Nuremberg.

Pour en assurer la préparation et convoquer les nouvelles réunions ouvrières qui seraient nécessaires, on mit en place un comité dans lequel,

16 Landtag : le Parlement de chacun des États allemands.

à côté de Fritzsche, Vahlteich et autres, furent élus des ouvriers moins connus, dont moi. À côté des réunions ouvrières que nous organisions, la direction locale de l'Union nationale allemande appelait assez souvent à des assemblées populaires, parfois avec des orateurs de l'extérieur, Schulze-Delitzsch, Metz (Darmstadt), etc., où on discutait de la question nationale, de la création d'une flotte allemande, du conflit constitutionnel en Prusse qui entre-temps était devenu très aigu, de la question du Schleswig-Holstein, etc. À l'énumération de ces sujets, on voit déjà que la vie politique à Leipzig était à cette époque extrêmement intense et nous tenait en haleine. Sujet très prisé aussi dans les assemblées populaires appelées par les libéraux : les débats sur les régimes constitutionnels dans les différents États, tout particulièrement en Saxe, en Hesse-Cassel et Hesse-Darmstadt. En second lieu venaient le Mecklembourg et la Bavière. MM. von Beust (Saxe) et Dalwigk (Hesse-Darmstadt) étaient tout particulièrement la cible de violentes attaques. M. von Bismarck les rejoignit, lorsqu'en septembre 1861 il prit la tête du gouvernement prussien.

C'est vrai, dans ces États petits et moyens mentionnés il y avait eu, après la défaite de la révolution, des violations de la Constitution et des mesures arbitraires en tout genre, mais il y en avait eu tout autant en Prusse. De plus, ces petits et moyens États n'avaient pu perpétrer leurs agissements criminels que sous la protection de la Prusse et de l'Autriche – qui là-dessus s'entendaient à merveille. Cependant, dans leurs attaques publiques, les libéraux des diverses tendances traitaient les États petits et moyens beaucoup plus mal que la Prusse par exemple. Et pourtant c'était bien la Prusse qui avait écrasé la révolution et qui, à côté de mesures arbitraires, avait dans son propre pays multiplié les violences contre les révolutionnaires. Je rappelle seulement la condamnation de Gottfried Kinkel à la réclusion à vie, l'exécution d'Adolf von Trützschler à Mannheim et de Max Dortu à Fribourg-en-Brisgau, les fusillades dans les fossés du fort de Rastatt, les atrocités qu'à Dresde, après l'écrasement du soulèvement de Mai 1848, la soldatesque prussienne avait perpétrées contre les révolutionnaires faits prisonniers. De même la situation de la Prusse dans les années 1850, sous la domination du système Manteuffel, était telle qu'elle devait forcément susciter l'indignation de tout homme d'esprit un tant soit peu libre et discréditer totalement la Prusse en Allemagne et à l'étranger. De même, le conflit constitutionnel prussien en cours n'avait pas d'équivalent en Allemagne. Moi qui à cette époque passais encore forcément en politique pour un jeune homme inexpérimenté, je remarquai vite ce deux poids deux mesures. Et il était pratiqué notamment par les libéraux et les démocrates saxons. À vrai dire, le système que M. von Beust avait instauré en Saxe, avec l'approbation du roi Jean, était tout particulièrement haï, et à juste titre, à cause des mesures impopulaires et des exactions en tout genre, et

surtout du fait du traitement cruel qu'enduraient les prisonniers politiques au pénitencier de Waldheim. Dans ce pénitencier avaient été détenus pas moins de 286 prisonniers du soulèvement de Mai, dont 148 ouvriers, et en 1854 déjà 34 d'entre eux étaient morts, soit 12 %. Plus de 42 avaient été condamnés à mort, puis « graciés », leur peine commuée en réclusion à vie. Dans le pénitencier de Zwickau on avait enfermé 286 prisonniers politiques, parmi lesquels 239 ouvriers ; la prison régionale de Hubertusburg avait hébergé 70 prisonniers politiques.

Dans le pénitencier de Waldheim il y avait entre autres August Röckel, chef d'orchestre à Dresde, ami de Richard Wagner et du célèbre architecte Semper, qui tous deux avaient réussi à s'enfuir. Röckel avait été condamné à la réclusion à vie pour sa participation au soulèvement de Mai. Une fois gracié début 1862, après onze ans et demi passés en prison – il était, avec l'avocat Kirbach de Plauen, le dernier incarcéré à être gracié, parce que tous les deux refusèrent de présenter un recours en grâce –, il publia en 1865 un livre sur ce qui se passait au pénitencier intitulé *Le soulèvement de Saxe et le pénitencier de Waldheim*, dont le contenu souleva en Saxe et en Allemagne un cri d'horreur. Je fus un des plus ardents diffuseurs du livre de Röckel, j'en plaçai plus de 300 exemplaires, bien entendu sans en tirer de profit personnel, ce qui ne m'empêcha pas d'être soupçonné dans le *Journal général des travailleurs allemands* de Cobourg d'être un partisan de Beust.

Parmi ceux qui avaient été maltraités à Waldheim, Kirbach, dont vingt ans plus tard je fis personnellement connaissance comme collègue au landtag saxon, fut sans doute celui pour qui ça se passa le plus mal. Il n'était pas de ceux qui avaient fait amende honorable au pénitencier ; le directeur du pénitencier, Christ, lui fit mettre ce qu'on appelait un « sauteur » entre les pieds. C'était une barre de fer d'environ un pied de long qui était fixée entre les chevilles par des anneaux. Quand Kirbach voulait marcher il lui fallait sauter, d'où le nom de sauteur. Ce procédé arrachait peau et chair des chevilles, et comme Kirbach non seulement souffrait terriblement mais qu'il tomba aussi dangereusement malade, on dut au bout d'un certain temps lui enlever le sauteur. Au cours de son évolution politique ultérieure, l'ancien révolutionnaire passa au début des années 1880 au Parti libéral, dont il fut pendant de longues années un des dirigeants dans sa circonscription. Il fut le seul député bourgeois qui, au landtag saxon, votait pour nos propositions d'introduction du suffrage universel égal, direct et secret. Il ne renia donc pas, comme tant d'autres de ses amis politiques, le démocrate qu'il avait été.

C'est une tout autre évolution politique que suivit August Röckel, le camarade de pénitencier de Kirbach. Lorsqu'en 1866 l'Allemagne fut touchée par la crise politique, Röckel rejoignit le camp de son ancien ennemi

von Beust, et quand Beust devint chancelier en Autriche il partit avec lui à Vienne en tant qu'attaché de presse. C'est là qu'il mourut dans la misère.

Mais, quelles que soient les conditions qui régnaient en Prusse, les libéraux voyaient en elle le seul État qui pouvait imposer l'unité allemande telle qu'ils se la représentaient, et qui était capable de leur éviter la domination des masses. Leur tactique était donc de rabaisser le plus possible les États petits et moyens, afin que l'État dont la mission était de réaliser l'unité allemande, qu'était à leurs yeux la Prusse, apparaisse sous un jour d'autant plus favorable. L'ère de Bismarck faisait certes obstacle à ce mythe, mais on expliquait que c'était un phénomène passager et qu'ensuite la Prusse ne manifesterait que mieux sa splendeur libérale. Mais M. von Bismarck était une réalité de première grandeur, et il connaissait aussi les libéraux, dont il disait : « *Ils me haïssent, mais ils ont encore plus peur de la révolution* », ce qui était tout à fait juste. Cependant les passions se déchaînaient de plus en plus. Quiconque dans les assemblées cognait le plus fort sur Bismarck et proférait les menaces les plus graves pouvait compter sur des tonnerres d'applaudissements. La vieille passion révolutionnaire se réveilla même chez bon nombre de libéraux, comme chez Johann Miquel qui, dix ans plus tôt, avait été en relation avec Karl Marx et qui, même dans les années 1860, n'avait pas encore totalement rompu ses relations avec lui, et en ce temps-là se déclarait communiste et athée et s'offrait à aider à organiser les révoltes paysannes. À présent il menaçait le roi de Prusse du sort des Bourbons, disant qu'on ferait appel aux ouvriers contre les Hohenzollern s'ils ne voulaient pas entendre raison. Il émettait de tels propos en cercle privé, à l'occasion de l'assemblée générale de l'Union nationale allemande à Leipzig. Presque trente ans plus tard, Johann Miquel était M. von Miquel, ministre des Finances d'un Hohenzollern, et même le Parti national-libéral, dont il était un des fondateurs, parti devenu entre-temps très docile, lui paraissait encore trop libéral.

Cependant de telles menaces devaient bien aussi arriver aux oreilles de Bismarck – les menaces les plus sanglantes par lettre anonyme ont été à la mode bien avant qu'il y eût des dirigeants social-démocrates, qui en ont à l'occasion reçu par douzaines – car il a plus tard avoué publiquement qu'il n'avait pas cru impossible de connaître le destin de Strafford qui, on le sait, avait été exécuté comme ministre de Charles 1er d'Angleterre. C'est pourquoi, en bon père de famille, il avait pour toute éventualité mis en ordre ses affaires.

Mais à l'époque, à en croire les rumeurs, le roi aussi souffrait d'hallucinations suite aux excitations continuelles, et craignait de subir le sort des Bourbons. Ces rumeurs furent confirmées par un livre paru plus tard, dont feu le député au landtag de Prusse von Eynern disait que c'était des confidences de Bismarck. À l'en croire, Bismarck lui avait raconté que

lorsqu'en 1862 il avait été nommé ministre, il avait été jusqu'à Jüterbog pour rencontrer le roi et l'avait trouvé très abattu. Les souverains badois, de chez qui le roi venait, avaient estimé insoluble le conflit avec le landtag et avaient cherché à le persuader de faire marche arrière. Le roi lui avait dit : « *Vous êtes devenu ministre, mais seulement pour monter à l'échafaud qui sera dressé pour vous place de l'Opéra ; moi-même mon tour viendra après vous.* » « *Le roi espérait sans doute que je lui ôterais ces idées de l'esprit*, continuait Bismarck, *mais je fis le contraire, parce que je connaissais mon homme, sincère et courageux face à tout danger reconnaissable. Je lui dis qu'actuellement ces deux cas n'étaient à mon avis peut-être pas tout à fait à exclure, mais que s'ils devaient se présenter, quelle importance ? Nous devons tous mourir un jour, et peu importe que ce soit un peu plus tôt ou un peu plus tard. Je mourrais donc, comme c'était mon devoir, au service de mon roi et maître, et le roi mourrait ensuite pour défendre ses droits sacrés, ce qui était aussi son devoir envers lui-même et envers son peuple. On n'était pas obligé de penser tout de suite à Louis XVI, qui avait eu une mort déplaisante, mais Charles 1er, lui, avait eu une mort extrêmement honorable, une mort aussi glorieuse que celle sur le champ de bataille.* »

Et Bismarck continuait : « *Lorsque je saisis le roi par son porte-épée, en soldat, il devint encore plus grave, puis il retrouva sa stabilité, et je revins à Berlin avec un homme rasséréné, plein de combativité.* »

Ces événements montrent ce que les libéraux auraient pu obtenir, s'ils avaient su exploiter la situation. Mais ils redoutaient déjà les ouvriers qui étaient derrière eux. La phrase de Bismarck disant que, si on le poussait à bout, il déchaînerait l'Achéron[17], les jetait dans une terreur sans borne.

En fait, Bismarck a su ensuite jouer de tous les registres pour se rendre maître de la situation ; il utilisait les instruments qu'il trouvait. Il se serait allié avec le diable et sa grand-mère s'il y avait trouvé avantage. C'est ainsi qu'il prit à son service le rédacteur en chef du *Journal général de l'Allemagne du Nord*, August Brass, à l'époque partisan de la Grande-Allemagne, bien qu'il eût été autrefois un démocrate enragé et avait rimé la jolie chanson :

> *Nous teignons en rouge, nous teignons parfaitement,*
> *Nous teignons avec le sang des tyrans !*

Il n'avait rien trouvé non plus à redire à ce que Brass fasse appel à Liebknecht de Londres et Robert Schweichel de Lausanne comme rédacteurs du *Journal général de l'Allemagne du Nord*. D'ailleurs, en plus de Brass, Bismarck réussit en 1864 à gagner Lothar Bucher, l'ancien démocrate et partisan du refus de payer les impôts, dont il sut mettre à profit le grand savoir historique et la plume agile. C'est aussi Bucher qui, en 1865, à la demande de Bismarck, tenta de recruter Karl Marx comme collaborateur

17 Dans la mythologie grecque, l'un des fleuves des Enfers.

au *Journal officiel de Prusse* (*Preussischer Staats Anzeiger*), en lui disant qu'il aurait toute liberté d'écrire selon son bon plaisir, même s'il prônait le communisme.

Les méthodes avec lesquelles il tentait maintenant de gouverner, Bismarck les avait copiées sur Louis-Napoléon, qui avait su à la perfection utiliser pour son propre régime les oppositions existant entre les classes, et cela même sous le régime du suffrage universel. Il apparut vite que Bismarck lui aussi tentait d'utiliser dans son intérêt le mouvement ouvrier contre la bourgeoisie libérale. Son complice en ces choses fut le haut conseiller privé Hermann Wagener, dont la connaissance des questions sociales et la rouerie faisaient l'homme approprié.

Fin août 1862, une assemblée ouvrière de Berlin avait décidé de convoquer à Berlin même un congrès général des ouvriers allemands. Cela amena le comité de Leipzig à se mettre en relation avec les personnalités dirigeantes du mouvement berlinois, afin de parvenir à un accord en vue de la convocation du congrès. On souhaitait Leipzig comme lieu de congrès, en raison de sa meilleure situation géographique. Début octobre, le peintre sur laque Eichler, qui représentait Berlin, arriva à Leipzig pour un entretien, auquel j'assistai moi aussi en tant que membre du comité.

Cet entretien eut lieu au restaurant Au Joachimstal dans la rue Hain. Eichler risqua d'emblée le tout pour le tout. Il exposa que les ouvriers n'avaient rien à attendre du Parti du progrès[18] ni de l'Union nationale. La majorité des membres du comité partageaient cet avis, sur la base des expériences qu'ils avaient faites. De plus, continua Eichler, il avait la certitude – et là il se dévoila à nos yeux comme un agent de Bismarck – que Bismarck pouvait être gagné à l'introduction du suffrage universel égal et direct et serait prêt aussi à donner les fonds nécessaires (60 000 à 80 000 thalers) à la création d'une association de production de mécaniciens.

À cette époque, les mécaniciens constituaient l'élite des ouvriers berlinois et passaient pour la véritable garde rapprochée du Parti du progrès. Les déclarations d'Eichler suscitèrent un débat qui dura des heures, dont le résultat final fut que le comité, à l'exception de Fritzsche, se prononça contre Eichler. Remarquons qu'Eichler prônait le genre d'idées que six mois plus tard Lassalle exposa dans sa *Lettre ouverte* au comité de Leipzig, sauf que Lassalle exigeait que ce soit un État démocratique qui fonde les associations de production avec aide de l'État.

En ces jours-là, le nom de Lassalle nous était inconnu, bien que dès avril de cette année-là il eût fait une conférence publique sur « *La relation particulière de la période historique présente avec l'idée de l'état ouvrier*[19] »,

18 Parti du progrès : parti libéral, émanation de l'Union nationale.

19 L'état ouvrier : état dans le sens de couche sociale, hiérarchisée de l'Ancien régime : noblesse, Église, tiers état (la bourgeoisie) ; en Allemagne, on parle

qui plus tard, et jusqu'à aujourd'hui, parut sous le titre de *Programme ouvrier*. La même année, il avait aussi fait ses conférences sur l'essence de la Constitution. Que ces faits nous soient restés inconnus vient sans doute de ce qu'aucun de nous ne lisait de journaux berlinois. Nous tirions nos connaissances sur l'actualité de la presse de Leipzig, en particulier du *Journal populaire de l'Allemagne du Centre*, démocrate ; ce dont il ne parlait pas nous restait inconnu. C'était des temps encore bien arriérés.

En faisant savoir que Bismarck pourrait être éventuellement gagné à l'introduction du suffrage universel, égal et direct, Eichler ne faisait qu'exprimer une idée qui à cette époque déjà était publiquement préconisée en particulier par le conseiller privé Hermann Wagener. On pensait donc qu'il serait octroyé, en partant de l'idée que, si le système électoral des trois classes[20] a été décrété d'en haut en mai 1849, on peut aussi le supprimer par décret royal et en décréter un nouveau. Pour les libéraux, qui dans leur grande majorité n'étaient pas très emballés par le suffrage universel égal, direct et secret, c'était une perspective extrêmement désagréable, et M. von Unruh, un de leurs principaux dirigeants, exprima publiquement leur crainte. Leur aversion pour le suffrage universel égal, direct et secret, les libéraux la dissimulaient à l'époque en proclamant que cette revendication n'était pas de mise pendant le conflit constitutionnel, qu'il fallait d'abord que soit terminé le combat contre le ministère Bismarck avant de pouvoir songer à un changement de législation électorale. Qu'à cette époque les démagogues conservateurs se soient démenés pour introduire le plus démocratique de tous les suffrages, dont aujourd'hui ils sont au contraire les adversaires les plus déterminés, cela avait sa raison suffisante. Napoléon III s'en était parfaitement tiré, réintroduisant en France après son coup d'État le suffrage universel égal, direct et secret, que « l'honnête » République avait après les combats de Juin remplacé par un système électoral pire. Bien entendu avec les inévitables pressions des pouvoirs publics sur les électeurs. Au début, sur six cents délégués, il n'y avait que sept opposants, tous les autres étaient des mamelouks de l'empereur. C'est en 1863 seulement que l'opposition s'éleva à 36 députés et en 1869 à 110.

À l'inverse, en Prusse, le système électoral des trois classes, que l'on avait créé pour disposer d'une Chambre docile, avait maintenant donné une Chambre fortement oppositionnelle ; aussi en vint-on à l'idée d'imiter l'exemple napoléonien.

Autre question : comment l'idée des associations de production avec aide de l'État arriva-t-elle dans les milieux conservateurs ? Il semble ici que

---

du quatrième état, c'est-à-dire l'état ouvrier. Avec la propagation des idées marxistes, l'expression disparaît au profit de classe ouvrière.

20 En vigueur en Prusse et en Saxe. Système censitaire, inégal. Seuls les hommes âgés de plus de 24 ans pouvaient voter.

Lassalle avait réfléchi à cette idée dès 1862 et l'avait communiquée à son amie et confidente, la comtesse Hatzfeldt, laquelle la porta ensuite dans les milieux conservateurs, avant même que Lassalle l'eût formulée publiquement. Plus tard, quand Vahlteich devint secrétaire de Lassalle, il découvrit quels éléments douteux entouraient Lassalle. Liebknecht aussi s'en aperçut et mit en garde Lassalle contre son entourage, et tout particulièrement contre Bismarck, ce à quoi Lassalle répondit : « *Bah ! Je mange des cerises avec M. von Bismarck, mais c'est lui qui a les noyaux.* » Il est très vraisemblable que le conseiller privé Wagener suggéra à Eichler le projet des associations de production en disant que c'était un projet de Bismarck, avant même que Bismarck lui-même s'y soit intéressé[21]. C'est en septembre 1878, lors de la délibération sur la loi contre les socialistes, que la clarté se fit sur le rôle d'Eichler et les relations de Bismarck avec Lassalle, lorsque j'en vins à parler de ces faits. J'accusai à l'époque le prince Bismarck de chercher maintenant à détruire la social-démocratie, qu'il avait essayé autrefois d'utiliser pour ses buts politiques. Je signalai d'abord l'affaire Eichler et les offres qu'en son nom celui-ci nous avait faites au comité de Leipzig : je continuai en disant que, par l'intermédiaire d'un prince Hohenzollern (probablement le prince Albert, frère du roi) et de la comtesse Hatzfeldt, Lassalle était entré en relation avec lui (Bismarck), que ses conversations avec Lassalle avaient souvent duré des heures, et qu'un jour on avait même renvoyé l'ambassadeur de Bavière, qui voulait parler à Bismarck, comme Lassalle se trouvait chez lui.

Le prince Bismarck prit là-dessus la parole le lendemain, 17 septembre, au Reichstag. J'avais dit, par erreur, que les discussions entre Eichler et le comité de Leipzig avaient eu lieu dès septembre, au lieu d'octobre seulement. Bismarck partit de là pour démontrer qu'il ne pouvait pas avoir donné de tels ordres, puisqu'il n'était entré au ministère que le 23 septembre. Il se souvenait parfaitement *qu'Eichler lui avait plus tard adressé des réclamations pour des services qu'il ne lui avait pas rendus. Par ailleurs, il reconnaissait qu'Eichler avait été au service de la police* et avait fourni des rapports, dont quelques-uns étaient arrivés à sa connaissance. Ceux-ci cependant ne concernaient pas le Parti social-démocrate, mais des discussions internes du Parti du progrès et, sauf erreur de sa part, l'Union nationale.

---

21 Ultérieurement j'ai lu les Mémoires du conseiller privé d'État de première classe Hermann Wagener (*Témoignages*), dans lesquels il dit qu'il a été en relation avec Lassalle, la comtesse Hatzfeldt et d'autres dirigeants socialistes (Schweitzer ?). Ainsi c'est donc très vraisemblablement par Lassalle lui-même qu'il a connu les idées du programme et il les a utilisés avec Eichler (Note de Bebel).

Cela démontrait combien étaient fondés nos soupçons dans le comité à l'égard d'Eichler. Par ailleurs, le prince Bismarck contestait qu'il ait voulu donner 60 000 à 80 000 thalers pour une association de production. Il n'avait jamais eu de fonds secrets, et où aurait-il pu trouver cet argent ? Voilà ce que disait l'homme qui avait en avril 1863 dit à la Chambre que si cela lui semblait nécessaire, avec ou sans l'accord de la représentation nationale, le gouvernement ferait la guerre et prendrait pour la faire l'argent là où il le trouverait – et qui pendant des années se passa de l'accord de la Chambre pour les dépenses de l'État. Quant aux relations avec Lassalle que je lui reprochais, il déclara que ce n'était pas lui mais Lassalle qui avait souhaité s'entretenir avec lui, et qu'il lui avait facilité la réalisation de ce souhait. Il ne l'avait d'ailleurs pas regretté. Mais ce n'était pas des négociations qu'il y avait eu entre eux. Qu'est-ce que ce pauvre diable de Lassalle aurait bien pu lui proposer ? Mais Lassalle l'avait extrêmement intéressé, c'était un des hommes les plus spirituels et les plus aimables qu'il ait jamais fréquentés ; il n'était pas non plus républicain : l'idée vers laquelle il tendait avait été l'Empire allemand. C'est là-dessus qu'ils avaient eu des points communs. De même, Lassalle était un très grand ambitieux ; que l'Empire allemand se conclue par la dynastie des Hohenzollern ou la dynastie Lassalle, il avait peut-être un doute là-dessus, mais il avait été un monarchiste à tout crin. Cette déclaration fut suivie d'un grand éclat de rire au Reichstag.

Il n'est pas nécessaire de réfuter la légèreté avec laquelle Bismarck au Reichstag qualifiait Lassalle de monarchiste, elle est aussi réfutée par les lettres et les écrits de Lassalle. Quoi qu'il en soit, le rôle joué par Lassalle vis-à-vis de Bismarck était des plus étranges. Fort d'une très haute conscience de sa valeur et de sa position sociale indépendante, il croyait pouvoir traiter avec Bismarck de puissance à puissance, avant même d'avoir une force derrière lui. Il n'est pas nécessaire de se casser la tête pour savoir comment la pièce se serait finalement terminée, la mort de Lassalle à la fin du mois d'août 1864 l'ayant éliminé comme partenaire.

Par ailleurs, dans ce discours, Bismarck nia qu'entre Lassalle et lui ait été évoquée l'idée d'octroyer le suffrage universel égal, direct et secret. Je ne pouvais pas lui prouver le contraire, mais je ne croyais pas aux paroles de Bismarck. Ici, c'est Lassalle qui pour moi fait autorité, lui qui, le 12 mars 1864, dans sa défense devant la cour de justice de Berlin, avait publiquement déclaré : « *Et je vous l'annonce en ce lieu solennel, d'ici peut-être une année tout au plus M. von Bismarck aura joué le rôle de Robert Peel*[22] *et octroyé le suffrage universel et direct.* »

Lassalle n'aurait absolument pas pu tenir un tel langage si, dans ses entretiens avec Bismarck, l'octroi du suffrage universel direct n'avait pas

22 Robert Peel, homme d'État britannique qui en 1848 abolit les lois sur le blé et fit basculer le Royaume-Uni dans l'économie de libre-échange.

été envisagé. Comme je l'ai dit, cette idée avait à maintes reprises été très sérieusement débattue dans les milieux conservateurs et le camp libéral lui accordait plein crédit. De plus Bismarck, qui gouvernait inconstitutionnellement contre les décisions de la Chambre et qui en juin 1863 avait promulgué les ordonnances sur la presse tristement célèbres, n'était pas homme à avoir peur de décréter un système électoral s'il en escomptait un profit. Par ailleurs, pour lui, en Prusse un tel décret n'aurait pas été mal pris par les masses, privées jusqu'ici de droits politiques.

Le caractère pris par les pourparlers entre Lassalle et Bismarck, c'est ce dont témoignent deux lettres de Lassalle qui n'ont été publiées que bien plus tard, mais qui trouvent ici toute leur place.

Lassalle écrivait à Bismarck :

« Excellence !

Avant tout je me fais le reproche d'avoir hier oublié de vous rappeler instamment une fois de plus qu'il faut accorder *purement et simplement le droit de vote à tous les Allemands*. Immense outil de pouvoir ! La véritable conquête « morale » de l'Allemagne ! En ce qui concerne la technique électorale, j'ai encore relu la nuit dernière toute l'histoire de la législation française et j'y ai en vérité trouvé peu de chose à notre convenance. J'ai cependant aussi réfléchi, et suis désormais en tout cas en mesure de pouvoir soumettre à Votre Excellence les formules magiques souhaitées pour empêcher l'abstention électorale aussi bien que l'émiettement des voix. Il n'y aurait pas le moindre doute sur l'efficacité de leurs effets !

J'attends pour cela que Votre Excellence fixe une soirée. Mais je vous prie instamment de choisir une soirée où nous ne serons pas dérangés. J'ai beaucoup à dire à Votre Excellence sur la technique électorale, et plus encore sur d'autres sujets et, étant donné le caractère urgent de la situation, une discussion de fond, sans être dérangés, s'impose réellement de toute nécessité.

Dans l'attente de la décision de Votre Excellence, avec ma plus haute considération, de Votre Excellence, le très dévoué

F. Lassalle

Berlin, mercredi 13. 1. 1864, 13, rue de Potsdam. »

Et ensuite :

« Excellence !

Je ne voudrais pas insister, mais ce sont les événements extérieurs qui insistent fortement, c'est pourquoi je vous prie d'excuser mon insistance. Je vous ai déjà écrit mercredi que j'avais trouvé « les formules magiques » souhaitées – formules magiques à l'efficacité absolument parfaite. Notre prochain entretien sera, à ce que je crois, suivi enfin de résolutions décisives et vu que, à ce que je crois aussi,

> ces résolutions décisives ne peuvent être repoussées plus longtemps, je me permettrai de me présenter chez vous demain (dimanche) à 20 h 30. Si Votre excellence devait être empêchée à ce moment-là, je la prie de bien vouloir me fixer un autre moment, le plus proche possible. Avec ma très haute considération, de Votre excellence, le très dévoué
>
> F. Lassalle
> Samedi soir (16.1.64) 13, rue Potsdam. »

M. von Keudell, qui à cette époque était employé au ministère des Affaires étrangères et était au courant des relations de Bismarck avec Lassalle, affirmait que Bismarck avait rompu les relations avec Lassalle, parce que ce dernier devenait de plus en plus insistant. La dernière des lettres reproduites ci-dessus plaide pour une telle opinion. Mais en tout cas, comme tant de ses autres démarches de 1864, cette relation de Lassalle avec Bismarck était scabreuse et seul un homme comme lui pouvait s'y risquer. Malheureusement, avec cette relation et avec les autres initiatives qu'il avait prises vers la fin de sa vie, il a donné à d'autres, qui n'étaient pas des Lassalle, un exemple qui les a encouragés à s'écarter du droit chemin. Mais j'en parlerai plus tard.

Significative aussi est la façon dont Bismarck, dans son discours du 17 septembre 1878, s'est accommodé des associations de production avec aide de l'État, à l'effroi des libéraux. Après avoir admis s'être maintes fois entretenu pendant des heures avec Lassalle et avoir toujours regretté que ces entretiens aient pris fin, il ajouta qu'il admettait avoir parlé avec Lassalle de l'octroi par l'État de moyens pour financer les associations de production, c'était une chose dont aujourd'hui encore il était convaincu qu'elle était utile. Cette idée, il continua par la suite à la développer. Les 6 000 thalers provenant de la cassette royale accordés à la délégation de tisserands du district de Reichenbach-Neurode en vue de constituer une association de production témoignent aussi que tout lui était bon pour enfoncer un coin entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, afin de se maintenir au pouvoir en utilisant le principe du « diviser pour régner »,

En décrivant les événements, j'ai un peu anticipé le cours des choses.

Peu de temps après le séjour d'Eichler à Leipzig, Fritzsche et Vahlteich se rendirent comme délégués à Berlin, afin de discuter des points évoqués ci-dessus, aussi bien avec les dirigeants des travailleurs berlinois qu'avec ceux du Parti du progrès et de l'Union nationale. Le congrès ouvrier allemand ne serait convoqué que début 1863, et bien à Leipzig, là-dessus on se mit rapidement d'accord, ainsi que sur l'ordre du jour, dont on retira le point « tenue d'une exposition universelle à Berlin ». Au cours de l'été 1862, Eichler avait avec d'autres ouvriers visité l'exposition universelle de Londres, à laquelle l'Union nationale et bon nombre de conseils municipaux

avaient envoyé des ouvriers. C'est au total quelque cinquante ouvriers qui, sous la direction de Marx Wirth[23], visitèrent l'exposition londonienne. C'est ainsi qu'était née l'idée d'une exposition universelle à Berlin.

Les pourparlers avec les leaders libéraux avaient très peu satisfait les délégués de Leipzig, comme ils le déclarèrent tout net à leur retour dans leur rapport. Début 1863, l'Union nationale tint son assemblée générale à Leipzig. Elle ne pouvait pas courir le risque de la tenir dans une ville prussienne, bien qu'elle travaillât à ce que la Prusse prenne la direction du pays. Le 3 janvier, Schulze-Delitzsch parla dans un grand meeting au Tivoli, l'actuelle Maison du peuple des ouvriers de Leipzig, métamorphose qu'à l'époque personne n'aurait imaginée possible. C'est là que Dammer demanda à Schulze-Delitzsch de se prononcer sur l'attitude de l'Union nationale vis-à-vis des ouvriers. Schulze répondit entre autres que les ouvriers devraient bien sûr s'occuper de politique, mais, ajoutait-il, l'ouvrier, dont la vie est si difficile qu'il vit au jour le jour, a-t-il le temps et le goût de s'occuper des affaires publiques ? Non, bien sûr que non ! L'émancipation de cette existence misérable, c'était en particulier pour tout ami du peuple, et pour l'Allemagne, une grande mission nationale. Et les bons travailleurs, qui utilisent leurs économies à améliorer leur situation, « ceux-là je les salue ici, au nom du comité, comme membres de cœur, comme membres d'honneur de l'Union nationale ».

Ce discours provoqua le mécontentement dans les milieux ouvriers radicaux, il montrait que l'Union nationale voulait éviter l'adhésion des ouvriers, c'est pourquoi elle rejetait le paiement mensuel de la cotisation. Lorsque ensuite, juste après cette réunion, une nouvelle délégation – Dammer, Fritzsche, Vahlteich – se rendit à Berlin, elle n'eut plus de doute sur l'état d'esprit des personnages déterminants à l'égard des ouvriers. Il y avait là le jeune Ludwig Loewe, le fondateur de la célèbre fabrique d'armes Ludwig Loewe & Co., qui conduisit la délégation chez Lassalle. C'est là que tous trois trouvèrent ce qu'ils cherchaient : compréhension pour leurs revendications et prévenance empressée. On convint avec Lassalle que le congrès ouvrier serait reporté à plus tard, quand il (Lassalle) aurait mis par écrit ses idées sur la position des ouvriers dans l'État et dans la société, dans une brochure spéciale que le comité central de Leipzig se chargerait de diffuser.

Je voudrais ici signaler que dans le mouvement de Leipzig le changement chez les personnes déterminantes se fit en apparence assez rapidement, et c'est pourquoi le camp adverse leur reprocha d'être versatiles et confus. Ainsi, en novembre 1862 encore, dans une grande assemblée ouvrière on avait décidé sur proposition de Fritzsche de créer un comité pour fonder

23 Journaliste, membre de l'Union nationale et fondateur en 1861 de l'association d'éducation ouvrière de Francfort-sur-le-Main.

une association de consommation. Et, début février 1863, à une époque donc où on était déjà en relation avec Lassalle, Fritzsche fit un rapport sur un voyage à Gotha et Erfurt et sur leurs associations de consommation, et proposa d'en fonder une pareille à Leipzig. Vahlteich empêcha une décision à ce sujet, en disant que le comité central avait déjà envisagé cette question. C'était une manœuvre très judicieuse de sa part, car il aurait été pour le moins curieux de créer à Leipzig une association de consommation, au moment où Lassalle travaillait déjà à sa *Lettre ouverte*, dans laquelle, on le sait, il présentait les associations de consommation comme absolument inutiles au relèvement de la situation des ouvriers.

Et Vahlteich à cette époque était encore d'humeur relativement pacifique. Début 1863, il publia dans le *Journal populaire de l'Allemagne du Centre* de Leipzig un long article polémique contre les attaques qui s'étaient élevées contre le comité central, dans lequel il expliquait que l'avenir auquel on aspirait pour les ouvriers imposait comme devoir *d'observer le maximum de retenue*. En revanche, dans cette déclaration Vahlteich dépassait déjà Lassalle, qui parlait encore d'*état* ouvrier, en écrivant cette phrase : « *Les travailleurs ne forment pas un état particulier, mais une classe créée par les conditions concrètes.* » C'est toutefois avec la parution de la *Lettre ouverte* de Lassalle que commença une complète volte-face chez les dirigeants. Ce serait une erreur de le leur reprocher. Dans les périodes de fermentation, les idées se transforment à toute vitesse. Le processus de pensée s'accélère. Trois ans plus tard, quand l'Allemagne courait à la catastrophe de 1866, il nous est arrivé absolument la même chose à mes camarades d'idées de l'époque et à moi-même. La rapide transformation d'un Saul en un Paul[24] continue à se répéter, même sans miracle.

Début novembre 1862, j'avais quitté le comité central. Ma charge dans l'association d'éducation professionnelle accaparait tout mon temps, mes forces et mon intérêt. Comme je passais toutes mes soirées dans l'association, quand une assemblée ouvrière ou une séance du comité ne m'en empêchait pas, j'appris à connaître mieux que les présidents les désirs et les besoins des membres de l'association. Je devins donc vite celui qui, dans les séances de comité et les assemblées mensuelles, fournissait le plus de propositions. On pouvait s'attendre à ce qu'elles soient à peu près régulièrement adoptées. Du coup mon influence grandit. Mais à cette époque j'étais encore ouvrier, c'est-à-dire que je devais rester à mon tour de 6 heures du matin à 7 heures du soir, avec une interruption de deux heures en tout pour prendre mes repas. Et un excès d'activité en tous sens se transforma aussi en un problème d'argent. Par ailleurs, les habituels débats au sein

24 Dans les *Actes des apôtres*, le Juif Saul, persécuteur des chrétiens, se convertit soudain au christianisme sur le route de Damas et prend le nom de Paul.

du comité et dans les assemblées me paraissaient confus et vains, ce qui facilita ma sortie du comité.

Le 6 février 1863, j'eus une nouvelle querelle avec Vahlteich. À la fête anniversaire de la fondation de l'association d'éducation ouvrière de Dresde, il était le représentant de En Avant et moi celui de l'association d'éducation professionnelle. Pendant le banquet, Vahlteich fit un discours provocateur dans lequel, à la manière ancienne, il exposait que les ouvriers devaient certes s'assimiler formation politique et culture générale, mais qu'ils ne devaient pas se préoccuper aussi d'éducation élémentaire. Assurer cette dernière aux ouvriers, c'était l'affaire de l'État. Il porta un toast aux premières. Cela me fit monter au créneau. Je polémiquai contre lui et portai un toast à la culture générale. Notre querelle fit naturellement mauvaise impression, mais je ne pouvais pas me taire face à la provocation de Vahlteich, et cela d'autant moins que l'association de Dresde poursuivait les mêmes buts que la nôtre.

L'entrée en scène de Lassalle et ses conséquences

Début mars 1863 parut la *Lettre ouverte* de Lassalle « *au comité central pour appeler à un congrès général des ouvriers allemands à Leipzig* ». Quelques jours avant cette publication, pour le deuxième anniversaire de l'association d'éducation professionnelle, j'avais fait le discours d'orientation, dans lequel je me prononçais contre le suffrage universel égal, direct et secret, jugeant les travailleurs pas encore mûrs pour cela. Ce point de vue choqua même quelques-uns de mes amis dans l'association. En revanche le discours plut extrêmement à ma future fiancée et femme, qui était venue à la fête avec son frère. J'ai cependant de bonnes raisons de supposer que ce qui lui plaisait était plus la personne de l'orateur que la teneur de son discours qui, à l'époque, a dû lui être assez indifférente.

La *Lettre ouverte* de Lassalle fut loin de faire sur le monde du travail l'impression qu'en avaient attendue Lassalle, en premier lieu, et autour de lui le petit cercle de ses partisans. Moi-même je diffusai quelque deux douzaines d'exemplaires de la brochure dans l'association d'éducation professionnelle, pour permettre aussi au camp adverse de s'exprimer. Il peut aujourd'hui sembler inexplicable à bien des gens que cet écrit ait fait si peu d'impression sur la majorité des ouvriers qui étaient à l'époque dans le mouvement. Et pourtant il ne pouvait en être autrement. La situation économique mais aussi politique était encore très arriérée. La liberté de l'industrie, du commerce et du travail, la liberté de circulation, de domicile, la liberté de se déplacer sans laissez-passer, la liberté d'association et de réunion étaient des revendications beaucoup plus proches du travailleur de l'époque que les associations de production fondées avec l'aide de l'État, qui ne lui évoquaient rien de précis. La notion d'association ou, disons, de coopérative était seulement en devenir. Même le suffrage universel ne semblait pas à la plupart des ouvriers un droit indispensable. Encore une fois, comme on l'a maintes fois souligné, l'éducation politique était encore limitée, et de plus le combat de la Chambre des députés prussienne contre le ministère Bismarck apparaissait à la grande majorité comme un acte courageux, qui méritait soutien et approbation, et non suspicion et discrédit. Quiconque était politiquement actif, comme moi, dévorait les débats de la Chambre et les considérait comme l'expression de la sagesse politique.

La presse libérale, qui dominait à l'époque l'opinion publique bien plus que maintenant, veillait aussi à ce que cette croyance reste intacte. Or c'était maintenant cette même presse libérale qui attaquait l'entrée en scène de Lassalle, avec des cris et des hurlements de rage comme on n'en avait sans doute jamais entendu jusque-là. Soupçons et humiliations personnelles pleuvaient sur lui, et ce qui ne rehaussait pas à nos yeux le crédit de Lassalle et de ses partisans c'est que les journaux qui traitaient Lassalle avec objectivité – parce que son combat contre les libéraux arrivait extraordinairement à propos pour eux – étaient de préférence des journaux conservateurs, le journal *La Croix* (*Kreuzzeitung*) par exemple. Enfin si nous gardons présent à l'esprit que, même aujourd'hui, après plus de quarante-cinq ans de travail d'explication intensif, il y a encore des millions de travailleurs qui courent après les différents partis bourgeois, on ne s'étonnera pas que la grande majorité des travailleurs des années 1860 aient été sceptiques à l'égard du nouveau mouvement. Et à l'époque il n'y avait pas encore de résultats en matière de politique sociale ; ils ne furent obtenus que beaucoup plus tard, grâce au mouvement socialiste. Les pionniers sont toujours peu nombreux.

Dans le comité de Leipzig, l'entrée en scène de Lassalle eut pour effet une scission, et il en fut de même dans l'association En Avant, qui était l'appui principal du comité. Le professeur Rossmässler, le propriétaire de fonderie Goetz, frère de Goetz-le-gymnaste (Leipzig-Lindenau), Dolge et un assez grand nombre d'ouvriers de l'association se déclarèrent contre Lassalle. Fritzsche, Vahlteich et le D^{r} Dammer, avec une minorité derrière eux, devinrent les véritables piliers du nouveau mouvement. C'est encore à Leipzig que ce mouvement trouva relativement le plus de partisans. Berlin opposa un refus presque total. Il s'implanta petit à petit à Hambourg-Altona, d'où il s'étendit au Schleswig-Holstein, puis à Hanovre, Cassel, Barmen-Elberfeld, Solingen, Ronsdorf, Düsseldorf, Francfort-sur-le-Main, Mayence, dans quelques villes de Thuringe, comme Erfurt et Apolda, en Saxe, outre Leipzig, à Dresde, où le président de l'association d'éducation ouvrière Försterling se rallia à Lassalle avec une petite troupe de partisans au début de 1864, et par ailleurs à Augsbourg.

Mais cette extension, comme je l'ai dit, était graduelle et faible et répondait très peu aux espoirs que Lassalle et ses partisans nourrissaient. Les cent mille membres prévus dans sa *Lettre ouverte* pour l'Association générale des travailleurs allemands qu'il se proposait de créer, et qu'il considérait comme une grande force politique, il espérait les atteindre en un temps assez proche. On le sait, il a fallu encore

attendre longtemps avant que le mouvement socialiste puisse compter sur ce nombre de partisans organisés.

Vers la fin mars, le comité de Leipzig démissionna de son mandat dans une grande assemblée ouvrière, et proposa d'élire un nouveau comité, qui devait procéder à la création de l'Association générale des travailleurs allemands proposée par Lassalle. Après un débat très houleux, la majorité de l'assemblée se prononça pour ce projet. On chargea de cette nouvelle tâche Dammer, Fritzsche et Vahlteich.

Le 16 avril, Lassalle vint enfin en personne à Leipzig pour parler dans une grande assemblée qui, comme la plupart des grandes assemblées de cette époque, se tint à l'Odéon dans la rue Elster. Le discours fut publié sous le titre *La question ouvrière*. 4 000 personnes environ avaient assisté à l'assemblée, dont une grande partie cependant quittèrent la salle avant la fin. Sous la direction d'un commerçant, Kohner, les libéraux étaient postés sur la galerie située face à la tribune des orateurs, et interrompaient assez fréquemment l'orateur par des exclamations. Ce qu'on avait préparé pour l'orateur était pour le moins singulier. Le pupitre du haut duquel parlait Lassalle était chargé de livres, dont de lourds in-folio, comme si on se préparait à une controverse à la Luther contre Eck[25].

Lassalle semble avoir cru qu'il rencontrerait une forte opposition qu'il devrait réfuter, ce qui ne fut pas le cas. Sa manière personnelle de se présenter ne plaisait pas à tout le monde. De taille haute, mince mais vigoureux, Lassalle avait au pupitre une attitude de défi, glissant tantôt une main tantôt les deux mains dans les emmanchures de son gilet. Il parlait avec aisance, parfois avec pathos, cependant il me semblait qu'il zézayait légèrement. Il termina sous les applaudissements enthousiastes d'une grande partie de l'assemblée, auxquels l'autre partie répondit par des sifflets.

Le professeur Rossmässler prit la parole après Lassalle et lut une assez longue déclaration où il disait qu'il savait que ses idées n'étaient pas majoritaires dans cette salle, mais qu'il espérait qu'on finirait bien par les comprendre. Il protesta contre les attaques que Lassalle avait lancées contre le Parti du progrès allemand, puis contre les efforts pour couper les ouvriers du Parti du progrès et pour former un parti ouvrier séparé. La réponse de Lassalle fut brève et étonnamment bienveillante. Il dit que les différences entre Rossmässler et lui semblaient être de nature tactique plus que de principe. Dans le camp de Lassalle, on avait manifestement encore espoir de pouvoir attirer Rossmässler de son côté. Par ailleurs Fritzsche et Vahlteich étaient d'ardents admirateurs

25 Johannes Eck, théologien catholique, champion du pape face à Luther lors de la grande dispute publique de juillet 1519 à Leipzig.

de Rossmässler à cause du combat qu'il menait contre Église et prêtraille. Tous deux appartenaient comme Rossmässler à la paroisse des Catholiques allemands[26] de Leipzig, et avaient du mal à se séparer de lui.

Les applaudissements de la masse ne suffisaient pas à Lassalle, il attachait une grande importance à avoir de son côté des hommes de réputation et d'influence issus du camp bourgeois, et il se donna beaucoup de peine pour en gagner. Certes, à Leipzig, le professeur Wuttke se rangea de son côté, mais il n'était pas facile de concilier cela avec sa position politique habituelle. Wuttke était partisan de la Grande-Allemagne[27] et inclinait fortement pour l'Autriche. Et c'est à ce titre aussi qu'il avait été membre du Parlement de Francfort-sur-le-Main. Rossmässler et lui étaient des adversaires politiques et personnels. En outre, Wuttke était un farouche adversaire du Parti du progrès et de l'Union nationale, partisans de la Petite-Allemagne, deux organisations dont les membres constituaient un seul et même milieu. Or, comme Lassalle s'attaquait maintenant au Parti du progrès, il rencontra l'approbation la plus vive de Wuttke. Wuttke qui, soit dit en passant, était un brillant orateur et était doté d'une belle voix, ne possédait pas de compréhension sociale un tant soit peu profonde. Ce petit bonhomme au dos voûté et aux cheveux noirs avait quelque chose d'un gnome. La lettre de Wuttke à Lassalle, qu'on lut en public dans cette assemblée de Leipzig, confirme mon opinion sur la position de Wuttke. Sans aucun doute, Lassalle non plus ne s'est pas trompé sur ce que valait Wuttke, mais il lui suffisait que Wuttke soit perçu comme étant de son côté.

Je fais observer ici que je n'écris pas une histoire du mouvement dans son ensemble, mais que je retrace seulement ce que j'ai vécu personnellement et les contacts que j'y ai eus. Pour qui veut se familiariser avec l'histoire du mouvement dans son ensemble, je renvoie à *l'Histoire de la social-démocratie allemande* de Mehring et à *l'Histoire du mouvement ouvrier berlinois* de Bernstein.

L'entrée en scène de Lassalle et la fondation de l'Association générale des travailleurs allemands, qui eut lieu le 23 mai 1863 à Leipzig, donnaient le départ de luttes acharnés au sein du monde ouvrier, luttes

26 Mouvement libéral apparu peu avant la révolution de 1848 au sein de l'Église catholique en Allemagne, qui critiquait le dogmatisme de Rome.

27 C'est-à-dire favorable à l'unité de tous les Allemands dans un même ensemble national, y compris les Allemands d'Autriche. À l'opposé, la solution « petite-allemande », celle qui s'est réalisée, était celle de l'Allemagne sous direction de la Prusse, excluant les 10 millions d'Allemands d'Autriche.

qui se déroulèrent dès lors pendant de longues années, et au cours desquelles il se produisit souvent des scènes qui défient toute description. L'exaspération s'accrut de part et d'autre au fil des ans et, comme les travailleurs ne pratiquent pas le ton des salons – qui du reste disparaît aussi chez ceux qui en sont d'ordinaire si fiers, dès qu'ils commencent à avoir entre eux de fortes divergences d'opinion –, les grossièretés et les accusations les plus vulgaires volaient de part et d'autre. Mais il n'était pas rare non plus d'en venir dans les assemblées à des bagarres et à de la violence physique, où les deux camps opposés se ruaient l'un contre l'autre, ce qui eut pour conséquence que les aubergistes refusaient bien souvent leurs salles pour des réunions. Dans les assemblées, chaque camp avait pour ambition principale de prendre en main la direction ; en règle générale la bataille commençait donc déjà pour la présidence. Lorsqu'une fois, dans une assemblée ouvrière de Chemnitz, je découvris que les lassalliens levaient les deux mains pour obtenir une majorité, j'exigeai que les deux camps désormais lèvent les deux mains. Cette proposition fut adoptée avec des cris d'allégresse. Alors les lassalliens eurent le dessous.

Naturellement, les batailles et les oppositions présentes dans le mouvement, notamment à Leipzig, occupaient toutes nos pensées et nos sentiments. Les controverses auxquelles nous nous étions livrés au sein de l'association, dans les assemblées et en cercle privé, nous les poursuivions la nuit, dans la rue, lorsque nous rentrions chez nous. Ces disputes se menaient en règle générale si bruyamment que les veilleurs de nuit s'en mêlaient bien souvent et menaçaient, si nous ne nous comportions pas calmement, de nous emmener au « marché aux friandises » (au poste de police) pour trouble de l'ordre public, avertissement qui n'avait qu'un succès momentané.

L'unique avantage de ces batailles d'idées fut que les deux camps firent les plus grands efforts pour accroître le nombre de leurs partisans. Ce fut le cas en particulier lorsque, quelques années plus tard, le camp auquel j'appartenais se convertit également au socialisme, mais créa sa propre organisation et mena ses luttes contre l'Association générale des travailleurs allemands qui, à partir de 1867, se scinda en deux fractions de force inégale. Mais, dans ce combat des uns contre les autres qui dura presque une décennie, forces, argent et temps furent gaspillés de manière inouïe, à la grande joie de nos adversaires.

À Leipzig, l'entrée en scène du lassallisme eut pour effet que les anciennes différences entre l'association d'éducation professionnelle et l'association En Avant disparurent et qu'en 1865 une fusion fut enfin réalisée sous le nom d'association d'éducation ouvrière. La société polytechnique avait depuis longtemps renoncé à tenir en tutelle l'association

d'éducation professionnelle, ce qui s'avérait un travail de Sisyphe. En outre, le gouvernement saxon comprenait aussi que le vieux décret du Parlement fédéral de 1856 ne marchait plus ; bon gré mal gré, il laissa flotter les rênes. C'est qu'en plus l'Association générale des travailleurs allemands avait choisi Leipzig comme siège, bien que son orientation fût de toute évidence en contradiction avec le décret du Parlement fédéral. Le gouvernement en tira finalement les conséquences et, le 20 mai 1864, il annula ce décret du Parlement fédéral.

C'est une expérience que nous avons faite maintes fois depuis lors : toutes les lois et mesures répressives destinées à refouler ou réprimer un mouvement échouent et perdent leur efficacité pratique dès que le mouvement, dont la nécessité est inéluctable, se révèle de ce fait invincible. Les autorités elles-mêmes finissent par perdre foi en leur pouvoir et cessent ce combat devenu sans espoir. Il en fut ainsi à cette époque en Saxe des dispositions de loi sur les associations, il en fut ainsi peu après des interdictions de coalition ouvrière en Prusse et dans d'autres États, que tout simplement l'on ne respectait plus.

Les luttes pour les salaires par des arrêts de travail commencèrent, en dépit de toutes les interdictions de coalition, pendant que les sages du gouvernement discutaient encore si on devait totalement lever ces interdictions, ou bien jusqu'où on devait les lever. Cette même expérience, la social-démocratie allemande la fit plus tard sous le règne de la loi contre les socialistes, quand les autorités durent finalement juger qu'il était impossible de continuer à interdire rassemblements et organisations et à réprimer journaux et écrits comme on l'avait fait dans les premières années de la loi contre les socialistes. Plus tard encore, le mouvement des femmes aussi a fait cette même expérience, dans les États allemands qui interdisaient aux femmes de s'organiser en associations politiques ou de participer à des réunions d'associations politiques. Dans la pratique, on avait depuis longtemps levé ces interdictions, avant qu'on se décide enfin, du côté des gouvernements, à sanctionner par la loi ce qui, en dépit de l'ancienne interdiction, était déjà un état de fait. Les lois ont toujours bien du mal à se conformer aux besoins, elles ne les devancent jamais.

Avec la nouvelle structuration de l'association d'éducation ouvrière de Leipzig devenue nécessaire, je fus élu second président, poste que j'occupais déjà dans les derniers temps à l'association d'éducation professionnelle. Et quand le premier président, le médecin Reyher, disciple du professeur Bock, démissionna peu après, je pris sa place, poste que j'ai occupé jusqu'en 1872, année où je dus commencer la peine de forteresse qui m'avait été infligée pour avoir prétendument préparé un crime de haute trahison contre le Reich allemand.

À partir de 1865, l'association d'éducation ouvrière reçut une subvention municipale annuelle de 500 thalers, qu'on lui accorda principalement pour se procurer de meilleurs locaux et subvenir aux cours. Mais les années suivantes, quand l'association, suivant la mue politique de son président, pencha elle aussi de plus en plus à gauche, le conseil municipal la réduisit tout d'abord à 200 thalers. Et quand en 1869 l'association, sous ma direction, se déclara pour le programme du Parti ouvrier social-démocrate nouvellement créé à Eisenach[28], décision prise à une forte majorité après une bataille verbale qui exigea trois soirées, elle perdit l'année suivante le reste de la subvention. Les libéraux ne soutiennent que des enfants politiquement sages et obéissants, car notre mutation politique n'avait en rien nui aux objectifs d'enseignement de l'association. L'association continua sa vie et se développa, jusqu'à ce que la loi contre les socialistes y mette violemment un terme.

28 Sozialdemokratische Arbeiterpartei (SDAP).

Le congrès des associations ouvrières allemandes

Le nombre d'associations ouvrières était devenu considérable, en Saxe en particulier. En plus de nous, travaillaient à la création d'associations ouvrières : à Leipzig Julius Motteler, dont j'avais fait la connaissance en 1863 à l'anniversaire de la fondation de l'association d'éducation professionnelle de Leipzig, à Crimmitschau Wilhelm Stolle, à Dresde le fondeur de cuivre Försterling, avant qu'il ne passe chez les lassalliens, et le cordonnier R. Knöfel, à Frankenberg le tisserand Pils, à Glauchau les tisserands Lippold et Franz, à Lichtenstein-Callnberg le relieur Werner, à Hohenstein-Ernstthal le tisserand Bohne, etc. Nous étendîmes aussi notre activité en Thuringe. Dans l'Erzgebirge inférieur[29], des douzaines d'associations ouvrières de lecture avaient été fondées au sein de la population des fileurs et tisserands, dans lesquelles régnait une intense vie intellectuelle. Des phénomènes semblables se manifestaient aussi dans le reste de l'Allemagne. Dans le Wurtemberg en particulier, un grand nombre d'associations ouvrières furent fondées, qui fusionnèrent dès 1865 en une fédération régionale et bientôt après donnèrent naissance à leur propre journal. En Bade et dans le royaume de Hanovre beaucoup d'associations ouvrières virent aussi le jour, associations d'éducation pour la plupart.

Le dynamisme et l'homogénéité avec lesquels travaillait le camp des lassalliens suscitèrent de notre côté aussi le besoin de se regrouper. Mais ce regroupement ne pouvait être que lâche, car il manquait aux associations un solide but commun, tel qu'en avaient les lassalliens, pour lequel ils luttaient avec enthousiasme et esprit de sacrifice. La seule chose sur laquelle nous étions d'accord était l'hostilité à l'égard des lassalliens et le refus de s'occuper de politique dans ces associations. En fait les dirigeants de la plupart d'entre elles, ou leurs instigateurs, cherchaient à gagner à la politique de leur parti l'association sur laquelle ils avaient de l'influence. Toutes les nuances des partis bourgeois de cette époque y étaient représentées. Depuis les démocrates républicains jusqu'à l'aile droite de l'Union nationale, au sein de laquelle plus tard (1867) se forma le Parti national-libéral.

29 Monts Métallifères, ainsi nommés pour leurs mines (d'argent en particulier) exploitées depuis le Moyen Âge. Situés en Saxe, à l'actuelle frontière avec la République tchèque.

Cependant les éléments radicaux grands-allemands se détachèrent dès 1865 de l'Union nationale et formèrent le Parti démocratique du peuple, dont *l'Hebdomadaire allemand* (*Deutsches Wochenblatt*), édité à Mannheim par le professeur Eckardt, devint l'organe.

En attendant, on se supportait tant bien que mal dans les associations. La situation politique ne poussait pas encore à trancher clairement, car le combat constitutionnel contre le ministère Bismarck en Prusse nécessitait une collaboration étroite. L'Association allemande de réforme, qui s'était constituée en opposition à l'Union nationale et défendait le maintien de l'Autriche tout entière dans le Reich allemand, était un ramassis d'éléments particularistes sud-allemands et autrichiens fortement teinté d'ultramontanisme[30]. Elle n'avait aucune importance pour le mouvement ouvrier. Sa défense de la réforme fédérale autrichienne, qui consistait pour l'essentiel à demander un Parlement allemand élu par le landtag des différents États, n'éveilla de sympathie nulle part dans le peuple. Du reste, dans les associations ouvrières on ne parvenait pas à prendre une position claire sur la question nationale, pas plus que sur la question du Schleswig-Holstein, qui commençait en 1864 à devenir d'une grande actualité.

Le mouvement ouvrier avait également pris pied dans l'ouest de l'Allemagne, en particulier dans la région du Main. À Francfort-sur-le-Main, à l'occasion d'un congrès ouvrier que l'association d'éducation ouvrière de Francfort avait convoqué le 25 mai 1862, on discuta vivement de la position politique des travailleurs. L'avocat Jean Baptist von Schweitzer, qui joua plus tard un rôle de premier plan dans le mouvement, y défendit l'idée d'une organisation politique séparée des travailleurs, manifestement sous l'influence du discours de Lassalle S*ur le lien particulier de la période historique actuelle avec l'idée de l'état ouvrier.* Dès lors, dans la région du Main aussi, les combats d'idées furent incessants. L'arrivée de la *Lettre ouverte* de Lassalle attisa le feu. À Francfort, Bernhard Becker se faisait maintenant remarquer, lui en qui quelques années plus tard je découvris un être médiocrement doué et vaniteux, en plus orateur malhabile. On tenta de faire adopter une déclaration contre Lassalle dans un congrès ouvrier le 19 avril 1863 à Rödelheim, où le professeur Louis Büchner fit une conférence sur le programme de Lassalle, mais ce fut un échec. En revanche Lassalle lui-même apparut le 17 mai à Francfort-sur-le-Main pour défendre sa cause. Schulze-Delitzsch, qui avait également été invité, donna comme excuse à son absence une surcharge d'occupations. Il fit bien. Tel que je l'ai personnellement connu plus tard, il aurait eu à tous égards le dessous face à Lassalle. Ce fut le sort de Sonnemann, qui parla avant Lassalle.

30 Ultramontanisme : soumission à l'autorité du pape, et à la primauté de l'Église romaine.

En réponse à ces événements dans la région du Main, un appel daté du 19 mai invitait les associations ouvrières allemandes à un congrès à Francfort pour le 7 juin 1863. Cet appel était signé du comité central des travailleurs de la région du Main, des associations ouvrières de Berlin, Cassel, Chemnitz, [Mannheim] et Nuremberg et de l'association des artisans de Düsseldorf.

Dans l'appel, on accusait le comité central de Leipzig d'avoir empêché pour longtemps la convocation d'un congrès ouvrier. Mais le mouvement lui-même avait pour fondement « *une idée si importante et fructueuse, d'une portée si vaste pour un développement pacifique et positif du bien-être de tout notre peuple et de la patrie, qu'il ne devait jamais plus être perturbé dans son bon déroulement par les interventions négatives de quelques-uns. C'était le devoir de tous ceux qui avaient à cœur la cause elle-même que d'empêcher de toutes leurs forces que la fin d'une tentative manquée par la faute de quelques-uns ne devienne le début d'une scission et d'un émiettement funeste de tout le mouvement.* »

Mais cette scission était déjà là et, comme je le compris plus tard, elle était une nécessité interne. Au congrès de Francfort-sur-le-Main, 110 délégués représentaient 54 associations de 48 villes et une association ouvrière indépendante de Leipzig. Si la convocation au congrès ne s'était pas effectuée si précipitamment, au point de ressembler à un coup de force, ce qu'on reprocha d'ailleurs aux organisateurs lors de l'assemblée préliminaire, bien plus s'y seraient fait représenter. L'association d'éducation professionnelle de Leipzig m'élut pour la représenter par 112 voix sur 127. Par ailleurs, dans une assemblée ouvrière de Leipzig, on avait élu comme délégués le professeur Rossmässler et le chef d'atelier Bitter.

Lorsque j'apparus à Francfort dans l'assemblée préliminaire, je fus présenté à August Röckel, le président du comité local, qui s'adressa à moi par ces mots : « *Alors, vous les Saxons, vous vous êtes enfin réveillés ? Il était temps !* » Un peu agacé, je luis répondis : « *Nous nous somme levés bien plus tôt que beaucoup d'autres !* » Röckel dit en riant qu'il ne pensait pas à mal.

Parmi les délégués il y avait entre autres Hermann Becker, Becker-le-Rouge, qui au procès des communistes de Cologne avait été condamné jadis[31] à une longue peine de forteresse, Eugen Richter qu'on avait récemment destitué de sa fonction d'assesseur pour ses activités politiques, et aussi Julius Knorr de Munich, le propriétaire des *Dernières nouvelles de Munich*, qui à l'époque paraissaient sous la forme d'une petite feuille, mais qui lui rapportaient une fortune.

Becker-le-Rouge devait-il son surnom aux rares cheveux roux qui recouvraient encore sa tête puissante et à sa moustache rousse coupée très

31 Ce procès se déroula en 1852. Il fut l'objet d'une brochure de Marx et Engels : *Révélations sur le procès des communistes de Cologne,* 1852.

court, ou à ses opinions rouges d'autrefois, je n'en sais rien. Becker était un homme grand, de belle prestance et très jovial, sur le visage de qui on lisait le plaisir de boire un bon coup et de manger un bon morceau. Il était également expansif et communicatif, à l'inverse d'Eugen Richter, dont la nature froide et réservée m'avait déjà frappé à l'époque ; Richter donnait l'impression de nous regarder tous avec un souverain dédain. Le hasard voulut qu'un jour, à la pause de midi, je fasse une promenade sur le boulevard de la ville avec Becker, Eugen Richter et quelques autres délégués. En cours de route, la conversation se porta sur Lassalle. Becker dit que c'est uniquement par vanité blessée que Lassalle avait fait son pronunciamento contre le Parti du progrès, parce qu'il ne l'avait pas hissé sur le pavois et ne lui avait pas donné de mandat au landtag. À ce que racontait Guido Weiss, le vieux Waldeck avait dit que c'était une erreur d'avoir repoussé Lassalle. Becker laissa ensuite entendre qu'à cause de toutes sortes d'histoires de femmes Lassalle avait suscité aussi des « réserves morales » dans le Parti du progrès, ce qui semblait un peu hypocrite comparé aux « fautes morales » que d'autres dirigeants du Parti du progrès de cette époque avaient à se reprocher. Comme je tiens à le souligner, Becker fit ses remarques sans animosité contre Lassalle, de même qu'il ne se laissa jamais aller à des attaques contre ses anciens camarades de parti, à l'inverse de Miquel qui, plus tard, vota même pour la loi contre les socialistes.

On confia la direction du congrès au directeur d'école commerciale Röhrich de Francfort-sur-le-Main, comme premier président, et à Dittmann de Berlin comme second. Comme premier point à l'ordre du jour, Rossmässler avait présenté une motion qui fut adoptée presque à l'unanimité et qui disait :

« *Le premier congrès des associations ouvrières allemandes et des associations d'éducation ouvrières place en tête de ses délibérations et de ses décisions ce principe qu'à son avis le premier devoir de toutes les associations ouvrières, celles ici représentées et toutes les autres, ainsi que l'ensemble de l'état ouvrier en général, est d'être unis entre eux pour réaliser leur volonté d'élévation intellectuelle, politique, citoyenne et économique de l'état ouvrier, unis avec tous ceux qui aspirent à la liberté et à la grandeur de la nation allemande, unis et solidaires avec tous ceux qui travaillent à l'ennoblissement de l'humanité.* »

Mieux que de longs discours, cette résolution exprime le point de vue du congrès. Bien que cette résolution, comme l'ensemble des discussions du congrès, fût directement dirigée contre les lassalliens, autant que je m'en souvienne le nom de Lassalle ne fut mentionné que par un seul orateur[32]. Ce silence ne fut pas concerté ; cela se fit probablement parce qu'on ne croyait pas encore à l'avenir du mouvement initié par Lassalle, ou bien

32 Leopold Sonnemann.

encore parce qu'on ne voulait pas lui faire l'honneur de prononcer son nom. Le second point à l'ordre du jour, « Nature et objectif des associations d'éducation ouvrières », fut présenté par Eichelsdörfer (Mannheim), qui était à l'aile gauche de l'assemblée. Je participai également aux débats. Il est remarquable qu'on refusa par 25 voix contre 25 un amendement de Dittmann demandant que les associations cherchent aussi à gagner à elles des enseignants, pour l'étude des disciplines économiques et la connaissance de la législation du pays. Pareille arriération est difficilement concevable pour le travailleur d'aujourd'hui.

Un autre point à l'ordre du jour, présenté par Dittmann, était la suppression des entraves à la liberté des travailleurs. Sa résolution demandait la liberté de l'industrie, du commerce et du travail, la liberté de domicile et la suppression des difficultés mises au mariage. Un autre point à l'ordre du jour concernait l'attitude des travailleurs à l'égard des associations d'épargne et de prêt, des coopératives de consommation et de production, que le congrès recommandait aux travailleurs de créer. De même il recommandait de créer des coopératives pour utiliser en commun des ateliers équipés de moteurs, meilleur moyen de faire avancer le bien-être national et l'autonomie citoyenne des travailleurs. Dans cette résolution, on indiquait en particulier que tout cela devait être mis en place selon les propositions de Schulze-Delitzsch. De même, travailleurs et *employeurs* devaient œuvrer *ensemble* à la réalisation de ces coopératives, conception qui ne pouvait être approuvée que dans une assemblée se plaçant d'un point de vue petit-bourgeois. Enfin le congrès se prononça pour la création de caisses d'assurance vieillesse et invalidité, aptes à « *supprimer au moins en partie bien des soucis* ». Ici au moins on ne surestimait pas ces caisses. Sur la question de l'organisation, on préconisa de créer des fédérations régionales avec rencontres mensuelles des délégués, pour favoriser la création de nouvelles associations et entretenir les relations entre les différentes associations existantes. Sur ce point, je pris pour la deuxième fois la parole, pour me prononcer contre l'admission de représentants des assemblées ouvrières indépendantes. Fort de mes expériences d'alors, je déclarai que ces assemblées ne m'avaient jusque-là pas fait grande impression. Il manquait selon moi à leurs membres la formation préparatoire obtenue dans les associations, aussi suivaient-elles l'impression momentanée créée par un orateur habile. En attendant, je n'avais pas peur des chausse-trapes des lois sur les associations, en Saxe du moins on nous avait jusqu'à présent laissés faire, cependant il pouvait se produire un revirement. J'estimais utiles les fédérations régionales. Ces développements firent monter à la tribune Bitter, mon adversaire de Leipzig, qui protesta contre le jugement que je portais sur la valeur des assemblées ouvrières. Elles étaient bien meilleures que je ne les décrivais et, si on prenait en compte la possibilité que

l'on applique à nouveau avec rigueur contre nous la loi sur les associations, nous devrions nous assurer d'être représentés par des assemblées ouvrières indépendantes, comme couverture.

Les statuts finalement adoptés disaient :

I. Doivent périodiquement avoir lieu, en règle générale tous les ans, de libres réunions de représentants des associations ouvrières allemandes pour, au travers d'un vivant échange personnel d'idées et d'expériences entre les travailleurs eux-mêmes, élargir la compréhension de leurs véritables intérêts et faire admettre ces notions dans des cercles de plus en plus larges.

II. L'objet des discussions est tout ce qui peut influer sur le bien-être des classes laborieuses.

III. Ont accès à ces réunions les représentants d'associations ouvrières allemandes qui se sont fait connaître comme tels au congrès par mandats écrits. Exceptionnellement, on peut aussi admettre des représentants d'associations indépendantes, lorsque les y autorise le comité permanent, à qui incombe le contrôle des mandats. Si le comité refuse une admission, il est alors permis d'en appeler au congrès. Chaque organisation peut envoyer un ou plusieurs délégués, jusqu'à cinq, mais elle n'a qu'une voix au moment du vote. Chaque délégué ne peut représenter qu'une seule association. Les associations qui ont participé à un congrès seront chaque fois invitées par écrit. En même temps, l'invitation sera publiée dans le plus de journaux possible, et en tout cas dans le *Journal* [général] *des travailleurs allemands de Cobourg* et dans l'*Employeur* de Francfort. Toute association qui se fait représenter au congrès doit payer à chaque congrès une contribution de deux thalers. Doit s'acquitter aussi de cette contribution toute association qui, bien que n'envoyant pas de délégués au congrès, veut toutefois qu'on lui envoie tous les rapports et imprimés.

IV. Chaque congrès élit un comité permanent de douze membres qui est chargé de s'occuper des affaires suivantes : 1. Le comité fixe lieu et date du congrès suivant, si tant est que la dernière assemblée ne les a pas expressément décidés, et s'occupe des préparatifs dans la localité de la rencontre. 2. Il décide des invitations et des annonces, reçoit les inscriptions, établit les cartes d'entrée, reçoit les contributions, finance les dépenses et en établit les factures. 3. Il établit un ordre du jour provisoire, nomme en fonction de celui-ci les rapporteurs, et forme la commission préparatoire, sous réserve de confirmation ou de modification

des résolutions du congrès. 4. Entre-temps et jusqu'au congrès suivant, il veille à l'avancement des objectifs et à l'exécution des résolutions du congrès. 5. Le comité nomme son président et décide de la répartition des affaires entre ses membres ; il soumet au congrès les factures pour contrôle et approbation. Les séances du comité se déroulent toujours dans l'endroit où réside le président du moment. Pour qu'une décision soit valide, sont requises l'invitation de l'ensemble du comité, la participation d'au moins sept membres et la majorité simple des votants. La prise de décision peut aussi se faire par voie écrite. Le comité nomme aux postes éventuellement vacants et, au cas où le quorum ne serait pas atteint, c'est le président qui s'en charge.

V. Le congrès établit lui-même le règlement intérieur pour ses discussions.

VI. Lors du congrès, le président du comité dirige les débats jusqu'à ce que l'assemblée ait élu son président.

VII. Les séances du congrès sont publiques.

Au comité permanent furent élus entre autres Sonnemann, Max Wirth (Francfort-sur-le-Main), Eichelsdörfer (Mannheim), Dittmann (Berlin), etc. L'âme de cette nouvelle organisation fut Sonnemann, qui se chargea du secrétariat et de la direction proprement dite.

L'organisation ne mettait à la disposition du comité que très peu d'argent, et de nombreuses associations ne payaient même pas la modique contribution de deux thalers par an. Consacrer de l'argent à un but commun, à l'époque les associations ouvrières antisocialistes n'y étaient pas disposées, ce en quoi elles se différenciaient beaucoup des lassalliens, et à leur désavantage. Parce que l'argent manquait, le comité se tourna au cours de l'été vers l'Union nationale et reçut d'elle 500 thalers, qui furent payés aussi les deux années suivantes. De même, Sonnemann s'adressa personnellement à une série de grands entrepreneurs pour obtenir de l'argent. Mais nos bourgeois avaient dès cette époque une aversion instinctive pour tout ce qui s'appelait association ouvrière, aussi de ce côté-là les contributions étaient-elles bien maigres.

Ici je voudrais parler d'un incident qui ne se déroula certes que deux ans après (été 1865), mais que, quarante ans plus tard, dans le *Journal de Cologne,* on tenta d'exploiter contre moi.

En Saxe, la bataille contre les partisans de Lassalle était particulièrement violente. La situation de l'industrie, hautement développée en Saxe pour l'époque, semblait offrir un terrain particulièrement favorable aux idées socialistes. Mais, pour pouvoir mener une propagande contre eux, il nous manquait l'argent. Quelle que soit la somme que nous mettions pour la propagande, cela n'était pas suffisant, bien que les orateurs fussent

payés une misère. Aussi, un jour, le Dr Eras et l'écrivain Weithmann – un natif du Wurtemberg, qui menait une existence débauchée, à la Catilina – s'assirent-ils à une table pour rédiger à l'adresse du comité directeur de l'Union nationale un texte au ton exalté, dans lequel ils demandaient de l'argent pour faire de la propagande contre les lassalliens. Je ne fus informé qu'ultérieurement de ce texte et, à leur demande, je donnai ma signature, et en plus Eras et Weithmann signèrent. Le *Journal de Cologne*, qui il y a quelques années publia ce texte et ma lettre de remerciements pour les 200 thalers reçus – et pas 300 comme il l'affirmait –, prétendait que j'étais à l'origine des trois signatures. Je m'élève avec force contre cette incrimination. Dans la lettre de remerciements, je disais que nous avions surtout l'intention de procurer de la littérature aux associations, et que le comité directeur de l'Union nationale pourrait à cet égard faire jouer de son influence auprès des libraires pour qu'ils nous la livrent bon marché. Le soutien accordé par le comité montrait qu'il portait au mouvement plus d'intérêt qu'on le lui reprochait de tous côtés. Cependant l'argent fut surtout utilisé pour les voyages de propagande ; mais on ne le dépensa qu'avec une extrême parcimonie car, lorsque fin 1866 et début 1867 commença la campagne pour les élections au Parlement d'Allemagne du Nord, sur les 200 thalers il en restait encore 120, qui trouvèrent alors leur emploi. C'était certes un emploi qui n'était pas prévu. Mais entre 1865 et 1866 justement la situation changea, et il y eut d'un côté comme de l'autre un changement si rapide dans les opinions que seuls très peu de gens s'en tinrent à l'ancien point de vue. C'est l'Union nationale qui pâtit le plus de ce changement et, dès lors victime d'une rapide décomposition, elle était morte de fait depuis longtemps lorsqu'à l'automne 1867 elle décida officiellement de se dissoudre. Beaucoup furent fâchés que nous ayons obtenu les 200 thalers. Hans Blum en particulier ne pouvait s'en consoler. Il se fit un devoir personnel de s'opposer à moi au cours de la campagne électorale et de me reprocher d'avoir accepté cet argent. Mais il dut constater que toute la peine qu'il se donna pour me nuire fut vaine.

À cette occasion, je voudrais assurer que je ne fus jamais membre de l'Union nationale, comme on l'a prétendu de nombreuses fois. Cela ne veut pas dire que je lui étais hostile à cette époque mais, en plus de tous les grands sacrifices matériels que ma position et mon activité dans le mouvement ouvrier m'imposaient, il me semblait superflu de lui payer encore une cotisation, car mes revenus étaient bien minces. Je me contentai, pour parler comme Schulze-Delitzsch, d'être « moralement membre d'honneur » de l'Union nationale.

À Leipzig, pour faire contrepoids à l'entrée en scène de Lassalle et à la propagande de ses partisans, on éprouva le besoin de porter un grand coup. J'eus donc la mission de me mettre en relation avec Schulze-Delitzsch pour

une réunion. Il s'y déclara prêt. Dans sa réponse, il m'expliqua que nous, en Saxe, nous devrions être particulièrement attentifs, que dès 1848-1849 les travailleurs saxons avaient été réceptifs aux idées communistes et socialistes. Au cours de janvier 1864 Schulze-Delitzsch vint à Leipzig.

Il avait été convenu que je devais ouvrir la réunion en souhaitant la bienvenue à Schulze et puis être élu président. Mais j'eus la poisse. J'ouvris la réunion, à laquelle assistaient 4000 à 5000 personnes, mais au beau milieu du discours d'ouverture, que j'avais répété, je restai lamentablement en panne. Ma verve avait fichu le camp avec mes idées. De honte, j'aurais voulu disparaître sous terre. Finalement, ce ne fut pas moi mais Dolge qui fut élu président. Je me promis désormais de ne jamais plus répéter un discours et je m'en suis trouvé bien. Schulze-Delitzsch avait une voix désagréable, de plus son discours était sec et son contenu n'était pas fait pour éveiller l'enthousiasme. Il en déçut plus d'un. Il n'empêcha pas l'évolution vers la gauche.

En Saxe, nous essayâmes de concrétiser la résolution du congrès de Francfort : mener à bien la création de fédérations régionales. Mais, comme la législation existante y faisait obstacle, nous sollicitâmes une autorisation auprès du ministère Beust. À une assemblée régionale qui se tint en été 1864 sous ma présidence, on donna lecture de la réponse de M. von Beust : le ministre autorisait une fédération régionale, à condition que les associations s'engagent à ne pas s'occuper d'affaires politiques et sociales, ni plus généralement d'affaires publiques. Là-dessus je proposai la résolution suivante qui fut adoptée à l'unanimité :

« *Les associations ouvrières de Saxe remercient M. von Beust pour son gracieux cadeau et préfèrent renoncer à créer une fédération régionale.* » Le commissaire de police de surveillance ne voulut pas laisser venir aux voix une deuxième résolution disant : « *Les délégués réunis demandent aux travailleurs saxons de s'engager avec toute leur énergie pour la suppression de l'actuelle loi sur les associations* », parce que c'était une action politique. J'eus à ce propos avec lui une vive altercation, mais je capitulai en protestant quand il menaça de dissoudre la conférence.

Le 31 août 1864 le télégraphe porta partout dans le monde la nouvelle que Ferdinand Lassalle était décédé à Genève des suites d'un duel. L'impression provoquée par cette nouvelle fut profonde. La grande majorité de ses adversaires respirèrent, comme délivrés d'un cauchemar ; ils espéraient que désormais le mouvement créé par lui prendrait fin. Et en effet c'était bien ce qui semblait au début. Non seulement son mouvement, malgré un travail gigantesque, ne comptait à sa mort que quelques milliers de membres, mais ceux-ci se crêpèrent bientôt le chignon. Et puis Lassalle, de

manière incompréhensible, en recommandant l'écrivain Bernhard Becker pour lui succéder à la présidence de l'association, avait choisi un homme qui n'était en aucune façon à la hauteur de sa tâche.

Bon nombre d'adversaires appréciaient à sa juste valeur l'importance de Lassalle : pour preuve un article du *Journal des travailleurs* de Cobourg fondé à la fin de 1862, qui avait été créé par Streit, un avocat secrétaire général de l'Union nationale. Ce journal avait jusque-là combattu Lassalle, bien que de manière mesurée, ce qui ne l'empêcha pas de lui consacrer un article nécrologique honorable, dont la conclusion était :

« Une partie du Parti libéral et de la presse libérale, ceux-là mêmes qui l'ont combattu avec le plus d'acharnement et pourtant le moins de raison, ceux qui justement méritaient le plus ses coups de massue, peuvent maintenant se réjouir secrètement de sa mort. Nous déplorons, nous, la mort d'un adversaire que seule l'injustice ou l'étroitesse d'esprit peuvent se permettre de mesurer à l'aune ordinaire. »

On le sait, la comtesse Hatzfeldt, depuis de longues années l'amie intime de Lassalle, organisa un culte en bonne et due forme autour de la dépouille de son ami disparu et voulut organiser des funérailles à travers toute l'Allemagne, plan qui fut contrarié par les autorités, sur intervention de la famille de Lassalle. À la nouvelle que la dépouille de Lassalle passerait à Mannheim, Eichelsdörfer écrivit à Sonnemann une lettre dont j'extrais les passages suivants, parce qu'ils montrent comment déjà dans notre camp quelques-uns voyaient la situation.

La lettre disait :

« Cher ami Sonnemann !

La dépouille de Lassalle arrivera ici vendredi, comme Reusche me le télégraphie de Genève, et sera transférée sur un bateau à vapeur. Même si nous nous opposions à lui de son vivant, nous étions tout de même d'accord sur l'essentiel, venir en aide à la grande masse de notre peuple, et je crois que nous avons appris entre-temps que, sans le suffrage universel et la transformation de la situation politique qu'il entraînera, on ne peut pas compter sur un secours énergique. Peut-être le moment présent serait-il favorable à ce que nous fassions de notre côté quelque chose pour amener une unification des deux courants sur la base d'un programme approprié et pour élever ainsi un monument au champion disparu. Un peu plus de modération de l'autre côté et un peu plus de détermination de notre côté pourrait y mener et ne pourrait que profiter à la cause, étant donné qu'il faut bien pousser de l'avant la passivité philistine des libéraux qui donnent actuellement le ton, si on veut qu'ils avancent en direction du but. Cela, c'est une idée de moi ; je n'hésite pas à te la communiquer et à écouter ton avis, pour ensuite amener peut-être

nos amis à faire un pas qui, dans ces circonstances, peut avoir des conséquences d'une grande portée et qui, dans le cas contraire, ne peut nuire en rien.

J'ai aussi le vague sentiment que nous, à Leipzig, serons quand même amenés à prendre des décisions énergiques, puisque soudain tout met l'accent sur les principes et que nous ne pouvons bien sûr pas nous y opposer. Demi-mesure et indécision ne servent à rien ; elles ne servent même pas à préparer la solution juste… Je ne pourrai pas me soustraire au devoir d'accompagner la dépouille de Lassalle. Quelques amis feront la même chose. Je ne sais pas si je dois inviter l'association à le faire, ça pourrait être mal compris car beaucoup ne comprennent pas, et bien plus encore ne veulent pas comprendre, que l'on peut apprécier Lassalle sans être complètement d'accord avec lui. »

En conclusion il demande à Sonnemann de lui donner son avis.

Dans un post-scriptum, il est dit : « *Ne faudrait-il pas que, en tant que président de la confédération des travailleurs, tu viennes ici rendre honneur à l'adversaire ? Si tu comptes le faire, envoie-moi un télégramme, après quoi je t'informerai, dès que je le saurai, de l'heure d'arrivée de la dépouille.* »

Ce que Sonnemann a répondu à cette lettre, je l'ignore, en tout cas la proposition d'Eichelsdörfer ne fut pas retenue. Il devait encore couler beaucoup d'eau sous les ponts avant qu'on réalise quelque chose qui ressemble à ce que Eichelsdörfer voulait faire.

Après que, sur proposition de l'association d'éducation professionnelle de Leipzig, le comité permanent eut décidé d'y tenir le prochain congrès, le *Journal des travailleurs* de Cobourg y fit opposition. Il était exclu qu'on puisse tenir un congrès dans la Saxe gouvernée par M. von Beust, et il ouvrit un débat sur la résolution. Les seules associations qui se rallièrent au *Journal des travailleurs* de Cobourg furent les associations badoises, qui votèrent dans ce sens à leur congrès. Certaines réserves contre la tenue d'un congrès en Saxe étaient justifiées, car il se tenait sur fond de lois d'association saxonnes entièrement dans les mains de M. von Beust, qui faisait la pluie et le beau temps.

Pour ne pas attirer la pluie, nous avons tenu compte de la situation, en ce sens que le comité permanent se déclara prêt, sur notre demande, à ne pas mettre à l'ordre du jour du congrès la question de l'armée, question éminemment politique. Le comité local pour la préparation était constitué de deux membres de l'association En Avant, deux de l'association d'éducation professionnelle et deux de l'association de perfectionnement des typographes, et par ailleurs du professeur K. Biedermann et d'un membre du comité de la société polytechnique. On me confia la présidence. M. von Beust fit attendre longtemps l'arrêt sollicité, finalement

ce fut une autorisation. On convoqua désormais le congrès pour les 23 et 24 octobre et on fixa comme ordre du jour : 1. Liberté de circulation. 2. Coopération, c'est-à-dire, a) associations de consommation, b) coopératives de production. 3. Un programme d'études identique pour les associations d'éducation. 4. Caisse de soutien aux compagnons faisant leur tour, dont beaucoup de jeunes travailleurs dans les associations réclamaient la création. 5. Assurance vieillesse. 6. Assurance vie. 7. Régulation du marché du travail, donc Bourse du travail. 8. Logement des ouvriers. 9. Élection du comité permanent.

C'était un ordre du jour très riche pour deux jours de débats, dont on ne put venir à bout que parce que les rapporteurs publièrent à l'avance rapports et résolutions et qu'exposés et discours étaient courts. La rigueur des uns et des autres laissait en règle générale beaucoup à désirer.

47 associations étaient représentées, dont cinq seulement de Leipzig, et trois fédérations régionales : l'Oberland badois, le Wurtemberg et la région du Main. À l'époque il y avait également à Leipzig, à côté de l'association professionnelle des typographes, une association de maçons et de charpentiers. En outre, les lassalliens, sous la direction de Fritzsche, avaient rapidement créé trois nouvelles associations, à savoir une association de cigariers, une de tailleurs et une d'apprentis forgerons. Parmi les délégués, il y avait pour la première fois le D[r] Friedrich Albert Lange, représentant de l'association de consommation de Duisbourg, et le D[r] Max Hirsch pour l'association d'éducation ouvrière de Magdebourg. De plus était présent en invité le professeur V. A. Huber, représentant conservateur de l'idée des coopératives.

L'assemblée élut Bandow (Berlin) premier président de séance, Dolge et moi ses suppléants. Le maire, Koch, salua l'assemblée au nom de la ville. Dès le premier point à l'ordre du jour (la liberté de circulation), on en vint à une dispute avec Fritzsche et à des scènes de tapage de ses partisans, qui avaient occupé en masse les estrades de la salle (la société de tir). Fritzsche, dans le sens de Lassalle, déclara que la liberté de circulation ne se discutait plus mais se décrétait, qu'en revanche il fallait réclamer le suffrage universel. Il parla de manière très provocante et se fit de ce fait démonstrativement applaudir par ses partisans. Les délégués élevèrent de vives protestations contre cette méthode. À cette occasion, j'admirai le talent de médiateur de Friedrich Albert Lange, qui lui valut du succès. Une intervention énergique de ma part, en tant que président du comité local, rétablit également le calme dans les galeries. Le lendemain, on en vint encore un fois à une scène animée, quand Fritzsche réclama qu'on lui accorde la parole juste après qu'on eut décidé la clôture du débat. Quand on lui refusa la parole, il protesta contre le terrorisme régnant et se démit de son mandat. Les résolutions du congrès n'étaient pas d'un grand intérêt. Fr. Albert

Lange, le rapporteur sur les associations de consommation, se révéla un brillant orateur. On élut au comité permanent : Bandow, Bebel, M. Hirsch, Lachmann (Offenbach), Lange, Martens (Hambourg) – un ancien partisan de Weitling mais chez qui on ne trouvait plus trace de son communisme —, Reinhard (Cobourg), ancien membre du Parlement de Mecklemburg, Sonnemann, Staudinger (Nuremberg), Stuttmann (Rüsselsheim), Weithmann (Stuttgart) et Max Wirth (Francfort-sur-le-Main).

Friedrich Albert Lange

Ma qualité de membre du comité permanent me mit en relation personnelle et épistolaire plus étroite avec Friedrich Albert Lange. Trapu et robuste, Lange était une personne extrêmement sympathique. Il avait des yeux magnifiques et était un des hommes les plus aimables que j'aie rencontrés, qui, au premier regard, conquérait les cœurs. De plus, c'était un homme au caractère ferme, qui allait droit dans la vie, que les sanctions ne faisaient pas plier. Et elles ne lui furent pas épargnées quand il s'engagea ouvertement dans le camp des travailleurs. Il fut très vite un des « proscrits » et des « mis à l'index » de la ville industrielle de Duisbourg. Entre nous et les lassalliens, il tint une position de médiateur, comme le montre son livre *Question ouvrière* paru en 1865. Si, dans l'édition qui en parut plus tard, son point de vue se droitise, et si les critiques de son *Histoire du matérialisme* lui ont reproché de pencher dans ce livre vers la métaphysique, je considère que ce sont les conséquences d'une longue et lourde maladie physique, à laquelle malheureusement il succomba trop tôt.

Dans le comité permanent, Lange était toujours à gauche et poussait vers la gauche. À cette époque, il me rendit un grand service personnel pour des raisons purement pratiques. À Leipzig, comme je l'ai déjà indiqué, nous étions entrés en conflit avec le *Journal général des ouvriers allemands*. La prise de position du journal contre la tenue du congrès à Leipzig nous avait fâchés, comme on peut le comprendre.

À la rédaction du *Journal ouvrier*, vraisemblablement sur insinuations venant de Leipzig, était née la conviction que nous voulions miner le journal et que j'étais un partisan de Beust. C'était un comble ! J'avais au contraire constamment pris fait et cause pour le journal et avais encouragé sa diffusion. Je le défendais même au sein du comité permanent, où siégeaient des adversaires du *Journal ouvrier* de Cobourg, et j'appuyai un accord avantageux avec l'éditeur. Mais quand le *Journal ouvrier* de Cobourg continua ses attaques contre moi, je lui envoyai une déclaration bien assaisonnée, dont il ne publia que l'extrait où je me déclarais adversaire impitoyable de la mauvaise politique de Beust.

Cette querelle amena le comité permanent à confier à Lange la rédaction d'un rapport, dans lequel il me défendit chaudement et justifia mon

attitude. En tout cas, le *Journal ouvrier* avait réussi, lors de notre assemblée régionale du 30 juillet 1865 à Glauchau, à me faire battre d'une voix par mon adversaire dans l'élection de délégué au congrès de Stuttgart. Une fois que j'eus exposé mon point de vue concernant le *Journal ouvrier*, un certain nombre de délégués dirent qu'ils voyaient maintenant les choses autrement. Le *Journal ouvrier* aussi m'a plus tard donné pleine réparation, disant qu'il avait été mal renseigné. Streit lui-même s'excusa personnellement auprès de moi au congrès de Stuttgart.

Les événements de 1866 – sur lesquels je reviendrai plus tard – et la position que Lange prit à leur sujet le discréditèrent à Duisbourg, où il était secrétaire de la Chambre de commerce. Il cessa de publier sa petite feuille *le Messager du Rhin inférieur* (*der Bote von Niederrhein)*, et accepta une invitation de son ami Bleuler à s'installer à Winterthur, en Suisse. Là-bas, il entra à la rédaction du journal de Bleuler, *le Messager du pays* (*Der Landbote).* Bleuler était un des dirigeants des démocrates radicaux du canton de Zurich. À cette époque, commençait l'agitation pour une réforme de la Constitution rétrograde du canton. Bleuler, Lange et le jeune Reinhold Rüegg, plus tard co-fondateur du *Courrier de Zurich* (*Züricher Post*), s'engagèrent avec des sympathisants dans une agitation de grande ampleur pour une réforme démocratique de la Constitution, et en 1868 ils virent leur travail couronné de succès. On doit à l'influence de Lange l'adoption, dans la nouvelle Constitution, de l'article 23 qui dit : l'État protège et favorise, au moyen de la législation, le bien-être moral et matériel des classes laborieuses et le développement des syndicats.

Ensuite, l'été 1868, j'entrai une nouvelle fois en relation épistolaire avec Lange, pour l'inviter, au nom du comité du chef-lieu[33] des associations ouvrières, dont j'étais devenu entre-temps le président, à se charger d'un rapport sur la question de l'armée au congrès de Nuremberg, mais je raconterai cela à un autre endroit. Lange refusa l'invitation, et le congrès de Nuremberg eut lieu sans lui. De toute façon, je ne le revis plus jamais et mes relations épistolaires avec lui cessèrent également. Fin octobre 1870, Lange fut nommé professeur à l'université de Zurich. Lorsque ensuite, en 1872, le ministre du Culte, Falk, le nomma professeur à Marbourg, Zurich tenta en vain de le retenir. L'appel du pays natal, très vif notamment chez sa femme, l'emporta. Mais, dès le 27 novembre il succomba, à 47 ans seulement, à la maladie dont il souffrait depuis des années. Avec Lange, l'un des meilleurs d'entre nous avait cessé de vivre.

---

33 Dans cette Allemagne aux vingt-cinq États, aucune capitale ne s'imposait au mouvement ouvrier. Le « chef-lieu » variait donc, selon le domicile du président élu, dont l'association prenait la direction.

Nouveaux phénomènes sociaux

En février 1865 se réunit à Leipzig le premier congrès des femmes allemandes, sous la direction de Luise Otto-Peters et Auguste Schmidt, qui eut pour conséquence la création d'une association générale allemande des femmes. C'était le premier pas hors du féminisme bourgeois, qui mena à une organisation de femmes. Le journal féminin que faisait paraître alors le capitaine à la retraite Korn devint l'organe de l'association et, à côté de Korn, entrèrent à la rédaction Luise Otto-Peters et Jenny Heynrichs. J'assistai en invité aux débats. Lorsque ensuite l'association d'éducation des femmes de Leipzig, dont la présidente était Luise Otto-Peters, demanda à l'association d'éducation ouvrière de prêter le dimanche son local pour créer un cours de formation pour filles, nous donnâmes bien volontiers notre accord.

L'année 1865, qui fut une année de prospérité, vit une multitude de luttes salariales éclater dans les villes les plus diverses. Ainsi, entre autres, il y eut de grands arrêts de travail à Hambourg, la grève des drapiers à Burg près de Magdebourg, l'arrêt de travail des typographes de Leipzig, qui fut suivi à Leipzig par un arrêt de travail des cordonniers, des relieurs et d'autres branches. La grève des typographes de Leipzig avait été provoquée par les bas salaires et la durée du temps de travail. Le salaire hebdomadaire le plus élevé se montait à 5,25 thalers. Pour 1 000 signes, on payait 25 pfennigs saxons ; les compagnons demandaient 30 pfennigs et une diminution du temps de travail. Le 24 mars, 545 hommes sur 800 dénoncèrent le contrat et huit jours plus tard se mirent en grève. Il n'y avait pas d'organisation pour soutenir la grève. L'association d'éducation des typographes, dont Richard Härtel était le président, était obligée de rester neutre, sous peine de dissolution. Härtel lui-même travaillait dans un atelier, l'imprimerie de Colditzsch[34], dans lequel le nouveau tarif fut reconnu de droit[35]. La fédération des typographes ne fut fondée qu'en 1866 ; ce fut la grève de Leipzig qui en donna l'impulsion. Le professeur von Wächter, conseiller privé, un des premiers juristes d'Allemagne, fit une tentative de médiation qui échoua.

Sonnemann, qui en tant que propriétaire d'une imprimerie suivait l'affaire avec un intérêt particulier, m'écrivit que je pourrais offrir aux

34 Près de Leipzig.

35 Il existait un accord régional, peu respecté par les patrons d'imprimerie de Leipzig.

deux parties la médiation du comité permanent, et me donna pour cette tentative divers conseils pour négocier. Comme les lettres que nous échangeâmes sur cette affaire peuvent encore avoir un intérêt aujourd'hui, je les publie ici.

« Leipzig, le 11 mai 1865

À M. Leopold Sonnemannn, Francfort-sur-le-Main

Empêché par une assez longue indisposition, c'est aujourd'hui seulement que je suis en mesure de répondre à votre lettre du 1er de ce mois. Votre projet de tenter une médiation dans l'affaire de la grève des typographes d'ici, je l'approuve complètement. Je me suis donc adressé d'abord par lettre au président de l'association des typographes d'ici, pour entendre son avis sur la chose. Il me répondit que lui-même travaillait dans un atelier dans lequel le tarif avait été ratifié et que, de ce fait, il était assez étranger à toute cette affaire. Il me conseilla de m'adresser à la commission tarifaire.

Mardi après-midi j'eus un entretien avec celle-ci et je me réjouis de la bonne volonté avec laquelle on accueillit ma proposition. On me donna aussi le nom de quelques patrons auprès desquels je devais d'abord me renseigner pour savoir si, de ce côté-là aussi, on se montrait disposé à une médiation. C'étaient MM. Giesecke & Devrient et Ackermann (société Teubner). Hier j'allai donc chez eux.

Devrient était en voyage, Giesecke était absent et, chez Ackermann, on me répondit que le mieux serait de m'adresser au conseiller municipal Härtel (société Breitkopf & Härtel) ou à Brockhaus, car c'était eux les présidents du syndicat patronal. Je dois signaler ici que c'est exprès que je ne m'étais pas adressé à ces derniers, pour la bonne raison qu'ils sont connus comme les adversaires les plus violents des ouvriers. Toutefois, après ce conseil, je me vis obligé d'aller quand même chez Härtel. Je trouvai les deux frères chez eux et j'eus avec eux une conversation d'à peu près une heure, dont le résultat final fut que les patrons ne feraient pas un pas de plus vers un accord, après que la commission tarifaire des typographes se fut montrée aussi intraitable envers les tentatives de médiation du professeur von Wächter, conseiller privé. Là-dessus, je répondis que, depuis ce temps (quatorze jours), les opinions avaient bien changé et que, de l'autre côté, on était tout à fait prêt à un accord.

Mais ces déclarations et d'autres semblables de ma part ne servirent à rien. Aux propos de ces messieurs, je voyais très nettement qu'on était au comble de l'exaspération contre la commission tarifaire et qu'on ne voulait tout simplement pas d'accord.

On affirmait ainsi, entre autres, que cette commission n'avait pas mandat pour négocier au nom des typographes, mais qu'elle s'en

était arrogé le droit. Affirmation qui, au regard des faits, paraît tout à fait curieuse. Ensuite, on demandait encore à quoi donc servirait que la commission obtienne un arrangement avec ces patrons, si ensuite les autres n'en voulaient pas. De toute façon, on n'avait pas de raison d'accepter une autre médiation vu que le susdit conseiller privé von Wächter, au moment de la rupture des négociations, s'était encore déclaré prêt à les reprendre à tout moment, et si c'était une proposition sérieuse des ouvriers, ils devraient faire des démarches en ce sens.

Après cette déclaration, je compris ma foi le peu de succès qu'auraient de nouvelles négociations, et je partis.

Je fis aussitôt parvenir cette nouvelle aux typographes grévistes, qui entre-temps tenaient une assemblée au Colisée[36]; ce qu'on y décida, jusqu'à présent je l'ignore.

Je regrette de ne pas avoir eu meilleur succès.

Cependant je suivrai l'affaire de très près, et si elle devait d'une façon ou d'une autre tourner en notre faveur, je vous en informerai aussitôt.

Je suis convaincu que du côté de la commission on pense vraiment sérieusement à un accord, parce qu'on commence sans doute peu à peu à comprendre combien il est dangereux de pousser les choses au pire, et que le mieux est un compromis honorable. Mais, d'un autre côté, je suis tout autant convaincu que face à moi ce M. Härtel ne représentait aucunement la volonté de l'ensemble des patrons, car on sait combien la plupart consentiraient volontiers à un compromis. Cependant on ne peut pas négocier séparément avec chacun d'entre eux puisque c'est Härtel, en tant que président du syndicat patronal, qui doit présenter toutes les propositions de ce genre. J'ai l'intention de rendre publique toute l'affaire par la presse et d'attendre de voir si quelques-uns consentent à accepter un compromis, en passant par-dessus la tête des chefs les plus extrémistes tels que Härtel et Brockhaus, etc. Je signale encore que six imprimeries ont pour l'essentiel accordé les revendications des ouvriers… »

Sonnemann répondit à ma lettre par retour de courrier, le 12 mai :

« Je m'étonnais de rester aussi longtemps sans la moindre nouvelle. Ma demande du 1er du mois concernant les typographes n'était qu'un préalable. Mon intention, clairement exprimée, était que, dans cette affaire, vous opériez en commun avec Hirsch et Bandow, et tous deux m'avaient déjà déclaré qu'ils y étaient prêts. Ce n'est pas

36 Appelé aussi le Panthéon. Restaurant et salle de bal à Leipzig, pendant près d'un demi-siècle lieu de réunion pour le mouvement ouvrier. Lassalle y fonda son mouvement, l'ADAV, en 1863.

> que je n'aie pas pleine confiance en vos capacités à mener l'affaire, même seul ; mon intention était de donner un caractère plus officiel, et donc plus de poids, à l'intervention du comité, en le faisant représenter par trois de ses membres. À cet égard, je comptais notamment sur Bandow, qui a laissé là-bas un bon souvenir comme président du congrès de Leipzig. Cependant vous avez vraiment fait tout ce qui vous était possible et on peut seulement regretter que tous vos efforts n'aient pas été davantage couronnés de succès. Avant que vous publiiez quoi que ce soit, je crois qu'il convient d'écrire encore une fois à Brockhaus et à Härtel et de proposer à nouveau à ces messieurs l'envoi d'une délégation du comité. Je donnerais comme raison que c'est bien tout de même à leurs représentants élus que les ouvriers feraient le plus confiance. On peut peut-être faire en sorte que les typographes donnent plein pouvoir à notre délégation. Il se pourrait que les chefs d'entreprise désignent leur conseiller privé von Wächter et quelques autres messieurs, et que cette commission prenne ensuite une décision contraignante pour toutes les parties. Écrivez-moi par retour de courrier si vous êtes d'accord pour que j'écrive encore une fois à ces messieurs. Quelques lignes de vous me suffisent. Je ne vous cacherai pas que, selon moi, les compagnons typographes sont allés trop loin sur la forme et sur le fond. Ils ont été, je suppose, chauffés à blanc par les lassalliens. Si ce n'était pas le cas, ils auraient imposé leurs revendications, car jamais moment n'a été plus propice pour obtenir des augmentations de salaire ; on le voit au fait qu'un peu partout on a imposé les revendications limitées au raisonnable et présentées avec correction… »

La supposition de Sonnemann, prêtant aux lassalliens une intervention en sous-main dans cette grève, était complètement fausse. Le *Social-Demokrat* de Schweitzer montra certes un intérêt extrêmement vif pour la grève des typographes de Leipzig, mais il ne réussit pas à avoir de l'influence sur elle.

Le lendemain je répondis comme suit :

> « À votre lettre du 12 de ce mois je dois répondre que j'ai parfaitement compris l'intention que vous exprimiez dans votre lettre du 1er de ce mois. Mais ensuite il était tout à fait naturel de commencer par demander et savoir si les deux parties étaient disposées à accepter une médiation du comité permanent. À la lecture de la déclaration de Härtel hier dans le *Journal général allemand (Deutsche Allgemeine Zeitung)*, vous verrez déjà que je n'ai rien fait d'autre. Seulement je dois signaler ici, pour me justifier, qu'il m'était impossible, après les déclarations personnelles de ce monsieur, de faire officiellement une telle demande.

Sa déclaration semble être essentiellement suscitée par diverses questions du patronat concernant des entrefilets de divers journaux annonçant que la coopérative locale des ouvriers du livre avait refusé la médiation, alors qu'on ne lui avait pas formellement posé la question.

À ce propos, je signale expressément que les nouvelles dans les feuilles publiques, qui souvent même se contredisent, ne sont pas venues de moi. Mais elles ont eu cela de bien que l'opinion publique a été à nouveau stimulée et qu'entre autres choses le conseiller privé von Wächter me fit venir hier matin pour discuter avec lui de l'affaire. Il m'annonça qu'il était prêt à reprendre la médiation à tout moment et me pria de l'y aider. Il me proposa de demander d'abord, encore une fois, à la commission tarifaire si on y était disposé, et sur quelle base. Et il me fit observer à ce propos combien il jugeait absolument nécessaire que du côté des compagnons on consente à faire des concessions. J'approuve tout à fait ce dernier avis et vous avez tout à fait raison vous aussi de dire que la forme adoptée au début n'était pas la bonne.

Une fois la demande réitérée auprès de la commission tarifaire, on se déclara prêt à aller chez Wächter et à se mettre d'accord avec lui. Je déclarai alors encore une fois que le comité permanent serait prêt aussitôt à se charger de la médiation, en commun avec Wächter. On accepta cela avec gratitude et on promit de me donner réponse après avoir consulté Wächter. Malheureusement je n'étais pas là, hier après-midi, lorsque la délégation se présenta chez moi. Ce matin, après réception de votre lettre, je me rendis aussitôt au siège de la commission tarifaire, mais n'y rencontrai personne. J'y retournerai encore une fois un peu plus tard. Voilà où nous en sommes à 10 h 30 du matin.

Ce midi, 13 heures. Un membre de la commission tarifaire qui vient juste de me quitter m'a fait part de la chose suivante : Le président de cette commission s'est rendu hier à ma demande chez Wächter et lui a exprimé leur disposition à négocier à nouveau en faisant appel au comité permanent. À la question de savoir sur quelle base cela devrait se faire, on a fait la proposition d'établir un nouveau mode de calcul, à savoir selon le nombre de lettres, au lieu des 1 000 signes. Wächter a été d'accord là-dessus et a promis de consulter quelques patrons, et de faire parvenir la réponse sur le résultat. Pour l'instant il n'en a pas eu et, à mon avis, il ne nous reste plus qu'à l'attendre ; je vous ferai alors parvenir aussitôt l'information.

Votre idée d'écrire à Brockhaus et à Härtel, je ne puis l'approuver, car c'est précisément eux qui sont les plus grands adversaires

des ouvriers, ou plutôt des associations ouvrières et, pour le motif que vous indiquez dans votre lettre, vous vous insinueriez dans cette affaire de la pire manière qui soit. Ne dit-on pas de Härtel qu'il a essayé d'agir auprès de la direction locale de la police pour qu'on dissolve les associations d'ici parce qu'elles ont en partie soutenu les ouvriers en grève, et devrais-je aussi entendre de sa bouche que l'affaire se terminerait au mieux, si ouvriers et associations cessaient les collectes d'argent pour soutenir les typographes ?

Enfin je proteste contre le reproche que vous me faites dans votre lettre d'avoir voulu prendre seul la responsabilité de la médiation. Cela ne m'a même pas effleuré l'esprit et, aussi bien auprès de la commission tarifaire que de Härtel, j'ai expressément parlé d'une délégation du comité permanent, et j'ai aussi expressément donné les noms. Ne serait-ce déjà que pour discuter de nos propres affaires, j'aimerais avoir ici Bandow et Hirsch. »

Trois jours plus tard, le 16 mai, suivait alors une nouvelle lettre de moi à Sonnemann, dans laquelle je disais :

« Je suis désormais en mesure de vous faire un rapport définitif sur l'affaire des typographes.

Comme je vous l'annonçais dans ma lettre, à ma demande, la commission tarifaire était entrée en pourparlers avec Wächter et lui avait proposé comme base le nouveau mode de calcul. Wächter se déclara d'accord et s'adressa à la première commission de médiation des patrons, pour lui soumettre cette proposition de la commission tarifaire. On calcula et recalcula, mais finalement on trouva que le résultat serait le même, on devait en effet souvent ne payer que 27 à 28 pfennigs, mais tout aussi souvent aussi 32 et 33 pfennigs. Des membres de la commission tarifaire m'assurèrent eux-mêmes qu'après ce calcul le prix resterait le même, et que seule la forme serait différente. C'est maintenant les patrons qui refusaient la médiation, parce qu'ils ne voulaient consentir à un accord que si les compagnons en rabattaient sur leurs exigences.

Or, lorsque hier matin je reçus votre courrier[37], aussitôt j'entrai à nouveau en négociations avec la commission tarifaire, je lui présentai le tarif de Francfort ainsi que votre calcul comme base de médiation avec les patrons, en insistant encore une fois, comme je le pensais moi-même nécessaire, qu'il ne fallait pas s'en tenir de manière rigide aux revendications, ni pousser les choses au pire. Mon interlocuteur se déclara d'accord avec ces vues, promit de présenter la proposition à ses collègues et de m'en rendre compte.

37 Dans cette copie l'encre a tellement pâlie qu'on ne peut plus la déchiffrer (Note de Bebel).

> Hier soir, je reçus la réponse. Elle était négative. On justifiait cette réponse en disant qu'on avait diverses choses en vue, raison pour laquelle on espérait faire aboutir malgré tout les revendications. Leipzig, en tant que capitale de l'imprimerie, devait avant tout veiller à obtenir le salaire le plus haut possible, car cela influerait énormément sur les autres villes, de même le projet présenté contenait toute une série de dispositions sur lesquelles ils ne pouvaient ni ne voulaient faire de concessions aux patrons.
>
> Cette réponse m'étonna. Je m'étais attendu à ce qu'on accepte cette proposition. Une fois refusée, je n'ai pas de raison de faire une démarche de plus dans cette affaire, à moins qu'on m'y invite du côté adverse.
>
> Il me semble que, de même que les patrons se laissent influencer par Härtel et Brockhaus, dans la commission tarifaire aussi il y en a quelques-uns qui commandent à tous les autres. Finalement il n'y a plus maintenant qu'à attendre de voir laquelle des deux parties, par son obstination, remportera la victoire.
>
> Du côté des compagnons on attend de la Bourse des libraires, qui est maintenant en cours, une influence favorable à leur revendication ; on verra bien jusqu'à quel point c'est juste. Le fait est aussi que de l'extérieur continuent d'arriver une masse de lettres et d'envois d'argent qui les incitent à persévérer.
>
> Comme vous devez déjà le savoir, du côté de la police on prend des sanctions contre les compagnons typographes en grève, ce que je n'approuve pas du tout. De ce fait, lundi, dix-neuf hommes ont déjà quitté la ville. Un a repris le travail. Maigre résultat en tout cas si, comme il faut le présumer, c'est dans ce but qu'on a mis en œuvre les sanctions. »

Dans une autre lettre de moi à Sonnemann, du 28 mai, je dis laconiquement en post-scriptum. « *Dans l'affaire des typographes rien n'a changé.* »

Le 20 juin, Sonnemann écrit à nouveau :

> « Je ne suis pas peu étonné que vous laissiez totalement de côté mon courrier du 17 de ce mois (*celui-ci, pour les raisons données plus haut, n'est plus déchiffrable, mais il se rapportait aussi à l'affaire des typographes*). Si chez nous les rouages ne s'engrènent pas mieux, alors il me deviendra sans doute très difficile d'éditer les « feuilles ».

Notons à ce propos : le comité permanent, parce qu'il était constamment en conflit avec l'éditeur du *Journal général des ouvriers allemands* de Cobourg, avait décidé de publier des feuilles qui devaient paraître si possible chaque semaine. Ces feuilles devaient contenir toutes les informations en rapport avec le mouvement ouvrier, et les membres du comité

permanent en premier lieu devaient y collaborer. Ma réponse à la lettre de Sonnemann, datée du 23 juin, disait :

> « Je récuse absolument les reproches que vous me faites dans votre dernier courrier du 20 de ce mois sur ma prétendue tiédeur. Vous ne les auriez pas faits, si vous connaissiez ma situation. Mais elle est telle que je ne peux pas disposer de mon temps comme je voudrais. Si j'ai aussi une affaire indépendante, c'est que mon absence de fortune m'oblige à subvenir à mes besoins par mon travail ; à cela s'ajoute qu'une bonne partie de la charge des affaires de l'association (d'éducation ouvrière) repose également sur moi et qu'ici aussi je suis déjà obligé de sacrifier bien des heures, sans parler des soirées, qui sont entièrement occupées par les affaires de l'association. Cependant je vais tenter, dans la mesure du possible, de satisfaire à ce qu'on exige de moi, et j'aurais déjà répondu à votre premier courrier si ce que j'avais eu à écrire en avait valu la peine…
>
> Sur la question ouvrière et salariale en particulier, il y a eu une véritable accalmie, comme il fallait s'y attendre, après l'excitation et le tapage des semaines passées.
>
> En ce qui concerne les affaires des typographes, j'étais mardi chez Heinke, le rédacteur du *Correspondant* (qui avait été créé en 1863). Heinke veut vous faire parvenir régulièrement le journal à partir du 1er juillet, sous pli fermé, en échange des « feuilles » et d'autres informations… Par ailleurs, il m'a promis de me faire parvenir d'importantes nouvelles sur les affaires des typographes, d'ici ou d'ailleurs, et je vous en rendrai alors compte le plus vite possible.
>
> En ce qui concerne la grève des typographes d'ici, il m'a dit que la majorité des membres de la commission tarifaire et de la direction de l'association d'éducation des typographes n'ont pas encore besoin de soutien, et ne sont pas près d'en avoir besoin. Cependant, il croyait toutefois qu'on n'accepterait pas de soutien de notre part, premièrement, parce qu'il y avait encore de l'argent, deuxièmement, parce que les compagnons qui ont repris le travail apportaient une contribution hebdomadaire à ceux qui sont sans travail, enfin, troisièmement, parce qu'ils pourraient alors avoir à apporter eux aussi leur contribution, lors d'arrêts de travail dans d'autres branches, ce qui ne ferait que grever encore plus leur bourse déjà très fortement sollicitée aujourd'hui ; dès le tout début, on avait décidé de n'accepter aucun soutien venant de non-typographes, ou alors dans des cas tout à fait exceptionnels. »[38]

38 Gustav Jaeckh affirme dans son livre *L'Internationale* (Leipzig 1904) que les typographes allemands se seraient tournés vers le Conseil général de l'Internationale, par l'intermédiaire de leurs présidents de fédération, pour

La crainte des typographes, qu'on puisse les solliciter eux aussi pour les grèves d'autres branches, était justifiée dans la mesure où, ce printemps-là, les tailleurs, les relieurs ainsi que les ouvriers de la construction du réseau municipal des eaux faisaient grève, et que les cordonniers aussi se mirent en grève.

Concernant ces derniers j'écrivais à Sonnemann le 28 juin :

> « Hier, à l'hôtel de Saxe, s'est tenue une assemblée de cordonniers en vue d'une augmentation de salaire. Comme nous avions une séance urgente, je n'ai pu y aller que plus tard. Je ne pourrai donc pas fournir un rapport complet. Eras, qui a assisté aux débats du début à la fin, vous en aura envoyé un pour le *Nouveau journal de Francfort*, que vous pouvez utiliser dans la « feuille ».
>
> À en juger d'après l'état d'esprit qui régnait dans cette assemblée, les ouvriers n'obtiendront pas leurs revendications très légitimes. Confusion, désunion entre eux ne permettront pas d'y arriver, bien qu'ils en aient besoin plus que tout autre travailleur, puisqu'en travaillant 12 heures par jour un bon ouvrier ne gagne qu'entre 2 thalers 20 groschen et 3 thalers par semaine. Puisque, n'étant pas du métier, nous n'avions pas le droit de nous mêler au débat, Eras et moi nous avons ensuite mis le paquet en petit comité, sauf que ça ne servira à rien. »

Le 1er juillet Sonnemann répondit :

> « J'ai sous les yeux vos lettres des 23 et 28 juin. Je vous assure que la mise en garde à votre adresse n'était pas aussi mal intentionnée que vous l'avez sans doute imaginé. Je sais parfaitement combien vous êtes absorbé par votre travail et combien il vous est difficile de sacrifier encore du temps pour notre cause. Je ne demande pas non plus de longues lettres. Deux lignes suffisent bien pour rapporter brièvement un fait. Si vous m'aviez écrit tout de suite que les typographes n'ont pas besoin de notre soutien, cela aurait suffi pour l'instant.

---

intéresser l'Internationale, et en première lieu le syndicat des typographes, à la grève de leurs frères de Leipzig. Ces informations ne sont pas tout à fait justes. Premièrement, il n'y avait pas à cette époque de fédérations de typographes, et par conséquent de présidents de fédération ; deuxièmement les typographes refusèrent d'accepter de l'argent d'organisations politiques. Comme je pus l'établir, pour avoir le contact avec les syndicats de typographes londoniens, les grévistes s'adressèrent au Conseil général, qui exauça leur souhait et transmit par une délégation (K. Marx, Cremer et Fox) aux typographes de Londres la demande d'aide de ceux de Leipzig (Note de Bebel).

> En ce qui concerne à présent cette affaire-là, je suis content que pour le moment les gens là-bas ne manquent pas d'argent. Je vous prie seulement de leur répéter qu'en cas de besoin le comité est prêt à les défendre et je me suis aussi prononcé dans ce sens dans notre « feuille ».

C'est là-dessus que prit fin notre correspondance sur la grève des typographes. Les typographes n'obtinrent qu'un succès partiel. La plupart de leurs dirigeants furent frappés de sanctions. En août, l'association des typographes décida de quadrupler la cotisation, d'abord pour rembourser les emprunts qu'on lui avait accordés et ensuite pour pouvoir aider correctement ceux que des sanctions frappaient encore. La commission tarifaire fut condamnée à quatorze jours de prison pour violation du paragraphe sur les grèves dans la loi saxonne sur les métiers. Après dépôt d'un recours, le jugement fut cassé. Contre toute attente, les cordonniers eurent plus de chance, ils obtinrent jusqu'à 25 pour cent d'augmentation de salaire. Ce qui les servit bien, c'était que les maîtres n'avaient pas d'organisation, et que c'était la plupart du temps de petits patrons qui n'avaient pas les moyens de résister.

L'attitude, lors des grèves de Leipzig, d'un certain nombre de libéraux connus m'amena à dire dans le numéro 8 de la « feuille du comité permanent » que, de fait, c'était précisément chez ceux qui en permanence avaient fait les yeux doux au peuple, et qui s'étaient présentés comme des amis du peuple, que les revendications des travailleurs avaient rencontré la résistance la plus déterminée. Il ne fallait donc pas s'étonner que, même dans les cercles ouvriers qui n'avaient rien à voir avec le lassallisme, on entende porter les jugements rien moins que flatteurs sur la conduite d'une partie du Parti du progrès. Cela n'augmenta pas la sympathie à leur égard.

Ce même été (juillet) nous appelâmes à des assemblées ouvrières pour protester contre les décisions des chambres de commerce et de métier de Dresde et Zwickau, qui avaient décidé, contrairement à la législation des métiers, que ce n'était pas les ouvriers mais les employeurs qui devaient conserver les livrets de travail nouvellement introduits ; ils devaient aussi avoir le droit, sans l'accord de l'ouvrier, d'inscrire dans le livret de travail des remarques sur son attitude. L'appel à se joindre à notre protestation, que nous publiâmes à l'intention des travailleurs saxons, eut un bon succès. Les lassalliens firent là-dessus cause commune avec nous.

Le congrès de Stuttgart

Le comité permanent avait convoqué le troisième congrès des associations ouvrières, du 3 au 5 septembre 1865 à Stuttgart. Soixante associations et une fédération régionale y étaient représentées par soixante délégués. Parmi les délégués on distinguait entre autres : Hermann Greulich (Reutlingen), le professeur Eckardt (Mannheim), le banquier Eduard Pfeiffer (Stuttgart), Julius Motteler (Crimmitschau), qui était déjà à Leipzig en 1864, Streit (Cobourg), Staudinger (Nuremberg), le professeur Wundt (Heidelberg), qui se fit par la suite un grand nom en tant que physiologue et qui est actuellement professeur de psychologie physiologique à l'université de Leipzig. Parmi tous ceux nommés ici, Hermann Greulich quitta Reutlingen peu après le congrès de Stuttgart pour s'installer à Munich, où il devint socialiste presque en même temps que moi, mais lui en tant qu'élève de Karl Bürkli et Jean Philipp Becker. Vers cette même époque, Julius Motteler évolua de la même façon. Le professeur Eckardt était rédacteur de l'*Hebdomadaire allemand* fondé à Mannheim. Il se situait à l'aile gauche la plus extrême de la démocratie.

Dans le comité local, à côté du banquier Pfeiffer, il y avait l'avocat Hölder, plus tard ministre de l'Intérieur du Wurtemberg, qui, au nom du comité local et de la ville, prononça le discours de bienvenue. Bandow présidait. L'ordre du jour était à nouveau beaucoup trop chargé. Le point « Caisses de retraite pour la vieillesse » fut retiré sur demande de Sonnemann ; il voulait d'abord publier une brochure là-dessus. Je faisais le rapport sur les coopératives d'alimentation, comme il en existait à l'époque pour les célibataires dans nombre d'associations ouvrières de Suisse alémanique. Tel qu'on l'a imprimé, mon rapport contenait peu de choses. Mon discours fut le plus court de tous. Max Hirsch faisait le rapport sur la conquête du suffrage universel, égal et direct. Dans la résolution qu'il proposa, il recommandait que les associations ouvrières s'engagent de toutes leurs forces pour le conquérir. Cette résolution suscita l'opposition du professeur Wundt qui, au nom des associations d'Oldenburg et de celles de Bade, à l'exception de Mannheim, demanda de passer à l'ordre du jour, ce qui souleva une tempête d'indignation. Finalement Hirsch modifia sa résolution, mettant « ouvriers » allemands à la place d'« associations ouvrières » allemandes, après quoi elle fut adoptée à l'unanimité. Hirzel (Nuremberg) faisait le rapport sur le droit de coalition ; il demanda la suppression de toutes les limites qui s'opposaient à l'exercice de ce droit. La proposition fut adoptée à

l'unanimité. De même fut adoptée à l'unanimité la proposition de Bandow réclamant de supprimer les livrets de compagnon et l'obligation de prouver son identité.

Moritz Müller (Pforzheim), un fabricant de bijouterie un peu particulier mais dévoué et bienveillant à sa manière, faisait le rapport sur la question de la femme, question qu'il traitait comme une question à part. Dans son rapport tel qu'il est écrit, il demandait la pleine égalité des femmes avec les hommes, la création d'établissements de formation pour les ouvrières et celle d'associations ouvrières de femmes. C'est le débat sur cette question qui exigea le plus de temps. Ekardt déclara expressément que l'émancipation sociale de la femme incluait qu'on *accorde aussi le droit de vote aux femmes,* tout comme le congrès le réclamait pour les hommes. C'est avec cette interprétation qu'on adopta à une forte majorité les résolutions de Müller

Les décisions du congrès de Stuttgart, dans leur ensemble, représentaient incontestablement une poussée vers la gauche. Dans toutes les questions pratiques de politique intérieure, ceux qu'on appelait les partisans de l'aide à soi-même et les lassalliens se situaient maintenant sur le même terrain. L'organisation aussi y gagna une petite amélioration. La contribution annuelle de 2 thalers par association signifiait l'impuissance financière du comité permanent. Dans « les feuilles du comité permanent », je proposai donc d'augmenter d'abord la contribution de chaque association à 1 groschen annuel par *membre* et de verser un salaire de 300 thalers au président du comité permanent, afin de permettre à des personnes financièrement non indépendantes de remplir éventuellement elles aussi la fonction de président ; de même le congrès devait élire directement le président. Enfin je proposai, en raison des gros frais, de convoquer un congrès tous les deux ans seulement – ce qui n'était pas une proposition de génie de ma part – et de permettre ainsi un meilleur développement aux fédérations régionales. Après de vifs débats, on adopta la contribution de un groschen, que la commission d'organisation avait aussi proposée, les autres propositions furent rejetées. Le congrès décida également par 30 voix contre 22 qu'un organe officiel de l'association n'était pas nécessaire. Cette décision permettait d'éviter un conflit avec l'éditeur du *Journal [général allemand] des travailleurs* de Cobourg, qui avait de nombreux partisans parmi les associations. Je voudrais ajouter ici que les rapports actuellement existants sur le congrès sont incroyablement courts et très incomplets.

On élut au comité permanent : Bandow, Bebel, Eichelsdörfer, M. Hirsch, Hochberger (Esslingen), König (Hanau), F. A. Lange, Lippold (Glauchau), Richter (Hambourg), Sauerteig (Gotha), Sonnemann, Staudinger (Nuremberg). Sonnemann, réélu président par le comité, refusa son élection. À sa place on mit Staudinger qui, comme l'expérience le montra, n'était pas à

la hauteur de sa tâche. Staudinger, un homme assez âgé, était maître tailleur de son métier, et l'ingénieur Hirzel (Nuremberg) devait lui donner un coup de main en qualité de secrétaire.

Dans aucun congrès n'apparut aussi nettement qu'à Stuttgart la volonté des dirigeants des différents partis bourgeois d'avoir une influence déterminante sur les associations. Tous sentaient qu'il allait falloir prendre une décision dans la question nationale. Les querelles entre la gauche et la droite devenaient de plus en plus vives et tendues. Les oppositions entre d'un côté la Prusse et de l'autre l'Autriche et la majorité des États petits et moyens devenaient de plus en plus dures. L'occupation en commun des duchés du Schleswig-Holstein par des troupes autrichiennes et prussiennes, après la défaite des Danois et leur départ de ces deux pays, qui devenaient maintenant possessions allemandes, entraînait sans cesse de nouvelles causes de conflits. Le peuple allemand arriva peu à peu à un état d'intense excitation.

Ce climat se fit aussi sentir dans les toasts portés au banquet du congrès des associations, qui eut lieu le dimanche soir dans le local du siège du congrès, salle des Chants (la Liederhalle), le même local où quarante-deux ans plus tard, en août 1907, siégea le premier congrès ouvrier de l'Internationale sur le sol allemand. Pendant que Hölder et consorts développaient leurs fleurs de rhétorique en faveur de la direction prussienne, les démocrates, et en particulier leur porte-parole, Karl Mayer (Stuttgart), défendaient une solution radicale que nous, les jeunes, sans que le mot soit prononcé, nous considérions comme une défense de la république allemande. Karl Mayer, à l'époque le tribun le plus fêté du Wurtemberg, que la nature avait doté d'une voix de stentor, était assis à table juste en face de moi. Il se leva et, de toute la force de ses poumons, en des images saisissantes, il tonna contre le Parlement fédéral réactionnaire de Francfort, qui devait laisser sa place pour permettre une unification démocratique de l'Allemagne. Dans l'ardeur de son discours, il remontait les manches de son habit et de sa chemise et montrait deux bras musclés dont les gestes accompagnaient son discours. De temps en temps il tapait du poing sur la table, faisant danser verres et assiettes. Naturellement, son toast à l'Allemagne libre et démocratique déclencha un tonnerre d'applaudissements. La ville de Stuttgart aussi s'était mise en frais et le lundi après-midi, au cours d'une promenade au siège de la société de tir, elle nous offrit avec le goûter un vin de Souabe.

Chez Streit à Cobourg parut vers cette époque une brochure intitulée *Délivrance de l'Allemagne du plus profond de sa honte,* dans laquelle on faisait ouvertement de la propagande pour la république allemande, ce qui évidemment n'aurait pas été possible sans une révolution. Mais à l'époque l'idée de révolution n'effrayait personne. Les réminiscences des années révolutionnaires étaient ravivées par les discours et les écrits de ceux qui

y avaient — ou n'y avaient pas — participé. Qu'une révolution victorieuse soit possible, presque toute l'Allemagne y croyait, à l'exception de l'est de l'Elbe. J'ai déjà rapporté comment Bismarck et Miquel se résignaient à cette possibilité. Mais même M. von Bennigsen, l'ami de ce dernier, écrivait dès 1850 à sa mère une lettre dans laquelle, après avoir discuté de la situation d'alors au Schleswig-Holstein, il poursuivait :

« Tant que le Parti national ne gouverne pas en Prusse – et en ce moment encore ses dirigeants se demandent si, pour le prochain landtag, ils doivent vraiment faire au gouvernement actuel une opposition sérieuse qui vise à sa chute ! – le combat héroïque de ce pays allemand ne sert à rien. Je redoute bien trop que, pour faire déborder la coupe de la honte et de l'amertume, nous n'allions vivre, pour quelques années du moins, la soumission totale du Schleswig-Holstein. Cependant, sur tant de tombes, mauvais souvenirs et cauchemars ne seront pas seuls à troubler la tranquillité des familles royales de notre Europe. Dans une douzaine d'années tout au plus, c'est sûr, l'orage à nouveau grondera et se déchaînera, *et parmi nous, les plus jeunes, plusieurs jurent chaque jour en silence que, constitutionnels ou radicaux peu importe, on ne veut pas se laisser à nouveau abuser par de misérables promesses dans un moment de peur. On enverra toute la compagnie en Amérique et ensuite on tentera de se mettre d'accord si on veut se donner un roi ou un président*. Et cela, les partisans de Gagern et Dahlmann auront du mal à l'éviter une nouvelle fois, quelque envie qu'ils auront de l'atténuer… »

Douze ans plus tard, en tant que président de l'Union nationale allemande, l'auteur de cette lettre faisait partie des personnes les plus influentes d'Allemagne, il était peut-être même la plus influente. Mais M. von Bennigsen exécutait maintenant cette même politique qu'autrefois il critiquait violemment, quand elle était défendue par Gagern et Dahlmann. L'idée d'une révolution contre la Prusse de Bismarck était pour lui inimaginable. Et ce que vers la fin de sa vie il pensait de la révolution de 1848-1849 ressort très bien du débat mouvementé que j'avais intentionnellement provoqué au Reichstag allemand le 18 mars 1898, pour l'anniversaire du 18 mars 1848, débat au cours duquel M. von Bennigsen fut mon principal adversaire.

Ce que Lassalle, Marx et Engels pensaient d'une révolution prochaine en Allemagne, cela ressort de l'échange de lettres qu'ils eurent entre eux, éditées par Mehring chez Dietz à Stuttgart. De même, la marche triomphale de Garibaldi sur Naples et la Sicile (1860), qui valut à son promoteur une immense popularité dans tout le monde civilisé, avait renforcé la foi en la puissance des masses révolutionnaires.

Que, même dans les sphères haut placées de l'Allemagne du Sud, on ait pensé probable une révolution en faveur d'une unité de l'Allemagne, c'est ce qu'attestent les *Mémoires* du prince Hohenlohe qui, après avoir exposé

que le morcellement de l'Allemagne était à la longue insupportable, dit : « Cela explique que même les gens les plus pacifiques et les plus conservateurs en Allemagne sont amenés à déclarer : *C'est par la révolution que nous devons parvenir à l'unité, parce que par les voies légales nous ne pouvons pas atteindre ce but.* » Et le 23 mars 1866 le prince Charles de Bavière écrivait à Hohenlohe : « Il me semble qu'une occasion plus favorable d'arriver à une réforme fédérale *sans révolution* (souligné dans l'original)… », etc.

Si en haut on pensait ainsi, pourquoi pas en bas aussi ?

Les débats et résolutions du congrès de Stuttgart sur la liberté de coalition étaient une réponse aux débats similaires de la Chambre des députés prussienne. Schulze-Delitzsch et Faucher – ce dernier était également l'un de ces prétendus « économistes » qui, dans une assemblée populaire en 1864 à Leipzig, avait sérieusement tenté de démontrer que la question sociale pouvait être résolue le mieux du monde si chacun comprenait la comptabilité en partie double et avait une montre marchant bien pour tenir compte du temps – avaient demandé d'abroger les paragraphes 181 et 182 de la législation des métiers de 1845 concernant l'interdiction de coalition. Mais, curieusement, ils avaient omis de demander l'abrogation des paragraphes 183 et 184. Selon le paragraphe 183, la constitution de liaisons entre ouvriers de fabrique, compagnons, aides ou apprentis, non *autorisées* par la police, pouvait valoir aux initiateurs et aux dirigeants de l'association jusqu'à 50 thalers d'amende ou quatre mois de prison, et aux membres jusqu'à 20 thalers d'amende ou 15 jours de prison. Selon le paragraphe 184, l'abandon volontaire du travail, le refus de l'accomplir, la désobéissance grave ou l'indocilité obstinée pouvaient valoir jusqu'à 20 thalers d'amende ou 15 jours de prison. Sommés de s'expliquer, dans le *Social-Demokrat* de J. B. von Schweitzer et dans les assemblées, les auteurs de la proposition expliquèrent que le paragraphe 183 avait déjà été supprimé depuis quinze ans, avec la Constitution prussienne, et que le paragraphe 184 n'avait rien à voir avec le droit de coalition. Dans nos rangs aussi ce point de vue provoqua le mécontentement, et le *Journal des travailleurs* de Cobourg, qui se faisait de plus en plus résolu, attaqua très vivement là-dessus les Schulze-Delitzsch et consorts.

Cette faiblesse des libéraux en cette question, le conseiller privé conservateur Wagener, démagogue en chef, chercha à l'exploiter habilement en surenchérissant sur eux. Il proposa de rejeter la proposition de la commission sur la demande des libéraux – parce que sa formulation autorisait des doutes – et de demander au gouvernement de présenter une proposition de loi qui non seulement supprimerait de la législation des métiers l'ensemble des dispositions d'exception limitant le droit de réunion des travailleurs,

mais, en lien avec cela, préparerait aussi la voie à de telles organisations, qui permettraient à l'état ouvrier de prendre au sein de l'État la place qui lui revient de droit et de servir et représenter lui-même ses propres intérêts. Donc des associations de métiers obligatoires, constituées par la loi.

Voilà ce que proposaient les conservateurs, à l'époque, quand il s'agissait de couper l'herbe sous les pieds de la bourgeoisie libérale !

Une autre affaire dans laquelle les deux partis ouvriers marchèrent main dans la main fut la fête des députés de Cologne et son déroulement. Les progressistes de Cologne avaient invité les députés prussiens du Parti du progrès, c'est-à-dire la très grande majorité de la Chambre basse, à venir à Cologne le 22 juillet 1865 pour une fête de la réforme, dont le clou devait être un banquet à Gürzenich. M. von Bismarck fit interdire la tenue de la fête et le maire de Cologne, Bachem, eut la faiblesse de retirer l'autorisation d'utiliser la salle de Gürzenich. L'événement fit grand bruit. Lorsque les députés, qui du reste n'étaient là qu'en très petit nombre, arrivèrent à Cologne, M. von Bismarck fit disperser leurs réunions par la police et l'armée. On prit alors le vapeur pour Oberlahnstein, pour faire là-bas, sur le sol du petit État de Nassau, ce qui n'était pas possible dans l'État de la mission allemande, la Prusse. Mais là-bas aussi l'armée intervint et empêcha la réunion. Des protestations s'élevèrent partout contre ce coup de force de Bismarck. À Berlin, Leipzig et ailleurs, lassalliens et membres des associations ouvrières marchèrent ensemble pour protester très énergiquement contre les événements de Cologne et exiger la totale liberté d'association et de réunion. Tout comme le *Social-Demokrat*, le *Journal des travailleurs* de Cobourg se mit en campagne, moquant et raillant les députés progressistes qui dans cette affaire n'avaient pas manifesté le moindre courage.

Ces événements amenèrent une correspondance entre Sonnemann et Fr[iedrich] Alb[ert] Lange. Ce dernier s'était rendu à Cologne à l'occasion de la fête. Sonnemann se plaignit qu'il (Lange) ne lui ait pas envoyé de compte rendu sur les événements de Cologne et pensait que les sociaux-démocrates jouaient leur va-tout mais qu'ils perdraient la partie. Il joignait à son courrier une lettre de Bandow, malheureusement malade en ce moment important, sur les événements de Cologne, et disait qu'il me la fasse suivre une fois qu'il en aurait pris connaissance, et qu'ensuite je la lui retourne (à lui, Sonnemann). Ce que la lettre contenait, je ne m'en souviens plus. Lange répondit le 31 juillet 1865 :

> « En ce qui concerne l'assemblée chez Laatsch (assemblée ouvrière à Cologne) je n'ai pas trouvé opportun d'en dire grand-chose. L'ambiance était en soi excellente. Mais, pas plus que vous, je ne veux, dans cette période de fermentation, prendre la responsabilité de donner de mon propre chef un mot d'ordre, ce qui aurait

été nécessaire s'il y avait eu un compte rendu de cette assemblée aux conséquences intéressantes…

Exactement comme vous, j'estime que nous sommes dans une période extrêmement critique. Du reste, je ne crois pas que Schweitzer joue totalement son va-tout. Car il perdrait à coup sûr. Actuellement les travailleurs, en particulier en Rhénanie, n'envisagent nullement de se soulever pour le principe. Je crois qu'on cherche à laisser en tout honneur tuer le *Social-Demokrat*, pour ensuite, appuyé sur l'organisation mise en place publiquement, introduire un système de sociétés secrètes (?). Je ne me laisse pas aveugler par l'éclat de la fête des députés. Je n'ai jamais ressenti plus nettement que c'en est fini de l'actuel Parti du progrès, mais *notre* temps n'est pas encore venu.

Observer et tenir en mains les fils, élargir les liens, regrouper des amis ; mais ne pas donner de mots d'ordre. Quand il sera temps, on verra bien *si nous pouvons marcher ensemble*. En attendant soignons nos relations…

Pour en revenir à l'attitude de notre feuille (les « feuilles volantes ») et à la crise politique et sociale, je recommande encore une fois de traiter la partie sociale en détail et de manière attractive, mais sur un ton objectif ; *la partie politique en revanche de manière mordante, aussi claire qu'il est possible contre l'ensemble de la politique actuelle des princes régnants. Dans les querelles de ces hommes, on ne peut plus prendre d'autre parti que contre tous, immuablement, et à plus forte raison contre ceux qui jouent momentanémen*t de *la flûte libérale.* »

Dans un post-scriptum Lange écrit : « *Je viens de m'apercevoir que le début de ma lettre est inutilement mystérieux. Sur l'assemblée chez Laatsch, les comptes rendus de l'ensemble des feuilles libérales sont pure invention. En dehors de W. Angerstein, il n'y avait là-bas aucun correspondant. Après l'assemblée, un cortège spontané s'organisa à travers la ville pour saluer les députés. Devant le commissariat central, vivats au droit de réunion, etc. Le mouvement avait échappé aux lassalliens, tout autant qu'il était allé de travers pour les libéraux. La foule cherchait des dirigeants. Sur un signe d'Angerstein et moi, elle aurait fait ce que nous voulions… D'ailleurs toute la chose fut totalement spontanée. Personne ne dirigeait. On a donc vu ce qui peut arriver si le gouvernement continue ainsi.* »

Dans le document cité, Lange laissait entendre qu'il pourrait y avoir plus tard une scission dans le comité permanent et parmi les associations. Là-dessus, il s'exprima encore plus nettement dans une lettre à Sonnemann du 10 février 1865. Il y était dit :

> « En ce qui concerne ma position sur la question ouvrière, j'avais au début le projet de ne rester au comité permanent qu'à condition qu'on accepte ma petite brochure (*La question ouvrière*) ; mais maintenant il me semble à tous égards plus opportun de défendre ma position, même si je devais m'opposer un peu plus sévèrement à la majorité. Après tout, il faut bien que les esprits s'entrechoquent. »

Pendant l'année 1865 et au début de 1866, il sembla un moment que les deux courants rivaux du mouvement ouvrier allaient se rassembler. Mis à part les cas déjà mentionnés où lassalliens et partisans des associations ouvrières faisaient cause commune et avançaient des revendications communes, le 17 juillet 1865 une assemblée de la région du Main, dans laquelle Lauer et Welcker (Francfort-sur-le-Main) étaient les orateurs de l'Association générale des travailleurs allemands, se prononça comme suit :

« *Le congrès ouvrier déclare que, dans l'intérêt de la cause de l'état ouvrier, il considère la division dans le mouvement ouvrier comme préjudiciable et nuisible, et l'assemblée, qui se compose de membres des associations d'éducation de la région du Main et de membres de l'Association générale des travailleurs allemands, se déclare prête à soutenir toute démarche vers l'unification.* » L'orateur principal dans cette assemblée était le professeur Eckardt, qui avait fondé son discours sur le thème « aide de l'État et aide à soi-même ». Une tentative d'union semblable, faite mi-janvier 1866 à Leipzig, échoua ; en revanche, on se mit d'accord pour lutter ensemble pour la conquête du suffrage universel égal, direct et secret. L'orateur principal dans cette assemblée était le professeur Wuttke.

Par ailleurs, peu après à Dresde une autre assemblée ouvrière, convoquée elle aussi avec la collaboration des deux partis ouvriers, réclama un Parlement constituant sur la base du suffrage universel et, pour le protéger et le soutenir, l'introduction de l'armement général du peuple. Une grande assemblée populaire à Berlin, sous la présidence de Bandow, présenta les mêmes revendications.

À Noël 1865, suite à un appel de Fritzsche, on convoqua à Leipzig un congrès général des ouvriers cigariers allemands, lors duquel il fut décidé de créer une fédération pour toute l'Allemagne. Au printemps suivant parut le *Messager* (*Botschafter*) comme journal de la fédération, dont Fritzsche devint le rédacteur. Ainsi était créé le premier syndicat organisé à l'échelle de l'Allemagne. À sa tête il y avait un directoire de trois personnes, dont Fritzsche était le président. Vers cette époque, des syndicats locaux existaient déjà en nombre considérable, aussi bien à Leipzig qu'ailleurs. De même, dès l'été 1864 fut créée à Zwickau une association de mineurs, dont les membres étaient disséminés sur le bassin minier de Zwickau-Lugau-Stollberger. C'était la première organisation moderne de mineurs. Son fondateur et dirigeant était un mineur licencié par mesure disciplinaire

du nom de Dinter, dont les efforts furent vivement soutenus par Motteler, W. Stolle et moi-même, et plus tard aussi par Liebknecht. Je tins parmi les mineurs saxons plusieurs réunions en faveur de cette organisation.

Dans une assemblée régionale, en juillet à Glauchau, j'avais proposé de créer, au mépris du ministère, une fédération régionale, au risque qu'elle soit réprimée et nous sanctionnés. Mais on ne fut pas d'accord avec ma suggestion. Je retirai donc ma proposition. À la place, on décida de créer une association pour promouvoir et soutenir matériellement et moralement les intérêts des associations ouvrières, dont je devins le président. On décida encore que chaque membre devait payer une contribution annuelle de 1 groschen. 29 associations comptant 4600 membres adhérèrent à la nouvelle alliance. Les autorités n'y mirent pas d'obstacle.

Lorsque vingt ans plus tard, en tant que membre du landtag saxon, j'attaquai de la manière la plus virulente le successeur de M. von Beust, M. von Nostitz-Wallwitz, en raison de l'interprétation honteuse qu'il fit contre nous de la loi saxonne d'association et de réunion, et que je déclarai que, comparé à son gouvernement, le gouvernement de M. von Beust avait encore été un modèle de libéralisme, M. von Beust s'empressa, pour se justifier, de reprendre ce mot dans ses Mémoires. Dans une certaine mesure, il en avait le droit. Toutes les chicanes et interprétations abusives sur la base de la loi d'association et de réunion qui s'ensuivirent en Saxe, pendant des décennies, dépassaient l'entendement. Du banc des ministres, M. von Nostitz-Wallwitz aussi bien que son successeur, M. von Metzsch, n'expliquaient-ils pas constamment qu'il fallait pour la social-démocratie utiliser une mesure autre que pour tout autre parti ? Cela voulait donc dire que le droit était remplacé par l'arbitraire des fonctionnaires. Et en matière d'arbitraire, ceux-ci ont fait tout ce qui était humainement possible.

En août 1865, Bismarck avait interdit en Prusse le *Journal des travailleurs* de Cobourg. Parmi les personnes qui tombèrent également victimes de son gouvernement, parce qu'elles s'opposaient à sa politique et dénonçaient aux travailleurs son véritable caractère, il y avait en première place Liebknecht.

Wilhelm Liebknecht

Liebknecht ainsi que Bernhard Becker furent expulsés de Prusse en juillet 1865. Depuis l'été 1862, Liebknecht était revenu à Berlin, après treize ans d'exil. L'amnistie de 1860 le lui permettait. Il obéissait à l'appel du vieux révolutionnaire August Brass, dont en même temps qu'Engels il avait fait la connaissance en Suisse, et qui, comme cela a déjà été dit, avait fondé à Berlin à l'été 1862 un journal démocratique grand-allemand, le *Journal général de l'Allemagne du Nord*. Pour la rédaction, on avait recruté Robert Schweichel et Liebknecht, ce dernier pour la politique étrangère. Aucun des deux n'avait le moindre doute sur la personnalité de Brass : n'avait-il pas fait partie des révolutionnaires les plus radicaux ? Mais, lorsqu'en septembre 1862 Bismarck devint ministre-président, tous deux découvrirent bien vite que quelque chose n'allait pas. Le soupçon se confirma lorsqu'un jour le hasard voulut que Schweichel reçoive pour Brass, d'un coursier du ministère, un texte dont le contenu, comme le coursier le signala, devait être immédiatement publié. Tous deux démissionnèrent et quittèrent la rédaction. Comme Liebknecht le déclarait publiquement à l'occasion, un an après qu'il avait quitté le *Journal général de l'Allemagne du Nord*, Lassalle lui reprochait encore d'avoir renoncé à sa situation. Liebknecht, qui à l'époque avait une femme et deux enfants qu'il avait fait venir de Londres à Berlin, gagnait maintenant sa vie comme correspondant pour plusieurs journaux. Lorsque je fis sa connaissance, il écrivait entre autres pour *Le Courrier du Haut-Rhin de* Fribourg en Bade, pour le *Quotidien* démocratique de Rechbauer à Graz et pour l'*Hebdomadaire allemand* de Mannheim, dont il ne touchait cependant presque pas d'honoraires. Plus tard, il écrivit aussi quelques années pour le *Journal de Francfort*. Il faisait des conférences publiques, en particulier dans les associations berlinoises des typographes et dans celles des tailleurs, mais aussi dans des assemblées populaires et ouvrières où il combattait la politique de Bismarck, politique dont il considérait que J. B. von Schweitzer, le rédacteur du *Social-Demokrat*, était l'écuyer.

Après son expulsion, il alla d'abord à Hanovre, où Schweichel avait trouvé une place de rédacteur aux *Annonces du Hanovre*. Mais comme il n'y avait là rien pour lui, il alla à Leipzig où, un jour, début août, il me fut présenté par Eras, qui était à l'époque rédacteur du *Journal populaire de l'Allemagne du Centre*. Liebknecht, dont je connaissais par les journaux l'activité et l'expulsion, m'intéressait bien sûr très vivement. Il avait alors

quarante ans, mais possédait le feu et la vitalité d'un jeune homme. Tout de suite après nous être salués, nous entamâmes une discussion politique dans laquelle il attaqua et caractérisa avec une telle véhémence et une telle brutalité le Parti du progrès, et en particulier ses chefs, que moi, qui pourtant ne voyais alors plus en eux de petits saints, j'en restai tout interdit. Cependant c'était un être d'exception et sa rudesse ne nous empêcha pas de devenir bientôt amis.

Pour nous, en Saxe, Liebknecht arrivait à point. En juillet, à la conférence régionale de Glauchau, nous avions décidé d'envoyer des prédicateurs itinérants. Mais c'était plus facile à dire qu'à faire, car on n'avait pas les personnes adéquates, dont le mode de vie permettait une telle activité. Liebknecht se mit volontiers à notre disposition pour ces tournées de conférences. Dans l'association d'éducation ouvrière aussi il était le bienvenu comme conférencier, et bientôt ses conférences furent les plus fréquentées de toutes. De plus, dans l'association d'éducation, il se chargea des cours d'anglais et de français. Il parvint ainsi peu à peu à gagner sa vie, à vrai dire très modestement. Néanmoins, comme je l'appris plus tard, il était obligé de vendre au bouquiniste plus d'un bon livre. Sa situation empira encore du fait que sa (première) femme était poitrinaire et aurait eu besoin de soins sérieux. De l'extérieur, on ne remarquait pas que Liebknecht avait des soucis, à le voir et à l'entendre on ne pouvait s'empêcher de croire qu'il se trouvait dans une situation satisfaisante.

Il fit sa première tournée de propagande dans l'Erzgebirge inférieur, en particulier dans les villages ouvriers du Mülsengrund, ce qui lui permit de préparer sa future candidature au Parlement de l'Allemagne du Nord. Comme j'entreprenais moi aussi souvent des voyages de propagande et qu'à partir de là nous avions la plupart du temps des attitudes communes dans toutes les questions politiques, nos noms furent de plus en plus cités en public, au point qu'on nous considéra en fin de compte comme deux inséparables. Cela alla si loin que, lorsque dans la deuxième moitié des années 1870 un camarade devint mon associé, il nous arrivait parfois des lettres d'affaires adressées, non pas à Issleib & Bebel, mais à Liebknecht & Bebel, ce qui à chaque fois nous faisait rire.

Dans ces pages, j'aurai assez souvent à mentionner Liebknecht, mais je ne peux pas donner ici une description de sa vie. Quiconque s'y intéresse trouvera de plus amples détails dans le livre *Le procès pour haute trahison contre Liebknecht, Bebel, Hepner*, et dans la brochure de Kurt Eisner *Wilhelm Liebknecht*. Ces deux publications sont parues à la librairie Vorwärts.

Son tempérament de combattant né était porté par un optimisme inébranlable, sans lequel on ne peut atteindre de grands objectifs. Aucun coup, aussi dur soit-il, porté contre lui personnellement ou contre le parti ne pouvait un seul instant le décourager ou lui faire perdre son sang-froid.

Rien ne le décontenançait, il savait toujours comment s'en sortir. Contre les attaques des adversaires sa devise était : à coquin, coquin et demi. Intraitable et brutal face aux adversaires, face aux amis et aux camarades il était toujours un bon camarade, qui cherchait à aplanir les oppositions existantes.

Dans sa vie privée, Liebknecht était un mari et père de famille attentionné, attaché aux siens d'un grand amour. Il était aussi un grand ami de la nature. Quelques beaux arbres dans une contrée par ailleurs sans charme pouvaient l'enthousiasmer et l'amener à trouver belle cette contrée. Ses besoins étaient simples et faciles à contenter. Une excellente soupe que ma jeune femme lui prépara un jour, peu après notre mariage en 1866, provoqua en lui un tel enthousiasme qu'il ne l'oublia jamais sa vie durant. Il aimait un bon verre de bière ou un bon verre de vin et un bon cigare, mais il ne faisait pas de trop grandes dépenses pour cela. S'il portait un nouveau vêtement, ce qui n'arrivait pas souvent, et que je ne m'en étais pas aperçu tout de suite et n'avais pas donné mon avis sur lui, je pouvais être sûr que, passé quelques minutes, il attirait mon attention sur lui et demandait ce que j'en pensais. C'était un homme de fer avec une âme d'enfant. Lorsque Liebknecht mourut, le 7 août 1900, il y avait trente-cinq ans jour pour jour que nous avions fait connaissance.

Dans son activité de parti, Liebknecht aimait créer des faits accomplis, quand il supposait qu'un de ses projets rencontrerait de la résistance. Au début, je souffris beaucoup de cette particularité, car en règle générale c'était à moi d'avaler la soupe qu'il avait mijotée. Étant donné son manque de sens pratique, c'est d'autres qui devaient se charger d'exécuter les mesures qu'il avait prises. Mais finalement je trouvai le courage de me libérer de l'influence de son caractère autoritaire et désormais nous nous affrontions parfois durement sans que le public le remarque et sans que notre relation en soit affectée durablement.

On a beaucoup écrit sur l'influence que Liebknecht a eue sur moi ; on affirmait par exemple que c'est seulement grâce à son influence que je devins socialiste. Dans une brochure parue chez Langen à Munich en 1909, on dit en plus que Liebknecht a fait de moi un marxiste, que je m'étais déclaré marxiste en septembre 1868 au congrès de Nuremberg. À l'en croire, Liebknecht aurait eu besoin de trois pleines années pour transformer Saul en Paul.

Liebknecht avait quatorze ans de plus que moi, il avait donc, quand nous avons lié connaissance, une longue expérience politique d'avance sur moi. Liebknecht était un homme cultivé dans le domaine scientifique, qui avait fait de solides études ; cette formation scientifique me faisait défaut. Enfin, il avait été pendant douze ans, en Angleterre, en relation intime avec Marx et Engels et en avait beaucoup appris, fréquentation qui me faisait

aussi défaut. Il était donc tout à fait naturel que dans ces conditions il exerce une influence considérable sur moi. Sinon, cela aurait été une honte pour lui de ne pas avoir été capable d'exercer cette influence, ou bien une honte pour moi de n'avoir su profiter de ma relation avec lui. Une de mes connaissances de cette époque écrivit il y a quelques années dans le *Journal populaire de Leipzig* qu'il m'avait (en 1865) entendu raconter en petit comité comment j'avais fait connaissance avec Liebknecht et que j'aurais à ce propos fait la remarque : « *Bon sang ! il y a des choses à apprendre de cet homme !* » Cela pourrait bien être vrai. Mais socialiste, je le serais devenu même sans lui, car j'étais en train de le devenir lorsque je fis sa connaissance. En combat permanent avec les lassalliens, j'étais obligé de lire les écrits de Lassalle pour savoir ce qu'ils voulaient, et c'est ainsi que se réalisa bientôt en moi une transformation.

Toute ma vie, dès que sur une question je m'apercevais que le point de vue que j'avais jusque-là défendu était insoutenable, j'ai eu pour principe de l'abandonner, de suivre sans hésitation ma nouvelle conviction et aussi de la défendre publiquement et fermement. En l'occurrence, c'est l'attitude des porte-parole libéraux, aussi bien en politique qu'à l'égard en particulier des questions ouvrières, qui me permit d'abandonner facilement mon ancien point de vue et de passer dans le camp socialiste. Ce changement ne me coûta pas de grands débats de conscience et, si cela devait m'amener à sacrifier de vieilles relations personnelles qui m'étaient chères, j'acceptais cela comme une conséquence naturelle. J'ai, je le crois, placé en tout temps la cause au-dessus de la personne ; ni liens familiaux ni liens d'amitié ne m'ont détourné de faire ce que je considérais comme indispensable pour la cause que je défendais.

En l'occurrence, on peut dire de mes relations avec Liebknecht qu'elles ont indubitablement accéléré ma mue socialiste. Ce mérite, il l'a bien. C'est un peu la même chose pour l'affirmation selon laquelle Liebknecht aurait fait de moi un marxiste. J'ai dans ces années-là entendu de lui beaucoup de très bons exposés et de très bons discours. Il parlait du syndicalisme anglais, des révolutions anglaise et française, des mouvements populaires allemands, des questions politiques du jour, etc. S'il venait à parler de Marx et Lassalle, c'était alors toujours polémique, mais dans mon souvenir je n'ai jamais entendu de sa part d'analyses théoriques un peu longues. Et pour des cours privés nous n'avions le temps ni lui ni moi, les combats du jour et ce qui en découlait nous interdisaient les discussions théoriques privées. De toute façon, par toutes ses prédispositions, Liebknecht était bien plus un politicien aux larges vues qu'un théoricien. La grande politique était son occupation favorite.

Comme presque tous ceux qui sont devenus socialistes à l'époque, c'est plutôt par Lassalle que je suis arrivé à Marx. Nous avions entre les mains les

textes de Lassalle bien avant de connaître un seul texte de Marx et Engels. L'influence que Lassalle eut sur moi apparaît nettement dans ma première brochure, *Nos objectifs*, qui parut en 1869. Mais c'est seulement vers la fin de 1869, parce que j'étais en prison, que je trouvai assez de temps et de calme pour lire à fond le premier tome du *Capital* de Marx, paru à la fin de l'été 1867. Cinq ans avant, j'avais tenté d'étudier l'ouvrage de Marx *Critique de l'économie politique* paru en 1859, mais cela n'alla pas au-delà d'une tentative. Surcharge de travail et lutte pour l'existence ne me laissaient pas le loisir nécessaire pour digérer intellectuellement cet ouvrage difficile. Mais le *Manifeste communiste* et les autres écrits de Marx et Engels ne furent connus dans le parti que vers la fin des années 1860 et au début des années 1870. Le premier texte de Marx qui me tomba entre les mains et que je lus avec délice était l'*Adresse inaugurale* pour la création de l'Association internationale des travailleurs. Je pris connaissance de ce texte en 1865. Fin 1866 j'adhérai à l'Association internationale des travailleurs.

Mécontentement croissant dans les associations ouvrières

La situation politique décourageante, dont les travailleurs prenaient de plus en plus conscience, agissait naturellement aussi sur leur état d'esprit. Tout le monde réclamait du changement. Mais cette idée se perdait en fumée, car il n'y n'avait pas de direction claire et sûre de son but en qui avoir confiance, et il n'y avait pas non plus d'organisation solide pour regrouper les forces. Jamais un mouvement, excellent dans le fond, ne donna aussi peu de résultats. Toutes les réunions étaient combles, et celui qui parlait de la façon la plus vive était l'homme du jour. Cet état d'esprit régnait avant tout dans l'association d'éducation ouvrière de Leipzig. Fin octobre je fis venir le professeur Eckardt de Mannheim, l'un des orateurs les plus brillants de ce temps, pour qu'après son intervention dans une assemblée populaire de Leipzig il fasse aussi une conférence à l'association d'éducation ouvrière. Il y traita de la place de l'ouvrier dans la situation qui régnait alors, en particulier concernant ses revendications sociales. Sur ce dernier point, il se prononça résolument pour l'intervention de l'État. Il n'avait rien à objecter à l'idée lassallienne de l'aide de l'État, du moment qu'elle provenait d'un État démocratique. L'orateur recueillit des tonnerres d'applaudissements et ne rencontra pas la moindre opposition.

Pour vérifier l'état d'esprit dans l'association après ce genre de conférence, en tant que président je prenais d'habitude la parole après la conférence, apportais un bref éclairage critique, et exprimais ma propre opinion. S'il y avait des désaccords, ils s'exprimaient à coup sûr à partir de mes propos. S'il existait des incompréhensions, les questions permettaient de les éclaircir. On saluait de tous côtés cette méthode que j'avais d'utiliser à fond une conférence dans l'intérêt des auditeurs. Mais il fallait procéder autrement quand il s'agissait d'atteindre un but précis. L'impossibilité d'établir des liaisons légales entre les associations entravait beaucoup nos efforts. Un échange oral d'idées plus fréquent sur les buts et objectifs était d'autant plus nécessaire qu'il nous manquait un organe de presse. Nous nous décidâmes donc fin 1865, malgré les refus répétés, à demander une nouvelle fois au gouvernement saxon d'autoriser une fédération régionale. Le ministère posa à nouveau des conditions que nous ne pouvions accepter. Cependant, au comité directeur de l'association pour la promotion des intérêts matériels et moraux des associations ouvrières, nous décidâmes de laisser les associations trancher, et nous convoquâmes une assemblée

régionale pour le 28 janvier 1866 à Zwickau, dont nous fixâmes l'ordre du jour comme s'il n'y avait aucun obstacle légal. Selon cet ordre du jour, après le rapport sur l'exercice, on devait discuter de la réponse du gouvernement. Par ailleurs on devait discuter de pétitions pour une pleine liberté de commerce, d'industrie, de travail et de circulation, pour hâter une loi libérale d'association, pour la suppression des livrets de travail et de service et toutes les limitations de laissez-passer. Ensuite on devait discuter des propositions des associations et procéder à l'élection du comité directeur. Sur l'obtention du suffrage universel, nous voulions avoir une discussion entre nous pour nous mettre d'accord.

Pour la direction de la police de Leipzig, notre ordre du jour allait trop loin. Notre secrétaire Germann et moi nous fûmes convoqués et priés de le modifier, sans quoi la conférence ne pourrait avoir lieu et les associations seraient déclarées politiques, ce qui aurait interdit une liaison entre elles. Le directeur de la police de Leipzig était à l'époque un certain Rüder, un ancien démocrate de quarante-huit, mais qui appliquait la loi d'association et de réunion plus durement qu'aucun conservateur. Alors, nous n'avons mis à l'ordre du jour que la discussion de l'ordonnance ministérielle, mais en sous-main nous avons averti les associations de se faire bien représenter, car nous tenterions à la conférence de faire adopter ce qui serait possible. Étaient présents 31 représentants de 24 associations. Les débats commencèrent le dimanche matin. Lorsqu'un représentant de Werdau proposa de mettre à l'ordre du jour la diminution légale du temps de travail, le commissaire de police présent s'y opposa. Sur l'ordonnance du ministère (Beust), je proposai à l'assemblée de déclarer :

« *Considérant que l'ordonnance du ministère de l'Intérieur n'autorise les associations ouvrières saxonnes à fonder une fédération régionale qu'à condition qu'elles ne s'occupent pas d'affaires politiques, sociales ou publiques, mais que par cette limitation on réduit à zéro l'activité des associations, l'assemblée décide de renoncer à créer une fédération régionale et laisse chaque association choisir comment elle accomplira son devoir.* »

La conséquence de ces événements de Zwickau fut que la direction de police de Leipzig plaça l'association d'éducation ouvrière sous le coup de la loi d'association, c'est-à-dire qu'elle la considéra désormais comme une association politique.

L'attitude du *Journal populaire* de Berlin, qu'on pouvait consulter dans les salles de lecture, suscitait depuis longtemps un grand mécontentement dans l'association d'éducation ouvrière de Leipzig, tant pour sa position antidémocratique que pour l'hostilité avec laquelle il combattait les revendications ouvrières qui n'arrêtaient pas. Dans l'assemblée générale de l'association (mars 1866) je proposai, au nom de la direction, de résilier l'abonnement au *Journal populaire* de Berlin et à la place de s'abonner à

la *Gazette rhénane* de Cologne. Cette proposition donna lieu à un débat orageux, mais elle fut finalement adoptée par 160 voix contre 17. Cette décision amena la presse libérale à attaquer violemment l'association, et moi personnellement. On me considérait, non sans raison, comme l'auteur de la proposition.

La liberté de l'industrie, du commerce et du travail introduite en Saxe en 1863 stipulait que quiconque voulait se mettre à son compte devait d'abord obtenir le droit de citoyenneté communale. Mais cela coûtait cher, en particulier dans les grandes villes. Commença alors à Leipzig, l'hiver 1865-1866, un mouvement visant à supprimer ou tout au moins à réduire les taxes pour le droit de citoyenneté et à transformer radicalement la réglementation municipale saxonne. Les dirigeants libéraux étaient alors à la tête de ce mouvement. J'étais aussi présent aux assemblées sur ce sujet et, à ce qu'on m'assura plusieurs fois, j'y aurais fait les meilleurs discours. Après s'être mis d'accord sur les revendications essentielles, on mit en place un comité, dont je faisais aussi partie, pour mettre en route la propagande sur toute la Saxe. Mais notre travail s'avéra rapidement inutile. Lorsqu'au printemps 1866 nous étions prêts à commencer la propagande, l'aggravation des oppositions entre la Prusse et l'Autriche et les discussions sur la solution de la question nationale avaient pris une telle ampleur qu'elles reléguèrent à l'arrière-plan tout autre sujet. Ce fut le sort de notre propagande pour une modification de la réglementation municipale saxonne de l'industrie, du commerce et du travail. En revanche les revendications politiques passaient désormais au premier plan.

Les 24 et 25 mars eurent lieu à Dresde plusieurs assemblées sur ce sujet, auxquelles Leipzig me délégua, et qui avaient aussi à l'ordre du jour la question de l'unification. En tant que délégué de Leipzig, je me prononçai pour une alliance entre nous tous, en revanche Vahlteich fit l'erreur d'attaquer violemment les membres de l'Association générale des travailleurs allemands et de les accabler de reproches, ce qui provoqua une tempête d'indignation. Vahlteich ne pouvait oublier ce qui lui était arrivé dans l'Association générale des travailleurs allemands en tant qu'ancien secrétaire de Lassalle – il avait été exclu sur proposition de Lassalle, qui ne pouvait supporter d'être contredit – aussi tapait-il sur l'association chaque fois qu'il en avait l'occasion. Cependant, à la fin de cette assemblée, il vint à une conférence commune à laquelle participèrent vingt délégués des associations d'éducation ouvrières de Leipzig, Dresde, Chemnitz, Glauchau et Görlitz, les membres de l'Association générale des travailleurs allemands de Dresde, de Plauenscher Grund, Chemnitz et Glauchau, de l'association de anciens compagnons et des typographes de Dresde. On décida une campagne commune pour le suffrage universel, pour un droit démocratique d'association et de réunion, pour la liberté de circulation,

la liberté d'industrie, de commerce et de travail, pour la suppression des limitations de laissez-passer, pour l'introduction d'une réforme scolaire, l'entretien des écoles par l'État, une réglementation de la question salariale, des caisses de maladie et de secours et de la question des associations. Les présents se constituèrent en comité. Fösterling en devint le président.

Maintenant, toutes les organisations ouvrières existant à Dresde, y compris les fédérations des compagnons typographes, participaient à la convocation des assemblées. On agissait comme s'il n'existait plus de loi d'association saxonne interdisant les liaisons entre associations à buts politiques. On réclama aussi de tous côtés une alliance permanente des organisations ouvrières. La question du Parlement fut dorénavant objet de la plus vive propagande dans les cercles ouvriers. Nous revendiquions un Parlement constituant pour l'ensemble de l'Allemagne et l'introduction de l'armement général du peuple pour défendre le Parlement, revendication qui à l'époque allait de soi dans les cercles démocratiques, parce que, sans une telle défense, le Parlement pourrait être l'objet d'un coup d'État. Schulze-Delitzsch lui-même, en juillet 1862, à la fête allemande de tir à Francfort, n'avait-il pas déjà déclaré : « *La question du développement durable de conditions constitutionnelles libérales, face au pouvoir existant, ne sera pas résolue tant que l'armée populaire dans le peuple lui-même en armes ne se tiendra pas derrière le Parlement.* » L'évolution actuelle a confirmé la justesse de cette conception.

Elles étaient quelque peu étranges, les résolutions d'une assemblée qui eut lieu le 7 mai à Dresde et à laquelle assistèrent 2 000 personnes. Il y était dit :

> « 1. Nous condamnons toute politique qui paralyse la force du peuple et ne lui donne pas les garanties de sa liberté et de son bien-être. 2. Nous déclarons que céder ne serait-ce qu'un pouce de terre allemande c'est trahir la patrie. 3. Nous exigeons que Sa Majesté le roi et le gouvernement remplissent leurs devoirs envers la patrie et le peuple et que, par suite, les hommes qui s'opposent à ces devoirs en paralysant l'énergie de résistance soient remplacés par des gens qui agissent énergiquement et dans le sens du peuple. 4. Nous exigeons que le règne des privilèges, dont on voit maintenant clairement qu'il aboutit à nuire au pays, soit remplacé par le rétablissement du suffrage universel égal et direct avec vote secret et éligibilité sans restriction aucune. 5. Nous exigeons que le gouvernement de Sa Majesté annonce la décision de convoquer le Parlement sur la base des arrêtés fédéraux du 30 mars et du 9 avril 1848, et d'entreprendre de résoudre la question constitutionnelle allemande dans le sens du penchant exprimé en février 1849 à l'Assemblée nationale

allemande. 6. Nous exigeons le rétablissement immédiat des droits fondamentaux allemands et l'armement général du peuple. »

Puis on élut une délégation dont faisaient partie Fösterling, Knöfel et l'avocat Schraps, pour présenter au roi les vœux de l'assemblée. Le roi refusa naturellement de recevoir cette délégation.

Finalement, bon gré mal gré, le gouvernement saxon aussi, poussé par l'état d'esprit dans le pays et par le landtag convoqué entre-temps, dut prendre position sur la question de la réforme fédérale. M. von Beust était maintenant dans l'embarras, lui jusque-là partisan de l'impossible projet de réforme autrichien et qui avait même parlé avec ardeur en faveur de l'idée de la Triade. Interrogé par la députation de la Chambre basse du landtag sur la position qu'aurait désormais le gouvernement sur le projet de réforme autrichien, il déclara qu'il n'était pas dans son intention de revenir sur le projet des délégués ; le gouvernement était prêt à agir pour une réforme fédérale et pour un Parlement élu sur la base de la loi électorale de 1849. À l'égard du projet de réforme prussien, il fit toutes sortes de réserves confuses. La députation de la Chambre basse, en accord avec la députation de la Chambre haute, demanda d'adresser au gouvernement la motion suivante :

« Le gouvernement doit agir avec toute son énergie pour que le décret des élections au Parlement allemand se fonde dans toute l'Allemagne sur un suffrage universel et direct, si possible selon la loi électorale du Reich du 27 mars 1849, dès le courant de ce mois (juin), et pour qu'on convoque le Parlement dans les délais les plus brefs possible. »

Mais la balle commençait déjà à rouler, et elle se dirigea ailleurs que là où on l'attendait.

La catastrophe de 1866

Pour juger de notre prise de position, à mes amis et à moi, sur les événements de 1866, il est nécessaire de donner d'abord un aperçu sommaire des faits qui menèrent à cette catastrophe, faits qui eurent pour conséquence que les longues luttes diplomatiques entre la Prusse et l'Autriche pour la prépondérance en Allemagne furent tranchées sur le champ de bataille, la question nationale y trouvant une solution que jusque-là aucun parti n'avait souhaitée ni voulue. Qu'ensuite notamment l'écrasante majorité des libéraux, en tant que représentants politiques du capitalisme, se soient accommodés du nouvel ordre des choses, parce qu'ils y voyaient un progrès fondamental de leurs intérêts matériels, et qu'ils aient même à partir de là fait la paix avec ce pouvoir que jadis ils combattaient avec acharnement, cela ne changea en rien notre opinion sur ces faits.

La mort du roi des Danois, Frédéric VII, en novembre 1863 fit ressurgir la question du Schleswig-Holstein, car avec la mort du roi la lignée d'Oldenbourg s'était éteinte. La population du Schleswig-Holstein ne reconnut pas le nouveau roi des Danois, Christian IX, comme héritier légitime, mais se prononça pour le prince Frédéric von Augustenburg qui, dès lors, annonça son avènement au trône ducal sous le nom de Frédéric VIII. C'était se prononcer pour l'appartenance des deux duchés à l'Allemagne, ce qui provoqua généralement une grande satisfaction. Le Danemark s'opposa à cette solution. Le Parlement fédéral dut donc se décider à une action militaire confédérale contre le Danemark, dont il confia l'exécution à la Saxe et au Hanovre. Mais elle ne cadrait pas avec les plans de Bismarck. Il fit prouver pas ses juristes de la Couronne que l'Augustenburg n'était pas héritier légitime, décision qui monta très fort l'opinion publique contre la politique de Bismarck. En Bismarck, l'homme qui avait violé la Constitution prussienne, on ne voyait pas celui qui résoudrait la question dans le sens de la population du Schleswig-Holstein, on se ressouvenait aussi que c'était la Prusse qui portait la responsabilité principale dans l'issue honteuse de la première guerre du Schleswig-Holstein contre le Danemark, en 1851.

C'est pourquoi la direction de l'Union nationale rencontra un vif soutien quand, dès la fin de l'automne 1863, dans un appel signé par son président, Rudolf von Bennigsen, elle appela le peuple à la légitime défense. L'appel en question disait : « *L'Union nationale appelle toutes les communautés, corporations, associations, coopératives, appelle tous les amis de la patrie qui veulent s'associer à cette grande œuvre, à envoyer sans délai de*

l'argent et à tenir prêts hommes, armes et tous moyens qui seront nécessaires pour libérer nos frères du Schleswig-Holstein. »

Cet appel transgressait sans aucun doute une série de lois des différents États, mais pas un procureur ne bougea. Ce procédé rencontrait la sympathie du peuple.

Peu après, le comité de l'Union nationale pour le Schleswig-Holstein publia un appel disant :

« *En route ! Préparons-nous, afin que, quand le moment d'agir sera venu, la jeunesse allemande, prête à combattre, puisse prendre les armes… Qu'elle utilise cet intervalle, qui n'est peut-être que très court, pour s'exercer aux armes et se former à la tactique.* »

On voit qu'à l'époque, pour les porte-parole libéraux, il était possible de réaliser en très peu de temps l'armement du peuple. Malheur au social-démocrate qui voudrait aujourd'hui lancer pareil appel. Voilà le « progrès » fait depuis ce temps !

Je voudrais rajouter ici qu'au début des années 1860, à côté de la création massive d'associations ouvrières, il y eut aussi création massive d'associations de gymnastique et de tir, qui jouèrent un grand rôle dans le mouvement national de cette époque. Bismarck était fâché de voir toute cette agitation. Les grandes fêtes que ces associations organisaient à tour de rôle pour toute l'Allemagne étaient des rassemblements de masse qui s'occupaient au fond de la question nationale. À Leipzig, en août 1863, eut lieu la fête panallemande de gymnastique, à laquelle M. von Beust en personne fit sa révérence. Mais, et c'est caractéristique, pendant qu'il faisait un discours patriotique devant les gymnastes, la police de Leipzig interdisait de vendre dans les lieux publics le texte de la Constitution du Reich de 1849. Je pris part moi aussi à cette fête, du fait que notre section chorale, dont j'étais le président depuis le départ de Fritzsche, participa avec les autres associations chorales de Leipzig aux concerts de chant dans la salle des fêtes. En octobre de la même année, on fêta aussi le cinquantième anniversaire de la bataille de Leipzig[39]. Cette fête était à sa manière encore plus grandiose que la fête de gymnastique. Elle servit également de grande démonstration politique. J'y participai aussi en tant que membre de notre chorale.

Dès lors, dans toute l'Allemagne, on organisa des réunions en faveur de l'indépendance du Schleswig-Holstein. À Leipzig, une assemblée ouvrière dans laquelle toutes les tendances étaient représentées vota « *qu'elle considérait que le devoir des ouvriers allemands était de mettre leurs bras à la disposition de l'honneur, du droit et de la liberté de la patrie, chaque*

39 Appelée aussi bataille des Nations (du 16 au 19 octobre 1813), elle marqua la fin de la domination napoléonienne sur l'Allemagne. La présence de nombreux corps allemands, dont d'importants bataillons de volontaires, en a fait le symbole de la renaissance de la nation allemande.

fois qu'ils seraient menacés». On prit des résolutions dans le même sens dans d'autres villes. Le congrès des députés tenu fin 1863 à Francfort-sur-le-Main, auquel assistèrent 500 députés, se déclara contre l'annexion du Schleswig-Holstein à quelque État allemand que ce soit. Cette décision visait la Prusse et Bismarck, dont à l'époque même les libéraux n'osaient pas défendre la politique, bien que dans leur for intérieur ils fussent pour une annexion à la Prusse.

Naturellement Bismarck était au plus haut point exaspéré par ces entraves mises à sa politique. Il exigea du Sénat de Francfort la dissolution du comité des Trente-Six issu du congrès des députés, dont le président était le conseiller municipal Sigmund Müller de Francfort. De plus, il exigea du Sénat qu'il interdise les exercices militaires de la jeunesse de Francfort. On rejeta ses deux propositions. Mais ce Francfort-là il ne l'oublia pas. En 1866, ce « nid de démocrates » dut expier : d'abord il le brima, puis il l'annexa. Finalement, la question du Schleswig-Holstein reçut tout de même la solution projetée par Bismarck. Il réussit à rouler complètement le dirigeant de la politique autrichienne, le comte Rechberg, et à le gagner à ses plans futurs. À la place des troupes fédérales, qui entretemps étaient entrées dans le Schleswig-Holstein, c'était maintenant la Prusse et l'Autriche qui menaient la guerre contre les Danois qui, face à elles, eurent vite le dessous et à la conclusion de la paix se virent obligés de céder Schleswig-Holstein et Lauenbourg[40] à la Prusse et à l'Autriche. Enfin l'Autriche fit encore une affaire avec la Prusse en lui vendant pour 2,5 millions de thalers sa part de Lauenbourg. La guerre avait été menée par Bismarck contre la volonté de la Chambre des députés, qui avait refusé par 275 voix contre 80 les crédits de guerre demandés. On imagine sans peine que cette manière de gouverner ne renforça pas l'opinion en faveur de la Prusse, qui se dégrada encore dans le reste de l'Allemagne quand, après de longues négociations entre la Prusse et l'Autriche, on connut le 14 août 1865 le traité de Gastein, qui donnait l'administration du Schleswig à la Prusse et celle du Holstein à l'Autriche. C'était le deuxième coup de maître de Bismarck, qui ainsi enfonçait de plus en plus profondément le coin entre l'Autriche et la Confédération. À vrai dire, le monde s'offrait maintenant le réjouissant spectacle de voir au Schleswig les Prussiens de Manteuffel réprimer impitoyablement toute manifestation en faveur de l'Augustenburg, et plus généralement gouverner très durement, tandis qu'à l'inverse au Holstein les Autrichiens du général von Gablenz laissaient les choses aller leur train. Comment Gablenz concevait sa mission, on le voit à cette déclaration : « *Je respecterai les lois en vigueur dans le pays, afin qu'à mon éventuel départ d'ici aucun habitant du Holstein ne puisse dire que j'ai*

40 Ancien duché vassal des rois de Suède. En 1815, État de la confédération de l'Allemagne du Nord. Annexé à la Prusse par Bismarck en 1866.

gouverné arbitrairement. Ici dans ce pays, je ne veux pas gouverner comme un pacha turc.» C'était une gifle morale pour M. von Manteuffel et son donneur d'ordres.

Il était clair que le nouvel ordre dans les duchés ne pouvait être que provisoire. Cette solution n'en était pas une. En fin de compte, la confrontation entre Prusse et Autriche devait nécessairement se produire et, une fois tous les autres facteurs écartés, elle ne pouvait aux yeux de Bismarck se résoudre que par une guerre. Il travailla désormais systématiquement en vue de celle-ci. D'un côté il cherchait, par des négociations dilatoires, comme il les appela plus tard, à s'assurer la neutralité de Napoléon en promettant de céder éventuellement à la France des territoires allemands – il était question dans les pourparlers de la Rhénanie-Palatinat et de la Sarre prussienne –, de l'autre il conclut avec l'Italie un accord selon lequel, au cas où l'Autriche attaquerait au sud, la Prusse frapperait aussitôt par le nord. Les négociations avec les hommes d'État italiens, que plus tard le ministre président italien, La Marmora, publia dans son livre *Un peu plus de lumière*[41], sont caractéristiques de la manière dont Bismarck cherchait à mener sa politique «nationale». Ainsi en mars Bismarck déclara, en présence de l'envoyé militaire extraordinaire italien à Berlin, que le roi avait renoncé à ses scrupules légitimistes beaucoup trop anxiogènes. Il avait hésité à s'allier avec l'Italie, qui s'était agrandie par usurpation de couronne et annexion, mais, par souci de légitimité, il ne voulait pas non plus mener de guerre contre l'Autriche. Dans quelques mois, continuait Bismarck, il mettrait sur le tapis la question de la réforme allemande, agrémentée d'un Parlement ; avec cette proposition il provoquerait des troubles qui mettraient l'Autriche en opposition avec la Prusse, ce qui alors aurait pour conséquence la guerre entre les deux.

Ce programme fut promptement exécuté.

Le 3 juin, l'envoyé militaire extraordinaire italien à Berlin, Govone, informait son gouvernement que Bismarck avait dit en sa présence : «*Je suis beaucoup moins* allemand *que prussien, et je n'aurai aucune hésitation à signer la cession à la France de tout le pays entre le Rhin et la Moselle : Palatinat, Oldenbourg, une partie du territoire prussien…*» Ce qui l'inquiétait c'était l'hésitation du roi, d'ordre religieux ou même superstitieux, qui lui défendait de prendre la responsabilité d'une guerre européenne.

Je ne veux pas décrire en détail la liste des machinations que Bismarck mena avec l'Italie pour, en fomentant des soulèvements révolutionnaires en Hongrie et en Croatie, affaiblir l'Autriche et inciter les contingents des pays mentionnés à déserter l'armée autrichienne. Ces faits montrent que des entreprises de haute trahison envers la patrie étaient bien assez bonnes

41 *Un peu plus de lumière sur les événements politiques et militaires de l'année 1866,* Alfonse La Marmora, 1874.

pour mener Bismarck au but et que la haute trahison envers la patrie n'est un crime que quand elle vient d'en bas. La Prusse et l'Italie s'entendirent pour supporter ensemble les coûts de ces soulèvements révolutionnaires. Inutile de dire que l'Autriche désormais avait compris sa situation et prit des mesures de rétorsion. Vers la fin mars, le jeu diplomatique commença à s'animer. On commença des deux côtés à s'abreuver de reproches – et on s'arma. Le 9 avril, la Prusse présenta à Francfort sa proposition de réforme fédérale. Elle demanda que l'Assemblée fédérale décide de convoquer, pour un jour prochain, une assemblée issue d'une élection directe et au suffrage universel de toute la nation, mais que dans l'intervalle, jusqu'à ce qu'elle se réunisse, les gouvernements fixent entre eux les propositions pour une réforme de la Constitution fédérale.

Il était clair que l'Autriche, après l'attitude qu'elle avait eue jusqu'à présent dans la question nationale, ne pouvait accepter cette proposition, dans laquelle elle voyait un piège. Mais, auprès des autres gouvernements et dans les milieux populaires les plus larges, la proposition de Bismarck rencontrait aussi une profonde méfiance. On se disait : Comment Bismarck en vient-il à se déclarer pour un Parlement allemand sur la base du suffrage universel direct et à se poser en réformateur radical, lui qui, en Prusse, gouverne contrairement aux dispositions expresses de la Constitution, qui a sur la conscience les tristement célèbres ordonnances sur la presse, la guerre du Schleswig-Holstein menée contre la volonté de la Chambre, l'arrêt du tribunal supérieur qui vient juste d'être pris sur l'article 84 de la Constitution concernant la liberté de parole des députés, et beaucoup d'autres choses encore ? La résistance que rencontra la proposition de réforme prussienne amena en avril le journal *La Croix* à déclarer qu'il ne restait qu'une alternative : réforme fédérale ou révolution. En vérité, Bismarck ne proposait pas sérieusement un Parlement de toute l'Allemagne, comme le montra sa proposition ultérieure de Parlement au Parlement fédéral. Mais il ne pensait même pas à y admettre les États de l'Allemagne du Sud, comme cela s'avéra plus tard, lorsqu'il s'agit de fonder la Confédération de l'Allemagne du Nord.

Tout cela a été amplement confirmé par les Mémoires du prince Hohenlohe. Bismarck voyait à l'époque dans la grande majorité des Allemands du Sud des éléments hétérogènes qui pourraient lui troubler ce clan qu'était pour lui l'Allemagne du Nord. Seuls les élections pour le Parlement douanier[42] d'abord et le soutien que la guerre de 1870-1871 trouva en Allemagne du Sud dissipèrent ses craintes.

La méthode de Bismarck dans la question du Schleswig-Holstein et dans la question nationale eut une influence dissolvante sur les libéraux ;

42 Assemblée élue qui eut pour charge entre 1868 et 1870 de réformer l'union douanière.

ils se divisèrent en deux camps. Les uns sympathisèrent avec sa méthode, les autres ne pouvaient lui pardonner le conflit qu'il entretenait à l'intérieur de la Prusse et s'opposèrent à lui. Fin septembre 1865, Twesten écrivit au président du comité des Trente-Six : « *Nous* (il parlait donc à titre collectif) *préférons n'importe quelle alternative à une défaite de l'État prussien.* » Cela voulait donc dire : Que la Prusse remporte la victoire pour la prédominance en Allemagne, même avec l'aide de l'étranger et en cédant du territoire allemand, nous sommes du côté de la Prusse ! C'était le « Je suis plus Prussien qu'Allemand » de Bismarck. Mommsen était d'avis que les différends sur les questions de liberté n'étaient pas une raison pour ne pas soutenir Bismarck dans sa politique extérieure. Et Ziegler, l'homme du refus de l'impôt en 1848 qui, accusé de haute trahison, fut condamné à la forteresse et avait été démis de ses fonctions de maire de la ville de Brandebourg, déclarait devant ses électeurs de Breslau, peu de temps avant que n'éclate la guerre : « *Le cœur de la démocratie prussienne est là où flottent les drapeaux du pays.* » Ziegler était un bien étrange monsieur. Ainsi, quelques mois auparavant, à la Chambre des députés prussienne, il avait lancé à la tête de ses camarades de parti cette phrase tirée d'un discours de Marrast[43], qui en février 1848 était à Paris membre du gouvernement provisoire : « *La perversité vous est montée du bas-ventre au cerveau, vous ne pouvez plus penser.* »

En convoquant une assemblée générale à Francfort-sur-le-Main, fin octobre 1865, l'Union nationale chercha aussi, à sa façon, à venir en aide à la politique de Bismarck. À vrai dire, elle n'en recueillit aucune reconnaissance. Ce projet rendit Bismarck si furieux qu'il poussa le gouvernement autrichien à envoyer de concert avec lui au Sénat de Francfort une note, dans laquelle tous deux demandaient l'interdiction de l'assemblée générale, démarche que seul pouvait entreprendre un homme qui ne maîtrisait plus ses nerfs. Le Sénat refusa aussi cette demande, et l'assemblée générale eut lieu. Les résolutions disaient : « *L'Union nationale confirme ses résolutions antérieures, qui visent, comme but, à un pouvoir central et à un Parlement doté de la Constitution du Reich de 1849, et elle veut voir le pouvoir central transmis à la Prusse. Pour le Schleswig-Holstein, elle demande le droit à l'autodétermination, sous réserve que, tant qu'il n'existe pas de pouvoir central allemand, les attributs nécessaires à un pouvoir central soient transférés à la Prusse. Par ailleurs, on réunira des élus locaux des duchés.* » Après de vifs débats, ces propositions furent adoptées à une grande majorité. De toute façon il y avait dans les résolutions une grande complaisance à l'égard de la Prusse. Pour le moment, l'Union nationale ne pouvait pas aller plus loin.

43 Journaliste français, membre de l'opposition libérale puis républicaine avant 1848.

Lorsque ensuite la possibilité d'une guerre entre l'Autriche et la Prusse passa de plus en plus au premier plan, les libéraux firent tous leurs efforts pour obtenir la neutralité des États petits et moyens, car ils disaient qu'en cas de guerre ils seraient sûrement dans leur grande majorité du côté des Autrichiens.

En Saxe, les libéraux passèrent même à l'offensive et rendirent le gouvernement saxon responsable de l'explosion éventuelle d'une guerre ; ils réclamèrent désarmement et rattachement à la Prusse. Par décision du 5 mai, les autorités municipales de Leipzig se rallièrent à cette conception. On protesta contre cela dans une assemblée populaire réunissant 5 000 personnes, que le professeur Wuttke et ses amis politiques les plus proches, soutenus par les lassalliens Fritzsche et consorts, avaient convoquée pour le 8 mai. À mon instigation l'association d'éducation ouvrière s'associa publiquement à cette convocation. Le lassallien Steinert présidait. Wuttke fit le premier discours. Il protesta contre les agissements du conseil municipal et des conseillers municipaux, et dans une résolution demanda au gouvernement d'élargir les mesures de défense et d'introduire l'armement général du peuple pour défendre le pays ; de plus le gouvernement devait au plus vite s'assurer l'aide de ses partenaires fédéraux et s'opposer avec constance à toute position privilégiée de la Prusse, au Schleswig-Holstein comme dans le reste de l'Allemagne.

Cette résolution nous semblait trop faible. Je pris donc la parole et défendis la résolution suivante :

> 1. L'actuelle situation menaçante de l'Allemagne est provoquée par l'attitude et les agissements du gouvernement prussien dans la question du Schleswig-Holstein, mais elle est en même temps aussi la conséquence naturelle de la politique de l'Union nationale et du Parti de Gotha[44] en faveur de la direction prussienne. 2. Nous considérons comme préjudiciable à l'intérêt du peuple allemand un soutien direct ou indirect à cette politique non allemande. 3. Cet intérêt ne peut être garanti que par un Parlement issu du suffrage universel, égal et direct avec vote secret, défendu par l'armement général du peuple. 4. Nous comptons que le peuple allemand n'élira comme représentants que des hommes qui rejettent tout pouvoir central héréditaire. 5. Nous comptons qu'en cas de guerre fratricide allemande, qui ne peut servir qu'à livrer du territoire allemand à l'étranger, le peuple allemand se lèvera comme un seul homme pour défendre, les armes à la main, son bien et son honneur. »

44 En juin 1849, dans la ville de Gotha, 148 députés, constatant l'échec du Parlement révolutionnaire de Francfort, réaffirmèrent le principe d'une monarchie constitutionnelle héréditaire avec à sa tête le roi de Prusse.

Le président du conseil municipal, Joseph, chercha à justifier conseil municipal et conseillers municipaux, Liebknecht et Fritzsche lui firent une réponse cinglante. La résolution de Wuttke recueillit une minorité de voix, la mienne fut adoptée à l'unanimité.

La presse libérale de Leipzig fit des comptes rendus très mensongers de cette assemblée, ce qui indigna les ouvriers de l'atelier de presse Giesecke & Devrient à un point tel qu'ils brûlèrent solennellement le numéro du *Journal populaire de l'Allemagne du Centre* qui en parlait. L'exemple de Leipzig fut imité bien des fois. Ainsi, entre autres, le congrès de la fédération du Main, qui se tint le 13 mai sous la présidence de Louis Büchner, s'exprima dans le même sens.

Dans cette situation, le comité des Trente-Six issu du congrès des députés crut qu'il fallait venir en aide à la Prusse. Il convoqua un congrès des députés à Francfort-sur-le-Main pour le premier jour de la Pentecôte. Les démocrates de Francfort décidèrent d'organiser le même jour une contre-manifestation, à laquelle pour la Saxe Wuttke et moi nous fûmes invités. Le président du comité des Trente-Six ouvrit le congrès des députés, auquel assistaient 250 députés environ. M. von Bennigsen en fut le président. Parmi les présents, il y avait aussi Bluntschli, qui n'avait pas bonne réputation, du fait de ses agissements contre Weitling dans les années 1840 en Suisse. Par ailleurs était présent le vieux conseiller privé Welcker qui, bien qu'il fût un partisan enthousiaste de la direction prussienne, était si irrité par la politique de Bismarck que, comme le relatèrent les journaux à l'époque, il avait posé cette curieuse devinette : Comment peut-on éliminer un gouvernement nuisible sans recourir à la révolution ? C'est la question bien connue : Comment lave-t-on la fourrure sans la mouiller ?

Dans l'assistance se trouvaient entre autres les quarante-huitards Armand Goegg, August Ladendorf et Gustav Struve. Ce dernier était une grande perche maigre, avec une voix de fausset et un nez curieusement rouge, bien qu'il fût un ennemi de l'alcool. Je m'étais représenté un peu différemment l'ancien dirigeant de la révolution de Bade, mais je découvris bientôt que, tout comme moi de Struve, d'autres gens avaient de ma personne une image bien différente. Le rapporteur était Völk (Augsbourg), qu'on surnomma plus tard l'hirondelle du printemps, parce qu'il annonça en jubilant au Parlement douanier : « Le printemps va arriver en Allemagne. » Il justifia cette résolution de la majorité du comité des Trente-Six :

> « La victoire des armes nous a rendu nos territoires du nord. Dans tout État bien organisé, une telle victoire aurait servi à élever le sentiment national. En Allemagne, en raison du mépris du droit des pays reconquis, en raison de la volonté du gouvernement prussien d'annexer des territoires par la force et suite à la jalousie funeste

des deux grandes puissances, cela a conduit à un désaccord dont les dimensions dépassent largement l'objet initial du conflit.

Nous maudissons la guerre qui menace, car elle est une guerre de cabinet au service de buts purement dynastiques. Elle est indigne d'une nation civilisée, menace tous les biens acquis par nous de haute lutte en cinquante ans de paix, et nourrit les appétits de l'étranger. Princes et ministres, qui sont responsables de cette guerre contre nature ou qui, par intérêt particulier, en amplifient les dangers, se rendent coupables d'un grave crime envers la nation.

La malédiction de la nation et la punition pour haute trahison frapperont ceux qui, dans les négociations avec des puissances étrangères, céderont du territoire allemand.

Si on ne parvenait pas, à la toute dernière minute, à empêcher la guerre elle-même par la volonté exprimée unanimement par le peuple, alors il faut au moins viser à ce qu'elle ne divise pas l'Allemagne tout entière en deux grands camps, mais qu'elle se limite le plus possible dans l'espace.

Nous y voyons le moyen le plus efficace d'accélérer le rétablissement de la paix, de stopper l'ingérence de l'étranger, de protéger les frontières par l'armée des États non belligérants et, au cas où la guerre devrait prendre un caractère européen, de s'opposer à l'ennemi extérieur avec des forces fraîches.

Ces États ont donc le devoir, tant que leur position est respectée, de ne pas se précipiter sans nécessité dans la guerre des deux grandes puissances. Il incombe tout particulièrement au groupe des États de l'Allemagne du Sud-Ouest de garder intactes leurs forces pour, le cas échéant, répondre de l'intégrité du territoire allemand.

Il reviendra aux représentations du pays, si elles ont à décider des demandes de crédits pour des buts militaires, de demander à leurs gouvernements les garanties qui assurent qu'ils seront utilisés dans le sens exprimé plus haut et dans l'intérêt véritable de la patrie. C'est le seul moyen d'écarter le danger de voir, de la confusion actuelle, sortir une nouvelle ère de réaction allemande généralisée.

De même qu'un Parlement allemand est la seule autorité à même de décider des intérêts allemands au Schleswig-Holstein, de même le règlement de la question constitutionnelle allemande par une représentation nationale allemande librement élue est seule capable d'empêcher efficacement le retour de ces conditions funestes. C'est pourquoi toutes les représentations des divers États et la nation tout entière doivent demander que soit réuni rapidement un Parlement élu sur la base de la loi électorale du Reich du 12 avril 1849. »

L'essentiel de cette résolution se trouvait dans les paragraphes 5, 6 et 7, qui voulaient obliger les États moyens et petits à rester neutres dans la lutte entre l'Autriche et la Prusse. Dans un discours très impressionnant, le député prussien Julius Frese s'attaqua à la résolution du comité et aux orateurs qui l'avaient défendue, souvent interrompu par un tonnerre d'applaudissements venant de la minorité et des auditeurs dans la salle. Sur le rôle qu'on exigeait des États moyens et petits, il dit :

« *Et quelle serait la conséquence, si maintenant les deux États s'empoignaient ? De même que deux cerfs luttent pour une biche et que la biche reste là, tranquille et pacifique, de même il faudrait que l'Autriche et la Prusse se battent ensemble et que la troisième partie de l'Allemagne soit la biche douce et paisible qui attend le vainqueur auquel l'issue du combat la destine …* »
Et il concluait : « *La Prusse ne sera libre qu'en entrant au service de l'Allemagne ; mais si vous laissez l'Allemagne se fondre dans la Grande-Prusse, alors, que Dieu pardonne à ceux qui voient quel régime en résultera pour la Prusse et toute l'Allemagne !* »

Ces paroles déclenchèrent des applaudissements nourris et prolongés.

Mais, à côté du tragique, le comique aussi eut sa place. Au milieu du discours de Völk, plusieurs coups de canon tonnèrent dans la salle, si bien que tout le monde sursauta, épouvanté, et regarda vers le plafond dont on craignait qu'il s'effondre. Völk, lui, semblait croire qu'il s'agissait d'un attentat contre lui. D'un grand bond, il sauta de la tribune contre le mur de derrière, sous les clameurs et les applaudissements de la galerie supérieure. Les lassalliens de Francfort et d'Offenbach avaient, sous la direction d'Oberwinder, tiré des coups de canon, pour remettre de cette manière leur carte de visite au congrès des députés. À la frayeur succéda un rire général.

Bien entendu, on adopta à une grande majorité les résolutions du comité directeur, contre une motion de Müller et Passavant.

L'après-midi de ce même jour eut lieu au Cirque l'assemblée populaire appelée par le camp démocrate, où quelque 3 000 personnes étaient présentes. À côté d'autres orateurs, je pris moi aussi la parole et déclarai à peu près ceci :

> « Après qu'ici même ce matin, dans la salle des fêtes, différentes personnes ont, en leur qualité de représentants du peuple, exposé leurs vues sur la situation actuelle, je crois devoir dire moi aussi mon opinion en tant qu'homme issu de l'état ouvrier, et cela d'autant plus que je viens d'un pays menacé en premier lieu par la crise actuelle. Aujourd'hui, dans la salle des fêtes, on a plaidé à maintes reprises pour la neutralité des États moyens et petits, et l'assemblée a finalement adopté les propositions de la majorité du comité des Trente-Six. Je ne veux pas m'engager plus avant sur les raisons qui ont été

avancées là-bas. Mais il y a une chose que je veux souligner. Une neutralité des États moyens et petits, et en particulier de la Saxe, est impossible. Quiconque a un tant soit peu étudié la carte de l'Allemagne doit admettre qu'il est tout à fait invraisemblable de circonscrire à l'étroite frontière moravo-silésienne une guerre de l'ampleur qu'elle aurait entre la Prusse et l'Autriche. Plaide aussi en ce sens l'histoire de 1756. Lorsque la guerre de Sept Ans éclata, après que le roi de Prusse eut été informé d'une coalition contre lui, il envahit soudainement la Saxe, submergea le pays avec 80 000 soldats, fit prisonnière l'armée saxonne, s'empara en plus de tout le matériel de guerre existant et, après qu'il eut incorporé les soldats saxons dans sa propre armée, le pays dut encore supporter en plus les frais du ravitaillement et de l'entretien de l'armée tout entière. Plus tard, au congrès de Vienne, la Prusse a montré ses sentiments à l'égard de la Saxe en voulant l'annexer, ce qu'à l'époque l'Autriche et les autres grandes puissances empêchèrent.

Un orateur, Schulze-Delitzsch, a expliqué dans la salle des fêtes que dès le congrès de Vienne l'Autriche empêchait l'unification de l'Allemagne. C'est parfaitement vrai. Mais il aurait dû ajouter qu'à cette époque la Prusse ne songeait pas davantage à une unité de l'Allemagne, mais ne pensait qu'à agrandir le plus possible son territoire. C'est bien la Prusse qui pendant les guerres de Libération n'a même pas accordé à son peuple la Constitution promise, quand celui-ci partit en guerre pour Dieu, le roi et la patrie et qu'il fit les plus lourds sacrifices en vies et en biens. La Constitution, le peuple prussien ne l'obtint que suite à son attitude menaçante en 1848. À l'époque, il força le gouvernement à lui accorder la Constitution. Et, plus généralement, que l'on veuille bien nous prouver par quels services exceptionnels la Prusse a bien mérité de l'Allemagne ? Serait-ce la chasse aux démagogues des années 1820-1830[45] et la répression de tous ceux qui exprimaient une opinion libre, ce en quoi elle marchait main dans la main avec l'Autriche ? Qui donc était en première ligne pour réprimer dans le sang le glorieux soulèvement de 1848-1849 ? La Prusse ! Qui, en Bade, a massacré par centaines les combattants de la liberté et en a fait fusiller d'autres au titre de la loi martiale, comme Adolf von Trützschler et Max Dortu ? La Prusse ! Et qui, à Dresde, a écrasé le soulèvement de Mai, massacré ceux qui ont lutté

45 Fut qualifié de « démagogue » le mouvement qui, dans les années 1820, se réclamait des idées nationales et libérales, reflets de la bourgeoisie montante. Porté en particulier par les étudiants, ce mouvement fut brutalement réprimé par les souverains tenants de l'ancien ordre social, étouffant la vie politique jusqu'en 1830.

pour la Constitution du Reich et a remis à la barre le gouvernement saxon défaillant ? La Prusse ! L'État en qui le peuple allemand peut avoir confiance, est-ce la Prusse de M. von Manteuffel, ou bien est-ce la Prusse de M. von Bismarck, avec son mépris du droit et de la Constitution ? Sûrement pas ! Et c'est cette Prusse-là qu'on veut maintenant mettre à la tête de l'Allemagne, cet État qui, d'après toute son histoire, excepté la période de 1807 à 1810[46] où il gisait à terre, fracassé, n'a jamais été un État libéral et ne le deviendra *jamais* ! Qui en juge autrement ne connaît pas la Prusse.

Maintenant, en ce qui concerne la crise actuelle, personne ne niera que la Prusse l'a provoquée ; seul le fait que le reste de l'Allemagne se lève comme un seul homme et montre qu'elle n'est pas disposée à être le témoin silencieux d'une guerre civile, cela seul peut empêcher cette guerre et remettre la Prusse à sa place. On le voit déjà, maintenant que l'attitude décidée du reste de l'Allemagne a surpris la Prusse et qu'elle s'est jusqu'ici gardée de déclarer la guerre. Mais si tout de même elle éclate, que le peuple tout entier se lève alors pour marcher contre la Prusse, parce que c'est elle qui viole la paix. »

Quarante-trois ans ont passé depuis cette époque, mais ce que dans ce discours je disais de la Prusse libérale est plus que jamais devenu réalité. La Prusse libérale est restée jusqu'ici un mythe.

Une fois le débat terminé, on adopta par accord général notre résolution :

« 1. Contre la politique prussienne qui trouble la paix, résistance en armes ; neutralité, c'est lâcheté ou trahison. 2. Indépendance du Schleswig-Holstein sur la base du droit existant. Rejet pur et simple du projet prussien de Parlement, en revanche une représentation nationale constituante, investie du pouvoir nécessaire, décidera de la Constitution de l'Allemagne entière. 4. Introduction des droits fondamentaux et introduction dans la loi de l'armement général du peuple. 5. Le peuple doit se réunir partout, à la ville et à la campagne, dans des associations politiques. »

Après adoption de ces propositions, on mit en place un comité qui devait élaborer un programme et convoquer à Francfort une assemblée de délégués afin de discuter en dernière instance du programme. À ce comité, sur proposition de Haussmann (Stuttgart), le père du député au Reichstag Conrad Haussmann, furent élus : Bebel, Eichelsdörfer (Mannheim), Goegg (Offenbourg), K. Grün (Heidelberg), Kolb (Spire), K. Mayer (Stuttgart), D[r] Morgenstern (Fürth), von Neergaardt (Kiel), Aug[ust] Röckel et Gustav Struve (Francfort), Trabert (Hanau), Crämer von Doos (Bavière). De ces

46 Quand il était vaincu par les troupes de Napoléon.

douze, je suis le seul encore vivant, il est vrai aussi que j'étais le benjamin de la bande.

Le comité rédigea le programme suivant :

« A)

1. Fondement démocratique de la Constitution et de l'administration des États allemands. 2. Liaison fédérative des États sur la base de l'autodétermination. 3. Création d'un pouvoir fédéral et d'une représentation nationale placée au-dessus des gouvernements des différents États. Pas de direction prussienne, pas de direction autrichienne.

B)

1. Nous exigeons le maintien de la paix en Allemagne. Le danger d'une guerre est né de l'affaire du Schleswig-Holstein ; il ne peut être écarté que par la constitution immédiate des duchés en États indépendants sur la base du droit et de la volonté populaire. Donnons sans plus tarder au Holstein voix dans la fédération, et appelons sous les drapeaux sa force militaire. Pas de disposition touchant les duchés contre la volonté de la population ; pas de division du Schleswig. 2. Opposition de l'Allemagne à la politique de guerre de la Prusse. Neutralité serait lâcheté ou trahison. 3. Pas un pouce de terre allemande ne doit être cédé à l'étranger. Le danger de perdre du territoire allemand et la honte d'une ingérence de l'étranger dans les affaires allemandes, nous seuls pouvons les écarter ; la résistance ne sera victorieuse, *le danger d'une victoire du côté de l'Autriche ne sera donc écarté*, que si dans le combat les alliés poursuivent une politique nationale, et non dynastique, et appuient leur alliance aussi bien sur la pleine force armée du peuple que sur sa collaboration au Parlement. Exigeons avant tout l'introduction dans la loi du système de la milice. 4. Rejet du projet prussien de Parlement ; seule une représentation nationale issue du peuple, élue en toute liberté, ayant voix prépondérante et investie du pouvoir nécessaire, peut décider en dernier ressort de la Constitution de la patrie. »

Le 7 juin, à la Chambre basse badoise, Bluntschli ne put s'empêcher de dénoncer l'existence à Francfort d'un comité de salut public, auquel Struve et consorts appartenaient, qui avait aussi une filiale à Heidelberg (Karl Grün). Ce comité, disait-il, poussait à la guerre, c'est aussi lui qui à Francfort avait tiré les coups de canon. Dans une déclaration publique au nom du comité des Douze, Röckel lui répondit : « *Ce qu'affirme M. Bluntschli est un mensonge et, comme il a été proféré dans une séance de la Chambre sous couvert de la liberté de parole, un lâche mensonge.* » En 1866, je fis la connaissance de Bluntschli au Parlement douanier, il donnait l'impression d'un gros pasteur dont le visage respirait la malhonnêteté.

La convocation d'une assemblée de délégués dans le but d'établir un programme ne put se faire, car entre-temps la guerre éclata. Le comité publia alors la proclamation suivante :

« *Au peuple allemand !*

La guerre allemande fratricide a éclaté. L'Allemagne est renvoyée aux temps du barbare droit du plus fort. Ce crime très grave contre la nation est, en Prusse, à mettre au compte de ce parti qui est suffisamment infâme pour vouloir couronner la violation du droit populaire en Prusse et du droit national au Schleswig-Holstein par le viol de toute l'Allemagne. À l'instant où l'on devait enfin décider de l'avenir national du Schleswig-Holstein par la voie pacifique du droit allemand et de l'honneur allemand, ce parti n'a absolument pas hésité à rompre l'alliance éternelle des peuples allemands et à remplacer le droit public et la volonté de la communauté par le diktat d'un individu. Dans les pays allemands de Hanovre, Hesse électorale et Saxe, il a fait irruption comme en pays ennemi, et il menace des mêmes violences tous les États allemands qui ne veulent pas se soumettre à lui. En Prusse même, il excite le peuple à la haine contre l'Allemagne et lui parle de dangers fictifs, d'humiliation, d'abaissement, de démembrement, qui menaceraient l'Allemagne.

Le seul danger d'abaissement qui menace la Prusse est celui qu'elle cache en son sein. Le renversement du parti de la guerre serait pour la Prusse elle-même la plus belle victoire. Le danger de démembrement, c'est justement ce parti qui le fait courir à toute l'Allemagne. Dans le sud, les pays allemands fédérés sont menacés par son alliance avec l'Italie. À l'ouest, elle a fait surgir l'antique danger qui menace, chaque fois que l'Allemagne est désunie.

Les peuples allemands que la politique de violence de Berlin a appelés à prendre les armes contre elle ne partent pas en campagne contre le peuple de Prusse, ne partent pas en campagne pour la politique de la maison des Habsbourg ; *la nation ne veut pas plus servir l'Autriche que la Prusse*. Elle veut être libre, maîtresse d'elle-même dans sa propre maison. Entraînée contre son gré dans le malheur actuel, elle ne doit ni ne veut en attendre les conséquences sans rien faire. De même qu'elle a repoussé, par véritable sentiment patriotique, la neutralité qu'on exigeait d'elle dans la guerre fratricide, de même c'est à présent son devoir de s'assurer, de toutes ses forces et avec une détermination sans faille, qu'elle peut décider activement de son destin par *l'armement général du peuple et la représentation populaire commune*.

C'est vers ces deux exigences qu'il faut sans délai et en tout lieu diriger l'activité du peuple ; pour cela il faut organiser très rapidement

une propagande générale dans des assemblées populaires publiques. Seul le peuple allemand peut encore sauver la patrie allemande.

Francfort, le 1er juillet 1866
Le Comité de l'assemblée du peuple de Francfort du 20 mai
Au nom de celui-ci : G.F. Kolb, August Röckel »

L'appel partait d'une bonne intention, mais il arrivait trop tard. Et il manquait ce qui seul aurait pu lui donner de la force : une grande organisation homogène.

Le lendemain de ces événements de Francfort, le lundi de Pentecôte, j'étais avec nombre de messieurs invité à déjeuner chez Sigmund Müller. Une fois le repas terminé, nous nous approchâmes de la fenêtre grande ouverte pour profiter de ce magnifique jour de mai. Comme sur ordre, nous partîmes d'un rire homérique. De la maison de Müller, on avait une vue sur le Main et sur le vieux pont du Main sur lequel, dans leurs uniformes blancs, une foule de soldats autrichiens se promenaient dans un sens et dans l'autre, presque tous une fille au bras. C'est ce spectacle qui nous avait fait rire. Notre hôte considérait la chose plus sérieusement ; dans son haut-allemand de Francfort il dit : « *Messieurs ! Vous pouvez rire ; les filles vont toutes avoir des enfants, et c'est la ville qui devra les nourrir !* » Une deuxième salve de rires fut notre réponse. Peu de temps après, le 10 juin, les Prussiens qui faisaient partie de la garnison fédérale de Francfort quittèrent la ville, musique en tête, le 11, de semblable manière, c'était le tour des Autrichiens. Eux, pour ne plus jamais revenir. Plus d'un de ces joyeux gars, qui en ce jour de fête de Pentecôte passaient guillerets sur le pont du Main, a dû plus tard engraisser de son sang le champ de bataille

Le 10 juin, le comité permanent des associations ouvrières se réunit lui aussi en séance à Mannheim, pour prendre position sur le conflit politique en cours. À l'exception de M. Hirsch, tout le comité était présent, ainsi que Streit (Cobourg), sur invitation spéciale.

La question nationale suscita des discussions houleuses. Un membre prussien nia qu'il y eût dans le peuple prussien des sympathies pour les annexions, ce en quoi il se trompait totalement, comme la suite le montra. La grande majorité du comité était contre une neutralité des États moyens. Les uns soulignaient que l'hégémonie prussienne favoriserait le développement industriel, les autres disaient qu'on n'avait pas besoin pour cela de la direction prussienne. Finalement on décida à l'unanimité de s'associer au Parti populaire, qui existait déjà, et au programme établi par le comité de Francfort. On recommanda aussi d'emprunter au programme du Parti populaire la proposition de compromis suivante : « *Tout gouvernement populaire doit chercher à favoriser la réduction progressive des antagonismes de classes, dans la mesure où cela est compatible avec la préservation de la liberté individuelle et les intérêts généraux de l'économie. L'élévation*

matérielle et morale de l'état ouvrier est de l'intérêt commun de toutes les classes, et un soutien indispensable à la liberté civique. »

Comme les désordres politiques avaient déjà pour conséquence un grand chômage, on se mit d'accord pour demander aux entrepreneurs de procéder pendant la durée de la paralysie du travail à une diminution correspondante du temps de travail, au lieu de licencier les ouvriers ; par ailleurs, les autorités de l'État et des communes devraient poursuivre les chantiers commencés et réaliser ceux déjà planifiés Le rapport financier du *Journal des travailleurs* était peu réjouissant, et tout aussi peu réjouissant celui que Streit avait à faire sur la situation du journal. Son interdiction en Prusse, les différends politiques dans de nombreuses associations, l'hostilité et les obstacles que la fédération des libraires opposait au journal avaient beaucoup réduit le niveau des abonnements et, de notre côté, la résistance passive que quelques membres du comité opposaient à Streit et à son journal empêcha d'apporter l'aide appropriée. Streit se vit obligé de suspendre le 8 août la parution du journal.

Je présentai à nouveau mes propositions de réorganisation, qui furent une nouvelle fois refusées, en revanche on décida d'accorder au président un fixe de 200 thalers par an pour rémunérer son travail. On discuta aussi du lieu du prochain congrès, pour lequel on pensa à Chemnitz ou Gera. Mais la marche des événements obligea à l'annuler pour 1866. Les discussions furent ensuite interrompues quelques heures, pour tenir une assemblée populaire ayant pour objet les événements politiques qui monopolisaient l'attention.

Dès lors, les événements se précipitèrent et poussèrent à la catastrophe. Le 9 mai, Bismarck avait dissous le landtag prussien, pour que l'opposition n'entrave pas ses mesures politiques. Il mena la guerre sans le consentement de la Chambre, exactement comme en 1864, et fit émettre des bons du Trésor pour avoir les moyens de la mener. À l'opposé de la Prusse, les États moyens convoquèrent chacun leur landtag. Le 1er juin, l'Autriche présenta l'affaire du Schleswig-Holstein au Parlement fédéral. Elle avait compris trop tard la faute qu'elle avait faite en se mettant à la remorque de la Prusse dans cette affaire. Deux jours plus tard, le 3 juin, la Prusse déclara que cette démarche de l'Autriche avait rendu caduc le traité de Gastein. Le 11 juin, la Prusse dispersa par la force armée l'assemblée des états[47] du Holstein convoquée à Itzehoe. Là-dessus, le 12 juin, les Autrichiens évacuèrent le Holstein. Le même jour, l'Autriche rappela son ambassadeur de Berlin et rendit son passeport à l'ambassadeur prussien de Vienne. Le 14 juin, le Parlement fédéral se prononça contre la Prusse, ce sur quoi l'ambassadeur prussien déposa au bureau du Parlement fédéral le projet de Constitution pour une nouvelle confédération, dont le premier article disait :

47 État dans le sens de couches sociales hiérarchisées de l'Ancien régime.

« Le territoire confédéral se compose des États qui y figuraient jusque-là, à l'exception des provinces impériales autrichiennes et royales néerlandaises (Luxembourg et Limbourg). »

Donc, la Petite-Allemagne. La guerre était déclarée. Contrairement à ce que beaucoup attendaient, elle prit un cours particulièrement favorable à la Prusse. En l'espace de quelques semaines, l'armée autrichienne fut en Bohème chassée de toutes ses positions, et les Prussiens étaient aux portes de Vienne. À l'exception de l'armée saxonne, qui combattit en Bohème, et de celle du Hanovre, qui après une résistance opiniâtre fut vaincue par les Prussiens, les armées des États moyens jouèrent un rôle pitoyable. Leur résistance fut brisée avant d'en arriver à une véritable bataille. En Italie, la guerre se déroula un peu différemment. Au début, Bismarck se méfiait de l'Italie, qu'il ne croyait pas capable de mener sérieusement la guerre contre l'Autriche. Dans une dépêche du 13 juin à l'ambassadeur prussien, von Usedom, il recommandait d'insister vivement pour que le gouvernement italien se mette d'accord avec le Comité hongrois. Un refus de La Marmora pourrait éveiller en Prusse le soupçon que l'Italie n'avait pas l'intention de mener sérieusement la guerre contre l'Autriche. Il devait faire savoir que la Prusse ouvrait les hostilités la semaine suivante. Mais une guerre inefficace de l'Italie dans le Quadrilatère fortifié[48] éveillerait la défiance. Le 17 juin, Usedom envoya à La Marmora une longue dépêche dans laquelle, au nom de son gouvernement, il lui faisait des propositions sur la conduite de la guerre. Il fallait la mener jusqu'à l'anéantissement de l'adversaire. Sans tenir compte de la configuration future des territoires, les deux puissances devaient chercher à faire de cette guerre une guerre définitive, décisive, totale et irrévocable. L'Italie n'avait pas le droit de se contenter de parvenir aux frontières nord de la Vénétie ; elle devrait avec la Prusse arriver au centre même de la monarchie. Pour s'assurer la possession définitive de la Vénétie, il fallait qu'elle frappe au cœur la monarchie autrichienne.

Ce fut la fameuse dépêche du « coup au cœur » qui, quand elle fut connue en 1868, suscita un grand émoi. Mais les choses se passèrent autrement. Ce n'est pas les Italiens, mais les Autrichiens qui furent victorieux. Les Italiens furent vaincus sur terre à la bataille de Custozza et sur mer à la bataille navale de Lissa. Malgré ces victoires, l'Autriche cédait maintenant la Vénétie à Napoléon, donc pas à l'Italie. Elle espérait une intervention de Napoléon. Cette nouvelle situation amena alors Bismarck, malgré le grand mécontentement que cela provoqua au quartier général, à accorder désormais à l'Autriche un armistice qui fut signé à Nicolsbourg et à la fin duquel, le 26 juillet, on en vint aux préliminaires de paix. Dans le traité de paix définitif, conclu à Prague, la Prusse reçut le Schleswig-Holstein, Hanovre,

48 Système défensif autrichien situé entre Mantoue et Vérone. À cette époque, la Vénétie faisait encore partie de l'Empire d'Autriche.

Nassau, la Hesse électorale et Francfort. L'Autriche elle-même s'en sortit avec une indemnité de guerre modérée. Des raisons politiques décidèrent Bismarck à traiter l'Autriche honorablement. Les États du sud-ouest de l'Allemagne devaient former une fédération particulière. Napoléon céda la Vénétie à l'Italie.

La cession par l'Autriche de la Vénétie à Napoléon souleva chez les libéraux allemands une tempête d'indignation. C'était une trahison de la patrie. Cette accusation touchait la Prusse au moins autant que l'Autriche. Mais on dissimula autant que possible le fait que la Prusse s'était alliée avec l'Italie, donc avec l'étranger, pour détruire un État allemand ; on dissimula le fait que, pour fomenter une insurrection en Hongrie, Bismarck était entré en relation avec Klapka, qui en conséquence avait publié l'appel suivant :

> « Aux soldats hongrois !
>
> Grâce à la confiance de mes concitoyens, je prends le commandement en chef de toutes les forces armées hongroises ; c'est donc en commandant en chef que je m'adresse à vous.
>
> Les puissants rois de Prusse et d'Italie sont nos alliés. Garibaldi accourt d'Italie, Türr du Danube, Bethlen depuis la Transylvanie, pour libérer la patrie ; d'ici, c'est moi qui conduis la valeureuse troupe hongroise dans le pays. Lajos Kossuth sera avec nous ; ainsi réunis, nous chasserons les Autrichiens qui ravissent vies et biens de notre pays. Nous reconquérons ce qui est à nous : le sol d'Arpad[49] ; en 1848-1849 nous avons recueilli une gloire éternelle, maintenant, si nous libérons la patrie, c'est la couronne de lauriers et de paix qui nous attend. En avant donc, suivez l'étendard hongrois ! La terre sacrée de notre patrie n'est qu'à quelques jours d'ici, c'est là que je vous mène ; rentrez donc à la maison, où mère, fratrie et fiancée vous attendent, les bras ouverts !
>
> Choisissez ! Voulez-vous rester de pitoyables prisonniers, ou devenir de glorieux défenseurs de la patrie ?
>
> Vive la patrie !
>
> Signé de ma main. Klapka, général hongrois »

On ne voulait pas rappeler non plus que, au moment d'entrer en Bohème, le quartier général prussien avait publié un appel « Aux habitants du glorieux royaume de Bohème », qui comportait des passages comme celui-ci :

« *Si notre juste cause devait triompher, peut-être que pour les Bohémiens et les Moraves aussi se présenterait le moment où, comme pour les Hongrois,*

49 Arpad : nom du premier grand-prince des Magyars considéré comme le fondateur de la première dynastie hongroise (895-1301).

ils pourraient réaliser leurs vœux nationaux. Qu'une étoile favorable fonde alors leur bonheur pour toujours ! »

C'était la vieille chanson des deux poids deux mesures. Quand on est deux à faire la même chose, ce n'est jamais la même chose. Quand la Prusse commettait les pires infamies – et on ne pouvait tout de même pas considérer ce qui se passait en Bohème et en Hongrie comme une guerre à la loyale – elles étaient excusées, voire justifiées. Mais malheur aux adversaires qui imitaient son exemple ! Que dirait-on par exemple aujourd'hui, si un beau jour une puissance étrangère entrait en Posnanie[50] en adressant aux Polonais une proclamation du genre de celle des Prussiens en Bohème ?

À la haute trahison en grand, privilégiée dans les pays autrichiens, on joignit en Allemagne la haute trahison en petit. Début août 1866, sous la direction du professeur Biedermann, du D[r] Hans Blum, etc., les libéraux saxons adoptèrent dans une assemblée régionale à Leipzig une résolution qui disait : « *Nous considérons que la meilleure défense des intérêts allemands et saxons est l'intégration de la Saxe à la Prusse.* » Et M. von Treitschke, Saxon d'origine, s'exprima de manière encore plus explicite : en tant que rédacteur des *Annales prussiennes*, il somma Bismarck de détruire les États oppositionnels – Saxe, Hanovre, Hesse électorale :

> « Ces trois dynasties sont mûres, plus que mûres pour leur destruction méritée. Leur restauration serait un danger pour la sécurité de la nouvelle confédération allemande, un péché contre la moralité de la nation… Après la maison des Habsbourg, il n'y a pas de dynastie qui ait, des siècles durant, aussi gravement offensé la nation allemande que la maison des Albertiniens[51]… Indubitablement, le roi Jean est l'homme le plus méritoire parmi les princes allemands bannis… cependant, en dépit d'une foule de connaissances savantes, il est resté un homme ordinaire, étroit de cœur, dépendant, philistin dans son jugement sur le monde et sur l'époque… Le prince héritier, homme qui ne manque pas d'une rude bonhomie, mais fruste et dénué de toute intelligence politique, a été de tout temps un soutien du parti autrichien… Quant au prince Georges, dont l'arrogance et la bigoterie ont heurté même la docile Dresde, il y en a encore moins à en attendre… D'une restauration, nous craignons avant tout la démoralisation du peuple par l'esprit de mensonge, par la duplicité d'une loyauté qu'après les événements de cet été l'on ne peut plus éprouver, du moins parmi la jeune génération. Que l'on s'imagine la scène : le roi Jean faisant son entrée dans sa capitale, le conseil municipal de Dresde, de tout temps fidèle, accueillant avec des paroles de

50 La population de cette province allemande, aujourd'hui polonaise, était en majorité polonaise.

51 Maison princière à laquelle appartenait le roi de Saxe.

> gratitude et de vénération l'homme qui a mené le pays à sa perte, des jeunes filles couronnées de losanges blancs et verts s'inclinant devant la couronne souillée et profanée… Vraiment, on a la nausée rien que d'y penser. »

Et il concluait : « *Dans des jours comme ceux-ci, il faut avoir le courage de mépriser les paragraphes du Code pénal albertinien… Nous ne voulons pas que revienne sur le trône une dynastie condamnée de Dieu et des hommes.* »

Je rappelle ces événements essentiellement parce que ces mêmes libéraux, qui à l'époque s'étaient, selon les lois en vigueur, rendus coupables de crime de haute trahison, en 1870 ne se lassaient pas de nous accuser, Liebknecht et moi, d'avoir prétendument trahi la patrie.

Bismarck veilla à ce que qu'on ne touche pas à un cheveu de ses ardents admirateurs. Dans l'article 19 du traité de paix, le roi de Saxe dut garantir « *qu'on n'exigerait de comptes, que ce soit de nature judiciaire, policière ou disciplinaire, et qu'on ne porterait atteinte aux droits politiques d'aucun de ses sujets ou autres soumis aux lois saxonnes, pour un délit en rapport avec les relations entre la Prusse et la Saxe ou pour un crime contre la personne de Sa Majesté pendant la durée de l'état de guerre, ou pour haute trahison ou crime d'État, ou enfin plus généralement pour ses positions politiques pendant cette période.* »

Plus tard, on nous a fréquemment demandé, à Liebknecht et à moi, ce qui serait arrivé si, au lieu de la Prusse, c'était l'Autriche qui avait remporté la victoire. C'est assez triste déjà que, dans les conditions de l'époque, il n'y ait plus eu que cette alternative et qu'on ait considéré que prendre parti *contre* l'un c'était prendre parti *pour* l'autre. Mais c'est ainsi qu'étaient les choses. À mon avis, pour un peuple *qui se trouve dans une situation de dépendance,* une défaite militaire est plus une aide qu'un obstacle à son développement interne. Les victoires rendent les gouvernements arrogants et exigeants à l'égard du peuple, les défaites les obligent à se rapprocher du peuple et à gagner sa sympathie. C'est la leçon de 1801-1807 pour la Prusse, de 1866 pour l'Autriche, de 1870 pour la France, de la défaite russe dans la guerre contre le Japon en 1904. La révolution russe ne serait jamais arrivée sans ces défaites et une victoire du tsarisme l'aurait même rendue impossible pour des années. Et même si la révolution a été vaincue, la vieille Russie n'existe plus, pas plus que la vieille Prusse de 1847 n'existait encore après 1849. Inversement, l'histoire nous montre que, quand le peuple prussien, au prix d'énormes sacrifices en vies et en biens, a renversé la domination étrangère de Napoléon et a tiré d'affaire la dynastie, celle-ci a oublié toutes les belles promesses qu'elle avait faites au peuple à l'heure du danger. Il fallut qu'après une longue époque de réaction 1848 arrive, pour que le peuple conquière ce dont on l'avait privé pendant des décennies. Et c'est

ainsi qu'ensuite Bismarck, au Parlement de l'Allemagne du Nord, a rejeté toute demande véritablement libérale. Il s'est présenté en dictateur.

À supposer que la Prusse ait été vaincue en 1866, le ministère Bismarck et la domination des junkers, qui jusqu'ici hantent encore l'Allemagne comme un cauchemar, auraient été balayés. Cela, Bismarck le savait mieux que personne. Après sa victoire, le gouvernement autrichien ne serait jamais devenu aussi fort que cela a été le cas avec celle de la Prusse. De par toute sa structure, l'Autriche était et est un État intrinsèquement faible, contrairement à la Prusse. Mais le gouvernement d'un État fort est plus dangereux pour le développement démocratique de cet État. Dans aucun pays démocratique il n'y a de gouvernement qu'on appelle fort. Face au peuple, il est impuissant. Il est très probable qu'après une victoire le gouvernement autrichien aurait essayé de gouverner l'Allemagne de manière réactionnaire. Mais il aurait eu alors contre lui, non seulement l'ensemble du peuple prussien, mais aussi la plus grande partie du reste de la nation, y compris une bonne partie de la population autrichienne. Si une révolution avait à un moment quelconque eu une chance de succès, cela aurait alors été contre l'Autriche. La conséquence en aurait été l'unification démocratique du Reich. La victoire de la Prusse excluait cela. Et autre chose encore. Exclure de la communauté du Reich l'Autriche allemande – sans parler de l'abandon du Luxembourg – a placé dix millions d'Allemands dans une situation presque désespérée. Nos « patriotes » sont pris de furie nationaliste si quelque part à l'étranger un seul Allemand est maltraité, mais ils ne sont pas scandalisés du monstrueux meurtre culturel qui a été commis contre les dix millions d'Allemands d'Autriche.

D'ailleurs, quelques années avant 1866, nos grands aînés ont eu de semblables discussions, ce que naturellement je n'appris que plus tard. Dans une lettre à Lassalle du 22 janvier 1862 – donc deux ans avant d'entrer au service de Bismarck – Lothar Bucher écrivait sur l'éventualité d'une guerre avec la France, où la Prusse vaincrait : « *Une victoire du parti militaire, c'est-à-dire du gouvernement prussien, serait quelque chose de mauvais.* »

Mi-juin 1859 Lassalle écrivait à Marx : « *C'est seulement dans une guerre* populaire *contre la France… que je vois un malheur. Mais dans une guerre impopulaire au sein de la nation,* un immense bonheur pour la révolution… » Lassalle alla encore plus loin et expliqua : « *Une victoire sur la France serait à la longue l'événement contre-révolutionnaire par excellence. Il en est toujours ainsi, en dépit de tous les Napoléons, face à l'Europe la France représente la révolution, et la défaite de la France celle de la révolution.* » Et fin mars 1860, Lassalle écrivait à Engels : « *Rien que pour éviter tout malentendu, je dois signaler que, déjà* l'an passé *d'ailleurs, quand j'écrivais ma brochure* (La guerre italienne), *je souhaitais* très ardemment *que la Prusse fasse la guerre contre Napoléon. Mais je la souhaitais à condition seulement*

que le gouvernement la fasse, mais qu'elle soit, dans le peuple, aussi impopulaire et odieuse que possible. Alors, oui, elle aurait été un grand bonheur. »[52]

Et dans la conférence *Et Maintenant ?* que Lassalle fit en octobre 1862, il dit (première édition, page 33 à 34) : « *Mais enfin, l'existence des Allemands n'est pas de nature si précaire que pour eux une défaite de leurs gouvernements comporte un réel danger pour l'existence de la nation. Messieurs, si vous examinez l'histoire avec rigueur et cohérence, vous verrez que les œuvres de civilisation accomplies par notre peuple sont si gigantesques et puissantes, si novatrices et lumineuses pour le reste de l'Europe, qu'on ne peut douter un seul instant de la nécessité et de l'indestructibilité de notre existence nationale. Donc, si nous nous engageons dans une grande guerre extérieure, nos différents gouvernements, saxon, prussien, bavarois, peuvent bien s'y effondrer, mais, comme un phénix, le peuple allemand renaîtrait de ses cendres, indestructible, et cela seul importe.* »

L'issue de la guerre semblait devoir nous offrir un succès inespéré. Un jour, Liebknecht apparut rayonnant de joie dans mon atelier et m'annonça qu'il avait racheté le *Journal populaire de l'Allemagne du Centre*, que les libéraux de Leipzig avaient sacrifié parce que le déficit du journal grandissait de jour en jour. Les abonnés du journal étaient en quelques semaines tombés de 2 800 à 1 200, et en outre Liebknecht avait accepté de payer 800 thalers de dettes. Cette nouvelle m'effraya, car nous n'avions pas un pfennig, et il était tout à fait exclu que, dans les conditions de l'époque, nous puissions remonter le journal. Par ailleurs il nous fallait compter avec l'occupation prussienne. Liebknecht tenta de me réconforter. L'éditeur, dit-il, ne demandait pas l'argent tout de suite et nous trouverions bien ce qui serait nécessaire à part ça. Il était heureux d'être le propriétaire d'un journal dans lequel il pouvait défendre ses idées. Et c'est ce qu'il fit largement et si radicalement qu'on pouvait croire que c'était lui, et pas les Prussiens, qui était le maître en Saxe. Bien entendu, la joie fut de courte durée. Le journal fut interdit. Je n'étais pas fâché de cette sanction, bien que je me sois gardé de le lui dire. On nous sauvait d'un grand embarras, car le plan hardi que nous avions conçu, de placer dans les associations ouvrières allemandes 5 000 bons de participation à 1 thaler, aurait été un grand fiasco.

52 *Lettres de Ferdinand Lassalle à Karl Marx et Frédéric Engels*, Stuttgart 1902 (Note de Bebel).

Après la guerre

Comme on sait, la guerre eut pour conséquence la création de la Confédération de l'Allemagne du Nord, dont la direction appartenait à la Prusse, ce géant à côté des autres États qui n'étaient que des nains. S'il n'avait tenu qu'au roi, il aurait également annexé le plus grand d'entre eux, la Saxe ; mais c'est Napoléon en premier lieu qui l'en empêcha. C'est aussi pour le ménager que le roi fut amené à conclure l'armistice de Nicolsbourg, comme Bismarck le reconnut dans une dépêche du 20 juillet 1866 à l'ambassadeur de Prusse à Paris. Elle disait encore que le roi prévoyait que, pour la paix, on assurerait à la Prusse un gain conséquent de territoire dans le nord de l'Allemagne. Le roi accordait une importance bien moindre que lui (Bismarck) à la Confédération de l'Allemagne du Nord, et donc tenait avant tout aux annexions, que lui (Bismarck) considérait comme une nécessité, en plus de la réforme, parce que sinon la Saxe et le Hanovre resteraient trop grands pour une relation étroite. Le roi avait dit qu'il préférerait abdiquer plutôt que de rentrer sans gain territorial important pour la Prusse, et il avait aujourd'hui appelé à lui le prince héritier.

Que le roi ait préféré les annexions à la souveraineté sur toute la Confédération de l'Allemagne du Nord, cela seul correspond au point de vue qu'il adopta plus tard à Versailles, quand il s'agit de le proclamer empereur d'Allemagne. La vieille Prusse lui était plus chère que la nouvelle Allemagne. Cependant, la Confédération vit le jour et, comme on avait désormais aussi en vue la réunion d'un Parlement de l'Allemagne du Nord sur la base du suffrage universel, cela nous imposait une organisation politique plus solide et exigeait un programme autour duquel le parti fît bloc. Vu la position qu'adoptaient une partie des dirigeants, le professeur Rossmässler et d'autres, il était exclu que ce programme pût être ouvertement social-démocrate ; de même, une partie des associations ouvrières étaient encore politiquement trop arriérées pour que nous puissions oser un tel pas. Cela aurait mené à une scission et, à ce stade de développement, il fallait l'éviter. Enfin, vu l'état d'esprit qui régnait encore à cette époque dans une partie considérable de la bourgeoisie en raison des récents événements guerriers et de l'état de l'Allemagne déchirée en trois parties, il était nécessaire de rassembler toutes les forces pour une démocratisation de l'Allemagne.

Le 19 août, nous convoquâmes à Chemnitz une assemblée régionale à laquelle participèrent aussi des membres de l'Association générale des

travailleurs allemands (Fritzsche, Försterling, Röthing et d'autres), pour fonder le nouveau Parti démocratique. Le programme adopté disait :

« Revendications démocratiques

1. Droit absolu à l'autodétermination du peuple. Suffrage universel égal et direct, avec vote secret, dans tous les domaines de la vie politique (le Parlement, les Chambres des différents États, les communes, etc.). Peuple en armes au lieu de l'armée permanente. Parlement doté des pouvoirs les plus complets, qui en particulier ait aussi à décider de la guerre et de la paix.

2. Unification de l'Allemagne sous la forme d'un État démocratique. Pas de pouvoir central héréditaire. Pas de Petite-Allemagne sous direction prussienne, pas de Prusse agrandie par annexions, pas de Grande-Allemagne sous direction autrichienne, pas de Triade. Ces aspirations dynastiques-particularistes et autres, qui ne mènent qu'à la dépendance, au morcellement et à la domination étrangère, le Parti démocrate doit les combattre de la manière la plus résolue.

3. Suppression de tous les privilèges d'état[53], de naissance et de confession.

4. Élever le niveau d'éducation physique, intellectuelle et morale du peuple. Séparer l'école de l'Église, séparer l'Église de l'État, et l'État de l'Église. Relever les établissements de formation des maîtres et donner aux enseignants une position digne, relever l'école primaire et en faire un établissement public que les caisses de l'État doivent entretenir, avec gratuité des cours. Financement et création d'établissements de formation continue pour ceux qui sortent de l'école primaire.

5. Encouragement à la prospérité générale et libération du travail et des travailleurs de toute pression et de toute chaîne. Amélioration de la situation de la classe laborieuse, liberté de circulation, liberté de l'industrie, du commerce et du travail, droit de domicile général dans toute l'Allemagne, encouragement et soutien aux coopératives, en particulier aux coopératives de production, afin de réduire l'opposition entre capital et travail.

6. Autonomie administrative des communes.

7. Relèvement dans le peuple de la conscience du droit par l'indépendance des tribunaux, cours d'assises, en particulier dans les

53 Ici état : couches de la société de l'Ancien régime possédant des privilèges déterminés et limités. La révolution bourgeoise en France a supprimé les états, en particulier les privilèges exorbitants du clergé et de la noblesse.

procès politiques et de presse ; procédures judiciaires publiques et orales.

8. Encouragement à la formation politique et sociale du peuple par une presse libre, la liberté de réunion et d'association, le droit de coalition. »

Ce programme ne laissait rien à désirer en matière de détermination. Les membres de l'Association générale des travailleurs allemands l'avaient également approuvé, mais ils furent contraints par Schweitzer de se tenir à l'écart de la formation du nouveau parti. Rossmässler aussi était méfiant et insatisfait, car les revendications sociales allaient trop loin pour lui et il découvrait dans le programme le pied fourchu du diable socialiste. Lorsque je lui rendis visite peu après l'assemblée régionale, il ne fit pas mystère de son désaccord. Il crut devoir me mettre expressément en garde contre Liebknecht, qui était un homme dangereux, un communiste masqué. Je tentai de le rassurer, mais ne pus empêcher que, jusqu'à sa mort le printemps suivant, il connaisse encore bien des déceptions. Ainsi, lorsqu'il refusa une candidature au Parlement pour Leipzig, cela le peina que nous ayons présenté son adversaire personnel, Wuttke. Rossmässler avait cette étrange idée que le Parlement de 1849 existait encore de droit, et que donc c'était à Löwe-Calbe de le convoquer, lui qui avait été le dernier président de ce Parlement – ce pour quoi il aimait qu'on l'appelle le dernier président du premier Parlement allemand. De fait Löwe-Calbe avait déclaré quelques années auparavant à un congrès qu'il se considérait comme l'héritier légitime du Parlement de 1849 et qu'il le convoquerait à nouveau le cas échéant. Mais par la suite il s'est bien gardé de se ridiculiser complètement.

Le président du comité permanent, Staudinger, publia une feuille datée du 7 novembre 1866, dans laquelle il se prononçait sur les récents changements intervenus en Allemagne. La feuille examinait d'un œil très pessimiste la situation créée par la paix de Prague. Pour la liberté du peuple et les droits du peuple, il n'y avait pas grand-chose à espérer, par contre le système de l'armée permanente était établi pour de longues années, tout au moins dans le nord de l'Allemagne. Quant à une réduction des dépenses de l'État, et en particulier une diminution ou une suppression des impôts indirects, il fallait à présent y penser moins que jamais. Ce qui était en vue à coup sûr, c'était plutôt une augmentation de ces charges.

La feuille était moins heureuse dans sa critique des conditions sociales actuelles, car elle s'attachait à l'organisation économique arriérée qui subsistait encore souvent dans les États particuliers, organisation dont, s'il avait un sens, le nouvel ordre des choses devrait justement amener d'abord

la suppression. Il s'agissait avant tout de satisfaire la bourgeoisie, qui avait besoin de développer librement ses forces économiques.

À côté des zones d'ombre que créait, selon Staudinger, la catastrophe des derniers mois, il existait pourtant aussi quelques zones de lumière, au moins de façon négative. Deux phénomènes en particulier étaient d'une grande importance pour l'état ouvrier. D'abord, que la grande majorité du Parti du progrès s'était montrée *totalement incapable* de réorganiser le pays politiquement et socialement, ce que l'auteur développait plus en détail. Le deuxième phénomène réjouissant était que, dans toute l'Allemagne, les ouvriers s'étaient prononcés pour l'introduction générale du suffrage universel égal et direct et pour la liberté en matière de législation sociale.

Enfin la feuille disait que les expériences de l'année 1866 avaient montré qu'il n'existait aucun motif de division à l'intérieur de l'état ouvrier, au contraire, face à l'animosité renforcée par le Parti du progrès, l'unité et l'unanimité étaient plus que jamais nécessaires.

> « L'importante revendication du suffrage universel et direct est le mot d'ordre commun des deux tendances. Par ailleurs, toutes deux réclament la transformation complète de ce système d'imposition qui exploite le travail, et le changement du système militaire qui fait du citoyen un serf. La grande importance des coalitions et des coopératives, et par là la nécessaire transformation des rapports de production, personne ne les conteste. Mais la querelle sur le plus ou moins haut degré de devoirs de l'État à l'égard de l'individu[54] est vaine pour l'instant, tant que le pouvoir d'État, s'en tenant aux traditions féodales, dispose des citoyens comme d'un troupeau sans volonté, et tant que l'épée dicte la réorganisation politique de la patrie, épée qui, n'engendrant que servitude odieuse au lieu de liberté, menace d'enlever tout fondement à nos aspirations à résoudre pacifiquement les questions sociales. »

Pour conclure, l'appel invitait les travailleurs à se mettre hardiment à l'œuvre et à renoncer à toute discorde.

Cet appel avait été publié par Staudinger à titre personnel. On n'avait pas demandé son avis au comité permanent. La feuille nous surprit. Moi qui connaissais Staudinger d'un peu plus près, j'étais d'avis que ça ne pouvait pas correspondre aux idées de Staudinger. Et mon soupçon se confirma. Ses amis progressistes de Nuremberg lui ayant demandé de s'expliquer sur la feuille, il reconnut que c'était Sonnemann qui en était l'auteur et que lui s'était contenté de signer.

Les élections toutes proches au Parlement de l'Allemagne du Nord nous obligèrent à un intense travail de propagande et d'organisation, qui imposa

54 Souligné dans l'original.

à chacun de nous de lourds sacrifices. Aux yeux de nos adversaires bourgeois, les propagandistes social-démocrates sont des gens qui s'engraissent des sous des travailleurs. Si une telle accusation n'a *jamais* eu de fondement, c'était encore moins le cas en ce temps-là. Pour entreprendre le travail de propagande, il fallait beaucoup d'enthousiasme, d'endurance et d'esprit de sacrifice pour la cause. Le propagandiste devait être heureux s'il était remboursé de ses débours et, pour les réduire le plus possible, on considérait comme allant de soi qu'il accepte toute invitation à loger chez un camarade du parti, et dans la grande majorité des cas c'était chez de pauvres diables, et il devait se contenter d'un logement des plus modestes. Mais là, on vivait parfois des choses curieuses. Plus d'une fois il m'arriva de devoir dormir dans la même pièce que le couple de mes hôtes ; une autre fois il advint que, sous le sofa où je passais la nuit, la chatte de la maison mit bas ses petits, ce qui n'alla pas sans bruits et miaulements ; une autre fois encore, avec mon ami Motteler, nous fûmes installés à une heure avancée de la nuit sur un sol jonché d'écheveaux de fil, que le contremaître devait livrer aux tisserands à domicile. Lorsque très tôt le matin je fus réveillé par le soleil, dont les rayons me tombaient sur le visage à travers la lucarne, je découvris que j'étais couché sur un tas de fils jaunes et que la tête aux boucles noires de Motteler reposait sur un tas de fils rouge pourpre, spectacle qui me fit tellement rire que Motteler se réveilla et, étonné, demanda ce qui se passait. Des expériences de ce genre, tous ceux qui faisaient de la propagande pour le parti en faisaient forcément en ce temps-là, et plus tard encore. Liebknecht était à cette époque un propagandiste particulièrement actif. De façon inattendue, il fut obligé d'arrêter cette activité pendant des mois. En Prusse, après la guerre, on avait décrété une large amnistie. Liebknecht, croyant que cela rendait caduque son expulsion de Prusse, alla début octobre à Berlin et fit une conférence à l'association des typographes. Il fut arrêté le soir même, puis condamné pour rupture de ban à trois mois de prison, qu'il purgea à la prévôté municipale, traité comme un vulgaire criminel. Ainsi par exemple, dès 6 heures du soir on lui coupait la lumière, ce qui lui était particulièrement pénible. Les choses se passèrent infiniment mieux pour sa partie adverse, J. B. von Schweitzer. Lui, pendant sa détention, on lui accorda des libertés et des commodités comme jamais un prisonnier politique n'en a bénéficié depuis dans une prison prussienne.

Les élections pour le Parlement constituant de l'Allemagne du Nord avaient été fixées à début février 1867. Cela nous amena à convoquer pour Noël 1866 une assemblée régionale à Glauchau pour dresser la liste des candidats. Les moyens matériels et les forces militantes nous obligèrent à nous limiter aux seules circonscriptions où nous étions bien organisés. C'était d'abord la 17e circonscription, Glauchau-Meerane, où je fus présenté comme candidat, la 18e circonscription, Crimmitschau-Zwickau, où

l'avocat Schraps était candidat, et la 19e circonscription, Stollberg-Lugau-Schneeberg, que Liebknecht se vit attribuer. Comme il ne fut libéré de sa détention à Berlin que dans la deuxième moitié de janvier, il ne put qu'insuffisamment travailler sa circonscription, aussi fut-il battu. Schraps et moi nous sortîmes vainqueurs. J'avais cinq adversaires, dont Fritzsche, membre de l'Association générale des travailleurs allemands, mais il n'obtint que 200 voix environ. Lors d'une grande assemblée électorale à Glauchau, il me porta la contradiction, mais il eut nettement le dessous. Politiquement, j'avais de l'avance sur lui et, en ce qui concerne le socialisme, je n'étais pas en retard sur lui. Avec 3 600 voix, j'arrivai avec une avance confortable devant mes adversaires les plus proches et je remportai la victoire au second tour avec 7 922 voix. Mon adversaire, un conseiller municipal du Parti national-libéral, obtint 4 281 voix.

La campagne électorale, déjà à l'époque, fut menée de manière très déloyale. Ainsi, un jour que je voyageais en train dans la circonscription, j'entendis dans un compartiment voisin du mien un monsieur se déchaîner violemment contre moi. J'aurais fait miroiter aux électeurs de Glauchau double salaire et journée de travail de huit heures, s'ils m'élisaient. Ces mensonges me donnèrent des démangeaisons. Je me levai et demandai à l'accusateur si ce qu'il venait de raconter, il l'avait entendu de Bebel en personne. Il affirma que oui. Là-dessus je le traitai de fieffé menteur et, lorsqu'il voulut s'en prendre à moi, je me nommai. Alors il resta interdit, et récolta moqueries et sarcasmes de la part des passagers. À la station suivante il quitta au plus vite la voiture.

L'année 1867 imposa deux élections parlementaires générales, ce qui exigea beaucoup de nos capacités personnelles. Bien que nous ayons pu être satisfaits de l'issue des élections au Parlement constituant, Wuttke et plusieurs de ses amis politiques proches à Dresde manifestèrent un fort pessimisme, qu'ils exprimèrent lors d'une conférence qui se tint à Dresde en juillet 1867. Là aussi, il s'avéra que les démocrates bourgeois grands-allemands n'étaient pas des tempéraments très combatifs ; ils se déclarèrent pour la non-participation aux élections, mais leur position resta pitoyablement minoritaire. Il fut tout particulièrement utile à Liebknecht que Robert Schweichel se charge à sa place des cours d'anglais et de français dans l'association d'éducation ouvrière et que par ailleurs il participe intensément aussi à la propagande. Les élections pour la première législature, qui eurent lieu fin août, aboutirent pour nous à l'élection de Liebknecht, Schraps, de Goetz (Lindenau) – Goetz-le-gymnaste, qui alors était un républicain enragé – et moi. Parmi les lassalliens, furent élus J. B. von Schweitzer et Reincke – qui, lorsqu'il démissionna plus tard de son mandat, fut remplacé par Fritzsche – et, lors d'une élection complémentaire, Hasenclever. Comme entre-temps une partie de l'Association générale des travailleurs

allemands avait scissionné sous le patronage de l'amie de Ferdinand Lassalle, la comtesse Hatzfeldt, et qu'elle avait formé une Association générale lassallienne des travailleurs allemands, cette fraction aussi eut un représentant en la personne de Fösterling, et plus tard un second en la personne de Mende, qui succéda à Fösterling à la présidence. Mende était une tête creuse qui, au service de la comtesse, était physiquement tombé si bas qu'il n'osait prendre la parole sans une injection de morphine et terminait en règle générale ses discours par les mots : « *J'ai parlé* », ce qui chaque fois suscitait au Parlement de grands éclats de rire. Je reviendrai plus tard sur mon attitude et mon activité au Parlement.

La Fédération des associations ouvrières allemandes poursuit son développement

À la séance du comité permanent qui se tint à Cassel fin mars 1867, mais où ne vint que peu de monde, on dut constater que les événements politiques de l'année passée avaient eu sur les associations un effet carrément dévastateur. La caisse était vide, l'organe de la fédération, le *Journal général des travailleurs [allemands],* avait, comme il a déjà été dit, cessé de paraître ; un mensuel, *Le Travail*, édité par le Dr Pfeiffer (Stuttgart) et imprimé par Sonnemann, avait lui aussi disparu à son tour, après une brève existence. À cela s'ajouta que la direction de la fédération n'était pas dans les bonnes mains. Le comité décida de sortir un nouveau journal qui, sous le titre *L'Atelier* [*allemand*] ([*Deutsche] Arbeiterhalle)*, devait être rédigé par Eichelsdörfer (Mannheim) et paraître tous les quinze jours. Je devins son collaborateur le plus assidu.

L'Atelier parut du 1er juin 1867 au 4 décembre 1868, jour où il cessa de paraître au profit de l'*Hebdomadaire démocrate* (*Demokratisches Wochenblatt*) que nous avions fondé à Leipzig début janvier 1868 et que Liebknecht rédigeait. Enfin, on décida de convoquer à nouveau à l'automne un congrès des associations.

Avec la création de l'*Hebdomadaire démocrate*, nous satisfaisions un besoin profondément ressenti par nous tous. Jusque-là, nous n'avions pas eu à notre disposition d'organe dans lequel nous puissions défendre nos idées, et donc aucune possibilité non plus de satisfaire à la formation politique et sociale de nos partisans, et c'est ce qui nous manquait avant tout. De même, nous étions désarmés face aux attaques de nos adversaires. Certes, le journal nous imposa de grands sacrifices, mais on les fit volontiers car c'était notre arme la plus importante.

La tiédeur avec laquelle la fédération des associations ouvrières était dirigée m'amena dans de nombreuses lettres à pousser Staudinger de l'avant. Fin mai 1867, je lui écrivais qu'après tout ce que la Confédération de l'Allemagne du Nord nous avait apporté jusque-là, et nous apporterait encore, le plus grand bénéfice à mes yeux était que les masses avaient été mises en mouvement comme jamais depuis 1848 et que de ce fait nous étions parvenus à créer de nombreuses liaisons nouvelles, que nous devrions utiliser dans l'intérêt du mouvement. Je lui conseillais d'entrer

en relation avec l'Internationale. Je protestais contre le fait qu'on tentait toujours de tenir les associations ouvrières à l'écart de la politique. Il fallait aussi songer à une réorganisation, le climat dans la Confédération de l'Allemagne du Nord laissait craindre qu'on s'en prenne aux associations ouvrières.

En Saxe, la vie politique dans les associations était particulièrement intense, nous faisions une propagande incessante pour gagner les masses. À la Pentecôte 1867, nous avions à nouveau convoqué un congrès ouvrier à Frankenberg, sous ma présidence, qui s'occupait en premier lieu d'une pétition pour la réforme de la loi saxonne sur les métiers. Nous réclamions la journée normale de travail de dix heures, la suppression du travail du dimanche, la suppression de l'interdiction de coalition, celle du travail des enfants dans les fabriques et les ateliers, la représentation des travailleurs dans les chambres de métier et les conseils de prud'hommes, enfin la gestion autonome des caisses ouvrières, des règlements de fabrique et d'atelier établis d'un commun accord entre ouvriers et employeurs. Vahlteich, en tant que rapporteur sur la question de l'« attitude des associations ouvrières face aux partis politiques et vis-à-vis du gouvernement saxon », proposa comme résolution que l'assemblée rejette comme insuffisants les moyens proposés par Schulze-Delitzsch pour résoudre la question sociale et déclare que seul un État démocratique sous contrôle de la collectivité pourrait résoudre cette question. Par ailleurs, il recommandait la lecture des brochures et journaux socialistes. Cette résolution suscita pas mal d'émotion chez une minorité, et je crus devoir apaiser les esprits irrités en proposant une résolution de compromis. Ce en quoi je m'étais trompé. La résolution de Vahlteich fut adoptée à l'unanimité moins 7 voix, la mienne moins 9 voix. L'assemblée choisit Gera pour le prochain congrès ouvrier allemand, et le comité permanent s'y déclara lui aussi favorable.

Ce congrès – le quatrième – se tint les 6 et 7 octobre. 37 associations et 3 fédérations y étaient représentées par 36 délégués. Parmi eux il y avait un novice, le prédicateur congrégationaliste libre Uhlich[55] de Magdebourg, d'une taille au-dessus de la moyenne et qui portait une longue barbe blanche. La nature hélas, dans un visage qui n'était pas antipathique, l'avait doté d'un nez monstrueux très gênant à voir. Pour présider le congrès, parmi trois candidats qui avaient le même nombre de voix, le sort désigna l'écrivain Wartenburg (Gera). Au cours de ses discussions, le congrès honora la mémoire de Bandow (Berlin), qui était mort en plein été 1866, et de Rossmässler, qui était mort en avril 1867. Uhlich fit le rapport sur la question scolaire, en un exposé fourre-tout qui culmina en seize postulats. Le congrès s'en sortit en déclarant dans une résolution qu'il était d'accord

55 Dissident de l'Église protestante. Certains de ces prédicateurs étaient actifs dans les associations d'éducation ouvrière.

« en général » avec lui. Sur la question organisationnelle, dont Hochberger et Motteler étaient les rapporteurs, on arriva enfin à faire valoir pour l'essentiel les idées que je défendais depuis des années. Selon l'article IV, le congrès élisait un président qui devait être à la tête d'un nouveau comité directeur comprenant six autres membres. Ce comité était élu par l'association à laquelle le président appartenait. Le siège de cette association était le chef-lieu de la fédération. Par ailleurs, on décida que le comité directeur du chef-lieu toucherait pour sa peine 300 thalers par an. À côté du comité directeur on élirait 16 hommes de confiance, répartis sur toute l'Allemagne, pour contrôler l'activité de la direction et donner leur avis dans les affaires importantes. Lors de l'élection du président, je recueillis 19 voix sur 33, le Dr Max Hirsch 13, Krebs de Berlin 1. Leipzig devint donc chef-lieu. La nouvelle orientation l'avait emporté. On était arrivé à ce à quoi j'aspirais depuis longtemps. L'association était maintenant en quelque sorte capable d'agir.

Un autre point à l'ordre du jour était le rapport que je fis sur la situation des mineurs. La raison en était une grande catastrophe dans le district minier de Lugau à l'été 1867, où 101 ouvriers furent tués, laissant derrière eux 50 veuves et quelque 150 enfants. À la demande de l'association d'éducation ouvrière, j'avais organisé une collecte qui avait recueilli 1 500 thalers. La résolution sur laquelle on tomba d'accord et qu'on adopta disait :

> « Les catastrophes récentes survenues dans les mines font qu'il est du devoir des travailleurs d'amener les gouvernements de chaque État à établir des lois qui obligent tout employeur ou entrepreneur d'un établissement industriel à répondre de tout préjudice subi par le travailleur dans l'accomplissement de son activité et résultant de la négligence du patron. En ce qui concerne les mineurs en particulier, on reconnaîtra comme nécessaire : 1. Contrôle le plus strict de l'État sur les sociétés minières. 2. Loi introduisant le système du double puits : un puits d'extraction et un puits de sécurité. 3. Introduction du principe de dédommagement aux victimes et à leurs familles, sur la base d'une loi à promulguer, et application la plus stricte des dispositions concernant décès ou dommages par suite de négligences. 4. Lutte résolue contre l'introduction unilatérale des « règlements miniers » (concernant amendes, travail à la tâche, caisses minières) par les propriétaires et les syndicats patronaux sans accord et approbation des travailleurs. 5. Administration des caisses minières par les travailleurs. »

C'était la première fois qu'un congrès ouvrier allemand demandait la promulgation d'une loi de responsabilité civile, demande qui fut ensuite satisfaite, d'ailleurs insuffisamment, en 1872 par la législation du Reich.

Sur la question de l'armée, on renonça faute de temps à un rapport, cependant on se décida pour une résolution qui, du fait des opinions

contradictoires en présence, représentait un mauvais compromis, conduisant à une nouvelle discussion sur cette question au congrès suivant, à Nuremberg.

J'étais entré depuis quelque temps en correspondance avec Joh[ann] Phil[ipp] Becker de Genève. Le 9 octobre, je lui écrivais entre autres :

> « Votre lettre est malheureusement arrivée trop tard pour le congrès ouvrier de Gera. Elle est arrivée dimanche, alors que j'étais parti dès le samedi, et ma femme, ignorant le contenu, la laissa là jusqu'à mon retour. Notre ami Liebknecht n'était pas à Gera, contrairement à Krebs de Berlin. Sur les discussions du congrès, vous trouverez dans les journaux bien plus de détails que je puis vous en fournir par lettre. Il nous fallait être très prudents dans les discussions, car les événements de l'année passée avaient provoqué un clivage au sein même des associations ouvrières. Néanmoins le déroulement du congrès en général fut satisfaisant.
>
> Sur la question organisationnelle, j'ai réussi à imposer mes propositions malgré tous les opposants et, pour l'élection de président, j'ai aussi remporté la victoire sur Hirsch (autrefois de Magdebourg et maintenant de Berlin) par 19 voix contre 13. De ce fait, Leipzig est en même temps devenu le chef-lieu, et le mouvement est provisoirement entre nos mains.
>
> En ce qui concerne la création d'une section de l'Association internationale des travailleurs, je tenterai de réaliser votre souhait, cependant je ne pourrai pas faire quoi que ce soit dans cette affaire avant la clôture du Reichstag et mon retour définitif ici, sur place. Quant à votre projet de transférer ici la rédaction du *Précurseur* (*Vorbote*), je ne veux pas porter de jugement arrêté là-dessus. La réalité, c'est que les épaules de ceux qui se préoccupent sérieusement du mouvement social-démocrate sont déjà si chargées de tâches qu'il ne serait vraiment pas conseillé d'en prendre de nouvelles. Nous aussi nous manquons de bras face aux exigences de toute sorte et de toute provenance. Cependant je vais discuter des différents points avec l'ami Liebknecht et les autres camarades et je vous tiendrai au courant…
>
> Dans l'ensemble, le mouvement laisse pas mal à désirer. La difficulté des temps (manque de travail, cherté de la vie) en éloigne plus d'un des associations. C'est pourquoi elles ont à affronter trop de problèmes matériels. L'absence d'indemnité parlementaire pour les députés impose aussi aux associations des sacrifices non négligeables, dans les circonscriptions où des députés démocrates sont élus, il n'est donc pas étonnant que dans tous les domaines les résultats soient insuffisants. Je crains ou j'espère, comme vous voulez, que

> le vieil édifice d'États qu'est l'Europe s'effondrera tôt ou tard d'un seul coup violent. Ça ne peut pas continuer longtemps comme ça, cela, on le sent même dans les milieux qui sont fondamentalement hostiles à une révolution violente. Veillons à ce que, du chaos qui s'ensuivra, il sorte quelque chose de valable.
>
> Salutations amicales.
> A. Bebel »

Avec la réorganisation opérée à Gera, un nouvel esprit gagna la fédération. Il s'agissait avant tout d'arracher la majorité des associations à leur indifférence présente et de les pousser à agir énergiquement. Cela ne pouvait se faire qu'en leur assignant des tâches et en leur demandant de les accomplir. Désormais, presque aucun numéro de *L'Atelier* ne parut sans qu'il y ait à la une un appel du chef-lieu, rédigé par moi, demandant aux associations d'agir pour les causes les plus diverses. Le succès ne se fit pas attendre. Petit à petit la vie revint dans les associations. Maintenant on payait même les modestes cotisations avec une ponctualité inconnue jusque-là. Mais, dans l'administration du chef-lieu, la situation aboutit à ce que presque toute la charge des affaires retomba sur moi. J'étais à moi seul président, secrétaire et trésorier. Le secrétaire élu se cantonnait aux protocoles des séances du chef-lieu **et** au rangement des dossiers. Dans le comité directeur du chef-lieu, il y avait entre autres l'avocat Otto Freytag, mais il abandonna bientôt son poste, ainsi que Chr[istian] Hadlich et P. Ulrich. Les relations avec les associations et la correspondance qui en résultait prirent petit à petit des dimensions gigantesques. Au terme du premier exercice – fin août 1868 – les arrivées de courrier se montaient à 253, les envois à 543, ce qui était beaucoup plus que jusque-là. Mais du congrès de Nuremberg, début septembre 1868, jusqu'au congrès d'Eisenach, en août 1869, les arrivées atteignirent le chiffre de 907, les envois le chiffre de 4 484, dont une grosse moitié sous bande, tout le reste était des lettres, et souvent de longues lettres de moi.

À ce travail s'ajoutaient les séances de l'administration du chef-lieu, la direction de l'association d'éducation ouvrière, l'activité au Parlement d'Allemagne du Nord et au Parlement douanier, de nombreux voyages de propagande et, à partir de septembre 1868, la collaboration permanente à l'*Hebdomadaire démocrate*, dont j'écrivais toute la rubrique travail. Avec une activité pareille, on conçoit aisément que je négligeais d'une manière irresponsable ma jeune femme et ma petite affaire, et on comprend parfaitement que, financièrement, j'avais assez souvent la tête sous l'eau et que parfois je ne savais pas où donner de la tête.

Comme je demandais aux autres une activité semblable à la mienne, j'avais à maintes reprises écrit à Vahlteich et l'avais pressé d'être plus actif.

C'est pourquoi, dans une lettre du 25 mai 1869, il me passa un savon. Il disait :

> « Cher ami ! Il y a des mois tu m'écrivais une lettre aussi stimulante que celle d'avant-hier. Mais ma réponse t'a fait une impression « lamentable ». Je veux bien le croire, mais je te prierai tout de même d'accorder foi à ce que je t'écris, en te rappelant que, quand j'étais dans la même situation que toi, j'ai travaillé avec la même impatience fébrile, le même dévouement que toi.
>
> Si je suis maintenant revenu du « volontarisme à tout crin », ce n'est pas par paresse mais par conviction, acquise à grand-peine, que certaines choses ne s'obtiennent pas par les seuls moyens à notre disposition ; je suis pour que l'on travaille toujours pour nos principes, mais sans pour autant s'exténuer pour eux.
>
> De ce point de vue, je dois le dire franchement : je crains que tu n'ailles à ta perte en plus d'un sens. Si je me trompe, alors tant mieux dans l'intérêt de la cause, et je m'en réjouis ; mais, pour autant que je puisse juger de la chose, je ne comprends pas en ce moment comment tu prétends poursuivre sur la durée ton activité propagandiste et plus généralement publique… »

Finalement il déclara que pour lui la chose était ainsi : il faut renoncer ou bien à son activité propagandiste, ou bien à sa situation dans les affaires.

Cette dernière remarque était indubitablement juste car, au fil des années, un grand nombre de camarades en arrivèrent à la même situation que Vahlteich. Quand nos adversaires, aujourd'hui encore, prennent un malin plaisir à insister sur le fait que, dans le groupe social-démocrate au Reichstag par exemple, il n'y a pas de vrai travailleur, cela s'explique du fait que tout travailleur qui milite publiquement pour la social-démocratie *se retrouve immédiatement sur le pavé*. Ou bien il se tait, ou bien le parti, qui a besoin de propagandistes, de rédacteurs, d'administrateurs, lui donne un emploi. De tout temps ce fut encore pire dans le parti pour ceux qui exerçaient un métier indépendant. Nos adversaires se plaignent du terrorisme de la social-démocratie. Oh, les hypocrites ! Il n'y a pas pires terroristes qu'eux. Combien de courageux camarades ai-je vu au fil des décennies saignés à blanc par le terrorisme de nos adversaires.

Ainsi par exemple Ju[lius] Motteler, un homme d'un idéalisme élevé, qui, lorsqu'il participa en 1867 à la campagne électorale, fut licencié de son emploi de bureau dans une fabrique. Pour ne pas faire plaisir à l'adversaire en abandonnant le terrain, il fonda à Crimmitschau une coopérative de filature et tissage. Elle prospéra même quelques années. Mais lorsque la guerre de 1870-1871 éclata et que notre position rendit les libéraux enragés, on priva de crédit bancaire la coopérative ; elle fut contrainte à la cessation de paiement. Alors Motteler sacrifia toute sa fortune pour satisfaire de son

mieux les créanciers. Il entra à la direction de la coopérative d'imprimerie de Leipzig. Pareils cas expliquent que, s'il y a parmi les députés, et plus généralement parmi les dirigeants socialistes, tant de marchands de tabac et de cigares et tant de restaurateurs, c'est qu'on est obligé de prendre ces professions parce que ce sont à peu près les seules dans lesquelles les victimes de la répression peuvent être soutenues par les camarades du parti. Et moi-même, en vingt-cinq ans d'activité professionnelle, combien ai-je dû souffrir du fait de retraits de clientèle et de conflits d'intérêts entre mon activité publique et mon affaire.

Maintes fois, certains de mes amis vivant bourgeoisement, qui ne pouvaient pas comprendre mon activité dans le mouvement ouvrier, disaient que j'étais un imbécile de me sacrifier pour les travailleurs. Je ferais mieux de travailler pour la bourgeoisie et de m'occuper des affaires communales, je ferais d'excellentes affaires et serais vite conseiller municipal. Cela leur semblait le nec plus ultra. Je me moquais d'eux, ce n'est pas cela que j'ambitionnais.

Comment je parvenais à assumer pareille charge de travail – et les années entre 1867 et 1872 furent les plus remplies de ma vie, bien que jusqu'à aujourd'hui je n'aie jamais manqué de travail – pour plus d'un cela restait une énigme. Et pour moi aussi, dans un certain sens, car j'ai eu plusieurs fois à lutter contre la maladie. J'étais à cette époque un homme de frêle stature aux joues creuses et au teint blême, ce qui fit dire à des amies de ma femme qui assistaient à notre mariage : « La pauvre, elle ne le gardera pas longtemps ! »

Heureusement, elles se trompaient.

Vie privée

Pour l'homme qui dans la vie publique est aux prises avec un monde d'adversaires, le genre de femme qui est à ses côtés est loin d'être indifférent. Selon le cas, elle peut être pour lui un appui et un soutien de ses efforts, ou bien un poids de plomb et une entrave. Je suis heureux de pouvoir dire que la mienne faisait partie de la première catégorie. Ma femme était la fille d'un ouvrier sur les voies de la ligne de chemin de fer Leipzig-Magdebourg, qui était déjà mort lorsque je fis sa connaissance. Ma fiancée était ouvrière dans un commerce d'articles de mode à Leipzig. Nous nous fiançâmes à l'automne 1864, peu avant la mort de sa vaillante mère, et nous nous mariâmes au printemps 1866. Je n'ai jamais eu à regretter mon mariage. Je n'aurais pu trouver femme plus aimante, plus dévouée, plus prête à toujours se sacrifier. Si j'ai fait ce que j'ai fait, cela ne fut en premier lieu possible que grâce à ses soins et sa serviabilité inlassables. Et elle dut traverser des jours, des mois, des années difficiles avant que ne brille enfin pour elle le soleil de temps plus tranquilles.

Notre fille, née en 1869, fut pour elle une source de bonheur et une consolation dans ces heures difficiles. À sa naissance se rattache un incident amusant. Dans la matinée du jour en question, j'étais assis à mon bureau dans notre logement et j'attendais tout excité l'heureux événement, quand on frappa à ma porte et, à mon cri « entrez », pénétra dans la pièce un homme qui se présenta comme l'avocat Albert Träger. Le nom de Träger m'était déjà connu par ses poèmes publiés dans la *Tonnelle* et par son activité publique. Après nous être salués, Träger dit, tout étonné : « *Mais vous êtes encore un homme jeune, je croyais que vous étiez un monsieur assez âgé, aisé, qui a raccroché son tablier et fait de la politique pour son plaisir.* » J'étais devant lui avec l'habituel tablier vert des tourneurs, et répondis en riant : « *Comme vous voyez, vous êtes dans l'erreur !* » Puis nous conversâmes, jusqu'à ce que j'entende, dans la pièce voisine, le cri d'enfant que j'attendais. Maintenant, il n'était plus question de me retenir. En quelques mots j'expliquai à Träger la situation, il me félicita alors et se retira. Quelques années plus tard, Träger entra lui aussi au Reichstag et nous devînmes collègues et restâmes de bons amis, malgré nos points de vue divergents sur les principes.

Ma position dans le mouvement ouvrier ainsi que mes fiançailles firent qu'il me parut souhaitable de m'installer à demeure à Leipzig. La Saxe avait certes introduit en 1863 la liberté de commerce, d'industrie et de travail,

mais quiconque voulait en jouir en tant qu'« étranger », c'est-à-dire non-Saxon, devait se faire naturaliser saxon. Cela coûtait à l'époque beaucoup d'argent, car il fallait aussi acquérir en même temps droit de cité dans une commune. Mais je n'avais les moyens ni de m'installer à mon compte ni de me faire naturaliser. Pour la naturalisation, avec le droit de cité à Leipzig, il me fallait environ 150 thalers, et tout ce que je pouvais espérer de Wetzlar c'était 350 thalers environ.

Or brusquement, je fus obligé de m'installer à mon compte, car fin 1863 mon maître me licencia, sous prétexte qu'il n'avait plus de travail pour moi. En réalité, il me licencia parce qu'il avait entendu dire que je voulais me mettre à mon compte. Il voulait donc écarter un concurrent. Je partis alors pour Wetzlar et ramassai tout l'argent liquide que je pouvais. Je louai ensuite un atelier au centre-ville, dans la cour d'un entrepôt, où l'écurie venait juste d'être transformée en local de travail. Le local était si rudimentaire qu'il n'y avait pas encore de cheminée et que, en attendant son installation, je devais, au mépris de toute réglementation de police, faire sortir mon tuyau du poêle dans la cour en passant par la fenêtre. Comme mon peu d'argent avait fondu comme neige au soleil, ce même local devait aussi me servir de chambre à coucher, du coup par les froides nuits d'hiver je gelais affreusement. Pour contourner provisoirement la naturalisation, j'avais ouvert mon affaire au nom d'un ami citoyen saxon, jusqu'à ce qu'au printemps 1866, pour pouvoir me marier, j'entreprenne aussi de me faire naturaliser, en m'endettant. Deux ans plus tard, bien des dépenses m'auraient été épargnées, en vertu de la législation de la Confédération de l'Allemagne du Nord.

Je commençai mon affaire à très petite échelle, avec l'aide d'un apprenti. Au début, je travaillais fréquemment jour et nuit, c'est-à-dire trente-six heures d'affilée, pour pouvoir livrer la commande. Quelques mois après, je pus embaucher un compagnon. Mais quand au printemps 1867 je fus élu au Reichstag et que pendant mon absence je dus donner à mon compagnon sur mon affaire des informations auxquelles il n'avait pas accès habituellement, à mon retour il démissionna et s'installa à son compte. Lorsque plus tard je racontai cet incident à un ancien collègue, il me dit sèchement : « *C'est bien fait pour toi, pourquoi lui payais-tu un salaire qui lui permettait de faire des économies ?* » Ce salaire « effroyable » se montait alors à 4,5 thalers par semaine, il était d'un demi-thaler plus élevé que dans n'importe quel autre atelier, de même chez moi la journée de travail était de 10 heures par jour, ailleurs de 11 heures.

Du reste, j'appris à connaître à fond la misère de l'artisan. On devait faire un assez long crédit pour les marchandises livrées, mais c'est chaque jour et chaque semaine qu'il fallait sortir l'argent pour le salaire du compagnon et de l'apprenti, pour les frais, et pour son propre entretien. Où

prendre l'argent ? Je livrais donc à un commerçant mes marchandises contre paiement comptant, à un prix à peine supérieur au prix de revient. Mais si j'allais chercher mon argent le samedi, je ne recevais que ces billets crasseux dont Leipzig alors était inondé du fait de son commerce avec les petits États de Thuringe. Chacun de ces petits États usait à fond de son droit de frapper monnaie et inondait le marché de papier-monnaie. Mais tout le monde l'acceptait et le donnait, et il servait de monnaie de circulation. Cependant, à côté, je recevais aussi assez souvent des lettres de change pas encore à échéance d'une quelconque entreprise industrielle, ou bien des ducats que l'usurier avait rognés de telle sorte qu'au lieu des 3 thalers et 5 groschen, comme on me les avait comptés, j'en recevais souvent 3 thalers, et quelquefois moins, du banquier chez qui j'étais obligé de les changer. C'était la même chose avec les lettres de change. J'étais furieux de cette manière de payer, mais que pouvais-je faire ? Je serrais le poing dans ma poche et, la semaine suivante, je livrais à nouveau des marchandises et recevais le même paiement, car j'avais à tout prix besoin d'argent liquide.

Mon activité publique montait petit à petit les entrepreneurs contre moi. On refusa de me passer commande. C'était le boycott. Si je n'avais pas réussi à me constituer pour mes articles (des poignées de fenêtre et de porte en corne de buffle) une petite clientèle hors de Leipzig, dans d'autres villes, j'aurais été contraint à la faillite à la fin des années 1860. Cela alla mal pour moi pendant la guerre de 1870-1871, période où le travail se réduisait déjà en soi. Lorsque ensuite, à l'hiver 1870-1871, je fus placé en détention préventive avec Liebknecht et Hepner pendant 102 jours, ma femme dut un jour me passer l'information qu'il n'y avait plus la moindre commande, mais qu'il fallait bien payer chaque semaine compagnon et apprenti. C'était une situation terriblement difficile. Cependant elle ne tarda pas à s'améliorer. Avec la conclusion de la paix commença la période de prospérité, qui dura jusqu'en 1874. Les commandes rentraient maintenant d'elles-mêmes, les clients étaient contents d'être servis. Lorsque par la suite, au printemps 1872, commença ma détention de 22 mois avec Liebknecht à la forteresse de Hubertusburg, à laquelle s'ajoutèrent pour moi neuf mois de prison, je pus laisser mon affaire avec un chef d'atelier, six compagnons et deux apprentis. Bien sûr, cela ne marchait pas comme sur des roulettes, bien que ma femme fût vaillamment au poste. Je faisais la correspondance commerciale depuis la forteresse, ou plutôt depuis la prison. En 1874, cela alla de nouveau mal avec le krach, au moment même où mes articles subissaient la concurrence de la fabrication industrielle, à des prix tels qu'avec ma fabrication manuelle je ne pouvais plus être compétitif. Je songeais déjà à renoncer à l'affaire et à prendre un poste du parti, quand le hasard voulut que je trouve un associé en la personne d'un camarade, le commerçant Fer[dinand] Issleib de Berka-sur-la-Werra, qui, en plus d'argent, possédait

les connaissances commerciales nécessaires, et très vite on put se féliciter qu'il ait aussi acquis les connaissances techniques nécessaires. À l'automne 1876, nous possédions une petite fabrique avec machine à vapeur, dans laquelle on entreprit maintenant de fabriquer aussi en bronze les articles concernés, qui nous valurent vite une bonne réputation. Au début, il nous fallut lutter durement, car la crise faisait encore rage. Mon activité principale devint désormais la recherche de clients et les voyages d'affaires, qui me permirent plus tard, sous la loi contre les socialistes, de rendre les plus grands services au parti. Ensuite, après mon expulsion de Leipzig en 1881, en vertu de ce qu'on appelait le petit état de siège, après que cette expulsion fut reconduite d'année en année et qu'entre-temps aussi je fis à nouveau connaissance avec les prisons, à l'automne 1884 je rompis le contrat d'associé et pris le poste de voyageur de commerce. Je pensais que, vis-à-vis de mon associé toujours dévoué, je ne pouvais plus accepter de prendre part au profit modéré d'une entreprise dont il devait assumer les soucis et l'essentiel du travail. En outre, en raison de mon éloignement permanent de Leipzig, j'étais de plus en plus étranger à la marche des affaires. C'est ainsi qu'en 1889 je quittai aussi mon poste de voyageur de commerce et me consacrai désormais totalement à l'écriture, qui me mit en relation permanente d'affaires avec mon ami Heinrich Dietz de Stuttgart.

J'ai déjà noté un peu plus haut qu'on se faisait assez souvent de ma personne une image complètement fausse. Mon associé et moi, nous nous en amusâmes souvent. Lui, correspondait tout à fait à la représentation que l'on se faisait de moi. C'était un homme grand et fort, qui avait des cheveux roux et une barbe rousse ondulant jusqu'à la poitrine. Alors, quand quelqu'un se présentait au comptoir pour me parler, sans me connaître personnellement, il arrivait qu'il s'adresse à mon associé. Cette méprise nous divertissait toujours beaucoup. Cela m'amusa aussi beaucoup qu'un jour où j'étais à Tübingen en voyage d'affaires, et prenais congé de quelques amis dans un bar à vin, derrière moi un citoyen de Tübingen dise, étonné, dans son souabe le plus châtié : « *Quoi, che p'tit homme, ch'est l'Bebel ?* » J'ai assez souvent vécu semblable situation. De même, dans les premiers temps, il n'était pas rare qu'en train des compagnons de voyage parlent de moi sans se douter que j'étais assis au milieu d'eux et écoutais en silence. C'était parfois de véritables histoires de brigands qu'il m'arrivait d'entendre.

Et non seulement on colportait à mon sujet des histoires de brigands, mais on me prenait même dans de larges milieux pour une sorte de « chef de brigands », pour un être qui voulait tout détruire, représentation à laquelle les descriptions de la presse adverse ne contribuaient pas peu. Combien de fois ai-je dû apprendre, après une soirée où je m'étais rendu, qu'on avait dit, surpris : « *Ce Bebel, ma foi, c'est un homme bien.* » Il fallait que je prenne ça comme un compliment.

La marche vers Nuremberg

En juillet 1867, après de longues négociations entre la Confédération de l'Allemagne du Nord et les États du Sud, on mit sur pied un accord selon lequel la réglementation des droits de douane et de la fiscalité indirecte devait être soumise aux délibérations de ce qu'on appela le Parlement douanier, composé des membres du Parlement de l'Allemagne du Nord et de représentants des quatre États d'Allemagne du Sud spécialement élus pour cela. Bismarck avait refusé d'exaucer les vœux du gouvernement badois ainsi que des libéraux d'Allemagne du Sud d'être pleinement admis dans la Confédération de l'Allemagne du Nord. L'entrée de quatre-vingts députés sud-allemands au Parlement ne ferait selon lui qu'embarrasser le gouvernement prussien. Le droit de vote pour les représentants au Parlement douanier était le même que pour le Parlement de l'Allemagne du Nord. Cependant une grande partie du Parti populaire de l'Allemagne du Sud, en particulier dans le Wurtemberg, refusa de participer au vote, bien que Liebknecht et moi, dans une conférence à Bamberg en février 1868, nous ayons fait tous nos efforts pour empêcher cette décision insensée, qui n'était qu'une désertion devant l'ennemi. Une assez grande partie des associations ouvrières du Wurtemberg suivirent elles aussi le mot d'ordre du Parti populaire. Une autre partie prit part au vote et, comme le Parti populaire aussi était divisé, on réussit à faire élire plusieurs démocrates au Parlement douanier. Il en fut autrement en Hesse, qui à cette époque était politiquement divisée en deux moitiés. La Haute-Hesse faisait partie de la Confédération du Nord, la Hesse rhénane et Starkenburg étaient indépendants et votaient maintenant pour le Parlement douanier. Liebknecht et moi avons pendant la campagne électorale soutenu les candidats démocrates en Hesse du Sud et tenu des assemblées électorales en leur faveur. Pour l'une de ces assemblées, nous allâmes même à Darmstadt dans la maison de Ludwig Büchner (le Büchner des « Moteurs et matériaux »), où Liebknecht fit la connaissance de celle qui allait devenir sa seconde femme. La première était morte l'année précédente. C'est Liebknecht qui dans cette campagne électorale fit l'unique conquête, à savoir sa seconde femme ; pour tout le reste, nous rentrâmes chez nous en vaincus. Les candidats démocrates furent vaincus à Mayence et Darmstadt. En Bavière et dans le Wurtemberg, à cette époque, une grande partie des associations ouvrières faisaient, en commun avec le Parti populaire, de la propagande pour l'introduction du système des milices, puisque dans les deux États il

était question d'une réorganisation de l'armée. On obtint même un certain succès, en ce sens que le gouvernement du Wurtemberg se mit d'accord avec la Chambre sur un service militaire de dix-sept mois. En Bavière, sous l'influence du célèbre statisticien Kolb, la commission de la Chambre pour la loi sur l'armée se déclara même pour un service de neuf mois seulement, et décida la suppression de quatre régiments de cavalerie. La guerre franco-allemande et l'entrée des États du Sud dans le Reich allemand firent tomber ces conquêtes.

En Saxe, puisqu'on devait introduire une nouvelle loi électorale, nous fîmes propagande pour le même droit de vote que pour le Reichstag. Nous ne l'avons certes pas obtenu, mais nous obtînmes tout de même une amélioration importante par rapport à l'ancienne situation. D'autre part, le chef-lieu amena les associations ouvrières à prendre position contre le projet de loi que Schulze-Delitzsch présenta au Parlement de l'Allemagne du Nord, concernant la situation de droit privé dont relevaient les coopératives, projet qui était très loin derrière la loi en vigueur en Saxe sur les coopératives. D'autres campagnes furent dirigées contre les taxes sur le tabac et le pétrole programmées au Parlement douanier, et contre toute une série de dispositions réactionnaires incluses dans le projet de loi d'une législation des métiers présenté au Parlement de l'Allemagne du Nord, que je passai en revue dans un article de *L'Atelier*.

Pour nous, au chef-lieu, il était clair qu'à la longue le désaccord politique dans la Fédération des associations ouvrières ne pouvait durer. Après avoir obtenu de prendre les commandes à Gera, il ne faisait pas de doute pour moi qu'il fallait exploiter à fond la situation. Il fallait avant tout établir un programme solide, quelles qu'en puissent être les conséquences pour la fédération. L'association d'éducation ouvrière de Dresde, dont Vahlteich était président depuis septembre 1867, rejoignit notre conception en présentant une motion allant dans ce sens. De l'Allemagne du Sud, Eichelsdörfer suggéra la même idée.

Je répondis à ce dernier, le 18 avril 1868, que nous avions discuté la question du programme et que nous étions tous d'accord là-dessus, mais que cela mènerait à une rupture dans la fédération, ce que je ne considérais pas comme un malheur. D'abord, on demanda à Sonnemann s'il voulait présenter un projet de programme ; il refusa. Là-dessus nous demandâmes à Robert Schweichel, qui avait quitté Hanovre pour s'installer à Leipzig et secondait Liebknecht à la rédaction de l'*Hebdomadaire démocrate*, d'élaborer un projet sur la base du programme de l'Association internationale des travailleurs, et de se charger du rapport là-dessus au prochain congrès. Nous choisîmes Schweichel en accord avec Liebknecht. Dans cette circonstance où il s'agissait de gagner les membres encore hésitants

de l'association, le caractère conciliant de Schweichel était préférable au tempérament fonceur de Liebknecht.

Dès qu'on sut que le chef-lieu voulait présenter un programme au prochain congrès, les associations dirigées par les libéraux s'émurent fortement. Tout d'abord, la presse libérale du Nord et du Sud se déchaîna contre nous et chercha à monter les associations contre nous. De tous côtés m'arrivaient des lettres de protestation et d'avertissement. Le président de l'association ouvrière de Nuremberg, un certain Rögner, professeur d'enseignement secondaire, supposait à notre démarche toutes les raisons possibles. Selon lui, nous voulions, par notre démarche, tenter de compenser au congrès nos « échecs » au Parlement de l'Allemagne du Nord et au Parlement douanier, la haine contre la Prusse guidait notre action, etc. Mais nous nous faisions des illusions, nous subirions une défaite. Je répondis que jusqu'ici les débats au Parlement de l'Allemagne du Nord et au Parlement douanier montraient justement combien il devait être important pour les travailleurs de participer énergiquement à la politique d'une manière correspondant à leurs intérêts. On ne pouvait pas séparer le social et le politique, l'un complétait l'autre. C'est du point de vue de ses intérêts que le travailleur devait être un démocrate. L'actuelle confusion dans l'association ne pouvait plus continuer. Lui (Rögner) dit qu'il n'était pas juste de jeter une nouvelle pomme de discorde au moment où les contradictions aiguës entre aide de l'État et aide à soi-même s'estompaient et où les deux partis s'étaient rapprochés. Je répondis que le but du programme était justement de traduire ce rapprochement. On ne réglerait pas les oppositions en les taisant, mais en en parlant franchement. Peut-être subirions-nous une défaite au congrès, mais cela ne me détournerait pas de la démarche projetée. Ce n'était pas la première fois que je serais minoritaire et qu'après de nouvelles tentatives je deviendrais majoritaire. Je rappelai simplement ma proposition d'élection directe du président et d'un chef-lieu, proposition qui, combattue depuis 1865, triompha en 1867. J'eus également une longue confrontation avec le président de l'association d'éducation ouvrière d'Oldenbourg. Je lui expliquai que, selon nous, un programme était nécessaire, afin que chacun connaisse la position de la fédération, et que chef-lieu et rédaction en particulier sachent comment la majorité voulait être dirigée. Nous avions souvent ressenti l'absence d'un point de vue clair. D'un côté on disait que nous allions trop loin, de l'autre pas assez loin. En vérité, j'avouais volontiers que, si la majorité des associations refusait un programme social-démocrate, le chef-lieu et la majorité des associations saxonnes se demanderaient alors si elles pourraient encore faire partie de la fédération. Mais, pour que ce cas ne se présente pas, je déployais maintenant une vaste campagne épistolaire auprès de tous ceux dont je supposais qu'ils approuvaient notre plan. Mais comme il subsistait

une incertitude sur la position d'un certain nombre de personnalités dans la fédération, il m'arriva à moi aussi de m'adresser parfois à des gens qui déclaraient ne pas être d'accord avec moi. C'était certes agaçant, mais cela ne changea en rien le résultat final.

Dans l'intervalle, Moritz Müller de Pforzheim préconisa la création de syndicats et recommanda de faire en sorte que l'on écarte de la direction des associations docteurs et professeurs. Je lui répondis le 16 juillet que j'étais d'accord avec ses idées sur les organisations professionnelles. Les typographes et les cigariers d'Allemagne avaient déjà suivi l'exemple des ouvriers anglais, et maintenant c'était les cordonniers de Leipzig et les relieurs de Dresde qui suivaient. J'étais aussi d'accord avec lui que les associations ouvrières devaient choisir leurs dirigeants dans les rangs ouvriers. La direction des docteurs et professeurs ne valait en règle générale rien, nous le savions par notre propre expérience.

Début juillet, j'écrivis à Joh[ann] Ph[ilpp] Becker, de bien vouloir m'excuser de répondre si tard à ses lettres. Le congrès de Nuremberg nous donnait du fil à retordre, et je ne savais par quel bout commencer le travail. J'avais fait de la propagande jusqu'à la limite des forces humaines, avec succès, je l'espérais. La partie adverse faisait également tous ses efforts, mais le comique était qu'elle croyait que nous présenterions au congrès notre programme de Chemnitz. Nos adversaires ouvriraient de grands yeux quand ils verraient le prochain numéro de l'*Atelie*r et découvriraient que nous proposions d'adopter le programme de l'Association internationale des travailleurs.

Becker crut devoir saisir cette occasion pour nous recommander d'entrer dans la section allemande de l'Internationale, dont il était le dirigeant à Genève. Je lui répondis le 16 juillet que cela ne serait possible que si la fédération en tant que telle s'y affiliait. Obliger chaque association individuelle à adhérer en tant que section et à payer pleine contribution en tant que membre, ce n'était pas possible. Les associations avaient aussi leurs besoins locaux, pour lesquels leurs forces étaient nécessaires et qu'on n'avait pas le droit de léser, sinon le mouvement se disloquerait. J'avais l'intention de demander que le congrès se déclare d'accord avec objectifs et buts de l'Internationale, et qu'il vise la plus étroite relation avec elle. Je souhaitais qu'il me dise au plus vite comment on pouvait mettre en œuvre au mieux cette relation. Il était souhaitable que lui ou un autre membre du comité central vienne à Nuremberg pour donner des informations et, en même temps, témoigner de la solidarité des ouvriers de toutes les nations. Il y aurait beaucoup de monde à l'assemblée de Nuremberg, c'était d'une grande importance et le jeu en valait la chandelle.

Dans un post-scriptum, je signalais que nous venions de tenir une séance du chef-lieu, dans laquelle une unanimité réjouissante s'était dégagée

concernant les rapports avec l'Internationale. La semaine prochaine on devait prendre une résolution définitive, qui serait sûrement favorable. Dès que la décision serait tombée à Nuremberg et qu'une partie des associations aux mains de la bourgeoisie nationale-libérale seraient parties, nous devrions vraisemblablement cesser de faire paraître l'*Atelier*, car il exigeait trop d'argent. Ensuite bien entendu l'*Hebdomadaire démocrate* deviendrait l'organe de la fédération, avec l'extension correspondante.

Comme nous avions remis à l'ordre du jour du congrès la question de l'armée, qui jusque-là n'avait pas été traitée à fond, bien que selon nous les conditions de l'époque aient imposé qu'elle fût traitée à fond, je demandai qu'Albert Lange soit désigné comme rapporteur. La direction du chef-lieu approuva cette proposition et me chargea d'inviter Albert Lange dont, personnellement, j'espérais que la présence à Nuremberg aurait, dans la question du programme également, une influence qui nous serait favorable. C'est le professeur O. A. Ellissen, qui publia une biographie de Lange et entra ainsi en possession de ma lettre, qui m'a transmis la lettre que j'écrivis à l'époque à Lange. Elle disait :

« Leipzig, le 22 juin 1868

Cher Monsieur le Docteur,

Il y a très longtemps que j'avais l'intention d'entrer en relation épistolaire avec vous, mais malheureusement cela m'a été impossible parce que j'étais accablé de toute sorte de travaux. Cependant je prends maintenant d'autant plus volontiers la plume que je le fais en même temps au nom de mes camarades de la direction du chef-lieu, pour vous adresser une demande que, nous l'espérons, vous exaucerez sans doute.

Comme vous l'aurez appris par l'*Atelier*, nous en arrivons aux préparatifs pour le prochain congrès. Parmi les différents points à l'ordre du jour il y a aussi la question de l'armée, sur proposition de Pössneck et avec notre plein accord. Vous n'ignorez pas que cette question a été plusieurs fois à l'ordre du jour de notre congrès, sans arriver en discussion. Au dernier congrès encore, par toutes sortes de combines, on avait fait de cette question importante le dernier point de l'ordre du jour, et la conséquence fut qu'on s'en débarrassa alors sans la moindre discussion en adoptant *en bloc* une résolution insipide.

Nous sommes résolus, et nous avons déjà pris nos mesures en ce sens, à ne pas laisser à nouveau rayer de l'ordre du jour au prochain congrès cette question, qui devient chaque jour plus brûlante, et d'en faire au contraire une question centrale. Mais, pour cette question, nous avons besoin d'un bon rapporteur, et chez nous tout le monde

est unanime pour dire (sans flatterie) que pour cette affaire nous ne pouvons en avoir de meilleur que vous.

Aussi, au nom du chef-lieu, je vous prie cordialement de bien vouloir accepter le rapport sur la question de l'armée.

Nous choisirons dans tous les cas comme lieu de congrès une ville de l'Allemagne du Sud, vraisemblablement Nuremberg, comme date nous avons envisagé les 6 et 7 septembre, bien évidemment la caisse de la fédération prendra en charge les dépenses du voyage. Nous vous prions instamment de ne pas rejeter notre demande. Outre la question de l'armée, il y a encore à l'ordre du jour un certain nombre d'autres points pour lesquels votre présence et votre voix d'un grand poids sont de la plus haute importance.

Comme vous l'apprendrez, nous avons aussi mis à l'ordre du jour la question du programme, car nous pensons qu'il est grand temps que les associations ouvrières allemandes définissent la position politique et sociale qu'elles veulent adopter à l'avenir. Nous savons que cela mènera à de durs combats et peut-être, et même vraisemblablement, à une scission. Mais nous ne considérons pas cela comme un malheur, car nous aimons mieux dix associations sûres de leurs convictions que trente vacillantes ou qui se mettent complaisamment à la remorque du parti de Gotha et de la bourgeoisie.

Nous, en Saxe, nous ferons tout pour que nos associations soient présentes, que ce soit par des délégués ou par des mandats, et je vais envoyer partout ailleurs la même demande.

Je compte fermement sur une victoire mais, dans le cas contraire, alors nous pouvons immédiatement, sur le lieu même, prendre en main la création d'une ligue ouvrière social-démocrate. Le clivage actuel ne peut continuer, on est pieds et poings liés.

Divers écrits d'associations de tendance Gotha nous montrent quelle peur on a des discussions sur les questions politiques et sociales approfondies, on tente tout pour les empêcher ; il est d'autant plus nécessaire que nos gens soient présents jusqu'au dernier.

De Saxe, parmi nos camarades connus, viendront Germann, Liebknecht, Motteler, Schweichel, etc. J'inviterai également les Autrichiens et les Suisses et l'Association internationale des travailleurs ; je crois nécessaire d'adhérer à cette dernière, cependant il ne faut pas y penser avant d'avoir mis d'abord de l'ordre dans notre propre maison.

Des lettres privées que je reçois de Nuremberg soupçonnent Crämer von Doos d'être fortement dans le coup et de projeter peut-être de prendre la tête des associations ouvrières. L'idée serait très osée, la réalisation sans doute impossible, car les associations

national-libérales ne pourraient tout de même pas aller jusqu'à donner leur voix à un homme dont la position politique et sociale est diamétralement opposée aux intérêts des ouvriers. On raconte aussi qu'il (Crämer) aurait l'intention d'inviter le ministre bavarois du Commerce, Schlör, à assister au congrès. S'il le faisait vraiment, et que M. Schlör vienne, ça ne fait absolument rien, il devra avaler de méchantes pilules[56]. En tout cas ce soupçon prouve que ces messieurs progressistes bavarois trament quelque chose, et ce sera pour vous aussi un plaisir de leur envoyer un coup sur le nez

En Saxe, le mouvement est en très bon train. Les associations populaires et ouvrières poussent comme des champignons ; dans nos circonscriptions, il n'y a pas une seule localité un peu grande où il n'y ait une association ouvrière ou populaire. Quelques villes comme Zwickau, Crimmitschau, etc., ont fondé des groupes en liaison avec elles dans tous les villages voisins et comptent tout autant de membres parmi les paysans. En revanche, à quelques exceptions près, l'ensemble de la bourgeoisie nous est hostile, et naturellement c'est conforme à nos vœux. Le seul mal dont nous souffrons est que le parti manque totalement d'argent. Il nous faut réunir tout l'argent par sou et par centime. Vous pouvez d'après cela mesurer le mal que nous avons eu avant de pouvoir fonder par exemple notre *Hebdomadaire* [*démocratique*]. Il a cependant trouvé un bon terrain (nous comptons maintenant plus de 1 200 abonnés) et nous nous sommes assuré par là le moyen de maintenir le parti uni et de favoriser sa croissance.

Dans le domaine des coopératives, Germann fait son devoir, il a notamment choisi comme cheval de bataille les associations de consommation et les a rassemblées en une fédération. Naturellement nous nous efforçons constamment de faire comprendre aux gens qu'il ne suffit pas de satisfaire leurs intérêts économiques, qu'il est impensable de résoudre la question sociale avec ces moyens, que c'est une nécessité et un devoir d'agir effectivement dans le domaine politique aussi, et je peux vous assurer que c'est dans les associations de consommation que nous avons pas mal de nos « principaux meneurs ».

Je pourrais encore vous dire beaucoup de choses, mais d'une part le temps me manque, et ensuite aussi j'espère bien sûr vous rencontrer personnellement au prochain congrès. Je désire vraiment parler quelques heures avec vous. Ne donnez donc pas pour excuse que vous ne pouvez pas venir, nous ne l'accepterons pas.

56 J'avais fait la connaissance de M. Schlör au Parlement des douanes, dont il était membre et où il défendait une politique réactionnaire (Note de Bebel).

Dans l'attente d'une très prochaine réponse positive, recevez mes amicales salutations.

A. Bebel »

À cette lettre, je reçus de Lange le 5 juillet la réponse suivante :

« Cher Monsieur Bebel,

Je regrette beaucoup de vous avoir laissé dans l'incertitude, seulement la semaine dernière ma vie était telle que je passais toute la journée à Zurich, pour faire un rapport au titre de la commission constitutionnelle, et que la nuit je devais faire ici un journal quotidien et un hebdomadaire. Mon associé et collègue, en sa qualité de vice-président de la commission constitutionnelle et membre d'innombrables commissions spéciales, a tant à faire pour la patrie que j'ai seul sur le dos le travail de rédaction, et en plus le soin encore d'une assez grande entreprise. Je n'ai donc que le samedi après-midi et le dimanche pour songer au courrier. Avant l'achèvement complet de la nouvelle Constitution – et nous serons contents si nous arrivons à la terminer dans l'année – je ne peux malheureusement pas être sûr de disposer de mon temps. Il y aura certes une pause de plusieurs mois ; mais je ne peux savoir à coup sûr quand elle tombera, et donc, à mon grand regret, je ne peux accepter de me charger du rapport sur la question de l'armée. Si jamais mon temps le permet, je viendrai tout de même à Nuremberg, car moi aussi je désire ardemment revoir tant de vaillants amis, malheureusement en partie dans des camps différents. »

Lange ne vint pas.

Comme on pouvait s'y attendre, le congrès, pour lequel la grande majorité des associations avaient choisi Nuremberg comme lieu où débattre, connut une affluence exceptionnellement forte. 115 délégués représentaient 93 organisations. En outre, parmi les invités, il y avait Eccarius de Londres, représentant le Conseil général de l'Internationale[57], Oberwinder et Har-

57 Ma lettre d'invitation au Conseil général dit :
« Au Conseil général de l'Association internationale des travailleurs à Londres. Messieurs ! Un événement important, qui est imminent dans une grande partie des associations ouvrières allemande, m'amène à vous adresser ces lignes. Les 5, 6 et 7 septembre de cette année, la Fédération des associations ouvrières allemandes tient son congrès à Nuremberg. Parmi les diverses questions importantes que comporte l'ordre du jour, vient en tête la « question du programme », car c'est la plus importante, c'est-à-dire qu'on doit décider si la fédération doit poursuivre encore son actuel travail sans principe et sans plan, ou si elle doit agir selon des principes fermes et dans une direction arrêtée.
Nous avons opté pour cette dernière orientation et avons l'intention de proposer d'adopter le programme de l'Internationale tel qu'il figure dans le premier

tung, représentant l'association d'éducation ouvrière de Vienne, Quick et Greulich, représentant les associations ouvrières allemandes de Suisse, le Dr Ladendorf de Zurich, l'ancien détenu de Berlin, représentant l'association républicaine-allemande de Zurich, le Dr Heger (Bamberg), représentant la section allemande de l'Internationale à Genève, Bütter, représentant la section française de l'Internationale à Genève, Brückmann et Niethammer (Stuttgart), représentant le comité directeur du Parti populaire allemand. Parmi les délégués au congrès, il y avait, représentant une association badoise, Jacob Venedy, qui avait gagné une certaine célébrité grâce à Heinrich Heine, qui l'avait surnommé le Jacquou de Cologne. Était aussi présent un membre de l'Association générale des travailleurs allemands, le Dr Kirchner, qui devait représenter un mandat de l'association des tisseurs de Hildesheim. Kirchner était pour ainsi dire la première hirondelle qui osait quitter l'Association générale des travailleurs allemands pour voler jusqu'à nous. Aux yeux de J.B. von Schweitzer, c'était un crime. Kirchner fut par la suite élu homme de confiance[58]. Les principales délibérations du congrès eurent lieu dans la grande salle historique de l'hôtel de ville, que le maire de Nuremberg avait mise à notre disposition dans l'espoir d'une victoire de la ligne libérale. Cet espoir tomba à l'eau. J'ouvris l'assemblée en saluant les délégués étrangers et fis élire la présidence. J'obtins 69 voix sur 94 voix exprimées, et Rögner (Nuremberg) 21, 4 voix se dispersèrent. Le verdict était donc tombé concernant l'esprit qui dominerait le congrès. Löwenstein (Fürth) fut élu premier vice-président avec 62 voix, et Bürger (Göppingen) deuxième vice-président avec 59 voix. La partie adverse était battue sur toute la ligne. Elle tenta alors, lors de l'établissement de l'ordre du jour, de sauver ce qui pouvait être sauvé ; elle demanda que la question du

---

numéro du Messager*, c'est-à-dire de demander d'adhérer à l'Association internationale des travailleurs. Cette proposition dispose déjà de la majorité, le succès est donc indubitable. Mais nous croyons que cela fera une très bonne impression si, dans ces discussions qui vous intéressent au plus haut point, l'Association internationale des travailleurs était représentée par un délégué, et c'est pourquoi nous avons l'honneur de vous adresser le souhait et l'invitation la plus pressante d'envoyer au congrès de Nuremberg un ou plusieurs délégués comme représentants de l'Association internationale des travailleurs. Nous espérons que vous exaucerez notre demande et que vous nous ferez bientôt parvenir une réponse favorable.*
Vos délégués peuvent être assurés d'un accueil amical.
Salutations et poignée de main

Le chef-lieu du congrès des associations ouvrières allemandes
August Bebel, président..
Leipzig, le 23 juillet 1868 »

58 Responsable d'une section locale.

programme soit enlevée de l'ordre du jour. On en vint là-dessus à de vives querelles. « Pas de compromis », criait-on de différents côtés, et c'est ainsi que l'adoption *en bloc* de l'ordre du jour fut décidée à une large majorité.

Les débats du congrès se déroulèrent on ne peut mieux. Le congrès de Nuremberg fut l'un des plus beaux auxquels il me fut donné d'assister. En tant que rapporteur de l'administration du chef-lieu, je pus informer que la nouvelle organisation avait parfaitement fait ses preuves et que, comparé à autrefois, la fédération était dans un état magnifique. Les associations faisant partie de la fédération comptaient à peu près 13 000 membres. Une tentative de Venedy d'écarter la question du programme, au moyen d'un ordre du jour motivé, fut un échec. Le débat sur le programme fut suivi avec le plus grand intérêt. Le résultat final fut qu'on adopta le programme par 69 voix, qui représentaient 61 associations, contre 46 voix, qui représentaient 32 associations. La minorité protesta contre cette décision, elle quitta la salle et ne participa plus aux débats. Sa tentative de créer une nouvelle organisation sous le nom de Ligue ouvrière allemande fit long feu. Les associations concernées perdirent toute importance politique et n'agirent désormais que comme appendices des différents partis libéraux.

Le programme adopté disait :

> « Le cinquième congrès ouvrier allemand réuni à Nuremberg déclare son accord avec le programme de l'Association internationale des travailleurs sur les points suivants :
>
> 1. L'émancipation (la libération) des classes laborieuses doit être obtenue de haute lutte par les classes laborieuses elles-mêmes. La lutte pour l'émancipation des classes laborieuses n'est pas une lutte pour des privilèges et des monopoles de classe, mais pour des droits égaux et des devoirs égaux et pour *l'abolition de toute domination de classe*.
>
> 2. La dépendance économique de l'homme au travail vis-à-vis du monopoleur (du propriétaire exclusif) de l'outil de travail constitue le fondement de la servitude sous toutes ses formes, de la misère sociale, de la dégradation morale et de la dépendance politique.
>
> 3. La liberté politique est la condition préalable indispensable à la libération économique des classes laborieuses. La question sociale est donc inséparable de la question politique, sa solution est conditionnée par elle et n'est possible que dans un État démocratique.
>
> Par ailleurs, considérant que tous les efforts visant à l'émancipation économique[59] ont jusqu'ici échoué par manque de solidarité (*d'union*) entre les différentes branches du travail dans chaque pays et par l'absence d'un lien fraternel d'union entre les classes laborieuses des différents pays ; considérant que l'émancipation du travail est un

59 Correction de Kautsky, chez Bebel : à la libération des travailleurs.

problème (*une tâche*) qui n'est ni local ni national, mais social, qui concerne tous les pays dans lesquels il existe une société moderne, et dont la solution dépend de la collaboration pratique et théorique des pays les plus avancés ; le cinquième congrès ouvrier allemand décide qu'il adhère aux aspirations de l'Association internationale des travailleurs. »

Les décisions du congrès ouvrier de Nuremberg sur le programme ne laissaient plus de doutes sur le camp auquel les associations appartenaient désormais. Cependant, à l'assemblée générale du Parti populaire des 19 et 20 septembre à Stuttgart, la majorité fit comme s'il n'était intervenu aucun changement de position de part et d'autre ; elle se déclara même d'accord avec les décisions prises à Nuremberg sur le programme, où on insistait en particulier sur ce fait : le programme faisait expressément ressortir que les questions politiques et sociales étaient inséparables et que l'émancipation économique des classes laborieuses et la réalisation de la liberté politique se conditionnaient mutuellement. Elle se déclara également d'accord avec le discours sur le programme fait à Berlin le 24 mai 1868 par Johann Jacoby[60].

C'est un niveau de compréhension que les successeurs des membres du Parti populaire de 1868 ont dans la suite totalement perdu. L'avocat Niethammer de Stuttgart, présent à Nuremberg, usa tout particulièrement de son influence pour la poursuite de la collaboration. Il défendait l'idée que la démocratie devait s'élever à la hauteur de la social-démocratie, si elle voulait remplir son devoir. Il serait vraisemblablement rentré plus tard complètement dans nos rangs si une mort soudaine (un infarctus) n'avait prématurément mis fin à sa vie.

Mais, à côté de Niethammer, c'était principalement Sonnemann qui agissait en faveur de ces décisions. Sonnemann, qui ne voulait à aucun prix d'une rupture des relations entre les associations ouvrières et le Parti populaire, avait accepté le programme de Nuremberg, qui ne l'enthousiasmait pas. Il fallait maintenant à tout prix que l'assemblée générale du Parti populaire confirme le pas franchi à Nuremberg.

Le départ de la minorité avait désorganisé l'ordre du jour du congrès car, parmi ceux qui étaient partis, il y avait plusieurs rapporteurs sur différentes questions. On contesta un rapport de Sonnemann sur la création d'une caisse vieillesse qui serait sous contrôle de l'État, car sur ce sujet l'ensemble des orateurs, en particulier Vahlteich, se prononcèrent pour que

60 Médecin engagé, démocrate progressiste à la gauche du mouvement libéral, il passe au Parti populaire en 1868, avant de rejoindre le Parti social-démocrate en 1872. Respecté pour son intégrité et son courage, il restera cependant jusqu'à sa mort un réformiste.

la totalité de la protection ouvrière soit gérée par les travailleurs réunis dans des syndicats centralisés.

Là-dessus, la résolution que Vahlteich et H. Greulich proposèrent et qu'on adopta à l'unanimité disait :

> « Considérant que remettre à l'État actuel la gestion d'une caisse générale vieillesse pour les travailleurs amène inconsciemment le travailleur à vouloir conserver les formes étatiques actuelles, auxquelles il ne peut en aucune façon faire confiance ;[61]
>
> considérant que l'expérience nous montre que ce sont les *coopératives de métier* qui peuvent le mieux créer et maintenir en vie les caisses maladie, de soutien aux compagnons, ainsi que les caisses de vieillesse, le cinquième congrès décide de charger les membres de la fédération, et spécialement ceux du chef-lieu, *d'agir efficacement* pour *réunir les travailleurs dans des coopératives de métier centralisées.* »

Germann de Leipzig parla des caisses maladie ; il résuma son rapport dans la résolution suivante :

> « Le congrès recommande aux membres de la fédération de former un conseil, constitué de délégués locaux, qui premièrement veille à une bonne organisation des caisses, à la *pleine autonomie de gestion, à leur unification en fédérations par métier et à discuter des intérêts des caisses dans un organe approprié* ; qui deuxièmement veille à la *libre circulation au sein des caisses de métier* et gère comme une banque le capital des caisses maladie ; mais qui troisièmement fasse en outre le nécessaire pour fonder aussi ce genre de caisses pour ceux qui n'en ont pas encore jusqu'ici, les *domestiques et les ouvrières.* »

Dans la suite des débats, Schweichel fit un rapport sur les impôts indirects, Liebknecht sur la question de l'armée. La commission qui avait été mise en place pour examiner la gestion du chef-lieu lui décerna toutes ses félicitations. Registres et dossiers étaient parfaitement en ordre, bien que la charge de travail se fût accrue de manière très significative, le chef-lieu méritait la plus chaleureuse reconnaissance. L'indemnité pour le travail accompli se montait pour l'année d'exercice à 57 thalers 4 groschens. À l'élection pour la présidence j'obtins 57 voix sur les 59 exprimées. Leipzig avait donc à nouveau la direction en main pour l'année suivante.

On élut comme hommes de confiance : Bürger (Göppingen), Notz (Stuttgart), Eichelsdörfer (Mannheim), Günzel (Spire), Sonnemann (Francfort-sur-le-Main), Stuttmann (Rüsselsheim), le D[r] Kirchner

61 Bien plus tard Bismarck expliqua lui aussi que de petites pensions pour l'ouvrier étaient le meilleur moyen de le rendre favorable à l'ordre étatique actuel, d'où l'idée de l'assurance invalidité et vieillesse (Note de Bebel).

(Hildesheim), Heymann (Cobourg), Motteler (Crimmitschau), Krausse (Mülsen) (St-Jakob), Bremer (Magdebourg), Vahlteich (Maxen, près de Dresde), Kobitsch (Dresde), Oberwinder (Vienne), Löwenstein (Fürth). La faible représentation de l'Allemagne du Nord parmi les hommes de confiance venait de ce que les représentants des associations nord-allemandes, à quelques exceptions près, appartenaient à l'opposition et avaient déclaré que leurs associations sortaient de la fédération.

Une fois constituée, la Ligue ouvrière publia un appel dans lequel elle dénonçait vivement le congrès de Nuremberg, et dans lequel ne manquaient ni invraisemblances ni déformations. J'y répondis dans le n° 40 de l'*Hebdomadaire démocrate* du 23 septembre 1868 par une longue déclaration dans laquelle je réfutais les attaques. Entre autres, cet appel de nos adversaires disait que nous voulions attirer les travailleurs à un « point de vue socialo-communiste ». À ce propos je remarquai : « *Étrange point de vue que ce point de vue « socialo-communiste » ; il n'a que deux mots, et pourtant ils renferment, premièrement une bêtise, deuxièmement un mensonge, troisièmement une dénonciation.* » Cette dernière consistait selon moi à chercher, par le mot communisme, à effaroucher non seulement les possédants mais aussi les ouvriers. Les mots « socialiste » et « socialisme » ne suffisaient plus, les ouvriers et les employeurs y étaient déjà habitués. Ceux-ci trouvaient de plus en plus que le socialisme n'était pas chose si terrible, alors, pour faire trembler le philistin de tous ses membres, c'est le mot communisme qui servait de tête de turc.

Les résolutions du congrès de Nuremberg créèrent pour le mouvement une situation nouvelle. Maintenant, il ne pouvait plus être question d'un parti bourgeois d'esprit petit-bourgeois, comme Schweitzer dans son journal officiel, le *Social-Demokrat*, l'avait jusque-là constamment prêché aux membres de l'Association générale des travailleurs allemands, et comme il se plaisait en particulier à caractériser le Parti populaire saxon, bien qu'il sût parfaitement que les éléments bourgeois y étaient une minorité en voie de disparition. De toute façon, ils n'étaient pas plus nombreux que dans l'Association générale des travailleurs allemands, comme Liebknecht le lui dit sans détours au printemps suivant à l'assemblée générale de l'Association générale des travailleurs allemands à Elberfeld, ce qu'il reconnut d'un hochement de tête affirmatif. C'est ce que vérifièrent aussi les propagandistes qu'il nous envoya en Saxe quelques mois plus tard pour nous combattre. L'un d'eux – L. Sch[umann], qui plus tard passa chez les partisans des anciennes corporations et est aujourd'hui grand maître en titre d'une jurande de cordonniers – dit par la suite : « *Schweitzer nous a sacrément fichus dedans : dans les assemblées archibondées que nous tenions, nous n'avons rien vu que des ouvriers et toujours des ouvriers.* » Il aurait pu ajouter : « Et notre résultat a été zéro. » Liebknecht et moi nous les suivions

dans toutes les assemblées qu'ils tenaient et nous leur infligions défaite sur défaite.

Désormais, on ne pouvait plus contester que dans le Parti populaire saxon et dans la fédération des associations ouvrières il y avait un parti socialiste, qui se tenait sur le terrain de l'Internationale. C'est pourquoi le congrès de Nuremberg et ses résultats firent aussi impression dans l'Association générale des travailleurs allemands, dans laquelle il y avait déjà une profonde méfiance à l'égard de Schweitzer. Son effet se manifesta au cours de l'année suivante. S'il y avait eu alors à la tête de l'Association générale des travailleurs allemands l'homme qu'il fallait, l'unification des ouvriers de convictions socialistes serait dès lors aussitôt devenue un fait. Le mouvement aurait économisé sept années de luttes mutuelles qui nous ont nui.

Peu après le congrès de Nuremberg, dans l'association ouvrière de Berlin, dont le président Krebs avait eu une attitude ambiguë pendant tout le conflit dans la fédération, commencèrent de vives discussions qui se terminèrent par le départ de l'association d'une forte minorité et la création d'une association ouvrière démocratique, qui se déclara pour le programme de Nuremberg. Parmi les fondateurs de la nouvelle association il y avait entre autres G. Boas, Havenith, Karl Hirsch, Jonas, Paul Singer, O. Wenzel. Plus tard y entrèrent Th. Metzner, Milke et Heinrich Vogel, qui quittèrent l'Association générale des travailleurs allemands ou, comme Vogel, en furent exclus. L'association de Berlin n'eut pas la partie facile face aux lassalliens ; ils disaient par dérision que c'était une association d'officiers sans armée, ce qui n'était pas si faux que ça. Mais les officiers travaillèrent bien et se créèrent petit à petit l'armée qui leur manquait.

Le talon d'Achille de la Fédération des associations ouvrières, c'était l'état précaire de ses finances. Avec la cotisation annuelle d'un groschen, on ne pouvait pas entreprendre grand-chose, bien que la fédération eût 10 000 membres. À côté des contributions à des fins locales, on oubliait de faire de plus grands efforts pour la fédération. Là-dessus, l'Association générale des travailleurs allemands nous était supérieure. C'est pourquoi, nous, au chef-lieu, nous pensions sérieusement à y remédier par une modification des statuts. La situation nous devint encore plus désagréable lorsque Schweitzer annonça une grande tournée de propagande en Saxe et en Allemagne du Sud, pour laquelle il avait désigné un certain nombre de propagandistes. De notre côté, la défense exigeait avant tout de l'argent, que nous n'avions pas. L'*Hebdomadaire démocrate*, qui depuis décembre 1868 était l'organe de la fédération, exigeait lui aussi des subventions très importantes. Nous l'avions créé avec 10 thalers en poche, auxquels s'étaient encore ajoutées d'autres petites sommes. C'est sur de semblables « bases financières » que furent bien souvent créés plus tard des journaux du parti. Du point de vue comptable, ils étaient déjà en faillite

dès le premier numéro. Mais le dévouement et l'enthousiasme pour un journal étaient sans bornes. Les dirigeants devaient certes se contenter pour leur travail de sommes ridiculement basses, et ils le faisaient. La génération actuelle du parti n'a aucune idée de la misère des conditions d'alors et de ce qu'elles exigeaient comme travail gratuit. Ainsi par exemple Liebknecht, comme rédacteur de l'*Hebdomadaire démocrate*, ne recevait que 40 thalers par mois et plus tard, comme rédacteur de *l'État populaire* (*Der Volksstaat*) paraissant trois fois par semaine, 65 thalers par mois. Hepner fut embauché en 1869 pour 25 thalers par mois ; j'écrivais gratuitement la rubrique ouvrière dans *l'Hebdomadaire démocrate*, pour en diriger l'expédition je recevais 12 thalers par mois, et pour ce prix je devais aussi fournir les locaux. Lorsque la guerre éclata en 1870, je renonçai à ce salaire. À cette époque, on ne connaissait pas d'augmentations de salaire. Lorsque par exemple en 1878 le journal *En Avant* (*Vorwärts*), le successeur de l'*État populaire*, fut liquidé en raison de la loi contre les socialistes, Liebknecht avait encore le même salaire que neuf ans plus tôt. Mais entre-temps il avait de son deuxième mariage cinq enfants de plus, dont à l'époque le plus âgé n'avait pas encore dix ans. Sur le plan des finances, en comparaison avec autrefois, – car ce que je dis ici de la Fédération des associations ouvrières vaut aussi pour l'Association générale des travailleurs allemands – notre parti s'est embourgeoisé.

Cependant, le parti a toujours eu de la veine, ce qui me faisait dire parfois à mes amis pour plaisanter : « *S'il y a un dieu, il doit beaucoup aimer la social-démocratie car, quand le besoin est au plus fort, le remède est toujours au plus près.* » Dans le cas présent, l'aide vint d'un côté où nous ne l'attendions pas. Je venais de me plaindre de nos soucis d'argent auprès d'un de nos hommes de confiance étrangers qui me rendait visite, quand le facteur apporta une lettre recommandée. L'expéditeur était Ladendorf de Zurich, dont j'avais fait la connaissance en 1866 à Francfort et avec lequel j'avais renoué connaissance au congrès de Nuremberg. Il m'écrivait que, provenant d'un fonds dont la gestion lui avait été confiée à ses amis et à lui, appelé fonds de la révolution, il mettait à ma disposition 3 000 francs, que je recevrais en trois versements, et je devrais lui rendre compte de leur utilisation. Qui était plus heureux que moi ? De joie je fis un bond en l'air et annonçai la bonne nouvelle à mes trois amis qui me regardaient, médusés. Le fonds de la révolution, qui plus tard aussi joua un rôle dans le procès pour haute trahison de Leipzig – sur son origine, on peut lire l'essentiel dans les débats de ce procès –, nous aida encore plusieurs fois à sortir du pétrin. Mais cette source tarit, lorsque nous entrâmes en conflit avec Ladendorf et compagnie, suite à notre prise de position sur les résolutions du congrès ouvrier international de Bâle concernant la question de la propriété du sol et les événements militaires de 1870.

La propagande organisée contre nous en Saxe par Schweitzer fut un échec ; en Allemagne du Sud, elle ne connut qu'un faible succès. Contre toute attente, en Allemagne du Sud aussi nos associations avaient trouvé les forces pour tenir tête à ses propagandistes. Mais il était évident qu'à cause de cette lutte de part et d'autre l'humeur s'aigrissait de plus en plus dans les deux partis.

Le mouvement syndical

Je ne m'attache ici au mouvement syndical que dans la mesure où je crois pouvoir me compter parmi ses accoucheurs. On pourrait nommer l'année 1868 l'année de naissance des syndicats allemands, mais seulement sous réserves. J'ai déjà signalé plus haut que l'année de prospérité 1865 vit dans toute sorte de villes un grand nombre d'arrêts de travail, qui pour une bonne part échouèrent, parce que nulle part les travailleurs n'étaient organisés ni ne possédaient de fonds de grève. Les deux choses étaient absolument nécessaires, mais maintenant on leur mettait pour ainsi dire le nez dedans. Il se constitua d'abord une foule d'associations professionnelles, pour la plupart locales, mais on comprit très vite qu'elles ne suffisaient pas elles non plus. De même qu'à Noël 1865, à l'instigation de Fritzsche, était créée l'association générale des ouvriers cigariers allemands, en 1866 ce fut le tour des typographes qui, dès le début, observèrent une stricte neutralité à l'égard des partis politiques ouvriers, ce qui cependant n'empêcha pas Richard Härtel de déclarer en octobre 1873, dans une assemblée de typographes berlinois, qu'en sa qualité de président de fédération il croyait que le mieux était de n'adhérer formellement à aucun parti, « *mais que, en esprit, nous sommes membres du Parti ouvrier social-démocrate sur le programme d'Eisenach* ». Rigoureusement parlant, il ne pouvait dire cela de tous les typographes, car beaucoup aussi étaient membres de l'Association générale des travailleurs allemands. De plus, dès avant 1868, il existait la fédération des orfèvres avec son propre journal, et l'association générale des tailleurs allemands. Dans l'ensemble, les dirigeants du mouvement politique n'avaient jusque-là pas fait grand-chose pour organiser des syndicats. Par ses conférences sur le trade-unionisme anglais dans les associations ouvrières d'éducation de Leipzig et dans les assemblées populaires à l'intérieur et à l'extérieur de Leipzig, c'est essentiellement Liebknecht qui fit comprendre l'organisation syndicale. En mai 1868, à la direction du chef-lieu, nous avions nous aussi déjà discuté de la création de syndicats, mais la quantité de travail courant et surtout la nécessité de clarifier d'abord les choses au sein de la fédération au moyen d'un programme nous empêchèrent de nous occuper tout de suite de réaliser ce projet. En été 1868, Max Hirsch était parti en Angleterre dans le but d'y étudier les trade-unions, dont il rendit compte dans le *Journal populaire* de Berlin. Cela amena Schweitzer et Fritzsche, qui avaient déjà étudié l'idée, à devancer Hirsch, qui espérait lier les ouvriers au Parti du progrès en créant

des associations de métier. Les deux maintenant passèrent vite à l'action, à l'instigation de Fritzsche comme je crois devoir le supposer, car il avait compris depuis longtemps l'importance des syndicats, mais il aurait aussi aimé organiser autrement la nouvelle institution s'il avait eu les mains libres face à Schweitzer. Le 25 août 1868, à l'assemblée générale de l'Association générale des travailleurs allemands à Hambourg, par la bouche de Fritzsche qui, en accord avec Schweitzer, avait suggéré cette proposition, approuvée aussi par Bracke, les membres de Brunswick proposèrent :

> « L'assemblée générale déclare : 1. Les grèves ne sont pas un moyen de changer les bases de la production actuelle, et donc d'améliorer fondamentalement la situation de la classe ouvrière ; cependant elles sont un moyen de faire progresser la conscience de classe des travailleurs, de briser la tutelle policière et, à condition d'être correctement organisées, d'éliminer de la société actuelle certains inconvénients de nature oppressive, tels par exemple que temps de travail excessivement long, travail des enfants et choses semblables. 2. L'assemblée générale charge le président de l'association de convoquer un congrès général des ouvriers allemands pour créer des syndicats généraux qui agissent dans ce sens. »

Le premier point de la résolution fut adopté, le deuxième rejeté. À l'opposé, quelques jours après, comme déjà mentionné, le congrès de Nuremberg décida sans grand débat de charger le chef-lieu de créer des syndicats. On avait donc ici une idée de l'importance des syndicats opposée à celle qui régnait dans la majorité de l'Association générale des travailleurs allemands. Après ce vote à Hambourg, Schweitzer et Fritzsche déclarèrent que c'est en tant que députés au Reichstag qu'ils convoqueraient un congrès ouvrier en vue de créer des syndicats. Mais, lorsqu'une opposition se fit entendre à ce sujet, Schweitzer menaça, si on le lui interdisait, d'abandonner immédiatement ses fonctions et de quitter l'organisation. Cette menace eut l'effet souhaité. Le congrès eut donc lieu à Berlin le 26 septembre et les jours suivants. Il n'y avait pas moins de 206 délégués présents qui, pour la plupart, avaient été élus dans des assemblées ouvrières et représentaient 140 000 ouvriers. Il vaut la peine de noter les déclarations suivantes, tirées de son discours d'ouverture du congrès :

> « L'Angleterre est de loin le pays capitaliste le plus riche de la terre et, si malgré tout l'industrie étrangère a supplanté l'industrie anglaise, c'est dû à toutes les difficultés que les ouvriers anglais ont faites aux capitalistes de là-bas. La même chose peut se produire en Allemagne, et plus facilement. *Les ouvriers allemands peuvent, s'ils le veulent, carrément ruiner l'industrie, et ils n'ont pas d'intérêt à la soutenir tant qu'elle leur accorde le salaire le plus misérable…* Les ouvriers, s'ils sont solidement organisés, peuvent *rendre l'industrie*

allemande incapable de soutenir la concurrence et, si ces messieurs les capitalistes ne veulent pas cela, qu'ils paient donc des salaires plus élevés. »

Cette argumentation était maladroite au possible, mais Schweitzer n'avançait pas d'idées sans calcul.

Le congrès créa ce qu'on appela des associations professionnelles, qui avaient une direction centrale formée par Schweitzer, président, et par Fritzsche et Karl Klein (Elberfeld), tous deux vice-présidents. La forme d'organisation choisie n'était pas particulièrement heureuse et n'était due qu'à Schweitzer, qui ne voulait en aucun cas accorder d'indépendance à ne serait-ce qu'une partie du mouvement sur lequel il avait de l'influence.

Comme Schweitzer tenait beaucoup à ce que Marx réponde favorablement à son entreprise, il lui avait écrit une lettre le 15 septembre, en joignant son projet de statut. Comme Marx l'écrivit ensuite à Schweitzer, il avait mal compris la lettre et ne répondit qu'à une deuxième lettre de Schweitzer, et les passages de sa réponse se rapportant au fonctionnement prévu par Schweitzer disaient :

« En ce qui concerne le congrès de Berlin, d'abord il n'y avait pas lieu de se presser, étant donné que la loi de coalition n'est pas encore votée[62]. Vous auriez donc dû vous entendre d'abord avec les dirigeants *extérieurs* aux cercles lassalliens, élaborer le plan en commun avec eux, et convoquer le congrès. Au lieu de cela, vous ne leur avez laissé qu'une alternative, se rallier publiquement à *vous* ou *faire front contre vous*. Quant au congrès, il n'apparaissait que comme une édition élargie du congrès de Hambourg (de l'assemblée générale de l'Association générale des ouvriers allemands).

En ce qui concerne le projet de statut, je le considère sur le plan des principes comme fondamentalement faux, et je crois avoir autant d'expérience dans le domaine syndical que n'importe quel contemporain. Sans entrer ici plus avant dans les détails, j'observe seulement que l'organisation *centralisée*, si elle est valable pour des sociétés secrètes et pour des sectes, est en contradiction avec la nature même des syndicats. Si elle était possible – et je la déclare tout bonnement[63] impossible – elle ne serait pas souhaitable, surtout en Allemagne. Dans ce pays où le travailleur depuis sa tendre enfance est dressé par la bureaucratie à croire à l'autorité et aux instances supérieures, il s'agit avant tout de lui *apprendre à se tirer d'affaire tout seul*.

62 Cela voulait dire que le projet de réglementation commerciale que présentait le Parlement de l'Allemagne du Nord n'avait pas encore été mis en délibération ni n'avait force de loi (Note de Bebel).

63 En français dans le texte.

Par ailleurs votre plan aussi manque de sens pratique. Dans la « fédération », trois pouvoirs indépendants d'origine diverse : 1. Le comité, élu par les associations de métier ; 2. Le président (un personnage tout à fait superflu ici), élu au suffrage universel ; 3. Le congrès, élu par les sections locales. Donc partout des heurts, et cela est censé favoriser une action rapide[64] ! Lassalle fit un très mauvais choix lorsqu'il emprunta à la Constitution française de 1852 le président élu au suffrage universel[65]. Et de plus, dans un mouvement syndical ! Celui-ci s'occupe principalement de questions d'argent, et vous ne tarderez pas à découvrir que là cesse toute velléité de dictature.

Cependant, quels que soient les défauts d'organisation, on peut peut-être les éliminer plus ou moins en agissant rationnellement. Comme secrétaire de l'Internationale, je suis prêt – sur une base rationnelle cela s'entend – à assurer la médiation entre vous et la majorité de Nuremberg qui s'est affiliée directement à l'Internationale. J'ai écrit la même chose à Leipzig. Je ne méconnais pas les difficultés de votre position et je n'oublie jamais que chacun d'entre nous dépend plus des circonstances extérieures que de sa seule volonté.

Je vous promets en toute occurrence d'être impartial, comme c'est mon devoir. Mais d'un autre côté je ne peux pas promettre qu'un jour, écrivant à titre privé, – dès lors que je considérerai que les intérêts du mouvement ouvrier l'imposent absolument – je ne critiquerai pas ouvertement les superstitions lassalliennes, comme je l'ai fait autrefois pour les proudhoniennes.

En vous assurant personnellement de ma meilleure volonté à votre égard.

Votre dévoué K. M. »

---

64 Ici Marx fit la parenthèse suivante : « *Dans les statuts de l'Association internationale figure aussi un président de l'association. Cependant il n'eut jamais d'autre fonction que de présider les séances du Conseil général. Sur ma proposition, en 1867, on supprima complètement cette fonction, que je refusais en 1866, et la remplaça par un président de séance (chairman) qui est élu à chaque séance hebdomadaire du Conseil général. Le Conseil des trade-unions de Londres n'a également qu'un chairman. Son seul permanent est le secrétaire, parce que celui-ci est chargé des affaires courantes.* »
Voilà pour le « dictateur » de l'Internationale. Je dois de mon côté constater que Marx et Engels, dans leurs échanges de lettres avec moi, ne se sont jamais montrés que comme des conseilleurs, et leurs conseils, dans bien des cas très importants, je ne les ai pas suivis, parce que, de par la situation, je m'estimais le meilleur juge. Malgré tout, je n'ai jamais eu avec eux de divergences sérieuses (Note de Bebel).

65 En français dans le texte.

Cependant, l'organisation qui avait été créée ne convint pas longtemps à Schweitzer. Comme on pouvait le prévoir, certaines aspirations à l'indépendance se manifestèrent bientôt dans les associations professionnelles. Dans le *Social-Demokrat* du 15 septembre 1869, Schweitzer s'y opposa résolument ; on cherchait à séparer la fédération des associations professionnelles de l'Association générale des travailleurs allemands et à la placer sous une direction indépendante, ce contre quoi il mettait en garde. Trois mois plus tard, il alla plus loin. Dans le n° 152 du *Social-Demokrat* du 29 décembre, il fit savoir que de tous côtés s'était exprimé le souhait de fusionner les différents syndicats en un seul syndicat général. Il avait en conséquence élaboré un projet, qu'il publiait dans le même numéro. Auparavant, Fritzsche avait déjà quitté l'Association générale des travailleurs allemands et la fédération des associations professionnelles, et avait abandonné sa fonction de premier vice-président. De même s'étaient séparés de Schweitzer Louis Schumann, président de l'association générale des cordonniers allemands, Yorck, président de l'association générale des ouvriers du bois allemands, et Schob, président de l'association générale des tailleurs allemands.

L'assemblée générale de l'Association générale des travailleurs allemands qui siégea début janvier 1870 à Berlin répondit au souhait de Schweitzer et décida – comme si les syndicats avaient à obéir à cette décision – que les syndicats fusionneraient d'ici le 1er juillet et qu'on créerait une nouvelle association nommée association générale allemande des métiers. Immédiatement après l'assemblée générale de l'Association générale des travailleurs allemands eut lieu celle de la fédération générale des associations professionnelles allemandes. La majorité des délégués se déclarèrent pour le projet de Schweitzer. Lübkert, président de l'association générale des charpentiers allemands, pensait qu'au fond les syndicats n'étaient rien d'autre qu'une école préparatoire pour l'éducation politique des travailleurs. Zielowsky était également pour la fusion, ce qui mettrait fin à la démangeaison présidentielle qui était le plus souvent responsable de l'éclatement de nombreux syndicats. Hartmann, Schallmeyer et Vater de Hambourg se prononcèrent également pour la fusion, pour les mêmes raisons que les orateurs précédents.

Des délégués représentant 12 500 voix se prononcèrent pour la fusion, contre des délégués qui en avaient derrière eux 9 000. Bien que, de ce fait, on n'atteignît pas la majorité des deux tiers requise par les statuts pour prononcer la dissolution de la fédération, on décida cependant le 1er juillet de créer, à la place de la fédération professionnelle, une nouvelle association qui devait s'appeler fédération générale allemande de soutien aux ouvriers. Un certain nombre d'associations professionnelles ne suivirent pas cette décision et gardèrent ainsi leur indépendance. L'hostilité à l'égard

des organisations syndicales persista chez une partie des membres les plus influents de l'Association générale des travailleurs allemands, si bien qu'en 1872 encore, lors de son assemblée générale, Tölcke présenta une motion demandant à l'assemblée de décider de *dissoudre* toutes les associations qui, à côté de l'Association générale des travailleurs allemands, se trouvaient à l'intérieur du parti, en particulier la fédération générale allemande de soutien aux ouvriers, la ligue ouvrière de Berlin, l'association générale des maçons allemands, l'association générale des charpentiers allemands et l'ensemble des groupes adhérents qui en faisaient partie, d'annexer leurs caisses à l'Association générale des travailleurs allemands et d'y faire adhérer leurs membres. Mais cette motion ne put être adoptée, parce que l'assemblée générale n'avait pas le pouvoir de dissoudre des organisations existant en dehors de l'Association générale des travailleurs allemands.

Ce que Tölcke et bien d'autres dirigeants pensaient des syndicats, on le voit par exemple à ces déclarations de Hasenclever : « *Une fois que la ligue (la ligue ouvrière de Berlin) aura atteint son but, nous veillerons tout naturellement à ce qu'elle disparaisse à nouveau.* » Hasselmann disait : « *Nous n'avons créé cette ligue que pour attirer à nous ces métiers, ce que nous avons parfaitement réussi. Avec cette ligue, nous n'avons donc pas voulu créer quelque chose de particulier, ce n'était qu'un moyen pour ce but.* » Grottkau et d'autres disaient la même chose. Finalement on adopta la motion suivante :

« *L'assemblée générale exprime le souhait que soient dissoutes aussi vite que possible les associations syndicales existant à l'intérieur de notre parti et que leurs membres soient amenés à l'Association générale des travailleurs allemands. Il est du devoir des membres de l'Association générale des travailleurs allemands d'agir en ce sens.* »

Si l'on peut se fier à Mende – et à ma connaissance son allégation n'a pas été démentie – Schweitzer avait aussi promis à Mende et à la comtesse Hatzfeldt, lors de leur pacte signé au printemps 1869 – j'y reviendrai plus tard – de reléguer de plus en plus au second plan l'organisation syndicale comme étant en contradiction avec les conceptions de Lassalle. Plus tard, les idées changèrent dans l'Association générale des travailleurs allemands, en faveur des syndicats.

Nous, au chef-lieu de Leipzig, nous exécutâmes la tâche dont le congrès de Nuremberg nous avait chargés et nous ébauchâmes un statut-type pour les coopératives de métier, dont la rédaction me revint. Dès qu'il fut achevé, on l'envoya massivement aux organisations, en leur demandant de travailler à la création de coopératives internationales de métier – c'est l'appellation que nous avions choisie. Moi-même je mis la main à la pâte, en tenant

de nombreuses réunions pour la création de ces syndicats. L'appellation « coopérative internationale de métier » allait à vrai dire un peu loin, car nous ne pouvions bien sûr compter attirer à l'organisation que les pays de langue allemande. L'essentiel, c'était la tendance que le nom devait exprimer. Et un certain nombre de ces associations naquirent donc, par exemple la coopérative internationale de métiers des ouvriers de manufacture, de fabrique et des artisans, celle des maçons et charpentiers, des métallurgistes, des ouvriers du bois, des tailleurs, des pelletiers et chapeliers, des cordonniers, des relieurs, des mineurs et fondeurs.

Il était indéniable que, si déjà le mouvement politique souffrait de la division, le mouvement syndical en souffrait forcément à un degré encore plus grand. Mais aucun parti ne voulait renoncer à créer ses syndicats à lui, parce que chacun y voyait un renforcement de sa puissance. L'effet néfaste de l'émiettement, Fritzsche en particulier en fit personnellement l'expérience l'année suivante quand, suite aux violentes luttes des partis, le nombre des membres de sa fédération tomba d'environ 9 000 à un peu plus de 2 000. À Hambourg-Altona, il perdit la totalité des membres. À vrai dire, cette chute était en partie due à la banqueroute des coopératives de production des ouvriers du tabac de Berlin et de Leipzig, qui avaient été créées après une grève perdue.

Nous, à Leipzig, nous tentâmes de prévenir le plus possible les bisbilles dans le mouvement syndical. Fin octobre, en collaboration avec des membres de l'Association générale des travailleurs allemands, nous appelâmes à une assemblée ouvrière qui connut une forte affluence, avec à l'ordre du jour « les coopératives de métier ». C'est Liebknecht qui fit le rapport et recommanda la résolution suivante :

> « Considérant qu'il est nécessaire de créer des coopératives de métier sur le modèle des trade-unions anglais, afin d'organiser la classe ouvrière pour préserver et favoriser ses intérêts de classe et pour renforcer sa conscience de classe ;
>
> considérant de plus que les décisions des différents congrès ont déjà donné l'impulsion et que le premier pas a été fait pour créer des coopératives de métier, la présente assemblée ouvrière décide d'agir énergiquement pour créer de telles coopératives et charge le comité qui doit être élu dans ce but de faire les démarches nécessaires pour cela, et en particulier d'entrer en relation avec les directions des caisses ouvrières, etc. »

Ensuite on élut un comité dans lequel, à côté de Liebknecht et moi, siégeaient entre autres Seifert et Taute de l'Association générale des travailleurs allemands. Le comité invita des membres de tous les métiers à discuter avec eux de l'organisation de syndicats. Cette rencontre eut lieu

sous ma présidence et on y adopta à l'unanimité la résolution suivante, rédigée par Liebknecht et moi :

> « L'assemblée décide : Les coopératives de métier créées, ou en instance de l'être, par la majorité du congrès ouvrier de Nuremberg et par la majorité du congrès ouvrier de Berlin devront œuvrer de façon à ce que :
>
> 1. des deux côtés et après commun accord, soit convoquée une assemblée générale commune dans *le but d'appeler à l'union et à la fusion* ;
>
> 2. en attendant que l'union et la fusion se fassent, des deux côtés les coopératives de métier conviennent d'une relation contractuelle, notamment se soutiennent mutuellement par leurs caisses, et si possible élisent un comité provisoire commun ;
>
> 3. les deux parties rejettent en tout état de cause toute relation avec les coopératives de métier de Hirsch-Duncker, qui ont été fondées par des ennemis des travailleurs et n'ont d'autre but que de contrecarrer l'organisation des travailleurs et de rabaisser les ouvriers au rang d'instruments de la bourgeoisie. »

Mais, dans l'autre camp, la demande d'entente ne trouva pas de répondant. Dans le n° 141 du *Social-Demokrat* du 2 décembre 1868, Schweitzer publia une résolution disant que la présidence et le comité central de la fédération générale des associations professionnelles allemandes avaient rejeté nos propositions et appelaient « *à s'opposer de toutes leurs forces à toute tentative de morceler le mouvement au bénéfice des buts personnels de quelques-uns* ».

Du coup, la tentative de parvenir à un accord au moins entre nous et l'Association générale des travailleurs allemands sur le terrain de l'organisation syndicale était impossible jusqu'à nouvel ordre.

Si, dans l'Association générale des travailleurs allemands, on ne montrait pas de grande sympathie pour le mouvement syndical, dans l'association générale lassallienne des travailleurs allemands, c'est-à-dire la tendance Hatzfeldt-Mende, l'état d'esprit était carrément hostile. Là, on considérait la création de syndicats comme une offense aux principes lassalliens et à l'organisation lassallienne, auxquels on rendait une sorte de culte religieux. C'est pourquoi lorsque, parmi les nombreuses réunions que je fis alors en faveur de la création de syndicats, j'en fis une aussi à Dresde, on en arriva là-bas à de violentes bagarres entre nous et les partisans de Hatzfeldt-Mende, sous la direction de Försterling. J'avais après mon discours proposé de déclarer :

> « Considérant que l'organisation de la classe ouvrière pour se protéger contre l'exploitation de la bourgeoisie est une nécessité urgente ; considérant d'autre part que, selon l'exemple et les expériences des

pays industriellement les plus avancés, ce sont les syndicats qui sont le mieux à même d'organiser l'ensemble de la classe ouvrière, l'assemblée se déclare favorable à la création de syndicats et charge le comité de faire les démarches nécessaires pour les constituer. »

Lors de la discussion qui suivit, je découvris que le président de séance, un lassallien, avait falsifié à plusieurs reprises la liste des orateurs : je le fis remarquer publiquement et cela conduisit à de vifs affrontements personnels entre Fösterling et moi. Soudain, Fösterling mit fin à la réunion, ce qui suscita un grand vacarme. Le commissaire de police demanda aux présents de quitter la salle. Vahlteich et moi protestâmes. Le commissaire déclara qu'il n'avait eu aucune raison de dissoudre l'assemblée, mais que, une fois celle-ci close, toute continuation signifierait une violation de la loi. Là-dessus, il quitta la salle avec Fösterling. Vu l'opposition violente d'une partie de l'assemblée, Vahlteich rouvrit la séance et me fit élire comme président. Les débats se déroulaient au mieux et Vahlteich prenait la parole comme troisième orateur, quand le commissaire de police reparut, interrompit l'orateur et me demanda de clore la réunion. Je répondis qu'il n'y avait aucune raison de la clore. Alors, il brandit la menace de dissolution, ce sur quoi, tout en protestant, je mis fin à la réunion. L'indignation suscitée par ces faits fut si grande que, s'il avait encore été présent, Fösterling en aurait gardé un souvenir désagréable.

De notre côté, la question syndicale revint en discussion au congrès d'Eisenach, en août 1869. On désapprouvait surtout que l'adhésion des membres soit subordonnée à un credo politique, comme Schweitzer l'exigeait. Greulich se prononça en faveur d'une organisation internationale, qui était le mieux à même d'amener les masses dans les syndicats. C'est des masses que le capitaliste avait peur, pas de nos quelques malheureux pfennigs. Enfin, sur proposition de Yorck, on adopta une résolution en faveur de l'unification des syndicats. Une motion de Motteler demandant que les syndicats pratiquent des contrats de réassurance (collectifs) fut également adoptée. Au congrès du parti de Stuttgart (juillet 1870) la question syndicale fut une nouvelle fois à l'ordre du jour. Les discussions ne quittèrent pas les sentiers battus. La question de l'unité joua à nouveau le premier rôle, mais ne fut suivie d'aucun résultat pratique. À partir de 1871, grâce à la période de grande prospérité qui suivit la fin de la guerre franco-allemande, les syndicats commencèrent à se développer plus vigoureusement. Désormais ils se montraient aussi plus indépendants. Le temps des affaires resplendissantes, qui en 1874 fut soudain interrompue par le grand krach, favorisa d'innombrables arrêts de travail dans toutes les branches. Mais ce phénomène créa aussi une foule d'inconvénients pour les organisations existantes, qui pour soutenir les grévistes devaient se procurer de l'argent bien au-delà de leurs possibilités. Dès fin mai 1871, cela amena l'association

ouvrière social-démocrate de Leipzig à adopter et à publier, après une longue discussion, la résolution suivante :

> « 1. Étant donné que les grèves ne sont qu'un palliatif qui n'aide pas *sur la durée* ; 2. que le but de la social-démocratie ne vise pas simplement à obtenir des salaires plus élevés au sein du mode de production actuel, mais surtout à renverser le mode de production capitaliste ; 3. que dans le mode de production actuel le niveau des salaires dépend de l'offre et de la demande et que même les grèves les plus réussies ne peuvent donc pas les élever durablement au-dessus de ce niveau ; 4. que dans les derniers temps plusieurs grèves, et on peut le prouver, ont été organisées par des fabricants pour justifier de manière plausible l'augmentation du prix de la marchandise pendant la foire de Leipzig, et que ce genre de grèves ne bénéficie pas aux travailleurs mais seulement aux fabricants, qui augmentent infiniment plus le prix des marchandises que les salaires des ouvriers ; 5. que les grèves qui échouent encouragent les fabricants et découragent les salariés – donc causent un double dommage à notre parti ; 6. que les gros fabricants tirent même parfois un avantage supplémentaire des grèves, en écoulant leurs stocks avec un profit plus élevé, tandis que les petits fabricants ne travaillent pas ; 7. que notre parti n'est pour le moment pas en mesure de soutenir financièrement autant de grèves.
>
> Toutes ces raisons font qu'il est instamment recommandé aux camarades de ne déclencher une grève que s'il y a une nécessité impérative et que l'on peut disposer des fonds nécessaires ; par ailleurs, ne pas procéder sans plan, comme jusque-là, mais selon un plan organisé à l'échelle de toute l'Allemagne. Comme meilleur moyen de se procurer argent et organisation, on recommande de créer des coopératives de métier et d'en prendre soin. »

À Vienne, l'organe central des camarades autrichiens, *La volonté du peuple*, se livra à des considérations et des recommandations semblables, étant donné que là-bas aussi, suite à une situation économique extraordinairement favorable, la fièvre gréviste se propageait de plus en plus. Les conseils étaient bons, mais ils ne furent suivis que dans de rares cas. Tout de même, en ces années-là, les syndicats connurent un développement réjouissant.

À l'inverse, il s'avéra à cette époque que la fédération générale allemande de soutien aux ouvriers fondée par Schweitzer n'était pas viable. À son assemblée générale du 25 mai 1871, 19 délégués de 27 localités ne représentaient plus que 4 275 membres. C'était l'effondrement complet de la fédération, dont l'organisation était absurde.

Mi-juin 1872, se réunit à Erfurt un congrès syndical, au cours duquel la discussion porta en particulier sur la question d'une direction centrale

pour les syndicats (*unions*) et sur la création d'un organe syndical spécifique. Dans un article que je publiai le 8 juin dans l'*État populaire*, je développai mon programme pour le congrès et m'étendis sur la meilleure façon selon moi d'établir une liaison entre les syndicats. Je disais, entre autres, qu'il était indéniable que le mouvement syndical en Allemagne était encore en assez mauvaise posture. La faute en était à la division des ouvriers en différentes fractions qui se combattaient très durement. S'il était déjà grave que les travailleurs s'affrontent en différentes organisations politico-sociales, il était à plus forte raison grave que, dans chaque fabrique et même dans chaque atelier, les travailleurs des différents métiers s'opposent les uns aux autres. Et cela non en raison du principe que nous défendons, mais en raison de la forme organisationnelle, qu'on peut changer et forcément adapter selon les conditions. Voilà la malédiction dont souffrait le mouvement. Il était triste aussi, ajoutais-je, que la masse se laisse fanatiser par des gens sans conscience, ce qui prouvait l'étroitesse d'esprit d'une partie des travailleurs. On raillait la sclérose du christianisme, qui pourtant avait dix-huit siècles derrière lui, donc un âge qui se prêtait à la sclérose. Mais le nouveau mouvement social n'avait que dix ans, et déjà se manifestaient en lui des symptômes de sclérose. Ils seraient certes surmontés, mais pour le moment ils étaient un obstacle au développement. *C'est sur la coopérative de métier que reposait l'avenir de la classe ouvrière ; c'est par elle que la conscience de classe arriverait dans les masses, qu'elles apprendraient à mener la lutte contre le capital et que donc, tout naturellement, les ouvriers deviendraient socialistes*. Ensuite j'exposais en détail mes propositions organisationnelles.

Au congrès syndical d'Erfurt, où six organisations syndicales étaient représentées, celles des ouvriers de manufacture et de fabrique, des métallurgistes, des ouvriers du bois, des tailleurs, des cordonniers, des maçons, ainsi que diverses associations de métier, on décida de constituer une union syndicale et de sortir un organe syndical, l'*Union*. Sur proposition de Yorck, la résolution suivante fut adoptée à l'unanimité :

> « Considérant que la puissance du capital opprime et exploite exactement de la même façon tous les travailleurs, qu'ils soient conservateurs, progressistes, libéraux ou social-démocrates, le congrès déclare que le devoir le plus sacré des travailleurs est de laisser de côté toutes les querelles de parti pour, sur le terrain neutre d'une organisation syndicale unitaire, créer les conditions d'une résistance forte et victorieuse, sauvegarder leur existence menacée et arracher une amélioration de leur situation de classe. Mais les différentes fractions du Parti ouvrier social-démocrate doivent en particulier faire leur possible pour encourager le mouvement syndical, et le congrès regrette que l'assemblée générale de l'Association

générale des travailleurs allemands (de Berlin) ait pris une décision opposée. »

Lorsqu'au printemps 1875, après une longue détention en forteresse et en prison, je fus à nouveau libre, August Geib me proposa de me charger de la rédaction du journal syndical central, *L'Union*, à la place du vaillant Yorck qui était malheureusement mort dans la nuit du Nouvel An 1875. Il laissait entrevoir un salaire mensuel de 50 thalers. Parti et syndicats s'étaient entre-temps renforcés financièrement. Geib pensait que je pourrais très bien me charger de la rédaction, en plus de mon affaire. Je refusai. Il m'était impossible, à côté de mon affaire et de mon activité pour le parti, de m'occuper en plus en permanence des syndicats.

Cela ne m'empêcha naturellement pas, après comme avant, d'accorder mon attention et mon soutien au mouvement syndical, notamment en faisant des assemblées dans les branches professionnelles les plus diverses. Au début des années 1890, lorsque le mouvement syndical était très visiblement en retard dans son développement par rapport au mouvement socialiste, il me sembla qu'il était condamné à une certaine stagnation, notamment en raison de l'entrée en vigueur de la législation allemande sur l'assurance, qui avait privé les syndicats d'un secteur important de leur activité. J'exprimai publiquement cet avis au congrès du parti à Cologne en 1893. Mais ce pessimisme était injustifié. Les faits m'ouvrirent bientôt les yeux. Le jugement que je portais sur les syndicats au début du mouvement se confirmait maintenant de manière éclatante comme étant le bon, et m'amena à nouveau à défendre les syndicats partout où je le pouvais.

Dans les années 1870, dont je parlais plus haut, le mouvement syndical avait encore devant lui des temps difficiles. Le gouvernement prussien, c'est-à-dire Bismarck, voyait non seulement dans le Parti social-démocrate mais aussi dans les syndicats des ennemis mortels de l'État et de l'ordre social. Aussi trouva-t-il nécessaire de s'attaquer aux deux. L'instrument de Bismarck fut en premier lieu le procureur Tessendorf qui, à Magdebourg, avait déjà gagné ses galons dans ce domaine. Il fut appelé à Berlin en 1874 pour y poursuivre sur une plus grande échelle les persécutions commencées à Magdebourg. Tessendorf répondit aux attentes qu'on mettait en lui. Par ses accusations, non seulement il réussit à réprimer les organisations politiques, mais divers syndicats furent aussi ses victimes. Ensuite vint 1878, l'année des attentats, avec la loi d'exception contre les socialistes, et alors fut détruit d'un coup ce qui avait été créé en plus de dix années de travail, au prix d'infinis sacrifices de temps, d'argent, d'énergie et de santé. Mais pas pour toujours. Le pouvoir, même le plus fort, ne peut à la longue résister à la poussée de l'évolution et aux exigences de l'époque. Cela Bismarck, à son propre étonnement, devait maintenant en faire l'expérience.

Ma première condamnation

L'incurie politique et le favoritisme qui avaient pris racine sous le règne de la reine Isabelle d'Espagne réunirent les partis d'opposition en une insurrection violente qui – fin septembre 1868 – eut pour conséquence la fuite d'Isabelle. L'irrésolution avec laquelle le gouvernement provisoire, composé des chefs des partis d'opposition, traitait la question d'une réforme de l'État amena les démocrates des différents pays, dans des résolutions et des adresses, à recommander au peuple espagnol de fonder une république. Nous pensions naturellement que nous devions en faire encore davantage, et que notre devoir était de conseiller aux Espagnols de fonder une république social-démocrate, ce pour quoi il manquait rien moins que toutes les conditions. Parmi les plus de soixante mille membres qui, d'après les journaux, étaient censés être affiliés à l'Internationale, plus de cinquante mille sans doute n'existaient même pas sur le papier, ils n'étaient qu'un produit de l'imagination. L'époque était aux exagérations, qui profitaient particulièrement à l'Internationale. Si on écoutait les journaux bourgeois, l'Internationale avait en Europe des millions de membres et par conséquent ses moyens financiers étaient gigantesques. Le bon bourgeois était saisi de peur et d'effroi, quand il lisait dans son journal que le trésorier de l'Internationale n'avait qu'à ouvrir son grand coffre-fort pour mettre des millions à la disposition de chaque grève.

Moi-même, un soir, j'ai vu et entendu Prince Smith, qui était assis en face de moi lors d'une rencontre amicale à l'association de la presse berlinoise, confier à son voisin qu'il venait de recevoir une lettre de Bruxelles l'informant que le Conseil général de l'Internationale avait mis deux millions de francs à la disposition de la grève des mineurs de charbon du Borinage (en Belgique). J'eus du mal à me retenir de rire. Le Conseil général aurait été content s'il avait eu en caisse deux millions de centimes. Le Conseil général avait une grande influence morale, mais l'argent était toujours son point le plus faible.

Ces exagérations sur la puissance de l'Internationale, même Bismarck en fut victime quelques années plus tard, après le soulèvement de la Commune. Il voulut organiser une conférence internationale pour combattre l'Internationale, ce pour quoi le chancelier autrichien, M. von Beust, lui prêta complaisamment la main, bien que de son propre aveu l'Internationale fût sans importance pour l'Autriche. L'exécution de ce beau plan contraria les projets du gouvernement anglais. Et non seulement Bismarck,

mais même un diplomate et négociateur aussi chevronné que le colonel von Bernhardi se laissèrent mener en bateau à propos de l'Internationale. C'est ainsi que, dans *Les Souvenirs de Theodor von Bernhardi*, il rapporte une information de l'un de ses hommes de confiance, écrivant :

> « Avant tout, les menées subversives socialistes se poursuivent avec zèle depuis Londres et Genève pour révolutionner toute l'Europe, plus précisément pour susciter non seulement une révolution politique mais aussi une révolution sociale. Elles seront dirigées par les deux comités internationaux de Londres et de Genève. Louis Blanc préside le comité de Londres, Philipp Becker celui de Genève. La révolution doit d'abord éclater à Paris, et si elle y est victorieuse, s'étendre d'abord en Italie et ensuite en Allemagne du Sud, où il y a beaucoup de matière inflammable : mais elle doit ensuite toucher aussi l'Allemagne du Nord, où l'on a également de nombreuses liaisons, et transformer toute l'Europe. Tout d'abord, on s'efforce partout, grâce au droit de coalition, d'organiser militairement le prolétariat des villes. »

Selon Bernhardi, toutes les capitales d'Allemagne étaient déjà en insurrection. Les chefs du mouvement étaient nommément Schweitzer et Bebel. De telles inepties étaient donc débitées par des gens à prendre très au sérieux.

L'adresse aux démocrates d'Espagne dont j'ai fait mention, que Liebknecht avait justifiée dans une assemblée et que moi, en tant que président de l'assemblée, j'avais lue et mise aux voix, nous mena devant le juge. Nous fûmes finalement condamnés chacun à trois semaines de prison pour diffusion de doctrines dangereuses pour l'État, que nous purgeâmes à la prison du tribunal de district de Leipzig, fin 1869, tant l'instruction judiciaire avait duré longtemps.

En dehors de l'inculpation pour diffusion de doctrines dangereuses pour l'État au moyen de la publication de l'*Adresse aux démocrates d'Espagne*, on voulait au début nous accuser aussi d'offense à l'empereur Napoléon. Mais cette accusation-là dut être abandonnée, parce que ce n'était pas Napoléon en personne qui avait porté plainte, comme l'exigeait la loi, mais son ambassadeur à Dresde.

Que dans la suite de son déroulement la révolution espagnole causerait indirectement la guerre entre la France et l'Allemagne, cela à l'époque personne ne s'en doutait.

Avant Barmen-Elberfeld

Les luttes avec les lassalliens des deux tendances devinrent de plus en plus vives avec l'année 1868. Rien n'y fit, ni qu'en janvier 1869 nous ayons organisé une collecte pour l'élection de Hasenclever dans la circonscription de Duisbourg, ni que nous ayons soutenu Yorck au second tour dans la circonscription de Celle contre le professeur Planck du Parti national-libéral – qui plus tard devint le principal rédacteur du Code civil et son commentateur. Ces deux démarches auraient dû prouver que nous faisions une différence entre les membres de l'Association générale des travailleurs allemands et son dirigeant[66]. Début mars 1869, nous avions annoncé par écrit un congrès général ouvrier saxon à Hohenstein-Ernstthal, avec à l'ordre du jour « réforme du droit d'association et du droit de vote saxons ». L'invitation avait aussi été signée par les dirigeants saxons des deux tendances lassalliennes. La veille du congrès ouvrier, notre parti devait tenir une assemblée régionale avec à l'ordre du jour « les coopératives de métier ». Mais, au conseil de la tendance Hatzfeldt-Mende, on en avait décidé autrement.

Lorsque j'arrivai le dimanche de bon matin à Hohenstein, de retour d'une assemblée à Mittweida, je vis de nombreux ouvriers, la mine défaite et tout sales, se précipiter vers la gare. J'appris alors que ces gens, une bande de partisans de Hatzfeldt-Mende venant de Chemnitz, avaient la veille au soir fait irruption à 80 ou 100 dans le local où se tenait la réunion, afin de disperser violemment l'assemblée régionale. Il en était résulté un grand tapage et finalement des violences, sur quoi le maire avait réquisitionné les pompiers, parce que la police s'avérait impuissante à rétablir le calme. Vahlteich avait été arrêté parce qu'il avait dégainé une canne-épée. Il fut relâché quelques jours après. La terrible émotion que ces événements avaient suscitée dans toute la population avait par ailleurs fait qu'on annula l'assemblée régionale, ce que je considérai comme une erreur grossière, mais qu'on ne pouvait plus changer. On se félicita de divers côtés de ce que je n'étais pas présent lors de cette bagarre, en disant que les perturbateurs avaient demandé après moi et menacé de m'assommer.

Six mois plus tard – le congrès d'Eisenach était passé – je tins avec un succès éclatant une réunion gigantesque à Chemnitz. Après la réunion, vinrent me voir bon nombre de travailleurs qui avaient participé à la

66 Jean Baptist Schweitzer.

bagarre à Hohenstein, et ils me prièrent de les excuser ; ils m'expliquèrent qu'eux-mêmes ne comprenaient plus comment ils avaient pu alors se laisser entraîner à ces violences.

Nous souhaitions depuis longtemps, Liebknecht et moi, rencontrer Schweitzer en personne et avoir une discussion avec lui. Ce souhait fut exaucé plus rapidement que nous l'espérions. Le 14 février, une assemblée convoquée par les lassalliens à Leipzig, à laquelle ni Liebknecht ni moi n'assistions, décida d'inviter Schweitzer et Liebknecht à se confronter dans une réunion publique et à présenter leurs accusations réciproques. Liebknecht déclara tout de suite dans l'*Hebdomadaire démocrate* qu'il acceptait cette décision avec joie et qu'il était prêt à affronter Schweitzer dans une assemblée populaire et à prouver que depuis la fin des années 1864 – que ce soit pour de l'argent ou par inclination – Schweitzer cherchait systématiquement à contrecarrer l'organisation du parti ouvrier et jouait le jeu du césarisme bismarckien. Si Schweitzer devait se dérober à lui, comme il l'avait déjà fait une fois, il était prêt – seul ou avec moi – à l'affronter en présence des fondés de pouvoir de Schweitzer et des présidents des associations professionnelles, ou bien – seul ou avec moi – à se présenter à l'assemblée générale de l'Association générale des travailleurs allemands et à motiver ses accusations.

Par ailleurs, il proposait d'en appeler au Conseil général de l'Internationale comme arbitre entre Schweitzer et lui.

Après avoir précisé dans sa réponse que Schweitzer avait été élu président presque à l'unanimité à la dernière assemblée générale, et que donc il avait la pleine confiance de l'association, le *Social-Demokrat* répondit que, selon les statuts, le président n'était responsable de toute sa conduite que devant l'assemblée générale de l'Association générale des travailleurs allemands. Schweitzer était en prison ; le *Social-Demokrat* ne pouvait pas anticiper ses décisions, mais il croyait pouvoir assurer qu'à l'assemblée générale de Barmen-Elberfeld il y aurait droit de parole et de réponse pour chacun, et donc aussi pour MM. Liebknecht et Bebel. Liebknecht donc était pris au mot. Quant à un tribunal d'arbitrage concernant son président, l'Association générale des travailleurs allemands ne pouvait s'y engager.

Nous étions très satisfaits de cette réponse, que Schweitzer avait manifestement rédigée lui-même. Étant donné le cours qu'avait pris l'affaire et le retentissement qu'elle avait eu dans les deux camps, Schweitzer ne pouvait pas s'esquiver. Qu'il se décide à nous admettre à l'assemblée générale, voilà qui nous plaisait beaucoup, bien que, rigoureusement parlant, nous n'y eussions pas notre place, puisque nous n'étions pas membres de l'Association générale des travailleurs allemands. Manifestement, Schweitzer supposait que, au sein des délégués à l'assemblée générale, il trouverait le meilleur des soutiens et qu'un débat à huis clos serait le moins compromettant pour lui.

Curieusement, trois jours plus tard, le *Social-Demokrat* déclara que Schweitzer ne se présenterait pas à nous, que nous n'avions aucun droit de venir à l'assemblée générale. Mais dans le numéro suivant du *Social-Demokrat* cette annonce fut démentie. Nous devions venir, Schweitzer userait même de son influence à l'assemblée générale pour que nous y soyons admis. À Barmen-Elberfeld on en fit plus tard une lecture différente.

Après avoir reçu l'invitation officielle, nous prîmes le train. À Cassel, monta dans notre compartiment un monsieur que nous prîmes pour un délégué se rendant à l'assemblée générale. Notre supposition s'avéra fondée. Dans la conversation nous apprîmes que notre compagnon de voyage était Wilhelm Pfannkuch qui, comme il nous l'avoua, avait lui aussi tout de suite pressenti qui nous étions. Nous fîmes route ensemble pour Wuppertal.

La description de ce qui se passa à l'assemblée générale d'Elberfeld et ce qui s'ensuivit, je la réserve pour la partie suivante de mes *Souvenirs*. Il faudra alors aussi exposer les raisons qui ont fait de J.B. Schweitzer et nous des adversaires.

L'année 1869 a été d'une importance cruciale pour le mouvement ouvrier allemand. Même si par la suite il y eut de vives luttes et que de nombreux malentendus furent dissipés, c'est pendant cette année-là que furent définies les lignes directrices qui s'avérèrent décisives pour le développement futur du mouvement ouvrier allemand. Le congrès d'Eisenach, début août, où fut fondé le Parti ouvrier social-démocrate, constitua l'apogée de ce développement. Politiquement aussi, la situation était complètement différente, comparée à quelques années plus tôt. La Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord était comme taillée sur mesure pour son créateur, Bismarck, ce qui naturellement mettait terriblement à mal les revendications libérales, et ne parlons pas des revendications démocratiques. Les espoirs et les attentes que les cercles libéraux nourrissaient dans ce sens s'avérèrent vains. Bismarck n'était pas homme à laisser passer sans l'utiliser une situation qui lui était favorable. Les événements qu'il avait vécus au temps du conflit, il cherchait maintenant à en rendre le retour impossible une fois pour toutes. Et la majorité des libéraux lui furent complaisants là-dessus. Ils en avaient assez d'être eux-mêmes des idoles incarnant une opposition inflexible. Le système militaire prussien fut transféré, en bloc et avec l'élargissement correspondant, à la Confédération de l'Allemagne du Nord. On créa l'embryon d'une marine. Responsabilités ministérielles et indemnité parlementaire furent mises au rancart. Bismarck devint le maître absolu de la situation intérieure.

Pour prix de l'extrême complaisance que la bourgeoisie libérale manifesta à Bismarck dans toutes les questions politiques importantes, complaisance qui alla jusqu'à se châtrer, elle obtint la pleine satisfaction de ses revendications économiques, qui de par leur nature satisfaisaient aussi un

certain nombre de revendications de la classe ouvrière. Liberté de circulation, suppression des restrictions en matière de laissez-passer, facilité de mariage et d'installation, auxquelles s'ajouta en 1869 la législation des métiers, avaient entre-temps reçu force de loi. Avec la création du Parlement douanier, auquel participaient les États d'Allemagne du Sud, entra également dans le domaine des délibérations parlementaires la législation sur les douanes, sur le commerce et sur les impôts indirects. Ainsi s'ouvrait un champ d'activité que j'ai contribué de toutes mes forces à labourer. Comment et avec quel succès, c'est aussi ce que je traiterai dans la deuxième partie.

Deuxième partie

Avant-propos

J'ai pu terminer ce deuxième tome de mes *Souvenirs* plus tôt que je ne l'avais espéré moi-même. Ma santé s'est considérablement améliorée au cours des dix-huit derniers mois, et du coup ma capacité de travail s'en est trouvée accrue. Malheureusement, c'est à ce moment-là que s'est déclarée la longue et grave maladie de ma chère et inoubliable femme, dont le trépas, fin novembre 1910, a mis un terme à ses souffrances.

Ce deuxième tome est devenu bien plus épais que je ne l'avais imaginé au départ. Au cours de mon travail, il se transforma en une sorte d'histoire du parti, ce qui s'explique par la position que j'y ai acquise. J'ai également remis la main sur des lettres et des documents que je croyais perdus. Au cours de la vie agitée, toujours surchargée de travail, que j'ai menée pendant plus de vingt ans, bien des choses, qui par mesure de précaution avaient été mises de côté et oubliées, ont été retrouvées après de minutieuses recherches. De plus, comme j'avais été désigné par testament cohéritier des œuvres littéraires posthumes de Friedrich Engels, la plupart des lettres que j'avais échangées avec Karl Marx et lui, au cours de plusieurs décennies, revinrent en ma possession. Dans le troisième tome j'utiliserai l'essentiel du contenu de ces lettres, écrites principalement à l'époque des lois d'exception.

Ce dernier tome, à condition que je reste en vie et que j'aie les forces nécessaires, ne paraîtra pas avant longtemps. Les travaux préparatoires n'en sont encore qu'à leurs débuts. Il se peut que je doive diviser ce troisième tome en deux parties. Son contenu embrassera les douze années de lois d'exception, « les temps héroïques » du parti comme on aime à appeler cette période. Et c'est là-dessus que je compte achever mes publications d'une certaine ampleur.

À ce dernier tome on joindra une table des noms et des matières.

Zurich, le 2 septembre 1911.
A. Bebel

La période de M. von Schweitzer dans le mouvement ouvrier prolétarien

Jean Baptist von Schweitzer

Parmi les personnalités qui, après la mort de Lassalle, se sont succédé à la direction de l'association qu'il avait fondée, J. B. von Schweitzer vient loin en tête.

Avec Schweitzer, l'association avait un dirigeant qui possédait à un haut degré des qualités de grande valeur pour la fonction qu'il occupait. Il possédait la préparation théorique nécessaire, une vue politique large et une froide réflexion. Journaliste et propagandiste, il était capable de faire comprendre au plus simple travailleur les questions et les sujets les plus difficiles ; il savait, comme peu d'hommes, fanatiser et même fasciner les masses. Au cours de son activité journalistique, dans son journal, le *Social-Demokrat*, il publia une série d'articles de vulgarisation théorique qui font partie de ce que la littérature socialiste a de meilleur. Ainsi, par exemple, son compte-rendu du *Capital* de Marx et son exposé publié plus tard en brochure, *Le Schulze mort contre le Lassalle vivant*, sont des œuvres qui conservent encore toute leur valeur. De même, il se révéla un parlementaire très habile et adroit. Il saisissait rapidement une situation donnée et savait l'exploiter. Enfin, c'était aussi un bon orateur, d'un grand discernement, qui faisait impression sur les masses et sur ses adversaires.

Mais à côté de ces belles qualités, souvent brillantes, Schweitzer avait bon nombre de gros défauts qui, en tant que dirigeant d'un *parti ouvrier* aux tout débuts de son développement, faisaient de lui un danger pour ce parti. Pour lui, le mouvement qu'il rejoignit après toutes sortes d'aventures n'était pas une fin en soi, mais un moyen pour une fin. Il entra dans le mouvement dès qu'il vit qu'aucun avenir prometteur ne l'attendait dans le monde bourgeois, que pour lui, tôt déclassé par son mode de vie, le seul espoir était de jouer dans le mouvement ouvrier le rôle auquel son ambition et ses capacités le prédestinaient en quelque sorte. Il voulait aussi ne pas être simplement le chef du mouvement mais son maître, et il cherchait à l'utiliser pour ses buts égoïstes. Éduqué de longues années dans un institut d'Aschaffenburg dirigé par des jésuites, se consacrant plus tard à l'étude de la jurisprudence, il acquit dans la casuistique jésuite et la chicane juridique les armes intellectuelles qui firent de lui, déjà rusé et malin de nature, un homme politique cherchant sans scrupules à atteindre son but,

à satisfaire à tout prix ses ambitions, et à assouvir ses grands besoins de viveur, ce qui était impossible sans une fortune suffisante qu'il ne possédait pas. Mais l'histoire a montré depuis longtemps, expérience confirmée dans tous les mouvements populaires, que des personnalités dirigeantes qui ont des habitudes de sybarites mais qui, faute de moyens, ne sont pas capables de les satisfaire, succombent facilement aux tentations qui s'offrent à elles, en particulier quand, en plus de satisfaire leurs ambitions, elles croient pouvoir remporter aussi des semblants de succès.

La position dictatoriale que l'organisation de l'Association générale des travailleurs allemands accordait au dirigeant de l'association favorisa énormément les ambitions de Schweitzer. Cependant il était tout aussi naturel que le bon plaisir du dictateur suscite au sein de l'association un combat permanent des membres dotés d'une certaine indépendance de pensée. L'opposition, en apparence vaincue un temps par sa brutalité impitoyable et expulsée de l'association, ressurgit rapidement avec d'autres personnes et dans d'autres lieux, et le combat contre lui repartit de plus belle. Sa volonté de pouvoir fut encore considérablement favorisée du fait que l'unique journal que l'association possédait – et il n'en tolérait pas un deuxième à côté –, le *Social-Demokrat*, était entre ses mains et sous sa direction. Il avait ainsi en main le moyen – et il l'utilisait sans scrupules – de rendre absolue sa domination intellectuelle sur les membres, en réprimant violemment toute opposition et toute manifestation d'opinion gênante pour lui. La manière dont en même temps Schweitzer s'entendait toujours à flatter les masses, bien qu'il les méprisât en son for intérieur, jamais plus je ne l'ai rencontrée à un tel degré. Lui-même se présentait comme leur instrument qui n'obéissait qu'à la volonté du « peuple souverain », ce peuple souverain qui ne lisait que son journal et auquel il suggérait ses volontés. Mais quiconque osait lui résister se voyait accusé des mobiles les plus bas, stigmatisé comme quart ou huitième d'intellectuel, qui voulait s'élever au-dessus des courageux et honnêtes travailleurs afin de les abuser dans l'intérêt de leurs adversaires.

Un rôle tel que celui que Schweitzer joua peu à peu n'était en réalité possible que dans la jeunesse du mouvement ouvrier, et c'est elle qui excuse le fanatisme de ses partisans. Quiconque voudrait aujourd'hui jouer dans le mouvement le rôle d'un Schweitzer, en serait rapidement incapable, quel qu'il soit.

Schweitzer était un démagogue de haut vol qui, à la tête d'un État, se serait révélé le digne disciple de Machiavel – dont il adorait les théories sans principes. La domination absolue qu'il sut s'assurer pendant des années dans son association, par les moyens déjà évoqués, ne peut être comparée qu'à certains phénomènes dans l'Église catholique. Ce n'est pas pour rien justement qu'il avait reçu l'enseignement des jésuites.

Ce dont, Liebknecht et moi, nous accusions Schweitzer c'était de diriger l'Association générale des travailleurs allemands – naturellement à l'insu et contre la volonté de l'immense majorité de ses membres – dans l'intérêt de la politique de Bismarck, que nous *ne considérions pas comme une politique allemande, mais comme une politique grande-prussienne,* menée dans l'intérêt de la maison des Hohenzollern, dont l'ambition était d'étendre sa domination sur toute l'Allemagne et de remplir l'Allemagne de l'esprit prussien et des principes de gouvernement prussiens, *qui sont les ennemis mortels de toute démocratie*.

Dans la situation générale de l'époque, et dans le dur combat qu'il menait contre la bourgeoisie libérale, Bismarck utilisait tous les moyens, même les plus insignifiants, qui pouvaient servir à ses fins. J'ai déjà relaté dans la première partie de ce travail comment Bismarck, avant même l'entrée en scène de Lassalle, avait en la personne du peintre sur laque Eichler un agent habile, qui faisait dans les cercles ouvriers de la propagande en faveur de sa politique. Lassalle, qui s'était engagé dans des pourparlers avec Bismarck, non pas en homme à son service mais d'égal à égal, de puissance à puissance, soutenait plus qu'il ne le voulait sans doute lui-même les ambitions de Bismarck. Certes ses pourparlers avec Bismarck furent manifestement suspendus en février 1864 et ne reprirent pas jusqu'à sa mort (de Lassalle), mais la volonté de mettre le mouvement ouvrier au service de la politique de Bismarck subsista et eut un certain succès, et le refus catégorique qu'opposa Karl Marx à l'alter ego de Bismarck, Lothar Bucher, quand il l'invita à collaborer au *Journal officiel* (*Staatsanzeiger*) prussien, n'y changea rien.

Hélène von Rakowitza (Hélène von Dönniges), dont Lassalle avait été amoureux, et pour laquelle il fut impliqué dans le duel qui lui coûta la vie, raconte dans son livre *À propos d'autres et de moi*, Berlin 1909, qu'au cours d'une conversation nocturne elle avait posé à Lassalle la question : « Est-ce donc vrai ? As-tu eu avec Bismarck toutes sortes d'affaires secrètes ? » Il avait répondu : « *Quant à Bismarck, ce qu'il attendait de moi, et moi de lui ? Rassure-toi, il ne s'est rien passé et il ne pouvait rien se passer. Nous étions tous les deux trop rusés. Nous voyions tous deux notre ruse respective et nous n'aurions pu finir autrement qu'en nous riant au nez* (toujours politiquement parlant). *Nous sommes trop bien élevés pour ça – alors on en est resté aux visites et aux conversations spirituelles.* »

Cette description paraît plausible. Ce serait insulter la sagacité de Lassalle, et son intelligence, que de supposer qu'il ait pensé autrement que ce que raconte ici celle dont il était amoureux. En tout cas, aucun être sagace et intelligent, et cela Schweitzer aussi l'était, ne pouvait se tromper sur ce qu'un social-démocrate pouvait, ou pas, obtenir de Bismarck, et sur le fait que, quand Bismarck s'engageait dans une relation quelconque avec des social-démocrates, c'était uniquement pour les utiliser dans son intérêt

et les jeter ensuite comme des citrons pressés. Ou, autre hypothèse, ils se seraient vendus à lui et lui auraient rendu des services, ce dont il ne pouvait être question avec Lassalle.

En faveur de ma thèse il y a d'abord le fait que, au moment où Friedrich Wilhelm Fritzsche devint vice-président de l'Association générale des travailleurs allemands aux côtés du président Bernhard Becker, le précédent vice-président de l'association, le Dr. Dammer, recommanda à Fritzsche de *défendre dans ses tournées de propagande au royaume de Saxe, à côté des revendications socialistes, l'idée d'une Allemagne sous direction prussienne, et d'envoyer directement à Bismarck les comptes-rendus de ces réunions publiés dans les journaux, et aussi de lui rendre compte directement des réunions tenues*. C'est Fritzsche lui-même qui m'a donné ces informations, quand, à l'automne 1878, il s'est agi de combattre le projet de loi contre les socialistes. Ces informations, je les ai aussi utilisées à l'époque, au Reichstag, dans un discours contre Bismarck.

On essaya donc très tôt et continuellement d'utiliser l'Association générale des travailleurs allemands en faveur de la politique grande-prussienne de Bismarck. Mon exposé aura pour objet de prouver que Schweitzer servit consciemment cette volonté de Bismarck.

Si Schweitzer avait été un homme sincèrement dévoué intérieurement à la cause qu'il défendait extérieurement, s'il avait été un homme dont chaque camarade dans le parti était convaincu que seuls l'animaient l'enthousiasme et l'ambition la plus saine de servir la classe ouvrière, s'il avait su éviter les ambiguïtés très douteuses qui apparaissaient dans sa vie politique, en un mot, si toute son activité avait forcé la confiance, il serait sans conteste resté toute sa vie le chef du parti. Toute tentative de le discréditer, de quelque côté qu'elle fût venue, aurait glissé sur lui. Au lieu de cela, il dut défendre son crédit constamment en baisse et, après sa démission de la présidence, quand tout le monde osa parler librement sans risquer d'être frappé de ses foudres, il constata finalement que ceux qui proféraient contre lui les accusations les plus infamantes étaient justement ceux qui l'avaient autrefois fanatiquement défendu contre nos attaques. C'est ainsi que la nouvelle de sa mort laissa froids et indifférents ceux qui, sinon, l'auraient reconnu jusqu'à la dernière heure pour leur chef, et auraient rendu tous les honneurs à sa mémoire.

Jean Baptist von Schweitzer naquit le 12 juillet 1833 à Francfort-sur-le-Main. Le sang qui coulait dans ses veines était, à en juger par ses ancêtres, un mélange de sang franco-italien et allemand. Sa famille, anoblie en 1816 par le roi de Bavière de l'époque, faisait partie de ce qu'on appelle les familles patriciennes du vieux Francfort.

Ce que le jeune Schweitzer vit et entendit dans sa famille n'était pas très édifiant et eut une influence suspecte sur son éducation. Autrefois gentilhomme de la Chambre du tristement célèbre duc Charles de Brunswick, qui en 1830 avait dû quitter ses États à la hâte pour ne pas être victime de la fureur populaire, son père était un débauché qui menait une vie de dissipation. Sa mère, qui séparée de son mari tenait maison à part, menait le même genre de vie. Avec une telle ascendance et de tels exemples, il n'est pas étonnant que le jeune Jean Baptist ait marché sur les traces de ses parents. Sauf qu'il lui manquait la fortune que ses parents avaient dilapidée, et en conséquence il fut contraint de s'endetter.

Vers le milieu des années 1850, ses études le menèrent à Berlin, où il fréquenta entre autres la maison de Krummacher, dont la femme était une parente de sa grand-mère, et où il fit la connaissance des chefs de file de la réaction prussienne, comme par exemple Friedrich Julius Stahl. La critique incisive et juste de la nature de l'État prussien qui apparaît plus tard dans ses écrits, il l'a sans doute tirée de son séjour à Berlin et de sa fréquentation des hautes sphères de la société. Son point de vue austro-grand-allemand, qui n'était pas seulement dominant dans sa famille mais aussi dans les milieux bourgeois du vieux Francfort, a sans doute particulièrement aiguisé son sens de l'observation. Il découvrait maintenant la nature intime de l'État qui était l'ennemi mortel de l'Autriche. Ce point de vue austro-grand-allemand qui était le sien s'exprima également dans ses écrits politiques, dont le premier parut en 1859, à Francfort, où il s'était établi en 1857 comme avocat, mais avocat sans clientèle. Cet ouvrage, publié pendant la guerre franco-italienne contre l'Autriche, portait le titre significatif de *La cause de l'Autriche est la cause de l'Allemagne* et demandait que l'ensemble de l'Allemagne prenne parti pour l'Autriche. Le deuxième ouvrage, de même tendance, avait pour titre : *Réfutation des études de Karl Vogt sur la situation actuelle de l'Europe*. Il conclut : La cause autrichienne est la cause du droit européen et de l'ordre européen, la cause de la civilisation et de l'humanité, et *surtout la cause nationale de l'honneur allemand et de l'indépendance allemande.*

Dans un troisième ouvrage paru en 1860, intitulé *Le seul chemin vers l'unité allemande*, il gauchit considérablement sa position. Il se déclare républicain et c'est seulement dans une unité démocratique de l'Allemagne, qui résulterait d'une révolution par en bas, qu'il voit le salut de l'Allemagne. Cependant il revint plus tard à ses sympathies austro-grandes-allemandes, jusqu'à ce que, après avoir fait la connaissance personnelle de Lassalle, il bascule finalement dans le camp petit-allemand, et voie dans la politique d'un Bismarck la seule possibilité de résoudre la question nationale.

Le début du mouvement populaire et la fondation de l'Union nationale en 1859, avec ses aspirations petites-allemandes, ne pouvaient laisser

Schweitzer indifférent. Conformément à son point de vue de l'époque, il se prononça contre l'Union nationale. Il pensait (janvier 1861) que l'Union nationale ne pourrait compter sur l'aide des ouvriers que si elle se déclarait pour la république, donc pour la révolution. La Prusse n'était pas meilleure que l'Autriche ; *il faut détruire les deux* si on veut que l'unité allemande soit possible.

Lorsque ensuite, en novembre 1861, une association d'éducation ouvrière fut fondée à Francfort-sur-le-Main avec son aide, on y élut Schweitzer président. Il y défendit les mêmes idées radicales. Au début de l'année 1862 parut un autre texte de lui, *De la question nationale*, dans lequel il se déclarait une fois de plus adversaire impitoyable de la politique dynastique des Hohenzollern et de l'Allemagne sous direction prussienne, et stigmatisait la lâcheté des partis centristes. Il apparaissait maintenant en politique comme un homme très actif. Ainsi il devint même président de l'association de gymnastique de Francfort ; des associations qui, toutes sans exception à l'époque, déployaient une activité politique intense, bien qu'étant censées être des associations non politiques. C'était le cas aussi pour le mouvement des associations de tir. Schweitzer y était aussi très actif et, quand la fédération de tir fut fondée, il devint membre de son comité restreint. Puis quand en juillet 1862 eut lieu à Francfort la première fête allemande des associations de tir, Schweitzer fut secrétaire du comité central et rédacteur en chef du journal spécial de la fête[1]. La relation intime qu'il avait à l'époque avec le duc de Cobourg[2], le « duc des tireurs », aux côtés duquel il se montra fréquemment sur le lieu de la fête, était à vrai dire en contradiction avec son attitude jusque-là radicale, tout comme avec le discours radical, d'orientation entièrement socialiste, qu'il avait prononcé le 25 mai 1862 au congrès ouvrier de la région du Main, comme je l'ai déjà mentionné dans la première partie de mon travail.

Schweitzer avait à cette époque plusieurs fers au feu. Mais c'est à ce moment-là qu'il fut en butte aux coups du sort. Peu après la fête de l'association de tir de Francfort, il fut accusé publiquement de deux délits qui entachèrent sa vie future, et qui sont importants car révélateurs de son caractère.

Tout d'abord, on l'accusa d'avoir détourné 2 600 florins de la caisse de la fête de l'association de tir de Francfort. Le comité n'intenta pas d'action en justice, et c'est sans doute pour cela qu'on nia la réalité du fait. A contrario,

1 On éditait des journaux spéciaux à l'occasion de toutes sortes de cérémonies commémoratives et aussi de fêtes. La social-démocratie en publiait par exemple à l'occasion du 1er Mai, des anniversaires de la révolution de 1848, de fêtes d'associations, etc.

2 Personnalité politique libérale, il comptait parmi les membres fondateurs de l'Union nationale.

je voudrais faire remarquer que le conseiller de justice Sterzing de Gotha, qui siégeait au comité central de la fête de l'association de tir, publia dans le *Journal général des travailleurs allemands* (*Allgemeine Deutsche Arbeiterzeitung*) de Cobourg une déclaration, signée de son nom, confirmant la réalité du détournement de fonds. Lorsque ensuite quelques années plus tard, dans l'Association générale des travailleurs allemands, l'opposition se déchaîna contre Schweitzer, les militants de Gotha envoyèrent l'un des leurs demander au conseiller de justice Sterzing si l'accusation de détournement de fonds contre Schweitzer était vraie. Sterzing la confirma. Les militants de Gotha s'adressèrent alors à Schweitzer, l'informèrent de la réponse de Sterzing et lui demandèrent de porter plainte contre lui. Schweitzer refusa. Il déclara qu'il n'en était pas question, parce qu'il avait beaucoup à faire.

Un autre événement, encore plus déplaisant, se produisit en août 1862 dans le parc du château de Mannheim. On accusa Schweitzer d'un délit de mœurs sur un jeune garçon le matin du jour en question. On le condamna à quatorze jours de prison. Cet acte aurait été puni beaucoup plus sévèrement si on avait pu établir l'identité du garçon en cause. On n'y parvint pas. Mais on retrouva d'autres garçons, auxquels Schweitzer avait fait de semblables propositions. C'est là-dessus que reposa sa condamnation. Dans l'empressement à vouloir blanchir Schweitzer, on tenta de prouver son innocence, innocence qu'il revendiquait bien évidemment lui-même. Dans l'intérêt de la vérité historique, on devrait se dispenser de tentatives de ce genre. On est libre de penser ce qu'on veut de l'amour homosexuel, en tout cas c'était une infamie de tenter de le satisfaire, en plein jour, dans un parc public et avec un garçon d'âge scolaire. On notera aussi que Schweitzer se garda bien de se pourvoir en appel contre le jugement du tribunal de première instance, ce qui sûrement aurait été le cas s'il s'était senti innocent.

Ces deux événements obligèrent Schweitzer à quitter Francfort pour un certain temps. Dans les milieux ouvriers, ils suscitèrent naturellement une forte animosité contre lui. C'est pour ça que, lorsque l'année suivante, après la fondation de l'Association générale des travailleurs allemands, Schweitzer eut fait la connaissance personnelle de Lassalle et fut devenu membre de l'association, les militants de Francfort prièrent Lassalle de demander à Schweitzer de ne plus assister aux réunions de l'association. Lassalle rejeta cette demande qu'il qualifia de philistine, affirmant que le délit imputé à Schweitzer n'avait rien à voir avec son caractère politique. L'amour pour les garçons avait été en Grèce une coutume universelle, que l'homme d'État et le poète honoraient. Par ailleurs, il ne tarissait pas d'éloges sur les aptitudes de Schweitzer. À Schweitzer lui-même, il écrivit que les inclinations blâmées n'étaient pas de son goût. Il n'exprima pas le moindre doute sur le fait que Schweitzer les avait ; il savait bien pourquoi.

Début 1863, Schweitzer publia un nouveau texte, chez Otto Wigand à Leipzig, intitulé La direction autrichienne. Il l'avait dédié à son ami M. von Hofstetten, ancien officier bavarois, « en hommage et en toute amitié » ; la préface déborde d'une sentimentalité pesante ; comme si Alcibiade s'adressait à l'un de ses mignons. Le contenu de ce texte est intéressant à plus d'un égard. Il y décrit de manière tout à fait juste la nature de l'État prussien et déclare la Prusse totalement impropre à mettre en œuvre une unification de l'Allemagne. Par ailleurs, en dépit de toutes les réserves démocratiques, il prend à nouveau parti pour la direction autrichienne. L'État prussien, expose-t-il, s'oppose à l'ensemble de l'Allemagne en raison de son développement historique, qui le contraint à s'agrandir toujours dans le même pays et en suivant la même méthode de croissance, donc à viser des annexions. Cependant cette mission de la Prusse n'est pas une mission allemande, mais une mission prussienne. La Prusse, de par sa nature intrinsèque, doit veiller à ce que ne se perde pas l'esprit qui imprègne plus ou moins toute chose, le caractère fondamentalement Hohenzollern[3] de l'État prussien, spécifiquement prussien, forgé par l'histoire.

Il fait énergiquement front contre cette Prusse, qui est, selon lui, « *incompatible avec une Allemagne réellement rassemblée* ». Il s'exprime à ce propos sous la forme programmatique suivante, façon de faire que nous retrouverons plus tard dans une autre situation. Il dit : « *S'il manque au futur Reich allemand – que ce soit une république ou un empire – ne serait-ce qu'un seul village du territoire confédéré allemand actuel,* ce sera un scandale national. *La plus petite chaumière, dans le village le plus reculé où résonne la langue allemande, a le droit sacré à la protection de la collectivité.* »

Cependant cette déclaration solennelle ne l'empêcha pas de soutenir bientôt après *la* politique qui amenait, voulait amener et, de son propre avis, devait amener *le scandale national*. Et là, il ne s'agissait pas seulement d'un village isolé ou d'une chaumière, mais de territoires comptant 10 millions d'habitants, qui pendant des siècles firent partie de l'Empire bien avant la province de Prusse, dont les Hohenzollern donnèrent le nom à leur royaume. Enfin il demandait *la direction autrichienne* et *l'entrée de l'ensemble de l'Autriche* dans la confédération, si nécessaire *par la destruction de la Prusse*. En conséquence, il demandait que le parti grand-allemand *prenne* énergiquement parti pour la direction autrichienne et ne cède pas au parti petit-allemand le terrain pour sa propagande en faveur de la direction prussienne.

Tel était Schweitzer au début de 1863 encore, un grand-allemand jaune-noir[4]. En quelques mois Il changea du tout au tout. Entre-temps, il avait fait la connaissance personnelle de Lassalle. Il comprit rapidement que s'offrait

3 La dynastie des Hohenzollern régnait sur la Prusse.

4 Couleurs des Habsbourg, empereurs d'Autriche.

là une occasion de se bâtir un avenir correspondant à son ambition, avenir qui lui était à tout jamais fermé dans le monde bourgeois, après les affaires décrites plus haut. Dans ces milieux, il passait pour un homme à qui il fallait fermer sa porte.

Lorsqu'au printemps 1863 Lassalle arriva à Francfort, les deux hommes s'entendirent manifestement très vite. L'occasion en fut une excursion commune en Rhénanie-Palatinat, au cours de laquelle il se produisit avec Lassalle un incident amusant. En plus de Lassalle et de Schweitzer, participaient également à cette sortie la comtesse Hatzfeldt, Hans von Bülow et notre défunt camarade Wendelin Weissheimer, jeune à l'époque. On se rendit à Osthofen sur le Rhin, d'où on devait partir visiter Ebernburg, autrefois, on le sait, résidence de Sickingen[5]. À l'instigation de Weissheimer, son père, qui habitait à Osthofen, avait invité toute la compagnie à déjeuner. Lassalle était assis à table à côté de M^me^ Weissheimer. Quand au cours de la conversation celle-ci, curieuse comme sont les femmes, demanda à Lassalle s'il croyait que ses projets étaient réalisables, Lassalle la prit dans ses bras et lui posa un baiser sur les lèvres, en disant : « *Vous êtes une femme délicieuse.* » Il lui ferma littéralement la bouche. Ce mépris de toute étiquette mondaine mit tellement en émoi le vieux Weissheimer qu'il en perdit le souffle quelques secondes, alors que les autres convives riaient à gorge déployée.

Le changement d'opinion de Schweitzer sous l'influence de Lassalle se manifesta tout de suite nettement dans le discours qu'il tint à Leipzig le 13 octobre 1863, intitulé : *Le Parti du progrès, facteur d'immobilisme*. Ce discours marque un changement complet de sa position antérieure sur la Prusse ; c'était en même temps une justification de la politique de Lassalle et une prise de position claire contre le libéralisme, ce qui *voulait dire* à cette époque une prise de position en faveur de Bismarck et des féodaux. Dans ce discours il expliquait entre autres :

« *Cependant, Messieurs, si vous avez suivi mon discours, vous aurez compris que bien sûr l'absolutisme moderne, avec ses coteries de nobles et de prêtres, nous est hostile, car il ne veut absolument rien savoir de ce qui est nouveau ; cependant, vous aurez en même temps compris* que notre ennemi véritable, opiniâtre et acharné, se trouve bien ailleurs – dans le parti bourgeois et ses représentants. *Il faut dire une bonne fois pour toutes clairement et publiquement que, dans la question de loin la plus haute et la plus importante de ce temps,* le vrai foyer de l'immobilisme se trouve dans le Parti dit libéral, que donc notre lutte, celle du Parti social-démocrate, doit en premier lieu être dirigée contre lui. *Mais si vous retenez cela, Messieurs,*

5 Chevalier allemand (1481-1523), chef de la « révolte de chevaliers », favorable à la Réforme contre l'Église et hostile aux princes, il accueillit dans son château de nombreux humanistes adeptes des idées nouvelles.

alors vous vous direz vous-mêmes : « Pourquoi Lassalle ne devrait-il pas se tourner vers Bismarck ? »

D'après cette théorie, l'ennemi principal des ouvriers ce n'était donc pas les féodaux, pour qui tout progrès politique et social était une abomination, qui, pour parler moderne, sont les défenseurs les plus ardents des sujétions voulues par Dieu, non, c'était au contraire les libéraux, dont même le partisan le plus à droite est pourtant un représentant du développement moderne, un partisan d'un certain progrès de la civilisation, sans lequel l'ordre capitaliste ne peut exister, celui qui en premier lieu crée pour le prolétaire la possibilité de parvenir par son travail à la condition d'homme libre, de supprimer l'oppression de l'homme par l'homme. Schweitzer *savait* que le point de vue qu'il prêchait était *fondamentalement réactionnaire*, que c'était une trahison des intérêts du travailleur, mais il en faisait la propagande, parce qu'il croyait par là se faire bien voir en haut lieu.

Il allait de soi que Bismarck et les féodaux acceptaient avec plaisir cette aide venant de la gauche la plus extrême, et qu'à l'occasion aussi ils soutenaient le représentant de ce point de vue. Après tout, ce jeu avec le socialisme et le communisme – et aucun être sensé ne pouvait croire qu'il s'agissait d'autre chose que d'un jeu – n'était-il pas un excellent moyen d'intimider la bourgeoisie libérale, qui n'a jamais souffert d'un excès de courage et de discernement, et de la pousser dans les filets du bonapartisme bismarckien ? Plus ce socialisme s'opposait radicalement à la bourgeoisie, plus il réalisait son but. D'où – répétons-le encore une fois – l'invitation de Bucher à Marx à écrire, même en communiste, dans le *Journal officiel*.

Cette politique était pourtant l'exact contraire de la démocratie et du socialisme, ce que je n'ai pas besoin à présent de démonter.

Le *Social-Demokrat*

Schweitzer déménagea à Berlin en juillet 1864 et se fit naturaliser prussien. Son but était de réaliser la publication d'un organe de parti, le *Social-Demokrat*, pour lequel son ami von Hofstetten, marié à une comtesse Strachwitz et possédant quelque fortune, apportait l'argent. Ce qui est frappant, c'est que Lassalle, dans son testament, n'affecta pas le moindre sou pour cette entreprise qu'il avait approuvée.

Malgré la méfiance qu'une partie des gens qui sont nommés ici nourrissaient à son égard, Schweitzer avait réussi à gagner comme collaborateurs, outre Liebknecht, Karl Marx, Friedrich Engels, le colonel Rüstow, Georg Herwegh, Johann Philipp Becker, Fr. Reusche, Moritz Hess et le professeur Wuttke, bien entendu sur un programme radical élaboré par lui, remarquable par sa clarté, sa précision et sa concision. Il parut en tête du numéro d'essai du *Social-Demokrat*, le 15 décembre 1864, et disait :

« Notre programme

Il y a trois grandes positions qui définissent l'ambition et l'action de notre parti :

Nous combattons la forme prise par le système européen des États qui, séparant et unissant de manière non naturelle les peuples, s'est traîné du fond du Moyen Age féodal jusqu'au 19e siècle. Nous voulons faire avancer la solidarité des intérêts des peuples et la cause du peuple dans le monde [civilisé] tout entier.

Nous ne voulons pas d'une patrie faible et morcelée, impuissante à l'extérieur et pleine d'arbitraire à l'intérieur, *nous voulons l'Allemagne rassemblée et forte, un* État *populaire uni et libre*.

Nous rejetons la domination actuelle du capital sur la société, nous espérons arriver par notre combat à ce que le travail dirige l'État.

Ces trois grandes positions, reposant sur une base commune, *nous montrent, avec une nécessité pressante, sur n'importe quel problème, les voies que nous devons impérativement suivre*.

Nos principes sont simples et clairs. *Nous ne craindrons jamais d'en tirer les conséquences*. »

Pas de doute, si ce programme, incontestable et approuvé par toutes les personnalités du parti, était ensuite resté le principe directeur du journal, une scission aurait été impossible, une ère de sain développement se serait ouverte et aurait très vraisemblablement permis une progression inespérée du parti dès ses jeunes années.

Mais Schweitzer l'entendait autrement. Je ne parle pas de M. von Hofstetten, son associé, et le copropriétaire du *Social-Demokrat*. Hofstetten était un homme faible, sans intelligence suffisamment profonde de la réalité des choses, qui se laissa mener et utiliser par Schweitzer, et que Schweitzer ensuite jeta comme un citron pressé au bout de quelques années, après que Hofstetten eut sacrifié sa fortune jusqu'au dernier sou pour le *Social-Demokrat*, et pour Schweitzer aussi, qui pendant des années eut table ouverte chez lui.

L'attitude correcte du *Social-Demokrat* ne dura pas longtemps.

Dès le numéro 6 du *Social-Demokrat*, l'article « Le ministère Bismarck et les gouvernements des États petits et moyens » renfermait des tournures dans lesquelles s'exprimait, quoique encore très prudemment, la sympathie de Schweitzer pour la politique de Bismarck. Avec le n° 14 du *Social-Demokrat* du 27 janvier 1865, commence ensuite la série d'articles « Le ministère Bismarck », dans lesquels il jette le masque de démocrate, ce qui eut pour conséquence la démission publique de la plupart des collaborateurs qui venaient juste d'être gagnés.

Le premier de ces articles exposait :

> « Parlementarisme, *cela veut dire régime de la médiocrité, cela veut dire bavardage stérile*, tandis que césarisme signifie *au moins, initiative audacieuse, action assumée*. On peut bien crier : *Honte aux renégats qui servent maintenant la réaction*. Mais il est tout de même étrange que ces renégats radicaux (*dont nous avons vu la rapide déconfiture A. B.*) ne sont pas chez Pfordten et Beust (évidemment que non. A. B.), que c'est justement chez Bismarck que sont ces renégats radicaux. »

Les renégats dont il parlait étaient justement tous les gens qui ne se sentaient pas de vocation pour l'action révolutionnaire, qui s'étaient accommodés de l'ordre capitaliste des choses – en supposant qu'ils en aient jamais été les adversaires – et qui se disaient que, sous l'égide du junker de la Marche[6], le capitalisme y trouverait son compte, et là-dessus ils ne se trompaient pas.

Dans le deuxième article, Schweitzer disait à propos du développement de la Prusse :

> « À partir de ce fondement (l'électorat de Prusse), cet État relativement jeune s'est développé en un royaume vaste et puissant, *avant tout grâce au puissant génie d'un grand roi et d'un prodigieux héros guerrier, d'un homme à tous* égards admirable. »

Après cette glorification de Frédéric le Grand, dont un Sybel ou un Treitschke[7] ne pouvaient dépasser la grandiloquence, il décerne aussi des éloges au soulèvement populaire de 1813[8], qui est, dit-il, une brillante exception à la règle de l'histoire prussienne. « *En substance et somme toute, la Prusse est devenue ce qu'elle est grâce à la dynastie qui est à sa tête.* »

Puis il caractérise la nature du royalisme prussien :

> « Alors qu'un tel esprit peut certes non sans raison exister dans certains États allemands, mais en tout cas sans le moindre sérieux politique un peu élevé et la moindre dignité un peu profonde, et que dans d'autres États il apparaît tout simplement comme une caricature de ce qu'on nomme royalisme, *l'esprit royal est en Prusse une idée politique bien fondée et une orientation*. Car la dynastie *et en son sein chaque prince régent successif peuvent être considérés avec*

6 Allusion à Bismarck qui était un junker, c'est-à-dire un grand propriétaire terrien de la Marche, ancienne région frontalière avec le monde slave située entre les villes de Hambourg et de Magdebourg.

7 Deux historiens réactionnaires.

8 Allusion à la guerre de Libération où les États allemands momentanément unis, renforcés par des armées de volontaires enthousiasmés par la perspective de l'unification allemande, s'opposèrent victorieusement aux armées de Napoléon. La période se conclut par la bataille de Leipzig du 16 au 19 octobre, à l'issue de laquelle l'armée française vaincue dut se replier vers la France.

> *une légitimité interne comme le point culminant sur l'échelle ascendante* des composantes coutumières, comme le centre de gravité de forces giratoires dans des voies traditionnelles, comme le cœur et le cerveau de l'organisme à l'intérieur d'un tout étatique qui, seulement ainsi et à cette condition, a acquis et pouvait acquérir sa réalité propre et sa position actuelle. »

Par ailleurs, il était même d'avis que l'État prussien dans son état actuel portait encore en lui l'empreinte manifeste de l'inachevé, d'un développement historique non encore clos. Une situation donc qui réclamait à grands cris *des annexions*. Cependant cette mission que la Prusse avait en Allemagne n'était pas une mission allemande, comme on voulait nous le faire croire, mais une mission *prussienne*.

Schweitzer connaissait donc mieux que quiconque la nature de l'État prussien, ses conclusions étaient tout à fait logiques. Mais on a d'autant plus envie de se poser la question : comment pouvait-il alors soutenir une politique qui, de son propre aveu, était *non allemande,* parce que seulement *grande-prussienne,* et qui, en cas de victoire, signifiait la défaite de la démocratie ? D'un point de vue démocrate, on n'avait pas le droit de soutenir une telle politique, *il fallait au contraire la combattre à mort*, car c'était *l'ennemi mortel de la démocratie qui menait cette politique*.

Schweitzer termine donc son deuxième article :

> « Un ministère *véritablement prussien*, c'est-à-dire un ministère qui s'efforce de consolider et de développer la réalité issue de l'histoire de l'État prussien, ne peut, ni viser simplement le maintien stupide de ce qui est, en se conformant à un simple conservatisme de routine comme les gouvernements conservateurs l'ont fait longtemps en Prusse, ni non plus tendre à la politique extérieure que l'histoire assigne à son État, *en supprimant le caractère intrinsèque de l'État, comme le Parti libéral a l'intention de le faire, qui veut écarter de la couronne le centre de gravité du pouvoir pour le transférer au Parlement.* »

Ce qui veut donc dire, traduit en allemand intelligible : la spécificité de l'État prussien interdit à un gouvernement prussien d'introduire un régime parlementaire et si vous, les libéraux, voulez malgré tout arriver à cela, vous demandez quelque chose de contraire à la nature de l'État prussien. Contentez-vous donc d'être un ornement au char de l'État. Dans la situation de l'époque, où la Chambre s'affrontait au gouvernement, de tels renoncements signifiaient simplement porter *un coup de Jarnac* à la représentation populaire et soutenir les plans de Bismarck.

Dans son troisième article, il déclare tout d'abord que les conclusions de son deuxième article et les recherches qui avaient conduit à celles-ci avaient

été *maintes fois mal comprises (!)*. Il devient donc maintenant encore plus clair. Il écrit :

> « En poursuivant une politique qui doit mener à l'annexion des Duchés (le Schleswig-Holstein), la Prusse, réveillant d'un long sommeil les traditions glorieuses de l'histoire prussienne, fait jouer les ressorts *les plus profonds de l'esprit prussien de l'État*.
>
> C'est une politique bien significative qui est menée aujourd'hui en Prusse ! … Celui qui entreprend une annexion doit la mener à bout. Plus même.
>
> Un gouvernement prussien qui, dans la deuxième moitié du 19e siècle, commence à annexer des pays allemands, un gouvernement prussien *qui, du fait de l'inconsistance manifeste de la Constitution politique de l'Allemagne solennellement proclamée par empereur, rois et princes, reprend la politique frédéricienne (*comme disait un journal partisan de la Grande-Allemagne*), ne peut s'arrêter après une petite victoire – il doit poursuivre sur la voie qu'il avait prise – aller de l'avant, si nécessaire par le fer et par le sang.*
>
> Car renouer avec les plus fières traditions d'un État historiquement adulte, et ensuite reculer lâchement d'effroi devant une action décisive, signifierait détruire le nerf vital le plus profond de cet État.
>
> On peut laisser dormir de telles traditions, *mais on ne peut pas les reprendre pour les démolir !*
>
> Un ministre prussien qui ferait une telle politique pour la Prusse succomberait irrémédiablement au *courroux des mânes du grand Frédéric et aux rires de ses contemporains.* »

Comme le cœur de tout bon Prussien devait battre à la lecture d'un tel article ; la Prusse, d'après lui, n'était-elle pas pour ainsi dire prédestinée par la Providence à devenir la maîtresse de l'Allemagne ? Et combien les cœurs des féodaux devaient être dévoués à un homme qui, mieux qu'eux tous, savait exposer et glorifier la « mission historique » de l'État prussien ! Et cela ne méritait-t-il pas attention et récompense ?

Mais ce que Schweitzer écrivait ici était aussi une glorification de la politique bismarckienne à venir, c'était une incitation en bonne et due forme, si tant est qu'elle ait été encore nécessaire, à ce que Bismarck poursuive le chemin qu'il avait pris.

Dans le quatrième article, Schweitzer en vint à parler du Parlement fédéral et de l'Autriche. Ici, il lui était facile de critiquer, car on ne pouvait agir de manière plus stupide et en contradiction plus grande avec les besoins de l'époque que ces deux éléments l'avaient fait dans la question nationale allemande. Du reste, dans cet article, comme dans toute sa politique ultérieure, l'attitude que Schweitzer prit à l'égard de l'Autriche fut absolument le contraire de ce qu'il avait dit en 1863 encore – donc un an

et demi plus tôt – dans sa brochure *La direction autrichienne* pour chanter les louanges de l'Autriche, et de ce que disait le programme que le *Social-Demokrat* était censé défendre.

Le cinquième article était consacré à la place de la nation et de la question nationale. Il arrive à cette conclusion :

> « Il n'y a plus que deux éléments *opérationnels en Allemagne : la Prusse et la nation, les baïonnettes prussiennes ou les poings allemands des prolétaires,* nous n'en voyons pas de troisième… *Les Prussiens sont les ennemis des Allemands, mais ils sont aussi les ennemis des pouvoirs en place en Allemagne*.
>
> La nation est solidement établie sur un socle éternel – mais les trônes des princes d'Allemagne seront forcés de chanceler quand *la Prusse se souviendra que Frédéric le Grand était son roi.* »

Et qu'en était-il du trône prussien ?

Le lecteur avouera qu'on ne pouvait pas écrire de manière plus habile, plus démagogique. Comme une anguille, il se défile dès qu'il faut prendre une position claire. Il laisse deviner seulement, mais ne dit pas ce qu'il veut. Ce qui est clair, c'est que les lecteurs auxquels Schweitzer s'adressait étaient conquis par son plaidoyer en faveur de la Prusse, et c'était là son but. Ajoutons que tout le contenu politique du *Social-Demokrat* était imprégné de l'orientation contenue dans ces cinq articles. Dans toute la presse allemande, Bismarck n'avait pas de plume plus habile pour faire de la propagande en faveur de sa politique.

Aucun doute, ces articles « Bismarck » étaient en contradiction la plus flagrante avec le programme du *Social-Demokrat* paru dans son premier numéro. Il est également exclu que le très sagace Schweitzer n'ait pas prévu qu'avec ces articles il heurterait très grossièrement de front la grande majorité des collaborateurs qu'il venait de gagner. C'était un affront sans pareil. On comprenait donc que là-dessus Karl Marx, Friedrich Engels, Wilhelm Liebknecht, Herwegh, Johann Philipp Becker et Friedrich Reusche aient rompu avec le journal.

Dans le n° 31 de son journal, Schweitzer prit acte de ces démissions en ces termes : « *Quelques esprits étroits s'étaient scandalisés de nos éditoriaux sur* Le ministère Bismarck. » Il notait avec satisfaction que deux grands journaux du libéralisme autrichien, *La Presse* (*Die Presse*) et le *Courrier de l'Allemagne de l'Est (Die Ostdeutsche Post)* l'avaient appuyé, et il en citait d'assez longs extraits. Par ailleurs, il cita l*e Nouveau journal de Francfort* (*die Neue Frankfurter Zeitung*), le journal de Sonnemann, qui avait déclaré que la politique suivie par Schweitzer n'était rien d'autre que la poursuite de la politique de Lassalle.

C'était exact ! Sans l'attitude de Lassalle, il aurait été très difficile à Schweitzer de faire valoir dans l'Association générale des travailleurs

allemands la politique qui lui était chère. Mais il y avait tout de même une différence entre Lassalle et lui. Lassalle, totalement indépendant sur le plan économique, était, face à Bismarck, d'égal à égal, ce dont il ne pouvait être question avec Schweitzer, criblé de dettes, et vu ce qu'il était par ailleurs en toutes choses. Il apparut dans sa conduite comme un instrument de la politique de Bismarck, comme un homme qui avait pour lui l'atout de l'aura lassallienne, et l'utilisait habilement.

Par ailleurs, contre Marx et Engels, Schweitzer déclara que ceux-ci avaient quitté le *Social-Demokrat* dès qu'ils avaient compris qu'ils ne pouvaient jouer le premier rôle dans le parti. Contrairement à eux, Lassalle n'avait pas été l'homme de l'abstraction stérile, mais un politicien au strict sens du terme, pas un doctrinaire de la plume, mais un homme d'action.

Cependant, encore une fois, n'oublions pas que Schweitzer plus tard fut tout miel avec l'homme de « l'abstraction stérile », « le doctrinaire de la plume », Karl Marx, et chercha à le gagner à lui.

Marx et Engels ripostèrent. Le 24 février 1865, ils publiaient la déclaration suivante :

> « Les soussignés avaient promis de collaborer au Social-Demokrat et avaient accepté d'être désignés comme collaborateurs, sous réserve expresse que le journal serait rédigé dans l'esprit du court programme qu'on leur avait communiqué. Ils n'ignoraient pas un instant la position difficile du *Social-Demokrat*, aussi n'émettaient-ils pas d'exigences ne convenant pas au méridien de Berlin. Mais ils demandèrent à maintes reprises qu'à l'égard du ministère et du parti absolutiste-féodal on ait un langage au moins aussi résolu qu'à l'égard des progressistes. La tactique suivie par le *Social-Demokrat* exclut que nous continuions à y collaborer. L'avis des soussignés sur le socialisme de gouvernement royal prussien et sur la position juste du parti ouvrier concernant une telle fantasmagorie est déjà développé en détail dans le n° 73 du *Journal allemand de Bruxelles (Deutsche Brüsseler Zeitung),* le 12 décembre 1847, en réponse au n° 206 de *l'Observateur rhénan (Rheinischer Beobachter)* paraissant à Cologne à cette époque, dans lequel on avait déjà proposé l'alliance du prolétariat et du gouvernement contre la bourgeoisie libérale. Aujourd'hui encore, nous n'avons pas à changer un mot de notre déclaration d'alors. »

La déclaration dans le *Journal allemand de Bruxelles* à laquelle Marx et Engels faisaient référence ici, disait :

> « Quand une certaine fraction des socialistes allemands n'a cessé de s'en prendre bruyamment à la bourgeoisie libérale, et ce d'une manière qui ne profitait à personne d'autre *qu'aux gouvernements allemands,* quand maintenant des journaux gouvernementaux, tel

l'*Observateur rhénan*, appuyés sur les phrases creuses de ces gens-là, affirment que *ce n'est pas la bourgeoisie libérale mais le gouvernement qui représente les intérêts du prolétariat, alors les communistes n'ont rien en commun ni avec les premiers ni avec les derniers …*

Le peuple, ou plutôt, pour employer le terme précis, à la place de ce terme vaste et vague, le prolétariat, raisonne tout autrement qu'on se l'imagine dans le ministère clérical. Le prolétariat ne demande pas si le bien-être du peuple est quelque chose d'important ou de secondaire pour les bourgeois, s'ils veulent ou non utiliser les prolétaires comme chair à canon. Le prolétariat ne demande pas *ce que les bourgeois se contentent de vouloir, mais ce qu'ils sont obligés de faire*. Entre la situation politique actuelle, le pouvoir de la bureaucratie, et *celle à laquelle aspirent les libéraux, le pouvoir de la bourgeoisie,* il demande *laquelle lui donnera plus de moyens pour atteindre ses propres fins*. Pour cela il lui suffit seulement de comparer la position politique du prolétariat en Angleterre, en France et en Amérique avec celle en Allemagne, pour voir que *le pouvoir de la bourgeoisie non seulement met des armes toutes nouvelles dans les mains du prolétariat pour lutter contre elle, mais lui procure aussi une tout autre position, une position reconnue de parti.* »

Et cela continue :

« Le prolétariat, bien sûr, ne pouvait pas s'intéresser aux droits de la société féodale. Mais un landtag qui demande des jurys d'assises, l'égalité devant la loi, l'abolition des corvées, la liberté de la presse, la liberté d'association, et une véritable représentation, *un landtag qui aurait rompu une fois pour toutes avec le passé, et fonderait ses demandes sur les exigences de notre époque, et non sur celles des anciennes lois, un tel landtag peut compter sur le soutien le plus énergique du prolétariat.* »

Le 4 mars, Georg Herwegh et Wilhelm Rüstow se joignirent expressément à la déclaration de Marx et Engels. Le 5 mars, Fr. Reusche déclara dans la *Gazette rhénane* (*Rheinische Zeitung*) qu'il mettait fin à sa collaboration au *Social-Demokrat*, faisant remarquer entre autres qu'il avait demandé à maintes reprises à la rédaction de combattre sans ménagement la caste des junkers. Il dit que début février Rüstow avait envoyé à la rédaction une critique détaillée de la question militaire ; mais, en dépit des demandes réitérées de Rüstow et de lui-même, ne furent publiés ni cette critique ni un article qu'il envoya contre le socialisme de gouvernement royal prussien. Tantôt on avait expliqué qu'il n'y avait pas de place, tantôt on était prié d'attendre que le moment soit propice. Le 11 mars, à Genève, Johann Philipp Becker déclara à *L'étoile du Nord* (*Nordstern*) de Hambourg qu'il se ralliait à la démarche de Marx et Engels. Liebknecht avait, en même temps

que ces derniers, coupé les ponts avec Schweitzer et le *Social-Demokrat*. Wuttke, à Leipzig, ne fit certes pas de déclaration publique, mais il cessa de collaborer au *Social-Demokrat*. Le seul de toute l'équipe qui resta quelque temps encore au *Social-Demokrat* fut Moritz Hess de Paris. Il donna sa démission fin 1866. Une deuxième déclaration de Marx et Engels, datée du 15 mars 1865 à Londres, et publiée dans la *Réforme de Berlin* du 19 mars, était dirigée contre un article du *Nouveau journal de Francfort*, *reproduit* par Schweitzer dans le *Social-Demokrat*, qui prétendait démontrer « *combien l'attitude de MM. Marx et Engels à l'égard du* Social-Demokrat *est inconséquente et dénuée de tout fondement* ». Marx constate que Schweitzer l'avait informé le 11 novembre 1864 de la parution du *Social-Demokrat* et avait écrit à cette occasion :

> « Nous nous sommes adressés à quelque six à huit membres éprouvés du parti, ou du moins des hommes qui en sont proches, pour gagner leur collaboration au journal. Cependant, nous estimons bien plus important que vous, *le fondateur du parti ouvrier allemand et son premier défenseur*, vous nous accordiez votre concours. Nous nourrissons l'espoir que, dans le dur combat qu'elle mène, vous serez aux côtés d'une association que l'on doit, ne serait-ce qu'indirectement, à votre propre énergie, après la grande perte qui l'a affectée. »

Le nom de Lassalle n'était mentionné nulle part dans le prospectus. Il ne contenait que trois points : « Solidarité des intérêts des peuples, l'Allemagne entière et forte – un État populaire libre, abolition de la domination du capital ». C'est là-dessus qu'Engels et lui avaient accepté de collaborer. Le 28 novembre, Schweitzer lui avait écrit que son accord et celui d'Engels avaient fait très agréablement sensation dans le parti, dans la mesure toutefois où on l'avait mis au courant. Marx raconte ensuite qu'au cours du mois de janvier il protesta contre la tactique de Schweitzer dans le *Social-Demokrat* et que, la tactique étant restée la même dans le journal malgré une lettre rassurante de Schweitzer, il avait à nouveau protesté, suite à quoi Schweitzer lui avait écrit le 15 février ceci :

> « Si vous vouliez me donner des éclaircissements sur des questions théoriques, comme vous l'avez fait dans la dernière lettre, j'accepterais volontiers de votre part cette leçon. Mais en ce qui concerne les questions pratiques sur la tactique actuelle, je vous demande de garder à l'esprit que, pour juger de ces choses, il faut se trouver au cœur du mouvement. Vous nous faites donc du tort lorsque *vous exprimez, n'importe où et n'importe comment, votre insatisfaction à l'égard de notre tactique*. Cela, vous ne pouvez le faire que si vous connaissez exactement la situation. N'oubliez pas non plus que l'Association générale des travailleurs allemands est

> un organisme consolidé et reste jusqu'à un certain degré lié à sa tradition. (*À cette époque l'Association avait à peine 22 mois et ne comptait que quelques milliers de membres. A.B.*) Concrètement, les choses traînent justement toujours avec elles une certaine inertie. »

Il était donc évident que Marx, Engels et consorts devaient agir comme ils l'ont fait. Schweitzer semble avoir cru qu'il pourrait exiger de ses collaborateurs un rôle semblable à celui que Lothar Bucher, en accord avec Bismarck, avait exigé de Marx dans le *Journal officiel*[9]. Ils devaient être des collaborateurs, mais sans avoir leur mot à dire sur la tactique, qui était en *contradiction la plus flagrante* avec le programme sur la base duquel ils avaient accepté de collaborer au journal. « Écrivez en faveur du socialisme et du communisme aussi radicalement que possible, plus c'est radical mieux c'est ; vous êtes alors le pavillon sous lequel je couvre ma contrebande. » Voilà à peu près le raisonnement que Schweitzer devait faire. C'est pourquoi il fallait une belle impudence pour expliquer, à propos des griefs formulés par Marx et Engels sur l'attitude du journal, qu'ils ne pouvaient pas, depuis l'étranger, juger des choses en Allemagne. Cependant, même des personnes qui n'arrivaient pas à la cheville de Marx et Engels pouvaient les juger de manière absolument juste. Il y a une chose qu'on ne pouvait pas reprocher à Bismarck à cette époque, c'était de masquer sa politique et de cacher son jeu.

Plus tard, à l'automne 1878, quand à l'occasion de la loi imminente contre les socialistes on débattit en public de l'invitation que Bucher fit à Marx d'écrire pour le *Journal officiel*, Bucher a contesté l'explication que Marx a donnée de cette invitation. Marx y répondit dans le *Daily News*, entre autres :

> « La lettre où M. Bucher cherchait à me domestiquer pour le *Journal officiel* porte la date du 8 octobre 1865… On peut y lire entre autres : « Pour ce qui est du contenu, il va de soi que vous ne suivez que votre conviction scientifique ; cependant, par égard pour le cercle des lecteurs – la haute finance – et non par égard pour la rédaction, il conviendrait que vous vous arrangiez pour que seuls les experts pénètrent le fond de votre pensée. » En revanche, la « mise au point » de M. Bucher prouve qu'il « demanda à M. Marx s'il voulait fournir les articles souhaités, qu'il importait de traiter objectivement. Il n'y a rien dans ma lettre au sujet « du point de vue scientifique propre » de M. Marx. »

Voici d'autre part ce que dit la lettre de Bucher :

> « Le *Journal officiel* souhaite un compte-rendu mensuel sur les mouvements du marché monétaire (et bien sûr aussi du marché

9 Voir première partie, chapitre « Mon entrée dans le mouvement ouvrier et dans la vie publique.

des marchandises, si tant est qu'on puisse les séparer). On m'avait demandé si je n'aurais pas quelqu'un à recommander, et je répondis que personne ne le ferait mieux que vous. On m'a donc prié de m'adresser à vous. »

La conclusion de cette invitation de Bucher, que Marx reproduit aussi dans cette déclaration, est classique :

« *Le Progrès (*il voulait dire la bourgeoisie libérale ou progressiste*) changera encore souvent de peau avant de mourir ; tant qu'il reste en vie, quiconque veut agir au sein de l'*État *doit par conséquent rallier le gouvernement.* »

Voilà donc la raison qui poussait Bucher dans les bras de Bismarck, et qui l'incitait à pousser d'autres à faire de même.

Selon une déclaration que Liebknecht publia le 24 mars dans la *Gazette rhénane*, après la mort de Lassalle, Schweitzer avait proposé Marx comme président de l'Association générale des travailleurs allemands. Marx avait refusé de s'identifier à un mouvement dont il considérait la tactique comme fondamentalement fausse et, de plus, dans les circonstances politiques d'alors, il n'avait eu aucune envie d'aller s'établir en Allemagne. Schweitzer s'était engagé à ce que le nouveau journal ne suive pas la tactique de Lassalle et évite de flirter avec la réaction et c'est à cette condition, et seulement à cette condition, que Liebknecht s'était déclaré prêt à collaborer au journal, à condition que Marx et Engels y collaborent aussi. Les deux n'y avaient finalement consenti qu'avec la plus grande réticence, et seulement après que Liebknecht avait réaffirmé qu'il croyait à la loyauté de Schweitzer, dont il avait entendu dire des choses fâcheuses.

La politique du *Social-Demokrat* porta rapidement les fruits souhaités. Dès le début février 1865, un membre de l'Association générale des travailleurs allemands, Peter Rex, prononça à Cologne un discours dans lequel il disait, *qu'il préférait le gouvernement actuel à un ministère progressiste*. Le *Social-Demokrat* publia ces propos sans un mot de critique. Le 12 mars, à Barmen, le congrès ouvrier de Rhénanie-Westphalie approuva l'attitude du *Social-Demokrat*, y compris en acceptant carrément d'attendre, avant de les condamner, les propositions du gouvernement prussien qui, à différentes occasions, avait *promis* d'améliorer par la législation la situation des classes laborieuses, d'autant qu'il n'était pas du tout impossible que *le gouvernement abroge la loi électorale des trois classes* et *introduise* à sa place le suffrage universel égal, direct et secret, ce dont Lassalle, le fondateur du parti ouvrier allemand, avait fait le but immédiat du mouvement ouvrier allemand actuel.

La forme et le contenu de cette résolution disaient clairement que c'était Schweitzer qui l'avait rédigée ; de même, le *Social-Demokrat* recommandait qu'elle soit partout mise aux voix, démarche qui équivalait à un vote de confiance en faveur du gouvernement prussien.

Mais déjà l'opposition commençait aussi à se manifester dans l'association. Dans son n° 38, *le Social-Demokrat* polémiquait contre les ennemis déclarés et les faux amis qui cherchaient à semer la discorde dans le parti. Et comme l'opposition commençait aussi à polémiquer contre les dispositions dictatoriales du statut de l'association, il fallait parer l'association, décrétée œuvre personnelle de Lassalle, d'une sorte *d'auréole de sainteté*. Dès lors, on encouragea systématiquement le culte de Lassalle et on dénonça comme sacrilège quiconque osait proférer des opinions différentes. En particulier les mots du testament de Lassalle : « Je recommande à l'Association générale des travailleurs allemands d'élire pour me succéder le représentant de Francfort, Bernhard Becker. *Il doit être fidèle à l'organisation ; elle mènera l'état ouvrier à la victoire* », ces mots devenaient le signe distinguant le vrai lassallien du faux. Et Schweitzer soutint ces idées qui frisaient peu à peu la bêtise et devinrent finalement une sorte de dogme religieux. Au fil des années on en vint même au point que le thème « *Le Christ et Lassalle* » devint l'ordre du jour de nombreuses réunions publiques. F.W. Fritzsche fut même poursuivi en 1868 à Berlin pour une conférence sur ce thème, dans laquelle le procureur général voulut voir un blasphème. Fritzsche ne fut acquitté que parce qu'on ne put prouver sa volonté de nuire.

Il n'est nul besoin d'examiner ce qu'au fond de lui Schweitzer pensait de cette pratique qu'il encourageait.

En un étrange contraste avec les articles « Bismarck », le *Social-Demokrat* publia, dans son numéro 43 du 5 avril 1865, une synthèse sur la situation de l'État autrichien dans laquelle était dit :

> « Le Parti populaire allemand est radical en tout, donc aussi au sujet de l'unité allemande, c'est-à-dire qu'il veut la réalisation intégrale et absolue de l'idée reconnue comme bonne et juste.
>
> Le Parti populaire allemand veut donc rassembler l'Allemagne *entière* en un État populaire libre.
>
> L'Allemagne *entière*, disons-nous ! Pas un seul village, pas une seule métairie, pas même la plus petite chaumière du coin le plus reculé ne doit nous manquer !
>
> L'idée petite-allemande d'une « Allemagne unie », sans les provinces austro-allemandes, *est une haute trahison envers la nation et son avenir* (souligné dans le texte).
>
> *Une* Allemagne unie, *sans condition, sans exclusion* ! »

C'était le genre de double langage avec lequel Schweitzer faisait taire l'opposition qui s'était fait jour à l'occasion des articles « Bismarck », à l'intérieur et à l'extérieur de l'association. Il vit qu'il s'était aventuré trop loin. Ce genre de manœuvre, il la répétait *régulièrement*, dès qu'il était publiquement exposé à des attaques à cause de son attitude. Alors il gauchisait à

nouveau ses positions, et il écrivait avec un radicalisme qui ne laissait rien à désirer. Il était capable de dire ainsi, mais aussi autrement.

Et pas seulement lui, mais aussi l'un ou l'autre de ses partisans. Dans le même numéro du *Social-Demokrat* où se trouvait l'article sur l'Autriche cité plus haut, Tölcke publia sur toute une colonne un compte-rendu *d'une fête en l'honneur de l'anniversaire du roi, que les membres de l'Association générale des travailleurs allemands d'Iser-lohn avaient organisée, et où Tölcke avait porté un toast au roi de Prusse*. Dans ce toast, Tölcke disait qu'il était vain de vouloir détruire l'Association générale des travailleurs allemands, comme le maire d'Iserlohn avait tenté de le faire par des mesures de répression d'une brutalité sans borne.

« *Cela n'arrivera plus jamais, parce que le ministère prussien accorde manifestement la plus grande attention à ce que veut faire l'association, plus pour des motifs économiques que pour des motifs politiques. Cela n'arrivera plus jamais, enfin, parce que Sa Majesté, notre très vénérable roi, est l'ami des ouvriers.* »

À l'instigation de Tölcke, on avait même envoyé au roi une dépêche télégraphique pour lui souhaiter un bon anniversaire, à laquelle on fit la réponse suivante :

« *À l'Association ouvrière d'Iserlohn. Sa Majesté vous remercie bien pour vos vœux. Par ordre supérieur. Strubberg, lieutenant-colonel et aide de camp.* »

Comme Tölcke le relatait encore, la lecture de cette dépêche fut accueillie par une puissante ovation à Sa Majesté. Dans la salle des fêtes, on avait installé une banderole, avec aigle prussien perché sur des branches de chêne et de laurier entrelacées, surmontées de l'inscription : « Vive le roi, protecteur des opprimés ! » Au loin retentissaient des chants patriotiques. Une association d'anciens combattants ne pouvait faire plus patriotique.

Schweitzer publia dans le *Social-Demokrat* le compte-rendu de Tölcke sur toute une colonne, sans ajouter un mot de reproche ou de mécontentement. C'est que Tölcke agissait justement selon les intentions de Schweitzer ! Mais cela ne l'empêcha pas de dire dans le *Social-Demokrat* du 20 septembre 1865, en commentant une dépêche de lord Russell qui condamnait très sévèrement le traité de Gastein entre la Prusse et l'Autriche : « *En quoi le traité de Gastein nous concerne-t-il ? Cela ne regarde que le gouvernement prussien, dont la politique est en contradiction la plus flagrante et la plus résolue avec la volonté du peuple en Prusse.* » Et répliquant au journal *La Croix* (*Kreuzzeitung*), qui menaçait le peuple de voir l'étranger s'immiscer dans les affaires allemandes, il répondait : « *Ce n'est pas en France, mais en Allemagne que se trouvent les ennemis héréditaires de la nation allemande.* » De qui parlait-il ? Il laissait au lecteur le soin de le trouver lui-même. Comment le travailleur de l'époque pouvait-il

s'y retrouver dans cette ambiguïté et ce double langage ? Il avait seulement le sentiment que l'homme qui écrivait tout cela était intellectuellement à cent coudées au-dessus de lui, et que pour cela il devait le suivre.

La diffusion du *Social-Demokrat* était à ce moment-là très restreinte. Il n'avait que *quelques centaines d'abonnés*. Le journal exigeait donc des aides *très substantielles*, et il n'était absolument pas question que cela rapporte à ses rédacteurs ne serait-ce qu'un sou d'appointements, même si tous deux en avaient bien besoin. Il était donc d'autant plus étonnant que, dans une situation financière aussi pitoyable, il devînt même *quotidien* à partir du 1er juillet 1865, et ainsi doublât presque son déficit, sans aucune perspective d'arriver dans un proche avenir à augmenter le nombre des abonnés, ce qui même n'aurait couvert qu'une part négligeable des frais. La question était donc très naturellement : d'où vient l'argent ? Car, sans perspectives d'aides substantielles provenant de quelque part, le projet de faire paraître le journal quotidiennement était un projet de déments.

Ce n'est pas l'association qui avait besoin que le journal grossisse à ce point, mais bien la *presse conservatrice*, qui prenait plaisir à republier les vives attaques que le *Social-Demokrat* menait en permanence contre le Parti du progrès et sa politique, et qui obligeait également la presse libérale à accorder une attention plus grande au *Social-Demokrat*. C'est ainsi que le journal acquit une importance sans commune mesure avec sa diffusion. La question : « d'où vient l'argent ? » vint aussi à l'ordre du jour de la presse libérale, ce qui obligea Schweitzer et Hofstetten à publier, dans le n° 77 du *Social-Demokrat* daté du 28 juin1865, une déclaration contre la *Gazette rhénane*, qui avait déclaré dans son n° 139 que « le Social-Demokrat était en relations *étroites avec Bismarck* », et qui, plus loin, dans son n° 139, lançait l'accusation que, « *de cercles très conservateurs, affluait l'argent pour faire paraître le* Social-Demokrat *tous les jours, au lieu de trois fois par semaine.* » La déclaration de Schweitzer et Hofstetten contre la *Gazette rhénane* disait :

> « Dans ces deux passages, bien qu'avec quelque prudence, (*?*) et dans des phrases quelque peu alambiquées (*?*) cependant sans grande équivoque, la rédaction de la *Gazette rhénane* nous a accusés, nous les rédacteurs du *Social-Demokrat*, de la conduite la plus honteuse et la plus pitoyable possible en politique, à savoir que nous, qui sommes appelés à représenter dans la presse le Parti social-démocrate, nous nous serions vendus à un parti ou à une force politique opposés.
>
> Si la rédaction de la *Gazette rhénane,* après connaissance de cette déclaration, *ne retire pas immédiatement ses calomnies, nous engagerons une action en justice contre elle auprès du tribunal compétent, sans préjudice d'autres actions.* »

La rédaction de la *Gazette rhénane* répondit dès le lendemain, le 29 juin :

« *À la rédaction du Social-Demokrat, à l'attention de M. von Schweitzer, Berlin.*

La rédaction de la Gazette rhénane*, devant la déclaration qui lui a été envoyée, ne voit pas de motif de retirer quoi que ce soit, et laisse la rédaction du* Social-Demokrat *libre de déposer la plainte dont elle la menace.* »

À cela Schweitzer répondit :

« *En conséquence, nous porterons donc plainte comme nous l'avions envisagé.* »

Mais il n'y eut *pas* de plainte. Schweitzer laissa peser sur lui ces lourdes accusations, comme d'autres qu'on avait déjà portées contre lui. Cela en dit assez.

Vers cette époque, et des années après encore, on remarquait beaucoup dans les cercles ouvriers de Berlin un individu que l'on soupçonnait d'être au service du gouvernement. C'était le prétendu ouvrier Preuss. De fait il était bien embauché pour un salaire de 50 thalers par mois, mais au service direct *du conseiller privé d'État Wagener.* En plus, Preuss proposait à l'usage d'un certain nombre de journaux les informations de source policière qui lui procuraient un revenu supplémentaire. C'est Preuss aussi qui à l'automne 1866 dénonça à la police la présence de Liebknecht à Berlin malgré son interdiction de séjour, à la suite de quoi, comme je l'ai déjà raconté dans la première partie de cet ouvrage, Liebknecht fut condamné à trois mois de prison. Preuss allait de préférence dans les assemblées de l'Association générale des travailleurs allemands, où il prenait même assez fréquemment la parole. Liebknecht et d'autres camarades berlinois de l'époque soutenaient mordicus qu'il servait d'intermédiaire entre Schweitzer et Wagener. Mais Schweitzer avait certainement des relations plus directes avec Wagener.

Ce dernier, ce roué qui avait plus d'un tour dans son sac, était notoirement le bras droit de Bismarck dans toutes les affaires de politique sociale, en même temps il était conseiller référendaire et était ainsi en relation quotidienne très étroite avec Bismarck et le roi. La chaîne Schweitzer-Wagener-Bismarck n'avait donc pas besoin de maillon supplémentaire, ce qui était très important pour toutes les parties. Que Schweitzer ait jamais fréquenté personnellement Bismarck, je considère que c'est totalement exclu. Schweitzer n'était pas Lassalle. Je n'oublierai jamais la manière dont Bismarck, un jour au Reichstag, joua les curieux et, le face-à-main devant les yeux, toisa de la tête aux pieds Schweitzer qui s'avançait vers la tribune, comme pour dire : « Alors, c'est toi qui es pendu à mes basques ? »

Place Molkenmarkt[10], on connaissait forcément les relations entre Schweitzer et Wagener, et plus haut encore. De là venait probablement que,

10 Place centrale de Berlin où se trouvaient la préfecture de police et la prison municipale.

quand le « Docteur », comme là-bas on appelait familièrement Schweitzer en raccourci, faisait ses visites assez fréquentes à la préfecture, les employés et les officiers étaient très prévenants à son égard, comme l'ingrat Tölcke l'avoua bien des années plus tard, après avoir rompu avec Schweitzer. La préfecture de police de Berlin avait manifestement un vif intérêt, vu l'inconsistance de son dossier, à réhabiliter Schweitzer et du coup aussi à blanchir Wagener et Bismarck. C'est probablement pour cette raison que, lorsque Gustav Mayer écrivit son ouvrage *Johann Baptist von Schweitzer et la Social-démocratie* (publié par Gustav Fischer à Iéna), la préfecture de police de Berlin le laissa complaisamment examiner ses dossiers secrets sur Schweitzer. Quinze ans plus tôt déjà, lorsque le camarade Franz Mehring écrivait son *Histoire de la Social-démocratie allemande*, la préfecture de police lui avait fait la même offre, mais Mehring la refusa.

La comtesse Hatzfeldt, pour qui Schweitzer n'allait pas encore assez loin dans sa politique de soutien à Bismarck, avait déjà tenté, vers la fin de 1864, de justifier cette politique dans une lettre à la femme de Herwegh, où elle écrivait :

> « Il y a un véritable abîme entre ces deux choses : se vendre à un adversaire, travailler pour lui, de manière dissimulée ou non, ou bien, en fin politique, saisir le moment pour tirer parti des erreurs de l'adversaire, affaiblir un ennemi au moyen d'un autre, le pousser dans un précipice et exploiter la conjoncture favorable au but, qui que ce soit qui l'ait fait naître. Les esprits *simplement* sincères, ceux qui se placent toujours du point de vue idéal, suspendu dans les airs, des choses futures, et qui s'appuient seulement là-dessus pour déterminer l'action du moment, peuvent être considérés en privé comme des gens très bien, mais ils ne sont d'aucun usage pour des actions qui influeront réellement sur les événements, bref de parfaits incapables, ils ne peuvent que faire partie de la grande masse qui suit le chef, qui sait mieux les choses. »

M^me^ la comtesse s'était concocté ici un programme qui aurait fait échouer même un Lassalle, parce qu'il lui manquait avant tout la force nécessaire pour faire de la politique telle qu'elle la décrivait. Lassalle, j'en suis convaincu, se serait bien fait avoir s'il en était venu à jouer au plus fin avec Bismarck ; son jeu se serait terminé à sa grande honte. Croire qu'un Bismarck pouvait ou voulait faire des concessions sérieuses à la social-démocratie, c'est-à-dire à l'ennemi mortel de la société bourgeoise, lui à qui seul importait de s'entendre avec la puissance moderne du capitalisme, et qui dans ce but utilisait au besoin la social-démocratie comme *moyen,* c'était faire preuve d'un aveuglement qui aurait été éloigné de tout pragmatisme politique. Et la social-démocratie n'est pas non plus un troupeau de moutons qui trotte sans réfléchir derrière le chef, et se laisse guider et

mener par le bout du nez par n'importe qui. La comtesse Hatzfeldt pouvait peut-être encore croire cela à son époque et dans le milieu dans lequel elle vivait, mais une politique social-démocrate est à la longue impossible sans la collaboration consciente des masses, sans emprunter des routes honnêtes et directes. Les masses n'admettent pas de subtilités diplomatiques ; le chef qui calcule autrement comprendra vite qu'il a fait un mauvais calcul.

L'été 1865 offrit à Schweitzer l'occasion de jouer à nouveau les radicaux, ce qui lui permettrait d'espérer reléguer à l'arrière-plan les accusations portées contre lui. C'était la fête des députés à Cologne, que j'ai déjà évoquée dans le premier tome, face à laquelle Bismarck joua les hommes forts. Avec sa grande habileté coutumière, Schweitzer s'en prit au gouvernement dans une série d'articles dans le *Social-Demokrat*. Et s'il y malmenait le Parti du progrès à cause de sa lâcheté dans l'affaire de Cologne, il demandait aussi avec force une totale liberté de réunion et d'association pour la Prusse. Malgré son éminente habileté journalistique, il écrivait maintenant avec un mordant tel que, pendant tout un temps, le *Social-Demokrat* fut *saisi quotidiennement*. Cette attitude oppositionnelle, il la reporta aussi sur la critique de la politique étrangère, quand en octobre Bismarck se rendit à Biarritz pour rencontrer Napoléon afin d'obtenir de lui qu'il approuve sa politique « nationale » ; négociations au cours desquelles, comme il s'avéra après 1866, Napoléon fut le dindon de la farce. Le parquet engagea des poursuites contre Schweitzer pour divers délits de presse. L'opposition du *Social-Demokrat* poussa également le parquet à de nouvelles poursuites. Ainsi, par décision de justice, on persécuta à Berlin et à Magdebourg les groupes se réclamant de l'Association générale des travailleurs allemands, parce qu'ils étaient considérés comme des associations politiques indépendantes qui, en vertu du § 8 de la loi prussienne d'association et de réunion, n'avaient pas le droit d'établir des liens entre elles.

Mais ces poursuites n'empêchèrent pas qu'au sein de l'Association générale des travailleurs allemands Schweitzer dut combattre une forte opposition, vaillamment attisée par la comtesse Hatzfeldt, parce qu'il ne lui accordait pas l'influence qu'elle revendiquait sur l'association et sa politique. Dans l'association ce fut le début d'une véritable pagaille, c'était la lutte pour le pouvoir. Peu avant sa mort, Lassalle avait nommé Schweitzer membre de la direction de l'Association générale des travailleurs allemands. Mais l'assemblée générale de Düsseldorf l'empêcha d'accéder à ce poste. Bernhard Becker avait également rompu avec Schweitzer et essayait d'abattre un atout maître contre lui, en convoquant l'assemblée générale de l'association à Francfort-sur-le-Main, lieu qui, vu son passé, devait être des plus pénibles à Schweitzer. Cependant l'opposition contre l'incompétent Becker était également si forte qu'il démissionna peu avant l'assemblée générale de Francfort, alors on élut Tölcke à sa succession. Mais, en

attendant que l'élection de Tölcke soit confirmée par le vote des différents groupes, Hillmann (Elberfeld), qui avait à nouveau remplacé Fritzsche comme vice-président, devait prendre la direction de l'association. Hillmann, qui faisait partie des adversaires les plus déterminés de Schweitzer, se servait à présent de sa position pour déclarer nul et non avenu l'accord conclu entre Becker et Schweitzer, selon lequel le *Social-Demokrat* était l'organe officiel de l'association, et pour lui retirer le droit de s'appeler organe de l'association. Dès lors, Schweitzer et Hofstetten appelèrent le journal « organe du Parti social-démocrate ».

Entre-temps, Schweitzer était allé en prison. Le 24 novembre, il avait été condamné à un an de détention pour différents délits de presse, au nombre desquels crime de lèse-majesté et outrage aux ordonnances des autorités. Plus tard, il écopa encore de quatre mois supplémentaires et on le déclara de surcroît déchu de ses droits civiques. Son arrestation eut lieu peu après sa première condamnation. Toutefois son incarcération n'interrompit en aucune façon son activité journalistique, car il jouissait en prison d'un degré de liberté que jamais, ni avant ni plus tard, on n'avait accordé à Berlin à un prisonnier condamné pour raison politique. C'est de la prison qu'il donnait tous ses ordres, aussi bien comme rédacteur en chef que plus tard comme président de l'association. Il pouvait correspondre sans restrictions et il recevait un tas de visites. En 1869, alors qu'il purgeait une peine de plusieurs mois de prison à Rummelsburg, il put se divertir en canotant sur le lac de Rummelsburg. On lui permit même de se nourrir à ses frais, droit que dans les prisons berlinoises les prisonniers politiques n'obtinrent que bien plus tard, à la fin du 19e siècle.

On a fait valoir que ces diverses peines de prison démentaient l'accusation que Schweitzer était un agent de Bismarck. Cette interprétation est absolument *fausse*. Les relations qu'un gouvernement entretient avec ses agents politiques, il ne va pas les raconter aux procureurs et aux juges. Une condamnation temporaire d'un agent politique pour agissements oppositionnels est aussi très propre à dissiper la méfiance à leur égard et à raffermir la confiance qu'on a en eux. Comme chacun sait, à la même époque où Lassalle avait pendant des heures avec Bismarck ses conversations politiques de bon voisinage, les tribunaux de Berlin n'ont pas craint non plus de le condamner à une série de dures peines de prison, bien qu'à cette époque on sût dans de larges cercles quelles étaient les relations entre Bismarck et Lassalle. Pourtant, en raison de son état de santé, Lassalle s'inquiétait beaucoup de savoir comment il supporterait ces longues peines de prison.

Dans les mois qui précédèrent le début de la guerre de juin 1866, le *Social-Demokrat* continua d'œuvrer en faveur de la politique de Bismarck et cela, comme auparavant déjà, avec une habileté retorse. Il fallait vraiment des yeux exercés et une grande perspicacité pour conclure de toutes

les clauses de réserve et toutes les protestations qu'il poursuivait une politique malhonnête.

Vers la fin du mois de mars 1866, donc pendant qu'il est en prison, il devient plus explicite dans le *Social-Demokrat*. : « La destruction du cadavre confédéral de Francfort[11] *signifierait paraît-il la désagrégation de la nation. C'est la naissance de la nation qui daterait de ce jour.* » Un de ses partisans à Hambourg, Schallmeyer, déclarait dans le *Social-Demokrat* que les travailleurs seraient pour la guerre si on leur donnait le suffrage universel. En même temps le *Social-Demokrat* ne cesse d'attaquer violemment le Parti du progrès, l'Union nationale et le comité des Trente-Six. En outre, reparurent un certain nombre d'articles dans lesquels on faisait un compte-rendu favorable d'un livre de Rüstow sur le système des milices, et on prônait la milice comme l'organisation militaire qui fournirait à moindre coût le gros des combattants.

En mars encore, le *Social-Demokrat* avait traité avec dédain le projet prussien de réforme fédérale, qui demeurerait, écrivait-il, un « document estimable ». Dans la seconde quinzaine d'avril, il défend résolument la réforme fédérale prussienne. Maintenant, il n'était plus question de ce qu'il avait assuré précédemment : qu'aucun village, pas le moindre hameau, ne devrait manquer au nouveau Reich allemand. Il avait aussi oublié qu'encore dans la deuxième quinzaine de septembre 1865 il avait écrit : « *Notre bien le plus précieux est que nous ne connaissons ni Autriche, ni Prusse, ni Bavière ni Hesse-Hombourg, mais que nous ne connaissons qu'une Allemagne, qu'un peuple allemand et qu'une langue allemande.* »

Dans une série d'articles : Les Habsbourg, les Hohenzollern et la démocratie allemande, qui parurent fin avril, il se prononce enfin en faveur de la destruction de l'Autriche ; il fallait la réduire à ses 12,9 millions d'habitants, qui faisaient partie de la Confédération[12]. Alors l'Allemagne serait constituée, c'est-à-dire qu'alors la Prusse aurait le champ libre.

Suite à des demandes répétées, Schweitzer obtint le 9 mai 1866 une permission de sortie, en raison prétendument de son mauvais état de santé. Il n'y aurait rien eu à dire à cela si la raison de sa permission avait été *vraie*. Mais cette raison s'avéra un mensonge. *À peine sorti de prison,* Schweitzer déploya une activité politique de grande ampleur, qui prouvait non seulement que le calme de la prison lui avait fait retrouver une bonne

11 Allusion à l'Assemblée nationale de Francfort, mise en place pendant la révolution de 1848. L'ensemble des États allemands de la Confédération germanique avaient envoyé des députés à ce Parlement qui fut dispersé par les troupes autrichiennes en 1849.

12 L'Autriche était un État multiethnique de 45 millions d'habitants, dont 19,9 millions d'Allemands dans les territoires qui faisaient partie de la Confédération germanique.

santé, mais aussi que *les autorités supérieures n'avaient rien à objecter* à son activité politique, bien qu'à l'ordinaire, quand un prisonnier politique était autorisé à sortir, les autorités posent bien évidemment comme condition expresse qu'il n'exerce pas une activité pour laquelle on l'avait puni.

Le 21 mai, Schweitzer apparaît à Hambourg, pour y « rétablir l'ordre », le 11 juin à Erfurt et le 18 à Leipzig où, dans un discours, il prend parti pour la réforme fédérale de Bismarck. Toutefois cette prise de position favorable n'avait pas empêché le *Social-Demokrat* de dire le 18 mai dans un éditorial : « Ceux de Gotha[13] parlent d'une Prusse libérale qui doit se mettre à la tête de l'Allemagne, mais en vérité cela signifie parler *d'une Prusse qui n'existe pas et ne peut pas exister.* »

Et, complètement à l'opposé de cette conception réaliste tout à fait juste de la nature de la Prusse, le 16 juin, à Leipzig, Schweitzer conclut dans une conférence « *Sur les tâches actuelles du Parti social-démocrate allemand* » :

« *Mais si nous arrivons à pousser le gouvernement prussien* sur le chemin des concessions à notre égard (sic !)… *alors, nous ferons tout notre possible pour que la victoire ne soit pas pour les drapeaux de l'Autriche, mais pour les drapeaux de la Prusse, pas pour les drapeaux de Benedek*[14]*, mais pour les drapeaux de Bismarck et de Garibaldi.* »

Peut-on agir de manière plus contradictoire ?

Ces déclarations sont tout à fait dignes d'attention en tant que thèses programmatiques de Schweitzer et elles rencontraient sûrement un écho en haut lieu à Berlin. Mais pour ce qui était de pousser le gouvernement prussien à nous faire des concessions (nous, c'est-à-dire l'Association générale des travailleurs allemands), mis à part l'utopie d'espérer des concessions de Bismarck – ce à quoi bien évidemment Schweitzer lui non plus *ne* croyait *pas* –, tout ce bavardage était une *fanfaronnade* car peu de temps avant encore, le 3 juin, quinze jours avant son discours de Leipzig, Schweitzer lui-même avait écrit dans le *Social-Demokrat* que *le chaos dans l'association l'empêchait jusqu'à nouvel ordre de faire quoi que ce soit en matière de politique sociale*.

Cette idée, il l'avait avant le 3 juin déjà exprimée à plusieurs reprises dans le *Social-Demokrat*, disant qu'en effet le chaos dans l'organisation, dont Schweitzer portait une bonne dose de responsabilité, la désorganiserait y compris jusqu'en 1867.

Ces déclarations de Schweitzer faites à maintes reprises contrastent étrangement avec ce qu'on affirme, aujourd'hui encore : que l'Association générale des travailleurs allemands a exercé à cette époque une influence

13 En juin 1849, dans la ville de Gotha, 148 députés libéraux constatant l'échec du Parlement de Francfort, réaffirmèrent le principe d'une monarchie constitutionnelle héréditaire avec à sa tête le roi de Prusse.

14 Général autrichien.

sensible sur le nouveau cours des choses, par exemple en obtenant le suffrage universel. Vu la résistance que le projet de réforme de Bismarck rencontrait dans les milieux les plus larges, il était en tout cas obligé d'accueillir volontiers tout soutien à son projet, aussi négligeable soit-il. S'il se résolut à accorder le suffrage universel, c'est qu'il était obligé de l'accorder. C'était tellement évident qu'il n'avait pas besoin pour cela de suggestions ou encouragement. Face au projet de réforme autrichien, qui voulait composer le Parlement allemand à partir de délégations du landtag des différents États, n'avait-il pas dès l'été 1863, à l'époque donc où l'Association générale des travailleurs allemands venait tout juste d'être fondée, réclamé un Parlement à élire sur la base du suffrage universel décidé en 1849 dans l'église Saint-Paul[15] ? Bismarck a exposé plus tard, au Parlement de l'Allemagne du Nord, les raisons pour lesquelles il recourut et dut recourir au suffrage universel, mais pas seulement : dès le 24 mars 1866, trois mois donc avant la guerre, il écrivait aussi dans une circulaire :

> « Je crois qu'élections directes et suffrage universel garantissent une position conservatrice mieux que n'importe quelle loi électorale artificielle, calculée pour obtenir des majorités fabriquées. D'après notre expérience, les masses sont plus sincèrement intéressées au maintien de l'ordre public que les chefs de ces classes que l'on voudrait privilégier en introduisant un quelconque cens pour être électeur actif. »

Et Bismarck écrivait au comte Bernstorff à Londres, le 19 avril 1866 :

> « Je peux bien le dire, parce que c'est une conviction fondée sur une longue expérience, le système artificiel des élections indirectes et par classe est beaucoup plus dangereux, car il empêche le contact des sommets du pouvoir avec les éléments sains formant le noyau et la masse du peuple… Les agents de la révolution sont les collèges d'électeurs, qui assurent au parti de la subversion un réseau facilement maniable et disséminé sur le territoire, comme les électeurs parisiens l'ont montré en 1789. Je n'hésite pas à déclarer que les élections indirectes sont l'un des moyens les plus fondamentaux de la révolution, et je crois avoir dans la pratique acquis quelque expérience en la matière. »

À ces raisons, qui révèlent clairement le malaise suscité chez lui par les résultats électoraux obtenus jusqu'à présent en Prusse avec le système électoral des trois classes, s'ajoute encore ce fait particulièrement *déterminant* que, au sein du conglomérat d'États que constitua par la suite la Confédération de l'Allemagne du Nord fraîchement concoctée, le suffrage universel était la seule base commune possible pour voter. De plus, le

15 Paulskirche de Francfort-sur-le-Main, où siégeait le Parlement allemand issu de la révolution de 1848.

souvenir des traditions du premier Parlement de Francfort en 1848-1849 lui imposait d'introduire le suffrage universel, qui seul permettrait de surmonter un tant soit peu les fortes antipathies qu'il y avait envers la fondation de la Confédération de l'Allemagne du Nord, présentes y compris dans une grande partie de la population nord-allemande. Il faut aussi ajouter et rappeler *encore et toujours* que, dans ces années-là, vu les résultats du système électoral des trois classes, l'idée d'introduire le suffrage universel était accueillie avec sympathie même dans les milieux conservateurs, et que le conseiller d'État privé Wagener s'était prononcé pour l'introduction du suffrage universel dès la fin de l'été 1862, donc *avant* même que Lassalle eût soulevé publiquement cette revendication. De même, début 1862 déjà, les travailleurs radicaux de Leipzig avaient posé cette revendication et depuis 1865 c'était une revendication programmatique de *l'ensemble de la classe ouvrière allemande, sans distinction de parti*. Au cours de l'hiver 1865-1866, on propageait cette revendication dans d'innombrables assemblées populaires, bien avant que quiconque pût penser au projet de réforme de Bismarck, parce que pour le public il n'existait pas encore. Étant donné l'état des choses, il était donc impossible que l'Association générale des travailleurs allemands, en tant que telle, ait exercé une influence sensible sur l'octroi du suffrage universel.

Le 9 mai, Bismarck avait renvoyé le Parlement, parce qu'il craignait qu'il lui refuse les moyens de faire la guerre, comme à l'occasion de la question du Schleswig-Holstein. Mais Bismarck avait besoin d'argent, aussi émit-il par décret, donc sans aucun droit légal, 40 millions de thalers de bons de caisse et ordonna la création de caisses de prêt. L'ensemble de la presse libérale et démocrate, à juste titre, tira à boulets rouges sur cette opération illégale, mais *Schweitzer, dans des attaques très déplacées contre le Parti du progrès, parvint à défendre l'opération de Bismarck*. Lorsque, après la guerre, Bismarck exigea la fondation d'un trésor public à doter de 20 millions de thalers, dans le but affiché, en cas de guerre, de ne pas d'abord dépendre préalablement d'un vote de crédits par la Chambre, à nouveau Schweitzer donna quantité de raisons en sa faveur, *mais n'osa pas* se prononcer franchement pour le projet.

À partir du 1er avril 1866, le *Social-Demokrat* dut suspendre sa parution quotidienne ; comme précédemment il ne parut que trois fois par semaine. Vu la guerre qui s'annonçait, il est possible que plus personne n'ait eu envie de continuer à faire de lourds sacrifices pour le faire paraître quotidiennement. Car il avait moins de 500 abonnés. Le 18 juin, une assemblée générale de l'Association générale des travailleurs allemands se tint à Leipzig, à laquelle n'assistèrent que 12 délégués, ce qui montre à quel point était faible à cette époque la capacité d'action de l'association. Ces 12 délégués, dont Schweitzer faisait partie, étaient censés représenter 4 009

membres. Lors de l'élection du président, Hillmann (Elberfeld) fut battu par Perl (Hambourg), c'était une victoire indirecte de Schweitzer. Dans le Social-Demokrat se répéta le jeu auquel il fallait s'attendre après son discours de Leipzig. Quand, lors des pourparlers de cessez-le-feu, l'Autriche remit la Vénétie à Napoléon, pour ne pas avoir à la céder à l'Italie haïe, Schweitzer, tout comme la presse libérale, y découvrit une trahison de l'Autriche à l'égard de l'Allemagne et sous ce prétexte, il passa alors, bannières déployées, dans le camp de la Prusse, dont « l'étonnante force d'organisation » avait montré que l'Allemagne devait se ranger à ses côtés. Du point de vue qui était le sien, il lui fut extrêmement pénible que Johann Jacoby, fin août, à l'occasion de la délibération d'une adresse au roi, fasse au landtag prussien un excellent discours, dans lequel il se prononçait résolument contre cette Confédération de l'Allemagne du Nord nouvellement créée, qui avait eu pour condition préalable l'exclusion de l'Autriche allemande et des États de l'Allemagne du Sud. Par ailleurs, Jacoby se déclarait contre l'immunité que le gouvernement demandait maintenant au landtag prussien pour ses mesures illégales avant et pendant la guerre. Schweitzer loua certes bruyamment le courage et l'idéalisme de Jacoby, mais il justifia par des développements alambiqués le nouvel état des choses. Quand ensuite, le 20 septembre, on proclama l'amnistie générale, il n'y avait personne qui la méritait mieux que lui, pour les services qu'il avait rendus au gouvernement depuis le 9 mai ; elle lui valut une remise de peine de dix mois sur sa détention.

Fin août 1866, le *Social-Demokrat* avoua dans un accès de mélancolie : « *Ce n'est pas ainsi que le peuple allemand s'était imaginé l'unité allemande.* » Ce qui se disait à l'époque sur le projet de la future Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord, voilà bien sûr ce qui poussait à la mélancolie. Bismarck, le véritable politicien pragmatique, maintenant au zénith de son pouvoir, battait le fer tant qu'il était chaud et formait un projet de Constitution qui, en matière de droits constitutionnels, était encore joliment loin derrière la Constitution prussienne. Ce serait insulter la sagacité de Schweitzer que de supposer qu'il en était sérieusement déçu. Quand on connaissait, comme lui, la nature de l'État prussien qui maintenant dominait tout, et aussi la nature et le caractère de Bismarck, on ne pouvait rien attendre d'autre. Mais comment allait-il devant l'association justifier sa politique grande-prussienne et la rendre attrayante ? On voyait maintenant ce que valait son affirmation que l'association était une force « qui pouvait l'obliger (*Bismarck*) à faire des concessions ».

Nous, nous n'étions pas déçus, car nous ne nous étions pas fait d'illusions. Schweitzer continua cependant à tisser son ancienne toile. Avant tout, il fit passer à l'assemblée générale d'Erfurt, convoquée pour le 27 décembre, un programme électoral dont le premier point devait nécessairement être bien

accueilli en haut lieu à Berlin. Ce point était : « Suppression totale de tout fédéralisme, de toute confédération d'États, sous quelque forme que ce soit. Union de tous les peuples allemands fusionnée en un État totalement unifié intérieurement et organiquement, qui seul permettra au peuple allemand d'accéder à un avenir national glorieux : la liberté par l'unité ! » Donc, la liberté en suivant le chemin de la politique bismarckienne. C'était le *même* slogan que le Parti national libéral avait mis en avant, et cela voulait dire de nouvelles annexions, qu'on ne pouvait réaliser sans une nouvelle guerre. Le deuxième point du programme traitait de la revendication du suffrage universel égal assorti d'une indemnité parlementaire pour Reichstag et landtag des différents États ; ce qui est la garantie des droits du peuple. Schweitzer rejetait la revendication d'un armement général du peuple qui figurait dans le projet de programme élaboré par la comtesse Hatzfeldt car, selon le *Social-Demokrat*, la Prusse avait démontré « que c'est seulement par son incroyable efficacité organisationnelle qu'elle était appelée à diriger les forces armées allemandes », et on ne pouvait tout de même pas lui opposer l'armement général du peuple ! Le quatrième point demandait de préparer la solution de la question ouvrière au moyen d'associations libres bénéficiant de l'aide de l'État, selon les principes de Ferdinand Lassalle. Donc, par la grâce de Bismarck. Concernant Moritz Hess, le programme d'Erfurt déclencha finalement le départ du dernier des collaborateurs initiaux du *Social-Demokrat*.

Comparons cette attitude de Schweitzer avec celle du printemps 1865 quand, pressé par l'opposition dans son association, il déclarait dans le *Social-Demokrat* du 5 avril :

> « Le Parti populaire allemand veut donc *unir* l'Allemagne entière en un État populaire libre. Nous disons l'Allemagne entière. Pas un village, pas une métairie, pas la plus petite chaumière dans le coin le plus reculé ne doit nous manquer. L'idée petite-allemande d'une Allemagne unie *sans les provinces austro-allemandes est une haute trahison envers l'avenir de la nation.* »

Ainsi le Schweitzer de 1865 avait condamné le Schweitzer de 1866. Mais, ce qu'il avait écrit et affirmé en 1865, ses partisans l'avaient oublié. Si, selon une autre de ses déclarations précédentes, il ne restait que le choix entre la Prusse et les poings des prolétaires allemands pour résoudre la question nationale, et si à cette époque les poings des prolétaires allemands étaient trop faibles pour résoudre la question nationale dans un sens démocratique, pour le chef d'un parti ouvrier ce n'était pas une raison de se faire l'instrument d'une solution dans un sens bonapartiste. En supposant un instant la sincérité de Schweitzer, il reste alors que sa tactique aurait été une trahison de la démocratie, parce qu'elle soutenait la politique de son ennemi le plus brutal et le plus implacable.

Schweitzer et les conservateurs

La deuxième période de l'activité de Schweitzer commence avec la campagne pour les élections au Parlement constituant de l'Allemagne du Nord, fixées au 12 février 1867. La position du *Social-Demokrat* ne laissait aucun doute sur le fait que Schweitzer voulait ménager les *conservateurs*. Il comptait manifestement manœuvrer subtilement avec eux contre les libéraux, ce que souhaitait forcément aussi Bismarck. Schweitzer s'en prit donc très violemment au Parti du progrès, tactique que le vieux Moritz Hess taxa de trahison. Il pensait qu'il fallait avant tout renforcer autant que possible l'aile gauche du Parlement afin d'arriver à une Constitution à peu près acceptable, ce qui était un point de vue absolument juste, mais pas celui de Schweitzer.

Parmi les différentes candidatures que ses partisans lui avaient proposées, Schweitzer s'était décidé pour Barmen-Elberfeld, circonscription qui lui offrait la plus grande chance de victoire. Les lassalliens de Leipzig voulaient, à Leipzig, présenter Liebknecht, que nous avions présenté dans la dix-neuvième circonscription saxonne où nous espérions le faire élire, ce qui hélas ne se fit pas. À Leipzig, après le refus de Rossmässler, nous avions désigné Wuttke comme candidat. Schweitzer s'emporta vivement contre la candidature de Liebknecht. Elle émane, disait-il, d'un bord qui n'a jamais pu souffrir l'œuvre de Lassalle. Les gens qui se tenaient derrière la candidature de Liebknecht étaient selon lui en relation avec les milieux réactionnaires autrichiens. Il y a deux ans encore, ajoutait-il, Liebknecht dénigrait Lassalle dans des journaux. Voter pour Liebknecht c'était renier ouvertement Lassalle et son œuvre. Il spéculait ainsi sur le parti pris aveugle de ses partisans pour l'œuvre de Lassalle. Voter Liebknecht, c'était donc un crime contre Lassalle.

Comment au juste Schweitzer voyait les choses, c'est ce que montre un appel *À mes amis et camarades de Silésie*, qui dit avec emphase : « Des temps *plus cléments, un gouvernement plus sage sont arrivés !* » À Barmen-Elberfeld, où Schweitzer tint à nouveau fin janvier un de ses habiles discours, il ne dit *pas un mot sur son positionnement en politique et le cas échéant au Parlement*. Dans le *Social-Demokrat,* on nourrissait maladroitement des espoirs démesurés sur l'issue des élections. Ainsi par exemple, dans le n° 15 du 3 février, on annonçait que les représentants élus feraient caisse commune à Berlin. On parlait d'un communisme des indemnités, etc. Dans le *Social-Demokrat,* Schweitzer fut même proclamé vainqueur avant d'être élu. À Barmen-Elberfeld, il affrontait côté conservateur Bismarck et côté libéral M. von Forckenbeck. Le jour de l'élection apporta une lourde déception. Bismarck obtint 6 523 voix, Forckenbeck 131 6, Schweitzer seulement 688 4. Il n'était même pas parvenu au second tour. Dans le reste de l'Allemagne aussi le résultat de l'élection fut une déception

pour l'Association générale des travailleurs allemands. Au second tour à Barmen-Elberfeld, c'était donc aux sociaux-démocrates de faire pencher la balance. Dans une grande réunion électorale, le 19 février, Schweitzer prend d'abord la parole, mais déclare n'avoir pas de consigne à donner pour le second tour avant d'avoir entendu l'avis de l'assemblée. Finalement, il prend à nouveau la parole pour dire que :

« Les nombreuses fois où le nom de Bismarck avait été lancé dans l'assemblée lui avaient fait comprendre *de quel côté en général l'opinion inclinait. Il ne pouvait dicter à quiconque pour qui il devait voter, chacun devait écouter la voix de son cœur.* »

Ainsi chacun savait quel était son choix. Mais, pour parfaire la comédie, il fit adopter une résolution en contradiction avec son propre discours, dans laquelle l'assemblée se prononçait pour *l'abstention*. En réalité, la quasi-totalité des voix de Schweitzer se portèrent au second tour sur Bismarck. Il fut élu avec 10 196 voix contre 6 944 voix pour Forckenbeck.

Dans une déclaration, Schweitzer chercha à justifier ce vote en disant qu'on avait voulu donner une leçon à la bourgeoisie libérale pour les procédés odieux qu'elle avait utilisés pendant la campagne électorale, « *Peut-être, travailleurs,* poursuivait-il*, votre vote était-il aussi un hommage, non pas bien sûr au candidat du parti conservateur, mais sûrement au ministre qui, de son propre mouvement, vous a rendu un droit démocratique que l'opposition libérale avait si obstinément oublié de revendiquer pour vous.* »

Ce bon Bismarck, ami du peuple !

Quelques jours après cette élection de Bismarck à Elberfeld, j'étais en ballottage dans la 17e circonscription saxonne (Glauchau, Meerane, etc.) face à un candidat national-libéral. Ici, le dirigeant des lassalliens – c'est *le Social-Demokrat* qui le publia – déclara *qu'un véritable lassallien ne devait pas voter Bebel qui, selon le point de vue adopté par eux, lassalliens, était un traître à la cause*.

Bismarck bienfaiteur des ouvriers, Liebknecht et Bebel traîtres à leur cause : voilà quel était le résultat des méthodes éducatives de Schweitzer. Comme je l'ai dit précédemment, je fus cependant élu, les quelques centaines de voix lassalliennes ne firent pas pencher la balance.

Peu de temps après, il fallut refaire une élection à Barmen-Elberfeld, car Bismarck, qui avait été élu deux fois, démissionna de son mandat de Barmen-Elberfeld. À la nouvelle élection qui s'ensuivit, Schweitzer obtint 4 919 voix, le professeur libéral Gneist 291 4, le conservateur von Heydt 594 2, le bourgmestre Bredt 497 1. Il fallait donc à nouveau un deuxième tour, et cette fois-ci entre Schweitzer et Gneist. Le *Social-Demokrat* maintenant courtisait ouvertement les voix conservatrices… ouvrières. *De manière encore plus méprisable et indigne*, Schweitzer *poussa le racolage jusqu'à exhorter les conservateurs, lors d'une réunion le 17mars, à choisir entre deux*

maux le moindre ou le plus lointain, c'est-à-dire lui. Sur le terrain social, le parti ouvrier et les conservateurs pouvaient se tendre la main sur bien des points. Il se référait pour cela au discours du conseiller privé d'État Wagener, au livre de l'évêque Ketteler*, aux déclarations de Bismarck.*

« Les conservateurs aideraient à ce *qu'à travers lui les travailleurs aient la parole au Parlement. Quand les conservateurs firent appel aux ouvriers – peu importe pour quelle raison – ceux-ci arrivèrent avec toute leur armée. Maintenant c'est au tour des ouvriers de faire appel, et les conservateurs n'enfreindraient aucun devoir moral en répondant maintenant, eux aussi, à l'appel. Il faut qu'ils accourent, s'ils ne veulent pas provoquer contre eux l'indignation la plus légitime.* »

Puis il proféra des menaces contre le Parti du progrès.

Mais ce mépris et cette indignité sans pareils ne furent pas récompensés. Schweitzer échoua encore une fois, avec 7 923 voix contre 8 019 qui allèrent à Gneist.

Schweitzer au Parlement de l'Allemagne du Nord

Après que le Parlement constituant de l'Allemagne du Nord eut ratifié la Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord et qu'on l'eut proclamée, on fixa à fin août 1867 les élections pour la première période législative. Schweitzer se porta à nouveau candidat à Barmen-Elberfeld, cette fois avec succès. Il obtint au premier tour 6 110 voix, le Dr. Löwe-Kalbe (progressiste) 3 588, le professeur von Sybel de Düsseldorf 3 478 ; un second tour était donc nécessaire entre Schweitzer et Löwe-Kalbe ; Schweitzer y remporta la victoire, avec 8 915 voix contre 6 690 qui allèrent à Löwe-Kalbe. *Cette fois-ci, à nouveau, la très grande majorité des conservateurs avaient voté pour Schweitzer.* Comme il se croyait obligé de le souligner dans ses remerciements, c'étaient les ouvriers conservateurs qui avaient donné, en toute connaissance de cause, leur voix au candidat des ouvriers. Combien c'était vrai, c'est ce que montra le fait, devenu public plus tard, que *le dirigeant des conservateurs, M. von Kusserow, avait remis 400 thalers en mains propres à Schweitzer pour son élection*. À l'assemblée générale de Berlin [1867], lorsque ce fait fut public, on demanda cruellement que Schweitzer rende l'argent. Comment pouvait-on être aussi naïf !

Mais Schweitzer se croyait contraint d'en faire encore davantage et tenu de donner aux conservateurs des garanties de sa bonne conduite au Parlement, et c'est ainsi qu'il dit dans sa déclaration du 11 septembre :

« Personne ne mettra en doute mon point de vue social ; par conséquent, dans ce domaine, je n'ai rien besoin de dire. Dans le domaine politique, je fais remarquer que, en accord avec les principes du parti auquel j'appartiens et qui m'a élu comme dirigeant, dans les questions de liberté et de *droit démocratique* je voterai immuablement avec la gauche la plus extrême (les

progressistes). Si de graves dangers venant de l'extérieur doivent menacer la patrie allemande, au sein du Parlement comme à l'extérieur de lui, je m'efforcerai, avec toute la force dont dispose un individu isolé, de soutenir le roi de Prusse, dans lequel désormais culmine la puissance nationale de l'Allemagne, ainsi que son gouvernement. »

L'élection de Schweitzer avait naturellement suscité un grand enthousiasme chez ses partisans, et il l'exploitait maintenant, en effectuant dans les deux villes de Barmen et Elberfeld une marche triomphale sur un char tiré par quatre chevaux blancs. Il aimait pareille marche triomphale qui, aujourd'hui, signerait la mort du dirigeant ouvrier qui voudrait la mettre en scène. Pareille marche triomphale, où les chevaux blancs jouaient constamment un rôle, se répéta plus tard à plusieurs reprises, à Hambourg-Altona par exemple, une nouvelle fois à Barmen-Elberfeld et à Cassel.

Mais, afin d'avoir dans la rue la foule nécessaire, Schweitzer interrompit par exemple à Minden son voyage de Berlin à Cassel, et de là prit un train qui n'arriva à Cassel qu'après sept heures du soir. Là, pendant tous les jours que dura l'assemblée générale de la fédération des associations ouvrières, il utilisa aussi un équipage attelé de chevaux blancs, mais il demanda que ses partisans en supportent le coût élevé. Ils refusèrent. Ils voulaient bien payer les coûts du cortège triomphal de la gare à la ville mais c'était à Schweitzer à prendre en charge le reste. On en resta là.

Avec l'entrée de Schweitzer au Parlement de l'Allemagne du Nord, où Liebknecht aussi siégeait maintenant en plus de moi, on en vint pendant un temps à des heurts entre Schweitzer et nous. L'un d'eux, d'un intérêt particulier, eut lieu lors de la séance du 17 octobre 1867, où le projet de loi sur le service militaire obligatoire était à l'ordre du jour. Liebknecht parla le premier, et d'une manière extraordinairement incisive, souvent interrompu violemment par la majorité et le président. En particulier, il s'en prit sans ménagement à la politique de Bismarck et conclut son discours par ces mots : « *L'histoire mondiale ignorera ce Parlement de l'Allemagne du Nord, qui n'est rien d'autre que la feuille de vigne de l'absolutisme.* » Puis ce fut mon tour de prendre la parole. J'exposai tranquillement notre point de vue de défenseurs du système des milices. Entre-temps, Schweitzer aussi s'était inscrit pour bien mettre en relief son point de vue oppositionnel. Au moment du dépôt d'une demande de clôture des débats, le président, comme c'était alors le règlement, lut les noms des orateurs inscrits qui s'étaient prononcés pour et contre le projet de loi, et parmi les adversaires figurait Schweitzer. *Alors, pour le règlement, il déclara qu'il ne s'était pas fait inscrire contre, mais pour le projet de loi.*

Schweitzer prit ensuite la parole lors du débat spécial et développa l'idée que, d'après le point de vue défendu par M. Liebknecht, il fallait aussi

rejeter le service militaire obligatoire. C'est pour cela que nous avions tous les deux tenté de déposer une résolution, pour laquelle cependant nous n'avions pas obtenu les signatures nécessaires, demandant l'introduction du système des milices, l'établissement donc du service militaire obligatoire selon le modèle de Scharnhorst et de Gneisenau[16]. « *Liebknecht, ne veut absolument pas qu'existe la Confédération de l'Allemagne du Nord. Lui et ses amis veulent donner à la Confédération de l'Allemagne du Nord une forme libérale, et en cela ils sont sur le même terrain que le Parti du progrès.* » Il se référait donc à nouveau au même parti qu'il avait combattu et en permanence attaqué depuis 1863 comme moteur de la régression. Lui, Schweitzer, ne voulait pas, avec M. Liebknecht et ses amis, avec les princes dépossédés et l'étranger, chercher à ruiner et détruire la Prusse et la Confédération de l'Allemagne du Nord :

> « Nous avons compris que le noyau prussien du pouvoir a enfin mis en valeur et en honneur vis-à-vis de l'étranger notre patrie allemande si longtemps méprisée, et qu'il le fera aussi à l'avenir, et il n'est pas dans notre intention de nier et dénigrer précisément ces qualités de la Prusse que, ces dernières années, un monde hostile a été contraint de reconnaître avec admiration. »

Ces gens-là, ajoutait-il, étaient aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la patrie nouvellement constituée, mais ils voulaient être à l'extérieur d'elle.

Liebknecht répondit dans une motion d'ordre :

> « Le député von Schweitzer m'a rendu un grand service, car il m'a donné l'occasion, que j'avais jusqu'à présent vainement cherchée, de déclarer *que je n'ai en effet rien à voir avec le double de M. Wagener.* »

Schweitzer se tut et Wagener se tut. Avant le vote décisif du § 1, Schweitzer quitta l'hémicycle. Il n'osait pas voter pour et ne voulait pas voter contre.

Ces événements au Parlement occupèrent peu après deux assemblées des membres berlinois de l'Association générale des travailleurs allemands. Schweitzer y proposa la résolution suivante :

> « L'assemblée reconnaît que la puissance créée par la Prusse porte en elle la possibilité de construire l'unité allemande ; *deuxièmement, elle est d'accord avec le Parti du progrès* (Schweitzer n'osait aller plus à gauche) que, sans se soucier des menaces du gouvernement prussien et avec la dernière énergie, on doit exiger une configuration libérale de la Prusse et de la Confédération de l'Allemagne du Nord, car c'est seulement par ce moyen qu'on peut résoudre de façon utile et définitive la cause nationale ; troisièmement, elle déclare que ce

16 Généraux des guerres de Libération contre Napoléon I[er]. Gneisenau avait préconisé le service militaire sur le modèle de l'armée révolutionnaire française. Proche de Gneisenau, Scharnhorst avait aboli les châtiments corporels dans l'armée prussienne.

> serait une erreur de porter sur les agissements de la Prusse l'an passé le même jugement que l'étranger malveillant, et en conséquence de rechercher et d'espérer une destruction de la Prusse et de la Confédération de l'Allemagne du Nord. »

On ne pouvait défendre plus franchement l'œuvre de Bismarck. Face à cette résolution, Theodor Metzner et Reimann, deux opposants à Schweitzer, proposèrent alors :

> « L'assemblée décide que M. von Schweitzer, tant au Parlement qu'à cause de la suspicion qu'il manifeste à l'égard du parti radical, a totalement *perdu dans l'assemblée d'aujourd'hui le peu de confiance dont il jouissait jusque-là auprès des ouvriers berlinois.* »

Le mécanicien progressiste Andreack déposa une troisième résolution qui demandait :

> « *Que l'assemblée décide que, dans la question nationale, elle ne peut se déclarer d'accord qu'avec le point de vue du Parti du progrès allemand.* »

Et qu'est-ce qui arriva alors ? Quand Schweitzer remarqua que la vive opposition qu'il rencontrait pouvait faire tomber sa résolution, lâche, comme toujours quand il était menacé de défaite, *il retira sa résolution et se déclara pour la résolution progressiste, qui disait la même chose que lui*. Hofstetten, qui présidait, rendit service à Schweitzer en faisant voter d'abord sur la résolution d'Andreack et en la déclarant adoptée, ce qui du côté de l'opposition déclencha une tempête d'indignation.

La dictature de Schweitzer

Schweitzer avait l'intérêt le plus pressant à prendre entièrement en main l'Association générale des travailleurs allemands, donc à en devenir président. Ce désir se réalisa lorsque Perl (Hambourg), lassé de la présidence, déclara vouloir la quitter. On convoqua une assemblée générale extraordinaire les 19 et 20 mai 1867 à Brunswick, à laquelle assistèrent 18 délégués représentant 2 500 voix. Schweitzer représentait Apolda, avec 22 voix, et Limbach en Saxe avec 30 voix. L'association était tombée très bas. Les désaccords permanents, la méfiance à l'égard de Schweitzer à cause de sa politique, l'issue défavorable des élections au Parlement de l'Allemagne du Nord malgré les fanfaronnades de Schweitzer, la crise, voilà les principales raisons de ce phénomène. Le discours d'ouverture de Perl exprimait le découragement présent. L'espoir que l'on avait encore nourri à Leipzig de mettre de l'ordre dans l'association, disait-il, ne s'était pas réalisé ; la situation financière de l'association était très mauvaise, seules quelques localités payaient leur cotisation, etc. Au cours des discussions qui suivirent, Perl demanda à ce qu'on renonce à le réélire comme président ; il ne pouvait plus supporter les sacrifices que cette charge lui imposait. Schweitzer

critiqua la direction de Perl, cependant il ne voulait pas, comme il dit, s'en prendre à lui personnellement. Il déclara que l'assemblée générale était résolument pour l'association, qu'il devait même exiger que la présidence passe à Tölcke, et menaça, si celui-ci n'était pas élu, de suspendre la publication du *Social-Demokrat* à partir du prochain numéro. Il promit de donner des garanties que *la gestion* serait correctement menée, car il savait qu'on se méfiait de lui. L'assemblée hésitait, ne sachant quoi faire ; aussi, sur proposition de Bracke, on fit une interruption pour se mettre d'accord. À la reprise, Tölcke proposa Schweitzer comme président. On fit à nouveau valoir, de plusieurs côtés, qu'il y avait de la méfiance à l'égard de Schweitzer ; que c'était une aberration aussi que le président de l'association et le rédacteur de l'organe de l'association soient une seule et même personne. Tölcke chercha à calmer les craintes. Schweitzer déclara qu'il savait qu'on avait de la méfiance à son égard ; il n'accepterait le poste que si on lui faisait confiance. Il demanda une deuxième interruption en vue d'un accord. Quand la séance reprit, plusieurs délégués déclarèrent abandonner leur méfiance à l'égard de Schweitzer. Ensuite, après avoir encore annoncé, suite à un reproche de Tölcke, *qu'il voterait pour lui-même*, il fut élu président de l'association par 2 385 voix contre 97 et 41 abstentions. Pour gagner la confiance, il avait présenté à cette assemblée générale un programme radical et l'avait fait adopter. Maintenant, il donnait aussi les prétendues garanties de sa future bonne conduite, en s'engageant solennellement, vis-à-vis de l'ensemble des délégués, main levée, à faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer l'association. En retour, main levée, les délégués s'engagèrent également, vis-à-vis de Schweitzer, à être fidèles à l'organisation et au président. Donc une sorte de serment du Jeu de paume, comme en prêta l'Assemblée nationale française en 1789, avec cette seule différence que le metteur en scène du serment de Brunswick, Schweitzer, savait qu'il s'agissait d'une farce.

À l'assemblée générale de Berlin – du 23 au 27 novembre 1867 – Schweitzer répéta que, dans *les questions politiques*, l'association *pouvait marcher avec le Parti du progrès*. Cela cependant n'empêcha pas qu'à la même époque, lors d'une élection complémentaire à Düsseldorf pour le Parlement, où le candidat progressiste Bürgers, rédacteur de la *Gazette rhénane*, était opposé au deuxième tour à un candidat national-libéral-conservateur, Schweitzer appela dans le *Social-Demokrat* les membres de l'Association générale des travailleurs allemands à voter pour ce dernier, après quoi Bürgers fut battu. Outre le fait qu'il rendait ainsi service à Bismarck, il assouvissait sa vengeance à l'égard de la *Gazette rhénane,* qui l'avait accusé d'avoir reçu pour le *Social-Demokrat* de l'argent provenant de cercles ultra-conservateurs.

Un autre événement peu honorable pour Schweitzer, et révélateur de son caractère, fut sa querelle avec Hofstetten, qui était jusque-là son ami. Hofstetten avait donné sa fortune pour la fondation du *Social-Demokrat*. Au milieu de 1867, cette fortune était épuisée et Hofstetten était un homme pauvre. Début 1868, Schweitzer essaya de pousser Hofstetten vers Vienne, où il devait fonder un journal social-démocrate. Mais cela se passa mal à Vienne pour Hofstetten, et il se hâta de retourner à Berlin. Alors Schweitzer l'empêcha de reprendre sa place à la rédaction du journal, il contesta même que Hofstetten ait encore un quelconque droit et le ficha à la porte en s'appuyant pour cela sur un contrat qu'il avait arraché à Hofstetten, bonne pâte mais pas perspicace pour deux sous. Lorsque au printemps 1869, à l'assemblée générale de Barmen-Elberfeld, Hofstetten fit un long discours accusateur contre le comportement de Schweitzer à son égard, les faits relatés indignèrent tellement le délégué Heinrich Vogel – qui vit aujourd'hui encore à Charlottenburg[17] – qu'il déclara que Schweitzer avait agi à l'égard de Hofstetten comme un vulgaire bourgeois, caractérisation qui suscita chez les partisans de Schweitzer une tempête d'indignation et eut après pour conséquence l'exclusion de Vogel de l'association. Hofstetten accusa aussi Schweitzer d'avoir jeté à pleines mains l'argent par les fenêtres ; d'où le recevait-il, il ne le savait pas. Lorsqu'il avait réprimandé Schweitzer pour son train de vie dispendieux, celui-ci lui avait répondu qu'il n'avait pas de comptes à lui rendre là-dessus, qu'il n'avait pas à payer ses dettes. En cela Schweitzer avait sûrement raison, mais le fait est en soi digne d'intérêt. Fin 1867, le journal n'avait que 1 200 abonnés, il ne couvrait donc toujours pas ses frais, et de loin ; la question était donc tout à fait justifiée : « D'où vient l'argent pour le journal et pour le train de vie dispendieux de Schweitzer ? » On ne pouvait éternellement faire des dettes. Les créanciers aussi de temps en temps voulaient voir la couleur de l'argent. L'héritage qu'il fit fin 1868, à la mort de son père, était si mince que c'était une goutte d'eau dans la mer. Pourtant, pendant la session parlementaire, Schweitzer s'offrit le luxe d'un équipage avec laquais en livrée.

Gustav Mayer, dont j'ai évoqué plus haut le livre sur Schweitzer, jugea utile de demander à Paul Lindau, qui voyait fréquemment Schweitzer après sa démission, s'il avait remarqué des extravagances de Schweitzer. Lindau avait répondu que non. Pour moi, le jugement de Paul Lindau n'est pas pertinent. Ce vieux monsieur encore en vie a toujours eu l'habitude de vivre sur un grand pied et, dans ce domaine, il juge sans aucun doute les « extravagances » à une aune différente du commun des mortels. En outre Schweitzer, lorsqu'il entra en relations avec Lindau, était déjà malade et s'était marié, deux choses qui rendaient plus difficiles les extravagances. Les informations sur le mode de vie de Schweitzer que nous avions

17 Aujourd'hui un quartier de Berlin.

recueillies à cette époque à Berlin avaient une autre tonalité. D'après elles, c'était un fêtard de premier ordre, qui en particulier fréquentait souvent aussi le demi-monde chez Kroll[18] et dans les boîtes de nuit berlinoises, manifestant par là sans doute sa « fidélité » à sa fiancée de longue date, dont on lui faisait une réputation de vertu. De même, il organisait parfois avec ses partisans les plus proches des soirées arrosées au champagne. Schweitzer faisait partie de ces êtres qui dépensent toujours au moins le double de ce qu'ils touchent, dont la devise est : « Les besoins n'ont pas à s'adapter aux revenus, c'est plutôt aux revenus à s'adapter aux besoins », ce qui veut dire qu'ils prennent sans scrupules l'argent là où ils le trouvent. En 1862, Schweitzer avait pris 2 600 gulden dans les caisses de la fête de tir ; de même plus tard, quand il était président de l'Association générale des travailleurs allemands, et comme tel disposait de la trésorerie, il détourna les sous rassemblés par des ouvriers mal payés, afin de satisfaire ses envies. Il ne s'agissait pas ici de grosses sommes, mais cela ne dépendait pas de Schweitzer, mais du maigre contenu de la caisse. Ces détournements, on les lui a démontrés et reprochés dans différentes assemblées générales de l'association, et Bracke, qui pendant des années fut trésorier de l'association et qui devait verser l'argent sur instructions de Schweitzer, l'a accusé publiquement de cette infamie, sans que Schweitzer ose dire un mot pour s'en défendre. Mais un homme capable de pareille chose, on n'a pas le droit d'affirmer qu'il aurait été incapable de se vendre politiquement, ce qui pour lui était bien le seul commerce à peu près lucratif possible. On ne peut prouver combien d'argent a été versé, car ce genre d'affaire ne se conclut jamais sur la place publique. Il ne peut s'agir ici que de preuves par des indices et d'innombrables faits inexplicables autrement. Je voudrais souligner ici que, après 1866, Bismarck disposait des intérêts des 48 millions de marks de la fortune privée du roi de Hanovre, qu'il utilisait sans scrupules pour les objectifs politiques qui lui semblaient bons. Ce fonds, tristement célèbre sous le nom de « fonds reptile »[19], Bismarck pouvait l'employer sans en rendre compte à quiconque. Or ce qui est ici caractéristique c'est que, alors que toute la presse d'opposition luttait contre ce fonds de corruption, le *Social-Demokrat* ne mentionna jamais ce fonds.

Par ailleurs, il est caractéristique de cet homme qu'au début de 1868, lorsque nous avons sorti l'*Hebdomadaire démocrate* (*Demokratisches Wochenblatt*), jamais au grand jamais il n'en a cité le nom et, quand il ne

18 Vaste complexe mêlant jardin, salle de bal, théâtre et restaurant est aujourd'hui disparu. Il faisait face à l'actuel palais du Reichstag à Berlin.

19 Le 28 janvier 1869, Bismarck reconnut devant le Parlement allemand qu'il utilisait un fonds secret pour corrompre les journaux d'opposition en disant : « Nous le consacrons à poursuivre les malfaisants reptiles dans leurs repaires, pour surveiller ce qui s'y passe. » Le nom est resté.

pouvait s'empêcher de polémiquer contre lui, il n'en parlait jamais que comme du « journal de Liebknecht ». Par cette tactique, il voulait empêcher que le nom du journal puisse donner l'idée à l'un de ses partisans de s'abonner à *l'Hebdomadaire démocrate*, ce qui aurait permis au lecteur d'apprendre bien des choses qui lui déplaisaient, à lui, Schweitzer. C'était une façon puérile et ridicule de combattre, mais il l'utilisait.

Une curieuse transformation se manifesta à nouveau chez Schweitzer au printemps 1868. Tout comme *l'Hebdomadaire démocrate*, le *Social-Demokrat* se mit à mettre entre guillemets « Parlement de l'Allemagne du Nord » quand il écrivait sur lui. De même au Parlement, à la mi-juin 1868, Schweitzer fit un discours dans lequel, polémiquant contre von Kirchmann, il développait une conception de la valeur du suffrage universel tout autre que jusque-là. Jusque-là, il lui avait rendu une sorte de culte et avait cherché, comme on sait, à justifier l'élection de Bismarck par ses partisans à Barmen-Elberfeld, en disant que, quand ils votaient pour lui, c'était pour montrer leur gratitude à celui qui leur avait donné le suffrage universel. À présent, il déclarait :

« *Dans l'intérêt de ceux qui m'ont élu et dans l'intérêt de la cause démocrate, je dois constater que cette Assemblée n'est issue du suffrage universel qu'en apparence, et non en réalité.* »

Il motivait cela par le manque de liberté de la presse et le manque complet de liberté d'association et de réunion. Mais ces libertés étaient absentes depuis le début, et pourtant son jugement d'alors avait une autre tonalité. Le jugement qu'il portait maintenant sur le droit de vote en vigueur était identique à celui que *l'Hebdomadaire démocrate* avait porté depuis longtemps et à maintes reprises. Cet étonnant changement soudain d'opinion fut visiblement à nouveau provoqué par l'opposition grandissante dans son association.

Dans le n° 80 du *Social-Demokrat* en date du 10 juillet, Schweitzer annonce qu'il va commencer à la prévôté de la ville une détention de *trois semaines*, qui lui avait été infligée par le tribunal régional d'Elberfeld à cause d'un tract. Il nomma W. Real (Düsseldorf) vice-président de l'association, et Hasselmann directeur de son organe de presse, dont l'arrivée introduisait la grossièreté dans le ton du journal. La conclusion pleine de pathos de son allocution disait :

« *À mon entrée en détention, j'adresse à tous mes camarades mon adieu le plus chaleureux. J'espère retrouver l'association dans le même état florissant dans lequel je la quitte, ou dans un état encore plus florissant* » (après *trois* semaines pleines !).

À l'été 1868, Johann Jacoby avait fait sur « La question sociale » un discours dans lequel il se déplaçait fortement vers la gauche et s'éloignait nettement du Parti du progrès. Lors d'une grande fête populaire qui se tint sur la Asse près de Brunswick, Bracke avait accueilli très favorablement cette prise de position de Jacoby et l'avait saluée. Bracke y échafauda, à partir de ce discours, les thèses suivantes :

> « Premièrement, le programme démocrate de Jacoby mérite au plus haut point l'attention du peuple allemand ; deuxièmement, d'après ce discours, il n'y a, dans les buts, aucune différence de principe entre le parti résolument démocratique et le parti des travailleurs proprement dit ; troisièmement, les deux partis doivent être d'accord sur l'objectif posé par Jacoby : transformation de l'État et de la société actuels dans un sens libéral, fondé sur l'égalité de tous les êtres humains. »

À cela le *Social-Demokrat* répondit dans un article intitulé « Confusion » :

> « La thèse formulée par Jacoby, d'une répartition équitable du salaire entre le capital et le travail, à laquelle il faudrait parvenir, est une phrase au plus haut point erronée, stupide et creuse ; c'est triste qu'il y ait dans l'Association générale des travailleurs allemands des membres qui avalent ces misérables fadaises… Si jamais quelqu'un prétend qu'il y a dans le discours de Jakoby des idées qui méritent l'attention, espérons que de toutes parts on entendra : Non ! Tout ça, c'est le bavardage stupide et creux d'un bourgeois qui veut se donner de grands airs. »

Ce langage excité et grossier montrait comment Schweitzer s'émouvait, dès que des membres de l'association donnaient l'impression de vouloir prendre contact avec des représentants de partis proches. L'association devait être entourée à l'extérieur d'une sorte de muraille de Chine, afin qu'il puisse la dominer de manière absolue et la diriger à son gré.

L'assemblée générale suivante de l'association était convoquée à Hambourg du 22 au 26 août. S'il n'y avait que 2 508 membres représentés à l'assemblée générale de Brunswick, 3 408 à celle de Berlin, il y avait maintenant 36 délégués représentant 8 192 membres. L'association s'était donc beaucoup renforcée. On a attribué ce développement exclusivement à l'activité et à la direction de Schweitzer. À tort. La pression de la crise qui s'était fait sentir à la suite de la guerre de 1866 s'était éloignée et, à la place, l'année 1868 apporta une période de prospérité. Avec elle, l'espoir et la politique étaient revenues dans les cercles ouvriers, ce dont profita non seulement l'Association générale des travailleurs allemands mais aussi la fédération des associations ouvrières que je présidais et qui, à cette époque, comptait 13 000 membres, qui certes n'avaient pas l'homogénéité programmatique de l'Association générale des travailleurs allemands. Schweitzer cherchait

maintenant à gagner à lui Karl Marx. Il avait fait voter à Marx les remerciements du comité directeur pour son ouvrage *Le Capital*, il l'avait aussi invité à l'assemblée générale de Hambourg, invitation que Marx déclina, en raison de sa surcharge de travail. Il permit également à Geib de présenter la motion suivante :

> « L'assemblée générale déclare : étant donné que dans tous les pays civilisés le poids du capital et de la réaction pèse sur la classe ouvrière pour les mêmes raisons fondamentales, et étant donné que les aspirations des travailleurs ne peuvent obtenir de succès que si dans tous les pays civilisés elles apparaissent comme étant liées en un tout homogène, il est du devoir du parti ouvrier allemand, et des partis ouvriers des pays civilisés qui sont mus par les même principes, d'avancer ensemble. »

Cette motion fut adoptée à l'unanimité. Mais, si radicale que fût l'attitude prise par Schweitzer, l'insatisfaction suscitée par sa dictature grandissait. Ainsi les membres d'Erfurt demandèrent que Schweitzer fasse un compte-rendu détaillé de l'argent qu'il avait retiré de la caisse depuis le 1er janvier 1868. Le comité directeur devait examiner le détail des factures. Düsseldorf exigea que la présidence et la rédaction de l'organe de l'association soient séparées, ce fonctionnement pouvant facilement mener au despotisme ; il y avait déjà mené. Par ailleurs, dans les différentes assemblées générales, on avait entendu de vives plaintes disant que la rédaction du *Social-Demokrat* supprimait les correspondances qui lui déplaisaient, en modifiait arbitrairement d'autres et même les altérait. À l'assemblée générale on déclara inacceptable une motion demandant que l'association se charge du journal et inopportune la séparation de la rédaction et de la présidence. En revanche on décida de regrouper en un même lieu le comité directeur de 24 membres, qui vivaient répartis dans de nombreuses localités. On le transféra à Hambourg. C'était le premier coup dur porté à la dictature de Schweitzer. Au cours des discussions à ce propos, il fit une communication par laquelle il se dénonçait lui-même involontairement. Il dit : « *Ceci sera notre dernière assemblée générale. L'hostilité du gouvernement prussien sera de plus en plus marquée. L'association sera dissoute.* » Et voyez donc, à peine trois semaines plus tard, la police de Leipzig dissolvait l'association, qui avait son siège à Leipzig, parce que les caisses étaient administrées par localité, disposition qui depuis le début avait existé dans l'association.

Il ne fait aucun doute que Schweitzer était d'avance au courant de cette dissolution, et même qu'elle avait été convenue entre lui et la préfecture de police de Berlin, et que la police de Leipzig avait dissous l'association à la demande de Berlin. Naturellement, dans ces circonstances, Schweitzer s'abstint de toute plainte auprès de l'administration du district ou du

ministère contre ce procédé de la police de Leipzig. Schweitzer conclut l'article dans lequel il parlait de la dissolution par ces mots :

> « Nous nous soumettons, pour la simple raison que, étant donné les circonstances, c'est le plus raisonnable que nous puissions faire. C'est pourquoi je déclare, moi aussi : l'Association générale des travailleurs allemands doit se dissoudre….
>
> Travailleurs de toute l'Allemagne ! Nous sommes aujourd'hui sur la tombe de l'Association générale des travailleurs allemands.
>
> Mais l'association continue de vivre parmi nous.
>
> De même *nous sommes sur la tombe de Lassalle ; mais lui-même demeure toujours parmi nous.*
>
> Notre association a été dissoute : cela lui fait, cela nous fait honneur. L'association a fait son devoir pour la cause ouvrière – c'est pourquoi elle a été dissoute.
>
> L'ancienne forme est morte – nous saurons trouver de nouvelles formes pour travailler à nos aspirations. »

Ensuite il remercie pour la confiance qu'on lui a accordée.

> « Nous avons ensemble lutté et souffert – ensemble dans l'avenir aussi nous lutterons et souffrirons. »

Ainsi, spéculant sur la sentimentalité, il émut jusqu'aux larmes les membres de l'association, et ils continuèrent à lui faire confiance.

S'il s'était agi de l'hostilité du gouvernement prussien à l'égard de l'association, comme Schweitzer l'écrivait *de mauvaise foi*, alors il était maintenant de son devoir et de sa responsabilité de soustraire autant que possible l'association à l'influence du gouvernement prussien, par exemple *de transférer son siège à Hambourg*, dont la loi d'association et de réunion n'interdisait pas d'établir des liens entre groupes. De plus l'association avait à Hambourg-Altona son groupe le plus fort qui, pour les finances du parti comme pour le journal, constituait sa véritable colonne vertébrale. Hambourg ne manquait pas non plus de forces intellectuelles. Au lieu de cela, Schweitzer fonda la nouvelle association *sous les yeux de la police berlinoise, et Berlin en devint le siège. Mais en Prusse l'interdiction d'établir des liens entre groupes était en vigueur aussi bien qu'en Saxe, et en plus la loi prussienne de l'époque sur les associations et les réunions exigeait que les listes des membres de l'association de l'Allemagne tout entière soient déposées à la préfecture de police*. Et, à nouveau, il laissa voir ses relations avec la préfecture de police de Berlin et son accord avec la dissolution en disant dans le n° 119 du *Social-Demokrat* :

« *Berlin a été choisi comme siège du parti, afin que la police ait en permanence l'occasion de s'assurer que le parti fait sa propagande sur la base des lois en vigueur et conformément à elles.* »

Qu'elle est touchante cette docilité à l'égard de la police chérie, venant de la direction d'un parti démocrate !

Si l'étroite relation entre Schweitzer et la préfecture de police de Berlin pouvait jamais être établie, c'était bien maintenant. Mais, non content que l'association passe désormais sous le contrôle de la préfecture de police de Berlin, Schweitzer profitait aussi de cette nouvelle création *pour en finir avec les décisions de l'assemblée générale de Hambourg qui le gênaient et pour, au moyen de la nouvelle organisation, rendre sa dictature encore plus absolue que jamais auparavant*. Il annonça le nouveau plan en ces termes :

« *En tout cas on veillera à ce que l'homogénéité du parti soit préservée dans l'Allemagne entière. Car cette homogénéité est notre joyau le plus précieux, elle est l'idée fondamentale de l'organisation lassallienne, et nous ne nous en écarterons jamais.* »

Ainsi, la constante référence à Lassalle devait donc servir à maintenir son autorité et à jeter de la poudre aux yeux des membres du parti.

La nouvelle création de l'association eut lieu à huis clos, au sein d'un petit cercle de militants triés sur le volet, prêts à le suivre jusqu'au bout. Le nouveau statut contenait des dispositions vraiment *monstrueuses*. Par exemple, le président devait être élu *six semaines avant l'assemblée générale* par *les membres de l'association, par référendum*, donc avant que l'assemblée générale ait eu la parole et ait examiné sa conduite des affaires. Un vote de défiance lors de l'assemblée générale était alors sans effet, tout comme une critique hostile de son activité. En outre, le § 5 des statuts disait :

« *Si le président le juge urgent, il a le pouvoir de prendre toutes les dispositions, sous réserve de les faire ratifier par le comité directeur dans les trois mois.* »

Le comité directeur lui-même, à l'opposé des décisions de l'assemblée générale de Hambourg, pouvait à nouveau vivre dispersé sur toute l'Allemagne. L'assemblée générale n'avait le droit de procéder à un changement de statuts (§ 7) *que* si 60 membres avaient signé pareille demande *et l'avaient présentée au comité directeur trois mois avant l'assemblée générale*. Où et comment la nouvelle association fut créée, on n'en a jamais rien su de certain. Mais la police dut en être informée, sinon elle n'aurait pas reconnu l'association. Le travailleur organisé de notre époque se demandera, à la lecture de tels faits, comment une chose pareille a été possible, et si l'immense majorité des membres de l'association ne s'est pas dressée comme un seul homme et n'a pas protesté contre de telles monstruosités, et surtout n'a pas tout de suite écarté leur auteur de son poste ? Pas trace de tout cela ! Avec son journal, Schweitzer régnait sur l'association en maître absolu ; quiconque osait se rebiffer voyait sa plainte atterrir dans la corbeille à papiers, et quiconque se manifestait dans une assemblée était stigmatisé comme traître et mis au ban de la précieuse organisation

lassallienne. Dans l'association, il était mort. Mais si quelqu'un laissait voir qu'il sympathisait avec Liebknecht et moi, cela passait aux yeux même de la plupart des membres pour un crime plus grave encore qu'un inceste ou un assassinat. C'était la conséquence de la chasse qu'il menait systématiquement contre nous.

Cependant une partie de ses militants changèrent d'opinion plus rapidement que nous le pensions nous-mêmes possible à l'époque.

En date du 26 novembre 1868, Schweitzer publia un long appel dans le *Social-Demokrat* – entre-temps de format plus grand depuis le 10 octobre – qui avait à l'époque 3 400 abonnés ; il y donnait son avis sur la situation financière de l'association, qui s'était très nettement améliorée grâce à son développement. À la fin, il annonçait que d'ici trois mois il regagnerait la solitude de la prison, où il devait aller pour avoir publié une brochure : *Le profit du capital et le salaire du travail*. Il concluait l'article par ces mots :

« *Lassalle dit, à propos de l'organisation, que toutes les forces individuelles doivent être soudées pour forger un unique marteau. Le parti, lorsqu'il m'élut comme son dirigeant, était d'avis que mon bras était assez fort pour brandir ce marteau. Je veux espérer que chez moi cette force ne se paralyse jamais.* »

En matière de vanité, ces déclarations ne laissent rien à désirer.

Début décembre, il commença sa détention, mais il fut relâché dès la fin décembre, parce que son père tomba gravement malade et mourut avant la fin de l'année. Schweitzer obtint à cette occasion une semaine de permission, afin de régler les affaires familiales. Mais il se passa à nouveau ce qui s'était passé en 1866, lorsqu'il avait eu une permission de sortie de prison. À la première semaine de permission s'en ajoutèrent beaucoup d'autres, et voilà que *Schweitzer recommençait une vaste activité politique, comme si cette permission lui avait été accordée dans ce seul but.*

Le 1er janvier 1869, le *Social-Demokrat* annonça que « *le président était éloigné de la direction du parti pour de nombreux jours encore. Le 14 janvier Schweitzer publiait dans le* Social-Demokrat, *sous les yeux de la police, une longue allocution aux membres de l'Association générale des travailleurs allemands et convoquait l'assemblée générale de l'association, du 27 au 30 mars, à Barmen-Elberfeld.* »

Normalement, Schweitzer n'aurait absolument pas pu assister à cette assemblée générale, sa détention à cette époque n'étant pas encore terminée. *Mais il savait déjà qu'il serait libre d'y aller.* Par ailleurs, il ordonna que l'élection du président aurait lieu six semaines *avant* l'assemblée générale, entre le 24 janvier et le 7 février, comme le prescrivaient les nouveaux statuts organisationnels qu'il avait décrétés.

De plus, il annonça la convocation dans une ville de l'Allemagne du centre d'une conférence du comité directeur, dans laquelle il fallait décider

de la campagne d'agitation en Allemagne du Sud et en Saxe. Contre nous, le *Social-Demokrat* prit alors une position encore plus tranchée puisque, consciemment ou inconsciemment, nous étions à la remorque de la politique autrichienne. Notons ici qu'à cette époque Liebknecht, dans *l'Hebdomadaire démocrate,* avait une nouvelle fois suivi à l'égard de l'Autriche une tactique que je considérais comme totalement erronée, ce qui, une nouvelle fois, amena des heurts entre nous. Car Liebknecht était extrême en tout. De même que sa haine de Bismarck et de la Confédération de l'Allemagne du Nord dépassait souvent les bornes, de même aussi sa sympathie pour l'Autriche, car il croyait son ministère bourgeois libéral capable de réaliser des merveilles. Il était tout naturel que Schweitzer mît à profit cette faiblesse de Liebknecht, et ici je fais remarquer que pour Schweitzer aussi il y eut en 1867 une période, où il envisageait de soutenir ce ministère bourgeois. Manifestement il voulait faciliter les démarches de Hofstetten à Vienne.

En janvier 1869, avec une extrême véhémence et avec toute notre artillerie, nous continuâmes dans *l'Hebdomadaire démocrate* et dans les assemblées populaires la lutte que nous avions engagée auparavant contre Schweitzer, dont la conclusion provisoire fut que nous fûmes invités à l'assemblée générale de l'Association générale des travailleurs allemands à Elberfeld-Barmen, pour faire entendre nos accusations contre Schweitzer. J'ai déjà décrit en détail le prologue de cet événement dans la première partie de cet ouvrage.

Pour ainsi dire à titre d'entracte, mentionnons ici que Hasenclever, début 1869, avait été aussi élu au Parlement, suite à un ballottage à Duisbourg. Comme je croyais pouvoir supposer que Hasenclever désapprouvait les agissements de Schweitzer et voulait sincèrement une unification, j'avais collecté pour lui 12 thalers[20], que je lui envoyai pour soutenir son élection. À cette époque, d'un côté comme de l'autre, aux élections nous ne comptions pas encore comme aujourd'hui sur des milliers et des dizaines de milliers de thalers. Chaque thaler était considéré comme une importante contribution. Le 13 février 1869, je révélai dans *l'Hebdomadaire démocrate* que Hasenclever exprimait sa grande joie et sa satisfaction pour la sympathie et le soutien qu'il avait reçus. Il regrettait la division qui s'était déclarée entre les différentes fractions du parti ouvrier et espérait que disparaîtraient bientôt les différends que nous avions et avions eus avec d'autres dirigeants de son propre parti, mais qui n'étaient que d'ordre personnel. Il était profondément convaincu que le temps n'était pas loin où l'ensemble des sociaux-démocrates d'Allemagne combattraient en rangs serrés sous une seule bannière.

20 Soit environ un mois de salaire d'un ouvrier qualifié.

Ce qui est remarquable, dans cette déclaration de Hasenclever, c'est qu'il parle de nous comme de social-démocrates, ce que Schweitzer et le *Social-Demokrat* ont refusé de nous concéder jusqu'à la fin de l'activité de Schweitzer. Certes, lorsque Hasenclever succéda à Schweitzer à la présidence, il fallut encore des années avant que l'unification ne s'accomplisse. Il semble que les princes héritiers social-démocrates eux aussi, là où il y en a, sont plus libéraux que quand, plus tard, ils règnent en souverains.

Le 14 février, Schweitzer annonça le résultat de l'élection ; il était réélu président avec 5 000 voix tout rond contre 56. Cette élection était un vote de défiance moral quand on songe que quelques semaines plus tard, à l'assemblée générale de Barmen-Elberfeld, 12 000 membres étaient représentés ; 40 localités même n'avaient exprimé aucun suffrage. Après qu'ainsi la permission politique de Schweitzer eut atteint son but, il retourna en prison le 18 février. Mais *le 4 mars, la veille de la réunion du Reichstag, il était relâché de prison*.

Cette sortie de prison prouvait à nouveau les relations intimes de Schweitzer et du gouvernement. Depuis qu'il y a un Reichstag, de 1867 à aujourd'hui donc, il n'est *jamais* arrivé qu'un député du Reichstag, *pas même un député bourgeois, fût pendant la session parlementaire relâché de prison* pour y participer aux délibérations. Au beau milieu de la session de 1909-1910, un député alsacien fut même obligé de purger sa peine de prison de deux mois. Les gouvernements, et le gouvernement prussien en premier, comme la majorité du Reichstag ont toujours défendu l'idée que l'article 31 de la Constitution, qui traite de l'immunité parlementaire, n'inclut pas le temps de détention. À l'opposé de cette pratique en vigueur pendant des décennies, que la Prusse appliquait déjà autrefois, *on accordait maintenant à Schweitzer une permission, ce qui ne pouvait se faire sans l'accord du ministre responsable, qui n'aurait pas osé cela sans l'accord de Bismarck*.

Du reste, ce que ce dernier pensait de ces choses transparaissait très nettement dans la discussion que le Reichstag eut le 28 avril – donc quelques semaines après la permission accordée à Schweitzer. Mende avait tenu à Mönchen-Gladbach une réunion qui avait entraîné des scènes violentes ; cela lui valut de la prison, pour avoir prétendument suscité ces scènes, ce qui n'était pas le cas. Schweitzer déposa une motion pour demander la libération de Mende. Au cours du débat, Bismarck aussi prit la parole et se déclara, à sa manière péremptoire, *contre* la libération de prison. Mais le Reichstag dut, sur la base des faits, trancher contre Bismarck. Il se vengea alors en décorant de l'ordre du Mérite les fonctionnaires qui avaient ordonné et réalisé l'arrestation de Mende. Et, dans le cas de Mende, il ne

s'agissait pas, comme dans le cas de Schweitzer, d'une peine de prison exécutoire, mais d'une détention préventive.

Peu de temps avant cet événement, je fus le témoin involontaire d'une rencontre entre Schweitzer et le prince Albrecht, le frère du roi, qui était membre du Reichstag. Je longeais un corridor et vis à son extrémité le prince Albrecht en compagnie de quelques députés conservateurs. Schweitzer arrivait d'un couloir latéral. Dès que le prince le reconnut, il fit signe à Schweitzer d'approcher, lui tendit la main, qu'il secoua vigoureusement, et demanda de manière très affable : « *Mon cher Schweitzer, comment allez-vous ?* » Schweitzer : « *Merci, Votre Altesse royale !* » Le prince ; « *Pourquoi n'*étiez-vous *pas hier à la séance ?* » Schweitzer : « *Si, votre Altesse royale, j'y étais !* » Le prince : « *Pourquoi n'avez-vous pas pris la parole ? On s'attendait* à cela. » J'entrai rapidement dans l'hémicycle pour ne pas paraître indiscret. La conversation montrait que Schweitzer avait fréquenté assez souvent le prince, et elle montrait de plus que, du côté droit du Reichstag, « on » savait exactement ce que signifiaient les discours même les plus radicaux de Schweitzer.

L'assemblée générale de Barmen-Elberfeld

Lorsque le 27 mars sur le soir nous arrivâmes à Barmen-Elberfeld, nous fûmes accueillis par bon nombre de camarades qui étaient tous membres de l'Internationale. La nuit même, j'écrivis à Marx au sujet de nos discussions de cette soirée :

> « Liebknecht et moi venons de nous réunir ici à Elberfeld avec un petit cercle d'amis (membres enthousiastes de l'Internationale) afin de préparer le plan de campagne pour la bataille de demain. Nous avons appris ici une quantité de crapuleries de Schweitzer à faire dresser les cheveux sur la tête. De même, il est évident que Schweitzer propose le programme de l'Association internationale des travailleurs à seule fin de porter un grand coup contre nous et de terrasser une bonne partie des opposants, c'est-à-dire de les attirer à lui. C'est pourquoi, au nom de Liebknecht et de l'ensemble de nos amis ici présents, je vous prie d'ignorer pour l'instant une éventuelle annonce par Schweitzer de décision de l'assemblée générale sur ce point, ou du moins de n'y répondre que très prudemment.
>
> De plus amples informations suivront sous peu.
>
> On ne peut encore absolument *rien dire* sur l'issue du débat de demain, la seule chose que je peux vous dire c'est que Schweitzer emploie perfidie et intrigue pour grenouiller contre nous ; en aucun cas nous n'espérons un succès décisif. Les dispositions pour éliminer toute opposition au sein de sa propre association, elles ont déjà été prises ici depuis des semaines avec grande habileté. Hier soir

par exemple, à son arrivée, Schweitzer a eu une véritable marche triomphale à travers Barmen-Elberfeld (dans un équipage attelé de chevaux blancs). J'arrête là pour aujourd'hui. »

Schweitzer avait annoncé dans le *Social-Demokrat* que les ennemis avaient déjà pénétré jusqu'à proximité du président (donc de sa très auguste personne) et que l'assemblée générale devait rejeter bien plus sévèrement et plus résolument que jusqu'ici toutes les attaques contre les statuts organisationnels, c'est-à-dire contre ceux qu'il avait décrétés.

Dans la réunion préparatoire, contre l'avis de Schweitzer – qui voulait reporter la rencontre avec nous, si ce n'est l'empêcher totalement –, 30 voix contre 27 s'étaient prononcées pour notre admission immédiate. L'après-midi suivant nous pénétrâmes dans la salle bondée, accueillis par les regards furieux des partisans fanatisés de Schweitzer. Liebknecht parla d'abord, à peu près une heure et demie, je lui succédai et parlai beaucoup moins longtemps. Nos accusations contenaient en condensé ce que j'avais avancé jusque-là contre Schweitzer. Il y eut plusieurs fois de violentes interruptions, notamment quand je qualifiai Schweitzer d'agent du gouvernement. On me demanda de retirer le mot. Je m'y refusai. Je croyais avoir le droit d'exprimer librement mon opinion, et les auditeurs, eux, n'étaient bien sûr pas obligés de me croire.

Le *Social-Demokrat* fit un compte-rendu très tronqué et en partie falsifié de nos discours, qui eut un effet trompeur. Liebknecht fut exagérément loyal. Il se dispensa de tout compte-rendu et se contenta d'annoncer dans l'*Hebdomadaire démocrate* que nous avions été à l'assemblée générale de l'Association générale des travailleurs allemands et que nous avions présenté nos accusations contre Schweitzer ; qu'avec 6 500 voix contre 4 500, dont les délégués s'étaient abstenus de voter, Schweitzer avait obtenu un vote de confiance. Cependant, comme nous avions des espoirs justifiés d'entente, et pourquoi pas d'unification des différentes fractions de la social-démocratie, *l'Hebdomadaire démocrate* ne publierait plus d'attaque contre Schweitzer, étant entendu que la partie adverse observerait la même tactique. Mais ce ne fut pas le cas, au contraire le *Social-Demokrat* poursuivit ses attaques contre nous.

Schweitzer, qui pendant nos interventions était assis sur l'estrade derrière nous, ne répondit pas un mot. Nous quittâmes donc la salle, précédés et suivis de quelques délégués pour nous protéger d'actes de violence des partisans fanatisés de Schweitzer. Mais, en traversant cette haie vivante, on put entendre un tas de propos flatteurs du genre « C*rapules, traîtres, canailles, vous, on devrait vous briser les os en mille morceaux* », etc. De même, quand je descendis de l'estrade, un des présents chercha à me faire tomber en me frappant à l'arrière du genou. Devant la porte, nos amis nous attendaient pour nous escorter à notre hôtel

Schweitzer demanda un vote de confiance des délégués. Après un débat orageux, on le lui accorda avec le nombre de voix que j'ai mentionné plus haut. Les délégués qui s'abstinrent étaient Bracke, Bräuer, Rudolph (Hanovre) von Daacke, Geib[Johann Michael], Hirsch, Perl, Raspe (Essen), Schrader, Louis Schumann (Berlin), Spier, Heinrich Vogel, Wilke et Yorck.

Ceux que je viens de nommer eurent à payer chèrement ce refus du vote de confiance ; dans le *Social-Demokrat* les attaques s'abattirent sur eux dru comme grêle. Le vote de confiance adopté disait :

« *Vu que les discours de MM. Bebel et Liebknecht ne contiennent rien de nouveau ni d'important, l'assemblée générale déclare que le président de l'association a, après comme avant, la pleine confiance du parti ouvrier allemand.* »

L'assemblée générale d'Elberfeld annonçait pour Schweitzer une succession de jours noirs. Toutes les dispositions dictatoriales qu'en septembre, après la dissolution de l'association par la police de Leipzig, il avait introduites dans les nouveaux statuts tombaient maintenant sous le coup des résolutions de l'assemblée générale. D'abord on décida que la direction de l'association se composerait d'un comité directeur de 15 personnes, au lieu de 25 jusqu'à présent. À part le président, le trésorier et le secrétaire, les douze autres membres devaient habiter dans un même lieu afin d'être en contact permanent les uns avec les autres et de pouvoir convoquer à tout moment une réunion. C'est le président du comité directeur qui devait en convoquer les réunions, et non comme jusque-là le président de l'association. Ce dernier ne devait pas non plus être élu six semaines *avant* l'assemblée générale, mais seulement *après* elle, par un vote direct des membres de l'association, après publication du procès-verbal, afin que les membres sachent ce qui s'était passé à l'assemblée générale. Le droit du président à demander dans un délai de trois mois la ratification du comité directeur pour les mesures qu'il avait prises, on le limita à huit jours, enlevant donc tout intérêt à ce droit. De plus le comité directeur devait à la majorité simple décider des statuts internes, de la politique menée, des fonds de secours de l'association, du courrier et de la trésorerie. Par ailleurs le comité directeur devait avoir aussi le droit, *en cas de malhonnêteté politique ou de grave détournement de fonds, de suspendre le président de sa fonction et d'amener une décision définitive en convoquant immédiatement une assemblée générale ou en organisant une élection par la base*. Cette disposition et une série d'autres encore limitaient très sensiblement les pleins pouvoirs de Schweitzer. Ces décisions témoignaient qu'il *régnait à son égard une très forte méfiance* et, fait remarquable, les décisions les plus importantes furent prises malgré son opposition. De plus on mit en place une commission de contrôle et de recours composée de trois membres berlinois, qui devait recevoir toutes les plaintes contre la rédaction et se prononcer à leur sujet.

Ces décisions plaçaient l'association sur une base tout à fait démocratique. Schweitzer était si déprimé par la limitation de sa toute-puissance que, de retour à Berlin, il fit des tentatives pour se rapprocher de nous. Le 8 avril, j'envoyai une lettre à ma femme, dans laquelle j'écrivais :

> « Bien que d'abord j'aie fait mine de l'ignorer, Schweitzer s'était glissé tout près de moi, pendant que j'étais en conversation avec un autre collègue. À la clôture de la séance, il m'a invité à un repas avec lui, Fritzsche et Hasenclever. Il était impossible de refuser cette invitation sans paraître grossier. Schweitzer fit avancer son élégant équipage avec laquais en livrée et nous conduisit au restaurant où nous prîmes le repas. (Nous avons mangé chez Olbrich, à l'époque une brasserie bavaroise, dans la rue de Leipzig à proximité d'Unter den Linden[21]). Après le repas il insista pour me conduire avec son équipage à la gare d'Anhalt, où je voulais aller chercher Liebknecht. »

Soit dit en passant, chacun paya son repas.

Pendant le repas, nous avons discuté des conditions d'un armistice. Je déclarai y être prêt, mais ne pouvais m'engager à rien de précis avant que Liebknecht soit de la partie. Je trouvais délicat de négocier tout seul face à eux trois. Les jours suivants, nous poursuivîmes les discussions au Parlement. Schweitzer demandait non seulement que cessent les attaques mutuelles dans les journaux ou les assemblées, mais aussi que les membres des deux partis n'aient aucune relation politique les uns avec les autres ni n'entreprennent d'actions communes Nous refusâmes ce dernier point, nous heurtant à plusieurs reprises très violemment les uns aux autres et ne cédant rien à Schweitzer. Ce serait, disions-nous, une offense pour nous et une offense aussi pour les membres de l'Association générale des travailleurs allemands que de nous considérer mutuellement comme des ennemis. Il allait de soi que ni les personnes ni les organisations ne devaient s'attaquer mutuellement. Nous convînmes aussi de soutenir réciproquement à l'avenir au Reichstag les motions présentées par l'un ou l'autre parti. Là-dessus, *le Social-Demokrat* publia dans le n° 45 du 16 avril le communiqué disant que dorénavant il ne mènerait plus d'attaques ni contre Liebknecht et moi ni contre notre parti, et demanda aux membres de l'association d'agir dans le même sens. De notre côté, nous publiâmes dans l'*Hebdomadaire démocrate* une déclaration exprimant la même chose.

Tout semblait donc en parfaite harmonie. Mais Schweitzer ne pouvait se plier au nouvel ordre ; des statuts démocratiques, tels que l'assemblée générale de Barmen-Elberfeld en avait créé, étaient pour lui la mort politique. Ils le ligotaient d'une manière qui ne permettait plus à l'avenir l'ambiguïté politique pratiquée jusque-là. Très caractéristique aussi de son

21 Sous les Tilleuls, l'avenue monumentale du centre de Berlin fermée à une extrémité par la porte de Brandebourg.

attitude de l'époque : il dissimula et fit disparaître le procès-verbal détaillé des discussions d'Elberfeld, comme il l'avait fait également du procès-verbal de l'assemblée générale de Hambourg de l'été précédent. Rien de ce qui l'engageait ne devait être connu des membres de l'association et transpirer dans le public.

Et voilà que, tel un coup de tonnerre dans un ciel serein, parut dans le numéro 70 du *Social-Demokrat* en date du 18 juin une proclamation intitulée : *Restauration de l'unité du parti de Lassalle* et signée par Schweitzer et Mende. Répétons ici que, depuis le début de 1867, sous l'influence de la comtesse Hatzfeldt, une partie des membres s'étaient séparés de l'Association générale des travailleurs allemands et s'étaient organisés sous le nom d'Association générale lassallienne des travailleurs allemands, dont Mende était le président. L'organe de cette nouvelle association s'appelait le *Journal libre* (*Freie Zeitung*). Depuis lors, les deux associations se prenaient constamment aux cheveux. Maintenant, puisqu'il s'agissait de leurs présidents et de la comtesse Hatzfeldt, les frères ennemis s'étaient soudain retrouvés et se présentaient main dans la main devant leurs partisans.

L'appel publié était un texte incroyablement déclamatoire qui commençait par un panégyrique de Lassalle. À nouveau on citait le mot d'ordre de Lassalle : « Vous devez *maintenir fermement l'organisation, elle vous mènera à la victoire* ». De plus, on disait en termes ronflants : « Les dirigeants nommés des deux associations sont pénétrés de cette conviction ; ils se présentent aujourd'hui solennellement devant les membres des deux associations et leur demandent de les aider à bâtir une œuvre glorieuse… Une association générale des travailleurs allemands authentique, s'étendant puissamment sur toute l'Allemagne… Nous présentons notre proposition à l'ensemble des membres des deux organisations, c'est-à-dire *au peuple souverain lui-même, sans intermédiaire, pour prendre une décision immédiate*. (En italique dans l'original.)

C'est l'ancien statut de Lassalle qui nous unissait autrefois et auquel il faut revenir *pour, cette fois-ci, en une formation homogène à partir de cette base, marcher ensemble à l'avant…* »

Puis on demandait que leur proposition soit votée d'ici le 22 du mois – l'appel, daté du 16, parut le 18 juin dans le *Social-Demokrat* et n'arriva entre les mains de la plupart des membres que le 19 ou le 20 – et que *le résultat du vote soit parvenu à Berlin le 23*.

Ensuite on déclarait que, si le vote tournait en faveur de la proposition Mende-Schweitzer – dans une modestie calculée Schweitzer cédait le pas au stupide Mende – les deux associations seraient *dissoutes* le 24 juin, après quoi, c*e même jour, quelques amis du parti se réuniraient et décideraient de restaurer l'Association générale des travailleurs allemands d'origine dans l'ancien statut lassallien*. L'élection du président aurait lieu avant le 30 juin

et le résultat serait annoncé le 3 juillet. Jusqu'à l'élection du président, Mende ferait fonction de président, Tölcke de secrétaire et Bracke de trésorier. L'appel concluait :

> « Camarades, faites en sorte qu'au prochain anniversaire de la mort de Lassalle nous puissions tous nous tendre la main au-dessus de sa tombe et nous dire : « *Nous nous sommes montrés dignes du maître.* »

Cette manière de procéder des deux présidents, c'était le coup d'État. Par là, l'organisation démocratique que l'assemblée générale d'Elberfeld avait donnée à l'association de Schweitzer était d'un coup anéantie. Schweitzer avait brisé d'un seul coup les entraves qu'on lui avait mises et était à nouveau maître absolu et dictateur. Pour briser la résistance que l'on craignait de la part du comité directeur domicilié à Hambourg, Schweitzer envoya là-bas son homme de confiance, Tölcke, qui réussit à convaincre le comité directeur. Geib télégraphia : « Comité directeur appuie à l'unanimité réunification, après examen des raisons exposées par Tölcke. Assemblée des membres a voté pour. »

Mais maintenant il s'agissait d'annuler aussi les accords conclus entre Schweitzer, Tölcke, Hasenclever et nous. Dans ce but, Schweitzer déclara, dans le n° 12 du *Social-Demokrat* daté du 23 juin, que « c'est *nous qui avions rompu ces conventions en tentant à nouveau, délibérément et de mauvaise foi, une attaque contre l'Association générale des travailleurs allemands, abhorrée de nous.* » Nous aurions de ce fait rompu les accords passés et, désormais, eux non plus ne s'y sentaient plus liés.

Le « crime » commis, c'est sur moi d'abord qu'il retomba. Au cours du mois de juin, j'avais tenu des assemblées dans douze villes de Thuringe, entre autres Apolda, Erfurt et Gotha. Dans ces villes, les membres de l'Association générale des travailleurs allemands avaient appelé à des réunions, en m'y invitant, et c'est leurs fondés de pouvoir qui y tenaient la présidence. Toutes les réunions étaient bondées et se déroulèrent à merveille. Dans ces réunions on adopta une résolution disant que seuls les principes de la social-démocratie étaient en mesure d'améliorer la situation des classes laborieuses et qu'il fallait parvenir à une unification des fractions ouvrières social-démocrates.

Je clôturai mon voyage de propagande par une conférence à Eisenach à laquelle, en plus de nos partisans, participèrent aussi des membres de l'Association générale des travailleurs allemands et des membres du Parti démocratique. Il faut ici expliquer qu'à cette époque il y avait en Thuringe bon nombre de démocrates bourgeois qui partageaient tous le point de vue de Jacoby, par exemple le professeur Abbe et son beau-père le professeur Snell, et puis le Dr. Sy de Iéna, qui plus tard adhéra au parti, l'avocat

Kreuznacher d'Eisenach, etc. Par ailleurs, ce parti comptait des partisans à Weimar, Gotha et Altenbourg. À Eisenach une résolution déclarait :

> « Pour travailler en commun à résoudre la question sociale, il n'est pas seulement nécessaire que cesse la division entre les différentes fractions du parti ouvrier social-démocrate mais aussi que les associations ouvrières démocrates soient unies à l'ensemble du Parti démocrate, et que, en particulier pour les élections, le Parti démocrate et les associations ouvrières social-démocrates marchent ensemble. »

C'était donc ce crime-là qui poussait Schweitzer à nous attaquer.

Par ailleurs, malgré tous les succès et les signes d'encouragement, la tournée de propagande me causa peu de plaisir. Le 7 juillet, j'avais écrit de Ronneburg à ma femme : « Malgré tout l'amour et toute l'amitié que les gens vous manifestent, le travail d'agitation n'est pas une chose très agréable. » Et pourtant combien de temps l'ai-je fait encore ensuite ! Le devoir l'ordonnait, c'était suffisant.

La rébellion dans l'Association générale des travailleurs allemands

Le coup d'État de Schweitzer et Mende mécontenta de larges cercles de l'Association générale des travailleurs allemands. Une partie des membres les plus intelligents se rendaient compte qu'il n'y avait plus d'entente possible avec Schweitzer et qu'il était l'obstacle à une unification. Par l'intermédiaire de Bremer (Magdebourg), Bracke nous fit savoir, à Liebknecht et à moi, qu'ils souhaitaient nous rencontrer. Nous y consentîmes volontiers. Le 22 juin au soir, nous nous retrouvâmes – Bracke, Bremer, Spier (Wolfenbüttel), Yorck (Harbourg), Liebknecht et moi – dans une auberge de troisième catégorie à Magdebourg. Les discussions traînèrent en longueur. Bracke et Bremer étaient pour attaquer immédiatement Schweitzer et pour qu'il sorte de l'Association générale des travailleurs allemands. Spier et Yorck avaient de grandes réserves. Il fallait, selon eux, tenter de réformer l'association « de l'intérieur » ; à cela nous répondîmes que les événements de Barmen-Elberfeld montraient justement à quoi ressemblait une réforme « de l'intérieur ». Tant que Schweitzer serait président et aurait en main le *Social-Demokrat*, ce serait impossible. Finalement on arriva à un accord. Il était minuit lorsque l'admirable Bracke se pencha de tout son long sur le billard qui se trouvait dans la salle de l'auberge pour y écrire l'appel pour lequel on collecterait des signatures en vue de convoquer un congrès. Après avoir encore une fois discuté à fond de l'appel, nous allâmes nous coucher vers 3 heures du matin. Mais, oh malheur ! Nous étions tombés sur un nid de punaises. Aucun de nous ne put dormir. Nous nous levâmes dès 4 heures et rentrâmes dans nos pays respectifs par les premiers trains du

matin. Il avait été décidé de convoquer un congrès dans une ville de l'Allemagne du centre – Gotha ou Eisenach – et d'inviter aussi les associations ouvrières allemandes de Suisse et d'Autriche à y envoyer des délégués, de même que la section allemande de l'Internationale à s'y faire représenter.

À cause de sa signification historique, je reproduis mot pour mot l'appel de Bracke et consorts :

« *Aux membres de l'Association générale des travailleurs allemands.*

Camarades ! Derrière un tas de formules hypocrites, le président de notre association a pris une mesure qui doit remplir d'indignation tout membre capable de penser. Dans la hâte que ces événements imposaient – et pour que personne n'aille non plus se plaindre de retards – les signataires de cet appel se sont réunis et se sont mis d'accord sur une démarche qui aura pour le parti des conséquences d'une grande portée. Nous vous prions, camarades, d'examiner notre point de vue avec attention et sans préjugés.

Alors qu'il y a peu encore MM. Schweitzer et Mende, s'accusant l'un l'autre très violemment d'être à la solde de la réaction, ne voulaient pas entendre parler d'une fusion des différentes fractions du parti ouvrier, voilà que soudain, aujourd'hui, (en accord avec la comtesse Hatzfeldt) ils viennent avec des mots touchants exhorter les membres de leurs associations à réaliser une unité limitée à ces deux fractions du parti – donc il n'est pas question de l'unification de l'ensemble du parti social-démocrate.–, et tout cela à des conditions qui sont un outrage aux droits du prétendu peuple « souverain ». Non seulement le délai pour le vote est tellement court qu'il se révélera de fait impossible que les membres se forment réellement un jugement sur la question, si bien que tout cela apparaît comme un coup de force pur et simple ; non seulement la forme du vote, qui consiste tout simplement à mettre le pistolet sur la tempe des membres, en leur demandant de dire oui ou non, et donc ou bien de se plier aux conditions les plus ignominieuses, ou bien de renoncer à l'unification qu'ils souhaitent très ardemment, même si elle n'est que partielle, non seulement cette forme de vote est indigne d'hommes de convictions démocratiques, mais encore le président a agi en tout cela avec un autoritarisme sans pareil. Jamais les esclaves américains n'ont été commandés plus despotiquement qu'ici les membres de l'Association générale des travailleurs allemands. Pourquoi donc, avant de faire des démarches d'une telle importance, demander préalablement leur avis aux membres ou au comité de direction ? ! Une fois les choses faites, on extorquera par quelques formules le « libre » consentement des membres. Quand M. Schweitzer ordonne, les membres n'ont plus qu'à obéir, et en plus, on les qualifie de

« peuple souverain ». On n'a jamais infligé à personne pire outrage. Si M. Schweitzer le trouve bon, on exigera des membres qu'ils anéantissent de leurs propres mains et d'un seul coup l'œuvre de réforme laborieusement construite pendant des années, et qu'ils adoptent d'emblée un statut qui, par le passé, a donné lieu aux désaccords les plus acharnés ; un statut d'après lequel le président a entre ses mains le pouvoir le plus absolu et le comité directeur pas la moindre influence, et qui en plus peut être interprété de telle manière que pendant trois années pleines il est impossible de lui apporter la moindre modification ! L'action du président dans ce cas – un coup d'État en petit – transforme en certitude le soupçon que de nombreux membres de l'association nourrissent depuis longtemps déjà, que M. von Schweitzer utilise l'association uniquement pour satisfaire son ambition et veut la rabaisser au rang d'instrument d'une politique réactionnaire antiouvrière ; sinon, il chercherait maintenant l'unification de l'ensemble des travailleurs social-démocrates d'Allemagne. Celui qui recommande l'unification d'une partie des travailleurs social-démocrates, sans travailler en même temps de toute son énergie à l'unification du parti tout entier, qui peut seule lui donner force et influence, celui qui par l'unification d'une partie empêche de cette manière l'unification de toutes les parties, et qui fait cela avec des mots touchants, débordants d'amour fraternel, celui-là est une misérable canaille ; et celui qui ensuite veut stigmatiser comme ennemis de l'unification ceux qui ne se soumettent pas aux ignominieuses conditions posées, mais qui aspirent à quelque chose de plus grand et de plus noble, est un parfait jésuite.

Œuvrer à l'unification de l'ensemble des travailleurs social-démocrates d'Allemagne doit être l'aspiration de tout social-démocrate sincère. Face au mouvement dont les vagues déferlent de plus en plus puissantes, face aux signes avant-coureurs qui, dans tous les États civilisés du monde, laissent augurer une énorme transformation prochaine des conditions politiques et sociales, faire obstacle à cette unification est une trahison.

Mais cette unification ne peut être l'œuvre que du peuple lui-même, véritablement souverain, et vous, membres de l'Association générale des travailleurs allemands, vous ne vous laisserez pas, comme un troupeau de moutons, mener selon les caprices de quelques chefs, mais, en hommes, vous serez les artisans de votre propre destin !

Nous avons compris qu'une organisation dans laquelle la volonté d'un seul peut se mettre au-dessus de toutes les conquêtes de l'association, et même à tout moment mettre en question l'association

elle-même, à tout moment la dissoudre et la faire revivre sous une autre forme qui lui convient mieux, une organisation dans laquelle cet individu utilise les sous des travailleurs pour acheter de misérables canailles, nous avons compris qu'une telle organisation n'a pas en elle la moindre fibre d'esprit démocratique. Continuer à travailler dans une organisation pareille ce serait dilapider honteusement nos meilleures forces ; nous ne voulons pas de ça !

Guidés par l'idée que seul le parti lui-même peut décider de son organisation, et guidés en outre par l'idée de réaliser l'unification des travailleurs social-démocrates d'Allemagne, y compris pour ce qui est des syndicats, nous avons décidé de convoquer dans les plus brefs délais un congrès général de l'ensemble des travailleurs social-démocrates d'Allemagne, dans lequel, en liaison avec le mouvement international, on pourra jeter les bases d'une organisation du parti véritablement démocratique. Camarades, nous comptons sur votre soutien ! Les ouvriers social-démocrates, dont la haine les uns envers les autres a toujours été suscitée artificiellement, sauront s'unir et se donner une organisation qui conjugue l'esprit de leurs principes avec la concentration de toutes leurs forces.

Camarades, ne vous laissez pas aveugler par les formules hypocrites de gens qui n'ont jamais eu à cœur l'unification du parti ; vous n'accepterez pas un traitement que l'on n'ose proposer qu'à des êtres sans honneur et sans idées ; et vous vous montrerez tels que vous êtes, non pas les esclaves sans volonté d'un maître capricieux, mais le peuple réellement et véritablement souverain, qui seul doit décider de la réalisation de son destin. Osez donc un acte audacieux, dans l'intérêt de nos principes, dans l'intérêt de la démocratie et du socialisme ! Faites que nous n'ayons pas en vain levé le drapeau sur lequel est inscrite l'unification du parti tout entier. C'est seulement unis que les ouvriers sont une force ! Divisés, nous sommes éternellement la risée de nos adversaires mais, organisés de manière unitaire et véritablement démocratique, nous sommes invincibles.

Si vous êtes d'accord avec nous – et nous espérons bien que vous le serez – alors envoyez votre accord à l'un des signataires, afin que nous puissions ensemble convoquer le congrès.

Nous allons quitter l'Association générale des travailleurs allemands, même s'il nous a été difficile de prendre cette décision. L'association était chère à nos cœurs mais, dans l'intérêt de la cause, il faut savoir faire le plus lourd sacrifice ; en dehors de cela point de salut !

> En avant donc, camarades, sur la nouvelle voie dans le combat sacré pour notre grande et sublime cause ! Enthousiasme et persévérance garantissent la victoire.
>
> Le 22 juin 1869.
>
> J. Bremer (Magdebourg), Hoffmann (Magdebourg-Ville-nouvelle), W. Klees (Buckau-lès-Magdebourg), Th. Yorck (Harbourg), C. Müller, S. Spier et A. Viewieg (Wolfenbüttel), W. Bracke junior, H. Ehlers, C. Lüdecke et A. Schrader (Brunswick), Friedrich Ellner (Francfort-sur-le-Main). »

Dans ce même numéro de *l'Hebdomadaire démocrate* du 26 juin, où nous avions publié l'appel ci-dessus, parut aussi une déclaration de nous aux membres du parti, dans laquelle on réfutait l'accusation de Schweitzer selon laquelle nous aurions rompu les accords conclus avec lui. Puis nous soumettions à une vive critique la comédie de l'unification à la manière Mende-Hatzfeldt-Schweitzer. Nous déclarions : « *Nous mènerons le combat et, avec toutes nos forces et tout notre optimisme, nous le mènerons main dans la main avec les membres clairvoyants de l'Association générale des travailleurs allemands.* » Nous concluions :

> « On verra bien si c'est la corruption, la bassesse, la vénalité de l'autre côté, ou l'honnêteté et la pureté des intentions de notre côté, qui remporteront la victoire.
>
> Notre mot d'ordre est : À bas le sectarisme ! À bas le culte de la personnalité ! À bas les jésuites qui en théorie reconnaissent nos principes mais en pratique les trahissent ! Vive la social-démocratie, vive l'Association internationale des travailleurs ! »

Comme, dans cette déclaration et maintes fois par la suite, nous avions invoqué l'honnêteté de nos intentions face à la malhonnêteté de Schweitzer, le parti nouvellement fondé fut par la suite surnommé « *les honnêtes* » par le camp opposé.

À ma demande, le comité directeur du chef-lieu décida à l'unanimité de se joindre à l'appel de Bracke et consorts en vue de convoquer un congrès général des ouvriers social-démocrates allemands et d'inviter les comités directeurs des associations ouvrières à faire de même. Une circulaire, que j'envoyai le 28 juin, demandait une réponse au plus tard le 1er juillet midi, éventuellement par télégramme. J'écrivis aussi à Joh[ann] Phi[ipp] Becker à Genève que le conseil central de la section allemande de l'Internationale veuille bien envoyer également une déclaration d'accord avec l'œuvre de fusion. J'espérais que cette fois-ci nous réussirions un grand coup. Le 26 juin, Geib, Praast et Ockelmann (Hambourg) avaient annoncé aussi leur démission de l'Association générale des travailleurs allemands et s'étaient joints à Bracke et consorts.

Le *Social-Demokrat* avait maintenant pour tactique de répéter continuellement que nos partisans n'étaient pas des travailleurs mais des littérateurs, des maîtres d'école et autres bourgeois.

Schweitzer chercha d'autre part, avec l'habileté qui était la sienne, à prendre les membres de l'Association générale des travailleurs allemands par leurs points faibles, qu'il avait systématiquement cultivés. Dans un article, il écrivait concernant l'opposition :

> « Un seul point décide de tout. Êtes-vous des démocrates, oui ou non ? Vous affirmez que oui ! Savez-vous, oui ou non, que le démocrate doit se soumettre à la majorité – et s'y soumettre doublement quand cette majorité frise l'unanimité ? Or çà ! L'Association générale des travailleurs allemands – c'est-à-dire la fusion des deux associations existant jusqu'ici – a voté oui à la quasi-unanimité. Vous soumettez-vous maintenant à la volonté du peuple ? Oh, non ! Dans votre vanité, vous, les « démocrates », vous déclarez que le peuple est un troupeau de moutons et que votre opinion est infaillible. Partez donc, hypocrites bouffis d'orgueil, *vous qui vous croyez plus sages que le peuple entier et que Ferdinand Lassalle !*
>
> Plus sage que Ferdinand Lassalle, votre immense professeur et maître – oui, oui ! Car ce qui vous gêne, c'est que l'organisation de Lassalle a été entièrement reconstituée … »

Ce jeu avec l'organisation de Lassalle continuait à longueur de colonnes et presque numéro après numéro.

De son côté, numéro après numéro, *l'Hebdomadaire démocrate* publiait des déclarations contre Schweitzer provenant des rangs de l'Association générale des travailleurs allemands. Par exemple, de Gotha, Hambourg, Hildesheim, Erfurt, Hanovre, Solingen, Wiesbaden, Elberfeld, Chemnitz (cette dernière contre Mende). Même H. Roller, jusqu'ici secrétaire de l'Association générale des travailleurs allemands, se déclara contre Schweitzer.

Parmi les dirigeants syndicaux, Fritzsche, le président des associations de cigariers et ouvriers du tabac, L. Schumann, président de l'association générale des cordonniers allemands, Th. Yorck, président du syndicat des travailleurs allemands du bois, et Schob, président de l'association des tailleurs allemands, se désolidarisèrent de Schweitzer.

Le 5 juillet, Mende annonça dans le *Social-Demokrat* que Schweitzer était élu président à la majorité absolue. Une forte minorité de voix s'était portée sur lui (Mende), bien qu'il eût dit à maintes reprises qu'il n'accepterait pas d'être élu. On ne donna pas de chiffres. La participation au vote était restée bien en deçà des attentes. L'allocution ampoulée par laquelle Mende annonçait l'élection de Schweitzer comme président disait :

« *Comme Marat, le plus grand révolutionnaire de son époque, le disait si justement : c'est en dictateur et le boulet au pied, que le président doit diriger l'association, et ce boulet doit être :* principe et organisation. »

Comme chacun sait, ce boulet se révéla une mystification. Et Mende citait à nouveau :

« *Tenez-vous en fidèlement et fermement à l'organisation, elle doit nous mener à la victoire* ». Et il concluait : « *Vive Ferdinand Lassalle ! Vive l'Association générale des travailleurs allemands qu'il a fondée ! Vive l'organisation !* »

Schweitzer remercia pour son élection dans une allocution aussi ampoulée et emphatique que celle de Mende. Voici la conclusion :

« Eh bien donc ! Au nom du maître disparu qui, vous les travailleurs, vous a tous réveillés de votre assoupissement – au nom du *peuple souverain de notre parti qui m'a élu pour chef – au nom de vos frères qui souffrent sur la terre entière, je déploie le drapeau et je le porte de l'avant*. En rangs serrés, vous, bataillons ouvriers, suivez le chef élu ! »

Vive les mânes de Lassalle, Vive la propagande social-démocrate ! »

Tels étaient les deux augures, les deux trompeurs trompés, comme il s'avéra très vite par la suite. Là-dessus, le 10 juillet, Schweitzer organisa l'élection des 24 membres du comité directeur, pour laquelle il proposa la liste des candidats. À la manière ancienne, on élut à nouveau un comité directeur dont les membres étaient domiciliés dans toute l'Allemagne.

Dans le *Social-Demokrat* du 14 juillet, Schweitzer annonça que l'Association générale des travailleurs allemands se ferait représenter au congrès social-démocrate que nous avions convoqué, et publia une série de résolutions dont ses partisans devaient proposer l'adoption au congrès. Derrière notre congrès, disait-on dans le numéro en question, il y avait l'ensemble de la bourgeoisie libérale dans toutes ses nuances. Sous une direction de littérateurs, maîtres d'école, commerçants, etc., il ne pouvait naturellement être question chez nous d'une organisation ferme et homogène. Chacun de ces individus devait avoir l'occasion de faire l'important. L'ensemble de la presse bourgeoise était à notre disposition, disait-il en poursuivant ses mensonges. Il veillerait à ce qu'un nombre adéquat de délégués vienne au congrès d'Eisenach, pas de littérateurs ou de bourgeois, mais de véritables travailleurs.

Les littérateurs, maîtres d'école, commerçants, etc. qui seuls composaient notre parti, à partir de ce moment-là il n'en parla plus que comme de tiers ou de quarts d'intellectuels.

Le 17 juillet, l'*Hebdomadaire démocrate* demanda à Schweitzer *de ne pas se contenter d'envoyer à Eisenach ses représentants, mais de venir lui-même*.

Un mot à la police de Berlin, et on lui accorderait une permission, au cas où M. von Schweitzer devait encore, pour la forme, se laisser coffrer.

C'est cette dernière solution que Schweitzer préféra. Il publia en date du 17 juillet un long appel aux « membres de l'Association générale des travailleurs allemands » dans lequel encore une fois il brossait un tableau de la confusion présente et faisait un certain nombre de promesses qu'il voulait réaliser après sa sortie de prison. Il concluait son appel par ces mots :

« Gardez bon souvenir de moi, tout comme moi aussi *je garderai bon souvenir de vous entre les murs de mon cachot*. Je vous quitte avec cet appel : Au plaisir de vous revoir, autour du vieux drapeau ! Vive l'Association générale des travailleurs allemands ! »

Le reste de la détention qu'il était censé purger désormais derrière les murs du cachot se montait à huit semaines encore, qu'il passa à Rummelsburg avec promenades en canot sur le lac et autres agréments.

Maintenant, qu'on se représente bien ce qui suit. Fin novembre, Schweitzer allait en prison purger une peine de trois mois de détention. Vers la fin décembre, on lui accorde une permission de huit jours pour raison familiale suite à la mort de son père ; mais il reste *sept semaines en liberté, mène pendant ce temps une intense agitation politique sous les yeux de la police et des autorités et ne retourne en prison que le 18 février*. Le 4 mars, le gouvernement lui rend à nouveau le service de lui accorder une permission de sortie de prison en raison de l'ouverture de la session parlementaire. La session est clôturée le 22 juin, mais à nouveau Schweitzer reste libre et mène encore une fois, sous les yeux de la police et des autorités, une intense agitation politique jusqu'au 19 juillet. Ensuite il daigne retourner en prison.

Jamais en Prusse, ni avant ni après Schweitzer, pareille chose ne fut possible. Lorsqu'en 1868 par exemple Guido Weiss fut condamné à quatorze jours de prison pour délit de presse, quelques policiers le surprirent au lit à 6 heures du matin et l'emmenèrent en prison. Cette méthode brutale de sortir de son lit de très bonne heure des condamnés politiques et de les traîner en prison fut, *pendant des décennies, coutumière dans la police berlinoise*. C'est depuis peu d'années seulement que cette coutume a été abandonnée. Schweitzer n'eut jamais à se plaindre de mauvais traitements de ce genre ou analogues. Il allait en prison et en sortait comme s'il allait à l'hôtel et en sortait. Et il pouvait recevoir toutes les visites qu'il voulait. La méfiance à son égard était donc dix fois justifiée.

Peu avant le congrès d'Eisenach, Tölcke crut devoir me lancer à la tête une boule puante, dans l'espoir de me nuire politiquement. Il déclara

dans le n° 87 du *Social-Demokrat* du 28 juillet que je touchais de l'ex-roi de Hanovre un traitement annuel de 600 thalers. L'accusation était stupide, mais il y avait dans l'Association générale des travailleurs allemands des gens pour y croire. Aussi décidai-je de traduire Tölcke en justice pour injure calomnieuse. Je demandai au camarade Wilhelm Eichhoff de Berlin de parler avec l'avocat Hirsemenzel, alors premier avocat de Berlin, et de lui demander s'il accepterait de se charger du procès. Il refusa, parce que d'après lui il ne sortirait rien de ce procès. Le juge ne trouverait rien de déshonorant à ce qu'on affirme que j'étais à la solde d'un prince et refuserait d'en chercher les preuves. Tölcke serait tout au plus condamné pour injure, ce qui ne pourrait me servir à rien. De plus, Hirsemenzel fit valoir que si je citais comme témoin le duc de Platen, chambellan de l'ex-roi de Hanovre, pour savoir si l'affirmation de Tölcke était vraie, celui-ci refuserait de témoigner *ne serait-ce qu'à cause des conséquences*, et de ce fait l'affirmation de Tölcke recevrait un semblant de justification. Puis Eichhoff s'adressa par deux fois par courrier à Tölcke, lui demandant de publier ses preuves dans le *Social-Demokrat,* puisqu'il affirmait qu'il « était prouvé » que j'étais au service de l'ex-roi de Hanovre. Tölcke se tut ; puis je lui adressai moi aussi une demande de publier les preuves. Au lieu de cela, il réitéra ses accusations et me mit au défi de le traduire en justice. Je le traitai alors de vulgaire calomniateur et lui demandai de me traduire devant le tribunal de Leipzig, puisque l'issue d'un procès à Berlin ne promettait aucun résultat. L'affaire finit en queue de poisson. Face à Bracke, Tölcke déclara qu'il n'avait pas lui-même de preuves de ce qu'il affirmait, mais qu'un conseiller d'État (!) avait avancé cette affirmation, et qu'il ne pouvait le contraindre à prouver ses dires, en qualité de témoin, que si de mon côté j'intentais une action en justice.

Le congrès d'Eisenach

La fondation du Parti ouvrier social-démocrate et la dissolution de la Fédération des associations ouvrières allemandes

Après nous être mis d'accord pour convoquer le congrès le 7 août à Eisenach, dans l'*Hebdomadaire démocrate* du 17 juillet parut l'appel au congrès, qui était signé par 62 anciens membres de l'Association générale des travailleurs allemands de différentes localités, 108 membres de la Fédération des associations ouvrières allemandes – parmi lesquels il y avait aussi un certain nombre d'anciens membres de l'Association générale des travailleurs allemands –, un grand nombre d'anciens membres de l'Association générale lassallienne des travailleurs allemands, par le comité central des associations ouvrières allemandes de Suisse, l'association républicaine-allemande de Zurich ; par H. Oberwinder, H. Hartung, W. Peschan, A. Macher, A. Strasser de Graz pour les travailleurs autrichiens, et par Joh[ann] Phil[ipp] Becker pour la section allemande de l'Internationale à Genève.

L'appel disait :

« *Aux sociaux-démocrates allemands !*

Camarades ! Très récemment, au sein de notre parti, se sont déroulés des événements qui doivent remplir de joie tout social-démocrate honnête. La malédiction qui pesait jusqu'ici sur le mouvement ouvrier social-démocrate est brisée ; l'égoïsme de certains, qui s'était enfoncé comme un coin fendant la moelle, le cœur de notre parti, est démasqué et anéanti, et il s'agit désormais d'agir vite, afin que les fruits de la victoire ne nous soient pas à nouveau arrachés et que, de la révolution salutaire qui vient de s'accomplir, puissent naître la pureté des principes et l'organisation homogène, sans lesquels notre parti ne peut exercer l'influence qui lui revient, ne peut déployer la force qui lui est inhérente.

Longtemps, trop longtemps hélas, l'égoïsme et la malignité de certains ont été capables de brouiller le parti avec lui-même. Cependant une nouvelle époque a commencé ; d'un doigt d'airain elle nous montre la nécessité d'unifier en soi le parti de l'ensemble des ouvriers social-démocrates d'Allemagne, et de le conduire dans la

juste voie, dans l'unique voie menant à la victoire du grand mouvement ouvrier reposant sur des bases internationales.

Quel social-démocrate sincère pourrait bien se fermer à cette nécessité ? Qui ne voit les avantages incalculables qui pour notre parti résulteront d'une telle fusion sur la base de statuts communs, d'un programme commun, d'une action commune dans le monde politique et social ? – Nous, nous ne doutons pas un seul instant que la grande, l'écrasante majorité de nos camarades sera en faveur d'une meilleure reconnaissance, que volontiers et de bon cœur ils prêteront la main à cette œuvre glorieuse qui permet enfin à notre parti de déployer sa force avec grandeur et efficacité !

Pénétrés de cette conviction, lors d'une conférence qui s'est tenue à Brunswick le 6 juillet de cette année, nous nous sommes mis totalement d'accord sur les démarches qui sont d'abord nécessaires à cette fin et, conformément à la décision prise là-bas, nous convoquons par la présente *un congrès général des ouvriers social-démocrates allemands* à Eisenach, les samedi 7 août, dimanche 8 août et lundi 9 août.

Sous réserve de nouvelles propositions, les points suivants sont à l'ordre du jour du congrès : 1. L'organisation du parti, 2. Le programme du parti, 3. Les relations avec l'Association internationale des travailleurs, 4. L'organe du parti (le journal), 5. L'unification des syndicats (associations de métier).

Les propositions plus particulières se rapportant à ces cinq points de l'ordre du jour, par exemple un projet concernant l'organisation du parti, etc. seront envoyées intégralement rédigées et imprimées au plus tard à la fin de ce mois.

Les délégués (députés) au congrès ouvrier doivent se faire valider par un mandat (plein pouvoir) qui doit indiquer la localité pour laquelle ils sont délégués ainsi que le nombre d'électeurs qu'ils représentent. Une telle validation peut s'effectuer ou bien par des mandats établis soit au nom d'associations ou des membres de celle-ci, soit sur mandat d'assemblées populaires réunies dans le but d'envoyer des délégués au congrès, ou bien enfin aussi par des mandats pourvus des signatures des camarades présents dans une localité. Plusieurs localités pour qui il est trop difficile d'envoyer un délégué peuvent se rassembler pour désigner ensemble au moins un délégué.

Il est impératif que le congrès soit ouvert dès le samedi 7 août, à 8 heures du soir, afin qu'on puisse procéder à l'élection du bureau et à l'établissement de l'ordre du jour, raison aussi pour laquelle les délégués seront tenus d'arriver à Eisenach ce jour-là (7 août).

> Nous sommes confiants que l'on déléguera au congrès des représentants venant de toutes les localités de l'ensemble de la Grande-Allemagne où le travail est en lutte contre la puissance du capital, où la volonté du peuple est quotidiennement en lutte pour la liberté contre la réaction de l'État – nous l'espérons pour le bien et le développement du parti qui a inscrit sur son drapeau en lettres de feu les droits politiques et sociaux du peuple opprimé.
>
> Debout, camarades, pour œuvrer au congrès général des ouvriers allemands, pour œuvrer par son intermédiaire à la grandeur et à l'unité du parti ! »

De plus, au nom du comité directeur du chef-lieu, en tant que président de celui-ci, j'appelai, pour le lundi 9 août, à un congrès des associations ouvrières allemandes à Eisenach avec à l'ordre du jour : 1. Rapport du comité directeur. 2. Discussion sur la question : Quelle position la fédération doit-elle prendre à l'égard de la nouvelle organisation du parti social-démocrate ? Éventuellement dissolution de la fédération.

Les organisateurs du congrès me chargèrent de prendre les dispositions nécessaires pour le congrès d'Eisenach, et par ailleurs d'élaborer un projet de programme et d'organisation du parti et de le soumettre à une discussion commune. Bracke et Geib pensaient que c'était à nous de faire les propositions qui nous jugerions appropriées. Liebknecht était occupé avec la rédaction de *l'Hebdomadaire démocrate* et aussi avec la polémique contre le *Social-Demokrat,* c'est donc à moi que revint le travail en question.

Aujourd'hui encore, je regarde avec quelque gaieté les documents dans lesquels, sur ma demande, aussi bien l'administration royale des chemins de fer saxons que le directoire de la société des chemins de fer de Thuringe, à l'époque privés, m'informaient que, les réductions de tarif habituelles pour les participants à des congrès, ils les accordaient également aux participants du congrès social-démocrate qui se tiendrait à Eisenach. Aujourd'hui pareille chose n'arriverait plus.

Un article, dans lequel Joh[ann] Phil[ipp] Becker développait dans le *Précurseur*[22] ses idées sur l'organisation de nouveau parti me mit un peu dans l'embarras. Le vieux Jean Philipp était un gars admirable, plein d'abnégation, dévoué, infatigable de jour comme de nuit, un baroudeur qui, comme en 1848 et 1849 dans la révolution de Bade, aurait maintenant été prêt à remonter en selle comme colonel d'un régiment de volontaires. De même, il savait raconter une foule d'histoires, de blagues et d'anecdotes tirées de sa vie très mouvementée, qu'il racontait de manière extrêmement vivante. Je me suis très souvent délecté pendant des heures de ses histoires.

22 Mensuel, organe de la section allemande de l'Internationale.

Mais, pour ce qui est de l'organisation d'un parti, c'était bien trop peu son affaire, et sa longue absence d'Allemagne l'avait éloigné de la situation allemande. Au lieu d'un parti compact, centralisé le plus possible mais organisé démocratiquement, capable d'agir avec force, Becker voulait une association qui certes travaillerait à propager les principes sociaux-démocrates, mais qui n'aurait pas l'organisation solide d'un parti ; elle devait conserver, comme il disait, un caractère constamment mobile et capable de développement, et cette association dépendrait de Genève. Il avait publié à ce sujet un projet dans le *Précurseur* et il espérait que le congrès d'Eisenach l'approuverait. Cet article de Becker amena Marx à m'écrire qu'Engels et lui n'avaient rien à voir avec ce projet et qu'ils n'en partageaient pas les idées. Là-dessus je répondis à Marx, le 30 juillet :

> « Votre lettre, que je viens de recevoir, m'a bien fait plaisir. J'ai lu moi aussi dans le *Précurseur* les propositions de Becker et je dois avouer qu'elles m'ont mis un peu mal à l'aise, car j'ai cru comprendre que Becker tient beaucoup à avoir en main la direction pour l'Allemagne en ce qui concerne l'Association internationale des travailleurs. Ma décision fut donc de combattre au congrès ce projet peu pratique et même irréalisable, qui gâcherait inutilement du temps et de l'argent, et je suis heureux d'avoir trouvé un appui au Conseil général de l'Association internationale des travailleurs elle-même. Pour autant n'ayez pas peur que d'une manière quelconque je vous implique inutilement dans le débat, vous ou le Conseil général. J'essaierai même, si Becker vient lui-même, ou un autre représentant de Genève, de lui expliquer d'abord les raisons en privé. De même vous pouvez être assuré par avance que la proposition de Becker ne sera soutenue ni par nous, ni par l'opposition de l'Association générale des travailleurs allemands, ni par les délégués suisses ou autrichiens, ou alors il faudrait que je connaisse bien mal l'ambiance qui règne. Comment nous voyons nos relations avec l'Internationale, vous en jugerez en lisant le projet d'organisation, ébauché par moi et discuté par Brunswick et Hambourg, que publie cette semaine l'*Hebdomadaire démocrate*. Je crois que c'est la seule forme possible et juste. »

J'écrivis une lettre dans le même sens à J. Ph. Becker, dans laquelle entre autres je donnais aussi un avis sur Schweitzer, ou plus exactement j'écrivais à Becker à propos du projet qu'avait Schweitzer d'envoyer des délégués au congrès d'Eisenach :

> « En dépit de toute sa roublardise, c'est tout de même de la part de Schweitzer une grosse bêtise de révéler ainsi lui-même son coup. Lors de mes rencontres avec lui, que ce soit à Barmen-Elberfeld ou à Berlin, j'ai remarqué que le gaillard, en particulier quant on s'oppose à lui personnellement, perd très facilement la tête et fait des bêtises.

C'est la mauvaise conscience qui lui fait à chaque fois perdre l'esprit quand quelqu'un le saisit à la gorge. »

Je voudrais ici consacrer aussi quelques mots sur le physique de Schweitzer. Schweitzer était de haute taille, svelte et avait les traits blêmes d'un viveur. Ses cheveux bruns étaient clairsemés, de même que ses favoris, et sa moustache frisée. Son nez était assez long et à son extrémité recourbé et pointu ; derrière ses lunettes perçaient deux yeux froids et étincelants. Quand il était debout ou qu'il marchait, il mettait toujours les mains dans son dos et rentrait la tête entre les épaules. Il devait être très anémique car, lorsqu'un jour à Berlin je lui serrai la main, après l'affaire de Barmen-Elberfeld, j'eus un petit frisson. C'était comme si j'avais saisi la main froide et humide d'un cadavre.

Un nombre important de délégués assistèrent au congrès. 264 députés étaient présents, représentant 193 localités. Parmi eux, Johann Philipp Becker de Genève, Greulich et le Dr. Ladendorf de Zurich, Oberwinder et Andreas Scheu de Vienne, Hofstetten de Berlin. Sonnemann de Francfort-sur-le-Main était également présent, il prit parfois part au débat. Mais à partir de ce moment-là il n'assista plus à aucun congrès ouvrier ; ses espoirs de pouvoir encore parvenir à un accord entre le parti ouvrier et le Parti populaire ne se réalisèrent pas. Le caractère de classe du parti le rebutait. Les « schweitzeriens », comme nous appelions maintenant les délégués de l'Association générale des travailleurs allemands, étaient représentés bien plus faiblement, pas même à la moitié de leur force Ils se retrouvaient au *Navire*, nos délégués au *Lion d'or.* Comme des côtés les plus divers on nous avait informés que les schweitzeriens voulaient disperser le congrès par la force, je me rendis chez le maire et à la police pour savoir comment ils voyaient la situation, car bien entendu nous tenions absolument à pouvoir tenir le congrès, si on ne voulait pas que ces énormes sacrifices aient été faits en vain. Ils précisèrent que nous pouvions tenir l'assemblée tout à fait où et comme il nous plairait. En Saxe-Weimar, il n'y avait pas de lois sur les associations et les réunions, la liberté de réunion était donc absolue. De plus on m'assura que, au cas où les dispositions que nous avions prises devaient être perturbées par la force, la police serait prête à intervenir. Les schweitzeriens repoussèrent la demande, qui leur avait été faite au *Navire*, de déposer leurs mandats et de recevoir en échange des cartes d'accréditation rouges. Le soir, vers 7 heures, à plus d'une centaine, sous la conduite de ce géant de Tölcke ils firent irruption au *Lion d'or.* Plus tard, dans sa brochure *But, moyens et organisation de l'Association générale des travailleurs allemands*, Tölcke écrivit sur sa mission à l'époque : « En général, *partout où il s'agissait de s'affronter violemment,* M. von Schweitzer aimait

bien *y envoyer d'autres que lui* et, devant le parti, leur faire endosser la responsabilité d'un échec éventuel. »

C'était tout à fait exact ; le courage n'était pas le fort de Schweitzer, en revanche Tölcke, à l'époque, se prêtait à tout ce à quoi Schweitzer voulait l'utiliser.

Lorsque les schweitzeriens firent irruption au *Lion d'or*, ils trouvèrent l'escalier si solidement occupé par nous qu'ils préférèrent donner leurs mandats. L'après-midi, dans une pré-réunion, Geib et moi avions été pressentis comme présidents, Oberwinder et Quick de Genève comme suppléants. De plus, sur ma proposition, il avait été convenu entre nous que, au cas où la réunion du soir tournerait à la bagarre, Geib prononcerait la clôture du congrès. Puis on convoquerait un nouveau congrès pour le dimanche après-midi, auquel auraient seuls accès les délégués munis de cartes d'accréditation jaunes.

Cela se passa comme on avait prévu. Lors de l'élection du bureau, il y eut déjà des scènes très agitées. Comme l'éclairage était lamentable, nous avions posé sur le bureau une demi-douzaine de bouteilles au goulot desquelles nous avions fiché des bougies. Elles menaçaient constamment de tomber et il fallait les retenir avec les mains. Finalement le tumulte s'amplifia tellement que Geib déclara le congrès clos et annonça qu'il convoquait un nouveau congrès pour le dimanche matin, 10 heures, aux *Maures*, auquel seuls les délégués munis d'une carte d'accréditation jaune pourraient participer.

Nous avions réussi notre coup. Pendant la nuit, Bracke, Geib et moi nous triâmes les mandats, mîmes de côté ceux des schweitzeriens, et Geib, de bon matin, les fit parvenir à Tölcke, en le priant de les rendre en main propre aux délégués concernés. Le congrès se déroula ensuite sans la moindre perturbation.

On avait désigné Bracke et moi comme rapporteurs sur le programme et l'organisation. En dépit de toutes mes objections, J. Ph. Becker ne s'était pas privé de présenter une longue proposition demandant que le parti se nomme Association générale des travailleurs social-démocrates allemands, section de l'Association internationale des travailleurs. La proposition ne fut pas approuvée. Avec des modifications mineures, programme et statuts furent adoptés dans la version proposée par les organisateurs de l'assemblée. Le nouveau parti reçut le nom de *Parti ouvrier social-démocrate*. Le programme adopté disait :

« *Programme du Parti ouvrier social-démocrate*

I. Le parti ouvrier social-démocrate vise à l'établissement d'un État populaire libre.

II. Tout membre du Parti ouvrier social-démocrate s'engage à défendre de toutes ses forces les principes suivants :

1. Les conditions politiques et sociales présentes sont extrêmement injustes et doivent donc être combattues avec la plus grande énergie.

2. La lutte pour l'émancipation des classes laborieuses n'est pas une lutte pour des privilèges et des prérogatives de classe, mais pour des droits égaux et des devoirs égaux et pour la suppression de toute domination de classe.

3. La dépendance économique du travailleur vis-à-vis du capitaliste constitue la base de la servitude sous toutes ses formes. Et c'est pourquoi le Parti social-démocrate veut donner à chaque travailleur le produit intégral de son travail, par l'abolition du mode actuel de production (le salariat), au moyen du travail coopératif.

4. La liberté politique est la condition préalable absolument nécessaire à la libération économique des classes laborieuses. La question sociale est donc inséparable de la question politique, sa solution est déterminée par cette dernière et n'est possible que dans l'État démocratique.

5. Considérant que l'émancipation politique et économique de la classe ouvrière n'est possible que si celle-ci mène la lutte dans l'unité et la solidarité, le Parti ouvrier social-démocrate se donne une organisation homogène, mais laisse la possibilité à tout un chacun d'exercer son influence pour le bien de la communauté.

6. Considérant que l'émancipation du travail n'est une tâche ni locale ni nationale, mais sociale, qui embrasse tous les pays dans lesquels il y a une société moderne, le Parti ouvrier social-démocrate se considère, pour autant que les lois sur les associations le permettent, comme une branche de l'Association internationale des travailleurs et se rallie à ses visées.

III. Comme revendications immédiates, dans la propagande du Parti ouvrier social-démocrate il faut affirmer :

1. Octroi du suffrage universel égal, direct et secret à tous les hommes à partir de 20 ans pour les élections au Parlement, au landtag des différents États, aux assemblées provinciales et municipales, et aussi à tous les autres corps représentatifs. Il faut assurer aux représentants élus des indemnités convenables.

2. Introduction de la législation directe par le peuple (c'est-à-dire droit de proposer et rejeter les lois).

3. Suppression de tout privilège d'état[23], de propriété, de naissance et de confession.

4. Substitution de la milice populaire à l'armée permanente.

23 État : dans le sens de tiers état pour désigner la bourgeoisie et de quatrième état pour désigner la classe ouvrière.

5. Séparation de l'Église et de l'État, et séparation de l'école et de l'Église

6. Enseignement obligatoire dans des écoles populaires et enseignement gratuit dans tous les établissements d'instruction publique.

7. Indépendance des tribunaux, introduction des jurys d'assises et de la justice du travail, introduction dans les tribunaux des procédures publiques et orales, et accès gratuit à la justice.

8. Abrogation de toutes les lois sur la presse, les réunions et les associations ; introduction de la journée normale de travail ; limitation du travail des femmes et interdiction du travail des enfants.

9. Suppression de tous les impôts indirects, et introduction d'un unique impôt direct et progressif sur le revenu et sur l'héritage.

10. Soutien de l'État aux coopératives, et crédit d'État aux associations libres de production sous garanties démocratiques.

IV. Chaque membre du parti doit verser pour les buts du parti une contribution mensuelle de 1 groschen (3,5 kreutzers d'Allemagne du Sud, 5 kreutzers, 12 centimes autrichiens). Les camarades du parti qui s'abonnent à l'organe du parti et qui en apportent la preuve formelle sont dispensés de leur obligation de cotiser pendant la durée de l'abonnement. La diminution de la cotisation dans certaines localités est l'affaire du comité directeur.

V. La cotisation doit être remise franco chaque mois au comité du parti.

VI. Quiconque pendant trois mois ne remplit pas ses devoirs à l'égard du parti est considéré comme n'étant plus membre du parti.

VII. Au moins une fois par an se tient un congrès du parti, dans lequel on discute et décide toutes les questions concernant le parti, on fixe le chef-lieu de la direction du parti ainsi que le siège de la commission de contrôle et le lieu de prochain congrès. Le congrès fixe l'indemnité pour le comité, c'est-à-dire pour certains de ses membres.

VIII. Des congrès extraordinaires se tiennent lorsque le comité ou la commission de contrôle le décident à la majorité absolue, ou lorsqu'un sixième de l'ensemble des membres du parti en fait la demande.

IX. Pour chaque congrès, l'ordre du jour provisoire doit être rendu public par le comité au moins six semaines à l'avance dans l'organe du parti. Les propositions émanant des camarades dans les dix jours qui suivent cette publication doivent être ensuite publiées au moins deux semaines avant le congrès comme ordre du jour définitif. Des propositions indépendantes présentées au congrès ne

viendront en discussion que si un tiers au moins des délégués se déclare pour.

X. Chaque délégué a une voix. Dans une localité, les membres du parti qui participent à l'élection des délégués n'ont pas le droit d'envoyer au congrès plus de cinq délégués ayant le droit de vote. Des membres du parti qui ne sont pas délégués n'ont qu'une voix consultative.

XI. Trois semaines au plus tard après le congrès, le procès-verbal du congrès doit être accessible à tous les membres à prix coûtant. Toutes les décisions du congrès qui concernent une modification des statuts, des principes et de la position politique du parti ou de son orientation doivent, dans les six semaines après le congrès, être soumises à un référendum de tous les membres du parti. Les votants décident à la majorité simple. Le résultat du vote est publié dans l'organe du parti.

XII. La conduite de la politique du parti doit être déléguée à un comité de cinq personnes, à savoir un président et son suppléant, un secrétaire, un trésorier qui doit déposer une caution adéquate et un assesseur. L'ensemble des membres du comité doivent résider dans une *même* localité, ou à une lieue à la ronde, et seront élus par les membres du parti résidant dans le chef-lieu du parti, lors d'un scrutin spécial avec bulletins de vote, à la majorité absolue. Aucun membre de la rédaction ou de l'expédition du journal du parti n'a le droit d'être dans le comité. Si au cours de l'année il y a des places vacantes dans le comité, le chef-lieu doit – à l'exception du cas visé au § XVII – procéder aux élections complémentaires selon le même mode de scrutin.

XIII. Le comité doit être élu dans les quatorze jours après la tenue du congrès ; jusqu'à cette élection le comité précédent conserve la direction des affaires, si le congrès n'en décide pas autrement.

XIV. Le comité prend collectivement toutes les décisions et ne peut prendre de décisions que quand au moins trois membres sont présents dans une séance convoquée régulièrement ; il décide lui-même de son règlement intérieur, dans la mesure où ce n'est pas le congrès qui en décide.

Le comité est responsable de tous ses actes devant le congrès du parti.

XV. Afin d'empêcher le plus possible tout arbitraire du comité, le parti met en place une commission de contrôle de onze personnes, à laquelle doivent être adressées toutes les plaintes que le comité n'a pas prises en compte, et qui en même temps doit contrôler la politique menée par le comité.

XVI. La commission de contrôle est élue par les membres de la localité, et d'une lieue à la ronde, choisie par le congrès du parti comme siège de la commission de contrôle. L'élection se fait par bulletins et doit avoir lieu au plus tard quatorze jours après le congrès.

XVII. La commission de contrôle est tenue d'examiner et de vérifier une fois par trimestre la politique, les documents, les dossiers, les comptes, etc. du comité et, au cas où elle a une raison valable et que le comité refuse de remédier aux irrégularités, elle est autorisée à suspendre certains membres ou l'ensemble du comité, ainsi qu'à faire les démarches nécessaires pour poursuivre provisoirement les affaires. Ces décisions-là doivent être prises à la majorité des deux tiers de la commission de contrôle et, quand plus de la moitié des membres du comité sont suspendus, on doit dans les quatre semaines convoquer un congrès qui doit prendre une décision définitive sur l'affaire.

XVIII. Le parti crée un journal qui soit son organe sous le nom de l'*État populaire* (*Volksstaat*), organe du Parti ouvrier social-démocrate. Le journal paraît à Leipzig et est la propriété du parti. Le comité décide des personnes et du traitement du personnel de la rédaction et de l'expédition, de l'imprimeur, du prix du journal. La commission de contrôle tranche les litiges à ces sujets et, en dernière instance, le congrès du parti. La teneur du journal doit être strictement adaptée au programme du parti. Des correspondances de camarades conformes à ce programme doivent être publiées gratuitement – dans la mesure où l'espace du journal le permet. Des plaintes pour correspondances refusées, ou présentées de façon tendancieuse, doivent être déposées auprès du comité, ou en seconde instance auprès de la commission de contrôle, à qui revient la décision finale.

XIX. Les membres du parti s'engagent à prendre partout en main la création d'associations ouvrières social-démocrates sur la base du programme du parti. »

Au cours des débats, j'informai que 900 thalers provenant du fonds révolutionnaire de Zurich m'avaient été accordés à des fins de propagande par ses administrateurs, le Dr. Ladendorf et consorts. C'était l'argent qui causa tant de chagrin à Tölcke et consorts, et qu'ils attribuaient à l'exilé de Hietzing[24], le roi de Hanovre.

On désigna comme organe du parti l'*Hebdomadaire démocrate*, qui à partir du 1er octobre parut désormais deux fois par semaine sous le nom : l'*État populaire*, organe du Parti ouvrier social-démocrate et des associations de métier internationales. Brunswick-Wolfenbüttel fut choisi comme

24 Hietzing : Quartier chic de Vienne, où habitait le roi de Hanovre en exil.

siège du comité et Vienne comme siège de la commission de contrôle. On avait au départ l'intention de désigner Leipzig comme siège du comité. Je le déconseillai énergiquement : notre propagande à l'intérieur de l'Association générale des travailleurs allemands serait beaucoup plus facile si le siège de la direction du parti était fixé dans une localité comme Brunswick, où il se composerait exclusivement d'anciens membres de l'Association générale des travailleurs allemands. Notre influence dans le nouveau parti était assurée, nous saurions composer avec le comité. C'est ce qui se fit. On désigna Stuttgart comme prochain lieu du congrès. On chargea Liebknecht de nous représenter au congrès de l'Internationale qui eut lieu à Bâle début septembre, et plus tard Spier (Wolfenbüttel) se joignit à lui comme délégué du comité.

Le splendide déroulement du congrès avait provoqué dans le camp schweitzerien une impression très désagréable. Après que nous eûmes exclu de notre congrès les délégués que Schweitzer avait envoyés à Eisenach, ceux-ci tinrent congrès au *Navire*, où ils adoptèrent une série de mesures contre nous. L'une d'elles, dirigée contre Liebknecht et moi, disait par exemple : « En considération des faits rapportés, le congrès décide que MM. Liebknecht et Bebel ne sont pas dignes que le congrès continue de s'occuper d'eux. » Tölcke publia dans le *Social-Demokrat* du 15 août un « appel aux camarades du parti » qui commençait par ces mots : « Le congrès d'Eisenach est terminé. C'est avec fierté et pleine confiance en l'avenir du parti que nous pouvons revenir sur son déroulement et ses résultats. ».

Après la clôture du congrès, la Fédération des associations ouvrières allemandes tint son propre congrès. Je fus élu président, Bürger (Göppingen) suppléant, Motteler, secrétaire. Crimmitschau fut chargé d'examiner la gestion du chef-lieu et d'en faire un rapport dans l'organe du parti. Du rapport que je fis moi-même il ressortait que, suite à la scission de Nuremberg, la fédération était tombée à 72 associations, qu'au cours de l'année 5 autres étaient parties, mais que 42 nouvelles associations avaient adhéré récemment, si bien qu'en fin de compte 109 associations représentant en gros 10 000 membres faisaient partie de la fédération. Les recettes s'élevaient à 470 thalers, les dépenses à 457 thalers, le fonds révolutionnaire avait envoyé 934 thalers, dont 800 avaient été dépensés pour soutenir l'*Hebdomadaire démocrate* et pour la propagande. Ensuite, l'assemblée décida à l'unanimité de dissoudre la fédération après six années d'existence, et de se joindre au Parti ouvrier social-démocrate. Le solde de la caisse fut transféré à ce dernier, et on me chargea de conserver les archives (fichier, lettres, procès verbaux). Après un remerciement chaleureux au comité directeur du chef-lieu pour la peine qu'il s'était donnée, on se sépara en se souhaitant de se revoir à Stuttgart.

Après Eisenach

Comme on peut facilement se l'imaginer, la lutte entre les deux fractions socialistes s'enflamma désormais plus violemment que jamais. Des déclarations fusaient d'un côté comme de l'autre, et dans de nombreuses assemblées se déroulaient des scènes défiant toute description. C'est en particulier les syndicats qui souffrirent durement de ce massacre de part et d'autre. Ainsi par exemple, dans le syndicat de la métallurgie, on ne parvenait pas à élire un président parce qu'il se produisait un éparpillement complet des voix ; en outre, 23 voix seulement reconnurent l'élection contre 17 qui la rejetèrent.

Dès lors, le *Social-Demokrat* afficha un ton qu'il avait rarement adopté jusque-là et il falsifia faits et comptes-rendus d'une manière telle que ses lecteurs ne pouvaient avoir qu'une image totalement fausse du mouvement de notre côté.

Le 10 septembre Schweitzer quitta la prison. Le 12 septembre, dans un appel assez long, il annonça une tournée en Allemagne, au cours de laquelle il se présenta à huis clos devant ses partisans « *pour établir partout ordre et droit strict* »… « Craindront ma présence, disait-il dans l'appel, tous ceux qui se savent coupables d'une intention mauvaise ou d'une atteinte à la cause ouvrière ; m'accueilleront avec joie tous ceux, délégués, propagandistes ou autres, qui sont restés fidèles au drapeau. »

Ne croit-on pas entendre un certain Jésus annonçant le jugement des bons et des méchants, les loups devant être séparés des brebis ?

Au cours de cette tournée, partout où il fut interpellé sur les accusations élevées contre lui, Schweitzer observa la vieille tactique consistant ou bien à garder le silence ou bien à passer outre avec des railleries.

À l'égard de l'*État populaire* il adopta la même tactique qu'à l'égard de l'*Hebdomadaire social-démocrate*. Jamais il ne prononça le nom de l'*État populaire*, et il ne parlait du parti que comme du *Parti populaire d'Eisenach*.

À Augsbourg, où il passa également au cours de sa tournée, il demanda aux membres locaux de l'Association générale des travailleurs allemands de cesser de faire paraître *Le Prolétaire*, l'hebdomadaire qu'ils avaient fondé. Lorsqu'ils refusèrent d'accéder à sa demande, il menaça d'employer tous les moyens pour ruiner le journal, même si le mouvement en Bavière devait en être rejeté cinq ans en arrière. L'*Agitateur*, la petite feuille que Schweitzer créa ensuite au Nouvel An 1871 et qui ne coûtait que 15 pfennigs par trimestre, était avant tout destiné à être massivement répandu en Bavière pour y brider les éléments récalcitrants.

Au retour de sa tournée, il déclara « *que le parti n'avait jamais été plus fort, jamais plus uni, jamais plus nombreux qu'en ce moment* ». Ce n'était pas vrai, comme le prouva la querelle qui éclata à nouveau entre lui et Mende-Hatzfeldt. Mende convoqua à Halle une assemblée générale qui se

prononça contre Schweitzer, et publia une brochure dans laquelle il accusait Schweitzer de toutes sortes d'infamies. Que cela se passe ainsi, il fallait s'y attendre. Mais pendant que Schweitzer annonçait qu'à partir du 1er janvier 1870 le *Social-Demokrat* paraîtrait dans un format agrandi – c'était les efforts d'un phtisique qui fait semblant d'être fort –, Mende était obligé d'annoncer que si d'ici le 15 janvier on ne trouvait pas 1 000 nouveaux abonnés pour son organe, le *Journal libre*, il suspendrait sa parution. La force la plus grande était donc du côté de Schweitzer. Il convoqua à Berlin une assemblée générale pour le 5 janvier 1870 et les jours suivants.

Auparavant, le 7 novembre, à Berlin on en était arrivé à une grande confrontation entre le Parti du progrès et les lassalliens. Le professeur Virchow, député, avait déposé à la Chambre des députés prussienne une *proposition de désarmement*, que la majorité de la Chambre avait ensuite rejetée. Le Parti du progrès voulait que cette proposition reçoive l'appui moral d'une assemblée générale convoquée pour ce jour-là. Mais les lassalliens, qui étaient présents en masse et exigèrent la présidence de l'assemblée, empêchèrent toute discussion. Lorsque ensuite éclata un grand tapage, le député Löwe-Calbe déclara la réunion close. Alors, Tölcke la rouvrit immédiatement. Prévoyant que l'assemblée progressiste serait dispersée, il avait annoncé à la police une deuxième assemblée dans la même salle, et la police avait accepté *cette double annonce simultanée pour une assemblée* dans une seule et même salle. De plus, contrairement à ce qui était habituel jusque-là, ces assemblées n'étaient pas surveillées par la police. Tölcke présidait, Schweitzer parlait. Dans la résolution proposée il n'y avait pas un seul mot contre le gouvernement, en revanche le Parti du progrès était condamné comme adversaire du suffrage universel égal, comme adversaire de la journée normale de travail et on demandait la suppression de l'armée permanente et l'introduction de la milice populaire basée sur l'éducation militaire de la jeunesse.

Schweitzer tentait donc une nouvelle fois de faire oublier le point de vue qu'il avait à maintes reprises adopté auparavant sur la question de l'armée.

Soit dit en passant : à la Chambre basse de Saxe, une proposition de désarmement fut adoptée vers cette époque, par 55 voix contre 21.

Au Congrès ouvrier international qui débuta à Bâle le 6 septembre, le point principal des discussions fut la position des socialistes sur la question de la terre. Le débat là-dessus occupa plusieurs séances. Finalement 54 délégués sur 78, parmi lesquels Liebknecht et Spier, votèrent pour la résolution suivante :

« Le congrès déclare que la société a le droit de supprimer la propriété individuelle de la terre et de *la transformer en propriété commune de la terre.* »

De même, tous deux votèrent pour la deuxième partie de la résolution, qui disait :

« Le congrès déclare aussi qu'il est *nécessaire* de transformer la terre en propriété collective. »

Ces résolutions firent grand bruit en Allemagne, en particulier la presse démocrate tendance Parti populaire tomba à bras raccourcis sur ces résolutions, qu'elle qualifia de monstrueuses. Or, au lieu de défendre contre ces attaques la résolution du congrès, Liebknecht déclara dans le dernier numéro de l'*Hebdomadaire démocrate*, qui paraissait alors :

> « On a demandé : quelle position le Parti ouvrier social-démocrate prend-il vis-à-vis de la résolution sur la propriété de la terre ?
>
> Réponse : aucune ! Chaque membre du parti peut et doit prendre individuellement position, cela ne relève pas du parti en tant que tel, parce qu'il n'est lié d'aucune part à cette résolution – pas plus que *l'Association internationale des travailleurs elle-même.* »

Ce jugement de Salomon fut accueilli dans le parti avec des sentiments très mitigés. Il n'améliora pas la situation du parti, au contraire il l'aggrava, car Schweitzer utilisait maintenant la situation pour triompher en signalant l'indécision des eisenachiens, qui flanchaient sur une question capitale et cardinale du socialisme et qui, par égard pour les bourgeois qui étaient dans leurs rangs, se laissaient dicter leurs options ; c'était la meilleure preuve que nous n'étions pas un parti social-démocrate. Notre position en tant que parti sur la résolution de Bâle ne devint pas plus claire lorsqu'on put lire dans le n°4 de l'*État populaire*, apparu entre-temps : « Concernant l'opportunité et l'actualité de la décision de Bâle sur la propriété de la terre, il peut au sein du parti régner des opinions divergentes. *Mais une fois qu'une position a été prise, le parti en tant que tel ne peut la renier sans renier ses principes fondamentaux.* » Cette déclaration était plus correcte que la première, mais elle était en *contradiction* avec elle. Il était donc nécessaire que le parti prenne une position claire, aussi proposai-je de débattre de cette question au congrès de l'année suivante, proposition approuvée aussi par le comité. Et comme j'avais planifié pour début novembre une grande tournée de propagande en Allemagne du Sud, je me promis de défendre la décision de Bâle, là où les circonstances le rendraient nécessaire. Je commençai mon voyage le 5 novembre et le terminai le 30. Je tins dans cet intervalle dix-huit assemblées populaires et dans deux localités, Erlangen et Munich, des réunions privées. J'allai successivement à : Cobourg, Bamberg, Nuremberg, Fürth, Erlangen, Ratisbonne, Munich, Augsbourg, Ravensburg, Tuttlingen, Reutlingen, Metzingen, Stuttgart,

Esslingen, Göppingen, Aalen, Heidenheim, Giengen, Hall-en-Souabe et Heilbronn. Dans quatre assemblées seulement je rencontrai de l'opposition. Le succès dans toutes les assemblées était très satisfaisant.

À Stuttgart, où étaient présents tout l'état-major du Parti populaire et l'éditeur de la *Correspondance démocratique*, Julius Frese, il y eut entre Hausmeister, membre du Parti populaire, et moi des échanges sur les principes, où bien évidemment mon adversaire eut le dessous. La veille au soir, lors d'une rencontre amicale, au cours de laquelle le dirigeant du Parti populaire de l'époque, Karl Mayer, m'avait demandé quelle était la position du parti sur la résolution de Bâle, j'avais expliqué que le parti prendrait position au prochain congrès à Stuttgart, et se prononcerait sans aucun doute dans le sens de la résolution de Bâle. J'avais ajouté sur un ton rassurant qu'il était inutile de se mettre pour cela dans tous ses états, car l'application de cette résolution ne serait possible que quand l'opinion publique y serait gagnée. C'était le miel qui fit avaler la pilule. Dans l'assemblée du lendemain j'eus affaire aussi au lassallien Leickhardt, qui m'interpella à propos de notre position sur Schweitzer, ce à quoi je répondis en détail. En tout, j'avais dû parler dans les trois heures.

Mais mes explications étaient restées au travers de la gorge de Frese et d'une grande partie du Parti populaire, aussi Frese se vit-il obligé de polémiquer contre moi dans quatre articles de la *Correspondance démocratique*. J'y répondis par une série d'articles dans *l'État populaire*, qui, rassemblés en brochure, ont été jusqu'à aujourd'hui édités sous le titre *Nos buts*.

Dans ces articles, je défendais naturellement aussi la résolution de Bâle. Frese qui, comme tous les noceurs (sybarites), n'avait pas de trop grands scrupules de conscience à sacrifier ses principes, dès lors que la défense de ses principes l'empêchait de satisfaire ses besoins de viveur, passa plus tard au service du chancelier autrichien, M. von Beust.

À mon retour d'Allemagne du Sud, je commençai à purger la peine de trois semaines de prison, devenue entre-temps exécutoire, qui comme je l'ai déjà mentionné nous avait été infligée à Liebknecht et à moi pour diffusion de doctrines dangereuses pour l'État en raison de «l'Adresse aux démocrates d'Espagne»[25].

Il nous fallait maintenant faire de grands efforts vis-à-vis de l'Association générale des travailleurs allemands, pour gagner de nouveaux membres. Toutes les forces et tous les moyens qu'on pouvait mobiliser, on les utilisa dans ce but. Là, en tant que propagandiste, c'est Yorck qui fut tout d'abord concerné. Le résultat de ses voyages de propagande n'était

25 Voir Tome I, chapitre : Ma première condamnation.

pas toujours satisfaisant. Ainsi, fin 1869, il se plaignit à moi de l'insuccès d'un voyage de propagande qu'il avait entrepris en Rhénanie. Cela l'avait rendu très pessimiste. Être propagandiste, m'écrivait-t-il, est une triste vie, et c'était d'autant plus vrai que, il faut bien l'avouer, l'indemnité que le propagandiste recevait en ce temps-là était vraiment misérable. Il songeait à nouveau à s'embaucher comme ouvrier chez un maître-artisan. Yorck était menuisier. S'il n'avait pas une famille, disait-il, la chose serait différente, seul il pouvait s'en sortir. Cependant son abnégation et son dévouement à la cause étaient bien trop grands pour qu'il mette sa menace à exécution.

Liebknecht et moi, nous utilisâmes notre présence à Berlin pendant les sessions du Reichstag, pour gagner là-bas de plus en plus d'adhérents. En particulier nous prenions assez souvent avec grand succès la parole dans toute une série d'assemblées de branches professionnelles.

Le comité directeur de Brunswick se plaignait constamment de la mauvaise rentrée des cotisations. Cette plainte était tout à fait justifiée. Envoyer régulièrement tous les mois leur cotisation à Brunswick, les anciens membres de la Fédération des associations ouvrières notamment avaient du mal à s'y habituer, eux qui avaient l'habitude d'utiliser prioritairement leurs ressources pour les besoins locaux.

Entre le comité de Brunswick et nous, à Leipzig, se développa une correspondance extrêmement animée, dans laquelle August Geib, qui s'était installé à Hambourg comme libraire, fut aussi impliqué, lorsque, par décision du congrès de Stuttgart, la commission de contrôle fut transférée de Vienne à Hambourg. Bracke et le comité se plaignaient vivement de la rédaction de l'*État populaire*, qui s'occupait beaucoup trop de politique et pas assez de socialisme. Cette plainte, on l'entendit fréquemment dans le parti.

J'étais très irrité de ce que le rédacteur que, par décision du congrès d'Eisenach, nous avions obtenu en la personne de Rüdt – il avait interrompu ses études universitaires et était entré au parti comme propagandiste – néglige fortement ses obligations, mais demande constamment des avances sur sa rétribution, qui certes n'était pas bien élevée. Cela allait à l'encontre de ma conception de la réciprocité travail-salaire. J'ai toujours considéré, et considère aujourd'hui encore que c'est la pire atteinte au parti et comme un manque de conscience impardonnable, doublement à blâmer dans un parti ouvrier, quand des personnes prennent une fonction mais oublient sciemment de remplir les obligations qui vont avec, empochent le traitement mais ne fournissent aucun travail en échange. Un social-démocrate qui prend un poste rémunéré dans le parti a, selon moi, réalisé une sorte d'idéal. Il peut travailler selon ses convictions, il n'a pas à craindre la répression et trouve la pleine reconnaissance de ses camarades quand il fait son devoir.

Lorsqu'un jour je me plaignais amèrement de Rüdt auprès de Bracke – la lettre en question joua par la suite un rôle dans le procès pour haute trahison de Leipzig et est reproduite dans le compte-rendu qui en fut publié –, Bracke me répondit le 17 octobre :

> « Rüdt n'est pas mauvais, du moins je ne le crois pas. J'ai un ami intime qui est exactement comme Rüdt, et c'est un brave gars. Les gens de ce genre sont le contraire du philistin mais, dans leur vision simpliste, ils se fourvoient souvent, jusqu'à ce que de longues expériences, le plus souvent amères, les rendent sages. Moins je ressemble moi-même à ce genre de caractère (je me trouve moi-même souvent l'air d'un philistin quand je considère mon « mode de vie »), plus j'aime ce caractère chez les autres. Je dois tout de même avouer que je connais trop peu Rüdt pour pouvoir affirmer qu'il est comme mon ami. Mais je le suppose. As-tu lu la biographie de Lessing ? Pendant tout un temps, quel écervelé que celui-là ! J'ai souvent envie d'être tout à coup moi aussi un écervelé, mais j'aurai bien du mal à le devenir. De leurs crampons de fer, les circonstances me rivent à mon existence laborieuse, sérieuse et même quelque peu philistine ! Naturellement gai de tempérament, je le suis si rarement dans la réalité. »

Je ne sais plus aujourd'hui ce que je répondis à cette lettre de Bracke, mais je ne répondis sûrement pas que j'étais d'accord avec son jugement sur Rüdt.

Bracke, qui appartenait à une famille aisée et avait par pur idéalisme rejoint le parti des déshérités, était à l'époque dans une grande gêne. Il s'était laissé convaincre par Fritzsche de se porter caution pour la coopérative de production des ouvriers du tabac et des cigares et, après la faillite de la coopérative, il se retrouva dans la situation extrêmement pénible de devoir payer des sommes très importantes. Bracke me contait ses peines en de nombreuses lettres car, peu après notre rencontre, nous étions devenus intimes et n'avions pas de secrets l'un pour l'autre. Le malheureux a dû lutter de nombreuses années pour sortir des embarras où son bon cœur et son abnégation l'avaient précipité. Lorsque la mort le rattrapa – il mourut bien trop jeune en 1880, à 38 ans à peine –, tout le parti considéra cette perte comme irréparable.

En octobre 1869, Karl Marx fit une visite de plusieurs semaines à Hanovre, chez son ami le Dr. Kugelmann. Bracke et Bonhorst, le secrétaire du comité directeur, se rendirent ensemble à Hanovre pour faire la connaissance de Marx et le saluer. Bracke était extrêmement ravi de sa rencontre avec Marx ; c'était, m'écrivit-il, un « homme charmant », ils s'étaient tous deux très bien entendus.

C'est seulement en 1880 que je fis personnellement la connaissance de Marx et en même temps aussi d'Engels, à Londres, lorsque avec Bernstein nous « allâmes à Canossa ». On en reparlera plus tard[26].

En décembre 1869, le gouvernement autrichien nous joua un tour déplaisant ; il retira à l'*État populaire* l'autorisation d'être distribué par la poste. L'*État populaire* était à l'époque dans une situation telle qu'il ne pouvait se passer d'abonnés. Cependant c'était la meilleure preuve de ce que valait la calomnie du *Social-Demokrat*, accusant Liebknecht d'être au service du gouvernement autrichien.

Vers la fin de l'année, à Waldenburg en Silésie, éclata une grande grève des mineurs, la plus grande grève que l'Allemagne ait jamais vue jusque-là. Son côté le plus remarquable c'est qu'elle éclata dans une région et parmi des travailleurs qui, quand ils étaient organisés, appartenaient aux associations de métier Hirsch-Duncker, et que justement les propriétaires des mines exigeaient que les mineurs se retirent de cette association de métier. La doctrine de Hirsch-Duncker sur l'harmonie des intérêts entre capital et travail en reçut un méchant coup. Les deux fractions social-démocrates prirent énergiquement fait et cause pour les mineurs et les soutinrent. À Leipzig, je voulus faire placarder une affiche dans laquelle j'appelais à des collectes pour les grévistes, mais la police interdit l'affichage ainsi que la collecte, qui nécessitait l'autorisation de la police, parce que, en vertu d'une ordonnance de 1842 sur les pauvres, les collectes pour les « indigents » avaient besoin de cette autorisation. Je fis appel jusqu'au ministère de cette étrange interprétation de l'ordonnance sur les pauvres, mais M. von Nostiz-Wallwitz, le ministre de l'Intérieur de l'époque, approuva la décision de la police de Leipzig.

Par manque d'argent, la grève de Waldenburg échoua.

Au printemps de 1870, il m'échut une tâche qui aurait dû être accomplie par un progressiste ou un démocrate bourgeois. À Leipzig, mourut l'avocat Tzschirner qui, pendant le soulèvement de Mai 1849 à Dresde, avait été avec Heubner et Todt membre du gouvernement provisoire. Après la répression du soulèvement, Tzschirner s'enfuit en Suisse, mais c'est un homme brisé qui revint à Leipzig, suite à l'amnistie saxonne de 1865. Il fallait le secourir, et moi-même je lançai une collecte en sa faveur, dont je fis parvenir le produit à l'avocat Schaffrath de Dresde, un camarade de parti de Tzschirner.

Or, lorsque Tzschirner mourut au printemps 1870 à Leipzig, pas un seul de ses anciens camarades, pas même Schaffrath, n'était prêt à faire l'oraison funèbre de cet homme ; manifestement on avait honte ou on avait peur

26 Nouvelle allusion à cet épisode plus loin dans le tome II et également tome III.

d'apparaître publiquement comme ancien camarade de parti de ce révolutionnaire. Je dus donc me charger du discours, bien que je n'aie pas connu personnellement cet homme et n'aie connu son activité que par ouï-dire. Les démocrates allemands ont cessé très tôt de montrer un mâle courage.

❧ ❧ ❧

L'assemblée générale de l'Association générale des travailleurs allemands pour 1870 commença le 5 janvier. Schweitzer n'était pas d'humeur rose. Après qu'on l'eut interpellé pour savoir s'il avait en son temps conclu un accord secret avec Mende, lors de la prétendue réunification, ce qu'il contesta, on lui demanda des explications sur la gestion de la caisse. Il avait utilisé l'argent de l'association pour le *Social-Demokrat*, ce dont il n'avait pas le droit, puisque le journal était sa propriété personnelle. On finit même par faire passer une résolution qui le lui interdisait expressément. Cette résolution et la critique faite à la rédaction du *Social-Demokrat* mirent Schweitzer très en colère. Il répondit qu'en ce qui concernait la confiance, « *il devait admettre, d'après ce qui s'était dit dans l'assemblée générale, qu'il ne jouissait pas de la confiance de l'assemblée générale* », et qu'en tout cas, il avait perdu en grande partie confiance dans les délégués. On n'avait pas l'air de savoir ce qu'était le *Social-Demokrat*. Ce n'était pas le parti qui avait fait le *Social-Demokrat*, mais le *Social-Demokrat* qui avait fait le parti. Demander qu'un rédacteur réponde du contenu du journal, c'était facile quand on était soi-même bien à l'abri et qu'on ne finançait même pas les amendes. Il en avait assez de se fâcher comme ça à tout propos, d'abord avec les adversaires de l'association, et ensuite avec les membres de l'association. Concernant la demande que ce soit le comité directeur, et non comme jusqu'à présent le président, qui décide dans les affaires d'argent, il déclara qu'alors ce serait mieux aussi d'élire un comité et pas de président. L'assemblée générale procéda ensuite à un examen minutieux des dépenses de la caisse. On approuva par 5 097 voix contre 3 409 la proposition : « L'assemblée générale se déclare entièrement satisfaite des comptes de cette année, rejette comme injustifiées toutes les attaques des adversaires de notre parti et exprime le souhait que nos finances restent toujours ainsi. »

Une déclaration de Schweitzer disant que c'est de l'aristocratie de l'association, des propagandistes et des délégués, que provenaient toujours les désordres dans l'association, amena à des discussions électriques. On repoussa par 24 voix contre 12 et deux abstentions une motion de défiance envers le président présentée par Richter (Wandsbeck[27]) qui lui reprochait d'avoir, sur proposition des membres de Hambourg, au mépris de tout droit, déclaré déchus de leur droit de membres du parti jusqu'à l'assemblée générale de Berlin tous ceux qui appartenaient en même temps à l'association

27 Wandsbeck : aujourd'hui quartier de Hambourg.

générale des ouvriers du tabac et des cigares. Ces événements firent que Schweitzer se retrouva une nouvelle fois à s'afficher en démocrate radical. Le 9 janvier eut lieu une séance publique à laquelle assistèrent 2 000 personnes, avec à l'ordre du jour le sujet « La question militaire ». Alors que le 17 novembre 1867, au Parlement de l'Allemagne du Nord, Schweitzer s'était fait inscrire pour le projet de loi sur l'armée et qu'il avait à l'époque déclaré dans son discours qu'il était loin de vouloir nier et dénigrer ces qualités prussiennes que l'année précédente un monde hostile avait dû reconnaître avec admiration, il proposait maintenant d'adopter la résolution suivante :

« L'assemblée générale déclare : Les armées permanentes sont les principaux soutiens des gouvernements réactionnaires actuels ainsi que de l'exploitation sociale ; le principe démocratique exige que partout l'armement général du peuple remplace l'armée permanente. »

Donc, exactement comme dans notre ancien programme de Chemnitz et maintenant dans celui d'Eisenach. Après un débat assez long, auquel Schweitzer ne participa pas, la résolution fut adoptée à l'unanimité. De plus l'assemblée générale se déclara pour que la terre devienne la propriété collective de la société. Schweitzer clôtura cette séance par un discours très radical.

Dans la suite des discussions, une motion pour acheter le *Social-Demokrat*, qui deviendrait propriété du parti, fut repoussée par 6 492 voix contre 2 585. Au cours du débat, Schweitzer avait dit que, pendant les sept années de son existence, le *Social-Demokrat* avait englouti *des sommes énormes* et que maintenant encore il *exigeait des sacrifices*. D'où venaient ces sommes énormes, on ne le sut pas. Il dit qu'il était prêt à en céder le droit de propriété si le parti remboursait une petite partie des sommes employées au journal. Un intervenant exprima la crainte que Schweitzer fonde un nouveau journal, au cas où on en arriverait à des différends. Après cette déclaration, la majorité considéra l'acquisition du journal comme un cadeau empoisonné. Puis Schweitzer annonça, qu'à partir du 1er janvier, Hasenclever était entré à la rédaction, en plus de Hasselmann. Un grand nombre de membres demandèrent que le compte-rendu des assemblées générales soit rédigé de façon détaillée et *conforme à la vérité*.

Un débat assez long et virulent s'engagea sur différentes propositions ; une par exemple demandait que l'assemblée générale élise le président, comme cela figurait dans le statut ; à l'inverse Schweitzer en particulier défendait de toutes ses forces son élection par le « peuple », qu'il tenait en main grâce à son journal. Il imposa ses vues. La demande réitérée qu'une commission des plaintes contrôle la rédaction fut réglée par la résolution que toutes les plaintes sur la rédaction de l'organe de l'association seraient adressées au président. C'était au comité de direction d'exercer le contrôle ultime sur l'activité de la rédaction et sur celle du président, en sa qualité

de contrôleur, et il pouvait éventuellement prendre des dispositions nécessaires. Dans le débat en question, Pfannkuch déclara que le fonctionnement de la rédaction jusqu'à ce jour avait poussé hors de l'association beaucoup de braves camarades.

À l'élection du président, qui eut lieu le 12 février, Schweitzer fut réélu par 4 744 voix contre 249, un nombre de voix que l'on ne pouvait pas non plus considérer comme un vote de confiance exceptionnel, au regard des 9 000 membres qui étaient représentés à l'assemblée générale de Berlin.

❧ ❧ ❧

À côté des trois organisations social-démocrates existantes, début 1870 il en apparut une quatrième, qui à vrai dire n'était que peu importante et qui n'eut qu'une existence éphémère. L'hostilité opiniâtre que Schweitzer témoigna au *Prolétaire* publié à Augsbourg et à ceux qui le soutenaient irrita ceux-ci au plus haut point. Et lorsque l'assemblée générale de Berlin se déclara elle aussi contre les Bavarois, ceux-ci décidèrent de quitter l'Association générale des travailleurs allemands et appelèrent à un congrès social-démocrate fin janvier à Augsbourg. À la tête de cette scission séparatiste il y avait Franz, Neff et Tauscher ; tous trois des typographes. Franz a plus tard écrit une excellente brochure *: M. Böhmert et ses falsifications scientifiques,* par un ouvrier, 1873. Franz est mort il y a quelques années en Amérique. Neff mourut bien plus tôt. Tauscher, toujours en vie, est encore aujourd'hui un camarade de Stuttgart. Le comité de Brunswick me délégua à Augsbourg pour susciter le ralliement à notre parti des camarades bavarois et empêcher la création d'une quatrième fraction. Au congrès n'étaient présents que 9 délégués. Le point de vue que je défendais était le suivant :

> « La création d'une nouvelle fraction ne servira que les adversaires de la cause ouvrière. Ils applaudiront à nouveau cette division et ils souligneront que les ouvriers sont incapables de diriger leurs affaires, qu'ils ne sont pas dangereux comme parti puisque, malgré leur accord complet sur les principes, ils ne peuvent s'unir, au contraire ils s'entre-déchirent pour des considérations purement de forme et de personnes. Une autre raison impérative de s'unifier est d'empêcher la dispersion des forces morales et matérielles des ouvriers. Les ouvriers n'ont de trop ni des unes ni des autres. Plus il y a de fractions, plus il faut créer d'appareils. Ils coûtent de l'argent, et donc les sous durement gagnés des ouvriers seront mangés rien que par ces appareils administratifs. Au lieu d'utiliser l'argent pour combattre la bourgeoisie et la réaction, si on se combat mutuellement, les forces morales qui ne sont pas de trop seront dépensées et englouties dans ce même combat, sans aucun profit pour l'ensemble. Je sais bien qu'on a essentiellement deux arguments contre la fusion.

L'un est notre prétendue alliance, voire notre étroite union, avec le Parti populaire, l'autre est notre organisation que l'on considère comme trop peu homogène. Ces deux objections reposent sur des préjugés, habilement répandus et implantés dans les masses par ceux (Schweitzer et Mende) qui ont peur qu'un contact entre les ouvriers et la bourgeoisie démocrate leur fasse perdre leur propre place et qui, sous l'enseigne « lutte contre la bourgeoisie radicale », veulent cacher leur entente avec la réaction. Parti populaire et Parti ouvrier social-démocrate sont deux partis totalement séparés, chacun a son propre programme et sa propre organisation. En ce qui concerne le programme de notre parti, je n'ai pas besoin de développer davantage, étant donné qu'on l'a posé presque textuellement comme base de votre congrès, mais dans sa première partie notre programme va encore plus loin, car il renferme le programme international dans sa formulation la plus nette et il formule aussi clair et net sa position envers l'État existant. Le Parti populaire est d'accord avec nous dans la mesure où son programme comporte nos revendications politiques et aussi quelques-unes de nos revendications sociales (journée normale de travail, interdiction du travail des enfants), et qu'il fait donc un bout de chemin avec nous. Le combattre sur les points où il pense la même chose que nous, ce serait folie ; mais bien entendu nous nous opposerons à lui sur tous les points où il existe des divergences entre lui et nous, donc de préférence sur le terrain social. Nous le savons mieux que personne, le Parti populaire est un parti qui est composé de différents éléments. Il est constitué de monarchistes constitutionnels grands-allemands, de républicains bourgeois et d'un petit nombre de gens qui pour l'essentiel acceptent notre programme, mais ces derniers sont très minoritaires. Le Parti populaire est unanime dans la lutte contre les tendances grandes-prussiennes, le militarisme et le césarisme et, de ce point de vue, il combat aussi le Parti du progrès et le Parti national-libéral, qui nous sont hostiles. Nous n'avons donc avec le Parti populaire d'autres relations que celles qui découlent de la seule nature de nos deux points de vue. C'est cela même que Lassalle a en 1863 conseillé au parti ouvrier vis-à-vis du Parti du progrès, et même, en plusieurs passages de son ouvrage *De la Constitution*, Lassalle s'est lui-même défini comme un homme du Parti populaire. Et les objections contre notre organisation sont tout aussi inconsistantes que les reproches qu'on nous fait constamment sur notre attitude à l'égard du Parti populaire. Si nous vivions en Allemagne dans un État libre, alors il irait de soi que les raisons pratiques sont les seules à ne pas perdre de vue quand il s'agit pour nous de former une organisation. Mais

l'Allemagne n'est pas un État libre, elle est au contraire constituée d'États qui sont en majorité réactionnaires et dans lesquels le pouvoir des lois pèse de tout son poids sur les organisations populaires qui déplaisent. La dissolution de l'Association générale de travailleurs en Saxe, la fermeture des nombreux groupes locaux en Prusse, la décision de la cour d'appel prussienne contre l'association électorale du Schleswig-Holstein qui avait eu une organisation semblable à celle de l'Association générale des travailleurs allemands, et les derniers événements en Bavière montrent comment à tout moment la loi peut anéantir l'organisation. Si Schweitzer avait recouru à toutes les instances d'appel contre les jugements en première instance sur son association, la cour d'appel aurait sans aucun doute déclaré illégale l'organisation et de ce fait on aurait prononcé l'interdiction de l'association pour la Prusse. Schweitzer s'en est bien gardé et, si son association existe malgré tout, il le doit uniquement à la bienveillance dont il jouit notoirement auprès du gouvernement et de la préfecture de police de Berlin. Nous devons créer une organisation qui, au regard de la loi, permette, en même temps que l'homogénéité, l'indépendance formelle des membres du parti dans les différentes localités. L'homogénéité du parti est maintenue par le comité directeur du parti, élu par le parti et dont les pouvoirs sont strictement limités en même temps que contrôlables, ce qui élimine tout « culte du chef » et met fin une fois pour toutes à la domination d'une seule personne ; maintenue ensuite par les contributions régulières payées tous les mois par chaque membre ; maintenue enfin par l'organe du parti, qui est propriété du parti et ne peut donc pas être utilisé à des fins personnelles. Ces dispositions permettent donc de faire une propagande vigoureuse pour développer le parti et d'imposer la volonté du parti en toutes questions. Dans les associations locales, les camarades peuvent en toute liberté discuter des affaires du parti de la manière la plus libre possible et mener la propagande locale sans que la loi puisse intervenir. Que l'organisation adoptée par nous soit bonne dans la réalité, et pas seulement en imagination, la preuve en est que, malgré toutes les persécutions que le parti à eu à endurer depuis le premier jour de son existence, on n'a pas encore touché à l'organisation, tout simplement parce qu'on ne le peut pas. Avec une organisation comme celle de l'Association générale des travailleurs allemands, il y a longtemps qui nous aurions été coulés…

Si la police n'a pas appliqué le jugement de la cour d'appel sur l'Association générale des travailleurs allemands, cela montre avant tout les bons rapports du dirigeant de l'Association générale des travailleurs allemands avec la police prussienne. Nous ne jouissons

pas d'une telle protection, et nous n'en voulons pas non plus, nous devons donc monter notre organisation de telle sorte qu'elle soit à l'abri des attaques de la police. D'ailleurs la forme est pour nous secondaire, le principal c'est les principes et ce qu'on en fait. Nous ne sommes pas de ces maniaques de l'orthodoxie qui mettent la forme extérieure au-dessus de la chose. Nous ne croyons absolument pas que l'organisation est parfaite. Tout membre du parti peut peser pour des changements et, s'il parvient à y gagner la majorité, alors c'est la volonté de celle-ci qui sera déterminante ; en un mot, toute l'organisation du parti est démocratique. »

Je n'eus pas de chance avec mon exposé. Les organisateurs du congrès se scandalisèrent de notre position sur le Parti populaire, qu'on devait combattre comme dangereux d'autant plus énergiquement qu'il avait justement un programme radical. Notre organisation non plus ne leur convenait pas.

Dans le compte-rendu que je publiai dans le n° 10 de 1870 de *l'État populaire*, je relatais encore :

« Je pris encore une fois la parole et réfutai les réserves émises, mais je me rendis vite compte que tout discours était inutile, vu qu'on était fermement décidé à construire une quatrième fraction ouvrière, avec tout l'appareil bureaucratique correspondant. Je déclarai alors que je considérais que j'avais rempli mon mandat et que je ne continuerais à participer aux débats publics que pour expliquer ma position au congrès.

Lorsque peu après l'assemblée publique reprit, j'exposai les raisons qui m'empêchaient de continuer à participer aux débats. Je profitai en même temps de cette occasion pour récuser encore une fois en public, avec détermination, les préjugés qui pouvaient encore régner dans l'assemblée à l'égard de notre parti, héritages de l'éducation schweitzerienne. Quand j'eus fini, je rendis mon mandat et quittai la salle avec mes camarades.

Même si l'on peut considérer comme un échec la mission dont on m'avait officiellement chargé, j'ai cependant rapporté d'Augsbourg la conviction morale que la masse des travailleurs est lasse de ces crêpages de chignon pour des considérations mesquines, de forme ou de personnes. Les travailleurs comprennent que c'est seulement dans une union ferme, dans la réunion de toutes les forces, que réside pour eux la garantie de la victoire et, à moins que je me trompe beaucoup, en dépit de la quatrième fraction social-démocrate maintenant constituée, le moment n'est pas très loin où elle entrera complètement dans le Parti ouvrier social-démocrate. »

L'espoir exprimé ici se réalisa rapidement. Dès juin, au congrès de Stuttgart, il y eut entente et passage de la fraction bavaroise dans notre parti.

À mon retour d'Augsbourg, je tins une assemblée populaire à Munich à laquelle, comme il me le raconta par hasard, assistait en auditeur Georg von Vollmar, âgé de vingt ans à l'époque.

Le mois de janvier 1870 fut encore pour moi d'un intérêt particulier, car le conseil de la ville de Leipzig décida de retirer à l'association d'éducation ouvrière le reste de la subvention communale de 200 thalers par an, parce que l'association s'était déclarée pour le programme d'Eisenach. Quelques jours après, les conseillers municipaux décidèrent, après un débat animé, d'appuyer la décision du conseil par 27 voix contre 16. Ce même soir, par 121 voix contre 20, l'association m'élut à nouveau président.

À partir d'Eisenach, nous menâmes de toutes nos forces une campagne de propagande dans l'Allemagne entière pour développer le parti. Parmi les nombreuses assemblées que je tins moi aussi, deux à Plauen dans le Vogtland, contre Marx Hirsch, présentent un intérêt particulier parce que le contenu de mes discours donna prétexte à une nouvelle plainte contre moi pour diffusion de doctrines dangereuses pour l'État. Lorsque ensuite, avant même la finalisation de cette plainte, le Code pénal pour la Confédération de l'Allemagne du Nord entra en vigueur, Code pénal qui ne contenait pas cette disposition du Code pénal saxon, les matériaux de cette plainte furent recyclés dans le procès de haute trahison qui fut ensuite intenté contre moi. Ces assemblées qui se succédèrent deux soirs de file, parce que dans la première le débat n'était pas fini, se terminèrent par la défaite complète de Max Hirsch, qui à l'époque représentait le district de Plauen au Parlement de l'Allemagne du Nord. Deux ans auparavant j'avais affronté Max Hirsch dans sa ville natale de Magdebourg, et là également je lui avais infligé une grande défaite. Dans une assemblée ultérieure à Magdebourg, dans laquelle je critiquais très sévèrement les agissements de Schweitzer, un charpentier fanatique jeta en ma direction un verre à bière qui, dans son vol, passa tout près de ma tête et alla s'écraser contre le mur. Si j'avais été touché, j'aurais très probablement eu une fracture du crâne. Et ces lignes n'auraient sans doute pas été écrites. Voilà bien avec quelles gentillesses les frères ennemis se traitaient à cette époque.

Nous avions convoqué le congrès de Stuttgart du Parti ouvrier social-démocrate du 4 au 7 juin. 66 délégués étaient présents. Parmi les invités il y avait aussi Édouard Vaillant avec son ami le Dr. Mülberger, dont je fis alors la connaissance. Aux termes de la Constitution fédérale de l'Allemagne du Nord, les nouvelles élections au Parlement devaient avoir lieu fin août 1870 – ce que le début de la guerre franco-allemande empêcha – et

la question de la tactique aux élections était donc un des principaux sujets de discussion. Liebknecht et moi, qui avions des divergences d'opinion sur la pratique parlementaire, divergences dont je reparlerai encore à un autre endroit, nous nous étions mis d'accord sur la résolution suivante :

> « Le Parti social-démocrate participe aux élections au Reichstag et au Parlement douanier à des fins purement propagandistes. Les représentants du parti au Reichstag et au Parlement douanier doivent dans la mesure du possible agir dans l'intérêt des classes laborieuses mais, plus généralement, avoir une attitude d'opposition et utiliser chaque occasion pour montrer toute l'inanité des débats de ces deux assemblées et pour les démasquer comme des comédies.
>
> Le Parti ouvrier social-démocrate ne conclut d'alliance ou de compromis avec *aucun* autre parti, en revanche le congrès recommande, lors des élections au Reichstag ou au Parlement douanier, là où le parti ne présente pas son propre candidat, de donner sa voix aux candidats qui, au moins du point de vue politique, adoptent pour l'essentiel nos positions. En particulier, dans les districts où le parti renonce à présenter ses propres candidats, le congrès recommande de soutenir des candidats authentiquement ouvriers présentés par d'autres partis. »

Werth (Barmen) proposait de se prononcer pour la non-participation aux élections ; notre résolution selon lui était inconséquente. Cette proposition fut rejetée et notre proposition adoptée.

Là-dessus vint en discussion la question de la terre, pour laquelle j'étais rapporteur. La résolution que je proposai disait :

> « Considérant que les nécessités de la production ainsi que l'application des lois de l'agronomie – culture scientifique du sol – exigent en agriculture la grande exploitation et, comme dans l'industrie moderne, nécessitent l'introduction de machines et l'organisation de la force de travail rurale, et qu'en général le développement économique moderne tend en agriculture à la grande exploitation ; considérant par conséquent que, dans l'agriculture comme dans la grande industrie, les grands propriétaires évincent progressivement des propriétaires petits et moyens, que ne cessent d'augmenter la misère et la dépendance de l'immense majorité de la population agricole au bénéfice d'une petite minorité, et que cela est contraire aux lois de l'humanité et de la justice ; considérant que les qualités productives du sol, qui ne demandent aucun travail, constituent le matériau de tous les produits et de toutes les choses utiles, le congrès formule l'idée que le développement économique de la société moderne rendra socialement nécessaire de transformer la terre cultivable en propriété collective et d'affermer le sol, au nom

> de l'État, à des coopératives agricoles qui seront tenues d'exploiter scientifiquement la terre et de répartir le produit du travail entre les coopérateurs, selon un accord fixé par contrat. Pour permettre l'exploitation rationnelle et scientifique de la terre, l'État a le devoir de diffuser parmi la population agricole les connaissances nécessaires, en mettant en place des établissements d'enseignement appropriés. Comme stade de transition entre l'exploitation privée de la terre et son exploitation en coopération, le congrès demande de commencer par les domaines de l'État, les biens de la couronne, les fidéicommis, les biens de l'Église, les communaux, les mines, les chemins de fer, etc., et se déclare en conséquence contre toute transformation en propriété privée des propriétés de l'État ou des communes ci-dessus mentionnées. »

La proposition finale de la résolution fut combattue à plusieurs reprises, il n'aurait pas fallu entrer dans les détails. Mais finalement la résolution fut adoptée.

Comme à cette époque, à Vienne, le procès pour haute trahison contre les dirigeants des ouvriers autrichiens, Oberwinder, Andreas Scheu, Johann Most, etc., était imminent, que de plus le gouvernement autrichien poursuivait d'une haine fanatique les dirigeants du mouvement ouvrier et que le *Social-Demokrat* continuait d'attaquer Liebknecht comme agent du gouvernement autrichien, je proposai la résolution suivante :

> « Le congrès déclare que le gouvernement autrichien, par son attitude à l'égard du mouvement ouvrier et par la manière dont il traite les ouvriers incarcérés, qui fait honte à toute l'humanité, s'est acquis la haine et le mépris des travailleurs de toutes les nations. »

La résolution fut adoptée sous un tonnerre d'applaudissements du congrès.

C'est Dresde qui fut choisie comme lieu de congrès pour l'année 1871.

La fin de Schweitzer

Pendant que se déroulaient ces événements, le *Social-Demokrat* poursuivait sans faiblir ses attaques contre nous, sans hésiter sur le choix des moyens. Ainsi par exemple c'était maintenant chez lui une habitude de reproduire constamment des articles du *Journal de Francfort* national-libéral, censé être un organe de notre parti, et de les exploiter contre nous. On pouvait difficilement aller plus loin en matière de mensonges. Pourtant il y eut encore mieux.

En date du 3 juillet, l'*État populaire* publia un appel du comité directeur de Brunswick demandant de se préparer pour les élections au Reichstag et au Parlement douanier ; il rappelait à ce propos que, conformément aux résolutions du congrès de Stuttgart, dans les circonscriptions où nous ne

présentions pas nous-mêmes de candidats, il fallait examiner si nos voix ne pouvaient pas contribuer à la victoire d'un candidat d'un autre parti ouvrier. Le comité de Brunswick ne se doutait pas à ce moment-là que la veille, le 2 juillet, à Hanovre, dans une séance du comité directeur de l'Association générale des travailleurs allemands, Schweitzer avait présenté des motions que le comité directeur avait approuvées, et qui disaient ceci :

> *« 1. En cas de ballottage entre un réactionnaire (conservateur) et un libéral : vote pour le libéral.*
>
> *2. En cas de ballottage entre un réactionnaire et un candidat du Parti populaire (« les honnêtes » – c'est comme ça qu'il nous désignait) : abstention.*
>
> *3. En cas de ballottage entre deux libéraux : vote pour le candidat le mieux placé.*
>
> *4. En cas de ballottage entre un libéral et un candidat du Parti populaire (les honnêtes) : vote pour le libéral. »*

Les trois premiers points avaient été votés à l'unanimité, le quatrième, avec quatre voix contre.

On peut s'imaginer l'indignation qui nous saisit lorsque nous lûmes cette résolution, que nous considérions comme une *infamie de premier ordre*. Il était clair que Schweitzer et Tölcke avaient utilisé contre nous la haine fanatique des membres du comité directeur pour faire passer cette résolution infâme, qui touchait le parti qui était l'ennemi le plus résolu de la politique de Bismarck. Richter (Wandsbeck) a déclaré plus tard *qu'il avait voté contre cette décision, parce qu'il avait su que Schweitzer l'avait proposée à la demande du gouvernement*. Je ne me prononce pas là-dessus. Mais sans aucun doute cette résolution correspondait aux *souhaits de Bismarck*, et cela suffisait.

Dès que cette résolution fut connue dans nos rangs, le comité directeur de Brunswick publia le 10 juillet un appel disant que, en dépit de cette résolution, là où cela était dans l'intérêt de la cause ouvrière, *nos camarades devaient soutenir le candidat de l'Association générale des travailleurs allemands, en n'oubliant jamais que l'organisation devait être là pour permettre l'unification de tous les travailleurs sociaux-démocrates*. Par ailleurs on disait :

> « Cependant, au nom de la cause ouvrière, nous avons le devoir de nous opposer avec la dernière énergie à M. von Schweitzer qui, de la manière la plus haïssable et la plus blâmable, cherche à dresser travailleurs contre travailleurs, social-démocrates contre social-démocrates. C'est pourquoi nous demandons aux camarades de Barmen-Elberfeld, la terre classique de ce combat, de faire sans tarder les démarches nécessaires dans cette direction ; *le parti a le*

devoir et l'obligation de débarrasser notre mouvement commun d'un homme qui, sous couvert de radicalité, a tout fait jusqu'ici pour nuire à ce mouvement, dans l'intérêt du gouvernement de l'État prussien. Le parti sera aux côtés des camarades de Barmen-Elberfeld. Maintenant, avec vigueur, en avant ! »

Le 13 juillet, le *Social-Demokrat* dut annoncer qu'il était contraint de réduire son format, parce que les 500 nouveaux abonnés nécessaires n'étaient pas arrivés. C'était la réponse à la fanfaronnade de la fin de l'année précédente annonçant qu'on agrandissait le format du journal. Le nombre avait à peine augmenté de 100. Mais, bientôt après, aussi bien le *Social-Demokrat* que l'*État populaire*, qui fin mars 1870 avait 2 800 abonnés, durent procéder à de nouvelles réductions de format. La guerre franco-allemande éclata soudain, qui appela sous les armes de nombreux camarades des deux fractions et qui, avec l'arrivée du chômage, en priva d'autres de leurs moyens d'existence.

Je reviendrai un peu plus loin sur les causes et l'évolution de cette guerre. Liebknecht et moi considérions que Napoléon et Bismarck étaient autant l'un que l'autre responsables de cette guerre et nous nous abstînmes lors du vote de l'emprunt de guerre demandé, ce que nous motivâmes par une déclaration versée aux dossiers du Reichstag. Il en fut autrement pour Schweitzer et consorts. Selon Schweitzer, la guerre était une guerre non seulement contre le peuple allemand, *mais aussi contre le socialisme*. Et tout Allemand qui se jetait contre l'agresseur combattait non seulement pour la patrie, *mais aussi contre l'ennemi principal des idées de l'avenir, pour la liberté, l'égalité et la fraternité*.

Établir un lien entre le socialisme et la guerre c'était certes une idiotie monumentale mais, dans ces temps agités où on croyait la plus grande ineptie du moment qu'elle était dirigée contre nous, il y avait de la logique dans cette attitude.

Au milieu des désordres de la guerre, arriva de Vienne la nouvelle qu'Oberwinder, Andreas Scheu, Most et Pabst avaient été condamnés pour haute trahison, le premier à six ans de prison, les autres à cinq ans de pénitencier, peine alourdie pour tous d'un jour de jeûne par mois. En outre, une fois leur peine purgée, Oberwinder et Most seraient expulsés des provinces autrichiennes. Les autres accusés furent condamnés à des peines plus légères. Les chefs d'accusation principaux étaient la participation au congrès d'Eisenach (Oberwinder et Scheu) et l'approbation du programme d'Eisenach, qu'on ne pouvait imposer que par la violence.

La traque qui était à présent organisée contre nous par presque toute la presse, à cause de notre attitude au Reichstag, le *Social-Demokrat* s'y distingua en nous collant des « traîtres à la patrie » et autres belles étiquettes du même genre. Mais, non content de cela, Schweitzer envoya à Leipzig

plusieurs de ses propagandistes pour y ameuter les masses contre nous. Le premier à arriver fut Hasenclever, dont la réunion fut annoncée par une affiche disant :

> « Tous les ouvriers, citoyens et habitants de la ville sont chaleureusement invités à cette réunion. Pendant que nos troupes sont en campagne, il paraît urgent d'offrir une manifestation publique de l'esprit véritablement allemand de notre population, face à quelques éléments non allemands qui ici aussi se manifestent. Le représentant de l'Association générale des travailleurs allemands. »

Mais Hasenclever fit chou blanc ; nous avions la majorité dans l'assemblée, c'est donc la résolution proposée par nous qui fut adoptée. Cela se fut bien pire dans l'assemblée où Wolff (Hambourg) et Armborst (Stettin) devaient parler après lui. Là on en vint tout de suite à un tapage qui dégénéra vite en mêlée, à laquelle l'aubergiste paniqué mit fin en éteignant les lampes à gaz. Lorsqu'après la réunion nous nous retrouvâmes dans le local de notre association, la nouvelle arriva que les partisans de Schweitzer s'étaient rendus au logement de Liebknecht pour casser les fenêtres. Au pas de charge nous nous précipitâmes chez Liebknecht par le plus court chemin, mais nous arrivâmes malheureusement quelques minutes trop tard. De fait, bon nombre de vitres avaient été brisées chez Liebknecht et M^me^ Liebknecht, qui sans se douter de rien était dans la salle et donnait le sein à son premier rejeton, en avait été extrêmement effrayée. Furieux, nous courûmes derrière les auteurs de l'attentat et les rattrapâmes à proximité de la vieille ville, et ils furent rossés dans les règles. Peu après le *Social-Demokrat* annonça l'exploit de ses partisans en ces termes :

> « La colère populaire s'est manifestée contre les menées de haute trahison du Parti populaire. Liebknecht a eu ses fenêtres cassées. »

Quelques jours plus tard, une foule d'étudiants méditaient de me faire pareille ovation. En plus de casser les fenêtres, on ferait encore un charivari. Par bonheur, j'habitais sur la cour, dans la maison d'un commerçant en gros. Dès que le concierge apprit ce que méditaient les étudiants qui rappliquèrent un soir, il ferma vite le portail ; ils durent donc décamper bredouilles.

Toutes ces persécutions, dont il ne vaut pas la peine de poursuivre l'énumération, énervèrent tellement mes électeurs que, bien qu'étant pour la plupart de pauvres diables, ils se virent obligés de me remettre une couronne de laurier en argent accompagnée d'une épigramme de Uhland[28]. Si je m'étais douté de ce projet, j'aurais empêché sa réalisation.

Fin août 1870, Tölcke annonça dans la *Gazette du district d'Iserlohn* qu'il avait provisoirement laissé tomber la politique et s'était installé comme avocat du peuple. C'était un des piliers les plus solides de Schweitzer qui

28 Poète romantique.

craquait. Et voilà soudain que dans le *Social-Demokrat* aussi s'opérait un virage, manifestement la ficelle tenue d'en haut avait cassé. La guerre, avec ses victoires ininterrompues des armes allemandes, mit aux pieds de Bismarck l'Allemagne du Sud et presque toute la bourgeoisie de l'Allemagne du Nord. Même dans les milieux du Parti populaire de l'Allemagne du Sud, le chauvinisme s'en donna à cœur joie. À présent, un Schweitzer était plus nuisible qu'utile à Bismarck ; cela n'avait plus aucun sens de le garder.

Le 31 août, le *Social-Demokrat* s'en prit à l'annexion par la force de l'Alsace-Lorraine. Début septembre, après la capture de Napoléon, il se prononça pour la conclusion d'un cessez-le-feu et contre l'idée de réinstaller Napoléon. Donc exactement comme nous dans *l'État populaire*. Le 14 septembre, le *Social-Demokrat* publia un éditorial dans lequel il se prononçait contre l'armée permanente et se référait à ce propos à Gneisenau[29].

Lorsqu'il annonça l'arrestation d'August Geib à Hambourg, qui partageait le sort des membres du comité de Brunswick traînés enchaînés à la forteresse de Lötzen, il fit observer aigrement que Liebknecht et Bebel se trouvaient en sécurité, alors qu'ils étaient les incendiaires en chef, pour qui les autres tiraient les marrons du feu. Il n'eut pas à attendre trop longtemps et son désir de nous voir arrêtés fut satisfait. Lorsque ensuite Johann Jacoby et Herbig de Königsberg furent arrêtés et également traînés à Lötzen, le *Social-Demokrat* se retourna contre ces arrestations. Début novembre 1870, le journal annonça que Petzold de Leipzig, l'un de ses partisans les plus fanatiques, avait démissionné de la direction de l'Association générale des travailleurs allemands. Il ne voulait plus entendre parler de Schweitzer.

Le Reichstag avait été à nouveau convoqué le 24 novembre, entre autres pour voter de nouveaux crédits pour la poursuite de la guerre. À présent, le *Social-Demokrat* annonçait que, cette fois-ci, les députés du parti voteraient contre ces crédits. La guerre, qui au début avait été défensive, était maintenant devenue une guerre de conquête. Donc, là-dessus aussi, il avait désormais le même point de vue que nous. Au cours des débats extrêmement vifs que Liebknecht et moi nous provoquions constamment au Parlement, Schweitzer et consorts restaient complètement silencieux, ils n'intervenaient pas d'un seul mot dans le débat. C'est seulement quand, dans un discours, Liebknecht s'en prit à l'allégation mensongère que nous serions bien plus les amis de la France que de l'Allemagne et qu'il ajouta : « Je préfère être le copain du peuple français que le copain de cette canaille de Napoléon », que Schweitzer cria alors bien fort : Bravo, bravo ! Ce fut sa seule intervention dans les débats sur la guerre.

Le 17 décembre, la police débarqua par surprise chez Liebknecht, chez Hepner (le co-rédacteur de *l'État populaire*) et chez moi et, après avoir

29 Voir chapitre « Schweitzer au Parlement de l'Allemagne du Nord », note 16.

procédé à une perquisition domiciliaire, on nous déclara en état d'arrestation et on nous plaça en détention préventive. Comme la détention préventive dura jusqu'à fin mars 1871, nous fûmes donc totalement paralysés pendant la campagne électorale qui commença après le Nouvel An, mais cela n'empêcha pas M. von Schweitzer de rappeler encore une fois aux membres de l'Association générale des travailleurs allemands, le 8 janvier dans le *Social-Demokrat*, que la résolution du comité directeur de l'association, le 2 juillet de l'année écoulée, concernant leur attitude aux élections en cas de ballottage, était dirigée contre nous, « les honnêtes » d'Eisenach. Voilà de quoi cet individu était capable, alors que nous étions sous les verrous, dans le plus sévère isolement, et que procureurs et juges mitonnaient contre nous un procès en haute trahison.

Mais les membres de l'Association générale des travailleurs allemands de Leipzig avaient trop d'honneur et de conscience de classe pour obéir au doigt et à l'œil ; ils firent cause commune avec les camarades de notre parti en me présentant comme candidat pour Leipzig. De même, bon nombre de candidats de l'Association générale des travailleurs allemands refusèrent de signer une déclaration où ils s'engageaient à suivre cette tactique contre nous en cas de ballottage. Une fois de plus M. von Schweitzer avait trop tiré sur la corde.

Le 3 mars 1871, jour de conclusion de la paix, qui avait été choisi à dessein comme jour d'élection, le *Social-Demokrat* publia un éditorial qui respirait la confiance la plus grande en la victoire. Mais le soir même on annonça que nulle part on n'avait remporté la victoire et qu'à Barmen-Elberfeld Schweitzer était en ballottage avec le candidat conservateur, M. von Kusserow. C'était ce même M. von Kusserow qui, à l'automne 1867, avait versé 400 thalers à Schweitzer comme contribution des conservateurs à son élection. Lors du ballottage, Schweitzer fut battu, avec 8 477 voix contre 9 540. *Cette défaite fit mûrir chez lui la décision de se retirer de la vie publique*, ce qui est tout à fait éclairant sur son caractère. Dans une longue adresse « Au parti » dans le *Social-Demokrat* du 26 mars, il annonce *qu'il ne peut conserver plus avant la direction du parti,* que sa décision est irrévocable. En se référant au résultat de l'élection, il observe que certes ce n'était pas la *cause* de son retrait, mais qu'en effet il lui donnait l'occasion de concrétiser le retrait auquel il songeait depuis longtemps. De nombreux camarades de son entourage pouvaient témoigner qu'il y était déjà décidé depuis un an. Il conserverait sa charge jusqu'à la prochaine assemblée générale et, une fois que le parti l'aurait déchargé de la direction, il remettrait le pouvoir dans les mains des plus hautes instances du parti.

La véritable raison de son retrait, disait-il encore, c'était que pendant de longues années il avait sacrifié temps, forces, tranquillité et argent pour le parti ouvrier. Personne ne pouvait exiger de lui qu'il poursuive ces

sacrifices. Il avait fait son possible, il avait assez longtemps été à son poste pour avoir le droit de demander que la relève se fasse.

Cette annonce fut une surprise aussi bien pour l'association que pour les adversaires de Schweitzer. Jusque-là, rien dans sa conduite n'avait montré qu'il en avait assez de rester au poste où l'association l'avait placé. Tous ses actes montraient *le contraire*. On peut admettre que depuis un an il caressait l'idée de se retirer éventuellement et qu'il s'en ouvrait même à tel ou tel dans son entourage. Mais vraiment personne n'y a cru sérieusement. Ce qui d'abord peut avoir suscité sa décision, ce sont bien les expériences de Barmen-Elberfeld et le déroulement de l'assemblée générale de Berlin en janvier 1870, qui durent lui prouver qu'il ne réussirait *jamais* à gagner la pleine confiance de l'association, et que bien au contraire croissaient la méfiance et l'insatisfaction engendrées par sa direction et son comportement. Il avait cependant trop donné matière à accusations, trop suscité de hochements de tête et de mécontentements avec toutes ses intrigues, pour qu'on arrive encore, comme jusque-là, à finalement fermer les yeux sur ce qui s'était passé, en raison de ses brillantes qualités de dirigeant du parti. En raison de ces qualités, on lui avait beaucoup pardonné, ce qu'en d'autres circonstances l'association n'aurait jamais accepté. Mais ce degré de tolérance touchait à sa fin. D'un autre côté, il s'apercevait *qu'il ne pouvait pas à la longue poursuivre la guerre contre nous avec des chances de succès*. Malgré toutes les faiblesses qu'il montrait encore à l'époque dans son organisation et dans le solide regroupement de ses membres, notre parti croissait constamment et son autorité morale aux yeux de ses adversaires était incontestée. Pour Schweitzer, le jour viendrait peut-être bientôt où il *devrait* chercher à conclure la paix avec nous, ce qui équivalait à une condamnation de toute sa conduite jusque-là. Passer sous ces fourches caudines – c'est ainsi que cela lui apparaissait – il ne voulait pas s'y soumettre. À cette éventualité, il préféra renoncer à sa fonction dans l'Association générale des travailleurs allemands, qui en haut lieu aussi était devenue peu sûre.

Schweitzer avait même déjà lancé un ballon d'essai pour s'assurer une situation bourgeoise. En janvier 1871, sur une scène berlinoise on avait joué de lui un drame en trois actes, intitulé *Canossa*, ce qui montrait qu'il y avait en lui un talent dramatique. C'est dans ce domaine qu'il continua désormais à travailler.

Le 30 avril une partie de l'Association générale *lassallienne* des travailleurs allemands avait décidé de se dissoudre et de passer à notre parti. August Kühn, de Brême à l'époque, défendit aussi dans une lettre ouverte

l'unification des différentes fractions, qui était une nécessité absolue en particulier pour le mouvement syndical.

L'assemblée générale de l'Association générale des travailleurs allemands avait été reportée du 30 avril au 18 mai. Mais, fin avril, Schweitzer mit fin à la publication du *Social-Demokrat*, si bien que désormais l'association n'avait plus d'organe.

À cette assemblée générale, les discussions sur l'état des finances notamment occupèrent une très large place ; elles se terminèrent par l'adoption à l'unanimité d'une motion de Frohme, demandant « *d'infliger un blâme au président* » pour l'utilisation tout à fait inappropriée d'une part des fonds pour la propagande ». Au cours des discussions suivantes, Schweitzer expliqua que des raisons financières l'avaient contraint à cesser fin avril de publier le *Social-Demokrat*. Il souligna à ce sujet que le *Social-Demokrat n'avait à aucun moment couvert ses frais*, et ne pouvait donc pas non plus lui fournir un salaire de rédacteur. Un délégué déclara que, du 1er octobre 1870 au 1er janvier 1871, le *Social-Demokrat* avait perdu environ 1 700 abonnés. L'*État populaire* en perdait dans le même temps 300. L'assemblée générale décida de faire reparaître le *Social-Demokrat* dans son ancienne formule, c'est-à-dire comme propriété de l'association. Le journal parut à partir du 1er juillet sous le nom de *Nouveau Social-Demokrat*. Par ailleurs il fut décidé de mettre en place une commission de gestion et de réclamations de trois membres. À la place de Schweitzer, on élut Hasenclever président de l'association, Hasselmann devint premier rédacteur, Derossi secrétaire. Désormais, le président reçut des honoraires de 50 thalers par mois.

Finalement, l'assemblée générale exprima à l'unanimité ses chaleureux remerciements à Schweitzer pour sa direction énergique du parti et regretta de ne pas le garder plus longtemps à ce poste et à sa tête. Manifestement on voulait lui permettre de sauver la face et dissimuler la satisfaction que sa démission suscitait parmi beaucoup de ses anciens partisans.

Ce vote de confiance unanime était en contradiction criante avec les discussions qui eurent lieu l'année suivante à l'assemblée générale de l'association de Berlin, du 22 au 25 mai 1872. On y lut le compte-rendu de la réunion du comité directeur du 3 mars 1872 à Hanovre, dans laquelle Tölcke, l'ancien homme de confiance de Schweitzer, avait déclaré : « *Quand on observe l'histoire de l'association, il saute aux yeux que, chaque fois qu'elle montait, on faisait une petite expérience quelconque qui la faisait redescendre.* »

Ce à quoi on lui répondit à juste titre qu'il avait collaboré à ces expériences, mais n'en avait rien dit jusqu'ici. Tölcke dit encore :

> « Schweitzer n'a jamais fait imprimer des cartes de l'association, parce qu'il consommait lui-même immédiatement l'argent qui rentrait. Je n'ai cependant jamais pu écrire cela aux propagandistes, car

de nouvelles fractures seraient continuellement apparues dans le parti. Aurin avait dit à l'époque que la *caisse de l'association* n'était pas en ordre ; c'était vrai, car Schweitzer avait pris 500 thalers dans la caisse et les avait portés chez un banquier. On s'était tu là-dessus pour ménager le parti. »

Tölcke raconta encore :

« *Schweitzer était en relation avec la préfecture de police et lui rapportait tout ce qui se passait. Schweitzer m'avait dit peu avant le commencement de sa détention à Rummelsburg que, s'il se passait quelque chose, je pouvais à tout moment m'adresser à la préfecture de police ; j'étais également allé là-bas avec lui et il m'avait présenté, Schweitzer manifestant à cette occasion une grande connaissance de ces lieux. Puis il fit avec moi tout le tour de la cour, où la totalité des capitaines, etc. s'arrêtaient tout net pour saluer amicalement le Dr. Schweitzer. Ensuite Schweitzer me dit aussi que je pouvais venir à tout moment chez le ministre de l'Intérieur.* »

Là-dessus on rétorqua à nouveau à Tölcke, à juste titre, qu'il avait toujours laissé le parti tâtonner dans le brouillard, qu'à la dernière assemblée encore il avait défendu Schweitzer. Un autre orateur était d'avis que, d'après ses propres informations, Tölke était un traître encore bien *pire que Schweitzer*. Un troisième orateur dit :

« *Je remarque la présence ici du Dr. Schweitzer et je pose la question : est-ce que même des non-membres ont le droit d'être présents ? Si Schweitzer ne peut prouver qu'il est membre du parti ou fonctionnaire de police contrôlant cette séance, alors il doit quitter les lieux sans plus tarder.* »

On constate que depuis sa démission de la présidence Schweitzer ne payait plus de cotisations, donc n'était plus membre de l'association. Là-dessus Schweitzer quitta les lieux.

Lingner demanda alors d'adopter la résolution que Schweitzer n'ait plus le droit d'être admis dans l'association, il voulait être sûr qu'il était exclu.

Lors du vote, la motion demandant que *Schweitzer ne puisse plus* être admis *dans l'Association générale des travailleurs allemands fut adoptée par 5 595 voix pour, 1 177 contre et 1 209 abstentions.*

Ainsi finit la carrière politique de Schweitzer. Il fut abandonné et condamné par ceux-là mêmes qui pendant des années lui avaient accordé une confiance presque illimitée ou qui, comme Tölcke, étaient ses complices. Dans son livre sur Schweitzer que je cite à plusieurs reprises, Mayer dit que ce sont ses complaisances de littérateur à l'égard du réformateur social conservateur Rudolf Meyer qui auraient suscité l'exclusion de Schweitzer de l'association. C'est une erreur, à cette époque-là on ne se montrait pas *si* chatouilleux dans l'Association générale des travailleurs

allemands. Dans ce cas, Hasenclever aussi aurait dû être exclu car, *comme tout le monde le savait*, il était à l'époque également en relation avec Rudolf Meyer. Cette relation n'aurait de toute façon pas été non plus un motif d'exclusion du parti. Friedrich Engels et moi plus tard n'avons-nous pas été aussi en relation personnelle avec Rudolf Meyer, qui en 1893 à Prague nous servit de guide pour visiter la ville ! Je pense que l'association ne manquait pas de raisons très solides pour la résolution en question contre Schweitzer, on n'avait pas besoin d'en chercher d'autres.

Si Schweitzer, qui quittait alors la vie politique, avait eu, en plus de ses diverses autres qualités, les qualités *que doit absolument avoir le dirigeant d'un parti ouvrier*, abnégation, intégrité et total dévouement à la cause à défendre, il serait incontestablement resté jusqu'à la fin de sa vie le premier dirigeant du parti, comme je l'ai déjà souligné. On peut regretter ces grands défauts de sa personnalité, mais on n'a pas le droit de les négliger. Dans les circonstances de l'époque, il aurait été l'homme de la situation. Toutes ces nombreuses années de combats acharnés, dans lesquelles, à la grande joie de nos adversaires communs, on gaspilla en pure perte temps, force, santé et argent, ce qui en retour empêcha d'innombrables forces de se joindre au mouvement, elles auraient été alors impossibles. La graine semée par Schweitzer continua de porter ses fruits. Bien sûr, il avait su faire comprendre aux masses de façon exceptionnellement claire et vivante les idées du socialisme – c'était là son mérite, et cette activité n'était absolument pas en contradiction avec le rôle politique ambigu qu'il joua – mais, sur le plan politique, il avait semé le désastre, cultivé le fanatisme et tenté de maintenir, au moyen de la pomme de discorde, une division durable, et donc l'affaiblissement du mouvement ouvrier.

Cela, j'en suis convaincu, ce fut sa véritable mission. Et les déclarations de Tölcke à l'assemblée générale de Berlin, déjà citées, confirment la justesse de cette conviction : quand on regarde l'histoire de l'association, il saute aux yeux que, dès qu'elle montait, on faisait une expérience quelconque qui la faisait redescendre. L'histoire de l'association en fournit de multiples exemples. Ce fut exactement la même chose avec les syndicats. Une fois leur création inéluctable, parce qu'elle était dans l'air du temps, il fallut qu'une organisation, absurde au possible, vienne entraver leur développement. Si Schweitzer, là, n'atteignit pas son but, c'est parce que le mouvement était beaucoup trop sain pour se laisser serrer dans un carcan, il échappa à son contrôle.

Le véritable objectif de son activité et, aux yeux de Bismarck, son objectif principal, c'était de *créer un mouvement ouvrier soumis politiquement au gouvernement*. C'est pourquoi son opposition au gouvernement se démarquait inflexiblement du point de vue du Parti du progrès, ce parti qui, aux dires de Schweitzer, était en matière sociale le parti de la

régression. Que Schweitzer ait été au service de Bismarck, après tout ce que j'ai réuni ici comme faits, cela ne peut faire le moindre doute. Qu'on ignore quelles sommes il recevait pour jouer son rôle, cela ne prouve rien. Ce genre de marché, je le répète, ne se traite pas sur la place publique, et il est sûr qu'avec un homme tel que Schweitzer ce n'est pas non plus des fonctionnaires subalternes qui y étaient mêlés. Je suis convaincu que pas même le préfet de police de Berlin n'en savait quoi que ce soit de précis.

Que constamment et jusqu'à la fin de sa vie il avait dû batailler contre des créanciers, cela non plus ne prouve pas qu'il n'était pas corrompu. Dans les premiers temps de la Prusse bismarckienne, les sommes que l'on payait pour des services comme ceux que Schweitzer rendait n'étaient pas excessivement élevées. Plus tard, le fonds reptile fut à la disposition absolue de Bismarck. Or ce fonds, attaqué par toute la presse d'opposition, *Schweitzer n'en a jamais dit ni écrit un mot, et cela en dit long.* D'un autre côté, avec ses goûts de sybarite, il faisait partie de ces gens qui viennent facilement à bout même d'un revenu de directeur de banque. Il est possible aussi, et son ambition parlait en ce sens, qu'il espérait être nommé le moment venu, avec le rang correspondant, dans un des ministères ou des offices du Reich, par exemple comme conseiller privé pour la politique sociale, à laquelle, de l'aveu de Bismarck, ses conseillers privés de l'époque ne comprenaient rien.

Mais, pour le rôle que jouait Schweitzer, il était absolument nécessaire aussi qu'il pût librement et en toute indépendance régir et régenter à sa guise l'association qu'il dirigeait. C'est à cela que servait *la dictature*. La dictature qui le soustrayait à tout contrôle, qui lui permettait d'agir à sa guise, sans avoir besoin d'en mettre d'autres au courant de ses intrigues ou même de devoir demander leur approbation. Cela aurait été la mort de la dictature et aurait rendu son rôle *impossible*. D'où en permanence ces coups d'État petits et grands par lesquels il se débarrasse chaque fois des entraves qu'une assemblée générale venait de lui mettre. Et comme Lassalle, par suite de ses propres appétits de dictature, avait créé une organisation qui donnait au dirigeant un pouvoir dictatorial, *il fallait transformer cette organisation en quelque chose d'intouchable et transformer toute attaque contre elle en une espèce de crime d'État. Le pouvoir absolu du président devait rester intact.* C'est à cela d'ailleurs que servait le culte permanent rendu à Lassalle et à l'organisation qu'il avait créée, culte dont ce cynique de Schweitzer riait en secret et qui accroissait son mépris envers ceux qui se laissaient mener par lui.

À Rudolf Meyer, entre autres, Schweitzer s'est plaint de « l'ingratitude » des travailleurs. Ce reproche cadre parfaitement avec l'image qu'il veut nous donner. Il arrivait précisément avec une conception totalement fausse de sa place dans le mouvement. Le dirigeant d'un parti ne devient

véritablement dirigeant que par le travail qu'il accomplit loyalement, en fonction de ses forces et des capacités du parti. Faire le maximum dont on est capable, c'est le devoir et l'obligation de tout homme qui se trouve dans un mouvement démocratique et qui lui appartient. Par son travail, il se gagne la confiance de la masse, et c'est pour cela qu'elle le met à sa tête comme dirigeant. Mais seulement *comme le premier de ses hommes de confiance, et non comme un maître à qui elle doit obéir aveuglément. Il est le champion choisi pour défendre ses revendications, l'interprète de ses aspirations profondes, de ses espoirs et de ses souhaits. Tant que le dirigeant satisfait à cette tâche, il est l'homme de confiance de son parti ; mais si celui-ci voit qu'il est dupé, trompé et mené sur de fausses routes, alors ce n'est pas seulement son droit mais aussi son devoir d'arracher à son dirigeant la direction, et de lui retirer sa confiance.* Le parti n'est pas pour le chef, mais le chef pour le parti. *Et, comme toute position de pouvoir implique le danger d'en abuser, le parti a le devoir de contrôler sévèrement les actes de son dirigeant.*

Mais Schweitzer voyait les choses à l'inverse de ce qu'il aurait dû. Il se sentait une sorte de *bienfaiteur*, il ne voyait dans le parti que le marchepied sur lequel il se hissait, le moyen de satisfaire son ambition et la possibilité de satisfaire son goût du plaisir. Et quand il échoua à ce jeu, il se plaignit d'ingratitude. Mais les masses ne sont *jamais* ingrates, à condition et aussi longtemps qu'elles croient à l'honnêteté de leurs dirigeants. Et une fois qu'elles ont accordé leur confiance à quelqu'un, il est difficile de les convaincre qu'elles ont été trompées. De cela il y a quantité d'exemples. Qui accuse l'ingratitude des masses, s'accuse lui-même. C'est de sa faute à lui.

Après avoir été contraint d'abandonner la partie, Schweitzer se crut tout à coup obligé de conseiller à ses partisans ce que, tant qu'il occupait sa charge, il avait empêché de toutes ses forces. Dans un tract intitulé « À mes amis personnels au sein de l'Association générale des travailleurs allemands », qu'il publia le 2 novembre 1872, il prit très fermement position pour *une unification des deux partis.* Naturellement, il ne pouvait le faire sans tenter auparavant de justifier son attitude passée à notre égard. Selon lui, il n'y avait maintenant plus aucun doute que nous étions un parti social-démocrate, transformation opérée en premier lieu par le passage chez nous de nombreux membres dynamiques de l'Association générale des travailleurs allemands, qu'il avait pourtant mis autrefois dans le même sac que nous et qu'il avait qualifié d'écrivassiers, de maîtres d'école, de commerçants et de quarts ou de huitièmes d'intellectuels. Par ailleurs il s'en prenait à la résolution de la dernière assemblée générale de l'Association générale des travailleurs allemands, qui lui interdisait de redevenir membre de l'association dont il avait été pendant des années le président

très populaire. À ses yeux, cette résolution était en contradiction insoluble avec le vote de confiance qu'on lui avait accordé l'année précédente à l'assemblée générale. Il assurait pathétiquement qu'il avait servi le parti en toute sincérité. Il détaillait ensuite les préjudices que la division et la lutte mutuelle avaient entraînés pour les deux camps, et il appelait à un congrès commun qui créerait l'organisation centralisée qui, selon sa conception actuelle, était l'essence même de l'organisation lassallienne. Il appelait à réaliser l'unification « *avec* les dirigeants s'ils veulent, *sans eux* s'ils restent passifs, *malgré* eux s'ils s'y opposent. On le voit, cela aussi il en était capable.

Au début, Schweitzer avait tenté de publier son tract dans l'*État populaire*. On refusa, non parce que nous étions opposés à l'idée d'unification, mais parce que Liebknecht en particulier n'avait pas confiance en Schweitzer. Il voyait dans ce tract un piège. Moi, la proposition me donnait l'impression que Schweitzer voulait irriter ses successeurs et les mettre dans l'embarras. Dans l'Association générale des travailleurs allemands, l'appel de Schweitzer à l'unification ne marcha absolument pas. En un sens, il commençait maintenant à ressentir dans sa chair la haine qu'il avait semée contre nous pendant des années. Bien des années devaient d'abord passer avant que, sous la pression des circonstances intérieures et extérieures, l'unification de la social-démocratie allemande se réalise.

Pour finir, je dois encore évoquer quelques procédés de Schweitzer, qui aideront à présenter son caractère sous son vrai jour. Les événements qui s'étaient passés à l'assemblée générale de l'Association générale des travailleurs allemands, la presse bourgeoise naturellement en prit aussi connaissance, et elle se perdit alors en toutes sortes de conjectures sur l'ingratitude témoignée à Schweitzer. Là-dessus, il publia dans le *Journal de la Bourse de Berlin* une déclaration qui se concluait ainsi : « Je suis tout à fait d'accord avec vous quand vous dites que ce qui s'est passé est significatif. Pour cette assemblée de « chefs » et de « propagandistes », la question de la forme n'était qu'un prétexte. Pareilles preuves d'ingratitude qui reviennent constamment sont cependant très compréhensibles chez des gens dont, hélas, très peu seulement sont mus par l'enthousiasme pour une nouvelle idée, *cependant que l'immense majorité, comme j'ai dû le constater à ma grande tristesse, n'est animée que par la jalousie envers les classes supérieures de la société (*jalousie que personne n'avait attisée plus violemment que lui*) ou par d'autres vilains motifs.* A*joutons à cela un horizon borné, et on ne s'étonnera plus des phénomènes d'ingratitude et de bêtise.* »

Il envoya un article au *Journal populaire de Berlin*, où il écrivait que, depuis sa démission de la présidence de l'Association générale des travailleurs allemands, il ne s'était en aucune manière mêlé activement des affaires de la social-démocratie et qu'à l'avenir non plus cela ne le regardait

pas. Il en avait plus qu'assez. Schweitzer lui-même ne pouvait se démasquer plus totalement qu'il ne le faisait par ses déclarations.

Mais cela ne satisfaisait pas encore suffisamment son hostilité contre les piliers du mouvement qu'il avait dirigé tant d'années. Presque à la même époque où il publiait son tract « À mes amis personnels au sein de l'Association générale des travailleurs allemands », parut sur la scène berlinoise une pièce dont il était l'auteur, intitulée, *Notre grand concitoyen*, farce originale avec chants, en trois actes et sept tableaux. Il y raillait et ridiculisait très férocement les propagandistes de l'Association générale des travailleurs allemands, qu'il avait pourtant lui-même formés. Même dans la presse bourgeoise on blâma et condamna ce procédé comme une bassesse.

Schweitzer souffrit pendant des années de tuberculose, finalement c'est en Suisse qu'il alla tenter de guérir son mal. En vain. Le 28 juillet 1875, il mourut d'une pneumonie à 42 ans. Le 7 octobre de cette même année, comme le raconte Gustav Mayer, son corps fut inhumé dans le caveau familial à Francfort-sur-le-Main. Le cortège funéraire n'était composé que de sa famille et d'un prêtre catholique. De ses anciens partisans et admirateurs de l'Association générale des travailleurs allemands, pas un ne suivit le cercueil. Pour la social-démocratie, il était mort bien avant de mourir. Une oraison funèbre venant d'elle n'aurait pu être un panégyrique. Et le caveau de famille n'était pas non plus le lieu adéquat. Aucun article nécrologique non plus ne témoigne que l'on se souvienne de l'ancien dirigeant. Ainsi finit un des dirigeants les plus importants du mouvement ouvrier allemand, qui ne pouvait s'en prendre qu'à lui-même de son destin.

Début de mon activité parlementaire

Au Parlement constituant de l'Allemagne du Nord

Dès que j'eus en poche l'annonce officielle de mon élection au Parlement, je partis pour Berlin le 5 mars 1867, le cœur un peu battant. Le Parlement avait déjà été ouvert le 24 février. J'allais au-devant d'une activité toute nouvelle. Jusqu'à présent, la vie parlementaire m'était encore tout à fait étrangère ; je ne connaissais personne qui aurait pu me renseigner là-dessus. L'avocat Schraps, qui avait été élu avec moi par le même parti, n'en savait pas plus que moi. Il fallait donc se jeter à l'eau. Au moment où j'allais ouvrir la porte de l'ancienne Chambre des seigneurs[30] où siégeait le Parlement, rue de Leipzig, elle s'ouvrit de l'intérieur, et le prince Frédéric-Charles, lui aussi membre du Parlement, sortit. Voilà, pensais-je, que celui qui est tout en haut sur l'échelle sociale rencontre celui qui est tout en bas. Après m'être déclaré au bureau, je me rendis aux domiciles de l'avocat Schaffrath et du professeur Wigard — Rossmässler m'avait donné une lettre de recommandation auprès d'eux, mais je ne connaissais encore personnellement aucun des deux — pour savoir ce qu'il en était au Parlement. Tous les deux se plaignirent de leurs amis politiques prussiens, les progressistes, dont même le meilleur ne parvenait pas à s'élever à un point de vue vraiment libre et démocratique. Même les particularistes saxons, le conseiller privé von Wächter et consorts, s'étaient déjà laissé intimider par Bismarck et n'osaient plus défendre leur point de vue sur la Constitution.

Je signale qu'à l'époque les conservateurs saxons, hanovriens, etc., qui avaient déjà derrière eux une vie constitutionnelle bien plus longue que les Prussiens, défendaient et avaient mis en pratique chez eux des points de vue constitutionnels que les libéraux prussiens eux-mêmes n'osaient pas soutenir.

On m'affecta à la première section. Signalons, pour les profanes, que les membres du Parlement étaient affectés par tirage au sort dans sept sections, qui à cette époque encore devaient effectuer les vérifications définitives des scrutins et, comme aujourd'hui, élire les commissions spéciales. C'est pour cette raison que le nombre de membres des commissions doit toujours être divisible par sept.

30 Chambre haute en Prusse.

Le 8 mars, j'écrivais à ma femme que Schraps et moi formions l'extrême gauche et que nous étions placés en conséquence. Nous pousser encore plus à gauche, le mur nous l'interdisait, et nous ne voulions tout de même pas l'enfoncer à coups de tête.

Parmi les députés se trouvait alors l'élite des politiciens et des leaders parlementaires de l'Allemagne du Nord. J'y revis von Bennigsen qui, l'année précédente, avait présidé le congrès des députés de Francfort-sur-le-Main ; et puis le Dr. Karl Braun (Wiesbaden), qui devint le blagueur du Parlement et sans doute le meilleur taste-vin qu'il y ait eu en ce lieu ; Becker-le-rouge, rencontré en 1863, avec qui je renouai connaissance ; Max Duncker, qui était fier de sa crinière de lion ; von Forckenbeck, qui succéda plus tard à Simson et devint le président le plus partial que le Parlement ait jamais eu ; Gustav Freytag, le célèbre romancier ; Rudolf Gneist, à qui plus tard le ministre de la Guerre von Roon fit un jour devant toute la Chambre le compliment d'être un homme qui pouvait *tout* prouver ; le petit Lasker, qui courait comme une belette sur ses courtes gambettes quand il se précipitait vers la tribune, ce qui arrivait souvent ; l'ancien membre de la Ligue des communistes Miquel, un esprit fin et un bon orateur ; le Dr. Planck, plus tard principal rédacteur du Code civil et son commentateur ; Eugen Richter, qui avait toujours l'air aussi glacial qu'en 1863, lorsque je fis sa connaissance à Francfort-sur-le-Main ; le Dr. Simson, jadis un des présidents du Parlement de Francfort, à qui on avait maintenant confié cette même fonction ici ; à cause de la dignité qu'il mettait à présider et agiter la cloche, on le surnomma par plaisanterie Jupiter Tonnant ; Schwerin (Putzar), autrefois ministre pendant « l'ère libérale », obtint plus tard que le Parlement, pour délibérer des propositions émanant de ses membres, fixe un jour précis dans la semaine, en général le mercredi ; de là vient qu'en jargon parlementaire ces jours sont aujourd'hui encore appelés les jours Schwerin. Schulze-Delitzsch, Twesten, surtout célèbre pour son duel avec M. von Manteuffel ; von Unruh, libéral réactionnaire ; Waldeck, le véritable dirigeant du Parti du progrès ; les deux frères Wiggers du Mecklembourg, tous deux anciens révolutionnaires, dont l'un était membre du Parti national-libéral et l'autre du Parti du progrès. Dans la fraction constitutionnelle-confédérale, à côté de Windthorst, dominait surtout Mallinckrodt, qui était l'esprit le plus fin du futur Zentrum (le Centre). Dans le groupe du Centre, qui se composait à l'époque de vieux libéraux, siégeait Georg von Vincke, la terreur des sténographes. Il était l'orateur le plus rapide du Parlement. Enfin il y avait à l'extrême droite, et son véritable dirigeant, le haut conseiller de gouvernement Hermann Wagener, bureaucrate sec de haute taille, au visage osseux antipathique et à la voix désagréable.

Et il y avait un homme important, Karl Mayer von Rothschild, que la ville de Francfort annexée[31] avait envoyé au Parlement avec le soutien du *Journal de Francfort* (*Frankfurter Zeitung*). Rothschild était un personnage trapu, large d'épaules, aux cheveux et à la barbe d'un noir de jais très soignés. Il portait une lourde chaîne en or sur son ventre assez imposant et était toujours très élégamment vêtu. Je le reconnus au premier regard sans avoir jamais vu un portrait de lui. Il m'arriva la même chose avec Schweitzer, à la session parlementaire suivante. Étaient membres aussi du Parlement les généraux Vogel von Falckenstein et von Steinmetz : ils avaient été élus pour leurs faits de guerre l'année précédente. Mais, plus que tous ceux que j'ai nommés, c'est Bismarck qui m'intéressait, lui que je n'avais pas encore vu auparavant. À l'époque il apparaissait presque toujours au Parlement en redingote noire, gilet noir, haute cravate noire de conseiller privé, d'où dépassaient les pointes blanches de son col à manger de la tarte[32]. Ses cheveux, pour autant qu'il en eût encore, étaient foncés ainsi que sa moustache coupée court. Les trois cheveux qui, selon tous ses caricaturistes, étaient censés se dresser sur son crâne par ailleurs chauve, comme trois peupliers en plein champ, je les ai en vain cherchés dans le paysage. Ou bien ils n'existaient que dans l'imagination du dessinateur, ou bien il avait dû pendant le combat sur la Constitution les laisser comme trophée aux mains de ses adversaires. J'avais très envie de l'entendre parler, mais je ne fus pas peu déçu quand le colosse se leva et, qu'au lieu de parler d'une voix de lion ou de stentor, il s'adressa à la Chambre d'une voix de fausset. Il formait de longues phrases très compliquées, hésitait parfois un peu aussi, mais son discours était toujours intéressant. Ce qu'il disait tenait toujours la route.

Bismarck s'était certes réconcilié avec la grande majorité des libéraux, en particulier avec les nationaux-libéraux, mais il restait méfiant à leur égard et craignait qu'ils retombent dans le vieux travers de leur penchant irrésistible pour le pouvoir parlementaire et lui gâtent à nouveau l'existence. C'est pourquoi il s'était taillé un projet de Constitution sur mesure, mais ce projet, aussi disposés qu'ils fussent à se contenter de peu, les libéraux ne pouvaient cependant l'accepter sans quelque modification non négligeable. Finalement il leur fit un certain nombre de concessions, mais eux lui cédèrent sur deux points essentiels, le budget militaire intouchable et le refus des indemnités parlementaires. Sur ce dernier point il aurait sûrement cédé aussi, comme il l'avoua plus tard, si les libéraux qui, lors du premier vote avaient imposé l'indemnité à une forte majorité, étaient restés fermes. Mais, déjà à l'époque, le retournement de veste, était devenu une

31 Francfort en 1866 avait refusé de se joindre à la guerre de la Prusse contre l'Autriche. Envahie, la ville fut annexée au royaume de Prusse.

32 C'est ainsi qu'on on appelait un faux col droit.

douce habitude, surtout chez les nationaux-libéraux. Il aurait été impensable que Bismarck, comme il en fit la menace, laisse tomber à l'eau la Constitution si on y maintenait les indemnités. Il ne pouvait s'infliger cette humiliation devant tout le monde. D'ailleurs, dans le Parlement constituant, les députés de l'ensemble des États, à l'exception de ceux de Prusse, du Mecklembourg et de Reuss-ligne nouvelle, touchaient des indemnités ; par exemple, nous, les députés saxons, quatre thalers par jour, qui étaient payés par le Trésor public de Saxe[33].

En revanche, à la séance du 28 mars, au cours de laquelle se discutait l'article sur le futur droit de vote pour le Parlement, Bismarck fut obligé de le défendre. Les députés nationaux-libéraux de droite, von Sybel, Grumbrecht (Harbourg), le professeur Meyer (Thorn) et divers orateurs de la droite avaient émis des réserves sur ce droit de vote. Sybel voyait en lui la « dictature de la démocratie ». Bismarck déclara alors : « Le suffrage universel nous est transmis en quelque sorte comme un héritage des aspirations à l'unité allemande ; nous l'avons eu *dans la Constitution du Reich telle qu'elle a été ébauchée à Francfort en 1848 ; en 1863, à Francfort, nous l'avons opposée aux aspirations autrichiennes de l'époque, et je ne peux dire qu'une chose : "Je ne connais en tout cas pas de meilleure loi électorale."* »

Ensuite, il expliqua qu'il avait été tout à fait impossible de trouver une autre base commune pour un droit de vote dans la confédération de vingt et un États en train de se créer. Ou peut-être voulait-on le système électoral des trois classes ? « *Oui, celui qui a observé d'un peu près ses effets et les conjonctures qu'il crée dans le pays, est obligé de dire que dans aucun autre État on n'a imaginé loi électorale plus misérable et plus absurde.* » À cette loi il reprochait arbitraire et dureté. Son inventeur ne l'aurait jamais faite s'il s'était représenté ses conséquences pratiques. Il trouvait naturel *que se considère comme un ilote, comme politiquement mort, quiconque était rangé par cette loi dans une classe électorale inférieure.*

Ma première action parlementaire consista à pousser le Parlement à une *illégalité*. Comme cet acte n'a pas encore été gravé dans les tables de l'histoire, racontons-le ici en quelques mots. Lorsque j'assistai à la première séance de section, le hasard fit qu'il y avait à l'ordre du jour l'élection du professeur von Wächter comme député pour Leipzig. Wächter avait été élu au deuxième tour par 5 434 voix contre 4 403. Mais la municipalité de Leipzig avait commis la grossière erreur de ne pas subdiviser la circonscription électorale en districts électoraux dont aucun ne doit avoir plus de 3 500 habitants, comme le § 7 du règlement électoral le prescrit, mais elle classa l'ensemble des électeurs de la ville par ordre *alphabétique*, et les répartit en huit bureaux de vote situés au centre-ville. Ce n'était donc pas le district

33 À cette époque, un ouvrier qualifié gagnait 3 thalers par semaine environ. En 1872, un pantalon ou une paire de chaussures coûtaient un thaler environ.

électoral, mais l'ordre alphabétique des noms des électeurs qui déterminait où untel devait voter. Le rapporteur, le comte Bethusy-Huc, exposa le cas, qui de son propre aveu était très critique. Dans le débat qui eut lieu sur la validité de l'élection, je pris moi aussi la parole et expliquai que j'habitais depuis six ans à Leipzig, que je connaissais exactement la situation politique de la ville, et pouvais donc avec sûreté affirmer que, si la circonscription électorale avait été subdivisée selon les prescriptions légales, le résultat électoral n'aurait pas été différent. Cette façon de voir, qui me faisait ignorer totalement la prescription légale, l'emporta. La commission approuva par 14 voix contre 11 la validité de l'élection, et l'assemblée plénière adopta la motion à *l'unanimité, sans débat*.

J'avais donc préservé la municipalité de Leipzig de la grande humiliation qu'elle aurait encourue si l'élection avait été déclarée nulle. Mais j'avais aussi conservé à la ville sa représentation car, comme on prononça la clôture du Parlement dès le 17 avril, il n'y aurait plus eu le temps d'organiser une élection complémentaire, pour laquelle on aurait dû établir une nouvelle liste électorale. En vérité, il ne fut possible de décider ainsi que dans la situation instable qui était celle de la première session de ce nouveau Parlement.

J'ai mentionné plus haut le comte Bethusy-Huc. Ce monsieur était l'un des grands phraseurs les plus superficiels de cette époque, et il aimait particulièrement parler en images hasardeuses. Ainsi par exemple, il dit un jour qu'il fallait saisir le flot du temps par les cheveux ; une autre fois, parlant des députés, il dit qu'ils étaient remplis du désir de rentrer chez eux, près des bœufs paternels, phrase qui avait fait rire aux éclats toute la Chambre.

Une fois membre du Parlement, il fallait que je fasse un grand discours en assemblée plénière. Dans ma circonscription, on l'attendait avec grande impatience et on m'adressait des demandes en conséquence. Mais les motions de clôtures étaient très fréquentes et, lors du débat général sur le projet de Constitution, on m'avait privé de parole. Je réussis enfin à prendre la parole sur l'article 14, relations entre les États du Sud et la Confédération de l'Allemagne du Nord. Je déclarai :

> « Je suis bien convaincu que, lors de la création de la Confédération de l'Allemagne du Nord, la Prusse n'avait vraiment rien à faire de l'unification de l'Allemagne (*vive opposition à droite*), on avait au contraire en vue un intérêt spécifiquement prussien, le renforcement de la puissance de la dynastie Hohenzollern. (V*ive opposition à nouveau à droite. Le président demanda le silence, on me répondrait après*). Si on examine la confédération de plus près, alors apparaît une relation tout à fait anormale de l'ensemble des États avec la Prusse. La confédération n'est qu'une Grande-Prusse, entourée d'États vassaux, dont les gouvernements ne sont rien d'autre que des

gouverneurs généraux de la couronne prussienne. (*Vives protestations à droite*).»

Je poursuivis :

«Si la Prusse avait voulu intégrer dans la confédération les États allemands du Sud, elle l'aurait pu. Quant à affirmer que la France s'y serait opposée, je ne l'admets pas car, du fait des conventions militaires avec les États du Sud, en cas de guerre, la puissance militaire allemande serait concentrée dans les mains de la Prusse. La France se garderait donc bien de se déclarer contre l'admission des États du Sud dans la confédération du Nord. Une ingérence de sa part dans les affaires intérieures de l'Allemagne aurait pour conséquence que toute l'Allemagne comme un seul homme se lèverait contre la France.

Si le traité de paix de Prague n'autorise qu'une unification réglementée *internationalement* entre l'Allemagne du Nord et du Sud, cela nous montre comment la Prusse raisonne en la matière, car c'est la Prusse qui a dicté le traité de paix de Prague et, si le gouvernement prussien trouvait que ce traité lui porte préjudice, il n'hésiterait pas à le déchirer (*Oh ! oh ! à droite*). Je suis convaincu aussi que l'Autriche ferait la même chose dès qu'elle pourrait prendre une revanche sur la défaite et l'humiliation de l'année dernière. Le gouvernement prussien ne veut pas admettre les États du Sud dans la confédération du Nord, parce qu'alors la Prusse pourrait craindre qu'ils deviennent majoritaires. La Prusse se contentera donc de reprendre en main la puissance militaire au moyen de la convention militaire ; par ailleurs on tâchera, par des accords douaniers, de jeter un pont par-dessus le fossé qui existe, mais on ne le comblera pas. Une telle politique, nous ne la soutenons pas. Je proteste contre le fait d'appeler allemande une telle politique, et je proteste contre une confédération qui proclame non pas l'unité, mais l'émiettement de l'Allemagne, contre une confédération qui transforme l'Allemagne en *une grande caserne* (*vives protestations*) et anéantit les derniers restes de liberté et de droit du peuple.»

Le député national-libéral Weber (Stade) trouva que mon discours avait jeté une dissonance dans l'assemblée, mais ajouta qu'il espérait que l'expression de ces dissonances donnerait l'occasion de les résoudre harmonieusement.

Le député Miquel polémiqua également contre moi. Selon lui, j'aurais regretté que la Confédération de l'Allemagne du Nord porte aux droits des petits souverains un préjudice si grand qu'ils se trouveraient dans la position regrettable de gouverneurs généraux. C'était déformer mes paroles car, avec cette comparaison, je voulais seulement montrer quelle étrange

création était cette confédération de l'Allemagne du Nord. Si à cette époque l'ensemble des États petits et moyens avaient été annexés, je n'aurais pas remué le petit doigt. Une autre affirmation de Miquel était : l'État prussien n'est pas un État militaire, mais un État civilisé. C'était fantastique, disait-il, de voir quelle coalition d'adversaires s'opposait à cette nouvelle création étatique. D'un côté les démocrates les plus résolus, dont les penchants ne vont toutefois pas jusqu'à prendre expressément parti pour l'absolutisme des petits souverains et, allié à eux, le parti ultramontain qui, à franchement parler, voyait notre patrie à Rome, et nulle part ailleurs.

On voit que, dès le premier instant de notre vie parlementaire, apparut déjà cette calomnie que nous étions des alliés du parti ultramontain qui, à l'époque, n'avait pas encore de représentation organisée au Parlement de l'Allemagne du Nord. Miquel est donc le père de cette calomnie, qu'aujourd'hui encore ses amis politiques utilisent contre nous. Par la suite, il exprima le vœu que le roi de Prusse en finisse avec des adversaires tels que Bebel. Jusqu'à présent ce vœu ne s'est pas réalisé, pas plus que cet autre, qui s'exprima trois décennies plus tard : la social-démocratie n'est qu'un phénomène passager.

Naturellement Lasker, la duègne du Parlement, ne pouvait pas non plus garder le silence après mon discours. Il n'était pas peu surpris, dit-il, que le premier orateur (moi) vienne attaquer aussi violemment celui qui dirige notre politique. À ce qu'il sache, j'appartenais à un parti qui, à Barmen-Elberfeld, avait soutenu très vigoureusement l'élection de M. le ministre-président. (*Il voulait dire l'élection de Bismarck.*) Au demeurant, il devait bien reconnaître que j'avais clairement reflété ici les conversations qu'on entend d'habitude dans les bistrots. Là, le président l'interrompit en lui faisant remarquer qu'il ne lui (Lasker) appartenait pas de critiquer ainsi le discours d'un collègue. Par motion d'ordre, je répondis à Lasker qu'il m'était très agréable de pouvoir, grâce à ses attaques, expliquer la position de mon parti. Je n'appartenais pas au parti qui, à Barmen-Elberfeld, avait contribué au succès du comte von Bismarck, c'est-à-dire au parti lassallien. Il (Lasker) aurait déjà pu le déduire du fait que je m'étais prononcé ici contre la politique du comte von Bismarck. Je n'appartenais pas aux lassalliens, mais aux démocrates radicaux ou, si on préférait, au Parti populaire. Quant à ses attaques personnelles, je n'avais plus de raison d'y revenir, après la remontrance que lui avait faite le président.

Mon discours avait aussi fait grand bruit à l'extérieur de la Chambre et, chez mes électeurs en particulier, avait suscité une grande satisfaction. Par contre, le journal libéral *Le Quotidien de Glauchau* exprima sa hargne en écrivant : « *Le jeune maître-tourneur Bebel de Leipzig a procédé avec succès au lancement de son premier discours soigneusement préparé, à la suite de quoi la viande de porc à baissé de trois pfennigs.* » Le lendemain,

un entrefilet dans le *Courrier de Schönburg* qui paraissait aussi à Glauchau répondit à cela : « *La baisse attendue sur la viande de porc n'a pas eu lieu, mais en revanche, en raison d'un grand afflux de bœufs de Prusse orientale* (allusion au rédacteur de l'article*), on s'attend à une baisse importante sur la viande de bœuf.* »

Mon premier discours eut encore deux autres retombées. *La Tonnelle*[34] publia à cette époque une série d'articles dans lesquels on parlait de l'arrivée de personnages de marque au Parlement. J'eus l'honneur d'être moi aussi nommé dans ces articles. L'auteur de l'article écrivait que, lorsque j'avais fait mon discours, on aurait cru entendre voler sur la Chambre l'oiseau des tempêtes, l'albatros de la révolution. Cela parut trop élogieux à l'éditeur de *La Tonnelle*, Ernst Keil, avec qui j'avais auparavant plusieurs fois été personnellement en relation pour des affaires politiques. L'impression du numéro concerné fut interrompue et la phrase modifiée.

Quelques semaines plus tard, j'étais revenu chez moi, quand un jour deux messieurs à l'allure d'aristocrates entrèrent dans mon atelier, où j'étais justement à l'étau et découpais des cornes de buffle. L'un des messieurs demanda le maître-tourneur Bebel. « C'est moi », répondis-je. Alors il me regarda un peu interloqué et dit : « Je veux dire, le député au Parlement, Bebel, » Un peu piqué au vif je répondis : « Oui, oui, c'est moi ! » Surpris, il me regarda de la tête aux pieds et se présenta comme le baron von Friesen-Rötha. Il était le frère du ministre. Il avait, dit-il, lu mon discours au Parlement et un certain nombre de passages lui avaient plu. Je m'inclinai devant le compliment. Puis il demanda qui était ce Dr. Jacoby qui avait fait au Parlement prussien un si bon discours contre les annexions et les indemnités exigées par Bismarck. Je lui donnai l'information souhaitée. Puis tous deux ils s'éloignèrent.

Nos particularistes[35] étaient à cette époque animés d'une haine irrépressible contre Bismarck ; ils auraient fait alliance avec le diable pour le renverser. Pendant la session du Parlement, la plupart des députés saxons mangeaient au *Jardin de Leipzig*, qui se trouvait en face de la Chambre des seigneurs. Nous avions conclu avec l'aubergiste un accord selon lequel chaque jour, après la clôture de la session, il tenait prêt pour nous un déjeuner commun. Un jour j'étais assis à côté du député Haberkorn, qui était maire de Zittau et président de la Chambre basse saxonne. Au cours de la conversation on en vint à parler de Bismarck qui, dans la séance du matin, avait à nouveau tenu un de ses discours très violents. Haberkorn était si irrité qu'il se laissa aller contre lui aux expressions les plus vigoureuses.

Vers la fin de la session, le roi avait invité l'ensemble du Parlement à un dîner au château. Moi et quelques autres députés nous ne prîmes pas part

34 Journal populaire de la gauche libérale.

35 Partisans de l'autonomie des États allemands.

à ce repas. Le lendemain matin du jour en question, je tombai au Parlement sur Becker-le-rouge, avec lequel j'étais devenu bon ami. Becker était encore entre deux vins et portait sur sa chemise légère largement ouverte des traces du vin qu'il avait bu. Becker était à l'époque célibataire. « Et alors, Becker ? », lui demandai-je, c*omment c'était hier chez Guillaume ?* » Alors, il se campa de toute sa largeur devant moi, posa ses deux mains sur mes épaules, me secoua un peu et répondit « *Mon petit Bebel, c'était grandiose. Guillaume a des petits vins délicieux* », et il faisait claquer sa langue, « *et derrière moi, il y avait un gaillard qui n'arrêtait pas de me verser à boire quand mon verre était vide.* » Je me mis à rire et demandai : « *Alors vous irez sans doute aussi aux futures invitations au Château ?* », ce à quoi il répondit aussi en riant : « *Mon cher, ça, vous pouvez y compter !* »

Avec Becker et Miquel, le Parlement de l'Allemagne du Nord comptait deux membres de l'ancienne Ligue des communistes, dont chacun faisait carrière à sa manière. Becker devint maire de Dortmund et plus tard de Cologne, ce qui lui valut de devenir aussi membre de la Chambre des seigneurs. Miquel grimpa encore quelques marches plus haut. Il fut d'abord maire d'Osnabrück, puis de Francfort-sur-le-Main, et mourut comme on sait en ministre prussien des Finances à la retraite, anobli et chouchou des agrariens.

Bon nombre de membres de l'ancienne Ligue des communistes avaient de toute façon connu une évolution peu commune. Ainsi, à côté de Becker et Miquel, l'ancien typographe Wallau, qui mourut maire de Mayence, ou encore Bürger, qui fut assez longtemps rédacteur en chef du *Journal du Rhin* et, pendant une législature, membre du Parlement allemand. Comme Becker à l'époque, il était membre du Parti du progrès.

Le 16 avril eut lieu le vote nominal sur la Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord. Sur les 283 membres présents – le Parlement en comptait 297 – 230 votèrent pour et 53 contre. Outre Schraps et moi, le *Parti du progrès en entier*, les Polonais, Windthorst, Wächter, Hackerkorn et plusieurs Hanovriens. À l'époque, le Parti du progrès était d'avis que la Constitution fédérale de l'Allemagne du Nord était une création qui ne renfermait pas les droits indispensables pour garantir une représentation nationale constitutionnelle. Pas de droits fondamentaux, pas de droit de voter l'impôt, pas de responsabilité ministérielle, pas d'indemnités parlementaires. En revanche, un budget militaire intouchable et un chancelier fédéral doté de grands pouvoirs. Il s'appelle Chancelier du Reich depuis 1871. Le 17 avril eut lieu la clôture du Parlement ; il avait tenu trente-cinq séances.

Vers la fin de la session, j'avais fait venir ma femme à Berlin pour lui montrer la ville. Le Berlin de cette époque ne peut se comparer en rien à celui d'aujourd'hui. Les façades nues des maisons bordant les longues rues rectilignes les faisaient paraître ennuyeuses et monotones. Les maisons s'alignaient régulièrement comme un régiment de soldats, mais sans couleur attrayante. La circulation, comparée à aujourd'hui, était réduite. De temps en temps un omnibus tiré par deux haridelles fatiguées cahotait sur le pavé. On voyait rarement des fiacres, d'usage trop cher pour les Berlinois de l'époque. Le seul moyen de transport moderne était le tramway à cheval qui menait du Kupfergraben[36] à Charlottenbourg[37]. Les conditions d'hygiène étaient très mauvaises. Il n'y avait pas encore de tout-à-l'égout. Dans les caniveaux qui couraient le long des trottoirs se rassemblaient les eaux usées venant des maisons, qui les jours de forte chaleur exhalaient des odeurs méphitiques. Il n'y avait pas de toilettes publiques dans les rues ou sur les places. Les étrangers à la ville et les femmes en particulier étaient au désespoir quand ils en avaient besoin. Même dans les maisons, les installations étaient incroyablement primitives. Un soir j'allais avec ma femme au Théâtre royal. Je fus horrifié quand à l'entracte j'entrai dans la pièce prévue pour les petits besoins des hommes. Au milieu de la pièce il y avait une immense cuve, le long des murs il y avait quelques douzaines de pots de chambre, et il fallait de ses propres mains vider dans la cuve commune celui qu'on avait utilisé. C'était vraiment agréable et parfaitement démocratique. Ce n'est qu'après 1870 que Berlin, en tant que grande ville, est passé réellement de l'état de barbarie à la civilisation.

Après chaque session du Parlement, j'avais pris l'habitude de me rendre dans ma circonscription et de tenir dans les principales localités un certain nombre d'assemblées de mes électeurs, dans lesquelles je faisais un rapport sur les débats au Parlement et sur mon activité. Comme nous avions partout de grandes salles à notre disposition, je pouvais compter sur une assistance massive et il fut particulièrement intéressant pour moi que, dès le début de ma propagande, les femmes constituent un contingent non négligeable de ceux qui fréquentaient ces réunions et elles devinrent par la suite nos ferventes propagandistes. Comme nous ne possédions pas de presse et que les quelques feuilles du parti distribuées autour de nous n'étaient lues que par peu de gens, et qu'en revanche la presse adverse s'occupait sans relâche de moi notamment, ces assemblées étaient nécessaires.

36 Un des fossés entourant l'actuelle île des Musées à Berlin, non loin du palais du roi de Prusse.

37 Dans ce quartier de l'ouest de Berlin, où se trouve la résidence d'été de la famille royale.

Il se noua petit à petit entre mes électeurs et moi une relation de confiance qui ne laissait rien à désirer. Lors des différentes élections les adversaires s'efforcèrent en vain de me faire sauter. Lorsque dix ans après (1877) je fus élu à deux endroits différents, j'eus du mal à renoncer à cette circonscription ; mais sans cela, le parti aurait perdu la circonscription nouvellement gagnée (Dresde-Vieille-Ville).

Au Parlement de l'Allemagne du Nord et au Parlement douanier

La première session de la première législature du Parlement de l'Allemagne du Nord s'ouvrit le 10 septembre 1867. Parmi les députés nouvellement élus se détachaient particulièrement le baron von Hoverbeck, Franz Ziegler et von Kirchmann. Tous trois étaient membres du Parti du progrès. Kirchmann, comme Ziegler, avait derrière lui un assez long passé de démocrate. En 1848 par exemple, dans l'Assemblée nationale de Prusse, il faisait partie de ceux qui refusaient l'impôt. Mais il fut aussi un des juges prussiens les plus pourchassés, contre lequel la réaction se permit les moyens les plus infâmes. Finalement il fut démis, sans pension, de sa charge de vice-président de la cour d'appel de Ratibor, parce qu'il avait tenu une conférence « Sur le communisme de la nature », dans laquelle il défendait une limitation de la croissance démographique, et cela en vue d'une élévation de la civilisation et de la suppression de l'inégalité économique. Il y avait exposé devant ses auditeurs : « *L'idéal d'une égalité progressive de tous les êtres humains en matière de bonheur et de bien-être est si profondément ancré en chacun de nous qu'on n'a pas à perdre courage. On continuera d'aller vers ce but, de s'en approcher, soyez-en sûrs. S'il a fallu quatre mille ans pour obtenir en grande partie seulement l'égalité des droits, alors nous n'avons pas le droit de perdre courage parce que l'égalité des biens, cette tâche beaucoup plus difficile, n'a pas encore pu être atteinte en l'espace de deux générations.* » Cette conférence était censée être « immorale », et l'État prussien, depuis toujours si pieux et si moral, ne pouvait employer un haut juge aussi immoral. Kirchmann était sans doute au Parlement l'esprit le plus cultivé dans le domaine philosophique ; en matière de culture et de savoir en tout cas il était bien au-dessus des membres du tribunal qui l'avaient privé de son poste. En plus des trois que j'ai nommés, le feld-maréchal von Molkte[38] aussi était devenu membre de la Chambre. Par ailleurs Strousberg, plus tard tristement célèbre, était membre aussi de la Chambre. Il sut magistralement gagner comme appâts pour ses affaires véreuses de nombreux représentants de la haute noblesse prussienne, dont il étalait

38 Chef d'état-major pendant la guerre de 1866 contre l'Autriche, puis en 1870-1871 contre la France.

ensuite les signatures au bas de ses prospectus. Cela semblait d'autant plus incompréhensible que déjà le physique de Strousberg donnait l'impression d'un parvenu extrêmement antipathique. Il voulait épater. Les fêtes qu'il organisait faisaient grand bruit dans le Berlin de l'époque. La presse berlinoise en publiait de longs reportages. Jusque-là, à Berlin, aucun particulier ne s'était conduit avec une telle prodigalité. C'était l'ère du grand capitalisme que Strousberg inaugurait. L'aristocratie et la ploutocratie s'alliaient par mariage.

Le 24 septembre, je fis mon premier discours dans la nouvelle session, à l'occasion d'un débat sur l'adresse au roi. Je protestai contre le fait que dans l'adresse au chef de la Confédération – le roi de Prusse – le Parlement se qualifie de représentant de la nation allemande. Le président m'interrompit, disant qu'il n'y avait pas d'autre représentation de la nation. Je répondis alors que le Parlement ne représentait qu'une partie de la nation. On avait abandonné 18 millions d'Allemands – 10 millions d'Autrichiens-Allemands, 8 millions d'Allemands du Sud – et le Luxembourg, qui avait également quitté la Confédération. En outre, sur la base de l'article 4 du traité de paix de Prague, il y avait le danger que nous soyons un jour obligés de céder au Danemark les districts du nord du Schleswig. Cela, ce n'était pas une politique nationale.

Alors Bismarck prit la parole. Ce n'était pas à moi personnellement qu'il répondait – dit-il avec un brin de malice – mais parce que je m'étais fait le porte-parole d'une erreur largement répandue. Le Luxembourg n'avait pas été abandonné, ce qu'il tenta de prouver par une série de sophismes. Ou bien peut-être souhaitais-je qu'à cause du Luxembourg on se lance dans une guerre ? Je n'y pensais naturellement pas, je voulais seulement faire ce constat que la politique « nationale » de Bismarck aurait obligatoirement pour conséquence de dissoudre les anciennes relations de ce pays avec l'Allemagne, et cela à la demande de *Napoléon*. Le Luxembourg était auparavant un État de la Confédération allemande, il avait siège et voix au Parlement fédéral de Francfort, et la ville de Luxembourg était une place-forte fédérale et, comme le grand duc du Luxembourg était roi de Hollande, les intérêts de la Hollande étaient extrêmement liés à ceux de l'Allemagne, ce qui était un avantage lors des complications internationales.

Le 17 octobre, je prononçai mon deuxième discours lors de la délibération sur le projet de service militaire obligatoire. C'est seulement en apparence, disais-je, que le projet de loi réclamait le service militaire obligatoire car, vu la longueur du service, il était impossible de faire faire leur service militaire à tous ceux qui étaient susceptibles de le faire. Cependant, donner une formation militaire à tous ceux qui étaient aptes au service militaire était un acte de justice et un bienfait pour le pays. Ce n'était possible qu'avec un système de service militaire comme il en avait existé en Prusse de 1809

à 1813, après la réorganisation de l'armée par Scharnhorst et Gneisenau. La Saxe, dont l'écrasante majorité des troupes n'avait pas passé plus de neuf mois sous les drapeaux, avait montré aussi en 1866 qu'avec un service plus court on pouvait fournir des troupes aptes à faire la guerre. Le système du volontariat d'un an qui existait en Prusse le prouvait aussi.

Très excité, Hans Blum me porta la contradiction, il était très agressif à mon égard. Où trouvais-je l'audace de faire pareil discours ? (*Remontrance du président.*) Usant d'un argument *ad hominem*, je répondis à Blum que j'avais trouvé cette audace là où son père l'avait trouvée en 1848, lorsqu'il défendit au Parlement de Francfort des revendications semblables aux miennes. Le discours de Liebknecht et le mien sur ce projet de loi avaient fait du bruit à l'extérieur. Nous reçûmes plus de trente adresses de soutien, presque toutes venant de villes prussiennes. En guise de compliments, les camarades de Leipzig nous envoyèrent un jambon de neuf livres, qui fut le bienvenu, pour les députés sans indemnités que nous étions alors.

Lors de la délibération sur la loi des laissez-passer, Liebknecht et moi proposâmes une motion demandant que la police n'ait pas le droit de procéder à des expulsions. À propos de la loi sur la liberté de résidence, nous présentâmes des propositions interdisant à la police de soumette qui que ce soit à une limitation de séjour, celle-ci ne pouvait être prononcée qu'à la suite d'une condamnation judiciaire Toutes les expulsions prononcées jusque-là devaient être abrogées à l'entrée en vigueur de la loi. Dans le discours de Liebknecht pour motiver cette proposition, il évoqua les événements qui avaient conduit en 1865 à son expulsion de Prusse et, en automne 1866, à sa condamnation pour rupture de ban. Bien entendu nos propositions furent rejetées.

La session s'acheva dès le 26 octobre.

Au printemps 1868, la session du Parlement ouverte le 23 mars fut interrompue ; on voulait désormais réunir le Parlement douanier, qui avait été convoqué le 27 avril à Berlin, après les vacances de Pâques. Ses séances se tinrent dans la Salle des séances du Parlement prussien – à l'époque place Dörnhoff – , parce que la salle de la Chambre des seigneurs n'était pas assez grande pour contenir en gros cent députés de plus. Les appariteurs chargés de la répartition des places firent la petite rosserie de placer Rothschild à côté de Liebknecht. Cela fit rire tout le monde. Mais le banquier international de Francfort ne supporta pas longtemps ce dangereux voisinage, il se fit attribuer une autre place.

Parmi les membres sud-allemands du Parlement douanier, il y en avait un certain nombre qui avaient déjà derrière eux une carrière politique, par exemple Ludwig Bamberg, le professeur de droit constitutionnel

Bluntschli, le catholique Jörg, tenant de la politique sociale, le statisticien Kolb, le prince de Hohenlohe-Schillingsfürst, plus tard chancelier du Reich, le professeur Marquardsen, l'avocat Metz (Darmstadt), Moritz von Mohl, l'avocat Oesterlen (Stuttgart), l'ancien ministre von Roggenbach, le professeur Schäffle, le professeur Sepp, le baron von Stauffenberg, le Dr. Tafel (Stuttgart), le ministre von Varnbüler, l'avocat Völk, – l'hirondelle du printemps – et d'autres.

Comme j'étais présent à la session d'ouverture du Parlement douanier je devins, avec les députés Hans Blum, von Watzdorf et Tobias, secrétaire-benjamin. À l'époque il y avait encore dans le règlement de la Chambre la disposition selon laquelle les quatre membres les plus jeunes présents à l'ouverture de la session formaient le bureau provisoire avec le président-doyen. Par dépit que de cette manière des social-démocrates puissent ainsi accéder au bureau, on changea plus tard ce règlement. Actuellement, c'est le président- doyen qui choisit les quatre secrétaires du bureau provisoire. Face à l'opposition, le Parlement n'a jamais manqué de petitesse d'esprit

Parmi les députés sud-allemands, il y en eut un certain nombre dont Liebknecht et moi nous nous rapprochâmes : Ammermüller, Freisleben, Kolb, Oesterlen, Schäffle, Tafel, etc. Plusieurs d'entre eux, comme Kolb et Tafel, faisaient partie des démocrates. La plus grande partie des députés sud-allemands avaient beaucoup de mal à se retrouver dans le nouvel ordre des choses. Le Parlement douanier était un des fruits de la guerre fratricide qui avait eu lieu deux ans auparavant, dont les blessures en Allemagne du Sud n'étaient pas encore cicatrisées. On continuait encore à se ressentir en vaincus. De plus le Parlement douanier était le fruit politique d'un accouchement aux forceps, une création ambiguë, ni chair ni poisson. En représentants du développement capitaliste moderne, les libéraux voulaient transformer le Parlement douanier en Parlement à part entière ; cela, non seulement Bismarck y répugnait, afin de ménager politiquement la France et l'opinion en Allemagne du Sud, mais y répugnaient aussi les représentants de tous les autres partis d'Allemagne du Sud qui ne considéraient pas la Confédération du Nord, sa Constitution et ses institutions, comme un idéal politique. Si on ajoute qu'à cette époque il y avait encore un contraste particulièrement fort dans les mentalités populaires entre le Sud et le Nord, qui faisait qu'en Allemagne du Sud on connaissait Vienne et Paris beaucoup mieux que Berlin, où à cette époque les Allemands du Sud allaient rarement, on comprend que les esprits explosaient en oppositions violentes chaque fois que l'occasion s'en présentait. Cependant ici aussi on voyait à quel point les Allemands du Sud, en matière de ténacité, étaient loin derrière les Allemands du Nord. Liebknecht et moi nous avions quelquefois du mal à faire redresser l'échine au groupe des députés sud-allemands les plus proches de nous.

La tentative des nationaux-libéraux d'imposer une adresse au roi de Prusse échoua, après de vifs débats, par 186 voix contre 150, résultat qui stupéfia vraiment les auteurs de la proposition. Dans cette session je pris la parole pour deux exposés assez longs. La première fois je parlai contre un projet de loi pour taxer le tabac, la seconde fois sur un accord douanier entre l'Union douanière et l'Autriche. Au cours de ce débat je me heurtai durement au député Lasker. Il s'était à nouveau permis contre nous toutes sortes de remarques de cuistre, et avait attaqué de manière outrancière la situation dans les petits États. Je lui retournai énergiquement ses remarques de cuistre et, sur ses attaques contre les petits États, je dis qu'elles m'étonnaient d'autant plus, sortant de sa bouche, qu'il devait son mandat à un petit État (Meiningen), remarque qui mit les rieurs de mon côté.

Le 14 mai, une assemblée populaire avait été convoquée à la Salle des concerts par des démocrates berlinois et des camarades, et dans le comité d'appel il y avait entre autres : le relieur Jonas qui plus tard, poussé par la détresse économique, émigra aux États-Unis et fut là-bas un des cofondateurs du *Journal populaire de New York*, dont il devint le rédacteur en chef, Ludwig Loewe, Paul Singer, Fr. Stephany, Thölde, etc. Des députés de l'Allemagne du Sud, étaient présents Freisleben, Kolb, Oesterlen, Schäffle et Tafel, et d'autre part Liebknecht, le Dr. Reincke, qui avait été élu par l'Association générale des travailleurs allemands de Lennep-Mettmann et moi. Liebknecht attaqua violemment la politique du Parti du progrès, et tout particulièrement Waldeck et consorts, et de même il parla si violemment contre la Confédération du Nord qu'une partie des membres du comité prirent peur. J'expliquai que ce que l'on bâtissait maintenant sous l'apparence d'une unité allemande ne serait jamais, au grand jamais, l'Allemagne unifiée. Nous nourrissions l'espoir que c'est seulement d'une Allemagne portée par la volonté collective de la population, et à la tête de laquelle il y aurait un gouvernement émanant de la libre volonté du peuple, qu'on pourrait attendre le véritable salut pour la population, en particulier pour la population laborieuse. Je critiquais ensuite la situation dans la Confédération de l'Allemagne du Nord en rapport avec le développement du militarisme : la conséquence en serait, non une diminution, mais une augmentation des impôts.

Max Hirsch, qui était apparu avec sa clique, tenta de faire du bruit ; le torchon brûlait entre nous. Ça ne datait pas d'aujourd'hui ; on dit à sa clique bruyante de se tenir tranquille.

Un dimanche de mai nous fûmes invités, Liebknecht et moi, à une fête de l'association berlinoise des tailleurs. À leur demande, nous amenâmes avec nous les députés Oesterlen, Schäffle et Tafel. Au cours du bal, vint le « tour des dames » à inviter à danser. Les dames se précipitèrent sur nous cinq. Elles voulaient toutes danser avec l'un d'entre nous. Mais mes quatre collègues déclarèrent ne pas savoir danser. Alors les dames se précipitèrent sur moi, pauvre malheureux. Je m'étais déjà bien tiré de quatre invitations, quand à la cinquième ma tête et mon estomac flanchèrent. Je me sentis mal et dus m'enfuir dans le jardin. Le lendemain matin, une délégation de dames vint à mon domicile s'informer de ma santé. Je pus les tranquilliser, leur assurant que j'avais heureusement récupéré de mes fatigues. Lorsque cette nuit-là nous rentrâmes chez nous, Schäffle se montra très surpris du bon ton et de la tenue générale de cette soirée dansante, qui n'aurait pas pu être meilleure. Il croyait que cela aurait été impossible en Allemagne du Sud, dans une grande soirée dansante ouvrière ; là-bas, cela tournerait à la bagarre. Je protestai contre cette façon de voir. Certes, je n'avais jamais été à une grande soirée dansante ouvrière en Allemagne du Sud, mais j'étais fermement convaincu que pareille chose n'arrivait pas dans une fête de travailleurs organisés.

Le 20 mai, la corporation des commerçants berlinois avait invité les membres du Parlement douanier à un banquet, où le couvert coûtait 25 thalers. Je n'y participai pas. Des collègues y ayant participé m'assurèrent le lendemain que l'organisation était si défectueuse qu'un certain nombre de convives n'avaient même pas pu manger à leur faim.

La plupart des Allemands du Sud furent heureux de pouvoir regagner leurs pénates, après une présence de quatre semaines à Berlin sans indemnités. Du reste, les séances étaient la plupart du temps si peu fréquentées que les Berlinois firent ce bon mot : Parlement douanier veut dire Parlement vide. Je ne participai pas aux délibérations finales de la session interrompue du Parlement.

La session suivante du Parlement de l'Allemagne du Nord commença le 4 mars 1869. Le sujet principal en délibération était le projet de loi pour une législation des métiers. Je n'entrai à la Chambre qu'à la dixième séance et je pris aussitôt la parole dans le débat général sur ce projet de loi. Je polémiquai entre autres contre le conseiller privé du gouvernement Wagener que, en raison de sa position dans le débat, je qualifiai de socialiste de cour au service du roi de Prusse. Puis, je m'en pris au baron von Stumm, qui nous avait violemment attaqués. Je justifiai notre propagande et notre organisation. Si les travailleurs s'organisaient internationalement, ce qu'il leur avait reproché, c'était la conséquence nécessaire du caractère international du

capitalisme. J'entrai également en lice de façon polémique contre le député Miquel qui avait affirmé qu'en matière sociale nous, en Allemagne, nous étions plus avancés que l'Angleterre et la France. Je répondis qu'en Angleterre et en France en tout cas on ne discutait plus, comme nous, pendant des semaines sur la liberté d'industrie, du commerce et du travail et sur la liberté de circulation. Par ailleurs je déclarai que le député Wagener avait dit, au sujet du député Schulze-Delitzsch, que ce qu'il (Schulze) avait réclamé lui plaisait à lui (Wagener), dans la mesure où il s'agissait de tirer les conséquences dernières du système économique, que cela menait donc à la réaction. Je pensais, moi, qu'il (Wagener) s'était trompé sur la conséquence finale : ce n'était pas la réaction mais la révolution qui finalement viendrait, et viendrait nécessairement.

Dans mon discours, je m'étais déclaré contre une délibération en commission sur le projet de loi, puisque la Chambre n'avait élu aucun de nous à cette commission. Cela eut pour effet qu'on m'envoya à la commission.

Je voudrais ici faire observer au passage que participer aux débats du Parlement de l'Allemagne du Nord et du Parlement douanier était pour Liebknecht et moi un gros sacrifice. Certes nos circonscriptions électorales, et la mienne en particulier, faisaient ce qu'elles pouvaient pour nous aider financièrement. Mais nous ressentions tous deux une gêne à devoir accepter une aide financière de nos électeurs, qui faisaient partie des plus pauvres en Allemagne. Une aide du parti, ça n'existait pas encore à l'époque, et il n'y avait pas d'argent pour des indemnités. C'est seulement à partir de 1874 que le parti paya une indemnité, et elle était bien maigre. De même, nous devions payer de notre poche les allers et retours à Berlin. Aussi nous étions fréquemment absents aux séances, même quand parfois l'intérêt de notre parti exigeait d'être présents. En ce domaine, Schweitzer et compagnie étaient plus avantagés. Ils habitaient à Berlin, à l'exception de Reincke, mais dès 1868 il se démit de son mandat, où Fritzsche le remplaça ; ils pouvaient sans peine et sans grand sacrifice assister à toutes les sessions importantes. Cependant nous n'étions pas les seuls, tant s'en faut, à sécher les séances. La grande majorité des lois étaient adoptées sans que le quorum soit atteint à la Chambre. Comme on le sait, il en fut ainsi jusqu'à l'introduction des indemnités au printemps 1906.

Lors de la deuxième délibération de la législation des métiers nous présentâmes un certain nombre de propositions, mais nous n'eûmes de la chance qu'avec bien peu d'entre elles. Nous proposions des dispositions renvoyant au conseil des prud'hommes les litiges relatifs aux délais de préavis de licenciement, etc. ; nous demandions aussi l'interdiction du « *trucksystem* », (salaire en nature) ; des règlements de fabrique obligatoires

pour toutes les entreprises ayant plus de dix travailleurs, où les travailleurs devaient être entendus pour avis ; nous proposions encore des dispositions sur le contrat d'apprentissage, la suppression des livrets de travail, l'interdiction du travail des enfants de moins de 14 ans dans les fabriques. De plus nous demandions l'interdiction du travail du dimanche, une journée normale[39] de travail de 10 heures pour les entreprises avec plus de dix salariés, pleine liberté de réunion pour les organisations syndicales, introduction d'inspecteurs du travail. La plupart du temps, Schweitzer et consorts avaient proposé la même chose.

J'eus un succès inattendu avec ma proposition de supprimer les livrets de travail. Voici comment cela arriva. Le service de police de Leipzig avait publié un arrêté disant que les aubergistes chez lesquels s'arrêtaient des compagnons faisant leur tour avaient obligation, dès leur arrivée, de leur demander leurs cartes de compagnonnage et de les transmettre au bureau des étrangers, en revanche de conduire sans délai au bureau des étrangers ceux qui ne pouvaient pas présenter leur carte. Par-dessus le marché, les aubergistes devaient veiller à ce que des compagnons faisant leur tour ou au chômage ne puissent séjourner à Leipzig plus de vingt-quatre heures sans autorisation de la police.

Cet arrêté était en contradiction flagrante avec la loi sur les passeports, qui avait supprimé pour l'intérieur l'obligation d'une pièce d'identité. Avec la loi sur les passeports, dis-je, les dispositions du statut saxon des métiers qui prescrivaient les livrets de travail perdaient toute raison d'être. Lasker soutint ma proposition, et c'est ainsi qu'elle fut adoptée. Dix ans plus tard, lors d'une révision de la législation des métiers, la majorité conservatrice-ultramontaine réintroduisit le livret de travail pour les personnes de moins de 21 ans.

L'adoption de ma proposition sur la suppression de livrets de travail fit grincer des dents dans le milieu des artisans indépendants. Toute la subtilité que j'étais censé avoir mise en œuvre pour cette proposition, le professeur K. Roscher, le fils de feu le célèbre économiste W. Roscher – que Marx et Lassalle traitèrent durement – , la décrivit dans un article intitulé : *Comment le monde allemand des métiers a perdu les livrets de travail. Extrait d'un roman social*. Selon K. Roscher, qui occupe aujourd'hui encore une haute fonction dans le gouvernement saxon, j'avais exposé mon plan astucieux à mon « ami Tübicke » – cet homme bien entendu n'a jamais existé – un soir qu'il me rendit visite dans « ma triste chambre », où j'étais

39 La journée « normale » de travail, revendication courante à l'époque, avait été sévèrement critiquée par Marx, qui disait que dans aucun pays le parti ouvrier ne s'en tenait à une revendication aussi imprécise. Il faut toujours assigner à la journée de travail la durée qu'il considère comme normale, compte tenu des circonstances.

en train d'esquisser le discours pour ma proposition, très court, soit dit en passant. Et voilà que – toujours selon Roscher – je m'engageai dans une conversation avec Tübicke, au cours de laquelle je lui expliquai comment le lendemain je duperais le Parlement afin qu'il vote ma proposition. Je n'étais pas peu fier de lire quelle astuce Roscher m'attribuait pour rouler mes chers collègues dans la farine. Naturellement le mauvais coup réussit exactement comme j'étais censé l'avoir planifié. Quand le président annonça que le projet avait la majorité, on entendit dans la tribune quelqu'un qui riait sous cape. C'était mon ami Tübicke qui se frottait les mains de mon succès. Je suis convaincu que, parmi ceux qui lurent cette narration, plus d'un la prit au sérieux et se dit : « Ce Bebel, c'est quand même un sacré gaillard ! » Mais, de vérité historique, cette narration n'en contenait pas. C'est pourtant souvent ainsi qu'on écrit l'histoire. Je réussis à faire passer une deuxième proposition, moins importante : que partout où dans la loi on disait « loisir » on mette « repos ». Le gouvernement lui-même reconnut que le mot « loisir » était inapproprié et accepta ma suggestion. En revanche toutes mes autres propositions furent rejetées.

Dans cette même session, on fixa aussi la loi pour les élections au Parlement. Schweitzer et Hasenclever proposèrent qu'on mette vingt ans au lieu de vingt-cinq ans, et que le jour de vote soit obligatoirement un dimanche. De mon côté je proposai que les élections aient lieu le même jour sur tout le territoire confédéral et que le jour de vote soit obligatoirement un dimanche ou un jour férié. De plus, je demandai aussi que soit supprimée la disposition selon laquelle perdaient le droit de vote les pauvres recevant une assistance, de l'État ou de la commune, ou qui en avaient touché une dans l'année précédant l'élection.

Inutile de dire que, malgré tous nos discours, ces propositions furent également rejetées. De même désormais *les militaires sous les drapeaux n'étaient plus autorisés à exercer leur droit de vote.* Pour cette interdiction, ce sont les nationaux-libéraux qui s'engagèrent à fond. Les gouvernements n'*en avaient pas fait* la demande.

Lors du débat sur le budget de l'État – le 24 avril – le député von Hoverbeck s'était prononcé pour un désarmement. Je répondis que vu la situation actuelle en Europe, où d'un côté du Rhin comme de l'autre le césarisme tenait le gouvernail, penser sérieusement qu'un désarmement fût possible était à mon avis une sottise. J'estimais impossible que nos Césars, dont chacun guettait l'occasion de se jeter sur l'autre et de l'abattre, s'avisent de procéder à un désarmement, aussi modéré soit-il. Dans ce cas il arriverait exactement ce que raconte la fable des deux lions : ils se ruèrent l'un sur l'autre et se dévorèrent jusqu'à la queue. Pour nous ce serait tout profit.

Le 13 mai, je fis un discours contre la franchise postale qui était le privilège des souverains. Je fus à plusieurs reprises violemment interrompu.

Mon exposé avait blessé les « sentiments de loyauté » d'une partie des députés. Par contre je reçus de nombreuses marques d'approbation de mes électeurs.

Le 3 juin, le Parlement douanier fut à nouveau ouvert, mais fermé dès le 22 juin. Je ne participai pas aux débats, qui n'avaient à mes yeux pas d'importance particulière ; en outre mon affaire réclamait ma présence à Leipzig.

Dans la session de printemps 1870 au Parlement de l'Allemagne du Nord, le sujet principal des délibérations était le projet de loi du Code pénal pour la Confédération de l'Allemagne du Nord. Je ne pris qu'une seule fois la parole lors de cette délibération, à savoir en troisième lecture, lors de la délibération sur la peine de mort. Le Parlement, qui en deuxième lecture s'était à une large majorité déclaré contre la peine de mort – le Code pénal saxon décrété en 1868 l'avait supprimée, de même qu'elle avait été supprimée en Bade –, poussé et menacé par Bismarck, se prononça maintenant *pour elle* par 127 voix contre 109. Le *seul* député saxon qui se prononça *pour* la peine de mort fut le Dr. Hans Blum, le fils de Robert Blum fusillé à l'automne 1848 à Brigittenau près de Vienne. Lorsque Blum donna son oui pour la peine de mort, nous répondîmes à l'extrême gauche par un vigoureux « hou ! »

Hans Blum faisait partie des adversaires les plus sordides et les plus perfides de la social-démocratie ; pour nous combattre, tous les moyens lui étaient bons. C'était bien entendu un admirateur enthousiaste de Bismarck, et celui-ci était bienveillant à son égard. Mais il ne put le sauver d'une chute honteuse. Blum fut rayé du barreau pour malhonnêtetés. Il alla alors en Suisse, où il exploita une fabrique de cigares. Il mourut riche en 1910.

Dans un deuxième discours dans la session de printemps 1870, j'interviens en faveur d'une proposition de Lasker qui demandait une révision du droit pénal militaire. Cette proposition fut adoptée par 117 voix contre 73.

La session du Parlement douanier de 1870 fut à nouveau très courte, elle ne dura que trois semaines environ. Avant son ouverture, Kolb, député de Bavière, avait démissionné de son mandat au Parlement douanier, disant que le Parlement douanier était une entreprise de tromperie et de mensonge qui ne travaillait que pour donner le pouvoir à la Prusse. On peut remarquer combien la démocratie bourgeoise perdait de sa combativité. Mais ce n'est pas comme cela qu'on maintient en vie un parti, et moins encore qu'on le renforce. Les plus intelligents voyaient déjà à l'époque que, avec le développement que prenait la social-démocratie, la démocratie bourgeoise

n'avait plus d'avenir. Les oppositions croissantes entre les classes divisaient de plus en plus les esprits.

La session du printemps 1870 fut la dernière du Parlement douanier, car quelques mois après commençait la grande tragédie qui changea très profondément la situation politique de l'Allemagne en même temps qu'elle rendit superflu le Parlement douanier.

Désaccords tactiques

Avant de passer à la tragédie de la guerre franco-allemande, je dois parler brièvement des désaccords tactiques qui étaient nés entre Liebknecht et moi au sujet de notre position parlementaire.

À l'époque – printemps 1866 – où la proposition de réforme bismarckienne de la confédération était en discussion, Liebknecht s'était déjà prononcé dans *l'Hebdomadaire allemand* de Mannheim contre les élections à un tel Parlement. Mais dans nos cercles presque personne ne lut cet article et, comme Liebknecht, autant que je m'en souvienne, ne chercha à défendre son point de vue négatif ni dans l'association d'éducation ouvrière de Leipzig, ni dans l'association démocratique, ni dans d'autres assemblées, il n'y eut à la suite de cet article aucune discussion. Lorsque ensuite, à Noël 1866, à notre assemblée régionale à Glauchau nous décidâmes comme une évidence et sans la moindre opposition de participer à cette élection et que, dans la 19e circonscription saxonne nous présentâmes la candidature de Liebknecht, qui à l'époque purgeait une peine de trois mois de prison à la prévôté municipale de Berlin, il accepta sans réserve cette candidature. Lors de sa deuxième candidature, au plein été 1867, il fut même élu. Au début, il présenta lui-même des projets de loi, mais bientôt sa vieille aversion contre le parlementarisme refit surface chez lui et se manifesta au cours de vives discussions entre nous sur la tactique que nous devions adopter au Parlement.

Liebknecht voyait dans la Confédération de l'Allemagne du Nord une création qu'il fallait combattre par tous les moyens, jusqu'à l'anéantir. Participer à ce Parlement autrement que par la négation et la protestation était selon lui abandonner le point de vue révolutionnaire. D'où aucun pacte, aucun compromis, c'est-à-dire aucune tentative d'influencer la législation dans notre sens.

Je ne pouvais pas me reconnaître dans cette conception de notre point de vue révolutionnaire. Protestation et négation là où c'était de mise, donc avant tout contre tout ce qui était mauvais et dommageable, mais en même temps aussi faire de la propagande dans un sens positif en présentant partout nos propositions sur chaque projet de loi et par là montrer comment nous, nous nous représentions les choses. En présentant ces propositions et en faisant des discours en leur faveur, dont des millions de gens lisaient

dans les journaux les comptes-rendus, aussi tronqués fussent-ils, nous ferions au plus haut degré de l'agitation et de la propagande.

Ces divergences d'opinion entre nous s'exprimèrent de la manière la plus vive lorsque je présentai de nombreuses propositions sur le statut des métiers et d'autres projets de lois, auxquels Liebknecht ne donna sa voix qu'à contrecœur. Finalement il jugea opportun de donner son point de vue divergent dans une conférence qu'il fit le 31 mai 1869 à l'association ouvrière démocratique de Berlin. Cette conférence parut ensuite en brochure sous le titre *Sur la position politique de la social-démocratie, concernant en particulier le Parlement de l'Allemagne du Nord*.

Liebknecht y disait :

> « Le mouvement social est un processus de transformation révolutionnaire qui ne peut se réaliser du jour au lendemain. Mais la nouvelle société est en opposition irréconciliable avec le vieil État. Ce que la nouvelle société veut donc, c'est avant tout œuvrer à la destruction du vieil État. Pour sa pratique sociale, la social-démocratie doit d'abord se créer une base étatique. La lutte au Parlement n'est qu'un simulacre de lutte, qu'une comédie. On ne peut négocier que là où existe une base commune. On ne peut fractionner les principes, il faut les conserver entièrement ou les sacrifier entièrement. Face aux classes dominantes, qui sont à peu près les seules représentées au Parlement, le socialisme n'est plus une question de théorie mais uniquement une question de rapport de force, que l'on ne peut résoudre dans aucun Parlement, mais seulement dans la rue, sur le champ de bataille, comme n'importe quelle autre question de rapport de force. Tout ce que l'on raconte sur la valeur des discours au Parlement est illusoire. Pense-t-on pouvoir changer le Parlement en discourant ? Discourir est inutile et discourir inutilement n'amuse que les fous. »

Il attaquait ensuite la surestimation du droit de vote dans l'État absolutiste ; séparé de la liberté du citoyen, sans liberté de la presse, sans droit d'association, le suffrage universel ne peut être qu'un jeu et un instrument de l'absolutisme.

Le Parlement n'a pas non plus de pouvoir ; même si nous y avions la majorité, une compagnie de soldats chassera du temple cette majorité. On ne fait pas les révolutions avec la permission des autorités supérieures ; on ne peut pas réaliser l'idée socialiste au sein de l'État actuel ; elle doit le renverser pour pouvoir apparaître. « Pas de paix avec l'État actuel. »

Cette position purement négative de Liebknecht n'est jamais devenue déterminante pour le parti, même s'il combattit souvent en sa faveur. Mais quand dans les années 1880, sous le régime de la loi contre les socialistes, l'anarchisme prit pied çà et là en Allemagne, les anarchistes utilisèrent naturellement la brochure de Liebknecht pour lutter contre nous, le « parti

parlementaire ». C'était une situation inadmissible qu'un discours du premier dirigeant du parti soit constamment utilisé contre l'activité du parti. Dans une séance de notre groupe parlementaire au milieu des années 1880, j'attirai là-dessus l'attention de Liebknecht. Il reconnut sans façon la justesse de mon point de vue, et c'est ainsi que la nouvelle édition parut avec une préface dans laquelle il indiquait que le point de vue défendu dans sa brochure se rapportait seulement à la période d'*avant* la fondation du Reich. Par ailleurs, au congrès de Saint-Gall – en octobre 1887 – Liebknecht a ensuite déclaré ouvertement et sans réserve qu'il en était désormais arrivé à penser que l'activité pratique dans les parlements était une nécessité et d'une grande utilité pour le parti. Ainsi disparaissaient les divergences de vue entre nous sur la tactique parlementaire.

Les propos de Liebknecht eurent un épilogue judiciaire. Par contumace, parce qu'il n'avait pas comparu à l'assignation, le tribunal municipal de Berlin le condamna à trois mois de prison pour outrage aux arrêtés des autorités. Puis le tribunal municipal de Berlin demanda l'extradition de Liebknecht – rappelons qu'à l'époque il n'y avait encore ni droit pénal commun ni procédure judiciaire commune – sur la base de la loi d'assistance juridique réciproque. Cette extradition fut *refusée* par les tribunaux saxons parce que, d'après le nouveau droit pénal saxon, il n'existait pas de délit tel que celui pour lequel Liebknecht avait été condamné à Berlin. Alors le gouvernement prussien exigea que le gouvernement saxon poursuive Liebknecht pour outrage aux institutions fédérales. Le gouvernement saxon fit même semblant de donner suite à cette demande. Mais l'affaire traîna en longueur, et finalement son discours de Berlin eut pour Liebknecht le même sort que pour moi mon discours de Plauen, ils aboutirent, comme précieuses preuves à charge, dans les dossiers de notre futur procès pour haute trahison.

La guerre franco-allemande

Prélude à la déclaration de guerre

La position que Liebknecht et moi avons prise au début et pendant la durée de cette guerre, au Parlement et à l'extérieur du Parlement, a été pendant des décennies objet de discussion et de vives attaques. Au début, dans le parti aussi. Mais peu de temps seulement, ensuite on nous donna raison. J'avoue qu'en aucune façon je ne regrette notre position d'alors et que, si nous avions su dès le début de la guerre ce que nous avons appris au cours des années suivantes à partir de publications officielles et non officielles, notre position du premier moment aurait été encore plus tranchée. Nous ne nous serions pas abstenus à la première demande de crédits de guerre, comme ce fut le cas, nous aurions été obligés de voter directement contre.

Aujourd'hui il ne fait plus aucun doute que la guerre de 1870 a été *voulue par Bismarck* et préparée par lui de longue main. Si, pour les guerres de 1864 et 1866, il ne réussit guère à faire croire qu'il n'y était pour rien et qu'on l'y avait entraîné, il y parvint brillamment avec la guerre de 1870-1871. À l'exception d'un petit cercle d'initiés – dont le roi de l'époque et futur empereur Guillaume I^{er} ne faisait pas partie – qui savaient que Bismarck, avec tous les moyens dont il disposait, travaillait à la guerre contre la France, Bismarck a dupé tout le monde et a réussi à faire croire que c'est Napoléon qui avait provoqué la guerre, et que lui, le pacifique Bismarck, se retrouvait avec sa politique dans le rôle de l'agressé. Et les historiens officiels et officieux ont réussi à maintenir jusqu'à aujourd'hui dans la grande masse de la population cette croyance selon laquelle la France était l'agresseur et l'Allemagne l'agressé.

Bien sûr, formellement, c'est Napoléon qui a déclaré la guerre. Mais ce qui est admirable dans la politique de Bismarck c'est qu'il avait si habilement battu les cartes que Napoléon, qu'il le voulût ou non, fut obligé de sortir l'atout de la déclaration de guerre et apparut ainsi comme celui qui avait rompu la paix.

Un court moment, même des hommes comme Marx et Engels ont eu et exprimé publiquement l'idée que c'est Napoléon qui avait rompu la paix, bien que le poste d'observation d'où ils jugeaient la politique européenne fût bien plus élevé que le nôtre. Les événements jusqu'à la déclaration de guerre étaient si déroutants et si déconcertants qu'on négligea complètement le fait que la France, qui déclarait la guerre, avait une armée qui

n'était pas prête pour une guerre, alors qu'inversement en Allemagne, qui semblait la partie provoquée à la guerre, les préparatifs de guerre étaient terminés *jusqu'au dernier bouton de guêtre*, et que la mobilisation s'effectuait comme sur des roulettes.

Accuser publiquement Bismarck d'être l'instigateur de la guerre franco-allemande, autant que je m'en souvienne, dans le parti je l'ai fait pour la première fois dans deux articles de l'*État populaire*, les numéros 73 et 74 de 1873, qui avaient pour titre *À propos du 2 septembre*. Liebknecht, à qui j'ai soumis ces deux articles, n'y a fait que quelques petites modifications de forme et les a reproduits tous deux en tête de sa brochure publiée plus tard : *La dépêche d'Ems ou comment on fait les guerres*.

La guerre avec la France était dans l'air depuis longtemps. Dès que la résolution de la question nationale fut prise en main par les cabinets, et non par les masses, vu la situation créée en Allemagne et en Europe par le congrès de Vienne en 1815, on pouvait aussi craindre une ingérence de l'étranger, en premier lieu celle de la France, dont le maître de l'époque, Napoléon, avait su s'arroger une sorte de rôle d'arbitre en Europe. L'antagonisme entre Autriche et Prusse, de même que toute la configuration de la Confédération allemande de l'époque, lui facilitait ce rôle. Bismarck tint également compte de ce rôle, en s'engageant entre 1864 et 1866 dans toutes sortes de négociations douteuses avec Napoléon, dans lesquelles il fut question de céder certaines parties de l'Allemagne en compensation de l'annexion d'États allemands par la Prusse. J'ai déjà fait référence à cela dans la première partie de mon travail

En 1864 comme en 1866, Bismarck réussit à duper Napoléon, qui s'en alla bredouille lors de la réorganisation de l'Allemagne en faveur de la Prusse. Mais son intervention dans les négociations de paix à la suite de la guerre de 1866 avait cependant suffi à empêcher la Prusse d'annexer la Saxe, comme projeté ; de même, on doit à l'influence de Napoléon la clause de l'article 4 du traité de paix de Prague, qui envisageait de céder au Danemark la partie du Schleswig du Nord parlant danois ; de plus, la Prusse était obligée de renoncer à des annexions au sud de la ligne du Main. C'est à l'influence de Napoléon qu'on doit aussi, dans les années suivantes, la résolution de la question du Luxembourg[40] au détriment de l'Allemagne.

Il est évident que cette perturbation de ses plans par Napoléon éveilla chez Bismarck des idées de vengeance et de représailles, et la soif de briser la position dominante de Napoléon en Europe. Entreprendre une guerre contre la France dès qu'une occasion favorable s'offrirait, tel fut à partir

40 Depuis 1815 le Luxembourg faisait partie de la Confédération germanique. En 1867 il échappe à l'annexion par la France. Le traité de Londres en 1867 en fait un État neutre garanti par les Puissances. L'armée prussienne évacue la forteresse de Luxembourg.

de 1866 l'objectif de la politique allemande néo-prussienne. C'est dans ce but que l'on mena, avec une hâte fébrile, la réorganisation militaire et l'accroissement de l'armée ; on prit jusque dans les moindres détails toutes les mesures pour pouvoir, le moment venu, chercher querelle à la France.

La prochaine guerre serait une guerre contre la France, c'était depuis 1866 la conviction de tous les hommes politiques. Dans l'armée aussi on considérait cela comme évident et on l'appelait de tous ses vœux. C'est pourquoi nous accusions la politique bismarckienne d'avoir créé une situation comme il n'en avait pas existé depuis 1815. La relation tendue avec l'Autriche, conséquence de l'issue de la guerre de 1866, rendait la question doublement dangereuse pour l'Allemagne, parce qu'il était à craindre que l'Autriche soit prête à s'allier avec la France en vue d'une revanche sur 1866. Et effectivement il y eut des pourparlers en ce sens entre la France et l'Autriche, mais qui n'aboutirent pas, parce que la rapidité étonnante du déclenchement de la guerre et les coups victorieux avec lesquels l'armée allemande écrasa l'armée française firent que l'Autriche trouva plus sage de renoncer à intervenir. Cette situation faisait que dans le peuple la perspective d'une guerre entre l'Allemagne et la France provoquait un grand malaise, d'autant plus grand que dans toute une partie du peuple on croyait encore à l'invincibilité de la France. D'un autre côté cependant, il était clair que l'absence d'avantages concrets que Napoléon avait rapportés pour son immixtion avait profondément rabaissé son crédit dans son propre pays et fourni un grand nombre de partisans à l'opposition bourgeoise. Cet état d'esprit s'exprima clairement lors des élections de mai 1869, lors desquelles les candidats du gouvernement ne recueillirent que 4 469 000 voix en tout et ceux de l'opposition 3 355 000. Sur cet échec électoral, le correspondant parisien du *Journal de Francfort*[41] écrivait à l'époque : « *Les intérêts non seulement moraux mais aussi matériels de l'Europe font de la république la forme d'État indispensable pour régénérer nos relations.* »

À la Chambre, l'opposition s'élevait à 116 députés. Cela amena Napoléon, début janvier 1870, à nommer à la tête d'un cabinet modérément libéral l'oppositionnel Ollivier et, en soutien à sa politique, à procéder le 8 mai à un plébiscite (un référendum général), qui certes aboutit à 7 350 000 oui pour son gouvernement contre 1 500 000 non, mais, ce qui était très préoccupant, l'armée et la marine avaient mis 50 000 non dans l'urne. En outre de nombreuses villes, Paris en tête, avaient donné une importante majorité contre lui.

À Paris, le climat d'hostilité envers Napoléon s'était déjà manifesté en janvier lors de l'enterrement de l'écrivain Victor Noir, que le prince Pierre-Napoléon avait lâchement abattu à l'occasion d'une querelle personnelle.

41 *Journal de la démocratie radicale,* édité par Sonnemann. Voir tome I.

Une foule immense de manifestants accompagna la dépouille de Victor Noir. Il s'en fallut de peu que cela tourne à une explosion révolutionnaire.

Tous ces événements eurent un effet démoralisant sur Napoléon, qui déjà à cette époque souffrait d'un douloureux calcul à la vessie, auquel il finit par succomber. Cette maladie lui ravit énergie et dynamisme.

Mais la situation militaire de la France aussi montrait le danger d'une guerre avec une puissance forte. Si, depuis 1866, l'Allemagne prussienne travaillait de toutes ses forces et de toute son énergie à augmenter et à entraîner son armée, il n'en était pas de même en France. Napoléon avait certes, en la personne du colonel Stoffel, un attaché militaire à Berlin qui savait voir et entendre, et qui envoyait en permanence des rapports dans lesquels il rendait compte des progrès militaires énormes réalisés par la Prusse, et incitait à faire de même ; mais tout cela était inutile. Le colonel Stoffel prêchait à des sourds. En raison de leur importance historique, certains jugements de Stoffel peuvent trouver leur place ici. Par exemple, il écrivait le 22 juillet 1866 : « *À mon avis, on vit en France dans la plus profonde ignorance de tout ce qui concerne la Prusse, aussi bien de la nation prussienne que de l'armée prussienne.* » Le 12 août 1869, il écrivait de manière prophétique : « *La Prusse a suffisamment de clairvoyance pour comprendre que la guerre, qu'elle ne souhaite pas, éclatera tout de même, et elle a fait tous les efforts pour être préparée à l'éventualité qu'un incident quelconque amène la guerre.* » Une autre fois il observe : « *C'est mon principal sujet de crainte, ce contraste frappant entre la prévoyance de la Prusse et l'aveuglement de la France.* » Il enrage contre Thiers qui, en 1848, avait empêché l'introduction en France du service militaire obligatoire. « *Cet individu a été pour notre pays plus néfaste que vingt défaites.* » Et quand la guerre éclate il la qualifie, côté français, de guerre de l'imprévision, de l'ignorance et de la bêtise face à la prévision, à l'instruction et à l'intelligence. Napoléon était malade, *la révolution était imminente,* et à tout cela s'ajoutait la bêtise de l'impératrice.

À Paris, personne ne croyait à une guerre avec l'Allemagne. *Début juillet 1870 encore, quinze jours donc avant que la guerre éclate, la Chambre des députés française décida de réduire de 100 000 à 90 000 le contingent de recrues*. Le ministre de la guerre Lebœuf déclara que, *s'il approuvait cette diminution, c'était parce qu'il voulait donner une preuve de l'esprit pacifique du ministère*. Et le Premier ministre Ollivier, en réponse à une question du député Jules Favre, déclara *qu'à aucune époque le maintien de la paix n'avait jamais été plus assuré qu'actuellement. Nulle part il n'y avait de question qui irritait*.

Et cependant la guerre arriva du jour au lendemain.

« *Loin dans le sud, la belle Espagne*[42]» en donna involontairement l'occasion. Depuis l'automne 1868, l'Espagne était une république, mais les

42 Début d'un poème du romantique Emmanuel Geibel.

classes dominantes aspiraient à la monarchie. Aussi se mirent-elles en quête d'un roi. Comme on le sut après coup, dès septembre 1869, on informa le prince Karl Anton von Hohenzollern que l'on souhaitait comme roi d'Espagne son fils Léopold, qui était à l'époque lieutenant dans un régiment de la Garde prussienne. L'ambassadeur prussien à Munich, le baron von Werther, était mêlé à cette affaire. Avec l'assentiment ou non de Bismarck ? Bismarck nia en avoir su quelque chose, mais qui le croirait ? Un prince Hohenzollern candidat au trône d'Espagne, c'était une affaire de la plus grande importance politique, aussi bien pour les Hohenzollern que pour Napoléon. Napoléon et la France se sentaient très fortement menacés dans leurs intérêts si, en plus du Hohenzollern à la frontière est, à la frontière sud un Hohenzollern devenait le souverain d'un grand État. En cas d'une guerre avec l'Allemagne, la France devrait alors se protéger d'une attaque venant du sud, ce qui signifiait un affaiblissement militaire important.

Fait significatif, le roi Guillaume n'avait *pas la moindre idée* d'un projet sérieux de faire monter un Hohenzollern sur le trône espagnol. Il n'en reçut la nouvelle que fin février 1870 et écrivit à ce propos à Bismarck, le 26 :

« Cet intermède me tombe dessus comme un éclair dans un ciel serein ! Encore un Hohenzollern prétendant au trône, et pour l'Espagne cette fois. Je n'en avais pas la moindre idée, et dernièrement je plaisantais avec le prince héritier sur son nom prématurément évoqué, et tous deux nous rejetâmes cette idée avec les mêmes plaisanteries ! Puisque vous avez reçu des détails du prince, alors nous devons en discuter ensemble, bien qu'au départ je sois contre la chose. »

Votre G.

Mais Bismarck ne se laissa pas décontenancer par cet avis du roi, il poursuivit méthodiquement son plan et finalement il obtint que, dans une conférence sous la présidence du roi à laquelle participaient le prince héritier, le prince von Hohenzollern, Molkte et lui, la candidature du prince Léopold soit approuvée.

Napoléon aurait d'abord accueilli la nouvelle de la candidature du prince Hohenzollern sans protestation particulière, ce qui en dit long sur son apathie et sa fatigue. Mais lorsque début juillet le gouvernement provisoire d'Espagne se déclara pour la candidature du Hohenzollern et que cette décision fut connue en France, la majorité de la presse française commença à se déchaîner à cause du danger que signifiait pour la France un Hohenzollern sur le trône d'Espagne. Maintenant, Napoléon aussi était obligé de réagir. Il envoya son ambassadeur Benedetti auprès de Bismarck pour avoir des éclaircissements. Celui-ci répondit que le *ministère* ne savait rien de l'affaire. C'est ainsi qu'il décrit lui-même l'affaire dans ses *Pensées et souvenirs*. Il y explique dans le deuxième tome, page 80, que politiquement la question lui avait été assez indifférente. Mais à la page suivante il

dit déjà : « *Si le duc de Gramont* (dans une brochure parue en 1872) *se donne la peine d'apporter la preuve que je n'aurais pas manifesté de refus face à la proposition espagnole, je ne vois aucune raison de le contredire.* »

Un de ses admirateurs a raison quand il écrit : « *En écrivant l'histoire, Bismarck fait l'histoire* », c'est-à-dire qu'il tourne les choses à sa convenance.

Au tapage dans la presse française succéda le tapage dans la presse allemande. Mais, tout d'abord, pas partout. Le 12 juillet encore, le *Journal de Cologne* se déclarait très résolument contre la candidature Hohenzollern, dans l'intérêt de la paix en Europe. Et ce qu'en ces jours-là on pensait du militarisme dans les milieux bourgeois, c'est ce dont témoigne une motion d'une assemblée d'hommes de confiance du Parti du progrès pour la Prusse rhénane, le 10 juillet à Cologne. La résolution de cette assemblée disait :

> « Nous attendons et exigeons des députés qui seront élus au Reichstag qu'à la prochaine session du Reichstag ils défendent tout particulièrement la diminution des dépenses militaires, en réduisant l'armée du temps de paix et en raccourcissant le temps du service militaire et, au cas où *cette demande est écartée, qu'ils exercent leur droit constitutionnel en refusant d'accorder tout crédit militaire à la direction de la Confédération.* »

Dans les partis bourgeois, qui se souvient encore aujourd'hui de pareilles démarches, bien qu'entre-temps les préparatifs militaires aient pris sur mer et sur terre une ampleur que *personne* à l'époque n'imaginait *possible ?*

Puis arriva le 13 juillet, qui trancha. Selon la présentation officielle et officieuse de la rencontre du comte Benedetti avec le roi Guillaume à Ems, Benedetti aurait, d'une manière brutale, demandé au roi de déclarer qu'il n'autoriserait jamais plus une candidature Hohenzollern au trône d'Espagne, après que le même jour, à l'instigation du roi Guillaume, le prince Hohenzollern *eut retiré* sa candidature. Le roi avait envoyé un aide de camp à Benedetti pour l'informer qu'il avait approuvé cet acte de renonciation. Sur la demande réitérée de Benedetti de parler au roi, comme son premier aide de camp, le prince Radziwill, le fit savoir par la suite dans un communiqué, le roi « fit pour la troisième fois répondre par ma bouche au comte Benedetti, après le repas, aux environs de 6 heures, que Sa Majesté refusait résolument de s'engager dans de nouvelles discussions au sujet de déclarations l'engageant pour l'avenir. Ce qu'il avait dit ce matin était son dernier mot dans cette affaire, et il ne pouvait que renvoyer à elle. Là-dessus Benedetti se déclara pour sa part rassuré par cette déclaration. » L'incident était donc effectivement clos. Mais pas pour Bismarck, dont les projets de conflit avec la France étaient contrecarrés par la déclaration du roi. Dans *Pensées et souvenirs*, il raconte lui-même que, lorsque ce jour-là il mangea en compagnie de Molkte et Roon, ceux-ci étaient extrêmement

déprimés par la nouvelle de la renonciation du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne. Bismarck lui-même était si furieux qu'il voulait donner sa démission. Bientôt après arriva d'Ems une longue dépêche dans laquelle Abeken, sur ordre du roi, décrivait le déroulement de la dernière rencontre de celui-ci avec Benedetti, dont le contenu détruisait le dernier espoir d'un conflit avec la France. Consternés, Roon et Molkte posèrent fourchette et couteau, raconte Bismarck; voir disparaître cette perspective de guerre leur avait coupé l'appétit. Alors Bismarck – toujours d'après son propre récit – alla s'asseoir à une table voisine, prit un crayon, et sabra la dépêche de façon à lui donner un tout autre caractère. Lorsqu'il lut sa version de la dépêche à Molkte et à Roon, leurs yeux à tous deux s'illuminèrent, et Moltke, le taiseux, s'écria : « *Ah, voilà qui sonne autrement, avant on battait la retraite, maintenant on sonne la fanfare !* » Puis ils s'assirent joyeusement à table tous les trois et continuèrent leur repas d'un excellent appétit. *La guerre était assurée*.

La dépêche fit le tour du monde et fut envoyée officiellement à tous les cabinets étrangers, à l'exception de Paris, ce qui était pour le gouvernement français l'insulte suprême. Dans sa nouvelle rédaction la dépêche disait :

> « Ems, le 13 juillet 1870. Après que les nouvelles de la renonciation du prince héritier Hohenzollern ont été communiquées officiellement par le gouvernement royal espagnol au gouvernement impérial français, l'ambassadeur français à Ems a encore demandé à Sa Majesté de lui certifier que Sa Majesté le roi s'engageait un fois pour toutes à ne jamais plus donner son consentement si les Hohenzollern devaient revenir à leur candidature. *Sa Majesté le roi a refusé de recevoir l'ambassadeur français et a fait dire à celui-ci par l'intermédiaire de son aide de camp de service que Sa Majesté n'avait plus rien à communiquer à l'ambassadeur.* »

Cette dépêche de Bismarck eut l'effet souhaité. Dès qu'elle fut connue, ce fut une émotion formidable en France et en Allemagne, et bien au-delà de ces pays. J'en eus connaissance le 14 juillet après-midi alors que j'étais chez mon coiffeur, dans sa boutique située côté rue, et qu'on apporta le *Journal général allemand* rédigé à l'époque par le professeur Biedermann, qui contenait cette dépêche. Après l'avoir lue, je jetai le journal sur la table en disant : « Là, c'est la guerre ! » Le coiffeur fut extrêmement effrayé par ces propos, je dus lui expliquer pourquoi la dépêche avait cette signification.

Comme prévisible, le 19 juillet ce fut la déclaration de guerre de la France à l'Allemagne, après que la Chambre française eut, dès le 15 juillet, approuvé à une énorme majorité un crédit de guerre d'un montant de 700 millions de francs.

Différences d'opinions

Ces événements avaient à nouveau suscité une divergence d'opinions entre Liebknecht et moi. Liebknecht était d'avis que Napoléon voulait la guerre, mais que Bismarck n'avait pas le courage de relever le gant qui lui était jeté. Ainsi, le 13 juillet il écrivait dans l'*État populaire* : « *La France de Bonaparte a posé à la Prusse de Bismarck la question de la guerre et, si cette dernière ne se décide pas à une retraite infamante, la guerre est inévitable.* » Le 17 juillet, il écrivait : « Le courageux recule – devant le plus fort. La candidature Hohenzollern a été retirée devant l'attitude menaçante de Bonaparte ; la paix se maintient, et la puissante Confédération de l'Allemagne du Nord, qui devait à l'étranger imposer le respect de l'Allemagne, a, avec la même humilité qu'autrefois dans l'affaire du Luxembourg, baissé pavillon devant l'Empire français. »

Je défendais le point de vue opposé. Bien sûr, c'est Napoléon qui avait déclaré la guerre, mais il était à mon sens tombé lourdement dans le piège que Bismarck lui avait tendu. *C'est ce dernier* qui voulait la guerre, et il avait atteint son but. Le point de vue de l'*État populaire* m'irritait profondément, on en vint à de vifs affrontements entre Liebknecht et moi, et c'est seulement sur intervention de Geib que nous trouvâmes un terrain d'entente. À partir du 20 juillet, l'*État populaire* défendait un point de vue que moi aussi je partageais totalement.

Sans nous douter qu'une guerre allait éclater, nous avions convoqué pour le 17 juillet à Chemnitz une assemblée régionale du Parti ouvrier social-démocrate. Naturellement, nous devions à présent prendre position sur la question de la guerre. Cela se fit au moyen de la résolution suivante, que Liebknecht et moi proposâmes et qui fut adoptée à l'unanimité :

> « L'assemblée régionale proteste contre toute guerre qui n'est pas menée dans l'intérêt de la liberté et de l'humanité, car c'est une insulte à la civilisation moderne. L'assemblée régionale proteste contre une guerre qui n'est menée que dans l'intérêt dynastique et qui met en jeu la vie de centaines de milliers de gens et le bien-être de millions d'autres, pour satisfaire l'ambition de quelques potentats. L'assemblée salue avec joie l'attitude des démocrates français, et des ouvriers socialistes en particulier, elle se déclare totalement d'accord avec leurs efforts contre la guerre et attend que les démocrates allemands et les ouvriers allemands fassent eux aussi entendre leur voix dans ce sens. »

Les ouvriers parisiens s'étaient dès avant nous prononcés contre la guerre. Dans des réunions publiques, les ouvriers de nombreuses villes, entre autres Barmen, Berlin, Nuremberg, Munich, Königsberg, Fürth, Krefeld se prononcèrent dans le même sens que nous.

On pensait autrement au comité directeur du parti à Brunswick, qui avait convoqué le 16 juillet une assemblée populaire où il fit adopter une résolution dans laquelle les participants à l'assemblée considéraient que Napoléon et la majorité des représentants du peuple français rompaient à la légère la paix et troublaient la tranquillité de l'Europe. La nation allemande, au contraire était l'offensée et l'agressée, c'est pourquoi l'assemblée était obligée de reconnaître que la guerre défensive était un mal inévitable, mais elle demandait à l'ensemble du peuple d'agir par tous les moyens pour que ce soit le peuple lui-même qui décide de la guerre et de la paix, et qui ait de toute façon l'autonomie de décision la plus complète. Un grand nombre de sections locales du parti, en particulier en Allemagne du Nord, se rangèrent à ce point de vue du comité directeur du parti. Il y avait donc dans le parti une forte divergence d'opinions.

Le Reichstag avait été convoqué le 19 juillet. Lorsque Liebknecht et moi quittâmes Chemnitz le 18, les chemins de fer étaient déjà si occupés par le transport des soldats que nous dûmes attendre plusieurs heures en gare de Gössnitz avant de pouvoir poursuivre notre voyage. C'est là que nous discutâmes de la tactique que nous observerions au Parlement. Liebknecht était d'avis que nous devrions refuser catégoriquement la demande de crédits, puisque les deux camps étaient responsables de la guerre et que nous n'avions à prendre parti pour aucun des deux. J'expliquai que c'était une erreur. Étant donné la situation, nous ne pouvions effectivement prendre parti pour aucun des belligérants. Mais nous donnerions l'impression précisément d'en prendre un, celui de Napoléon, si nous votions contre l'emprunt ; la seule chose qu'il nous restait à faire c'était de nous abstenir. Finalement, Liebknecht me demanda de rédiger un projet de déclaration et de l'amener à Berlin le lendemain. C'est ce que je fis. Après quelques petites modifications, Liebknecht approuva mon projet ; c'est aussi moi qui devais faire la déclaration au Reichstag. Je pris la parole à la séance du 21. « *Puisque, comme nous l'avons appris, on souhaite que l'ordre du jour soit expédié sans débat, nous avons convenu de ne pas provoquer de débat, bien que nous ne soyons en aucune manière d'accord avec le point de vue de la Chambre. Nous sommes décidés à nous abstenir dans la question présente et nous énoncerons nos motifs dans une déclaration écrite pour le procès-verbal de la Chambre.* »

Le président Simson dit qu'il ne pouvait pas nous empêcher de faire cela. Notre point de vue était motivé ainsi :

> « La guerre actuelle est une guerre dynastique, entreprise dans l'intérêt de la dynastie Bonaparte, tout comme la guerre de 1866 le fut dans l'intérêt de la dynastie des Hohenzollern.
>
> Les crédits demandés au Parlement pour mener la guerre, nous ne pouvons pas les voter, parce que cela serait un vote de confiance

au gouvernement prussien qui, par ses agissements en 1866, a préparé la guerre actuelle.

Nous ne pouvons pas davantage refuser les crédits demandés ; car cela pourrait être considéré comme une approbation de la politique scélérate et criminelle de Bonaparte.

Adversaires par principe de toute guerre dynastique, socialistes républicains et membres de l'Association internationale des travailleurs qui combattent tous les oppresseurs sans distinction de nationalité et cherchent à unir tous les opprimés en une grande alliance fraternelle, nous ne pouvons, ni directement ni indirectement, nous déclarer pour la guerre actuelle et c'est pourquoi nous nous abstenons, en exprimant l'espoir certain que les peuples d'Europe, instruits par les funestes événements actuels, feront tout pour conquérir leur droit à disposer librement d'eux-mêmes et abolir l'actuelle domination de classe et du sabre, cause de tous les maux nationaux et sociaux. »

Le Reichstag vota les 120 millions de thalers d'emprunt de guerre demandés. Fritzsche, Hasenclever, Mende et Schweitzer votèrent pour. Fösterling avait au printemps démissionné de son mandat pour Chemnitz. À l'élection complémentaire les partisans de Hatzfeldt avaient perdu le district. Mais lorsque l'emprunt fut mis en souscription, la classe capitaliste offrit au monde un triste spectacle. Bien que l'argent dût rapporter un intérêt de 5 pour cent et que le prêteur n'eût besoin de donner que 88 thalers pour 100, pour lesquels il recevrait pourtant par la suite 100 thalers, *68 millions seulement furent souscrits*. C'était une humiliation énorme. Il en fut autrement en France. Là-bas les 700 millions de francs demandés furent entièrement souscrits, et avec le même taux d'intérêt qu'offrait l'Allemagne.

Notre attitude au Parlement avait creusé les différences entre le comité directeur du parti et nous. On en arriva à des affrontements épistolaires exaspérés, en particulier entre Liebknecht et le comité directeur, car Liebknecht ne voulait pas rédiger l'*État populaire* dans le sens du comité directeur. C'est en vain que Liebknecht en appela à la raison. Le 26 juillet il écrivait entre autres à Bracke : « C'est pourquoi je ne vous en veux pas outre mesure pour votre zèle patriotique, mais vous aussi, de votre côté, soyez tolérants. Si vous n'êtes pas d'accord avec mon attitude et celle de Bebel au Parlement, ce désaccord doit être réglé maintenant à tout prix, ou tout au moins il faut éviter une explosion ouverte. Dans un moment comme le moment présent, il faut éviter dans le parti tout ce qui ressemble

à une division, et je vous conjure de renoncer à tout ce qui peut aiguiser les différences. »

Cette demande fut inutile. Finalement Liebknecht était si fâché qu'il menaça d'émigrer, tant la politique et l'hystérie nationaliste le dégoûtaient. Moi aussi, les ergotages des gens de Brunswick m'excédaient. Le 13 août, j'écrivis là-bas : « Si le comité directeur de Brunswick s'en prend à Liebknecht, nous renoncerons à toute collaboration future à l'*État populaire*. D'après votre lettre (*qui était adressée à Liebknecht et contenait des menaces contre lui*), vous semblez être atteints d'une sorte d'hystérie nationaliste, vous semblez vouloir à tout prix le tapage et la scission dans le parti. Vous ne pouvez pas prouver que dans notre attitude au Parlement nous avons attenté aux principes du parti. Au lieu d'être contents qu'il ne se produise aucune aggravation du conflit, vous exigez que des gens qui ont une opinion ferme en changent, qu'ils la renient. C'est précisément dans ces dernières semaines que l'*État populaire* est apparu comme strictement l'organe du parti. La preuve : les cris de rage unanimes de nos adversaires. Voulez-vous, vous aussi, faire chorus avec ces hurlements nationaux-libéraux ? Vous parlez de particularisme saxon. Et pourtant, en Saxe justement, nous sommes bel et bien des *républicains socialistes*, et nous considérons tous la guerre comme une guerre dynastique. Marx aussi s'est déclaré pour nous. »

Le 1er septembre Liebknecht écrivit en réponse à une lettre de Bracke : « Ce n'est pas par crainte des arrivistes que j'ai envie de partir, mais par dégoût de l'ivresse patriotique. Cette maladie doit suivre son cours, pendant lequel je suis en trop ici, alors que je peux être très utile ailleurs, par exemple en Amérique. Mais ça ne va pas aller si mal que ça, et je n'aurai pas besoin de partir. »

August Geib (Hambourg) tenta à nouveau de servir de médiateur. Mais, plus efficace que toute médiation, c'est la marche des événements qui agit et qui nous poussa bientôt sur la même ligne de bataille

Déclarations et proclamations

Le 17 juillet se tint à Berlin un grand conseil de guerre. Quelles étaient les perspectives de guerre pour l'Allemagne prussienne, c'est ce que montre une déclaration de Molkte, qu'il fit aussi au nom de Roon : « *Pour ce qui est du moral de son armée, de son armement, de ses ressources, etc., la Prusse n'a encore jamais été autant qu'aujourd'hui en situation d'engager une guerre avec de telles perspectives de succès*. Il était *très exactement* informé de l'avancement (*il aurait pu dire du retard*) de l'armée française, et *par conséquent il n'y avait à craindre aucune surprise éclair militaire de la part de la France*. » La justesse de ce point de vue se confirma aussitôt. En Allemagne, on croyait généralement que la déclaration de guerre par Napoléon serait aussitôt suivie de l'irruption de l'armée française en territoire

allemand. On attendit en vain. En France, la déclaration de guerre avait créé une confusion totale, pas un seul corps d'armée n'était sur le pied de guerre, l'affolement régnait de haut en bas. Début août, 380 000 Allemands faisaient déjà face à 250 000 Français. Et comment dans les cercles libéraux allemands on voyait la situation, c'est ce que montre un toast du professeur Biedermann à Leipzig lors d'une fête étudiante, dans lequel il disait dès *fin juillet* : « Nous devons si bien terrasser la nation française qu'une vie d'homme passera avant qu'elle ne puisse à nouveau songer à la guerre. Nous allons faire cela, en veillant à ce *que la taille de la France mincisse un peu.* »

Là on faisait donc déjà allusion à une annexion, avant même qu'une bataille ait été livrée. On était donc absolument sûr de la victoire. Dans les documents officiels, on entendait à cette époque une tout autre musique ! Ainsi, dans le discours du trône qui ouvrit la séance du Parlement le 19 juillet, il était dit que l'on « *appelait la force du peuple à protéger notre indépendance* », que « *l'Allemagne portait en elle-même la volonté et la force de résister à une nouvelle agression de la France* », on s'adressait avec confiance « *au patriotisme et à l'abnégation du peuple allemand en l'appelant à défendre son honneur et son indépendance* ». En suivant l'exemple de nos pères (*c'était la conclusion*), « *nous combattrons pour notre liberté et pour notre droit contre l'agression de conquérants étrangers et, dans ce combat où nous ne poursuivons d'autre but que celui d'assurer durablement la paix en Europe, Dieu sera avec nous comme il l'a été avec nos pères* ».

D'après cette déclaration solennelle – dont Lothar Bucher était l'auteur – il s'agissait donc, non pas d'une guerre de conquête, mais d'une guerre de *défense* ayant pour but d'assurer la paix pour l'avenir.

Mais le discours du trône contenait encore une phrase intéressante, qui disait :

« Le peuple allemand comme le peuple français, tous deux désirant et jouissant également des bénédictions de la civilisation chrétienne et d'un bien-être grandissant, sont appelés à rivaliser sur un terrain moins dangereux que le sanglant champ de bataille. »

L'état d'esprit des cercles officiels apparaît aussi clairement dans la proclamation du roi de Prusse du 11 août 1870, où il déclarait qu'il était entré en France avec ses troupes et avait pris le commandement suprême : Je fais la guerre aux *soldats* français, et pas aux *citoyens* de la France. »

La proclamation du prince Friedrich-Karl trouva dans nos cercles un écho très favorable :

> « *Soldats de la deuxième armée !*
>
> Vous entrez sur le sol français. L'empereur Napoléon a sans aucun motif déclaré la guerre à l'Allemagne, lui et son armée sont nos ennemis. On n'a pas demandé au peuple français s'il voulait

> mener une guerre sanglante à son voisin allemand, il n'existe aucun motif d'hostilité. Ne l'oubliez pas face aux paisibles habitants de la France, montrez-leur que dans notre siècle deux peuples civilisés, même en guerre l'un contre l'autre, n'oublient pas les commandements de l'humanité, pensez toujours à ce que vos parents, au pays, éprouveraient, si un ennemi – Dieu nous en garde – envahissait nos provinces. Montrez aux Français que le peuple allemand n'est pas seulement grand et courageux, mais qu'il est aussi civilisé et généreux face à l'ennemi. »

Et, dès le 25 juillet, le roi avait publié une lettre de remerciement en réponse aux manifestations qui se faisaient entendre, dans laquelle il disait :

> « L'amour pour la patrie commune, le soulèvement unanime des peuples allemands et de leurs princes, ont enclos et réconcilié en eux toutes différences et oppositions et, unie comme jamais auparavant, l'Allemagne doit, dans son unanimité comme dans son bon droit, trouver la garantie que la guerre lui apportera la paix durable et que la semence de sang fera lever une moisson de liberté et d'unité allemande bénie par Dieu. »

Notons que, dans la conclusion de cette lettre de remerciement, la liberté est placée avant l'unité. Cela devait plus tard m'être fatal, lorsque dans plusieurs assemblées publiques je rappelai cette promesse.

L'arrestation du comité directeur de Brunswick

Dans l'*État populaire* du 30 juillet, le comité directeur du parti publia un appel dans lequel s'exprimait le point de vue divergent qui le séparait encore de nous à l'époque. Après avoir exhorté le parti à agir énergiquement, il continuait : « Notre devoir est *de jouer un rôle décisif* lors de la naissance de cet État comprenant, nous l'espérons, l'Allemagne *tout entière*, afin que vienne à la vie, si possible, non pas l'État dynastique, mais l'État populaire social-démocrate (!!!) ; notre devoir est – si le nouvel État a encore à sa naissance une coloration dynastique – de lui imprimer le sceau de nos idées en un dur et sévère combat. » Il espérait que nos frères, courageux et enthousiastes, nous mèneraient bientôt à la victoire en France, mais il ne fallait pas se laisser prendre à l'ivresse de la victoire. On devait regretter le combat fratricide entre deux peuples, mais l'Allemagne n'était pas responsable de la guerre ; le responsable finira par payer, mais ensuite il s'agissait de garder notre force pour le glorieux combat commun de tous les opprimés de la terre. Si Napoléon était vaincu, le peuple français respirerait plus librement, et nous, nous aurions alors à rappeler à nos dirigeants ce qui est dû au peuple de par Dieu et de par la justice, et ce que les sacrifices et tourments infinis de la guerre donnent doublement et triplement le droit d'exiger.

Dans son optimisme, le comité directeur ne soupçonnait pas à l'époque qu'il serait la première victime à goûter la splendeur de la victoire. Les armées impériales furent terrassées en une rapide série d'attaques, l'Allemagne vit dans ses provinces des armées entières de prisonniers français, dont le logement et l'approvisionnement devinrent bientôt une charge gênante. Vint la bataille de Sedan, que Napoléon accepta dans des conditions qui faisaient presque croire qu'il avait exprès manœuvré pour arriver prisonnier en Allemagne, et non empereur battu en France. Lorsque la nouvelle de sa captivité arriva en Allemagne, tous poussèrent des cris de joie, et nous avec. Tout le monde espérait la fin de la guerre, dont les batailles, avec leurs énormes pertes humaines, avaient déjà dégoûté de la guerre. « *J'ai peur de m'informer des pertes* », écrivait le roi de Prusse à la reine, après les batailles autour de Metz. Il télégraphia au roi de Wurtemberg : « *Les pertes de la dernière bataille (le 19 août) comme de la précédente sont si importantes que la joie de la victoire en est bien gâtée.* » Et l'*Avenir* de Berlin, rédigé par Guido Weiss, écrivait : « *Devant la pourpre blême de la mort s'inclinent aussi ceux qui sont nés dans la pourpre. Une peur s'empare même des sans-peur. La Faucheuse a trop travaillé, les champs de bataille ont eu trop d'engrais.* »

Cependant la guerre continuait à faire rage. À la captivité de Napoléon à Sedan, Paris répondit en proclamant la république, événement qui fut très désagréable au quartier général allemand en particulier. Transformer la France en république, ce n'est pas pour cela qu'on avait commencé la guerre. On redoutait le mauvais exemple, mais sans raison, comme il s'est avéré. Lorsque la nouvelle de la proclamation de la république arriva en Allemagne, Liebknecht, très ému et les larmes aux yeux, fondit sur moi, dans mon atelier, pour m'annoncer l'événement. Il fut frappé de la froideur avec laquelle j'accueillis la nouvelle. Mais au comité directeur de Brunswick aussi la nouvelle avait fait l'effet d'une bombe et provoqué un fort revirement d'opinion. Maintenant, d'un coup, toutes les différences entre nous étaient éliminées. Conclusion immédiate de la paix avec la République française, dédommagement de tous les frais de guerre, mais renoncement à toute annexion : voilà les revendications que nous avancions maintenant tous ensemble. La guerre de défense s'était entre-temps transformée en guerre de conquête. Ce que dès la fin juillet Biedermann avait suggéré devint, après les victoires nombreuses et rapides, la revendication générale de la presse libérale et conservatrice.

Dans une adresse[43] que le Conseil général de l'Association internationale des travailleurs publia sur la guerre et que l'*État populaire* publia le 7 août, il était dit : « Le complot guerrier de juillet 1870 n'est qu'une version

43 Il s'agit de la première *Adresse du Conseil général* sur la guerre franco-allemande, du 23 juillet 1870.

améliorée du coup d'État de 1851. » La guerre était apparue si absurde que la France ne voulait pas y croire, l'opposition bourgeoise avait même refusé les crédits. Les ouvriers français qui étaient membres de l'Internationale avaient condamné la guerre comme une guerre dynastique. « Quel que soit le déroulement de la guerre de Louis Bonaparte avec la Prusse, le tocsin du second Empire a déjà sonné à Paris. Cela finira comme cela a commencé : comme une parodie. » Côté allemand, la guerre était une guerre de défense, mais quelle politique avait conduit l'Allemagne dans cette situation ? La critique de la politique bismarckienne qui suivait, *l'État populaire* fut obligé d'y mettre la sourdine : « Si la classe ouvrière allemande permet à la guerre actuelle d'abandonner son caractère strictement défensif, et de la laisser dégénérer en une guerre contre le peuple français, alors victoire ou défaite seront également funestes. »

Le Conseil général indique alors que, dans ce cas, c'est la Russie qui en tirera profit.

C'est désormais dans le sens du manifeste du Conseil général qu'agit le comité directeur de Brunswick, lorsqu'il publia, daté du 5 septembre, un appel « À tous les Allemands ». Se référant aux derniers événements en France, il espérait que le nouveau gouvernement républicain chercherait à réaliser la paix avec l'Allemagne. Et alors les travailleurs allemands devaient soutenir les intentions du gouvernement républicain et demander une paix honorable avec le peuple français, pour laquelle ils feraient massivement entendre leur voix.

Le comité directeur évoque ensuite, en citant une lettre de Marx – sans toutefois donner son nom –, ce qui arriverait, et arriverait nécessairement, si on s'obstinait à annexer l'Alsace-Lorraine. La citation disait : « Quiconque n'est pas complètement assourdi par les cris du moment, ou n'a pas intérêt à assourdir le peuple allemand, doit comprendre que la guerre de 1870 porte nécessairement en son sein une guerre entre l'Allemagne et la Russie, tout comme la guerre de 1866 a porté en son sein la guerre de 1870. » Le cours de la guerre actuelle *avait transféré de la France à l'Allemagne le centre de gravité du mouvement ouvrier continental*. De ce fait, une grande responsabilité reposait sur la classe ouvrière allemande.

Le comité directeur adopta ce point de vue et appela à des manifestations contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine et pour une paix honorable avec la République française. L'appel disait :

> « Et quand nous voyons maintenant comment un grand peuple a repris son destin en main, quand nous voyons aujourd'hui la république non plus seulement en Suisse et au-delà des mers, mais aussi dans les faits la république en Espagne, la république en France, laissez-nous crier bien fort que, même si c'est encore impossible

aujourd'hui, pour l'Allemagne aussi l'aube de la liberté s'annoncera en ce cri d'allégresse : Vive la république ! »

Le 11 septembre, l'*État populaire* avait imprimé l'appel ici mentionné ; dans le numéro suivant du 14 Liebknecht et moi nous fûmes déjà obligés de publier une adresse aux camarades, dans laquelle nous informions qu'à Hanovre le général Vogel von Falckenstein – au mépris du droit et de la loi, comme il s'avéra – avait donné l'ordre de transporter, enchaîné et sous forte escorte militaire, à la forteresse de Lötzen en Prusse-Orientale, le comité directeur du parti, à savoir Bracke, Bonhorst, Spier, Kühn et le propriétaire d'imprimerie Sivers et de les y interner. Le traitement infligé aux détenus était extrêmement brutal, pour ne pas dire barbare ; ils mirent 36 heures rien que pour parvenir à Königsberg[44]. En cours de route, partout le public les considérait comme des traîtres à la patrie qu'on avait arrêtés, et on les traitait en conséquence. Nous demandions que, jusqu'à nouvel ordre de la commission de contrôle, correspondance et argent soient envoyés à Geib (Hambourg). On concluait

« Camarades ! C'est un coup dur qui a touché le parti et d'autres suivront peut-être.

Soyez fermes et intrépides ; c'est dans le danger qu'on voit la conviction véritable, que l'homme véritable fait ses preuves.

Travaillez énergiquement à la croissance de notre parti et de nos principes, mais soyez prudents en paroles, prudents aussi dans vos écrits – le pouvoir qui nous est hostile cherche à faire feu de tout bois contre nous.

Agissez très énergiquement pour la diffusion de l'organe du parti car, en ces temps de combat moral, c'est en lui que résident notre pouvoir et notre force.

Vive la lutte internationale du prolétariat ! Vive la propagande social-démocrate ! »

Citer le nom de Geib dans notre adresse suffit à Vogel von Falckenstein pour l'expédier à Lötzen. Le même sort frappa Jacoby, pour un discours à Königsberg contre l'annexion, et le propriétaire terrien Herbig, qui avait présidé cette réunion. Vogel von Falckenstein agissait en tant que commandant en chef en l'Allemagne du Nord, qu'il était censé protéger contre un éventuel débarquement des Français sur les côtes du nord. À défaut d'exploits guerriers, il tomba dans la répression policière.

L'arrestation de Jacoby et Herbig fit dans la presse libérale une impression désagréable. Une feuille libérale de gauche disait : « Ces agissements cadrent mal avec les grandes victoires et amènent à se demander *si le peuple allemand ne perd pas en liberté intérieure ce qu'il a gagné en gloire extérieure.* »

44 Actuellement Kaliningrad, dans l'enclave russe située en Pologne et Lituanie.

Nous, nous trouvions tout naturels les faits et gestes des dirigeants. C'était justement une illusion du comité directeur du parti que de croire en une transformation libérale du nouvel ordre, que garantissait paraît-il ce même homme qui s'était montré jusque-là le plus grand ennemi de toute évolution libérale – et je ne parle même pas d'une évolution démocratique – et qui maintenant, en vainqueur, posait sur la nuque du nouvel Empire sa botte de cuirassier.

Yorck et plusieurs camarades à Harbourg, ainsi que Naters à Halberstadt, furent aussi arrêtés et mis en prison, en vue de leur faire un procès pour diffusion du manifeste du comité directeur du parti. En Saxe, le gouverneur général pour le douzième corps d'armée publia fin septembre un décret stipulant que toutes les assemblées populaires traitant des buts de guerre étaient interdites. Rayon de soleil dans cette époque : à Kirchberg et à Mittweida (tous deux en Saxe) les élections municipales furent un brillant succès pour notre parti. De même, malgré la guerre, le 1er septembre était paru à Crimmitschau un quotidien du parti, *l'Ami des citadins et paysans [de Crimmitschau]* ([*Crimmitschauer] Bürger und Bauernfreund*), rédigé par Karl Hirsch, et le 1er février suivant ce fut le tour de *La Presse libre de Chemnitz* (*Chemnitzer freie Presse*), qui paraissait également quotidiennement. La différence entre l'Association générale des travailleurs allemands et nous résidait aussi dans le fait que nous ne mettions aucun obstacle à la création de nouveaux journaux du parti.

Début octobre, l'officieux *Journal général de l'Allemagne du Nord* regrettait que Liebknecht et moi n'ayons pas aussi été mis en prison tout comme le comité directeur de Brunswick, Johann Jakoby, etc. Son souhait se trouva vite satisfait.

La commission de contrôle avait transféré à Dresde le nouveau comité de direction provisoire. Il se composait des camarades Knieling, Köhler et Otto-Walster. Comme nous savions que lors de l'arrestation du comité directeur de Brunswick on avait confisqué un grand nombre de lettres, j'écrivis à Walster, le secrétaire du nouveau comité directeur, que ce qui s'était passé à Brunswick lui serve d'avertissement et qu'il ne conserve aucune des lettres. Mais qui est-ce qui *ne* suivit *pas* ce bon conseil ? Walster bien sûr. Quand plus tard – comme il était prévisible – on perquisitionna aussi chez lui, même ma lettre d'avertissement tomba aux mains de la police, et elle atterrit ensuite dans les dossiers du futur procès pour haute trahison.

C'est un bien étrange intermède que nous vécûmes fin octobre, Liebknecht et moi. En Saxe, le 31 octobre est jour férié, c'est le Jour de la réforme, où Luther placarda ses 95 thèses à la porte de l'église du château

de Wittenberg. Deux jours avant, je reçus une lettre recommandée qui nous priait instamment, Liebknecht et moi, de nous rendre à Mittweida le 31 octobre pour une affaire de la plus haute importance. Nous nous rendîmes à l'invitation. À la gare nous fûmes accueillis en grand mystère et, après avoir traversé la moitié de la ville, menés à un restaurant où, à notre grande surprise, nous trouvâmes réunis la totalité des hommes de confiance de l'Erzgebirge, supérieur et inférieur. Alors quelqu'un prit la parole pour nous demander pourquoi nous restions les bras croisés et nous n'ordonnions pas de passer à l'attaque, car l'armée était hors du pays et ce qui était à l'intérieur pouvait être facilement maîtrisé. Nous hochâmes la tête devant tant de naïveté. Je pris le premier la parole et démontrai à l'orateur l'absurdité de sa proposition. Liebknecht s'exprima bien entendu dans le même sens. Nous n'eûmes pas de peine à faire comprendre aux présents la justesse de notre point de vue. Les présents étaient comme nous venus à Mittweida sur invitation de deux camarades du parti, sans avoir la moindre idée de ce qu'on voulait faire ici.

Vers la même époque, les camarades de Zurich tinrent une assemblée publique dans laquelle le camarade *Forrer, à l'époque procureur de la République*, fit un discours où il présenta les résolutions suivantes :

> « 1. Nos sympathies vont à la République française ! Puisse-t-elle réussir, par sa résistance énergique, à tellement affaiblir la puissance militaire du Hohenzollern qu'on sera obligé de lui offrir rapidement la paix.
>
> 2. Nous exprimons notre plus chaleureuse reconnaissance à nos camarades d'Allemagne et d'Angleterre (Marx et Engels).
>
> C'est vous en particulier, frères d'Allemagne, qui malgré persécution et répression, malgré cachots et chaînes, avez vaillamment payé de votre personne pour vos principes, et nous avons en vous la profonde confiance vous ferez votre devoir et vous vous montrerez dignes de la tâche historique de la social-démocratie. »

Cette reconnaissance de nos camarades de Zurich nous causa une grande satisfaction et je la ressens aujourd'hui encore. Forrer, à l'époque camarade et porte-parole du parti, est actuellement membre du Conseil fédéral[45] suisse à Berne et en fut un temps président. Bien sûr, ce n'est pas en tant que social-démocrate qu'il put accéder à cette dignité. Même en Suisse, on n'en est pas encore arrivé là. Avec le temps, justement, il passa comme beaucoup d'autres de la gauche à la droite et accéda ainsi aux titres et aux honneurs.

45 Il s'agit de l'exécutif fédéral suisse, institution qui regroupe collégialement les fonctions de chef de l'État et de chef de gouvernement.

Annexions et couronne impériale

Après Sedan, la guerre avec la France se poursuivit avec la même intensité. L'armée impériale était certes anéantie ou prisonnière, mais le gouvernement de défense nationale, avec à sa tête Gambetta et Freycinet, avait pris maintenant en main l'organisation de nouvelles armées. On les fit pour ainsi dire sortir de terre au beau milieu de la guerre. Sur ce formidable exploit, il y a un livre intéressant : *Léon Gambetta et ses armées,* du baron von der Goltz, Berlin 1877. Ce n'est toutefois pas à Gambetta, mais à l'ancien ingénieur Freycinet qu'en revient le mérite principal. Si la guerre contre l'Empire n'avait pas duré six semaines, contre la République elle allait maintenant durer près de six mois encore. Le nouveau gouvernement avait certes fait des tentatives pour conclure la paix, seulement elles échouèrent devant l'appétit d'annexions de Bismarck. Bismarck, qui pensait toujours à une restauration de Napoléon, déclarait aussi que le gouvernement de Défense nationale n'était pas un gouvernement stable, avec lequel on pouvait négocier. Mais finalement c'est tout de même avec lui qu'il fallut conclure la paix.

Fin octobre, Bazaine livra Metz avec une garnison de 150 000 hommes et d'énormes réserves de guerre, ce qui fut une chance pour la direction de l'armée allemande qui avait besoin de toutes ses forces contre les armées de la Loire et du Nord nouvellement constituées.

Le 26 octobre, Jacoby, Bonhorst et Herbig furent libérés de Lötzen. Les élections au landtag prussien approchaient, et on ne pouvait maintenir en détention des nationaux prussiens arrêtés au mépris du droit et de la loi. Quelques semaines plus tard, le 14 novembre, les membres du comité directeur de Brunswick furent transférés, à nouveau enchaînés, de Lötzen à Brunswick. C'est là qu'on devait mettre en scène contre eux un procès pour haute trahison. Enfin, début décembre, Geib aussi fut libéré de Lötzen, lui sur intervention du Sénat de Hambourg. Il n'y avait contre lui aucun élément à charge.

Le 24 novembre, le Parlement de l'Allemagne du Nord avait été convoqué pour une session extraordinaire, qui fut courte certes, mais très agitée. Il s'agissait de voter de nouveaux crédits pour poursuivre la guerre et de discuter des traités conclus à Versailles avec les États de l'Allemagne du Sud ainsi que de la nouvelle Constitution du Reich.

Ce qu'on connaissait jusque-là des traités de Versailles avait beaucoup contrarié les milieux libéraux. Ces traités accordaient aux États de l'Allemagne du Sud, en particulier à la Bavière, ce qu'on appelait des droits réservés, qui ne faisaient que compliquer l'unité du Reich. La Constitution fédérale de l'Allemagne du Nord devait se transformer en Constitution

du Reich, avec les modifications absolument nécessaires qu'exigeaient les traités de Versailles. La liberté, que le roi avait laissé entrevoir fin juillet dans sa lettre de remerciement, resta là où elle était – dans la caserne. On n'accorda même pas les indemnités parlementaires. Si du fait de ces événements l'ambiance était déjà morose, elle le fut plus encore du fait que la guerre traînait en longueur, qu'elle imposait d'immenses sacrifices de toute sorte et qu'on n'en voyait pas la fin. Fin septembre, Moltke avait écrit à son frère qu'il espérait être fin octobre à Creisau (son domaine en Silésie) et tirer les lièvres. Mais ils n'eurent pas à craindre le fusil de Molkte.

Au Parlement, les nouvelles du théâtre des opérations faisaient régner une ambiance morose. Ce n'était pas ainsi qu'on s'était imaginé la marche de choses. Le correspondant de guerre du *Journal de Cologne*, un certain M. von Wickede, écrivait fin décembre encore :

> « Cette épouvantable guerre, qui se mène avec des masses de combattants, et dont l'ampleur dépasse tout ce qu'on a encore jamais vu dans l'histoire de tous les temps et de tous les peuples, défie de fait absolument tout calcul. On croyait en être enfin venu à bout, or il s'avère maintenant qu'à la fin du mois on en est exactement comme au début. Nous battons encore et toujours les Français, nous leur tuons et blessons des milliers de soldats… et toujours à nouveau et encore à nouveau leurs troupes battues se reforment… et très souvent se jettent sur nous avec le courage indomptable de l'extrême désespoir… Dans un certain nombre de régions particulièrement saignées à blanc par nos troupes, il règne à présent déjà une effroyable famine, en plein été les gens tombent par douzaines comme des mouches, et au cours de l'hiver rigoureux cet état s'aggravera de manière encore plus terrible. »

C'est le président de la chancellerie confédérale, Delbrück, qui lut le discours du trône ouvrant le Parlement ; on y disait que les dirigeants actuels de la France préféraient sacrifier les forces d'une noble nation dans un combat voué à l'échec. Un peu en contradiction avec cela, on remarquait que la France n'avait pas de gouvernement avec lequel on puisse négocier ; de même, l'attitude de la population détruisait tout espoir de parvenir à une paix durable. Dès que la France aurait récupéré ou se sentirait suffisamment forte grâce à des alliances, il fallait s'attendre à une reprise de la guerre. On comprenait donc vers où la volonté d'annexion pousserait l'évolution future.

Le 26 novembre, il y avait à l'ordre du jour la demande d'un nouveau vote de crédits (100 millions de thalers). Je pris la parole sur cette demande. Avant moi, le député Reichensperger s'était prononcé pour le vote des crédits. Mon intervention ne fut pas longue, mais elle suscita une tempête comme aucun de mes discours n'en à jamais soulevé depuis. Je dis que je

pensais être un aussi bon Allemand que l'orateur précédent, cependant, à examiner la question, j'arrivais au résultat contraire. Je fis un bref aperçu historique jusqu'à la chute de l'Empire et démontrai qu'en faisant Napoléon prisonnier on supprimait la cause véritable de la guerre. Je pris appui pour cela sur le discours du trône du 19 juillet et la proclamation du roi de Prusse du 11 août. Mon exposé suscita une grande agitation et une violente protestation. Il était faux d'affirmer que la France ne possédait pas de gouvernement avec lequel on pouvait négocier. Et je prouvai cela dans mon exposé. Ce qui empêchait de conclure la paix, c'était la volonté d'annexion. Puis je condamnai résolument l'interdiction qui nous était faite d'exposer dans des assemblées publiques notre point de vue sur les annexions. Et le point de vue qui était le nôtre, je le justifiai plus en détail. Il y eut à nouveau une rafale d'interruptions. Puis lorsque je signalai le triste rôle que la classe capitaliste allemande avait joué lors du premier emprunt de guerre, et combien en revanche la bourgeoisie française s'était comportée en pareil cas différemment, là c'est vraiment la tempête qui éclata. Une grande partie de la Chambre fut véritablement prise de folie furieuse, on nous accabla d'injures les plus grossières, des douzaines de membres se ruèrent sur nous le poing levé et menacèrent de nous jeter dehors. Pendant plusieurs minutes je ne pus prendre la parole ; à la fin je conseillai d'adopter la résolution que Liebknecht et moi avions présentée. Cette résolution disait :

« Le Parlement décide :

De rejeter le projet de loi concernant la nouvelle demande de crédits pour mener la guerre, et de voter la motion suivante :

Considérant que la guerre, déclarée le 19 juillet par Louis Bonaparte, ci-devant empereur des Français, est effectivement arrivée à sa fin avec la captivité de Louis Bonaparte et la défaite de l'Empire français ;

Considérant que, d'après la propre déclaration du roi de Prusse dans le discours du trône du 19 juillet, et la proclamation au peuple français du 11 août, la guerre n'est du côté allemand qu'une guerre de défense et non une guerre au peuple français ;

Considérant que, en contradiction flagrante avec les paroles du roi, la guerre malgré tout menée depuis le 4 septembre n'est pas une guerre contre le gouvernement impérial et l'armée impériale, qui n'existent plus, mais une guerre contre le peuple français, n'est pas une guerre défensive mais une guerre de conquête, n'est pas une guerre pour l'indépendance de l'Allemagne, mais une guerre pour opprimer la noble nation française que, selon les mots du discours du trône du 19 juillet, l'on appelle « à désirer et à goûter comme nous les bénédictions de la civilisation chrétienne et d'un bien-être

grandissant, ainsi qu'à rivaliser sur un terrain moins dangereux que le sanglant champ de bataille » ;

Le Parlement décide de *refuser* de voter les crédits demandés pour la conduite de la guerre et demande au chancelier fédéral d'agir afin que, *renon*çant *à toute annexion de territoire français, on conclue au plus vite la paix avec la République française.* »

Après moi, la parole fut au *député Lasker* qui, sur le registre de la plus haute indignation morale, s'en prit à nous et au peuple français. Ce fut savoureux de le voir défendre le monde de la finance contre mes reproches.

« *C'est vrai,* disait-il, *le monde de la haute finance ne s'est pas considérablement engagé* ; *il n'y avait pas de profit en perspective* (en cas de victoire il y en avait quand même bien davantage) e*t ce n'est pas* le genre des financiers, pas plus que le tempérament de la finance, que de s'engager en tant que financiers lorsque précisément il n'y a pas de profit en vue. Or, ces hommes là-bas – et il nous montrait du doigt –, qui se moquent du profit et de la rémunération, exercent pourtant eux aussi leur activité idéaliste moyennant finances (*Rires*) et leur travail d'apôtres, comme ils le qualifient, ils le font contre indemnités parlementaires (*Rires, très bien !*). Quelle confusion dans les idées, quand ces messieurs qui, vu la nature de leur travail, doivent peut-être se contenter de sommes assez modestes (*La Chambre était secouée de rires*), froncent le nez sur l'appétit de profit. Donc, le monde de la haute finance a jugé que ce n'était pas la bonne occasion pour faire des affaires profitables. »

On ne pouvait tenter de justifier la classe capitaliste allemande de manière plus creuse et plus contradictoire. (Dans une deuxième intervention, je répondis comme il fallait à Lasker.) À Lasker succéda Braun de Wiesbaden, et à Braun Liebknecht. Il attaqua très vigoureusement les deux orateurs libéraux qui avaient parlé avant lui. À nouveau vives interruptions, rappel à l'ordre du président.

Liebknecht dit entre autres :

« Le gouvernement français qui a déclaré la guerre en juillet est éliminé, son chef Napoléon III réside à Wilhelmshöhe[46] et le roi de Prusse le traite en frère ; il nage dans un luxe impérial, pendant que là-bas à l'étranger les combattants allemands doivent verser leur sang et endurer les fatigues les plus terribles dans la guerre contre le peuple français, peuple qui est envers et contre tout notre peuple frère et qui veut la paix avec nous. (*Agitation.*) Il est vraiment plus honorable d'être le frère du peuple français et des travailleurs

46 Château de Wihelmshöhe à Cassel : Napoléon III, fait prisonnier après la bataille de Sedan, y fut placé en résidence surveillée pendant un an.

français que le « cher frère » de la canaille de Wilhelmshöhe. » (*Le député von Schweitzer : « Bravo, bravo ! »*)

Liebknecht conclut :

> « Les crédits qu'on nous demande sont destinés à réaliser l'annexion, ainsi qu'il ressort des mots mêmes du discours du trône. Mais l'annexion ne nous apportera pas la paix mais la guerre et, en créant après la paix un danger permanent de guerre, elle consolide aussi en Allemagne la dictature militaire… Pour toutes ces raisons je suis naturellement contre les crédits de guerre et, avec mon ami Bebel, j'ai présenté la motion pour les refuser. »

Cette motion fut repoussée à l'unanimité moins cinq voix.

Dans la séance du 28 novembre, où les crédits de guerre étaient à l'ordre du jour en troisième lecture, le Dr. [Ferdinand] Goetz (Lindenau), qui avait été élu par les voix de notre parti et qui encore en mars dernier avait soutenu la candidature de Johann Jacoby au Parlement, prit la parole pour se prononcer *pour* les crédits de guerre bien que, comme il l'assura, cela lui fût « amer comme le fiel » et bien qu'il eût compris au discours du trône que la guerre n'apportait pas la paix et qu'on ne pouvait non plus espérer aucune diminution des charges militaires. Son discours était extraordinairement confus. Il est significatif que, lorsque dans cette séance nous interrompîmes bruyamment ceux qui nous attaquaient, Lasker demanda au président si on ne pouvait pas mettre fin à ces « esclandres » en changeant immédiatement le règlement de la Chambre. Liebknecht répondit en renvoyant aux cris et discours offensants que nous avions dû entendre dans la séance du 26 novembre. Puis lorsque Liebknecht, à l'occasion du § 1 du projet de loi sur les crédits de guerre, voulut répondre aux attaques proférées, le président l'interrompit en disant qu'il ne pouvait pas revenir sur le débat général. Comme Liebknecht refusait, à juste titre, d'accepter ce point de vue, car le § 1 contenait la demande de fonds pour poursuivre la guerre, sur demande du président, la Chambre lui retira la parole. Contre l'emprunt de guerre votèrent en troisième lecture le Dr. Ewald (Hannovrien), Fritzsche, Hasenclever, Liebknecht, Mende, Schraps, Schweitzer et moi.

Quelques jours plus tard il y eut à l'ordre du jour une interpellation du député Duncker et consorts, concernant l'application des dispositions constitutionnelles pendant l'état de guerre. Elle était dirigée contre les mesures du général Vogel von Falckenstein. Nous, il nous était impossible de présenter pareille interpellation, parce que nous ne réunissions pas les trente signatures nécessaires. Si les milieux bourgeois avaient encaissé le coup de force contre notre comité directeur, ils prirent très mal l'arrestation de Johann Jacoby ; elle cadrait mal avec ce qu'on attendait de la fondation du nouveau Reich. Après son arrestation Jacoby s'était directement plaint à Bismarck, au quartier général de Versailles, et lui avait demandé

d'intervenir pour sa libération, puisque son arrestation avait eu lieu illégalement. Dans sa réponse à Jacoby, Bismarck lui donna indirectement raison, mais il ne fit rien pour sa libération, manifestement il ne voulait pas détériorer encore ses rapports déjà très tendus avec les militaires du quartier général. Mais, d'après les notes de son attaché de presse, Moritz Busch, qui consignait fidèlement par écrit ses conversations non officielles, il dit le 20 octobre, lorsqu'on en vint à parler de l'arrestation de Jacoby : « Je ne m'en réjouis pas le moins du monde ; l'homme de parti peut le faire, car cela satisfait sa vengeance ; pas l'homme politique, la politique ne connaît pas de tels sentiments ; elle se demande seulement s'il est utile que des adversaires politiques soient maltraités. » Et quand le 24 novembre, quelques jours donc après l'interpellation au Parlement, la conversation revint sur ce sujet, d'après la même source, Bismarck dit que les militaires lui demandaient trop rarement son opinion. « C'est aussi ce qui s'est passé avec la nomination de Vogel von Falckenstein, qui vient de sanctionner Jacoby. S'il me fallait me prononcer là-dessus devant le Parlement, je dirais que je m'en lave les mains : on n'aurait pas pu me mettre en situation plus désagréable. Je suis entré en guerre en fervent militaire, à l'avenir je marche avec les parlementaires, et s'ils continuent à me fâcher, je me ferai installer un fauteuil à l'extrême gauche. »

Dommage qu'il n'ait pas mis cette menace à exécution ; à la session suivante, où j'étais seul à représenter l'extrême gauche, j'aurais été très content de l'avoir à mes côtés comme compagnon d'armes.

Le débat qui eut lieu le 3 décembre fut très animé. Duncker prouva que Jacoby et Herbig avaient été arrêtés à tort, il reconnut que c'était aussi le cas de nos camarades de Brunswick traînés à Lötzen. Vu qu'entre-temps, comme déjà mentionné, les nationaux prussiens emprisonnés avaient été libérés en raison des prochaines élections au landtag prussien, il demanda qu'à l'avenir pareille chose ne se reproduise pas. Le président de la chancellerie fédérale, Delbrück, prit la parole comme représentant de Bismarck et tenta de justifier les mesures répressives. Windthorst lui répondit en l'attaquant vigoureusement et signala entre autres sur un ton mordant que, d'après ce qu'il avait entendu dire aujourd'hui au président de la chancellerie fédérale, il ne croyait pas vraiment que, comme il avait été promis au début de la guerre, on réussirait maintenant à faire de « *l'État allemand un État de la crainte de Dieu, des bonnes mœurs et de la vraie liberté* ». Il conseilla ironiquement d'inclure dans les conditions de paix avec la France une clause nous cédant aussi Cayenne et Lambessa[47], pour avoir des lieux propres à accueillir des personnes indésirables. Puis Windthorst se plaignit amèrement des mauvais traitements que Vogel von Falckenstein faisait

47 Dans ces deux villes, l'une en Guyane, l'autre en Algérie, se trouvaient des bagnes de l'administration française.

infliger aux Hanovriens retenus prisonniers. Au cours du débat, je pris moi aussi la parole pour décrire le traitement que nos camarades emprisonnés avaient subi lors de leur aller à Lötzen, lors de leur retour de Lötzen et pendant leur détention là-bas. Je me plaignis aussi de l'interdiction générale des réunions en Saxe. Ces mesures répressives étaient un outrage au droit et à la loi. Miquel – de lui on ne pouvait rien attendre d'autre – non seulement approuva les mesures répressives de Vogel von Falckenstein, mais il affirma même que notre attitude en Allemagne avait renforcé la résistance en France, affirmation dont je lui prouvai tout de suite le caractère mensonger. On sait qu'en général les interpellations sont des coups d'épée dans l'eau, ce fut encore le cas cette fois-ci.

Dans une des séances suivantes, on délibéra sur les traités avec le Bade, la Hesse, le Wurtemberg et la Bavière. Je me déclarai contre ces traités aussi bien qu'en général contre la nouvelle Constitution. Le peuple finirait vite par comprendre ce qu'il en était de la liberté et de l'unité allemandes. Les trois guerres que l'Allemagne avait dû mener depuis dix ans n'avaient fait que les ramener en arrière en matière de libertés. Cependant le peuple un jour revendiquerait et obtiendrait son droit à disposer de lui-même et il se créerait alors une Constitution, qui ne pourrait avoir pour but que la république.

Après moi, le conseiller privé du gouvernement Wagener prit la parole et, à notre grande surprise à Liebknecht et à moi, raconta que, dans le *Journal de la Bourse* [de Berlin] qu'il venait de recevoir, il avait lu que nous avions reçu du consul français à Vienne, Lefaivre, les remerciements de la République française pour notre action au Parlement. (Vives exclamations : Écoutez, Écoutez ! Et « Hou ! ») Je pus seulement répondre dans une motion d'ordre que, jusqu'à cet instant, ni Liebknecht ni moi n'avions reçu pareille lettre, ce qui m'était d'autant plus incompréhensible que, comme je venais de l'entendre, le *Journal général de l'Allemagne du Nord* aussi avait reproduit la lettre. À mon avis, la lettre était une misérable mystification, qui émanait du bureau de presse prussien, pour nous discréditer, Liebknecht et moi. Dans la séance suivante Wagener maintint son affirmation : la lettre, qui avait été envoyée à mon adresse, était authentique. Je répondis en fin de séance que jusqu'à présent je n'avais pas reçu la lettre en question, et que je devais donc m'en tenir à ma première déclaration. Mais finalement je la reçus tout de même ; elle était datée du 2 décembre et avait mis six jours à parvenir jusque dans mes mains. Elle disait :

> « Messieurs ! Au nom de la République française, dont le gouvernement m'a désigné comme son envoyé spécial auprès des démocrates d'Allemagne, je considère qu'il est de mon devoir de vous exprimer mes remerciements pour les nobles paroles que vous avez prononcées au Parlement de Berlin au sein d'une assemblée

fanatisée par l'esprit de conquête et l'ivresse du militarisme. Le courage que vous avez montré à cette occasion a attiré sur vous l'attention de toute l'Europe et vous a conquis une place glorieuse dans les rangs des combattants pour la liberté. Comme vous l'avez montré avec tant d'éloquence, Messieurs, l'esprit libéral et humanitaire de l'Allemagne souffre en ce moment d'une éclipse comme nous en avons nous-mêmes traversé une pendant la période de notre Premier Empire, et il va au-devant des mêmes déceptions. Une rage de domination brutale s'est emparée des esprits éclairés. Ces penseurs, qui récemment encore envoyaient sur le monde de tels rayons de lumière, sont aujourd'hui sous l'inspiration de M. von Bismarck devenus des apôtres du meurtre et de la destruction de toute une nation. C'est vous, Messieurs, vous et votre parti, qui dans ce reniement général maintenez cette grande tradition allemande. – À nos yeux, c'est vous qui êtes les grands représentants d'une nation allemande que nous embrassons d'un amour véritablement fraternel et que nous n'avons pas cessé de respecter. La France vous salue, Messieurs, et vous remercie, car elle voit en vous l'avenir de l'Allemagne et l'espoir d'une réconciliation entre les deux peuples. »

La lettre partait sans doute de bons sentiments mais, à ce moment-là, elle signifiait un manque total de diplomatie. Qui la publia, nous ne l'avons jamais su. Je suppose que le consul fut incité à écrire cette lettre par des gens qui avaient intérêt à nous nuire.

Pendant la délibération sur la Constitution, il se produisit une scène amusante. On avait appris qu'après de longues pressions et tractations le roi Louis II de Bavière s'était déclaré prêt à demander aux souverains allemands confédérés et aux villes libres d'offrir au roi de Prusse la couronne impériale allemande. L'annonce de cet événement devait s'accompagner au Parlement d'une certaine surprise solennelle. Dans la séance en question, le député Friedenthal se leva et posa une question sur ce sujet. Alors Delbrück, le président de la chancellerie fédérale, se leva solennellement pour faire lecture du document en question. Mais il ne savait pas dans quelle poche il l'avait fourré. Extrêmement ému, il se mit à fouiller désespérément toutes ses poches, spectacle qui fit énormément rire la Chambre. Enfin, il trouva la lettre, mais l'effet avait fait plouf. Delbrück était un fonctionnaire extrêmement sérieux, mais avec le tempérament de bureaucrate le plus sec qu'on pût s'imaginer. Pour mettre en scène un spectacle solennel, il n'était absolument pas l'homme indiqué. Bismarck écuma de rage quand, à Versailles, il entendit parler de ce spectacle raté.

Dans ce débat, une intervention de Liebknecht sur la nouvelle Constitution et le nouveau Reich suscita une tempête d'indignation. Il fit une rétrospective des aspirations à l'unité de l'Allemagne, qui visaient une

unité de l'Allemagne bien différente de celle qu'on créait maintenant. Celle-ci était un produit de la violence d'en haut, sur laquelle les souverains s'étaient mis d'accord et à laquelle le Parlement n'avait que le droit et l'obligation de dire oui. On voyait bien que la Constitution avait sa source à Versailles, dans le camp de l'armée. Mais les traités conclus là-bas avec les États allemands du Sud montraient aussi qu'il ne s'agissait même pas d'une unité de façade. L'obstacle à une véritable unité de l'Allemagne, c'était la dynastie Hohenzollern, dont les intérêts étaient en contradiction avec ceux du peuple allemand. Le couronnement du nouvel empereur, il fallait le faire au Gendarmenmarkt[48] à Berlin, qui était symboliquement tout désigné pour cela. Car cet empire ne pouvait se maintenir que grâce aux gendarmes. Plusieurs rappels à l'ordre et une série de remontrances du président honorèrent en quelque sorte ce discours.

Le 10 décembre, on choisit la délégation qui devait remettre au roi, à Versailles, l'adresse adoptée qui contenait les compliments du Parlement pour son élévation à la dignité d'empereur. Le Parti du progrès, qui vota en grande partie avec nous contre la Constitution élaborée, avait annoncé au bureau qu'il renonçait à faire partie de la délégation. Les membres devaient être désignés au sort. Nous ne dîmes rien et attendîmes de voir si l'un d'entre nous serait désigné par le sort pour la délégation. Évidemment, il n'aurait pas accepté. Mais la chance ne nous sourit pas. Lorsque le nom de Rothschild sortit de l'urne, Windthorst s'avança solennellement vers lui, lui serra vigoureusement la main et le félicita d'avoir été désigné par le sort. Toute la Chambre éclata en applaudissements joyeux.

La délégation ne fut pas enchantée de son voyage, qui rencontra bien des obstacles, ni de l'accueil au quartier général de Versailles. L'accueil ne correspondait pas du tout à l'idée que la délégation s'était faite de son « auguste mission ». Le roi lui-même était si indifférent à son élévation au rang d'empereur qu'il fut très surpris quand le prince héritier lui annonça que les souverains et les généraux présents souhaitaient sa présence lors de la remise de l'adresse par la délégation. Le roi répondit sèchement que si, parmi ceux qui avaient été désignés, il y avait réellement quelqu'un qui était heureux d'être là, il n'avait rien contre. Sa nouvelle dignité lui aurait sans doute semblé plus avantageuse si la délégation avait pu lui donner espoir que, en cas d'annexion de l'Alsace-Lorraine, celle-ci serait rattachée à la Prusse. C'était la première grande guerre menée victorieusement par un Hohenzollern à se terminer sans gain de territoire pour la Prusse. Cela, un Hohenzollern pouvait difficilement l'avaler.

C'est donc, comme tant d'autres choses, une légende historique d'affirmer que le roi de ce temps-là avait considéré la dignité d'empereur allemand comme le but auquel il aspirait. Elle ne correspond absolument pas

48 Le Marché aux gendarmes : place du centre de Berlin.

non plus à la description qu'en fit l'empereur Guillaume II, le 26 février 1897, dans un discours lors du banquet du landtag de la province du Brandebourg. À l'époque, Guillaume II dit à propos de l'unification de l'Allemagne :

> « Le vieil Empire allemand fut persécuté de l'extérieur par ses voisins, et de l'intérieur par les clans qui le divisaient. Le seul qui réussit un jour à le rassembler tant soit peu fut l'empereur Frédéric Barberousse. Aujourd'hui encore le peuple allemand lui en est reconnaissant. Depuis ce temps, notre patrie a décliné et il semblait que jamais n'arriverait l'homme qui serait capable de la réunir à nouveau. La Providence s'est créé cet instrument et s'est choisi le chef que nous pouvons saluer comme le premier grand empereur du nouveau Reich allemand. Nous pouvons le suivre dans sa lente maturation, de la difficile époque de l'épreuve jusqu'au moment où, en homme accompli, proche de la vieillesse, il fut qualifié pour sa tâche, se préparant pendant des années à sa mission, de grandes idées toutes prêtes dans sa tête, qui lui permettraient de faire renaître le Reich. Nous voyons comment tout d'abord il dresse son armée et, en enrôlant les fils de paysans de ses provinces, il en fait une forte légion, aux armes étincelantes ; nous le voyons petit à petit réussir avec cette armée à devenir hégémonique en Allemagne et à asseoir la Prusse-Brandebourg à la place dirigeante. Et une fois cela atteint, vint le moment où il appela la patrie tout entière et réalisa l'unification sur le champ de bataille de l'adversaire. »

En réalité, ce n'est pas le vieux Guillaume mais son fils, le prince héritier – le futur empereur Frédéric –, qui aspirait ardemment à la dignité impériale et qui à l'époque fit tout à Versailles pour l'obtenir. Son ami Gustav Freytag, le célèbre écrivain, affirmait même que c'est au prince héritier uniquement que les Hohenzollern devaient d'avoir obtenu la dignité impériale. Ce qui est sûr c'est que, outre le prince héritier, Bismarck aussi fit tout pour obtenir la dignité impériale pour les Hohenzollern. Bismarck, qui sur ce point est sûrement le juge le plus compétent, écrit dans ses *Pensées et souvenirs* sur l'attitude du roi vis-à-vis de la dignité impériale :

> « La couronne impériale lui apparaissait sous le jour d'une fonction moderne par délégation, dont l'autorité avait été combattue par Frédéric le Grand et qui avait affligé le Grand Électeur. Lors des premières discussions, il dit : « Qu'est-ce que ça veut dire, être le premier entre ses pairs ? » À cela je répondis entre autres : « Votre Majesté ne veut tout de même pas rester éternellement cette chose neutre qu'est le *président* ? » Dans l'expression présidence il y a une abstraction, dans le mot *empereur* une force d'élan. » »

> La question de l'empereur est discutée en détail et de manière très instructive dans le journal du prince héritier Frédéric, qu'après la mort de Frédéric le conseiller privé Geffcken publia, au très grand dépit de Bismarck, dans la *Revue allemande* (*Deutsche Rundschau*) d'octobre 1888. Frédéric y écrit à la date du 30 septembre 1870 : « Je m'adresse à Sa Majesté sur la question de l'empereur qui va bientôt se poser ; il considère qu'elle n'est pas du tout en vue ; se réfère aux propos de Du Bois-Raymonds, qui dit que la fonction impériale est morte, si bien qu'en Allemagne cela ne pourrait à l'avenir donner qu'un roi de Prusse, duc des Allemands. Je montre au contraire que les trois rois[49] nous obligent à saisir le pouvoir suprême grâce à cette fonction d'empereur, que la couronne impériale et royale millénaire n'a rien à voir avec la notion moderne d'empereur. Finalement son opposition faiblit. »

Et le 17 janvier, veille de la proclamation du roi comme empereur, Frédéric écrit :

> « Les couleurs de l'Empire ne font guère hésiter ; comme dit le roi, elles ne sont pas sorties du caniveau ; cependant il ne souffrira la cocarde impériale qu'à côté de la cocarde prussienne, il a interdit qu'on prétende parler d'une armée impériale, mais on pouvait bien qualifier la marine d'impériale ; on voyait combien il lui était difficile d'être obligé demain de dire adieu à la vieille Prusse à laquelle il tenait tant. Quand j'attirai son attention sur l'histoire de la dynastie, comment de burgrave nous nous étions élevés au rang de prince-électeur puis de roi, comment aussi Frédéric I^er^ avait exercé une pseudo-royauté, et comment celle-ci pourtant était devenue si puissante que maintenant nous accédions à la dignité impériale, il répondit : "Mon fils est de toute son âme dans le nouvel état des choses, tandis que moi je n'y attache pas la moindre importance et je m'en tiens à la seule Prusse." »

Le 11 septembre, à la clôture du Parlement, Liebknecht et moi nous rentrâmes à Leipzig. Le 15, nous fîmes un compte rendu sur les débats au Parlement dans une assemblée publique de l'association d'éducation ouvrière social-démocrate. Il y vint tant de monde qu'elle se transforma en assemblée populaire. Parmi les auditeurs se trouvaient une foule d'officiers français en civil, qui étaient internés à Leipzig comme prisonniers de guerre ; l'assemblée se déroula à merveille ; avec grand enthousiasme elle adopta une résolution qui nous remerciait pour notre attitude au Parlement. Toute une série d'autres localités nous avaient fait aussi savoir qu'elles approuvaient notre attitude. Ce fut la dernière assemblée que nous pûmes tenir avant bien longtemps. Le 17, nous frappa le coup que nous avions attendu

49 Les rois de Bavière, de Saxe et du Wurtemberg.

depuis très longtemps. J'avais déjà écrit dans une lettre du 1er décembre au camarade F. A. Sorge de Hoboken : « La rage des milieux « patriotes » contre nous est sans bornes ; si on peut nous attraper bientôt, alors cela se fera, c'est sûr et certain. »

Notre arrestation

À la une de l'*État populaire* du 7 septembre nous avions annoncé que nous avions appris de source très sûre qu'à la demande catégorique du quartier général allemand, et en particulier du comte von Bismarck, le gouvernement saxon était décidé à agir très vigoureusement contre notre parti. On devait procéder à des perquisitions et des arrestations. Comme sur ordre, la presse presque unanime, presse libérale en tête, partit en guerre contre nous en des articles incendiaires. On poussa l'audace jusqu'à nous accuser de trahir la patrie au profit de la France. Lorsque ensuite, en décembre, *le Courrier de Zeidler [de la Chambre de Berlin] (Zeidlersche Korrespondenz* [*Berliner Kammer*], la revue officieuse *que Zeidler faisait paraître à l'époque, publia des fragments tendancieux* tirés de lettres de Liebknecht et de moi, saisies lors de l'arrestation du comité directeur de Brunswick, pour donner un semblant de justification à ses délations contre nous, j'envoyai pour publication au journal l'*Avenir* de Berlin *la* déclaration suivante *:*

> « Paraissant avec la collaboration de M. Wagener du Bouffon de la Bouffonnerie, *Le Courrier de Zeidler* a reproduit, comme je le constate dans les journaux locaux, des fragments de lettres de Liebknecht et de moi trouvées lors de l'arrestation du comité directeur de Brunswick, pour exercer en cela sa mission de délateur. Bien que je pense que le *Courrier de Zeidler* n'est en mesure de publier ces fragments que *parce qu'un fonctionnaire a violé son serment professionnel*, je dois cependant exprimer le souhait qu'il transmette au public, au lieu d'extraits, le contenu intégral de mes lettres.
>
> J'ai tout motif de croire qu'une *telle* publication montrera de manière claire et incontestable comment M. Zeidler et consorts utilisent la publication fragmentaire de lettres privées, que seul a pu lui glisser *un fonctionnaire sans scrupules*, parce qu'ils peuvent ainsi plus efficacement exercer leur sale travail sur le public crédule.
>
> Je ne suis pas surpris de ces agissements. La meute de la presse officieuse fait précisément ce que lui ordonnent son tempérament et son métier.
>
> Leipzig, le 16 décembre 1870.
> A. Bebel »

Le matin du 17 décembre, je travaillais dans mon atelier lorsque soudain, livide, ma femme fit irruption dans l'atelier et me dit qu'il y avait en

haut, dans notre logement, un fonctionnaire de police qui souhaitait me parler. Je savais à quoi m'en tenir. Je monte en courant l'escalier de derrière et trouve dans notre salle de séjour le fonctionnaire, que je connaissais, mais accompagné d'un soldat équipé pour la guerre. Lorsque je demandai ce que cela signifiait, ma femme répondit que l'homme venait d'arriver pour prendre ses quartiers chez nous. Puis le fonctionnaire me dit qu'il avait mission de saisir mes papiers. Ce fut vite fait, j'avais fait le ménage. Puis le fonctionnaire déclara qu'il avait aussi mission de m'arrêter. Je me changeai rapidement, pris congé de femme et enfant en disant, pour les consoler, que je serais bientôt de retour, et je montai dans le fiacre qui attendait devant la maison, qui me conduisit d'abord au commissariat de police, puis de là au tribunal du district. Là on m'assigna une cellule dans la prison du tribunal du district. Je ne cache pas que, une fois que le fonctionnaire eut bouclé derrière moi la grosse serrure et les deux verrous de fer dont la porte était munie, à la manière du temps jadis, je fis en rage les cent pas dans ma cellule et je maudis mes ennemis. Mais à quoi bon ? Le sage se fait une raison. Le lendemain matin (dimanche) arrivèrent le procureur et le directeur du tribunal du district, qui était le contrôleur en chef de la prison, et ils me demandèrent si je souhaitais quelque chose. Je demandai le droit de recevoir des livres et d'avoir de la lumière jusqu'à 10 heures du soir. Le directeur accepta les deux, mais la lumière jusqu'à 8 heures seulement. Le procureur me dit que, lors de mon instruction, il s'agirait de l'ensemble de mon activité propagandiste, que l'on considérait comme un danger pour l'État et une haute trahison. L'enquête durerait pas mal de temps, vu qu'il faudrait aussi faire des recherches à l'étranger. J'aurais demain mon premier interrogatoire devant le juge d'instruction. J'étais très tendu. Le juge d'instruction auquel je fus présenté, le conseiller au tribunal régional Ahnert, me reçut avec une mine sévère et une grande réserve. Il lancerait contre moi, Liebknecht et Hepner, qui tous deux aussi étaient arrêtés – ce que j'apprenais seulement maintenant –, une plainte pour tentative et préparation de haute trahison. Que Liebknecht fût pris avec moi, je trouvai ça naturel, mais Hepner, le pauvre petit, qui n'était que depuis peu second rédacteur de l'*État populaire* ? Lui était aussi innocent qu'un nouveau-né. De plus, à ma grande surprise et déception, le juge me dit qu'il ne pouvait pas encore poursuivre l'instruction, *parce que la majeure partie du dossier d'instruction était encore à Brunswick*. Mais il espérait que celui-ci arriverait avant le Nouvel An, ce qui lui permettrait alors de se mettre au travail avec ardeur. Donc, à strictement parler, on nous avait arrêtés sans motif légal, car ni le juge ni le procureur ne connaissaient le dossier d'accusation sur la base duquel on devait nous accuser. C'était donc manifestement le souhait du quartier général de nous mettre le plus rapidement possible hors d'état de nuire qui avait été déterminant pour notre arrestation.

J'étais extrêmement furieux lorsque je retournai dans ma cellule ; j'avais maintenant tout le temps de m'occuper d'elle d'abord. La cellule était suffisamment vaste, car elle était presque vide. Dans un coin, près de la porte, il y avait un grand seau en bois avec couvercle, sur l'usage lequel je ne m'attarderai pas. Sur un des murs on avait fixé une petite étagère, sur laquelle il y avait une cruche à eau, un livre de cantiques et le Nouveau Testament. Sur l'autre mur on avait fixé un banc étroit de trois pieds de long, si bien qu'il était impossible de le déplacer, et devant lui, faveur spéciale, on m'avait placé une table minuscule, si grande que quand j'y étalais un volume de la *Tonnelle* le plateau était entièrement recouvert ; il n'y avait pas de lit ; le matelas, qu'on étalait le soir à même le sol, rejoignait le lendemain matin dans le couloir une montagne d'autres matelas. Au-dessous, devant ma fenêtre qui était solidement grillagée et qu'on ne pouvait atteindre qu'en montant sur la petite table, j'entendais jour et nuit un drôle de bruit. Lorsque je me hissai à la fenêtre, je vis qu'en bas, dans un jardin, on avait installé six grandes machines à griller le café, dans lesquelles on grillait de grandes quantités de café pour les troupes en campagne. L'hiver 1870-1871 fut sans doute le plus rigoureux que nous ayons eu depuis plusieurs décennies. Les pauvres diables en campagne militaire – Allemands comme Français – souffraient terriblement du froid, de la glace et de la neige. Le mauvais temps avait commencé tôt et ne cessa que tard. Mais dans ma cellule aussi il faisait atrocement froid. Le vieux poêle en fer antédiluvien, qu'on chauffait le matin à 5 heures avec une poignée de charbon, ne dégageait qu'exceptionnellement de la chaleur. En outre, j'avais aussi besoin d'air frais. Aussi, quand le matin j'ouvrais l'abattant de la fenêtre, le peu de chaleur qu'il y avait s'envolait en un rien de temps. Il faisait un froid de loup. Pour me réchauffer, je m'asseyais sur la petite table, posais les pieds sur le banc et m'enveloppais les jambes dans une couverture de laine blanche, qu'on m'avait donnée pour me couvrir au lit. J'attrapai pourtant une inflammation de la vessie. Pour comble de malheur, ma cellule était orientée au nord. À Liebknecht, parce qu'il était le plus âgé d'entre nous, on avait accordé une pièce réservée à l'époque pour les « prisonniers en transit ». J'appris cela lors d'une visite de ma femme qui, une fois par semaine, avait le droit de me parler un court moment, en présence du juge d'instruction. On m'autorisa aussi à correspondre avec elle, sous contrôle du juge.

Mais je découvris très vite, à mon grand déplaisir, que je n'étais pas le seul habitant de cette cellule ; elle grouillait de vermine. Ma foi, j'avais du temps pour faire la chasse et j'eus plus de succès que Molkte avec son espoir de tirer les lièvres de Creisau. La couverture blanche se transforma en piège. J'eus vite atteint un chiffre record. En un seul jour, que mes lectrices ne s'effraient pas, je tuai quatre-vingt-une de ces brunes compagnes que l'on appelle des puces. Petit à petit je nettoyai la cellule, même sans

la poudre insecticide que ma femme m'envoya deux ou trois fois, à ma demande, mais que je ne reçus jamais, parce que les gardiens l'utilisaient pour eux-mêmes. J'avais aussi obtenu que mon matelas reste dans ma cellule, alors qu'auparavant on me le rapportait tous les soirs dans ma cellule plein de vermine. À peine avais-je nettoyé mon « chez moi » que je fus, sur ordre du médecin, déplacé dans l'aile ouest. On me donnait maintenant une cellule où était passée avant moi une infanticide, comme me le dit aimablement mon gardien. Il me fallait désormais recommencer à zéro le travail de nettoyage.

Une détention préventive comme la nôtre est la sorte de détention la plus horrible de toutes. Être contraint sous les verrous à un strict isolement, sans savoir combien de temps durera la détention ni quel est le dossier d'accusation, c'est extraordinairement irritant et éprouvant pour les nerfs. Enfin, début janvier, je fus à nouveau présenté devant le juge d'instruction. Lorsque j'entrai dans le bureau du juge, mon regard tomba sur une liasse impressionnante de papiers bleus posés sur le large rebord de la fenêtre. C'était mes lettres au comité directeur du parti, qu'il avait conservées avec un soin et un amour tout particuliers, avec les lettres de Liebknecht, Marx et Engels. Je ne sais pas ce que j'aurais fait si, à cet instant, j'avais eu entre les mains notre secrétaire de parti Bonhorst. Il s'avéra cependant bientôt que je n'avais pas de raison d'être fâché de la confiscation des lettres. Le juge d'instruction me dit qu'il n'avait reçu que depuis quelques jours le dossier d'accusation, mais qu'il était disposé à accélérer l'enquête autant que possible. Et il tint parole. Au fur et à mesure des auditions, le juge devint plus accessible. Nos lettres étaient naturellement les premières pièces qu'il examina. Or comme elles étaient presque toutes de nature strictement privée, nous nous y racontions par exemple non seulement nos peines de parti mais aussi nos grandes et petites peines personnelles, et il en ressortait qu'aucun d'entre nous n'avait eu la vie rose. À sa grande surprise, le juge d'instruction découvrit que nous n'étions ni des traîtres à la patrie ni des régicides, mais des hommes animés des meilleures intentions et pleins de chaleur humaine. Fin février, le juge d'instruction avait examiné le dossier gigantesque, quantitativement très gros – les lettres seules étaient environ 2 000 –, et il avait terminé l'enquête. Comme nous l'apprîmes plus tard par notre avocat Otto Freytag, le juge d'instruction, qui était un homme très intelligent et très consciencieux, avait acquis la conviction que nous ne pouvions être condamnés ni pour tentative ni non plus pour préparation de haute trahison. Il proposa en conséquence notre libération de prison, mais le procureur s'y opposa.

Lorsque fin février 1871 le ministère du comte Hohenwart-Schäffle arriva aux commandes en Autriche, et que Oberwinder, A. Scheu, Most, etc. condamnés pour haute trahison, furent libérés du pénitencier par une

amnistie, un soir, à l'occasion d'un interrogatoire, le juge d'instruction posa devant moi sans mot dire le *Journal de Leipzig*, où figurait la dépêche sur l'amnistie. Je ne pus me retenir de remarquer qu'il ne risquait pas de nous arriver la même chose ; et j'eus raison. J'avais la ferme conviction que nous serions condamnés, non parce que je me sentais coupable mais parce que je me défiais de l'opinion des jurés, en raison de la traque menée en permanence contre nous, et en particulier pendant notre détention. En outre, je me disais aussi que le gouvernement mettrait tout en œuvre pour nous faire condamner. Sinon le procès aurait tourné à son humiliation. Dans une lettre à un ami, envoyée à ma femme pour qu'elle la lui transmette, j'avais même dit que nous écoperions sans doute de deux années de forteresse. Cela épouvantait en particulier M^me^ Liebknecht, à qui ma femme avait fait part de mon avis. Mais une fois de plus ma prophétie s'avéra juste.

Après notre emprisonnement, les camarades de Leipzig appelèrent Karl Hirsch, qui à l'époque était *à Crimmitschau* rédacteur de *L'ami des citadins et des paysans*, à venir à Leipzig afin qu'il se charge de la rédaction de l'*État populaire*. Karl Hirsch s'empressa d'accourir, et la manière dont il rédigea le journal dans ces temps très difficiles lui valut la reconnaissance du parti. Dans le numéro 102 de l'*État populaire* du 21 décembre, il annonça que, à notre demande, il se chargeait de la rédaction, et ajouta ensuite.

« L'instruction ouverte contre nos amis ne durera pas longtemps, je l'espère, et aura pour conclusion, j'en suis convaincu, leur non-culpabilité. *En attendant, en tant que rédacteur, je prendrai pour modèle l'attitude noble, hardie et non pas « traître à la patrie », mais au contraire véritablement patriotique, que État populaire* a *jusque-là observée sous sa direction précédente.* »

À peine Hirsch était-il entré à la rédaction de l'*État populaire* que le professeur Biedermann commençait à le dénoncer lui aussi dans le *Journal général allemand*. Le *Courrier de Zeidler* travaillait dans le même sens, publiant des extraits tendancieux de lettres de Hirsch saisies à Brunswick, comme il avait fait avec nos propres lettres. Hirsch se débarrassa vigoureusement de ces dénonciateurs. Et Hirsch leur répondit encore en reproduisant, à la une de l'*État populaire* du 1^er^ janvier 1871 le poème de Freiligrath *La bataille du bouleau*.

En janvier, on annonça les élections pour le Parlement ; elles devaient se tenir le 3 mars. Une assemblée régionale du parti nous avait à nouveau présentés dans nos anciennes circonscriptions. À Leipzig, les lassalliens se mirent d'accord avec nos camarades sur ma candidature. Je fis savoir au comité que, dans l'intérêt de la concentration des moyens et des bras sur les

circonscriptions où il y avait de bonnes chances de l'emporter, je ne pouvais accepter d'être candidat pour Leipzig. Mais cela en resta là. Dans les milieux bourgeois on organisa des collectes pour empêcher l'élection de Liebknecht et la mienne. Dans ma circonscription – Glauchau-Meerane-Hohenstein – les adversaires s'étaient entendus pour m'opposer la candidature de *Schulze-Delitzsch*. Schulze accepta la candidature, mais il refusa de tenir des réunions électorales puisque j'étais empêché d'en tenir moi-même ; elles se seraient vraisemblablement mal passées pour lui. Fin janvier, le comité directeur provisoire du parti à Dresde démissionna de son mandat ; il s'agissait de concentrer les forces et, sur ordre de la commission de contrôle de Hambourg, Leipzig devint siège du comité directeur provisoire. Les moyens financiers étaient naturellement très modestes. Les camarades d'aujourd'hui ne s'imaginent pas combien à l'époque nous avions peu d'argent pour faire une campagne électorale. Les dépenses électorales dépassèrent à peine les 500 à 600 marks.

Ces élections se déroulèrent dans une situation qui nous était défavorable. Elles eurent lieu au milieu des sonneries de cloches et du tonnerre des canons, puisque le 3 mars on signa à Versailles les préliminaires de paix. Les seuls vainqueurs furent Schraps et moi dans les 17e et 18e circonscriptions saxonnes. J'avais remporté la victoire contre *Schulze-Delitzsch* par 7 433 voix contre 4 679. Schraps, qui strictement parlant n'appartenait plus au parti, et que Julius Motteler aurait en toute justice dû remplacer comme candidat, remporta la victoire avec 5 875 voix contre 5 706 voix. Liebknecht fut battu dans la 19e circonscription saxonne avec 3 981 voix contre 5 134 voix. Spier était en ballottage à Mittweida-Frankenberg, mais fut battu avec 4 017 voix contre 5 430 qui allèrent au professeur Biedermann. À Leipzig, j'obtins 2 576 voix, mon adversaire, le maire Stephani, 7 312. Ce résultat passa pour très avantageux ; à l'automne 1867 nous n'avions eu que 900 voix. À Leipzig-campagne on avait présenté Johann Jacoby, qui fut battu avec 2 877 voix contre 5 718 voix à son adversaire. On avait présenté Bracke à Chemnitz et dans la 22e circonscription saxonne, et il obtint respectivement 2 972 et 3 477 voix. En Saxe, nous avions réuni plus de 39 000 voix sur nos candidats. Dans de nombreuses circonscriptions électorales, par exemple à Bielefeld, nos camarades avaient soutenu le candidat de l'Association générale des travailleurs allemands (Pfannkuch) ; en Allemagne du Centre et du Sud, ils avaient presque partout renoncé à présenter des candidats à eux. L'Association générale des travailleurs allemands avait en tout réuni sur ses candidats 63 000 voix.

Comme les chiffres donnés le montrent, la participation à l'élection fut faible, nulle part il n'y avait d'enthousiasme pour le nouveau Reich. La lourde contrainte qui pesait sur le commerce et les échanges, le chômage, toutes les conséquences de la guerre, et en plus l'hiver long et rigoureux qui

avait également imposé aux masses de lourds sacrifices, tout cela créait un climat très morose.

Dès que je reçus la nouvelle officielle de mon élection, j'envoyai de la prison à mon comité électoral les remerciements suivants pour publication :

> « À mes électeurs ! Camarades ! Vous m'avez donné à nouveau une preuve éclatante de votre confiance, en m'élisant maintenant pour la troisième fois au Parlement comme représentant de la 17e circonscription.
>
> Vous m'avez accordé votre confiance, bien que je n'aie pas pu paraître parmi vous pour exposer mon point de vue sur la situation nouvelle. Mais vous ne vous êtes pas non plus laissé troubler par les méthodes brutales et viles utilisées par mes adversaires lors de la campagne électorale.
>
> Cela, joint au fait que l'adversaire vaincu passe pour la vedette la plus célébrée du libéralisme et du capitalisme, fait que cette fois l'élection est deux fois plus honorable pour moi. Recevez-en mes remerciements les plus chaleureux et les plus sincères, et la promesse que je ferai tout mon possible pour justifier votre confiance.
>
> Vive la social-démocratie ! Que ce soit le cri avec lequel nous affronterons les nouveaux combats.
>
> Leipzig, prison du tribunal de district, le 3 mars 1871.
> Avec mes salutations social-démocrates.
> A. Bebel »

Dans ma vie j'ai souvent eu la chance d'être mis en chanson, et cela dans le bon comme dans le mauvais sens. Dans la lutte électorale qui venait maintenant de se dérouler, la poésie joua aussi un rôle, quoique douteux. Ainsi le maire de Hohenstein publia, anonymement bien sûr, le poème suivant :

> ***Napoléon et Bebel***
>
> *L'un est à Wilhelmshöhe*
> *L'autre au tribunal du district*
> *L'un a l'orteil enflé,*
> *L'autre la tête.*

Dans l'*Hebdomadaire de Meerane* un autre anonyme se moqua de moi.

> « Le résident de Wilhelmshöhe à Bebel,
> Mon cher Bebel,
>
> Ayons l'un avec l'autre une discussion sérieuse ! Voyez-vous, je suis un vieux routier et j'ai déjà parcouru tout ce que vous avez encore devant vous. Ah, Bebel, même si l'endormi du *New York*

Herald[50] m'a redonné récemment un peu d'espoir, je crains, oui je crains fort que ça ne marchera plus pour moi. Je n'ai plus les moyens de recommencer depuis le début.

Mais vous, Bebel, vous avez sans aucun doute un avenir. Vous êtes encore jeune, avez un physique avantageux, un bon appétit, un noble aplomb, un langage formidable et une nature ingénue. Si on ajoute encore la faveur des femmes et l'amitié de l'Église, nous avons, réunies, toutes les qualités nécessaires à un homme jeune, pour grosso modo faire son bonheur.

Maintenant, Bebel je vais vous dire une chose importante sur la république. La république est une très bonne institution quand on en est… président. Quand on ne l'est pas, la république est une forme d'État tout aussi imparfaite que toutes les autres, la papauté incluse. Comment on devient président, Bebel, ça je vous le dirai un jour entre quatre-z-yeux. Mais je peux vous dire tout de suite, très franchement, que, de la présidence à la couronne impériale, il n'y a qu'*un* pas. » Etc.

À Leipzig, et cela présente un certain intérêt du point de vue de l'histoire de la civilisation, on avait pendant notre détention franchi un degré de plus pour tourner nos personnes en ridicule. Par exemple, dans un café-concert, on joua une farce intitulée *Brouillard et Braillard*[51] ; dans une autre salle de la ville un peu plus grande on joua une farce intitulée *Bebel ou le Savetier inspiré et son garçon*. Voilà comment les « patriotes » exhalaient leur fureur contre nous.

Une partie de la presse libérale était extrêmement remontée contre mon élection et fit campagne pour que le Parlement, lors de sa réunion, se prononce contre ma libération de prison. On souffla la même chose depuis Leipzig au *Journal de Magdebourg*. Alors notre avocat Otto Freytag publia une déclaration dans laquelle il disait qu'affirmer que nous étions accusés d'avoir trahi la patrie, ou de nous préparer à trahir la patrie, était un mensonge. Nous étions accusés de *préparation de haute trahison, perpétrée par notre propagande. L'attitude de Liebknecht et la mienne sur la question de la guerre ne jouaient pas non plus de rôle, même secondaire*. C'était aussi un mensonge éhonté d'affirmer que le procureur et le juge d'instruction s'opposaient à une remise en liberté. Au contraire, le juge d'instruction lui avait déclaré qu'une fois l'enquête terminée, il n'y avait pas la moindre objection contre une remise en liberté. Le procureur n'élèverait lui non plus aucune objection contre une remise en liberté.

---

50 Allusion possible à Marx, qui s'exprima dans ce journal en faveur de la Commune de Paris.

51 (14) *Nebel und Piepknecht ; Nebel (Brouillard)* pour Bebel, Piepknecht (Braillard) pour Liebknecht.

Le 27 mars, Schraps, soutenu par les membres du Parti du progrès, proposa au Parlement une motion demandant ma remise en liberté. En sens inverse deux députés, le Dr. Stephani (Leipzig) et le professeur Biedermann, demandèrent au chancelier des informations sur l'état de l'affaire. Dans leur haine aveugle, ils ne sentaient pas la petitesse et l'abjection de leur procédé. Le 29 mars, le président voulut mettre les deux propositions à l'ordre du jour de la séance du 30 mars. Alors le député Schraps déclara, en point d'ordre, *qu'il avait reçu la nouvelle que nous avions été libérés de prison la veille*.

Effectivement, il en était bien ainsi. Le gouvernement saxon voulait éviter le débat au Parlement, aussi ordonna-t-il de nous libérer. L'après-midi du 28 mars, vers 4 heures, on ouvrit soudain, avec une hâte singulière, serrures et verrous de ma porte, et le gardien entra en trombe en criant : Je crois qu'on vous libère ! Lorsque je sortis de la cellule, Liebknecht et Hepner étaient déjà dans le couloir. Sans dire un mot, nous nous jetâmes tous les trois dans les bras les uns des autres. Depuis cette maudite assemblée du 15 décembre, nous ne nous étions pas vus une seule fois. Conduits devant le juge d'instruction, celui-ci déclara que nous étions libérés, cependant nous devions nous engager en topant à ne pas tenter de fuir et de ne pas sortir sans son autorisation de la circonscription, de la ville et du district administratif de Leipzig. Après avoir préparé nos affaires pour qu'on vienne les prendre, nous rentrâmes en hâte chez nous, où les retrouvailles furent joyeuses. Ma petite fille me sauta au cou en criant de joie.

Deux jours après, le 30 mars, le comité directeur de Brunswick fut également libéré de prison. La haute cour d'appel de Wolfenbüttel avait refusé la constitution d'une accusation de *haute trahison et de trahison contre la patrie*. Nos camarades de Brunswick avaient passé 200 jours en détention, et nous 101. Des optimistes supposèrent qu'à présent les accusations de haute trahison contre nous tomberaient à l'eau elles aussi.

Puis, en automne 1871, le comité directeur de Brunswick fut condamné par le tribunal de district de Brunswick pour une série d'infractions contre un certain nombre de paragraphes du Code pénal ; Bracke et Bonhorst à 16 mois de prison, Spier à 14, Kühn à 5. Après recours en nullité, la haute cour de Wolfenbüttel révoqua le premier jugement et les condamna pour infraction à la loi sur les associations : Bracke et Bonhorst à 3 mois, Spier à 2 mois de prison, et Kühn à 6 semaines d'arrêts. On considéra que les peines avaient été purgées par la détention provisoire.

Suite de mon activité parlementaire, le procès de Leipzig pour haute trahison, et autres sujets

La première session du Reichstag allemand

Le 2 avril 1871, je me rendis à Berlin pour exercer mon mandat. Le Reichstag, que l'empereur avait inauguré le 21 mars de manière cette fois particulièrement solennelle, en présence de l'ensemble des souverains allemands et des représentants des villes libres, siégeait à la Chambre des députés prussienne, place Dönhoff.

D'abord je rendis visite à mon ancienne logeuse, pour savoir si je pouvais à nouveau être hébergé chez elle. Elle m'expliqua qu'à son grand regret elle n'avait pas le droit de me loger. Après que Liebknecht et moi nous étions partis, en décembre, *la police était venue chez elle et lui avait vivement reproché de nous avoir logés*. À cette session-là, nous avions été surveillés pas à pas par la police secrète, comme si nous étions des criminels. Il arriva la même chose aux Polonais. Étroitesse d'esprit et hargne, en un mot grossièreté, voilà ce qui caractérise la police politique dès qu'il s'agit de poursuivre les ennemis du pouvoir. C'est ce que nous apprîmes aussi plus tard à Dresde comme députés au landtag saxon.

Lorsque j'entrai au Reichstag, les places du côté gauche étaient occupées, il n'en restait plus de libres qu'à l'extrême droite. J'y allai, bien que le voisinage de ces honorables messieurs de l'extrême droite ne me fût pas très sympathique. Mais ils comprirent mon malheur et ne me firent pas payer de m'être fourvoyé, moi l'agneau, parmi les loups. Ils se comportèrent en parfaits gentlemen, bien qu'à eux aussi mon voisinage fût à coup sûr déplaisant. La Chambre fut maintes fois prise d'hilarité quand la gauche votait contre la droite et que moi, à l'extrême droite, je me levais avec la gauche. Seule âme sensible parmi les monstres[52].

Le débat en séance plénière sur la Constitution du Reich, qu'après les modifications rédactionnelles nécessaires le Reichstag allemand devait maintenant approuver à son tour, se transformait déjà en débat sur la lutte

52 Vers de Schiller, *Le plongeur*.

contre le Kulturkampf[53]. La proclamation de l'infaillibilité pontificale au concile du Vatican à Rome, en 1870, avait réveillé les fantômes, et les libéraux en particulier brûlaient de faire oublier les libertés civiques qu'ils étaient prêts à sacrifier, en battant la grosse caisse du Kulturkampf (c'est un député, le professeur Virschow, qui avait inventé ce terme de Kulturkampf). Le parti catholique s'était constitué en Centre, sous la direction de Windthorst et Mallinckrodt. Parmi les champions du Kulturkampf se distinguait en particulier Kiefer (pays de Bade), qui exerçait une haute fonction de juge. Lorsque je pris la parole le 3 avril, je dis mon étonnement devant le caractère religieux que les débats avaient pris. Apparemment, dans le nouveau Reich allemand, les débats religieux supplantaient tous les autres. Pour quelqu'un qui, comme moi, dans les deux séances auxquelles j'avais assisté jusqu'ici, n'avait pratiquement entendu parler que de religion, et qui avait complètement rompu avec les dogmes religieux, il fallait vraiment faire un effort sur soi-même pour prêter plus longtemps attention à ces discussions. (*Rires*.) Sur ce, je m'en pris aux nationaux-libéraux, dont l'orateur, le professeur von Treitschke, avait déclaré qu'exiger des droits fondamentaux pour une Constitution relevait de la puérilité politique. J'étais d'accord avec lui, car cela avait été une puérilité politique de demander en 1849 au roi de Prusse d'accepter une Constitution exigeant la pleine liberté de la presse, la pleine liberté de réunion et d'association, la séparation de l'Église et de l'État, la garantie des libertés personnelles et autres belles choses. Il était en effet puéril de demander cela à un Hohenzollern. Je poursuivis ma critique des libéraux, qui préféraient renoncer à toutes les libertés plutôt que de se commettre avec un parti considéré comme révolutionnaire. Cependant, j'espérais qu'avant que le dix- neuvième siècle se termine nous aurions réalisé toutes nos revendications. (*Grande agitation*.) Ce point de vue, comme il s'est avéré entre-temps, était très optimiste.

Miquel prit la parole après moi et dit qu'il ne débattrait pas avec moi, mon parti pour l'instant n'était pas encore un danger. C'était autre chose avec les messieurs devant lui (*le Centre*), contre lesquels il lança ses foudres. En fin de séance, je pris la parole pour faire une motion d'ordre dirigée contre Miquel. Il s'était exprimé, lançais-je, avec un certain mépris à l'égard de mon parti. Cela ne m'étonnait pas, mais je me permettais tout de même de constater que le député Miquel – certes à une époque où il n'était ni directeur de banque ni maire – avait appartenu à ce même parti qu'il combattait aujourd'hui, *c'est-à-dire* au *Parti communiste*. La Chambre fut stupéfaite de cette révélation. Miquel garda le silence. Après la séance, un grand nombre de députés vinrent à moi pour savoir dans quelle mesure

53 Voir définition dans la première partie, chapitre « Les années d'apprentissage et de compagnonnage », note 1.

le reproche était vrai. Le député Miquel me traita désormais avec une certaine considération.

À peine en avait-on fini avec la délibération sur la Constitution que Schulze-Delitzsch et consorts venaient demander la modification de l'article 32 de la Constitution, afin d'introduire les indemnités parlementaires. Lors de la délibération sur la Constitution, on n'avait pas fait cette proposition, bien qu'elle y eût sa place. Dans un discours que je fis à ce sujet, j'exposai que seule la crainte de la social-démocratie empêchait ces messieurs d'adopter les indemnités parlementaires, qu'on avait déjà introduites dans tous les autres corps représentatifs. Bismarck railla les auteurs de la proposition. Il n'arrivait pas, dit-il, à se convaincre pleinement que la composition de l'assemblée resterait la même après l'introduction des indemnités. Mais il ne voulait pas faire l'essai, il lui serait trop pénible d'avoir à regretter inutilement cette assemblée qu'il avait prise en affection. (*Tempête de rires.*) En Prusse, la Chambre des seigneurs, où on ne touchait pas d'indemnités parlementaires, avait toujours tendance à raccourcir les séances, dans la Chambre des députés, qui en touchaient, c'était le contraire.

Le 24 avril, il y avait à l'ordre du jour les nouveaux fonds à réunir pour subvenir aux dépenses extraordinaires causées par la guerre. L'Assemblée nationale française avait certes donné le 26 février son accord au traité préliminaire de paix, mais la question du paiement des indemnités de guerre n'était pas encore définitivement réglée. On avait à nouveau besoin d'argent pour la grande armée en France. Bismarck prit d'abord la parole pour justifier la nécessité de cette proposition. Jusqu'à présent, la France n'avait pas pu respecter ses obligations de paiement. On pouvait bien sûr intervenir dans les affaires intérieures de la France, mais on ne le voulait pas, il était donc souhaitable de laisser le temps à la France de se remettre sur les rails. Je pris la parole après Bismarck. Sa déclaration, dis-je, montrait que sa politique l'avait mis dans une position difficile. J'exposai ensuite encore une fois notre point de vue sur la question de la guerre. Si on ne s'était pas obstiné à faire des annexions, la paix serait déjà conclue depuis bien des mois. Nous aurions épargné des pertes énormes en hommes et en argent, et la situation de l'Allemagne serait bien meilleure qu'elle ne l'est maintenant. Deux milliards à l'époque avaient valu davantage que cinq aujourd'hui. En outre, aucun gouvernement en France, quel que soit son nom, ne pourrait oublier la perte de l'Alsace-Lorraine. La France chercherait des alliances, et à l'avenir la Russie prendrait en la matière une position différente. Le chancelier réussirait-il à rouler la Russie dans la farine aussi bien qu'il y avait réussi avec Napoléon, cela j'en doutais fort. (*Tempête de rires.*) *Ce qui* était sûr, c'est qu'à l'avenir il nous faudrait présenter un budget *militaire bien plus élevé que cela aurait été le cas si nous avions conclu un accord raisonnable avec la France en renonçant aux annexions.* Comme en France

Napoléon, en Allemagne le chancelier serait soutenu dans sa politique par la bourgeoisie. Là-bas comme ici, il n'y avait eu que les ouvriers pour défendre uniquement la paix. Et la Commune, si attaquée et si calomniée, on la voyait maintenant agir à nouveau avec la plus grande modération. (*Tempête de rires prolongée.*) – La Commune avait été proclamée à Paris depuis le 18 mars. – Je n'étais nullement d'accord avec toutes les mesures que la Commune avaient prises, mais elle avait par exemple agi vis-à-vis de la grande finance avec une modération dont en Allemagne nous aurions peut-être eu du mal à user en pareil cas. (*Rires.*) M. von Kardoff prit la parole pour me répondre et affirma péremptoirement que l'Allemagne tout entière n'aurait pas voulu d'une paix *sans* annexion, ce que je contestai en le contredisant violemment.

Dans cette session, on délibéra aussi sur le projet de loi relatif à l'obligation d'indemnisation en cas d'accidents (projet de loi de responsabilité civile). Je pris la parole en troisième lecture et je soulignai que les espoirs que les milieux ouvriers avaient mis dans cette loi avaient été réduits à néant, d'abord par le projet du gouvernement, puis davantage encore par les décisions du Reichstag. J'en fis la démonstration dans un long exposé. En particulier je critiquai sévèrement le § 4, que Lasker, qui demandait d'inclure dans le dédommagement global le montant total des prestations des compagnies d'assurance, des caisses minières, des caisses de secours, de maladie et autres, quand l'employeur payait au moins un tiers du montant de l'assurance. L'employeur, qui tire profit du travail de l'ouvrier, devrait aussi, en cas d'accident, être seul obligé de le dédommager entièrement.

Enfin, je demandai que, pour fixer les dédommagements, on fasse appel à des experts issus des milieux des deux parties intéressées, du genre jurés ou assesseurs, et avec employeurs et travailleurs en nombre égal. En l'état actuel du projet de loi, il m'était impossible de le voter.

Comme j'étais seul à siéger au Reichstag – Schraps ne comptait pas sérieusement – j'étais obligé d'être à Berlin plus souvent que d'habitude pour assister aux séances. Or mon affaire aussi demandait impérativement ma présence. L'incommodité de cette situation bâtarde pesait lourdement sur moi et se traduisait dans une lettre que j'écrivis à ma femme le 10 mai, où je disais :

> « J'ai une activité indiciblement ennuyeuse ici, et c'est pourquoi mon poste m'est extrêmement désagréable. Cette contradiction entre mon poste et la nécessité de devoir et vouloir être sur le terrain dans mon affaire, c'est ça qui me rend de mauvaise humeur, comme toi et d'autres l'ont remarqué chez moi. »

Ceux qui à l'époque m'acclamaient à cause de mon activité au Reichstag ne se doutaient pas de ce que j'éprouvais.

Le 25 mai, je dus retourner au feu. À l'ordre du jour figurait le projet de loi concernant le rattachement de l'Alsace-Lorraine au Reich ; en même temps on devait maintenir la dictature en Alsace-Lorraine, d'abord jusqu'au 1er janvier 1873. Encore une fois, je revins sur le déroulement de la guerre et sur la promesse du roi de Prusse que la guerre était une guerre défensive. L'annexion contredisait cette promesse. L'annexion signifiait seulement un renforcement de la puissance dynastique des Hohenzollern. En Alsace-Lorraine, on ne gouvernerait que comme l'empereur le voudrait. Mais ce que la dictature signifiait nous l'avions vécu nous à l'époque, après l'annexion du Hanovre, comme je le démontrai par des exemples. Ici, on avait parlé du régime préfectoral français, dont il fallait paraît-il délivrer les Alsaciens-Lorrains ; mais le régime des sous-préfets prussiens était du même tonneau, plutôt pire. N'avait-on pas récemment à Solingen refusé de confirmer dans ses fonctions un maire élu parce que, comme fonctionnaire, il n'avait pas classé correctement les dossiers ? *(Tempête de rires.)* Récemment, dans une séance à laquelle je ne pouvais assister, le chancelier avait parlé d'apporter à l'Alsace-Lorraine la liberté municipale prussienne. Oui, et il avait même dit que les efforts de la Commune visaient au fond à introduire à Paris le statut municipal prussien. Mais cela ne valait pas la peine de se battre pour ça, car ce statut ne valait pas tripette. Cependant, si le chancelier avait raison, je ne comprenais pas alors comment, dans le traité de paix – qui avait été ratifié le 10 mai à Francfort par les deux parties –, il pouvait admettre la clause selon laquelle, pour écraser la Commune, on mettrait à la disposition du gouvernement français les armées faites prisonnières. Dans ce même traité de paix il avait aussi fixé que, trente jours après la chute de la Commune, la France devrait payer les premiers 500 millions de francs d'indemnité de guerre. C'était tout de même une curieuse manière de traiter des gens qui combattaient pour introduire à Paris le statut municipal prussien. Mais si, côté allemand, on combattait ainsi la Commune, je voulais moi, de mon côté, déclarer que le prolétariat européen mettait tous ses espoirs dans Paris. La bataille de Paris n'était qu'une escarmouche d'avant-postes et, avant que quelques décennies se soient écoulées, le cri de guerre du prolétariat parisien, « Guerre aux palais, paix aux chaumières, mort à la misère et à l'oisiveté ! », deviendrait le cri de guerre du prolétariat européen. Je terminai mon discours en exprimant l'espoir que la population d'Alsace-Lorraine, consciente de sa mission libératrice, entreprenne avec nous en Allemagne le combat libérateur, pour qu'enfin vienne le temps où les populations européennes obtiendraient leur plein droit à l'autodétermination, qu'elles ne pourront cependant atteindre que lorsque les peuples d'Europe verraient, dans la forme républicaine de l'État, le but de leurs aspirations. *(Agitation.)*

En automne 1878, au cours de la délibération sur la loi contre les socialistes, le prince Bismarck déclara que c'est ce discours qui lui avait fait comprendre la dangerosité du socialisme. Mais le jour où je fis ce discours il n'en laissa rien paraître. Le prince Bismarck prit la parole immédiatement après moi et commença : « N'ayez crainte, je ne répondrai pas à monsieur l'orateur précédent ; vous partagerez tous avec moi le sentiment que son discours dans cette salle n'a pas besoin d'une réponse. » (*Approbation.*) Ce fut tout ce qu'il déclara contre moi. Les orateurs suivants ne se montrèrent pas eux non plus très sévères avec moi, ils me mentionnèrent à peine. À l'extérieur, dans la presse, le vacarme n'en fut que plus fort contre moi. Alors, dans l'É*tat populaire, Liebknecht déclara, catégorique* : « *Ce que Bebel a dit, il fallait qu'il le dise ; c'était son devoir de défendre la Commune !* » Au milieu de ce déchaînement contre moi, parut dans le *Journal des Bourses de Berli*n une chronique dominicale écrite sur un ton différent, beaucoup plus inoffensif. Manifestement elle émanait de von Stettenheim, qui était à l'époque rédacteur de *La guêpe de Berlin.* J'avais fait la connaissance de Stettenheim dans l'association « La presse de Berlin », où je me rendais parfois à l'invitation de Robert Schweichel. C'est aussi l'association dont Stettenheim parle dans sa chronique. Il y disait, en ce qui me concerne :

> « Berlin est calme !
>
> Les coups de feu que l'on entend de temps en temps ne signifient pas que l'on exécute des insurgés, ils signalent des exercices d'artillerie à Tegel, et l'épaisse fumée qui cache l'horizon n'est pas la fumée de palais en feu, c'est l'agrégation des poussières de toute sorte qui montent de tous les coins de notre ville bien-aimée et purgent l'air des pigeons, moineaux et autres volatiles.
>
> Nous annonçons cela en toute hâte, et de la source la plus sûre, pour calmer les esprits inquiets dont Berlin compte quantité…
>
> …Dans le j*ournal La Croix,* une mère de huit garçons vient même demander à toutes les mères de Berlin d'implorer l'empereur de faire anéantir et détruire tout ce que Berlin possède d'établissements, de spectacles, d'images et de livres, etc. pouvant nuire à la moralité de nos enfants, afin de nous préserver d'un châtiment aussi terrible que celui de Paris …
>
> ...Voilà ce qu'a provoqué le discours de Bebel !
>
> Nous considérons qu'il est de notre devoir de calmer les vagues déchaînées de l'imagination, qui lance une mère de huit garçons sur les rives des entrefilets du journal *La Croix*.
>
> En vérité, le discours de Bebel était de nature plus violente. Il se distingue des discours habituels des banquets par des menaces et des considérations qui font frémir les oreilles craintives. « Guerre aux palais ! » paraît un peu inhabituel. Ce genre d'appel, c'est connu,

celui qui s'en inquiète est plutôt celui qui ne possède pas de palais mais qui est locataire. D'habitude, à Berlin, l'habitant d'un palais compte sur son portier pour se chamailler à l'occasion avec des visiteurs suspects, jusqu'à ce que l'agent de police arrive et conduise au poste les malintentionnés.

Bebel a crié : Guerre aux palais ! Il est vrai qu'il a ajouté : Paix aux chaumières ! Mais cela ne met pas de baume au cœur saignant d'une mère de huit garçons… Paix aux chaumières, qu'est-ce que cela veut dire ?

D'abord, il n'y a plus de chaumières. On ne construit plus que des maisons de trois-quatre étages. Où y a-t-il une chaumière, à Berlin ? Cette paix des chaumières ne concerne pas grand monde, et Bebel peut donc la promettre, de même qu'il pourrait promettre l'exonération d'impôts à tous ceux qui portent des sabots. L'exonération d'impôts n'est pas une mauvaise chose, mais aujourd'hui qui porte des sabots ?

À midi, Bebel avait donné au procès-verbal sa torche incendiaire, le soir nous l'avons rencontré dans une association.

Cette association ne s'occupe pas de politique, mais d'autres bêtises. On tue le temps à coups de bières et de toute sorte de discours.

Si l'on s'imagine un homme robuste avec des cheveux roux et un nez impérieux – ce n'est pas Bebel !

Bebel est un être délicat. Dans son beau visage brillent des yeux qui ont sûrement déjà sur la conscience bien des cœurs féminins. Mais Bebel n'est pas un Don Juan. Il est sérieux, philistin même, pas le moins du monde coquet, et surtout modeste. Nous avons remarqué qu'il éloignait de lui l'allumette, parce que manifestement l'odeur du soufre l'incommode.

Et maintenant interrogeons chaque mère, sans exiger de chacune huit garçons, interrogeons chaque célibataire berlinois, les fiancés, les pères, les grands-pères : Ce Bebel, que son discours pourrait faire passer pour un Néron allemand, un incendiaire de maisons et de monuments, est-ce qu'il ressemble à son discours ? Nous avons offert à Bebel un cigare.

Je ne fume pas ! a dit Bebel avec un geste élégant de refus.

Devons-nous encore ajouter quelque chose pour calmer cette ville, capitale et résidence de l'empereur ? Bebel ne fume pas. Bebel ne met pas le feu à des cigares — et il mettrait le feu à des palais ?

Nous avons malheureusement oublié de lui demander si, le soir, il allume la lampe à huile ou le gaz. Nous sommes convaincus que Bebel n'a pas de pétrole chez lui. Et c'est cet homme-là qui devrait…?

Non ! Bebel a une âme pure de tout pétrole !

Pour comble de vérification, nous l'avons embringué dans une conversation sur les palais et autres monuments de Berlin, qu'il ne connaissait même pas tous, et par mesure de prudence lui avons signalé que Berlin est très pauvre en palais, si bien que ça ne vaut vraiment pas la peine de partir en guerre contre eux. Bebel n'a visiblement pas remarqué que nous faisions ainsi allusion à son discours, la « guerre aux palais ! » n'était sans aucun doute qu'une expression qui lui avait échappé comme ça. « Et maintenant, en ce qui concerne les chaumières de Berlin, avons-nous poursuivi, eh bien, il faut tout d'abord citer le poste de garde du Eisbock, bâtiment qui dépasse largement en laideur n'importe quelle chaumière. S'il disparaissait, il n'y aurait vraiment pas de quoi affliger Berlin. » Bebel avait écouté poliment, mais il ne comprenait guère notre allusion que finalement nous préférerions de loin une « guerre aux chaumières ! », même limitée à une seule chaumière, à n'importe quelle autre démolition, ce en quoi il semblait nous donner raison, car le Eisbock lui déplaisait autant qu'à n'importe quel autre mortel.

Il ne faut donc pas confondre Bebel et son discours. Dans nos Parlements, on parle de bien des choses qu'il est meilleur, voire plus formidable, de lire que simplement d'imaginer réalisées. Que nos chers lecteurs veuillent bien se souvenir du discours incendiaire du député Ziegler : « Le ministre du Culte doit quitter son poste ! » M. von Mühler siégeait à côté et haussait les épaules. Aujourd'hui il siège encore, toujours à pied d'œuvre.

Bebel, c'est le Ziegler des palais !

Ziegler c'est le Bebel du ministre du Culte ! »

Les développements sur la Commune de Paris que je fis dans les discours que je viens de citer ici seront incompréhensibles à une très grande partie de mes lecteurs. Une partie d'entre eux ne sait absolument pas ce qu'était la Commune, une autre partie est prisonnière de préjugés venant de ce qu'elle a lu contre la Commune, seule une infime partie connaît l'histoire de la Commune. Mais notre position à son égard joua un grand rôle dans les luttes – en particulier dans les campagnes électorales des années 1870 et 1880. Même dans les années 1890, je dus encore défendre au Reichstag notre position sur la Commune.

En mars 1876, à Leipzig, j'eus à mener une grande controverse avec le principal propagandiste des nationaux-libéraux de Leipzig, Bruno Sparig, controverse sur laquelle je reviendrai à l'endroit adéquat, où je ferai part de mes développements de l'époque sur la Commune.

Le Reichstag ferma ses portes vers la mi-juin 1871. À mon retour chez moi, je fis la connaissance de *Johann Most* qui, une fois amnistié, avait été expulsé d'Autriche et était arrivé à Leipzig. Après sa libération de prison, on connut la lettre qu'il avait écrite à son père qui, si je ne me trompe pas, était employé à Augsbourg dans une fondation paroissiale. Le père avait essayé de détourner son fils du « mauvais chemin ».

Le 13 janvier 1870, Most y avait répondu entre autres :

> « Je vous l'assure : si vous m'offriez une place avec un salaire mensuel de 1 000 florins et qu'il me faille servir un parti contraire à mes convictions, et que d'autre part les camarades de mon parti ne m'offraient que du pain sec, eh bien, sans hésiter, je prendrais le pain sec. »

Cette lettre plaide tout à fait en faveur du caractère de Most. Ce qu'il écrivait, il en était sincèrement convaincu car, au fond, Most était doté d'un tempérament supérieur. Si plus tard, sous la loi d'exception, il fit de plus en plus fausse route, devint anarchiste et partisan de la propagande par l'action, et même si en fin de compte, lui qui était toujours un modèle de sobriété, finit ivrogne aux États-Unis, ce qui est à l'origine de cette évolution funeste c'est la loi contre les socialistes, qui l'a chassé comme beaucoup d'autres hors du pays. Si Most était resté sous l'influence d'hommes sachant le guider et brider sa fougue, le parti aurait conservé en lui l'un de ses combattants les plus zélés, les plus dévoués et les plus infatigables. Plus tard, comme rédacteur de la *Liberté* (*Freiheit*), qu'il fonda et parut d'abord à Londres et ensuite à New York, il m'a très souvent attaqué violemment. Il traita Ignaz Auer et Liebknecht de façon bien pire. Pourtant je regrette que lui, si bien prédisposé, ait sombré si pitoyablement.

À Leipzig, après quelques jours de présence, Most fut à nouveau expulsé. Il alla à Chemnitz, où il devint rédacteur de la *Presse libre de Chemnitz* et dirigea la grande grève des métallurgistes qui éclata en automne 1871.

Le parti s'était rapidement remis des effets de la guerre. La période d'éclatante prospérité industrielle qui commençait désormais profita au mouvement. Le fait que la question nationale était arrivée à une conclusion qui, même si elle ne nous plaisait pas, n'offrait au début aucune perspective de changement, écarta plusieurs points de divergence qui existaient jusque-là entre les partis ouvriers rivaux. Le champ de bataille s'éclaircit et se simplifia. Dans le Parti d'Eisenach, nom abrégé de notre parti, apparurent bientôt bon nombre de journaux du parti. Ainsi, à côté des journaux de Crimmitschau et de Chemnitz, il y en eut un à Brunswick où Bracke, infatigable et toujours dévoué, fit paraître l'*Ami du peuple [de Brunswick*] et fonda sa propre imprimerie, et aussi à Hambourg-Altona,

Dresde, Nuremberg, Hof, plus tard à Munich et Mayence. En revanche *Le Prolétaire* de Augsbourg cessa de paraître mi-juin.

Le premier congrès des tisserands allemands

La période de prospérité qui commença après la guerre franco-allemande encouragea les milieux ouvriers à fonder de nouvelles organisations syndicales et à étendre celles qui existaient déjà. Un tel besoin se fit jour aussi au sein de la population des tisserands, dont la situation était particulièrement misérable. C'est ma circonscription qui donna l'impulsion à un congrès des tisserands allemands qui se réunit à Glauchau du 28 au 30 mai 1871. 147 délégués y assistèrent, représentant 134 mandats de 85 localités. Parmi les délégués se trouvait aussi le futur député au Reichstag Harm d'Elberfeld, qui à l'époque était membre de l'Association générale des travailleurs allemands. À la place de Motteler, qui devait à tout prix entreprendre un voyage d'affaires, on m'avait chargé du rapport sur les trois questions suivantes : 1. Comment en est-on arrivé à ce que les salaires dans le tissage soient si misérables ? 2. Comment peut-on les relever ? 3. Comment peut-on maintenir leur niveau en rapport avec les circonstances ? Au cours de mon rapport, je signalai que l'annexion de l'Alsace-Lorraine, avec ses filatures et ses tissages de coton hautement développés, pouvait provoquer dans les branches industrielles allemandes correspondantes une forte concurrence, qui sans aucun doute révolutionnerait le mode de production en cours jusque-là en Allemagne (tissage à domicile largement répandu). Des commerçants de Glauchau, qui étaient présents en auditeurs et qui à l'époque faisaient tisser à domicile par l'intermédiaire de leurs agents, écoutèrent ces explications en hochant la tête. Mais lorsqu'en 1875 je revins dans ma circonscription, après une longue détention, on me confirma de tous les côtés la justesse de mes propos. Ce qui m'en convainquit aussi, c'est l'aspect des villes dans ma circonscription électorale, dans lesquelles en quelques années les fabriques poussèrent comme des champignons. Je recommandai de prendre contact avec les tisserands d'Alsace-Lorraine. De plus, je proposai des résolutions demandant l'interdiction du travail des enfants dans les fabriques et l'introduction légale d'une journée normale de travail de dix heures, résolutions qui furent adoptées à l'unanimité. Puis on décida, avec deux voix contre, de demander la suppression du travail du dimanche. Une autre résolution proposée par moi, qui fut aussi approuvée après de vifs débats, concernait les arrêts du travail, elle disait :

> « Le congrès général des tisserands allemands recommande à tous les camarades du métier de procéder avec la plus grande prudence lors de l'organisation de grèves et de n'entreprendre en aucun cas un arrêt de travail si l'on n'est pas certain que des fonds et un soutien suffisants en assureront le succès. »

En ce qui concerne les tribunaux d'arbitrage je proposai la résolution suivante :

> « Le premier congrès général des tisserands allemands juge souhaitable que se constituent des tribunaux d'arbitrage, composés de travailleurs et d'employeurs en nombre égal, pour régler à l'amiable les différends qui font craindre une grève. »

Enfin on mit en place un comité de cinq personnes (siège Glauchau) qui devait prendre en main la propagande et l'organisation des professionnels et publier régulièrement des circulaires avec des informations professionnelles. Il y eut aussi un deuxième congrès des tisserands à Berlin, et nombre de circulaires furent également publiées, mais ensuite le mouvement s'effondra à nouveau.

Des nouvelles de Saxe

À Leipzig, nous avions appelé à une assemblée populaire pour le 14 juin 1871, avec à l'ordre du jour « Les impôts communaux élevés et la gestion municipale ». Depuis 1848, Leipzig n'avait pas vu pareille participation à une assemblée. Ce furent de véritables « grandes invasions » qui se dirigèrent vers la salle de réunion qui, bien que contenant 5 000 personnes, pouvait à peine accueillir le tiers des participants. L'assemblée était une réponse aux violentes attaques que la presse de Leipzig avait orchestrées contre notre parti, et en particulier contre moi, en raison de ma conduite au Reichstag. Je critiquai sévèrement la gestion municipale. Les résolutions que je proposai s'en prenaient vigoureusement au *système fiscal,* qui accablait injustement les petites gens au profit des gens fortunés, elles s'en prenaient de plus à *l'utilisation* des impôts communaux, qui se faisait essentiellement dans l'intérêt de la classe possédante et, comme cette politique-là n'était possible que grâce au système électoral par classe en vigueur, elles demandaient l'introduction du suffrage universel, égal, secret et direct. Sous un tonnerre d'applaudissements, l'assemblée adopta mes propositions à l'unanimité moins trois voix. La presse libérale se déchaîna.

Désormais en Saxe aussi commençait l'ère des persécutions. En juillet, Vahlteich, qui était entré à l'*Ami des citadins et des paysans de Crimmitschau* pour remplacer Hirsch, quand ce dernier reprit la rédaction de l'*État populaire*, fut condamné à trois mois de forteresse pour crime de lèse-majesté par voie de presse.

Le 3 août, le parquet nous annonça, à Liebknecht, Hepner et moi, qu'il nous accuserait de préparation de crime de haute trahison, et en plus Liebknecht de crime de lèse-majesté. Le 27 septembre, la chambre d'accusation décida de donner suite à la requête du parquet. Le 10 novembre, le recours en nullité introduit par nous près la haute cour d'appel de Dresde contre cette décision *fut rejeté*.

Le congrès de Dresde

Ce congrès avait été convoqué du 12 au 14 août 1871. 56 délégués représentant 6 255 camarades de 81 localités y participèrent. Je fus premier président, Bracke second. L'ordre du jour était intéressant et les discussions furent très animées. Dans le discours d'ouverture, je constatai avec satisfaction que le congrès siégeait dans la capitale du pays où la social-démocratie était le plus violemment persécutée, ce qui ne lui nuirait en aucune façon. Le *Journal populaire de Berlin,* qui à cette époque, sous la direction de son rédacteur [Aaron] Bernstein, était particulièrement hostile au parti, se plaignit que le juge d'instruction de Leipzig ne nous (c'est-à-dire Liebknecht, Hepner et moi) ait pas interdit de participer au congrès, ce qui n'était pas en son pouvoir. Yorck était le rapporteur sur la journée normale de travail légale. Il fit un bon discours et parla en faveur d'une résolution dans laquelle on demandait une journée normale de travail légale de dix heures au maximum. Je fis le rapport sur la demande d'introduction du suffrage universel, égal, direct et secret pour les élections au landtag saxon et au conseil municipal, Bracke sur la nouvelle loi de responsabilité civile. Il proposa une résolution qui blâmait le Reichstag d'avoir expédié cette loi de manière pas du tout satisfaisante. C'est Most qui fit le compte rendu sur la position politique de la social-démocratie, à la place de Liebknecht momentanément empêché. Les discussions sur ce sujet provoquèrent de vives altercations. Le commissaire de police en charge de la surveillance me demanda, au nom de ses supérieurs, de dire au rapporteur de s'abstenir de la moindre digression sur la Commune de Paris. Je refusai. Pour Most, cet incident apportait de l'eau à son moulin. Son discours fut certes bref, mais d'autant plus mordant. On tentait, dit-il, de le museler moralement. Des choses, dit-il, qui étaient discutées dans le monde entier, même chez les Chinois, on voulait nous interdire d'en débattre. Et en plus, à cause de notre position, nous étions en permanence l'objet des attaques les plus violentes et des calomnies les plus basses. Et après nous avoir ainsi de tous les côtés couverts de boue et lapidés, on voulait nous empêcher de défendre notre point de vue ! (*Tempête d'applaudissements.*). Le commissaire se défendit en disant que l'interdiction ne concernait que les propos sur la Commune. Mais, pour nous, c'était le point qui nous tenait le plus à cœur, nous voulions exposer notre point de vue sur la Commune.

Je pris la parole après Most. Il me semble, dis-je, que la manière dont les autorités s'immiscent dans les discussions et cherchent à les influencer est indigne d'un congrès social-démocrate. (*Tempête prolongée d'applaudissements.*) Je ne savais pas que donner son avis sur la Commune de Paris était illégal. Pourtant, tous les présents connaissent bien notre position sur la Commune. Malheureusement nous sommes impuissants face aux agissements des autorités, nous ne pouvons que protester contre. Vu qu'il

est indigne de nous de débattre en respectant les limitations imposées, je propose que le rapporteur renonce à prendre la parole et que nous votions sans débat sur la résolution présentée. C'est un triste signe des temps que, maintenant que les documents officiels sur la Commune sont connus et qu'il est établi que tous les mensonges et les calomnies proférés depuis des mois contre elle sont des contre-vérités, on veuille nous interdire de clouer au pilori ces méthodes de lutte.

Most déclara qu'il était d'autant plus d'accord avec ma proposition que le temps était déjà bien avancé. Il supposait que tous étaient d'accord avec lui quand il déclarait : « *Si la réaction se coordonne internationalement, alors bien évidemment la révolution doit aussi se coordonner internationalement.* » *(Tempête d'applaudissements.)* Il conclut :

> *« Voyez comme d'est en ouest*
> *La flamme monte haute et claire ;*
> *Fermes et fidèles nous tenons bon,*
> *Car notre drapeau est rouge ! »*

Une tempête d'applaudissements longs et prolongés succéda à ses paroles. Puis je fis voter la résolution qui disait :

> « Le congrès déclare approuver pleinement la position de l'organe du Parti, l'*État populaire,* sur les questions politiques et sociales de l'année écoulée. En particulier le congrès *approuve* le lien moral de la social-démocratie avec l'Association internationale des travailleurs, lien *entretenu* par l'intermédiaire de l'*État populaire.* »

La résolution fut adoptée à l'unanimité. Les autres discussions du congrès portaient sur les affaires intérieures du parti : rapport du comité directeur provisoire du parti et de la commission de contrôle, motions sur les modifications des statuts, etc. Le rapport sur l'*État populaire* montra qu'il avait 4 020 abonnés et une dette de 1 675 thalers. Notons à ce sujet que la création de journaux locaux, dans les localités les mieux organisées, entravait forcément beaucoup la diffusion de l'*État populaire*. Considéré de ce point de vue, l'état du journal était réjouissant. Heinrich Scheu, qui s'était installé à Stuttgart, mais qui ensuite avait été banni du Wurtemberg tout entier, reprochait vivement à nos camarades du Wurtemberg de faire les yeux doux au Parti populaire, ce qui était là-bas la cause du mauvais résultat de notre parti aux élections au Reichstag, et d'une manière générale avait favorisé la confusion dans le parti. On adopta une motion des camarades de Ronsdorf disant : « Lors des élections au Reichstag, il ne faut soutenir que les candidats qui sont membres de notre parti, et éventuellement d'un autre parti social-démocrate. » Par ailleurs, sur proposition de Metzner et Jozewicz, il fut décidé d'exprimer sans débat notre reconnaissance envers la Commune de Paris en nous levant de nos sièges. Enfin on discuta comment on pouvait le plus efficacement mener propagande et

organisation parmi les ouvriers agricoles. Sur ma proposition, le congrès décida de créer à Leipzig une imprimerie coopérative sur la base de la loi saxonne sur les coopératives, qui autorisait la responsabilité limitée. On choisit Hambourg comme siège du comité directeur et Berlin comme siège de la commission de contrôle, Mayence comme lieu du prochain congrès. Après des remerciements au bureau du congrès et au comité local de Dresde, le congrès, qui s'était déroulé d'une manière extrêmement satisfaisante, fut déclaré clos.

Peu après le congrès de Dresde, les premières assemblées de femmes eurent lieu à Leipzig, Chemnitz, etc. et la première organisation de femmes se constitua à Chemnitz. À Berlin, les partisans de l'Association générale des travailleurs allemands avançaient dans la même direction.

La deuxième session du Reichstag allemand

La session commença en octobre 1871. À la fin de celle-ci il y eut à l'ordre du jour la première lecture du budget pour 1872. À l'époque, l'année budgétaire commençait le 1er janvier. Les députés Lasker et Richter avaient parlé avant moi. Je polémiquai contre les deux :

> « Le député Lasker a dit une fois contre moi qu'un gouvernement fort n'avait pas nécessairement besoin d'être réactionnaire. Mais la preuve en est fournie en Allemagne, où le gouvernement est fort mais le Parlement faible. Toutes les décisions du Reichstag qui ne conviennent pas au chancelier atterrissent dans la corbeille à papiers, aussi justifiées soient-elles. Il en ira de même du souhait du député Richter, qui demande la suppression de l'impôt sur le sel dès que la France aura payé son dernier demi-milliard de dommages de guerre. D'après le traité de paix, ce sera dans deux ans. Mais entretemps le chancelier aura recommencé de nouvelles négociations dilatoires et nous serons au seuil d'une nouvelle guerre. – Effectivement en 1875 nous en étions proches. – L'impôt sur le sel ne sera pas supprimé, ni aujourd'hui ni dans deux ans. La réduction souhaitée du budget militaire ne se fera pas non plus. Le député Lasker a tort de reprocher au député Greil de s'être trompé quand il disait qu'on avait cru, dans le peuple, qu'après la fondation du Reich le budget militaire diminuerait. En vérité cette croyance existait bien, et elle était défendue par les libéraux. Cette croyance, en vérité, moi je ne l'avais jamais partagée. Déjà les contradictions croissantes entre les classes, qui résultaient du développement capitaliste accéléré, empêcheraient de diminuer l'armée permanente, et là-dessus les déclarations du député Lasker ne laissaient aucun doute. Mais Lasker se trompe quand il croit qu'on peut en toutes circonstances considérer l'armée permanente comme un soutien de l'ordre existant. La

> France aussi a eu une grande armée mais, la naissance de la Commune, cette armée ne l'a pas empêchée. Par ailleurs, le prolétariat augmente bien plus rapidement qu'on peut augmenter l'armée permanente, et par ailleurs, avec l'augmentation de l'armée, augmente aussi en elle l'élément socialiste, puisque le prolétariat industriel en constitue une fraction de plus en plus grande. Malgré tout cela, les libéraux mettront leurs espoirs dans l'armée et approuveront toute demande en sa faveur. »

Le 8 novembre, on débattit en troisième lecture d'une motion de Büsing qui demandait que dans chaque État de la confédération il y ait une représentation populaire issue des élections. Cette motion avait été adoptée en deuxième lecture. Je déclarai à ce propos :

> « Je voterai aujourd'hui contre cette motion avec les réactionnaires et le Centre, au risque qu'on parle encore d'une collaboration entre noirs et rouges. Autrefois nous nous sommes déclarés contre l'élargissement des compétences de la fédération, dans l'espoir que dans les États moyens et petits on ait les coudées plus franches. Cela avait été une illusion, car ce qu'on faisait contre nous en Saxe, par exemple, il était difficile de faire pire. C'est pourquoi, si le chancelier veut mettre l'ensemble des États moyens et petits dans sa poche, là nous n'avons rien contre ; après, nous en finirons aussi avec lui tout seul. *(Rires.)* Je vote contre la motion parce qu'elle est creuse. Qu'est-ce que ça veut dire, qu'il faut qu'il y ait dans chaque État de la confédération une représentation issue des élections ? De quelles élections ? D'après le système électoral prussien des trois classes, peut-être ? Parler des représentations actuelles dans les différents États comme de représentations des peuples, c'est de la blague. *(Rires et grande agitation.)* On a dit que depuis 1866 le chancelier était devenu plus constitutionnel. Ce n'est pas vrai. Les partis libéraux sont devenus plus conciliants, le voilà le fin mot de l'histoire. *(Grande agitation.)* On a créé la Constitution du Reich la plus réactionnaire possible. *(Rires.*) C'est du pseudo-constitutionnalisme, du césarisme tout pur. »

Le président Simson, qui s'énervait depuis un bon moment, m'interrompit et menaça, si je continuais ainsi, de demander l'autorisation à la Chambre de m'interdire de poursuivre mon discours. *(Vifs applaudissements.)* D'après le règlement de la Chambre, il n'en avait pas le moindre droit. Je protestai donc contre sa menace et continuai à dire : « Si la Constitution du Mecklembourg doit être par exemple aussi mauvaise… » – nouvelle interruption du président. Il avait, dit-il, repoussé loin les bornes de la liberté de parole, mais parler comme je le faisais contre une Constitution sous laquelle nous vivions, cela dépassait toutes les bornes. Il menaça

à nouveau de me retirer la parole. Je protestai à nouveau et j'argumentai qu'au cours du conflit constitutionnel prussien l'opposition – à laquelle Simson appartenait aussi à l'époque – avait parlé beaucoup plus vivement qui je ne le faisais aujourd'hui. Le président répondit que ce qui s'était passé autrefois ne le regardait pas, mais que ce qu'on avait le droit de dire maintenant, c'était lui qui le décidait.

Nouvelle protestation de ma part. Je décrivis ensuite la mystification du pseudo-constitutionnalisme : « *Quelle valeur a donc une telle Constitution ? Aux quelques douzaines de Constitutions en Allemagne qui ne valent pas le papier sur lequel elles sont écrites, je n'ai aucune envie d'en ajouter une de plus.* »

Le président s'énerva à nouveau. « *Est-ce que cette description valait aussi pour la Constitution du Reich ?* » Je n'aurais pas eu besoin de répondre à cette question, néanmoins je déclarai qu'en vérité j'y avais inclus aussi la Constitution du Reich. (*Grande agitation.*) Là-dessus, le président demanda l'autorisation à la Chambre de me retirer la parole. La majorité vota pour.

Après moi, ce fut à la duègne du Parlement, le député Lasker, de prendre la parole. D'après lui, nous avions au Reichstag et dans le Reich le plus haut degré imaginable de liberté de parole et de presse. Tout cela ne nous suffisait pas, nous voulions tout imposer par la force brutale et nous placer au-dessus des lois. (*J'interrompis l'orateur par des cris, le président me rappela à l'ordre.*) Je ne devais pas m'imaginer qu'on tenait prête une armée de 400 000 hommes rien que pour repousser mes ambitions. Cela, les citoyens s'en chargeraient tout seuls. Il avait ajouté ici : « en nous assommant à coups de bâton ». Cette phrase, il l'avait ensuite rayée du sténogramme. Le citoyen allemand était bien plus courageux que le français, j'étais un songe-creux de croire que nous pourrions atteindre notre but.

En fin de séance, je pris la parole pour une motion d'ordre, afin de signaler que le président n'avait pas sanctionné l'affront de me traiter de songe-creux. Je pensais que le député Lasker était plus songe-creux que moi. Je ne m'étais pas non plus vanté que le peuple allemand était derrière nous. Je savais que nous n'étions encore qu'une petite minorité car, si le peuple était derrière nous, le député Lasker et ses amis ne siégeraient pas dans cette Chambre. *(Grands éclats de rire.)* De plus, le député Lasker s'était permis des calomnies contre notre parti. Ce qu'il avait dit sur la Commune, je m'en expliquerais une autre fois avec lui. Le député [Moritz] Wiggers avait également polémiqué contre moi. En refusant leur motion, avait-il dit, je me prononçais pour la situation actuelle dans le Mecklembourg. Je répondis que c'était une erreur, qu'il n'avait pas compris, que je m'étais prononcé pour l'annexion du Mecklembourg à la Prusse, car elle les avait tout de même bien aidés, lui et ses camarades de parti du Mecklembourg. *(Rires.)*

Le lendemain, avant qu'on passe à l'ordre du jour, je pris la parole pour faire une déclaration. « Hier, sur la demande du président et au nom du règlement, la Chambre m'a retiré la parole. Mais la Chambre elle-même a très gravement enfreint le règlement. » Je le prouvai avec le texte même du règlement de la Chambre. On n'aurait pu me retirer la parole qu'après que le président m'aurait expressément rappelé deux fois à l'ordre. Cela n'avait pas été le cas. Les interruptions de mon discours par le président n'avaient pas été des rappels à l'ordre. Il aurait dû clairement me dire : Je vous rappelle à l'ordre ! Puisque le président n'avait pas respecté la règle prescrite, la décision de la Chambre était elle aussi complètement injustifiée, et de ce fait nulle.

Mon objection désarçonna le président, il savait très bien que lui et la Chambre avaient commis une injustice à mon égard. Il s'enfonça encore en demandant si, lorsqu'on procédait à un rappel à l'ordre, il fallait utiliser la formulation : Je rappelle l'orateur à l'ordre. Il n'était pas de cet avis ; si j'étais d'une autre opinion, alors il renverrait le cas à la commission du règlement de la Chambre.

Je déclarai alors que j'étais obligé de maintenir mon point de vue sur la façon d'agir du président et de la Chambre. Il n'y avait pas eu de rappel à l'ordre, car une simple interruption de l'orateur n'avait jamais été considérée comme un rappel à l'ordre. Qu'il renvoie donc la question à la commission du règlement de la Chambre. Simson s'y déclara prêt.

Ces événements avaient fait grand bruit, et pratiquement toute la presse se rangea de mon côté. Le président et le Reichstag avaient été injustes envers moi. Le Reichstag s'énervait et perdait tout jugement objectif dès que je parlais, dit un journal libéral. Le *Journal d'Elberfeld a*vait écrit quelques jours auparavant que la représentation de la nation allemande, malgré tous ses mérites, avait cependant la faiblesse de supporter avec trop peu d'indulgence une goutte de sang étranger dans ses veines. Il fallait canaliser dans les limites légales les plus strictes le goût de certains membres du Reichstag pour le scandale, mais on ne devait pas outrepasser d'un millimètre ce que la loi autorise. Mercredi cependant le président et la Chambre elle-même avaient sans aucun doute enfreint les formes légales et aujourd'hui Lasker aussi avait été dans son tort.

Puis, lorsque le compte rendu sténographique de la séance du 8 novembre fut disponible, je pris encore une fois la parole avant l'ordre du jour : « Selon le rapport sténographique, le député Lasker a dit dans cette séance que l'honnête citoyen propriétaire *nous* terrasserait de sa seule force. Ce passage est une *falsification* de son discours ; il avait dit : *les assommer à coups de bâton*. Certes lui, Lasker, se garderait bien de se mettre, armé d'un bâton, à la tête des honnêtes citoyens, mais l'expression est intéressante justement pour lui qui face à moi, et encore une fois dans

la session évoquée, s'était constamment présenté comme le défenseur de la bienséance et des bonnes mœurs, et avait parlé contre moi au nom de la culture. » Comme le vice-président, le prince de Hohenlohe-Schilling – le futur chancelier – m'interrompait et ne voulait pas me laisser poursuivre mon discours, j'entrai aussi en conflit avec lui.

Lasker prit ensuite la parole pour, dans un discours plein d'indignation morale, me présenter comme le mal en personne, mais il avoua cependant qu'il aurait mieux fait de modérer ses paroles. Je répondis qu'il ne s'agissait pas de savoir ce que lui (Lasker) aurait *voulu* dire, mais ce qu'il *avait dit*, et c'est en tout cas cela qui *devait* figurer dans le compte rendu sténographique. Je m'en pris ensuite à ses déclarations sur la Commune, dont il était encore venu à parler. Je défendis la Commune et signalai que maintenant la presse libérale elle-même avait été obligée de rectifier toute une série de prétendues atrocités dont elle avait auparavant accusé la Commune. La Chambre redevint nerveuse, on m'interrompit et on utilisa contre moi les injures les plus grossières, sans que le président ait un mot de réprobation.

Le 22 novembre était le grand jour, où la question en litige entre le président et moi devait enfin se résoudre. La commission des règlements de la Chambre s'était bien facilité la tâche. Le président lui avait soumis la question : En cas de rappel à l'ordre, devait-il dire « Je rappelle l'orateur à l'ordre » ? Le président avait voulu m'impliquer moi aussi en faveur de cette formulation, en me faisant soumettre sa proposition pour que je la cosigne. Je refusai de signer. La façon de poser la question était totalement fausse, et la réponse de la commission aussi, car le président n'avait pas besoin d'utiliser exactement la formulation mentionnée pour rappeler un orateur à l'ordre. Klotz (Berlin), membre du Parti du progrès, était rapporteur de la commission. Le député du Centre Greil, de Passau, prit la parole contre la position totalement fausse de la commission et se rangea de mon côté. Après lui, ce fut le tour de l'avocat général saxon, von Schwarze, et il défendit la décision de la commission. Ensuite je pris la parole. Je démolis impitoyablement la décision de la commission. Je n'avais pas affirmé, dis-je, que lors d'un rappel à l'ordre le président devait obligatoirement utiliser en toutes circonstances la phrase : « Je rappelle l'orateur à l'ordre ! » Il pouvait aussi dire : « Je me vois obligé de rappeler à l'ordre le député Untel ! » Et il y avait encore bien des manières. L'essentiel était que l'orateur et la Chambre sachent qu'on avait fait un rappel à l'ordre. Cela n'avait pas été le cas avec moi. Puis je citai un extrait d'un discours de Simson du 10 février 1866. À l'époque, il avait dit qu'on pouvait abuser de la liberté de parole et qu'on en abusait souvent, que peut-être peu d'entre nous pouvaient échapper à un tel reproche – qu'est-ce que ça changeait ? Niebuhr n'avait-il pas dit vrai : Ce dont on ne peut pas abuser, cela ne vaut rien ? Dans ce discours-là, Simson avait donc accusé le gouvernement : « Le gouvernement est tout

simplement incompatible avec tout ce qui ressemble, même de loin, à la liberté ; il est incapable de gouverner avec une presse libre ; il est incapable de gouverner sans influer sur la composition des tribunaux, même si cela doit saper dans le pays la considération pour la justice ; il est incapable de gouverner sans influencer les élections, même si le résultat des élections doit être le contraire des convictions profondes du peuple ; il est incapable de gouverner avec une administration communale libre ; enfin il est incapable de gouverner avec une Chambre où la liberté d'expression est régie par l'article 84 ! »

Je demandai comment le président entendait concilier son attitude à mon égard avec son discours du 10 février 1866. Bismarck avait dit un jour : « *Il faut tuer le parlementarisme par le parlementarisme.* » Par son attitude à mon égard, la Chambre était en très bonne voie de réaliser cette parole. Après moi, prit la parole le diplomate Windthorst, qui se livra à une de ses célèbres danses sur les œufs. Le règlement de la Chambre n'était à l'entendre pas assez clair ; il proposa finalement le renvoi de l'affaire à la commission pour soumettre à révision les dispositions concernées. Il conclut : « *Je ne suis ni pour ni contre Simson, ni pour ni contre Bebel.* » De même les orateurs du Parti du progrès, le baron von Hoverbeck et Franz Duncker, n'étaient ni chauds ni froids. Duncker se prononça pour la proposition de Windthorst, Hoverbeck contre ; il croyait ne pouvoir faire rien de mieux que de me jeter la pierre. La proposition de Windthorst fut finalement adoptée. Le vieux Ziegler était profondément courroucé par le spectacle qu'offrait le Reichstag, et en particulier son parti. Dès que la décision fut prise, Ziegler, tremblant de colère, vint me trouver à ma place et dit : « *Écoutez, Bebel, tous autant que nous sommes, nous sommes des sal….; si vous prenez le pouvoir, pendez-nous tous sans exception à la lanterne !* » Le sourire aux lèvres, je lui promis de suivre le cas échéant son conseil amical. Simson considéra que la décision du Reichstag était un vote de défiance. Il démissionna de la présidence. Bien entendu il fut réélu.

Ces événements, tout comme en général mon attitude dans les trois dernières sessions, m'avaient valu une grande popularité dans les milieux ouvriers et démocrates bourgeois. De ces derniers, il en existait encore à l'époque. C'était par exemple, à Berlin, un groupe assez fort de citoyens aisés qui voyaient en Johann Jacoby leur idéal et sympathisaient avec nous. Ils se regroupaient autour de Guido Weiss, le rédacteur en chef de l'*Avenir* (*Zukunft*), excellemment dirigé par lui, un grand quotidien démocrate que les riches jakobytes – comme nous appelions en abrégé les partisans personnels de Jacoby – avaient fondé en 1867, mais qu'ils durent cesser de publier au printemps 1871 à cause des trop grands sacrifices que le journal exigeait. Appartenaient à ce groupe William Spindler, le fils du fondateur de la grande entreprise de teinturerie W. Spindler, van der

Leeden, G. Friedländer, Morten Levy, Meierstein, Boas, Stephany, plus tard rédacteur en chef de la *Gazette de Voss* (*Vossische Zeitung*), et d'autres. Franz Mehring[54], très jeune à l'époque, dont j'avais fait la connaissance par l'intermédiaire de Robert Schweichel, faisait aussi partie de ce cercle. Quand Liebknecht et moi restions le dimanche à Berlin, nous rencontrions en règle générale dans une cave à vins plusieurs de ceux que j'ai nommés, parmi lesquels souvent se trouvait aussi Paul Singer. Par accord tacite nous buvions tous un vin de Moselle bon marché, appelé Postillon, 50 pfennigs la chopine. Puis il n'était pas rare que nous allions encore dans une brasserie. Mes performances côté boisson furent toujours minimes, mais Schweichel, Liebknecht, Guido Weiss, Mehring étaient de solides buveurs. Plus d'une fois nous rentrâmes chez nous, toujours tout de même la tête droite, quand le soleil brillait déjà clair dans le ciel.

Une conséquence de ma popularité fut que j'étais courtisé et fêté, et qu'assez souvent je recevais des invitations à des déjeuners ou des dîners de gala dans des familles de connaissances. Mais je n'étais pas un grand ami de ce genre d'invitations et je les évitais autant que possible. Ainsi j'écrivais le 19 novembre 1871 à ma femme :

> « Pour ce dimanche je me suis débarrassé de toutes les invitations, en déclarant tout net que j'étais déjà invité, bien que ce ne fût pas vrai. On est content de pouvoir quelques heures redevenir un être humain, en reprenant son indépendance… Du reste, j'espère pouvoir bientôt partir d'ici, j'en ai plus qu'assez de la vie ici et je me languis de vous et de mon chez-moi… Si le bonheur humain dépendait du boire et du manger, je devrais être très heureux ici, mais je ne le suis pas. »

Les événements au Reichstag firent encore assez longtemps des vagues dans la presse. Ainsi le *Journal général* d'Augsbourg publia des résumés des débats dans lesquels, concernant ma position sur la motion de Büsing, il disait avec bienveillance :

> « Bebel a donné de nouvelles preuves de son brillant talent d'orateur et de son caractère entier. Déjà, parce que c'est peu connu, il vaut la peine de souligner que le jeune maître-tourneur de Leipzig, bien qu'il soit complètement seul et que ses vastes idées soient presque unanimement condamnées et déplorées, s'est acquis au Reichstag une position tout à fait exceptionnelle, et a gagné d'être reconnu et respecté de la majorité, et en particulier même des ultraconservateurs ; ce respect croît d'autant plus que Bebel utilise ses heures de

54 Franz Mehring a écrit dans son *Histoire de la social-démocratie allemande* : « *L'Avenir* était le journal le plus honnête et le plus spirituel de la presse bourgeoise, mais aussi le moins lu. […] Une alliance honnête avec le prolétariat conscient horrifiait la petite bourgeoisie berlinoise. »

> loisir à Berlin à travailler chez un camarade artisan afin de gagner l'argent pour entretenir sa famille, et les attaques en partie injustifiées de Lasker ne peuvent lui nuire. Bebel offre en même temps un exemple des merveilleux hasards de la providence. S'il n'avait pas été, enfant, d'une santé extrêmement délicate, étant fils de sous-officier prussien, il aurait sans aucun doute été élevé dans un prytanée militaire et serait probablement maintenant un adjudant bien discipliné. Mais en fait c'est à la fondation Winckler de Wetzlar qu'il doit son éducation, et ses dons innés et ses efforts personnels ont fait de lui un remarquable orateur au Parlement allemand et le dirigeant d'un parti populaire qui peut être dangereux, malgré le nombre limité de ses membres. »

C'était bien entendu une *légende,* quand un reporter me faisait gagner la vie de ma famille chez un camarade artisan à Berlin. C'était tout simplement impossible. Mais cette légende fit école ; je la retrouvai un certain nombre d'années plus tard dans un livre sur la social-démocratie. C'est bien souvent comme ça qu'on écrit l'histoire. J'en eus plus tard d'autres preuves du même genre.

Dans le parti, à cette période, le développement allait tout à fait comme nous le souhaitions. Les persécutions mises en scène contre le parti, auxquelles on avait déjà fortement recours, ne lui nuisaient pas, elles le servaient. Pour un qui était mis hors de combat, trois autres prenaient sa place. Parmi les miracles de cette époque, il faut noter que le district administratif de Leipzig annula l'expulsion de Most par la police de Leipzig, parce que cette mesure n'était pas suffisamment justifiée. Ce n'était pas chose agréable pour moi, dans les assemblées que je tenais lors de mes séjours à Berlin, de batailler régulièrement contre nombre de propagandistes de l'Association générale des travailleurs allemands. Malgré la démission de Schweitzer de la présidence, les relations entre nous ne s'étaient pas améliorées sous la présidence de son successeur, Hasenclever. Hasselmann en particulier prenait un ton très brutal dans le *Nouveau social-démocrate*. Lorsqu'en novembre je fis une conférence à l'association de grève des selliers, lors de laquelle je rencontrai pour la première fois Ignaz Auer, toute une file d'orateurs, sous la direction de Hasselmann, me prirent à partie pour me démolir moralement. Mal leur en prit de cette tentative. Lorsque ensuite, une fois l'assemblée terminée, je reprochai en privé à plusieurs de mes adversaires leurs attaques perfides, deux de ceux-ci, Zielowsky et Finn, répondirent d'une même voix : « *Nous étions obligés de vous combattre ; car si on unifiait la social-démocratie aujourd'hui, demain le gouvernement interviendrait de toutes ses forces pour réprimer le parti* ! » Tous les deux

étaient des anges annonciateurs, car c'est à peu près ce qui se passa ensuite, lorsque l'unification fut réalisée. Au début de sa présidence, Hasenclever se plut aussi à prendre la pose à la manière de Schweitzer. Par exemple, il se fit ovationner à Altona dans une calèche attelée de deux chevaux blancs. Mais il comprit bientôt qu'il n'était pas un Schweitzer et qu'il n'était pas taillé pour un tel rôle.

En décembre, à Leipzig, le directeur de la police Rüder déclara l'association ouvrière social-démocrate dissoute pour infraction à l'interdiction des liaisons entre associations. Cette interdiction eut des imitateurs en d'autres domaines. À cette époque, nos camarades de Nuremberg publièrent sous la direction d'Anton Memminger un appel à secourir le philosophe *Feuerbach*, qui vivait dans une grande misère aux environs de Nuremberg. Memminger, qui dut quitter Nuremberg suite à des querelles locales, est plus tard passé complètement à droite ; il devint un as de la fédération des paysans bavarois et un de ses représentants les plus fanatiques et les plus habiles dans la presse et au landtag bavarois.

En Saxe, les persécutions policières et judiciaires, qui avaient avec la fondation du Reich allemand atteint une sévérité jamais connue auparavant, avaient suscité dans le parti un état d'esprit tout à fait excellent. Lorsque, le 6 janvier 1872, nous nous réunîmes en assemblée régionale à Chemnitz, nous avions devant nous 120 délégués. Tout le pays était représenté, jusqu'au dernier district. J'assurai la présidence. Most était secrétaire. On décida d'agir pour une transformation radicale du droit d'association et de réunion ; on devait réclamer suffrage universel égal, direct et secret pour les élections au landtag des différents États et aux conseils municipaux ; une loi du Reich devait réglementer l'assistance aux pauvres, financée par un impôt progressif sur le revenu. On recommandait aux associations et syndicats sanctionnés de poursuivre leurs plaintes jusqu'en dernière instance et, au cas où cela échouerait, de fonder des associations locales. Par ailleurs on demandait la suppression du statut des domestiques et on conseillait aux camarades qui avaient rompu avec la croyance religieuse de quitter l'Église officielle.

Le 1er février 1872, Vahlteich commença sa détention dans la forteresse de Hubertusburg ; plus tard, ce fut le tour de Karl Hirsch. Mais entretemps les autres prisons aussi furent occupées par des social-démocrates condamnés. On avait intentionnellement infligé à certains camarades des peines de prison très dures.

Le procès pour haute trahison de Leipzig

Lors de la cérémonie d'ouverture du premier Reichstag allemand, le 21 mars 1871 dans la salle Blanche du château royal de Berlin, le prince Bismarck s'approcha du député von Schwarze avec ces mots : « *Eh bien,*

Monsieur le procureur général, que devient donc le procès de Bebel et consorts ? » Le député haussa les épaules et répondit : « *Il ne devient rien !* » Sur quoi Bismarck répondit irrité : « *Alors on n'aurait pas dû coffrer ces gens ; maintenant c'est sur nous que retombe l'ignominie du procès.* » Quelques instants après cette scène, le ministre saxon des Finances, von Friesen, qui avait entendu l'échange entre Bismarck et Schwarze, se tourna vers le professeur Birnbaum, député représentant Leipzig-campagne, avec ces mots : « *Notre Schwarze a fait là une grande bêtise !* »

Mais M. von Schwarze n'avait pas fait de bêtise, il avait seulement dit ce qu'il devait dire en tant que juriste connaissant exactement le contenu du dossier. Tout comme notre juge d'instruction, Schwarze ne croyait pas qu'on puisse nous condamner, et Bismarck avait complètement oublié que notre arrestation le 17 décembre 1870 avait eu lieu, non parce qu'on avait une quelconque preuve d'une prétendue préparation de haute trahison, mais parce qu'on voulait utiliser la confiscation de nos lettres dans les locaux du comité de Brunswick pour nous mettre sous les verrous. On nous avait même dit que Bismarck lui-même, depuis le grand quartier général, avait suggéré notre arrestation.

On avait fixé pour nous juger la session de printemps de la cour d'assises. Le procès devait commencer le lundi 11 mars. L'excitation à Leipzig était grande. Du côté des autorités, on s'attendait à des troubles. Cela m'amena à publier en tête de l'*État populaire* des 6 et 9 mars l'appel suivant :

> « À nos camarades !
>
> Comme vous le savez, le 11 mars commencent les débats de la cour d'assises dans le procès pour haute trahison contre nous. Beaucoup d'entre vous vont vouloir y assister. Cela nous amène à vous adresser un appel pressant à ne pas interrompre les débats par des signes d'approbation ou de désapprobation. Quoi qu'il se passe, restez calmes. Même si nos adversaires cherchent à vous exciter par de méchants articles incendiaires ou par des agents provocateurs à leur solde, réduisez ces perfides machinations à néant par votre sang-froid. Le règlement de comptes arrivera à coup sûr.
>
> Leipzig, le 3 mars 1872
>
> Bebel, Liebknecht, Hepner. »

Cet avertissement n'était pas superflu. Craignant que notre procès échoue, le *Journal général allemand* des éditions Brockhaus, le *Quotidien de Leipzig* et le *Messager des frontières*, rédigé par Hans Blum, pensèrent que leur devoir le plus noble était de monter les jurés contre nous en leur fournissant des articles incendiaires. De même on faisait de toutes les manières pression sur eux personnellement.

Ce n'est pas à moi d'exposer en détail le déroulement du procès, dont les débats durèrent quatorze jours. Le matériel d'accusation était constitué par

l'ensemble de notre activité propagandiste dans les associations, assemblées, articles et brochures, en plus de toutes les lettres qui avaient été trouvées au comité de Brunswick. Mais en outre on invoqua aussi pour nous accuser presque toute la littérature des brochures socialistes apparues jusque-là en langue allemande, même si nous n'avions pris aucune part à leur rédaction et à leur diffusion, comme par exemple le *Manifeste communiste*. Une brochure du républicain bourgeois Karl Heinzen, intitulée *Un soldat européen à ses camarades*, dut servir aussi de matériel d'accusation, bien que jusqu'au procès aucun d'entre nous n'ait rien su de l'existence de cette brochure. Elle avait été retrouvée en un seul exemplaire dans les archives du comité directeur du parti. Le matériel d'accusation ne laissait donc rien à désirer quant à la *quantité,* mais il était d'autant plus mauvais quant à la *qualité*, comme nous le soulignâmes à plusieurs reprises pendant les débats.

En vertu de la Constitution, nos discours au Reichstag ne pouvaient faire l'objet de poursuites, mais la presse libérale de Leipzig veilla à ce que les jurés aient connaissance de leurs passages les plus incisifs.

Comme témoins à charge le parquet avait cité un certain nombre de messieurs de Plauen, dans le Vogtland[55], qui avaient assisté aux deux assemblées que j'avais tenues là-bas au printemps 1870 contre Max Hirsch. Le contenu de ces discours, qui à l'époque ne pouvaient plus être l'objet de poursuites à cause de l'entrée en vigueur du Code pénal allemand, ainsi que le discours de Liebknecht *Sur la position politique de la social-démocratie*, pour lequel en 1869 il avait été à Berlin condamné par contumace à plusieurs mois de prison, furent maintenant utilisés également comme matériel pour le procès en haute trahison. Les témoins à charge étaient le gendarme-chef de Plauen, qui avait surveillé mes assemblées, ainsi que le président d'une de ces assemblées, l'avocat Kirchbach, un rédacteur, un professeur d'enseignement secondaire, et l'organisateur des assemblées. Comme témoin à décharge, nous avions fait citer Bracke et Spier qui, dès lors, assistèrent au procès jusqu'à sa conclusion.

Le président de la cour d'assises était un certain M. von Mücke, directeur du tribunal du district de Bautzen. M. von Mücke, contrairement à son nom[56], était taillé en hercule, avait des mains de boucher et un front si bas qu'on se demandait, ébahi, où dans cette tête se logeait le cerveau. Manifestement, le ministre de la Justice Abeken s'était choisi comme président de la cour d'assises l'esprit le plus borné qu'il y eût en Saxe parmi les directeurs de tribunal. Si, dans un procès, on veut à tout prix aboutir à une condamnation, il est recommandé de choisir comme président ou bien un ambitieux sans scrupules – mais apparemment il n'y en avait pas en Saxe à

55 Région située à l'est de la Saxe.

56 Mücke : moustique.

cette époque –, ou bien un esprit borné qui se laisse facilement influencer. M. von Mücke n'était en aucune façon à la hauteur de sa tâche, ni ne dominait le très vaste matériel du dossier, ni ne possédait le degré d'impartialité et de calme qui est la condition première pour qui conduit pareil débat. De même, le socialisme était manifestement jusque-là resté pour lui un livre scellé de sept sceaux. C'était souvent très comique et il se ridiculisait complètement quand il s'énervait très fort de nos explications, n'arrivait pas à en comprendre le sens et la portée, et se mettait alors dans la tête de vouloir nous réfuter, ce dont il était parfaitement incapable et ce dont il n'avait pas non plus le droit. On peut dire que sa naïveté frisait l'inconscience.

Les avocats Otto et Bernhard Freytag s'étaient chargés de notre défense, qui chez eux était dans les meilleures mains. Tous deux, par leurs questions tous azimuts, menaient la vie dure au président, qui souvent ne comprenait pas ces questions ou n'en saisissait pas la portée.

Parmi les jurés il y avait sept commerçants, dont cinq de Leipzig, un propriétaire de domaine seigneurial, un garde forestier en chef et quelques propriétaires fonciers. À Leipzig, les débats faisaient sensation. Jour après jour, la vaste salle des débats était bondée d'auditeurs de toutes conditions sociales. Plusieurs fois furent même présents le ministre de la Justice et le procureur général. Et, comme tous les plus grands journaux d'Allemagne publiaient des comptes rendus détaillés et que pour la première fois leurs lecteurs étaient informés de ce qu'était le socialisme et de ce que visaient les socialistes – si tant est que cela soit possible lors de comptes rendus de journaux –, ces débats nous firent une grande propagande. Bien entendu, nous y veillions nous aussi par notre attitude, en particulier Liebknecht, qui devint le véritable meneur du procès. Et les petites scènes truculentes de toute sorte ne manquèrent pas non plus. Ainsi par exemple quand le président, suite à ses questions et remarques maladroites, fut de belle façon désarçonné par Liebknecht, ou que moi, quand on me demanda ce que j'avais à dire sur le *Manifeste communiste*, je répondis qu'à l'époque où il parut j'avais à peine huit ans, ou quand Hepner dut à plusieurs reprises répondre qu'il n'était pas encore né quand telle ou telle pièce à conviction du dossier était parue.

Jour après jour, nos adversaires essayaient d'influencer les jurés en allant les rencontrer au restaurant où la plupart d'entre eux se retrouvaient tous les soirs. Alors, on commentait les événements de la journée et on essayait de les exploiter de façon adéquate. Ainsi par exemple, un soir, un conseiller de la cour d'appel, [Karl Otto] Müller, dit : « *Figurez-vous, Messieurs, que j'ai rêvé la nuit dernière que Bebel avait été acquitté, alors là ça m'a mis en colère.* » Il semblait supposer qu'on ne voulait condamner que Liebknecht. De même l'épisode suivant est significatif de la qualité de certains des jurés : un jour, un de nos avocats rencontre un des jurés dans

la rue et lui demande s'il pouvait se faire une idée claire du contenu des pièces du dossier dont on avait donné lecture. Ce à quoi celui-ci répondit : « *Monsieur l'avocat, pour parler franc, si je ne prenais pas une prise de temps en temps, je m'endormirais.* » En fait, nous fûmes finalement condamnés par huit voix contre quatre ; la loi exigeait plus de sept voix pour un verdict de condamnation, et ce fut la voix de ce monsieur qui amena le verdict « coupables ».

Le treizième jour d'audience, avec une affluence énorme du public, les plaidoyers commencèrent, une fois formulées les questions pour les jurés. L'accusateur public termina son discours par ces mots : « *Si vous ne condamnez pas ces deux accusés* (il laissa tomber Hepner, dont il ne parla pas), *alors vous entérinez pour toujours la haute trahison.* »

C'est d'abord l'avocat Otto Freytag qui répondit. Il commença par déclarer que, malgré une pause de trois quarts d'heure entre le réquisitoire du procureur et son discours, il ne s'était toujours pas remis de l'étonnement qu'avait suscité chez lui la motivation de l'accusation. Après un excellent discours de plusieurs heures, dans lequel il démolit complètement l'accusation, il demanda notre acquittement. Le lendemain matin, l'avocat Bernhard Freytag prit la parole. Il ne fut pas inférieur à son frère en habileté oratoire et juridique. Après environ trois heures, il termina avec ces paroles aux jurés : « Si vous répondez oui aux questions, vous créez et entérinez en Saxe un état de non-droit. » Ces paroles menèrent entre lui et le président à un violent affrontement. Le président avait blâmé ces paroles.

Après le discours de clôture du procureur, Otto Freytag prit encore une fois la parole ; en revanche son frère déclara que, puisque le procureur n'avait pas répondu à sa question de savoir en quoi consistait « l'entreprise précise » dont il nous accusait, et étant donné la curieuse discipline qui régnait dans cette salle, il renonçait à discuter davantage. Déclaration à laquelle nous nous ralliâmes. Aussi les débats se terminèrent-ils un jour plus tôt que prévu. Lors de « l'information juridique » du président aux jurés, il y eut encore une fois une vive discussion entre lui et nos défenseurs ; ils ne voulaient pas laisser passer son « information juridique », parce qu'elle partait de fausses prémisses. Tous deux annoncèrent d'ores et déjà une plainte en nullité.

Après plus de deux heures et demie de délibérations, les jurés annoncèrent qu'ils nous jugeaient, Liebknecht et moi, coupables de préparation de haute trahison, et qu'ils acquittaient Hepner. Le procureur requit alors à notre encontre une peine maximale de deux ans de forteresse, parce que la préparation n'était pas encore très avancée, contre Hepner il requit l'acquittement. La cour de justice prononça donc cette condamnation contre Liebknecht et contre moi, en tenant compte des deux mois de détention préventive.

Nos camarades étaient extrêmement remontés contre le verdict. J'eus un accès d'humour noir : « Vous savez quoi ? dis-je en m'adressant à mes défenseurs et à mes coaccusés à la fin de la délibération, ce soir, pour nous consoler du verdict, nous allons aller à la taverne d'Auerbach (rendue célèbre par la scène de la taverne dans le *Faust* de Goethe) boire une bouteille de vin. ». « Faisons-le, dit Otto Freytag, et nous (*son frère et lui*) payons la note. »

Nos femmes, qui nous accueillirent en pleurs, ne furent à vrai dire pas trop enchantées de cette proposition. C'était bien incongru de faire chose pareille, nous étions vraiment terribles. Mais elles furent courageuses et finalement vinrent avec nous. Bracke et sa charmante jeune femme, qui l'avait accompagné à Leipzig, ainsi que Spier furent aussi de la partie. Dès avant le jugement, notre médecin de famille avait consolé ma femme d'une étrange façon. « *Madame Bebel, lui avait-il dit, si votre mari est condamné à un an de prison, réjouissez-vous, il a besoin de repos de toute urgence.* »

Le 27 mars, jour où nous avions reçu l'énoncé des motifs de la cour de justice, Liebknecht et moi nous publiâmes dans l'*État populaire un court appel* « Aux camarades ! », dans lequel nous les exhortions à rester courageusement fidèles à la cause, et notamment à veiller à la diffusion de l'*État populaire,* qui avait maintenant 5 500 abonnés. Le même jour nous publiâmes dans l'*État populaire* une deuxième déclaration « À propos de notre condamnation », qui disait :

> « Le verdict de ces messieurs les jurés est *faux*. Ce que nous avons voulu et fait, nous l'avons reconnu sans détour ; nous *n'avons pas préparé* d'entreprise de haute trahison au sens du Code pénal. Si nous sommes coupables, alors tout parti qui n'est actuellement pas aux commandes est coupable. En nous condamnant, on met hors la loi l'expression libre des opinions.
>
> Par votre verdict, Messieurs les jurés, vous avez, au nom de la classe possédante, sanctionné le coup de force de Lötzen[57] et donné carte blanche à la réaction. Nous, personnellement, le résultat nous est indifférent. Ce procès a tellement fait pour la diffusion de nos principes que nous acceptons volontiers les quelques années de prison qu'on peut nous infliger, si elles deviennent exécutoires. La social-démocratie est au-dessus du ressort d'une cour d'assises. Notre parti vivra, grandira et vaincra. Mais par votre verdict, Messieurs les jurés, vous avez bel et bien condamné à mort l'institution des actuelles cours d'assises, qui, exclusivement composées de la classe dominante, ne sont rien que des moyens de domination de classe et d'oppression de classe. »

57 Voir dans ce tome le chapitre « L'arrestation du comité de Brunswick ».

Toute la presse démocratique et libérale de gauche, qui avait encore à l'époque quelque importance, était de notre côté, à l'exception du *Journal populaire* de Berlin. Celui-ci concluait : « La cour d'assises est la voix du peuple. La voix du peuple est la voix de Dieu, ergo… » Même l'ancien président de la cour d'appel Temme, un des hommes les plus droits que la caste des juges prussiens ait jamais eu, mais qui au début des années 1850 avait été victime de la réaction, publia dans un journal viennois un article cinglant sur notre condamnation. J'eus la chance, peu avant sa disparition en 1881, de faire la connaissance de Temme à Zurich, où il était retourné ; c'était une personne extrêmement sympathique.

On récompensa par des décorations M. von Mücke et le procureur Hoffmann pour leur activité de sauveurs de l'État. Le procureur général von Schwarze, qui avait aidé à accoucher de l'inculpation, avait déjà été récompensé auparavant. En réponse au jugement, Johann Jakoby annonça le 2 avril son entrée au Parti social-démocrate. L'association démocratique de Berlin – qu'il ne faut pas confondre avec l'Association ouvrière démocratique – s'associa à sa démarche, dans la mesure où elle approuvait très majoritairement le programme d'Eisenach.

Nos camarades élevèrent contre notre condamnation les plus vives protestations dans la presse du parti et dans de nombreuses assemblées populaires, ce qui à vrai dire eut pour conséquence que bon nombre d'entre eux furent condamnés en justice.

Peu après la fin du procès, je fus atteint d'une très douloureuse pleurésie qui me cloua au lit plusieurs semaines. De même, propagande, activité parlementaire, détention provisoire et procès, avaient ébranlé mes nerfs, à quoi s'ajouta encore une activité professionnelle fatigante, qui exigeait également de moi des efforts énormes et me contraignait à agrandir ma petite affaire. En plus de violentes douleurs, je souffrais de graves insomnies. Les nuits où je me retournais dans mon lit sans pouvoir dormir, je pensais assez souvent à Bismarck, qui à l'époque était mon compagnon de douleur car lui aussi, selon les comptes rendus des journaux, souffrait d'insomnies et de névralgies. Souffrance partagée est souffrance à moitié.

Troisième session du premier Reichstag allemand

Fin avril 1872, le Reichstag s'était à nouveau réuni. Tout juste rétabli, je repartis à Berlin et je fis le 1er mai un discours sur la proposition de Hoverbeck et consorts de supprimer l'impôt sur le sel. Dans ce discours, je m'en pris à tous les impôts indirects sur les produits de première nécessité. Dans leur intérêt de classe, les classes possédantes cherchaient à maintenir et même à développer ce système ; là où elles pouvaient, elles cherchaient à se soustraire aux impôts de l'État, mais elles faisaient des impôts directs le critère pour les droits politiques. La Chambre croyait-elle par hasard que

pareille situation amènerait la réconciliation des différentes classes ? On obtiendrait le résultat inverse ; alors, que la bourgeoisie ne s'étonne pas si nous lui disons ensuite ce que Tell disait de Gessler : « *Mets-toi en règle avec le ciel, Bailli, il faut que tu partes, ton heure est venue.* » (*Tempête de rires.*) Eugen Richter déclara qu'il ne voulait pas me répondre, car cela revenait à donner à ma personne et à ma doctrine une importance qu'elles n'avaient pas. À ce propos, je polémiquai contre Richter dans une motion d'ordre ; sa remarque méprisante à mon égard ne servait qu'à dissimuler qu'il manquait d'arguments pour me réfuter. Richter répondit qu'il ne me jugeait pas si peu important qu'il ne vaille pas la peine de me répondre mais, du moins pour l'instant, il ne me considérait pas encore aussi important que le chancelier. (*Rires.*), c'est pourquoi il n'avait pas pris le temps de me répondre.

En 1872, le Kulturkampf touchait à son paroxysme, ce Kulturkampf qui fut la plus grosse faute politique que Bismarck eût faite en politique intérieure et qui donna une direction extrêmement nuisible au développement politique intérieur de l'Allemagne. Bismarck avait soumis au Reichstag la loi d'expulsion des jésuites, qui alluma une lutte violente. À la deuxième lecture, le 17 juin, je pris la parole. Je dis que Buckle, l'historien anglais des civilisations, mesurait le degré de civilisation d'un peuple à l'importance qu'y avaient les querelles religieuses. Mesuré à cette aune, nous devrions en Allemagne être à un bas degré de civilisation. Depuis bien longtemps aucune question n'avait autant attiré l'attention que la question religieuse. Bien sûr, les conceptions religieuses d'un peuple étaient étroitement liées à son état social et politique. Si le Centre était si fortement représenté à la Chambre, ce n'était pas seulement à cause de ses idées religieuses, mais à cause surtout des intérêts politiques et sociaux qu'il représentait. Dans la population catholique, les couches économiquement arriérées rejoignaient de préférence le Centre, les couches capitalistes, les libéraux. Le protestantisme, simple, sobre, prosaïque, en quelque sorte la religion en robe de chambre et en pantoufles, est la religion de la bourgeoisie moderne. Toute cette lutte, où il est question de religion, n'est qu'un simulacre de lutte, en réalité elle signifie la lutte pour le pouvoir d'État. Si la bourgeoise libérale voulait sincèrement le progrès, elle devrait rompre avec l'Église car, en vérité, la bourgeoisie n'a pas de religion. Pour elle, la religion n'est qu'un moyen pour étayer l'autorité dont elle a besoin et pour faire des travailleurs de dociles objets d'exploitation.

On dit que le jésuitisme n'a rien à voir avec le catholicisme. C'est faux. Le jésuitisme est l'appui le plus solide du catholicisme, et le Centre a sur ce point raison quand il dit que la lutte contre le jésuitisme est la lutte contre le catholicisme. Les défenseurs du projet de loi affirment qu'ils veulent par ce moyen rétablir la paix ; c'est le contraire qui arrivera, ils n'auront pas la paix, mais la guerre.

On dit par ailleurs que le dogme de l'infaillibilité pontificale est dangereux pour l'État. Cela, je ne peux le comprendre. En fin de compte, tous les dogmes sont en contradiction avec la science et le bon sens, et de ce point de vue ils sont également dangereux pour l'État. (*Rires.*) Plus un dogme est monstrueux, et c'est le cas de l'infaillibilité du pape, plus il trouve de résistance parmi les gens qui réfléchissent. On prétend aussi que le jésuitisme est immoral. Mais de tout temps l'État s'est sacrément peu soucié de morale, et le chancelier est le dernier à s'en inquiéter. Ce qui fâche le chancelier, c'est qu'on ne croie pas à son infaillibilité en politique. (*Rires.*) Si les jésuites et ces messieurs du Centre se disaient prêts à soutenir sa politique, ils pourraient, dans le domaine religieux, faire ce qu'ils veulent. (« *Très juste !* ») Et alors, plus le jésuitisme est réactionnaire, plus cela plairait au chancelier. Il veut que le parti ultramontain devienne son instrument, c'est tout. Que l'on ose soumettre pareil projet de loi au Reichstag est le signe du profond mépris qu'on a pour lui. (*Agitation.*) Par ce combat contre le jésuitisme, les libéraux cherchent seulement à regagner en crédit auprès du peuple le crédit qu'ils ont perdu en sacrifiant tous les droits du peuple. On combat le jésuitisme avec une loi d'exception, *et la conséquence c'est que ses partisans seront plus nombreux que jamais.* La masse des gens sympathise avec les persécutés. Il ne s'agit pas de faire une loi permettant de faire d'un homme un sans-patrie et de le chasser d'un endroit à l'autre comme une bête sauvage. Nous avons en Allemagne assez de lois répressives – et j'en donnais des exemples ; nous n'en avons pas besoin de nouvelles. Qui donc à cultivé le jésuitisme ? L'État. Au lieu de dépenser chaque année des centaines de millions pour des engins de meurtre, que l'on emploie ces sommes pour éduquer le peuple, cela ferait plus de mal au jésuitisme que toutes les lois d'exception. Que l'on construise un système d'éducation à la hauteur de notre époque, que l'on sépare l'État de l'Église, que l'on bannisse l'Église de l'école, et avant dix ans on en aurait fini avec les menées séditieuses de la prêtraille. Ces messieurs pourraient alors prêcher à l'église au nom de Dieu, plus personne n'y irait. (*Rires.*) Mais ça, on ne le veut pas, ils ont tous besoin d'autorités, dont l'appui principal est l'Église. On sait que si on en finissait avec les autorités célestes, on en finirait aussi avec les autorités terrestres. On craint que s'impose alors la république sur le terrain politique, le socialisme sur le terrain social et l'athéisme sur le terrain religieux. Je voterai contre la loi, mais il faut rejeter comme infâme calomnie l'affirmation que l'ultramontanisme et le socialisme sont des alliés. Si nous étions aux commandes, cela irait aussi mal pour l'ultramontanisme que pour le libéralisme. (*Agitation.*)

Le comte von Ballestrem, le futur président du Reichstag, parla aussi au cours des débats. Se référant à mes propos, il dit que mon discours avait montré où menait l'adoption du projet de loi. Si le peuple d'abord perdait

foi dans le paradis au ciel, alors il réclamerait le paradis sur terre, et c'est ce que l'Internationale lui promettait. Je soulignai ces paroles en criant bien fort : « *Très juste !* »

Peu de temps après, il se racontait au Reichstag une anecdote amusante. Quelques messieurs du Centre discutaient dans un restaurant du théologien catholique Döllinger et du nouveau dogme de l'infaillibilité du pape. Döllinger était un farouche opposant à la déclaration d'infaillibilité. Là-dessus un ecclésiastique, député pour Munich, dit : « *Si ce vieil âne croit à tant de bêtises, il pourrait croire à celle-là aussi.* » Ces propos furent connus au Reichstag et firent bien rire.

Mon procès pour crime de lèse-majesté

Sur décision de la chambre des mises en accusation, l'accusation de crime de lèse-majesté contre Liebknecht avait été séparée de l'accusation de préparation de haute trahison et avait été renvoyée devant le tribunal du district de Leipzig. Début avril, Liebknecht y fut déclaré non coupable. Fin mai 1872, la haute cour d'appel de Dresde rejeta notre recours en nullité, le jugement de la cour d'assises était donc devenu exécutoire. Mi-juin, Liebknecht commença sa détention à la forteresse de Hubertusburg. Quant à moi, après la clôture du Reichstag, j'avais encore une accusation à régler. J'avais également été accusé de lèse-majesté, crime commis au moyen de discours dans deux assemblées populaires dans la circonscription du district de Leipzig. Partant de la lettre de remerciements du roi de Prusse du 25 juillet 1870, qui se terminait en disant qu'il espérait que la *liberté* et l'unité de l'Allemagne seraient le résultat de la guerre, j'avais fait toutes sortes de remarques critiques. J'avais dit que certes nous avions eu l'unité, mais que nous attendions toujours la liberté ; à cet égard, c'était même pire qu'autrefois – et je le démontrais par des faits concrets. C'était toujours la vieille histoire. Quand les rois étaient dans l'embarras, ils n'étaient pas avares de belles promesses ; mais une fois que le peuple s'était sacrifié et avait sauvé les rois, alors on oubliait les promesses faites et on ne les tenait pas. C'est dans ces propos que le parquet vit un outrage de lèse-majesté et le tribunal se rangea à son avis dans ses débats du 6 juillet 1872, où je me défendis moi-même. Le procureur avait demandé une peine qui s'ajoute à la peine de forteresse déjà prononcée. Le tribunal alla au-delà de cette demande et me condamna à *neuf mois de prison*. Comme il s'agissait d'une peine d'un autre type que celle qui m'était déjà infligée, c'était bien une peine supplémentaire ; sinon, si on s'en était tenu à neuf mois de forteresse, cela se serait probablement réduit, avec la peine de forteresse déjà prononcée, à un total de vingt-huit mois. En outre, sur un deuxième point, le tribunal dépassa encore la demande du procureur, *il me retira mon mandat de député au Reichstag.*

Cette dernière décision était une grosse erreur politique de sa part car, comme il ne pouvait pas me priver en même temps de mon éligibilité, il aurait dû se dire que sa décision serait sans effet, parce que mes camarades me représenteraient dans ma circonscription actuelle et me feraient sûrement élire. Et c'est ce qui se passa. Ma réélection fut une gifle retentissante pour le tribunal. J'en reparlerai plus tard.

Notre détention en forteresse et ce qui se passa entre-temps

Hubertusburg

Le premier juillet 1872, Bracke m'écrivit une lettre d'adieu, dans laquelle il disait : « *S'il n'y avait pas vos familles, je pourrais presque triompher de la naïveté de nos ennemis ! Toi par exemple, tu te remettras physiquement, et tu apprendras beaucoup ; alors tu seras un gaillard sacrément dangereux, et finalement, malgré le sort cruel qui vous sépare, ta chère femme sera heureuse elle aussi que tu passes de cette façon une courte période qui te redonnera des forces pour toute ta vie.* » Le 8 juillet, jour de mon entrée en détention, je publiai la déclaration suivante :

« *À mes électeurs de la 17e circonscription saxonne !*

Amis et camarades ! Le tribunal royal du district de Leipzig a eu la bienveillance, outre une peine de prison de neuf mois pour « crime de lèse-majesté », de me déclarer aussi déchu des fonctions officielles que j'occupais, ainsi que des droits résultant d'élections.

Par ce verdict, je *perds* le mandat que vous m'avez donné.

Amis et camarades ! Ce coup ne me touche pas seulement moi, il vous touche vous aussi, dont j'étais jusqu'ici le représentant, il touche le *parti* auquel nous appartenons. *Montrons que le coup porté n'est qu'un coup d'épée dans l'eau.* On vous place devant l'alternative d'une nouvelle élection. *Je me mets à nouveau à votre disposition comme candidat pour cette élection.* Si à votre avis j'ai justifié la confiance que vous avez mise en moi, *alors élisez-moi à nouveau.*

Soyez en sûrs, les « peines » infligées ne me materont pas. Forteresse et prison ne sont pas les moyens aptes à me donner une meilleure idée de notre état social pourri. La société qui est obligée de recourir à de tels moyens d'éducation mérite de cesser d'exister.

Poursuivons donc la guerre avec toute la force et toute la ténacité dont nous disposons ; en me réélisant, mettez-moi en main les moyens de pouvoir moi aussi, dans les années à venir, participer à ce combat. Le jour arrive où *notre* heure aussi va sonner.

Adieu ! Au revoir pour de nouveaux combats et de nouvelles victoires ! »

L'après-midi de ce même jour, je partis pour Hubertusburg. À la gare, un grand nombre de femmes et d'hommes s'étaient retrouvés pour me dire au revoir. J'avais demandé à ma femme de rester à la maison avec notre petite fille. Parmi mes bagages il y avait aussi une grande cage à oiseaux avec un magnifique canari qu'un ami de Dresde m'avait envoyé comme compagnon de cellule. Après que je lui eus procuré une compagne, il fit souche d'une ribambelle d'enfants et de petits-enfants que j'élevai à Hubertusburg. À la gare de Dahlem, où il me fallut descendre pour de là aller en voiture à Hubertusburg, on me fit une ovation singulière. Quand je descendis du train, tous les contrôleurs du long train de voyageurs étaient debout devant leur voiture et me saluèrent en portant la main à leur casquette. Le conducteur de la locomotive agita sa casquette, de même qu'une grande partie des passagers, qui étaient aux fenêtres, agitaient chapeaux et casquettes, et me crièrent adieu. Je fus très ému de ces marques de sympathie.

Quand j'arrivai à Hubertusburg et retrouvai Liebknecht, il se moqua de moi parce que j'avais écopé en plus de neuf mois de prison. Lui avait été plus malin. Il pouvait bien se moquer. Par la suite, avec les articles qu'il écrivit pour l'*État populaire* et fit sortir en douce de Hubertusburg, il a contribué à coller bien plus de neuf mois de prison aux rédacteurs juridiquement responsables. Et il se croyait tellement prudent ! Quand il avait sur le feu un article de ce genre et qu'il avait quelque doute sur la formulation, il me demandait conseil. Il me lisait alors le passage concerné. Si je lui conseillais d'enlever dans un article un passage qui me paraissait scabreux, il essayait alors de me démontrer qu'il n'était pas dangereux, et pourquoi. Alors, régulièrement, je lui faisais cette réponse : « *Tu aurais raison si le procureur et le juge pensaient comme toi.* » Il se rongeait alors un ongle et réfléchissait à une nouvelle formulation. Mais parfois celle-ci était encore plus mordante que la précédente. Il n'aimait vraiment pas renoncer à une idée dont la publication pouvait faire enrager l'adversaire.

À part Liebknecht, il y avait encore, prisonniers à la forteresse, Karl Hirsch et un camarade de Chemnitz. La détention de Vahlteich était déjà terminée, cependant les tribunaux veillaient toujours à ce qu'il y ait des remplaçants. Nous étions la plupart du temps cinq ou six compagnons de prison, parmi lesquels parfois aussi quelque étudiant qui avait été condamné à une brève détention en forteresse pour des histoires de duel. C'est seulement lorsque ma détention toucha à sa fin que je fus le dernier des Mohicans hébergés par Hubertusburg.

Nous nous étonnâmes de devoir purger notre détention à Hubertusburg, et pas à la forteresse saxonne de Königstein. La raison était qu'à Königstein il n'y avait pas de locaux pour des prisonniers civils, il fallut d'abord les aménager.

Hubertusburg est connu du grand public pour le traité de paix conclu là en 1763, qui mettait fin à la guerre de Sept Ans. Le château est une bâtisse imposante de style rococo. Devant le château s'étend une vaste cour entourée de bâtiments du genre pavillon à un et deux étages, qui servaient autrefois de logement aux fonctionnaires et au personnel domestique de la cour. À notre époque, les fonctionnaires des établissements réunis à Hubertusburg y habitaient et y avaient leurs bureaux. On avait assez longtemps utilisé une partie des bâtiments comme prison régionale. On avait réservé pour nous, qui purgions une peine de forteresse, une aile de ces bâtiments, dans laquelle on avait aménagé sept ou huit cellules. Il y avait, rattachés à Hubertusburg, un hospice pour malades incurables, un asile d'aliénés pour femmes et un établissement de soins pour enfants aveugles et faibles d'esprit. Mais nous ne pouvions voir les occupants de ces établissements. Nos cellules avaient de hautes fenêtres qui étaient munies de barreaux de fer, des fenêtres nous pouvions voir le grand jardin potager où nous faisions nos promenades et, au-delà du mur qui l'entourait, la forêt et les prairies, et au loin la petite bourgade de Mutzschen.

Le nettoyage de nos cellules était effectué par ce qu'on appelait un homme de corvée. Pour leur nettoyage et leur loyer – même la cellule de prison l'État ne la fournit pas gratis – nous devions payer 5 thalers par mois. Nous faisions venir notre manger d'une auberge de Wermsdorf, village limitrophe de Hubertusburg. Notre emploi du temps quotidien était le suivant : le matin, à 7 heures, nous devions être habillés, ensuite on ouvrait les cellules pour le nettoyage. Pendant ce temps nous prenions notre petit-déjeuner dans le large corridor qui courait devant les cellules. Cette pause, Karl Hirsch l'utilisait pour faire une partie d'échecs avec un prisonnier de droit commun, à l'occasion de laquelle, à notre grand amusement, tous les deux se volaient régulièrement dans les plumes. À 8 heures, nous étions à nouveau enfermés jusqu'à 10 heures, heure à laquelle nous faisions notre promenade dans le jardin. À 12 heures, nouvel enfermement jusqu'à 3 heures en hiver, 4 heures en été, ensuite deuxième promenade, de nouveau enfermement à partir de 5 heures ou 6 heures jusqu'au matin suivant. Comme nous avions le droit de laisser la lumière allumée jusqu'à 10 heures du soir, ces heures étaient mon principal moment de travail. Après quelques mois, j'obtins que Liebknecht soit enfermé avec moi dans ma cellule le matin de 8 à 10 heures pour me donner des cours d'anglais et de français. À cette occasion on discutait alors aussi des affaires internes du parti et des événements politiques. Je faisais la correspondance de mon affaire à partir des documents que ma femme m'envoyait tous les jours.

Liebknecht et moi étions des buveurs de thé invétérés. Mais nous ne pouvions pas en faire venir, et il était interdit d'en faire soi-même en raison du risque d'incendie. Mais les interdictions sont faites pour être

transgressées. Je me procurai donc en cachette une bouilloire à thé et les ingrédients nécessaires. Dès que le gardien, le soir, avait verrouillé la cellule et s'était éloigné, je commençais à préparer le thé. Mais, pour permettre à Liebknecht aussi de le savourer, je m'étais taillé dans le jardin un bâton d'environ deux mètres de long. Je fixai au bout une ficelle munie d'un filet que j'avais tressé moi-même, dans lequel je pouvais placer le verre rempli. Quand le thé était prêt, je frappais chez Liebknecht, dont la cellule était proche de la mienne, pour qu'il se mette à la fenêtre. Ensuite je faisais passer par la fenêtre le bâton avec le verre de thé, lui faisais décrire une courbe en direction de la fenêtre de Liebknecht, après quoi, dès qu'il avait le verre en main, il m'avertissait de sa réception par un « Je l'ai, merci ! » Nous faisions de même pour l'échange des journaux, que chacun voulait lire aussi vite que possible. Devant les fenêtres des cellules, le long des barreaux de fer, nous avions attaché une ficelle en va-et-vient. Celui qui avait fini de lire son journal le fixait avec un crochet à la ficelle, puis il frappait chez le voisin, qui alors allait à la fenêtre et ramenait à lui le petit paquet du journal.

À peine m'étais-je installé dans la cellule, que je me repliai sur moi comme un couteau de poche. Les grandes fatigues et excitations des dernières années m'avaient empêché de prendre conscience combien mes forces s'étaient délabrées. Maintenant qu'on m'avait mis de force au repos et que la tension se relâchait, je m'écroulai. L'épuisement était si grand que pendant des semaines je ne pus travailler sérieusement. Cependant le repos absolu et l'air frais me remirent petit à petit sur pieds. Mon médecin de famille avait raison quand il consolait ma femme en lui disant qu'un an de forteresse serait utile à ma santé. Plus tard, au cours d'un examen médical approfondi, il s'avéra que mon poumon gauche était fortement attaqué par la tuberculose et présentait une caverne, qui guérit à la forteresse. Des amis qui apprirent cela dirent en riant que je pouvais remercier l'État de m'avoir envoyé en forteresse. Je répondis que je l'aurais remercié si ç'avait été pour que je recouvre la santé qu'il m'avait fait condamner à la forteresse. Encore une fois, comme si souvent dans la vie, j'avais eu « du pot ». Ce qui aurait pu être ma perte tournait à mon profit.

Une fois irrévocablement établi que j'avais perdu ma liberté pour trente et un mois, je me décidai à employer de toutes mes forces ce temps pour combler dans une certaine mesure les lacunes de mon savoir. Dès que je fus à nouveau capable de travailler, je me plongeai de toute mon énergie dans le travail, meilleur moyen de me consoler d'une situation désagréable. J'étudiai principalement l'économie politique et l'histoire. J'étudiai pour la deuxième fois *Le Capital* de Marx, dont on n'avait à l'époque que le premier tome, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre* d'Engels, *Le système des droits acquis* de Lassalle, [les Fondements de] *l'Économie politique* de Stuart Mill, les œuvres de Dühring et de Carey, la *Propriété primitive* de

Lavelay, *Socialisme et communisme dans la France d'aujourd'hui* de Lorenz Stein, *L'État* de Platon, la *Politique* d'Aristote, *Le prince* de Machiavel, l'*Utopie* de Thomas More, *L'État isolé* de von Thünen. Parmi les ouvrages d'histoire que je lus, me passionnèrent particulièrement *l'Histoire de la civilisation en Angleterre de Buckle* et *l'Histoire de la grande guerre des paysans* de Wilhelm Zimmermann. Ce dernier m'incita à écrire une brochure de vulgarisation intitulée *La guerre allemande des paysans rapportée aux principaux mouvements sociaux du Moyen Âge*. Le livre parut chez W. Bracke à Brunswick ; plus tard, sous la loi contre les socialistes, on interdit sa diffusion. Par manque de temps, je ne pus sortir une deuxième édition, qui nécessitait un remaniement. Je ne négligeai pas non plus les sciences naturelles. Je lus *L'Origine des espèces* de Darwin, *La Genèse naturelle* de Haeckel, *Force et matière* et *l'Homme et sa place dans la nature* de Büchner, les *Lettres chimiques* de Liebig, etc. Je consacrai également une partie de mon temps à lire les classiques. J'étais pris d'une véritable frénésie d'étude et de travail.

Par ailleurs, je traduisis pendant ma détention *Études sur les doctrines sociales du christianisme* d'Yves Guyot et Sigismond Lacroix, traduction qui jusqu'à aujourd'hui paraît sous le titre *La vraie nature du christianisme*. En parallèle, j'en rédigeai une réfutation sous le tire *Gloses de La vraie nature du christianisme, d'Yves Guyot et Sigismond Lacroix. Avec un supplément sur la place actuelle et future de la femme* ». Ce dernier article était, je crois, le premier écrit d'un camarade sur la place de la femme d'un point de vue socialiste. C'est l'étude des utopistes socialistes et communistes français qui m'avait incité à écrire cet essai. Pendant cette détention, je fis aussi les études préliminaires pour mon livre *La femme*, qui parut d'abord en 1879 sous le titre *La femme et le socialisme* et qui, malgré l'interdiction de le diffuser, connut huit éditions pendant la loi contre les socialistes. En 1910 parurent les cinquantième et cinquante et unième éditions.

Il était bon et utile que je puisse employer le temps de ma détention à mon propre profit, cela ne m'empêcha pas néanmoins de respirer à pleins poumons et de saluer le jour où je recouvrai ma liberté. Mais, comme tout prisonnier attendant sa libération prochaine est agité et impatient et compte les jours et les heures, je cherchai à surmonter tout cela en prenant la résolution de m'imposer un travail qu'on ne pouvait accomplir qu'en mobilisant ses forces à l'extrême. C'est aussi cette méthode que je suivis lorsque je fus plus tard privé de liberté ; je trouvais qu'elle avait fait ses preuves.

Nos familles nous rendaient visite une fois toutes les trois à quatre semaines. Nous avions finalement obtenu qu'elles puissent bénéficier – trois jours – de la validité des billets retour. Pendant ce temps elles logeaient au village. Chacune des deux femmes amenait un enfant avec

elles ; Mme Liebknecht son aîné, qui était un peu plus jeune que ma fille. Le voyage était pénible, surtout pendant la mauvaise saison. Les femmes et les enfants devaient quitter la maison tôt, avant 7 heures ; dépenser de l'argent pour un fiacre, chacune aurait considéré cela comme un crime. De 9 heures et demie du matin à 7 heures du soir, elles avaient le droit de rester dans nos cellules, et aussi de faire la promenade dans le jardin avec nous. Cela nous adoucissait grandement la détention.

J'avais un grand besoin de travail physique. Il me vint alors l'idée de semer dans ce but quelques planches de légumes dans le jardin. On rejeta notre demande d'un lopin de terre à cet effet, en revanche nous pouvions, autant que nous voulions, mettre en exploitation la bordure de plusieurs mètres de large qui longeait le mur du jardin. C'est ce qu'on fit. Nous allions au travail, équipés des outils nécessaires. Liebknecht, qui à cette époque écrivait son traité sur *La question de la terre*, se considérait comme un expert en agriculture. Il nous assura que sur cette bordure nous aurions à travailler un excellent terreau. Mais lorsque nous enfonçâmes nos bêches dans le sol, la réponse, ce fut un grincement à vous transpercer la moelle des os. À chaque coup de bêche, nous heurtions des pierres. Liebknecht, devant ce résultat, fit une tête d'enterrement ; nous, nous fûmes pris de fou rire. Au lieu de bon humus, le sol était fait d'argile pauvre, que nous devions engraisser, comme notre gardien l'assura, si nous voulions récolter. Liebknecht et moi nous prîmes donc un grand panier et nous dirigeâmes vers un tas de compost qui se trouvait dans un coin du jardin. Celui qui connaît ce genre de tas de compost sait que, quand on l'ouvre, s'en échappent des effluves dont tous les parfums de l'Inde ou de l'Arabie ne peuvent triompher. Mais, avec un véritable mépris de la mort, nous nous mîmes à l'œuvre et, après avoir rempli le panier, nous passâmes deux bâtons à travers les anses et, Liebknecht devant et moi derrière, nous trottâmes en direction de notre planche. Les femmes travaillant dans le jardin se mirent à rire à gorge déployée quand elles nous virent faire. J'ai très souvent dit, à cette époque et plus tard, que si l'État avait exigé de nous pareil travail, nous aurions refusé avec la plus grande indignation. C'est ça la différence entre contrainte et volonté libre.

Nous avions semé notre planche de graines de radis et nous attendions la récolte avec impatience. La semence leva magnifiquement, les tiges poussaient, énormes, mais les radis tant attendus ne se montraient pas. Tous les après-midi, dès que nous commencions notre promenade, nous faisions la course en direction de la planche de radis, car chacun voulait être le premier à récolter. En vain. Et voilà qu'un jour où, hochant la tête, nous nous tenions devant notre planche et faisions des considérations profondes sur la récolte avortée, notre gardien, qui à quelque distance avait entendu notre conversation, éclata de rire et nous dit : « Pourquoi vous n'avez pas

eu de radis, Messieurs, je vais vous le dire : vous avez mis trop d'engrais ! » Rideau ! Tous nos efforts avaient donc été vains.

Dans les premiers mois de 1873 le Reichstag devait à nouveau se réunir, le gouvernement saxon était donc obligé, bon gré mal gré, d'organiser une nouvelle élection pour la circonscription électorale que j'occupais. Le jour du scrutin fut fixé au 20 janvier. Tout le parti mit son point d'honneur à non seulement reconquérir pour moi ce mandat, mais à le faire avec plus de voix. Toutes les forces propagandistes disponibles accoururent dans la circonscription. Auer, Motteler, Vahlteich, Wilhelm Stolle, [Otto] Walster, Yorck, etc. se mirent au travail. L'opposition m'avait opposé comme candidat le président du tribunal du district de Glauchau, Petzholdt, un monsieur très apprécié dans la circonscription pour son naturel affable. Mais cela ne leur servit à rien. Le soir de l'élection, on compta pour moi 10 740 voix, pour mon adversaire 4 240. Je n'ai pas besoin de dire que ce résultat électoral provoqua, dans la circonscription comme dans tout le parti, des transports de joie. Ce résultat était une claque retentissante pour le tribunal qui m'avait privé de mon mandat. J'avais obtenu presque 4 000 voix *de plus* que le 3 mars 1871. Et ce n'était pas tout. Quelques jours après l'élection, mon adversaire battu publia dans la presse de la circonscription ses remerciements au parti qui avait mené la bataille électorale d'une manière si correcte.

Après l'élection, après avoir d'abord rendu visite à ma femme et l'avoir félicitée, Auer et Yorck vinrent me voir à Hubertusburg pour me féliciter également. Ce furent de joyeuses retrouvailles.

Lorsque ensuite la session du Reichstag commença, je tentai d'obtenir du gouvernement saxon une permission pour participer à cette session. Comme je l'avais prévu, sans succès. Alors Schraps, soutenu par bon nombre de députés libéraux, présenta la motion demandant de me libérer de prison pour la durée de la session. Cette motion fut repoussée à une grande majorité. Le député von Mallinckrodt déclara qu'il regrettait que je ne puisse pas participer aux sessions du Reichstag, mais le § 31 de la Constitution du Reich n'étendait pas l'immunité des députés jusqu'à la détention.

J'avoue que je ne regrettai pas cette décision. Si j'avais été remis en liberté, j'aurais dû prolonger mon séjour en prison du temps de permission. Et comme ce destin m'aurait frappé pendant trois ou quatre sessions, ma détention aurait pris fin, non au printemps 1875, mais au plus tôt en été 1876.

Dans un État constitutionnel, il devrait aller de soi qu'un député qui se trouve en détention soit immédiatement libéré au début d'une session,

pour pouvoir remplir ses devoirs de député. Cela, en Allemagne, on ne veut pas en entendre parler. Et pourtant, pour un député qui comme moi devait purger plusieurs années de détention, la permission régulière pendant une session n'est pas du tout un avantage, comme on le pense en général à tort. Moi du moins, je l'aurais considérée comme une *aggravation* de ma détention, parce qu'elle aurait avant tout nui encore plus lourdement à ma petite affaire.

Liebknecht et moi, nous avions bien entendu besoin de rester le plus possible en contact au moins avec les camarades dirigeants à l'extérieur. Cependant cela n'était possible que dans une mesure limitée. Même si nous pouvions assez souvent faire sortir des lettres en douce, le danger subsistait qu'une réponse maladroite fasse découvrir ces rapports au directeur de l'établissement, et cela aurait eu pour nous des conséquences désagréables. Il s'agissait donc d'être prudent. Aussi écrivions-nous, si possible, par la voie normale, bien que cette correspondance fût soumise au contrôle administratif. De temps en temps elle prenait un caractère humoristique. Je reproduis ici une lettre qu'en réponse à l'une des miennes je reçus de Most, de la prison régionale de Zwickau où il devait purger une peine de plus d'un an pour divers délits de presse et de parole, parce qu'en même temps elle caractérise parfaitement sa personnalité. Most me répondait :

« Zwickau, le 21.04.1873 ,

Mon cher Bebel,

Par ta lettre, qui pénétra dans ma thébaïde comme un éclair brillant jailli d'un ciel obscur, je vois, et je m'en réjouis, que pour vous ça va à merveille, vous, infâmes scélérats, qui par vos plumes d'acier et vos encriers avez mis l'État en danger. — Vous voulez maintenant savoir aussi comment je vais ; je veux bien le croire, car je m'imagine qu'il va vous arriver exactement ce qui m'est arrivé à moi avant que je prenne mes quartiers ici, c'est-à-dire qu'au nom de Zwickau vous pensez toujours à un pinçon et croyez entendre crier « Aïe »[58]. Je dois avouer que, malgré ma nature de dur à cuire et mon humour noir – sans tout de même me laisser aller à une frousse de brave gars –, je ne me sentais pas tout à fait aussi à l'aise que les fameuses 500 truies[59] quand, avant d'y arriver, je pensais à Zwickau ; mais maintenant que je suis ici, la chose a un tout autre visage. Bien entendu, je ne mène pas comme vous une vie de château, mais plutôt une existence de moine chartreux ; néanmoins je ne m'ennuie pas, car j'ai encore beaucoup à rattraper, aussi je profite maintenant de l'occasion pour

58 Jeu de mot entre le nom de la ville Zwickau et le verbe *zwicken* : pincer.

59 Allusion à un vers du *Faust* de Goethe : « *Nous buvons, buvons, buvons, comme 500 cochons.* »

m'appliquer à l'étude. Pour me distraire, j'utilise les journaux que je reçois, et tous mes besoins physiques (nourriture, vêtement, etc.) je les satisfais *de la manière habituelle.* Après tout, la peine que je subis n'est qu'une privation de liberté, et pas un châtiment corporel, ce par quoi j'entends tout ce qu'on fait au prisonnier à part le priver de sa liberté. De commodité, je n'en ai pas, à l'exception d'une table propre aux travaux écrits. Avoir un lit à moi, je n'en ressens pas le besoin, alors qu'en revanche j'utilise mon propre oreiller. La cellule est exactement comme la décrivait Vahlteich (qui lui aussi séjourna pas mal de temps dans la prison régionale de Zwickau) ; il n'y en a pas d'autres ici ; cependant, on s'y habitue vite, d'autant que, malgré les fenêtres placées très haut, ces cellules sont très claires. Je fais deux heures de promenade par jour, et seul, dans un espace qui est une chose intermédiaire entre cour et jardin. Les visites, personne ne m'en fait, c'est pourquoi je ne peux naturellement en recevoir. À toi, le temps venu, on ne t'interdira pas de voir des membres de ta famille. Et pas plus qu'à moi on ne voudra te couper la barbe. Ma lampe brûle jusqu'à dix heures du soir. Voilà l'essentiel de ce que je peux te raconter de mon ermitage socialiste. En ce qui concerne les études, vous vous en tirez sûrement bien, car vous avez votre docteur ès lettres sous la main. Pour l'étude des langues en particulier, je sens combien un professeur me manque ici, d'autant que sans lui on ne pourra absolument pas s'entraîner à la conversation. À propos ! Quel genre de manuel utilises-tu pour le français ? Sur ma demande d'avoir une grammaire française, Vahlteich m'a transmis un pavé (Hirzel) antique, inutilisable, insupportablement compliqué et mal fait, que déjà plusieurs fois j'aurais aimé dans ma colère mettre en mille morceaux. – Ce que tu écris de Thiers est clair. Ce nabot est le plus grand intrigant de France, le pognon fait homme et en même temps la seule personne qui ait su faire avancer la cause monarchique, certes sans succès, sauf que le plan du moins n'était pas mal ficelé : maintenir le statu quo aussi longtemps que possible et ainsi, tout doucement, en quelque sorte imperceptiblement, faire pâlir la république et apparaître la monarchie. À sa place, tout autre monarchiste aurait depuis longtemps fait un coup d'État et… se serait ainsi cassé les reins en même temps qu'il aurait donné le coup de grâce à la monarchie en général. En Espagne – on est tenté de le croire – les commères au pouvoir ont, à force de jacasser, perdu leur peu de bon sens, sans quoi on ne comprendrait vraiment pas qu'elles ne viennent pas à bout d'une poignée d'incendiaires carlistes[60]. Cela

60 Le carlisme était un mouvement monarchiste particulièrement réactionnaire, qui visait le retour au pouvoir de la branche aînée des Bourbons

étant, espérons que là-bas, comme en France, on fera bientôt avec vigueur le grand ménage. Tu t'étonnes des progrès que notre cause a faits ces derniers temps ; eh bien, ce n'est pas les causes qui manquent pour produire de tels effets. Je te le dis : il suffit de 1 000 hommes comme toi, ou même seulement comme moi (sans présomption de ma part), et en l'espace de cinq ans l'Europe, et pas seulement l'Allemagne, sera socialiste. Certes, pas mal de forces nouvelles se lèvent mais, s'il n'y avait pas tant de couardise, il en apparaîtrait quantité d'autres, mais elles sont bien trop peu nombreuses. Il faut croire qu'à la naissance la plupart des hommes tombent sur la tête, ou plutôt sur la bouche, parce qu'ils sont incapables de l'ouvrir correctement. Et tout ce dont nous avons besoin c'est de gens qui ont la langue et le cœur bien accrochés. Même si je ne me berce pas de grands espoirs, je me réjouis en tout cas énormément de la prochaine campagne électorale. Au moins, sur le plan de la propagande, on va montrer les dents, à en faire des étincelles. La situation est pour ainsi dire faite pour nous. Banqueroute des progressistes, ivresse de la victoire et gueule de bois, question des invalides de guerre, question du logement, question de l'école, question des milliards, question de la paix, question de la spéculation, affaire du Kulturkampf, associations de fabricants, mesures de répression, poursuites, coups fourrés, etc., nous donneront chacun un petit coup de pouce. C'est pourquoi je préserve mes poumons et j'affûte mon bec pour, le jour venu, quand la bataille électorale fera rage, pouvoir avec un vrai plaisir envoyer par le fond bon nombre de flibustiers des marais politiques. – En Saxe il est vrai je ne pourrai pas frapper directement, seulement ailleurs aussi il y a des gens qui en tiennent une sacrée couche. De Saxe, c'est en effet la police qui m'a expulsé, bien que les instances supérieures n'aient pas encore décidé si l'on doit mettre à exécution cette affaire d'impossibilité légale ; seulement je n'en attends rien de bon, et de toute façon je me fiche complètement de ce que deviendra cette affaire. Mais je me fiche bien moins, et je trouve même incompréhensible que pour ce dossier[61]… on n'ait pas pu amener le gentil Julius[62] à se fendre d'un commentaire. Au fait, j'ai failli oublier le plus beau : au cas où je me montrerais en Saxe, malgré l'expulsion, on m'a signifié par document juridique, *qu'on me fourrera dans une*

d'Espagne, celle de don Carlos.

61 Le passage a été supprimé par la censure (note de Bebel).

62 Vahlteich. Most accusait Vahlteich de chercher à empêcher à Chemnitz sa candidature au Reichstag et d'entraver la publication de différents communiqués pour la *Presse libre de Chemnitz (note de Bebel).*

maison de correction !! Et là-dessus aussi on se tait ! Eh bien, quand je serai de nouveau libre, il y aura encore l'occasion aussi de…

En gros, je me porte très bien et je suis d'une humeur excellente. Adieu maintenant, salue tous les pensionnaires du séminaire socialiste et mes meilleures salutations à toi aussi.

Joh. Most »

La lettre que Kokosky nous envoya était d'un autre caractère que celle de Most. Lui qui, en 1871, publiait à Königsberg *Les feuilles démocratiques* (*Demokratiche Blätter*), dut rapidement en interrompre la publication et entra fin 1872, sur l'invitation de Bracke, à la rédaction de l'*Ami du peuple de Brunswick*. Kokosky avait la fibre humoristique, ce dont pouvaient témoigner les soirées au bistrot lors des congrès du parti à l'époque. Lui aussi connut le sort des rédacteurs du parti de cette époque. Il ne lui fallut pas longtemps pour avoir tout un tas de mois de prison sur le dos. Mais ils ne lui firent pas perdre son humour comme le montre la lettre suivante :

« Brunswick, le 14 mai 1873,

Chers amis ! Vous avez de la chance ; dans sa prévoyance, l'État paternel vous a pris sous sa protection pour vous faire connaître dans un paisible silence les bienfaits d'un bon gouvernement. Si les trois hommes ont pu dans la fournaise chanter des hosannas[63], pourquoi ne pourriez-vous pas le faire, vous, derrière les murs de Hubertusburg, si par ailleurs le règlement de la forteresse ne l'interdit pas ?

Moi aussi une providence bienveillante m'a accordé trois mois de détention en forteresse afin que, pour quelque temps au moins, je n'aie pas besoin d'entendre le cri d'effroi : Monsieur Kokosky, il manque un manuscrit ! C'est déjà quelque chose d'apaisant de penser que certaines lettres que l'on reçoit doivent d'abord passer devant la censure, si bien qu'on vous évite les informations désagréables et énervantes. Donc je m'abstiens aussi de toute information révolutionnaire, avec d'autant plus de plaisir que je voulais vous informer de l'état de l'armement, de la fabrication extrêmement réussie des grenades à main et des bombes à la nitroglycérine, qui font vraiment des miracles. Juste une chose :

Hambourg, 27 mai, pétrole plus stable ; loco R-M. 16,20-80 pour mai 16,20, août-déc. 17B, 16,90 G.

La bourgeoisie commence déjà à vous envier. Lorsque récemment, dans une société bourgeoise, on se lâcha contre la social-démocratie, un homme de la Bourse considéré comme très fin, et

63 Bible, livre de Daniel : Le roi de Babylone Nabuchodonosor fait jeter dans le feu trois jeunes juifs qui refusent d'adorer les idoles païennes, et ils s'en sortent indemnes.

même super fin, déclara : « Étant donné les nouvelles de la Bourse aujourd'hui, j'ai tellement le trouillomètre à zéro que j'en envierais presque Bebel de pouvoir rester tranquillement à Hubertusburg et de n'avoir pas à se soucier des variations des cours. Que l'on donne à un social-démocrate pour 30 000 thalers de banque Wechsler à 130 et qu'on le fasse chuter à 85, ou bien du Louise Tiefbau à 15 % au-dessus du pair, et je peux vous dire ça leur suffira comme punition. » Voilà, c'est sous cet angle que vous devez apprendre à considérer la chose, et alors le venin bouillonnant du dragon redeviendra le lait de la sainte doctrine[64], sur laquelle je conclus, avec mes salutations les plus cordiales, puisqu'il faut porter la lettre à la poste.

Je reste votre fidèle ami et camarade.
S. Kokosky »

Le 29 octobre 1873, le roi Jean de Saxe mourut et son fils Albert lui succéda. Comme pareil changement de souverain s'accompagnait en général d'une amnistie, nos femmes espéraient qu'il y en aurait une. On ne pouvait pas leur en vouloir, car c'est elles qui souffraient le plus durement de notre condamnation et de notre détention, que nous considérions, nous, comme une conséquence inévitable de notre activité. Mais dès que nous apprîmes les espoirs que cela éveillait en elles, nous leur écrivîmes de ne pas se faire de faux espoirs. Une amnistie viendrait, mais pas pour nous. Dans la lettre à ma femme, je signalais que le nouveau roi gracierait tous les forçats de Saxe plutôt que nous. L'amnistie fut très limitée, parmi les nombreux camarades emprisonnés dans les différentes prisons saxonnes, autant que je m'en souvienne, pas un seul ne fut touché. Et c'était bien ainsi. Les élections générales au Reichstag qui eurent lieu début 1874, parce qu'à cette époque les députés au Reichstag n'étaient élus que pour trois ans, montrèrent un climat que des amnisties n'auraient pas pu détériorer.

Il me vint à l'idée que moi aussi, en tant que prisonnier, je pourrais participer à la campagne électorale d'une manière très utile en rédigeant une brochure sur l'activité que le Reichstag avait eue jusqu'à présent, brochure qui fournirait aux candidats et aux propagandistes du parti le matériel nécessaire. Sitôt dit, sitôt fait. La brochure parut à temps sous le titre *L'activité parlementaire du Reichstag allemand et du landtag des différents États et la social-démocratie de 1871 à 1873.* En annexe, j'avais joint les dispositions les plus importantes de la loi électorale du Reich, le décret sur la loi électorale, les principales dispositions du Code pénal du Reich et des lois sur les associations concernant les élections, et des indications pour la propagande. La brochure, forcément anonyme, fut accueillie avec grande satisfaction par le parti. Deux décennies plus tard, le député Eugen Richter

64 Citation de Schiller.

m'en fit même compliment, lorsqu'une fois, lors d'un voyage à Hambourg, nous nous retrouvâmes dans le même compartiment. Bien qu'à l'époque cela fît déjà plus de vingt-cinq ans que nous étions collègues au Reichstag, nous n'avions jusque-là jamais eu entre nous de conversation privée. Voilà maintenant qu'elle s'engageait. Au cours de cette conversation, Richter me raconta que dans les années 1870 il avait fait dans une ville de Thuringe un discours dans une assemblée populaire et que, dans le débat qui s'en suivit, un camarade à moi lui avait reproché une série d'offenses qu'il avait en partie oubliées depuis longtemps. Ayant remarqué que l'orateur tirait textuellement ses reproches d'une brochure, il avait demandé à un camarade de son parti de se faufiler près de l'orateur pour repérer quelle était la brochure d'où il tirait ses citations. Il s'en était ensuite procuré une et avait vu à la lecture que l'idée à la base de la brochure était très bonne. C'est pourquoi il avait décidé de mettre en application cette idée pour son propre parti, bien que sous une autre forme. C'est ainsi qu'était né son célèbre ABC politique. À cet instant, j'étais quelque peu fier d'être en position de maître face à mon très célèbre adversaire politique. Plus tard, on le sait, les autres partis ont aussi, suivant notre exemple, sorti ce même genre de manuel politique.

Un autre effet de ma brochure fut qu'un certain Hohoff, vicaire de Hüffe en Westphalie, se vit obligé de polémiquer contre ma conception du christianisme et du Kulturkampf, dans plusieurs articles que l'*État populaire* publia. Je répondis dans une série d'articles, qui parurent ensuite en brochure sous le titre *Christianisme et socialisme* et qui jusqu'à aujourd'hui ont connu un assez grand nombre d'éditions.

Les élections avaient été fixées au 10 janvier 1874. Le résultat fut pour nous très satisfaisant. Nous avions du premier coup fait passer six députés : Geib à Freiberg, Liebknecht à Stollberg-Schneeberg, Most à Chemnitz, Vahlteich à Mittweida-Burgstädt, Motteler à Crimmitschau-Zwickau et moi dans mon ancienne circonscription de Glauchau-Meerane. Dans la treizième circonscription de Leipzig-campagne Johann Jacoby était en ballottage. L'Association générale des travailleurs allemands avait réussi à faire passer deux de ses candidats. Hasenclever à Altona et Reimer dans la circonscription de Seegeberg, dans le Schleswig-Holstein. Hasselmann était en ballottage à Barmen-Elberfeld et gagna. Johann Jacoby aussi gagna avec 7 577 voix contre 6 674 mais, surprenant et embarrassant le parti, il refusa le mandat. Il est vrai que, quand on lui avait demandé s'il accepterait d'être candidat, il n'avait pas accepté aussi d'être élu. Il avait expliqué dans sa lettre : « *Les camarades connaissent mon point de vue sur l'Empire prusso-allemand ; ils peuvent donc juger combien j'ai peu envie de participer aux débats stériles du Reichstag. Si, pour des raisons tactiques, le parti trouvait bon de présenter ma candidature, je n'ai rien contre, cependant je*

dois vous dire d'avance que, en cas de victoire, je me réserve de décider librement d'accepter ou de refuser le mandat. » Dans sa lettre de renonciation il observe qu'il n'a envisagé sa candidature que comme une candidature de protestation car, ce qu'il pense du nouvel ordre des choses en Allemagne, il l'a déjà exprimé le 6 mai 1867 à la Chambre des députés prussienne. Il ne croyait pas que, par la voie parlementaire, on puisse transformer un État militaire en un État populaire.

C'était la faute du comité électoral qui, à la suite de sa première lettre, n'avait pas exigé une réponse claire et nette. L'émoi suscité dans le parti par le geste de Jacoby fut encore plus grand lorsque, à l'élection complémentaire, notre candidat Wilhelm Bracke fut battu, avec 5 676 voix contre 8 000 pour son adversaire. Moi-même, j'étais si furieux de ce qui s'était passé que j'écrivis une lettre violente à Guido Weiss, l'ami de Jakoby, où je lui reprochais d'avoir refusé son élection.

Les deux fractions de la social-démocratie étaient donc désormais représentées au Reichstag par neuf députés. Le nombre de voix obtenues par leurs candidats se montait à 351 670, dont 180 319 par les candidats de l'Association générale des travailleurs allemands, et 171 351 par les candidats du Parti ouvrier social-démocrate. Les deux fractions alignaient donc un nombre à peu près égal de partisans ; le nombre total de voix, comparé à 1871, avait augmenté de 200 %, en tout de 230 000 voix.

Ce brillant résultat électoral avait fortement mécontenté aussi bien les hautes sphères que les milieux bourgeois. Un tel résultat, on ne s'y attendait pas. Il s'avérait que, malgré toutes les persécutions et les tracasseries, le parti croissait constamment, et c'est ainsi que dans les cercles dirigeants se renforça de plus en plus l'idée, déjà présente, de s'attaquer frontalement au parti avec des mesures d'exception.

Une visite de Gustav Rasch, fin février 1874, interrompit de manière amusante le train-train quotidien de notre détention. Rasch était un peu un écrivain à sensation, dans ses œuvres il aimait bien forcer un peu la couleur. Il s'était fait un nom en publiant, à la fin des années 1850 et dans la première moitié des années 1860, dans la *Tonnelle* et dans plusieurs grands journaux libéraux, de nombreux articles sur la politique infâme de l'Autriche en Vénétie et sur la « tyrannie » des Danois au Schleswig-Holstein, qui avaient fait grand bruit. Liebknecht et moi nous avions fait sa connaissance à Berlin. Maintenant il venait nous rendre visite surtout parce qu'il espérait obtenir de la matière pour un article. Pareilles visites avaient lieu au bureau en présence d'un fonctionnaire et ne devaient pas durer plus d'une heure. Mais cela ne convenait pas à Rasch. Il demanda au directeur de pouvoir parler avec nous entre quatre yeux et souhaita aussi

voir nos cellules. Le directeur refusa cette demande en lui (Rasch) disant de se mettre à sa place et de comprendre que ça n'allait pas ; si lui (Rasch) était directeur, il ne pourrait pas non plus agir autrement ; sur quoi Rasch, avec son impayable audace, répondit : « *Oh, si j'étais directeur, je le permettrais sûrement !* » Réponse qui nous fit tous éclater de rire.

Königstein

Au cours du mois de mars on nous informa officiellement que le 1er avril nous serions transférés à la forteresse de Königstein. Pour nous, ce n'était pas une nouvelle agréable. La détention de Liebknecht finissait mi-avril, la mienne mi-mai, et un déménagement avec nos livres, nos manuscrits et divers meubles était pour nous particulièrement mal venu. Mais au dernier moment le transfert fut repoussé, si bien que Liebknecht put partir le 15 avril de Hubertusburg pour rejoindre Leipzig. Mais moi, le 23 avril 1873, je dus entreprendre le voyage à Königstein, accompagné d'un fonctionnaire en civil. Lorsque, la veille de mon départ, je pris congé du directeur et que je le remerciai pour sa compréhension en tant d'occasions, il fut très ému. Il me serra chaleureusement la main pour me dire au revoir et prit congé avec ces mots : « Dieu vous bénisse ! » Le meilleur vœu que, de son point de vue, il croyait sûrement pouvoir formuler pour moi. Lorsque ensuite, le lendemain matin à 5 heures, je me mis en route, toute la famille du gardien était aussi réunie pour me dire au revoir. On le déplaça alors au pénitencier de Waldheim ; je crois que le moment où il nous eut sous sa garde fut le moment le plus beau de sa vie. Il mourut peu après.

Le 23 avril était une journée magnifique, toute la vallée de l'Elbe verdoyait et fleurissait dans toute la splendeur du printemps. En montant à la forteresse nous rencontrâmes le gouverneur, le général de division von Leonardi, à qui mon accompagnateur me présenta. Pendant que désormais nous parcourions ensemble le chemin conduisant en haut, le général engagea la conversation avec moi. Il souhaitait savoir quels étaient l'emploi du temps et la vie à Hubertusburg. Une fois que je lui eus donné les renseignements souhaités, il dit : « *Eh bien, chez moi, ça ne sera pas plus mal pour vous.* »

Comme résidence on m'assigna une vieille bâtisse à l'épreuve des bombes, selon les normes anciennes, qui autrefois était un arsenal. Dans le corridor il y avait, pour soutenir le toit, des poutres d'une épaisseur qu'on ne voit plus que dans les combles des vieilles églises. La pièce était spacieuse et avait deux fenêtres en forme de meurtrières qui étaient munies d'épais barreaux de fer, comme s'il s'agissait de détenir des meurtriers et des incendiaires. Contre l'un des murs il y avait un énorme poêle en faïence, dans lequel disparaissaient les cinq livres de charbon que l'État m'accordait comme dotation quotidienne – car, malgré la saison avancée et

le splendide temps de printemps, dans cette salle il faisait un froid de loup. J'étais obligé de me procurer, à mes frais, du combustible supplémentaire si je ne voulais pas geler. Si nous avions dû passer là-haut toute notre détention, nous aurions dépensé une petite fortune en combustible.

Mon gardien était quelqu'un d'intéressant. Cet homme de soixante-dix ans servait à la forteresse depuis déjà 36 ans et, en 1849, il avait eu sous sa garde deux membres du gouvernement provisoire de Saxe, Todt et Heubner, et en outre August Röckel et un des dirigeants du soulèvement de Mai à Dresde, *Michel Bakounine*, qui devint plus tard célèbre pour les uns et tristement célèbre pour les autres comme dirigeant des anarchistes. Tous se trouvaient à la forteresse en détention provisoire.

L'espace pour ma promenade était très limité. Il se réduisait à un seul court chemin dans le petit parc de la forteresse, et régulièrement une sentinelle y montait la garde, pour éloigner de moi les nombreux visiteurs de Königstein. La seule chose satisfaisante était la nourriture, que je faisais venir d'une petite auberge à la forteresse. L'aubergiste semblait me porter dans son cœur ; la nourriture était non seulement très bonne et bon marché, mais aussi très abondante. Je fus très étonné lorsque le premier jour je vis la portion qui m'était destinée, mais je fus grandement surpris de l'avoir mangée entièrement. L'air des montagnes faisait son effet. Les soldats de la petite garnison se plaignaient que là-haut ils avaient toujours faim, et ils étaient contents d'être relevés, ce qui arrivait tous les trois mois.

Enfin, arriva le 14 mai, le jour de ma libération provisoire. Parmi ceux qui vinrent chez moi me souhaiter la bienvenue, il y avait aussi Eduard Bernstein, qui s'était pour cela spécialement déplacé de Berlin à Leipzig. J'avais déjà fait la connaissance de Bernstein en 1871 à Berlin. Par l'intermédiaire de mon avocat, Otto Freytag, le ministère avait bien voulu m'accorder un délai de six semaines avant de commencer ma détention de neuf mois à la prison régionale de Zwickau. Comme la Pentecôte tombait dans cet intervalle, je fis avec ma femme, ma petite fille et quelques amis une excursion en Suisse saxonne et à Königstein. Là, j'eus le grand plaisir de voir que la cellule dans laquelle j'avais campé pendant trois semaines avait été entre-temps promue une des curiosités de la forteresse. Le guide attirait l'attention sur la fenêtre de la cellule qui m'hébergeait autrefois. Plus tard on le lui interdit. Pour les camarades de Dresde, Königstein s'appela assez longtemps pour rire Bebel-burg (*le château de Bebel*).

Zwickau

Après avoir, avant mon entrée en détention, rendu visite au directeur de la prison régionale, pour savoir quels allégements il voulait m'accorder pendant la détention, en tant que prisonnier politique, j'y entrai le 1er juillet 1874. Les équipements de la prison et les allégements accordés à la plupart

des prisonniers politiques sont déjà mentionnés dans la lettre que Most m'écrivit. Je peux ici m'y référer. J'avais droit à une visite de la famille une heure, une fois par mois, sous la surveillance d'un fonctionnaire. Après que ma femme, au troisième mois de ma détention, m'eut rendu une première visite, nous renonçâmes d'un commun accord à renouveler cette visite. En plus des coûts du voyage, devoir accepter encore le contrôle d'un gardien sur chaque mot que nous échangions, c'était trop demander. Des visites d'autres personnes je n'en recevais aussi que rarement, je n'en avais pas envie.

À présent, je me jetai à nouveau avec ardeur dans le travail. Je me fis bien du mauvais sang quand ma femme m'informa de la situation difficile de nos affaires, car entre-temps la grande crise industrielle avait déployé toute sa violence et en plus on fut confronté à la concurrence ruineuse d'une fabrique qui venait de s'ouvrir. Qui n'a pas vécu une telle situation n'imagine pas combien la conscience de sa totale impuissance est déprimante pour un prisonnier. Mon principal travail en prison fut *L'histoire de la guerre des paysans allemands* déjà mentionnée, épuisée depuis longtemps, mais qui ne pouvait devenir une grande œuvre, d'abord parce que les outils de travail nécessaires me manquaient. J'écrivis ce livre parce que la grande guerre des paysans allemands de 1525 et le soulèvement paysan révolutionnaire qui l'a immédiatement précédé me semblent les événements les plus importants de l'histoire allemande de l'époque moderne, que l'historiographie officielle néglige honteusement de décrire.

Le 1er janvier 1875, Motteler me fit parvenir une dépêche annonçant que Yorck était mort la veille au soir. Yorck était d'un caractère rugueux et entêté, mais aussi un homme d'une activité infatigable et d'un dévouement extrême. Et en plus il était d'une profonde modestie. Dans les premières années, comme secrétaire du parti, il se contentait d'un salaire qui ne lui permettait même pas, comme il me l'écrivit une fois, de s'acheter un pantalon neuf. Il mourut pauvre comme un rat d'église, le parti l'en remercia en prenant en charge sa femme et ses enfants. Dès l'automne précédent, Auer avait déjà remplacé Yorck comme secrétaire.

Enfin, les neuf mois à Zwickau s'étaient aussi écoulés. Le 1er avril 1875 – 60e anniversaire de Bismarck – je fus libéré. Les adieux entre le directeur et moi furent là encore chaleureux. J'ai de tout temps suivi le principe de m'adapter autant que possible à l'inévitable, qu'on n'a pas le pouvoir de changer, et de prendre les choses par leur meilleur côté. Partant de ce point de vue, sans me compromettre le moins du monde, j'ai facilité aux gardiens de prison l'exercice de leur dure fonction, en me soumettant au règlement prescrit. Ils m'en furent toujours reconnaissants. Dans les prisons plus grandes, les fonctionnaires ont affaire à tant d'éléments socialement douteux et dépravés – tristes produits de notre merveilleux ordre social – que

leur service est l'un des plus durs qui soit : ils sont heureux quand ils ont à surveiller de gens avec qui ils peuvent avoir des relations humaines.

Le jour de ma remise en liberté, les camarades de Zwickau s'étaient réunis pour me faire une ovation ; ils nous offrirent à ma femme et à moi quelques jolies tasses à café ornées d'une dédicace. Elle disait que nous devions à l'avenir savourer très longtemps encore la boisson nationale saxonne, ensemble, à loisir et en toute tranquillité. Ce vœu partait d'un bon sentiment, mais il ne se réalisa pas.

Parmi tous ceux qui me transmirent leurs félicitations pour ma libération, il y eut aussi le *Journal de Francfort,* à cette époque encore démocrate, qui écrivit entre autres, faisant référence à l'anniversaire de Bismarck :

> « … Nos félicitations s'adressent à un autre homme en un autre endroit. Il s'agit du simple citoyen et travailleur qui, après presque trois années ininterrompues de détention, quitte demain la prison avec la même réputation sans tache avec laquelle il y est entré, après un verdict dont la postérité sera juge, dans la mesure où les contemporains n'y sont pas encore parvenus, aimé de ses camarades, craint et respecté de ses adversaires. Nous ne faisons partie ni des uns ni des autres, mais nous apprécions, là où nous les trouvons, la fidélité aux convictions, les aspirations sincères et désintéressées, et nous éprouvons la sympathie la plus forte pour tous ceux qui doivent souffrir pour elles… Pour tout cela, salutations et félicitations au député du Reichstag August Bebel. »

Quelques mois auparavant, le propriétaire principal de *Journal de Francfort,* Leopold Sonnemann, m'avait envoyé à la prison vingt bouteilles de vin ; je les fis passer chez moi, car de tels plaisirs ne sont pas autorisés en prison. Je les bus par la suite en compagnie de ma femme et de mes amis. Lors de ma mise en liberté le 1er avril, Sonnemann m'envoya alors encore une lettre de félicitations, dans laquelle il disait : « *J'espère que désormais ton martyre sera terminé pour longtemps.* » Nous nous tutoyions depuis 1866.

Peu de temps après ma libération de Zwickau, je reçus une lettre du professeur Schäffle de Stuttgart. Après avoir quitté le ministère Hohenwart à Vienne, Schäffle s'était retiré à Stuttgart, où il s'adonnait à ses études. En 1874 était parue sa brochure intitulée *La quintessence du socialisme,* qui fit grand bruit en raison du jugement objectif qu'il portait sur le socialisme. À présent il m'envoyait le premier volume de son ouvrage *Structure et vie du corps social*, qui en comptait quatre, avec une lettre dont le contenu était le suivant :

Il ne savait pas si je me souvenais encore de lui, à l'époque du Parlement douanier. Nous ne nous étions plus revus depuis, mais nous avions souvent entendu parler l'un de l'autre. Si nous avions divergé sur bien des points dans nos conceptions de l'existence, pourtant l'intérêt pour les questions sociales était resté chez nous également fort. C'est pourquoi il se permettait de m'envoyer un exemplaire de son nouveau livre, dans lequel bien des développements devraient m'intéresser. Il serait heureux si je voulais accepter ce livre, qui lui avait demandé bien du travail de réflexion, en guise de souvenir.

Je répondis en conséquence et le remerciai encore plus tard d'avoir en particulier obtenu, lors de son entrée au ministère Hohenwart, l'amnistie des condamnées pour « haute trahison » Scheu, Most, Oberwinder, etc.

En été 1877, Schäffle me rendit visite à Leipzig. Nous eûmes une assez longue conversation. Le sujet principal de notre entretien fut le développement du Parti social-démocrate et le moment où le socialisme serait vainqueur. Moi, en optimiste, je voyais ce moment très proche, lui au contraire pensait qu'il y faudrait encore deux cents ans. Nous disputâmes là-dessus. En 1880, je lui rendis à mon tour visite à Stuttgart, où nous eûmes à nouveau une assez longue discussion qui montrait que, avant comme après, il était amical à notre égard. Mais dans les années suivantes une transformation complète se fit chez lui. Après que Bismarck inaugura la législation sur l'assurance sociale, à laquelle, comme il disait, ses conseillers privés s'y connaissaient trop peu, son attention se porta sur Schäffle. Schäffle était disposé à accepter un poste au service du Reich allemand. Mais, pour qu'il ne subsiste aucun préjugé défavorable à son égard, il rédigea alors une brochure intitulée *Le manque de perspective de la social-démocratie,* qui exprimait le contraire de ses idées antérieures. Hermann Bahr, qui dans ses jeunes années avait, comme tant de nos intellectuels, frayé avec le socialisme, rédigea là-dessus une brochure intitulée *Le manque de perspectives de M. Schäffle*, dans laquelle il raillait avec habileté et humour Schäffle et ses écrits. Mes relations avec Schäffle cessèrent en 1880. Comme on sait, son espoir de devenir un serviteur du Reich se réalisa.

De 1871 au congrès d'unification de Gotha

Les gouvernements et la social-démocratie

Dans les cercles dirigeants, la Commune de Paris avait suscité de grandes inquiétudes à l'égard du mouvement socialiste. Dans tous les pays où il existait un mouvement socialiste, on nota avec grand déplaisir les sympathies que la Commune rencontrait auprès des ouvriers, et elles accrurent le malaise. À cela s'ajoutaient les idées exagérées, pour ne pas dire ridicules, que bourgeoisie et gouvernements se faisaient de la puissance de l'Internationale. Ainsi, par exemple, l'Internationale était censée avoir fourni à la Commune de Paris deux millions de francs, plusieurs milliers de fusils, des munitions, etc., bien que la Commune eût à sa disposition aussi bien les fonds de la Banque de France que les arsenaux de Paris avec leurs réserves d'armes et de munitions. Du reste, l'armement général du peuple avait été réalisé dès le début de septembre, dès la menace d'encerclement de Paris par les Allemands, donc encore sous le gouvernement bourgeois. En Allemagne également de nombreuses voix s'élevaient pour demander une intervention énergique contre le mouvement socialiste, demande que police, procureurs et tribunaux s'empressèrent de satisfaire. Dans cette situation, Garibaldi se comporta très correctement : dans une lettre au rédacteur de la *Romagne* – Caprera, août 1871 — il écrivit que l'Internationale représentait la partie la plus nombreuse de la société, celle qui souffrait à cause d'une minorité de privilégiés. En conséquence ces opprimés étaient forcément pour l'Internationale, et, s'il y avait des défauts dans son fonctionnement, il fallait les corriger.

Bien qu'en Autriche le mouvement socialiste fût à cette époque de moindre importance et que le ministère Hohenwart-Schäffle ne montrât pas le moindre penchant pour des mesures de répression, le chancelier de l'Empire, le comte von Beust, accepta cependant une invitation de Bismarck pour une conférence des deux empereurs[65] et de leurs chanceliers à Gastein, pour y discuter de mesures répressives contre l'Internationale. Schäffle avait déconseillé cette conférence, mais Beust et lui étaient en froid ; de plus il ne déplaisait pas à Beust de rencontrer une fois celui qui était depuis si longtemps son ennemi intime, tandis que Bismarck espérait de cette

65 François-Joseph et Guillaume I^er^.

rencontre avec son adversaire de 1866 un rapprochement pour sa politique extérieure future. Pour autant que l'on sache, concernant l'Internationale, on se mit d'accord pour « étudier » d'abord la situation sociale.

En revanche, début janvier 1872, dans une dépêche-circulaire aux grandes puissances, le gouvernement *espagnol* – on avait entre-temps donné à l'Espagne un roi en la personne du prince Amédée d'Italie – se vit obligé de lancer un appel au secours concernant l'Internationale, qui faisait tout pour bafouer toutes les traditions humaines, effaçait Dieu des esprits, abolissait famille et héritage et, par sa formidable organisation, constituait un danger dont on ne pouvait surestimer la grandeur. C'est pourquoi le gouvernement espagnol souhaitait que l'une des grandes puissances se charge de combattre l'Internationale. Avec cette demande, il indisposa le gouvernement anglais. Le dirigeant de la politique extérieure anglaise, lord Granville, lui répondit par une note qui lui fit passer toute envie de poursuivre son action. Il déclara que, bien que l'Internationale fût devenue un centre de liaison entre travailleurs et syndicats de différentes parties du monde, en Grande-Bretagne elle se limitait essentiellement à donner des conseils en matière d'arrêts de travail. *En outre, elle avait très peu d'argent.* Selon les lois en vigueur en Grande-Bretagne, tous les étrangers avaient le droit absolu de venir dans ce pays et de s'y installer et, pendant qu'ils étaient dans ce pays, *ils étaient sous la protection des lois, au même degré que les sujets britanniques. De même, on ne pouvait les punir que pour violation de la loi et en vertu d'un verdict des tribunaux réguliers, après une procédure publique et après une sentence s'appuyant sur des preuves fournies lors d'une procédure publique*. On ne pouvait expulser du pays aucun étranger en tant que tel, à l'exception de ceux que l'on chasserait sur la base de traités avec d'autres États concernant l'extradition réciproque de criminels. Enfin Granville dit qu'il n'y avait jusqu'ici aucune raison de procéder à des modifications de la législation actuelle sur le séjour d'étrangers en Grande-Bretagne.

Cette attitude du gouvernement anglais excluait toute possibilité d'accords internationaux contre l'Internationale. Enfin, l'issue du congrès de l'Internationale à La Haye, en septembre 1872, qui se termina par une scission entre socialistes et anarchistes – d'un côté Marx, de l'autre Bakounine – montra, même aux gouvernements les plus inquiets, que pour le moment les dangers redoutés ne se concrétiseraient pas. Et, en déplaçant son siège de Londres à New York, l'Internationale démontrait qu'elle-même considérait nécessaire de se réorganiser.

Si de ce fait la perspective d'une répression internationale des socialistes disparaissait, en Allemagne Bismarck s'obstinait d'autant plus à

réprimer le mouvement ouvrier par des mesures d'exception. En témoigne le discours qu'il fit fin avril 1873 à la Chambre haute, dans lequel il déclara que des lois sévères étaient nécessaires aussi bien contre le parti de l'Internationale – comme il nous appelait – que contre le parti de la domination séculière des prêtres, le Centre.

Les actes suivirent immédiatement cette annonce. Début juillet 1873, il fit parvenir au Reichstag un projet de loi sur la presse, dont le § 20 disait donc :

> « Quiconque, dans une publication, attaque la famille, la propriété, le service militaire obligatoire ou un quelconque fondement de l'ordre public d'une manière qui *sape* la moralité, le sens du droit ou l'amour de la patrie, ou bien présente comme exemplaires, méritoires ou conformes au devoir des actes que la loi qualifie de criminels, ou bien discute des conditions de la société bourgeoise d'une manière mettant en danger la paix publique, encourt une peine de jusqu'à deux ans de prison ou de forteresse. Quiconque commet par voie de presse des actes prévus par le § 166 du Code pénal du Reich allemand (délit contre la religion) encourt une peine d'au moins trois mois et pouvant aller jusqu'à quatre ans de prison. »

Selon le § 21, le rédacteur juridiquement responsable d'une publication périodique devait écoper de la même peine que l'auteur de l'infraction.

Ces dispositions diaboliques, qui sur des sujets importants impliquaient une modification du Code pénal, qui rendaient impossible toute discussion scientifique des questions encourant sanction, et qui en outre pouvaient être appliquées à tous les partis, étaient tout de même, comme d'autres dispositions, trop inquiétantes pour la majorité du Reichstag. Le projet fut abandonné.

Mais Bismarck ne se contenta pas de son projet de loi sur la presse. Dans la même session, il demanda également une modification et un durcissement du § 153 de la législation des métiers, permettant dans certaines circonstances de prononcer une peine de prison de six mois, et éventuellement jusqu'à un an, au lieu de trois mois maximum jusque-là. Par ailleurs, il proposa une modification du § 108 de la législation des métiers, *selon laquelle les litiges entre les entrepreneurs et les ouvriers qu'ils employaient devraient être tranchés par les* tribunaux de commerce, dont le président serait choisi par les plus hautes autorités de contrôle judiciaires de l'État de la confédération concerné, et *les assesseurs par les représentants des communes*. À cause de la clôture de la session, ces projets de loi restèrent en suspens.

L'année d'après, suivirent le projet d'une loi sur les ruptures de contrat et un nouveau projet de loi sur la presse et, à la session de 1875-1876, un projet pour la modification du Code pénal et enfin, après les attentats du

printemps 1878, la loi d'exception contre la social-démocratie. Comme, à partir de 1874, la social-démocratie put à nouveau s'exprimer par la voix de ses représentants au Reichstag, je viendrai encore à parler plus en détail de la manière dont ces projets furent traités.

La question de l'unification au regard des deux fractions

Le caractère pris depuis 1872 par la répression contre les deux fractions de la social-démocratie aurait dû susciter chez elles le besoin de se soutenir fermement et de d'unifier. Mais, pour le moment, ce n'était guère le cas. Dans les années 1872 et 1873, les attaques réciproques des deux fractions dans la presse étaient même plus violentes que jamais auparavant, et le ton de la presse passait dans les assemblées. Comme à cette époque, avec Yorck, Auer était notre propagandiste le plus zélé et très efficace, ils eurent tous deux particulièrement à goûter les conséquences de cette méthode de combat. Et plus spécialement Auer dans sa propagande à Berlin, dont tous deux se plaignaient souvent dans les lettres qu'ils m'envoyaient à Hubertusburg. Auer ne parlait plus que des disciples de Tölcke et de la bande à Tölcke. Ces incidents expliquent le ton amer qu'Auer prenait quelquefois dans les congrès du parti, dès que la question de l'unification arrivait en débat, et son attitude au congrès d'unification de Gotha. Cependant cela n'excluait pas qu'il voulût sincèrement l'unification et, lorsqu'elle vint enfin, avec sa collaboration, personne ne se donna plus de mal que lui pour aplanir les oppositions personnelles de toute sorte, dont l'existence n'était que naturelle après des années de lutte acharnée.

La question de l'unification fut pour la première fois officiellement débattue à l'assemblée générale de l'Association générale des travailleurs allemands de Berlin (du 22 au 25 mai 1872) à laquelle son militant Harm, qui au congrès général des tisserands allemands s'était déjà montré très conciliant, proposa au nom de ses camarades d'Elberfeld cette motion : « L'assemblée générale doit chercher les voies et les moyens pour unifier les différentes fractions du parti ouvrier allemand. » Cette motion fut violemment combattue, avec de fortes attaques contre notre parti, et on décida finalement de passer à l'ordre du jour.

Le Parti ouvrier social-démocrate tint son quatrième congrès à Mayence du 7 au 11 septembre 1872. Motteler et Vahlteich assuraient la présidence. Parmi les invités, il y avait Hartung de Vienne, qui désormais représentait les syndicats suisses. En 1869 Hartung avait réussi, en s'enfuyant, à échapper à son arrestation, prélude au procès de haute trahison intenté

contre lui à Vienne. Il fut actif de nombreuses années à Zurich et dans le mouvement suisse, mais ensuite il abandonna et fit fortune comme propriétaire d'une grande menuiserie à Zurich. Oberwinder, lié d'étroite amitié avec Hartung, resta à Vienne comme rédacteur de la *Volonté du peuple* (*Volkswille*). *On était revenu sur l'ordre d'expulsion prononcé contre lui*. Mais le rôle qu'il jouait maintenant dans le mouvement ouvrier autrichien était de plus en plus ambigu et mena finalement à la scission. Mais à la longue il ne put pas non plus rester en Autriche. À l'époque des lois contre les socialistes, il vivait à Paris et là-bas nos camarades finirent par le suspecter d'être au service de la police prussienne. Il en avait fini avec le parti. Plus tard, il revint en Allemagne et devint rédacteur en chef du *Journal officiel de Dresde* (*Dresdener Anzeiger*), un journal professionnel de la magistrature. Oberwinder prit sa retraite en 1911 dans sa ville natale de Weilburg-sur-la-Lahn.

Je mentionne cela ici en addition à mes remarques sur Hartung, après avoir évoqué à plusieurs reprises Oberwinder dans le travail présent. Andreas Scheu, un autre dirigeant du mouvement autrichien de l'époque, qui entra en conflit avec Oberwinder, partit pour l'étranger, en l'occurrence en Angleterre, après de dures persécutions.

Parmi les 51 délégués du congrès de Mayence, il y avait pour la première fois le jeune Karl Grillenberger, qui à l'époque avait gagné ses premiers galons dans le mouvement ouvrier de Nuremberg, raison pour laquelle il avait été victime de mesures disciplinaires dans la fabrique Cramer-Klettschen, où il travaillait comme serrurier.

Dans les débats du congrès, la question de l'unification vint aussi en discussion. Il y eut d'abord une longue motion de Bruno Geiser, qui critiqua sévèrement la rédaction de l'*État populaire* pour sa polémique contre le *Nouveau social-démocrate*. Il demanda que la rédaction de l'*État populaire* cesse immédiatement sa polémique et ne s'y engage que si le comité directeur du parti y consentait. Cette motion fut rejetée. Vinrent ensuite en discussion trois autres motions, qui toutes préconisaient l'unification. Finalement on adopta la motion suivante, qui annulait les autres motions :

> « En raison de ses principes socialistes, l'Association générale des travailleurs allemands est le seul allié naturel du Parti ouvrier social-démocrate ; en conséquence, le congrès charge le comité directeur de tenter à nouveau un rapprochement sur les principes avec l'Association générale des travailleurs allemand ; de veiller par ailleurs à ce que tous les membres qui ont de l'antipathie à l'égard de l'Association générale des travailleurs allemands adoptent une attitude conciliante et que la rédaction de l'*État populaire* cesse immédiatement toute polémique contre l'Association générale des travailleurs allemands et ses dirigeants, et de même qu'elle réponde

par le silence à tout nouvel acte d'hostilité de la part de celle-ci, sauf si le comité directeur juge nécessaire, exceptionnellement, de répondre de manière adéquate. »

Peu de temps après, le 20 septembre 1872, le *Nouveau social-démocrate* publia un article intitulé : *Parlons net aux travailleurs du Parti d'Eisenach*, adresse dans laquelle, conformément à sa constante tactique à notre égard, il passait sous silence le nom du parti et inventait de toutes pièces une opposition entre les ouvriers et les non-ouvriers au sein de notre parti. Dans cette adresse, que l'*État populaire* reproduisit mot pour mot, il se plaignait amèrement de prétendues attaques que, malgré les résolutions prises à Mayence, *l'État populaire* et certains membres du parti portaient contre l'Association générale des travailleurs allemands. De son côté, on ne s'en était jamais tenu qu'à la seule défense, tandis que l'*État populaire av*ait été l'agresseur. Sur ce, l'*État populaire* répondit le 28 septembre dans un article intitulé « *Une réponse* » et signé « *La rédaction* », dans lequel on rejetait ces attaques. En conclusion de l'article, que Liebknecht et moi avions rédigé à Hubertusburg et avions envoyé à la rédaction, on disait :

« Nous voulons cesser désormais toute polémique contre le *Nouveau social-démocrate,* à condition que 1. il reconnaisse explicitement et sans ambiguïté notre parti comme social-démocrate et, quand il parle de lui, l'appelle toujours par son vrai nom, et 2. il cesse ses attaques contre l'Association internationale des travailleurs.

De notre côté, nous déclarons, comme nous l'avons déjà fait très souvent, 1. que nous considérons les membres de l'Association générale des travailleurs allemands comme nos camarades de parti, ce qui n'exclut pas qu'à l'égard de certaines personnalités de l'Association générale des travailleurs allemands nous garderons une méfiance résolue tant que les motifs de suspicion que nous faisons valoir de notre côté n'auront pas été définitivement réfutés ; 2. nous nous déclarons prêts à soutenir une proposition qui tende à convoquer un congrès commun de deux fractions, dans lequel seront discutés les points de divergence concernant l'unification. Si une unification, c'est-à-dire une fusion, n'était pas possible, alors il faudrait au moins établir un programme commun et déterminer le cadre à l'intérieur duquel une action commune (aux élections, dans la propagande, etc.) devrait fonctionner. Un comité à élire paritairement par les deux parties aurait à contrôler l'exécution des points convenus en commun. D'autre part, nous voudrions encore préconiser la mise en place d'un tribunal d'arbitrage issu des deux fractions, à élire paritairement, qui devrait examiner et juger les plaintes élevées par l'une des deux parties contre différents membres de l'autre fraction. Nous voulons signaler que, des propositions semblables à celles que

nous venons de suggérer, nous en avons déjà à maintes reprises fait en privé à des membres de l'Association générale des travailleurs allemands et qu'eux aussi les avaient approuvées. »

Au congrès de Mayence, le Parti ouvrier social-démocrate avait exprimé officiellement, de la manière la plus solennelle, son esprit de conciliation ; c'était maintenant à l'Association générale des travailleurs allemands de saisir la main tendue et de donner la paix au monde ouvrier allemand.

À cette proposition, le *Nouveau social-démocrate* répondit par de futiles tergiversations. Lorsque ensuite à Berlin, peu de temps après, les lassalliens dispersèrent par la force une assemblée de nos camarades, l'*État populaire* publia contre le *Nouveau social-démocrate une sorte de déclaration de guerre,* qui se concluait par ces mots : « *Ceux qui trahissent ouvertement la cause ouvrière, il faut les mettre hors d'état de nuire.* »

De ce fait, la lutte entre les deux fractions était rallumée, dans les deux journaux principaux on se tirait dessus de part et d'autre et on s'accusait mutuellement avec une telle véhémence qu'une perspective d'unification semblait plus lointaine que jamais. Finalement, il fallut considérer comme un progrès dans l'attitude des deux fractions l'une envers l'autre que le *Nouveau social-démocrate*, dans l'élection du 20 janvier 1873 dans la 17e circonscription saxonne, appelle ses camarades locaux à ne rien entreprendre contre ma réélection.

De notre côté, il nous fut bien désagréable que F. W. Fritzsche, qui en 1869 avait été à Eisenach cofondateur du Parti ouvrier social-démocrate, repasse maintenant soudain de l'autre côté et prenne position contre nous.

Dans ce combat réciproque, la commission de contrôle sous la direction de Geiser, qui avait son siège à Breslau[66], crut devoir réprimander la rédaction de l'*État populaire* pour avoir, de sa propre autorité, fait des propositions de conciliation et de ce fait repris encore une fois le combat contre le *Nouveau social-démocrate*.

La réponse[67] à la commission de contrôle, c'est l'assemblée générale suivante de l'Association générale des travailleurs allemands qui la donna.

Lors des persécutions policières qui à l'époque entraient en ligne de compte, le directeur de la police de Leipzig chercha à éclipser ses collègues de toute l'Allemagne. À la frénésie de dissoudre et d'expulser, il ajouta l'interdiction d'assister au congrès ouvrier de l'Internationale à La Haye, avec menace de quatre semaines de prison en cas de transgression. Il interdit également l'adhésion, le recrutement de nouveaux membres et la collecte

66 Aujourd'hui Wroclaw en Pologne.

67 Voir chapitre suivant, 1873 le congrès d'Eisenach.

d'argent pour l'Internationale. Lorsque ensuite, malgré le décret d'interdiction, Hepner assista au congrès de La Haye, la menace de sanction s'abattit sur lui. Il prit ses quatre semaines de prison et, au printemps suivant, il fut expulsé de Leipzig en raison de cette sanction, mesure disciplinaire qui le frappa à nouveau par la suite dans les environs de Leipzig. Mais comme il était aussi entré en conflit avec le comité directeur du parti, il décida d'aller s'installer à Breslau et d'y fonder une librairie.

L'animosité qu'Hepner éprouvait contre le comité directeur du parti, et en particulier contre Yorck, en tant que secrétaire du parti, en qui il ne voyait que le lassallien intransigeant, le mauvais génie du parti, l'amena à faire parvenir à Marx et Engels des informations, selon lesquelles la situation dans le parti semblait bien sombre. Vu la méfiance exagérée de Marx et Engels envers tout ce qui était lassallien, ce tableau brossé par Hepner suffit pour qu'Engels, en son nom et au nom de Marx, envoie à Liebknecht une lettre de mise en garde. Comme Liebknecht me fit part du contenu de la lettre, j'en pris prétexte pour écrire à Marx ce qui suit :

« Hubertusburg, le 19 mai 1873

Cher ami,

… Voilà plus de cinq ans que je vous ai écrit pour la dernière fois et cette lettre concernait Schweitzer. Celui-ci par bonheur est maintenant tombé, ainsi que bien d'autres choses depuis cette époque. Notre parti en revanche a pris un puissant essor et j'espère que dans les cinq ans à venir il en sera au point de pouvoir sérieusement avoir voix au chapitre. Selon toute apparence, Hepner vous a, à vous et à l'ami Engels, brossé un tableau très sombre de la situation du parti, tout à fait à tort. J'ai là-dessus écrit plus en détail à l'ami Engels, qui vous en informera. En gros, je considère la situation du parti comme tout à fait satisfaisante ; ce qui ne va pas encore, on va assez vite y remédier, et pour cela en vérité il est nécessaire aussi qu'on se montre pas mal conciliant et qu'on ne recherche pas à toute force la bagarre. Ce qui m'incite à cet esprit de conciliation, c'est que je sais précisément qu'il y a, même chez ceux d'avis différent, la meilleure et la plus sincère volonté d'œuvrer pour le bien du parti. En pareille situation, je ne trouve pas juste de traiter durement les divergences d'opinion et de pousser à la rupture. Mais ne croyez pas que pour autant nous poussions la conciliation jusqu'à la faiblesse, il y a une limite où elle s'arrête ; les moyens et la force ne manquent pas non plus pour imposer notre volonté …

Le souhait de Liebknecht que vous soumettiez les écrits de Lassalle à une étude critique, je m'y associe pleinement. Elle est tout

à fait indispensable et, pour qu'elle obtienne l'effet nécessaire, c'est vous et personne d'autre qui devriez la publier. En Allemagne, une telle critique faciliterait en différents sens la tâche au parti.

Avec Liebknecht, j'ai déjà plusieurs fois discuté au sujet d'une nouvelle édition du *Manifeste communiste* ; mais nous ne pouvons pas nous y risquer à cause de sa conclusion. Celle-ci nous collerait immédiatement sur le dos un procès pour haute trahison. Le *Manifeste* est certes reproduit comme pièce à conviction dans une brochure du « procès pour haute trahison de Leipzig », quelques exemplaires tirés à part ont aussi été faits, mais cela ne suffit pas, il devrait pouvoir être recommandé fermement et vendu publiquement. Cet ouvrage, accompagné d'une bonne préface, ouvrirait les yeux à plus d'un, il prouverait l'immense faiblesse des propositions de Lassalle. Réfléchissez donc à la chose.

Avec mes salutations cordiales

Bebel »

Dans ma lettre à Engels les passages importants disaient :

« La lettre que vous avez envoyée à Liebknecht le 17 de ce mois, et dont on m'a communiqué le contenu, me donne l'occasion de vous adresser aussi quelques lignes. Visiblement, Hepner a beaucoup forcé la couleur concernant l'état de notre parti et il a en particulier vraiment noirci l'influence et les intentions de Yorck. Cela ne m'étonne pas de Hepner, c'est un camarade tout à fait courageux et fidèle mais un peu entêté et, suite à toute une série de controverses, il est si furieux contre le comité, et en particulier contre Yorck, qu'il les croit capables du pire et interprète chaque mot de la manière la plus sévère. »

J'expliquais ensuite en détail pourquoi Hepner et Yorck étaient des adversaires acharnés, et je continuais :

« Incontestablement, outre ses mauvais côtés, Yorck en a aussi de bons, par exemple de faire de la propagande avec beaucoup de zèle et de payer régulièrement ses cotisations, deux choses qui sont tout à fait nécessaires et qui vont mal depuis le chaos des années 1870 – incarcération du comité de Brunswick. Là il est dans son domaine et là aussi il a en tout cas rendu service.

Le deuxième point est notre position par rapport à Lassalle et au lassallisme. Là, comme Hepner, vous avez résolument *tort* quand vous pensez que nous pourrions procéder de manière radicale, sans dommages considérables dans le parti. On doit éradiquer le culte de Lassalle, je suis tout à fait d'accord avec cela, de même on doit combattre les fausses idées de Lassalle, mais avec prudence. D'Angleterre,

il vous est impossible d'apprécier exactement notre situation et Hepner a trop peu de sens pratique.

Vous ne devez pas oublier que, grâce à leur langue populaire, les écrits de Lassalle constituent effectivement, indiscutablement, le fondement de la conception socialiste des masses. En Allemagne, ils sont dix fois, vingt fois plus répandus que n'importe quel autre ouvrage socialiste; Lassalle jouit donc d'une popularité considérable. Cette popularité a été élevée à la puissance d'un *culte* par les procédés, que vous connaissez bien, de la comtesse Hatzfeldt, de Schweitzer et d'autres, et bien que, grâce au sentiment sain des masses et à notre propre activité, ce culte ait déjà *significativement* diminué et diminue chaque jour un peu plus, il ne serait cependant pas judicieux de blesser ces sentiments en procédant de manière radicale.

Dans notre propre parti, le culte de Lassalle a pratiquement disparu, mais il y a cependant quelques régions, comme la Rhénanie ou la Silésie, où il compte des partisans, et ce qui doit en particulier nous amener à ne pas procéder de manière par trop brutale, c'est que de très nombreux travailleurs, autrefois dans le camp de Hatzfeldt et dans l'Association générale des travailleurs allemands, se rapprochent de plus en plus de nous et se sont déjà en partie ralliés à nous. Qu'un jour le lassallisme reprenne le dessus en Allemagne, c'est absolument impensable; laissons donc les choses aller tranquillement leur train et, là où l'occasion se présente de donner une claque au lassallisme proprement dit, alors là oui on le fera. Cela, l'*État populaire* l'a déjà fait aussi, je crois, et si Yorck et quelques autres s'en offusquent, on les laissera faire.

Ce qui serait pour le lassallisme un coup fatal, c'est si l'ami Marx satisfaisait au souhait de Liebknecht, que je partage, et si, dans quelques articles dans l'*État populaire* rédigés objectivement, il prouvait scientifiquement les erreurs et les insuffisances des théories lassalliennes. L'autorité scientifique de Marx dans le domaine économique est si incontestable que l'efficacité d'un tel travail serait colossale. Aidez-nous à ce que l'ami Marx rende ce service au parti.

Pour résumer brièvement ce que j'ai dit plus haut, voici donc comment est l'affaire: L'influence de Yorck est insignifiante, lui-même absolument pas dangereux, le lassallisme est également peu répandu dans le parti, ménagements seulement à l'égard des nombreux travailleurs sincères mais fourvoyés qui, si on les prend avec habileté, nous sont acquis.

J'espère qu'après cette explication vous n'hésiterez pas à maintenir votre collaboratin à l'*État populaire*. Un refus (dont Engels avait

menacé) serait la pire des choses que vous pourriez faire, vous attacheriez de ce fait à l'élément oppositionnel une importance qu'il n'a absolument pas, et vous nuiriez au parti…

Avec mes cordiales salutations

Bebel »

Wilhelm Blos remplaça Hepner comme rédacteur en chef. Blos avait été auparavant rédacteur dans plusieurs journaux démocrates de l'Allemagne du Sud, puis il devint collaborateur d'un journal de notre parti, l'*Hebdomadaire démocrate de Fürth*, dont cependant la majorité des lecteurs était à Nuremberg. En 1872, Blos était entré au parti en même temps qu'à l'Internationale et, à la place de Kokosky incarcéré, devint rédacteur de l'*Ami du peuple de Brunswick*, puis de l'*État populaire,* qu'il quitta en 1874, une fois Liebknecht sorti de prison, pour se charger, selon son souhait, de la rédaction de *La voix du peuple de l'Allemagne du Sud* de Mayence.

Dans ces années-là, les poursuites judiciaires contre l'*État populaire* étaient si fortes que constamment deux, parfois trois de ses rédacteurs responsables séjournaient en prison. Il en était de même pour la plupart des autres rédacteurs de nos organes de parti, au nombre desquels à l'époque, outre l'*État populaire*, il y avait l'*Ami du peuple* de Brunswick, le *Messager du peuple* de Dresde, la *Presse libre de Chemnitz*, *L'ami des citadins et des paysans de Crimmitschau*, l'*Hebdomadaire démocrate de Fürth*, *L'esprit du temps* de Munich, le *Journal de Hof*, la *Voix du peuple de l'Allemagne du Sud* de Mayence et le *Messager de Thuringe*[68].

Les personnalités dirigeantes de cette époque, à quelques exceptions près, avaient toutes plus ou moins souvent connu la prison. En Saxe on y ajouta en plus les expulsions d'une localité ou d'un district qui, outre Most et Hepner, touchèrent entre autres Auer, Daschner, Lyser, Muth, Rüdt, Ufert, plus tard aussi Max Kayser.

1873 : Le congrès d'Eisenach

À cette époque, la Bavière aussi marchait dans les rangs de la réaction. Le comité directeur du parti avait convoqué le congrès du parti à Nuremberg pour le 24 août 1873 et les jours suivants. Le 31 juillet, le congrès fut interdit par le commissaire royal de la ville de Nuremberg, en référence à l'article 17 de la loi bavaroise d'association et de réunion. On pouvait également craindre que la tenue du congrès enfreigne les §§ 110, 130, 131 et 360 alinéa 11 du Code pénal du Reich. On n'éleva pas de plainte contre cette curieuse interdiction, parce que le comité directeur convoqua

68 À l'exception de Brunswick, toutes ces villes sont situées dans des États de l'Allemagne du Sud.

immédiatement le congrès à *Eisenach. Et voilà que l*e chef de la police de Leipzig, Rüder, crut devoir rivaliser de zèle avec le commissaire de Nuremberg. Maintenant, lui aussi interdisait d'assister au congrès d'Eisenach, sous peine de quatre semaines de prison aux contrevenants. De fait, par suite de cette interdiction, Leipzig ne fut pas représenté au congrès d'Eisenach.

70 délégués étaient présents à ce congrès, qui représentaient 9 273 membres de 133 localités. Geib et Motteler présidaient. Au cours des débats on discuta aussi la désagréable affaire *Memminger*, qui depuis des années déjà avait profondément divisé les camarades de Nuremberg-Fürth. Du côté de Memminger il y avait *Grillenberger*, contre lui *Auer et Löwenstein*. À une large majorité, le congrès décida que Memminger était coupable de nuire au parti par sa conduite et que par toute une série d'actes il s'était mis *hors* du parti.

Les débats sur la question de l'unification, qui était également à l'ordre du jour, furent très défavorablement influencés par la position que l'Association générale des travailleurs allemands avait prise à son assemblée générale de Berlin en mai dernier. À cette assemblée, Frohme, Hasenclever, Hasselmann et autres orateurs s'étaient très catégoriquement prononcés *contre* une motion qui demandait l'unification. Finalement on avait adopté à l'unanimité moins 3 voix une motion de Richter (Wandsbeck), que Tölcke, Harm (Elberfeld), Dassbach (Hanau), etc. avaient signée.

Elle disait :

> « Considérant : 1. que le soi-disant Parti social-démocrate, issu à l'origine du congrès fédéral des associations d'éducation ouvrière de Schulze-Delitzsch en 1868 à Nuremberg et se référant au congrès d'Eisenach en 1869, a été *fondé uniquement dans le but de nuire au mouvement ouvrier en Allemagne,* en constituant, à côté de *l'Association générale des travailleurs allemands, une deuxième* fraction soi-disant social-démocrate, qui ne présentait un programme apparemment plus révolutionnaire sur le plan politique que pour attirer les travailleurs et donc susciter la division des ouvriers allemands ;
>
> Considérant : 2. que l'*actuelle coopération entre M. von Schweitzer* et les dirigeants du soi-disant Parti ouvrier social-démocrate pour saper en commun et éliminer l'organisation de l'Association générale des travailleurs allemands donne la preuve la plus éclatante que la destruction de l'Association générale des travailleurs allemands est l'objectif principal des dirigeants du Parti ouvrier social-démocrate qui, pour atteindre cet objectif, ne craignent pas de s'allier à des éléments indéniablement réactionnaires ;
>
> Considérant : 3. que le programme, l'organisation et la tactique du Parti ouvrier social-démocrate sont absolument incompatibles

avec le programme et l'organisation de l'Association générale des travailleurs allemands,

L'assemblée générale adhère à la résolution de la direction de l'Association générale des travailleurs allemands du 5 janvier de cette année, qui dit donc :

Considérant que, du point de vue des principes ou de la forme, les membres de l'Association générale des travailleurs allemands n'ont absolument aucune raison de modifier l'organisation de l'Association générale des travailleurs allemands dans le but d'une unification avec le Parti d'Eisenach,

Considérant par ailleurs que, conformément aux statuts de l'Association générale des travailleurs allemands, les membres de ce parti sont libres d'entrer dans cette association qui, par sa forte organisation ainsi que par le nombre beaucoup plus important de ses membres, offre justement le meilleur fondement pour l'union des travailleurs,

La direction passe outre les prétendues propositions d'unification du Parti d'Eisenach et passe à l'ordre du jour. »

À notre congrès étaient présentées un certain nombre de motions sur la question de l'unification, qui se prononçaient moitié pour, moitié contre, certaines voulant, à certaines conditions, soutenir des candidats de l'Association générale des travailleurs allemands lors des prochaines élections au Reichstag.

Dans le débat, Auer aussi prit la parole. Il dit : « *D'après les expériences faites, il serait indigne de notre parti d'accepter encore des compromis avec l'Association générale des travailleurs allemands* ». *Blos aussi s*'exprima dans le même sens, de plus il demanda que l'on n'admette aucun compromis avec le Parti populaire, dont aucun membre, dans le cas inverse, ne voterait pour un candidat ouvrier. Finalement Auer retira une motion de Berlin au profit d'une motion d'Albert (Glauchau) qui disait :

« Le Parti social-démocrate ne considère les élections au Reichstag que comme moyen de propagande et comme vérification de la diffusion de ses principes, refusant tout compromis avec d'autres partis. »

Cette motion fut acceptée en même temps qu'une motion des camarades de Ronsdorf, qui disait :

« Comme, du côté de notre parti, des démarches ont déjà été faites en vue de l'unification de l'ensemble de la social-démocratie allemande, mais qu'elles ont été rejetées presque à l'unanimité par l'assemblée générale de l'Association générale des travailleurs allemands de cette année, le congrès déclare cesser toute tentative avec

la fraction ci-dessus, que ce soit pour l'unification du parti ou pour les élections. »

Lorsque ensuite, en conséquence de cette décision, aux élections du Reichstag nos camarades présentèrent à Altona ma candidature contre Hasenclever, et que le *Nouveau social-démocrate* s'en plaignit, *Auer* se moqua de lui dans une correspondance de Dresde parue dans le n° 123 de l'*État populaire*, qui se terminait par ces mots : « Je termine en soumettant à la réflexion de M. Hasselmarat et sa marionnette Hasenclever ce dicton : « Agir d'abord et réfléchir après, plus d'un en a eu des regrets. » » C'est en même temps un échantillon de la manière dont à l'époque on polémiquait parfois.

J'ai déjà relaté l'issue des élections du 10 janvier 1874. Il peut être intéressant de savoir avec quels moyens financiers, chez nous, on faisait à cette époque une élection au Reichstag. Les dépenses de la caisse du parti pour toute l'Allemagne se montaient à 1 300 thalers[69]. Pour les 91 000 voix qui en Saxe se portèrent sur nos candidats, le comité régional saxon dépensa 780 thalers. Les élections à Leipzig-ville et Leipzig-campagne, y compris le deuxième tour à Leipzig-campagne, nécessitèrent 733 thalers, l'élection à Chemnitz 345 thalers, Fribourg-Oederan (circonscription de Geib) 165 thalers, Stollberg-Schneeberg (circonscription de Liebknecht) 350 thalers. Ce sont des sommes qui, comparées aux dépenses d'aujourd'hui pour les mêmes objectifs, peuvent être qualifiées d'infimes. Cependant, entre autrefois et aujourd'hui, il y a une différence. Aujourd'hui, les camarades sacrifient plus d'argent et payent le travail électoral. Autrefois, les camarades sacrifiaient moins d'argent, parce qu'ils en avaient moins, et aussi, parce qu'en comparaison d'aujourd'hui ils étaient moins nombreux, mais la plupart du temps ils faisaient le travail électoral gratuitement. Chacun devait autrefois faire en moyenne de bien plus grands sacrifices personnels qu'aujourd'hui, si on voulait obtenir des résultats. Il ne faut d'ailleurs pas négliger qu'en Allemagne actuellement on fait les campagnes électorales à une tout autre échelle qu'autrefois, et en particulier du côté de nos adversaires, et que, rien que pour cela, elles exigent de notre part des dépenses et des efforts bien plus grands.

1874 : la première session du nouveau Reichstag

Elle s'ouvrit en février 1874. Nos représentants proposèrent aux représentants de l'Association générale des travailleurs allemands de constituer un seul groupe parlementaire. Ils refusèrent. Par contre on se mit d'accord pour se soutenir mutuellement lorsqu'on présentait des propositions, on

69 Soit le salaire annuel de huit ouvriers environ.

voulait aussi travailler à ce que cessent les attaques mutuelles dans la presse et les assemblées. Ce n'était pas grand-chose, mais le reste suivrait forcément. Un grand nombre de camarades, des deux côtés, commençaient à en avoir assez des affrontements mutuels qui ne profitaient qu'aux adversaires et, même si une unification n'était pas encore possible, ils souhaitaient un accord pour des actions communes.

Dans notre parti, on était mécontent de l'attitude des élus qui nous représentaient. On trouvait qu'ils avaient trop rarement pris la parole et qu'alors ils n'avaient pas parlé avec assez de mordant. Le mécontentement à ce sujet s'exprima plus d'une fois dans la presse du parti. Liebknecht n'assista plus à aucune session, car la session fut clôturée juste après sa remise en liberté. Des côtés les plus divers, je reçus des lettres où l'auteur se plaignait de l'attitude des camarades parlementaires. Ainsi Robert Schweichel, qui depuis son déménagement à Berlin s'était chargé de la rédaction de la *Gazette littéraire [allemande]* ([*Deutsche*] *Roman-Zeitung*), et donc ne pouvait pas avoir d'activité politique publique, m'écrivit après la clôture de la session que l'attitude des députés social-démocrates l'avait généralement déçu. Après le brillant résultat des élections, on s'attendait à une autre attitude. Cela ne servait pas le parti. Rübner, l'expéditionnaire de la *Presse libre de Chemnitz*, m'écrivait : « Les représentants de l'Association générale des travailleurs allemands ont au Reichstag habilement damé le pion à nos camarades. Nos gens en sont furieux. » Les députés eux-mêmes se plaignaient vivement que, lors des demandes de prise de parole, le président ait favorisé les représentants de l'Association générale des travailleurs allemands. Dans cette affirmation, il y avait du vrai. Simson avait été remplacé par Forckenbeck qui, comme je l'ai déjà mentionné, était le président le plus partial que le Reichstag ait jamais eu. Cette partialité lui fut facilitée par la suppression de la liste des orateurs, qu'on réalisa pour pouvoir empêcher le plus possible les députés social-démocrates de prononcer des discours. Désormais, les députés devaient faire un signe au président pour lui signifier qu'ils souhaitaient prendre la parole, à peu près comme les enfants à l'école, quand ils veulent signaler au maître qu'ils peuvent répondre à une question. De cette façon, le président décidait arbitrairement s'il voulait voir cette demande de parole, et s'il voulait la prendre en compte, et quand. Et Forckenbeck faisait sans scrupules usage de ce pouvoir absolu. Cela amena plus tard Windthorst et ses amis à proposer de réintroduire la liste des orateurs. La proposition, pour laquelle Vahlteich se prononça au nom de notre groupe, fut repoussée. Alors, peu avant la clôture de la session, Most se vit obligé de dénoncer publiquement au Reichstag la partialité du président. Malgré de nombreuses demandes, il n'avait obtenu qu'une seule fois la parole. Selon toute apparence, c'était un acte de vengeance contre lui. Lors du début de la session, avant de se rendre à Berlin, Most s'était

laissé aller à publier dans la *Presse libre de Chemnitz,* dont il était le rédacteur, une espèce de déclaration de guerre au Reichstag, dans laquelle il lui annonçait qu'il le combattrait sans merci. C'était manifestement cela qu'il payait à présent. Le seul discours qu'il put faire concernait le projet de loi sur la vaccination et cela ne lui réussit pas. Il termina son bref discours par ces mots : « Pour le moment, nous demandons des établissements de bains publics et, si nous les avons, nous reviendrons sur le sujet de la journée de travail normale. » Pas étonnant que cette conclusion dans la bouche de Most ait suscité les rires de nos adversaires.

Mais à partir de cette session, avec le soutien de Forckenbeck, un autre abus se développa encore, qui plus tard ne cessa d'empirer. Il se trouva un homme toujours prêt à présenter une motion de clôture, un membre du Parti national-libéral, le député Valentin de Hildburghausen, qui avait été avocat de son métier. Dès que Forckenbeck souhaitait la fin du débat, il faisait à Valentin le signe convenu, alors celui-ci, obéissant, déposait la motion de clôture, qu'ensuite, comme sur ordre, votait la majorité, nationaux-libéraux et conservateurs. Pour désigner cette méthode de couper la parole, on fabriqua au Reichstag l'expression « le député qui voulait prendre la parole a été « valentiné », c'est-à-dire moralement guillotiné. Cet abus alla finalement si loin qu'il y avait sur le bureau, *en stock,* des motions de clôture « Valentin », dont le président se servait selon son bon plaisir. À ce qu'on racontait au Reichstag, son groupe parlementaire offrit pour son anniversaire à Valentin, pour le récompenser de son activité, un coffret de motions de clôture imprimées d'avance.

Il était aussi caractéristique de la situation de l'époque au Reichstag que le député Bamberg pût se permettre de qualifier les députés socialistes d'hôtes tolérés à qui on pouvait refuser le droit de séjour. Autre mesquinerie : pendant notre détention, Liebknecht et moi nous étions constamment, lors des votes nominaux, mis sur les listes des « non excusés », scandale qui ne prit fin que sur une plainte énergique de Vahlteich en séance publique.

Parmi les projets de loi qui occupaient le Reichstag, il y en avait plusieurs d'une importance particulière. Par exemple, un nouveau projet de loi sur l'armée, qui demandait une augmentation considérable des effectifs présents, à plus de 401 000 soldats, sans compter les volontaires d'un an, et cela pour une durée de sept ans. À l'époque les libéraux, y compris les nationaux-libéraux, doutaient encore qu'il fût constitutionnel de fixer ainsi à tant d'années le temps du service. On en vint à de vifs débats, mais finalement les nationaux-libéraux se soumirent et votèrent pour, après que Bismarck eut menacé de démissionner de son poste. Hasenclever prit la parole en première lecture, Motteler lors du débat général en troisième lecture. Les deux demandèrent la milice. Dans ces débats, pour défendre le projet, Moltke prononça ces paroles souvent citées plus tard :

> « Ce que nous avons obtenu en six mois les armes à la main, nous aurons à le protéger un demi-siècle les armes à la main, pour qu'on ne nous le reprenne pas. Là-dessus, Messieurs, ne nous faisons pas d'illusions : depuis nos guerres victorieuses, nous avons gagné du respect partout, de l'amour nulle part. »

Cela confirmait ce que nous avions prédit à maintes reprises dans les années 1870-1871. Ce n'est pas la guerre en soi, mais ses conséquences, l'annexion de l'Alsace-Lorraine, qui avaient créé en Europe des conditions qui rendaient la situation de plus en plus tendue, qui avaient conféré à la Russie une position dominante et provoquaient toujours de nouveaux armements. Sur nos propositions de milice, Moltkte s'exprima : « *Les fusils, Messieurs, c'est vite fait de les distribuer, mais c'est dur de les récupérer !* » (*Rires.*)

Le député Mallinckrodt avait présenté la proposition de deux ans de service. Vahlteich vota pour, Geib contre, Most et Motteler s'abstinrent. Hasenclever, Hasselmann et Reimer avaient présenté la proposition de voter 540 000 soldats pour deux mois et 18 000 soldats pour les dix mois suivants, et en outre d'instaurer l'instruction militaire des jeunes entre 14 et 20 ans. Cette proposition ne fut votée que par ceux qui la présentaient. Ces votes ne donnaient pas une image exaltante de l'activité des députés social-démocrates.

Le deuxième projet de loi important pour la classe ouvrière était un amendement à la législation des métiers qui, sous une forme un peu modifiée, ramenait le projet de loi de la session précédente. On se contentait cette fois-ci d'aggraver le § 153, en ce sens qu'à l'avenir sa violation serait punie de six mois maximum de prison, au lieu des trois mois maximum jusque-là. En revanche, dans un nouveau § 153a, on avait proposé de punir la rupture de contrat, le châtiment devant être une amende allant jusqu'à 150 marks ou la prison. Les grèves, qui pendant le boom de la période de fondation du Reich[70] se produisaient souvent pour rupture de contrat et, une fois la crise déclenchée, à cause des baisses de salaire et de l'allongement du temps de travail, les grèves défensives pour non-respect des délais de licenciement, avaient irrité le patronat au plus haut point. Il mit en scène une spectaculaire rafale de pétitions envoyées aux gouvernements fédérés[71] et au Reichstag pour obtenir qu'on punisse au criminel la rupture de contrat. Les gouvernements fédérés avaient satisfait à cette demande en proposant le § 153a. Par ailleurs, les dispositions déjà proposées autrefois concernant les tribunaux d'arbitrage professionnels furent à nouveau proposées, avec

70 Années des Fondateurs : 1871-1873, période de boom économique et de spéculation effrénée qui suivit la proclamation du Reich allemand, notamment du fait des réparations de guerre versées par la France.

71 Les gouvernements des États fédérés au sein du Reich allemand.

cette petite modification que l'administration supérieure pourrait décider si c'était les ouvriers et les employeurs intéressés qui devaient élire les assesseurs. Sur ce projet de loi, Hasselmann fit un bon discours. De notre côté on envoya à la commission Motteler, qui ne prit pas part aux discussions mais resta un auditeur muet, ce dont on lui tint rigueur de différents côtés. La commission raya les paragraphes sur les ruptures de contrat, et refusa également l'aggravation du § 153 ; par ailleurs, elle décida que l'élection des assesseurs aux tribunaux professionnels d'arbitrage ne devait se faire que par un vote de tous les intéressés. Cependant le projet ne fut pas discuté jusqu'au bout en séance plénière. Du côté de la majorité du Reichstag, on n'était pour l'instant pas encore prêt à des mesures d'exception ou à une aggravation des lois existantes.

La troisième proposition de loi importante était le projet d'une loi sur la presse. Le § 20 de l'année précédente y était maintenant libellé ainsi :

> « Quiconque, par voie de presse, présente la désobéissance à l'égard de la loi ou la violation des lois comme quelque chose de permis ou de louable sera puni d'une peine de prison ou de forteresse pouvant aller jusqu'à deux ans… Quiconque, par voie de presse, commet les actes visés par le § 166 du Code pénal pour le Reich allemand sera puni d'une peine de prison d'au moins trois mois, et pouvant aller jusqu'à quatre ans. »

Sur ce projet de loi, *Hasselmann* fit également un bon discours ; en plus de lui Geib aussi prit la parole. Le § 20 chuta en commission et en assemblée plénière. Par ailleurs la loi supprima les cautions et interdit le timbre sur les journaux et les taxes sur les annonces, là où elles subsistaient encore. De véritables améliorations par rapport à la situation antérieure, la loi n'en apporta qu'en Prusse, à Brunswick et dans les deux Mecklembourg ; à l'inverse, pour la Saxe, les États du Centre et du Sud, elle engendra diverses aggravations, parfois considérables, si bien qu'au début son adoption était problématique. Il en allait ici comme avec toutes les lois importantes du Reich, aux améliorations correspondaient *constamment* des aggravations ; s'engager résolument pour une loi politique qui représenterait pour tous une amélioration substantielle, le Reichstag en était incapable, constamment il cédait à la pression des gouvernements, c'est-à-dire à la Prusse, chef d'orchestre de toutes les régressions.

Mentionnons qu'à l'ouverture de la session on avait aussi présenté à nouveau une proposition de me libérer pour la durée de la session, cependant avec le même résultat négatif qu'auparavant. Les orateurs pour la proposition furent Vahlteich et Hasenclever. Le Parti du progrès refusa de soutenir la proposition, parce que cela ne servait à rien de la présenter.

Le fait que les représentants des deux fractions de la social-démocratie au Reichstag étaient fréquemment obligés de faire cause commune lors des délibérations donnait à tous ceux qui souhaitaient une union une nouvelle impulsion pour agir. La première démarche en ce sens fut entreprise à l'assemblée générale de l'Association générale des travailleurs allemands, qui se réunit à Hanovre du 26 mai au 5 juin 1874. F.W. Fritzsche, Hartmann (Hambourg), Meister (Hanovre) et d'autres proposèrent de déclarer :

> « L'assemblée générale de l'Association générale des travailleurs allemands considère que l'union de tous les travailleurs social-démocrates d'Allemagne est nécessaire pour atteindre les buts finaux de la social-démocratie et, pour amorcer cette unification, leur recommande, dans toutes les assemblées publiques ainsi que dans la presse de parti, de ne plus se combattre ni s'agresser. Des propositions précises en vue de l'unification, on ne peut en faire ou en discuter avant que le congrès des eisenachiens constate que lui aussi aspire sincèrement à une unification. »

Certes, après d'assez longs débats, cette motion fut *repoussée* par 50 voix contre 19, mais les débats furent menés sur un ton sensiblement autre que lors d'occasions semblables dans le passé.

Le Parti ouvrier social-démocrate tint son congrès à Cobourg le mois suivant, du 18 au 21 juillet, et pour la première fois depuis 1871 Liebknecht réapparut à un congrès du parti. On y débattit également de la question de l'union, sur laquelle plusieurs motions furent présentées. Dans le rapport que Geib fit au nom du comité directeur, il avait déjà expliqué :

> « Si, pour finir, nous mentionnons encore notre position à l'égard de l'Association générale des travailleurs allemands, c'est seulement pour constater que depuis l'élection au Reichstag la vieille discorde est ébranlée. Ce qui y contribue beaucoup c'est le fait que l'Association générale des travailleurs allemands est désormais, de haut en bas, d'une taille comparable à celle de notre parti. Si la position de l'Association générale des travailleurs allemands est de fait encore très hésitante, cela est clairement dû au vote sur la motion d'unification présentée à l'assemblée générale de cette association, pour laquelle 19 délégués seulement sur les 69 ont voté pour. Nous devons en conséquence être sur la réserve et avant tout être attentifs à la position de l'Association générale des travailleurs allemands sur les principes, car c'est là qu'il faut chercher un facteur important, pour ne pas dire le facteur essentiel orientant notre tactique d'unification. »

Dans le débat qui suivit plus tard sur les motions d'unification, prit aussi la parole *Auer,* qui sur cette question restait toujours glacial et qui dit avec pessimisme : « Dans l'ensemble, nous sommes tous d'accord pour

l'unification mais, tant que des deux côtés on attache de l'importance aux différences de principes, on ne peut pas songer à une véritable unification. Les perspectives que l'Association générale des travailleurs allemands nous ouvre à cet égard sont minces, la preuve en est déjà sa dernière décision de se qualifier de manière sectaire de « *lassallienne* ». Nos rêves de réconciliation n'ont jusqu'ici pas servi à grand-chose. Le seul moyen de parvenir à l'union c'est : faire sentir aux lassalliens notre force et nous renforcer. Adoptons le point de vue des propositions d'unification qui furent publiées il y a deux ans dans l'*État populaire*. Que l'on convoque un congrès général pour discuter de la question de l'unification. » *Bernstein* était sur cette question plus optimiste qu'*Auer*. Dans l'Association générale des travailleurs allemands, il y avait déjà selon lui de nombreux membres qui étaient pour l'unification. Le déroulement de l'assemblée générale de l'Association générale des travailleurs allemands confirmait son opinion. Il se déclarait aussi pour un congrès en vue d'un accord. Dans un long discours, *Liebknecht* se prononça pour que, si l'union n'était pas possible tout d'abord, l'on s'efforce de tendre à l'unification, l'union viendrait ensuite d'elle-même, M. Tessendorf y veillait, ainsi que la logique des faits, si ce n'est avec les chefs, alors malgré eux. *Motteler rendit* compte des discussions qui avaient eu lieu à Berlin entre Hasenclever et Hasselmann d'une part et nos représentants de l'autre. Hasenclever et Hasselmann avaient déclaré *qu'une union était inenvisageable*, vu que l'Association générale des travailleurs allemands avait, sans conteste, la meilleure organisation. On avait tout de même convenu de coexister pacifiquement dans la presse et les assemblées. En conclusion, on adopta à une grande majorité une motion de Geib qui disait :

> « Le congrès déclare être favorable à l'unification des deux fractions ouvrières allemandes. Sur les modalités d'une telle unification, nous attendons au prochain congrès des propositions du comité directeur et des parlementaires membres du parti. Par ailleurs, le congrès passe à l'ordre du jour. »

Au congrès de Cobourg, on en vint aussi à de vifs débats sur la propension souvent intempestive des camarades à créer, dans les localités d'une certaine importance, des journaux locaux qui, créés sans financement suffisant, causaient ensuite de grands ennuis au parti, parce qu'il fallait alors les maintenir en vie à tout prix. Plaintes qui, on le sait, se sont répétées jusqu'à l'époque actuelle. Bon nombre de ces journaux menaient une existence précaire et causaient bien des soucis à la direction du parti. Pour tel ou tel, ce fut presque une bonne chose que la loi d'exception les ait fait

disparaître ; au moins ils moururent au champ d'honneur, en combattant un adversaire supérieur en forces.

La question de la modification du programme occupa elle aussi le congrès de Cobourg. Il y eut sur cette question bon nombre de propositions, entre autres de Bracke. Après d'assez longs débats, on adopta alors une proposition de Kokosky-Grillenberger et compagnie, dans laquelle le congrès reconnaissait la nécessité de réformer le programme mais, vu que pour l'instant la question n'était pas encore mûre, reportait au congrès suivant la modification du programme. On devait mettre cette modification en discussion dans la presse.

On organisa en outre des conférences publiques, où Liebknecht et Motteler parlèrent de la situation politique de la social-démocratie, Yorck et Grillenberger de la question des ouvriers de l'industrie et des campagnes. Grillenberger, qui parla sur ce dernier sujet, fit sur cette question un discours très instructif.

Tessendorf initiateur de l'unification
Pourparlers sur l'unification

Geib et Liebknecht avaient raison lorsqu'ils expliquaient que la tendance à une fusion avec nous serait favorisée dans l'Association générale des travailleurs allemands par le traitement que les autorités lui infligeaient désormais, comme à nous. Le protagoniste le plus distingué de ces persécutions fut le procureur Tessendorf, qu'à l'été 1873 on fit venir de Magdebourg au tribunal de la ville de Berlin. Dans la septième chambre du tribunal de la ville de Berlin il trouva, en la personne de MM. Reich, président et von Ossowsky et Giersch, assesseurs, trois frères spirituels qui soutinrent en tous sens son zèle de sauveur de l'État et qui, pendant bien des années, se révélèrent des juges vraiment sanguinaires dans les procès contre un grand nombre de nos camarades.

Sa réputation de tueur de socialistes, Tessendorf se l'était déjà acquise à Magdebourg, à vrai dire avec ce résultat que le parti qu'il pourchassait et haïssait se renforçait et s'affermissait après chaque coup qu'il lui portait. Il était l'un des pires arrivistes, dans notre époque si riche en arrivistes. Dès 1871, Tessendorf ne cachait pas combien il était malheureux de n'avoir pas pu intervenir dans notre procès pour haute trahison. En témoigne l'incident suivant, que je mentionne un peu en détail parce qu'il montre sous son vrai jour le plus fanatique de tous les bouffeurs de socialistes. À cette époque, le *Journal de Magdebourg nous avait à plusieurs reprises,* dans des correspondances de Leipzig, insultés d'une manière inqualifiable, nous qui étions derrière les barreaux et ne pouvions nous défendre. Lorsque ensuite, en mars 1871, une grande bagarre avait éclaté à Zurich, lors d'une fête de la victoire que les Allemands vivant à Zurich avaient organisée dans la salle

de concert de cette ville, le correspondant de Leipzig affirma dans le *Journal de Magdebourg* que c'était à coup sûr nous qui étions les instigateurs de cette bagarre et nos camarades de Zurich qui en étaient les exécutants. Notons au passage que la justice établit plus tard que nos camarades de Zurich n'avaient pas le moindre rapport avec cette bagarre. Notre avocat Otto Freytag se vit de ce fait amené à porter plainte contre le *Journal de Magdebourg* près du tribunal de la ville et du district de Magdebourg. À son grand étonnement, le procureur Tessendorf se manifesta dans un long courrier, refusant *en vertu de ses fonctions* de prendre des mesures contre le *Journal de Magdebourg*. À cette occasion, il se perdait en considérations politiques longues et haineuses sur tous nos faits et gestes. Freytag répondit qu'il n'avait jamais pensé à demander pour nous l'assistance d'un parquet royal prussien, comme l'attestait la teneur de sa lettre. Par ailleurs, il se voyait obligé de récuser, *comme usurpation de pouvoir,* son immixtion à lui, Tessendorf, dans des affaires politiques qui *n'étaient pas de son ressort*. Au bout d'un mois, Tessendorf revint une nouvelle fois sur cet événement dans un courrier à Freytag, dans lequel il avouait sans vergogne *qu'il avait attendu en vain jusqu'à présent la publication de son courrier dans l'*État populaire. *Si c'est par égard pour sa personne que la publication n'avait pas eu lieu, il faisait savoir qu'on n'avait pas besoin de prendre ces égards*. Freytag lui envoya le 28 avril une réponse salée, dont la phrase de conclusion était :

> « Tout votre comportement dans l'affaire présente me prouve que vous ferez *votre carrière comme procureur et policier royal prussien, même si votre conduite sévère contre MM. Bebel et Liebknecht n'est pas publiée sur tous les toits. Peut-être trouverez-vous encore un autre moyen de voir publier ce que vous nous avez envoyé.* »

Et Tessendorf fit carrière. Il devint finalement procureur général près du tribunal du Reich de Leipzig. Mais il mourut sans voir réalisé son espoir et son ardent désir de devenir ministre prussien de la Justice. À Bielefeld vivait à cette époque un autre procureur arriviste qui, le 26 avril 1871, alla jusqu'à émettre une mise en garde publique à la population contre l'abonnement à l'*État populaire. Cynisme* sans pareil !

Tessendorf répondait pleinement aux attentes que ses supérieurs, et en particulier Bismarck, avaient placées en lui. Elles sont légion, les condamnations qui les années suivantes furent sur sa demande prononcées à Berlin par cette septième chambre de sinistre réputation, et les sentences devinrent de plus en plus dures et de plus en plus cruelles. Mais en même temps que les persécutions s'accrut aussi la résistance des camarades et, si Tessendorf et les juges de la septième chambre, à la fin de leur vie, ont fait le bilan honnête de toute leur activité, ils ont été obligés de se dire : *Nous avons travaillé en pure perte* ; nous avons anéanti les moyens d'existence

de beaucoup de gens, détruit le bonheur de beaucoup de familles et nos condamnations sévères en ont mené prématurément plus d'un dans la tombe, mais le mouvement dont nous voulions triompher, c'est lui qui a triomphé de nous. C'est nous qui sommes les vaincus. Ceux que nous voulions anéantir sont restés vainqueurs.

En 1874, Most se vit infliger à Berlin par la chambre susdite un an et demi de prison pour un discours sur la Commune de Paris. Le camarade Heinsch, typographe, un des meilleurs organisateurs de Berlin, fut condamné à un an de prison pour avoir imprimé un poème. A. Kapell de l'Association générale des travailleurs allemands écopa de neuf mois, que la cour d'appel réduisit à trois. Frohme écopa également de neuf mois, que la cour d'appel ramena à six. Toute une série d'autres camarades se virent infliger des peines aussi élevées, et en partie plus élevées encore, et dans presque tous ces procès il s'agissait de broutilles qui, devant un autre tribunal, auraient été punies de quelques semaines de prison ou d'une amende. Dans certains milieux, la nervosité ne cessa de croître. Dans toute la Prusse, sur l'année 1874, 104 procès condamnèrent 87 lassalliens à 211 mois et trois semaines de prison. Ce fut la même chose en Saxe, où les verdicts devinrent également, de plus en plus sévères. Là où d'habitude quelques mois de prison suffisaient, on infligeait maintenant des années. C'est notre parti qui fournit le principal contingent des condamnés.

Les mesures disciplinaires et dissolutions policières allaient de pair avec les condamnations judiciaires. À Berlin, l'Association générale des travailleurs allemands fut fermée fin juin sur ordre de la police. Lorsque ensuite Hasenclever, en tant que président de l'association, transféra son siège à Brême, il fut condamné à deux mois de prison pour infraction à la loi sur les associations. Par ailleurs, à Berlin, la dissolution frappa les organisations affiliées au Parti ouvrier social-démocrate : l'association ouvrière des jeunes filles et des femmes, l'association générale des cordonniers allemands, l'association générale des menuisiers allemands et l'association générale des maçons allemands. À Francfort-sur-le-Main, la police imita sa collègue de Berlin et interdit également la plupart des organisations ouvrières qui y existaient. De même dans le Hanovre, à Königsberg (Prusse) et dans d'autres localités, l'Association générale des travailleurs allemands tout comme les associations adhérant au Parti ouvrier social-démocrate tombèrent sous le coup des dissolutions par la police. Saxe et Bavière se montrèrent à la hauteur de l'exemple prussien. Ainsi tombèrent les organisations ouvrières de Munich, Nuremberg, Erlangen, Hof. À Munich, on interdit en même temps toute une série d'organisations syndicales, telles que l'association générale des tailleurs allemands, le syndicat des peintres, laqueurs et doreurs, l'association générale des ouvriers allemands du métal et celles des ouvriers du bois.

Tous ces événements contribuèrent très sensiblement à faire comprendre, même aux éléments les plus récalcitrants, que, face à ces mesures répressives qui touchaient sans distinction les deux fractions, seule la fusion donnerait un surcroît de résistance.

C'est alors que, le 11 octobre 1874, Liebknecht m'écrivit une lettre à la prison régionale de Zwickau, dans laquelle il disait :

> « *Tölcke* était ici hier ; il veut fusionner avec nous. Fritzsche aussi m'a écrit aujourd'hui dans le même sens. De même Reimer et Hasselmann veulent, à ce que m'écrit Fritzsche, au moins une alliance ; une fusion, selon eux, ne serait pas encore possible. Je t'en dirai plus de vive voix – huit jours avant l'ouverture du Reichstag je viendrai te voir. Je ne t'en dis pas plus ! Ce qui est sûr c'est que ceux de l'Association générale sont en déroute complète ; tout contrit, Tölcke – la rencontre avec lui était à peindre ! – admit que la sacro-sainte organisation n'avait pas résisté à l'épreuve… Il était amèrement déçu que nous ne voulions pas tout de suite convoquer pour le 15 novembre un congrès d'unification, et plus encore que je déclare qu'il nous serait impossible de faire marche arrière et de revenir au programme de Lassalle, même réformé. Tölcke pensait que bien sûr on n'avait absolument pas besoin de nommer Lassalle, qu'après tout le culte de Lassalle avait été pratiqué pour des raisons purement tactiques, etc., etc. Tölcke vint au nom de Hasenclever – qui est en prison à Zeitz – et en accord avec Wode. C'est la première clique – l'autre est celle de Hasselmann-Reimer. Entre eux, comme *would be* (prétendu) arbitre, il y a Fritzsche. Tölcke est terriblement en rage contre Hasselmann. Quand j'ai demandé si Hasselmann était d'accord avec sa démarche (à lui, Tölcke) il répondit : Non, mais il sera bien obligé ! Et à mon objection : Si vous agissez contre Hasselmann, qui est propriétaire du *Nouveau Social-Demokrat*, il va tout simplement vous faire sauter, tout comme en son temps Schweitzer a fait avec l'opposition, Tölcke répondit : « Hasselmann ne peut rien faire, juridiquement, c'est Hasenclever le propriétaire du journal. »

Liebknecht écrivait par ailleurs qu'il avait déclaré à Tölcke que nous ne pouvions rien conclure de définitif à Leipzig, qu'il devait d'abord aller à Hambourg, siège du comité directeur du parti, et consulter là-bas Geib, Auer, etc. Avant Noël, un congrès était impossible, il fallait aussi qu'ait tout d'abord lieu une conférence, cependant il fallait être prudent. « On ne doit pas penser à une fusion », concluait Liebknecht ; mais une fois le vin tiré, il faut le boire.

À Hambourg, on se mit d'accord pour proposer de constituer une commission composée à part égale des deux fractions, qui devait discuter des modalités d'une unification et formuler des propositions. Dans notre

parti, dès qu'on connut ces tentatives d'unification, partout on s'en félicita. Lorsque le 15 octobre le camarade Dotzauer (Zwickau) m'écrivit à la prison qu'il avait entendu dire que des discussions d'unification étaient en cours, je répondis que j'étais au courant. Je me réjouissais que les gens de l'Association générale des travailleurs allemands se rapprochent maintenant de nous et nous tendent la main pour une réconciliation. Lui (Dotzauer) avait été mal renseigné, quand il disait que Liebknecht aurait « carrément » refusé la proposition, ses démarches à Hambourg prouvaient le contraire. Cette offre de paix, Liebknecht et moi l'avions saluée avec satisfaction. « Dans ce combat qui a duré huit ans, j'ai dépensé une bonne partie de mes forces, la meilleure, beaucoup de temps et d'autres sacrifices. C'est bien qu'il se termine une fois pour toutes, et par une victoire. »

À propos des intrigues de Hasselmann et Reimer, le 22 octobre 1874 Tölcke écrivit d'Iserlohn à Wode, membre du comité directeur – qui pendant l'emprisonnement de Hasenclever était vice-président de l'association –, une lettre où il disait :

> « D'après les entrefilets de l'*État populaire,* les eisenachiens avancent à grand train dans la discussion du projet d'unification. Si nous ne voulons pas qu'ils nous dépassent, alors chez nous aussi il faut exiger une activité absolument inlassable – surtout vu *l'aversion de MM. Hasselmann et Reimer.* J'attire particulièrement ton attention sur le fait que Hasselmann et Reimer, par leur laïus dans le n° 119 du *Nouveau social-démocrate,* ont ouvertement annoncé leur intention d'agir tout à fait indépendamment en ce qui concerne la propagande, sans se soucier en quoi que ce soit de la direction de l'association ; apparemment, pour ces messieurs, le vice-président n'existe absolument pas.
>
> Il est donc indispensable d'agir rapidement dans toutes les directions, c'est pourquoi je crois nécessaire que nous procédions de la manière suivante :
>
> 1. Parce que, d'après *Hasenclever,* ni lui ni toi ni aucun membre du comité directeur ne peut faire de démarche *officielle* dans cette affaire et, parce que de tout côté c'est *de moi* qu'on attend des informations sur le résultat de mon voyage, il sera utile que ce soit moi qui, de notre côté, me charge de la correspondance au sujet de la réunion de la commission mixte, et cela jusqu'à ce qu'elle se réunisse …
>
> 2. Pour neutraliser certaine contre-propagande, il me faut au plus vite convoquer dans la vallée de la Wupper une conférence de l'ensemble des fondés de pouvoir de Rhénanie et Westphalie … »

Tölcke en proposait une aussi pour le Sud, Cassel inclus, et s'offrait à faire les voyages à Francfort, Offenbach, Hanau et Cassel. Il continuait ensuite dans sa lettre :

> « Avec l'éditorial du numéro d'hier du *Nouveau social-démocrate*, en particulier dans sa conclusion, Hasselmann a déjà commencé une propagande *contre* le congrès. »

Tölcke concluait sa lettre en demandant d'agir immédiatement et sans relâche.

Hasenclever était d'accord avec la démarche de Tölcke, cependant, dans une discussion qu'il eut à la prison de Zeitz avec Liebknecht et quelques autres de son camp on se mit d'accord d'attendre, pour de nouvelles démarches, jusqu'à la libération de Liebknecht, qui avait lieu début décembre. En attendant, des représentants des deux fractions se rencontrèrent à Berlin pour discuter des étapes suivantes. On y décida que chaque fraction élirait un nombre égal de membres et que chaque fraction élaborerait de son côté un projet de programme et de statuts. Après quoi, les représentants des deux fractions se réuniraient et, sur la base des deux projets, en élaboreraient un, que l'on soumettrait ensuite au congrès comme base de discussion.

La première information sur la tentative d'union en cours parvint au grand public par une proclamation de Hasenclever aux membres de son association, qu'il publia le 11 décembre 1874 dans le *Nouveau social-démocrate,* et que l'*État populaire reproduisit*. Il y informait que, puisqu'il savait que la grande majorité des membres de l'Association générale des travailleurs allemands était pour l'unification, on avait engagé les négociations avec le Parti ouvrier social-démocrate, qui souhaitait également une union. On tiendrait compte du souhait des lassalliens de reprendre dans le programme commun les idées et les revendications de Lassalle et de créer une organisation homogène et rigoureuse, cependant il ne fallait pas précipiter les discussions, là-dessus, les représentants des deux partis étaient d'accord.

C'est Berlin qui vit la première manifestation de masse en faveur de l'union. Dans l'assemblée en question étaient présents les sept députés au Reichstag qui étaient en liberté. On adopta à l'unanimité une résolution pour l'unification, et on décida aussi d'informer de l'événement Most à Plötzensee et moi à Zwickau.

La deuxième manifestation en faveur de l'unification, ce fut à Hambourg les funérailles de Yorck qui, comme je l'ai déjà rapporté, était mort dans la nuit de 1er janvier 1875. Cinq mille ouvriers des deux fractions suivirent, avec vingt drapeaux, le cercueil de l'homme qui était l'un des fondateurs aussi bien de l'Association générale des travailleurs allemands que, plus tard, du Parti ouvrier social-démocrate, et qui avait servi le mouvement corps et âme.

Le 19 janvier, Eduard Bernstein m'écrivit une lettre dans laquelle il s'excusait de ne transmettre que maintenant les sympathies les plus

chaleureuses de la grande assemblée populaire qui avait siégé à Berlin, et qui l'avait chargé, en tant que secrétaire, de nous les transmettre à Most et à moi.

> « Je ne sais pas ce que vous pensez de l'unification, cependant je crois que nous sommes au moins d'accord que cette idée doit être soutenue aussi longtemps que possible. Je ne me fais pas du tout d'illusions, cependant je sais qu'il y a parmi les membres de l'Association générale des travailleurs allemands une grande exigence d'unification. Malheureusement ces gens sont des lassalliens si butés que nous serons à cet égard obligés de faire des concessions. »

La commission mise en place se composait de neuf membres de chaque fraction. Les lassalliens avaient délégué Hasenclever, Hasselmann, A. et O. Kapell, Wode, Reinders, [Schmidt], Hartmann et Walther, les eisenachiens Auer, Bernstein, Bock (Gotha), Geib,[Krämer], Liebknecht, Motteler, Ramm et Vahlteich. Les 14 et 15 février 1875, la commission se réunit donc à Gotha pour, à partir des deux projets de programme et de statuts fortement divergents, en forger un seul. Le travail n'était pas facile, finalement on désigna Geib, Hasenclever, Hasselmann et Liebknecht pour constituer une commission de rédaction. La commission put ensuite annoncer que les travaux étaient terminés, à l'entière satisfaction des participants. Ce n'était pas partout le cas dans le parti. Lorsque le 5 mars Liebknecht m'envoya à la prison le projet de programme, avec la remarque qu'on n'avait pas pu obtenir plus, je crus tomber des nues. Il me faut signaler que, depuis des semaines déjà, j'étais très irrité et fâché que Liebknecht ne soit pas venu me voir, comme il l'avait promis, et que ni lui ni Motteler n'aient estimé qu'il valait la peine de me communiquer quoi que ce soit sur le déroulement des négociations. Cela, je croyais être en droit de l'attendre. Je m'assis donc à ma table et écrivis une longue lettre très colère de plusieurs pages, où je critiquais sévèrement le programme et faisais un contreprojet, qui en vérité était excessivement long et détaillé. J'avais encore une fois donné la preuve que l'isolement du monde extérieur pousse à couper les cheveux en quatre. Liebknecht s'excusa de ne pas m'avoir rendu visite et de ne pas m'avoir consulté. Mais il était surchargé de travail, et en plus il s'était dit qu'un entretien sur des sujets délicats en présence d'un fonctionnaire n'était pas chose agréable. C'était vrai. Mais le prisonnier qui sait qu'à l'extérieur on négocie des choses qui englobent tout ce qu'il pense et tout ce qu'il sent, aspire à une discussion, aussi limitée soit-elle. Liebknecht avait envoyé ma lettre au comité directeur du parti à Hambourg, où naturellement elle essuya également un refus. Si j'abandonnai finalement mes propres propositions, cela ne dissipait pas mon insatisfaction du projet de programme. En plus de moi, Bracke aussi s'opposait violemment au projet. Lorsque le 1er avril il me félicita d'être enfin libéré, il se prononça de la manière la

plus virulente contre le programme. Ces dernières années, Bracke avait été obligé de s'imposer une certaine réserve. Il tombait constamment malade et dut à plusieurs reprises entreprendre des voyages de santé. D'un autre côté, des considérations commerciales – il était le dirigeant de l'entreprise paternelle et, en fondant une imprimerie et maison d'édition, il s'était imposé une charge financière si lourde que seule la prudence la plus grande pouvait le protéger de lourdes pertes – lui interdirent de prendre part à bon nombre d'événements importants dans le parti. C'est pourquoi Bracke ne faisait pas partie de la commission d'union, ce qui était fort regrettable. Il m'informa qu'il avait entre autres écrit à Geib que le programme, au point III, était tout simplement absurde. C'était scandaleux de contaminer les camarades avec ces absurdités, et en revanche de bannir des cercles du parti la contradiction, et de conditionner l'adhésion au parti à l'approbation de ces absurdités. Il se développa entre nous une correspondance, dans laquelle Bracke le 10 mai m'écrivit :

> « Cette fois-ci, c'est à moi de m'excuser. Mais moi aussi j'ai peu de temps et je dois avouer que ce projet de m… m'a ôté tout entrain pour trouver, même en me faisant violence, une heure pour ce sujet.
>
> Je suis de ton avis, qu'on ne peut absolument pas améliorer ce projet, qu'il faut faire un projet entièrement nouveau ; maintenant je te rencontrerais volontiers à Magdebourg, mais j'aurai du mal à faire un projet, car où prendre le temps ? »

Finalement, étant donné que nous n'aurions pas le temps d'en discuter à fond et qu'aucun de nous n'aurait le temps de faire un projet, il était d'avis que nous n'avions plus qu'à accepter le projet de la commission comme programme *provisoire*, après l'avoir le plus possible démoli par la critique. Il ne pouvait pas non plus être d'accord avec mon projet excessivement détaillé, c'était bon pour une brochure. En plus de moi, Bracke était aussi en correspondance avec Marx et Engels au sujet du projet de programme, et cela amena Marx à écrire sa célèbre critique qui fut publiée dans le tome IX, page 561, de la revue *Les temps nouveaux* (*Neue Zeit).*

J'en avais profité pour demander, dans une lettre personnelle à Engels du 23 février 1875 : « Que dites-vous, Marx et vous, de la question de l'unification ? Je n'ai pas de jugement pleinement valable, car on ne me tient absolument pas au courant, je sais seulement ce que les journaux en ont dit. Je suis curieux de voir et d'entendre ce qu'il en est, lorsque je sortirai de prison le 1er avril ! » Là-dessus,Engels me répondit ce qui suit :

> « Londres, le 18/28 mars 1875,
>
> Mon cher Bebel,
>
> J'ai reçu votre lettre du 23 mars et je suis heureux que vous alliez si bien physiquement.

Vous me demandez ce que Marx et moi nous pensons de cette histoire d'unification ? Hélas, il s'est passé avec nous exactement la même chose qu'avec vous. Ni Liebknecht ni personne d'autre ne nous a donné la moindre information et nous ne savons donc nous aussi que ce qu'il y a dans les journaux ; il n'y avait rien jusqu'à ce que le projet de programme paraisse, il y a huit jours à peu près. En vérité, il ne nous a pas peu étonnés.

Notre parti avait si souvent tendu la main aux lassalliens pour une réconciliation, ou tout au moins pour faire une coalition, et il avait été si souvent et si dédaigneusement repoussé par les Hasenclever, Hasselmann et Tölcke, que même un enfant en aurait forcément conclu : Si ces messieurs viennent maintenant d'eux-mêmes et proposent une réconciliation, c'est qu'ils doivent être dans un sacré pétrin. Mais, comme nous connaissons bien la mentalité de ces gens-là, il est de notre devoir de tirer parti de ce pétrin pour exiger absolument toutes les garanties possibles, pour que ces gens ne renforcent pas à nouveau dans l'opinion publique ouvrière, aux dépens de notre parti, leur position ébranlée. Il fallait les accueillir avec le plus de froideur et de méfiance possible, faire dépendre l'union de leur degré d'empressement à abandonner leurs mots d'ordre sectaires et leur aide de l'État, et à accepter pour l'essentiel le programme d'Eisenach de 1869, ou une édition améliorée, adaptée à la situation actuelle. Du point de vue théorique, donc en ce qui est décisif dans le programme, notre parti n'aurait *absolument rien à apprendre* des lassalliens, en revanche c'est les lassalliens qui auraient beaucoup à apprendre de lui ; la première condition de l'union était qu'ils cessent d'être des sectaires, des lassalliens, qu'ils abandonnent donc d'abord la panacée de l'aide de l'État, sinon complètement, du moins qu'ils n'y voient plus qu'une mesure transitoire, secondaire, parmi et à côté de bien d'autres possibles. Le projet de programme démontre que nos gens, sur le plan théorique, sont cent fois supérieurs aux dirigeants lassalliens – mais cent fois inférieurs à eux en matière d'astuce politique ; les « honnêtes » se sont une fois de plus fait cruellement rouler par les malhonnêtes.

D'abord, on admet ce boniment de Lassalle, ronflant, mais historiquement faux : Face à la classe ouvrière, toutes les autres classes ne sont qu'une masse réactionnaire. Cette phrase n'est vraie que dans quelques cas exceptionnels, par exemple dans une révolution prolétarienne, comme la Commune, ou dans un pays où non seulement la bourgeoisie a formé à son image État et société, mais où aussi déjà la petite bourgeoisie démocratique à parachevé à son tour cette transformation jusque dans ses dernières conséquences. Si en Allemagne par exemple la petite bourgeoisie démocrate faisait partie de cette

masse réactionnaire, comment alors le Parti ouvrier social-démocrate aurait-il pu pendant des années marcher main dans la main avec le Parti populaire ? Comment l'*État populaire* peut-il puiser presque tout son contenu politique dans le J*ournal de Francfort, démocrate* petit-bourgeois ? Et comment peut-on relever pas moins de sept revendications de ce même programme qui directement et littéralement correspondent au programme du Parti populaire et de la démocratie petite-bourgeoise ? Je parle des sept revendications politiques des articles 1 à 5 et 1 à 2, dont il n'en est pas une seule qui ne soit pas démocratique *bourgeoise*.

Deuxièmement, le principe de l'internationalisme du mouvement ouvrier est dans la pratique complètement renié pour notre époque, et cela par les gens qui, cinq ans durant et dans les conditions les plus difficiles, ont honoré ce principe de la manière la plus glorieuse. Si les ouvriers allemands se trouvent à la tête du mouvement européen, cela repose *essentiellement* sur leur attitude authentiquement internationaliste pendant la guerre ; aucun autre prolétariat ne se serait aussi bien comporté. Et maintenant il faudrait que vous reniiez ce principe, au moment où partout à l'étranger les travailleurs mettent en avant ce principe avec autant d'énergie que les gouvernements en mettent à réprimer toute tentative de le mettre en œuvre dans une organisation ! Et quelle est la seule chose dans ce projet qui reste de l'internationalisme du mouvement ouvrier ? La pâle perspective, même pas d'une coopération future des ouvriers européens en vue de leur libération, non, mais seulement une future « fraternisation internationale des peuples », des « États-Unis d'Europe » revendiqués par les bourgeois de la Ligue de la paix !

Il n'était bien sûr pas indispensable de parler de l'Internationale en tant que telle. Mais le minimum était tout de même de ne faire aucun pas en arrière par rapport au programme de 1869 et de dire à peu près : *bien que* le parti ouvrier allemand *agisse pour l'instant* à l'intérieur des frontières que lui fixe l'État (il n'a pas le droit de parler au nom du prolétariat européen, et surtout pas de dire quelque chose de faux), il est pourtant conscient de sa solidarité avec les travailleurs de tous les pays, et il sera toujours prêt, à l'avenir comme par le passé, à remplir les devoirs que cette solidarité lui impose. Même sans qu'on se proclame ou qu'on se considère précisément comme faisant partie de l'Internationale, ces devoirs consistent par exemple, lors de grèves, à venir en aide aux grévistes, à empêcher l'envoi de briseurs de grève, à veiller à ce que les organes du parti informent les travailleurs allemands du mouvement à l'étranger, à faire de la propagande contre la menace ou l'éclatement de guerres machinées

par les cabinets, à se comporter pendant ces guerres comme on l'a fait magistralement en 1870 et 1871, etc.

Troisièmement, les nôtres se sont laissé imposer d'autorité la « loi d'airain des salaires » de Lassalle, qui repose sur une conception économique totalement dépassée, à savoir que le travailleur ne touche en moyenne que le *minimum* de salaire pour son travail parce que, d'après la théorie de la population de Malthus, il y a toujours un trop grand nombre de travailleurs (ça, c'était le raisonnement de Lassalle). Or, dans *Le Capital,* Marx a démontré en détail que les lois qui régissent le salaire sont très complexes, et que, selon les circonstances, tantôt c'est l'une tantôt c'est l'autre qui prédomine, qu'elles ne sont donc pas du tout d'airain mais au contraire très élastiques, et qu'on ne peut vraiment pas régler l'affaire en quelques mots, comme Lassalle se le figurait. Le fondement chez Malthus de la loi que Lassalle a copiée sur lui et Ricardo (en falsifiant ce dernier), tel qu'il se trouve cité par exemple dans son *Manuel de l'ouvrier* (*Arbeiter Lesebuch*), page 5, tiré d'une autre brochure de Lassalle, Marx l'a réfuté en détail dans son chapitre sur l'accumulation du capital. En adoptant la loi d'airain de Lassalle on professe donc une théorie fausse et son fondement erroné.

Quatrièmement, le programme présente comme *seule revendication sociale l'aide de l'État sous sa forme la plus crue, telle que Lassalle l'a volée à Buchez*[72]. Et cela après que Bracke a très bien montré toute l'inanité de cette revendication ; après que presque tous, sinon tous les orateurs de notre parti ont été, dans la lutte contre les lassalliens, obligés de prendre position contre cette « aide de l'État » ! Notre parti ne pouvait pas s'infliger pire humiliation ! L'internationalisme rabaissé à Armand Goegg[73], le socialisme au républicain bourgeois Buchez, qui présentait cette revendication contre les socialistes, pour leur couper l'herbe sous les pieds !

Dans le meilleur des cas, l'aide de l'État au sens de Lassalle n'est cependant qu'une mesure parmi bien d'autres pour atteindre le but qu'on désigne ici par la formule boiteuse : « pour préparer la voie à la solution de la question sociale », comme s'il y avait encore pour nous une question sociale non résolue sur le plan théorique ! Si donc on dit : « le parti ouvrier allemand vise à abolir le travail salarié, et du coup la division en classes, au moyen de l'organisation de la

72 Philippe Buchez (1796-1865) passé par le saint-simonisme, était une républicain fortement inspiré par le catholicisme social.

73 Armand Goegg (1820-1897), dirigeant républicain de la révolution de 1848 dans le pays de Bade, compta parmi les fondateurs de la Ligue internationale de la paix et de la liberté à Genève en 1867.

production coopérative dans l'industrie et l'agriculture et à l'échelle nationale ; il défend toute mesure propre à atteindre ce but ! » alors aucun lassallien ne peut rien avoir contre.

Cinquièmement, nulle part il n'est question de l'organisation de la classe ouvrière en tant que classe au moyen des syndicats de métier. Or c'est un point essentiel, car c'est la véritable organisation du prolétariat en classe, dans laquelle il mène sa lutte quotidienne contre le capital, dans laquelle il s'instruit et qu'aujourd'hui même la pire réaction (comme maintenant à Paris) ne peut tout bonnement plus détruire. Étant donné l'importance que cette organisation en syndicats a prise également en Allemagne, il serait à notre avis absolument indispensable de la mentionner dans le programme et de lui réserver si possible une place dans les statuts du parti.

Voilà toutes les concessions que les nôtres ont complaisamment faites aux lassalliens. Et qu'est-ce que les autres ont concédé en échange ? Qu'un tas de *revendications purement démocratiques assez confuses* figurent dans le programme, dont bon nombre sont uniquement affaire de mode, comme par exemple « la législation par le peuple », qui existe en Suisse et fait plus de mal que de bien, si tant est qu'elle fasse quelque chose. L'a*dministration* par le peuple, ça encore ce serait quelque chose. De même, il manque la condition première de toute liberté : que tout fonctionnaire soit à l'égard de chaque citoyen responsable de tous les actes de sa fonction devant les tribunaux ordinaires et selon le droit commun. Que des revendications telles que liberté de la science ou liberté de conscience figurent dans n'importe quel programme bourgeois et aient ici l'air quelque peu insolite, je ne veux rien ajouter là-dessus.

L'État populaire libre se transforme en État libre. Grammaticalement parlant, un État libre est celui qui est libre vis-à-vis de ses citoyens, donc un État avec un gouvernement despotique. On devrait laisser tomber tout ce bavardage sur l'État, surtout depuis la Commune, qui déjà n'était plus un État au sens propre du terme. Les anarchistes nous ont jeté jusqu'à la nausée l'État populaire à la figure, bien que déjà l'ouvrage de Marx contre Proudhon et ensuite le *Manifeste communiste* disent sans détour qu'avec l'avènement de l'ordre socialiste l'État se dissout de lui-même et disparaît. Cependant, comme l'État n'est qu'une institution provisoire dont on se sert dans la lutte, dans la révolution, pour réprimer par la force ses adversaires, c'est pur non-sens que de parler d'un État populaire libre ; tant que le prolétariat a *encore besoin de l'État*, ce n'est pas pour la liberté qu'il en a besoin, mais pour réprimer ses adversaires, et dès qu'il peut être question de liberté, l'État cesse d'exister en tant

que tel. C'est pourquoi au lieu d'État nous proposerions de mettre partout le mot « communauté » (Gemeinwesen), un bon vieux mot allemand que le mot français « commune » peut très bien traduire.

« Élimination de toute inégalité sociale et politique » est aussi un verbiage très douteux à la place de « abolition de toute division en classes ». D'un pays à l'autre, d'une province à l'autre, et même d'une localité à l'autre, il existera toujours une *certaine* inégalité des conditions d'existence, que l'on pourra réduire au minimum mais qu'on ne pourra jamais éliminer totalement. Les habitants des Alpes auront toujours d'autres conditions de vie que les gens du plat pays. Se représenter la société socialiste comme le règne de l'égalité est une conception unilatérale des Français, s'appuyant sur « liberté, égalité, fraternité », conception qui en son temps et en son lieu se justifiait comme étape de développement, mais qui, comme toutes les notions unilatérales des vieilles écoles socialistes, doit maintenant être dépassée, vu qu'elle ne fait que causer de la confusion dans les têtes, et qu'on a trouvé des manières plus précises de représenter la chose.

Je m'arrête, bien que presque chaque mot dans ce programme rédigé sans sève et sans vigueur soit à critiquer. Il est tel que, au cas où il serait adopté, Marx et moi ne pourrions *jamais* reconnaître le *nouveau* parti fondé sur une telle base et que nous serions obligés de réfléchir très sérieusement à l'attitude à avoir – même publiquement – vis-à-vis de lui. Songez qu'à l'étranger on *nous* tient pour responsables d'absolument toutes les déclarations et actions du Parti ouvrier social-démocrate. Ainsi Bakounine dans son ouvrage *Politique et Anarchie*, où il nous attribue chaque parole inconsidérée que Liebknecht a dite ou écrite depuis la fondation de l'*Hebdomadaire démocrate*. Les gens s'imaginent même que de Londres nous commandons toute l'histoire, alors que vous savez aussi bien que moi que nous ne sommes pratiquement jamais intervenus dans les affaires intérieures du parti, et alors seulement pour redresser si possible des bourdes, et *uniquement de nature théorique,* qui à notre avis avaient été commises. Mais vous comprendrez vous-même que ce programme marque un tournant, qui pourrait très facilement nous obliger à décliner toute responsabilité à l'égard du parti qui l'accepte.

En général, le programme officiel d'un parti a moins d'importance que ce qu'il fait. Cependant un *nouveau* programme est toujours un drapeau planté en public et le monde extérieur juge le parti d'après lui. Il ne devrait donc en aucune façon contenir un recul, comme celui-ci par rapport à celui d'Eisenach. Et puis, on devrait aussi songer à ce que les ouvriers des autres pays diront de ce

programme ; quelle impression cela leur fera que l'ensemble du prolétariat socialiste d'Allemagne ploie le genou devant le lassallisme.

D'ailleurs je suis persuadé qu'une unification sur *cette* base ne durera pas un an. Les meilleures têtes de notre parti devraient-elles accepter de chanter sur la lyre les phrases de Lassalle apprises par cœur sur la loi d'airain des salaires et l'aide de l'État ? Vous par exemple, j'aimerais vous y voir ! Et s'ils le faisaient, leurs auditeurs les siffleraient. Et je suis sûr que les lassalliens tiennent autant à *cette* partie-là du programme que le juif Shylock à sa livre de chair. La scission viendra ; mais nous aurons redonné une « honnêteté » aux Hasselmann, Hasenclever, Tölcke et consorts ; nous sortirons de la scission plus faibles, et les lassalliens plus forts ; notre parti aura perdu sa virginité politique et ne pourra jamais plus s'opposer hardiment aux grandes phrases de Lassalle, qu'il a lui-même un temps inscrites sur son drapeau ; et si alors les lassalliens prétendent à nouveau qu'ils sont le seul et authentique parti ouvrier, que les nôtres sont des bourgeois, le programme sera là pour le démontrer. Toutes les mesures socialistes y sont les *leurs*, et *notre* parti n'y a ajouté que les revendications des petits-bourgeois démocrates, qui dans ce même programme sont pourtant désignés, y compris par vous, comme faisant partie de la « masse réactionnaire » !

J'avais laissé de côté cette lettre, car vous ne serez libéré que le 1er avril, en l'honneur de l'anniversaire de Bismarck, et je ne voulais risquer de la voir saisie en tentant de vous la faire parvenir en contrebande. Or je viens de recevoir une lettre de Bracke, qui lui aussi a de fortes réserves concernant ce programme et veut connaître notre opinion. Je lui envoie donc cette lettre pour qu'il vous la transmette, afin qu'il la lise et que je n'aie pas à écrire deux fois tout ce fourbi. En outre, j'ai également dit ses quatre vérités à Ramm, et je me suis contenté d'écrire brièvement à Liebknecht. Je ne lui pardonne pas de ne pas nous avoir écrit *un seul mot* de cette affaire (alors que Ramm et autres croyaient qu'il nous avait scrupuleusement informés), jusqu'à ce que ce soit pour ainsi dire trop tard. C'est d'ailleurs ainsi qu'il a toujours fait – d'où la masse de correspondance désagréable que nous, Marx comme moi, nous avons eue avec lui – mais cette fois-ci cela dépasse les bornes et *décidément nous ne marchons plus*.

Tâchez de vous arranger pour venir ici cet été. Vous logerez naturellement chez moi et, si le temps le permet, nous pourrons aller même nous baigner quelques jours à la mer, cela vous fera beaucoup de bien après tout ce temps sous les verrous.

Bien amicalement.
F. E.

Marx vient de déménager, il habite au 41, Maitland Park Crescent, N. W. Londres. »

Le 10 mai, Bracke écrivit alors à Marx concernant ma situation actuelle :

« J'avais d'abord cru que Bebel serait disposé à intervenir résolument, mais, d'une part, sa mauvaise santé et le travail nécessaire à la reprise de son commerce et, d'autre part, les demandes instantes de Liebknecht semblent l'avoir retenu. »

Ce n'est pas seulement les demandes de Liebknecht qui me poussaient à ne pas exprimer publiquement mon mécontentement sur le projet de programme, c'était les pressions venant de toute part, pour que mon intervention ne provoque pas un esclandre et du coup empêche peut-être l'unification.

Je cédai donc à cette demande, car moi aussi l'union me tenait à cœur. En outre, la pression pour l'union était si forte dans le parti qu'il fallait taire toute considération sur des doutes concernant le programme. Enfin, on pouvait réparer plus tard les erreurs commises.

Ce qui encouragea les aspirations à l'unification chez les dirigeants, fut essentiellement la nouvelle réunion du Reichstag, qui imposait une assez longue présence des députés à Berlin. La session fut ouverte le 29 octobre 1874, mais fut close dès le 30 janvier. La participation de nos représentants aux débats ne fut guère active. Les débats sur l'union du parti suscitaient bien plus l'intérêt des députés que les délibérations du Reichstag, bien que d'importants projets de loi l'aient occupé. Ainsi on avait entre autres présenté le projet d'une loi sur l'organisation de la justice, le projet d'un code de procédure pénale et d'un code de procédure civile et un projet de loi sur l'armée territoriale, sur lequel Liebknecht et Hasselmann prirent plus tard la parole.

Bien entendu, on présenta à nouveau une proposition pour que nous soyons autorisés à sortir de prison pendant la durée de la session, proposition qui cette fois-ci concernait Hasenclever, Most et moi. C'est Liebknecht qui prit la parole pour défendre la proposition, et il ne manqua pas l'occasion d'examiner à la loupe les procès qui avaient abouti à notre condamnation et de démonter méthodiquement le verdict. Il s'exprima de manière particulièrement ferme sur le traitement indigne qui était à l'époque infligé à Most à Plötzensee.

Après Liebknecht, c'est Windthorst qui prit la parole, et il se plaignit lui aussi vivement du traitement des prisonniers politiques dans le camp de Hanovre-le-Vieux. En raison du contenu de l'article 31 de la Constitution, il ne pouvait toutefois pas approuver la proposition demandant notre mise

en liberté, mais il souhaitait que, quand un député se trouvant en prison posait une demande de permission, les gouvernements acceptent volontiers cette demande et que M. le Chancelier la défende. Puis Bismarck prit la parole et remarqua ironiquement qu'en pareil cas « M. le Chancelier » s'engagerait à ce que le prisonnier ait une permission s'il le lui demandait, car des discours tels que ceux des deux orateurs précédents, le Reichstag n'en avait pas entendu depuis longtemps, ils étaient extraordinairement instructifs et nous manquaient depuis longtemps. (*Rires.*) Le Reichstag ne se doutait pas qu'en décidant de refuser, comme antérieurement, il allait bientôt se mettre dans une pénible situation. Les débats sur la proposition de Liebknecht et les autres avaient eu lieu le 21 novembre mais, dès le 12 décembre, le député Lasker appuyé par les députés von Bennigsen, Schenk, von Stauffenberg, von Forkenbeck, Dr. Hänel, Windthorst, von Denzin, Dr. Schwarze et le prince Hohenlohe-Langenburg – donc les représentants de l'ensemble des partis bourgeois –, se vit obligé de présenter cette proposition :

> « Étant donné qu'on nous a fait un rapport digne de confiance sur l'arrestation hier de M. Majunke, membre du Reichstag, en raison d'une condamnation exécutoire, la commission du règlement de la Chambre est chargée de faire rapidement un rapport sur les points suivants : 1. Selon l'article 31 de la Constitution du Reich allemand, l'arrestation d'un membre du Reichstag, *pendant la session du Reichstag, sans l'accord de celui-ci, est-elle licite constitutionnellement ?* 2. Et quelles démarches faut-il engager pour prévenir l'arrestation, suite à une condamnation exécutoire, de membres du Reichstag, *pendant la session* du Reichstag, sans l'accord de celui-ci ? »

La proposition, que la Chambre débattit sur-le-champ, était ridicule. Si, comme la Chambre l'avait décidé à plusieurs reprises, et tout dernièrement le 21 novembre, l'article 31 de la Constitution n'était pas applicable à *l'arrestation* de députés condamnés, alors les autorités compétentes avaient aussi incontestablement le droit d'arrêter *pendant la session un député condamné*. Or le cas du député Majunke, qui avait été condamné à un an de prison en tant que rédacteur de la *Germania*, avait eu un retentissement énorme. Il était indubitable également que son arrestation, peu avant le début de la session du Reichstag, n'avait pu se produire sans l'accord de Bismarck. Car effectivement le jugement était déjà exécutoire depuis le 23 septembre, on pouvait donc attendre la fin de la session, fin janvier, pour arrêter Majunke, sans dommage non plus pour le fonctionnement de la justice puisqu'on avait négligé de l'arrêter avant le début de la session. Mais ça, Bismarck ne le voulait pas. Il voulait manifestement donner une leçon au Centre en représailles pour les débats du 4 décembre ; que ce soit aussi une gifle morale pour le Reichstag, qui avait dû accepter ce mauvais

coup sur la base de ses propres décisions, cela lui était parfaitement égal. Il ne prit même pas la peine d'apparaître dans ce débat. La proposition de Lasker fut donc transmise à la commission des règlements mais, comme il était prévisible, celle-ci fut incapable de se mettre d'accord sur une proposition et, quelques jours plus tard, se présenta à la Chambre les mains vides. Là, le débat prit la même tournure lamentable. Toutes les propositions qui furent présentées trouvèrent à chaque fois une majorité contre elles. Pour le Reichstag, l'issue de cette affaire était humiliante au possible.

J'ai mentionné que le débat du 4 décembre était la raison de la vengeance de Bismarck contre Majunke. Dans cette séance, le politicien catholique social Jörg fit un discours sur la politique étrangère de Bismarck et sur la non-convocation du comité directeur du Conseil fédéral (*Bundesrat*) pour contrôler cette politique. Exaspéré par une lettre pastorale des évêques français, dont plusieurs à cette époque comptaient parmi leurs diocésains des Alsaciens-Lorrains citoyens du Reich, lettre pastorale où les évêques désapprouvaient les mesures disciplinaires allemandes du Kulturkampf, Bismarck avait expédié aux ambassadeurs du Reich une dépêche-circulaire dans laquelle il disait : « *S'il s'avère impossible pour le Reich allemand de vivre durablement en paix avec son voisin de l'ouest, alors on n'attendra pas pour frapper que l'armement des Français soit totalement achevé, mais on choisira nous-mêmes le moment opportun et on prendra l'initiative.* » C'était une menace de guerre, qui suscita une grande inquiétude. Reprenant une expression de Bismarck dans le *Journal général de l'Allemagne du Nord*, les historiens ont appelé cette dépêche « dépêche de la douche froide ». Jörg voyait dans ce procédé de Bismarck une manière d'agir irresponsable qui, d'un cœur léger, exposait le Reich à de grands dangers. Il se plaignait également qu'on rende le Centre responsable de l'attentat que Kullmann[74] avait l'été précédent perpétré contre Bismarck à Kissingen. Jörg traitait Kullmann de demi-fou, dont le Centre ne se sentait pas responsable. Là-dessus, dans un discours très agressif, Bismarck se déchaîna contre le Centre. Se référant à l'aveu qu'en prison Kullmann lui avait fait, à lui Bismarck, que c'était la lecture de la presse du Centre qui l'avait déterminé à cet attentat, il accusa le Centre d'avoir une part de responsabilité dans l'attentat, car Kullmann était pendu à ses basques. Ces paroles suscitèrent un énorme vacarme d'où s'élevaient des « Hou ! » répétés, lancés des bancs du Centre en direction de Bismarck. Celui qui cria le plus au cours de l'altercation, ce fut le futur président du Reichstag, le comte Ballestrem.

74 Eduard Kullmann était un jeune apprenti catholique. Le 13 juillet 1874, il tira sur Bismarck, le blessant légèrement au bras. Il voulait protester contre les persécutions des catholiques.

Cet incident, Bismarck ne l'avait pas oublié, car un des principaux traits de son tempérament combatif était d'avoir la haine tenace. Cette haine m'a toujours impressionné, en revanche ce qui me déplaisait profondément c'était la manière mesquine et fielleuse qu'il avait d'assouvir sa haine. Là, tous les moyens lui étaient bons.

Dans cette session, nous remportâmes un succès inattendu. Most avait adressé une pétition au Reichstag pour se plaindre de la manière dont il avait été traité à la prison de Plötzensee, et il avait demandé qu'une loi réglemente la détention. La commission des pétitions, qui devait faire un rapport là-dessus, ne pouvait ignorer le bien-fondé des plaintes de Most. Au cours des débats en séance plénière, où Liebknecht aussi prit la parole, on adopta à une grande majorité la motion suivante :

> « Transmettre la pétition à M. le Chancelier, en lui demandant d'agir afin que, dans ceux des États confédérés où l'exécution des peines n'est jusqu'à présent pas réglementée, en particulier dans le royaume de Prusse, les gouvernements confédérés réglementent au plus vite l'exécution des peines et l'emprisonnement, de manière que l'exécution des peines, en particulier des peines de prison, soit garantie dans le sens du Code pénal, et tout particulièrement de son § 16 ;
>
> Demander d'autre part à M. le Chancelier d'agir auprès du gouvernement du royaume de Prusse afin que soient supprimés le § 23 de l'instruction du 24 octobre 1837, l'arrêté du ministère de la Justice du 24 octobre 1851 (5c) et le § 37 du règlement intérieur de maison d'arrêt de Berlin, car ils sont en contradiction avec le § 16 alinéa 2 du Code pénal. »

Ma libération le 1er avril 1875 – anniversaire de Bismarck – après trente et un mois de détention ne fut pas seulement un jour de joie pour moi et ma famille. Je reçus de toutes parts une telle quantité de lettres et de télégrammes de félicitations venant du parti que j'ai le droit de dire qu'une grande partie même du parti considéra ce jour comme un jour d'allégresse.

Le 11 avril, ma circonscription avait organisé à Glauchau une grande réception, à laquelle j'assistai avec ma famille. Dans le discours que je fis, je dis, me référant à l'union à venir : « J'ai la grande joie de saluer les membres de l'autre fraction, qui de cette tribune nous ont souvent fait face en adversaires ; dorénavant, nous ne marchons pas seulement pacifiquement côte à côte, maintenant nous combattons aussi ensemble les uns à côté des autres pour l'objectif élevé auquel nous aspirons. Mais bientôt nous serons réunis dans une formation commune. Plus nous nous sommes autrefois combattus violemment, plus nous agirons désormais vigoureusement, courageusement et hardiment contre l'ennemi commun. Le succès est inévitable. » L'ambiance à cette fête était la meilleure que l'on pût imaginer,

la réconciliation qui s'était produite nous libérait tous comme d'un cauchemar. En juillet, les camarades de Meerane à leur tour organisèrent une grande fête, et plus tard ceux de Hohenstein-Ernstthal.

Moritz Hess n'était plus là pour vivre la fusion. Il mourut en avril à Paris. Karl Hirsch fit l'oraison funèbre. Ce même mois mourut également Georg Herwegh, qui depuis la mort de Lassalle s'était tenu à l'écart du parti, lui à Baden-Baden.

La même année, le *Journal de Francfort* se vit obligé d'organiser une collecte pour l'ancien « forçat » August Röckel, qui vivait à Vienne dans le plus grand besoin.

Du congrès d'unification de Gotha à la veille de la loi d'exception

L'œuvre d'unification

Le congrès d'unification avait été convoqué par le comité préparatoire pour le 22 mai 1875 et les jours suivants. Après des années de luttes acharnées les uns contre les autres, les frères jusqu'ici ennemis se faisaient maintenant face, les yeux dans les yeux, pour œuvrer en commun. Qu'on ne s'embrasse pas tout de suite fraternellement, mais qu'on se regarde parfois encore avec méfiance, qui s'en étonnera ? Il fallait encore beaucoup se ménager les uns les autres et se traiter les uns les autres en marchant sur des œufs, si on voulait éviter qu'explosent les conflits personnels et matériels encore existants. C'est avec curiosité et impatience que, dans ces jours après Gotha, nos adversaires communs guettaient si l'œuvre d'unification réussissait. Et, après quelques petits frottements, elle réussit au-delà de toute espérance et porta ses fruits.

Au congrès, 127 délégués représentaient 25 659 camarades. Parmi eux, 16 538 membres avec 71 délégués revenaient à l'Association générale des travailleurs allemands et 9 121 membres avec 56 délégués au Parti ouvrier social-démocrate.

W. Bock de Gotha ouvrit l'assemblée au nom du comité local et salua les présents. Bock était l'un des cofondateurs du Parti ouvrier social-démocrate à Eisenach et maintenant il œuvrait pour la deuxième fois à la fondation d'un parti nouveau et plus grand.

Geib et Hasenclever furent élus présidents du congrès. Lors de l'examen des mandats je me déclarai en faveur de l'admission d'un petit groupe de lassalliens de Leipzig, qui s'était détaché de l'association principale. S'il fallait une union, alors qu'elle soit complète. *Auer* s'y opposa. Ma motion ne passa pas. Cependant on admit le représentant du groupuscule avec voix consultative. J'avais donc gagné à moitié. Par ailleurs, Breslau avait présenté une motion demandant que les deux fractions, avant que commencent les délibérations du congrès commun, tiennent chacune leur propre congrès pour régler leurs affaires internes. *Auer* se déclara contre. On pourrait, dit-il, tout aussi bien le faire après le congrès général. Ça ne demandait qu'un jour aux eisenachiens. Leurs comptes étaient justes, comme l'attestaient les délégués présents. Le congrès avait lieu après que

les représentants des deux partis avaient trouvé un accord. Personne n'avait eu d'arrière-pensées. Chez les eisenachiens le mot d'ordre était : « Nous sommes pauvres mais honnêtes. » Nous ne pouvions pas faire traîner le congrès en longueur, c'est pourquoi nous étions contre la proposition de Breslau. Ces déclarations d'Auer blessèrent évidemment l'autre partie, et le lendemain *Fritzsche* prit donc la parole pour se plaindre de la déclaration d'Auer : « Nous sommes pauvres, mais honnêtes. » Ces paroles insinuaient qu'à l'Association générale des travailleurs allemands on était malhonnête. *Geib* rassura Fritzsche. *Auer* déclara que, *dans les circonstances présentes, il considérait que cette déclaration était justifiée. C'étaient les lassalliens eux-mêmes qui avaient soulevé de telles attaques et avaient à ce propos parlé de « deux côtés ».*

Ce fut la seule dissonance sérieuse qui se manifesta dans les discussions.

C'est Liebknecht qui fut le rapporteur sur la question du programme. Le programme renfermait la phrase : l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre de la classe ouvrière, « face à laquelle toutes les autres classes ne sont qu'une masse réactionnaire ». Je proposai de dire, à la place de cette dernière proposition : « face à laquelle toutes les autres classes sont réactionnaires ». Vahlteich alla plus loin et demanda la suppression de tout le passage. Sa proposition fut rejetée par 111 voix contre 12, la mienne par 58 voix contre 50. Lors de la délibération de détail sur les revendications immédiates, je proposai de demander le droit de vote pour les citoyens des deux sexes. *Hasselmann* se déclara contre ma proposition, *Auer* pour. Elle fut rejetée par 62 voix contre 55. Après coup, Hasenclever donna cette explication que « *beaucoup de délégués avaient voté contre ma proposition parce qu'ils considéraient que l'expression citoyens recouvrait cette revendication* » ; Liebknecht dit, de manière analogue, qu'il avait voté contre ma proposition pour des raisons de style (des deux sexes) mais que sur le fond il était d'accord avec moi. Puis on adopta encore une série de petites propositions d'améliorations que nous avions présentées. Dans le vote final, le programme fut adopté à l'unanimité. Dans ses thèses sur les principes, il disait désormais ceci :

> « I. Le travail est la source de toute richesse et de toute civilisation et, comme en général le travail productif n'est possible que par la société, son produit intégral appartient à la société, c'est-à-dire à tous les membres de celle-ci, tous devant participer au travail, et cela en vertu d'un droit égal, chacun recevant selon ses besoins raisonnables.
>
> Dans la société actuelle, les moyens de travail sont le monopole de la classe capitaliste ; l'état de dépendance qui en résulte pour la classe ouvrière est la cause de la misère et de la servitude sous toutes leurs formes.

L'affranchissement du travail exige la transformation des moyens de travail en patrimoine commun de la société et la réglementation, par la communauté, de l'ensemble du travail, le produit du travail étant affecté dans l'intérêt général et réparti équitablement.

L'affranchissement du travail doit être l'œuvre de la classe ouvrière, face à laquelle toutes les autres classes ne sont qu'une masse réactionnaire.

II. Partant de ces principes, le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne s'efforce, par tous les moyens légaux, de fonder l'État libre et la société socialiste, de briser la loi d'airain des salaires par la destruction du système du travail salarié, d'abolir l'exploitation sous toutes ses formes, d'éliminer toute inégalité sociale et politique.

Le Parti socialiste d'Allemagne, bien qu'il agisse d'abord dans un cadre national, a conscience du caractère international du mouvement ouvrier et il est résolu à remplir tous les devoirs que celui-ci impose aux ouvriers en vue de réaliser la fraternisation de tous les hommes.

Le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne réclame, pour préparer la résolution de la question sociale, l'établissement de coopératives de production socialistes avec aide de l'État, sous le contrôle démocratique du peuple travailleur. Il faut créer dans l'industrie et l'agriculture des coopératives de production d'une ampleur telle qu'en résulte l'organisation socialiste de l'ensemble du travail. »

Puis suivaient les revendications pour une démocratisation de l'État et les revendications sociales immédiates.

Comme il ressort de ce programme, le nom du parti unifié était « Parti socialiste ouvrier [d'Allemagne] ». *Hasenclever* fit le rapport sur les statuts proposés qui, avec quelques modifications, furent également adoptés à l'unanimité selon le projet proposé. En conséquence, il y avait à la tête du parti un comité directeur de cinq membres, élus par le congrès. Pour contrôler la politique du comité directeur, on mit en place une commission de contrôle de sept personnes, dont le congrès fixait le siège, et qu'élisaient les membres du parti appartenant au siège de la commission de contrôle. Par ailleurs on élut un comité de dix-huit personnes, habitant un peu partout dans toute l'Allemagne, qui devait prendre les décisions comme instance placée provisoirement au-dessus du comité directeur du parti, et qu'à l'occasion d'événements particulièrement importants le comité directeur devait convier pour consultation. La direction des affaires locales était confiée à un représentant, que le comité directeur désignait sur proposition des membres d'une localité. On espérait ainsi éviter une inculpation pour liaison illégale d'associations. En vain, comme il s'avéra bien vite.

Sur ma proposition, on désigna Hambourg comme siège du comité directeur du parti. Par ailleurs, on approuva les salaires que je proposai pour les cinq membres du comité directeur : le président dirigeant la politique toucherait 65 thalers *par mois*, son suppléant 15 thalers, les deux secrétaires 50 thalers chacun, le trésorier 35 thalers. Ces tarifs avaient été convenus entre nous auparavant ; de même je proposai, au nom des eisenachiens, d'élire dans le nouveau comité directeur trois lassalliens, et deux eisenachiens, ce qui fut également accepté. Là-dessus, on élut Hasenclever premier président, Hartmann de Hambourg deuxième président, Auer et Derossi secrétaires, Geib trésorier. Leipzig fut le siège de la commission de contrôle, avec moi comme président.

Les organes officiels du parti furent le *Nouveau social-démocrate* à Berlin et l'*État populaire* à Leipzig. Les deux journaux devinrent propriété du parti.

Le 27 mai au soir, à onze heures et demie, les délibérations étaient terminées et le congrès se clôtura par une ovation à tous les travailleurs des États civilisés, à laquelle succéda le chant de la *Marseillaise des ouvriers*[75].

Bracke, qui pour des raisons de santé ne put prendre part au congrès, était à la fin de celui-ci d'humeur plus clémente, à la vue des résultats obtenus. Il écrivit le 27 mai à Engels :

> « Moi personnellement je ne peux encore pas vous donner mon avis, car pour cela il faut d'abord avoir devant soi ce qui a été décidé avant de porter un jugement. Si ces décisions ne sont pas absurdes, nous non plus nous ne commettrons pas d'absurdités. (Allusion à une lettre de Liebknecht à Bracke.) En tout cas, il y avait chez Liebknecht, Geib, etc. la ferme volonté de réparer l'erreur commise. Le déroulement du congrès a montré que les concessions par rapport au projet, il a fallu les faire beaucoup moins à cause des ouvriers que pour ménager personnellement les Hasenclever, etc. *Autant que je puisse en juger jusqu'à présent, je suis satisfait du congrès*, car il a montré que les ouvriers sont en fait beaucoup plus avancés que je ne le pensais. »

C'est en automne seulement que je pus répondre à la lettre qu'Engels m'avait écrite fin mars. J'écrivais :

---

75 Les paroles de la *Marseillaise des ouvriers* furent écrites en 1864 par un membre de l'Association générale des travailleurs allemands. Elle était chantée sur l'air de la *Marseillaise*. *L'Internationale*, écrite par Eugène Potier en 1871, pendant la répression de la Commune de Paris, ne fut mise en musique qu'en 1888. Son usage ne se généralisa dans le mouvement ouvrier qu'à partir du début du 20e siècle.

Leipzig, le 21 septembre 1875,
Cher Engels,

Je vous dois vraiment toutes mes excuses pour n'avoir fait aucune réponse à votre lettre de la fin mars. Mais je puis vous assurer que, dans les trois ou quatre premiers mois qui ont suivi ma libération, je n'ai pas trouvé une heure de tranquillité où j'aurais pu répondre à cette lettre et, même aujourd'hui, j'ai du mal à trouver le loisir nécessaire.

Je suis tout à fait d'accord avec le jugement que vous portiez sur le projet de programme, comme le montrent aussi mes lettres à Bracke. J'ai aussi fait de vifs reproches à Liebknecht sur son manque de fermeté mais, une fois le malheur arrivé, il s'agissait de s'en tirer aussi bien que possible. Ce que le congrès a décidé était le maximum de ce que l'on pouvait obtenir. Les autres ont montré une étroitesse d'esprit et parfois une obstination effroyables, on était obligé de manier ces gens-là comme des poupées de porcelaine, si on ne voulait pas que le congrès d'unification mis en scène avec tant de bruit se sépare sur un échec, à la joie de nos adversaires et à la très grande humiliation du parti. Mais finalement, en particulier sur la question des personnes, on est tout de même parvenu à manœuvrer de telle sorte que *nous pouvons être satisfaits du résultat*. Certes, il y aura encore bien des batailles à mener pour combattre l'étroitesse d'esprit et l'égoïsme personnel, mais je ne doute pas que ces combats, si nous manœuvrons avec habileté, on peut aussi les gagner sans dommage pour l'ensemble et que, dans deux ans, un tout autre esprit animera ceux qui maintenant se montrent encore en partie récalcitrants.

Le tout est une question d'éducation. Après avoir été formés pendant huit ou neuf ans dans l'esprit de Lassalle-Schweitzer, ces gens ne veulent pas s'habituer tout de suite à l'autre méthode, il s'agit ici de faire preuve de patience.

On pourrait peut-être considérablement abréger la méthode d'éducation que j'indique, si nous pouvions répondre aux invitations, qui affluent ici de toutes parts, à prendre la parole dans les assemblées ou les fêtes. En contact personnel avec ces gens, on viendrait plus rapidement à bout des préjugés et préventions, mais nous sommes loin de pouvoir faire ce qu'on réclame de nous.

Moi en particulier, mon affaire me handicape énormément, et la déconfiture totale lors des élections au landtag de Saxe n'a réjoui personne plus que moi. Ça ne va pas beaucoup mieux pour Liebknecht et Motteler, malgré leur emploi à plein temps dans le parti ; car leur travail courant s'accorde mal avec la vie vagabonde du propagandiste, et puis, dans ce domaine aussi, nous en avons déjà trop

fait pour avoir encore envie de nous y remettre. Poumons et cordes vocales ont aussi leur petit mot à dire.

Dans l'ensemble, nous pouvons être très satisfaits de l'évolution du parti, c'est seulement maintenant qu'on perçoit combien la lutte antérieure dispersait les forces, le parti se porte maintenant financièrement comme jamais auparavant et, malgré la mauvaise conjoncture des affaires, les cotisations rentrent très ponctuellement et régulièrement.

Bien évidemment, étant donné les circonstances décrites plus haut, je n'ai pas pu donner suite à votre aimable invitation de venir à Londres ; j'aimerais bien venir un jour en Old-England, mais pour l'instant il ne faut pas y songer. Peut-être que l'année prochaine je serai obligé d'aller pour affaires en Rhénanie, éventuellement en Hollande, et alors il n'y a plus trop loin pour aller jusqu'à vous.

J'ai entendu dire que Marx est à Karlsbad[76], mais vraisemblablement je n'arriverai pas à le voir ; comme me le disait Liebknecht, il veut rentrer en passant par la Bavière. J'arriverai à Karlsbad dans environ quatorze jours, je veux faire un voyage d'affaires en Bohême, mais il ne sera sans doute plus là-bas. Saluez Marx de ma part, quand il rentrera. Et vous, ne voudriez-vous donc pas faire une descente en Allemagne ? Vous vous encroûtez en Angleterre.

Je vous salue très amicalement

Votre dévoué Bebel »

La réponse que je reçus d'Engels prouvait que Marx et lui avaient interprété ma lettre dans un sens qui ne correspondait pas très bien à son contenu. Engels écrivait :

« Londres, le 12 octobre 1875,

Cher Bebel,

Votre lettre confirme tout à fait notre opinion que la fusion est précipitée de notre part et porte en elle le germe d'une future scission. Si on parvient à repousser cette scission jusqu'au-delà des prochaines élections au Reichstag ce serait déjà bien…

Le programme, tel qu'il est maintenant, se compose de trois parties :

1. Les phrases et slogans lassalliens, dont l'adoption reste une honte pour notre parti. Lorsque deux fractions s'unissent sur un programme commun, elles y mettent ce sur quoi elles sont d'accord, et ne touchent pas à ce sur quoi elles sont en désaccord. Certes, l'aide de l'État de Lassalle figurait dans le programme d'Eisenach, mais

76 Aujourd'hui Karlovy Vari en République tchèque. Marx se rendit à cette station thermale en 1874, 1875, 1876.

comme *une mesure transitoire* parmi d'autres et, d'après tout ce que j'ai entendu dire, *sans* l'unification, il est à peu près sûr qu'une motion de Bracke l'aurait fichue dehors au congrès de cette année. Or la voilà maintenant qui figure comme le seul et unique remède infaillible à tous les maux sociaux. Se laisser imposer la « loi d'airain des salaires » et autres boniments lassalliens, c'était pour notre parti une terrible défaite morale. Il se convertit au credo lassallien. Pour le coup, c'est maintenant indéniable. Cette partie du programme, c'est les fourches caudines sous lesquelles notre parti est passé en rampant, pour la plus grande gloire de saint Lassalle ;

2. les revendications démocratiques qui sont rédigées dans le sens et dans le style du Parti populaire ;

3. les revendications adressées à l'État *actuel* (d'où on ne sait pas à qui les autres « revendications » sont adressée) qui sont très confuses et illogiques ;

4. des propositions générales, pour la plupart tirées *du Manifeste communiste* et des statuts de l'Internationale, mais qui sont remaniées au point qu'elles contiennent ou bien fausseté totale ou bien *pure ineptie,* comme Marx l'a prouvé en détail dans l'article que vous connaissez.

Le tout est au plus haut point désordonné, confus, incohérent, illogique et honteux. S'il existait dans la presse bourgeoise un seul esprit critique, il se serait occupé de ce programme phrase par phrase, aurait cherché dans chaque phrase son véritable contenu, il aurait mis très concrètement en évidence son ineptie, aurait exposé ses contradictions, ses bourdes économiques (par exemple : que les instruments de travail sont aujourd'hui « le monopole de la classe capitaliste », comme si il n'y avait pas de propriétaires fonciers ! Le bavardage sur « l'affranchissement du *travail* » au lieu de celui de la classe ouvrière, le travail, lui, est de nos jours justement *bien trop libre* !) et aurait cruellement ridiculisé tout notre parti. Au lieu de cela, les ânes des journaux bourgeois ont pris ce programme très au sérieux, y ont lu ce qui ne s'y trouve pas et l'ont interprété dans un sens communiste. Les ouvriers semblent faire la même chose. C'est *cette circonstance seule* qui nous a permis, à Marx et à moi, de ne pas nous désolidariser publiquement d'un tel programme. Tant que nos adversaires et également les ouvriers prêtent à ce programme nos opinions, il nous est permis de nous taire là-dessus.

Si vous êtes satisfaits du résultat sur la question des personnes, c'est que les exigences de notre part ont dû baisser considérablement. Deux des nôtres et trois lassalliens ! Donc, ici aussi, les nôtres non pas en alliés en droits égaux, mais en vaincus, et d'emblée minoritaires.

> L'action du comité directeur, pour ce que nous en savons, n'est pas non plus édifiante : 1. Décision de ne pas mettre sur la liste des écrits du parti deux écrits de Bracke et B. Becker sur le lassallisme ; si on a annulé ça, ce n'est pas la faute du comité directeur ni non plus de Liebknecht ; 2. Défense à Vahlteich d'accepter le poste de correspondant du *Journal de Francfort* proposé par Sonnemann. C'est Sonnemann qui l'a raconté à Marx lui-même, lors de son passage en Allemagne. Ce qui là-dedans m'étonne encore plus que l'arrogance du comité et la docilité avec laquelle Vahlteich s'est soumis, au lieu d'envoyer paître le comité, c'est la bêtise monumentale de cette décision. Le comité devrait au contraire veiller plutôt à ce qu'un journal comme le *Journal de Francfort* n'ait de toute part à son service que des gens à nous.
>
> … Que toute cette affaire soit une expérience éducative qui, même dans ces circonstances actuelles, promet un très bon succès, là vous avez tout à fait raison. L'unification en soi est un grand succès, à condition qu'elle tienne deux ans. Mais nul doute qu'on aurait pu l'avoir à bien meilleur marché. »

On le voit, ce n'était pas une mince affaire de se faire comprendre des deux vieux de Londres. Ce qui était pour nous fin calcul, habile tactique, ils le voyaient comme faiblesse et complaisance irresponsable, cependant, en fin de compte l'important c'était la réalité de l'unification. Elle portait logiquement en elle-même le développement à venir, et à cela, avant comme après, veillaient nos bons amis : les ennemis. Cela, même les limites et les mesquineries dont le comité directeur du parti se rendait coupable dans les cas fustigés par Engels n'y pouvaient rien changer. Il faut mentionner qu'à l'époque le *Journal de Francfort* avait de la sympathie pour l'orientation que nous représentions, mais qu'en revanche l'Association générale des travailleurs allemands avait eu maintes fois maille à partir avec Sonnemann. De là venait manifestement son animosité très forte contre l'homme et son journal.

Conséquences fâcheuses

Cependant l'unification n'eut pas lieu partout aussi aisément que j'avais présenté la chose dans ma lettre à Engels. En particulier à Hambourg, où Hasselmann et Richter (Wandsbeck) et leurs partisans attisaient le feu, les esprits explosaient souvent violemment. Auer, qui en tant que secrétaire du parti habitait à Hambourg, considérait ces événements comme assez inquiétants. Il m'écrivait ainsi le 15 septembre 1875 qu'il y avait dans les membres du parti, avant comme après, une grande désunion, et qu'on pouvait se demander si de toute cette pétaudière n'allait pas sortir une nouvelle scission. Et dans une lettre qu'il m'adressa le 25 septembre il réitérait ses

plaintes. Au congrès du parti de 1876, Richter fut exclu du parti en raison de ses menées nuisibles au parti.

À Leipzig, le député élu au Reichstag, le Dr. Stephani, avait démissionné de son mandat au printemps 1875. Il y eut une élection complémentaire, à laquelle j'avais à nouveau été présenté comme candidat du parti. Lors du vote, le 11 mai, j'obtins 4 018 voix, 367 de plus que l'année précédente aux élections générales, mon adversaire national-libéral perdit plus de 1 000 voix, qui se portèrent sur un conservateur. J'avais été présenté aussi comme candidat au landtag de Saxe pour la circonscription de Meerane-Hohenstein-Ernsttahl. Là également je fus battu, avec 694 voix contre 899 obtenues par mon adversaire national-libéral. J'étais très satisfait de cette défaite, comme je le laissais déjà entendre dans ma lettre à Engels reproduite plus haut. À cette époque, le parti s'était encore peu occupé des élections au landtag. En comparaison avec celle en vigueur aujourd'hui, la loi électorale était certes très favorable, elle exigeait des électeurs un cens de 3 marks d'impôts directs, la nationalité saxonne et d'avoir 25 ans. Pour le droit d'être élu comme député, ce qu'on appelait le droit d'éligibilité, on exigeait un cens d'au moins 30 marks d'impôts directs, d'avoir au moins 30 ans et trois années de nationalité saxonne. Malgré cela, le nombre de nos électeurs était faible, car à cette époque de nombreux travailleurs ne payaient pas 3 marks d'impôt direct, qui correspondaient à un revenu annuel de 600 marks. C'est seulement avec l'introduction en 1876 d'une nouvelle loi sur l'impôt sur le revenu que cela changea en notre faveur, suite à une réévaluation des revenus. Dès lors nous commençâmes à participer avec succès aux élections au landtag.

Afin de faire toujours plus passer dans la chair et le sang des frères jadis ennemis l'union réalisée, nous nous mîmes d'accord pour que les personnalités les plus connues des deux anciens camps tiennent des assemblées principalement dans les districts qui leur étaient jadis plus ou moins inaccessibles. Ainsi Liebknecht et Motteler partirent pour le Nord et l'Ouest, Hasenclever, Dreesbach et d'autres dans le Sud et en Saxe, moi à Altona-Hambourg, où mes assemblées connurent une affluence extraordinairement forte, et également à Berlin, où je tins une assemblée géante au Tivoli. À Hambourg, Altona et alentour, le mouvement reçut un nouveau point d'appui avec la fondation du *Journal populaire de Hambourg-Altona*, qui naquit le 1er octobre 1875. Hasenclever préféra alors quitter le comité directeur et entrer à la rédaction du *Journal populaire de Hambourg-Altona*.

Pour moi personnellement la situation n'était à l'époque pas agréable. Je souffrais terriblement du conflit d'intérêts entre affaire et parti, et Bracke s'en plaignit aussi dans une lettre qu'il m'écrivit fin août. C'était terrible,

disait-il, d'être esclave d'une affaire. Mais comment s'en dégager ? Il caressait l'idée de vendre son affaire d'imprimerie et d'édition à l'imprimerie coopérative de Leipzig, mais d'un autre côté il hésitait encore. Il devait supporter un travail écrasant et un lourd déficit provoqué par la maison d'édition et l'imprimerie. J'admirais chez lui la sérénité d'esprit qu'il gardait malgré tous ses soucis. Comme à cette époque j'avais trouvé mon futur associé, relation qui ne pouvait débuter qu'à l'automne suivant mais dont la nouvelle s'était répandue à Leipzig à la vitesse de l'éclair, le bruit courut, alimenté par les adversaires, que j'allais ensuite me retirer de la vie du parti. La première nouvelle de ce racontar me parvint par un camarade d'Altenbourg, qui le 30 août m'écrivait que, pendant son court séjour à Leipzig, il avait entendu dire de divers côtés que je garderais un associé, deviendrais un grand industriel et voulais ensuite me retirer peu à peu du parti. Lors d'une fête ouvrière à Schmölln, il avait aussi communiqué cela à des camarades de Meerane et Gössnitz, et il leur avait dit qu'il leur faudrait surmonter ce coup douloureux que je leur portais. Mais ce qui avait été touchant, c'est la confiance inébranlable avec laquelle les camarades en question avaient répondu qu'ils n'y croyaient pas et pensaient que c'était impossible. Entre-temps il avait aussi appris que ce n'était pas vrai. Mais il avait dû leur promettre de m'écrire à propos de cette affaire, et me priait de l'excuser pour son insistance, mais je devais m'opposer *publiquement à ce* bruit, demande que je considérai comme indigne de moi de satisfaire.

À cette époque – septembre 1875 – Most se trouvait toujours en prison à Plötzensee. Je lui écrivis une assez longue lettre pour le réconforter et lui demandai comment il allait. J'avais appris qu'il était traité plus convenablement, comparé à autrefois. Là-dessus, il m'écrivit le 27 septembre :

> « Cher Bebel ! Si je te dis que souvent je n'entends des mois durant pas un traître mot du parti ou des camarades, alors tu peux te douter que ta lettre m'a fait plaisir. Tu n'as pas à te faire de souci pour moi, certes ça ne va pas trop bien pour moi (*uniquement* à cause de mon régime frugal), mais je ne suis tout de même pas fichu pour autant. Depuis mon enfance, mais surtout depuis les sept dernières années, je mène une vie si misérable que je peux en tout cas supporter énormément de choses… Toutes les nouvelles que tu me transmets concernant notre parti me prouvent à nouveau que toutes les persécutions mises en scène contre nous n'ont servi et ne servent à rien. Dès que je serai sorti, j'espère que je m'en donnerai à cœur joie. Et en ce qui concerne mes cordes vocales, elles tiendront encore un petit moment… Ce que je fais ? Eh bien, je bosse ! Premièrement j'écris pour Geib… deuxièmement je potasse des traductions françaises et troisièmement je potasse dur le matérialisme… De nos jours, on doit avoir lu une quantité effroyable de choses si on ne veut pas passer

pour un imbécile… Le temps passe pour moi relativement vite. Geib pense qu'il faut que je demande que l'on me libère provisoirement, mais ça je l'ai déjà refusé trois fois, car il n'y a ni principe ni utilité à mendier comme ça. »

Travail au Reichstag

La nouvelle session du Reichstag débuta fin octobre 1875. Après une interruption de presque trois ans et demi, pour la première fois je participais à nouveau à ses délibérations. C'était aussi la première session où la représentation du parti apparaissait *publiquement comme celle du parti unifié*. Le groupe parlementaire manifesta donc immédiatement plus de vivacité, plus de conscience et plus d'énergie que jamais lors d'une session précédente. La nature des sujets en débat contribuait également à donner plus de vivacité à notre intervention.

On avait envoyé au Reichstag un projet de loi concernant la modification du titre 8 de la législation des métiers, en liaison avec un projet de loi sur les caisses de secours mutuel. Nous menâmes très vigoureusement les débats sur ce projet de loi aux différents stades de sa délibération. Presque tous les membres du groupe prirent part aux débats, parfois à plusieurs reprises, et motivèrent un assez grand nombre de propositions sur les différents paragraphes. Dans le monde du travail, le projet avait provoqué un vif mécontentement et suscité un grand nombre de pétitions, parmi lesquelles en particulier la pétition de la commission des directions des caisses maladie de Berlin décortiquait chaque disposition du projet de loi.

Du côté du groupe parlementaire, j'avais été désigné comme orateur dans le débat général. Les débats commencèrent le 5 novembre et se terminèrent le jour même. Ce que la majorité aimait, c'est discuter le moins possible et conclure rapidement. Je pris fermement position contre ce projet dans la version présente. Groupe parlementaire et parti étaient d'avis à l'époque que les caisses maladie appartenaient *exclusivement* aux ouvriers, qu'eux seuls devaient cotiser et avoir totale autonomie de gestion. La responsabilité civile, ou plutôt la responsabilité en cas d'accident, avec toutes ses conséquences, devait être transférée exclusivement aux entrepreneurs. L'assurance invalidité et vieillesse devait reposer sur les cotisations des *deux* parties. Je dis que le projet plaçait les travailleurs sous la tutelle des autorités et des entrepreneurs. Il refusait aux travailleurs le droit, que toutes les autres classes possèdent, de gérer leur propre bien, le droit à l'autonomie absolue de gestion. Que dirait le Reichstag si nous faisions pareils règlements de mise en tutelle dans une loi sur les sociétés anonymes et coopératives ! Au lieu de partir de vues élevées, dignes du Reich, on était parti de vues mesquines, et des plus mesquines. En particulier, concernant le § 4 de la loi de responsabilité civile, le projet était très inquiétant car, dans les

caisses de secours, il imposait aux travailleurs des charges que devait supporter l'assurance de responsabilité civile des entrepreneurs. Si le projet de loi restait pour l'essentiel en l'état, il susciterait dans le monde du travail, non pas de la satisfaction, mais une grande insatisfaction, le contraire donc de ce qu'il était censé viser. On renvoya le projet à une commission de 21 membres. Une fois cette décision prise, le député Miquel s'approcha de moi et me demanda si j'étais prêt à devenir membre de la commission. Après avoir consulté les camarades du groupe parlementaire, je m'y déclarai prêt. Mais, au moment de voter, Miquel s'approcha à nouveau de moi pour m'informer qu'à son regret la grande majorité de son groupe ne souhaitait pas mon élection. Il me conseilla de me mettre d'accord avec le Centre. Je refusai ; c'était indigne de nous de quémander auprès d'un autre groupe un siège dans une commission. À l'époque, il existait déjà le collège des anciens qui répartissait les membres de la commission en fonction de la force des groupes. Mais nous, avec nos neuf membres, nous n'étions pas reconnus comme un groupe, pour cela il fallait au moins être quinze. Je ne participai donc pas à la commission. Finalement nous votâmes contre la loi, puisque nous n'avions pas eu de succès avec nos projets d'amendements ; ils furent tous refusés.

Le deuxième projet qui demanda notre participation aux débats fut la loi dérogatoire à la loi pénale, qui permettait de modifier ou de réintroduire pas moins de 53 paragraphes de la loi pénale, qui n'était en vigueur que depuis cinq ans. Par ce projet, les gouvernements confédérés voulaient soumettre à poursuite pénale quatorze nouveaux délits. Bismarck était de tout temps un homme de violence ; tout nouveau courant qui le gênait ou lui déplaisait, il croyait pouvoir l'éliminer en utilisant les moyens étatiques de contrainte. Par exemple le mouvement catholique, le mouvement polonais, le mouvement socialiste. Et il n'a jamais non plus renoncé à cette conception, bien qu'à la fin de sa vie le fiasco total de cette politique fût manifeste et qu'il fût le vaincu, et non le vainqueur. La loi dérogatoire à la loi pénale devait en gros réaliser ce que jusque-là la police et la justice n'avaient pas réussi à faire. C'était donc tout particulièrement les paragraphes dits politiques du Code pénal, par exemple les §§ 95, 103, 110, 111, 113, 114, 117, 128, 130, 130a, 131, etc. qu'il fallait durcir en conséquence. Ainsi le § 130 devait être rédigé de la façon suivante : « Quiconque monte publiquement les unes contres les autres différentes classes de la population d'une manière mettant en danger la paix publique, ou quiconque, de semblable manière, attaque publiquement par des discours ou des écrits les institutions de la famille, du mariage et de la propriété sera puni de prison. » De même le § 131 fut élargi. On proposa à sa place, légèrement modifié, l'ancien paragraphe prussien tristement célèbre sur la provocation à la haine et au mépris. Nous eûmes pour tactique de nous retirer

et de nous effacer dans un premier temps devant les libéraux, qui étaient mécontents du projet du gouvernement. Cette tactique s'avéra juste. Non seulement le Dr. *Hänel* du Parti du progrès mais même les nationaux-libéraux *Bamberger* et *Lasker* développèrent sur la liberté de l'opinion publique des idées auxquelles nous n'avions rien besoin d'ajouter, mais qui tranchaient beaucoup avec l'attitude qu'ils prirent quelques années plus tard à l'égard du deuxième projet de loi contre les socialistes. Une partie de la proposition alla en commission, l'autre devait être discutée en séance plénière. Nous commençâmes vraiment à nous impliquer lors du débat sur le § 130, qui était à l'ordre du jour le 27 janvier 1876. Le comte Eulenburg, ministre prussien de l'Intérieur, commença son discours par ces mots : « Messieurs, le § 130 est dirigé contre la social-démocratie. » Le reste de son discours se composait surtout de longues citations tirées du [*Nouveau*] *Social-Demokrat* et de l'*État populaire* et d'un discours de Lassalle de 1863, par lesquelles il cherchait à prouver le danger que nous représentions pour l'État. Finalement, il priait les gouvernements confédérés d'approuver les moyens coercitifs demandés contre nous, sinon il faudrait se contenter des actuels paragraphes de loi, insuffisants, « *jusqu'à ce que le fusil tire et que le sabre tranche.* » Le discours était totalement plat, et Hasselmann, qui parlait après Eulenberg, eut donc beau jeu de le réfuter. Le gouvernement, dit-il, ne comprenait rien au mouvement social-démocrate, qui pourtant n'était que le fruit naturel des désordres économiques présents. Les revendications du programme social-démocrate étaient les remèdes que nous proposions contre les maux présents. Sur l'accusation que nous excitions les travailleurs dans les assemblées populaires, il demanda pourquoi on ne venait pas dans ces assemblées populaires pour nous réfuter. La lutte de classe, c'est les adversaires qui l'avaient commencée, et la façon cruelle et sanglante dont ils la mèneraient éventuellement, la Commune de Paris l'avait montrée. Il déclara enfin que nous poursuivrions le combat sur le terrain légal, quelques lourds sacrifices qu'il nous en coûte. La fin du débat fut que, après le rejet d'amendement des conservateurs, *aucune* voix ne se déclara pour la proposition du gouvernement, ce qui fit bien rire.

La presse du parti répondit au discours d'Eulenburg en lui présentant ses remerciements pour son efficacité propagandiste en faveur du parti, et le comité directeur du parti décida de le diffuser massivement. Le § 131, dans la nouvelle rédaction proposée, n'éveilla pas non plus d'amour au Reichstag et sans tambour ni trompette atterrit également aux enfers. Sur le paragraphe dit *Arnim* (§ 353a)[77] c'est Liebknecht qui fit une intervention

77 La première personne à avoir été condamnée en vertu de ce paragraphe fut l'ambassadeur à Paris, von Arnim. On lui avait reproché d'avoir agi en contradiction avec les ordres officiels de Bismarck.

courte mais très efficace, qui provoqua une vive opposition de la majorité du Reichstag.

Lors de la troisième lecture de la loi dérogatoire, Bismarck éprouva le besoin de revenir encore une fois sur le § 130 du projet. Mais comme celui-ci n'existait plus, un député, le baron von Nordeck-Rabenau, reprit la proposition. Là-dessus, Bismarck nous attaqua aussitôt de la manière la plus virulente. Il demandait qu'au Reichstag aussi on s'oppose comme il convient à la propagande socialiste. Si un député socialiste parlait à la Chambre, il était d'usage de l'écouter comme s'il parlait depuis un autre monde, dont le Reichstag n'avait pas à s'occuper. Il fallait diffuser très largement les arguments qui contraient l'utopie absurde des socialistes ; c'était tout de même un comble qu'ici, au Reichstag, on exalte publiquement les assassins et les incendiaires de la Commune de Paris, sans que s'exprime une opinion contraire. Tout ça, c'était des idées en l'air qui séduisaient ceux qui ne les voyaient qu'à la lumière de la lanterne sourde des charlatans ; mais quand on les exposerait suffisamment à l'air et au soleil, alors on verrait forcément tout leur irréalisme et leur folie meurtrière.

Ces accusations de Bismarck étaient incontestablement dirigées contre mon discours de défense de la Commune lors de la session de 1871, car depuis lors on n'avait pas fait au Reichstag de discours sur la Commune, donc je demandai la parole. Puis, après que Bismarck et Windthorst eurent parlé encore une fois, le baron von Nordeck-Rabenau retira sa proposition, au motif que le prince Bismarck, qui n'avait pu être présent à la seconde lecture, avait maintenant pris la parole, de ce fait le but de sa proposition était atteint. Lorsque Windthorst insista pour que le débat se poursuive, Simson, qui assurait brièvement la présidence à la place de Forckenbeck qui avait un empêchement, dit que c'était impossible et, lorsque maintenant Sonnemann reprit la motion de von Nordeck-Rabenau, pour me permettre de prendre la parole, Simson déclara que le député Valentin venait de demander la clôture du débat. Une proposition de clôture de Valentin était donc une fois de plus en réserve sur le bureau, toute prête à être utilisée au moment opportun. C'est ainsi qu'on m'interdit de prendre la parole pour riposter aux attaques de Bismarck. Je tentai alors de me défendre dans une motion d'ordre. Je reprochai que, après les violentes attaques du chancelier contre ma personne, on m'ait refusé la parole pour lui répondre. (*Interruptions répétées.*) Il n'y avait aucun doute que les attaques du chancelier me visaient personnellement, comme je le prouvai en me référant à mon discours de 1871. Le chancelier s'était plaint des fréquentes offenses à sa personne, alors il aurait d'abord dû appliquer à moi et à mon parti le bon conseil qu'il donnait à la Chambre. Il m'accusait d'avoir défendu des assassins et des incendiaires : je repoussais cela comme offense à ma personne. J'avais défendu les hommes de la Commune parce qu'on *pouvait*

les considérer, *non pas* comme des assassins et des incendiaires, mais au contraire comme des hommes victimes d'une cruelle injustice. Qu'ils n'aient pas été des assassins ou des incendiaires, c'est ce que prouvait le refus des trois gouvernements très estimés, le Conseil fédéral suisse et les gouvernements belge et anglais, d'extrader les réfugiés de la Commune de Paris, parce qu'ils n'étaient pas des assassins. Là, le président m'interrompit. Ce que je disais n'était plus une motion d'ordre, je parlais de faits, et alors c'était point de vue contre point de vue, mais cela ne rentrait pas dans le cadre d'une motion d'ordre. Je fus donc forcé de renoncer à poursuivre. Mais je pris ma revanche dans une assemblée à Leipzig, dans laquelle je dis tout ce que j'avais sur le cœur.

La question de l'emprisonnement des députés revint aussi en discussion grâce à une proposition du Parti du progrès, à laquelle, comme elle s'arrêtait à mi-chemin, nous opposâmes une proposition correcte allant jusqu'au bout. Notre proposition, que je défendis, ne passa pas mais la proposition progressiste aussi fut repoussée par 142 voix contre 127. Lasker s'abstint, alors que, vu son attitude dans la session précédente, il aurait dû approuver la proposition, von Bennigsen était absent excusé.

Une affaire qui vint en discussion, et qui fut attaquée au prochain congrès du parti, concernait notre vote sur la proposition de Schulze-Delitzsch et consorts concernant le paiement d'indemnités parlementaires. Lors de la deuxième lecture, Liebknecht et moi nous nous étions abstenus sur cette proposition, Hasenclever avait voté pour, et les autres collègues, parmi lesquels Most en détention, n'étaient pas présents lors du vote. En troisième lecture, je pris la parole au nom de tout le groupe et déclarai que tous nous nous abstiendrions. Nous en avions assez de travailler constamment pour la corbeille à papiers du Conseil fédéral, à chaque session le Reichstag votait à une majorité de plus en plus forte la proposition de payer des indemnités, et le Conseil fédéral la jetait tout aussi régulièrement à la corbeille à papiers. Si le Reichstag prenait au sérieux le paiement des indemnités parlementaires, alors il devait pour les obtenir utiliser les moyens qu'il avait à sa disposition. Il devait donc commencer par refuser son traitement au chancelier. C'était une honte de refuser au Reichstag ce qu'avaient obtenu tous les autres Parlements en Allemagne. Nous ne voulions plus continuer ce jeu et nous nous abstiendrions, puisque nous ne pouvions voter contre la proposition. Ce bref discours me valut deux rappels à l'ordre. La session fut close le 10 février

Ma position sur la Commune

Le 10 mai 1876, j'eus à Leipzig une controverse publique avec Bruno Sparig, principal propagandiste des nationaux-libéraux de Leipzig, qui dans son discours concernant ma position sur la Commune avançait

toutes les attaques que l'on faisait à l'époque contre la Commune. Cette assemblée-là avait été appelée en commun par les deux partis, chaque parti eut le même nombre de cartes d'entrée à distribuer, chaque parti choisit aussi un président, qui exerçait la présidence pendant que l'adversaire parlait. De notre côté ce fut Julius Motteler, du côté des adversaires un certain directeur Peucker.

Je rends service à bon nombre de mes lecteurs en reproduisant ici, même abrégé, mon discours d'alors à Leipzig :

> « Le directeur *Peucker* : M. Bebel a maintenant la parole. (*Lorsqu'il monte à la tribune, l'orateur est accueilli par un tonnerre d'applaudissements*).
>
> *Bebel :* Je rebondis sur les dernières paroles de M. Sparig. (*Agitation.*) M. Sparig a dit qu'il avait encore tellement de faits à fournir contre la Commune qu'il pourrait encore y passer dix soirées. Messieurs, j'ai dès le début proposé à M. Sparig que, si la controverse publique n'était pas terminée au bout d'une soirée, on pourrait la poursuivre le jour suivant ou un jour ultérieur. Nous pourrions donc poursuivre le débat demain ou lundi prochain, j'y suis prêt. (*Grande agitation, sifflets.*) Mais M. Sparig avait dit qu'un soir suffirait pour régler cette affaire. Or, il est déjà dix heures, et nous voyons qu'il n'est pas possible d'en finir en l'espace d'une soirée ; c'est pourquoi j'espère que M. Sparig respectera sa parole d'aller absolument jusqu'au bout de l'affaire, et que nous poursuivrons les débats lors d'une des prochaines soirées. (*« Bravo ! », sifflets.*)
>
> Messieurs, d'abord une déclaration personnelle à l'adresse de mes camarades, dont certains m'ont vivement reproché d'avoir accepté la condition de distribuer des cartes pour cette assemblée, parce que cela contrevient au principe des assemblées populaires. Messieurs, je n'aurais jamais accepté cette proposition si je n'avais pas été convaincu que, sans cela, l'assemblée n'aurait tout simplement pas eu lieu. C'est pour cette simple et unique raison que j'y ai consenti, mais je n'accepterai pas une seconde fois, parce que, bien que lors de notre accord M. Sparig ait dit ne pas vouloir, par souci de « décence », ramasser les cartes à l'entrée, pour ne pas en faire une affaire d'argent, cependant du côté de M.Sparig on n'a pas tenu cette promesse, au contraire on a violé l'accord, et on a proposé les cartes contre argent. (*Grande agitation, cris : ce n'est pas vrai !*) Comment pouvez-vous crier que ce n'est pas vrai ? (*Bravo ! Cris.*) …
>
> Messieurs ! D'abord je prie en premier lieu mes camarades de ne pas m'interrompre par des applaudissements, pour la simple raison que ça m'enlève trop de temps. Je n'ai qu'une heure et demie de temps. (*Interruption, sifflets.*)

Le président, le directeur Peucker : Messieurs, je dois vous prier de vous dispenser de tous les cris du genre « ce n'est pas vrai ! ». Conformément à l'accord conclu, M. Bebel a la parole. Je prie les deux partis de se taire pendant que M. Bebel parle…

Bebel : Mes camarades ont écouté M. Sparig dans le plus grand silence, bien qu'ils aient eu quantité de raisons de manifester leur mécontentement. (*Agitation continue du côté des libéraux.*)

Je crois, Messieurs, que nous avons aujourd'hui donné au Parti libéral la preuve qu'il ment quand il affirme que, dans une assemblée social-démocrate, un adversaire ne peut pas parler ; au contraire M. Sparig a pu parler dans un silence complet, alors que vous – (*Grande agitation, Cris : dehors ! Vacarme du côté des libéraux.*)

Messieurs ! J'espère que messieurs nos adversaires ne veulent pas faire de provocation, pour que la police dissolve l'assemblée. Je commence presque à en être convaincu. M. Sparig a mentionné que nous nous étions plaints d'être bâillonnés au Reichstag, et il a ensuite dit qu'il n'en voulait pas aux délégués du Reich de refuser d'écouter, toujours et encore, les boniments social-démocrates.

Au Reichstag, nous sommes les représentants du peuple au même titre que tout ceux qui y siègent, et nous avons non seulement le droit mais aussi le devoir d'y représenter les idées de notre parti, quand l'occasion se présente. Si un jour nous manquons une séance du Reichstag, la presse libérale, et en particulier le *Quotidien de Leipzig*, l'enregistre alors consciencieusement et on lit le lendemain : à tel ou tel vote tels ou tels députés social-démocrates étaient absents. Si les députés social-démocrates font un discours, alors on dit : Ce sont des insolents ! Et si on nous coupe la parole, même quand on nous a mis en demeure de parler, la presse libérale et M. Sparig trouvent bon ce procédé indigne …

Par ailleurs, M. Sparig est revenu sur les débats au Reichstag allemand de 1871 et à ce propos il a mentionné d'abord la séance du 25 mai, où il était question de l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine. Or ici M. Sparig a commis une erreur de date : mon discours du 24 avril, il le place après celui du 25 mai. C'est dans le discours du 24 avril que je disais que certes je n'approuvais pas sur tous les points les actes de la Commune, et cela pour raisons pratiques, mais que je n'en défendais pas moins la Commune et que je m'y sentais d'autant plus obligé que la presse libérale elle-même, qui avait d'abord qualifié de crimes certains actes de la Commune, avait dû retirer quelques jours après ses accusations, parce qu'elles étaient fausses…

M. Sparig a tenté de dépeindre l'action de la Commune comme une longue chaîne ininterrompue de crimes et d'atrocités. Comme

principales infamies, M. Sparig cita l'exécution des généraux Clément Thomas et Lecomte, puis l'exécution des otages et l'ordre d'incendier le ministère des Finances, qu'il attribue à Ferré. Il n'a pas été capable de citer d'autres « infamies ».

Mais qu'en est-il donc de ces prétendues infamies ? Le 18 mars, le jour de l'exécution des généraux Clément Thomas et Lecomte, la Commune, de l'aveu même de M. Sparig, n'existait pas encore. Il n'est donc pas possible de l'en rendre responsable.

Le jour où les otages ont été fusillés – jour que M. Sparig lui-même fixe au 24 mai – la Commune n'existait plus officiellement ; le conseil de la Commune a tenu le 22 mai sa dernière réunion, avec très peu de participants, ce que M. Sparig a également confirmé. Si réellement, comme M. Sparig le prétend, mais ce qui n'est pas prouvé, Ferré et Raoul Rigault avaient donné l'ordre d'exécuter les otages, il ne s'agirait alors que de deux personnes sur les 90 qui formaient le conseil de la Commune, et c'est à ces deux-là, et non pas à la Commune, qu'on pourrait en attribuer la responsabilité.

(*L'orateur donne ici un bref aperçu historique de la naissance de la Commune : le siège de Paris, la méfiance de la population envers Trochu, la reddition de Paris, l'annonce des élections à l'Assemblée nationale qui devait ratifier la paix.)*

Les élections furent annoncées à un moment où deux tiers de la France étaient occupés par les Prussiens et par les Allemands, où une grande partie du pays était en état de siège, où, vu la brièveté des délais, il ne pouvait être question de s'entendre sur les candidats à présenter à l'élection, où enfin étaient encore en fonction la plus grande partie des préfets et des fonctionnaires bonapartistes, qui pendant des décennies avaient pratiqué la corruption électorale la plus vile et en avaient l'habitude. Dans de telles circonstances, il était impossible de parler d'élections libres.

Les élections tombèrent donc après tout cela. Même si la majorité n'était pas bonapartiste, elle était cependant royaliste et hostile à la république. La conséquence fut que Gambetta se retira et que M. Thiers arriva à la tête du gouvernement. L'Assemblée nationale, qui on le sait siégeait alors à Bordeaux et qu'on avait expressément élue dans le seul but de voter les conditions de la paix, eut la prétention de décider du sort de la France et de ce fait commit une grave violation de son mandat. Le gouvernement était suffisamment lamentable pour consentir à de telles prétentions. On en vint en peu de temps à chasser complètement du gouvernement même les pâles républicains du genre Jules Favre et consorts.

Cette attitude de l'Assemblée de Bordeaux allait de pair avec de nouvelles actions du gouvernement contre Paris. En contradiction avec les stipulations du traité de paix, le gouvernement exigea que la Garde nationale remette ses armes. L'état de siège, qui à Paris était supprimé depuis la révolution du 4-Septembre, fut rétabli. Le général jésuite d'Aurelle de Paladines, connu comme ennemi de la république, fut nommé commandant en chef de la Garde nationale, et le général Vinoy, un bonapartiste détesté, gouverneur de Paris. À ces actions hostiles à Paris s'en ajoutèrent une série d'autres. Par suite du siège de Paris et de la complète stagnation des affaires et des échanges, on avait précédemment proclamé un moratoire des échéances commerciales. Le gouvernement, qui entre-temps avait déménagé de Bordeaux à Versailles, décréta que, bien que commerce et échange fussent encore très stagnants, tous les effets de commerce échus devaient être payés immédiatement. De plus, on ordonna que les loyers exigibles – auxquels jusque-là aussi on avait accordé un délai de paiement – soient payés immédiatement. En même temps, on introduisit un droit de timbre de deux centimes sur chaque journal. La conséquence de tout cela fut que non seulement les socialistes mais la très grande majorité de la population parisienne, les petits commerçants, les boutiquiers, les artisans, fit cause commune avec les éléments révolutionnaires. Ils déclarèrent ne pouvoir en aucun cas accepter les conditions et les exigences que le gouvernement présent posait. Lorsque le gouvernement vit l'état d'esprit à Paris, il tenta un coup de main. On voulut s'emparer de Paris par la force. Dans la nuit du 17 au 18 mars, sur ordre du général d'Aurelle de Paladines, le général Lecomte marcha sur Montmartre avec des bataillons de ligne pour s'emparer des centaines de canons transportés là, que la Garde nationale s'était procurés pendant le siège avec son propre argent. La Garde nationale avait été informée de ce plan quelques jours avant, elle était par conséquent sur ses gardes. Lorsque les troupes s'avancèrent, elles trouvèrent tous les accès soigneusement occupés. Lecomte comprit qu'il était impossible d'enlever les canons sans coup férir, comme il l'espérait ; il donna l'ordre de tirer. Comme toujours en pareille occasion, il se trouvait à côté de la Garde nationale toute une foule de peuple, hommes, femmes et enfants, qui auraient forcément été touchés par les tirs. Alors la ligne dit : Nous ne tirons pas. Au lieu de pointer les fusils contre la Garde nationale, elle mit crosse en l'air et fraternisa avec le peuple. Quatre fois le général ordonna de tirer, et quatre fois les soldats refusèrent d'obéir.

Alors, fou de rage, le général en vint aux insultes. Cela irrita ses soldats, et ensuite ses propres hommes l'arrêtèrent et au cours de l'après-midi le fusillèrent. Il n'y avait là aucun membre du comité central de la Garde nationale, et la Commune ne fut proclamée que quelques jours plus tard.

À cette affaire se mêla alors le général Clément Thomas qui, habillé en civil, s'était mêlé au peuple pour espionner et qui fut reconnu lorsqu'il insulta les soldats pour leur conduite. M. Sparig dit que Clément Thomas avait été un républicain.

Messieurs ! Il y a en France une foule de gens que se disent républicains, mais qui, dans le fond, ne sont rien d'autre que chez nous les nationaux-libéraux. Clément Thomas appartenait à cette tendance républicaine affadie. Officier qui avait jadis quitté le service, il était début 1848 employé au journal *Le National* comme rédacteur officiel, chargé en même temps de se battre en duel lors des querelles avec des rédacteurs d'autres journaux. Réintégré dans l'armée par le gouvernement de Février et promu général, il joua, avant et pendant les combats de Juin 1848, le rôle d'infâme bourreau, et il devint tristement célèbre pour sa barbarie envers les ouvriers.

Ce même général fut nommé par Trochu commandant de la Garde nationale de Paris, lorsqu'en novembre 1870 le général Tamisier se démit de ses fonctions parce qu'on n'avait pas tenu la promesse que Paris élise son gouvernement communal. C'était une provocation directe. Après sa prise de commandement, Clément Thomas n'avait rien eu de plus pressé que de montrer dans tous ses actes son hostilité la plus ouverte aux gardes nationaux des quartiers ouvriers. Et, au moment où la foule était surexcitée par l'attitude du général Lecomte, cet homme haï entra en scène et prit parti pour Lecomte. Il fut arrêté et, comme Lecomte, fusillé par les soldats en furie.

Messieurs ! C'était un acte de violence, et je suis bien loin de l'approuver ; mais il faut se représenter la situation et, si on le fait, on sera bien obligé d'excuser résolument ces actes. La réaction a commis de tout autres atrocités, et bien plus grandes, et les a commises non pas en ces temps de surexcitation et de passion qui furent ceux de la Commune, mais dans une période calme, et de sang-froid. Que l'on pense seulement au traitement épouvantable des communards déportés en Nouvelle-Calédonie, qui dépasse en atrocité tout ce qui a existé jusqu'ici et que l'on poursuivit pendant des années après le combat. De telles horreurs suscitent en vérité l'indignation et la condamnation de tout être doué d'humanité.

Lorsque les gouvernants présents à Paris le 18 mars virent l'état d'esprit de la ville et des soldats, ils jugèrent bon de ficher le camp au

plus vite. Le comité central de la Garde nationale prit alors en main la conduite des affaires.

M. Sparig croit devoir reprocher au gouvernement de Versailles de n'avoir pas envoyé le 18 mars à Paris des troupes sûres. Mais, pour le gouvernement il n'y avait absolument pas de troupes sûres. L'armée française tout entière, celle du moins qui était dans le pays, était indignée par l'attitude du gouvernement et sympathisait avec le peuple. Les seules troupes fiables, la Garde de Napoléon, les zouaves, les turcos, et les régiments bretons papistes, se trouvaient dans les prisons allemandes. Et c'est seulement lorsque M. Thiers et M. von Bismarck se furent entendus que celui-ci rendit à celui-là le service de mettre à sa disposition plus de 80 000 soldats des troupes susdites, qui alors, comme des fauves, et comme si elles voulaient se venger sur leurs compatriotes de la défaite infligée par les Allemands, assaillirent Paris et, en une horrible boucherie, massacrèrent 30 000 hommes. Ces troupes se sont à tout jamais déshonorées, et plus tard ces soldats ont dû souvent entendre leurs camarades de l'armée dire que c'était une honte et une ignominie de leur part de s'être faits les étrangleurs et les bourreaux du peuple de Paris.

À l'instigation du comité central de la Garde nationale, le peuple de Paris élut la Commune le 25 mars. M. Sparig a déclaré qu'il y avait eu alors une grande abstention et il semble pouvoir en conclure que tous ceux qui n'ont pas voté étaient des adversaires de la Commune.

Concernant cette élection de la Commune, je peux me référer à un témoignage d'un ennemi enragé des socialistes, à savoir M. Johannes Scherr, qui publie actuellement dans la *Tonnelle* une série d'articles qui ne laissent vraiment rien à désirer en matière d'insultes contre la Commune. Or, dans ces articles, M. Scherr dit que, des 490 000 électeurs inscrits, 277 300 se rendirent aux urnes le 25 mars et votèrent pour la Commune. Cela fait 57 %. Avons-nous par hasard jamais eu une telle participation au vote à Leipzig pour l'élection au Reichstag ou même à l'élection municipale ? À la dernière élection, tout récemment, 33 % à peine ont pris part au vote. Et que dirait M. Sparig si nous acceptions sa façon de raisonner et disions que les 67 % restants, qui se sont abstenus, sont des social-démocrates ? Il nous rirait au nez et aurait tout à fait raison. Mais son jugement sur la Commune mérite la même chose.

C'est un fait que la grande majorité de la population de Paris s'est déclarée pour la Commune ; M. Scherr va même jusqu'à dire que, le 25 mars, l'élection de la Commune s'est faite avec une unanimité et une joie sans pareilles de la part de la population, que l'on doit compter ce jour parmi les plus beaux que Paris ait jamais vus. Le

peuple de Paris s'était ce jour-là montré dans tout son éclat et sous son meilleur jour, comme rarement lors d'un événement historique. Messieurs ! Tel est le jugement qu'un adversaire de la social-démocratie est obligé de porter sur la Commune !

M. Sparig a par ailleurs critiqué la « manie de légiférer » de la Commune, il disait qu'un décret chassait l'autre, que l'un annulait l'autre ou l'aggravait.

Mais était-il donc possible de faire autrement, quand on avait à nettoyer ces écuries d'Augias qu'était le Paris de l'Empire ? (*Rires.*) En effet, il y avait beaucoup de décrets à prendre. Et il va de soi qu'en pareille situation tout ne marche pas comme sur des roulettes. La guerre de 1870 était bien sûr très bien préparée du côté allemand, mais demandez donc au chef d'état-major Molkte si tout s'est passé sans accroc, et il vous dira que ça a cloché ici ou là. C'est forcément bien plus le cas quand il s'agit d'un mouvement révolutionnaire, quand il faut créer un nouvel État à la place de l'ancien, au milieu de centaines de milliers d'ennemis – l'armée allemande et les Versaillais qui, de toutes leurs forces et par tous leurs moyens, s'acharnaient à donner le coup de grâce à la nouvelle institution.

Mais les décrets que M. Sparig citait, lui-même n'était pas en mesure de les qualifier de susceptibles de compromettre la Commune. Quand par exemple, à propos du décret de la Commune sur le travail de nuit, il dit qu'il ne croit pas que même les socialistes seraient portés à se contenter pour leur petit-déjeuner d'un petit pain rassis à trois sous, c'est une blague si plate que je me dispense d'examiner ça de plus près. Avec cette mesure, il ne s'agissait pas de savoir si la bourgeoisie pouvait ou non satisfaire sa gourmandise, mais s'il fallait ou non exposer en permanence toute une catégorie de travailleurs à un travail de nuit épuisant et nocif. Quiconque s'est occupé un tant soit peu de ces choses sait que, par suite du travail de nuit et plus généralement du temps de travail extraordinairement long, qui se monte souvent à 16 voire même 18 heures, les apprentis boulangers s'exposent la plupart du temps à une mort précoce.

Or la Commune, en effet, a été attentive à cette situation, et c'est tout à son honneur. (*Approbation.*)

Par ailleurs, M. Sparig dit que la Commune a certes aboli la peine de mort, mais qu'elle a introduit l'exécution par fusillade, et il se réfère pour cela à un décret qui menace de fusiller tous ceux qui se dérobent au service dans la Garde nationale, et donc à la défense de la ville.

Partant de l'idée que toute armée permanente est entre les mains du gouvernement un instrument pour opprimer le peuple,

la Commune demanda l'abolition de l'armée permanente et introduisit l'armement général du peuple. En conséquence, tout homme capable de porter des armes avait le devoir de défendre la ville.

Cela ne faisait de tort à personne et c'était équitable pour tous, ce qu'en vérité on ne peut pas dire de notre système militaire qui, malgré le verbiage sur le service militaire pour tous, n'arme qu'un partie du peuple. Bien sûr qu'il y avait une partie des Parisiens qui ne voulaient pas défendre la Commune, bien qu'elle fût encerclée d'ennemis qui voulaient l'anéantir par tous les moyens à leur disposition.

Attaquée de toutes parts et contrainte de mener la guerre, la Commune dut employer dans cette situation les moyens qui en pareil cas sont et doivent être à la disposition de tout parti menant la guerre. Elle menaça de fusiller quiconque refusait de porter les armes pour la défense.

En 1870, il y a eu des milliers de mes camarades qui n'étaient pas d'accord avec la guerre et à qui on n'a pas demandé s'ils voulaient y aller. Ils furent obligés d'y aller et, en cas de refus, ils auraient été traduits devant un conseil de guerre et fusillés sans pitié.

M. Sparig confond donc l'abolition de la peine de mort en droit pénal civil avec la peine de mort militaire en cas de guerre, ce qui fait pourtant une sacrée différence. Tant qu'il y aura des guerres, il y aura la peine de mort pour maintenir la discipline pendant la guerre.

M. Sparig a par ailleurs relevé un décret de la Commune selon lequel la Commune confisquerait les ateliers et fabriques abandonnés par les employeurs et les remettrait aux travailleurs qui y travaillaient jusque-là pour qu'ils les exploitent. D'autre part, qu'on devait élire une commission pour estimer la valeur des ateliers, afin de pouvoir dédommager les anciens propriétaires. Il a très justement souligné que la Commune l'aurait généralement fait si elle en avait eu le pouvoir. Eh bien, il a raison aussi quand il suppose que, nous aussi, nous procéderions partout de la même façon si nous le pouvions. Nous voulons aplanir le conflit entre travailleurs et employeurs, puisque de nos jours les intérêts des travailleurs et des employeurs sont antagonistes. Les employeurs veulent payer des salaires les plus bas possible et faire travailler le plus longtemps possible ; le travailleur veut le salaire le plus haut possible pour le temps de travail le plus court possible. Avec chaque machine inventée, chaque fabrique nouvelle, ce conflit de classe s'accentue. Chaque voie de chemin de fer construite, chaque ligne télégraphique posée, apporte la connaissance à des milieux plus larges et nous procure de nouveaux partisans. Chaque pas vers la concentration du capital, vers la destruction des petits entrepreneurs, accroît la division et

pousse vers une solution, en organisant de manière collective production et distribution, c'est-à-dire que tous les ateliers, toutes les fabriques, tous les instruments de production soient dans les mains de la société et gérés par elle dans l'intérêt et à égalité des droits de tous les citoyens. Chacun doit travailler, et chacun participe pleinement au profit ainsi qu'aux pertes, bien sûr. À l'industrie privée, au mode de production sauvage et inorganisé – qui nous a mis sur le dos la crise actuelle –, doit se substituer une production socialiste, c'est-à-dire organisée au niveau de la société, où chacun répondra de tous et tous de chacun. C'est vers cela que la Commune a fait le premier pas et il était tel que les employeurs concernés ne subissaient pas le moindre désavantage ; car on devait les rembourser de la pleine valeur de leurs ateliers et fabriques.

Selon notre point de vue, la société a le devoir de s'organiser de telle sorte qu'on veille également au bien-être de tous ses membres, que chacun de ses membres puisse participer à un degré de plus en plus élevé aux conquêtes de la culture et de la civilisation dans tous les domaines de la vie humaine. Nos adversaires affirment ici défendre le progrès mais, dès qu'il s'agit d'améliorer la condition de tous, ceux qui vivent dans l'opulence et ont le pouvoir entre leurs mains crient : Nous vivons dans le meilleur des mondes, c'est un crime que de vouloir le transformer.

Ils défendent par tous les moyens la position privilégiée qu'ils occupent et cela va si loin que des hommes qui lors d'une loi tout à fait mineure n'ayant absolument rien à voir avec le socialisme, comme par exemple la loi sur les caisses de secours, se permettent de dire que cette loi est une injustice contre les employeurs, en viennent forcément à vous lancer à la face le reproche – car on considère cela comme un reproche : Tu es socialiste. Nous venons de lire cela aujourd'hui dans le *Quotidien [de Leipzig*]. Et par là on veut dire très explicitement : Nous ne sommes pas disposés à faire aux opprimés ne serait-ce que les plus petites concessions.

Quand partout, dans les petites choses comme dans les grandes, dans la législation comme dans la vie sociale, apparaît ce conflit entre les classes, il va de soi que des révolutions se déclenchent, comme à Paris. Et j'ai la ferme conviction – comme je l'ai dit aussi dans le discours au Reichstag que j'ai mentionné ici – que d'ici quelques décennies à peine tout ce qui s'est passé à Paris se répétera dans toute Europe. C'est à la société de le comprendre et de s'efforcer d'aplanir par la législation les actuels conflits de classes.

Qu'est-ce la Commune à encore fait ? Elle a réalisé une vieille revendication libérale, qui figurait depuis des décennies au

programme du Parti libéral, mais qu'il avait mise au placard depuis qu'il est arrivé au pouvoir. La Commune a décidé et appliqué la séparation de l'Église d'avec l'école et l'État, et elle a de plus décidé de confisquer les biens de l'Église.

Tout ce qui m'étonne c'est que M. Sparig n'ait pas mentionné cela et n'ait pas porté plainte pour violation de la propriété. Ce reproche, on l'a adressé maintes fois à la Commune. Comme M. Sparig ne l'a pas mentionné, c'est moi qui le mentionne, pour compléter son propos. (*Rires.*)

Dommage seulement que, ce que la Commune a fait, d'autres l'aient avant elle fait depuis longtemps. Lorsqu'à l'époque de la Réforme, qui commença en 1517, de nombreux princes prirent parti pour Luther, ils ne le firent pas pour défendre un idéal, mais parce qu'ils pouvaient remplir leurs grandes poches des richesses de l'Église. (*Rires, applaudissements.*)

Et lorsqu'il y a quinze ans éclata aux États-Unis d'Amérique du Nord la grande guerre entre le Nord et le Sud, et que finalement le Nord abolit l'esclavage, ce fut pour les biens des propriétaires d'esclaves l'atteinte la plus qu'on puisse l'imaginer. Nos adversaires pensaient que ce qui leur est utile est juste et équitable ; mais si c'est le peuple qui le fait à son profit, alors c'est un crime et un vol.

Ce même parti qui accuse la Commune d'atteinte à la propriété, au début des années 1860, lorsqu'il était encore en bons termes avec l'Autriche, lui a conseillé de confisquer les biens de l'Église pour couvrir sa dette colossale et il a applaudi de joie lorsque l'Italie s'engagea dans cette voie. Or les corps ecclésiastiques ont acquis leur propriété sur la base des mêmes titres légaux que n'importe quel bourgeois sa maison ou son terrain. Où est la cohérence ? Après que la Commune eut proclamé la séparation de l'Église d'avec l'État et l'école, elle décréta l'école obligatoire et gratuite, et pas seulement pour les frais de scolarité mais aussi pour le matériel pédagogique. Pauvres et riches devaient bénéficier de la même éducation et, du fait que l'État interviendrait pour tout le monde de la même manière, on éviterait que l'envie et la haine entre pauvres et riches soient dès le début semées dans le cœur des jeunes. Montrez-moi un État libéral qui ait réalisé, même de loin, quelque chose de semblable. (*Applaudissements.*)

M. Sparig s'est d'autre part permis des remarques narquoises sur le fait que la Commune avait dit que sa politique et ses visées reposaient sur la science. La Commune a voulu dire par là qu'elle pensait employer pour le plus grand bien possible de tous, et spécialement dans la législation, toutes les conquêtes de la science moderne dans

le domaine de l'économie politique, du droit et de l'assistance publique, et qu'elle ne s'en tenait pas à des théories et des axiomes déterminés. Et par là, elle s'est en tout cas placée du point de vue de la science moderne, point de vue qui ne part pas de présupposés déterminés et d'opinions toutes faites mais, s'appuyant sur l'étude et l'expérience, cherche à dénicher ce qu'il y a de meilleur.

Si la Commune n'a réalisé qu'une part de son œuvre, cela s'explique par la situation et par les circonstances dans lesquelles elle se trouvait. Songez que, pendant toute sa durée, la Commune n'a pas eu un seul instant de tranquillité, qu'elle se trouvait continuellement en état de guerre et en lutte – comment pouvait-il en être autrement ?

M. Sparig a tout particulièrement reproché à la Commune, elle qui avait soi-disant voulu la liberté de la presse la plus totale, d'avoir supprimé cette liberté en réprimant les journaux adverses. Cette façon d'agir s'explique elle aussi très facilement par la situation de contrainte dans laquelle se trouvait la Commune. Attaquée de toutes parts, en plein dans le combat et la révolution, la nécessité lui ordonnait de ne pas tolérer, en plus de l'ennemi qui était devant les portes, l'ennemi dans ses propres murs. Elle était obligée de réprimer des journaux qui, jour après jour, lançaient contre elle les attaques et les calomnies les plus violentes, qui étaient en relation avec les ennemis qui étaient aux portes, et qui travaillaient par-derrière à sa chute.

Lorsqu'en 1870 la guerre éclata, en Allemagne on proclama l'état de siège dans toutes les provinces que l'on considérait comme menacées. On réprima les journaux d'opposition et on arrêta toutes les personnes que l'on soupçonnait d'être hostiles à la guerre. Eh bien, nous demandons ce même droit pour la Commune.

De même, M. Sparig trouve absurde que la Commune se plaigne que M. Thiers ait supprimé l'octroi, elle qui pourtant se prétendait l'ennemie des impôts indirects. Mais elle avait une bonne raison de se plaindre. L'octroi appartenait à la ville, et la Commune n'était pas en situation d'introduire en plein combat un nouveau système d'impôt. L'octroi constitue l'unique source d'impôt rentrant régulièrement, et elle était obligée de l'utiliser si elle voulait continuer à maintenir en état de marche la défense et l'administration.

Comme M.Thiers avait privé d'impôts la Commune, elle dut pour couvrir ses besoins recourir à des emprunts auprès de la Banque de France ou de Rothschild ; et ces prêts furent accordés sans difficulté, et même avec l'accord de M. Thiers. Mais une chose est apparue avec l'administration financière de la Commune, que M. Sparig a été incapable d'attaquer. C'est le caractère économe et rationnel de

la Commune, auquel, de la bouche même de ses adversaires, on a témoigné la plus grande reconnaissance.

C'est à juste titre que le ministre des Finances de la Commune, Jourde, pouvait dire devant ses juges versaillais : « *J'ai quitté le ministère des Finances plus pauvre que je n'y suis entré !* » (*Écoutez !*) Qu'on me montre donc les ministres des Finances monarchistes qui peuvent dire d'eux la même chose ! (*Rires, approbation.*) M. Thiers, qui était un avocat et écrivain pauvre quand en 1830, sous Louis-Philippe, il entra au ministère, le quitta millionnaire en 1836.

La première démarche de la Commune fut de supprimer les hauts traitements ; ses membres devaient travailler pour de bons salaires d'ouvrier. Le fonctionnaire supérieur ne devait pas toucher plus de 6 000 francs par an, c'est-à-dire 4 800 marks. Le Premier bourgmestre de Leipzig touche par an 15 000 marks. (*Rires, Écoutez !*) Le général en chef de la Commune reçut aussi 6 000 francs ; mais, à peine devenu président, M.Thiers n'eut rien de plus pressé que de se faire allouer une liste civile de 3 millions de francs. (*Écoutez !*)

La Commune a donné un exemple d'économie, qui pourrait servir de modèle à tous les gouvernements. Cela, même ce M. Scherr, ennemi des socialistes, l'a reconnu. M. Sparig ne l'a évidemment pas mentionné, c'est pourquoi je le mentionne. (*Rires.*)

J'en viens maintenant à l'exécution par les armes des otages et aux incendies volontaires. M. Sparig faisait remarquer à propos de ces derniers qu'il avait été à Paris quatorze jours après la chute de la Commune et qu'il avait de ses propres yeux vu les dévastations. Il nous a même parlé d'une maison privée qu'on avait voulu incendier et qui n'était pas située sur la ligne de défense. En fait, il ne nous a en vérité pas dit qu'on avait vraiment incendié cette maison. Et comment peut-il donc, lui qui pendant la bataille n'y était pas, juger de ce qui était utile pour la défense ou pas ? Il se réclame d'assurances orales qu'on lui a faites. À mes yeux, elles n'ont aucune valeur. La rage de persécutions des Versaillais et leurs furies bestiales étaient si grandes que, non seulement pendant des semaines mais pendant des mois et des années après la chute de la Commune, on pourchassait quiconque avait un mot de sympathie pour elle. La peur était si grande que non seulement personne n'osait prendre sa défense, mais que beaucoup l'injuriaient carrément pour écarter d'eux tout soupçon. Et en même temps la bassesse de la bourgeoisie apparut au grand jour. En l'espace de quelques jours après la chute de la Commune, c'est pas moins de 370 000 dénonciations qu'on remit aux Versaillais. La bourgeoisie parisienne s'est à cette époque comportée

de façon aussi abjecte qu'en 1866[78] la bourgeoisie de Leipzig, qui à l'époque remit au général prussien tant de dénonciations que celui-ci, complètement écœuré, déclara qu'il ne voulait plus en entendre parler…

Et quand à présent M. Sparig exhibe ici un ordre d'incendie, soi-disant signé par Ferré, qui porte le sceau du ministre de la Guerre, sceau que peut tout aussi bien y avoir apposé le ministre de la Guerre de M. Thiers, c'est à mes yeux un torchon qui mérite que je le déchire. (*L'orateur déchire le papier. Bravo ! Agitation.*) Oui, Messieurs, il y a une foule de documents concernant les incendies, l'exécution d'otages, la prétendue confiscation de biens, etc. qui devant le tribunal se sont avérés des faux.

Accusé d'avoir mis le feu au ministère des Finances sur la base du document produit ici, Ferré a jusqu'au dernier moment contesté sa véracité ; il a tenté de prouver, à certains caractères d'imprimerie, qu'il avait été falsifié ; mais comme le graphologue engagé par les Versaillais affirma qu'il était authentique, Ferré fut condamné. De même on accusa Ferré d'avoir fait fusiller les otages. Lui-même déclare qu'il n'avait pas donné l'ordre de les fusiller, mais de les libérer. D'autres rapports le corroborent, notamment celui d'un médecin anglais ; on a également établi que des prêtres qui avaient été arrêtés comme otages témoignèrent plus tard devant le tribunal, et donc ne pouvaient pas avoir été fusillés. Bien sûr qu'une partie des 60 otages ont été fusillés, mais on affirme que c'est seulement au moment où ils quittaient la prison et où, invités par les hommes des barricades à apporter leur soutien à la défense, ils s'y refusèrent. On les avait alors pourchassés à coups de fusil. Raoul Rigault aussi a été accusé d'avoir fait fusiller des otages. Or Raoul Rigault est mort, il a combattu en homme et est mort en homme en plein combat ; lui, on peut facilement l'accuser, il est mort et ne peut pas répondre.

À quelle fin prend-on des otages ? En 1870, les Allemands ont pris beaucoup d'otages en France, et cela parce que les francs-tireurs ou divers habitants de la France s'efforçaient par tous les moyens de nuire aux Allemands, en attaquant les colonnes de ravitaillement, en détruisant chemins de fer, ponts et routes, en attaquant par surprise et abattant des sentinelles isolées, bref causaient des dommages partout où ils pouvaient. Les francs-tireurs ne faisaient là que ce que la levée en masse prussienne fit elle aussi en 1813 face aux Français[79],

78 Lors de la guerre de 1866 entre la Prusse et l'Autriche, l'armée prussienne avait envahi le royaume de Saxe, dont la capitale est Leipzig.

79 Après le soulèvement de la Prusse-Orientale. En 1812, le roi Frédéric III proclame la levée en masse et, le 17 mars 1813, déclare la guerre à la France.

et je pourrais bien vous lire les règlements en vigueur dans la levée en masse, qui commandaient de nuire à l'ennemi quand et comme l'occasion s'en présentait.

Les Allemands disaient que cette façon de faire la guerre violait les lois de la guerre, et tous les officiers reçurent l'ordre, quand on s'en prenait de cette manière à des soldats, de prendre des otages et de les fusiller sans pitié quand on ne pouvait pas trouver les coupables. De plus, on devait prélever des contributions sur les habitants des villages, incendier les maisons ou les villages d'où on avait tiré sur les troupes, sans se préoccuper s'ils étaient coupables ou innocents. Ces ordres ont souvent été exécutés avec cruauté. Des centaines et des centaines de gens ont ainsi perdu la vie, des maisons et des villages entiers ont été brûlés, et là-dessus je n'ai pas trouvé dans la presse libérale de réprobation, mais seulement de l'approbation.

Face aux Versaillais, la Commune se trouvait dans une situation semblable et avait au moins autant le droit de mener contre eux la guerre irrégulière des francs-tireurs que contre les Allemands. Pendant le combat contre Paris, qui a duré de longues semaines, les Versaillais ont massacré les prisonniers qui leur tombaient entre les mains, au mépris de toute loi de la guerre. C'est de cette manière que les généraux communards Flourens et Duval et beaucoup d'autres officiers ont perdu la vie. Oui, les Versaillais n'ont pas eu honte de tirer sur les postes d'ambulance et de fusiller les infirmières prisonnières après les avoir violées. Cela, seuls pouvaient le faire des monstres comme ceux dont M.Thiers disposait parmi les soldats prisonniers, grâce à l'aide des Allemands.

C'est en réponse à ces atrocités que la Commune décida de prendre des otages et, pour chaque soldat de la Garde nationale massacré, de fusiller trois otages. Mais on se contenta de décider, et au moment où une partie des otages furent enfin fusillés, comme M. Sparig lui-même le reconnaît, la Commune n'existait plus, elle ne peut donc pas non plus en être responsable.

Mais, quand, grâce au soutien des Allemands qui leur laissèrent la voie libre, les Versaillais entrèrent dans Paris – ce qu'ils n'auraient pas réussi à faire sans cette aide –, ils entreprirent dans les rues de la ville un carnage et un bain de sang à peu près inouïs dans l'histoire. Tout ce qui tombait aux mains des Versaillais, hommes, femmes et enfants, fut massacré, les prisonniers furent alignés par centaines, comme au cimetière du Père-Lachaise, et abattus à la mitrailleuse, et les corps qui tressaillaient encore, aspergés de chaux et de pétrole, furent jetés dans les fosses.

Preuve du déchaînement des Versaillais, il n'y eut pas de blessés. Selon des déclarations concordantes, en quelques jours 15 000 à 20 000 hommes perdirent la vie.

Dans une telle situation, la Commune n'avait d'autre recours que de défendre sa peau de toutes les manières possibles ; que l'on présente comme des infamies ces actes parfaitement justifiés des vaincus, nous y sommes habitués. Lisez donc le livre de Röckel sur sa détention à Waldheim, où il décrit aussi le soulèvement de Mai 1849 à Dresde ; vous y découvrirez que la réaction calomniait les combattants de Mai exactement de la même façon qu'aujourd'hui on calomnie la Commune, sauf que la révolution de Mai à Dresde était une révolution bourgeoise. Et lisez aussi l'histoire du soulèvement d'Octobre 1848 à Vienne, après l'écrasement duquel Robert Blum fut fusillé ; la proclamation que le prince Windischgrätz envoya alors au monde entier sur la situation à Vienne ressemble comme deux gouttes d'eau à celle que les Versaillais adressèrent au monde entier sur la situation à Paris pendant la Commune.

J'ai ici un article de la plume de Blum où il s'exprime de la manière la plus nette sur la proclamation de Windischgrätz et s'écrie, indigné : « *Qu'est-ce que le monde doit penser de Vienne, dont il ne peut rien apprendre, quand on ose nous dire cela, à nous qui connaissons les choses ?* » Mais ici je veux évoquer aussi comment Blum à cette époque concevait la révolution et comment il s'en expliquait dans un discours à l'université de Vienne : « *Ne nous arrêtons pas à mi-chemin, menons le combat contre nos adversaires jusqu'au bout et sans pitié.* » Et aujourd'hui encore les libéraux célèbrent la mémoire de Robert Blum, et à juste titre.

Tout comme jadis à Vienne la bourgeoisie et la réaction, à Paris c'était la Commune et les Versaillais qui s'affrontaient. La Commune était obligée de se battre jusqu'à son dernier souffle et elle a combattu héroïquement. Cela, même ses adversaires les plus acharnés ne peuvent pas le contester. Et, comme en 1848 et 1849, les cours martiales ont fait fusiller nos meilleurs hommes à Vienne, Rastatt et Mannheim, de même les hommes de la Commune tombèrent, la plupart en criant : « Vive la République ! Vive la Commune ! »

Maintenant j'en viens aux incendies volontaires.

Les Versaillais ont mené pendant des semaines la bataille contre Paris, et ils n'ont pas tiré des petits pois ; que cela laisse des dévastations, on le comprend. Mais pendant les derniers huit jours, lorsque avec l'aide des Allemands ils purent installer à Montmartre 50 pièces d'artillerie lourde, ils ont alors tiré sur les maisons à boulets rouges, et même avec des bombes à pétrole, et, rien d'étonnant, ils en ont

incendié beaucoup. Ce sont donc les Versaillais qui ont provoqué la plupart des incendies que l'on met sur le dos de la Commune. Lorsque ensuite la bataille se déchaîna dans les rues et que côté Versaillais elle fut menée avec une sauvagerie atroce, alors la Commune fut obligée, pour se défendre, de mettre le feu à quelques bâtiments, pour retenir un moment les Versaillais. Est-ce que cette manière d'agir est si inique et si inouïe qu'on puisse la qualifier d'incendie criminel ? Lors du siège de Strasbourg, les Allemands ont sans nécessité démoli 500-600 maisons, uniquement pour contraindre la ville à se rendre, bien qu'ils n'aient pas fait la guerre à la population civile. Lorsque la place forte de Soissons capitula, les correspondants les plus divers confirmèrent qu'il ne restait dans la ville presque aucune maison intacte, que des rues entières étaient détruites, que presque tous les toits étaient criblés d'impacts, mais que les remparts de la place forte étaient intacts. On bombarda les maisons particulières, on blessa et tua les habitants, afin que dans leur détresse ils obligent les officiers à capituler. Je n'ai pas lu que la presse libérale ait désapprouvé cette manière de mener la guerre. Thiers agit contre Paris comme les Allemands contre les places fortes, et voilà qu'on veut faire à la Commune un crime de s'être défendue comme elle pouvait ! Lors du soulèvement de 1849 à Dresde, M. von Beust ordonna aux Prussiens qu'il avait appelés à l'aide de mettre le feu à la ville, et c'est ce qui serait arrivé si le comte von Waldersee, qui commandait, n'avait pas déclaré qu'il espérait, même sans cela, en finir avec les insurgés. Mais il est vrai qu'ensuite les actes de barbarie n'ont pas manqué. Ainsi par exemple on a jeté à l'eau depuis le pont de l'Elbe quantité de prisonniers et, quand ils tentaient de s'accrocher au parapet, on leur tranchait les doigts à coups de sabre. À Paris, les bandits de l'ordre versaillais commirent pendant des semaines des atrocités semblables, et pires. La plus grande partie des incendies résultèrent donc du bombardement de Paris par les Versaillais, comme l'a déclaré publiquement dans la *Gazette d'Italie* un témoin oculaire qui était justement à Paris à cette époque et qui y résidait depuis vingt ans déjà, le député italien Patrucelli della Gattinea. Le même écrivait qu'il fallait admettre que, de dix maisons incendiées, neuf l'avaient été par les bombes versaillaises. Les incendies de la Commune avaient eu des buts défensifs. Or, comme le nombre des maisons brûlées et détruites par le feu se montait à environ 200, un nombre relativement faible était donc imputable à la Commune.

Messieurs, le temps qui m'a été départi est déjà largement avancé, il ne me reste plus que quelques minutes, mais j'apporterai les preuves de ce que j'ai avancé, ou bien dans ma prochaine intervention, ou

bien dans une deuxième réunion qu'il sera nécessaire de tenir. Ce que j'ai dit, je peux en prouver la vérité par les déclarations de mes adversaires… »

Je revins ensuite encore une fois sur l'exécution des otages que Ferré avait prétendument organisée et je poursuivis :

« La Commune a agi comme elle devait le faire en fonction de la situation et, si l'on n'approuve pas ses procédés, on les trouvera du moins compréhensibles et on les excusera.

C'est sur l'accusation contre Ferré que M. Sparig a conclu ; moi aussi je dois maintenant conclure. En tout cas une chose est sûre, c'est que la Commune – et j'espère encore avoir l'occasion de continuer à le démontrer – n'a rien fait dont elle puisse rougir, et elle n'a pas commis de violences qu'en Europe les gouvernements monarchistes, dans des moments semblables, n'en aient commis cent et mille fois pires. (*Tempête d'applaudissements prolongés.*) … »

Le président *Motteler* : « Messieurs, nous devons faire court ; M. le directeur de la police vient de me dire qu'il ne peut laisser siéger l'assemblée que jusqu'à minuit. »

Après une réponse brève mais insignifiante de M. Sparig, je repris encore une fois la parole :

« Messieurs, M. Sparig n'a pas répondu à mon discours, il ne s'est pas non plus déclaré prêt à tenir une deuxième réunion, bien qu'il ne soit pas possible de terminer aujourd'hui, dans le temps imparti. Je me vois donc contraint de revenir brièvement sur certaines de ses dernières remarques. M. Sparig a vanté son propre courage à nous affronter. Faut-il un grand courage pour s'opposer à un parti dont on affirme qu'il ne consiste qu'en une poignée d'esprits exaltés ? Je ne me prononcerai pas là-dessus.

M. Sparig a ensuite émis l'espoir que l'assemblée d'aujourd'hui contribuera à augmenter la participation aux élections ; nous l'espérons aussi. *(Rires.)* Nous ne nous en plaindrons pas. *(Approbation.)* Jusqu'ici, chaque campagne électorale a montré que nous obtenions quelques centaines de voix de plus qu'auparavant, et j'espère que l'assemblée d'aujourd'hui a contribué à ce que ce soit à plus forte raison le cas à la prochaine élection au Reichstag. *(Rires, bravo !)* M. Sparig a jugé aussi de son devoir de protester, au nom des descendants de Blum, contre le rapport que j'ai établi entre lui et la Commune. J'ignore qui a donné mandat à M. Sparig de protester contre quelque chose qui n'a pas eu lieu. *(Rires.)* Je sais aussi bien que personne que Robert Blum n'était pas socialiste, mais c'était un bon démocrate et un authentique républicain, et cela c'est plus que ce qu'est M. Sparig. *(Applaudissements, M. Sparig s'incline. Tempête de rires.)* J'ai

seulement déclaré que la Commune se trouvait dans une situation semblable à celle de Vienne en 1848 lors des journées d'Octobre. Et que Robert Blum, qui était alors à Vienne, s'était prononcé pour la poursuite de la révolution avec autant de détermination que la Commune pouvait en avoir. Et comme je me suis référé précédemment à un discours de Robert Blum dans ces jours-là, je veux ici ajouter qu'il se trouve dans un livre qu'un certain M. Arthur Frey à publié en l'honneur de Blum, et dans lequel il s'efforce de faire un portrait de Robert Blum en tant qu'homme, écrivain et homme politique. Le passage en question dit :

« Pas de demi-révolution ! Avançons sur la voie prise, même si elle est sanglante et, avant tout, pas de pitié pour les partisans de l'ancien système qui désirent la tranquillité par égoïsme ; contre eux on mènera une guerre d'anéantissement. »

Le socialiste le plus résolu peut-il s'exprimer plus résolument que Robert Blum le faisait ici contre les adversaires de la révolution ? (*Applaudissements.*)

Et maintenant écoutez aussi un passage de la proclamation que Windischgrätz adressa aux Viennois :

« La ville a été salie par des atrocités qui remplissent d'effroi le cœur de tout homme d'honneur ! … Vienne se trouve à la merci d'une fraction, petite mais hardie et ne reculant devant aucune infamie ; vie et biens sont en proie à une poignée de criminels ! »

Est-ce que cela ne concorde pas au mot près avec les proclamations que Thiers a faites sur Paris et sur la Commune ? (*Approbation.*)

M. Sparig a dit par ailleurs que, tant que la social-démocratie caressera le rêve de l'internationalisme, elle ne pourra trouver grâce aux yeux de son parti. Cela, nous nous en passons. (*Rires.*) Mais l'idée d'internationalisme est-elle donc vraiment un rêve ? De la famille naquit la tribu, des multiples tribus l'État et la nation, et finalement de l'étroite liaison des nations se dégage l'internationalisme. C'est la marche de l'histoire. Et tandis que le socialisme se place du point de vue de l'amour et de la fraternité entre tous les hommes, tandis qu'il lutte pour que cessent les guerres et les haines entre nations et que les nations travaillent ensemble en paix et fassent avancer la civilisation, la social-démocratie représente, elle, l'idée de civilisation la plus élevée qu'on puisse imaginer. (*Applaudissements.*)

Or, en calomniant et en persécutant consciemment notre parti parce qu'il combat le point de vue national étriqué, parce qu'il fait front contre la lutte des races et défend l'idée de la fraternisation des peuples, on ne fait que le traiter comme on a de tout temps traité les combattants d'avant-garde. Messieurs ! Allez aujourd'hui encore par

exemple dans un pays bien catholique et écoutez un peu avec quelle ignorance on juge Luther. Il en est allé ainsi de tous les partis dans le monde qui représentaient le progrès, et il en alla ainsi des libéraux. Aujourd'hui que le parti libéral est aux commandes et a le pouvoir, il considère son monde comme le meilleur des mondes, et nous qui ne voulons pas le reconnaître, il nous traite aujourd'hui comme le parti féodal l'a traité lui-même il y a vingt ans à peine. C'est tout à fait normal, ça !

Nous ne nous laisserons pas troubler par de telles accusations, nous savons que notre temps vient, que les circonstances travaillent pour nous, qu'avec l'accroissement des conflits entre classes et la disparition de la couche moyenne, la petite bourgeoisie, qui est précipitée dans les rangs des salariés, la social-démocratie deviendra de plus en plus forte, jusqu'à ce qu'enfin elle ait en main le pouvoir. (V*ifs applaudissements.*)

M. Sparig s'est réjoui que, lors de la dernière élection au landtag, à Chemnitz aucun social-démocrate ne soit arrivé au landtag. Sa joie pourrait bien vite bien être de courte durée. (*Rires.*) Mais il est significatif de sa part qu'il manifeste par là sa satisfaction d'une loi électorale qui, rien que par ses dispositions réactionnaires, est un obstacle au suffrage populaire (*Applaudissements.*) Cependant le social-démocrate arrivera bien au landtag, si ce n'est cette année, sûrement l'année prochaine (*Bravo ! Rires.*) et, si le conseil municipal de Chemnitz avait composé la liste électorale de la même façon que la liste des contribuables – deux choses qui comme chacun sait ne s'accordent pas, même à Leipzig –, il y serait déjà. (*Grands rires et applaudissements.*)

Enfin, s'adressant aux représentants de la presse conservatrice ici présents, M. Sparig a estimé que la presse conservatrice comprendrait bien maintenant que les nationaux-libéraux n'ont rien à voir avec la social-démocratie. Cela, c'est sûr, personne encore ne l'a réellement cru, et surtout pas ceux qui l'ont écrit. (*Rires.*)

Le fait est que la querelle entre nationaux-libéraux et conservateurs ne peut être considérée que comme une fâcherie entre deux époux. Qu'un tiers s'en mêle, et les voilà d'accord. (*Rires*)… Il y a quelques semaines, il y avait dans le *Quotidien de Leipzig* un article où on faisait appel à tous les adversaires de la social-démocratie : « *Tous ensemble, constituons l'unique grand parti de l'ordre.* »

Eh bien, félicitations, vous en aurez bien besoin. (*Rires.*) Nous l'avons vu récemment à Chemnitz. Là-bas, au début, conservateurs et nationaux-libéraux se crêpaient le chignon et les deux partis voulaient présenter un candidat, parce qu'aucun ne voulait laisser le

champ libre à l'autre ; mais quand on entendit dire qu'on présenterait un socialiste, alors la querelle cessa, ce qu'on entendait c'était : « Tous contre Bebel. » (*Grands rires et applaudissements.*)

C'est sur ces mots que se termina cette réunion magnifiquement réussie.

Nouvelles poursuites

Début janvier 1876, les camarades saxons firent à Chemnitz une assemblée régionale très suivie, dans laquelle on s'occupait déjà de désigner les candidats pour la prochaine élection au Reichstag, que l'on attendait en janvier 1877. Malgré toutes sortes de poursuites, le moral était excellent. Au début de l'année, les camarades de Berlin avaient créé avec la *Presse libre de Berlin* (*Berliner Freie Presse*) un petit journal local qui peu à peu gagna l'estime des amis comme des ennemis. À présent se manifestaient aussi les premiers signes d'un changement de toute la politique du Reich. Avec la destitution du président de la chancellerie du Reich, Delbrück, qui eut lieu fin avril, on amorça le tournant officiel vers le protectionnisme. Ensuite passa à son tour à la trappe le ministre prussien du Commerce, von Camphausen, qui encore tout récemment avait au Reichstag justifié, comme moyen de sortir de la crise, que les entrepreneurs baissent les salaires, et qui récolta pour cela les éloges d'Eugen Richter : « Félicitations à un ministre qui ose dire des vérités aussi impopulaires. » Pendant ce temps les poursuites contre nos camarades continuaient sans cesse, tout particulièrement pour offense au chancelier. Bismarck avait pris l'habitude de faire hectographier quantité de demandes d'inculpation et de les envoyer, pour dépôt de plainte, aux procureurs qui lui avaient signalé quelqu'un qui l'avait offensé.

Ces demandes d'inculpation, il en présenta sans discontinuer jusqu'à la fin de son ministère, en février 1890. Elles se chiffrèrent par milliers, et les condamnés servirent à peupler les prisons. Ce procédé ne montrait aucune grandeur de caractère, il fut même désapprouvé par beaucoup de ses admirateurs.

Fidèle aux intentions de Bismarck, Tessendorf continua par ailleurs ses poursuites contre les organisations ouvrières. Il avait eu beau, quand en mars 1875 il avait accusé les dirigeants de l'Association générale des travailleurs allemands d'atteinte à la loi d'association prussienne, justifier sa demande d'interdire l'association par ces mots : « *Détruisons l'organisation socialiste et il n'existera plus de Parti socialiste* », mots qui prouvaient toute son incompréhension du mouvement, il se voyait maintenant amené à de nouvelles mesures répressives du même genre. L'interdiction de l'Association générale des travailleurs allemands avait été compensée par la création du Parti ouvrier socialiste à Gotha. C'était maintenant son tour à lui. Bismarck réussit aussi à obtenir du conseil du tribunal municipal de Berlin un

arrêté *déclarant provisoirement dissous pour l'ensemble de la Prusse aussi bien* la section berlinoise du parti que le parti lui-même. Le comité directeur du parti répondit à cet arrêté par une adresse aux membres du parti, leur demandant de ne pas en tenir compte et de s'engager dans la propagande pour les prochaines élections au Reichstag. Le parti devait montrer qu'il ne se laissait pas intimider par des arrêtés comme celui du conseil du tribunal municipal de Berlin. Il était maintenant plus que jamais nécessaire que chaque camarade fasse personnellement tout son devoir pour le parti. À l'atout de Tessendorf « Anéantissement de la social-démocratie » on devait répondre en sortant l'atout maître « Vive la social-démocratie ». Dès lors, à la place des organisations du parti dissoutes, naquirent partout en Prusse des organisations locales, qui en tout cas devaient éviter tout semblant de liaison avec l'organisation centrale qui continuait d'exister dans le reste de l'Allemagne. Cette mesure de Tessendorf fut littéralement un coup d'épée dans l'eau car, pour ce qui est du recrutement de camarades au parti, de la diffusion de la presse du parti et de la collecte d'argent, ces organisations locales en firent au moins tout autant que l'organisation centrale dissoute.

Bien sûr, dans ces circonstances, un congrès du parti comme avant n'était plus possible. Mais comme nous ne voulions ni ne pouvions nous en passer, le groupe du Reichstag et le comité directeur du parti se réunirent pour discuter de ce qu'il fallait faire. On se mit rapidement d'accord sur la proposition que j'avais faite : le groupe du Reichstag convoquerait un congrès socialiste général, pour la période du 19 au 23 août à Gotha, pour lequel on élirait les délégués dans des assemblées publiques. D'un autre côté, pour permettre aux camarades prussiens de cotiser pour le parti sans avoir d'ennuis, on décida de sortir tous les mois un petit journal à peu près grand comme la main, intitulé *L'électeur*, qui se vendait facilement au prix de 20 pfennigs.

Mais, dans son zèle à nous persécuter, Tessendorf ne se contenta pas de dissoudre l'organisation du parti en Prusse. Il s'en prit bientôt aussi à un certain nombre de fédérations centrales des syndicats, pour préparer à ces « organisations politiques » le sort du parti. Il y parvint même pour quatre d'entre elles. Les directions centrales dissoutes déménagèrent alors à Hambourg, dont la loi d'association n'interdisait pas aux associations politiques de se fédérer.

Le 28 juin, après 26 mois de détention, Most était enfin relâché de Plötzensee. Le jour même, Bracke annonçait publiquement la parution d'une brochure rédigée par Most, intitulée *La bastille de Plötzensee*, où il racontait ce qu'il avait vécu et décrivait *l'art et la manière dont* lui et d'autres s'étaient procuré toutes sortes d'avantages dans le dos des gardiens et comment ils avaient mené les gardiens en bateau. Cette publication était une imprudence. À peine la brochure était-elle publiée que le ministre

de l'Intérieur exigeait du directeur de la prison de Plötzensee, qui ne se doutait de rien, des explications sur les faits décrits. Le résultat fut que plusieurs gardiens furent sanctionnés et licenciés, et que dès lors on se mit à appliquer beaucoup plus sévèrement le règlement de la prison. Dès lors aussi la plupart des prisonniers politiques furent internés dans ce qu'on appela l'aile « masquée » – pour moi on fit encore une exception, lorsque je dus moi aussi prendre mes quartiers à Plötzensee, ce dont je parlerai plus loin. Lorsqu'en 1878 Most dut retourner à Plötzensee pour six mois, on lui fit payer ses indiscrétions. On le mit alors au strict isolement cellulaire et chaque fois qu'il quittait la cellule il devait, comme tous les autres pensionnaires du bâtiment cellulaire, porter un masque noir pour que personne ne le reconnaisse.

Les peines infligées correspondaient aussi au caractère de plus en plus agressif que prenaient à cette époque les poursuites contre le parti. Là où auparavant on infligeait des semaines ou quelques mois de prison, le condamné écopait maintenant d'une peine trois ou quatre fois plus élevée. Les verdicts imposant douze, quinze, dix-huit mois et plus devinrent la règle. Certains journaux du parti, comme *En Avant* et la *Presse libre de Berlin,* avaient en permanence plusieurs rédacteurs en détention. Ainsi, par exemple, Saevecke de Chemnitz écopa de deux ans de prison pour crime de lèse-majesté et ce que l'on considérait comme un blasphème ; pour différents délits de presse la cour d'assises de Munich condamna J. Franz à trois ans de prison, E. Rottmanner et E. Köller à chacun deux ans, verdict qui souleva dans le parti une tempête d'indignation. Dans d'autres procès, Thomas d'Augsbourg fut condamné à deux ans de prison, Looff de Chemnitz à un an et quatre mois. Pour différents délits de presse, Vahlteich écopa l'année suivante de dix-huit mois de prison et l'année d'après on condamna à la même peine G. von Vollmar, le rédacteur du *Journal populaire de Dresde*. Ces condamnations finirent par ne presque plus faire de bruit dans le parti. Le propagandiste ou le rédacteur devait s'attendre à la prison comme à un attribut inévitable de son poste. Suite à son poste de rédacteur du *Journal populaire de Dresde*, j'avais engagé avec Vollmar une intense relation épistolaire. Les différents délits de presse dans lesquels il était impliqué l'amenèrent à se demander si, à l'occasion d'une condamnation, on ne pourrait pas lui retirer la pension qu'il touchait en tant que grand blessé dans la guerre franco-allemande, et il me demanda mon avis là-dessus. Là-dessus, je lui répondis le 17 juin 1877, entre autres :

> « … En ce qui concerne votre affaire de pension, je n'ai pas encore pu en parler à Freytag, je ne crois guère qu'il pourra vous en dire plus que moi.
>
> J'ai regardé les délibérations du Reichstag. Le § 32 de la loi, pensions et retraites du personnel de l'armée, stipule sous l'alinéa b)

qu'une condamnation judiciaire exécutoire peut entraîner la perte de la pension, et précise ensuite plus loin :

Les hausses de pension ne peuvent cependant pas être supprimées par décision judiciaire.

Or dans les délibérations il n'y a pas un mot pour dire dans quel cas une telle privation peut intervenir. Lors du débat il a été souligné que dans le Code pénal du Reich, qui bien sûr vaut aussi pour la Bavière, ont été biffées toutes les dispositions selon lesquelles la pension pourrait être retirée. Mais, à l'inverse, il subsiste le vieux Code pénal militaire prussien de 1845, qui contient ces dispositions. Mais comme, à ma connaissance, il n'est pas valable pour la Bavière, reste à savoir quelles dispositions le Code pénal militaire bavarois contient sur ce sujet, c'est elles qui entrent alors en ligne de compte et vous pourrez sans doute facilement vous procurer cette loi.

Je vous recommande la plus extrême prudence dans vos lettres, je crains qu'on ne vous tende un sacré piège. Mais comme la condamnation ne peut en aucun cas entraîner la perte des droits civiques, reste à savoir si cette perte ne serait pas une condition pour le retrait de la pension, auquel cas vous seriez couvert. Que contre vous, en qualité d'« apostat », le pouvoir en place ait une animosité particulière, ça c'est sûr… »

La satisfaction fut grande lorsqu'à cette époque on apprit dans le parti que la cour suprême de justice du duché de Brunswick avait condamné le général Vogel von Falckenstein, pour l'affaire de Lötzen, à indemniser les camarades qu'il avait emprisonnés à l'automne 1870 : 2 100 marks à Bracke, 108 marks à Gralle, 105 marks à Bonhorst, 7,50 marks par jour à Ehlers comme artisan indépendant, 3 marks par jour à Kühn comme ouvrier.

1876 : Le congrès de Gotha

Pour le congrès de Gotha – du 19 au 23 août – nous avions fixé l'ordre du jour suivant :

« 1. L'activité des députés socialistes ; 2. Marche et état de la propagande socialiste en Allemagne ; 3. Les prochaines élections au Reichstag ; 4. Établissement des candidatures socialistes ; 5. L'organisation socialiste en Allemagne ; 6. La presse du parti. »

L'officieux *Journal général de l'Allemagne du Nord* (*Norddeutsche Allgemeine Zeitung*) fit grand tapage sur cet événement et menaça de chercher à déterminer si ce congrès n'était pas un contournement de la loi, vu les fermetures et dissolutions effectuées. Mais nous ne nous souciâmes pas de ces menaces. Nous devions montrer que nous ne nous laisserions pas intimider, et que nous étions décidés à utiliser tous les moyens que les circonstances nous offraient, pour parer aux coups dirigés contre nous.

Geib et Hasenclever présidaient à nouveau le congrès. Étaient présents 98 délégués représentant 38 254 mandats de 291 localités. Pour raisons personnelles, Liebknecht et moi nous ne pûmes arriver qu'au deuxième jour des débats. Du rapport présenté par Auer il ressortait que, entre le 8 juin 1875 et le 10 août 1876, les recettes de la direction du parti se montaient à 53 973 marks, face à 54 432 marks de dépenses. Il y avait donc un petit déficit, qui était couvert par le bénéfice du journal *L'électeur,* d'un montant de 4 330 marks. Le parti possédait à cette époque 23 organes politiques et le journal récréatif récemment créé *Le nouveau monde* (*Die Neue Welt*)[80]. Parmi ces journaux, huit paraissaient six fois par semaine, huit trois fois, quatre deux fois et trois une fois. Pour la première fois dans un congrès de parti allemand, une série de messages arrivèrent d'organisations socialistes de l'étranger, qui félicitaient le parti pour son attitude courageuse. J'étais en mesure de transmettre les salutations d'une conférence internationale de Berne, à laquelle j'avais assisté lors d'un voyage d'affaires en Suisse. En signe de fraternelle solidarité internationale, on décida de trouver par les moyens appropriés de l'argent pour les communards qui se trouvaient en grande détresse. Karl Hirsch était présent au congrès en tant que délégué des ouvriers parisiens. C'est Hasenclever qui fit le rapport sur l'activité du groupe au Reichstag. Je saisis l'occasion pour justifier notre abstention sur la question de l'indemnité parlementaire, qui avait été attaquée à plusieurs reprises. Molkenbuhr, qui prit la parole au nom des adversaires de notre abstention, affirma que l'abstention nous avait nui dans la propagande, que cette tactique avait déconcerté les camarades. Le groupe parlementaire devait toujours prendre une position claire, pour ou contre un projet et voter en bloc. Après de longs débats, A. Kapell et Dreesbach déposèrent une motion déclarant impossible notre abstention dans la question de l'indemnité. Cette motion fut repoussée. En revanche on adopta une motion de Löwenstein demandant de passer à l'ordre du jour sur cette question, car il était évident que les députés socialistes étaient pour le paiement d'indemnités parlementaires et, dans le cas présent, l'abstention visait seulement à mettre en évidence l'escroquerie dont une partie des députés libéraux se rendaient coupables.

Les débats suivants montrèrent qu'il existait encore dans le parti récemment unifié de forts conflits, personnels et matériels, qui éclataient maintenant. Ainsi Frohme provoqua une violente discussion en accusant plusieurs journaux du parti, ainsi que Liebknecht et moi, d'avoir reçu des subsides de Sonnemann de Francfort. On établit qu'on ne pouvait citer aucun journal qui ait reçu des subsides de Sonnemann, et c'était pareil de Liebknecht. J'informai que Sonnemann, qui pendant ma détention s'était

80 Avec ce journal récréatif, mais aussi d'information, le Parti social-démocrate espérait en particulier éveiller l'intérêt des femmes pour les idées socialistes.

à maintes reprises déclaré prêt à m'aider par un prêt, au cas où j'en aurais besoin pour remettre mon affaire en marche après ma libération, m'en avait accordé un d'un montant de 600 thalers, que je lui remboursais par mensualité et avec un intérêt de 5 %. C'était d'autant moins critiquable que j'étais lié d'amitié avec Sonnemann depuis 1865, et que toute cette affaire était purement privée. Sonnemann lui-même avait largement fait savoir la chose, par une confidence indiscrète à un camarade de Francfort. Le résultat final du débat fut qu'on adopta, à l'unanimité moins sept voix, une motion de Bracke – qui pour la première fois depuis des années assistait à un congrès – qui blâmait ce procédé volontiers utilisé contre moi. Je fis le nécessaire pour rembourser le prêt à Sonnemann avant la fin de l'année.

Un autre débat, qui prit parfois aussi un caractère violent, fut suscité par la question : devait-il y avoir toujours deux organes officiels (*Le Nouveau social-démocrate* à Berlin et l'*État populaire* à Leipzig), ou bien un seul devait-il porter ce titre, et lequel. Finalement, il y eut 49 voix pour Leipzig et 38 pour Berlin, six délégués s'abstinrent. À la suite de quoi, d'ailleurs on décida que, à partir du 1er octobre, l'organe central paraîtrait sous le nom de *En Avant* (*Vorwärts*), trois fois par semaine. Puis le choix des deux rédacteurs suscita de vives discussions. Hasselmann, qui n'avait jamais porté l'unification dans son cœur, déclara qu'en aucun cas il ne déménagerait à Leipzig et renonça à un poste de rédacteur. Sur proposition de *Geib*, *Hasenclever* se déclara prêt à se charger de la rédaction aux côtés de Liebknecht. Et puis, après la dissolution du parti en Prusse, on se mit d'accord pour remplacer le comité directeur de Hambourg par un comité électoral central où entrèrent Auer, Brasch, Derossi, Geib et Hartmann. Sur ma proposition, on fixa le salaire du secrétaire à 150 marks par mois, celui du trésorier à 105 marks et celui des deux assesseurs à 45 marks chacun.

Par ailleurs, pour la première fois un congrès du parti s'occupait de prendre position sur les questions économiques du jour. La crise industrielle, qui commença en 1874 et s'aggrava d'année en année, avait provoqué chez les industriels un revirement complet sur la question « protectionnisme ou libre-échange ? », et ils avaient finalement trouvé aussi des partisans chez les agriculteurs, qui étaient depuis des décennies les principaux soutiens du libre-échange. Ce furent en premier lieu les industriels du fer qui, depuis des années déjà, s'agitaient au sujet de la suppression des taxes sur le fer qui devait entrer en vigueur à partir du 1er janvier 1877, et qui luttaient contre cela. À eux se joignirent d'autres industriels, les industriels du coton en particulier. Et comme, en raison de la concurrence des céréales américaines qui se faisait à présent de plus en plus sentir, les prix des céréales ne se maintenaient pas à la hauteur souhaitée, mais au contraire baissaient, les producteurs de céréales de l'est de l'Elbe, qui sous les coups de la concurrence américaine perdaient de plus en plus leurs marchés

étrangers et sentaient même cette concurrence dans leur propre pays, basculèrent dans le camp protectionniste. Ce passage du libre-échange au protectionnisme opéré dans de larges milieux devait forcément être objet d'attention dans les cercles du parti. Ainsi, au fil des années, *Auer, Fritzsche* et *Max Kayser* en particulier se déclarèrent pour une politique protectionniste plus ou moins prononcée. Le congrès ne pouvait donc faire autrement que de prendre position à l'égard de ce changement de tendance ; cependant il le fit d'une manière qui était peu satisfaisante et trahissait un certain manque de clarté. Sur proposition de Bracke, Frick, Fritzsche, Grillenberger, Hasselmann, Liebknecht et Most, le congrès adopta sans le moindre débat une résolution qui disait : « Les socialistes d'Allemagne sont *étrangers à* la lutte entre protectionnisme et libre-échange qui a éclaté au sein des classes possédantes ; la question « protectionnisme ou pas ? », n'est qu'une question pratique, qui doit être décidée au cas par cas ; la misère des classes laborieuses a ses racines dans la situation économique générale, cependant, du côté du gouvernement du Reich, les traités de commerce existants sont conclus en défaveur de l'industrie allemande et exigent d'être changés. » La presse du parti fut priée d'avertir les travailleurs de ne pas tirer les marrons du feu pour la bourgeoisie qui, quand elle réclame le protectionnisme, veut en réalité une aide de l'État. Et comme à cette époque apparut aussi la question « chemins de fer privés ou d'État ? » et que Bismarck voulait que le Reich ait le monopole des chemins de fer, les résolutions présentées prenaient position également sur cette question. Le congrès se prononça pour la nationalisation des chemins de fer mais *contre* le projet du Reich sur les chemins de fer, parce qu'il était destiné à servir les intérêts de l'État militariste et de classe, et que les recettes seraient utilisées à des buts improductifs permettant au Reich d'acquérir un nouveau poids contre le peuple et parce qu'une masse de biens du peuple passeraient aux boursicoteurs.

Sur le déroulement du congrès, le doux et généreux *Bracke,* qui n'arrivait pas à oublier les injustices de toute sorte que l'Association générale des travailleurs allemands lui avait infligées après qu'il en fut sorti, écrivit à Engels dans une lettre datée du 31 août :

> « Mais ce fut magnifique. L'affaire Frohme-Sonnemann, ensuite l'abstention sur l'indemnité parlementaire, ensuite la question de mettre l'organe central à Berlin ou à Leipzig, ce furent les trois points principaux ; les lassalliens avaient cru sérieusement prendre en main le mouvement, tout au moins sur la question de l'organe central ils étaient sûrs de leur victoire. Et ils avaient tout lieu de l'être. Dans une conférence qui avait eu lieu à Berlin, Ramm[81] (Leipzig) avait approuvé le transfert à Berlin, et alors Geib, se voyant seul, ne s'y

81 Le dirigeant de l'imprimerie du parti à Leipzig (Note de Bebel).

> opposa plus. Mais Bebel et moi, ainsi qu'Auer, nous déclarâmes que le transfert n'était absolument pas possible, beaucoup aussi nous approuvèrent et nous réveillâmes et ramenâmes à la vie Liebknecht, Geib et d'autres. On livra donc une glorieuse bataille. Après que dans l'affaire Sonnemann et aussi dans celle sur les indemnités parlementaires la victoire avait été dans notre camp, les lassalliens, épaulés en plus par les intérêts économiques de l'entreprise berlinoise, jetèrent tout leur poids dans la balance. Des deux côtés l'excitation était grande ; on livra une bataille parlementaire en règle. Il y avait d'abord 42 orateurs inscrits, tous « Berlinois » excepté Bebel. Par des motions appropriées nous fîmes tomber cette liste et, comme les adversaires ne s'y étaient pas attendus, nous arrivâmes ensuite de notre côté les premiers sur la liste et pûmes alors nous montrer magnanimes, ce en quoi finalement Richter (Wandsbeck) nous rendit encore un grand service. L'excitation était à son comble, des deux côtés on employa tous les moyens. Mais les adversaires perdirent le contrôle de leurs nerfs, utilisèrent leurs cinq minutes de temps de parole à faire un violent vacarme, tandis que nous, nous restâmes silencieux, et parlâmes de bout en bout avec lenteur et mesure. Le résultat vous est connu. Liebknecht et Bebel ont été épatants.

Le fait que Hasenclever se soit finalement laissé convaincre par Geib d'aller à Leipzig pour entrer à l'organe central compléta notre victoire, sinon on aurait dit avec Frick de Brême : le nouveau journal n'est que l'organe de MM. Bebel et Liebbknecht… L'unité est scellée…»

Le 1er octobre 1876, Hasselmann renonça à son poste à la *Presse libre de Berlin* et se retira à Barmen-Elberfeld, où il reprit la rédaction de *La voix du peuple de Berg* (*Bergischer Volksstimme*) et créa un nouveau journal *Le drapeau rouge*, qui ne devait soi-disant paraître que comme feuille volante. Mais il s'avéra bientôt qu'avec la création de cette feuille Hasselmann poursuivait des buts séparatistes, ce qui le mit en porte-à-faux avec le parti et le comité électoral central et, au congrès de l'année suivante, amena à nouveau de pénibles débats.

La campagne électorale de 1876 à 1877

Le comité électoral central ouvrit la bataille électorale par un appel daté du 12 octobre 1876. À sa demande et à celle de nombreux camarades, j'avais à nouveau rédigé une brochure intitulée : *L'activité parlementaire au Reichstag allemand et aux landtags de 1874 à 1876*. Cette fois, la brochure parut sous mon nom à l'imprimerie associative de Berlin, donc sous les yeux de Tessendorf qui, comme je l'appris vite à mes dépens, utilisa dûment ce détail.

Le 30 octobre le Reichstag se réunit pour sa dernière session. Mais celle-ci ne pouvait être que courte et, comme on ne présentait pas de projets de loi d'un intérêt particulier pour nous, nous ne nous préoccupâmes que peu des débats parlementaires, mais d'autant plus de la campagne électorale, qui me conduisit dans ces semaines-là de Leipzig à Cologne, de là à Königsberg (en Prusse) et de là-bas à Breslau, etc. À Königsberg, je dus parler deux soirées de suite dans des assemblées bondées parce que la discussion suscitée par mon exposé ne put se terminer que le second soir. À la première assemblée était également présent Johann Jacoby, qu'on nomma président d'honneur de l'assemblée. C'est seulement maintenant que je faisais personnellement connaissance de Jacoby. Cet homme de taille à peine moyenne, qui visiblement était de tout son être un tempérament réservé et qui ne consentit à intervenir ostensiblement dans les affaires publiques que sous la contrainte des circonstances, me fit une impression extraordinairement favorable. Avant la première assemblée, je lui avais rendu visite chez lui, où il me reçut dans son cabinet de travail très vaste, dont les armoires et les étagères étaient bourrées de livres jusqu'au plafond. Je lui enviais cette pièce équipée idéalement qui, par son aménagement confortable, invitait franchement à travailler. Jacoby mourut au printemps suivant suite à une opération de la pierre ; en octobre de l'année précédente Franz Ziegler l'avait précédé dans la mort.

ꕥ ꕥ ꕥ

De retour à Leipzig, je fis convoquer une assemblée populaire avec à l'ordre du jour : « La place de la femme dans l'État actuel et au regard du socialisme ». Bien que nous ayons eu à notre disposition la plus grande salle de Leipzig, elle ne pouvait contenir la masse des auditeurs qui affluaient, et nombre d'entre eux durent s'en retourner faute de place. Les femmes étaient représentées en très grand nombre. Je leur expliquai entre autres quel vif intérêt elles devraient prendre elles aussi aux prochaines élections au Reichstag ; mais, comme pour le moment elles n'avaient pas le droit de vote, c'était leur devoir d'intervenir dans la bataille électorale en faisant de la propagande et de pousser leurs maris et leurs parents masculins ayant le droit de vote à participer à l'élection, en votant pour la social-démocratie qui défendait leur pleine égalité politique et sociale. Cette réunion fut une réussite ; c'était la première réunion où les femmes étaient invitées à participer politiquement à une élection.

De Leipzig, je me hâtai de gagner Dresde, où le parti m'avait présenté comme candidat, pour y faire campagne. Les camarades organisés de la 17e circonscription saxonne de Glauchau-Meerane, où j'étais également à nouveau candidat, avaient déjà déclaré à l'avance que, si j'étais élu aussi dans une deuxième circonscription, ils seraient prêts à une nouvelle

élection pour me remplacer, car tout le monde considérait comme évident qu'ils gagneraient à nouveau dans la 17e circonscription. Et c'est ce qui se passa.

À Dresde, j'obtins d'abord la majorité relative parmi les trois candidats présentés. Au deuxième tour, j'étais opposé au candidat libéral, le professeur Mayhoff, et je remportai la victoire par 10 837 voix contre 9 920. Lorsque, le lendemain de mon élection, me parvint la dépêche annonçant ma victoire – j'avais demandé qu'on ne me télégraphie pas le résultat du vote le soir de l'élection – je demandai à ma femme si nous avions encore une bouteille de vin à la cave et, lorsqu'elle me dit que oui, je lui dis : « *Bien, alors nous allons boire ce midi à la santé de mes électeurs de Dresde.* » C'est alors que ma petite fille, qui avait assisté à la conversation, dit : « *Papa, est-ce que M. le professeur Mayhoff boira aussi ce midi une bouteille de vin ?* » Je lui répondis en riant que je ne le savais pas, je ne connaissais pas les goûts de M. le professeur. À ma place, dans la 17e circonscription, c'est alors Wilhelm Bracke qui fut élu.

Le résultat des élections fut pour nous très favorable. Certes, à Barmen-Elberfeld, Hasselmann avait perdu par 14 245 voix contre 14 485, mais le district voisin de Solingen envoya au Reichstag *Rittinghausen* avec 10 636 voix contre 7 453 et *Grillenberger* à Nuremberg avait été aussi à deux doigts de l'emporter, battu avec 12 089 voix contre 12 625 à son adversaire. Le parti participait à 24 ballottages. 12 députés furent élus : Auer, Blos, Bracke, l'architecture-conseil de la cour Demmler de Schwerin dans la treizième circonscription saxonne de Leipzig-campagne, Fritzsche, Hasenclever, A. Kapell, Liebknecht, Most, Motteler, Rittinghausen et moi.

Comme le vieux Demmler nous le raconta à l'occasion, il avait coutume, quand il quittait Schwerin pour un certain temps, de prendre congé du grand-duc du Mecklembourg dont, en tant qu'ancien architecte de la cour, il avait bâti le magnifique château de Schwerin. C'est ce qu'il fit aussi cette fois-ci, quand il prit la route de Berlin pour se rendre au Reichstag. À cette occasion le grand-duc avait dit : « *Je vous souhaite un heureux voyage, mais, mon cher Demmler* – et là il leva en riant un doigt menaçant – *ne poussez pas les choses trop loin à Berlin.* » Je le signale ici : Demmler avait bâti le château de Schwerin sans maître d'œuvre, simplement par contrat avec les ouvriers, et il était très satisfait du résultat.

Le 2 février, j'écrivis au camarade Schlüter de Dresde, l'expéditionnaire de notre organe local du parti, que j'avais informé le commissaire électoral que j'acceptais mon élection à Dresde et j'ajoutai :

> « Cela m'amuse de penser qu'il y a exactement dix-neuf ans que je suis parti du pays comme compagnon, naturellement sans me douter que dix-neuf ans plus tard, à la même date, j'enverrais à un commissaire électoral ma déclaration d'acceptation de mandat au

> Reichstag pour la capitale du royaume de Saxe. Jadis le vieux Napoléon disait que tout soldat a dans son sac son bâton de maréchal, aujourd'hui on pourrait dire : Chaque compagnon a dans son « berlinois »[82] un mandat au Reichstag. On avance. Vive ces bons amis que sont nos ennemis !

Et ces derniers firent une sale tête devant les résultats du vote car, bien plus que les quelques mandats gagnés, c'est la forte augmentation des voix gagnées qui leur restait en travers du gosier. Les voix du parti étaient passées de 351 670 en 1874 à 493 447 que nous avions réunies en janvier 1877 sur nos candidats. C'était 174 777 voix en plus, soit 36 %. En Saxe, nous avions obtenu la majorité relative des voix, 124 600 sur 318 740.

Le système Tessendorf, qui petit à petit avait fait école, au-delà des frontières de la Prusse, dans la plupart des États moyens et petits, s'était donc lamentablement écroulé, comme le montrait le résultat des élections. Et si à présent la rage se déchaînait de plus belle contre la presse social-démocrate et les organisations social-démocrates et qu'on prononçait contre les représentants du parti des jugements plus draconiens les uns que les autres, même cela ne servait à rien. Cela ne servait non plus à rien que Bismarck, favorisé par la chance, obtienne enfin ce à quoi il aspirait depuis longtemps, une loi d'exception incisive contre le parti qu'il haïssait et que pourtant il craignait tant.

Le Reichstag de 1877

Dans la session du Reichstag qui s'ouvrit le 22 février, les questions sociales jouèrent un rôle exceptionnel. La montée constante des voix social-démocrates avait particulièrement inquiété le Centre, qui présenta alors pour la première fois, au nom de la maison « comte Galen et compagnie », un projet de loi qui, en matière de politique sociale, correspondait tout à fait à la danse sur les œufs que le Centre pratiquait désormais de plus en plus souvent. *Jusqu'ici le Centre s'était montré très discret sur les questions sociales*. Ce projet de loi devait améliorer la situation des petits commerçants aussi bien que celle des travailleurs. Face à lui, Fritzsche et moi nous avions élaboré un contreprojet de loi qui demandait une modification, en faveur des ouvriers, de dispositions importantes dans les titres 1, 2, 7, 9 et 10 de la législation des métiers, que le groupe approuva. Notre projet de loi demandait une réglementation du travail en prison, qui devait être limité à des travaux pour l'État. Par ailleurs, on demandait l'interdiction du travail le dimanche dans l'industrie ; là où cette interdiction n'était pas possible, qu'on accorde obligatoirement un jour férié en semaine au personnel ; une journée de travail normale de neuf heures ; pour les travailleuses, les

82 Sac de compagnon.

travailleurs de moins de 18 ans et les apprentis, une journée de huit heures ; interdiction du travail de nuit ; là où le caractère de l'activité ne le permettait pas, introduction d'un changement d'équipe toutes les huit heures. On demandait l'allongement considérable du congé des femmes enceintes et des accouchées. L'instauration dans chaque lieu de travail d'un règlement de travail, dont les dispositions devaient être l'objet d'accord entre entrepreneurs et travailleurs. Par ailleurs, on demandait la suppression des livrets de travail pour les travailleurs des mines aussi ; l'établissement de certificats sur demande du travailleur exclusivement ; la fixation pour donner congé d'un délai égal pour les deux parties ; l'interdiction de la rémunération en nature, des mesures de protection plus sévères pour les travailleuses et les apprentis ; l'introduction de chambres de métiers et de tribunaux de métiers ; l'institution d'une inspection du travail du Reich sous la direction et le contrôle de l'office de santé du Reich. Enfin nous demandions la garantie et l'extension du droit de coalition.

C'est Fritzsche qui, pour le groupe, mena le débat sur les projets de loi du Centre et de notre parti, mis en délibération en même temps. Le débat se développa en un débat sur le socialisme qui me donna l'occasion de rejeter avec force les reproches qui lui étaient faits et de critiquer comme il se doit la prétendue vision chrétienne du monde défendue par les orateurs du Centre. Mon discours fit grande impression. L'association des apprentis imprimeurs de Leipzig me fit parvenir, lors d'un tirage à part, un exemplaire de ce discours finement relié.

La délibération sur les propositions n'eut aucun résultat pratique.

Dans la séance du 18 avril, le Reichstag invalida l'élection de Hasenclever dans la 6e circonscription de Berlin, obtenue avec 30 voix de majorité, parce que, étrangement, une liste électorale avait été égarée par mégarde dans un district électoral, si bien qu'un certain nombre d'électeurs n'avaient pas pu voter. Le Parti du progrès espérait, dans une élection complémentaire, pouvoir reconquérir la sixième circonscription ; il se trompait. Nous nous lançâmes de toute notre énergie dans la campagne électorale, et du coup Hasenclever remporta la victoire avec plus de mille voix de majorité.

Lors d'un débat sur la question des droits de douane sur le fer, Bracke fit un bon discours sur « protectionnisme et libre-échange » mais, lorsque le moment du vote arriva, le groupe se scinda en deux, une minorité vota pour le droit de douane.

La tentative d'introduire une autre version du § 46 du règlement de la Chambre, pour mettre fin à l'arbitraire permanent des présentations de motion de clôture, échoua. Cette proposition ne revint plus jamais en débat. En revanche le Reichstag approuva la proposition de dépôt *d'une procédure pénale à mon encontre*. Tessendorf avait sollicité du tribunal de la ville de Berlin, qu'il porte plainte contre moi pour ma brochure sur le Reichstag,

plus précisément pour offenses répétées au chancelier et violation du § 131 du Code pénal. Ce paragraphe dit : « Quiconque affirme publiquement ou diffuse des faits controuvés ou dénaturés, en sachant qu'ils sont controuvés ou dénaturés, dans le but de discréditer les institutions de l'État ou les ordres des autorités, sera puni de jusqu'à 600 marks d'amende ou jusqu'à deux ans de prison. » Lors d'une perquisition aux bureaux de la *Presse libre de Berlin, faite le 12 janvier* sur demande de Tessendorf, on n'avait trouvé que 12 exemplaires restants de ma brochure, qui furent confisqués.

Le congrès de Gotha de 1877

Comme déjà l'année précédente, le groupe du Reichstag convoqua aussi pour l'année 1877 un congrès socialiste général allemand du 27 au 29 mai, à Gotha. À l'ordre du jour il y avait : 1. Rapport des députés au Reichstag sur leur activité ; 2. Rapport sur la marche et l'état de la propagande socialiste en Allemagne ; 3. L'organisation socialiste en Allemagne ; 4. La presse du parti ; 5. Le programme du parti.

Du rapport fait à nouveau par *Auer* il ressortait que le parti avait présenté ses propres candidats dans 175 circonscriptions électorales sur 397. Le nombre de journaux du parti était passé à 41. Il y avait par ailleurs quatorze imprimeries du parti. Les recettes du parti fournissaient 54 217 marks, les dépenses se montaient à 50 635 marks.

Fritzsche fit le rapport sur l'activité du groupe parlementaire à la place de Liebknecht qui, pour cause de maladie dans sa famille, n'était pas encore arrivé. Moi-même, à cause d'un empêchement commercial, je n'arrivai à Gotha avec Liebknecht que le 28 mai.

Tölcke fit le rapport sur la question de l'organisation et, au nom de la commission d'organisation élue, demanda d'approuver la résolution suivante :

> « Compte tenu que les autorités prussiennes ont eu l'impudence inouïe de proclamer en bonne et due forme la mise hors la loi totale des associations socialistes en Prusse, le congrès renonce à créer une organisation du parti à laquelle on pourrait appliquer les lois d'association existant en Allemagne, et particulièrement en Prusse ; le congrès remet aux camarades des différentes localités le soin de s'organiser en fonction des circonstances et des besoins locaux. »

Cette résolution fut sans discussion adoptée à l'unanimité. Il vaut la peine de souligner qu'à l'époque la presque-totalité de la presse libérale, presse progressiste comprise, assista avec une impassibilité stoïque aux vexations, tracasseries et violences des autorités envers les organisations socialistes et fit rarement entendre un mot de critique. Bien sûr, les autorités n'y virent qu'un encouragement à leurs procédés illégaux et violents.

Le comportement de Hasselmann provoqua à nouveau un pénible débat. Hasselmann avait prétendu ne faire paraître le journal qu'il publia en janvier 1877 sous le titre du *Drapeau rouge,* avec l'assentiment du comité électoral central, que comme feuille volante pour épauler les élections. À cela, il n'y avait rien à redire. Mais, derrière le dos du comité électoral central, il l'avait déclaré en bonne et due forme aux autorités comme hebdomadaire paraissant régulièrement, et en fait ses partisans l'utilisaient partout pour évincer le journal *En Avant*. Il ne pouvait y avoir de doute que Hasselmann travaillait à une scission du parti. C'est aussi ce que la plupart des orateurs dirent dans le débat. Finalement, on adopta à l'unanimité moins cinq voix une motion présentée par moi qui disait : « Le congrès prie le camarade Hasselmann de cesser de faire paraître le *Drapeau rouge*, dès que la *Voix du peuple de Berg* (dont il était rédacteur) couvrira ses frais. » Mais il dut annoncer dès début octobre la disparition du *Drapeau rouge*. Le journal ne couvrait pas ses frais et il lui était donc impossible de poursuivre sa parution.

Tout aussi pénible que le débat sur Hasselmann, il y eut le débat provoqué par Most sur la série d'articles de Friedrich Engels *sur* le professeur Dühring, dans *En Avant*. Dühring avait réussi à gagner à ses théories presque l'ensemble des dirigeants du mouvement à Berlin. Même moi j'étais d'avis qu'il fallait, pour des raisons propagandistes, soutenir et utiliser en notre faveur toute production littéraire qui, comme les travaux de Dühring, s'attaquait vigoureusement à l'ordre social existant et se déclarait pour le communisme. Partant de ce point de vue, depuis ma forteresse, j'avais dès 1874 publié dans l'*État populair*e deux articles sous le titre *Un nouveau communiste*, dans lesquels je commentais les travaux de Dühring. Les livres en question m'avaient été envoyés par Eduard Bernstein qui, avec Most, Fritzsche et d'autres, faisait alors partie des partisans enthousiastes de Dühring. Le fait que bientôt après Dühring entra à cause de son enseignement en conflit avec les autorités de l'État et de l'université, conflit qui en juin 1877 provoqua son renvoi de l'université de Berlin, augmenta encore son prestige aux yeux de ses partisans. Tout cela amena Most à présenter au congrès une résolution qui disait :

> « Le congrès déclare que des articles qui, comme par exemple les critiques publiées ces derniers mois par Engels contre Dühring, sont totalement sans intérêt ou même extrêmement choquants pour l'immense majorité des lecteurs de *En Avant,* doivent à l'avenir être écartés de l'organe central. »

Cependant le prestige de Dühring aux yeux de ses partisans socialistes sombra totalement peu après. Le comportement de cet homme devint si autocratique et à la limite de la mégalomanie que, l'un après l'autre, ils le quittèrent

Au même congrès, Vollmar, qui paraissait alors pour la première fois à un congrès du parti, proposa la motion suivante, qui fut adoptée :

> « Afin d'exprimer la solidarité des socialistes de tous les pays, le congrès décide de se faire représenter par un délégué au congrès socialiste international de cette année à Gand. Le comité central électoral désigne le délégué. »

Grillenberger soutint la motion, en revanche Liebknecht exhorta à la prudence compte tenu du courant anarcho-bakouniste existant en Belgique, qui tenterait de prendre le contrôle du congrès.

Je ne me souviens pas si ce congrès eut lieu, en tout cas nous n'y participâmes pas ; entre-temps, dans le pays même, des tâches plus sérieuses et plus coûteuses se présentaient au parti.

Élection au landtag de Saxe. – *L'Avenir*

En septembre 1877, nous réussîmes à faire élire Liebknecht député au landtag dans une circonscription de Leipzig-campagne – la 36e circonscription campagnarde. Les camarades m'avaient d'abord proposé d'être candidat, mais je refusai, car je ne pouvais imposer à mon associé et à mon affaire qu'en plus de mon mandat au Reichstag j'assume aussi un mandat au landtag de Saxe. Lors de l'examen de l'élection par le commissaire électoral, il s'avéra que Liebknecht n'avait pas encore trois années de citoyenneté saxonne et ne pouvait donc pas être élu député. L'élection fut invalidée. Les camarades de la circonscription présentèrent alors à Leipzig notre camarade avocat Otto Feytag, qui fut également élu.

Le 1er septembre, Vahlteich commença sa détention de dix-huit mois à Zwickau, et Vollmar lui succéda l'année suivante. Le 1er octobre parut à Berlin un mensuel intitulé *L'Avenir* (*Die Zukunft*), pour la publication duquel *Karl Höchberg*, le fils d'un banquier de Francfort, fournit l'argent. Höchberg avait rejoint le mouvement pour des motifs de sensibilité philosophique, pourrais-je dire ; Eduard Bernstein devint son secrétaire privé, et suite à cela quitta son emploi dans une banque berlinoise. La position confuse que la revue adopta en ce qui concerne les idées aussi bien de son fondateur que du cercle de ses collaborateurs, au sein duquel étaient représentées toutes les orientations du mouvement vis-à-vis du socialisme scientifique tel que Marx et Engels l'avaient fondé, avait de prime abord éveillé la méfiance des deux vieux à Londres, méfiance qui devint d'autant plus vive que la marche des événements et la misère dans laquelle se trouvèrent alors les finances du parti faisaient que de tous côtés on sollicitait beaucoup la générosité de Höchberg. Marx et Engels, qui ne voyaient les choses que de loin et ne connaissaient d'assez près ni les personnes ni les circonstances, ne voyaient dans cette générosité de Höchberg qu'un habile calcul, un plan échafaudé de sang- froid pour égarer le parti et le détourner de sa tâche.

C'était une opinion totalement erronée. Höchberg n'a jamais tenté d'utiliser son argent dans le sens qu'ils craignaient, ni de faire dépendre son aide du soutien à ces plans. Il donnait de bon cœur et par intérêt pour la cause, et jamais sans auparavant me consulter, moi, ou d'autres amis, Geib, Liebknecht, etc. Mais mes tentatives pour faire cesser la méfiance des Londoniens envers Höchberg ne réussirent que lorsque je me décidai à la fin de l'automne 1880 à prendre avec Bernstein « le chemin de Canossa », devenu plus tard célèbre dans le parti, pour parler clair et net à Marx et Engels. J'y reviendrai dans le prochain tome.

Moi-même j'écrivis plusieurs articles pour *l'Avenir*, l'un par exemple sur le droit de vote à la proportionnelle, question qui à l'époque avait encore été peu discutée dans le parti. La manière, évidente pour moi, dont il fallait réaliser ce système électoral, et qui effectivement fut par la suite mise en pratique, rencontra au début quelque résistance chez le représentant de ce système électoral en Suisse, notre camarade de longue date Karl Bürkli. Mais lorsqu'en automne 1901 je pris congé de lui, après un déjeuner chez le professeur Dodel à Zurich, Bürkli dit : « Bebel, nous ne nous reverrons plus – il allait sur ses 79 ans – mais je veux vous dire encore une chose : la proposition que vous aviez faite à l'époque dans *L'Avenir,* pour introduire le droit de vote à la proportionnelle, est la bonne. » Bürkli mourut quelques mois après ; il avait très bien pressenti sa fin prochaine.

À nouveau mûr pour la prison

Le 12 juin 1877, je comparus enfin moi aussi comme accusé devant la fameuse septième chambre du tribunal de la ville de Berlin. Tessendorf avait découvert dans ma brochure pas moins de trois offenses à Bismarck, et en outre, comme je l'ai déjà mentionné, une violation du § 131 du Code pénal. Bismarck s'était empressé de déposer plainte. C'est vrai, je m'y étais pris avec lui assez rudement. Pendant que j'écrivais la brochure, il me trottait toujours en tête le discours offensant qu'il m'avait lancé à la figure au Reichstag début 1876, auquel la majorité m'avait empêché de répondre en adoptant une motion de clôture. Si à l'époque j'avais pu m'expliquer de manière détaillée, je me serais vraisemblablement épargné l'accusation d'offense au chancelier du Reich, car c'est à ces incidents au Reichstag que dans la brochure se référaient mes attaques contre Bismarck. D'ailleurs, attaquant les nationaux-libéraux, je les avais raillés de se laisser traiter comme des valets par le chancelier, et je n'imaginais pas par là offenser Bismarck. C'était justement l'époque où le député Bamberger, dans un moment de lucidité louable sur la manière dont le chancelier les traitait, lui et ses amis, avait forgé ce mot : *« Oui, nous sommes bien des chiens ! »*

La violation du § 131 du Code pénal, on la trouva dans la critique mordante que j'avais faite du militarisme, mais elle correspondait tout à fait

aux idées que nous représentions. Je ressentais comme une offense personnelle que l'on m'accuse d'avoir affirmé publiquement et diffusé des faits controuvés ou dénaturés, en sachant qu'ils sont controuvés ou dénaturés, dans le but de discréditer les institutions du militarisme ; car ce que j'avais écrit correspondait à mes idées et à mes convictions.

En tant qu'accusateur public, Tessendorf n'avait pas grand mal à remplir sa fonction, ma foi, il connaissait assez la septième chambre ! Nonchalamment, comme s'il menait une conversation privée, il faisait face à la cour de justice, une main dans la poche de son pantalon d'été à rayures claires – la tenue officielle de mise aujourd'hui ne fut introduite que plus tard –, vêtu d'un frac noir râpé et, après un discours qui dura à peine cinq minutes, il demanda 9 mois de prison pour offense au chancelier et 5 mois pour violation du § 131 du Code pénal, donc 14 mois, qu'il proposa de réduire à un an.

La manière dont Tessendorf traita l'affaire m'énerva encore plus qu'il le faisait déjà de toute façon. Je me défendis moi-même. Dans un discours d'une heure et demie, je cherchai à réfuter point par point l'accusation. Si on voulait tirer de ma brochure une offense au chancelier, alors il fallait tenir compte des circonstances dans lesquelles j'en étais venu à ces développements et, eu égard à elles, la peine demandée était bien trop élevée. De violation du § 31, mais il n'y en avait absolument pas. Je trouvais inouï qu'on puisse m'accuser en référence à ce paragraphe, car la justice devait tout de même bien savoir que mes développements ci-dessus, fondés sur des faits et des citations d'autorités scientifiques et militaires, ne correspondaient qu'au point de vue de mon parti et à mes convictions.

Je crois que je fis un très bon discours, mais il n'avait fait aucune impression sur les juges et, en plus, un soudain orage de grêle, dont les grêlons tambourinaient contre les vitres, avait accaparé leur attention. À quel moment les grêlons pourraient bien briser les vitres, cette question était manifestement plus importante pour les juges que mes beaux développements. La cour se retira, car Tessendorf jugea qu'il ne valait pas la peine de me répondre et, après une courte délibération, elle annonça ma condamnation à neuf mois de prison pour tous les chefs d'accusation.

Je fis appel, et l'affaire vint le 26 octobre en discussion devant la cour d'appel. Ici, c'est le procureur Groschuff qui menait l'accusation. Au cours de son discours il affirma que, rien qu'à cause de mes condamnations précédentes, je ne méritais pas de clémence, il requit confirmation du jugement en première instance.

À nouveau je me défendis moi-même. Dans mon discours d'une heure, je m'opposai aux arguments du procureur. Il m'avait particulièrement irrité en signalant que, comme récidiviste, on devrait quasiment me punir plus durement. Je m'indignai qu'on mette un accusé qui, dans la lutte

pour ses convictions, fait à nouveau connaissance avec le juge pénal, sur le même plan qu'un vulgaire criminel – un voleur ou un escroc récidivistes. Le vulgaire criminel agissait contre la loi pour en tirer un profit personnel, donc par *intérêt personne*l, le « criminel » politique, qui pour défendre ses idées ou les diffuser se heurtait à la loi, agissait par *idéalisme*. Ce qu'il méritait pour la défense inébranlable de ses idées c'était non pas une peine renforcée, mais de *l'estime*. La société ne méprise pas un « criminel politique », parce qu'il défend ses convictions qui le mettent en conflit avec la loi pénale, alors que c'est bien la règle avec le criminel ordinaire. Le criminel politique gagne même en prestige aux yeux de ses camarades d'idées.

Dans la suite de mon discours, je mis l'accent sur la plainte pour violation du § 131 du Code pénal. J'obtins ainsi que le président de la cour fasse lire les sept pages de mon écrit contenant mon jugement sur le militarisme. Résultat final : je fus acquitté de l'accusation de violation du § 131, mais condamné à six mois de prison pour offense à Bismarck.

Je voudrais ajouter ici que, lorsque quelques mois plus tard, en décembre, Rudolf Meyer, politicien social conservateur, fut également condamné par la Chambre du tribunal à un an de prison pour outrage à Bismarck, le même procureur Groschuff, qui avait déjà mené l'accusation contre moi, dit alors qu'il formait le vœu que ce soit là le dernier procès pour outrage à Bismarck. Mais ils ne cessèrent que lorsque Bismarck cessa d'être chancelier, c'est-à-dire treize ans plus tard.

Comme je tenais beaucoup, pour ma famille et mon affaire, à purger à Leipzig ma peine de prison mais que, selon les prescriptions ministérielles, on ne pouvait y purger que les peines de prison n'excédant pas cinq mois, je m'adressai à qui de droit pour demander si éventuellement on m'autoriserait à purger à la prison de Leipzig une peine de prison de cinq mois. La réponse ayant été positive, je me rendis à Berlin auprès du président de la septième chambre, Reich, et lui demandai de m'autoriser, après un mois de détention à Plötzensee, à passer les cinq mois restants dans la prison du tribunal du district de Leipzig. À ma grande surprise, il me reçut avec une politesse exquise et se dit d'accord avec ma demande.

Puis, le 23 novembre, je commençai ma détention à Plötzensee. La procédure d'admission était très compliquée et très désagréable. Lorsqu'on m'amena devant l'inspecteur des travaux, celui-ci me reçut avec ces mots : « *Eh bien, M. Bebel, vous aurez vu dans la brochure de Most ce qu'il en est de la bastille de Plötzensee.* » Je répondis que j'avais certes lu cette brochure, mais il y avait déjà pas mal de temps, et je le priai de me renseigner. C'est alors qu'éclata chez lui sa fureur contre Most, que manifestement il retenait depuis longtemps déjà. Il comprenait que le prisonnier voie dans les gardiens ses ennemis et qu'il cherche à se procurer derrière leur dos tous les avantages qu'il pouvait ; mais alors se planter ensuite sur la place

publique et crier sur les toits comment on a dupé les gardiens ou comment on les a amenés à faire des concessions, c'était une infamie et une bêtise. Il raconta ensuite quels effets et quelles conséquences la brochure de Most avaient entraînés parmi les gardiens de Plötzensee après sa parution. Il termina ses déclarations courroucées par ces mots : « *Que Most nous retombe donc entre les pattes, nous lui ferons payer ses révélations indiscrètes.* »

Et il leur retomba assez vite entre les pattes, et ils le lui ont fait payer au prix fort. Most eut un avant-goût de ce qui l'attendrait à l'occasion lorsqu'il voulut me rendre visite à Plötzensee, on l'envoya promener sans autre forme de procès.

J'obtins le droit de m'occuper à des travaux écrits et d'avoir la lumière allumée jusqu'à 10 heures du soir. On me confisqua *Le Capital* de Marx et d'autres écrits socialistes, comme s'il y avait eu encore en moi quelque chose à pervertir. Et comme l'inspecteur des travaux exigeait absolument que je ne me consacre pas uniquement à l'étude des livres, mais que je présente aussi des travaux littéraires, je me mis à l'œuvre et écrivis une petite brochure qui parut sous le titre *Le développement de la France du 16e à la fin du 18e siècle*.

On ne pouvait pas acheter soi-même sa nourriture : cela, on l'autorisait aux boursicotiers incarcérés pour escroquerie à Plötzensee, pas aux prisonniers politiques. Mais ce qui surtout faisait perdre au prisonnier le goût pour la maigre pitance, pour ne pas dire ce qui l'écœurait, c'était le menu immuable, à savoir que la nourriture servie en une semaine matin, midi et soir revenait dans le même ordre semaine après semaine, jour après jour. Dans les presque deux mois que je passai à Plötzensee, je perdis beaucoup de poids. Je ne comprenais pas comment les médecins de l'établissement pouvaient tolérer un tel régime alimentaire. Sur ma demande, le médecin m'accorda ce qu'on appelait le régime des malades. Après cela je recevais trois fois par semaine, à midi, une assiette de soupe au bouillon de viande réellement bonne, un « moineau » de viande piqué sur une brochette de bois, car on ne confiait ni couteau ni fourchette au prisonnier, des pommes de terre et des légumes. Le mot moineau provenait du fait que le petit morceau de viande ressemblait par la forme et la grosseur à un moineau plumé.

J'avais compté quitter Plötzensee pour Leipzig juste avant Noël et pouvoir alors passer les fêtes avec ma famille. Des huit fêtes de Noël que ma petite fille avait vécues jusque-là, j'en avais passé quatre en prison. J'espérais ne pas devoir passer pour la cinquième fois la fête de Noël en prison. Pourtant c'est ce qui arriva. Quand je demandai à l'administration pénitentiaire de Leipzig si je pouvais commencer ma détention là-bas après les fêtes de Noël, on me répondit que ce n'était pour l'instant pas possible, les cellules étant toutes occupées. Je ne pus rejoindre Leipzig que le 18 janvier 1878.

Pendant ma détention à Plötzensee, l'aumônier de la prison me rendit plusieurs fois visite pour s'entretenir avec moi des événements politiques. On m'avait autorisé à conserver la *Gazette de Voss* (*Vossische Zeitung*)[83], dont régulièrement je ne recevais l'ensemble des numéros qu'en fin de semaine, le dimanche. À cette époque, avec toute la fougue de son tempérament, Most avait commencé une campagne de propagande publique pour qu'on quitte l'Église officielle. Les assemblées populaires qu'il organisait étaient bondées et portées par une excitation passionnée. Celle-ci s'accrut lorsque le Parti social-chrétien, récemment fondé sous la direction du prédicateur de la Cour Stoeker, tint lui aussi des assemblées et que des orateurs de ce parti parurent dans les assemblées de Most, mais là, comme il était à prévoir, ils eurent le dessous, à la grande joie des masses. Cette campagne provoqua chez les dévots du pays un immense émoi, qui avait également saisi les aumôniers de prison. Même le vieil empereur, lorsqu'en mars 1878 la présidence du landtag le félicita pour son anniversaire, se crut obligé de souligner dans sa réponse : « Il faut conserver *au peuple la religion*. »

Situation intérieure

Pendant que derrière les murs de ma prison j'avais le temps pour toute sorte de considérations, à l'intérieur et à l'extérieur du parti se déroulaient une série d'événements d'une particulière importance. En novembre, les camarades de Berlin avaient fondé, à la place des organisations dissoutes, une association pour la défense des intérêts de la population ouvrière. Les socialistes d'État conservateurs-chrétiens fondèrent un hebdomadaire, *Le Socialiste d'État,* auquel devaient collaborer le professeur Schäffle, le professeur von Scheel, le banquier Samter, le professeur A. Wagner, le pasteur Todt, le Dr. Petermann de Dresde et autres. Les politiciens sociaux-protestants non seulement ne voulaient pas laisser le champ libre aux politiciens sociaux-catholiques, mais ils voulaient aussi sauver de la social-démocratie tous les ouvriers protestants encore sauvables.

Dans la grande politique aussi, des changements semblaient s'annoncer. Les dépenses du Reich en constante augmentation exigeaient de nouvelles recettes. Les cotisations matriculaires[84] croissantes, par lesquelles chacun des États devait couvrir le déficit du Reich, leur pesaient de plus en plus, vu leurs propres besoins croissants d'argent pour leur administration intérieure. Mais couvrir les dépenses croissantes au moyen d'impôts directs, Bismarck ne voulait surtout pas en entendre parler. Il haïssait les impôts

83 Journal libéral de référence, édité à Berlin entre 1721 et 1934.

84 Impôts matriculaires : impôt spécial que les États de l'Empire allemand devaient payer au gouvernement impérial, en fonction de l'importance de leur population.

directs et cherchait personnellement à en payer le moins possible. Il avait déjà exposé, au Reichstag le 22 novembre 1875, son *idéal fiscal* en disant :

> « Depuis toujours, je me déclare fondamentalement pour que l'on mobilise si possible *tous* les moyens en faveur des impôts *indirects*, et je considère les impôts directs comme un *expédient* pénible et balourd, analogue aux cotisations matriculaires, à la seule exception *d'un impôt de décence*, dirais-je, que je souhaiterais maintenir comme impôt direct ; c'est-à-dire l'impôt sur le revenu des gens riches… bien entendu, des gens vraiment riches… Il me tarde beaucoup de voir le tabac rapporter davantage, même si j'accorde volontiers ce plaisir à chaque fumeur. Il en sera de même avec la bière, l'eau de vie, le sucre, le pétrole et tous ces objets de grande consommation, en quelque sorte les *objets de luxe* de la grande masse. »

Une grande partie des libéraux étaient disposés à recourir à la même méthode pour couvrir les dépenses supplémentaires. Comme Bismarck était à cette époque très brouillé avec une fraction du Parti conservateur et que d'autre part il était toujours en conflit avec le Centre, il eut l'idée de lier à sa politique les nationaux-libéraux qui, avec leurs plus proches affiliés, constituaient alors le parti le plus fort au Reichstag, en engageant des négociations avec son dirigeant, M. von Bennigsen, en vue de son entrée au ministère prussien. Bennigsen y était favorable, mais il estimait que, pour faire ce pas, l'accord des dirigeants de son parti était nécessaire. Sous l'influence de Lasker, on se mit d'accord pour approuver l'entrée de Bennigsen au ministère, à condition seulement que, en plus de Bennigsen, on accepte aussi au ministère le baron bavarois von Stauffenberg et M. von Forckenberk. Bennigsen seul ne serait pas à la hauteur des circonstances face à la croissance du courant réactionnaire et protectionniste. Ces conditions mirent Bismarck dans une colère noire, en particulier contre Lasker, à qui il reprochait d'avoir une fois de plus craché dans la soupe. Lorsque ensuite le vieil empereur entendit parler de la combinaison avec Bennigsen, qu'il considérait comme un demi-traître à cause de sa position en 1866 à l'égard de la dynastie de Hanovre, et se déclara résolument contre Bennigsen comme ministre prussien, tout le plan tomba à l'eau. Bismarck ne pardonna pas aux nationaux-libéraux la faute qu'à son avis ils avaient commise contre lui, bientôt après il se vengea d'eux.

À la fin de l'année 1877, Auer déménagea de Hambourg à Berlin, pour entrer à la rédaction de la *Presse libre de Berlin à côté de Most et d'autres*. August Geib s'efforça de convaincre Julius Motteler de devenir secrétaire au comité électoral central à la place d'Auer. Mais Motteler, qui en 1876

avait pour raisons personnelles quitté la direction de la coopérative d'imprimerie, refusa.

Bientôt après, Berlin vécut deux événements qui mirent tout le monde en émoi. Le 7 mars 1878 mourut August Heinsch, le responsable de la coopérative d'imprimerie de Berlin, et il fut enterré le 10 mars. Heinsch n'était pas un orateur, mais c'était un excellent organisateur dans les mains de qui convergeaient tous les fils du mouvement berlinois et, par les aides et les conseils qu'il prodiguait inlassablement partout où il pouvait malgré son état souffreteux – il mourut de la phtisie –, il s'était acquis la sympathie universelle des ouvriers berlinois. Ses funérailles se transformèrent en une grande manifestation social-démocrate comme Berlin n'en avait encore jamais vu. Le préfet de police montra toute sa compréhension pour le mouvement en interdisant la présence de drapeaux dans le cortège, même s'ils étaient en berne.

Par le calme et l'ordre avec lequel elle se déroula, la manifestation impressionna à tel point nos adversaires que le *Kladderadatsch*[85] se fendit du poème suivant :

« Pour la Social-démocratie
Avouons-le, l'autre jour ils ont observé
discipline et ordre dans leur cortège.
Puisse régner chez nous un même sens de l'ordre,
Quand nous marchons en pareilles masses !
Nous leur donnons bien volontiers nos applaudissements,
Que seuls des fous trouvent injustes.
Il sont perdus,
Ceux qui de l'adversaire ne veulent rien apprendre. »

Quelques semaines plus tard, Berlin vit un deuxième cortège funèbre, plus grand encore si possible. Paul Dentler, le rédacteur responsable de la *Presse libre de Berlin*, était également mort de phtisie, mais dans des conditions si révoltantes qu'une tempête d'indignation saisit le parti à Berlin et dans toute l'Allemagne. Dentler était, comme Heinsch, un homme encore jeune qui m'avait rendu volontiers une série de petits services dans mes affaires de procès. Silhouette mince et dégingandée, au teint pâle et à la peau délicate et transparente, comme très souvent chez les phtisiques, il était par tout son être l'amabilité et la serviabilité en personne.

Le 18 janvier, sous l'accusation d'avoir commis dans l*a Presse libre de Berlin* plusieurs crimes de lèse-majesté et autres délits*, Dentler, gravement malade, avait été placé en détention provisoire* et condamné le 7 février par

85 Littéralement *Patatras !*, journal satirique d'inspiration libérale. Plus tard, l'expression le « grand Kladderadatsch » devint populaire chez les social-démocrates d'avant-guerre pour désigner le Grand Soir.

la septième chambre à 21 mois de prison, ce dont il avait fait appel. Dentler demanda alors, vu la gravité de son état de santé, à être libéré de sa prison préventive, qui se prolongeait par suite de l'appel. Le tribunal demanda au médecin de la prison son expertise sur ce cas. Les semaines passèrent. Le Dr. Lewin, ainsi s'appelait ce brave homme, se montrait de temps en temps dans la cellule, demandait à Dentler comment il allait et disparaissait à nouveau. Tout ce que Dentler obtint finalement, peu avant sa mort, c'est d'être transféré de la prévôté de la ville à la section détenus de la Charité[86].

De là, Dentler écrivit à la rédaction de la *Presse libre de Berlin* :

> « Mon état de santé s'aggrave de jour en jour, au bout d'une semaine je rappelle (ma demande de libération) – en vain. Une deuxième semaine commence, finit, et le dernier jour – quatorze jours après ma demande – apparaît M. le médecin-conseil Wolff… Après auscultation très soigneuse, M. Wolff s'en va, après s'être dit très inquiet sur mon état de santé. Depuis cet examen, huit jours pleins se sont à nouveau écoulés, je suis toujours dans l'incertitude sur mon sort, la septième chambre a depuis tenu trois séances et voilà que cet après-midi, au cours de la promenade, j'ai craché du sang, ce qui selon mon expérience passée annonce pour bientôt de plus fortes hémorragies pulmonaires. Que je puisse maintenant réchapper d'une hémorragie du calibre des deux que j'ai vécues, je crois que c'est tout simplement impossible. »

Et l'hémorragie prédite arriva. Le 24 avril, *Dentler* était mort. Le 28 avril eut lieu son enterrement, en présence d'une foule immense ; c'était la protestation ardente contre le traitement qu'on lui avait infligé. À nouveau, la bourgeoisie fut étonnée et effrayée par les masses qui accompagnèrent Dentler à sa tombe. Cet étonnement, le *Journal de Magdebourg* l'exprima par ces mots :

> « Devant cette multitude assistant à l'enterrement, qui parle encore de bataillons ouvriers de Berlin ? Ce sont des régiments, des divisions, plus même, ce sont des corps d'armée entiers qui rendent les derniers honneurs à leur mort, qui a sûrement bien mérité de la cause. »

Depuis lors, Berlin a vu encore bon nombre de cortèges funéraires social-démocrates plus grands que ceux de Heinsch et Dentler, qui criaient au monde bourgeois son « Mane, thecel, pharès[87].

---

86 Grand hôpital au centre de Berlin.

87 « Compté, pesé, divisé », inscription sur le mur du palais de Balthasar, roi de Babylone, qui annonçait sa chute prochaine (Ancien testament, livre de Daniel).

Le Reichstag, printemps 1878

Entre-temps, le Reichstag avait été convoqué pour le 6 février 1878. Ma détention m'excluait à nouveau des débats. Une proposition de m'accorder une permission essuya comme auparavant un refus.

Le groupe parlementaire mettait tout son zèle à présenter des motions. Il demanda la modification de l'article 31 de la Constitution – libération des députés même en détention pénale –, changement de la loi électorale pour le Reichstag ; introduction d'enveloppes, vote un dimanche, fixation par la loi du nombre et de l'étendue des circonscriptions après chaque recensement, modification des dispositions du Code pénal relatives aux pressions électorales ; un projet de loi concernant le droit d'association et de réunion, motion de modification de la loi sur la liberté de circulation – limitation des expulsions –, motions sur le compte rendu de la commission sur la création de tribunaux de commerce, motions sur le projet de loi présenté par les gouvernements concernant la modification de la législation des métiers.

Lors de l'un des « débats socialistes », qui à cette époque se produisaient assez souvent, Bismarck se permit la plaisanterie de proposer de me céder un district polonais pour en faire un prototype d'expérimentation socialiste. Comme j'étais derrière les barreaux, je ne pus faire à cette plaisanterie la réponse qu'elle méritait.

Quand j'appris que Motteler voulait parler de la question du travail de fabrique pour les enfants, je lui écrivis le 12 février :

> « Hier, le Dr. Glattstern m'a dit que tu l'avais contacté pour te procurer du matériel concernant la mortalité infantile. Si tu l'as fait en vue de limiter le travail des enfants par une loi modificative à la législation des métiers, il vaudrait peut-être mieux renoncer aux données chiffrées, qui à ma connaissance ne sont pas utilisables. Il est notoire qu'il y a une grande mortalité infantile, même ces dernières années, mais il faut tenir compte du fait que, à côté du travail dans les fabriques, les logements misérables, la nourriture misérable et les soins misérables pendant les maladies sont aussi des facteurs très importants. En revanche, si tu veux attribuer la grande mortalité infantile dans les premières années de la vie au travail des mères dans les fabriques, c'est sans aucun doute juste, et là-dessus il n'y a pas de meilleur exemple à donner que l'époque de la crise du coton en Angleterre, pendant la guerre de Sécession, au cours de laquelle les enfants mouraient infiniment moins, parce que, suite au manque de travail pour les mères, ils pouvaient être allaités au sein (voir Marx, *Le Capital).*
>
> Je crois que le mieux que tu puisses faire c'est de montrer simplement ici les inconvénients physiques et moraux de ce travail en

soi et, en liaison avec cela, le bouleversement de la vie de famille que provoque le travail de fabrique, et que tu en appelles au sentiment de nos adversaires : que diraient-ils si l'on exigeait la même chose de leurs femmes et de leurs enfants ? À côté de cela, il faudrait stigmatiser comme il se doit la perfidie avec laquelle, dans l'intérêt des fabricants, le gouvernement du Reich permet une plus grande exploitation.

Mais, à ce propos, il faudrait mettre en forme une nouvelle bonne idée. Si l'interdiction totale du travail des enfants et une limitation importante de celui des femmes faisait peser lourdement sur les fabricants la concurrence de l'étranger, il faut alors saisir ce moyen que le gouvernement a déjà saisi avec succès dans d'autres domaines : *conclure des traités internationaux sur ce sujet*. Il aurait ici de son côté, mieux que sur toute autre question, non seulement l'opinion publique de l'Allemagne mais aussi les sympathies des classes laborieuses de l'étranger. La pression morale d'un tel procédé serait si grande que chaque gouvernement serait contraint de recourir à de telles suggestions.

Je crois qu'avec cet atout nous pourrions gagner très gros.

À propos de la proposition de Schulze-Delitzsch, n° 11 des imprimés, concernant la loi sur les coopératives, vous pourriez présenter quelques autres propositions, par exemple l'introduction de la responsabilité limitée, analogue à l'ancienne loi saxonne sur les coopératives. De même, il faut combattre résolument certaines propositions de Schulze. Je mets à disposition mon exemplaire du rapport, dans lequel j'ai noté, sur les différents sujets, les remarques qui peuvent être développées plus avant. *Auer*, ou n'importe qui d'autre qui en a envie, pourrait se charger de ce chapitre.

Je vais à l'occasion faire sortir le compte rendu (dossier n° 11) mais, s'il vous plaît, conservez-le et rendez-le moi.

Dans la prison à Leipzig et ce qui se passa pendant ce temps

J'utilisai mes loisirs en prison pour, entre autres, favoriser au moyen d'un article dans *En Avant* la création d'une bibliothèque générale du parti (archives). Les événements des mois suivants empêchèrent de poursuivre ce projet. J'ai alors relancé plus tard cette idée dans le *Social-Demokrat* de Zurich, et cette fois-ci le camarade Schlüter, qui travaillait à la librairie du *Social-Demokrat*, se chargea de la réaliser. C'était la fondation des archives du parti.

De plus, je travaillais à l'achèvement de mon livre *La femme et le socialisme*, qui put paraître l'année suivante dans sa première édition. J'écrivis

aussi une petite brochure, *Le service sanitaire du Reich et son programme*, dans laquelle je discutais des tâches d'hygiène sociale qu'à mon avis le service sanitaire du Reich devait résoudre, s'il voulait justifier son nom et sa charge.

Ma détention, cette fois à Leipzig, me donna aussi l'occasion d'aider une partie de mes codétenus à améliorer un peu leur situation. À cette époque la direction de la prison avait encore un vieux gardien-chef sur qui le bruit courait qu'à ce poste il avait fait fortune en vendant aux prisonniers qui avaient de l'argent nourriture et boissons à un prix qui lui rapportait gros. Par ailleurs j'appris, dans une conversation privée avec mon gardien, qui était heureux que je bavarde un moment avec lui, que ce gardien-chef abusait des prisonniers d'une autre manière encore. Par exemple, il économisait sur les serviettes et le savon, que les prisonniers devaient faire durer deux fois plus longtemps que prescrit. On servait aux prisonniers leur repas de midi dans des pots en grès. Bien entendu de temps en temps l'un d'eux se cassait. Mais le gardien-chef ne veillait pas à le remplacer, au contraire, une partie des prisonniers devait attendre que l'autre partie ait mangé, puis on versait la nourriture, qui entre-temps avait refroidi, dans les pots non lavés de l'autre partie.

Ces informations me mirent en colère. Je conçus alors un plan pour mettre fin aux agissements du gardien-chef. Je m'assis pour écrire une réclamation au directeur du tribunal, qui à l'époque était chargé de la haute surveillance de la prison, où je décrivais toutes les irrégularités, mais en me faisant passer pour un prisonnier qui venait de quitter la prison et avait subi lui-même les méfaits du gardien-chef, car moi bien sûr je n'en avais pas souffert. Il fallait naturellement que cette lettre parte anonymement.

Lors de la visite suivante de ma femme, visite qui ne pouvait se faire qu'en présence du gardien-chef, je lui glissai furtivement dans la main un billet, dans lequel je la priais de se rendre, un certain soir, à 9 heures et demie précises, dans la rue sur laquelle donnait la fenêtre de ma cellule, je lui jetterais alors une lettre qu'elle devait faire recopier par une main inconnue et envoyer au directeur du tribunal. C'est ce qui se passa. Lorsque ma femme, accompagnée de sa petite fille, parut dans la rue, je lui lançai du troisième étage le paquet de lettres qui avait bien grossi et qui, dans le silence de la rue, claqua bruyamment sur le pavé. Ma femme ramassa vite le paquet et, avec sa petite fille, quitta précipitamment les lieux, car elles croyaient entendre un homme arriver derrière elles et craignaient d'être suivies. Quelques jours après, le gardien se précipita tout excité dans ma cellule et raconta qu'il y avait eu le matin une scène violente entre le directeur et le gardien-chef. Le vieux – comme il appelait le gardien-chef – avait été convoqué chez le directeur et celui-ci lui avait sorti tous ses forfaits, tirés d'une lettre écrite par un prisonnier libéré, et lui avait terriblement

sonné les cloches. Le vieux, tout ému, était venu les voir, eux les gardiens, et avait immédiatement donné ordre de cesser les abus. Le gardien me racontait cela tout content, et bien évidemment je me gardai bien de lui laisser entendre qui avait écrit la lettre.

Début mai, le comité électoral central publia un appel pour la tenue d'un congrès socialiste, qui devait se tenir dans la période du 15 au 18 juin, à nouveau à Gotha. Parmi les points à l'ordre du jour, figurait en troisième : discussion sur la position de la social-démocratie à l'égard des entreprises nationales et municipales, pour lequel je fus désigné comme rapporteur avec Rittinghausen. Ce qui fit mettre ce point de discussion à l'ordre du jour, ce fut le plan de Bismarck de faire des chemins de fer la propriété du Reich, et en outre d'instaurer le monopole du tabac, plan qui à l'époque n'avait certes pas encore été discuté publiquement, mais le bruit avait filtré que, dans les discussions entre Bismarck et M. von Bennigsen, le monopole du tabac avait joué un rôle. De même notre camarade Rittinghausen s'était prononcé publiquement pour la nationalisation des assurances et là-dessus on ne l'avait pas partout approuvé dans le parti.

Mais le congrès projeté n'eut finalement pas lieu, les événements qui survinrent alors ne le permirent pas.

L'attentat de Hödel et ses conséquences

Le 12 mai, on me transmit dans ma cellule cette nouvelle qui me surprit au plus haut point : la veille, à 3 heures de l'après-midi, un certain Hödel de Leipzig, qui paraît-il était social-démocrate, avait commis un attentat contre le vieil empereur, mais celui-ci était indemne. Cet événement me parut d'abord inexplicable. Je connaissais ce nom de Hödel, alias Lehmann. L'année précédente, Hödel était soudain apparu dans le parti à Leipzig. Je ne le connaissais pas personnellement. Comme il n'avait pas de travail, et peut-être même ne voulait pas en avoir – il avait appris le métier de plombier –, il s'était occupé de la diffusion de notre journal local à Leipzig, *Le Flambeau* (*Der Fackel*), et de la vente de brochures socialistes. Mais il se révéla bientôt un escroc. Il détourna l'argent encaissé, ce qui amena le bureau d'expédition du *Flambeau à* faire savoir dès le 5 avril qu'on avait retiré à Hödel la distribution du journal. Puis, quelques jours plus tard, les camarades de Leipzig avaient décidé de demander l'exclusion de Hödel du parti, et en effet le comité électoral central avait annoncé publiquement l'exclusion de Hödel dans *En Avant*, le 9 mai, deux jours donc avant son attentat.

Après être devenu indésirable chez nous, Hödel s'était alors tourné vers le propagandiste national-libéral Sparig et la rédaction du *Quotidien de*

Leipzig, national-libéral, et il leur livra contre argent une série d'accusations mensongères et exagérées contre le parti, que le *Quotidien de Leipzig* tenta d'exploiter contre nous. Une fois qu'il eut rempli à Leipzig sa mission contre le parti, Sparig et consorts cherchèrent à se débarrasser de lui ; ils lui donnèrent l'argent du voyage à Berlin. Arrivé là-bas, il fut dans les deux camps. Il entra dans une association social-démocrate et en même temps dans le Parti social-chrétien du prédicateur de la Cour Stoecker, autour duquel s'étaient à l'époque rassemblés un grand nombre de comploteurs à la Catilina[88] venant des couches les plus diverses. Par exemple le tailleur Grüneberg, qui deux ans auparavant avait été exclu à Stuttgart et à Munich du Parti social-démocrate pour filouteries. Grüneberg, qui plus tard fut aussi chassé par Stoecker, dévoila que, en plus de Hödel, le professeur Nobiling, futur auteur du second attentat contre l'empereur, avait été membre du Parti social-chrétien. Lui, Grüneberg, sur ordre du prédicateur de la Cour, avait dû dresser une nouvelle liste de membres où le nom de Nobiling ne figurait pas. À Berlin, Hödel avait diffusé journaux et brochures aussi bien social-démocrates que social-chrétiens, comme par exemple l'*État socialiste* et un tract : *De l'amour du roi et de la patrie*. Lorsqu'il fut arrêté, on trouva aussi sur lui des photos de Liebknecht, de Most et de moi, dont il faisait commerce. Il ne pouvait guère y avoir de doute sur la moralité de cet individu.

Dès que Bismarck reçut à Friedrichsruh la nouvelle de l'attentat de Hödel, il télégraphia à Berlin : « *Loi d'exception contre la social-démocratie* », ce qui montrait l'impatience avec laquelle il attendait une occasion quelconque de donner peut-être même le coup de grâce au parti abhorré. Au début, l'opinion publique et la presse accueillirent la nouvelle de l'attentat avec une certaine froideur. Lorsque quelques journaux tentèrent de rendre la social-démocratie responsable de l'attentat, l'officieux *Correspondant de Hambourg* (*Hamburgische Korrespondent*) démontra dans un article que, en l'espace de 78 ans, 33 assassinats et tentatives d'assassinat avaient eu lieu contre des personnalités marquantes, venant d'adhérents des partis les plus divers. Dire que l'assassinat politique était l'apanage de la social-démocratie, c'était indéfendable. Au Reichstag aussi, on accueillit d'abord l'événement avec tant de froideur qu'une proposition de notre parti de suspendre une procédure pénale contre Most, le 14 mai, fut adoptés sans le moindre débat.

Lors de son premier interrogatoire, Hödel se défendit d'avoir voulu tirer sur l'empereur, il avait eu plutôt l'intention de se suicider pour témoigner de l'état misérable de sa situation qui l'y avait poussé. Ce qui parlait en ce sens c'est que, lorsqu'il fut arrêté, il n'avait pas un sou en poche et que le

88 Patricien romain qui organisa une vaste conjuration pour s'emparer du pouvoir.

revolver qu'il utilisa était un piètre engin qui, comme le constata l'armurier qui l'examina, manquerait forcément sa cible à quelques pas. D'autre part on constata que Hödel, enfant illégitime, dont la mère avait épousé un certain Lehmann, ce pourquoi il s'appela un temps Lehmann, avait reçu une mauvaise éducation. On lui avait certes bourré le crâne de maximes du catéchisme et de la Bible, mais il était incapable d'écrire correctement une phrase. En outre, on constata chez lui une maladie vénérienne. Lorsqu'on le conduisit à l'audience, il entra dans la salle d'audience en riant stupidement et la quitta après sa condamnation en riant de la même façon. La lettre qu'il écrivit à ses parents, il la signa : Max Hödel, auteur de l'attentat contre Sa Majesté l'empereur allemand. On avait également constaté que depuis son enfance c'était un menteur et un voleur. Tout le comportement de cet homme, comme le constata la cour qui ne l'en condamna pas moins *à mort*, était *celui d'un individu mentalement et physiquement détraqué*. Et c'est à cause de l'acte d'un tel homme qu'on allait crucifier la social-démocratie allemande.

Hödel avait souhaité comme défenseur l'avocat Otto Freytag de Leipzig. Freytag se déclara prêt à se charger de la défense, mais il demanda l'envoi des pièces du dossier et un délai de huit jours pour les étudier et préparer la défense. Il est significatif qu'on lui *refusa les deux*. On était très pressé d'en finir avec le procès et l'exécution de Hödel. On lui donna alors un avocat commis d'office qui ne sut rien faire de mieux que de s'excuser devant la cour que le sort l'eût désigné pour défendre un coupable de haute trahison. La tête de Hödel tomba sous la hache du bourreau. Lorsque le professeur Wirchow demanda qu'on lui remette la tête de Hödel pour examen anatomique, *cela lui fut refusé*.

Celui qui dut signer l'avis officiel d'exécution fut le prince héritier Friedrich [Wilhelm], qui avait remplacé l'empereur après que celui-ci fut entre-temps gravement blessé lors de l'attentat de Nobiling survenu le 2 juin. Pendant sa régence, le prince héritier n'a ensuite jamais plus signé une seule condamnation à mort, bien qu'il se trouvât parmi les condamnés l'auteur d'un double meurtre. D'autres symptômes encore attestent qu'il avait une conception bien différente de tous ces événements.

La première loi d'exception

Le désir qu'avait Bismarck d'un projet de loi d'exception contre la social-démocratie fut bientôt exaucé. Dès le 12 mai un *projet* de Bismarck pour une loi d'exception arriva à Berlin, le 14 mai il était mis au point par sa chancellerie et agréé par lui. Dès le 17, il fut avalisé par le Conseil fédéral – c'est le gouvernement saxon qui plaida pour lui avec le plus d'empressement – et le 20 mai il arriva avec ses considérants au Reichstag qui, le 23, le mettait déjà à son ordre du jour.

Dans tous ces événements, les nationaux-libéraux n'étaient pas bien à l'aise ; ils sentaient d'instinct que Bismarck avait encore en réserve d'autres plans qui les visaient eux-mêmes. Dans le gouvernement prussien se produisaient sous leurs yeux des transformations qui ne laissaient rien présager de bon. Au lieu de l'entrée de Bennigsen et Forckenbeck au ministère, on appela deux ultra-conservateurs, le comte Botho von Eulenberg et le comte Udo von Stolberg-Wernigerode, celui qui à sa mort, en 1910, était président du Reichstag. Le ministre de Finances libéral et libre-échangiste von Camphausen avait aussi dû démissionner et à sa place arriva le national-libéral Hobrecht, un faible. De même le ministre libéral du Culte Falk, l'auteur des lois de Mai contre le Centre et de la seule loi libérale du Kulturkampf, la loi instaurant les registres d'état civil, dut vider les lieux, ce qui signifiait une grande concession au Centre. Les nationaux-libéraux avaient donc toutes raisons d'être méfiants.

Selon le projet de loi contre les socialistes, qui comprenait six paragraphes, le Conseil fédéral pouvait interdire les publications et les associations qui poursuivaient les buts de la social-démocratie. Obligation était faite de communiquer les interdictions au Reichstag, dès qu'il serait réuni. Obligation était faite de lever une interdiction si le Reichstag le souhaitait. Les autorités de police pouvaient interdire provisoirement la diffusion d'imprimés sur les voies, rues, places publiques ou autres lieux publics. L'interdiction expirait si, dans les quatre semaines, le Conseil fédéral n'interdisait pas ces imprimés. L'interdiction et la dissolution des assemblées étaient entièrement remises aux mains de la police. Il ne devait y avoir aucun recours contre elles. Les contrevenants à ces interdictions encouraient jusqu'à cinq ans de prison. On pourrait saisir un imprimé sans mandat judiciaire. Les responsables d'associations interdites, les organisateurs et dirigeants d'assemblées interdites et les gens qui prêtaient un local pour une association interdite ou pour une assemblée interdite seraient passibles d'une peine d'au moins trois mois. La loi devait avoir une validité de trois ans.

Dans l'hypothèse que, lors de la délibération sur le projet, le groupe frapperait un grand coup contre lui par la voix d'un de ses orateurs, le 20 mai j'écrivis de ma prison à Motteler :

> « Étant donné que le dépôt des mesures d'exception est une réalité, celui qui prendra la parole pour nous ne doit pas oublier que son discours doit être diffusé à quelques centaines de milliers d'exemplaires. Il faut aussi tenir compte du fait que, en cas de rejet du projet, le Reichstag sera dissous, que donc nous aurons devant nous une campagne électorale et qu'alors ce discours doit bien accomplir son office. Donc, avant toute chose, tout ce que nous avons en main concernant le criminel doit être discuté point par point.

> L'édition du dimanche matin du *Journal de Francfort* publie un bon éditorial, que je vous recommande. Le projet de loi frise la folie. »

Mais, après longue discussion, le groupe avait décidé de faire lire une déclaration par Liebknecht et ensuite de ne pas participer aux débats qui suivraient.

La délibération au Reichstag fut introduite par un court discours du comte von Eulenberg. Puis on donna la parole à Liebknecht, qui fit la déclaration suivante :

> « La tentative d'utiliser, avant même la clôture de l'enquête judiciaire, l'acte d'un dément pour réaliser un coup réactionnaire longuement prémédité, et de vouloir mettre la « responsabilité morale » de cet attentat non encore prouvé contre l'empereur sur le dos d'un parti qui condamne le meurtre sous toutes ses formes, et qui pense que le développement économique et politique est complètement indépendant de la volonté des individus, est par elle-même si évidente aux yeux de toute personne exempte de préjugé que nous, représentants des électeurs social-démocrates d'Allemagne, nous nous sentons obligés de faire cette déclaration :
>
> Nous considérons qu'il est incompatible avec notre dignité de participer à la discussion de la loi d'exception présentée aujourd'hui au Reichstag, et aucune provocation, de quelque côté qu'elle vienne, n'ébranlera notre résolution. Mais bien sûr nous participerons au vote, parce que nous pensons que nous devons contribuer pour notre part à empêcher un attentat sans exemple contre la liberté populaire, en jetant nos voix dans la balance. Quoi que décide le Reichstag, la social-démocratie allemande, habituée à la lutte et aux poursuites, considère luttes et poursuites à venir avec la confiance tranquille que donne la conscience d'une cause juste et invincible. »

Après Liebknecht, Bennigsen prit la parole. Il fit un discours que je considère comme le meilleur qu'il ait fait jusque-là ; il montrait que lui aussi pouvait faire autre chose et qu'il était capable également de juger les choses avec plus d'élévation que n'en avaient jusque-là montré les orateurs nationaux-libéraux. On avait exprimé l'opinion, poursuivait-il entre autres, que le gouvernement avait présenté ce projet bien qu'il sût qu'il serait repoussé. Il comptait que cette opinion serait démentie. Il soulignait l'incertitude dans le gouvernement et sa situation instable, qui n'avait jamais été aussi mauvaise qu'aujourd'hui. *En Prusse la crise ministérielle était permanente.* Si on voulait un pouvoir dictatorial, il fallait avant tout savoir : qui l'exerce ? Son parti ne pouvait pas voter de loi d'exception comme celle demandée, l'histoire montrait où ces lois menaient et qu'elles ne servaient à rien. Il fit là-dessus d'assez longues considérations historiques. Puis, au cours de son discours, il se prononça pour que cesse le Kulturkampf. C'était la lassitude

d'un homme souhaitant que se termine le combat dont jusque-là les « combattants de la civilisation » n'avaient tiré aucun profit, bien qu'autrefois lui et ses amis aient salué avec joie ce combat sous la direction de Bismarck et l'aient fait triompher. Finalement il se proposa d'aider à faire passer l'année suivante, sur la base du droit civil, un projet de loi qui concilierait la liberté citoyenne avec l'ordre légal et l'autorité ferme dans la vie publique pour toutes les classes.

Il proposait donc maintenant de faire ce que lui et ses amis, deux ans plus tôt, avaient refusé pour de bonnes raisons. C'était à nouveau du national-libéralisme pur. Mais les événements bousculèrent ces résolutions et forcèrent Bennigsen et ses amis à faire quand même ce que pour le moment ils refusaient.

Après deux jours de débats, le § 1 du projet fut repoussé par 243 voix contre 60 et six abstentions. Le Centre vota encore en bloc contre le projet ; parmi les nationaux-libéraux, les professeurs Beseler, Gneist et von Treitschke votèrent pour. Après ce résultat, le gouvernement retira son projet.

Bien que la loi d'exception ait momentanément échoué, par un décret du 1er juin le comte von Eulenberg enjoignit aux autorités policières d'intervenir durement contre le parti. « *C'était leur devoir de s'opposer résolument à l'agitation social-démocrate et d'utiliser dans ce but les moyens légaux à leur disposition, en respectant soigneusement les bornes tracées par la loi mais, à l'intérieur de ces bornes, en allant jusqu'à la limite du permis.* »

Une telle exhortation était vraiment inutile. La police montra partout le plus grand zèle dans son rôle de sauveur de l'État, et procureurs et juges ne furent pas en reste.

L'attentat Nobiling et ses conséquences

J'avais été libéré de détention fin mai. Le 2 juin, un dimanche, je fis une promenade avec femme et enfant, dont nous revînmes après 7 heures du soir. À peine étions nous arrivés à la maison que la sœur de l'avocat Freytag entra en toute hâte chez nous et demanda, toute excitée, si nous ne savions pas ce qui s'était passé. Nous habitions un quartier périphérique de la ville où, surtout le dimanche, les nouvelles n'arrivaient pas vite. Je répondis non à la question. Alors Mlle Freytag posa cette nouvelle question : « Connaissez-vous un certain Nobiling ? C'est celui qui, cet après-midi, à tiré sur l'empereur et l'a grièvement blessé. » J'étais sans voix, comme frappé par la foudre. Je répondis que le nom de Nobiling m'était inconnu, j'estimais impossible qu'il soit membre du parti. Rassurée le jeune dame s'éloigna.

Le lendemain matin, je me hâtai vers la rédaction d'*En Avant*, pour entendre ce qu'on savait là-bas et quel jugement on portait sur l'affaire. Un télégramme affiché officiellement ne disait mot de l'appartenance de Nobiling à la social-démocratie. Soulagé, je respirai et entrai à la rédaction

avec ces mot : « *Eh bien, celui-là ils ne pourront pas nous le mettre sur le dos.* » Liebknecht, Hasenclever et tous les autres présents étaient du même avis que moi, personne ne connaissait l'auteur de l'attentat, aucun n'avait auparavant entendu ne serait-ce que son nom. L'esprit plus tranquille, je quittai la rédaction mais, quelques minutes après, je dus à nouveau faire demi-tour, parce qu'entre-temps un deuxième télégramme avait été publié, qui disait que Nobiling avait avoué lors de son premier interrogatoire qu'il était social-démocrate et avait des complices. Nous étions tous sans voix.

Ces informations de l'agence télégraphique Wolff, tout comme de nombreuses autres nouvelles de ce genre qui furent à l'époque diffusées avec la plus grande préméditation, s'avérèrent par la suite des mensonges et des faux grossiers. Mais ils atteignirent pleinement leur but. Déjà extrêmement excitée par la nouvelle, arrivée le 1er juin, qu'en plein jour *Le Grand prince-électeur*, l'un des plus grands navires de la flotte allemande à l'époque, avait coulé avec presque cinq cents hommes au large des côtes anglaises suite à une collision avec un autre navire, l'opinion publique entra en ébullition à ce second attentat

Lorsque la nouvelle arriva chez Bismarck, il poussa ce cri de joie : « Maintenant je les ai ces gaillards – les nationaux-libéraux – , maintenant je les serre contre le mur jusqu'à ce qu'ils couinent » ; c'est ensuite seulement qu'il s'informa de l'état de santé de l'empereur, gravement blessé par le fusil de chasse de Nobiling. Il y avait désormais de plus fortes chances de dissolution du Reichstag et donc de nouvelles élections, grâce auxquelles il pouvait espérer recueillir une majorité qui lui garantirait à la fois une loi d'exception contre nous et de nouvelles recettes grâce à la politique protectionniste à instaurer.

Nobiling avait tiré sur l'empereur depuis la fenêtre d'une maison située sur l'avenue *Unter den Linden* où il avait pris une location. Lui-même avait ensuite tenté de se suicider en se tirant deux coups de fusil, qui ratèrent. Un officier, qui se trouvait parmi les personnes qui pénétrèrent dans l'appartement de Nobiling après le tir sur l'empereur, le blessa grièvement à la tête d'un coup de sabre. Nobiling était au début sans connaissance et totalement incapable de subir un interrogatoire. On établit qu'il avait des années auparavant étudié l'agriculture à Leipzig et que là, dans le séminaire du professeur Birnbaum, un de nos pires adversaires, il s'était montré lors des discussions un ardent ennemi de notre parti. De Leipzig, il était allé à Dresde, où il fréquenta le séminaire du professeur Böhmert, qui lui aussi était un fervent adversaire de la social-démocratie. À Dresde, Nobiling se montra à plusieurs reprises dans des assemblées, où il parla en adversaire de notre parti, ce qui permit à nos camarades locaux, Vollmar, Schlüter, Paschky, etc., de faire sa connaissance. Par la suite, dans l'enquête contre Nobiling, ils firent des dépositions selon lesquelles c'était

un homme insignifiant et un esprit confus. Il avait encore moins eu affaire au parti que Hödel. À plusieurs reprises des voix s'élevèrent, défendant l'idée que Nobiling avait d'abord été poussé à son acte par la manière dont une grande partie de la presse s'occupait de la personne de Hödel, dont par exemple un journal familial avait présenté le portrait dans une splendide gravure sur bois. L'idée était largement répandue qu'avec Nobiling on avait également affaire à un malade mental. Même *Le Courrier* (*Die Post*) libre-conservateur, depuis toujours l'un des adversaires les plus haineux de la social-démocratie, écrivait ainsi que, à toutes les réponses que Nobiling donnait, se dessinait sur ses lèvres un drôle de sourire qui faisait supposer un trouble mental. Et en présence du rédacteur de la *Germania*, Majunke, le juge d'instruction de Nobiling avait dit : « *L'image que les journaux donnent de Nobiling est totalement fausse, il n'est pas intelligent du tout, il est même plus bête que Hödel.* » Lorsque Nobiling mourut en prison le 10 septembre, on n'avait pas apporté la moindre preuve que la social-démocratie avait été, directement ou indirectement, en relation avec l'auteur de l'attentat ou avait influencé sa conduite.

Pour nos persécuteurs, qui voulaient à tout prix utiliser les deux attentats pour une loi d'exception contre la social-démocratie, tous ces faits établis n'existaient pas. Bismarck exploita l'influence considérable qu'au moyen du fonds reptile[89] il exerçait sur une grande partie de la presse pour soulever dans la population une haine fanatique contre la social-démocratie. Et à cette presse se joignirent tous ceux qui avaient intérêt à une défaite de la social-démocratie, en particulier une grande partie du patronat. Dans le camp de nos adversaires, on n'appelait plus notre parti que le parti des assassins, des nihilistes, qui enlevait à la masse la foi en Dieu, à la royauté, à la famille, au mariage et à la propriété. Combattre ce parti et si possible l'anéantir semblait à ces adversaires l'acte le plus glorieux. Des milliers et de milliers de travailleurs connus comme social-démocrates furent jetés à la rue. Dans les annonces des journaux paraissaient des déclarations, où des travailleurs s'engageaient à l'avenir à ne pas être membres d'une organisation social-démocrate, ni à soutenir ou lire des journaux social-démocrates, ni à donner de l'argent pour aider la social-démocratie. Ce terrorisme patronal était si fort que nos journaux de parti conseillèrent aux adhérents du parti de signer n'importe quelle déclaration demandée, ça ne les empêcherait pas de faire par la suite ce qu'ils voudraient, face à pareil terrorisme la parole donnée ne comptait pas. Le terrorisme et le boycott qui l'accompagnait allaient encore plus loin : des propriétaires patriotes donnaient congé à leurs locataires social-démocrates, des aubergistes qui, pendant des années avaient été contents de compter des social-démocrates parmi leurs clients, leur demandaient d'éviter désormais leurs

89 Voir dans ce tome, chapitre « La dictature de Schweitzer », note 19.

établissements. À Leipzig, les rédacteurs d'*En Avant* et du *Nouveau monde* – Liebknecht, Hasenclever, Geiser – avaient l'habitude l'après-midi, après le bouclage de la rédaction, de boire le coup de l'étrier dans un certain café. Le patron leur fit dire que désormais il se passerait volontiers de leur visite. Il se passa la même chose à l'égard des rédacteurs de la *Presse libre de Berlin* et ailleurs.

À Schwerin, on cassa deux nuits d'affilée les fenêtres du vieux Dammler, ce qui affecta cet homme de 74 ans au point qu'il quitta quelque temps Schwerin et refusa d'être à l'avenir candidat au Reichstag. Pourtant, toutes ces explosions de brutalité fanatique et de folie politique ne suffisaient pas à assouvir la rage de persécution des « patriotes ». Il apparut un déluge de dénonciations pour crime de lèse-majesté réel ou supposé. Dans de nombreux cas, la justice constata que les dénonciateurs agissaient par vulgaire esprit de vengeance, parce qu'on avait lésé leurs intérêts privés. Mais cela n'empêcha pas de prononcer les punitions les plus dures. Une grande partie des juges étaient également atteints par cette crise aiguë de persécution, aussi annonçaient-ils des peines de un, deux, trois et jusqu'à cinq ans de prison, la peine maximale permise par la loi. Des propos qui auparavant n'auraient pas un instant fait perdre son calme à un procureur étaient maintenant considérés comme des crimes majeurs et sanctionnés avec la plus grande dureté.

Début juillet, le *Journal de Voss,* progressiste, écrivait : « Après avoir rendu compte des condamnations (pour lèse-majesté) hors de la ville, pour un total des peines prononcées de 500 à 600 ans, *il nous répugne de poursuivre cette triste liste.* » Mais que devait-on dire à des juges qui avaient totalement oublié les devoirs de leur charge ? *En deux mois, 521 personnes ont été condamnées à quelque 812 années de prison*. Seule une petite partie de condamnés étaient de convictions social-démocrates. Les autorités policières, comme toujours en pareilles circonstances, avaient perdu la tête et au moindre soupçon organisaient des perquisitions et procédaient à des arrestations. La plupart des gens arrêtés, on était obligé de les relâcher peu après.

Si le Sénat de Hambourg avait dès le mois de mai interdit la tenue d'un congrès général des syndicats allemands, début juin le conseil municipal de Gotha interdit la tenue du congrès des socialistes allemands et les autorités agirent souvent de même contre des associations et des assemblées. À plusieurs reprises on nous rapporta, venant des cercles autorisés, des déclarations comme celle-ci : Il faut bâillonner et acculer la social-démocratie à tel point qu'elle se rebiffe et qu'on puisse tirer. Cela amena la *Presse libre de Berlin* à avertir : « *Soyez prudents et faites attention : on veut tirer.* » Malgré tout, bon nombre de journaux du parti annonçaient qu'à partir du 1er juillet leur format serait plus grand. Les abonnés à la *Presse libre*

de Berlin étaient depuis le Nouvel An passés de 10 000 à 14 000. Mais, fin septembre 1878, la *Presse libre de Berlin* avait aussi six rédacteurs derrière les barreaux, parmi lesquels Richard Fischer qui, dans sa jeunesse, avait dû payer de sept mois de prison son entrée à la Ligue des Proscrits[90].

Pour moi et pour notre affaire, cette traque générale avait des conséquences particulièrement fâcheuses. Après ma longue détention, il me fallait entreprendre enfin un voyage d'affaires. Il devait me conduire vers l'Allemagne du Nord-Ouest et la Rhénanie inférieure, territoires qu'en grande partie je n'avais pas encore prospectés pour mon commerce. C'était ma chance, en un certain sens. Dans ces régions, on me connaissait très peu personnellement et je pouvais donc prendre le risque de loger dans des hôtels sous un nom d'emprunt, car, sous mon propre nom *nulle part* on ne m'aurait jamais toléré comme client. Jour après jour, à la table d'hôtes, je voyais et j'entendais les clients exprimer leur haine sans borne contre le parti, et tout particulièrement contre ma personne. Si l'on m'avait reconnu, on en serait arrivé aux pires esclandres. Mais il m'arrivait aussi la même chose lorsque j'arrivais chez les commerçants auxquels je proposais d'acheter nos produits. Ma première visite, je la fis chez un commerçant de Halle-sur-Saale. Nos articles lui plurent et il me passa une commande importante. Mais dès que je lui remis notre carte de visite et qu'il lut le nom de la firme, il déclara sur un ton cassant : « *Cette firme, je ne travaille pas avec elle, annulez ma commande.* » Et cela m'arriva très souvent. D'autres encore refusaient de passer commande sans faire aucune remarque. Je fis de si mauvaises affaires que, lorsqu'au bout de six semaines je revins chez moi, j'étais content que tout cela soit derrière moi, car la vente de nos articles n'avait même pas couvert mes frais de déplacement, bien que j'aie tâché de les réduire le plus possible et que dans ce but j'aie dans les différentes localités porté moi-même ma lourde valise d'échantillons de neuf kilos, remontant et descendant les rues, sous la pluie ou sous le soleil brûlant, pour ne pas avoir à payer un porteur.

L'élection au Reichstag de 1878

Rentré chez moi, je me jetai dans la campagne électorale. Bismarck, qui cette fois encore sut battre le fer tant qu'il était chaud et que les attentats avaient libéré de toutes sortes de tourments intérieurs, avait présenté au Conseil fédéral une demande de dissolution du Reichstag et le 11 juin le Conseil fédéral la réalisa. Les élections furent fixées au 30 juillet 1878.

90 La Ligue des Proscrits, créée en 1834 à Paris par des émigrés allemands, donna naissance à la Ligue des Justes, elle-même à l'origine de la Ligue des Communistes.

S'il ne s'était agi pour Bismarck que de faire une loi d'exception contre la social-démocratie, il l'aurait obtenue même sans dissolution du Reichstag. Après l'attentat de Nobiling, l'ensemble de la presse nationale-libérale et également à toute occasion les députés de ce parti aussi assuraient qu'ils étaient prêts maintenant à voter contre nous une loi d'exception rigoureuse.

Seulement Bismarck ne se contentait plus de cela. Il était résolu à briser la puissance des nationaux-libéraux ; aucun gouvernement, déclarait-il, ne pouvait satisfaire à leurs exigences. Et pourtant, combien ces exigences avaient toujours été modestes ! Il fit publier une déclaration programmatique en bonne et due forme, dans laquelle il rompait complètement avec l'ordre économique régnant, qui soi-disant servait le libre-échange. Jusqu'ici la domination des juristes, fonctionnaires et intellectuels, gens qui ne se souciaient pas de la production, avait donné au Parlement une orientation éloignée du concret. La haine partisane, les querelles de pouvoir des fractions et l'ambition de leurs chefs faisaient qu'on perdait son temps en exhibitions oratoires. La plupart d'entre eux n'avaient pas de profession productive, ils n'exerçaient ni dans l'artisanat ni dans le commerce, ni dans l'industrie ni dans l'agriculture. La défense des intérêts économiques reposait entre les mains de ces gens, qui vivaient de traitements, d'honoraires, d'indemnités parlementaires (qu'à l'époque on ne recevait pas encore au Reichstag), d'activités de presse ou bien de titres de rente, etc.

Cette philippique ne manquait ni de netteté ni de grossièreté. Les fonctionnaires qui pouvaient influencer les élections savaient maintenant à quoi s'en tenir et agirent en conséquence.

La campagne électorale s'enflamma avec une violence inconnue jusque-là. Le slogan électoral de Bismarck n'empêcha pas tous les partis bourgeois de considérer que lutter contre nous était leur devoir le plus noble. « La social-démocratie doit être expulsée du Reichstag. Aucun social-démocrate ne doit plus être élu » devint le mot d'ordre, même dans la presse progressiste. Et, bien que chacun pût voir ce que Bismarck manigançait, et qu'il ne visait pas seulement à nous anéantir mais aussi à affaiblir les libéraux, lorsque dans la circonscription d'Erfurt un candidat social-démocrate fut en ballottage avec un conservateur, le dirigeant du Parti du progrès, *Eugen Richter,* en vint à télégraphier aux membres de son parti cette consigne de vote : Plutôt Lucius (conservateur) que Kapell (social-démocrate). Sa haine contre nous le rendit aveugle aux règles les plus évidentes de la tactique électorale, car le social-démocrate était autant que les libéraux l'adversaire de la politique économique de Bismarck, et ce n'est pas l'État du futur qui était en question.

Je fus de nouveau candidat à Dresde et à Leipzig. Face à moi, il y avait à Dresde le baron von Friesen, ancien ministre, et un candidat progressiste. J'obtins au premier tour 9 885 voix, von Friesen 7 266, Walter (progressiste)

5 410. Il y eut un second tour entre von Friesen et moi, que le commissaire électoral fixa au 9 août, jour où von Friesen fêtait son soixante-dixième anniversaire. Manifestement on comptait sur ma défaite certaine. Mais je remportai la victoire avec 11 616 voix contre 10 702. À Leipzig j'obtins 5 822 voix, 600 voix de plus qu'à l'élection précédente. À part moi, furent élus du parti : Bracke à Glauchau-Meerane, Fritzsche à Berlin, Hasselmann à Barmen-Elberfeld, Kayser à Oederan-Freiberg (en Saxe), Liebknecht à Stollberg-Lugau, Reinders à Breslau, Vahlteich à Miitweida-Limbach, Wiemer à Annaberg-Zschopau (en Saxe), Donc neuf députés, dont deux seulement, Bracke et Liebknecht, avaient été élus au premier tour.

Jeter la social-démocratie hors du Reichstag, c'était donc raté. Mais, même en nombre de voix, nous nous en tirions mieux que nous étions en droit d'attendre après cette terrible traque contre nous car, dans bon nombre de circonscriptions, le terrorisme de nos adversaires était si fort que nous ne pouvions pas faire campagne. Lors du premier tour, le parti recueillit 437 158 voix, contre 493 447 lors de l'élection de janvier 1877. C'était une perte de 56 389 voix et de trois mandats. Nos adversaires étaient très mécontents de ce résultat.

Le résultat global du vote était, comme prévisible, une victoire de Bismarck. Les nationaux-libéraux chutaient de 137 à 106 mandats, le Parti du progrès de 39 à 26. Les conservateurs avaient augmenté d'autant leurs mandats, le Centre obtint également quelques mandats de plus.

Bismarck avait désormais à sa disposition deux majorités pour sa politique. Une majorité nationale-libérale-conservatrice, pour une loi d'exception contre nous, et une majorité avec les conservateurs et le Centre, à laquelle se joignit l'aile droite des nationaux-libéraux, pour sa politique douanière. L'ère nouvelle pouvait désormais être mise en scène, où les travailleurs conscients seraient privés de leurs droits et où la politique douanière pèserait de tout son poids sur les masses. Le nouveau Reichstag fut convoqué le 9 septembre à Berlin pour décider de la loi d'exception contre les socialistes.

Le spectacle pouvait commencer. Ce serait une tragédie, dans laquelle la social-démocratie était le taureau destiné à être sacrifié sur l'autel des intérêts monarchiques et capitalistes, où il recevrait le coup de massue mortel. Mais cette fois-ci, comme très souvent, il en fut autrement. L'Hercule qui devait nous abattre avec sa massue tomba lui-même, après douze années d'un combat sans gloire pour lui contre son adversaire détesté, et son cadavre couvrit la plaine.

Troisième partie

Préface de Karl Kautsky à la première édition de la troisième partie

Le 21 juillet de l'année dernière, Bebel m'écrivait de Zurich une lettre dans laquelle il manifestait d'abord son vif intérêt pour la polémique que je menais alors, puis il poursuivait :

« *J'ai disposé par testament, et j'espère que tu seras d'accord, que, si je devais passer l'arme à gauche avant que le troisième tome de* Mes souvenirs *soit terminé, ce soit toi qui te charges de le publier,* pour autant que le manuscrit soit prêt pour l'impression. *Il me reste peu à faire, car le tome est bouclé jusqu'en 1882. Ensuite ça ira plus vite.*

La condition est qu'on ne procédera sur le manuscrit à aucun changement autre que stylistique. Et, sur les faits, seulement quand il s'avère qu'un fait indiqué par moi est un fait erroné, *que j'aurais dû rectifier moi-même. En particulier aucun nom de personne encore vivante que je mentionne ne doit être supprimé ou abrégé dans l'édition, si je ne l'ai pas fait moi-même dans le manuscrit… Comme je n'ai sciemment porté de tort à personne et que la vérité historique exige que l'on ne farde pas, il n'y a aucune raison d'apporter des changements à ce qui a été écrit.*

Au cas où le tome ne serait pas encore terminé à ma mort, il est pour moi exclu que toi ou un autre continuiez le travail …

Je te prie de bien vouloir conserver cette lettre avec un soin particulier, en vue d'établir tes droits légaux. »

Après ces dispositions, Bebel passait dans la lettre aux projets d'été et aux affaires de famille, qualifiait de satisfaisant son état de santé, donnait son avis sur quelques figures du groupe parlementaire et terminait par cette remarque :

« *Je travaille maintenant au troisième tome de manière à préparer chaque partie pour l'impression et la joindre au reste du manuscrit.* »

Tout le fond de cette lettre montrait qu'il espérait bien terminer lui-même ses *Souvenirs*, auxquels il tenait énormément, et que ma désignation comme éditeur ne représentait qu'une mesure de précaution. De même la lettre suivante qu'il m'adressa, datée du 29 juillet, était pleine d'intérêt pour le présent et ses polémiques, en particulier sur l'attitude du groupe parlementaire concernant la proposition de loi fiscale. Il s'exprimait là-dessus de la même manière que dans la lettre que Molkenbuhr a lue au congrès d'Iéna. Bien sûr il se plaignait de son « incapacité à travailler », mais il entendait par là « *l'épouvantable situation de vouloir intervenir, mais d'être obligé de reculer devant le combat* ». C'était son incapacité à

combattre qui le tourmentait et qu'il assimilait à de l'incapacité à travailler. Lutter et travailler était pour lui équivalent. Mais juste après, dans la même lettre, il parlait de son travail pour le troisième tome, qu'il n'interrompait que pour quelques semaines. À propos d'un détail exhumé de l'année 1876, sur lequel j'attirais son attention, il répondait :

« *Ce que tu écris sur les déclarations et les attaques de la* Presse libre de Berlin, *je ne le connaissais pas, ou bien, comme tant d'autres choses, je l'aurai totalement oublié. À quel point je peux oublier, je m'en rends compte chaque jour, en étudiant les papiers pour le troisième tome.* »

Ce furent les derniers mots que Bebel me dit sur le dernier tome de ses *Souvenirs*. Ils le montraient en plein travail pour le terminer. Deux semaines plus tard, il n'était plus parmi nous, arraché à tout travail et à tout combat. Il s'éteignit doucement, les douleurs d'une longue agonie lui furent épargnées ; seule consolation dans l'immense douleur des adieux pour toujours qui nous accabla chacun d'entre nous, même s'il n'avait pas eu le bonheur d'être l'ami personnel de Bebel ; tous ceux qui avaient à cœur notre grande cause, qui avaient perdu en Bebel leur champion le plus fort et le plus fidèle.

Dès que le matériau des textes posthumes de Bebel fut entre mes mains, je m'employai aussitôt à exécuter le legs de mon ami mort.

Comme Bebel lui-même l'avait déjà évoqué, je n'avais pas un gros travail ; essentiellement le dernier polissage. On lissa les aspérités stylistiques du texte, dont je m'efforçai de préserver le plus possible le caractère. On compara citations et dates avec les originaux, lorsque c'était possible. Dans les lettres reproduites, bien des gens, par commodité, n'étaient désignés que par l'initiale de leur nom. Là où les noms allaient de soi, je les ai écrits. Là où il n'y avait qu'une grande probabilité, j'ai donné les noms dans une note de bas de page. Dans quelques rares cas, il m'a été impossible de déterminer le nom avec quelque certitude. En ce cas, on s'en tint à l'initiale.

De même évidemment là où Bebel avait intentionnellement tu le nom complet.

Jamais en revanche je ne me suis retrouvé dans la situation de seulement indiquer à demi-mot ou même de cacher un nom écrit en toutes lettres.

Les instructions formelles de Bebel sur ce point m'avaient intrigué. Elles semblaient vouloir dire que, par amour intransigeant de la vérité, il se sentait poussé à faire des révélations qui compromettraient un certain nombre de camarades en vue. À mon étonnement, je ne trouvai rien qui pût, ne serait-ce que de très loin, avoir un effet de ce genre. Il est possible que les vérités douloureuses pour quelques réputations aient été réservées pour des développements ultérieurs, qui sont désormais ensevelis à tout jamais.

Je n'ai donné à la publication que les manuscrits prêts à imprimer. Pour le travail qui restait à faire, Bebel avait réuni un vaste matériau. Lettres, documents, découpes de journaux, extraits de textes, tracts, etc. Le matériau va jusqu'en 1890 et fournira aux historiens du parti bien des indications précieuses.

Je me permets déjà de citer ici un passage d'une lettre écrite à Schlüter. Il s'agit du procès d'Elberfeld. Dans mon compte rendu de la biographie de Bebel par Wendel, j'avais remarqué que le procès et le rôle qu'y avait joué Bebel semblaient être bien oubliés. Wendel n'en avait pas fait mention. Dans une édition ultérieure, il a certes réparé l'omission. Cependant, il pourrait être intéressant d'apprendre ce que Bebel écrivait au cours même du procès, en décembre 1889 :

« *Le procès est un scandale comme il n'y en a encore jamais eu, une ignominie et une honte pour le parquet et la police.*

Ils étaient tous deux loin de s'imaginer que ma comparution en tant qu'accusé leur réserverait ce terrible fiasco. Dès le deuxième jour, le procureur disait en privé : « Ce type me bousille tout le procès », *et les jours suivants ce fut pire encore. J'espère que le procès se terminera bien pour la plupart des accusés. Une partie porte sur des histoires locales et à cause de leurs rapports avec Z[urich], plus exactement avec L[on]d[res].*

La seule chose qui m'ennuie c'est la quantité de temps que ce procès nécessite. Mais quand je réfléchis que, si je n'étais pas là, les accusés seraient très vraisemblablement égorgés comme des moutons, parce qu'ils ne maîtrisaient pas la documentation, alors je ne dois pas regretter ce sacrifice.

Je pense que c'est le dernier grand procès pour association secrète qu'ils mettent en scène en Allemagne. »

C'était le dernier procès de cette sorte. Bientôt après la loi contre les socialistes tomba.

En outre, je trouvai aussi une série de courtes notes manuscrites, mais qui se contentent d'établir des dates en quelques mots. Il n'y a pas de développements de parties détachées, pas même sous forme fragmentaire. En dehors du manuscrit publié ici, je n'ai rien pu découvrir que l'on eût pu publier comme *Souvenirs* de Bebel. Toute addition au présent manuscrit prêt pour l'impression aurait été la continuation de ce tome par une autre personne, que l'auteur avait à juste titre interdite car, même s'il n'y avait rien eu à leur reprocher, tous les ajouts de ce genre ne pouvaient passer pour des S*ouvenirs* de Bebel.

Leur continuation par moi était exclue. Je me suis seulement permis, étant donné qu'ils s'interrompaient abruptement, d'ajouter en guise de conclusion une postface, dans laquelle je communiquais quelques lettres de la correspondance entre Bebel et Engels, qui se rattachent chronologiquement aux derniers exposés du manuscrit que Bebel nous a laissé.

Je n'avais donc pas grand travail en tant qu'éditeur. Bien plus grand fut le plaisir qu'il m'offrit, ne serait-ce qu'en me permettant de revivre encore une fois ces temps qui représentent l'âge héroïque de notre parti. Tous ceux qui ont eu la chance d'y prendre part ne peuvent que s'en souvenir avec fierté. Mais la jeune génération peut, dans le rappel de ces dures épreuves subies victorieusement, puiser courage et force pour les grands combats qui sont devant nous. Car le plus dur est encore devant nous : la conquête du pouvoir politique.

Le vœu le plus ardent de Bebel, celui de pouvoir nous y conduire, est resté inexaucé. Mais ce qu'il y avait d'immortel dans notre grand champion continue de vivre en nous, et nous conduira à la victoire et au triomphe !

Janvier 1914.
K. Kautsky.

La loi d'exception en délibération

L'ouverture du Reichstag nouvellement élu se déroula dans la Salle Blanche du palais royal. On s'était attendu à ce qu'à la place de l'empereur encore souffrant ce soit le prince héritier[1] qui prononce le discours du trône. Mais ni celui-ci ni le chancelier ne parurent. Ce fut au contraire le suppléant du chancelier, le comte Otto von Stolberg-Wernigerode, qui s'en chargea.

Ce fait suscita de vives discussions publiques. On en concluait que le prince héritier n'approuvait pas la loi d'exception, raison pour laquelle il s'était refusé à ouvrir le Reichstag. Quant à Bismarck, irrité par ce refus, il aurait à son tour renoncé à faire cette ouverture, si bien que cet honneur serait échu à son suppléant.

Cette guerre picrocholine dans les plus hautes sphères était certes intéressante, mais elle ne changeait rien à l'affaire : le projet de loi d'exception serait adopté sous une forme ou une autre, le résultat des élections et l'état d'esprit dans une grande partie de la presse interdisaient d'en douter.

Par rapport au précédent paru en mai, ce projet avait l'avantage d'avoir été travaillé bien plus sérieusement. En revanche sa justification était d'une extrême indigence. Les attentats et les nombreux crimes de lèse-majesté qui s'en étaient suivis, y affirmait-on entre autres, avaient convaincu les gouvernements de la Confédération allemande qu'il régnait dans de larges cercles un mépris à l'égard de toute loi morale et légale, qui menaçait de grands dangers l'État et la société. Il fallait donc des dispositions légales dirigées contre le mouvement social-démocrate, vecteur de tous ces dangers.

Suivait alors une présentation courte et extrêmement superficielle du mouvement socialiste ouvrier depuis la fondation de l'Association générale des travailleurs allemands (1863) et celle de l'Association internationale des travailleurs (1864). Cette maigre présentation historique était suivie de la reproduction des statuts de l'Internationale et de l'Association générale des travailleurs allemands, des programmes d'Eisenach et de Gotha et du manifeste de Gand de 1877. Le statut de l'Internationale contenait cette phrase :

1 Le futur Frédéric-Guillaume III. Fils de Guillaume I^er^ et père de Guillaume II, il régna 99 jours en 1899.

> « Le premier congrès international des travailleurs déclare : l'Association internationale des travailleurs et toutes les sociétés et individus qui en sont membres reconnaissent la vérité, le droit et la morale comme fondements de leurs relations entre eux de même qu'envers leurs semblables, sans distinction de couleur, de confession ou de nationalité. »

Cette belle phrase, inattaquable et qu'on ne pouvait que louer, était utilisée désormais pour justifier une loi d'exception. Il y avait ensuite des extraits de comptes rendus du parti sur les congrès de Gotha de 1876 et 1877. Tous étaient des documents parus publiquement et connus de quiconque s'intéressait au mouvement ouvrier. Voilà qu'ils devaient servir maintenant de matériau pour le bûcher sur lequel on espérait brûler le Parti social-démocrate.

Les discussions sur le projet commencèrent le 16 septembre sous la présidence de von Forckenbeck. Le suppléant du chancelier ouvrit les débats par un discours d'une extrême indigence qui dura à peine cinq minutes. Le chancelier ne participa pas à ces discussions. Pourquoi aurait-il dû se mettre en frais oratoires pour une majorité parlementaire qui avait la ferme intention de lui servir sur un plateau une loi acceptable ?

Le premier orateur de la Chambre fut le représentant du Centre, le député Peter Reichensperger-Olpe. En ce temps-là, le Centre ressentait encore très durement les effets du Kulturkampf, même si celui-ci était déjà en miettes. Une loi d'exception, même contre un parti qu'il haïssait, lui paraissait sans doute inquiétante en raison de ses conséquences. Ses partisans n'auraient pas compris non plus une telle position, après qu'on eut été soi-même sous le coup de lois d'exception. Aussi M. Reichensperger se déclara-t-il « pour l'instant » contre l'adoption et l'amendement du projet de loi.

Il en fut tout autrement du député von Helldorff-Bedra, une des têtes chaudes du Parti conservateur. Avec une netteté rafraîchissante, il se déclara pour le projet de loi et se demanda si la loi d'exception serait suffisante, s'il ne convenait pas de modifier aussi la loi électorale de façon à garantir des députés d'âge plus mûr et plus posés, et s'il ne serait pas judicieux d'allonger les mandats législatifs, afin de mettre fin au désordre croissant de la vie politique.

Ce dernier vœu, le plus cher à son cœur, se réalisa neuf ans plus tard.

Après Helldorff, je fus le premier orateur de notre groupe à prendre la parole. Le groupe s'était mis d'accord pour combattre expressément la loi tant dans son ensemble que dans ses détails, et il avait désigné dans ce but les orateurs pour chacun des différents points. Vahlteich et Kayser ne pouvaient participer aux débats, ils avaient alors la joie d'être logés par l'État.

En vertu de mon principe que la meilleure défense est l'attaque, dans un discours de deux heures, je m'attaquai au projet et aux orateurs précédents. D'abord, je fis un historique du projet de loi, où je prouvai que la description officielle contredisait sur de nombreux points la vérité. Ensuite, je m'en pris à l'arbitraire des autorités policières et aux jugements barbares des tribunaux dans la période des attentats, agissements qui comptaient parmi les faits les plus tristes et les plus humiliants de l'histoire allemande moderne et étaient une honte et une ignominie pour le Reich allemand. (Rappel à l'ordre.) Ensuite j'abordai l'histoire du parti. Je signalai les tentatives de Bismarck, immédiatement après son entrée au ministère de Prusse en septembre 1862, d'exercer par ses agents une influence sur notre mouvement, ses pourparlers avec Lassalle et les efforts de son conseiller privé, Lothar Bucher, pour recruter Karl Marx comme collaborateur au *Journal officiel de l'État royal prussien* (*[Königlich Preussischer] Staaatsanzeiger*), le rôle de Schweitzer au sein de l'Association générale des travailleurs allemands, etc., toutes choses qui montraient clairement que ce qui animait avant tout Bismarck c'était l'horreur de la social-démocratie. Ce qui le poussait encore plus, c'était le dépit que notre parti se révèle inaccessible à ses plans et devienne l'adversaire le plus déterminé de sa politique, ce qui l'avait amené à utiliser les attentats, que personne ne pouvait décemment nous mettre sur le dos, pour proposer une loi d'exception contre nous. Cette loi, continuais-je, ne permettrait pas d'atteindre le but recherché. Sous cette loi, et grâce à elle, la social-démocratie gagnerait plus que jamais des partisans. L'intérêt pour elle croîtrait et ce n'est pas nous mais nos adversaires qui seraient les vaincus. Il fallait donc envoyer ce projet là où était sa place, dans la corbeille à papiers, et en revanche, dans le combat contre nous, s'appuyer non sur des accusations vides de sens et des phrases creuses, mais sur des faits et des preuves que jusqu'ici on n'avait pas apportés.

Puis je développai la manière dont, selon toute probabilité, nous travaillerions sous la loi d'exception pour répandre nos idées sans que la police puisse nous tomber sur le dos, et comment la diffusion de la littérature interdite prendrait une ampleur inconnue jusqu'ici. L'avenir montrerait que cette loi manquait son but.

Mon discours avait atteint l'effet souhaité, comme le démontrèrent les interventions des orateurs suivants ; la presse de tous les partis, nationaux et étrangers, s'y intéressa aussi. Le ministre prussien de l'Intérieur, le comte von Eulenburg, qui prit la parole après moi, fit comme son collègue le comte von Stolberg-Wernigerode, il fut bref. Il se contenta de faire quelques citations tirées de l'un de mes écrits, censées prouver que le parti était partisan d'une révolution violente. Par ailleurs, il nia qu'il y ait eu des relations entre la social-démocratie et des représentants du gouvernement, ou alors seulement à une époque où le parti était différent. Il n'avait aucune

connaissance d'accords ou de contacts comme j'en avais décrits ; il était donc obligé, jusqu'à ce qu'on présente des faits auxquels il puisse répondre en détail, de contester de la manière la plus catégorique de telles tentatives de contact. Autre musique avec le professeur Bamberger, un député national-libéral : dans un bref discours, il tenta d'exposer la dangerosité de la doctrine socialiste mais constata aussi, avec une certaine gêne, que dans les cercles autorisés on n'avait pas toujours fait mauvais visage à la social-démocratie, ce dont témoignaient déjà les relations entre Bismarck et Lassalle. Ce que j'en avais dit, ajoutait-il, était déjà en partie connu, mais en partie nouveau. Mais dans *Le Socialiste d'État* (*Staatssozialist*) aussi, journal qu'avaient fondé Stoecker, le pasteur Todt et Cie, on défendait des idées identiques aux nôtres, mais ici avec des effets bien plus dangereux. Il proposait de mettre en place une commission de 21 membres. La loi nécessitait un examen détaillé et attentif, car mon discours l'avait convaincu qu'il ne fallait négliger aucune tentative pour protéger la société des dangers que je leur avais présentés. Bamberger, qui avait vécu pratiquement vingt ans réfugié politique à Paris, faisait comme s'il venait d'apprendre par mon discours ce qu'était le socialisme.

Le lendemain, Bismarck parut pour polémiquer contre moi. Il s'excusa de son état de santé qui l'avait contraint jusqu'ici à ne pas participer aux débats. Mais il serait présent désormais pour s'opposer à la naissance d'une légende dont je m'étais fait la voix, pour qu'elle ne rentre pas dans l'histoire. J'ai déjà présenté dans le premier tome l'essentiel des explications de Bismarck contre moi. Je vous y renvoie. Il concluait son discours en affirmant que c'est mon discours sur la Commune (mai 1871) qui lui avait fait pour la première fois comprendre la véritable nature de la social-démocratie et qu'il était devenu depuis lors notre ennemi juré. Comme la Chambre le savait, il avait aussi tenté à plusieurs reprises de nous remettre à notre place par des mesures législatives, nous, les ennemis de l'État et de la société, mais il ne l'avait pas emporté à la Chambre. La presse social-démocrate avait menacé et crié *discite moniti* ! – Soyez avertis ! Avertis de quoi ? Mais de rien d'autre que du couteau des nihilistes et de la carabine de Nobiling. « Oui, Messieurs, si nous devons vivre ainsi sous la tyrannie d'une association de bandits, alors toute existence perd sa valeur. » (Applaudissements à droite). Maintenant, il s'agissait de protéger l'empereur. « Il est fort possible, en pareille circonstance, que parmi nous quelques-uns tombent sous les coups des assassins ; mais que ceux à qui cela arriverait soient convaincus qu'ils sont tombés au champ d'honneur, au service, au service suprême de sa patrie. »

À ces mots, la droite applaudit à tout rompre, nous protestâmes et je demandai la parole pour un point d'ordre, pour exiger un rappel à l'ordre du chancelier pour outrages contre nous. Mais le président de séance venait

justement de donner la parole au vieux boutefeu des conservateurs, M. von Kleist-Retzow. Celui-ci tonna contre nous de tout son fanatisme de junker prussien protestant orthodoxe, luttant pour les privilèges de sa classe. Toute notre activité dans la presse et dans les réunions, disait-il, relevait de la préparation de haute trahison. Nos chants étaient des chants de bataille, et toute notre activité était une préparation à la guerre. Nous volions au peuple la religion, ce qui avait pour conséquence que le peuple réclamait dès ici-bas, non seulement des droits égaux, mais des jouissances égales. Il termina sa philippique en se plaignant du mécontentement croissant, de l'ingratitude et de la dépravation des masses qui mettaient en péril le christianisme.

Vint alors mon tour de prendre la parole pour un point d'ordre et je demandai un rappel à l'ordre aussi bien contre le chancelier que contre von Kleist-Retzow, qui nous avait accusés de préparation de haute trahison. Le président nia que les propos de l'orateur précédent aient le sens que je leur prêtais. Il était contraint de rejeter toute tentative d'intervenir sur sa conduite des débats.

Puis la parole fut à Bracke, qui parla très calmement, contrairement au ton passionné que le débat avait pris. Aux citations que le ministre de l'Intérieur et M. von Kleist-Retzow avaient tirées d'écrits de nous, il répondit par des citations d'œuvres d'écrivains bourgeois qui remontaient en partie à l'époque du Kulturkampf, et qui dépassaient en virulence tout ce qu'on pouvait alléguer contre nous. Aux théories libérales de Bamberg, il répondit par la conception socialiste de l'État et de la société. Il déclara aussi qu'avec cette législation d'exception nos adversaires ne viendraient pas à bout de nous.

Après Bracke, l'industriel alsacien Dollfus chercha à prouver qu'à Mulhouse, avec leurs prétendues institutions de bienfaisance, ils possédaient une panacée contre la social-démocratie. Mais, avant même l'expiration de la loi contre les socialistes, Mulhouse était représenté au Reichstag par un social-démocrate. Après l'Alsacien vint un orateur polonais, qui avait fait la dure expérience de la législation prussienne d'exception contre les Polonais. Il se prononça catégoriquement contre le projet. Cela incita l'orateur suivant, M. von Kardorff, à approuver d'autant plus ardemment ce projet. Après un assez long discours d'Eugen Richter, où il s'expliquait en particulier avec le chancelier, la majorité décida la fin du débat général, ce qui permit de me priver de la parole pour répondre au discours du chancelier. Je pus seulement, dans une motion d'ordre, récuser un certain nombre d'erreurs et de fausses affirmations dirigées contre moi.

Conformément à la proposition de Bamberger, la Chambre décida de transmettre le projet à une commission de 21 membres. La décence et surtout le devoir auraient imposé à la Chambre d'admettre aussi dans cette

commission un membre du parti incriminé, sur lequel il fallait trancher, afin que celui-ci parle et réponde et puisse présenter les rectifications qui seraient sans doute nécessaires. Une partie de la Chambre y était même favorable. On demanda à notre groupe qui il voulait envoyer dans la commission et je fus proposé. Mais aussitôt on employa l'intrigue contre moi et je me fis blackbouler à l'élection.

Dans la commission s'engagèrent de vives discussions. L'aile gauche des nationaux-libéraux conduite par Lasker tenta encore une fois de résoudre la quadrature du cercle. Bien qu'il s'agît d'une loi d'exception, ils cherchaient pourtant à restreindre le plus possible l'arbitraire de la police. Ils voulaient ainsi éviter que la loi frappe les revendications dites légitimes de la social-démocratie, qu'on appela plus tard le « noyau légitime » de nos aspirations. Il ne fallait pas non plus qu'elle puisse frapper dans des milieux bourgeois des aspirations analogues aux aspirations socialistes de réformes. En revanche, l'aile droite de la commission était d'avis qu'il fallait faire le travail jusqu'au bout ; il fallait enlever à la social-démocratie toute possibilité de poursuivre ses aspirations dangereuses sous des formes anodines, et pour cela il fallait faire confiance aux autorités administratives et ne pas les paralyser par des dispositions de loi confuses et ambiguës. Avec l'aide des adversaires du projet, qui votèrent pour toutes les propositions d'adoucissement, Lasker et consorts remportèrent la victoire. L'expérience enseigna du reste que les demi-mesures décidées n'étaient que des vétilles qui ne gêneraient en aucune façon les autorités administratives ; elles interprétèrent tout simplement la loi selon leur bon plaisir.

Les principales modifications acceptées en commission et, par suite, en séance plénière étaient les suivantes : le projet de loi disait qu'on interdirait ou bien sanctionnerait les associations et sociétés de toutes sortes ainsi que les caisses coopératives, les assemblées, les imprimeries et les collectes dès qu'il s'avérerait qu'elles servaient des aspirations visant à saper l'ordre existant de l'État et de la société. Après les décisions de la commission, ou plutôt de la séance plénière, le texte disait que l'on passerait à l'interdiction ou à la sanction dès que se manifesteraient des aspirations socialistes, social-démocrates ou communistes visant à renverser l'ordre existant de l'État et de la société d'une manière qui mettait en danger la paix publique, tout particulièrement la concorde entre les classes sociales.

Querelle de mots. L'anguille se moque de savoir si elle sera rôtie ou braisée.

D'autre part, le projet prévoyait une commission de sept membres, que le Conseil fédéral choisirait en son sein, à laquelle on adresserait en dernière instance les recours contre des mesures de répression prises par les autorités subalternes. Commission et Reichstag décidèrent de mettre en place une commission de neuf membres, dont quatre étaient choisis en son

sein par le Conseil fédéral. On prendrait les cinq autres parmi les membres des tribunaux supérieurs du Reich ou des divers États fédérés. Le Reichstag croyait ainsi mieux se prémunir contre des interprétations un peu trop hardies de la loi. La pratique démontra que là aussi il se trompait. Les jugements de cette commission de recours furent si réactionnaires qu'en 1880, à Leipzig, nous avons décidé à la direction du parti de ne plus lui adresser de recours – parce qu'inutile.

Dans le § 20 du projet, plus tard § 28 de la loi, à propos de ce que l'on nommait le petit état de siège, il était stipulé que, dans les districts où la sécurité publique était menacée par les aspirations socialistes, il était possible de soumettre toutes les réunions à l'autorisation de la police. Commission et Reichstag décidèrent qu'il fallait introduire une exception à cette disposition, pour les élections au Reichstag ou à une représentation régionale. Mais le Sénat de Hambourg contourna cette prescription en interdisant même ces rassemblements, en vertu d'une disposition de sa propre loi locale. C'est ainsi que, pendant toute la durée de la loi d'exception, sauf pour l'élection au Reichstag de février 1890, lorsqu'il était déjà clair que la loi tomberait fin septembre, la social-démocratie ne put tenir là-bas la moindre réunion électorale. Cette mesure du Sénat de Hambourg n'a servi à rien ; car, sous le règne de cette loi, les trois circonscriptions électorales tombèrent aux mains de la social-démocratie et y restèrent.

Une autre modification et aussi une amélioration du § 20, ou plutôt 28, consistait en ce que, pour tout arrêté pris sur la base du paragraphe mentionné, on devait, immédiatement ou bien à la séance suivante, rendre compte au Reichstag des raisons qui avaient conduit à sa promulgation. Cette résolution ne permit certes nulle part d'empêcher la proclamation du petit état de siège, mais il nous donna la possibilité de critiquer, année après année, l'application de cette loi lors des débats sur ces mesures. Les débats sur la loi contre les socialistes devinrent ainsi la règle.

La deuxième délibération sur le projet de loi commença le 9 octobre en séance plénière. Le Centre, par la bouche de son président, déclara qu'il voterait contre le projet de loi. Bien qu'adversaire résolu de la social-démocratie, affirmait-il dans sa déclaration, il ne pouvait approuver une loi d'exception qui mettait en question la garantie des droits des citoyens, qui portait atteinte aux aspirations légitimes en même temps qu'aux aspirations condamnables, et qui remplaçait les décisions de justice par le pouvoir discrétionnaire de la police. Il fallait trouver une loi de droit générale qui, face aux dangers qui allaient croissant dans le Reich, aboutirait à un élargissement de la loi pénale aux débordements de la presse, des associations et des réunions. Il attendait aussi que des mesures positives soient désormais prises pour remédier aux mauvaises conditions qui existaient incontestablement et étaient largement répandues dans la vie économique

et sociale, en particulier dans celle de l'état ouvrier, « *afin que justice, crainte de Dieu et paix, en particulier paix dans le domaine des relations entre l'Église et l'État, finissent par régner pleinement dans ce pays.* »

Dans le fond, le Centre voulait encore plus que ce que la loi contre les socialistes lui offrait ; il voulait l'aggravation générale des lois, la réaction générale.

Le premier orateur en faveur du projet fut le baron Marschall von Bieberstein, qui fut plus tard secrétaire d'État aux Affaires étrangères et finit ambassadeur à Constantinople et à Londres. Marschall, personnage grand et imposant, était à cette époque procureur à Mannheim où, en qualité d'accusateur public, il intervint à plusieurs reprises contre des camarades, entre autres contre Franz Josef Ehrhart. Cette inculpation donna lieu à un savoureux épisode. Ehrhart était accusé d'avoir rédigé une affiche dans laquelle on me recommandait, moi candidat choisi par les camarades de Mannheim, aux électeurs de la circonscription de Mannheim, en disant que j'étais un homme du peuple courageux qui avait été condamné à deux ans de forteresse pour avoir combattu pour la liberté du peuple et le droit des peuples. Il s'agissait de l'élection au Reichstag de janvier 1877. M. von Marschall, en sa qualité de procureur du Reich, vit dans cette affirmation une altération des faits discréditant sciemment une décision des autorités. Il inculpa Ehrhart en vertu du § 131 du Code pénal du Reich, et requit contre ce jeune pécheur une peine de prison exemplaire. Car, à l'en croire, ce n'est pas pour avoir combattu pour la liberté politique mais pour avoir préparé un crime de haute trahison que j'avais été condamné. Le président de la cour s'apprêtait déjà à clore le débat lorsqu'Ehrhart demanda la parole, en faisant remarquer qu'en tant qu'accusé il avait aussi quelque chose à dire. On la lui donna et il conclut son bref discours de défense, prononcé dans le plus pur dialecte du Palatinat, par ces mots : « *Messieurs les juges, ne croyez en rien celui-là qui siège là-haut (le procureur), d'un pou il fait un éléphant.* » Vite, Marschall saisit un journal qu'il tint devant son visage pour cacher son fou rire. Mais la cour crut le procureur et envoya Ehrhart en prison pour trois mois. Sa conduite ultérieure prouva que cette punition n'avait eu sur lui aucun effet éducatif.

Contrairement à son provocateur de camarade de parti (M. von Kleist-Retzow), M. von Marschall était un modéré. Il se prononça pour une loi temporaire, qui atteindrait parfaitement le but recherché. Puis ce fut le tour de Sonnemann, qui se déclara contre la loi. Bismarck, qui depuis l'époque de la guerre de 1866 éprouvait toujours de l'animosité contre Sonnemann, lui répondit.

Je ne sais pas qui, d'Eugen Richter ou de Sonnemann, Bismarck haïssait personnellement le plus. Je pense que c'est ce dernier, car Eugen Richter, malgré toute son opposition, était un bon Prussien, alors qu'en Sonnemann

il haïssait l'antiprussien de l'Allemagne du Sud, le « républicain » dont il disait que son organe de presse, le *Journal de Francfort*, sympathisait davantage avec la République française qu'avec le Reich allemand. Aussi, quand à l'élection au Reichstag de 1884 Sonnemann arriva en ballottage avec notre candidat Sabor, Bismarck, à qui les nationaux-libéraux de Francfort demandaient pour qui ils devaient voter, fit répondre : « Le prince souhaite Sabor. » Et Sabor fut élu.

Quand il était d'humeur combative – et en ces jours-là il l'était – Bismarck avait coutume de peu s'en tenir au sujet de la délibération. Pour dire ce qu'il avait sur le cœur, il se mettait à sauter d'un sujet à un autre et fondait sur l'adversaire qui se mettait en travers de sa route. Souvent au désespoir du président de séance, qui n'osait pas l'interrompre, mais ne pouvait pas non plus empêcher que ceux qu'il avait attaqués se défendent et qu'ainsi naisse un débat qui dépassait de loin le cadre du sujet en délibération. C'est ce qui se passa cette fois encore.

Après qu'il se fut expliqué avec Sonnemann, il nous tomba dessus. Autrefois, dit-il, c'était la France qui avait été le ban d'essai du socialisme ; après la défaite de la Commune, c'était l'Allemagne qui l'était devenue. Ensuite il se plaignit : Les Allemands étaient des critiques nés, dont le plus grand plaisir était de discréditer les autorités et les institutions. Cela concernait en particulier le Parti du progrès qui, dans les grandes villes, nous avait préparé le terrain ; il était « le terreau de la social-démocratie ». Ensuite il fondit à nouveau sur nous, il condamna notre style d'agitation et la manière dont nous attirions les masses dans nos filets. Puis il se plaignit à nouveau de la clémence de notre législation, de la complaisance des juges, du laxisme, de la séduction des masses par les plaisirs dans les grandes villes. Son discours était une jérémiade sortie de l'âme des junkers et de leurs amis. Mais il ne contenait pas trace de la compréhension qu'un homme d'État a de la nature et des mécanismes du monde bourgeois, dans lesquels pourtant se trouvent les racines de tout ce dont il se plaignait, et qui faisaient de la social-démocratie une manifestation nécessaire de la vie publique, avec laquelle il lui fallait compter.

Puis il se plaignit des scissions dans les partis bourgeois, du manque de confiance et de compréhension de leur part. Son discours s'achevait par une exhortation à se fondre en une phalange dont toutes les parties se feraient réciproquement confiance, si bien que le Reich tiendrait tête à tous les assauts, et serait capable de leur opposer une résistance efficace. Cet appel allait d'ailleurs contre tout ce que Bismarck s'était lui-même permis en jouant les partis les uns contre les autres, et qu'il se permettait encore dans ce discours pour atteindre ses propres buts, mais c'était quand même pour la Chambre un trop gros morceau à avaler. Il termina son discours sans l'ombre d'un applaudissement.

Le jour suivant, Hasselmann eut l'occasion de répondre aux attaques et aux provocations de Bismarck. Il y consacra une grande partie de son discours avec une habileté indéniable. Mais à la fin il tomba lui-même dans une provocation. À l'attaque de Bismarck contre moi dans son avant-dernier discours, Hasselmann répondit : « *Nous n'aiguisons pas de poignards contre le prince Bismarck, nous méprisons le poignard qui frappe par-derrière ; quand nous combattons, nous combattons poitrine contre poitrine ; mais lorsque contre nous on fond des boulets ou aiguise des baïonnettes, alors nous aussi nous disons : Si nous devons vivre ainsi, sous la tyrannie d'une association de bandits…* » Alors, gros tumulte dans l'assemblée. Le président rappela à l'ordre Hasselmann pour prétendue provocation à une insurrection. Hasselmann continua : « *Ce n'est pas moi qui provoque ; j'ai dit et répété que je préfère le chemin de la paix (rires), oui je le préfère ; mais je suis prêt aussi, à donner ma vie. Que le prince Bismarck veuille bien penser au 18 mars.* »

Löwe-Calbe, l'orateur qui succéda à Hasselmann, répondit : « *Je remercie monsieur l'orateur d'avoir dans sa défense abandonné le système Bebel et de s'être expliqué ouvertement.* » M. von Bennigsen, qui prit alors également la parole chercha, par de longs développements, à brouiller le point de vue sensé qu'il avait adopté lors du premier projet de loi d'exception, suite à l'attentat de Hödel. Il disait maintenant : « *Pardonnez-moi, mon père.* »

Au cours de la deuxième lecture, les débats devinrent de plus en plus houleux. Tous les partis bourgeois envoyèrent leurs meilleurs éléments défendre leur point de vue. De notre côté Bracke, Fritzsche, Hasselmann, Liebknecht, Reinders et moi prîmes la parole, et la plupart plusieurs fois. Bracke suscita un vif incident au moment de la délibération du § 4 du projet, futur § 8 de la loi, qui traitait de la dissolution des associations et contenait la clause selon laquelle la plainte contre l'interdiction d'une association n'avait pas d'effet suspensif. Dans sa courte intervention contre cette clause, Bracke s'exprima de manière particulièrement virulente. Puis soudain, sortant du plan de son discours, il s'écria en direction de la salle : « *Messieurs, je vais vous le dire, nous nous fichons de toute cette loi !* »

Nous avons applaudi à tout rompre, la plus grande partie de la Chambre hurla d'indignation et le président rappela Bracke à l'ordre ; mais dehors, dans le pays, le parti jubilait d'entendre définir aussi nettement notre position sur la loi.

Le 18 octobre commença la troisième lecture du projet de loi. Le député von Schorlemer-Alst, au nom du Centre, se déclara encore une fois catégoriquement contre ce projet. Quiconque a, comme nous, subi de telles lois d'exception ne peut, ni maintenant ni jamais, voter une loi

d'exception. C'était joliment dit. Mais plus tard, dans les délibérations sur la prolongation de la loi, les choses se passèrent différemment ; au Centre aussi il se trouva de plus en plus de voix pour elle, ou bien on n'assista pas aux séances décisives afin d'assurer une majorité pour la prolongation.

De notre côté, Liebknecht prit encore une fois la parole pour combattre la loi de la manière la plus énergique, sachant bien que, comme il le fit remarquer dès le début de son discours, pour ce qui est de la décision, les dés étaient déjà jetés. En prenant la parole, il ne faisait que son devoir. Il conclut par ces mots : « *Le jour viendra où le peuple allemand demandera des comptes pour cet attentat à son bien-être, à sa liberté et à son honneur.* » Le 19 octobre eurent lieu deux séances ; les adhérents firent pression pour que nous allions à la Chambre. La première séance ouvrit à 10 h 30, la seconde à 2 h 15. Cette dernière servit exclusivement au scrutin nominal. Un silence total régna pendant cette séance. Puis le président annonça les résultats. 370 députés – sur les 397 que comptait la Chambre – avaient participé à la session, 221 votèrent oui et 149 non. La majorité était donc de 72 voix à peine. Puis Bismarck se leva et lut le message impérial par lequel on clôturait la session. Mais il ne s'en tint pas là ; il adressa encore une allocution à la Chambre. Il exprima sa satisfaction, assura-t-il, que, en dépit des grandes diversités d'opinion qui s'étaient manifestées au début de la délibération, on ait trouvé une solution satisfaisante pour toutes les parties qui avaient voté pour. S'il s'avérait qu'au cours de son application cette loi n'atteignait pas son but, les gouvernements fédérés se tourneraient à nouveau avec confiance vers le Reichstag pour obtenir soit un durcissement de la loi soit une réforme de la législation générale, ce qu'il estimait être la meilleure voie. Et puis, disait-il, les gouvernements fédérés nourrissaient l'espoir que, après avoir justifié la confiance du Reichstag en appliquant loyalement la loi, ils pourraient s'assurer l'aide et l'assistance du Reichstag en proportion de leurs besoins.

Assurer que l'on appliquerait loyalement la loi, cela prêtait à rire. Une loi qui ouvrait toutes grandes les portes au pouvoir discrétionnaire des autorités, c'était carte blanche à l'arbitraire. On devait s'en rendre compte suffisamment vite. Et Bismarck était le premier à défendre et justifier toute mesure arbitraire, dès lors qu'elle était dirigée contre nous.

Après avoir déclaré clôturées les séances du Reichstag, le président porta le hourra habituel en l'honneur de l'empereur. Nous étions dans l'intervalle sortis de la salle et nous quittions la Chambre, battus certes mais avec bon moral, espérant que le jour viendrait, même si cela ne serait qu'après des temps difficiles, où nous y reviendrions en vainqueurs. Je dois avouer que je fus pris d'une rage rentrée lors de mon retour à

la maison. Je me jurai en cette heure de tout mettre en œuvre, dans la mesure de mes moyens, pour contrecarrer l'effet de la loi et, honnêtement, j'ai tenu la promesse que je m'étais faite.

Nos ennemis étaient pressés. Le jour suivant on promulguait déjà la loi. Elle entra en vigueur le 21 octobre.

Les premiers effets de la loi

Dès que le Reichstag, le 17 septembre, eut terminé la première lecture et que le projet alla en délibération de commission, le groupe parlementaire se rendit à Hambourg pour y discuter avec le comité directeur des mesures à prendre après l'entrée en vigueur de la loi. Au comité, on n'avait vraiment pas le moral. Depuis qu'Auer avait déménagé de Hambourg à Berlin pour entrer à la rédaction de la *Presse libre de Berlin* (*[Berliner] Freie Presse*), August Geib était la seule personne de poids parmi les cinq membres du comité. Aussi se sentait-il isolé et sans véritable appui dans le combat auquel il fallait désormais s'attendre. Geib n'avait pas non plus un véritable tempérament de lutteur, bien qu'il fût un homme d'une haute intelligence, d'une droiture irréprochable et d'une grande compétence, qui réglait les affaires avec calme et sang-froid. Mais il n'était pas dans sa nature de montrer les dents à l'ennemi et d'employer tous les moyens susceptibles de lui infliger une défaite. À cela s'ajoutaient encore deux faits, que nous ignorions à l'époque mais qui expliquaient son attitude. Geib souffrait d'une maladie de cœur, comme sa mort prochaine allait nous le révéler et comme je m'en aperçus par hasard à l'occasion d'une perquisition chez lui, dont je fus le témoin involontaire. Mais il s'avéra aussi après sa mort, à notre surprise à tous, que sa situation matérielle n'était pas celle qu'on croyait. Il semblait avoir une certaine aisance et posséder un commerce (une bibliothèque de prêt) qui nourrissait bien son homme. Le foyer confortable qu'il avait su se créer avec l'aide de sa femme et l'hospitalité qu'il pratiquait confortaient cette impression. Mais c'était une erreur. S'il avait encore vécu l'époque de l'application du petit état de siège sur Hambourg-Altona et s'il avait donc été le premier à être expulsé, il se serait effondré financièrement et on peut s'imaginer ce que cela aurait signifié pour cet homme extraordinairement sensible. Geib n'aurait pas non plus pu accomplir la charge de travail qui lui serait retombée dessus du fait de la loi, même si ce n'était plus comme membre officiel du comité directeur. De même, il était inenvisageable de lui verser un traitement.

Tout cela, Geib a dû se le dire et, surprise désagréable pour nous, il déclara donc qu'en tout état de cause il démissionnait de son poste et qu'il pensait qu'il fallait dissoudre le parti avant que la loi entre en vigueur, afin que ce ne soit pas la police qui le dissolve. Mais, avec la démission de Geib, on ne pouvait envisager Hambourg comme futur centre.

Il y eut entre Geib et nous une vive discussion. Les propositions les plus diverses furent avancées pour alléger le plus possible son activité. Mais il maintint sa résolution. Puis j'expliquai qu'il était impossible que le parti n'ait plus de lieu central, où les camarades en détresse pourraient demander conseil et aide. Si Hambourg refusait, je proposerais Leipzig et je me dis prêt à remplacer Geib comme caissier des fonds de secours pour les victimes à venir, activité qui me semblait désormais la plus importante. C'est ce qui fut décidé. Alors Geib me remit les derniers 1000 marks qu'il avait encore en caisse. Ce fut le capital de base pour ma future activité de ministre de Finances sous la loi d'exception.

Nous dûmes céder aux instances de Geib pour déclarer tout de suite le parti dissous, étant donné qu'il ne voulait plus exercer sa fonction ; car il aurait été ridicule de mettre en place un comité provisoire pour un sursis de quelques semaines, jusqu'à ce que la police le dissolve. Aussi fut-il décidé d'adresser une proclamation au parti et de le déclarer dissous. Mais la manière dont cela se fit suscita du mécontentement. Au lieu que le comité directeur – ou plutôt le comité électoral central, comme on appelait le comité directeur depuis que Tessendorf avait obtenu pour la Prusse l'interdiction de s'organiser en parti – adresse lui-même une proclamation au parti, déclare l'organisation dissoute, lui donne des conseils pour poursuivre l'action et l'encourage, il parut dans le journal *En Avant* un communiqué du secrétaire Derossi, d'une sécheresse de ton et d'une faiblesse de contenu insurpassables. C'est seulement après que nous avons objecté que le communiqué du secrétaire n'était pas satisfaisant et que le comité directeur, sous la signature de chacun de ses membres, se chargeait de déclarer dissoute l'organisation du parti, c'est seulement à ce moment-là qu'un nouveau communiqué daté du 19 octobre parut dans le journal *En Avant* du 21 octobre. Mais cette proclamation n'améliora pas le moral. Le comité déclarait qu'il avait informé l'autorité policière de sa dissolution, qu'il n'y avait donc plus désormais d'organisation centrale du parti, et par suite plus aucune organisation régulière. Tout cela était fini. De même les envois d'argent n'avaient plus lieu d'être. On ne devait plus en adresser à Geib. On alla encore plus loin et on demanda que, au cas où subsisterait encore quelque part un collectif de membres du parti, il soit immédiatement dissous. L'appel se terminait ainsi : Unis dans la tactique, même en ces temps difficiles, voilà la garantie d'un avenir meilleur.

À la rencontre de Hambourg, nous étions tous d'avis d'attendre les coups qui seraient portés contre le parti après la proclamation de la loi et de prendre des mesures en conséquence. Sous aucun prétexte nous n'avions le droit de battre en retraite volontairement. On pouvait prévoir que les journaux du parti et des syndicats seraient les premiers à succomber à la répression. Il y avait à cette époque 23 journaux politiques, dont 8 paraissaient

six fois par semaine, 8 trois fois, 4 deux fois et 3 une fois. Il existait en plus *Le Nouveau monde (Die Neue Welt)*, un journal récréatif. La majorité de ces journaux étaient fabriqués dans 16 imprimeries coopératives.

Avec la suppression de ces organes de presse, on s'attendait à ce qu'une foule de personnes – rédacteurs, expéditeurs, colporteurs, administrateurs, typographes, aides en tout genre – se retrouvent aussitôt privées de leur gagne-pain. Afin de venir autant que possible en aide à toutes ces personnes privées de gagne-pain, on devait, à la place des journaux supprimés, essayer d'en créer de nouveaux, qui essaieraient de s'adapter à la loi. Lasker et le rapporteur de la commission avaient bien déclaré au moment de la délibération de la loi qu'on ne supprimerait pas les journaux qui changeaient d'attitude. Mais ces promesses ne furent pas respectées. À côté de la création de nouveaux journaux, on devait se lancer dans la confection d'une littérature de formation générale. La création de journaux était souhaitable aussi parce qu'elle offrait le moyen le plus commode et le moins compliqué de maintenir le contact entre les camarades. Si on ne parvenait pas d'une manière ou d'une autre à fournir une aide, alors une grande partie des dirigeants se verraient obligés d'émigrer à l'étranger, ce qui serait une grande perte pour le parti. Étiquetés comme socialistes, ils ne trouveraient aucun emploi, étant donné l'état d'esprit qui régnait dans les milieux patronaux, qui de plus disposaient d'une main-d'œuvre abondante en raison de la crise.

Nous n'avons pas pensé au début qu'il faudrait aussi tabler très vite sur un grand nombre – trop grand pour les moyens financiers du parti — d'expulsés et de leurs familles tombées de ce fait dans le besoin. Nous fondant sur les déclarations qui avaient été faites, de source bien informée, pendant les délibérations sur le petit état de siège, nous pensions d'abord qu'il était peu probable qu'il soit appliqué. Nous nous trompions. Dès avant la fin du mois de novembre, le petit état de siège était décrété sur Berlin. Puis en 1880 il le fut sur Hambourg-Altona et sa région, ensuite sur Harbourg, fin juin 1881 sur la ville de Leipzig et son district administratif, etc. En tout cas, l'application « loyale » de la loi s'avérait un mensonge, pour la déclaration du petit état de siège comme pour n'importe quelle mesure prise sous la loi contre les socialistes.

Dès que la loi fut promulguée et entra en vigueur, les coups tombèrent dru comme grêle. En l'espace de quelques jours, l'ensemble de la presse du parti fut supprimée, à l'exception du *Quotidien d'Offenbach (Offenbacher Tagesblatt*) et du *Quotidien de Franconie (Fränkische Tagespost)* de Nuremberg. La presse syndicale connut le même sort, à l'exception du journal de l'association des typographes, *Le Correspondant*. À part les associations de Hirsch-Duncker, la fédération des typographes fut la seule organisation syndicale épargnée par la dissolution. Toutes les autres furent victimes de

la loi. De même tombèrent sous le coup de la dissolution les nombreuses associations ouvrières social-démocrates locales ainsi que les associations d'éducation, de musique et de gymnastique qui avaient à leur tête un social-démocrate et qui, de ce fait, étaient déclarées associations social-démocrates au sein desquelles, selon la formule de la loi, *« s'étaient manifestées des aspirations social-démocrates visant à renverser l'ordre étatique et social existant d'une manière menaçant la paix publique, et en particulier l'harmonie entre les classes de la population »*.

Quiconque lit aujourd'hui cette formule aura du mal à ne pas hocher la tête et sans doute aussi à ne pas sourire. Mais à cette époque-là cette formule était chose extrêmement sérieuse. D'un trait de plume, la police anéantissait ce qui durant des années avait été construit à grand-peine et au prix de sacrifices de toute sorte.

L'interdiction de la littérature non périodique élargit le champ de ruines des publications détruites. La série des interdictions fut inaugurée par la préfecture de police de Berlin. En tête de la première liste à la Leporello[2] de 84 interdictions se trouvait, comme par dérision, la revue *Que la lumière soit* de Leopold Jacoby. Tombèrent aussi victimes de cette passion aveugle d'interdire bon nombre d'écrits qui n'avaient absolument rien à voir avec le socialisme. Ainsi par exemple *Le soulèvement de Saxe et la prison de Waldheim* d'August Röckel et *Toutes sortes de textes rimés et no*n de William Spindler. Même le livre *La quintessence du socialisme* du professeur Schäffle, ancien ministre autrichien, fut interdit, toutefois l'interdiction fut annulée suite à un recours en justice.

Les tentatives de créer, à la place des journaux supprimés, de nouveaux journaux qui devaient être, vu les circonstances, rédigés de manière extrêmement prudente échouèrent presque partout les premières années. Ainsi à Berlin, après la suppression de *la Presse libre,* on essaya, sous le titre de *Quotidien berlinois (Berliner Tagespost)*, de créer un journal sans couleur politique, qui fut considéré comme le successeur de *la Presse libre de Berlin* et immédiatement interdit. Ses éditeurs furent pour cette raison condamnés à une forte amende. En même temps que *En Avant* de Leipzig, une série de journaux de cette province qui paraissaient tombèrent victimes de la loi : *le Journal populaire du duché d'Altenburg*, *le Journal populaire pour les quatorze circonscriptions saxonne*s, *l'Ami du peuple de la vallée de Mulden*, *le Journal populaire de Groitzsch-Pegau,* et *la Presse libre du pays de Vogt*. De même tombèrent *le Journal de l'Allemagne du Centre*, *la Presse libre* et *le Nouveau journal de Leipzi*g. En 1879 suivirent *l'Observateur* de Leipzig, *l'Hebdomadaire allemand* et *le Promeneur* ; et en 1881 *le Citoyen du Reich* fut le dernier journal à être supprimé, après qu'un petit

2 Allusion à la longue liste des conquêtes de Don Juan que son serviteur, Leporello, énumère dans l'opéra de Mozart.

journal satirique, *Le lampion,* l'eut encore précédé sur le chemin de la loi contre les socialistes. Désormais, à Leipzig, nous avons pendant des années cessé toute tentative de créer un journal. Nous fîmes l'expérience que les journaux étaient systématiquement interdits dès que le niveau des abonnements parvenait à couvrir leurs frais. Rendus méfiants par cela et par diverses autres observations, nous découvrîmes que nous avions installé dans l'entreprise un espion de la police en la personne de notre expéditionnaire, auquel naturellement nous avons immédiatement montré la porte, en lui bottant moralement le derrière comme il se doit. Puis nous tentâmes encore de sortir un journal, en commun avec un éditeur bourgeois, sous la raison sociale de celui-ci. Mais cela mena rapidement à des désaccords, nous avons donc abandonné l'essai. Et comme presque partout on prenait contre nous les mêmes mesures qu'à Berlin et Leipzig, en peu de mois nous dûmes pourvoir à la subsistance de centaines de gens et de leurs familles. De tous côtés nous parvenaient à Leipzig des appels à l'aide que, même en mobilisant toutes nos forces, nous ne pouvions satisfaire qu'en infime partie.

Certains camarades, qui à cette époque-là n'avaient rien à voir avec ces événements ou même se trouvaient en sécurité à l'étranger, ont cru plus tard devoir critiquer sévèrement « l'inaction » des dirigeants. Ces bonnes gens, mais mauvais censeurs, n'avaient aucune idée de la situation réelle, que nous n'avions pas le droit de claironner en public. À la décharge de l'un ou l'autre de ces critiques, on peut alléguer qu'il juge sur la base du procès-verbal du congrès de Wyden. Mais ce procès-verbal est trompeur. Il était maquillé, et devait l'être, exactement comme plus tard le procès-verbal du congrès de Copenhague, si nous ne voulions pas nous dénoncer et nous accuser nous-mêmes. Ainsi, dans ces procès-verbaux, on rendait certes publiques les attaques contre la direction du parti, mais ce que cette dernière avait à dire pour se justifier, et surtout ce qu'elle avait d'important à raconter, c'était le plus possible passé sous silence, ou n'était reproduit que de manière édulcorée. Cela servait même à induire les autorités en erreur.

Dans le premier tome de *Mes souvenirs,* j'écrivais que les années 1867 à 1871 avaient été les plus chargées de travail de toute ma vie ; je peux dire des trois années entre l'automne 1878 et l'automne 1881 que ce furent les plus désagréables de toute ma vie, parce que les plus pleines de soucis. Et du travail, il y en avait aussi à foison. Étant donné qu'à cette époque ma situation professionnelle me mettait à l'abri des soucis matériels, à la différence d'Auer, Blos, Hasenclever, M. Kayser, Liebknecht, Motteler et beaucoup d'autres qui, plus ou moins temporairement, se retrouvaient avec rien, quoi de plus naturel que ce soit sur moi que retombe en premier lieu la charge du travail du parti, et en particulier le souci de trouver des fonds ? Une journée de travail de 16 heures était pour moi la règle.

Il s'agissait tout d'abord de faire de l'ordre dans la maison avant de s'engager dans des entreprises à l'extérieur. Ainsi, Liebknecht et moi, nous refusâmes pour l'instant une offre, faite juste après l'instauration de la loi d'exception, de mettre à notre disposition des fonds pour publier un journal à l'étranger. Je précise, pour éviter toute fausse conjecture, que ce n'était pas Karl Höchberg qui nous fit cette offre. Höchberg et Otto Freytag de Leipzig ainsi qu'un petit nombre de personnes aisées qui à cette époque étaient membres ou proches du parti fournissaient des fonds nous permettant de remédier aux besoins les plus urgents. Car les collectes faites par le parti ne démarrèrent que petit à petit et furent même essentiellement assurées par les expulsés allant de lieu en lieu. Et, surtout dans les premières années, le nombre de ceux qui avaient besoin d'aide était très grand et augmentait sans cesse.

Dans de telles circonstances, il s'agissait pour le parti de parer au plus pressé. Avant tout il lui fallait retrouver sous ses pieds un terrain solide, rassembler à nouveau les masses en déroute lors du premier assaut de la loi d'exception et leur faire redresser l'échine. Il est faux aussi de présenter les choses en laissant croire que c'étaient les dirigeants qui à cette époque avaient perdu la tête et que c'étaient les masses qui avaient dû sauver le parti. Masses et dirigeants sont interdépendants, les uns ne peuvent agir sans les autres. Bien sûr, il y eut parmi les dirigeants – en prenant ce mot dans son sens le plus large – plus de traînards et de poules mouillées que nous n'aurions aimé, cependant la détresse matérielle de la plupart d'entre eux excuse bien des choses. Mais dans les masses aussi, en particulier dans les localités petites et moyennes, régnaient très souvent abattement et passivité. Cela nécessita de multiples rencontres et réunions secrètes et une propagande énergique pour faire reprendre courage à ceux qui l'avaient perdu et les inciter à reprendre de l'activité. Et cela marcha. En dehors du cercle des intéressés, on ne pouvait et ne devait laisser voir et entendre quoi que ce soit de cette activité laborieuse, absolument nécessaire, sous peine de se dénoncer soi-même.

Pendant que nous faisions ainsi tous nos efforts pour sauver ce qu'il était possible de sauver des ruines que la loi contre les socialistes nous avait causées jusqu'ici, nous fûmes surpris le 29 novembre par la nouvelle que *le Journal officiel du Reich ([Deutscher] Reichs-Anzeiger)* avait publié la veille au soir une proclamation du ministère annonçant que le petit état de siège était décrété sur Berlin. Ce message funeste fut suivi le lendemain du communiqué annonçant que 67 de nos camarades les plus connus, parmi lesquels I. Auer, Heinrich Rackow, F.W. Fritzsche, tous, sauf un, pères de famille, avaient été expulsés. Certains devaient quitter la ville dans les 24 heures, la plupart des autres dans les 48 heures et un petit nombre d'autres bénéficiaient d'un délai de trois jours. La nouvelle de

la proclamation du petit état de siège sur Berlin suscita un énorme émoi, à Berlin et ailleurs. Personne ne pouvait s'expliquer les raisons d'une telle mesure arbitraire, même les journaux bourgeois les plus droitiers émirent des réserves.

Lorsqu'au cours de la délibération de la loi sur le § 28 (petit état de siège) le député Windthorst émit la réserve que cette mesure répressive extrême pouvait facilement être appliquée de manière abusive, le rapporteur de la commission, le député von Schwarze de Dresde, chercha à le rassurer par ce commentaire : « *Ne seront pris expressément en considération (pour l'utilisation du § 28) que les cas où des districts entiers ou des localités sont tellement travaillés par la propagande social-démocrate qu'elle trouble la conscience générale que les citoyens ont de la sécurité publique et de la paix publique ; qu'on peut s'attendre à ce que la sécurité publique soit mise en danger et troublée par quelque explosion violente ; en un mot, que sûreté publique et paix publique ne puissent être maintenues par les dispositions habituelles des lois locales contre des personnes isolées.* » Un autre député conservateur s'exprima de la même façon. Si les gouvernements avaient honnêtement considéré ces déclarations du rapporteur de la commission, le député von Schwarze, comme étant les conditions fondamentales pour appliquer le petit état de siège, on n'aurait pu l'appliquer ni à Berlin ni aux autres villes du district qui en furent frappées plus tard. Aucun homme sincère ne pouvait dire que, dans ces villes et ces districts, il existait les situations que le député von Schwarze tenait comme conditions nécessaires pour appliquer le paragraphe 28 de la loi d'exception. Toutes ces interprétations et ces affirmations faites au cours de la délibération de la loi afin de rassurer les esprits soupçonneux s'avéraient maintenant de vains prétextes ne valant pas tripette.

Pour nous, à Leipzig, l'expulsion de masse survenue à Berlin avait fortement dégradé la situation. Désormais, il s'agissait à nouveau de procurer du travail aux camarades privés de gagne-pain et de revenus et de leur procurer des moyens de subsistance, à eux ainsi qu'à leur famille, pendant le temps où ils étaient privés de revenus. Auer alla à Hambourg et trouva là-bas une place au *Journal du palais de justice (Gerichts-Zeitung)* nouvellement créé. Rackow, le gérant de l'imprimerie coopérative de Berlin, émigra à Londres. Un petit nombre de camarades expulsés traversèrent la Grande Mare en direction des États-Unis, la majorité, dont F.W. Fritzsche, arrivèrent à Leipzig ou à Hambourg. Pour trouver de nouvelles ressources, je rédigeai, en accord avec tous les autres membres du comité, la circulaire suivante que j'envoyai à toutes les personnes qui me semblaient indiquées.

« Leipzig, date du cachet de la poste

Cher Monsieur,

Suite aux événements, qui doivent vous être amplement connus, un grand nombre de personnes sont sans patrie et sans revenus, et donc avec leur famille dans le dénuement le plus total.

Soutenir autant que possible ces nécessiteux et les aider à rebâtir leur vie ailleurs devrait être un impératif du plus élémentaire devoir humain, c'est pourquoi, en accord avec nombre de mes amis, je me permets de vous adresser à vous aussi l'instante prière de bien vouloir fournir une contribution pour ceux qui sont dans le besoin et d'agir dans le même sens dans le cercle de vos amis. Je vous prie de bien vouloir envoyer vos dons à cette adresse : M. M. Kobitzsch, Dresde, 6-7, rue Notre-Dame ou à M^me^ J. Bebel 2, rue Hauptmann, Leipzig.

Soyez assuré que vos dons seront employés scrupuleusement et que toute cette affaire sera traitée avec la plus grande discrétion.

Salutations distinguées A. Bebel »

La rédaction prudente de cette circulaire montre à quel point nous étions dans le brouillard. Nous devions d'abord déterminer jusqu'où nous pourrions aller sur la base de la loi, car la collecte d'argent ne pouvait rester secrète. De fait, quelques mois plus tard, il y eut une perquisition chez moi, qui resta sans résultats, et une plainte en vertu de la loi contre les socialistes pour collecte d'argent interdite. Mais je fus acquitté. À ce moment-là, les tribunaux n'en étaient pas encore à sanctionner les collectes d'argent pour les expulsés ; mais plus tard, lorsque les autorités interdirent expressément ce genre de collectes en vertu de la loi contre les socialistes, la jurisprudence changea. Nous devions désormais effectuer ces collectes exclusivement pour les familles des expulsés.

Ma pressante invitation à organiser des collectes d'argent fut couronnée d'un succès que je n'avais pas espéré. Plus tard, lorsque l'application de la loi devint de plus en plus sévère et le nombre d'expulsés de plus en plus grand, quelques députés de la gauche du Reichstag organisèrent eux aussi des collectes. Même le député Lasker y participa, car il eut très vite des remords d'avoir approuvé cette loi.

Caser les expulsés dans un emploi devint très difficile pour nous, comme je l'ai déjà raconté. La crise économique était encore à son plus haut niveau. Dans presque toutes les branches il y avait pléthore de main-d'œuvre. Et si un expulsé avait eu la chance de trouver un emploi, la police apparaissait sur-le-champ et dénonçait le pauvre diable à son employeur qui, souvent contre son gré, licenciait le travailleur qu'il venait juste d'embaucher. Celui-ci était à nouveau obligé de faire son balluchon et de reprendre son bâton de voyageur. Cruel sort, pour des hommes d'un âge avancé.

Mais les expulsions continues et les tracasseries de la police contre les expulsés eurent un effet que nos sauveurs de l'État n'avaient pas prévu. Ulcérés au dernier degré par les persécutions, ils allaient de ville en ville, rendaient partout visite aux camarades, qui les accueillaient à bras ouverts, et transmettaient alors leur colère et leur animosité à leurs hôtes, qu'ils encourageaient à s'organiser et à agir. De ce fait il se créa quantité d'associations locales clandestines, qui auraient difficilement vu le jour sans la propagande des expulsés. Ce processus rappelle la persécution des chrétiens par les Césars romains et leurs satellites dans les premiers siècles de notre ère. Fuyant les persécutions dans les coins les plus reculés de l'Empire, ils prêchaient partout la nouvelle doctrine pour laquelle ils étaient persécutés, et c'est par là qu'ils sapaient le plus l'Empire, qui redoutait en eux des révolutionnaires. Il faut dire que les expulsés, en général des hommes instruits et énergiques, ont alors rendu au parti les plus grands services et ont rendu au double et au triple ce que le parti avait dû faire pour eux de sacrifices financiers. Peu à peu nos ennemis prirent conscience de cela. Les maires des petites villes et les administrations régionales déposaient sans cesse plainte auprès des hautes instances sur les calamités que ces expulsés causaient dans leurs districts. Si bien qu'à partir de 1886, à Berlin tout au moins, les expulsions ne furent qu'exceptionnelles. On disait franchement à ceux que l'on surprenait en infraction, une fois leur peine purgée : « Nous ne vous expulsons pas. Dehors, vous faites de la propagande, mais ici nous vous tenons à l'œil et nous couperons court à vos menées. »

Comment je voyais la situation fin 1878, après un peu plus de deux mois d'entrée en vigueur de la loi, la lettre suivante peut en témoigner. Elle est datée du 12 décembre et adressée à Vollmar, qui purgeait alors une longue peine pour délit de presse dans la prison régionale de Zwickau :

> « Si je vous fais attendre aussi longtemps quelques lignes de moi, je dois pour m'en excuser répéter la vieille rengaine : je suis accablé de travail. Les mesures disciplinaires, les expulsions, etc. m'ont apporté quantité de tâches auxquelles je n'avais pas songé lors de la création de la loi. Au lieu que le grand calme s'installe, en réalité j'ai bien plus à faire que toutes les années précédentes, et heureusement mon assez longue présence ici me met en situation de pouvoir faire beaucoup de choses, qu'il me serait sinon impossible de faire. Nous avons maintenant du travail par-dessus la tête pour fournir le nécessaire à tous ceux qui ont perdu patrie et ressources. Mais je suis satisfait du résultat. Malgré ces temps calamiteux – car les affaires vont en général très mal, et nous avons jusqu'ici l'hiver le pire de ces dernières années – les camarades se dévouent autant qu'ils le peuvent, et font honte à ces tristes sires et à cette pitoyable racaille

qui, surtout en ce moment, se manifeste sans la moindre vergogne dans la presse

Vous pouvez difficilement imaginer à quel point, depuis des mois sans discontinuer et même à présent qu'on nous a bâillonnés, la meute de la presse libérale déchaîne contre nous injures et dénonciations. C'est une bien mauvaise graine qui est semée là et elle ne donnera pas de bons fruits.

Nous sommes naturellement au courant de votre expulsion : bien entendu vous allez faire appel, mais bien entendu aussi sans succès. À présent on peut tout se permettre contre les sociaux-démocrates, il n'y a pour nous ni droit ni loi.

Le plus hilarant ce sont les décisions de la haute commission du Reich sur les plaintes contre les mesures répressives abusives ; elle dame le pion même à la police. D'ailleurs, après les derniers événements de Berlin, c'est évident.

Kayser était ici cette semaine, il avait encore le teint très jaune ; il veut aller à Breslau.

Si je peux vous être utile d'une manière quelconque, ne vous gênez pas pour m'écrire ; ce qu'il est possible de faire, il faut le faire. Au demeurant profitez de ce repos philosophique obligé. Si vous étiez en ce moment en « liberté », vous auriez vous aussi beaucoup d'ennuis et de désagréments, pour nous aujourd'hui l'Allemagne n'est qu'une prison.

Salutations de nous tous. A. Bebel »

J'ajoute ce commentaire : L'expulsion qui frappa Vollmar dès sa sortie de prison s'effectuait en vertu d'une vieille loi saxonne, selon laquelle toute personne condamnée à la prison peut être expulsée de son lieu de résidence. On fit à l'époque ample usage de cette disposition de loi contre les sociaux-démocrates condamnés. En particulier, à l'époque, les pourchassés étaient Max Kayser et Wilhelm Ufert, qui étaient traqués de lieu en lieu à travers la moitié du royaume de Saxe.

Mes remarques sur la commission du Reich – je me suis déjà exprimé plus haut sur son efficacité – peuvent être complétées par un extrait du journal de feu le ministre du Culte, Bosse, qui explique pourquoi cette commission des plaintes n'agissait pas autrement. Sa composition s'en chargeait. Bosse écrit, à la date du 20 octobre 1878 :

« D'abord Bismarck mit en discussion l'exécution de la loi contre les socialistes ! Adoption au Conseil fédéral puis immédiatement présentation au prince héritier pour publication dans les plus brefs délais … On lui désigna comme juges membres de la commission des plaintes les membres de la haute cour, von Graevenitz, Clauswitz, Hahn et Delius, car totalement fiables politiquement. Le

ministre de la Justice recommanda encore le conseiller à la haute cour von Holleben, et profita de l'occasion – selon moi avec bien peu de tact et d'habileté – pour vanter la fiabilité politique des juges prussiens en général. Le prince Bismarck pensait que, si les juristes prussiens étaient tous comme le procureur Tessendorf, on pourrait les utiliser dans l'instance de recours ; mais les procureurs prussiens ne se considéraient le plus souvent pas comme des fonctionnaires du gouvernement mais comme des juges souverains. Il qualifia le procureur général badois, Kiefer, d'exemple à ne pas suivre. Il ne fallait donc pas penser à un juge badois pour la commission. »

Une deuxième lettre à Vollmar, que j'ai écrite cinq mois plus tard en date du 27 mars 1879 à propos de notre situation, dit ceci :

« Votre lettre du 23 de ce mois est arrivée en ma possession… Je vous aurais écrit depuis déjà très longtemps si je n'étais pas constamment surchargé des tâches les plus contradictoires et souvent aussi les plus déplaisantes et si en conséquence je ne m'étais pas mis petit à petit dans un état de nervosité tel que ma santé n'est pas brillante du tout. Quand on est sollicité de tous côtés pour des conseils et de l'aide, que l'on en comprend pleinement la nécessité et qu'on est pourtant capable de faire si peu de chose, c'est une situation extrêmement déplaisante. Ce que je vous ai écrit je crois il y a des mois déjà – à savoir que c'est la crise qui matériellement nous ruine, beaucoup plus que la loi d'exception – est valable aujourd'hui encore et en tout point davantage encore qu'auparavant. Partout les entreprises ont chacune régulièrement perdu de leur solidité et, si cela continue, on peut calculer mathématiquement quand précisément elles cesseront d'être viables. Et je n'ai pas besoin de vous dire que, dans de telles conditions, surtout avec des fonds partout en baisse, on est obligé de penser bien plus à une réduction qu'à un accroissement de la main-d'œuvre.

Parmi nos éléments les plus âgés et les plus connus, Motteler et Kayser n'ont encore pas de travail du tout. Wiemer a entrepris la fabrication de porte-plume en jonc, Vahlteich, étant donné qu'on l'a récemment fait partir d'ici de force – il habitait ici sans être déclaré –, veut se mettre cordonnier à Chemnitz, le manchot Seifert veut essayer le colportage, Geiser, Hasenclever et Liebknecht seront encore tolérés ici à la rigueur, mais pour combien de temps, je n'ose le dire en l'état des choses, étant donné que *Le Nouveau monde* a perdu un nombre important d'abonnés et se trouve tout au bord du déficit, et que les autres entreprises ne se maintiennent que coucicouça. Comment dans cette situation est-il possible de trouver un emploi convenable pour vous, avec la meilleure volonté du monde, je

ne sais pas. Peut-être qu'on pourrait faire quelque chose avec des travaux de traduction, qu'on pourrait imprimer et diffuser sous forme de brochures, mais qui bien entendu ne s'exposeraient pas au danger d'interdiction. La coopérative d'ici pourrait vous prendre à la maison d'édition, mais cela ne sera de toute façon qu'une aide bien modeste. Je vais discuter avec Liebknecht si l'on trouve une place de correspondant pour l'étranger. J'ai craint que vous n'ayez pas pu venir chez S. S. est terriblement prudent, prudent jusqu'à la lâcheté.

Je viens de penser que vous pourriez peut-être obtenir un poste de correspondant au *Courrier de Zurich (Züricher Post)* créé le 1er avril par Curti et Rüegg à Zurich. Lorsque j'ai été là-bas, peu après Pâques, ils étaient satisfaits de la situation du journal. Vous ne pourrez bien sûr pas faire grand-chose. Curti était autrefois un des rédacteurs du *Journal de Francfort*. Écrivez-lui directement, la lettre arrivera de toute façon à l'adresse du journal, et réclamez-vous de moi, si vous ne le connaissez pas personnellement. »

Nos embarras n'étaient donc pas minces, mais il fallait absolument les surmonter, et ils furent surmontés. Ce qui était trompeur, c'est que le parti semblait tout supporter avec patience. Mais cette apparente docilité ne convenait pas du tout au chancelier. Il aurait bien aimé que nous nous laissions entraîner à des coups de force. Il n'avait aucune idée du travail de sape que nous avions accompli. En ces jours-là il aurait déclaré : « *Il faut provoquer et harceler la social-démocratie jusqu'à ce qu'elle frappe, pour pouvoir alors l'éliminer radicalement.* » Cette même conception, il la défendait encore vers la fin de la loi d'exception, au moment où Guillaume II s'engageait sur d'autres voies en convoquant la conférence internationale sur la protection des travailleurs et en promulguant le célèbre décret de février 1890. Dans d'autres milieux dirigeants aussi, en particulier militaires, on croyait largement que la social-démocratie répondrait à l'annonce de la loi d'exception par une rébellion ouverte et on s'étonna que cela n'arrive pas. On n'y vit qu'une preuve de notre lâcheté. Ainsi, en février 1880, la sœur du philosophe Mainländer, que je connaissais personnellement, me raconta qu'elle était allée récemment quelques semaines en visite à Berlin – cette dame habitait à Offenbach – et s'était à cette occasion trouvée dans une soirée assez huppée où il y avait aussi plusieurs officiers de la Garde. Au cours de la soirée la conversation était tombée sur la social-démocratie et là elle avait été épouvantée par la haine que les officiers manifestaient contre nous. Ainsi l'un d'eux avait dit : « *Si ces types avaient eu le courage de frapper, nous aurions pataugé jusqu'aux chevilles dans leur sang.* »

Mais, pour attiser aussi toujours plus chez le vieil empereur le même état d'esprit contre nous, on l'entretenait des contes les plus inquiétants sur nos prétendus desseins. C'est la seule raison qui explique que, quand

le vieux monsieur, après des mois d'absence, revint ici le 7 décembre 1878 – neuf jours après la déclaration du petit état de siège –, il déclara aux conseillers municipaux venus le saluer : « *On a la preuve qu'il existe des sociétés aux vastes ramifications ayant pour principe affirmé d'éliminer les têtes de l'État.* » Avec des fables de ce genre on intimida Guillaume I^er^, tout comme plus tard, sous le ministère Feilitzsch, avec les mêmes fables Louis II de Bavière prit peur de la social-démocratie. Et on essaya d'employer les mêmes moyens avec Guillaume II. Des connaissances qui fréquentaient le château impérial m'ont souvent raconté que, dans le bureau de Guillaume I^er^, il y avait, posés sur sa table de travail, les écrits incendiaires et diffamatoires les pires contre notre parti. Dans quel but, cela est clair.

Il en va pour ces messieurs là-haut comme pour le reste des mortels : ils croient pousser et ils sont poussés, ils croient diriger et ils sont dirigés.

Les premiers signes de vie publics du parti

Dans les cercles bourgeois, on croyait souvent que nous étions raides morts. Ce que l'on espère, on y croit. Comme nous donnions à l'extérieur très peu de signes de vie, il était facile de croire que nous n'étions plus qu'à peine en vie. Mais nous vivions. Lorsqu'en février 1879 il y eut une élection complémentaire à Breslau-Ouest, le parti descendit lui aussi dans l'arène et, même s'il ne remporta pas de victoire et réunit moins de voix sur son candidat qu'à l'élection générale de 1878, comparé aux partis bourgeois c'est nous qui avions le moins perdu. Un deuxième événement, à Breslau, montra encore plus clairement que le parti était toujours en vie. Le 22 mai le député de Breslau-Est, le camarade Klaas Peter Reinders, mourut de la maladie du prolétaire. Reinders, qui jusqu'à son dernier souffle s'était dépensé corps et âme pour le parti, pour qui le parti était tout, eut des obsèques comme Breslau n'en avait encore jamais vu. Et le succès à l'élection complémentaire pour le remplacer dépassa nos espérances les plus téméraires. Certes la police intervint dans la campagne électorale avec une brutalité inconnue jusque-là, elle interdit par exemple toutes les réunions électorales, si bien que Hasenclever, qu'on présentait comme candidat, et Max Kayser, qui voulait le soutenir dans cette campagne, ne purent parler que dans une réunion, dans la paroisse des chrétiens libres. Le résultat du vote du 18 juillet était très serré entre Hasenclever et le candidat du Parti du progrès, et Hasenclever y remporta la victoire avec 1200 voix de majorité. Les adversaires accusèrent le coup et le parti savoura cette victoire avec d'autant plus de satisfaction. La preuve était apportée que, même sous la loi contre les socialistes, le parti savait gagner, en dépit de toutes les tracasseries et de toutes les brutalités.

La victoire de Breslau fut suivie d'une lourde perte pour le parti. Le 1er août, après avoir été alité peu de temps, August Geib mourut d'une crise cardiaque. On est en droit de l'affirmer : cet homme d'apparence si robuste, avec cette tête magnifique d'homme à la longue barbe, mourut en sa trente-septième année victime de la loi d'exception. Sans les tracas, les ennuis et les soucis causés par elle, il aurait encore vécu de nombreuses années. À son enterrement s'exprimèrent tout l'amour et toute l'admiration pour cet homme qui avait toujours été au conseil du parti un des premiers et des meilleurs. Plus de 30 000 ouvriers suivirent son cercueil. Hambourg, l'orgueil et la place forte du parti, prouva par la suite qu'elle avait levé, la

semence dont Geib avait été le semeur. À l'occasion de sa mort, la femme de Bracke, qui était déjà gravement malade, écrivait à ma femme :

« Brunswick, le 2 août 1879

Ma chère Julie,

J'ai grande envie aujourd'hui de t'écrire quelques lignes. Quand tu recevras cette lettre, tu auras sûrement appris toi aussi que M. Geib est mort hier d'une crise cardiaque. Cela nous fait beaucoup, beaucoup de peine, car c'était un homme courageux et un fidèle et honnête combattant au service de la social-démocratie. Mon mari a été si profondément bouleversé ce matin que les larmes lui sont venues aux yeux, et moi, je ne me mets que trop bien à la place de cette pauvre M^me^ Geib. Ils n'ont pas d'enfants et son mari était tout pour elle. Oh, c'est terrifiant de se retrouver d'un coup si malheureuse en ce monde, votre vie doit devenir un triste désert. Hier nous avons eu la grande joie de voir ton cher mari chez nous. Nous avons fait une petite promenade dans le bois, en voiture, car malheureusement mon mari ne peut toujours pas bien marcher. Ses pieds sont comme paralysés, ils sont comme morts. Ton mari te le racontera plus tard. J'ai à peine besoin de te dire combien cet état me désole et me cause de souci. On ne voit aucune amélioration et cela vous fait perdre courage et espoir. Quand je pense combien il était autrefois bon marcheur et pouvait facilement randonner, et quand je vois maintenant comment il se déplace, j'ai le cœur qui saigne. L'idée qu'il pourrait lui arriver la même chose qu'à grand-papa ne me quitte pas un instant, et il est pourtant si jeune encore, un tel destin est ô combien plus dur pour un homme jeune que pour quelqu'un dont le soir de la vie approche doucement. Dans huit jours mon mari sera en cure à Baden-Baden. Mon frère aussi est allé à Hambourg pour l'enterrement de Geib. Espérons qu'il a rencontré là-bas ton bon mari. Mon mari a télégraphié au tien à Hanovre. Lui a dû avoir très peur, nous parlions encore de la maladie de Geib. Mille mercis pour votre aimable invitation, j'aimerais beaucoup aller à Leipzig, mais il ne faut pas y penser. En revanche ton mari m'a promis que tu me rendrais visite avec Frieda à l'automne qui vient. Il ne peut y avoir pour moi plus grande joie. Nous nous écrirons plus tard à ce propos. Pour aujourd'hui, je te dis adieu, je dois descendre pour préparer le dîner. Porte-toi bien et écris-moi vite quelques lignes. Bien des choses à vous de notre part à tous et aussi tendresses à Frieda.

Emilie Bracke »

Lorsque M^me^ Bracke écrivit cette lettre, elle ne se doutait pas que, moins d'un an après, elle serait veuve à son tour.

Après la lourde perte que la mort de Geib nous causa, il y eut à nouveau des succès. En août 1879 eurent lieu en Saxe les élections complémentaires au landtag saxon qui, selon la loi, n'intéressaient qu'un tiers des circonscriptions électorales. Dans une des circonscriptions, Leipzig-Campagne, Liebknecht gagna et, à Zwickau-Campagne, l'avocat Puttrich. Par rapport à avant, nous avions obtenu une augmentation significative de voix dans une des circonscriptions campagnardes de Dresde et dans une circonscription de la ville de Chemnitz. Dans cette dernière, la police se déchaîna, comme une forcenée. Peu avant le jour du vote, elle emprisonna vingt camarades, qui pliaient des tracts et des bulletins de vote, et les amena au commissariat entourés d'une corde, ficelés comme une botte de cigares. Là-bas, la plupart des emprisonnés furent relâchés. En revanche Julius Vahlteich, le candidat du parti, et quelques autres furent maintenus en détention plusieurs jours, au mépris de la loi et du droit. On ne pouvait engager de poursuites contre eux. Le but de cette procédure était de contrarier notre propagande électorale. Ce but fut atteint grâce à la honteuse violation du droit dont la police de Chemnitz se rendit coupable.

Aux élections complémentaires au Reichstag à Erfurt et à Magdebourg, le parti s'en tira très avantageusement. Ces succès eurent un effet si accablant sur la presse adverse qu'une partie de celle-ci préconisa désormais la prolongation de la loi d'exception au-delà du 31 octobre 1881. Fin décembre 1879, Bracke se vit obligé de démissionner de son mandat parlementaire pour la circonscription saxonne de Glauchau-Meerane-Hohenstein. Cette démission de son mandat amena la presse adverse à toutes sortes de déformations et contrevérités grossières. Bracke, affirmait-elle, avait dû démissionner parce qu'il n'était pas d'accord avec le *Sozialdemokrat* et qu'il ne s'entendait ni avec Liebknecht ni avec moi. Par ailleurs, ce seraient des considérations d'affaires qui l'auraient amené à se retirer de la vie politique. Bracke répondit à cela dans le numéro 15 du *Sozialdemokrat* daté du 11 avril 1880 :

> « Je déclare, premièrement : Mon état de santé est malheureusement si déplorable que dès avant Noël mon médecin, le Dr. Otto Müller, émettait les réserves les plus sérieuses, comme il me l'a dit après l'amélioration intervenue depuis quelques mois. Même maintenant je souffre encore périodiquement de violents accès de catarrhe, qui à eux seuls suffisent à me contraindre à rester assis ; d'un état rhumatismal qui souvent ne me permet pas de faire sans aide quelques pas dans ma chambre ; d'une affection nerveuse qui rend dangereux sinon mortels pour moi tout grand effort ou toute grande émotion. Mais si, à Brunswick, personne ne croit à cette maladie, il faut que la majorité des habitants se soient transformés du jour au lendemain en bêtes ou en anges. Deuxièmement : des « considérations » d'affaires

de même qu'en général des intérêts matériels ne m'ont jamais de ma vie empêché de faire mon devoir pour mes convictions. Prétendre le contraire, en profitant de la réserve qui m'est actuellement imposée, c'est une injure d'une extrême grossièreté et d'une extrême légèreté.

Jusqu'ici je n'ai jamais eu « d'égards » pour « un certain nombre de grands propriétaires nobles » et heureusement je n'ai pas à en avoir. Ceux de ces messieurs qui ont eu affaire à moi trouvaient manifestement goût à mes principes commerciaux et ne me demandaient pas quelles étaient mes opinions politiques, et ceux qui avaient l'audace de s'en enquérir avaient avantage à m'éviter. (Bracke dirigeait le magasin paternel : commerce de blé et de farine). Troisièmement : je déplore bien sûr tout emploi de la violence, mais l'histoire montre qu'à chaque fois la violence d'en haut engendre la violence d'en bas. C'est pourquoi je suis totalement d'accord avec mes amis Bebel et Liebknecht et avec *le Social-démocrate* de Zurich. C'est pourquoi il ne peut être question d'une « perte » au sens où vous l'entendez, même si je fais pour l'instant partie des grands invalides. »

Cette déclaration fut la dernière intervention publique de Bracke. À peine quinze jours plus tard, le 27 avril à 8 heures du soir, il mourait des suites d'une grave hémorragie à l'âge d'à peine 38 ans. Un grand cœur avait cessé de battre, un des hommes les plus dignes d'amour n'était plus. Le parti avait perdu un camarade d'une haute intelligence, infatigable et dévoué, sa femme et ses quatre enfants, un époux et un père qui tenait à eux passionnément, ses vieux parents – son père était lui-même souffrant depuis des années – un fils aimant. Nous, qui étions liés personnellement à lui, un ami et camarade cher, toujours gai, « de meilleur tu n'en trouveras pas ».

Dimanche 2 mai, Bracke fut porté à sa dernière demeure en présence d'une foule immense. Et une fois de plus la police se montra dans toute sa barbarie et sa pitoyable bassesse ; elle interdit le port d'emblèmes de deuil dans le cortège ainsi que tout discours sur sa tombe. Mais la célébration n'en fut pas moins digne. Les camarades de Brunswick recouvrirent eux-mêmes la tombe de terre, et leurs femmes jonchèrent de fleurs fraîches le tumulus qui se couvrit d'une montagne de couronnes et de palmes. Pendant des décennies il était d'usage que les camarades de Brunswick, le jour anniversaire de la mort de leur dirigeant inoubliable, organisent sur sa tombe une fête du souvenir.

Après que Bracke eut démissionné de son mandat, on présenta Ignatz Auer comme candidat dans la 17e circonscription saxonne, pour l'élection duquel je publiai dans le n° 5 du *Sozialdemokrat* un appel à une collecte. Le 2 mars Auer l'emportait, avec 8 225 voix, sur son adversaire qui obtint 7 256 voix. La participation au vote était médiocre et la majorité d'Auer pas

bien grande. Cela ne tenait pas à lui. Dans l'hiver de 1879 à 1880 la misère atteignait des sommets extrêmes, en particulier parmi les tisserands, à cette époque-là relativement très nombreux, et elle eut pour conséquence un découragement général. La détresse, particulièrement parmi les tisserands à la main des villages de tisserands, dans la région qu'on appelait le Mülsengrund, était si grande qu'elle m'incita à organiser une enquête sur leur situation et, pour attirer l'attention publique sur leur condition, je publiai sous le titre : Comment vivent nos tisserands une brochure qui eut deux tirages. En travaillant ces données, je me suis maintes fois demandé : Comment ces gens peuvent-ils encore vivre ?

Un autre fait qui agit défavorablement sur la participation aux élections était que les autorités ordonnèrent aux aubergistes de ne pas prêter de salles pour les réunions. Et lorsqu'Auer chercha à compenser cela, en se déplaçant de lieu en lieu et en appelant à des rencontres dans les auberges pour s'exprimer dans des causeries privées, les gendarmes eurent ordre de le suivre pas à pas. Cependant la méthode bornée de ces sauveurs de l'État, dont à cette époque les autorités saxonnes se délectaient, des plus hauts sommets de la hiérarchie jusqu'au dernier gendarme, n'eut pas, comme nous l'avons montré, l'effet souhaité. J'attire ici brièvement l'attention sur les indicibles infamies qu'Auer subit à cette époque de la part d'une clique de camarades de Hambourg, que Most seconda dans la *Liberté*. Ils accusèrent Auer, Rackow et d'autres de s'être fait verser, après l'instauration du petit état de siège sur Berlin, plus d'argent qu'il ne leur en était dû. Un certain Krahnstöver était le porte-parole principal de cette accusation, que la presse bourgeoise propageait avec délice et commenta en proportion. Auer et Rackow portèrent plainte contre Krahnstöver. Le procès ne démontra pas le moindre élément pouvant salir leur honneur à tous deux. La presse hambourgeoise fit un compte rendu tout à fait objectif du procès, seul le *Courrier de Berlin (Berliner Post)*, qui autrefois comme aujourd'hui comptait parmi les adversaires les plus venimeux et les plus déloyaux du parti, s'en prit à Auer de la manière la plus odieuse. Cela m'amena à dire publiquement à Krahnstöver et consorts que, par haine contre Auer, ils s'étaient comportés comme des canailles à son égard. Mais, comme à cette époque ce genre de querelles avec échange d'insultes se produisait constamment, et que le plus remarquable en cela était que la partie à qui on donnait tort basculait toujours dans le camp de Most, je publiai dans le n° 7 du *Sozialdemokrat* de 1880 un article cinglant dans lequel je disais :

> « La presse de nos adversaires avait auparavant déjà pour tactique de grossir intentionnellement et de présenter sous un jour odieux les différends qui se rencontrent entre socialistes, dans l'espoir de susciter ainsi méfiance et division dans les cercles du parti. Récemment cette tactique s'est répétée plusieurs fois. La presse hostile aux

socialistes espère à présent pouvoir provoquer une scission avec d'autant plus de succès que, grâce à la loi d'exception, la presse du parti et le droit de réunion sont supprimés en Allemagne, ce qui nous a empêchés de repousser attaques et soupçons et de clouer dûment au pilori la tactique de nos adversaires. Raison de plus pour que chaque camarade se fasse un devoir de s'opposer à la diffusion de ces développements haineux dans le cercle de nos sympathisants et, quand il n'est pas lui-même suffisamment informé, d'obtenir des explications en se renseignant auprès de camarades dont il sait qu'ils sont mieux informés que lui. Depuis tout le temps que le Parti socialiste existe, il n'y a pas eu de période où le sentiment de solidarité de tous ait été aussi nécessaire qu'actuellement. Si ce sentiment s'affaiblit ou s'il est sapé du fait que certains, soit par hostilité personnelle envers tel ou tel, soit par tempérament cancanier ou intrigant, se prêtent inconsidérément à des accusations perfides, alors le parti cesse d'être ce qu'il est, il devient une clique que finissent par quitter avec dégoût ceux qui croient sincèrement à la cause, tandis que les faiseurs de scandale stériles et incapables occupent le terrain. »

Mais les querelles systématiques à Hambourg à cette époque n'eurent aucune influence sur la grande masse des camarades hambourgeois. On en eut confirmation à l'occasion d'une élection complémentaire dans la deuxième circonscription de Hambourg. Là, le 27 avril 1880, jour de la mort de Bracke, notre candidat Hartmann fut élu au Parlement avec 13 158 voix, c'est-à-dire avec le nombre de voix le plus élevé que nous ayons jamais eu dans ce district. Depuis ce jour, cette circonscription électorale est détenue sans interruption par le parti, et depuis les élections de 1881 son représentant est le camarade H. Dietz. Most, qui fulminait en permanence contre les élections, commenta la victoire de Hartmann comme suit : « *Les petits bourgeois de Hambourg voulaient une alternance, c'est pourquoi, à la place du maître maçon (libéral) Bauer, ils envoyèrent à Berlin le cordonnier Hartmann. C'est tout.* » Chez Most ces grossièretés étaient une habitude.

La création de la presse illégale du parti

Illégale, contraire à la loi, du point de vue de la loi contre les socialistes ; mais légale, conforme à la loi, à l'étranger où elle paraissait. À l'étranger, après l'anéantissement de la presse socialiste en Allemagne, nos camarades éprouvèrent d'abord le besoin d'un journal social-démocrate, car ce qui paraissait encore comme journaux après l'application de la loi d'exception ne pouvait absolument pas les satisfaire. ll y avait à cette époque un nombre exceptionnel de socialistes allemands dans les grandes et très grandes villes à l'étranger, Londres, Paris, Bruxelles, Zurich, Bâle, Genève etc., ainsi qu'aux États-Unis. La crise qui durait depuis 1874 et les persécutions sous la loi contre les socialistes avaient privé de gagne-pain plusieurs milliers de nos camarades et les avaient chassés à l'étranger. La croissance énorme de la seule émigration outre-Atlantique, on la voit aux chiffres suivants : en 1879, le nombre de migrants quittant le Reich allemand se montait à 51 763, en 1880 à 149 769, en 1881 à 247 332, en 1882 à 231 943, en 1883 à 201 314. Combien de milliers de socialistes il y avait parmi ces émigrés, on l'ignore, mais leur nombre était grand et augmentait sans cesse. Pas seulement à cause du nombre croissant des expulsés venant des territoires en état de siège, mais aussi du pays tout entier. Partout les socialistes étaient pour la police un gibier de choix et n'importe quelle fripouille de policier – et ils étaient nombreux à compter être bien vus ou promus, ou à espérer l'indulgence de leurs supérieurs pour de mauvais coups – savait qu'il trouverait son compte à persécuter les socialistes. On ferait un gros livre des actes arbitraires et des infamies de la police ces années-là.

Ces militants souvent chassés à l'étranger par les persécutions y remplissaient partout les cadres des associations socialistes allemandes. Et ces associations devinrent au fil des années un appui essentiel pour le parti, en diffusant la presse et la littérature illégales et en réunissant des fonds pour les différentes tâches que le parti avait à remplir dans le Reich.

Mais en Allemagne aussi, avec la persistance de la loi d'exception, s'accrut le besoin d'un journal ferme sur les principes. On ne pouvait pas s'en passer. D'abord pour affirmer les principes, ce qu'on n'avait ni la possibilité ni le droit de faire dans les quelques journaux paraissant dans le pays. Ensuite pour pouvoir critiquer l'action de la police et de la justice. Troisièmement pour s'entendre sur la tactique à suivre, ce qui s'avérait indispensable. Enfin, quatrièmement, pour que les camarades accèdent

aux informations et conseils qui, dans les circonstances présentes, ne pouvaient être donnés autrement.

La première feuille, en l'occurrence on devrait plutôt dire le feuillet, qui parut à l'étranger fut *La Lanterne* publiée par Karl Hirsch. Le format – 10 centimètres de long, 7 centimètres de large – était calculé de manière à être expédié dans des enveloppes ordinaires. Karl Hirsch, qui vivait à Paris depuis 1874, en avait été expulsé et était allé à Bréda en Belgique, où il publiait *La Lanterne*. Non seulement ce feuillet ne contenait pas suffisamment de texte, mais son ton ne correspondait pas non plus aux besoins des lecteurs. Dans le numéro du 11 mai 1879, Hirsch s'en prenait aux pressions qui prétendument sévissaient en Allemagne. « *Aux quatre coins de l'Allemagne, on écrivait, on chuchotait, on se déplaçait en tout sens dans le seul but de dissuader les camarades de soutenir et même de lire les journaux venant de l'étranger.* »

C'était voir tout en noir. Moi, je n'ai jamais rien su de cette campagne de sape. Qu'il ait critiqué Max Kayser d'une manière déplaisante et blessante pour un de ses discours au Reichstag, nous l'avons tous condamné, bien que pour la plupart nous n'ayons pas été d'accord avec ce discours de Kayser qu'il critiquait. Mais cela ne nous donnait pas pour autant une raison de combattre ce journal. En vérité, s'il ne trouvait pas notre soutien, c'est parce que, dans sa forme, il ne correspondait pas aux besoins.

Il en allait autrement avec la *Liberté* de Most, dont le premier numéro parut à Londres début janvier 1879.

Most avait été libéré de Plötzensee le 9 décembre 1878, donc un mois et demi après l'entrée en vigueur de la loi contre les socialistes et onze jours après celle du petit état de siège sur Berlin. Il ne pouvait donc plus rester à Berlin. Il partit d'abord à Brunswick où, croyait-il, Bracke cherchait un rédacteur pour le journal récréatif non politique qu'il avait créé, après que son journal politique *l'Ami du peuple* de Brunswick avait été supprimé. Most trouva l'emploi occupé. Alors il alla à Hambourg où, à la place du *Journal de Hambourg-Altona* supprimé, paraissait depuis le 10 novembre le *Journal du palais de justice*. Mais dans ce journal, où Auer, Blos et d'autres étaient employés, il ne trouva pas non plus de travail. Là-dessus, il se décida à suivre l'exemple de bien d'autres et à émigrer aux États-Unis. Au cours de son voyage pour s'y rendre, il fit étape à Londres, où il fut convaincu de rester par l'association d'éducation ouvrière communiste, et par son ami Franz Ehrhart en particulier. C'est même Franz Ehrhart qui, selon son récit dans *le Calendrier du Palatinat (Pfälzer Kalender)*, proposa de publier un journal, proposition qui fut approuvée par Most et par l'association d'éducation ouvrière communiste. Ainsi naquit la *Liberté*.

La publication du journal se fit sans qu'on nous ait dit un seul mot de ce projet ni qu'on nous ait demandé notre accord et notre aide. Les

aurions-nous accordés, c'est encore une autre question. La condition aurait alors sans doute été que le journal passe sous notre contrôle et que nous puissions exercer une influence déterminante sur ses positions. Si cette condition n'était pas remplie, nous n'aurions pu ni recommander le journal ni en prendre la moindre responsabilité. Cela, on le savait aussi à Londres. C'est pourquoi on procéda sans rien demander à personne. Au début, la rédaction du journal était assez convenable. Mais Most n'aurait pas été Most s'il avait su longtemps garder raison et discernement. Dénué de tout sens de la responsabilité, ayant un penchant naturel vers l'excentricité, de plus en plus révolté par les nouvelles d'Allemagne concernant les coups de force toujours nouveaux des autorités, il se laissa entraîner à des procédés de plus en plus radicaux.

Assez vite même il lutta avec un fanatisme aveugle contre le parti et surtout contre ses dirigeants, dont il ne comprenait pas la tactique. Pour lui, tout ce qui n'était pas mis en scène à grand bruit n'existait pas. Il commença en outre, dans son journal, à monter violemment en épingle de petites querelles et de petites chamailleries qui, sous le règne de la loi contre les socialistes, éclataient ici et là plus fréquemment qu'à l'ordinaire, faute de pouvoir s'expliquer dans les règles. Sans discernement, il était prêt à ouvrir les colonnes de son journal à n'importe quel ragot et potin, en particulier quand ils visaient les dirigeants vivant en Allemagne, et il cherchait à envenimer la querelle par ses commentaires haineux et blessants. C'est ainsi que le *Sozialdemokrat* pouvait, dès la mi-février 1880, lui reprocher que son journal, à l'exception d'une courte période à ses débuts, se consacrait bien davantage à montrer son hostilité au parti et à lui nuire qu'à combattre ses adversaires. Et il donna d'autant plus libre cours à cette méthode de combat haineux qu'il dut constater que, dans le parti, des camarades connus et estimés, qui au début avaient salué la création de son journal, y avaient collaboré et avaient activement participé à sa diffusion, s'en détachaient de plus en plus depuis la fondation du Sozialdemokrat. Il finit par se sentir isolé et fut petit à petit victime de son entourage, qui flattait sa vanité et aiguillonnait à outrance son radicalisme. Dès lors il lui fallait en faire toujours plus dans l'exagération radicale. À ses yeux, dans le parti, les dirigeants avaient comme un seul homme sombré dans le crétinisme parlementaire et étaient capables de n'importe quelle trahison à l'égard du parti. Auer, Liebknecht et Vahlteich tout particulièrement durent goûter la haine effrénée contre eux qu'il avait exportée du continent en Angleterre. Auer, parce que, à la rédaction de la *Presse libre de Berlin*, il avait souvent tenu en bride le radicalisme de Most et lui avait fait sentir sa supériorité intellectuelle ; Liebknecht, parce que, de l'avis de Most, il accueillait volontiers ses projets fantaisistes avec une légère moquerie et ne le respectait pas assez ; Vahlteich enfin, parce qu'il voyait en lui depuis des

années, dès son séjour à Chemnitz, un ennemi personnel qui l'empêchait d'affirmer sa valeur. Moi non plus je ne fus pas complètement épargné par ses attaques au vitriol, mais c'est encore moi qui m'en sortis relativement le mieux avec lui. Lorsqu'à l'automne 1879 il me dénonça à la police en écrivant que j'aurais fait au printemps une tournée d'agitation secrète à travers l'Allemagne et que je lui demandai de s'en expliquer clairement, il s'excusa encore, prétextant que l'entrefilet en question lui avait échappé dans la bousculade du travail. Mais assez vite il perdit la conscience du triste rôle qu'il jouait vis-à-vis du parti. Et comme la connaissance des hommes n'avait jamais été son fort et qu'il était facilement accessible aux flatteurs, se nichèrent à la rédaction et l'expédition de son journal des agents de la préfecture de police de Berlin, qui l'entraînèrent à toutes les folies et toutes les extravagances. Ses insultes contre les princes et les têtes couronnées prirent un caractère pathologique ; il commença à publier des recettes pour confectionner des bombes ou des explosifs et préconisa la propagande par l'action, qui devait remplacer purement et simplement les bavardages dans les Parlements. À partir de l'automne 1883, il fut pris d'une véritable ivresse de sang ; il incitait et aiguillonnait à des attentats et, quand ses compagnons en commettaient, il explosait en cris de joie et célébrait les auteurs d'attentats comme des sauveurs de l'humanité. Si l'un de ses compagnons était démasqué comme mouchard de la police, comme cela arriva assez souvent au cours de son activité à Londres, c'était un effet de la malchance, mais ça ne le rappelait pas pour autant à plus de prudence. Ce sont sans doute essentiellement ces mouchards qui mirent en scène une bonne partie des crapuleries que la *Liberté* commit au cours de l'année. Ainsi par exemple, lorsqu'au début de 1880 la *Liberté* dénonça notre camarade Heinrich Vogel de Berlin pour avoir reçu de Zurich une caisse de *Sozialdemokrat* qui lui était adressée. Pour cela, Vogel fut expulsé et sa florissante droguerie ruinée. Dans l'accusation portée contre Vogel il n'y avait pas un mot de vrai.

Dans ces conditions, il allait de soi que désormais nous allions nous aussi de plus en plus vers la publication d'un journal du parti à l'étranger. Indépendamment des raisons déjà invoquées, ce journal était souhaitable aussi pour s'opposer, si nécessaire, au ramassis de mensonges de Most. Dans le groupe parlementaire, où Liebknecht et moi nous avions posé le problème, les avis étaient au début très partagés. Il y avait en son sein pas mal de membres qui, avant comme après, étaient pour temporiser, qui redoutaient que la création d'un tel journal entraîne un durcissement de l'action des autorités contre le parti, et qui voyaient alors tomber à l'eau leurs espoirs que la loi soit rapidement annulée. Liebknecht et moi nous nous sommes résolument opposés à cette idée. Finalement, on se mit d'accord pour faire l'essai. Le journal devait paraître à Zurich, et l'on partait de

l'hypothèse que nos camarades habitant là-bas, l'inspecteur d'assurance Schramm expulsé de Berlin, Karl Höchberg et Bernstein, son secrétaire, accorderaient leur appui à cette entreprise. Il n'y avait pas de camarades suisses que nous aurions pu charger de la réalisation, et les bras manquaient parmi nos camarades de l'association allemande de Zurich. Mais les camarades de Zurich que j'ai nommés n'avaient guère confiance dans la proposition. Chez eux s'était installé un curieux esprit d'apitoiement. Dès le 15 septembre 1879, Bernstein avait écrit à Most : « *Ta manière d'écrire ne rend pas grand service à notre cause, pas plus que le* Journal du peuple (Volksstaat) *ne l'a fait en son temps. Je suis depuis longtemps convaincu que cela nous a nui, beaucoup nui, en nous créant des ennemis inutiles et en enseignant à nos propres camarades ce ton niais et suffisant qui, dans son infaillibilité, se croit au-dessus de tout et déblatère contre tout sans rien examiner. Ces dernières années, heureusement, cela s'était calmé, et si toi, tu veux reprendre ce ton, alors tu dois au moins me permettre de me déclarer contre…* » Et à la même date Höchberg avait répondu, manifestement à la suite d'une lettre de Most : « *En ce qui concerne les pressions, je ne ferai plus aujourd'hui comme j'ai toujours fait ; je crois, vous vous en souvenez, que le ton de nos journaux, en particulier celui de l'organe central de Leipzig, très souvent ne m'a pas du tout plu, et qui sait si les exagérations qui se manifestent très souvent dans la presse et dans la propagande ne sont pas en partie responsables de la loi contre les socialistes.* » Ce fut une chance que ces propos, qui coïncidaient avec d'autres dont je parlerai, n'arrivèrent pas à la connaissance du public. Ils auraient créé de rancœurs chez les camarades et fourni des armes à nos ennemis.

À Zurich, on répondit à notre proposition en avançant cette contre-proposition : diffuser une correspondance confectionnée sur duplicateur à alcool. Finalement on se déclara d'accord avec notre projet, mais on ne mit pas grande ardeur pour le mener à bien. Liebknecht était d'avis de confier la responsabilité de la rédaction à Karl Hirsch, dont la *Lanterne* n'avait aucune chance de se maintenir, et au début, moi aussi, j'étais pour. Marx et Engels étaient également d'accord avec la candidature de Hirsch, mais ils souhaitaient que le journal paraisse à Londres, où il existait les garanties les plus grandes de viabilité, ce qui n'était pas le cas en Suisse. De plus Marx et Engels avaient une méfiance prononcée à l'égard du trio zurichois : Bernstein, Höchberg, Schramm, dont ils redoutaient une influence néfaste sur la position du journal. Hirsch voulait bien se charger de la rédaction, mais exigeait de savoir s'il y avait aussi les fonds nécessaires assurant l'existence du journal. Liebknecht, qui a toujours eu une grande prédilection pour Londres et l'Angleterre, penchait pour publier le journal là-bas. Moi en revanche je m'y opposais résolument ; si nous voulions rester en relations non seulement épistolaires mais aussi personnelles avec les gens du

journal, alors ce serait beaucoup plus facile à Zurich qu'à Londres. Par ailleurs, Zurich était une ville de langue allemande et le voisinage de la Suisse avec les États de l'Allemagne du Sud était un avantage indéniable pour les rapports avec nos camarades. De même le service de contrebande était plus facile à organiser à partir de la Suisse qu'à partir de l'Angleterre. Ce qui me déplut aussi, c'est que Hirsch réclamait qu'on assure financièrement la continuité du journal. Jusqu'ici nous ne nous étions jamais préoccupés d'une telle question lorsque nous fondions un journal. La confiance dans la capacité propagandiste du parti était si grande que cela n'entrait pas en ligne de compte. C'est pourquoi j'étais finalement pour que le rédacteur soit Vollmar, qui me paraissait être celui qui convenait le mieux, et j'en avais déjà débattu par lettre avec lui. À ce propos je lui écrivais donc le 16 juillet 1879 :

> « Je n'étais plus à Berlin quand votre lettre y est arrivée. Elle est arrivée aujourd'hui entre mes mains. Concernant votre emploi, je peux vous annoncer ceci : nous avons décidé pour le nouveau journal qui doit paraître à Zurich – à condition qu'on y consente là-bas – d'envisager comme rédacteurs Karl Hirsch ou vous. Nous avons d'abord songé à Karl Hirsch, parce qu'il doit cesser de publier sa *Lanterne* et que la correction imposait de lui proposer dans ce cas ce poste de rédacteur, qui pour l'instant ne pourrait pas être spécialement rémunéré. J'espère et souhaite qu'il refuse, car à Paris il est en meilleure situation (l'expulsion de Hirsch de France avait été annulée dans l'intervalle) ; l'affaire doit se trancher dans les quinze jours qui viennent. D'abord Liebknecht ira à Hambourg pour y obtenir un accord sur le projet, et il écrira ensuite à Paris. J'ai fait écrire d'un autre côté à Karl Hirsch qu'il ne doit pas accepter. Pour l'instant je ne peux rien dire de plus précis. Le journal doit paraître à la mi-août au plus tard, s'il n'arrive pas d'empêchements imprévus. Vous tiendrez vous-même pour impossible la rencontre en Bohême (Vollmar à ce moment-là était à Teplitz) ou ailleurs, si je vous écris que Vahlteich, qui voulait commencer son affaire cette semaine et pour cela avait déjà reçu l'argent que je devais envoyer, est arrivé hier en toute hâte à Brême parce que Höchberg déclare qu'il voulait garder l'affaire de là-bas quand V[ahlteich] deviendra fondé de pouvoir. V[ahlteich] veut de Brême aller à Hambourg et je n'ai aucune idée de quand il reviendra de là-bas. Liebknecht part demain pour Breslau et de là pour Hambourg et ne revient que lundi. Kayser voulait aller cette semaine à Freiberg et dans le district, mais il veut être le 18 de ce mois à Breslau pour le scrutin de ballottage ; où sera-t-il ensuite, je n'en sais rien. Wiemer est en train de faire une tournée en Allemagne du Sud, moi je dois partir lundi pour environ seize

jours, ainsi, du groupe parlementaire, il ne reste donc plus ici que le seul Fritzsche, pour autant que je sache. Il n'est donc pas possible de convenir ou de faire quoi que ce soit en commun.

Vous devez bien entendu rendre publique l'histoire de la surveillance policière ; elle ressemble d'ailleurs à ce que nous avons vécu à Berlin, où nous étions surveillés jusqu'à la dernière minute.

Salut cordial.
A. Bebel

Ici ils veulent faire un communiqué dès que vous entrerez en détention. » (Vollmar avait encore trois semaines à purger).

Je veux signaler ici que j'ai égaré les lettres que Vollmar m'a écrites ainsi que les lettres qu'Engels m'a écrites, que je ne recommençai à conserver qu'à partir de novembre 1879.

Au début de l'année 1879 nous apprenions que Most, pour faire de la publicité pour son journal, avait écrit une lettre à un camarade de Zurich dans laquelle il disait : *« Marx et Engels, je leur ai déjà maintes fois rendu visite pendant des heures. Avant le lancement de la* Liberté*, aucun des deux ne m'a certes conseillé de me lancer dans cette entreprise parce qu'ils avaient dû autrefois faire de trop grands sacrifices matériels en tentant la même chose, mais maintenant ils sont tout à fait d'accord – et également avec la position du journal, style inclus, ce dont en particulier Ede (Bernstein) devrait prendre note. Pour apprécier la différence entre les deux tentatives telles qu'elles ont été faites à partir de Leipzig et Castagnola (où séjournaient Höchberg et Bernstein début 1879), les vieux de la vieille sont d'accord avec les centaines d'autres camarades qui jusqu'à maintenant m'ont écrit d'Allemagne des lettres d'encouragements. Bien loin de vouloir blâmer en quoi que ce soit Lehmann et consorts sur ce point, tous deux m'ont promis de me fournir le plus de matériel possible pour de nouvelles attaques, puisqu'il faut continuellement titiller la réaction qui, sinon, mollirait et ne donnerait donc pas de si bons résultats que quand elle pique une colère toujours plus furieuse »,* ce qui bien sûr ne faisait aucun mal à Hans à Londres, loin de Madrid. Je suppose que ce que Most dit ici à propos de l'avis de Marx et Engels correspondait à la vérité. Il faut avoir à l'esprit que cette lettre est datée du 3 février 1879, donc quand la *Liberté* était encore rédigée de façon relativement correcte. Mais Most cherchait constamment à utiliser outre mesure et avec une exagération analogue l'approbation des deux Vieux, ces vantardises arrivèrent donc aux oreilles de Marx et Engels, ce qui les amena, comme la lettre suivante le montre, à demander à Bracke ce qui se cachait derrière cette affaire. Bracke fit appel à moi et je répondis donc à Engels dans la lettre suivante :

« Leipzig, le 19 juillet 1879

Cher Engels,

Bracke m'a envoyé votre lettre du 28 du mois dernier, dans laquelle vous demandez des éclaircissements concernant les propos de Most relatifs à votre position, à Marx et à vous, sur la *Liberté*.

Autant que je puisse m'en souvenir, mon information provient de Bernstein à Zurich, et c'est aussi à la même source qu'il faut attribuer l'information qui vous est parvenue d'un autre côté.

J'aimerais à présent vous suggérer de vous abstenir pour l'instant de déclaration contre Most, et en revanche de rendre publique d'une autre façon votre opinion à Marx et à vous.

C'est que de tous côtés s'est exprimée l'exigence qu'il est absolument nécessaire que nous ayons à l'étranger un journal qui puisse écrire librement et surtout de manière socialiste. D'une part pour pouvoir maintenir une meilleure liaison, ensuite et surtout pour pouvoir discuter sans façon de questions de principe aussi bien que de questions de tactique. Le journal doit paraître dans le courant du mois prochain, dans le format et le style de l'ancien *État populaire,* à Zurich, car c'est là que, après mûres réflexions, les conditions sont les plus favorables. Karl Hirsch doit et veut cesser de publier la *Lanterne* et lui, ou Vollmar, doit être rédacteur. Nous voulons tous y collaborer et la diffusion du journal aussi doit être organisée au mieux.

Avec ce journal, nous avons l'arme qu'il nous faut contre Most – bien que nous soyons décidés à discréditer la *Liberté* en l'ignorant superbement plus qu'en l'attaquant directement –, et dans ce journal vous pourriez, dans une correspondance depuis Londres, dire ce qu'il vous paraîtrait nécessaire de dire, car nous espérons et nous comptons que Marx et vous participerez au journal en tant que collaborateurs.

Pour que les interventions de la part du gouvernement allemand ne rendent pas la vie difficile au journal, celui-ci doit revêtir un caractère international, et posséder un rédacteur suisse en plus du rédacteur allemand.

Je ne doute pas que ce projet verra le jour et qu'il aura votre approbation à Marx et à vous…

Je vous prie, Marx et vous, de m'excuser d'écrire aussi rarement ; mais je suis vraiment extrêmement sollicité ; changeant constamment de peau, un jour homme d'affaires et commis voyageur, ensuite à nouveau homme de parti, goûtant au mieux les mauvais côtés des deux, je suis en permanence énervé et surchargé de travail.

Salutations cordiales à vous et à Marx.

A. Bebel »

À présent, dans les affaires concernant le *Sozialdemokrat*, je me contenterai de reproduire d'abord l'échange de lettres entre Vollmar et moi et entre Engels et moi. Je donnerai à ce propos des éclaircissements sur les lettres, quand ils me semblent nécessaires à une meilleure compréhension.

À la date du 27 juillet 1879, j'écrivais à Vollmar depuis Leipzig :

> « Quelques lignes seulement en toute hâte, car je dois partir demain matin et j'ai tellement de travail que je ne sais par où commencer.
>
> Il ne faut pas songer au déménagement de Liebknecht à Zurich ; dans la mesure où, comme vous le dites, nous n'avons pas pensé à déplacer complètement notre centre de gravité à l'extérieur. En plus, Liebknecht ne peut pas aller là-bas avec sa famille et de là-bas se rendre au Reichstag, et de toute façon vivre à l'étranger donnerait un rude tracas.
>
> Nous considérons que faire paraître le journal une fois par semaine est tout à fait satisfaisant ; Marx et Engels à Londres m'écrivent aujourd'hui qu'ils considèrent qu'éventuellement une parution tous les quinze jours pourrait même être suffisante. Qui paierait pour une parution plus fréquente ? Il n'y faut absolument pas penser, car le prix de l'abonnement pour une parution hebdomadaire se monte déjà à 3 ou 4 marks par trimestre, et l'expédition est très chère. Envoyé par lettre, chaque numéro coûte 20 pfennigs de port. Le collectif de rédaction, avec Schramm, Höchberg et Bernstein, qui de toute façon sont à Zurich, fait suffisamment corps. Par ailleurs, il va de soi que le gros du travail est fourni par l'Allemagne. En ce qui concerne le nom, Karl Hirsch proposait le même que vous. Nous sommes contre, parce que cela donnerait au gouvernement allemand une première occasion d'intervenir et nous rendrait l'entreprise impossible en Suisse.
>
> En ce qui concerne la date, les Zurichois semblent prendre leur temps plus que de raison. Ils veulent commencer seulement le 1er octobre, et nous sommes contre. C'est sûr, il faut commencer le 1er septembre, mais nous ne pouvons évidemment pas forcer ceux de Zurich, s'ils déclarent ne pas pouvoir agir plus tôt. En route, je vais écrire à Bernstein, et cela le plus rapidement possible.
>
> Si vous voulez et si vous le trouvez opportun, vous pourriez donc très vraisemblablement tirer sans dommage vos trois semaines de prison. Moi, à votre place, c'est ce que je ferais, parce que du coup vous seriez opérationnel à tout moment, y compris pour l'Allemagne.
>
> À propos de la rédaction, rien n'est encore décidé de la part de Zurich, on a d'abord écrit à Karl Höchberg à Paris. On se demande

à Zurich si vous ne perdriez pas votre pension si vous viviez à l'étranger.

Engels et Marx se déclarent d'accord pour l'essentiel avec notre projet.

En toute hâte.
A. Bebel »

L'obligation de profiter de l'été pour voyager pour mon entreprise m'empêchait de m'occuper de manière suivie de ce qui se passait à Zurich et de pouvoir pousser fermement à ce qu'ils se décident rapidement là-bas. Aussi je me vis obligé d'écrire à Vollmar à la date du 16 août ce qui suit :

« Je suis rentré seulement hier soir de ma tournée, que j'ai faite avec tant de hâte qu'il ne me restait pas de temps pour ma correspondance. Pour l'instant, j'en sais à peine plus qu'il y a trois semaines. À Zurich on semble être très mou et indécis et bien entendu cette manière de traiter la chose ne m'enchante pas beaucoup.

À la suite de lettres que Bernstein a écrites à Hirsch et que celui-ci a écrites et envoyées à Londres, Marx et Engels ont renoncé à la collaboration, comme je l'apprends aujourd'hui par une lettre d'Engels que je trouve à mon arrivée. La raison en est l'attitude indolente et mollassonne que ces lettres font craindre à Marx et Engels.

Que ce journal soit convenable et corresponde à son objectif, cela, nous y veillerons ; mais que l'affaire concernant la rédaction soit réglée aussi vite que vous le souhaitez à juste titre, cela, en ce moment je ne peux plus rien y faire en temps voulu. Je vous prie donc, étant donné que je ne pourrai pas en assumer moi-même la responsabilité, de prendre votre décision après la réponse que vous recevrez de Zurich. Je vous prie aussi de m'en tenir informé, afin que je sois au courant.

Demain j'écrirai à Bernstein, et ma lettre ne doit rien laisser à désirer en matière de détermination ; et comme en plus je reste maintenant chez moi, à part une coupure de seulement quelques jours de temps à autre, je vais faire ce que je peux pour régler l'affaire. Une remarque encore : d'après la lettre d'Engels, Hirsch a donc nettement refusé, de ce fait donc notre proposition vous concernant sera nécessairement acceptée, si on ne veut pas à Zurich agir de sa propre initiative. Ce qui nous toucherait quant à nous très désagréablement et mènerait à des différends.

En toute hâte
A. Bebel »

C'est essentiellement à l'instigation de Hirsch que Marx et Engels avaient renoncé à leur collaboration au *Sozialdemokrat*. Tous deux, depuis l'époque de *l'Avenir* de Höchberg, étaient toujours très méfiants à

l'égard de Höchberg qui, à ce qu'ils croyaient, aurait ouvert son journal à une société très bigarrée de diplômés, d'étudiants et de socialistes de la chaire et qui, à ce qu'ils craignaient à présent, recommencerait ce jeu avec le *Sozialdemokrat*. Or Hirsch n'avait pas simplement envoyé à Londres des lettres de Bernstein qui vraisemblablement – moi je ne les ai jamais vues – semblaient justifier les craintes de Marx et Engels. Hirsch, qui dans l'intervalle était aussi à Zurich pour voir de près où en étaient les choses, fit ensuite remonter à Londres l'information qu'à Zurich, en plus de Schramm, Höchberg et Bernstein, il avait aussi rencontré Singer et Viereck comme délégués de Leipzig, et que les trois premiers avaient été installés au-dessus de la rédaction en qualité de comité d'administration et instance de contrôle. En cas de différend, on devait contre leurs décisions faire en dernière instance appel de leurs décisions à nous, à Leipzig. Hirsch, qui ne pensait pas sérieusement déménager à Zurich, qui de plus était un pessimiste et était plein d'animosité à l'égard des trois, avait présenté tout cela à Londres sous le jour voulu, et avait ainsi scellé la décision de Marx et Engels de renoncer à leur collaboration.

Sur ce sujet, j'écrivais à Engels à la date du 20 août :

> « Cher Engels,
>
> Votre façon de voir le nouveau journal à créer est erronée. Et si, à cause de quelques passages de la lettre de Bernstein, Karl Hirsch professe la même conception que vous, c'est d'autant plus incompréhensible qu'il avait reçu de Liebknecht suffisamment d'explications. Liebknecht en veut beaucoup à Karl Hirsch, qu'il accuse de s'être laissé écarter du poste de rédacteur pour de tout autres motifs que ceux qu'il donne.
>
> Je puis vous assurer que nous ne tolérerons pas que le journal soit rédigé dans un sens autre que celui que j'ai exposé dans ma lettre et qu'il ne peut être question d'une influence déterminante de Höchberg. Vollmar y veillera qui, suite au refus de Karl Hirsch, se charge de la rédaction. De Vollmar, il faut nous attendre à trop de rigueur et de rudesse plutôt que l'inverse et, depuis qu'il est dans le mouvement, Vollmar s'est aussi toujours occupé avec un très grand zèle du mouvement international, si bien que, même sur ce terrain, il n'est pas un nouveau venu. D'ailleurs Vollmar – qui en ce moment purge encore une peine de prison de trois semaines – aura ici avec nous une discussion longue et approfondie, avant d'aller à Zurich, si bien qu'il sera exactement instruit de nos intentions.
>
> J'espère donc que Marx et vous, comme promis d'abord, vous collaborerez au journal et qu'il deviendra réellement un journal à la fois allemand et international

Veuillez m'excuser de répondre si tard à votre lettre, j'ai été plusieurs semaines en voyage d'affaires et ne suis rentré que samedi. L'impression que j'ai recueillie sur l'état d'esprit populaire au cours de mon voyage correspond tout à fait aux développements que vous faisiez dans votre dernière lettre sur les effets de la politique douanière allemande. Malgré la loi contre les socialistes, nous pouvons être très satisfaits de la marche des choses.

Salutations cordiales à Marx et à vous.
A. Bebel

PS : Même si Höchberg soutient le journal matériellement aussi, ce dont je ne sais rien pour l'instant, nous ne dépendons tout de même pas de lui seul. On nous laisse déjà entrevoir de plusieurs côtés un total de 800 marks, et bientôt davantage si nécessaire ; de plus j'espère que l'aide financière n'aura pas besoin d'être importante, le journal ne tardant pas à couvrir lui-même ses frais. Enfin je dois dire que Höchberg n'a jamais essayé jusqu'ici d'acquérir une influence abusive. Cet homme a beaucoup trop à faire avec lui-même et souffre trop physiquement pour pouvoir faire cela. En tant que rédacteur de *l'Avenir,* il était normal qu'il donne le plus possible libre champ à ses opinions. À la rédaction du *Sozialdemokrat*, il n'a pas plus de voix que n'importe quel autre camarade connu, et son opinion ne prévaudra sous aucun prétexte sur la nôtre. »

Ma dernière lettre à Vollmar avant son entrée en fonction comme rédacteur disait :

« Leipzig, le 24 août 1879

Cher ami,

Je suis très heureux que soit enfin réglée la question du rédacteur, et donc la question principale. Une rencontre personnelle entre vous et nous est bien entendu très souhaitable, et le mieux est qu'elle ait lieu ici, pour vous éviter ainsi un détour sur la route de Zurich. D'ici là, nous voulons laisser aussi en suspens tous les points particuliers, car de vive voix tout se règle beaucoup plus vite.

D'après Zurich, il semble qu'une pression à gauche soit tout à fait de mise, et dès à présent elle doit se faire et se fera à partir d'ici. Nous n'approuvons pas les premiers arrangements qui ont été trouvés là-bas, parce qu'ils sont manifestement frappés de paralysie. On voit avec quelle facilité le contact et l'énergie se perdent, quand il s'agit de gens enclins par tempérament à capituler.

Je pourvoirai aux frais de voyage. Ayez la bonté de me rapporter mes livres quand vous viendrez ici. Votre lettre à Most n'aura pas grand résultat. Quand il entendra parler du projet, Most n'en sera que plus furieux et, comme il s'agit autant pour lui de revenus que

d'influence sur le parti, il va nous supposer encore une fois les pires intentions contre lui. Je n'ai pas publié la moindre ligne contre Most, et pourtant il cogne sur moi aussi aveuglément que sur les autres…

On a écrit à Marx et Engels à Londres et, eux qui se laissent un peu à la légère influencer par Karl Hirsch, je pense qu'ils changeront de ton.

Puisse le temps de votre détention ne pas vous paraître trop long et se dérouler comme vous le souhaitez.

Très amicalement.
A. Bebel »

Lorsque Vollmar quitta la prison, la police de Dresde lui remit comme viatique pour Zurich son ordre d'expulsion de Dresde, tandis que Max Kayser reçut son ordre d'expulsion en vertu de sa condamnation sur la base du § 22 de la loi contre les socialistes.

Les Annales de Richter

On comprenait maintenant les lenteurs et la répugnance des trois camarades de Zurich – Schramm, Höchberg et Bernstein – à accéder à notre demande d'accélérer énergiquement la parution du *Sozialdemokrat* : dans un ouvrage dont Höchberg était l'instigateur, les *Annales pour la science sociale et la politique sociale,* qui parut en juillet 1879, ils avaient publié un article rédigé en commun, qui en effet cadrait mal avec l'entreprise que nous projetions. Dans le journal que nous étions en train de fonder, nous voulions de toutes nos forces combattre cette loi honteuse qu'était à nos yeux la loi contre les socialistes. Mais les trois, avec une sorte de quiétisme[3]– perceptible déjà dans le ton général des lettres qu'ils avaient adressées à Most en mars – considéraient cette loi comme un châtiment bien mérité pour notre conduite si peu correcte dans la période précédant la loi contre les socialistes. C'est ce qu'ils expliquaient en introduction de l'article, qui portait le titre « Rétrospective sur le mouvement socialiste en Allemagne ». Des aphorismes critiques de *** », pour affirmer que le parti avait bien besoin du répit tout à fait nécessaire que la loi contre les socialistes lui avait imposé pour faire autocritique et retour sur lui-même, besoin donc d'une sorte de temps de pénitence. Après nous avoir reproché de mépriser les lois du pays en ne participant jusqu'ici ni aux élections communales ni aux élections du landtag dans les différents États, ils critiquaient notre attitude négative à l'égard des démocrates bourgeois et de l'intelligentsia. Nous aurions ainsi heurté de front de vaillants alliés et par là empêché de gagner des gens d'intelligence et de savoir qui, par leur contribution, auraient impulsé un nouveau développement. Nous nous serions, poursuivaient-ils, fourvoyés de façon unilatérale dans un « parti ouvrier » et nous nous serions par là limités à la production intellectuelle d'un petit nombre d'hommes qui, dans le journal du parti, répétaient souvent avec les mêmes slogans le contenu des brochures d'agitation de Lassalle. N'écrivant que pour les travailleurs et ne parlant qu'aux travailleurs, on aurait transposé dans la presse le ton des assemblées populaires et cherché à faire assaut de langage vigoureux. De ce fait, le ton des journaux n'avait pas contribué à la formation d'un bon goût. Si l'on voulait faire un lexique des invectives qui se trouvaient dans nos journaux – et Lassalle aussi recevait un coup de patte, pour quelques

3 Doctrine mystique qui prône la passivité.

déclarations dans *Bastiat-Schulze*[4] révélant un manque de politesse – « *ce lexique ne pourrait sûrement pas être considéré, même par les camarades les plus enragés, comme des morceaux choisis pour apprendre le bon ton… Et le style c'est l'homme… Pour parler net, ici le mauvais exemple de quelques chefs a eu un effet franchement démoralisant.* »

Et la leçon de morale continuait. Elle s'étendait même à la tenue vestimentaire, à l'apparence et aux manières des camarades : « *Il n'y a sûrement pas de honte à être sale à cause du travail, de là à se sentir bien dans sa saleté une fois le travail fini.* »

À propos de « *la pénétration des idées socialistes dans les cercles des gens cultivés* » comme les trois la concevaient, l'article disait : « *La présence des pasteurs Stoecker et Todt, et même l'attitude du prince Bismarck à l'égard de personnes d'esprit aussi résolument socialistes, pour ne pas dire social-démocrates, que le conseiller privé Wagner et Lothar Bucher, montrent à l'évidence que la nouvelle vérité s'empare irrésistiblement des esprits.* » Plus loin, on s'emportait contre la culture au rabais, contre le manque de tact de certains rédacteurs, et on soulevait la question de savoir si le parti lui-même ne portait pas quelque responsabilité dans le fait qu'il avait perdu la bataille du 21 octobre 1878. À cette question, on répondait oui.

Je ne donne de l'article qu'un extrait court et incomplet.

Cet article, sans grande hauteur de vue et sans intelligence très profonde du mouvement, nous l'avons considéré comme un modèle de pédantisme qui, dans les cercles du parti, devait forcément susciter l'animosité, là où on le lirait. Le temps pour ce genre de réflexion était aussi mal choisi que possible. Ce fut une chance que le livre ne fut pas mis en vente dans le public. Pour les Bismarck et consorts, l'article aurait été un satisfecit éclatant de leur attitude à notre égard. Dès que le livre arriva entre les mains de Marx et Engels – et ils l'eurent plus tôt que nous – et qu'ils lurent l'article, ils se mirent tous deux dans une colère noire. Il ne manquait plus que ce livre pour les convaincre qu'ils avaient affaire en la personne de Höchbeg – car sans son argent le livre aurait été impossible – à quelqu'un qui cherchait consciemment à mener le parti à sa perte. Ils mirent au point un exposé où ils étrillaient en détail livre et article. Engels m'écrivit même qu'il fallait exclure du parti un homme comme Höchberg. Ils envoyèrent pour information l'exposé à notre groupe parlementaire, qui de son côté fit faire une réponse par Fritzsche, après nous être entendus sur elle. Comme Marx et Engels l'avaient exigé expressément, l'exposé fut transmis par nos soins à Bracke, et par lui transmis au trio de Zurich. Là-dessus j'écrivis à Engels :

4 Pamphlet de Lasalle.

« Leipzig, le 23 octobre 1879

Cher Engels,

Si la réponse ci-jointe à l'exposé que vous avez rédigé en commun avec Marx est aussi formaliste, c'est que c'est Fritzsche qui l'a rédigée.

Au moment même où j'allais vous envoyer le document, me parvenait sous bande un fragment des *Annales* de Richter qui contient le fameux article. Je l'ai lu, et je comprends votre indignation. Mis à part les bourdes sur les principes, c'est d'un pédantisme comme je n'en ai encore jamais vu. En se plaçant si joliment au-dessus de tous, et en faisant tomber sur nous du haut de leur chaire leur lumière critique, les trois auteurs se sont mis tout le monde à dos, sans avoir gagné ni satisfait personne. De plus ce travail est plein de contradictions.

Bien entendu, je ne vais pas hésiter à écrire à Zurich ce que je pense. Les autres, ici, vont aussi faire de même dès qu'ils auront vu l'article, ce à quoi je veillerai. En étant donc obligé de me prononcer contre ce travail et sa publication totalement inutile – car, même en admettant que toutes ces belles leçons dont on régale le parti soient justes, elles ne pourraient même pas se réaliser, car c'est une sacrée utopie que de croire que le parti parviendrait à une activité libre autrement qu'après que le grand soir sera passé – je voudrais d'un autre côté mettre en garde contre une surévaluation de l'influence des auteurs dans le parti. Je ne m'avance pas trop en disant que dans le parti il n'y a pas plus d'une vingtaine de personnes qui approuvent ce travail, ne serait-ce que dans ses grandes lignes, et qu'il ne nuira à personne plus qu'à ses auteurs eux-mêmes.

Votre opinion sur l'influence des auteurs dans le parti est complètement erronée ; je dois souligner à nouveau et avec force que Höchberg, malgré les sacrifices matériels vraiment immenses qu'il a faits pour le parti, n'a jamais fait la moindre tentative pour en tirer une influence correspondante. Il n'a, autant que je sache, jamais posé comme condition que tel ou tel journal soit rédigé de telle ou telle manière, que tel ou tel rédacteur parte et que tel autre le remplace. Chaque fois que, d'où que ce soit, on lui a demandé de l'aide, et c'est arrivé très souvent et il y a déjà perdu pas mal d'argent, il s'est toujours adressé à moi ou à Geib, en règle générale à nous deux et à d'autres encore, pour demander s'il devait accorder cette aide, si l'entreprise ou les personnes le méritaient, et notre parole faisait loi. C'est à cause de ce désintéressement rarissime que je suis passé sur ses défauts de toute sorte.

S'il avait acquis à l'*Avenir* une certaine influence grâce à son activité de rédacteur, c'était dû à ce qu'effectivement nous ne disposions pas des gens adéquats. En outre, ce serait même nous illusionner grossièrement que de prétendre que dans toutes les têtes du parti il y aurait déjà une parfaite clarté sur les principes. C'est probablement un manque que l'on peut déplorer, mais c'est ainsi ; cela tient au fait que le parti existe depuis peu, et au fait que des milliers de personnes l'ont d'abord rejoint pour toute sorte de raisons et sans notions claires, et n'ont ensuite reçu que petit à petit dans le parti la formation nécessaire.

Pour revenir encore une fois aux personnalités mentionnées, je fais les remarques suivantes :

Hirsch n'avait pas besoin de se formaliser plus que Vollmar d'éventuelles imprécisions épistolaires des Zurichois. Vollmar a exposé clairement son point de vue par lettre à Zurich, il a pris ici ses instructions et quand il est arrivé à Zurich les choses se sont passées en douceur et sans difficultés. Aujourd'hui, il se plaint du manque de contrôle, tout au moins en ce qui concerne la direction commerciale ; sur le plan rédactionnel, personne encore ne lui a marché sur les pieds. Vous faites une grande erreur si vous croyez que c'est en premier lieu Hirsch qui nous aurait aidés à faire un journal indépendant. Vous nous avez là totalement sous-estimés, tout autant que vous avez surestimé les Zurichois.

Maintenant, si Hirsch accorde tant d'importance à une réponse satisfaisante en ce qui concerne sa demande de « garantie financière », et si vous faites de même et lui donnez totalement raison, alors moi je ne comprends pas.

Le parti n'a jusqu'ici jamais appliqué à ses entreprises le critère d'une gestion commerciale rigoureuse ; car alors la plupart de nos journaux n'auraient pas vu le jour. Nous avons, en son temps, créé sans un sou l'*Hebdomadaire démocrate*, d'où sont issus l'*État populaire* et ensuite *En Avant*, et il en a été de même d'une douzaine d'autres journaux.

La question, je l'avoue honnêtement, cette fois-ci non plus ne nous a pas donné trop de souci, parce que nous étions et sommes tous persuadés que sous peu le journal non seulement couvrira ses frais, mais dégagera même un excédent permettant de couvrir ses frais de lancement. Notre calcul, c'était que Höchberg consentirait au moins à faire l'avance nécessaire pour le créer et le lancer, au cas où nous ne serions pas capables de la faire. Si Hirsch s'était adressé à moi, je n'aurais pas pu lui faire d'autre réponse que celle que je vous fais ici par écrit. Mais il me semble que Hirsch n'avait aucune

confiance en cette entreprise sans des mille et des cents de subvention garantie et que, parce qu'il ne l'avait pas, il se faisait peur sans raison.

Je ne vois rien d'autre à dire sur ces points. L'affaire est réglée, l'entreprise vit et continuera de vivre de manière que Marx et vous puissiez l'approuver.

Quant au ton du journal, si nous nous imposons une certaine réserve, c'est pour éviter que, au cours des procès inévitables qui résulteront de sa diffusion, les tribunaux ne puissent accuser en plus les inculpés de délits graves touchant son contenu. Nous ne pouvons absolument pas nous permettre ces condamnations, qui nous imposent de lourds sacrifices financiers. Il est très difficile de réunir les fonds nécessaires pour les nombreux expulsés et leurs familles, ou pour tous les camarades à qui la loi contre les socialistes a retiré leur gagne-pain ; tout nouvel appel à notre porte-monnaie nous est extrêmement importun. S'il n'y avait pas la crise, nous en ririons, mais elle pèse plus effroyablement de semaine en semaine. Et c'est sur nos meilleurs districts qu'elle pèse le plus lourdement. Ce sont des conditions dont nous devons tenir compte, que nous le voulions ou non.

Quelques mots encore sur le cas Kayser. Je vous dis franchement que j'ai été indigné par le ton sur lequel Hirsch a agressé Kayser, bien que je ne sois pas moi-même d'accord avec l'attitude de Kayser. On n'a pas à traiter les camarades de cette façon-là. Cette agression débordait de haine personnelle ; on voyait très bien que celui qui écrivait saisissait avec joie l'occasion de chercher noise à Kayser.

Ce que le parti pense du protectionnisme et du libre-échange, il l'a montré dans sa résolution au congrès de Gotha (1877), auquel Hirsch assistait. La résolution adoptée là-bas, que K.Hirsch et Most ont approuvée, était le principe directeur de notre action. Il nous était totalement indifférent que Bismarck, grâce à des droits protecteurs, reçoive ou pas une ribambelle de millions, du moment que nous nous étions convaincus que, dans les circonstances présentes, des droits protecteurs étaient nécessaires à l'industrie. Sur cette idée nous étions divisés, et sur bien des points, et sur cette question non seulement les députés étaient divisés, mais le parti aussi dans son ensemble. Ainsi par exemple Auer était un protectionniste enragé, alors que Geib et Blos étaient des libre-échangistes tout aussi enragés. Höchberg était pour le libre-échange inconditionnel, Bernstein pour le protectionnisme sous condition, etc.

Ce qui nous discrédita au Reichstag ce n'est pas nos votes, mais les défauts de nos porte-parole. Les débuts malheureux de Kayser

sur la question des droits de douane sur l'acier ne pouvaient contrarier personne plus que nous, et on ne lui épargna pas les reproches. Vahlteich, qui devait faire le discours général, ne prit pas la parole lors du premier débat plénier, et lorsqu'il prit la parole en troisième lecture il était en si mauvais point qu'il fallait nous réjouir qu'il n'ait pas fait de gaffes. C'était la poisse, et je ne m'en réjouis pas.

Ce qui en outre fit paraître si terne notre représentation parlementaire de l'époque – sans parler des nombreuses fois où l'on nous coupa la parole, deux fois par exemple rien que pour moi dans la question des douanes sur les céréales – ce fut la longue durée de la session, qui nous obligea presque tous à rentrer chez nous assez longtemps et à être souvent absents ; et ensuite nos moyens insuffisants, qui n'étaient pas prévus pour une telle durée. Vous, à l'étranger, vous n'avez pas idée des difficultés que la plupart d'entre nous doivent affronter. Je ne considérerais pas comme un malheur d'être délivré de tout ça pendant quelques années, suite à un échec à une élection.

Les craintes que vous exprimez concernant la position du nouveau journal, je ne veux pas y revenir. Le journal est là et vous pouvez juger. Si Marx et vous n'êtes pas satisfaits de telle ou telle orientation, eh bien, aidez-nous à l'améliorer en y écrivant assidûment.

Demain j'enverrai votre document à Bracke – qui du reste, étant malade, n'est au courant de presque rien –, et de là-bas il ira à Zurich.

Mes amitiés à vous et à Marx.

A. Bebel »

Le *Sozialdemokrat*

Une fois enfin surmontés tous les obstacles préalables, le premier numéro du journal parut le 28 septembre, avec un appel signé de l'éditeur et de la rédaction du journal. L'appel signalait d'abord que la loi d'exception empêchait toute presse défendant ouvertement les principes du parti, et pas seulement en Allemagne mais aussi en Autriche où, même sans loi d'exception, les confiscations et les condamnations avaient compliqué à l'extrême toute défense, même modérée, de nos principes. Un journal qui, avec une attention particulière accordée à l'Allemagne et à l'Autriche, défende sans réserve et sans compromis les principes de la social-démocratie et leur diffusion dans le peuple, était donc une nécessité. Sans posséder d'organe propre, le parti allemand avait su jusqu'ici mener le combat, sa réussite le prouvait, mais à la longue un journal se donnant pour tâche de continuer et de développer la formation politique des camarades était indispensable. La création du *Sozialdemokrat* émanait d'un groupe de sociaux-démocrates de langue allemande qui s'étaient retrouvés en Suisse et avaient décidé de faire paraître un organe international de la social-démocratie de langue allemande, qui soit un défenseur du parti apte à lutter tous azimuts. Le programme d'unification de Gotha qui lui servirait de ligne directrice définirait la position du journal. Le parti resterait, comme avant, un parti révolutionnaire dans le meilleur sens du terme, mais s'opposerait de la manière la plus déterminée aux sottises révolutionnaristes et putschistes. Le *Sozialdemokrat* se situerait *« totalement et entièrement sur le terrain de la social-démocratie, telle qu'elle était et telle qu'elle est »*. Et comme les champions les plus fameux de la social-démocratie de tous les pays, et en premier lieu des pays allemands, avaient promis de collaborer au journal, ce ne serait donc pas une affaire privée, mais l'organe officiel du parti.

Dans les numéros suivants du *Sozialdemokrat* parut le compte rendu d'activité du groupe parlementaire. En ce qui concerne la tactique à observer, il notait que le devoir du parti était de n'offrir à la réaction aucune possibilité d'utiliser la social-démocratie comme épouvantail rouge, de balayer la haine que d'infâmes calomnies avaient répandue sur nous et de faire retomber la haine suscitée par la mauvaise situation économique et sociale actuelle sur ceux qui le méritent réellement, que ce soit par responsabilité active ou par laisser-faire passif. *« Nous sommes ce que nous étions et nous resterons ce que nous sommes. »*

Le compte rendu met en garde contre l'illusion d'une fin de la loi contre les socialistes et de l'état de siège instauré sur Berlin. La réaction ne pouvait pas les suspendre et ne les suspendrait pas, tant qu'elle ne se heurterait pas à une résistance insurmontable.

La conclusion disait : « *Que les camarades resserrent partout très fort les liens entre eux, qu'ils aspirent à se sentir un élément du tout ! En ces temps d'épreuve et de décantation, chacun doit faire son devoir au maximum, mettre toutes ses forces et ses capacités au service du parti. La coopération de tous est impérativement nécessaire. Celui qui la trouble et sème la discorde est un ennemi de notre cause. Pas de confiance aveugle en des individus, mais pas non plus de méfiance aveugle. Sévère critique des camarades, unie à une sévère autocritique. Nous connaissons les devoirs accrus que la loi contre les socialistes nous impose et nous sommes décidés à les remplir. Vive la social-démocratie ! A. Bebel, F. W. Fritzsche, M. Kayser, W. Liebknecht, J. Vahlteich, Ph. Wiemer* »

Hasenclever, qui avait été élu au Reichstag juste après la clôture de la dernière session, se déclara dans un post-scriptum d'accord avec le compte rendu du groupe.

À présent je fais suivre à nouveau quelques lettres dont le contenu ne se rapporte pas exclusivement au *Sozialdemokrat*, mais qui, à ce que je crois, sont d'autant plus intéressantes qu'elles font paraître au grand jour des divergences d'opinion dont on n'a jusqu'à aujourd'hui rien su dans le parti.

Le 21 octobre 1879, je répondais à une lettre de Vollmar :

« Cher ami,

Que tout n'allait pas sans accroc à Zurich, c'est bien ce que nous avons pensé ; par ailleurs, vu que tout ce dont vous vous plaignez est surtout dû, comme vous le dites vous-même, à l'absence de conception juste et à une certaine anxiété, tout se mettra petit à petit en place…

Si Schramm se tient totalement à l'écart et si Höchberg est très souvent en voyage, Bernstein doit nous proposer deux personnes qui règlent avec lui l'aspect commercial et nous fassent provisoirement un rapport.

Une expédition solide et régulière est absolument nécessaire, et nous souhaitons beaucoup que Bernstein spécialement puisse s'occuper d'organiser la gestion car, en tant que commerçant, il en a incontestablement l'étoffe. J'ai aussi écrit qu'il est tout à fait conseillé, étant donné les précautions que l'expédition exige et vu qu'elle doit le plus possible aussi diriger et organiser le travail d'écriture, que Uhle se consacre entièrement à l'expédition ; il ne manquera pas de travail. Vous voudrez bien remettre à Uhle en main propre la pièce jointe qui contient tout ce qui concerne l'expédition.

Nous sommes tous fermement convaincus que le journal couvrira d'ici peu ses frais. L'opinion est partout favorable. C'est

l'abonnement qui au début posera des difficultés. Les camarades ne savent pas encore quoi faire et il s'agit ici ou là d'encourager et d'organiser. Il serait tout à fait conseillé que vous, à la direction, vous fassiez savoir avec la plus grande insistance que ce n'est pas l'abonnement et la lecture du journal qui sont passibles de sanctions, mais seulement la transmission à une tierce personne. Aussitôt que je me serai débarrassé des travaux les plus urgents, j'écrirai quelques articles sur la conduite à tenir par nos camarades en cas de mesures répressives en vertu de la loi d'exception. On en encaisse bien plus que ce que la loi prescrit et, même si les recours en justice ne servent pas à grand-chose, il faut pourtant les poursuivre jusqu'à la dernière instance, afin que nous puissions en son temps, au Reichstag, attaquer d'autant plus franchement.

Nous sommes tout à fait d'accord avec votre tactique à l'égard de Most et de la *Liberté*, là-dessus, dès le départ, il n'y avait pas non plus de divergences. Most peut, dans le courrier des lecteurs, nous attaquer aussi grossièrement qu'il veut, nous ne le voyons pas. Il se condamne ainsi aux yeux des plus sensés de ses propres partisans. Le fait est que la simple parution du journal a produit partout l'impression la plus favorable et là-bas aussi l'opinion, même si elle n'a pas connu un revirement immédiat, a en tout cas été fortement ébranlée, là où on était jusqu'à présent totalement pour Most. Pour ce que j'ai entendu jusqu'ici, on approuve la position du journal …

Placez à la une du journal un appel énergique à des collectes au profit des expulsés. Je suis au désespoir, aujourd'hui encore sont arrivés ici sept des expulsés berlinois les plus récents – rien que des pères de famille – et je ne sais plus d'où je dois prendre l'argent. Attirez l'attention sur la tactique brutale de Madai qui, avec une perversité raffinée, expulse surtout des pères de famille. Ce type vise manifestement à une provocation et aimerait bien un putsch ou un nouvel attentat commis par un de ceux que sa brutalité pousse au désespoir. Attirez encore l'attention sur le fait que ces expulsions n'ont qu'un seul but, faire admettre aux imbéciles la reconduction de l'état de siège.

Je vous informe que, inculpé pour avoir collecté de l'argent pour les expulsés, j'ai été relaxé il y a deux semaines. Le jugement suit.

Vous pouvez dire dans l'appel qu'il est possible d'envoyer de l'argent aux adresses connues en Allemagne, mais que par ailleurs aussi la rédaction ou l'expédition se déclarent prêtes à cela…

Salutations cordiales de nous tous.
A. Bebel »

Les articles que je voulais écrire, auxquels je fais allusion dans la lettre qui précède, sont parus plus tard ; ils avaient pour titre : Comment nous comporter devant la police et la justice ? Informer, comme les articles le faisaient, c'était une nécessité, vu les graves violations incessantes des lois que nombre de policiers aussi bien que des procureurs et des juges d'instruction commettaient dans la manière de traiter nos camarades. En particulier, lors des innombrables perquisitions, en règle générale aucune des dispositions légales n'était respectée. Et de telles perquisitions il s'en faisait des milliers dans l'année. Par exemple, la police de Dresde s'autorisa même cette farce de perquisitionner jour après jour, un mois durant, chez le camarade Kegel. C'était un abus de pouvoir manifeste. Une fois parus, mes articles furent réunis en brochure et diffusés à des milliers d'exemplaires. Cela rendit de bons services à nos camarades.

Le 14 novembre 1879 je reçus une réponse d'Engels à ma lettre du 23 octobre. Il écrivait :

« Cher Bebel,

Merci beaucoup pour vos informations ainsi que celles de F. et L., qui nous permettent enfin de comprendre comment les choses se sont passées. Mais a priori la chose n'était vraiment pas si simple, en témoignent les premières lettres de Leipzig ainsi qu'en général le méli-mélo avec Hirsch. Cela aurait été impossible si, à Leipzig, on avait mis dès le début le holà aux prétentions de censure des Zurichois. Si on avait fait cela et qu'on en eût informé Hirsch, tout aurait alors été en ordre. Mais comme cela ne s'est pas fait, si je confronte encore une fois ce qui a été fait et ce qui a été négligé, les informations d'aujourd'hui et les lettres antérieures de tous les participants, je ne puis que conclure que Höchberg n'avait pas tout à fait tort quand il me disait que la censure de Zurich n'avait été mise en œuvre que pour Hirsch, et qu'elle était de trop pour Vollmar.

En ce qui concerne la création du journal, je ne m'étonne pas beaucoup que vous preniez la chose aussi légèrement. C'est que vous tentez la chose pour la première fois. Mais Hirsch venait d'avoir une expérience pratique avec la *Lanterne* et nous, qui avions déjà vu très souvent la même chose et qui étions nous-mêmes passés par là, nous ne pouvons que lui donner raison quand il voulait voir ce point sérieusement examiné. La *Liberté,* malgré toutes les aides, termine son troisième trimestre avec un déficit de 100 livres = 2 000 marks. Je n'ai encore jamais connu un journal allemand interdit à l'intérieur du pays qui ait pu se maintenir sans aides importantes. Ne vous laissez pas aveugler par les premiers succès. Les difficultés propres à la contrebande n'apparaissent qu'avec le temps et croissent sans cesse.

Vos observations sur l'attitude des députés et en général des dirigeants du parti dans la question de la protection douanière confirment chaque mot de ma lettre. C'était déjà suffisamment grave que le parti, qui se vante d'être si supérieur à la bourgeoisie, dès cette première épreuve économique soit, lui aussi divisé, y voie aussi peu clair que les libéraux-nationaux qui, eux au moins, avaient pour leur pitoyable débâcle l'excuse qu'entraient ici en conflit de véritables intérêts de la bourgeoisie. Encore plus grave, qu'on laisse apparaître cette division, qu'on se montre incertain et hésitant. Si l'on ne pouvait pas même parvenir à un accord, alors il n'y avait qu'une solution : déclarer cette question une question purement bourgeoise, ce qu'elle est en effet, et ne pas prendre part au vote. Le pire, c'est qu'on a permis à Kayser de faire ses discours déplorables et de voter pour la loi en première lecture. C'est seulement après ce vote que Hirsch l'a attaqué et, si Kayser en troisième lecture vote contre la loi, cela ne rend pas la chose meilleure pour nous, mais plutôt pire.

La résolution du congrès n'est pas une excuse. Si le parti se déclare aujourd'hui encore engagé par toutes les anciennes résolutions de congrès prises dans les bons vieux temps de paix, il se met lui-même aux fers. Le terrain de droit sur lequel se meut un parti vivant, il ne doit pas seulement le créer lui-même, il doit aussi pouvoir à tout moment le modifier. La loi contre les socialistes, en rendant impossible tout congrès, et par là même toute modification des anciennes résolutions de congrès, anéantit aussi la force contraignante de ces résolutions. Un parti à qui on coupe la possibilité de prendre des résolutions contraignantes ne doit chercher ses lois que dans ses besoins vivants et toujours changeants. Mais s'il veut subordonner ces besoins aux anciennes résolutions qui sont à présent pétrifiées et mortes, alors il creuse sa propre tombe.

Ça c'est le côté formel. Mais le contenu de cette résolution la rend à plus forte raison caduque. Premièrement, elle est en contradiction avec le programme, en permettant de voter pour des impôts indirects. Deuxièmement, en contradiction avec la tactique imprescriptible du parti, parce qu'elle permet de voter des impôts à l'État actuel. Mais troisièmement, elle dit, traduit en bon allemand, la chose suivante :

Le congrès reconnaît ne pas être suffisamment instruit sur la question de la protection douanière pour pouvoir prendre une décision tranchée, pour ou contre. Il se déclare donc incompétent sur cette question, se limitant, pour le cher public, à énoncer quelques lieux communs, dont les uns ne veulent rien dire, les autres se

contredisent entre eux ou contredisent le programme du parti, et il est bien content de se débarrasser ainsi de la chose.

Et cette déclaration d'incompétence, avec laquelle en temps de paix on remet aux calendes grecques une question alors purement académique, on voudrait aujourd'hui, en ces temps de guerre où la question est devenue brûlante, qu'elle soit contraignante pour tout le parti, jusqu'à ce qu'elle soit légalement annulée par une nouvelle décision, aujourd'hui impossible ?

Une chose est sûre en tout cas : Quelle que soit l'impression que les attaques de Hirsch contre Kayser ont faite sur les députés, ces attaques reflètent l'impression que la conduite irresponsable de Kayser a faite chez les sociaux-démocrates de l'étranger, allemands comme non-allemands. Et on devrait tout de même comprendre enfin qu'on doit maintenir la réputation du parti, non seulement à l'intérieur de nos quatre murs, mais aussi devant l'Europe et l'Amérique.

Et cela m'amène au compte rendu. Autant le début est bon, autant le traitement des débats sur la protection douanière est habile, vu les circonstances, autant sont désagréables les concessions aux philistins allemands contenues dans la troisième partie. Pourquoi ce passage totalement superflu sur la « guerre civile », pourquoi ce coup de chapeau à « l'opinion publique », qui en Allemagne sera toujours celle des philistins buveurs de bière, pourquoi ici effacer totalement le caractère de classe du mouvement ? Pourquoi faire ce plaisir aux anarchistes ? Et de plus toutes ces concessions sont absolument inutiles. Le philistin allemand est la lâcheté incarnée, il ne respecte que celui qui lui inspire de la crainte. Mais celui qui veut lui faire des mamours, celui-là il le prend pour un de ses semblables et ne le respecte pas plus qu'un de ses semblables, c'est-à-dire pas du tout. Et maintenant, après que la tempête d'indignation des philistins buveurs de bière, ce qu'on appelle l'opinion publique, s'est à nouveau apaisée, je le reconnais, que de toute manière le poids de l'impôt use à nouveau les gens, pourquoi encore toute cette guimauve ? Si vous saviez comment c'est perçu à l'étranger ! C'est très bien qu'un journal de parti soit obligatoirement rédigé par des gens qui sont au cœur du parti et du combat. Mais, si vous étiez seulement six mois à l'étranger, vous jugeriez tout autrement cette humiliation volontaire et totalement superflue des députés du parti devant le philistin. La tempête qui, après la Commune, s'abattit sur les socialistes français était tout autre chose que les braillements dans l'affaire Nobiling en Allemagne. Et combien les Français ont montré plus de fierté et de conscience ! Où trouvez-vous pareille faiblesse, pareils compliments

pour l'adversaire ? Ils se taisaient, quand ils ne pouvaient pas s'exprimer librement. Ils laissaient le philistin brailler tout son soûl, ils savaient que leur temps reviendrait bien un jour, et maintenant il est là.

Je veux bien croire ce que vous me dites de Höchberg. Je n'ai absolument rien contre son caractère personnel. Je crois aussi que c'est seulement à cause de la chasse aux socialistes qu'il a commencé à se rendre compte de ce qu'il veut au fond de son cœur. Ce qu'il veut est bourgeois et non prolétaire, j'ai tenté – vraisemblablement en vain – de le lui faire comprendre. Mais, une fois qu'il s'est donné un programme, vous voulez que je le croie capable de dépasser la faiblesse du philistin allemand, en admettant qu'il ne cherche pas aussi à le faire accepter. Höchberg avant et Höchberg après ce fameux article, ce sont justement deux personnes différentes.

Mais maintenant je trouve dans le n° 5 du *Sozialdemokrat* une correspondance de l'Elbe inférieur, dans laquelle Auer prend ma lettre comme prétexte pour m'accuser – certes sans me nommer mais de manière suffisamment explicite – de *« semer la méfiance à l'égard des camarades les plus éprouvés »,* donc les calomnier (car sinon je serais autorisé à le faire). Non content de cela, il invente sur mon compte des choses aussi stupides qu'infâmes, qui ne sont pas du tout dans ma lettre. À ce qu'il paraît, Auer s'imagine que j'exige quelque chose du parti. Mais vous savez que ce n'est pas moi qui exige quelque chose de parti, mais que c'est au contraire le parti qui exige quelque chose de moi. Vous et Liebknecht le savez : la seule chose que j'ai jamais demandée au parti est qu'il me laisse tranquille pour pouvoir terminer mes travaux théoriques. Vous savez que depuis seize ans j'ai pourtant été constamment sollicité pour écrire dans les journaux du parti ; que je l'ai fait aussi, que j'ai écrit des séries entières d'articles, des brochures entières sur la commande expresse de Liebknecht, par exemple *La Question du logement* et *L'Anti-Dühring*. Ce que j'ai vu en retour comme amabilités de la part du parti – par exemple les agréables discussions de congrès au sujet du *Dühring* – je ne veux pas l'aborder de plus près. Vous savez également que Marx et moi avons volontairement pris la défense du parti contre les adversaires de l'extérieur, depuis aussi longtemps que le parti existe, et que nous n'avons en retour demandé au parti qu'une seule chose : qu'il ne se renie pas.

Mais si le parti me demande de collaborer à son nouveau journal, il va de soi qu'il veillera au moins à ce qu'au cours même de la négociation, et de plus par l'un des copropriétaires nominaux, je ne sois pas dans ce même journal qualifié calomnieusement de

calomniateur. Je ne connais aucun code d'honneur, littéraire ou autre, selon lequel cela serait supportable, je crois que même un reptile ne tolérerait pas cela. Je dois donc poser la question :

1. Quelle réparation pouvez-vous m'offrir pour cette insulte grossière et non provoquée ?

2. Quelle garantie avez-vous à m'offrir que chose pareille ne se renouvellera pas ?

D'ailleurs, face aux allégations mensongères d'Auer, je veux encore vous dire qu'ici nous ne sous-estimons pas les difficultés avec lesquelles le parti doit lutter, ni l'importance des succès malgré tout remportés et l'attitude jusque-là tout à fait exemplaire des masses du parti. Il va bien sûr de soi que chaque victoire remportée en Allemagne nous réjouit tout autant qu'une autre remportée ailleurs, et bien plus encore, parce que le parti allemand, dès le début, s'est développé en s'appuyant sur nos élaborations théoriques. Mais c'est justement pourquoi nous devons avoir aussi particulièrement à cœur que l'attitude pratique du parti allemand, et en particulier les déclarations publiques de la direction du parti, restent aussi en harmonie avec la théorie générale. Certes, notre critique déplaira à beaucoup mais, bien plus que tous les compliments non critiques, il doit pourtant être intéressant pour le parti d'avoir à l'étranger quelques personnes qui, n'étant pas influencées par les conditions locales confuses et par les détails de la lutte, évaluent de temps en temps ce qui se fait et ce qui se dit en fonction des propositions théoriques valables pour tout le mouvement prolétarien moderne et lui renvoient l'impression que sa conduite produit à l'extérieur de l'Allemagne.

Très amicalement à vous tous.
F. Engels »

Le ton agressif de la lettre ainsi que les attaques contre Auer m'incitèrent à répondre à cela dès le 18 novembre.

« Cher Engels,

Si je réponds très vite à votre lettre, bien que je sois surchargé de travail, c'est parce que j'aimerais éclaircir le plus vite possible un fâcheux malentendu de votre part. Vous considérez que la correspondance dans le n° 5 du 23 octobre est dirigée contre vous. C'est une erreur. Ce jour-là Auer, je peux vous l'assurer catégoriquement, n'avait pas encore votre écrit en main. Il ne l'a eu que tout de suite après. Manifestement c'est à Hans Most qu'Auer pensait et à personne d'autre, et moi à première vue je n'ai vraiment pas compris autrement cette correspondance. J'aurais moi-même eu la même conviction s'il avait déjà eu votre lettre à ce moment-là,

pour la simple raison qu'il n'était pas possible de parler de *« semer la méfiance à l'égard de camarades éprouvés »* dans le petit cercle des lecteurs de cette lettre. Il aurait fallu qu'Auer soit d'une grande naïveté pour faire d'une correspondance l'objet de telles controverses, qu'en tout cas lui aussi concevait de façon tout à fait loyale – car elles étaient bien adressées à tous les participants.

J'espère que cette explication vous convaincra de l'inexactitude de votre interprétation et par conséquent de l'inexactitude de toutes les conclusions que vous en tirez. Si Höchberg a réellement déclaré que la censure n'a été instaurée que contre Hirsch, mais qu'elle était de trop contre Vollmar, alors cela je ne le comprends tout simplement pas. À ce que je comprends des personnes, Höchberg a dû forcément trouver Hirsch plus sympathique que Vollmar, lequel a dans tout son être quelque chose de rude et de pas du tout commode. De même, sur la question du jour alors brûlante, la question de la douane, Hirsch était bien plus proche de Höchberg que de Vollmar, car Höchberg est absolument libre-échangiste.

Vous dites que nous aurions dû intervenir tout de suite lorsqu'on tenta depuis Zurich de placer Hirsch sous censure. À cela, j'ai à répondre que je ne l'ai appris que lorsque Hirsch a définitivement refusé. Je peux en outre assurer que Vollmar, qui à ce moment-là était dans une situation très précaire, était furieux qu'on lui ait fait attendre une réponse définitive, parce qu'on travaillait encore Hirsch en permanence pour qu'il accepte, alors qu'il avait déjà dit non, et parce que Höchberg se rendait même à Paris dans ce but. Mais il ne sert à rien aujourd'hui de continuer à écrire là-dessus.

Votre avis sur notre position dans la question des douanes n'est pas juste. C'est précisément parce que nous ne pouvions pas parler à nos camarades que nous avons dû plus que de coutume tenir compte de l'opinion, et celle-ci effectivement était partagée. Nous ne pouvions pas interdire à Kayser son « discours déplorable », pour la bonne raison que nous ne pouvions pas savoir à l'avance qu'il en tiendrait un de ce genre. Il avait effectivement étudié le sujet avec grand soin, mais il ne parvint pas à placer un mot au bon moment et les interruptions le décontenancèrent. Un malheur qui est aussi déjà arrivé à d'autres. Après coup, nous aussi aurions préféré qu'il n'eût pas parlé, mais nous n'avions pas le droit de le maltraiter pour cela, comme Hirsch l'a fait dans la *Lanterne*.

Kayser n'a pas non plus voté pour la loi en première lecture – ou plutôt en deuxième, car en première il n'y a pas de vote, parce que c'est un débat général. Il a seulement voté pour des droits de douane plus élevés sur l'acier et pour quelques autres points. Il a aussi voté

en troisième lecture pour des droits de douane élevés sur l'acier, mais en fin de compte contre la loi dans son entier.

Je suis convaincu que, si le parti avait pu tenir un congrès en 1879 aussi, sa résolution aurait été la même qu'il y a deux ans, pour la simple raison que, dans cette question purement pratique, plusieurs courants existent et que la simple négation aurait eu du mal à trouver un écho dans le milieu de nos électeurs. Tant que nous agissons sur le terrain parlementaire, nous ne pourrons pas en rester à la pure négation, la masse réclame qu'on s'occupe aussi d'aujourd'hui, sans préjudice de ce qui arrivera demain.

J'avoue que sur ce terrain-là on peut aller facilement trop loin et qu'il faut discuter continuellement, attentivement, au cas par cas, jusqu'où on a le droit d'aller. Dans tous ces cas il est très facile d'avoir des opinions divergentes, surtout lorsque, comme vous deux, on manque de contact avec les masses, dont il faut tenir compte avant tout.

Il est instructif en tout cas que le dernier congrès de Marseille[5] ait pris, sur la question douanière, presque mot à mot la même décision que nous il y a deux ans.

Et maintenant venons-en à notre compte rendu. Je vous accorde dès le début qu'il aurait pu être infiniment plus mordant qu'il ne l'a été ; mais il y a une chose que vous n'avez pas le droit d'oublier, les circonstances et les conditions dans lesquelles il a été écrit. En raison de notre loi sur la presse, on pouvait pour cela nous arrêter en Allemagne, et il va sans dire que nous n'y tenions pas à ce moment-là.

Maintenant, nous aurions pu supprimer carrément tout le passage sur la révolution seulement, face aux accusations et aux soupçons continuels de Most qui avait réussi, parce qu'il était le seul à avoir la parole, à faire tourner la tête d'un tas de gens, une telle explication était nécessaire. Je ne crois pas non plus qu'on puisse lire dans le passage mentionné une concession aux philistins buveurs de bière, nous ne sommes pas si naïfs. Nous avons dit assez clairement ce que nous entendons par « opinion publique ». Nous voulions par là bien sûr dire aussi les petit bourgeois et les paysans qui, ces dernières années, ont adhéré en grand nombre et qui, à la dernière élection, ont sauvé dans bon nombre de circonscriptions l'honneur du parti, parce que les ouvriers, sous la pression et la traque des fabricants d'un côté et de la crise de l'autre, ont boudé les urnes, et de plus ici ou là, même si c'est la rage au cœur, se sont laissé entraîner à voter contre nous.

5 Congrès ouvrier socialiste de France, à Marseille, octobre 1879.

Je n'aime pas m'aplatir, pas plus que d'autres autour de moi ; si je croyais que ne serait-ce qu'un seul de nos adversaires pût retirer de la lecture du compte rendu une impression de sentimentalité ou de manque de fermeté, moi je ne l'aurais pas signé. De là-bas, vous ne pouvez vraiment pas vous faire une idée juste de la situation ici, et alors vous vous mettez à appliquer de tout autres critères et faites une critique comme personne en Allemagne même n'aurait l'idée d'en faire. Nos adversaires ne se trompent pas sur nous, ni nous sur eux. Que nous vivions et ne nous laissions pas mettre à mort, cela les met au désespoir, ils sont tout à fait incapables de comprendre qu'on puisse rester en vie sans l'autorisation des autorités. Mais justement, comme nous sommes condamnés à fermer notre gueule en public et qu'à l'inverse nos adversaires ont un droit de parole illimité, alors, là où nous prenons la parole, il nous faut nous comporter le plus prudemment possible, pour leur offrir le moins possible l'occasion de nous attaquer efficacement.

C'est une tactique avec laquelle, à mon avis, nous ne nous compromettons absolument en rien, mais qui nous profite beaucoup. Je le répète, nos adversaires ne se trompent pas sur notre tactique, comme en témoigne le tranquille laisser-faire à l'égard des actes arbitraires les plus graves contre nous, mais nous les mettons hors d'état de continuer à nous traquer et, au train où vont les choses, c'est nécessaire et c'est un succès.

Nous accepterons toujours volontiers vos critiques et nous souhaitons aussi que vous les exerciez en toute liberté dans le journal lui-même, sauf sous une forme blessante. Nous reconnaissons que, maintenant justement, l'échange de vues est d'autant plus nécessaire que sont bouchés des centaines de canaux par lesquels d'habitude passait le sentiment de cohésion et d'harmonie. En somme, je crois pouvoir dire que nous comprenons infiniment mieux votre position que vous la nôtre, et cela permet de savoir quel côté est le plus difficile.

J'espère que l'élection de Magdebourg du 10 décembre vous rafraîchira à nouveau un peu le cœur. Vraisemblablement, nous allons avoir une nouvelle élection pour remplacer Bracke qui, comme il dit, est incapable de continuer ses activités. Nous voulons la réserver pour 1880.

Hans [Most] a introduit dans ma lettre à l'association d'éducation ouvrière communiste plusieurs déformations qui en altèrent le sens, intentionnellement je crois.

Avec mes salutations les meilleures à vous et à Marx.

A. Bebel »

Engels répondit à cette lettre dès le 24 novembre 1879 :

« Cher Bebel,

J'avais mes bonnes raisons de me sentir concerné par l'allusion d'Auer. La date ne prouve rien. Quant à Most, il l'exclut formellement. Donc demandez-lui à lui-même de qui il parlait, nous verrons bien ensuite ce qu'il dit. Je suis convaincu que le malentendu n'est pas de mon côté.

La bonne explication, c'est Höchberg en fait qui l'a donnée.

Je sais que pendant les pourparlers avec Hirsch vous étiez la plupart du temps absent et il ne me vient pas à l'esprit de vous rendre responsable de ce qui est arrivé.

En ce qui concerne la question des droits de douane, votre lettre confirme exactement ce que j'en ai dit. Si l'opinion était divisée, ce qui était le cas, alors, pour tenir compte de cette opinion divisée, il fallait justement s'abstenir. Sinon, on ne tenait compte que d'un point de vue. Mais il ne faut pas oublier pourquoi le camp protectionniste mérite plus de considération que le camp libre-échangiste. Vous dites que, sur le terrain parlementaire, vous ne pouvez pas vous en tenir à la pure négation. Mais, en votant tous finalement contre la loi, vous vous mainteniez pourtant dans la pure négation. Je dis seulement qu'on aurait dû savoir dès le début quelle attitude on voulait prendre, qu'on aurait dû agir en conformité avec l'abstention finale.

Les questions sur lesquelles les députés social-démocrates peuvent sortir de la pure négation sont très restreintes. Ce sont toutes les questions dans lesquelles la relation des travailleurs avec les capitalistes est directement en jeu : législation des fabriques, journée normale de travail, responsabilité civile, paiement des salaires en nature, etc. Puis encore, à la rigueur, améliorations au sens purement bourgeois qui constituent un progrès positif : unité de poids et de mesures, libre circulation, extension de la liberté personnelle, etc. Bien sûr, on ne va pas vous importuner avec cela pour l'instant. Dans toutes les autres questions économiques, telles que protection douanière, nationalisation des chemins de fer, des assurances, etc., les députés social-démocrates devront toujours obligatoirement défendre le point de vue essentiel de ne rien voter qui renforce la puissance du gouvernement vis-à-vis du peuple. Et cela est d'autant plus facile que là vraiment l'opinion dans le parti lui-même sera généralement divisée et que de ce fait l'abstention, la négation, s'impose tout naturellement.

Ce que vous dites de Kayser rend la chose encore plus grave S'il parle en général pour des protections douanières, pourquoi donc vote-t-il contre ? S'il veut voter contre, pourquoi parle-t-il pour ? Mais

s'il a étudié ce sujet avec grand soin, comment peut-il voter pour des droits de douane sur le fer ? Si ses études valaient un sou, elles auraient dû lui apprendre qu'en Allemagne il y a deux usines métallurgiques, l'Union de Dortmund et l'aciérie König-et-Laura, dont chacune est en mesure de couvrir les besoins de tout le pays ; qu'à côté d'elles il y en a encore beaucoup de plus petites ; qu'ici donc la protection douanière est une pure absurdité ; qu'ici la seule aide possible est la conquête de marchés extérieurs, donc libre-échange absolu ou alors faillite ; que les patrons sidérurgistes eux-mêmes ne peuvent souhaiter la protection douanière que s'ils se sont associés en un cartel, en une conjuration qui impose au marché intérieur un prix de monopole, pour en contrepartie fourguer à l'extérieur le surplus de la production à des prix sacrifiés, comme ils le font effectivement déjà en ce moment. C'est dans l'intérêt de ce cartel, de cette conspiration monopolistique, que Kayser a parlé et aussi voté, dans la mesure où il votait pour les douanes sur le fer, et Hansemann de l'Union de Dortmund et Bleichröder de l'aciérie König-et-Laura rient dans leur barbe de cet imbécile de social-démocrate, qui en plus a étudié le sujet avec soin !

Vous devez vous procurer en tout cas *Fondateurs politiques en Allemagne* de Rudolf Meyer. Sans connaître le matériel rassemblé dans ce livre, sur les années de fièvre, le krach et la corruption politique des dernières années, il est impossible de juger la situation allemande actuelle. Comment se fait-il que cette mine de connaissances n'ait pas été exploitée en son temps par notre presse ? Le livre est évidemment interdit.

Les passages que je vise surtout dans ce compte rendu sont : 1° Ceux où l'on attache tellement d'importance à gagner l'opinion publique – celui qui a ce facteur contre lui serait paralysé – ; c'était une question vitale que « cette haine fût transformée en sympathie » (sympathie ! de la part de gens qui venaient de s'avérer des salauds pendant la terreur !), etc. Il n'était pas nécessaire d'aller aussi loin, notamment du fait que la terreur était finie depuis longtemps. 2° Que le parti, qui condamne la guerre sous toutes ses formes (donc aussi celle qu'il doit mener lui-même, qu'il mène malgré tout) et qui a pour but la fraternité universelle de tous les hommes (ce but-là, tout parti l'a en parole et aucun ne l'a dans la réalité immédiate, car nous non plus nous ne voulons pas fraterniser avec les bourgeois tant qu'ils veulent rester bourgeois) ne peut pas viser à la guerre civile (donc pas même au cas où la guerre civile serait l'unique moyen pour atteindre le but) – cette phrase peut aussi être rédigée ainsi : qu'un parti qui condamne l'effusion de sang sous toutes ses formes ne peut viser ni à une saignée ni à une amputation de membres gangrenés ni à une vivisection

scientifique. Pourquoi de telles expressions ? Je ne demande pas que vous parliez « crânement », je ne reproche pas au compte rendu d'en dire trop peu – au contraire, de dire trop ce qu'il aurait mieux valu taire. Ce qui vient après est à nouveau beaucoup mieux, et ainsi Hans Most n'a heureusement pas vu les quelques endroits dont il pouvait faire son beurre.

Mais c'était une gaffe d'annoncer solennellement dans le *Sozialdemokrat* que Liebknecht, etc., avaient prêté serment en Saxe. Ça, Hans ne l'a pas laissé passer et ses amis anarchistes vont continuer à s'en servir. Marx et moi ne trouvons absolument pas la chose elle-même aussi dangereuse que par exemple Hirsch l'a prise sous le coup de la passion ; vous devez savoir si « Paris vaut bien une messe », comme disait Henri IV lorsqu'il se fit catholique et épargna ainsi à la France une guerre de Trente Ans ; si les avantages sont tels que l'on puisse commettre cette inconséquence et prêter un serment qui, de plus, est le seul qui ne peut vous attirer aucun procès en parjure. Mais, si l'on prêtait serment, il fallait ne pas en parler avant que d'autres donnent l'alerte, on avait alors tout le temps de se défendre. Sans le *Sozialdemokrat*, Hans n'en aurait rien su.

Nous nous sommes beaucoup amusés du portrait que vous avez taillé de ce pochard et bambochard notoire. Nous veillerons à ce qu'on continue à le diffuser à Paris et nous avons seulement du mal à trouver en français un équivalent des mots expressifs ci-dessus.

Par ailleurs nous sommes parfaitement conscients que nous ici, comme on dit, nous parlons bien à notre aise, votre situation est plus difficile que la nôtre.

L'afflux des petits bourgeois et des paysans est certes un signe du progrès impétueux du mouvement, mais c'est aussi un danger pour lui, dès qu'on oublie qu'il faut que ces gens viennent, mais aussi qu'ils ne viennent que parce qu'il le faut. Leur afflux est la preuve que le prolétariat est en réalité devenu la classe dirigeante. Mais comme ils arrivent avec leurs idées propres et leurs aspirations petites-bourgeoises et paysannes, on ne doit pas oublier que le prolétariat perdrait sottement son rôle historique s'il faisait des concessions à ces idées et à ces aspirations.

Très amicalement.
F. Engels »

Ma réponse à cette lettre disait :

« Leipzig, le 11 décembre 1879

Cher Engels,

Auer m'a écrit hier que, dans cette fameuse correspondance, il parlait de Most et Ehrhart. Vous voyez donc que j'avais raison.

Höchberg m'a transmis il y a quelque temps les lignes ci-jointes. Vous voudrez bien prendre connaissance de leur contenu. Sur la question de la protection douanière et ce qui s'y rattache, j'en resterai là pour l'instant, je vois bien que nous n'arrivons pas à nous mettre d'accord par lettre.

J'en viens à la prestation de serment. Hirsch a récemment écrit là-dessus une lettre très furibonde et a conjuré Liebknecht de ne pas se laisser influencer par «*la sale ambiance de Leipzig*». Je ne sais pas ce que Hirsch entend par là, mais je peux assurer qu'il n'était vraiment besoin d'aucune pression aujourd'hui encore de la part de ceux de Leipzig pour amener Liebknecht à ce qu'il a fait jusque-là. En particulier sur la question du serment j'étais, moi, d'un autre avis. J'étais moi aussi d'avis qu'il fallait prêter serment, car si on ne le prêtait pas cela ne servait absolument à rien de participer aux élections ; mais je voulais qu'avant de prêter serment on déclare qu'on ne considérait ce serment que comme une formalité qu'il fallait remplir, parce que sans elle il était impossible d'entrer à la Chambre et d'exercer son mandat. Le serment ne pourrait jeter de doute sur nos idées socialistes et républicaines. Liebknecht était contre cet avis et, pour des raisons faciles à comprendre, je n'ai pas voulu m'engager dans de nouvelles querelles. De même, je pense que ça serait mieux que nos camarades au landtag, comme nous l'avons fait résolument au Reichstag, évitent toutes relations de familiarité (cérémonies, repas présidentiel, buvette parlementaire, etc.). Maintenant, chaque fois que pareille chose se produit, cela fournit à certains journaux matière à remarques narquoises et, comme nous devons tenir notre langue, de telles notes contribuent à provoquer des controverses désagréables dans les rangs de nos propres camarades. Là où la situation est aussi simple qu'ici, on devrait éviter tout ce qui donne lieu à différends. Liebknecht justement se laisse trop dominer par ses sentiments ; quiconque le traite amicalement peut tout lui demander et, dans le landtag saxon, on cultive beaucoup la convivialité. Je souhaite d'ailleurs que vous ne lui écriviez rien à ce sujet. Ce n'est pas en cela que pour lui réside le danger, il se prépare seulement toutes sortes de petits désagréments qu'il pourrait facilement éviter…

L'élection de Magdebourg est une nouvelle fois un petit rafraîchissement pour nos cœurs et va sacrément énerver nos adversaires. Au deuxième tour nous obtiendrons 2 000 à 3 000 voix de plus, d'une part parce que nous entraînons de nouveaux éléments dans la bataille, d'autre part parce qu'une grande partie des ouvriers et petits bourgeois qui ont voté pour le candidat du Parti du progrès marchent désormais avec nous.

Malheureusement nous aurons encore une élection dans les premiers mois de la nouvelle année. À cause de sa maladie, Bracke ne peut pas conserver plus longtemps son mandat et va en démissionner à la fin de l'année. À sa place sera candidat Auer, pour qui les délégués de la circonscription se sont prononcés.

Salutations et poignée de main.
A. Bebel »

Engels ne s'avoua absolument pas vaincu et répondit par la lettre suivante :

« Londres, le 16 décembre 1879

Cher Bebel,

Je ne comprends pas comment Auer peut dire maintenant qu'il voulait entre autres parler de Most, étant donné que dans l'article il l'excluait le plus nettement possible. Mais, n'en parlons plus.

Dans le n° 10 du *Sozialdemokrat* il y a des « *rétrospectives sur l'histoire de la presse* » qui proviennent sûrement d'une de nos trois stars. Il y est dit : « *Pour des social-démocrates, seule serait* honorable *la comparaison avec des hommes de lettres comme Gutzkow et Laube* », donc avec des gens qui bien avant 1848 avaient enterré leur dernier reste de caractère politique, s'ils en avaient jamais eu. Plus loin : « *Les événements de 1848 devaient arriver, ou bien* avec toutes les bénédictions *de la paix, si les gouvernements avaient satisfait les revendications de l'époque, ou bien – étant donné qu'ils ne l'ont pas fait – il n'y avait malheureusement aucune autre voie que celle de la révolution violente.* »

Dans un journal où il est possible de *déplorer* formellement la révolution de 1848[6], qui a ouvert toutes grandes les portes à la social-démocratie, dans un tel journal il n'y a pas place pour nous. Il ressort clairement de cet article et de la lettre de Höchberg que notre trio a la prétention de faire valoir dans le *Sozialdemokrat* ses idées socialistes-petites-bourgeoises, déjà clairement exprimées dans les *Annales*, à égalité avec les idées prolétariennes. Et je ne comprends pas comment vous, à Leipzig, après vous être fourvoyés à ce point, vous voulez empêcher cela sans une rupture formelle. Vous reconnaissez toujours ces gens pour des camarades. Nous, nous ne le pouvons pas. L'article des *Annales* nous sépare nettement et absolument d'eux. Nous ne pouvons même pas discuter avec ces gens, tant qu'ils

6 Révolution 1848 : commencée à Berlin par le soulèvement du 18 mars, puis en Bade et en Prusse. Elle aboutit à la convocation à Francfort-sur-le-Main d'un Parlement préparatoire qui décida l'élection au suffrage universel d'une Assemblée nationale allemande pour élaborer une Constitution unitaire.

affirment qu'ils appartiennent au même parti que nous. Les points dont il est ici question sont des points qui ne peuvent absolument plus être discutés dans aucun parti prolétarien. Les mettre en discussion à l'intérieur du parti, cela veut dire mettre en question tout le socialisme prolétarien.

En fait, dans ces conditions c'est mieux aussi que nous ne collaborions pas. Nous protesterions sans discontinuer et en quelques semaines nous serions obligés de déclarer publiquement notre retrait, ce qui ne servirait pas non plus la cause.

Nous regrettons beaucoup de ne pas pouvoir, en ces temps de répression, être inconditionnellement à vos côtés. Tant que le parti en Allemagne restait fidèle à son caractère prolétarien, nous avons laissé de côté toutes les autres considérations. Mais maintenant que les éléments petits-bourgeois que l'on a tolérés annoncent ouvertement la couleur, c'est différent. Tant qu'il leur est permis d'introduire en contrebande pièce par pièce leurs idées petites-bourgeoises dans le journal du parti allemand, ce journal de ce fait nous est tout simplement fermé.

L'histoire du serment nous touche très peu. On aurait pu peut-être, comme vous le vouliez, trouver un autre moyen qui en estompe un peu l'aspect déplaisant, mais ce n'est pas non plus très important. Nous observerons la discrétion que vous souhaitez.

La revue de Malon peut être efficace car, premièrement, Malon n'est pas homme à causer bien des malheurs et, deuxièmement, ses collaborateurs parmi les Français veillent à ce que la chose reste sur la bonne voie. Si Höchberg rêve là d'un terrain pour sa camelote petite-bourgeoise, il verra qu'il a jeté son argent par les fenêtres.

L'élection de Magdebourg nous a beaucoup fait plaisir. La fermeté des masses ouvrières en Allemagne est admirable. Les correspondances des travailleurs dans le *Sozialdemokrat* sont la seule chose qui s'y trouve de bon.

Mais revenons à la lettre de Höchberg. On ne peut rien faire pour cet homme. Si nous ne voulions pas travailler en compagnie des gens de l'*Avenir*, ce serait vanité personnelle. Mais un tiers de ces gens nous étaient et nous sont *totalement inconnus*, et un autre tiers environ étaient des socialistes petits-bourgeois notoires Et ça s'appelait une revue « scientifique » ! Et Höchberg croit encore qu'elle a eu pour effet « d'informer ». Pour preuve, sa propre tête si merveilleusement claire qui, jusqu'à aujourd'hui encore, malgré tous mes efforts, ne peut saisir la différence entre socialisme petit-bourgeois et socialisme prolétarien. Tous les différends sont des « malentendus ». Exactement comme chez les braillards démocrates de 1848. Ou alors des déductions

« précipitées ». C'est évident, car toute déduction est précipitée, qui va chercher un sens précis au bavardage de ces messieurs. Ils veulent bien sûr non seulement dire *cela* mais si possible aussi le contraire.

Au demeurant, l'histoire mondiale va son chemin, sans se soucier de ces philistins de la sagesse et de la modération. En Russie il faut maintenant qu'en quelques mois l'affaire soit réglée. Ou bien l'absolutisme s'effondre et ensuite, aussitôt après la chute de la grande forteresse de la réaction, un autre vent soufflera à travers l'Europe, ou bien alors il y aura une guerre européenne, et elle ensevelira aussi l'actuel parti allemand sous le combat inévitable de chacun des peuples pour son existence nationale. Une guerre de ce genre serait pour nous un grand malheur, elle pourrait rejeter le mouvement vingt ans en arrière. Mais le nouveau parti qui finirait malgré tout par en sortir serait, dans tous les pays européens, libéré d'une masse d'hésitations et de mesquineries qui aujourd'hui entravent partout le mouvement.

Très amicalement à vous.
F. E »

Entre-temps j'avais un échange de lettres avec Vollmar, qui portait essentiellement sur le *Sozialdemokrat*. Je lui écrivais :

« Leipzig, le 30 novembre 1879

Cher ami,

Il serait grand temps que l'expédition fonctionne ; nous avons jusqu'ici reçu jusqu'au numéro 7, mais tout cela curieusement tard. À quoi cela tient, je n'en sais rien. Un acheminement plus rapide n'est-il donc pas possible ? À Berlin, les numéros 4, 6 et 7 ne sont jusqu'à présent pas arrivés ; si ça continue comme ça, nous allons perdre cette position très importante. Est-ce qu'on manque de lieu d'expédition ou de réception, je ne sais pas, il faut que vous fassiez des recherches là-dessus. Cette fois-ci j'attends seulement l'ouverture du Reichstag pour qu'une propagande soit possible…

En ce qui concerne la position du journal, je conseille le ton le plus résolu ; l'état d'esprit de nos camarades penche de plus en plus vers la gauche. Les mesures répressives permanentes et la prolongation de l'état de siège exaspèrent au plus haut degré, et ils exigent que cette exaspération s'exprime. De même je recommande de laisser tomber les républicains bourgeois français. Je suis d'avis que, pour les socialistes français, il ne peut vraiment rien y avoir de mieux que de se séparer des radicaux. L'indépendance du parti ouvrier que nous, en Allemagne, nous avons en permanence représentée avec beaucoup de détermination, nous devons aussi la conseiller aux ouvriers français. D'ailleurs, les Français sont les mieux placés pour savoir ce qu'ils ont à attendre des radicaux. Je me méfie de ces

derniers comme de la peste, tous sans exception se sont comportés comme des canailles à l'égard de la Commune.

Karl Hirsch vient d'utiliser votre attitude hésitante sur ce point pour cogner sur vous dans une lettre à L[iebknecht]. Nous n'en avons rien à faire, ni vous ni nous, étant donné que Hirsch n'a désormais absolument rien d'un juge compétent et impartial. Mais sur ce point il a de son côté, j'en suis convaincu, la grande majorité de nos camarades et nous devons en tenir compte.

Notre devoir doit être de pousser les Français de plus en plus à gauche, dans la mesure où nous avons de l'influence, afin qu'ils en viennent enfin à une organisation véritablement autonome…

Encore une fois, je vous demande d'accorder tous vos soins à l'expédition, pour que la livraison se fasse rapidement à partir du sol allemand. Cordialement à vous, à M[otteler] et à tous les camarades.

A. Bebel »

« Leipzig, le 5 janvier1880

Cher ami,

Aujourd'hui il y a eu entre Hasenclever et V. d'un côté et moi de l'autre une vive altercation à propos du dernier numéro. On le trouvait trop grossier, surpassant même la *Liberté* et nous compromettant, en nous menant à des procès comme celui de Hanovre.

Je ne peux pas nier qu'il y a dans le poème ainsi que dans l'article quelques passages qui sont parfaits pour coller un procès pour haute trahison sur le dos du diffuseur qui s'est fait pincer. Ensuite, l'avant-dernier paragraphe de l'article *Nos jours de fête* sera dûment utilisé contre nous, et cela au Reichstag. En tout cas, vous avez démontré que, si on le souhaite, vous pouvez vous aussi écrire à la Hans [Most] et cela peut calmer les râleurs…

À Berlin règne la terreur blanche ; tous nos camarades connus sont à ce point sous surveillance que pas un seul ne peut en rencontrer un autre. Provisoirement, Berlin est totalement bloqué. On chuchote que la loi contre les socialistes serait fortement aggravée ; on voudrait introduire un paragraphe selon lequel des personnes dangereuses pourraient être expulsées de n'importe quelle localité non soumise à l'état de siège. S'il se confirme que c'est vrai et que le projet passe, il y aurait un super jeu de massacre, en premier lieu ici sur place. Provisoirement, vous n'en dites rien publiquement, sinon ce projet de certains pourrait très vite prendre corps. Surtout, je conseille d'éviter le plus possible toutes les informations qui pourraient porter ombrage à nos adversaires ; il n'est pas bon pour l'instant de nous faire plus dangereux que nous ne sommes…

A. Bebel »

Le 23 janvier 1880, sur les différends entre Vollmar et Engels, j'écrivais encore à ce dernier :

« Cher Engels,

Je vous envoie ci-joint un document que Vollmar m'a fait parvenir il y a déjà quelque temps, suite à votre dernier ouvrage et votre dernière lettre, et dont il demande expressément que je vous le transmette, ce que je fais.

Je ne m'engage plus dans aucune polémique avec vous concernant ce qui s'est passé plus tôt ; je suis tellement surchargé de travail que je ne veux plus gâter mon humeur, qui n'est pas bonne du tout, par des querelles stériles. Ce sont d'autres choses qui me cassent la tête ; cette crise intense et qui se prolonge nous met matériellement dans le plus sérieux embarras, et de plus s'accroissent les demandes de la part de nombreux exilés et de la multitude des êtres qui, jetés sur le pavé par la loi contre les socialistes, ne savent pas quoi entreprendre ni de quoi ils vont vivre. Je suis devenu le point central où convergent toutes les plaintes et toutes les demandes, et alors vous pouvez imaginer dans quel état d'esprit on tombe peu à peu…

Tout ce qui s'est dit ou écrit sur des scissions dans la social-démocratie allemande, si nous laissons de côté le cas Hasselmann qui ne nous file pas de maux de tête, n'est que racontars. Un différend qui apparaît ici ou là entre deux personnes, et qui par hasard, est rendu public, est gonflé par la presse adverse jusqu'à devenir un symptôme de scission et de désagrégation, et on jubile d'autant plus fort qu'il faut chercher à dissimuler son malaise devant l'activité du parti qui ne fléchit pas. Donc tout ce qui dans la presse allemande heurte dans ce sens, considérez-le avec le plus grand scepticisme.

Très cordialement à vous et à Marx.

A. Bebel »

Le document mentionné au début de cette lettre était un document de Vollmar dans lequel il se défendait contre Marx et Engels en raison de leurs attaques sur son rôle de rédacteur. La lettre eut ce résultat concret, qu'Engels envoya un chèque de dix livres sterling pour la caisse.

La diffusion du *Sozialdemokrat* et le maître de poste rouge

Un bon responsable de l'expédition du *Sozialdemokrat* était au moins aussi nécessaire qu'un bon rédacteur. À quoi nous servait le meilleur journal, si l'on n'avait pas une personne qui s'y entende à diriger l'introduction extraordinairement difficile du journal dans le Reich allemand et à organiser sa diffusion dans le Reich ; s'il ne se trouvait pas un homme qui, en dépit de tous les ratés, qui furent innombrables, ne perde jamais le courage ni la tête, mais qui au contraire avec bonne humeur trouve toujours chemins et moyens nouveaux, pour faire un pied de nez à tous ceux qui surveillaient la frontière ? Car à peine le journal était-il paru que la police allemande mettait tout en œuvre, par ses espions qu'elle envoyait à Zurich ou qu'elle cherchait à gagner là-bas à prix d'or, pour dépister les chemins détournés sur lesquels on effectuait le transport en gros du journal. Et l'espionnage policier en Suisse fut complété par la mobilisation des douaniers le long de la frontière germano-suisse, douaniers dont l'ambition suprême devint d'intercepter un envoi du *Sozialdemokrat*.

Le combat, qui désormais allait être mené dix ans durant, entre les responsables de la diffusion du journal et la police allemande et les douaniers, pourrait bien être le plus intéressant qui ait jamais eu lieu en la matière. Il exigeait au plus haut point endurance, prudence, habileté et astuce de l'attaquant et ne pouvait être mené avec succès que si peu à peu on arrivait à trouver de part et d'autre de la frontière suisse un grand nombre de camarades audacieux et habiles qui, la main dans la main avec la direction de Zurich, se mettraient au service de la cause commune. Mais trouver ces camarades-là et leur donner la formation adéquate n'était pas non plus une mince affaire. Pourtant on y arriva. Et ce n'est pas simplement dans le civil mais aussi dans les services de chemin de fer et même de la police qu'il se trouva des camarades pour aider au transport de la marchandise interdite. Parmi ces derniers il y avait l'adjudant de police B. de Constance, qui nous rendit de nombreux services. Ainsi par exemple, sur ordre du procureur Fieser de Karlsruhe, il devait un jour arrêter un camarade pourchassé qu'il avait la nuit précédente hébergé chez lui et aidé à fuir. B. a plus tard quitté le service et mène en Suisse une vie confortable. Il doit sa fortune à un commerce de chaussures qu'il ouvrit à Winterthur. Parmi les camarades allemands, c'est tout particulièrement Adolf Geck et son frère Karl, et aussi les camarades Autenrieth et Haueisen de Offenbourg, le commerçant Arnold

de Constance, Fr. Haug de Fribourg en Bade et son frère Jacob Haug à Mulhouse en Alsace, les frères Lutz de Villingen et Besigheim, Gutsmann de Bâle et beaucoup d'autres qui furent les acteurs ou les intermédiaires de l'office de la contrebande. Plus tard, et surtout quand le *Sozialdemokrat* parut à Londres à partir de l'été 1888, c'est Hambourg qui fut la porte d'invasion du journal, dont la diffusion fut essentiellement conduite par Wilhelm Schröder et Steinfatt.

Beaucoup de diffuseurs écopèrent de peines de prison, certains à plusieurs reprises, en raison de leur activité. Ainsi Adolf Geck onze mois, son frère Karl sept mois, Autenrieth quatre mois, Haueisen trois mois, etc.

Les lieux de stockage et les conditions de transport du *Sozialdemokrat* étaient parfois étranges. Ainsi le journal fut entreposé assez longtemps dans une église de Villingen sous l'escalier de la chaire. Le diffuseur du *Sozialdemokrat* dans la circonscription de Leipzig, le camarade Kleemann, le garda jusqu'à son expulsion de Leipzig dans une armoire mise à sa disposition en tant qu'ouvreur au théâtre de la ville. Et lorsque un jour l'empereur Guillaume II revint d'un voyage en Angleterre, il ne se doutait pas que dans la soute de son bateau était planquée une grande quantité de *Sozialdemokrat*. Si un jour les couches inférieures des fonctionnaires et des travailleurs de l'État sont gagnées à un parti hostile à un gouvernement, celui-ci ne sera plus capable de venir à bout de ce parti ; car il dépend de leur travail. Alors le sol se dérobera sous ses pieds.

Lorsque le *Sozialdemokrat* naquit, un camarade, Uhle, qui avait fait un travail de propagandiste habile et efficace, devint expéditeur du journal. Mais il s'avéra vite qu'il ne convenait pas pour ce poste ; il lui manquait le savoir-faire commercial. Quoi qu'il en soit, dans la brève période où il occupa ce poste, il fit une précieuse recrue. En la personne du camarade cordonnier J. Belli, fils de paysan badois qui s'était installé au village frontalier de Kreuzlingen près de Constance, il gagna un organisateur exceptionnel du service de contrebande. J. Belli a publié un petit livre sur ses expériences dans ce rôle, sous le titre : *La poste rouge aux armées et autres*, dans lequel il retrace avec humour les aventures liées à son activité. L'inaptitude d'Uhle à ce poste m'amena à écrire à Motteler pour lui demander s'il se sentait disposé à prendre le poste, mais Motteler répondit qu'il ne voulait pas quitter l'Allemagne sans nécessité. Puis Vollmar et moi nous nous sommes à nouveau adressés à lui un peu après, quand il demeurait à Nymphenburg près de Munich. Cette fois il accepta notre offre. Là nous avions trouvé l'homme qu'il fallait pour la place qu'il fallait.

Motteler avait une formation de commerçant dans la manufacture de lainages mais, pour apprendre à fond son métier, il avait travaillé assez longtemps comme ouvrier dans la fabrique. Il était donc pour ainsi dire sorti du rang. Mais Motteler n'était pas seulement homme d'affaires, il

avait aussi un tempérament de poète et d'artiste. Homme de talent et de commerce agréable, il ne manquait ni d'esprit ni d'humour. Nos femmes se réjouissaient toujours quand la foire de Leipzig approchait et qu'il apparaissait à Leipzig comme représentant de la Coopérative de filage et tissage de Crimmitschau qu'il avait fondée. L'imagination assurément jouait un grand rôle dans les histoires qu'il racontait. Il voyait le monde toujours autrement que nous autres, mais c'était un plaisir de l'écouter. C'était aussi un bon orateur, qui n'avait pas son pareil pour ravir les auditeurs avec des images brillantes. Ce qui le rendait particulièrement apte à sa nouvelle fonction, c'était son énergie et son inventivité. Il avait aussi une capacité de travail inépuisable, dévoué au plus haut degré, consciencieux et fiable. Il développa une habileté particulière dans l'emballage du journal, que ce soit en lettres ou en paquets. Quiconque apparaissait à l'Olympe – c'est le nom que les camarades de Zurich qui étaient associés à l'expédition donnaient au domicile de Motteler, qui était inaccessible au commun des mortels – devait les jours d'expédition se mettre aussi au travail. Le changement constant d'adresses, conséquence des changements de domicile et de localité, du blocage des lettres, des trahisons ou du flicage des destinataires, donnait beaucoup de travail et exigeait une grande prudence. Mais quand il arrivait à l'Olympe, le camarade qui se rendait en Allemagne devait supporter patiemment une opération particulière. Le « maître de poste rouge », comme les camarades appelèrent assez vite Motteler, ordonnait alors que le camarade concerné se déshabille, sous-vêtements exceptés. Ensuite son corps et ses membres étaient méthodiquement empaquetés et matelassés avec des lettres de tous formats. Quand cette entreprise était terminée, toujours au milieu de la gaieté folle des participants, il avait la permission d'aller prendre son train pour, une fois la frontière passée, se débarrasser entre des mains sûres de son poids superflu. Je n'ai pas connaissance qu'un de ces camarades ainsi rembourré ait jamais été arrêté par un cerbère de l'autre côté de la frontière.

En revanche des chargements entiers étaient parfois pris à la frontière ou à l'intérieur du pays, presque toujours à la suite de la maladresse ou de la crédulité de nos propres gens. Quand arrivait une telle nouvelle, le maître de la poste rouge se fâchait. Alors il fallait que Belli, son bras droit, sorte pour dénicher un nouveau chemin ou pour engager de nouveaux contrebandiers, pour lesquels la contrebande de journaux ou de brochures était une bonne affaire.

> Mais mon exposé serait lacunaire si j'omettais ici d'évoquer aussi la mémoire de la femme de Motteler. Tous deux venaient de la même ville, Esslingen dans le Wurtemberg. Un amour de jeunesse les liait. M^me^ Motteler secondait fidèlement son mari. Malheur à qui faisait une remarque hostile contre son Julius. La maison de Motteler sur

les hauteurs de Wolfsbach, à Zurich, avait été choisie de telle sorte que, de là-haut, on eût une vue aisée sur les alentours, qui à cette époque n'étaient pas encore bâtis. Les espions de la police, en particulier ceux que la préfecture de police de Berlin entretenait toujours en nombre à Zurich, ne pouvaient donc s'approcher à pas de loup de la maison sans se faire remarquer. Mais quand un inconnu arrivait à l'Olympe et demandait à entrer, alors la « tante », comme on avait surnommé pour rire M^me^ Motteler à cause de sa nature hospitalière, venait en personne le trouver à la porte et demandait ce qu'il voulait, tout en toisant l'inconnu de la tête aux pieds de l'air le plus sévère. S'il réussissait l'examen auquel il était soumis, alors on lui permettait d'entrer dans le sanctuaire, l'expédition. Mais si c'était un familier du couple, alors on le priait de rentrer dans le saint des saints, la salle de séjour aménagée confortablement.

Mais, malgré toutes les mesures de précaution et toute la méfiance pleinement justifiée, il arriva malgré tout une fois qu'un individu, démasqué plus tard comme un dangereux espion de la police et un agent provocateur, réussisse à entrer dans la maison de Motteler : l'ancien capitaine d'artillerie badois en retraite von Ehrenberg et sa femme. Mais dès que s'éveilla notre soupçon à l'égard de cet homme, il dut dégager avec sa femme, à coup sûr totalement innocente.

Je parlerai plus tard d'Ehrenberg.

Deux ou trois mots encore ici, afin de rendre compte de l'activité personnelle de nos amis de Zurich. Petit à petit tout un état-major de militants de valeur s'était retrouvé à Zurich. À côté de Bernstein, Motteler, Vollmar, les deux typographes du *Sozialdemokrat*, Richard Fischer et Tauscher, Derossi, l'aide de Motteler, Karl Kautsky et plus tard Heinrich Schlüter, ensuite un camarade suisse, le tailleur Beck, et le relieur Karl Manz qui avait été à Berlin le dernier rédacteur responsable de *la Presse libre de Berlin*, avant que la loi contre les socialistes ne l'achève, et d'autres encore. Sur ma proposition, nous avions appelé Schlüter fin 1883 à Zurich pour organiser la distribution des brochures, après qu'il avait été expulsé de Dresde et qu'il n'avait pas pu trouver à Stuttgart un travail qui le satisfasse. C'est à lui que revient la constitution des archives du parti, dont j'avais déjà suggéré la création dans *En Avant* le Leipzig et ensuite à nouveau dans le *Sozialdemokrat*. Le tailleur Beck, un joyeux drille, était le « tailleur de la cour » de l'ancien étudiant Pierre Karageorgévitch, le futur roi Pierre de Serbie. Pierre Karageorgévitch, qui fréquentait assez souvent nos camarades, et participait même parfois aux joyeuses réunions du club des Maures, était à l'époque un pauvre diable qui se trouvait constamment à court d'argent. Pour se faire quelque argent, il incitait le tailleur Beck à augmenter ses factures de 50 pour cent. Dès que la facture de Pierre était payée par quelqu'un

de sa famille, Beck reversait l'excédent à Pierre. Pendant la guerre balkanique, le roi Pierre a avoué à un journaliste du *Nouveau journal de Zurich* (*Neue Zürcher Zeitung)* qui l'interviewait quelle belle jeunesse il avait passée à Zurich et quels plans de haute volée ils avaient forgés à l'époque pour le bien-être et le bonheur de ses peuples. Tout songe est mensonge. Il y a encore dans les Balkans maint homme d'État ou haut fonctionnaire qui, dans ses jeunes années à Zurich, a été un marxiste convaincu et qui en tenait pour l'Internationale. On ne doit pas leur en faire reproche. J'ai plus d'estime pour eux que pour ces fils de hobereaux prussiens – et parmi eux quelques-uns de vieille noblesse – qui en ce temps-là étudiaient eux aussi à Zurich, mais sont rentrés chez eux aussi bornés qu'ils étaient arrivés à Zurich.

À Zurich on s'amusait beaucoup parfois car, même sous la loi contre les socialistes, nous n'étions pas du genre à broyer du noir. Les nouvelles des infamies et des violences dans le Reich qui parvenaient continuellement de tous les côtés à Zurich, et qui de plus étaient complétées par les récits des expulsés ou des réfugiés, accroissaient certes la colère de nos camarades contre cette situation, ce qui se décelait dans l'attitude du *Sozialdemokrat*, mais il y avait aussi bien des heures où on se sentait plus homme que militant et où on lâchait la bride à l'humour. En règle générale, il y avait une animation particulièrement folle au club des Maures – comme s'appelait une réunion de camarades, en souvenir de l'association du même nom qui existait à Berlin avant la loi contre les socialistes – quand nous arrivions à Zurich, ce qui se produisait plusieurs fois par an. Alors on chantait avec une particulière ferveur le célèbre *Chant du bourgmestre Tschech*, lequel, dans les années quarante (1840) avait entrepris contre la personne de Frédéric-Guillaume IV un attentat qui s'était terminé de manière assez comique. Eduard Bernstein faisait alors le soliste, et le chœur chantait le refrain. À ce chant succédait le tout aussi célèbre *Chant du pétrole* et quelques chants satiriques semblables sur la situation en Allemagne. Ou bien Eduard Bernstein et Karl Kautsky – à l'époque deux inséparables – chantaient un duo à attendrir les pierres et à briser les cœurs. Ou bien on faisait toutes sortes d'âneries, dont on riait sans fin. Pendant un certain temps Gottfried Keller, le célèbre poète zurichois, habita dans la maison au rez-de-chaussée de laquelle siégeait le club des Maures. Un soir qu'il avait la visite de Paul Heyse, le bruit était particulièrement fort au rez-de-chaussée. Heyse demanda à Keller qui étaient ceux qui faisaient un tel tapage, ce à quoi Keller répondit, en dialecte zurichois, que c'étaient les social-démocrates. Là-dessus Paul Heyse déclama avec un pathos comique : « *Là, sous le seuil, bouillonne l'enfer.* » Mais ces plaisants braillards pouvaient devenir très déplaisants quand il s'agissait de tanner sérieusement le cuir à un mouchard démasqué, ou bien alors de lui montrer qui est le plus malin.

Cela arriva par exemple au mouchard saxon Schmidt, que la préfecture de police de Dresde entretenait avec l'argent de l'État, tout en sachant que Schmidt était un vulgaire criminel. Lorsque Schmidt revint à Dresde après avoir été démasqué, on dut lui faire son procès, où il fut condamné à cinq ans de prison.

Dès que Motteler prit son poste à Zurich, il se développa entre nous une intense correspondance. Je ne peux restituer qu'une très petite partie de celle-ci, en dépit de l'intérêt de son contenu, sinon mon travail prendrait beaucoup trop d'ampleur. Il me faut m'imposer la même retenue dans la restitution de ma correspondance avec Marx, Engels et d'autres. Avec l'entrée de Motteler dans l'administration du *Sozialdemokrat*, celle-ci prit un autre aspect. L'affaire prenait de l'ampleur et le nombre de lecteurs augmentait rapidement. Fin 1879, donc après à peine trois mois d'existence, le *Sozialdemokrat s*e vendait à 3 600 exemplaires, un grand succès, au-delà de ce qu'on pouvait espérer, étant donné les grandes difficultés que l'on rencontrait pour le faire entrer en contrebande en Allemagne, les gardes-frontières ayant doublé, voire triplé leur surveillance. Aussi, après quelques années, se demandait-on s'il n'y aurait pas avantage à faire imprimer clandestinement en Allemagne une partie importante du tirage. La même question se posa alors de manière encore plus pressante pour la confection de brochures interdites, dont la vente aussi était en constante croissance. C'est alors qu'arrivèrent au secours des Zurichois les conseils et les interventions des camarades Dietz et Grillenberger, qui rendirent par là de grands services au parti. Le passage en contrebande des matrices vers l'Allemagne se fit de manière très ingénieuse. Le journal était achevé tantôt ici tantôt là, parfois même assez longtemps dans un même endroit, quand les circonstances le permettaient. La police remarqua bientôt, informée sans doute par les fonctionnaires de la frontière, entre les mains desquels tombaient maintenant des envois de plus en plus minces de journaux, que pour l'essentiel le journal devait être imprimé en Allemagne. La police alors mit en œuvre tout son savoir-faire pour dépister les lieux de confection clandestine du journal. En vain. Là où la maladresse n'intervenait pas, l'intelligence policière ne suffisait pas pour faire des découvertes. Ici il n'y avait pas de traîtres, car les camarades qui participaient à la confection de cette littérature étaient des hommes de premier ordre, dans le silence et l'habileté desquels on pouvait avoir confiance. Pendant toute la durée de la loi contre les socialistes, il n'arriva pas une seule fois à la police de découvrir le lieu de confection des brochures interdites. Avec une hardiesse tout simplement inouïe Grillenberger, par exemple, imprima le *Sozialdemokrat* pendant un bon bout de temps. La police de Nuremberg se doutait qu'il était confectionné chez Wörlein & Co., l'entreprise de Grillenberg. Aussi

organisa-t-elle perquisition sur perquisition, jour et nuit, cependant toujours sans résultat.

Le camarade Dietz également prit un grand risque personnel lorsqu'il produisit clandestinement plusieurs éditions de mon livre *La femme et le socialisme*. Il s'agissait là d'un ouvrage volumineux, dont la fabrication nécessitait pas mal de temps, ce qui accroissait de jour en jour le danger d'être découvert. Je compris sa situation lorsqu'il m'écrivit un jour que « *c'était une histoire sacrément dangereuse dans laquelle il s'était embarqué* ». Le procureur de Stuttgart, à la suite probablement de ouï-dire, introduisit contre lui une instruction préalable pour fabrication d'écrits interdits. Mais ce fut peine perdue.

Ainsi l'épée de Damoclès était suspendue sur la plupart d'entre nous, les uns pour un motif, les autres pour un autre. Et cela resserrait les liens entre nous quand des divergences éclataient, ce qui était bien normal étant donné la diversité des caractères et des opinions, divergences favorisées par la difficulté de pouvoir s'expliquer en public. C'était, c'est et ce sera ainsi tant qu'il y aura un parti. Mais, face à l'ennemi commun, nous nous dressions toujours comme une phalange serrée qui se renforçait tous les jours.

La session du Reichstag de 1879

Elle fut d'une longueur inhabituelle ; elle commença le 12 février et se termina le 12 juillet. L'objet principal des débats était le nouveau tarif douanier, qui amorçait le revirement de la politique commerciale allemande, du libre-échange modéré à la protection douanière. En même temps cette session réalisa jusqu'à un certain degré l'idéal de Bismarck en matière d'impôts, tel qu'il l'avait dévoilé dans son discours sur les impôts directs et indirects du 22 novembre 1875. Il s'y prononçait avec insistance contre les impôts directs et pour des impôts indirects les plus élevés possible sur les « articles de luxe de la grande masse », comme il qualifiait la bière, l'eau-de-vie, le sucre, le café et le pétrole. On ne devait tolérer un impôt direct modéré que comme impôt de bienséance, pour les gens tout à fait riches.

Deux circonstances avaient provoqué le revirement de la politique douanière. La grande crise industrielle, qui entrait à présent dans sa sixième année déjà et était internationale, avait soumis l'industrie du pays à une forte concurrence étrangère. Les sidérurgistes en particulier s'opposaient bruyamment à la suppression des droits de douane sur le fer décidés en avril 1877. Ils demandaient non seulement leur maintien mais même leur hausse. De même les industriels du coton se sentaient menacés par la concurrence anglaise et faisaient cause commune avec les sidérurgistes. Des industriels d'autres branches, qui se sentaient pareillement écrasés par la concurrence étrangère, se joignirent à eux. Mais les industriels seuls n'auraient pas imposé leurs plans si les agrariens n'étaient venus à leur rescousse. Ils avaient été jusqu'à récemment les principaux soutiens de la politique de libre-échange, ils avaient écoulé leur blé et leur bétail principalement en Angleterre, ce qui leur permettait d'obtenir des prix élevés à l'intérieur et à l'étranger. Mais, dans la deuxième moitié des années 1870, se fit soudain sentir la concurrence des céréales américaines. Grâce aux moyens de transport modernes, d'énormes quantités de céréales apparurent sur le marché anglais et évincèrent les céréales allemandes du fait de leurs prix moins élevés. Mais ce n'est pas tout : les céréales américaines apparurent sur le marché allemand aussi et aidèrent à faire chuter les prix des céréales, qui étaient alors très élevés. Dès lors, l'opinion des agrariens opéra une rapide volte-face. Du jour au lendemain ils devinrent aussi ardents partisans du protectionnisme qu'ils l'avaient été auparavant du libre-échange. Mais cela établissait entre agrariens et industriels les points de contact pour une action commune. Il se réalisa entre les deux

groupes le grand cartel qui, grâce à la création du nouveau tarif douanier, scellait leur alliance. Le foyer du Reichstag ressemblait à cette époque à un tripot. Les représentants des agrariens et des branches d'industrie les plus diverses peuplaient par centaines le foyer et les salles réservées aux différents groupes du Reichstag. C'est là qu'on passait les compromis que la séance plénière sanctionnait ensuite. Ce maquignonnage au détriment de la grande masse était facilité du fait que la loi contre les socialistes paralysait l'agitation de la social-démocratie contre la nouvelle politique douanière. Et la majorité du Reichstag avait le front d'appliquer contre les orateurs sociaux-démocrates au Reichstag la tactique utilisée dans le pays par la police contre les réunions publiques, en nous réduisant systématiquement au silence. Ainsi on me coupa deux fois la parole sur les droits de douane sur les céréales, et divers autres camarades, comme Kayser et Vahlteich, subirent le même sort sur les autres chapitres du tarif. Mais ce n'est pas tout. La première fois qu'on débattit du compte rendu sur le petit état de siège à Berlin, on déclara le débat clos dès que Liebknecht et après lui le ministre, le comte von Eulenberg, eurent parlé et on coupa ainsi la parole à Hasselmann, l'un des expulsés berlinois. Curieusement, et manifestement après accord, pas un seul député bourgeois ne s'était inscrit pour prendre la parole.

Le 26 février, on débattait d'une interpellation de M. von Hertling sur un élargissement de la loi de responsabilité civile. Notre groupe m'avait désigné comme orateur. Mes propositions de réforme visaient à : 1. convoquer une conférence des inspecteurs du travail qui, de leur côté, devaient faire des propositions de réforme ; 2. demander au tribunal supérieur de commerce du Reich – la future Cour suprême du Reich – ce qu'étaient ses expériences de la loi de responsabilité civile ; 3. élargir le dédommagement obligatoire en cas d'accident relevant du § 1 de la loi de responsabilité civile ; 4. étendre l'assurance responsabilité civile à tous les travailleurs de l'industrie, du commerce, du transport et de l'agriculture ; 5. obliger les entrepreneurs, en cas d'accident, à apporter la preuve que l'accident n'était pas dû à un cas de force majeure ; 6. fonder une caisse d'assurance accidents du Reich qui serait administrée par le Reich, à la place des assurances de responsabilité civile privées. Il fallait encaisser les cotisations patronales en même temps qu'on prélevait les impôts, ce qui diminuerait les coûts de gestion.

Ce qui fit particulièrement sensation dans cette session ce fut le projet de loi déposé sur le droit de punir les membres du Reichstag. Dans sa rage de persécution, il ne suffisait pas à Bismarck d'avoir obtenu la loi contre les socialistes ; il voulait qu'à présent au Reichstag toute opposition gênante puisse de même être étouffée. On reconnaissait que le projet de loi était dirigé en premier lieu contre les orateurs sociaux-démocrates, mais ses

dispositions pouvaient à tout moment être utilisées aussi contre les orateurs gênants de l'opposition bourgeoise. Pour exercer le droit de punir les membres du Reichstag, on devait mettre en place une commission, composée des trois présidents et de dix membres du Reichstag, élus par lui. Cette commission, en fonction de la gravité de l'abus, devait pouvoir voter contre un orateur : 1. Renvoi devant la Chambre réunie ; 2. Obligation de s'excuser ou de se rétracter devant la Chambre réunie sous la forme prescrite par la commission ; 3. Exclusion du Reichstag pour une durée déterminée, éventuellement jusqu'à la fin de législature. Le président du Reichstag devait avoir aussi le droit d'exclure provisoirement du compte rendu sténographié des propos abusifs de ses membres. En revanche celui qui était sanctionné devait pouvoir faire appel devant la commission.

Ce projet de loi était une monstruosité qui ne pouvait résulter que du tempérament violent d'un Bismarck. Au Reichstag on donna à ce projet le sobriquet de « loi de la muselière ». Un grand journal anglais déclara qu'un tel projet de loi n'était possible qu'en Allemagne. Et l'homme qui proposait cela était le même qui, parmi tous les orateurs de la Chambre, lançait sans jamais se lasser des attaques offensantes contre les orateurs et les partis de l'opposition, mais qui, lorsqu'un orateur l'offensait dans une réunion ou un écrivain dans un article, courait tout de suite devant les juges et déposait par milliers des plaintes imprimées d'avance.

Notre groupe m'avait à nouveau désigné comme orateur. Dans mon discours du 5 mars je ne fis pas de cadeau au chancelier. Le Reichstag refusa l'aimable invitation à se suicider moralement – car ce projet n'était rien d'autre –, sans débat en commission.

Dans la séance du 7 juillet je tentai, en proposant une résolution, d'obtenir l'interdiction de fabriquer du tabac dans les établissements pénitentiaires allemands, dans les centres de détention préventive et dans les ateliers publics pour les chômeurs, à partir du 31 décembre de l'année en cours. La résolution fut rejetée.

La conduite des débats par le président M. von Forckenbeck, le président le plus partial que le Reichstag ait jamais eu, avait suscité depuis longtemps déjà parmi nous un grand mécontentement. Alors, lorsque dans un débat qui dura des jours la plupart des orateurs me tombèrent sans cesse dessus, sans que le président me donne ne serait-ce qu'une seule fois la parole pour répondre, je perdis patience. À la séance du 11 juillet, je pris la parole pour un point d'ordre et me plaignis avec vigueur de l'arbitraire exercé contre nous. À une autre occasion, plus tard, lorsque nous proposâmes de réintroduire la liste des orateurs, supprimée des années auparavant au motif que l'ordre des orateurs était dû au hasard et qu'on devait laisser au président le soin d'attribuer la parole au premier qui lui faisait signe, Windthorst se

rangea lui aussi de notre côté. Lui aussi devait constater que la manipulation de l'ordre des orateurs avait pris un caractère arbitraire.

Dans la session de 1879, le Reichstag eut à s'occuper d'une proposition du procureur Tessendorf demandant au Reichstag l'autorisation de poursuivre les députés Fritzsche et Hasselmann parce que, malgré leur expulsion de Berlin en vertu du petit état de siège, ils avaient répondu à la convocation du Reichstag et avaient ainsi enfreint l'interdiction de séjour. Mais l'élève le plus doué de Bismarck, celui qui répondait le mieux à ses desseins, se fit bien avoir avec cette demande impudente. Le Reichstag rejeta à l'unanimité la motion de Tessendorf et édicta un additif à l'article 28 de la loi contre les socialistes, précisant que cet article n'était pas applicable aux députés expulsés de Berlin qui répondaient à la convocation de la session du Reichstag. Mais, auprès du tribunal municipal de Berlin aussi, Tessendorf se fit envoyer promener avec une plainte qu'il avait élevée contre les deux députés, parce que dans la nuit du 9 juillet ils auraient été vus à Lichterfelde et auraient ainsi enfreint l'interdiction de séjour. Le tribunal les relaxa tous les deux, parce que ce n'était pas du district de Teltow, où on avait également instauré le petit état de siège, qu'ils avaient été expulsés.

Cette nuit-là nous avions, nous le groupe parlementaire social-démocrate ainsi qu'un certain nombre d'hommes de confiance de Berlin, tenu une rencontre clandestine dans la partie est de Lichterfelde, à cette époque-là encore peu construite, pour juger Hasselmann en raison de ses intrigues continuelles contre le parti et le groupe. Il pleuvait à torrents. Nous nous tenions dans des buissons très touffus pendant que les averses crépitaient sur nos parapluies, au point que nous pouvions à peine comprendre ce que nous disions. Hasselmann, qui se voyait totalement isolé, se fit tout petit et fit toutes les promesses possibles, pour ne pas les tenir par la suite. Lorsque après 2 heures du matin, trempés jusqu'aux os, nous prîmes le chemin de retour à Berlin et fîmes halte dans un restaurant qui se trouvait au bord de la route, nous tombâmes sur nos agents secrets de la police berlinoise qui nous avaient manifestement suivis. C'est eux qui dénoncèrent alors Fritzsche et Hasselmann, ce qui permit à Tessendorf de déposer plainte.

Un héritage perdu

Au printemps 1876 arriva chez nous à Leipzig un Germano-Américain de 48 ans nommé Lingenau, et il nous fit savoir que, après accord avec Jean Philipp Becker à Genève, il avait déposé là-bas son testament dans lequel il nommait le Parti social-démocrate allemand son héritier. Comme exécuteurs testamentaires il avait désigné Liebknecht, Geib, Bracke et moi-même. Comme Lingenau, solide cinquantenaire, jouissait manifestement d'une très bonne santé, aucun d'entre nous ne songeait que nous pourrions devenir sous peu les héritiers de sa fortune. Mais à son retour aux États-Unis en automne, à peine descendu à terre, il eut une attaque et trépassa. Avec l'aide de Freytag, je me procurai alors les papiers nécessaires et je me mis en relation avec le camarade Sorge à Hoboken, près de New York, afin de pouvoir retirer le plus vite possible ce trésor qui nous était échu. Il s'agissait d'environ 12 000 dollars, dont, dans notre dénuement, nous pouvions faire très bon usage. J'écrivis alors au camarade Sorge la lettre suivante, qui était en même temps un compte rendu de notre situation :

« Leipzig, le 15 novembre 1879

Cher ami,

J'espère que les procurations demandées il y a quelque temps par Jean Philipp [Becker] sont entre vos mains, et nous souhaitons seulement que tout marche bien et à souhait, et que nous soyons au clair d'ici la fin de l'année. Le transfert de l'argent demande une manipulation particulièrement prudente afin qu'il ne tombe pas entre les mains de nos bons amis, je veux dire nos ennemis. C'est pourquoi il est recommandé de ne pas l'envoyer directement à l'un d'entre nous mais à une adresse au-dessus de tout soupçon ; comme telle nous proposons ici l'adresse de l'avocat Freytag. Le mieux à faire pour vous, c'est de prendre sur la somme totale un chèque établi au nom d'une banque allemande, de préférence de Leipzig, au moyen de laquelle on exécutera cette opération sans que des milieux plus larges s'en aperçoivent et l'apprennent. Sitôt le paiement effectué, nous organiserons une rencontre des exécuteurs testamentaires pour disposer de l'argent selon les volontés du testateur. Pour nous en Allemagne, jamais argent n'est arrivé si à propos. La terrible crise, qui atteindra un sommet cet hiver et engendre une misère comme on en a encore rarement connu, a bien entendu nui à la capacité de nos gens à faire des dons et elle nuit aussi moralement, dans la mesure

où le risque de perdre son travail et de se retrouver un temps indéterminé sur le pavé invite même les plus courageux à une extrême prudence, beaucoup n'ont pas du tout envie de prendre à ce risque. Et le risque de sanctions est aujourd'hui d'autant plus grand qu'il y a partout une masse de bras disponibles et qu'une bonne partie de la bourgeoisie allemande, justement parce qu'elle ne voit plus la social-démocratie s'affairer publiquement, la redoute d'autant plus et la hait d'autant plus. Tout signe de vie que nous donnons suscite dans certains milieux un effroi qui nous amuse extraordinairement. On ne peut pas comprendre que nous vivions encore et d'où nous prenons le courage de relever encore la tête en dépit de la sainte police. La police elle-même vit constamment dans la peur et l'inquiétude que, malgré tous les contrôles et toutes les surveillances, nous tenions des réunions interdites, que nous lisions des écrits et des journaux interdits, et dans bien des lieux, pour empêcher cela, elle se donne un mal dont vous n'avez pas idée là-bas en Amérique. À l'inverse, nous, de notre côté, nous avons à mainte reprise roulé dans la farine la Sainte-Hermandad[7] et, dans son ardeur à nous persécuter, l'avons poussée à prendre les mesures les plus ridicules. Ainsi, dans ces temps pitoyables, l'humour n'a tout de même pas disparu.

La plus enragée est la police berlinoise, qui traite les autres services policiers des grandes villes comme si la préfecture de police de Berlin était le ministère de la Police du Reich allemand. À Leipzig, à Hambourg et dans toutes les plus grandes villes non prussiennes, se cachent des mouchards de cette police, qui ont la double tâche de surveiller d'une part les socialistes et de l'autre la police du lieu, pour savoir si elle procède avec tout le zèle nécessaire.

Les expulsions continuelles nous ont contraints récemment à diffuser un nouvel appel à nos gens, dont je joins quelques exemplaires, peut-être qu'on peut faire là-bas quelque chose pour cela. Jusqu'ici nous n'avons rien vu venir de New York, en revanche Philadelphie s'est dans l'ensemble bien comportée et a envoyé des sommes considérables. Douai écrivait que la propagande de Most là-bas nous a beaucoup nui. Hans [Most] a besoin de trop d'argent pour sa propre entreprise, qui a bien du mal à se maintenir, et alors il ne reste plus rien pour d'autres fins.

Si vous voulez répondre sur l'affaire mentionnée au début, je vous prie de le faire ici à l'adresse de l'avocat Otto Freytag, cour du Bailli, et de ne pas m'écrire directement.

Salut et poignée de main. A. Bebel »

7 La Sainte-Hermandad : confrérie religieuse qui jusqu'au 17e siècle en Aragon et en Castille jouait un rôle de police.

Ces bons conseils manquèrent malheureusement leur but. Nos beaux espoirs tombèrent à l'eau. La nouvelle de notre affaire d'héritage avait été rendue publique par la presse suisse, aussi le prince Bismarck fit-il tout pour nous arracher le butin. L'ambassadeur allemand à Berne devait faire comprendre aux autorités suisses qu'il n'y avait plus de parti ouvrier socialiste en Allemagne, qu'il avait été dissous et qu'il n'était plus toléré non plus en Allemagne. L'héritier désigné dans le testament n'existait donc pas et les exécuteurs testamentaires ne pouvaient faire valoir aucun droit à l'héritage d'un parti qui n'existait plus. Les autorités suisses se rallièrent à cette interprétation. Nous étions les dindons de la farce. J'écrivis à Vollmar qu'il était certes désagréable que tout ce bel argent nous ait échappé mais que, par bonheur, la force du parti ne dépendait pas de la grosseur du porte-monnaie.

Combats avec la police allemande

Pendant les douze années que dura la loi contre les socialistes je fus – j'ose le dire sans exagération – l'homme le plus traqué par la police en Allemagne. La police avait l'idée préconçue que j'étais un homme dangereux, qu'on ne devait pas quitter des yeux. Et M. von Puttkamer, qui fut ministre prussien de l'Intérieur du printemps 1881 aux derniers jours du gouvernement de l'empereur Frédéric en 1888, entérina cette idée en me nommant, au Reichstag en 1886, à l'occasion d'un débat sur les socialistes, « *le plus dangereux de tous* ». Qu'on ne s'imagine pas que je me sois senti à l'aise sous cette escorte policière. Au contraire, ma haine contre ces sauveurs de l'État s'accroissait d'année en année et, comme les innombrables bassesses et infamies que la police commettait envers de nombreux camarades et envers moi-même s'amoncelaient vertigineusement, mon mépris à leur égard s'accrut aussi. J'en étais venu petit à petit à un état d'esprit tel que mon souhait le plus cher était qu'il se produise une catastrophe intérieure nous mettant en situation de leur faire payer tous les outrages que, de leur côté, ils commettaient envers nous. Aujourd'hui encore le sang me monte à la tête quand je repense à cette époque. Être surveillé pas à pas, quand j'étais au Reichstag à Berlin, cela arrivait aussi à mes collègues social-démocrates. Mais que l'on fasse marcher le télégraphe derrière moi et qu'on télégraphie d'une ville à l'autre que j'arriverais et quand j'arriverais, cela n'arrivait qu'à moi. Voici comment cela se faisait le plus souvent : dès que je prenais un billet à la gare, le policier chargé de me surveiller me succédait au guichet et s'informait pour où j'avais pris mon billet. Et ce n'est pas seulement à cause de ce qu'on appelait mes voyages de propagande que j'étais traqué, la même pratique scandaleuse s'appliquait aussi à mes voyages d'affaires. J'avais fini par acquérir un tel entraînement à découvrir l'homme « de la secrète » dans la foule des autres gens que, quand le train entrait dans une gare et que je penchais la tête à la fenêtre, je découvrais aussi très vite le visage policier qui prenait en charge ma surveillance. Avec cette sorte de traque se développa une guerre sourde entre mes poursuivants et moi. Comme bien évidemment j'éprouvais le besoin, surtout en soirée, de fréquenter le milieu de mes camarades dans les cercles et d'échanger avec eux les idées qui n'étaient pas destinées aux oreilles policières, je mettais tout en œuvre pour (c'était entre nous le terme technique) « semer » le « sauveur de l'État » qui me suivait, c'est-à-dire que je mettais tout en œuvre pour, dans le dédale des rues et des maisons, échapper à mon poursuivant,

chose qui réussissait à peu près à tout coup grâce à mes jambes lestes et au concours des camarades. Plus d'un paisible citoyen me suivit des yeux, étonné, quand peu à peu mon pas rapide se transformait en un petit trot et qu'à distance derrière moi, haletant et suant, apparaissait un individu dont la qualité lui échappait. Après l'introduction des carnets de billets de circuit, l'art de la traque en chemin de fer évolua. J'utilisai pour la première fois un carnet de billets de circuit au printemps 1885. Je partis de Dresde, traversai la Saxe, la Bavière, le Wurtemberg et la Suisse. Sur le sol allemand, suivi comme autrefois. Lorsque parti de Bâle j'arrivai en Bade à Fribourg, je remarquai que mon caniche policier était déjà devant l'hôtel où j'avais coutume de loger, et m'attendait. À Karlsruhe la même chose se reproduisit. Je demandai alors au garçon d'où la police savait que je viendrais. Il haussa les épaules et dit que le fonctionnaire était devant l'hôtel depuis trois jours déjà et m'attendait. La chose était pour moi de plus en plus mystérieuse. Sous le même régime de surveillance j'arrivai enfin à Mayence. Là-bas, lorsque j'arrivai à mon hôtel, le maître d'hôtel était devant la porte et me cria lorsqu'il m'aperçut : « *Enfin vous arrivez, monsieur Bebel, nous vous attendions depuis huit jours déjà* ». Et lorsque, étonné, je demandai : « *Mais comment donc* ? » il répondit : « *Cela fait déjà huit jours que votre ange gardien a demandé quand vous arriveriez. Il vient juste de filer lorsqu'il vous a vu venir.* »

C'en était trop pour moi. L'après-midi suivant j'allai voir un camarade conseiller municipal qui, puisque la police de Mayence était gérée par la ville, pourrait peut-être m'apprendre d'où provenait cette méthode de surveillance. Je ne restai pas longtemps dans l'incertitude. Il s'avéra que l'administration des chemins de fer de Dresde avait informé la police de Dresde de ma réservation d'un carnet de billets de circuit et lui avait délivré copie des coupons. Le département de police de Dresde, en ce temps-là un des plus acharnés de tout le Reich à nous traquer, avait immédiatement annoncé ma venue aux départements de police des différents endroits concernés. Mais comme la police ne pouvait pas savoir combien de temps je resterais dans chaque endroit, il en avait résulté une différence de huit jours dans le calcul du temps que je mettais pour arriver à Mayence.

En ces années-là, il n'y avait cependant pas que l'administration des chemins de fer à être en relation intime avec la police, il y avait aussi la poste. Il arriva des milliers de fois que des lettres et des paquets adressés à des social-démocrates connus soient avant la distribution signalés à la police, si bien que celle-ci, sitôt après la distribution, entrait dans la maison et opérait une saisie. Le secrétaire d'État à la Poste du Reich, le Dr. Stephan, dans les années 1870, avait un jour répondu à Liebknecht qui se plaignait au Reichstag qu'on lui avait décacheté ses lettres : « *Le secret de la correspondance dans le Reich allemand est aussi sûr que le Bible sur l'autel* », formule

qui déjà à cette époque ne rencontrait chez nous que des sceptiques, mais qui, sous la loi contre les socialistes, nous fournit de nombreuses occasions de jaser. Dans mon cas, la liaison entre la poste et la police se manifesta encore sous une autre forme.

C'est un usage commercial chez les fabricants et les négociants, quand ils envoient leurs représentants en tournée pour prendre les commandes de leurs clients, d'envoyer, peu de temps avant la venue de leur représentant en un lieu, un faire-part imprimé annonçant son arrivée prochaine. Dans notre entreprise aussi c'était l'usage. Un jour, à Mayence, j'appris que depuis plusieurs jours déjà deux agents de la police secrète se tenaient déjà prêts en gare de Wiesbaden à prendre leur service de surveillance après mon arrivée. Et de fait, mon arrivée prochaine, la police l'avait apprise en raison des faire-part commerciaux arrivés par la poste. Ma décision de bien les berner fut vite prise. Le lendemain matin je partis en train avec deux camarades de mes amis jusqu'à la dernière station *avant* Wiesbaden, là nous sommes descendus et avons emprunté un chemin non prévu par la police pour nous rendre en ville, où je vaquai à mes affaires et eus même en plus une discussion avec mes camarades. Lorsque le soir, en compagnie d'un grand nombre de camarades, j'apparus en gare de Wiesbaden pour rentrer à Mayence, les deux policiers y étaient encore et, pour notre très grand plaisir, firent des mines très étonnées lorsqu'ils me virent.

De toute façon, pendant la loi contre les socialistes, cela devint carrément un sport chez les camarades de faire marcher la police et de l'égarer. Et tout bon tour réussi nous faisait beaucoup rire et nous incitait à de nouvelles expériences. Quand nous nous retrouvions et que nous avions réglé nos affaires de parti, l'humour reprenait alors ses droits et une grande partie des conversations racontait comment nous avions mené la police par le bout du nez. En fait, ce qu'elle découvrait et apprenait, elle ne le devait qu'exceptionnellement à son astuce et son habileté personnelles, mais plutôt au caractère étourdi ou bavard de tel ou tel de nos camarades. Sans parler de trahisons de camarades incapables de résister à l'argent proposé par la police, ou encore que la police obligeait à trahir parce qu'elle avait appris sur eux des choses qui les auraient envoyés en prison, pour peu qu'on les ait dénoncées. Ces cas de chantage furent nombreux. Les policiers, piliers de l'État chrétien, laissaient volontiers une faute impunie quand ils pouvaient en échange obtenir une trahison politique.

> J'avais l'habitude de m'inscrire dans la plupart des hôtels sous un faux nom, ce qu'évidemment la police apprit très vite, mais laissa faire impunément. Je fis cela un jour parce que, vu l'attitude hostile des milieux bourgeois, bien peu d'hôteliers m'auraient logé s'ils avaient su qui j'étais. Par ailleurs, je ne voulais pas non plus être exposé à la badauderie et à la curiosité des autres hôtes. Et comme,

sous la loi contre les socialistes, je portais la barbe entière, contrairement à avant où je portais toujours moustache et barbiche en pointe, peu de gens connaissaient ma physionomie. Bien sûr, les hôteliers et leur personnel apprirent très vite qui j'étais réellement, mais ils me laissaient en paix, et en règle générale le personnel sympathisait avec moi. Assez longtemps je commis l'erreur de m'inscrire dans telle région sous le nom de mon associé, dans telle autre sous le nom du commerçant August Friedrich. Mais il m'arriva une fois de m'inscrire sous le nom de Friedrich, dans un endroit où la fois précédente je m'étais inscrit sous le nom de mon associé. C'était désastreux, c'est pourquoi je m'en tins désormais au nom de Friedrich.

Cela provoqua un jour un incident amusant à Fribourg en Bade. Je quittais l'hôtel le matin pour vaquer à mes affaires. Devant la porte, je trouve le facteur à qui je demande s'il avait une lettre pour le commerçant Friedrich de Leipzig. « *Oui, et même une lettre recommandée* » répondit-il. Je signai le récépissé et je m'éloignai. Cinq mois plus tard j'étais à nouveau à Fribourg et par hasard je rencontrai encore devant la porte le même facteur à qui je demandai encore une fois s'il avait une lettre pour le commerçant Friedrich. À peine avais-je prononcé ce nom, qu'il dressa la tête, me regarda fixement et dit : « *Vous n'êtes pas du tout M. Friedrich. Vous êtes M. Bebel* ! » « *Ah bon, et d'où savez-vous cela ?* ». « *Eh bien, vous m'avez mis ce printemps dans un bel embarras. Vous vous souvenez, je vous ai remis alors une lettre recommandée et, lorsque je rentrai chez moi et examinai mes reçus, je découvris avec épouvante que votre reçu, au lieu de la signature Friedrich, portait le nom de Bebel. Je filai à l'hôtel voir le maître d'hôtel et lui contai mes malheurs. Le maître d'hôtel se mit à rire et signala que Bebel et Friedrich étaient une seule et même personne.* » Par bonheur, son supérieur à qui il avait dû remettre les reçus avait seulement vérifié le nombre, sans contrôler les signatures, il s'en était donc tiré à bon compte.

Cet incident m'amusa, mais je me promis cependant à l'avenir d'être plus prudent.

La surveillance policière de ma personne prit fréquemment en ces années-là un caractère odieux et exaspérant, surtout dans une série de villes de l'Allemagne moyenne et du Sud. En Allemagne du Nord on était, en matière de surveillance, je dirais plus discret. La police ne se faisait pas remarquer et me suivait davantage de loin, mais dans nombre de villes de l'Allemagne moyenne et du Sud elle était balourde et effrontée et même, d'un point de vue policier, stupide. Là, quand je marchais dans les rues avec ma valise à échantillons, le policier en civil me suivait généralement à courte distance et attendait à proximité immédiate de la maison dans laquelle je rentrais, jusqu'à ce que je la quitte, pour recommencer alors à me suivre comme un fidèle caniche. Lorsque pour la première fois au

printemps 1879 ce genre de surveillance me fut infligé à Nuremberg, la nouvelle s'en répandit parmi les camarades comme une traînée de poudre. Le soir, il y eut un grand attroupement devant le poste de police et on lança contre la police des injures telles que seul un Bavarois peut en laisser passer la barre de ses dents[8]. Des camarades plus posés eurent du mal à disperser l'attroupement et à empêcher une bagarre.

Là, à Nuremberg, pendant des années l'agent secret de la police chargé de ma surveillance fut un certain Marsching, qui du matin au soir était sur mes talons. Un soir, je lui avais à nouveau échappé, comme d'habitude. Vers minuit, moi et un ami chez lequel je logeais – je préférais naturellement, à l'époque, les logements privés aux hôtels – nous rentrions à la maison. Mon ami habitait à Glaishammer, un faubourg de Nuremberg, au-delà de la voie ferrée. Il faisait un merveilleux clair de lune. Nous traversions une prairie lorsque je vis brusquement M. Marsching adossé à un peuplier, sur la route que nous venions d'emprunter. Manifestement, il voulait savoir au moins quand nous arriverions à la maison. J'attirai l'attention de mon ami sur Marsching. Dès qu'il aperçut Marsching, il fonça sur lui d'un pas rapide. Dans la campagne il régnait un silence de mort, à la ronde personne en vue. Maintenant Marsching se disait sans doute que deux contre un c'est une sale affaire. Il fit donc vite demi-tour et allongea le pas sur la route. Mon ami galopait maintenant sur ses talons, tous deux disparaissant dans une ruelle qui serpentait entre des jardins. Soudain un coup de feu retentit. L'effroi me saisit, je supposai que le policier avait tiré sur mon ami. Alors je courus derrière eux. Juste au moment où je tourne dans la ruelle, mon ami arrive à ma rencontre en riant très fort. « *Qui donc a tiré* » demandais-je. « *C'est moi qui ai tiré, mais le type a fait un bond* », répondit-il. « *Mais tu es fou, si Marsching te dénonce, il faudra que je témoigne contre toi* ». « *Mais j'ai seulement tiré en l'air* » répondit-il d'un ton apaisant. Curieusement, nous n'avons plus jamais entendu parler de cette affaire. Marsching a dû penser qu'il était plus judicieux de se taire. Plus tard, il quitta la police et se mit au commerce de lait. On m'a assuré qu'il avait même adhéré au parti.

En 1881, je fus bien malgré moi cause que le gouvernement retira un droit important au conseil municipal de Fürth. Le conseil municipal, qui se composait essentiellement de démocrates bourgeois et de quelques sociaux-démocrates, m'avait autorisé à prendre la parole dans un meeting où se pressait une foule énorme. Le gouvernement bavarois s'en courrouça et retira au conseil municipal la responsabilité d'appliquer les droits d'association et de réunion, qui fut transférée à l'autorité du district de la Franconie moyenne. Lorsqu'en 1902 enfin, vingt ans plus tard donc, le camarade Segitz interpella au landtag le gouvernement bavarois, lui demandant combien de temps encore il avait l'intention de maintenir la suppression de

8 Expression d'Homère.

ce droit au conseil municipal de Fürth, le ministre de l'époque, von Freilitzsch, répondit : « *Tant que des sociaux-démocrates continueront à siéger dans la représentation municipale de Fürth.* » Mais on adopta bientôt une meilleure solution et on rendit son droit au conseil municipal de Fürth. C'est connu, un ministre qui gouverne avec des moyens aussi ridiculement mesquins, c'est ce qu'en Allemagne on appelle un homme d'État.

De Nuremberg-Fürth j'allais en règle générale à Munich, où je restais aussi la plupart du temps trois à quatre jours. Les camarades étaient tout de suite au courant de ma présence, et alors, le dimanche que je passais là-bas, il y avait régulièrement un grand rassemblement dans une des brasseries. Puis les camarades sortaient en masse et se manifestaient par des vivats et des chants. Les camarades étaient suivis pas à pas par la très honorable gendarmerie, forte d'une douzaine d'hommes, sous la direction du commissaire de police Michel Gehret ou de son bras droit, Auer. Le divertissement du dimanche avait toujours pour épilogue obligé que je tentais une fois de plus d'échapper à la police. Je revois encore, une de ces soirées, le grand Maximus Ernst prendre à deux mains les pans de son habit et foncer sur ses longues jambes à travers le dédale des ruelles qui jouxtaient la brasserie, pendant que moi, plié de rire devant sa silhouette comique, j'avais bien du mal à le suivre.

Dans le Wurtemberg c'était un peu plus aisé, bien que, là-bas aussi, la police menât très souvent la vie dure à nos camarades. Une fois où les camarades de Stuttgart étaient réunis pour commémorer la révolution de mars 1848, un fonctionnaire de police apparut et déclara qu'il n'était pas permis de tenir un discours. Toute tentative de parlementer ne servit à rien, il en resta à son interdiction. Puis le chef de la fête lui demanda s'il était permis alors de déclamer, ce à quoi le fonctionnaire, tout imbu de sa dignité, fit cette réponse classique : « *Déclamer, ça vous pouvez, mais pérorer, ça non !* » Alors, au lieu d'un discours qui aurait été vraisemblablement assez modéré, on déclama des poèmes révolutionnaires de Freiligrath et d'autres. L'État était encore une fois sauvé !

Voici comment se déroula un autre incident : Un soir à Stuttgart je fus abordé par trois camarades d'Esslingen, qui me demandèrent de venir immédiatement à Esslingen avec eux pour y affronter Sonnemann dans une réunion publique. Je refusai. D'abord, j'étais fatigué, ensuite, je n'aimais pas, quand j'étais en voyage d'affaires, tenir des discours dans des réunions publiques, parce que je ne voulais pas dans leur propre maison cogner pour ainsi dire sur la tête de mes clients, qui presque tous sans exception étaient mes adversaires politiques. Finalement, je cédai contre mon gré à la pression. Lorsque nous entrâmes dans la salle de la réunion, elle était bondée. Nous dûmes nous mettre près de la porte. Sonnemann parlait étonnamment mal, il était manifestement indisposé. Présidait Karl

Mayer, dont on racontait à Berlin pour plaisanter qu'il dévorait au moins un Prussien tous les matins au petit-déjeuner. Lorsque Sonnemann eut fini, Mayer demanda qui voulait prendre la parole. Je la demandai. Lorsque Mayer et l'assemblée entendirent mon nom, il se produisit un mouvement comme si une bombe avait crevé le plafond. Là-dessus, tout en me saluant dans un flot de paroles de « *vaillant homme du peuple* », Mayer déclara qu'il lui fallait à son grand regret quitter la présidence, étant donné que j'appartenais à un parti qui était poursuivi en vertu de la loi d'exception. Cela ne m'était encore jamais arrivé, et par-dessus le marché pas de la part d'un démocrate. Me décidant en vitesse, je saisis la cloche et déclarai à l'assemblée qu'heureusement nous étions dans le Wurtemberg, où la loi régionale n'exigeait pas qu'une réunion soit déclarée à la police. Je voulais bien prendre la présidence, si personne ne s'y opposait. L'assemblée garda le silence. J'étais contraint de recourir à ce singulier procédé parce que je ne savais pas qui, parmi mes camarades d'Esslingen, je devais proposer comme président. Et là-dessus je me donnai la parole à moi-même. Mais très vite je compris pourquoi Sonnemann avait si mal parlé. Au bout de 10 minutes il m'arriva la même chose qu'à lui. La foule compacte et la température estivale produisaient une chaleur énorme. Et comme selon toute apparence la salle avait été récemment blanchie à la chaux, le plafond et les murs commençaient à ressuer et d'innombrables particules de chaux se disséminaient dans l'air, se déposant sur les muqueuses et rendant la parole extraordinairement difficile. Je me sentais très mal. Et voilà que, de la porte, une voix m'interrompit. Je ne comprenais pas ce que cette personne disait et demandai ce qu'elle voulait ; je reçus pour réponse : « *Au nom de la loi, la réunion est dissoute !* » Personne n'était plus heureux que moi. La voix était celle d'un policier, venu comme auditeur, qui avait été travaillé par les pontes nationaux-libéraux que se trouvaient à côté de lui, jusqu'à ce qu'il finisse par déclarer la réunion dissoute. Mais cela garantissait aussi le succès de la réunion, car cela agaça la plupart des présents d'être renvoyés chez eux de cette façon. De toute manière, en ces années où régnait la loi d'exception, aucun d'entre nous n'était troublé que soudain, au beau milieu du discours, le fonctionnaire de police assurant la surveillance déclarât la réunion dissoute. Cela déclenchait à tout coup des applaudissements appuyés pour l'orateur et le succès n'en était que meilleur. De plus l'orateur épargnait ses poumons.

Au lendemain de cette réunion publique d'Esslingen, je me rendis à Tübingen où un bon ami à moi – un camarade de l'aile gauche du Parti populaire – vint me chercher à la gare. Je lui racontai l'incident d'Esslingen, qui lui fit hocher la tête. À midi, nous allâmes ensemble au restaurant de l'hôtel de ville et nous nous assîmes à une table où un monsieur avait déjà pris place, que mon ami me présenta comme le commissaire de police

de la ville de Tübingen. Il lui raconta aussitôt les événements d'Esslingen. Le commissaire se mit à rire et me dit alors : « *Vous savez quoi, Monsieur Bebel, tenez ce soir ici une réunion publique, je vous donne ma parole que je ne la dissoudrai pas.* » Je répondis en riant que je regrettais beaucoup de ne pas pouvoir donner suite à son invitation amicale, que je n'avais encore jamais reçue de la part de la police, mais il fallait que je prenne le train dans l'après-midi pour Zurich, où j'étais attendu.

Il en était autrement en Bade. Là-bas la police avait déjà adopté à cette époque des manières prussiennes. À Fribourg, ma surveillance était particulièrement sévère. Je logeais d'habitude à *L'Empereur romain*. Le patron de l'hôtel, un certain M. Springer, était bien entendu un de mes adversaires politiques, mais c'était un homme honnête. Cela le fâchait que, dès le petit matin, la police prenne son poste à la sortie avant comme à la sortie arrière de l'hôtel, pour attendre que je sorte. Et même, quand ces messieurs de la police se firent de plus en plus audacieux et une fois entrèrent dans son domaine, il leur montra énergiquement la porte. Je me plaignis un jour au chef de la police, le bailli Wiener, de la manière impudente dont on me surveillait, mais ce monsieur accueillit très mal ma plainte. Un homme aussi dangereux que moi n'avait pas le droit de se plaindre quand la police le surveillait. Je lui déclarai que prochainement au Reichstag je mettrais sur le tapis sa méthode de surveillance. Réponse : ça lui était égal, il faisait ce qu'il pensait nécessaire. Je crois que ce monsieur aurait été content que je l'attaque au Reichstag. Le grand-duc de l'époque était un de nos ennemis farouches, un fonctionnaire accusé par moi de nous traiter durement aurait été bien vu de lui et avait des perspectives d'avancement rapide. D'ailleurs dans les années 1890 encore, lors des fêtes d'anciens combattants, le grand-duc polémiqua à plusieurs reprises contre moi – sans me nommer – à cause de discours, dont un que j'avais tenu à Hohentwiel près de Singen et l'autre l'année suivante à Villingen dans la Forêt-Noire.

À Karlsruhe aussi la surveillance ne laissait rien à désirer. À plusieurs reprises j'échappai à mes surveillants en me précipitant dans un fiacre isolé et en partant au grand galop. Un dimanche, Paul Singer fut aussi de la partie quand nous nous rencontrâmes à Karlsruhe.

Pendant plusieurs années, j'eus un accompagnateur particulièrement désagréable à Francfort-sur-le-Main. Cet individu marchait à un mètre à peine derrière moi. Si je m'arrêtais pour regarder un bâtiment intéressant ou un arbre, il adoptait immédiatement la même attitude. Mais une fois je lui faussai compagnie en plein jour. Un midi, je pris le chemin de fer vicinal pour Offenbach. Lui, sur mes talons, s'assit dans le même compartiment dans lequel je voyageais. À Offenbach, j'eus rapidement réglé mes affaires. J'allai alors rendre visite à mon camarade Ulrich qui, à la limite de la ville, possédait une petite imprimerie dans la cour d'une maison. Je

lui demandai si je ne pouvais pas échapper à mon suiveur qui se trouvait devant la porte, en utilisant, au lieu du chemin de fer vicinal, un train de la ligne Main-Weser, comme s'appelait à l'époque la ligne Cassel-Francfort. Ulrich dit que oui, il en passait un d'ici peu, je n'avais qu'à escalader le mur de la cour et prendre à travers champs un sentier qui menait directement à la gare Main-Weser. Avec l'aide d'Ulrich j'escaladai le mur, puis il me passa ma valise à échantillons et j'étais à la gare peu avant l'arrivée du train. Arrivé à Francfort, je gagnai en hâte mon logement à la *Ville de Darmstadt*, un petit hôtel tout proche de la cathédrale, qui en 1848 avait été la taverne attitrée de la gauche radicale du Parlement. Je déposai ma valise à échantillons et je sortis. Lorsque le soir, après 9 heures, je pénétrai dans la salle de l'hôtel, l'hôtelier et les clients m'accueillirent par une explosion de joie. On me raconta que, peu après mon départ de l'hôtel dans l'après-midi, le policier était arrivé en fiacre au grand galop, pour apprendre que j'avais déjà à nouveau quitté l'hôtel. Sous les rires des clients, il était sorti en lâchant un juron.

Plus tard je rapportai ces faits au Reichstag. Du coup, au moins à Francfort et à Wiesbaden, cette odieuse surveillance cessa.

Mais à l'étranger non plus je n'étais pas à l'abri de la surveillance policière. De Zittau, je faisais souvent un détour pour affaires par Reichenberg en Bohème[9]. Dès que je partais, le poste de police saxon en gare de Zittau télégraphiait l'heure de mon arrivée à la police de Reichenberg. À mon arrivée, il y avait déjà là en gare un robuste gendarme, avec équipement militaire complet, pour me faire escorte jusque chez mes clients. Cela faisait sensation. Lorsqu'un jour, mon travail fini, je me retrouvai avec un certain nombre de camarades dans un restaurant en plein air, au moment précis où nous discutions, je fus convoqué devant le prévôt de la ville qui, après s'être informé de ce qui m'amenait à Reichenberg, me conseilla de repartir par le train suivant, sinon il se verrait obligé de m'expulser. En Autriche, à cette époque, il régnait exactement la même rage antirouges que chez nous ; des mesures arbitraires de la pire sorte étaient à l'ordre du jour contre nos camarades. Elles ne servirent à rien, pas plus que chez nous.

De Reichenberg, je continuais en général mon voyage à travers la Bohème du Nord. Un de ces voyages me conduisit finalement un jour à Chemnitz. Là-bas aussi on me réserva l'accueil habituel. La police eut même l'impudence d'aller prendre ma valise à l'hôtel pendant mon absence et de l'ouvrir pour rechercher quelque chose d'interdit. Dans la rue, un policier me demanda même de venir avec lui au poste de police pour faire fouiller ma valise à échantillons. Je refusai de le faire, s'il voulait porter la valise à échantillons, je le suivrais. Alors il se contenta de me faire entrer avec lui

9 Aujourd'hui Liberec, dans les monts des Sudètes, en Tchéquie.

dans une maison pour s'assurer de l'innocuité du contenu de ma valise. Ma plainte contre ce procédé illégal, qui alla jusqu'au ministère, n'eut aucune suite.

En revanche, l'après-midi du même jour, j'eus un intermède amusant avec la police de Mittweida : J'y allais pour rendre visite à un de nos camarades. Lorsque j'arrivai en gare de Mittweida, on m'avait préparé un double accueil. Un certain nombre de camarades m'attendaient et, debout derrière eux, il y avait le ban et l'arrière-ban de la police, avec à sa tête le grand chef de la ville, le très auguste bourgmestre Keubler en personne. Cet accueil me mit tout de suite de très bonne humeur. Je proposai donc aussitôt à mes camarades, au lieu d'entrer dans un café, d'arpenter dans les deux sens la rue principale de Mittweida, pendant que je leur raconterais toutes sortes de choses. Sitôt dit, sitôt fait. La promenade commença. Derrière nous, à moyenne distance, le bourgmestre et la police en cortège. En quelques minutes une grande foule s'était rassemblée, de laquelle s'échappaient, à l'adresse du bourgmestre et de la police, toutes sortes de remarques humoristiques. Tout le monde riait. Très gêné, le bourgmestre se replia dans une maison et fit passer à son subalterne l'ordre de s'éloigner.

Lorsque je revins de Mittweida à Chemnitz, la police posta double faction devant l'hôtel où je logeais. Je dormais depuis longtemps du sommeil du juste lorsque enfin les pauvres policiers purent quitter leur faction. Le lendemain matin je partis par le premier train. Lorsque les policiers reprirent leur poste devant l'hôtel, ils apprirent, sûrement avec plaisir, que leur faction n'avait plus lieu d'être. Toutes ces mesures ne pouvaient être prises que par des officiels qui, vis-à-vis de nous, perdaient tout bon sens et ne sentaient plus à quel point ils se couvraient ainsi de ridicule aux yeux de tout être sensé. La rage antisocialiste leur faisait vraiment perdre la tête.

Ce fut aussi la même chose après mon expulsion de Leipzig en 1881. Dès qu'on daigna m'accorder, deux ou trois fois par an maximum, l'autorisation de passer deux jours en ville pour aller à ma boutique organiser un voyage d'affaires, un policier était en faction devant le portail du matin tôt jusque tard le soir. Des relations d'affaires qui venaient nous rendre visite au bureau plaisantaient : « *Nous pensions bien que Sa Majesté était de retour, sa garde du corps est devant la porte.* » Un de nos ouvriers, qui dans sa colère contre cette surveillance lança au policier une remarque insultante, le paya de huit jours de prison. Si ma route passait par Leipzig, je devais préalablement déclarer à quelle gare et à quelle heure j'arrivais et de quelle gare et à quelle heure je repartais. Alors la surveillance policière entrait à nouveau en vigueur. La consigne était : sans s'attarder entre une gare et l'autre, quitter la ville par le premier train. Cette obligation touchait tous les expulsés de Leipzig et du district administratif de Leipzig, dès qu'un voyage les amenait à traverser la région. À mon égard, la

police de Leipzig était particulièrement rigoureuse, alors qu'à l'inverse elle autorisa à Liebknecht nombre de séjours assez longs, que l'on me refusait systématiquement. J'appris par hasard la raison de ces deux poids deux mesures après la fin de la loi d'exception. Le prévôt de police, l'adjudant Döbler, me soupçonnait d'être la source des correspondances de Leipzig dans le *Sozialdemokrat* qui le malmenaient et qui ne parlaient de lui que comme de « l'homme aux yeux verts ». Or pas une seule de ces correspondances n'émanait de moi. Si Döbler n'avait pas été un homme extrêmement borné, au style – qu'il put étudier à Leipzig pendant de longues années – il aurait tout de suite reconnu qui était l'auteur de ces attentats. Mais le mot d'Oxenstierna reste valable : « *Tu n'imagines pas, mon fils, avec combien peu d'intelligence on gouverne le monde.* »

Pour clore ce chapitre, que je pourrais prolonger très longtemps, évoquons encore un fait qui, vu les circonstances, aurait pu très mal tourner pour moi. En mars 1881, je fis un voyage d'affaires dans l'Est. Je me rendis entre autres à Posen et décidai à partir de là de faire un détour par la ville natale de mon père, Ostrowo. D'après une indication de mon camarade Luck, dont les parents vivaient là-bas, trois frères et sœurs de mon père auraient encore vécu à Ostrowo, en plus d'un certain nombre de parents plus jeunes. Parmi ces derniers je rencontrai même un cousin que ses affaires conduisaient souvent à Kalisch. Il me proposa de visiter Kalisch le lendemain, qui était un dimanche. Kalisch, disait-il, était une forteresse, avait une forte garnison russe, et moi, je n'avais pas encore vu de ville russe. Il lui était facile de me procurer un faux laissez-passer. Je subodorais que l'affaire pouvait mal tourner, car je remarquais qu'à Ostrowo aussi j'étais surveillé par la police. Je refusai donc. Lorsque le lundi matin je pénétrai dans le salon de l'hôtel pour prendre mon petit déjeuner, le patron de l'hôtel me demanda si j'avais entendu le bruit qu'il y avait eu la nuit dans l'hôtel. Étonné je demandai : Pourquoi ? Il répondit qu'après minuit était arrivée de Berlin une dépêche annonçant que dimanche après-midi le tsar Alexandre II avait été déchiqueté par une bombe à Pétersbourg. Cette nouvelle avait très excité ses clients et certains, qui avaient bu, avaient prétendu que la social-démocratie allemande était complice de cet attentat, on avait donc voulu monter à l'assaut de l'escalier pour me jeter dehors. Il avait eu bien de la peine à l'empêcher.

C'était une charmante nouvelle. Peu de temps après, mon cousin apparut aussi et dit que c'était vraiment une bonne chose que nous ne soyons pas allés à Kalisch. Il venait juste d'apprendre que là-bas, après l'arrivée de la dépêche annonçant l'assassinat de l'empereur, toutes les portes de la ville avaient été fermées à 4 heures de l'après-midi et que plus personne ne pouvait ni entrer ni sortir. Je me représentai ce qui serait sans doute arrivé si j'avais été reconnu à Kalisch – ce à quoi la police allemande aurait en tout

cas veillé. Le prince Bismarck n'aurait sûrement pas remué le petit doigt pour me faire libérer ; en plus, selon l'expérience que nous avions d'eux à l'époque, ses policiers auraient même juré que mon voyage à l'Est s'était fait dans des circonstances louches, bien que, excepté à Königsberg et à Dantzig, je n'eus rendu visite nulle part à des camarades. Quelques jours après ces faits, le *Courrier de Berlin* publiait un article : « *Monsieur Bebel à la frontière russe* », dans lequel on mettait mon voyage en rapport avec l'attentat. J'avais donc motif de me réjouir que ma prudence m'ait retenu de faire ce voyage à Kalisch.

Deux mots sur les réunions sous la loi contre les socialistes

Si, sous le règne de cette loi, quelqu'un avait réussi à établir les principes en vertu desquels la police interdisait ou dissolvait les réunions, cette personne, quelle que soit la récompense proposée pour la résolution de cette question, aurait dû déclarer : il n'y a là aucun principe. Caprice et arbitraire des fonctionnaires sont la seule règle. Les raisons qui, dans telle localité, amenaient l'interdiction ou la dissolution n'étaient pas valables dans telle autre localité. Tantôt c'était le sujet, tantôt la personne de l'orateur, tantôt la nature de la salle qui conduisaient à prendre des mesures répressives. Ce qu'un fonctionnaire autorisait, l'autre l'interdisait, souvent dans une seule et même localité. Il arrivait même qu'ordre fût donné que tel ou tel orateur n'ait une fois pour toutes pas le droit de parler. Cela arriva par exemple à Paul Singer dans le royaume de Saxe.

En 1886, à Dresde, lorsque le scandale Battenberg en Bulgarie accaparait l'attention de toute l'Europe, j'avais appelé à une réunion publique, dans laquelle je fis un exposé sur ces événements. Au cours du débat, Paul Singer prit lui aussi la parole, mais dans son discours il laissa échapper un outrage au Conseil fédéral. Le fonctionnaire chargé de la surveillance lui retira aussitôt la parole. Je m'attendais à une inculpation et félicitai mon ami d'être maintenant sûr de voir lui aussi une fois de l'intérieur les murs d'une prison. Je me trompais. Il n'y eut pas d'inculpation, mais en revanche une ordonnance du ministère de l'Intérieur stipulant qu'il était interdit une fois pour toutes à Singer de prendre la parole en public en Saxe.

Parfois aussi l'interdiction d'une réunion prenait un tour amusant, comme à Grossenhain en Saxe. J'y avais été annoncé à une réunion publique pour parler sur la loi d'assurance accidents, donc pas sur un sujet socialiste. Cependant la réunion fut interdite, parce que c'était moi l'orateur. Sur mon conseil, les camarades de Grossenhain adressèrent un recours auprès de toutes les instances, mais ils furent partout déboutés. Alors, ils adressèrent un recours au landtag. Il arriva en discussion et lui valut une longue séance. Le résultat fut le rejet de notre recours, nous et quelques libéraux votant pour.

Je proposai alors aux camarades de Grossenhain de convoquer une nouvelle réunion sur le même sujet, mais avec comme rapporteur un ouvrier. Je prendrais alors la parole dans la discussion qui s'ensuivrait. C'est ce qui se fit. Mais en sous-main on avait fait savoir que je serais présent à la réunion.

La réunion fit salle comble, parmi les présents se trouvaient la presque-totalité des officiers du régiment des hussards en garnison à Grossenhain, qui étaient venus en civil. Le rapporteur parla environ 20 minutes, dans le débat qui fut ensuite ouvert on me donna la parole, sans que la police ose intervenir. Je parlai plus d'une heure sous des applaudissements frénétiques. Mais le couronnement du tout c'est qu'à la fin de la réunion le fonctionnaire de police chargé de la surveillance s'approcha de moi et me remercia pour mon intéressant exposé. On ne pouvait faire au gouvernement et au landtag plus grand affront moral.

Lorsque plus tard, lors d'un débat au Reichstag sur la loi contre les socialistes, pour mettre en lumière l'application de la loi, je mentionnai l'affaire de Grossenhain et que je soulignai aussi les remerciements du fonctionnaire de police, toute la Chambre fut prise de grands éclats de rire, y compris Bismarck qui était présent. Un fonctionnaire de police aussi sympathique, il n'en avait sans doute pas encore vu.

Mais, à côté des réunions publiques, avaient lieu d'innombrables réunions clandestines. Elles étaient même les plus importantes. Tous les dirigeants y participaient, et il arrivait rarement que de telles rencontres entraînent des condamnations en justice. Isolées, et à l'écart des endroits bien situées, forêt, lande, gravière, carrière étaient des lieux de réunion recherchés. Par exemple, sous la loi contre les socialistes, je ne pouvais guère faire aux camarades de Hambourg de compte rendu sur mes activités parlementaires autrement qu'en se retrouvant dans un endroit de ce genre.

> Mais une fois je fus malgré tout arrêté, comme je participais à une rencontre clandestine avec les camarades de Mannheim au lieu-dit Pointe du Neckar, l'endroit où le Neckar se jette dans le Rhin. Nous fûmes reconnus et August Dreesbach, quelques camarades de Mannheim et moi fûmes condamnés à des amendes. En revanche pas de punition pour une réunion clandestine aux nombreux participants que nous tînmes un dimanche après-midi sur une île déserte du Rhin en aval de Mayence. Bien sûr le parquet tenta d'intenter un procès mais les témoins firent défaut. Aussi dut-on cesser les poursuites.

Mais on n'en restait pas aux réunions clandestines locales. Des réunions de district et de région aussi étaient nécessaires. Et cela même en Saxe. Bien sûr la police était souvent sur la piste de telles rencontres, mais nous lui faisions toujours la nique. Et tout particulièrement à l'occasion d'une conférence régionale que nous voulions tenir dans l'antre du lion, à Dresde. Par un sombre dimanche de novembre, les délégués arrivèrent à Dresde, surveillés par la police. Là-bas nous nous rassemblâmes, à quarante à cinquante, l'après-midi, à l'embarcadère des bateaux à vapeur pour

remonter l'Elbe. Naturellement la police nous vit et naturellement elle nous donna en escorte quatre agents de la secrète. Malgré le temps maussade, nous restâmes sur le pont. Nos billets étaient pour Pillnitz. Les policiers se sentirent mal en notre compagnie. Nous nous y étions attendus. Ils se retirèrent dans la cabine. Quatre de nos camarades leur emboîtèrent le pas et commencèrent à jouer aux cartes, et les policiers suivirent leur exemple. Entre nous, nous avions convenu dans le plus grand secret que nous n'allions pas à Pillnitz, mais que nous quitterions en hâte le bateau à l'arrêt d'avant. Nos quatre camarades, pour tranquilliser la police, devaient ne descendre qu'à Pillnitz. Le lieu de rencontre était le moulin de Maix en plein milieu de la forêt, lieu d'excursion cher aux gens de Dresde à la belle saison. Lorsque nous quittâmes le bateau sans être vus de la police, il faisait déjà sérieusement sombre. Nous gagnâmes au pas de charge le moulin de Maix, où le patron et la patronne ne furent pas peu étonnés de voir arriver une aussi nombreuse bande de convives, à cette heure et en cette saison. Nous nous dirigeâmes vers la salle et expliquâmes aux patrons que nous étions une association de chant et que nous ferions nous-mêmes le service. Pour leur donner le change, de temps en temps on chantait une chanson. En de telles circonstances, les discussions se déroulaient toujours au pas de charge. Au milieu de nos débats apparurent nos quatre hommes de Pillnitz, qui suscitèrent une tempête de rires, en nous racontant la mine déconfite des policiers lorsqu'ils se retrouvèrent seuls avec eux à l'embarcadère de Pillnitz. Nos quatre amis avaient tout de suite gagné la forêt, noire comme de l'encre, et avaient abandonné les policiers à leur destin. Vraisemblablement ils étaient rentrés à Dresde par le bateau suivant. À coup sûr ils devaient s'attendre à ce que leurs supérieurs leur soufflent dans les bronches.

Sitôt terminées nos délibérations, nous nous fîmes donner par l'hôte une lanterne, qu'un de nos camarades marchant devant devait porter au bout d'un bâton afin que nous ne perdions pas le chemin boueux, et nous fîmes route en chantant. Nous regagnâmes Dresde après minuit, à pied cette fois. La police n'avait pas besoin d'être très douée pour les conjectures pour deviner où nous avions tenu notre réunion. Elle envoya le lendemain matin une délégation au moulin de Meix pour interroger les patrons de l'auberge. Ils ne furent pas peu étonnés d'apprendre quels dangereux clients ils avaient eus dimanche. Mais ils ne pouvaient faire aucune déposition nous chargeant, car ils n'étaient au courant de rien.

Des événements de ce genre, à l'époque tout militant actif dans le parti sous la loi contre les socialistes en a vécu. Ce que je raconte ici n'est qu'un petit fragment du tableau.

Travail de sape

Une tâche importante de notre activité clandestine consistait à diffuser le *Sozialdemokrat* et autre littérature interdite. Je reproduis ici une série de mes lettres aux Zurichois, dans lesquelles apparaît ce côté de la vie du parti sous la loi contre les socialistes.

« Leipzig, le 28 décembre 1879

Cher Motteler,

Je t'informe d'abord que les Berlinois prennent 500 exemplaires du compte rendu de notre groupe et, exceptionnellement, il faut qu'ils les aient à 10 pfennig, afin d'utiliser le bénéfice pour les familles des expulsés. Ensuite, le numéro 4 du *Sozialdemokrat* n'est pas arrivé à Berlin, avec la conclusion du compte rendu, ce qui a fait croire que c'est nous qui avons gardé le numéro 4 pour dissimuler que H[asenclever] n'en fait pas partie. C'est une curieuse logique, mais elle a trouvé à Berlin beaucoup de gens pour le croire, il est donc impératif que le compte rendu soit diffusé très largement.

Ici, il faut en envoyer 300 et vous pouvez utiliser l'adresse de Mademoiselle Kl. à F.

Les numéros 8, 9, 10 et 11 ne sont pas arrivés à Berlin parce que, du fait de l'arrestation de Grunzig, les adresses ont été livrées par trahison ou bien sont tombées aux mains de la police ; c'est étonnant avec quelle maladresse procèdent nos meilleurs camarades. Momentanément n'envoyez rien à Berlin jusqu'à ce que vous receviez des adresses, ce qui va se faire dans les prochains jours. Si des adresses ne sont pas données directement par Berlin, envoyez ici la livraison pour là-bas.

Si les dispositions sont prises comme tu l'écris et si tout marche bien, alors il ne restera plus rien à désirer en matière d'expédition. Je suis en ce cas d'avis que vous conserviez l'organisation clandestine, même si Hambourg vous fait d'autres propositions. Il n'est pas recommandé d'abandonner de but en blanc des dispositions prises et une organisation établie. Écrivez donc, si vous en êtes convaincus, que ce qui a été convenu atteint bien son objectif, que l'on doit momentanément renoncer à d'autres dispositions et qu'on n'y consentira ensuite que si l'autre chemin est barré.

Peut-être pouvez-vous de là-bas diriger vers H[ambourg] ce que le Nord reçoit ; mais nous ne voulons pas ici vous donner des

instructions, parce que c'est vous qui devez le mieux voir et savoir ce qu'il est bon de faire ou pas.

Quant à la distribution des livres et des brochures, j'ai déjà écrit à ce propos il y a quelques jours et vous avez dû recevoir la lettre.

Je peux seulement répéter ici que, s'il arrive d'ici des propositions qui sont inapplicables là-bas étant donné l'état des choses, c'est la situation là-bas qui doit vous guider. Nous ne pouvons ici que développer nos idées ; sont-elles toujours justes et applicables, nous sommes incapables d'en juger. Veillez à l'avenir à ce que le journal soit terminé à un moment très précis, de sorte que aussi bien les intermédiaires que les destinataires ultimes puissent savoir d'avance quel jour à peu près les envois arrivent ; jusqu'à présent c'était impossible.

J'ai reçu de Paris une lettre dans laquelle on se plaint aussi de l'arrivée irrégulière du *Sozialdemokrat*.

Vahlteich espère recevoir dans les prochains jours son autorisation de voyager ; l'obstacle, c'est son procès de Chemnitz…

Comment va mon ouvrage (*La femme et le socialisme*) ? Je vous demande d'en faire régulièrement l'annonce. Excepté quelques douzaines, le tirage est épuisé. Si j'en fais un deuxième, il faudra que je divise cet ouvrage en chapitres. Il se lit mal tel qu'il est actuellement divisé.

Je vous prie de remettre à Vollmar la pièce jointe.

Cordialement.
A. B. »

« Leipzig, le 29 décembre 1879.

Cher Motteler,

À peine êtes-vous sortis du terrier que vous faites déjà vos mariolles. Vous avez complètement oublié le piège dans lequel d'autres restent pris.

Pas besoin d'être un génie pour comprendre qui reçoit les fonds, étant donné que les sommes arrivent jusqu'ici pour les cinq sixièmes en versements ouverts.

Une « caisse de guerre » démasquerait nécessairement le caissier et nous collerait sur le dos l'état de siège désiré, projeté et souhaité depuis longtemps par un certain camp. Pour la même raison je désapprouve qu'on qualifie d'« officiel » le petit journal que vous savez, qui a été envoyé avec le numéro 13 et qui était à mon avis tout à fait inutile. Là où il y a un journal « officiel » il y a aussi une direction « officielle » ; tout au moins il y a beaucoup de gens, et des gens très influents, qui le croient et qui croient de plus qu'elle est à Leipzig et que ce nid doit être détruit. Je sais du moins parfaitement que ce n'est pas grâce à certaines personnes de Berlin qu'on nous laisse

encore ici en paix. Chaque succès augmente la pression pour nous faire dégager ; n'a-t-on pas encore aujourd'hui, de la manière la plus éhontée, pointé du doigt Leipzig comme véritable foyer de l'agitation pour l'élection de Magdebourg. Donc laissons tomber les choses qui nous compromettent nous, et ne vous servent à rien.

À Hanovre, Kaufmann a été condamné la semaine dernière à quatre ans de prison pour retour interdit à Berlin et pour diffusion de la *Liberté*, ainsi que pour quatorze autres infractions fondées sur le contenu de la *Liberté* (six offenses pour lèse-majesté et plusieurs offenses à Bismarck, etc.). Cela veut dire que, sous l'accusation de haute trahison, il doit en plus comparaître devant la Cour suprême du Reich, qui doit à l'avenir juger toutes les entreprises de haute trahison contre le Reich et de trahison contre le pays. À Berlin, on a commis des gamineries anarchistes ; une chance que tout ce cirque n'ait été mis en scène qu'après la déclaration renouvelée de l'état de siège.

On peut publier un communiqué à propos de Kaufmann.

August Bebel »

« Leipzig, le 15 janvier 1880.

Très cher Brandter[10],

Lettres reçues. Après que compte rendu daté du 2 janvier a été publié, je n'ai plus aucune réclamation à faire sur ce qui est perdu.

Höchberg t'a-t-il donné la lettre que je lui ai écrite il y a quelques jours ?

Je répète que Leipzig a besoin de 130, dont 117 sont certains, vraisemblablement le besoin grandira. Le premier envoi n'en contenait que 97, ce qui manque est à compléter à cette hauteur.

Les adresses de Brunswick, etc. sont bonnes.

Si je pars pour ma tournée de printemps, je rameuterai nos gens là où je peux, et je parlerai à fond avec eux. Vous savez qu'Endres (Augsbourg) est mort. Cela me fait de la peine, c'était un brave garçon.

Qu'est-ce que tu veux dire par : « *Sur les affaires de Leipzig je suis encore sans aucune information* » ? En ce qui concerne les brochures, nous avons à l'époque écrit à Uhle de prendre tout ce qui nous appartient de la Librairie populaire et de nous en donner notification, mais de ne vendre à la Librairie populaire que contre argent comptant, étant donné qu'elle, ou bien la *Tagwacht* (*La Sentinelle*), a une dette considérable envers nous. Comme vous êtes en compte

10 Motteler

avec la Librairie populaire à la suite du tirage, vous pouvez donc de votre côté en déduire tout revenu des brochures.

C'est à Berlin qu'a été rédigé ce qui manquait au numéro 8, et cela parce que Gr[unzi] g a été tellement futé qu'il a consigné dans son agenda l'ensemble des destinataires jusqu'aux numéros 12 et 13, grâce à quoi la police a eu partie facile. Que la trahison ait été de la partie, cela se voit au fait qu'on l'a arrêté au bureau et que la police fonça directement à l'armoire dans laquelle il gardait les affaires. Il est probable qu'elle y a trouvé encore bien d'autres choses. L'enquête est jusqu'à présent menée dans le plus grand secret et personne ne sait où en sont les choses.

Des perquisitions avec une connaissance aussi précise des lieux se sont plusieurs fois produites. Vous pouvez vous imaginer qu'à la suite de cela il règne une grande méfiance et qu'on ne veut rien risquer avant de croire qu'on est sûr de son affaire.

En ce qui concerne le compte rendu, les Berlinois ont décidé de ne pas le diffuser parce qu'il ne serait pas assez rigoureux, donc c'est un vote de défiance dans les règles. J'ai passé un sacré savon à ces bonnes gens ; je suppose que là d'autres influences sont en jeu.

Vu que Walther (pseudonyme de Vollmar) lui aussi parle dans sa lettre du compte rendu, dans lequel j'ai supprimé quelques passages trop abrupts, je veux faire encore remarquer ici que, premièrement, il se trompe complètement là-dessus et qu'il a confondu la main de H[a[s[enc]l[ever] avec la mienne ; deuxièmement, que le document muni de notre signature nominale devait être fait de manière que nous n'ayons pas de procès.

Si l'Allemagne du Sud continue sur sa lancée comme jusqu'ici, nous n'avons pas besoin pour l'instant de Hambourg. Jusqu'à présent tout est très bien allé, tout au moins jusqu'au numéro 1 ; le numéro 2 n'est pas encore là.

Il est conseillé, lorsqu'on invite des gens à s'abonner en leur envoyant des journaux à l'essai, de joindre toujours une affichette avec la consigne de joindre de l'argent en timbres ou en papier, et d'y envoyer la lettre en recommandé. Les gens ne savent pas comment ils doivent l'envoyer, vu que le mandat-poste est compliqué parce qu'il doit être rédigé sur un formulaire international et en « francs », que deuxièmement le nom doit être mentionné. Nous adresser les gens à nous est délicat ; premièrement nous avons déjà suffisamment de travail, deuxièmement les gens procèdent alors aussitôt de manière si étrangement maladroite que c'est grâce à notre service postal, jusqu'à présent pas encore corrompu, que nous avons ici évité des désastres

À l'avenir, envoyez des lettres en recommandé ou bien en lettre-chargée, ainsi on n'hésite pas à les envoyer directement à ma femme pour moi.

Je voudrais ne pas m'occuper du remaniement de *Nos buts ;* car il faudrait le faire de fond en comble, et cela fait un tas de travail. Imprimez-le tel qu'il est ; mais dix mille ? Où voulez-vous en venir avec cela ?

À présent à Berlin aussi nous avons une nouvelle élection au Reichstag, donc on pourra tester la loi contre les socialistes.

Dans la 17e circonscription nous aurons en face de nous, en plus de Penzig, un candidat conservateur.

Salutations cordiales.
August Bebel »

« Leipzig, le 15 janvier 1880.

Cher ami (*Vollmar*) !

Je vais examiner les points de vos lettres un à un.

D'abord l'information, qui m'a beaucoup déplu, selon laquelle je ne peux pas livrer son article à Malon et ne suis pas non plus en mesure de fixer une date. Ma capacité de travail est de plus en plus sollicitée chaque jour par toutes sortes de choses, si bien que tout travail exigeant de rassembler ses idées m'est devenu pratiquement impossible. De 8 à 12 heures le matin, mon entreprise, jusqu'à une heure ou une heure et demie, séance de comité dans la coopérative, de 2 heures à 7 heures, à nouveau mon entreprise. Si je n'utilisais pas pour le travail du parti une bonne partie du temps destiné à mon entreprise, il me serait impossible d'en venir à bout tout seul le soir. Et si encore tout se passait sans encombre, je pourrais m'en sortir mais, des soucis et des désagréments en tout genre, il y en a tout un tas, si bien que je ne m'étonnerais pas qu'il m'arrive un jour ce qui est arrivé au pauvre Geib.

Et maintenant passons au reste.

Votre réponse à Engels est bonne. Dès que je l'aurai montrée à Liebknecht, je l'enverrai à Engels qui va méchamment pester. Ça ne fait rien, j'en ai assez moi aussi de ses criticailleries et je le lui ai même écrit.

Et puis une fois de plus, et là espérons la dernière, revenons aux remarques telles que « officiel », etc. Nous considérons ces expressions, d'où qu'elles viennent, comme douteuses. Vous avez vu, dans le cas que j'ai pris, combien peu vous pouvez vous-même empêcher leur diffusion gênante, et vous avez vu, dans le cas de Grunzig, combien peu vous pouvez vous fier à nos camarades. Mais une dénégation n'est absolument pas suffisante. Premièrement, on ne croit

pas ce genre de dénégation ; deuxièmement, il n'est pas agréable d'être obligé de nier ; troisièmement, si ça vient en procès à cause d'une affaire, nos juges ont une si grande marge de jugement subjectif que la « preuve » au sens strictement juridique n'est pas du tout nécessaire.

Or, dans la circulaire à propos de la lettre infamante de Most, vous avez à nouveau parlé de la « direction du parti ». Si votre première circulaire tombe avec celle-ci dans de mauvaises mains, j'aimerais savoir ce qu'on peut encore nier. En tout cas une bonne partie d'un tel scandale se portera sur vous et, à mon avis, ça ne peut pas vous être agréable.

Avec vous là-bas il en va exactement comme avec beaucoup de nos camarades : ils vivent encore tellement au milieu de l'ancien état de choses qu'ils parlent encore l'ancien jargon. Mais on peut l'éviter facilement et il faut que ça se fasse.

J'aurais souhaité que vous vous soyez limité pour l'essentiel à la reproduction de la lettre infamante de Most et cela parce que, pour autant que je sache, il n'est en Allemagne et probablement non plus à l'étranger personne qui croie que le *Sozialdemokrat* est une entreprise de Höchberg. Notre compte rendu, je veux dire celui des députés, et les articles qui suivent, trahissant assez clairement votre collaboration, auraient depuis longtemps détruit cette croyance, si elle existait, et c'est bien ce qui s'est très exactement passé.

Je crois que vous êtes trop nerveux et que vous vous laissez trop facilement exciter.

La circulaire n'a pas fait du tout plaisir à Höchberg, comme il me l'écrit, pour la raison que son nom est cité. Il a évidemment toutes les raisons de se tenir le plus possible dans l'ombre.

Que vous ayez dégotté la lettre infamante de Most, c'est très bien, mais nous ne voulons pas pour le moment continuer à la diffuser, et cela eu égard à Höchberg. À l'occasion, il la balancera comme il faut dans les dents de Hans.

Nous reconnaissons parfaitement la justesse de vos explications sur ce qui a amené le numéro 1 à attaquer ainsi. Soit dit en passant, je n'en ai pas encore parlé avec Liebknecht, qui est en permanence à Dresde et ne vient ici que le dimanche ou bien le samedi, et Fritzsche est trop gros et trop flegmatique pour se montrer. Je parle ici de H[a] s[en]c[leve]r et V[ahlteich], auxquels j'ai lu la lettre. Je sais aussi trop bien combien il est facile d'y aller trop fort et, moi personnellement, je n'ai pas trop regretté ce faux pas, vu l'effet produit dans la presse adverse. Ma crainte avait un tout autre objet, comme je l'ai déjà écrit ;

le dommage principal, l'effet produit dans les milieux officiels de la Suisse, je n'y avais pensé qu'une fois ma lettre déjà partie.

C'est donc bien cela qui nous dicte notre tactique et c'est en tenant compte de cela que nous devons tenir le journal.

Nous allons nous efforcer de faire valoir ces points de vue partout où nous en avons l'occasion, et vous, exprimez-vous par lettre dans le même sens quand ce sera nécessaire.

Avec Berlin, on ne pourra vraisemblablement faire quelque chose que quand nous irons là-bas. La surveillance prend des proportions monumentales et massives, perquisitions chez quiconque est soupçonné, même de loin, d'avoir quelque chose à voir avec un journal interdit ou avec des gens qui aiment de tels journaux.

August Bebel »

Notons, pour éclairer ces lettres : le « petit journal » était une circulaire que Vollmar avait créée. Vollmar, sous le pseudonyme de Walther, avait fondé à Zurich ce qu'on appelait un Service des relations étrangères qui, indépendamment de nous, devait entretenir la liaison avec les associations existant à l'étranger. À cela nous n'avions rien à redire. Mais il se trouvait souvent dans les communiqués du Service des relations étrangères des expressions et des tournures propres à nous compromettre en Allemagne même, si un tel communiqué tombait en de mauvaises mains. Or ce danger était bien réel car, partout dans les associations relativement grandes à l'étranger – Bruxelles, Londres, Paris, Genève, etc. –, des mouchards de la police allemande étaient aussi à l'œuvre. Mais, étrangement, pendant des années à Berlin on n'arriva pas à trouver qui précisément était Walther, comme en témoigne la manière dont au Reichstag M. von Puttkamer mentionnait fréquemment le nom de Walther.

À la direction berlinoise, suite aux poursuites et aux procès, les personnes changeaient très souvent. Plusieurs fois il y siégea des agents notoires de la police, qui alors faisaient assaut de radicalisme et cherchaient à provoquer des conflits avec nous.

La lettre infamante de Most évoquée ici était dirigée contre Höchberg, envers qui en fait Most avait un devoir de reconnaissance pour avoir été aidé par lui autrefois. Cet homme, avec qui autrefois il avait eu des relations amicales et à qui il ne pouvait reprocher d'avoir changé d'idées, Most n'avait pas honte de l'attaquer de manière infamante et de le dénoncer comme l'éminence grise du *Sozialdemokrat*. Sur ce sujet, Höchberg fit dans le numéro 11 du *Sozialdemokrat* [1880], une déclaration du genre : Il n'avait aucune influence notable dans le parti, de plus il n'avait pas fondé le *Sozialdemokrat*, pas plus que celui-ci n'était son journal. Il ne se trouvait pas non plus toujours en accord avec le parti, pas plus qu'avec le *Sozialdemokrat*, il lui fallait en conséquence refuser toute solidarité avec le journal.

Cette déclaration rassura aussi Marx et Engels, qui reconnaissaient à présent qu'ils s'étaient bien trompés sur l'attitude de Höchberg.

Pour Höchberg, la dénonciation de Most eut pour effet qu'il eut le même sort que moi, quand il entreprit bientôt après d'aller en Allemagne. Il fut constamment suivi par la police. À l'époque, il campa aussi une fois chez moi sur le sofa. Une sentinelle de la police monta la garde devant la porte de la maison jusque tard dans la nuit, mais le lendemain matin Höchberg s'était levé si tôt que, lorsque la sentinelle de la police parut à nouveau devant la maison, l'oiseau s'était envolé. Le policier fit une mine interloquée en me voyant arriver de la gare et entrer alors chez moi.

Un nouveau différend entre la rédaction du *Sozialdemokrat* et nous se produisit en février 1880. J'avais l'habitude de faire paraître en haut de page des informations et des instructions aux camarades sous la rubrique : « Allemagne, le etc. ». Dans le numéro 9 du 29 février 1880, la rédaction publia à notre insu un appel, qui proposait de fonder une organisation générale clandestine dans toute l'Allemagne et était signé : Allemagne, fin février 1880. L'appel culminait en cette phrase : « *Parler de l'organisation, ce n'est évidemment pas ici le lieu ; les camarades n'ont qu'à se mettre d'accord sur des adresses sûres, et la suite viendra.* »

Cela allait contre nos projets. Pendant toute la durée de la loi contre les socialistes, nous avons sévèrement veillé à ne pas laisser se constituer une organisation clandestine générale s'étendant sur toute l'Allemagne. Nous étions convaincus qu'elle serait démasquée très rapidement et que cela amènerait fatalement une persécution générale de la pire espèce. Si les camarades s'organisaient en un lieu précis, en cas de découverte, il n'était pas possible de les poursuivre au-delà de ce lieu. Si on se réunissait en assemblée pour un but précis, la poursuite avait seulement pour objet une réunion non annoncée légalement. Malgré cela, dans les milieux de la police, l'idée courait qu'il existait une organisation clandestine s'étendant sur toute l'Allemagne et qu'en premier lieu je faisais partie de sa direction. L'existence d'un tel réseau général était affirmée dans des articles de journaux de source policière et dans des brochures de même facture, et même des fonctionnaires de police l'affirmaient sous serment devant les tribunaux. Au fil des années, je fus en situation, dans de nombreux procès dans différentes villes, de devoir prouver qu'un tel réseau n'existait pas et ne pouvait exister, et régulièrement il s'ensuivait une relaxe des accusés, étant donné que l'accusation portait sur l'appartenance à une organisation clandestine étendue sur toute l'Allemagne.

Je fêtai mon plus grand triomphe en 1888, lorsque les dirigeants de l'organisation clandestine berlinoise furent accusés d'appartenir à une organisation clandestine s'étendant sur toute l'Allemagne. Les témoins à charge étaient trente hauts et bas fonctionnaires de police, dont le conseiller de

police de Berlin Krüger, tristement célèbre parmi nous, le chef de la police politique et… moi. Mon témoignage culbuta le témoignage des trente fonctionnaires de police, la cour de justice déclara les accusés non coupables d'appartenance à un réseau général clandestin, mais elle les condamna pour réseau clandestin local.

Ce verdict irrita le conseiller de police Krüger à tel point que, de retour à son bureau, il se déchaîna contre la cour de justice qui croyait un lascar comme moi davantage que trente fonctionnaires de police du royaume de Prusse.

D'où ai-je appris cet accès de rage de Krüger ? Dans son bureau, il y avait un fonctionnaire qui nous instruisait de tout ce qui s'y passait.

J'y reviendrai plus tard.

Je n'ai pas besoin de mentionner que nous avons étouffé dans l'œuf l'organisation secrète proposée à Zurich.

La session du Reichstag de 1880

À cette session, il se produisit des confrontations très âpres et très vives entre nous, le gouvernement et les partis bourgeois. Les violences policières avaient atteint une ampleur et une dureté telles que nous étions dans une exaspération extrême. Je l'exprimai en particulier lors du débat sur le renouvellement du petit état de siège à Berlin. Je conclus alors mon discours par ces mots : « *Messieurs, qu'est-ce qu'une telle situation doit naturellement susciter dans les cœurs et les sentiments des masses ? Que doit-elle produire ? Rien que haine, rien qu'exaspération, une exaspération qui en fin de compte doit généralement conduire à croire, à être convaincu qu'il ne reste pas d'autre solution que de renverser par la violence tout l'ordre existant. Voilà ce que vous avez provoqué par vos mesures. Et pas seulement cela, mais aussi le désir – car ce sont des hommes à qui vous avez affaire –, le désir nécessairement suscité de vengeance et de représailles qui s'est éveillé dans le cœur de centaines de milliers d'hommes. Voilà les fruits de vos efforts et, si vous êtes satisfaits de ces fruits, alors nous aussi.* »

Le *Journal de Francfort* écrivit sur ce discours : « *La somme de haine et de désir de vengeance qui résulte de la loi contre les socialistes, le discours de Bebel nous la laisse entrevoir avec des frissons ; nous avons l'impression inquiétante de dangers cachés qui menacent la paix de la nation bien plus que l'agitation publique a jamais pu le faire.* »

Et la *Germania* concluait un article sur la demande de prolongation de la loi contre les socialistes par ces mots : « *Un espoir maintient debout les socialistes. Non pas celui de la fin de la loi contre les socialistes, mais celui de la revanche un jour prochain, à peu près vers 1889.* »

Dans cette même session, vint en discussion le premier projet pour un nouveau prolongement de la loi contre les socialistes jusqu'au 31 mars 1886. Le Centre envoya comme premier orateur le baron von Hertling qui, avec son discours, annonçait qu'une partie de sa formation tournait sa veste en matière de loi d'exception. Il proposait une discussion en commission. À l'inverse le député Lasker jugeait que la loi avait été appliquée trop sévèrement. Il se déclara contre sa prolongation et vota finalement contre.

Nous avions présenté une foule d'amendements pour pouvoir ainsi mettre en discussion, sur tous ses aspects, l'application de la loi. Nous sommes presque tous intervenus dans ces débats. On décida finalement de prolonger la loi jusqu'au 30 septembre 1884, donc deux ans et demi de plus. Le Reichstag adopta aussi une résolution disant que la collecte d'argent,

ou l'appel public à verser de l'argent, ne devait pas tomber sous le coup du § 16, si la collecte était uniquement destinée à soutenir les personnes qui, en vertu de l'exécution des §§ 22 et 28 de la loi, étaient privées de soutien de famille.

Un discours de Hasselmann, le 4 mai, constitua un épisode à part dans la troisième délibération de la loi. Il se désolidarisait de nous devant le Reichstag réuni : on avait désavoué les nihilistes, il se comptait parmi eux. Le temps des bavardages parlementaires était révolu et le temps des actions commençait.

Dans mon premier discours sur le budget, face à M. von Kardoff qui affirmait que je m'étais vanté de mes relations russes, j'avais déclaré : « *Je peux seulement répondre au député von Kardoff que je n'ai pas de relations du tout en Russie et que les nihilistes en Russie se recrutent dans des milieux bien différents de ceux des sociaux-démocrates en Allemagne. Là-bas ce sont les milieux sociaux de monsieur von Kardoff.* » (*Grands rires.*) Hasselmann, comme mentionné, avait pris position sur ces déclarations. Après qu'il se fut ainsi prononcé contre nous, nous avons officiellement déclaré que nous ne le considérions plus comme appartenant à notre parti, déclaration qui dans les cercles de ses partisans provoqua du mécontentement. La soif d'action de Hasselmann eut pour épilogue que, laissant derrière lui pas mal de dettes, il émigra aux États-Unis, où il quitta bientôt le mouvement.

Dans le même discours sur le budget, j'en vins aussi pour la première fois à parler du livre du baron von dem Goltz, *Léon Gambetta et son armée*, qu'à partir de ce moment-là je mentionnai plusieurs fois dans mes discours de façon élogieuse et que j'utilisai en faveur de notre position sur la question militaire. M. von dem Goltz, disais-je, avait subi à cause de son livre une mutation disciplinaire, mais en fait sa place était à l'état-major. On le sait, le colonel de l'époque est devenu plus tard feldmaréchal, sans que les demandes de son livre se réalisent.

Mais dans cette session j'avais encore commis un autre délit qui suscita une attaque contre moi. Au cours du débat sur le nouveau projet militaire (septennat de 1881 à 1888), j'avais répondu à une attaque contre nous : « *S'il arrivait qu'une puissance quelconque veuille conquérir le territoire allemand, la social-démocratie ferait front contre cet ennemi tout aussi bien que tout autre parti.* » Je fus attaqué là-dessus dans le *Sozialdemokrat* par un camarade anonyme de l'Allemagne du Sud. Je répondis (dans le numéro 16 du *Sozialdemokrat*) que je ne retirerais pas un mot de ce que j'avais dit et concluais : « *Il peut sembler très dur à la social-démocratie, dans un éventuel combat pour l'intégrité du territoire allemand, de devoir participer dans une certaine mesure à la défense de nos ennemis mortels et de ce fameux système de gouvernement du pays, cependant ce ne sont pas des conquérants étrangers qui la libéreront d'eux, mais elle seule, par ses propres moyens,*

grâce aux abus du système qui règne et soulève en fin de compte les masses contre lui. En protégeant s'il y a lieu notre pays et nous-mêmes – pas nos ennemis et leurs institutions, qui sont passagères – du morcellement et de l'asservissement, nous ne nous transformons pas en « un rempart qui *offre à nos courageux policiers et juges protection contre l'ennemi », comme se moque ce respectable camarade d'Allemagne du Sud, mais pour avoir nous-mêmes les mains libres pour pouvoir chez nous régler nos comptes avec nos ennemis. Il pourrait venir un temps où un empereur russe à Berlin avec son armée serait du goût des ennemis de la social-démocratie, mais vraiment pas à son goût à elle.*

Dans mon discours du 2 mars, il n'y a pas un mot qui compromette en quoi que ce soit notre position, car, dans une guerre défensive, nous ne défendons pas nos ennemis et leurs institutions, nous nous défendons nous-mêmes et le pays dont nous voulons changer les institutions dans notre sens, et qui constitue seulement le terrain pour notre activité ».

Avant, pendant et après le congrès de Wyden

Au printemps 1880, nous fûmes nombreux à éprouver le besoin d'organiser une rencontre assez large de représentants des camarades, qui ne pouvait avoir lieu qu'à l'étranger. Premièrement, il s'agissait de clarifier la position du parti à l'égard des machinations et des gesticulations d'un Hasselmann et d'un Most. Deuxièmement, il était nécessaire d'informer le parti sur la situation intérieure et de susciter là-dessus une discussion de fond. Troisièmement, il fallait informer le parti sur le *Sozialdemokrat* et sa diffusion. Enfin, il s'agissait de s'entendre sur les mesures en vue de la propagande pour les prochaines élections générales au Reichstag. Les Zurichois et nous étions d'accord que cette rencontre était nécessaire. Aussi, le 29 mars, je leur fis savoir que nous avions décidé qu'elle aurait lieu deux jours après la clôture officielle du Reichstag, à Romanshorn ou à Rorschach. La clôture du Reichstag aurait probablement lieu peu avant la Pentecôte. La rédaction et le service d'expédition du *Sozialdemokrat* lanceraient les invitations à cette rencontre au moyen d'une circulaire, dont je joignais une esquisse. L'invitation pour l'Allemagne, c'est nous qui nous chargerions de l'envoyer. On devait partout observer et recommander la plus grande discrétion.

Mais fi de cette recommandation ! Avant même que la rencontre pût avoir lieu, le gouvernement du canton de Zurich avait eu vent de l'affaire et avait pris des renseignements pour savoir ce qu'il en était. Cela amena le *Sozialdemokrat* à annoncer, dans son numéro du 16 mai, que la rencontre prévue en Suisse pour la semaine de la Pentecôte ne pouvait avoir lieu en raison de divers contretemps, et devait être reportée de plusieurs mois. Cette annonce n'avait pas pu se faire plus tôt, si bien que plusieurs délégués, dont Most, ne l'apprirent qu'une fois arrivés sur le sol suisse.

Most à cette occasion se rendit même à Zurich. Là-bas, les camarades convoquèrent une réunion, où il pouvait prendre la parole après chaque orateur pour motiver ses accusations contre le parti. Finalement, la réunion exigea que cesse désormais la polémique entre la *Liberté* et le *Sozialdemokrat*. Mais, si la *Liberté* poursuivait ses attaques outrancières contre le parti, on serait obligé d'exclure les adhérents qui étaient pour elle.

Most fila doux et promit d'observer la résolution. Mais à peine était-il revenu à Londres qu'il se remit à polémiquer comme avant, et il contesta même le fait qu'il avait promis de cesser ses attaques contre le parti. Une

fois la rencontre de la Pentecôte devenue impossible, nous dûmes nous occuper d'en convoquer une nouvelle, à propos de laquelle j'écrivais aux Zurichois :

« Leipzig, le 24 mai 1880

Chers amis,

Pour la date, on prendra une décision ce soir, et en même temps il faudra trancher à propos de Hasselmann. Si on décide une date avant la mi-août, je ne pourrai pas venir… À Magdebourg, il y a eu une série d'arrestations et, lors d'une d'elles, on aurait trouvé une de vos lettres, dans laquelle vous vous déchaînez sacrément contre nous.

Vous nous avez joué là un mauvais tour. La seule chose vraiment bonne, c'est que vous avez sacrément déblatéré contre nous, mais d'un autre côté il est clair qu'avec cette lettre vous avez fourni contre Leipzig une arme qu'on (la police) cherchait depuis longtemps, et on l'utilisera.

Je pense cependant que, dans des circonstances comme celles d'aujourd'hui, où toutes sortes de hasards peuvent se présenter, et se présentent réellement, vous n'auriez pas dû vous laisser tout de suite emporter par la passion, mais rester calmes et prudents. En attendant, il aurait largement suffi de nous demander comment il se faisait que nous empêchions la diffusion d'un journal. Par ailleurs vous auriez dû doublement éviter de taper sur nous, car Hans (*Most*) et compagnie s'y emploient déjà suffisamment. Nous verrons quelles conséquences aura l'affaire de Magdebourg. Les journaux ont-ils été saisis, nous ne le savons pas, l'auteur de la lettre n'en a pas soufflé mot et il nous faut d'abord nous renseigner.

Étant donné que nous n'avons émis aucune interdiction de diffuser, nous n'avons pas non plus évidemment à l'annuler. À cet égard justement, vous avez été encore une fois victimes de malentendus et vous auriez pu vous épargner beaucoup d'ennuis. Donc, encore une fois : du sang-froid, même quand on croit être absolument dans le vrai…

Cela m'ennuie beaucoup que l'affaire de la rencontre ait capoté, si bien que plusieurs ont fait le voyage pour rien. Si on m'avait tout de suite mis au courant du report décidé, tout aurait encore été réglé absolument en temps utile. J'ai du reste la conviction que le report n'était pas un mal, qu'au contraire à une date ultérieure il en viendra bien d'autres, qui aujourd'hui ne pouvaient pas venir à cause des délais trop courts.

27/5. Lundi soir on a décidé de fixer le congrès aux 21, 22 et 23 août. Personne n'était pour le fixer plus tôt, plusieurs étaient

pour le fixer beaucoup plus tard. La raison principale : nous devons absolument trouver de l'argent, car maintenant cette histoire revient beaucoup plus cher. Comme d'habitude, les discussions commencent le samedi par la pré-réunion.

C'est vous qui décidez du lieu. Si vous ne voulez pas prendre Rorschach mais plutôt St-Gallen, est-ce qu'alors Zurich ne serait pas aussi bien ?

Je suis d'avis que pour le moment, à cause des mouchards, nous observions un silence absolu sur la date précise, mais que nous indiquions comme date le mois d'août en général, et que vous annonciez ça officiellement dans un des prochains numéros du *Sozialdemokrat*, et invitiez à nouveau tous ceux qui veulent venir au congrès à s'inscrire auprès de vous. Mais, pour le public, laissez tomber le mot congrès et parlez de discussion, cela nous facilitera plus tard notre défense devant les tribunaux…

Nous avons convenu lundi d'une déclaration – adaptée à chacun des deux – contre Hasselmann et Most. Hasselmann avait été élu délégué par les Berlinois mais, trop couard pour l'accepter, maintenant cette crapule crie sur tous les toits qu'on aurait très bien pu tenir la réunion sur le sol allemand, que c'est pur gaspillage d'argent. Le mieux que vous avez à faire c'est de mettre dans le courrier de la rédaction une note dans laquelle vous dites à un quelconque M. X. : « Croire qu'on peut en Allemagne se réunir nombreux pour discuter des affaires générales du parti, et cela éventuellement sur plusieurs jours, cela seuls des enfants en politique peuvent le croire… »

Je pars en voyage lundi prochain jusqu'à fin juin à peu près, et je vous demande de rédiger toutes les lettres de telle façon qu'elles puissent être montrées à un milieu assez large de camarades. Si vous avez quelque chose de particulier à me dire personnellement, faites-le moi parvenir dans une lettre à part.

A. Bebel »

À Zurich on avait entre-temps eu la bonne idée d'organiser la rencontre non pas dans une ville, mais dans le vieux château de Wyden, un site romantique sur une colline près du village d'Ossingen, sur la Thur. La vieille bâtisse appartenait à un monsieur de Bâle qui nous loua pour quelques jours le château et ses dépendances. Dans l'une d'elles on aménagea un énorme dortoir fait d'une jonchée de paille avec des couvertures de laine. Le maître de la poste rouge prétendait que les aubergistes d'Ossingen ne nous feraient guère bon accueil, ce en quoi il se trompait, comme il s'avéra par la suite ; et aussi qu'on aurait du mal à garder secrète la conférence, si nous circulions dans le village. Aussi chargea-t-on le traiteur de l'association allemande

de Romanshorn et sa femme d'assurer au château même la restauration des participants au congrès.

Lorsque, depuis la gare d'Ossingen, nous montâmes au château par un chemin contournant le village, les paysans étaient dans leurs champs et leurs vignes, appuyés sur leurs outils, et nous suivaient du regard, surpris et hochant la tête. Ils furent encore plus surpris lorsque le soir des lumières s'allumèrent dans la vieille bâtisse et que les voix des orateurs retentirent par les fenêtres ouvertes en cette claire soirée d'août. Mais plus la soirée avançait, moins m'enchantait la perspective de passer la nuit dans la paille. Le souvenir de mes années d'apprentissage me revenait, effrayant. Par ailleurs, je ne croyais pas le maître de la poste rouge quand il affirmait que les aubergistes d'Ossingen nous refuseraient nourriture et boisson, malgré notre bon argent. J'expliquai en cachette à Liebknecht que là-bas en bas nous trouverions sûrement meilleur hébergement qu'ici en haut et je l'invitai à m'accompagner. Il y était prêt. Ainsi avons-nous quitté en douce le cercle des buveurs. Comme je m'y attendais, nous fûmes au village très cordialement accueillis par le patron de l'auberge Au chevreuil et nous nous régalâmes d'un bon vin du pays, de tartines de pain noir avec du beurre frais et d'un excellent fromage suisse. L'aubergiste exprima à plusieurs reprises son étonnement : Pourquoi donc « ces messieurs » campaient-ils au château, au lieu de venir chez eux au village ?

Lorsque nous reparûmes le lendemain matin au château, les moqueries tombèrent à verse. Mais le mauvais exemple eut raison des bonnes résolutions. Passer la nuit dans la dépendance du château n'avait rien eu d'idéal. De plus, bon nombre de joyeux drilles avaient fait tant de farces et de vacarme qu'il était à peu près impossible de dormir. Le deuxième soir, le nombre des déserteurs avait déjà considérablement augmenté et à la fin du congrès il ne restait plus que quelques irréductibles à rester la nuit au château.

Les habitants d'Ossingen nous montrèrent leur reconnaissance d'une manière surprenante. L'année suivante, on devait tenir un congrès international à Zurich. Les libéraux remuèrent ciel et terre pour que le gouvernement l'interdise. Ils rassemblèrent dans le canton plus de 30 000 signatures en faveur d'une interdiction, mais pas un seul paysan d'Ossingen ne signa. Ils déclarèrent au contraire qu'ils avaient fait la connaissance des sociaux-démocrates étrangers, que c'était tous des gens bien ; ils ne voyaient pas pourquoi ils ne tiendraient pas de réunion à Zurich.

Le nombre des délégués rassemblés à Wyden se montait à 56, parmi lesquels tous les camarades connus d'Allemagne. Étaient présents entre autres : Auer, Bernstein, Binkert (Darmstadt), Garve, Greulich, Fritzsche, Frohme, Grillenberger, Hasenclever, Hillmann (Elberfeld), Kautsky, M. Kegel, Leyendecker (Mayence), Liebknecht, Löwenstein (Fürth),

Motteler, Oldenburg (Altona), Schlüter (Dresde), Tauscher, Ulrich (Offenbach), Vahlteich, Vater (Hambourg), Vollmar, etc.

Hasenclever et Vahlteich présidaient. On m'avait chargé des rapports sur la situation en Allemagne et sur la trésorerie. Par ailleurs j'étais le rapporteur sur les menées de Most. Auer fit un rapport sur les rentrées de trésorerie dans la région de Hambourg-Altona et leur utilisation, Fritzsche sur une collecte spéciale en faveur des expulsés berlinois et de leurs familles. Par ailleurs on avait chargé Auer du rapport sur les tentatives de scission de Hasselmann. En tout, jusqu'au 1er août 1880, 36 044 marks tout rond étaient entrés dans les caisses, dont 24 254 étaient passés entre mes mains. J'avais versé 10 740 marks aux exilés berlinois et à leurs familles et 5 200 marks pour les camarades victimes d'autres sanctions et emprisonnés ainsi que pour leurs familles, des indemnités de 2 032 marks pour trois sessions du Reichstag, 2 416 marks pour amendes et compensations de peines de prison, etc. On ne déboursa rien pour les traitements. Le *Sozialdemokrat* avait des comptes à part. À côté de ces fonds rentrés centralement, des sommes considérables circulaient, encaissées et dépensées dans les différentes localités.

Un certain nombre de Berlinois expulsés à Hambourg avaient fait parvenir une protestation de 21 feuillets qui était principalement dirigée contre le groupe parlementaire et s'en prenait spécialement à l'utilisation de l'argent. Tiedt, un des Berlinois délégués au congrès, qui avait transmis la protestation, expliqua qu'il s'était chargé de remettre cette protestation à la demande de ses auteurs, mais qu'il ne pouvait se déclarer d'accord avec son contenu. Pour permettre aux camarades berlinois d'avoir un aperçu précis sur la situation de la trésorerie, on choisit également Tiedt pour participer à la commission de contrôle. La commission décida à l'unanimité de proposer au congrès d'approuver la gestion de la trésorerie, qui était parfaitement en ordre. Le congrès adopta cela à l'unanimité. Plus tard on apprit que l'auteur de la protestation était un expulsé berlinois, le borgne Wolf, qui fut démasqué comme mouchard au service de la police de Berlin. Ensuite, le congrès décida à l'unanimité d'approuver la conduite des députés et la tactique qu'ils avaient suivie, et renouvela sa confiance à ces champions du parti, qui agissaient dans une situation difficile.

Au cours de la discussion générale, Schlüter proposa de rayer le mot « légal » du programme ; le parti n'avait aucun droit, on lui avait ôté toute possibilité d'action légale, à quoi servait donc d'assurer qu'on voulait atteindre son but par des moyens légaux ? Après une courte discussion, la proposition fut acceptée à l'unanimité. Cette résolution a plus tard fait grand bruit, à l'intérieur et à l'extérieur du Parlement, ainsi que dans les débats judiciaires. À tort. C'est qu'on ne comprenait pas cette résolution comme une simple conséquence de la situation dans laquelle se trouvait le

parti, mais comme une vraie révolution qui devait culbuter la tactique en vigueur jusque-là.

Les débats sur l'exclusion de Hasselmann prirent un temps considérable. Le 27 juin, le groupe parlementaire avait publié un appel dans le *Sozialdemokrat* exigeant l'exclusion de Hasselmann en raison de son discours au Reichstag déjà évoqué, dans lequel il déclarait sa solidarité avec les anarchistes russes. Le groupe répondait à cela :

> « Ces paroles signifient que vous vous désolidarisez du parti, et spécialement de nous. Nous acceptons cette séparation avec plaisir. Elle contribue à clarifier les choses parmi nous, ce dont aujourd'hui nous avons par-dessus tout besoin, et éloigne du parti un homme qui, depuis le premier jour de l'unification de la social-démocratie allemande au congrès de 1875, en public n'en faisait partie qu'à contrecœur, et en secret intriguait et conspirait continuellement et méthodiquement contre lui. Faire éclater le Parti social-démocrate d'Allemagne et fonder un parti Hasselmann, voilà le but que M. Hasselmann, conformément à sa nature, cherchait à atteindre par les voies tortueuses de l'intrigue et des provocations de toute sorte. »

Le groupe fournit aussitôt la preuve de ces accusations en publiant une série de lettres de Hasselmann, qui montraient qu'il travaillait systématiquement contre le parti et que, après la disparition du *Nouveau social-démocrate* (fin septembre 1876), il voulait utiliser son propre journal, le *Drapeau rouge,* pour briser l'unité tout juste réalisée.

Puis l'appel reprochait à Hasselmann de n'avoir même pas eu le courage de reproduire tel quel son discours dans son propre journal, où il l'édulcorait. Le groupe demandait que quiconque était contre le Parti ouvrier socialiste se sépare de lui. « *Nous voulons une voie claire. Celui qui n'est pas pour nous est contre nous.* »

En conclusion, l'appel se retournait également contre Most, dont les folies et les inconséquences étaient aussi étrangères au groupe parlementaire que les provocations démagogiques et les intrigues de M. Hasselmann. L'ensemble des députés signèrent la déclaration, à l'exception de Hartmann (Hambourg), qui estimait cette déclaration « dépassée ».

Vu la documentation disponible, Auer avait beau jeu de prouver que de toute évidence le congrès confirmerait l'exclusion de Hasselmann. Le congrès l'approuva en effet à l'unanimité moins trois voix. Parmi ces trois, deux déclarèrent que pour eux cette décision n'était plus nécessaire, vu que par ses menées Hasselmann s'était mis lui-même hors du parti.

En effet, dès juin, Hasselmann avait eu le front de moucharder publiquement Auer, Derossi et Garve pour avoir tenu une réunion interdite. Suite à cela, le parquet de Hambourg avait ouvert une enquête préliminaire, mais

qui n'aboutit à rien. Dans la *Liberté*, Most s'était laissé aller à la même infamie. Aussi les débats contre lui prirent-ils la tournure attendue. Il m'était facile à moi également, étant donné la montagne de matériel à disposition, de prouver le triste rôle qu'il jouait. Une proposition de le considérer comme s'étant mis hors du parti fut approuvée à l'unanimité, moins deux voix.

> Un certain nombre de camarades berlinois, partisans de Most et Hasselmann, tentèrent, en présentant des propositions particulières au congrès, de demander des comptes à Hasenclever, Liebknecht, Kayser et moi sur des déclarations au Reichstag. Ils échouèrent lamentablement. Il s'avéra que dans toutes les questions d'importance le congrès affichait une unanimité surprenante. Il en fut de même lorsqu'il proclama le *Sozialdemokrat* organe central du parti et préconisa de participer aux élections au Reichstag, à chaque landtag et aux municipales, et cela à des fins d'agitation et de propagande.

Puis on décida d'engager toutes les forces pour, à l'automne, participer aux élections au Reichstag. Au deuxième tour, les camarades devraient s'abstenir en règle générale. D'autres décisions concernaient notre accord pour un Service de relations étrangères créé à Zurich et pour la convocation d'un congrès international, dont les camarades belges avaient pris l'initiative.

La nouvelle qu'un congrès s'était tenu au château de Wyden fit sensation dans la police et dans l'opinion publique d'Allemagne. La police était au désespoir de devoir avouer que, en dépit de son grand dispositif de mouchards, elle avait été incapable de découvrir quand et où il aurait lieu. Les partis bourgeois étaient tout émus qu'un congrès ait finalement pu se tenir et ils le furent encore plus lorsque, peu après le congrès, des descriptions hautement romanesques, inspirées par nos camarades de Zurich, parurent dans la *Tribune berlinoise* et le *Journal de Magdebourg,* et présentèrent toute l'entreprise comme un vrai roman d'aventures. Nous nous en amusâmes énormément. Sur le moral du parti, le congrès de Wyden eut le meilleur effet. Déjà, le simple fait qu'il ait eu lieu avait un effet extrêmement stimulant. On avait été ensemble encore une fois, les vétérans s'étaient vus et avaient eu des discussions de fond. Les méfiances, là où elles existaient, avaient été dissipées, le courage de chacun s'était considérablement renforcé. Tous revinrent chez eux pleins d'un courage neuf, résolus à faire mûrir la graine semée à Wyden.

Passé la première surprise chez nos adversaires, on se déchaîna contre la Suisse dans la presse adverse, *La Croix* et *le Messager* du Reich en tête. Ils demandaient que les conspirateurs soient expulsés de Suisse et conseillaient de tenter d'organiser un procès pour haute trahison. Mais la demande faite par *La Croix* et d'autres, que la Suisse supprime le droit d'asile et expulse

les personnes mal vues politiquement, eut pour seul effet que le congrès des juristes suisses qui se tenait en septembre se prononça très fermement pour le droit d'asile. On devait absolument maintenir le principe de la non-extradition des auteurs de délits politiques. La Suisse devait, en matière de garantie du droit d'asile, mettre en œuvre des principes généreux, mais rejeter résolument espions, agents provocateurs et autres canailles. On ne devait jamais prononcer une expulsion pour complaire à un État étranger.

Après Wyden, police et justice redoublèrent de zèle pour nous pourchasser. Ainsi le tribunal de Breslau tenta d'intenter un procès pour prétendue association secrète et, dans ce but, ordonna de bloquer le courrier de plus de 3 000 personnes. Cela désorganisa totalement la poste de Breslau et causa un grand préjudice commercial. Et tout cela pour rien

À Leipzig aussi la police se montra de plus en plus agressive à notre égard. Les nuages s'amoncelaient lentement au-dessus de nos têtes. Lorsque, vers la mi-septembre, nous avions réuni environ 40 personnes pour un « anniversaire », la police fit soudain irruption dans le local et nous arrêta tous. Nous fûmes conduits sous forte escorte policière au commissariat pour être entendus. Une grande foule nous accompagna. Cette procédure, qui ne donna rien, dura plus de deux heures, puis on nous relâcha. La seule victime de cette affaire fut le camarade russe Zetkin, qui travaillait à Leipzig comme typographe et avait assisté en invité à « l'anniversaire ». Il fut expulsé.

Une nouvelle mais infructueuse perquisition eut lieu chez moi. Je découvris également que le parquet avait ordonné de bloquer le courrier d'une dame qui avait accepté de me servir de boîte aux lettres pour mon courrier. Mais les lettres tombées ainsi entre les mains du parquet n'offraient pas matière à inculpation. Je veillai aussi immédiatement à supprimer cette boîte aux lettres.

Le combat continuait. Le numéro 39 du Sozialdemokrat du 26 septembre publia un appel, rédigé par moi et approuvé par les collègues, signé « Allemagne, le 18 septembre [1880], les représentants du parti », qui disait entre autres, en référence au congrès de Wyden :

« Notre tâche, dans les conditions dans lesquelles le parti vit et combat actuellement en Allemagne, est d'une grande responsabilité et d'une grande difficulté. Entourés d'ennemis qui veulent nous anéantir, à qui une législation réactionnaire fournit à profusion des moyens de nous opprimer « au nom de la loi », répétons-le, seul le courage associé à l'habileté peut nous assurer des succès.

Dans ces circonstances, est légitime tout moyen qui garantit des succès, et c'est l'affaire des camarades de chaque localité particulière que de saisir et de mettre en œuvre les moyens et les méthodes appropriés qui leur semblent les plus sûrs pour parvenir au succès…

Donc, organisez-vous, peu importe comment… Organisation partout, jusque dans les endroits les plus reculés où nous avons des partisans, et sous toutes les formes imaginables. C'est le premier commandement.

Le deuxième est : propagande inlassable pour la diffusion de notre organe central, le *Sozialdemokrat*, en gagnant de nouveaux lecteurs et abonnés…

Le troisième commandement est : collecte continuelle d'argent pour nos objectifs de propagande et de soutien, en tout lieu et sous toutes formes… Pour mener la guerre il faut de l'argent, de l'argent et encore de l'argent et, comme le parti mène continuellement la guerre, il a aussi continuellement besoin d'argent. »

Par ailleurs, nous appelions à la prudence.

« Vous devez être prudents, et notamment il faut être discrets – des espions, il y en a partout –, mais vous n'avez pas le droit d'être couards. »

Là-dessus suivaient des instructions sur la manière dont on devait se comporter dans le détail. Enfin on recommandait instamment encore une fois de s'organiser dans les différentes circonscriptions électorales en vue des prochaines élections au Reichstag. On devait aussi collecter de l'argent pour l'élection et se mettre d'accord sur les candidats

Mais, en dehors de cette adresse de la direction du parti résumée ici, le Service des relations étrangères de Zurich s'était cru obligé de publier une sorte de manifeste et de l'expédier sous forme de tract, qui donnait des résolutions de Wyden un commentaire que nous ne pouvions ni ne devions approuver, parce que dans les procès à venir il aurait fourni au procureur des documents dangereux pour nous. L'opinion que nous avions à Leipzig sur cette démarche du Service des relations étrangères s'exprime dans une lettre que j'écrivis aux camarades de Zurich le 18 septembre et dans laquelle je disais :

> « Et maintenant, pour finir, venons-en à un point qui ces derniers jours a fait ici beaucoup de bruit. Cela concerne le manifeste de V[ollmar] qu'apparemment *Le Journal de Magdebourg* a publié in extenso.
>
> Nous ne savons rien de ce document, nous ne savons pas non plus quel objectif il a, ni s'il est censé être la réponse dont V[ollmar] parle dans sa lettre, quand il dit qu'il l'a donnée lors des salutations au congrès (venant de l'étranger). Ce simple fait montre dans quelle pénible situation nous nous trouvons.
>
> Je suis mandaté pour déclarer que nous élevons collectivement une protestation contre cette manière de procéder et qu'une deuxième démarche de ce genre mènera obligatoirement à un conflit irrémédiable entre nous et la rédaction.

Je ne veux pas parler ici de la forme et du ton dans lequel ce document est rédigé, bien qu'à ce sujet des jugements très défavorables et très sévères aient été émis, et bien qu'il me semble à moi aussi qu'on croit chez vous qu'il faut à tout prix en rajouter sur M. Most.

Mais là où il y avait unanimité, c'est sur l'initiative personnelle et non concertée de la rédaction, dans un cas qui nécessairement devait nous être présenté d'abord pour examen et avis… Le bureau central n'est pas une autorité particulière, il n'a ni le pouvoir ni le droit de publier officiellement de sa propre autorité des documents dont, quoi qu'il arrive, on nous fait partager la responsabilité. Ce genre de responsabilité nous ne l'assumons pas, et un procédé tel que celui qui nous a été infligé dans le cas présent, une fois pour toutes, nous ne l'admettons pas.

Ici rien ne se fait qui n'ait été au préalable discuté collégialement, ce dont le document ci-joint porte des indices clairs. Et nous devons veiller à ce que tout document destiné à des milieux plus larges ou à être publié, qui a ou risque d'avoir un caractère officiel, nous soit d'abord présenté et ne soit pas publié avant ou autrement que nous l'avons décidé après discussion préalable…

Il ne peut y avoir aucun doute que le congrès, avec ce qui s'ensuit, a excité et excitera à l'extrême la fureur de nos adversaires et qu'il y aura inévitablement une guerre acharnée, menée systématiquement, avec des poursuites inévitables. Cette guerre, il s'agit de ne pas l'aggraver sans nécessité.

Nous reconnaissons au Service des relations le droit de mener la correspondance avec les camarades à l'étranger, et de donner des éclaircissements et des informations, dans la mesure où il les juge nécessaires. Mais dès qu'il s'agit directement de documents devant affecter d'une manière ou d'une autre de plus larges milieux du parti, nous devons insister pour en être informés et pour qu'on nous demande à temps notre accord.

Je crois que ce n'est que justice. Bref, comme la direction du parti est ici et non à Zurich, rien d'important et de décisif ne peut donc se produire là-bas dont on ne soit ici informé auparavant. »

L'impression faite par ce manifeste sur nos adversaires, on la voit au discours que M. von Puttkamer a fait contre nous, le 30 mars au Reichstag, au cours duquel il a lu le manifeste, afin de démontrer à partir de lui le caractère révolutionnaire et dangereux de la social-démocratie. Et lorsque dix-huit ans plus tard (en 1899) il s'est agi d'écarter un camarade, le Dr. Arons, du poste de chargé de cours à l'université de Berlin, ses accusateurs se sont à nouveau appuyés sur ce fameux manifeste, qu'ils qualifiaient de document officiel de la direction du parti à l'époque.

Mon idée sur la situation de l'époque, la lettre suivante adressée à Engels la reflète :

« Leipzig, le 22 septembre 1880

Cher Engels,

Je vous ai fait attendre jusqu'à aujourd'hui une réponse à votre lettre du 27 mars. Je peux dire comme excuse à ce long silence que, de cette époque jusqu'à début septembre, avec de très courtes interruptions, j'étais presque toujours en voyage. Mais les courtes interruptions étaient tellement occupées par d'autres travaux que je ne trouvais pas le temps de vous répondre.

Après ce long silence, je ne veux pas non plus revenir sur diverses affaires personnelles qui sont mentionnées dans votre lettre.

J'aimerais beaucoup que vous puissiez donner à Liebknecht pour moi les photographies de Marx et de vous que je souhaiterais avoir… Ce qu'il en est du nouveau tirage de votre ouvrage, Liebknecht vous le fera savoir ; je lui ai demandé de régler cette affaire parce que, pour les raisons invoquées au début de ma lettre, je n'en avais pas le temps. Sauf erreur de ma part, la composition typographique saisie récemment à Breslau concernait votre ouvrage. Il y avait de la trahison là-dedans, c'est manifeste, de même que partout, à côté de la maladresse, la trahison joue un rôle plus ou moins grand. Ainsi, il y a une heure, on m'a informé qu'il y a eu ici une perquisition chez un camarade qui est soupçonné de colporter le *Sozialdemokrat*. Cela n'a pu se produire qu'à la suite d'une trahison. Quel résultat a eu cette perquisition, je l'ignore jusqu'à cet instant, 9 heures du soir. L'intéressé était encore par hasard chez moi aujourd'hui dans l'après-midi, et pendant son absence la police a pénétré chez lui. Si vous voulez bien informer Liebknecht de ce cas, cela va l'intéresser.

Différents signes indiquent qu'on est, ici, à la veille de quelques coups importants, du moins si on en trouve la matière. Le congrès a énormément irrité et on attribue à Leipzig la direction de tout le mal. Comparé avec d'autres localités, nous avons jusqu'à présent mené ici une vie idyllique ; c'est fini désormais, et il faudra être sur nos gardes.

Par le *Sozialdemokrat* vous êtes assez bien informé du déroulement du congrès. Il était bien entendu nécessaire de passer sous silence les discussions les plus importantes. Je suis très satisfait en général de son déroulement, et partout aussi il a eu un très bon effet chez les camarades allemands. Si Most s'imagine, par ses exposés mensongers et ses critiques haineuses, pouvoir causer de gros ennuis, il se trompe. Ses partisans sont au total encore très peu nombreux, et son passage non dissimulé dans le camp anarchiste lui nuira encore

plus, comme le laissent voir surtout son éditorial du dernier numéro et le *Catéchisme révolutionnaire* de Bakounine imprimé à sa suite.

Je pensais bien sûr que, de ce fait, pour Marx et pour vous aussi le moment était justement venu de déclarer tout net que vous n'avez aucune relation avec Most. Vous allez peut-être répondre que ce n'est pas nécessaire, puisque vous ne vous êtes jamais déclarés pour Most. Cette façon de voir n'est pas juste. Dans un grand nombre de lettres Most s'est vanté que Marx et vous étiez d'accord avec lui ; le fait que Marx lui a plusieurs fois réglé l'argent des abonnements a donné à l'extérieur, où on ne connaît pas les faits, l'impression que Most était même soutenu matériellement.

Le fait est que Most s'est avec tout cela fait beaucoup de propagande, surtout en Autriche. Maintenant, je ne demande pas que vous vous déclariez pour le *Sozialdemokrat*, ni non plus que vous lui envoyiez une déclaration. On peut régler l'affaire d'une manière tout à fait aisée pour vous deux : vous écrivez à l'un d'entre nous une lettre en réponse à une question sur cette affaire et le destinataire – qui n'a pas besoin de donner son nom – publie votre lettre. Cela pourrait être bon pour vous comme pour nous. On juge souvent défavorablement la totale passivité de Marx et de vous, et en général on souhaite que vous participiez activement et disiez ce que vous pensez de la période.

Vous avez bien sûr complètement raison lorsque vous exposez dans votre dernière lettre combien toute activité de nos adversaires agit en fin de compte en notre faveur et combien en particulier l'inquiétude brouillonne et l'activité destructive de Bismarck travaillent pour nous. Mais aucun d'entre nous ne peut cependant se contenter de cela seulement ; nous devons agrandir les trous que celui-là creuse et attiser de notre mieux l'insatisfaction que produisent son activité ainsi que la misère générale persistante, et à cela vous devez travailler aussi bien que nous.

La politique commerciale de Bismarck nous réservera de très intéressantes surprises. Il s'est engagé là sur un terrain où il va sûrement se casser les dents et où, par-dessus le marché, il ne pourra faire autrement que semer une extrême insatisfaction. S'il fait réellement des lois en faveur des ouvriers, alors premièrement il aura toute la bourgeoisie contre lui et deuxièmement il ne gagnera pas les ouvriers, parce que, avec la meilleure volonté du monde, il ne peut proposer que des demi-mesures. De toutes les fonctions qu'il a jusqu'ici revêtues, celle qu'il vient d'accepter est celle qui le démolira le plus totalement.

Un avantage supplémentaire sera que la violente polémique que ses mesures ne vont pas manquer de susciter va secouer les masses indifférentes et les contraindre à prendre part et à prendre parti dans la vie publique. Cela à son tour nous profitera plus qu'à quiconque. Aussi avantageux que tout cela soit, nous devons nous aussi exploiter la situation en notre faveur. Si vous pouviez vous décider à vous manifester enfin publiquement, en jetant sur la situation un éclairage si je puis dire théorique, cela ferait une impression considérable et votre opinion serait citée plus d'une fois par nos adversaires et par ceux de Bismarck. Nous sommes ici tellement sollicités par les travaux quotidiens courants et par des centaines d'histoires, souvent petites et mesquines, que le temps et la concentration nécessaires pour un tel travail nous manquent, et en plus vous avez de cela une compréhension bien plus profonde que nous. Alors cessez de bouder.

J'aurais diablement aimé aller là-bas pour faire personnellement votre connaissance, mais cette fois-ci encore ça n'allait pas, vers la fin du mois prochain ce serait allé. Le reste de l'année, sessions du Reichstag incluses, je me trouve si coincé par mon entreprise et par mes voyages d'affaires que je peux très difficilement me libérer. Cependant il faudra bien que ça se fasse un jour.

Salutations cordiales à vous et à Marx.

August Bebel »

Le petit état de siège sur Hambourg-Altona et les régions environnantes

Début octobre, le bruit courut que la Prusse avait contacté Hambourg pour l'inciter, au vu des résultats de l'élection dans la deuxième circonscription de Hambourg, à instaurer le petit état de siège sur Hambourg, en même temps que la Prusse l'instaurerait sur Altona, Ottensen, Wandsbek et les environs. Mais le Sénat de Hambourg aurait repoussé cette exigence : il croyait pouvoir maintenir la paix et la sécurité publiques sans ce genre de moyen autoritaire. Combien à cette époque-là, comparativement, on était à Hambourg objectif, même à l'égard de la résolution du congrès de Wyden réclamant de rayer le mot « légal » du programme, c'est ce que montrait une déclaration de l'officieuse Correspondance de Hambourg : « *Avec cette résolution la social-démocratie n'avait fait qu'honorer la traite tirée sur elle par la loi d'exception.* »

Si donc, à Hambourg, on n'était d'abord pas disposé à céder aux pressions de la Prusse, cela ne signifie pas qu'on traitait là-bas la social-démocratie avec ménagement. Au contraire, dès le premier instant de l'annonce de la loi d'exception, police et justice, travaillant main dans la main, manifestèrent une dureté et une brutalité extrêmes. Un procès chassait l'autre et on prononçait les peines les plus hautes possible. Et lorsque malgré tout le Sénat de Hambourg finit par céder aux pressions de la Prusse et le 24 octobre décréta le petit état de siège, la masse des expulsions montra que la république de Hambourg pouvait rivaliser avec l'État policier de Prusse. De Hambourg on expulsa du premier coup 75 personnes, dont 67 pères de famille. Au fil des années, le nombre des expulsés de Hambourg monta à plus de 350. En même temps que Hambourg, on décréta le petit état de siège sur Altona, Ottensen, Blankenese et Wedel, etc., y compris sur les possessions du prince Bismarck et sur la ville de Lauenbourg. En tout sur un territoire de plus de mille kilomètres carrés.

Entre autres furent expulsés Auer, que ce sort frappait pour la deuxième fois en un an, Blos, Dietz, Garve, Praast, les deux Kapell, etc. Quelques mois après, le *Journal du tribunal (Gerichtszeitung)* fut lui aussi interdit en raison d'un article insignifiant sur la situation russe, ce qui eut encore une fois pour conséquence de priver un certain nombre de gens de leur gagne-pain et de causer un grand dommage matériel. C'est à Dietz, qui lors de l'instauration de la loi d'exception contre les socialistes avait racheté pour la forme l'imprimerie associative fondée en 1876, qu'incombait maintenant

la part la plus dure du travail. Il devait trouver travail et ressources pour la foule des gens privés de gagne-pain et devait prendre toutes ces dispositions depuis Harbourg, où il s'était rendu avec un certain nombre d'expulsés. Mais là-bas non plus ils ne purent pas rester. La Prusse déclara quelque temps après le petit état de siège sur Harbourg aussi, et obligea les expulsés de Hambourg à se disperser. Dietz alla à Stuttgart, où il se chargea de l'imprimerie qu'il était impossible de maintenir à Leipzig, et qui plus tard déménagea à Hambourg avec le *Nouveau monde*. Auer, qui avait cherché en vain un emploi, entra dans le magasin de sa belle-mère à Schwerin, où il pouvait rendre de bons services en tant qu'ancien sellier et tapissier. Blos partit pour Brême ; la majorité des expulsés de la zone nord en état de siège traversèrent la Grande Mare pour se rendre en Amérique du Nord, dont Molkenbuhr.

Pour la caisse du parti qui commençait à peine à se redresser, le coup de Hambourg-Altona tombait mal ; cependant, disons-le à l'honneur des camarades de Hambourg-Altona, ils parèrent les coups par leurs propres moyens. C'est seulement mille marks que Dietz me demanda une fois pour les expulsés, et cette contribution, les camarades de Hambourg nous la rendirent littéralement au centuple pendant la durée de la loi contre les socialistes. À partir de 1884, quand j'avais pris un logement à Plauen près de Leipzig, la délégation de Hambourg, qui tous les deux mois s'introduisait chez moi tard le soir, était un hôte bienvenu ; elle arrivait toujours chargée d'or, et 5 000 marks était le minimum qu'elle apportait chaque fois à la caisse.

En somme, le coup de Hambourg-Altona eut l'effet opposé à ce qu'on attendait en haut lieu. Un mouvement passionné traversa les masses et le mot d'ordre général était tenir tête à ceux « d'en haut », coûte que coûte. À partir de ce moment cessèrent petit à petit les embarras d'argent, des canaux s'ouvraient partout.

À Berlin, avec le renouvellement du petit état de siège sur Berlin et les environs, on avait espéré voir le gouvernement saxon l'instaurer aussi sur Leipzig et la région environnante. Mais notre heure n'était pas encore venue.

Mi-novembre, Liebknecht devait commencer la peine de prison de six mois que lui avait valu un discours dans une réunion à Chemnitz. Cette détention était très gênante du fait que Vollmar avait démissionné pour le 1er janvier de la rédaction du *Sozialdemokrat*. Il ne voulait pas, en restant trop longtemps rédacteur, se couper la possibilité d'un poste en Allemagne, comme cela était le cas pour Motteler et Bernstein en raison de leur activité. Il ne voulait pas renoncer à un rôle actif dans la politique allemande.

Sur ces événements, j'écrivais le 4 décembre 1880 à Engels :

« Cher Engels,

Encore une fois, j'ai fait attendre très longtemps ma réponse, en revanche dans l'intervalle la situation est devenue d'autant plus claire. Vollmar a démissionné de son poste au journal et va quitter sa place le 1er janvier. Nous en sommes donc arrivés au point où il fallait faire un nouveau choix, qui a eu lieu mercredi.

Hirsch a été choisi comme rédacteur, cependant pour l'instant à titre provisoire et seulement après qu'on a surmonté une opposition assez forte. Cette opposition – je dois le dire expressément – n'était pas dirigée contre lui parce qu'on redoutait un changement de système, mais contre certaines indélicatesses que Hirsch avait commises à l'époque à la *Lanterne* et contre son caractère, auquel on croyait pouvoir reprocher un goût pour la vengeance personnelle et l'intolérance. De plus, Hirsch avait la réputation d'être un homme qui ne connaissait aucune discipline et aimait agir de son propre chef, si bien que l'on redoutait de devoir entrer rapidement en conflit avec lui. Le fait que ces derniers jours encore, dans une correspondance du *Courrier de Zurich (Züricher Post)*, Hirsch avait attaqué certains membres du parti de la manière la plus grossière n'avait pas amélioré la position de ceux qui soutenaient Hirsch, et en vérité ils n'étaient que deux (Liebknecht et moi).

Aussi posa-t-on comme première condition que Hirsch s'abstienne de toute attaque contre des permanents du parti, et donc en particulier contre Höchberg, et je me range à cet avis. Vous vous trompez si vous croyez que les opinions à l'intérieur du parti sont si unanimes que cela, les articles de À[uer] et D[ietzgen] vous l'auront déjà montré. La plupart des « dirigeants » ont plus ou moins cette tendance. Seulement on ne se sent pas non plus infaillible, et si donc on dirige une rédaction de manière stricte mais objective, et en particulier si Hirsch réussit à trouver un ton qui parle aux masses et enthousiasme les masses, alors c'est gagné.

Je ne veux pas m'embarquer ici dans de nouvelles polémiques. Hirsch lui-même a attaqué la rédaction si vivement que c'est maintenant à lui de prouver qu'il peut faire mieux. S'il dirige la rédaction du *Sozialdemokrat* de la même façon qu'il a dirigé la rédaction de *l'État populaire*, à l'époque où nous étions mis en examen pour haute trahison, alors je serai satisfait et je l'approuverai

En ce qui concerne notre position à l'égard de Höchberg, etc., j'ai déjà écrit autrefois, je crois, que Höchberg a fait et fait encore des sacrifices considérables pour le journal, mais que jusqu'ici il ne s'est en aucune façon permis de se mêler de la rédaction. Par égard pour le dévouement que Höchberg a montré jusqu'ici et pour sa conduite

personnelle d'une correction extrême, nous attendons donc que Hirsch s'abstienne de tout acte hostile à l'égard de Höchberg. Höchberg n'est certes pas un socialiste au sens où nous l'entendons, mais c'est en tout cas un homme tout à fait bien et il est tout à fait fréquentable.

On ne doit pas s'attendre à ce que Höchberg voie d'un bon œil le choix de Hirsch et je crois que dans ce cas c'est à Hirsch qu'en revient la plus grande faute, mais il ne s'opposera pas à cela non plus, et s'il s'y opposait cela ne lui servirait à rien…

Je peux sans doute supposer que le choix de Hirsch vous prouve suffisamment qu'il n'y a pas d'influence étrangère dans le journal…

Avec une bonne rédaction, nous pouvons espérer que le cercle des lecteurs augmentera bientôt de façon telle que le journal se soutiendra et se maintiendra sans l'aide d'un tiers, et ce qui y contribuera très sensiblement ce sera que Marx et vous y participiez en y écrivant. J'ose espérer que votre prochaine lettre contiendra votre acceptation.

Pour l'instant nous échappons encore à l'état de siège ; pour combien de temps, Dieu seul le sait ! Pour l'instant ces messieurs des hautes sphères sont à nouveau en bisbille les uns avec les autres. Et cela ne peut pas nous faire du mal. Je suis très curieux de savoir les motifs que Hambourg donnera pour justifier l'état de siège. Le pauvre Sénat aura bien de la peine à dissimuler les véritables raisons.

Je vous prie de donner à Hirsch la pièce jointe et de discuter encore une fois à fond avec lui.

Mes salutations cordiales à Marx et à vous.

August Bebel »

En route pour Londres
Aller à Canossa

Les circonstances qui avaient présidé au choix de Hirsch comme rédacteur du *Sozialdemokrat*, et les réserves à l'encontre de ce choix dans la majorité de la direction du parti, firent qu'il me parut opportun d'entreprendre à présent ce voyage à Londres projeté depuis longtemps et toujours différé. Hirsch vivait alors à Londres, je pouvais donc m'expliquer également avec lui. Mais d'autre part je souhaitais aussi que Bernstein, envers qui Marx, Engels ainsi que Hirsch nourrissaient une forte animosité, se rende avec moi à Londres dans l'antre du lion, pour prouver qu'il n'était pas le mauvais camarade que les deux vieux voyaient en lui. Chez Bernstein lui-même, la vie à Zurich et ce qu'on lui rapportait tous les jours d'Allemagne sur la situation là-bas, avaient créé un autre état d'esprit que celui qui s'était manifesté dans le méchant article du trio dans les *Annales* de Richter. J'avais même le secret espoir que, si Hirsch refusait la rédaction du *Sozialdemokrat*, on parvienne à mettre Bernstein à sa place. Mais si on y réussissait, il était nécessaire que les relations personnelles entre le nouveau rédacteur et Marx et Engels soient supportables. Je priai donc Bernstein de m'accompagner à Londres pour aller à Canossa, et il y fut tout de suite prêt. Nous nous retrouvâmes à Calais, parce que Bernstein avait toutes raisons d'éviter de mettre le pied sur le sol allemand.

Arrivés à Londres, nous rendîmes d'abord visite à Engels qui, entre 10 et 11 heures de matin, était en train de prendre son petit-déjeuner. Engels avait pris l'habitude de ne jamais aller se coucher avant 2 heures du matin. Engels nous reçut très aimablement ; il me tutoya tout de suite, de même que Marx, à qui nous rendîmes visite dans l'après-midi ; de plus Engels, qui avait perdu sa femme cette année-là, m'invita à loger chez lui et nous avons bien entendu utilisé le temps de notre présence là-bas à des échanges d'idées approfondis en tous sens, au cours desquels visiblement Bernstein gagnait en confiance auprès des deux. Au cours des jours que nous étions à Londres, où Engels, le plus mobile et le plus libre des deux, fit très souvent le guide et nous montra les curiosités de Londres, arriva aussi Paul Singer qui, occupé à son voyage d'affaires annuel en Angleterre, était revenu de Manchester à Londres. Le seul dimanche que nous passâmes alors à Londres nous fûmes tous invités à déjeuner chez Marx. J'avais déjà fait la connaissance de M^me^ Jenny Marx ; c'était une personne distinguée qui gagna aussitôt ma sympathie, qui savait converser de la manière la plus charmante et la plus

aimable avec ses invités. Ce dimanche-là, je fis aussi la connaissance de l'aînée de ses filles, Jenny, mariée à Longuet, qui était venue en visite avec ses enfants À cette occasion je fus très agréablement surpris de voir avec quelle chaleur et quelle tendresse Marx, qui à cette époque était partout dénigré comme le pire ennemi du genre humain, savait jouer avec ses deux petits-enfants, et avec quel amour ceux-ci s'agrippaient à leur grand-père. En plus de Jenny, l'aînée, étaient présentes aussi ses deux filles plus jeunes, Tussy, plus tard M^me^ Aveling, et Laura, l'épouse de Lafargue. Tussy, aux cheveux noirs et aux yeux noirs, le portrait de son père, Laura très blonde avec des yeux foncés, plutôt le portait de sa mère, toutes deux jolies et vives. Ce qui frappait l'étranger, c'est que femme et enfants s'adressaient toujours à Marx en l'appelant Maure, comme s'il n'existait pas pour lui d'autre nom. Il venait de ses cheveux et de sa barbe, noirs comme jais, qui à l'époque, blanchissaient déjà, à l'exception de la moustache. Engels aussi avait un sobriquet familier. La famille Marx et ses amis proches l'appelaient Général, mot qui était toujours prononcé à l'anglaise : Djéneral. Il devait ce titre à ses travaux sur la science de la guerre, auxquels il s'adonnait avec prédilection. On lui prêtait un jugement très autorisé sur les affaires militaires et sur la science de la guerre. Lorsqu'à la veille de mon départ je rendis visite encore une fois à la famille Marx, M^me^ Marx était alitée. À ma demande de pouvoir prendre congé d'elle, Marx me conduisit auprès d'elle avec la stricte consigne de ne pas bavarder avec elle plus d'un quart d'heure. Mais nous nous engageâmes tout de suite dans une conversation si animée que j'oubliai aussitôt son état, et le quart d'heure se transforma en plus d'une demi-heure. Alors, perdant patience, Marx entra et me sermonna : voulais-je donc faire périr sa femme ? Je pris mélancoliquement congé d'elle, car le mal dont elle souffrait était incurable. Je ne l'ai plus revue. Elle mourut dès l'année suivante.

En ce qui concerne la rédaction du *Sozialdemokrat*, Hirsch, après beaucoup de si et de mais, se déclara prêt à se charger de la rédaction aux conditions que j'avais formulées au nom de la direction, et à aller s'établir à Zurich.

Après un séjour de huit jours pleins, nous quittâmes Londres satisfaits des résultats. Bernstein retourna à Zurich en passant par Paris, Singer et moi nous allâmes ensemble jusqu'à Cologne, où moi-même je le quittai. Je croyais désormais être bien d'accord avec Hirsch, mais cela s'avéra très vite une illusion, comme le prouve la lettre suivante à Engels, datée du 26 décembre :

> « Cher Engels,
>
> L'affaire Hirsch est donc résolue ainsi : Hirsch reste là où il est et ne se charge pas de la rédaction.

À l'exact opposé de ce que nous avions convenu de vive voix, le 24 décembre au soir une lettre de lui arrive, dans laquelle, tout en répétant les incriminations connues contre les Zurichois, il expliquait qu'il n'allait pas à Zurich, mais qu'il voulait diriger la rédaction depuis Londres. Cette lettre, que j'ai lue hier à la réunion à laquelle assistait aussi Liebknecht, c'était le bouquet ! Nous étions maintenant tous d'avis que Hirsch ne veut tout simplement pas quitter Londres et, comme d'un autre côté nous ne pouvions ni ne voulions absolument pas, pour faire plaisir à Hirsch et sans contrainte extérieure, procéder au bouleversement qu'il a projeté, sa lettre a été considérée comme un refus et je lui ai répondu aujourd'hui dans ce sens.

Pour que je n'aie pas à me répéter, faites-vous, s'il vous plaît, présenter ma lettre par Hirsch pour examen.

On doit trouver un arrangement, de manière à ce que Liebknecht ait la haute direction du journal, écrive l'éditorial et la revue politique, ou éventuellement les fournisse, et que Kautsky s'occupe de la correspondance et de la partie technique de la rédaction. Quels résultats donnera cet arrangement, l'expérience nous le dira, et je ne nourris pas de grandes espérances. Je vous demande (à Marx et à toi) de soutenir Liebknecht de votre mieux, en particulier tout le temps où il est en prison.

Le colis de thé, whisky, etc. est bien arrivé et attend d'être utilisé. Ma femme vous remercie de tout cœur, et je me joins tout particulièrement à ces remerciements pour tout ce que vous avez fait pour moi à Londres.

Ici m'attendait une montagne de travail, et pour en venir à bout les jours fériés arrivent fort à propos pour moi. Sinon, rien de neuf. Liebknecht a eu 24 heures de permission, mais il devait réintégrer la prison hier après-midi. Pour la Saint-Sylvestre on lui accordera à nouveau 24 heures de liberté. Les gens ici sont encore corrects.

Salutations cordiales à vous tous, et tout particulièrement à la famille Marx.

A. Bebel »

Kautsky refusa d'entrer à la rédaction du *Sozialdemokrat*, il n'avait pas l'intention de rester en permanence à Zurich. Aussi Bernstein prit-il la place de Vollmar, d'abord provisoirement, et voilà qu'il s'avérait maintenant que nous avions trouvé en lui l'homme de la situation. Même les Londoniens déclarèrent qu'ils étaient très satisfaits de la rédaction telle qu'elle prenait tournure depuis le Nouvel An. En date du 2 février 1881, j'annonçai donc à Engels que j'avais écrit le jour même à Bernstein pour lui demander s'il ne voulait pas se charger définitivement de la rédaction. S'il acceptait,

nous serions débarrassés d'un gros souci. Et Bernstein, même si ce fut à contrecœur et après avoir longtemps hésité, finit par accepter définitivement. Ainsi nous avions gagné le rédacteur dont le journal avait besoin.

Dans la lettre mentionnée, j'écrivais par ailleurs à Engels :

> « Je n'ai moi-même pas très bien suivi ce que tu écris à propos du discours de Liebknecht au landtag saxon. Liebknecht avait pendant longtemps complètement perdu le nord. Au landtag saxon en particulier, sous l'impulsion de Freytag et Puttrich, il s'était beaucoup trop laissé gagner par l'ambiance amicale. Il s'y ajoute son regard depuis toujours beaucoup trop axé sur ce qui est purement politique, qui fait qu'il prenait trop peu en considération les conditions économiques et leur évolution, et était forcément amené à des idées fausses.
>
> Il serait bon qu'à l'occasion tu fasses savoir à Liebknecht ce que tu penses de ses discours d'alors, cela ne pourrait avoir qu'un bon effet. Et un tel effet est d'autant plus nécessaire que la majorité des « dirigeants » est encore plus partiale que Liebknecht, et est en outre atteinte d'un inquiétant pessimisme.
>
> Heureusement, la masse est, comme toujours, meilleure que les chefs et un jour elle leur passera par-dessus. Cela je l'ai déjà dit maintes fois ouvertement quand, au cours des échanges d'idées, j'étais obligé de partir en guerre contre l'étroitesse et la fausseté des jugements sur notre situation et contre le manque presque total de confiance dans les masses.
>
> Je ne comprends pas que, dans notre situation, on puisse regarder vers l'avenir autrement qu'avec espoir. Elle est pour nous personnellement très pénible et rebutante, c'est indubitable, mais elle l'est aussi, pour de tout autres raisons, pour l'énorme majorité des gens, et même jusque très haut dans les classes dominantes…
>
> C'est intéressant ce qu'on peut entendre quand, agneau déguisé en loup on tombe parmi des fabricants et des commerçants et qu'on les surprend en train d'épancher leur cœur. C'est ainsi qu'on ne s'est encore jamais autant qu'aujourd'hui répandu en injures contre Bismarck et son système. Il se pourrait que les prochaines élections prennent une coloration fortement oppositionnelle…
>
> Ne pourriez-vous pas trouver pour Liebknecht une correspondance convenablement payée dans un journal anglais, dans lequel il pourrait écrire sans trop se compromettre ? Quand il sortira de prison, Liebknecht sera bien obligé de chercher son gagne-pain plutôt dans cette direction, étant donné que la paye versée par nos journaux ne suffira pas seule à subvenir à ses besoins…

> Je vous demande de nous communiquer à l'occasion quelques boîtes aux lettres. Celles que vous m'aviez communiquées il y a quelque temps, je les ai détruites dimanche dernier à Breslau quand, dans l'appartement de Hepner, quatre hommes de la police me firent là-bas l'honneur de leur visite. Nous étions un groupe de six ou sept personnes réunies pour discuter de différentes choses, quand la Sainte-Hermandad, dans l'espoir d'une prise majeure, fit soudain irruption et procéda à une fouille au corps et à une perquisition. La seule découverte fut une lettre à Hasenclever que j'avais commencé à écrire et que je n'avais pu terminer à cause de l'arrivée de mes visiteurs, et avec cette lettre ils ne pouvaient rien entreprendre. Ces messieurs partirent de là-bas deux heures après, tout penauds.
>
> Salutations amicales à vous tous.
> A. Bebel. »

Je ne voudrais pas clore ce chapitre sans faire encore quelques remarques sur Engels. Sur le plan personnel, Engels était un être charmant et aimable, qui était adepte de la devise de Luther selon laquelle le vin, les femmes et le chant sont le piment de la vie, mais qui n'en oubliait pas pour autant le sérieux du travail. Il fut jusqu'à la fin de sa vie un homme des plus laborieux qui, même après avoir déjà dépassé les soixante-dix ans, apprenait encore le roumain et suivait avec le plus vif intérêt tous les événements. Toujours gai et de bonne humeur, il possédait une mémoire étonnante pour une foule de petites choses vécues et de situations cocasses dans sa vie mouvementée, dont il régalait en joyeuse compagnie et pimentait ainsi la conversation. Une soirée chez lui faisait partie des souvenirs les plus agréables des amis et camarades qui le fréquentaient. La conversation était très animée, que l'on parle de thèmes graves ou que l'atmosphère générale soit à la légèreté. Engels était aussi un robuste buveur qui régnait sur une cave respectable, et se réjouissait quand ses invités faisaient honneur à son vin.

Le dimanche puritain, ce jour où le séjour à Londres est une torture pour tout bon vivant, Engels tenait table ouverte. Tout arrivant était le bienvenu et aucun de ses invités ne quittait la maison avant deux ou trois heures du matin. Jusqu'à sa mort en 1895, j'ai été plusieurs fois son invité et lui fut une fois le mien, lorsqu'en 1893, sur mon insistance continuelle, il se décida à entreprendre un voyage sur le continent, à l'occasion duquel il se rendit au congrès international à Zurich et ensuite à Vienne. Lorsqu'il mourut en 1895 dans sa soixante-quinzième année, ce fut comme si une part de moi mourait. Et ce sentiment, bien d'autres que moi l'ont aussi éprouvé.

J'avais profité de ma présence à Londres pour faire à l'association d'éducation ouvrière communiste un exposé sur la situation sociale en Allemagne. Bien que les partisans de Most aient été présents en grand nombre,

pas un n'osa s'opposer à moi. En revanche ils m'invitèrent à prendre la parole à une réunion appelée par eux sur un ordre de jour établi par eux. Cela je le refusai.

La première session du Reichstag de 1881

Elle s'ouvrit mi-février. Depuis l'introduction de la nouvelle politique douanière, ses résultats étaient l'objet de vives discussions, où il ne manquait pas de discours pour et contre. Les débats sur le budget offraient d'emblée un champ approprié pour cela. C'était donc le cas. C'était à moi, au nom de notre groupe, de prononcer le discours sur le budget. La crise économique apparue en 1874 régnait toujours et on n'apercevait que de faibles débuts d'amélioration. Les ouvriers, comme toujours, en souffraient de manière particulièrement sévère, étant donné que les entrepreneurs appliquaient sans scrupules la recette mise en place en 1875 par le ministre des Finances von Camphausen, selon laquelle on ne pouvait améliorer la situation économique qu'en serrant davantage le budget, en exigeant des ouvriers une plus haute productivité et en réduisant les salaires. Proposition qui, le 22 novembre 1875, arracha au député Eugen Richter cette déclaration : « *Tous mes respects à un ministre qui ose exprimer des idées aussi impopulaires.* »

Ces faits, je les rappelais dans mon discours, ce qui me permit de faire une critique de fond du système économique ; ce système avait besoin d'être changé de fond en comble si on voulait que les masses se sentent bien. Mais ce changement, ce n'était pas les hommes actuels au pouvoir qui pouvaient l'entreprendre, qu'ils s'appellent le chancelier Bismarck, Richter ou Rickert.

Fin mars, arriva pour la première fois en discussion le rapport d'activité du Sénat de Hambourg et du gouvernement prussien au sujet de l'instauration du petit état de siège sur Hambourg-Altona et la région environnante, qui occupa deux jours. Le rapport s'en tenait aux habituelles formules vides qui caractérisent tous ces rapports sans exception. Auer et moi, nous fûmes désignés par le groupe comme orateurs. Nous parlâmes tous deux lors des vingt-cinquième et vingt-sixième séances et fort bien, je crois pouvoir le dire. Après Auer, c'est M. von Puttkamer qui prit la parole. Il apparaissait pour la première fois au Reichstag comme représentant du gouvernement prussien pour les arrêtés en question. Il montra tout de suite ce qu'il avait derrière la tête, et que Bismarck avait trouvé en lui un complice qui, aussi dénué de scrupules que lui mais plus habile, essayait de déguiser et de justifier tout acte, mais vraiment tout acte de violence. C'était un junker de la tête aux pieds, tel qu'il n'en pousse qu'à l'est de L'Elbe, qui, comme l'avenir nous l'apprit, avait une pierre à la place du cœur, à qui les moyens les plus

violents étaient les plus agréables. Mais lorsqu'au bout de huit ans au gouvernement il fut contraint de se retirer par un diktat de l'empereur Frédéric mourant, il lui fallut bien s'avouer que son combat contre nous avait été *pro nihilo* (pour rien). Certes il avait ruiné la vie de centaines de personnes, jeté en prison un nombre encore plus grand de camarades et détruit ménages et familles en grand nombre, lui, le sauveur et le protecteur du mariage, de la famille et de la propriété, mais le parti était toujours là, fier et intact, plus fort que jamais. Dans les trois élections générales au Reichstag qui eurent lieu sous Puttkamer de 1881 à 1887, le nombre de nos voix passa en chiffres ronds de 312 000 voix à 763 000 voix, et il était en passe de devenir le plus fort de tous les partis, Dans la réponse que Puttkamer fit à Auer, il disait : « *Le gouvernement royal prussien, à la lumière des événements d'ici, que bien entendu le gouvernement royal saxon ignore, a acquis la conviction que le danger croît de jour en jour pour Leipzig et qu'il ne pourra s'interdire, si les choses continuent ainsi, de demander au gouvernement royal saxon si, dans sa sagesse, il ne veut pas requérir pour Leipzig des mesures semblables à celles qui existent pour Berlin et Hambourg-Altona.* »

Aucun ministre ne pouvait avec plus d'impudence signifier clairement au ministre d'un autre gouvernement de faire ce qu'on attendait de lui. Et à Dresde on comprit le signe, mais nous aussi nous l'avons compris. Je répondis au ministre qu'il se trompait, s'il croyait en finir avec notre mouvement. Ses armes se briseraient sur nous comme verre sur granit.

Dans la même session, les gouvernements fédérés présentèrent le projet d'une loi d'assurance accidents qui visait à fonder un organisme d'assurance du Reich, mettant donc toute l'assurance entre les mains du Reich. Sur ce point d'une importance capitale, le projet répondait à la revendication que j'avais formulée en février 1879 à l'occasion des débats sur l'interpellation du baron von Hertling concernant la responsabilité civile. Mais, dans la manière de l'appliquer, il s'écartait beaucoup de notre point de vue. Pourtant, ce projet suffisait déjà à semer la plus grande inquiétude dans les cercles des partis bourgeois, qui y voyaient un premier pas vers le socialisme. Cette crainte, Mr. von Kardoff l'avait déjà exprimée le 25 février, dans son premier discours sur le budget qui, dans le style outré qu'il affectionnait, affirmait qu'avec ce projet le chancelier avait même dépassé le socialisme. Je lui avais répondu ceci :

> « J'ignore quelles notions M. von Kardoff a des idées de la social-démocratie et de ses aspirations. Je peux seulement dire que, si nous approuvons nous aussi en général le principe sur lequel repose le projet de loi d'assurance accidents, nous trouvons très, très peu satisfaisantes l'ensemble des dispositions d'application et, en admettant que nous nous laissions aller une fois à l'espoir – bien que cet espoir nous ne l'ayons pas – que le projet, ici au Reichstag, serait amendé

> d'une manière correspondant à nos souhaits, c'est-à-dire aux souhaits de la classe ouvrière, alors je dois dire malgré tout que, même ainsi, on aura encore fait très peu de chose. On aurait fait là un pas louable, mais il serait au moins aussi important qu'on n'en reste pas là – et c'est votre devoir à vous, car nous, on nous tolère seulement dans cette Chambre et on préférerait nous voir dehors – et que non seulement puissent se loger et avoir du pain ceux auxquels dans l'industrie un accident cause préjudice, mais aussi plus généralement que nos ouvriers aussi aient pain et salaire en suffisance et puissent travailler. »

Un député, le Dr. Bamberger, m'attribua même la paternité du projet de loi, lorsqu'il intervint en première lecture pour dire :

> « Matériellement aussi bien que formellement, le projet de loi actuel se situe sur le terrain du socialisme ; dans ses motivations il s'en revendique expressément… À quel point la philosophie présente de la législation s'approche déjà de la substance du socialisme, un autre orateur après moi vous l'illustrera sans doute très clairement, je veux parler de M. le député Bebel. En 1879 M. Bebel, à l'occasion justement de la proposition d'améliorer la législation sur l'assurance accidents, a tenu un discours où il ébauchait précisément les grandes lignes de la loi que vous avez aujourd'hui sous les yeux. Je ne veux pas priver M. Bebel du plaisir de vous lire mot pour mot le passage qui contient toute l'économie de la loi, d'après son propre exposé ; mais ce que je peux dire, après avoir relu ce matin son discours, c'est que je me suis demandé pourquoi M. Bebel n'était pas conseiller référendaire de la section économie politique du gouvernement du Reich. »

Dans son discours du 2 avril, le prince Bismarck contesta énergiquement ce caractère du projet de loi, et à cette occasion nous attaqua violemment ; mais il le défendit si maladroitement que je répondis dans mon discours du 4 avril :

> « Le chancelier nous a traités samedi avec un certain mépris, il fera aujourd'hui l'expérience qu'il va pour son projet rencontrer dans une certaine mesure notre soutien, qui lui sera d'autant plus agréable que la défense dont il a fait lui-même bénéficier son projet n'était absolument pas convaincante. Il avait donc besoin d'un soutien de l'autre bord et nous voulions le lui accorder, dans la mesure du possible. Nous voulions l'aider de toutes nos forces à encourager les efforts positifs que ce projet voulait réaliser, dans le but de combattre la social-démocratie, afin qu'il se transforme en un objectif profitable. *(Rires.)*

> Dans les motifs, il était dit que le projet de loi devait son existence au fait qu'on avait promis, lors du débat sur la loi contre les socialistes, de combattre la social-démocratie en prenant également des mesures positives pour le bien des ouvriers. Nous en concluions donc avec joie qu'en réalité c'est nous qui sommes à l'origine de ce projet de loi. *(Très juste ! à gauche. Rires.)*… Nous nous efforcerons en conséquence de modeler ce projet de loi en sorte qu'il contribue réellement à combattre la social-démocratie. *(Rires.)*

Puis je me lançai dans une critique assez longue et incisive du projet de loi.

> « Face à ceux qui craignent que les charges imposées aux entrepreneurs par l'introduction du projet de loi les rendent non compétitifs face à l'étranger, je recommandais au chancelier, pour le bien des « déshérités » comme il l'avait si justement dit, d'organiser une conférence internationale des États concernés et de les inciter à adopter la même législation. Il pouvait être assuré que, au cas où les gouvernements des États concernés refuseraient de suivre sa proposition, les ouvriers des pays concernés le soutiendraient, lui, le chancelier, et obligeraient leurs gouvernements à agir comme lui. Lui, le chancelier, avait mené trois grandes guerres, beaucoup d'hommes y avaient été sacrifiés, des flots de sang y avaient coulé et il en était résulté une grande misère. Cela avait fait croître sa renommée, mais il s'acquerrait une renommée plus grande s'il introduisait dans tous les pays civilisés des dispositions pacifiques pour le bien-être des opprimés. »

Mon discours plut extraordinairement à Marx et Engels. Engels le déclara le meilleur que j'aie jamais fait jusque-là, et c'est au nom de Marx aussi qu'il devait me l'écrire.

Le projet alla en commission, où il fut tellement transformé que les gouvernements le déclarèrent inacceptable.

Peu après la session, une perte fâcheuse frappa le parti. Vahlteich et Fritzsche annoncèrent qu'ils voulaient émigrer aux États-Unis et, malgré notre opposition, ils exécutèrent ce projet. Nous avions quelques mois auparavant envoyé Fritzsche et Vahlteich aux États-Unis en tournée de conférences, pour collecter de l'argent en vue des élections qui auraient lieu en automne. Le voyage avait eu du succès, puisqu'il en resta 15 000 marks de bénéfice net. À cette occasion Fritzsche, qui pour différentes raisons ne se sentait plus bien dans son vieux pays natal, avait conçu le projet d'émigrer. Cela, nous le comprenions tous ; mais que Vahlteich prenne la même décision, cela, nous ne voulions pas l'admettre. Nous avions bien besoin de lui. Dans une discussion que nous avons eue avec lui, il déclara qu'il avait maintenant perdu trois fois son gagne-pain et qu'il voulait enfin être tranquille et profiter de la vie. La perte de son gagne-pain, c'était vrai.

Il avait été en dernier lieu directeur commercial de l'imprimerie de Leipzig, qui était devenue non viable. Mais il s'était à nouveau trouvé des amis qui étaient prêts à lui garantir les moyens pour une nouvelle vie. Pourtant il refusa.

Dès que la chose devint publique, elle fit une impression pénible. C'était une catastrophe que les deux premiers fondateurs de l'Association générale des travailleurs allemands quittent en même temps l'Allemagne. Nous reçûmes du parti un tas de lettres qui demandaient des explications sur cette affaire. La situation se compliqua du fait que la presse adverse utilisa abondamment l'affaire et prétendit que Liebknecht et moi nous voulions aussi émigrer, ce qui nous obligea à faire une déclaration publique : *« Quoi qu'il arrive, nous ne bougerons pas de là. »* Par la suite, Vahlteich a continué aux États-Unis son activité de parti. La tranquillité à laquelle il aspirait, il ne l'a donc pas eue.

Le petit état de siège sur Leipzig et la région environnante

Après la clôture du Reichstag, la presse conservatrice et libérale de droite se déchaîna contre nous. À ce sujet, en voyage d'affaires, j'écrivais début mai à ma femme que le petit état de siège arriverait, mais non pas, comme on le supposait à Leipzig, après la fermeture de la foire de printemps, mais avant les élections, très vraisemblablement début juillet. J'avais deviné juste. Pour trouver matière à déclarer l'état de siège, on tenta début mars pour la deuxième fois de me poursuivre pour collectes interdites – § 16 de la loi contre les socialistes – et on entreprit dans ce but une perquisition qui n'eut aucun résultat. La poursuite tomba à l'eau, on dut me relaxer. En revanche le gouvernement prussien veilla à ce que l'on puisse fabriquer au moins un semblant de fondement pour le petit état de siège. Depuis la fin de l'automne 1880, nous avions à Leipzig un expulsé de Berlin, le forgeron Heinrich, qui sous des dehors très sympathiques était, comme il s'avéra plus tard, un agent de la police berlinoise qui avait pour mission de fournir matière au petit état de siège.

Au cours des rencontres clandestines que nous avions, Heinrich était toujours le plus radical. En particulier, il voulait obtenir que nous nous organisions clandestinement sur la base d'un statut. Je m'opposai énergiquement à cela, et il laissa tomber son projet. Mais début avril je dus partir en voyage d'affaires. Lorsque je revins six semaines après, la première nouvelle qu'on me donna était qu'Heinrich, entre-temps, avait fait passer un projet d'organisation qu'il avait conçu lui-même. J'étais furieux. Si Liebknecht et Hasenclever, qui ne participaient jamais à ces rencontres, – ils pensaient que ma présence suffisait – y avaient participé, ils auraient fait obstacle au projet de Heinrich. À la rencontre suivante, je m'opposai très vivement à la décision prise, que je déclarai irréfléchie, et j'exigeai la destruction des exemplaires existants du statut de l'organisation. On promit de tous côtés d'observer cette demande. Mais lorsque bientôt après eut lieu une razzia générale de la police contre nous et que des perquisitions massives furent faites, le seul exemplaire du projet d'organisation qui fut trouvé était en possession de… Heinrich. Dès lors ma méfiance était en éveil envers lui et je le traitai en conséquence. Il fut totalement démasqué plus tard et, comme il avait commis à Magdebourg un attentat aux mœurs, il dut prendre la fuite, ce pourquoi il reçut de la police secrète de Berlin

500 marks. Il alla à Zurich, où il dégringola progressivement et sombra enfin pitoyablement.

Le 26 juin j'eus une autre surprise. À notre bureau apparut un certain Wölfel, qui jouait un rôle dans l'organisation clandestine de Berlin, et pour différentes raisons avait déjà éveillé ma méfiance. Il demanda, au nom de l'organisation clandestine de Berlin, une copie de mon livre de comptes sur les entrées et sorties d'argent des derniers mois. Je compris tout de suite ce que le gaillard visait. Je lui montrai la porte. Une heure plus tard un camarade du parti arriva chez moi hors d'haleine et m'annonça qu'il venait d'apprendre d'un typographe de l'imprimerie Teubner que l'officiel *Journal de Leipzig,* paraissant le soir, contenait un communiqué du ministère proclamant à partir des prochains jours l'instauration du petit état de siège sur la ville et sur le district administratif.

Les dés étaient donc jetés.

J'informais aussitôt Liebknecht et Hasenclever de ce qui nous attendait et fis ensuite le nécessaire pour convoquer une réunion des hommes de confiance de Leipzig et de la région environnante, qui devait se tenir le 29 juin au soir, 19 heures, au rocher de Napoléon sur les hauteurs près de Probstheida. Le rocher de Napoléon désignait l'endroit d'où Napoléon, le 18 octobre 1813, dirigea ses troupes dans la bataille. De là-haut, à cette époque, on avait sur la contrée une large vue que ni arbre ni bosquet ne bouchait, ce n'étaient que champs labourés, si bien qu'on pouvait déjà de loin voir et reconnaître des indésirables. Aujourd'hui la contrée a complètement changé, et le rocher de Napoléon est écrasé par le monument de la bataille des Nations[11], érigé entre-temps à proximité.

Nous étions réunis à une centaine environ. On discuta comment on devait organiser les collectes pour les familles des expulsés et qui devait distribuer l'argent. Ensuite on régla le problème de la diffusion du *Sozialdemokrat* et on prit des mesures organisationnelles pour les élections. Je terminai mon discours aux non-expulsés en les invitant à ne pas perdre la tête et à tenir le coup. On ne discuta que peu. Ensuite on prit congé les uns des autres et chacun rentra chez soi.

La forme d'expulsion qu'affectionnait la police de Leipzig était bien abjecte. Les trente-trois hommes qu'on avait d'abord sur la liste furent convoqués au commissariat, et là on dressa une fiche signalétique précise de chacun d'entre nous, comme si nous étions des criminels. Mais, comme il n'y avait pas de toise, chacun devait s'adosser au montant de la porte, sur lequel un fonctionnaire notait la taille d'un trait de crayon. Nulle part on n'avait infligé un tel traitement aux expulsés. Je m'en plaignis

11 Bataille de Leipzig, ou bataille des Nations, qui dura trois jours et s'acheva par la défaite de Napoléon 1er face aux troupes coalisées : Autriche, Prusse, Russie et Suède en octobre 1813.

énergiquement auprès du ministre de l'Intérieur, M. von Nostiz-Wallwitz, qui trouva toutefois ce traitement justifié. Il accepta seulement ma plainte sur la manière de procéder aux mesures et m'informa qu'il avait donné des instructions pour qu'on se procure une toise.

Pour une fois, M. le ministre de l'Intérieur montrait ici de l'humour, qualité que d'habitude il ne possédait pas.

Comme parmi les expulsés il y avait aussi de nombreux expulsés de Berlin qui, croyant pouvoir vivre en plus grande sécurité à Leipzig, avaient fait venir leur famille, l'émotion parmi eux fut particulièrement grande. Le jour du départ de leurs maris, les femmes marchèrent sur l'hôtel de ville avec leurs enfants et mirent ceux-ci à la disposition du conseil. Ces messieurs de la haute furent tout ébahis et promirent de faire leur possible pour leur porter secours.

Liebknecht, le graveur sur bois Burckhardt et moi avons quitté Leipzig le 2 juillet et nous nous sommes rendus à pied à Borsdorf, une station de la ligne Leipzig-Dresde où nous avons d'abord loué deux chambres chez un tailleur. Mais lorsque celui-ci apprit pendant la nuit quel genre d'oiseaux il avait dans son nid, il nous donna aussitôt congé du logement. Le patron du restaurant de la gare, où Liebknecht voulait se restaurer – il s'était loué une chambre ailleurs à Borsdorf – se demandait même s'il avait le droit de procurer contre bon argent de la nourriture à ce méchant social-démocrate et il posa expressément la question à l'administration du district de Leipzig. Par la suite cet hôtelier a été très correct et très serviable à l'égard de Liebknecht et de sa famille.

Après son expulsion, Hasenclever avait déménagé avec sa famille à Wurzen, une autre station de la ligne de chemin de fer Leipzig-Dresde. Cet événement mit dans le plus grand émoi le très haut et très sage conseil de la ville. Ces messieurs se demandèrent en conciliabule comment ils pourraient échapper aux dangers que la présence de Hasenclever faisait courir à la bonne ville de Wurzen. En véritables philistins, ils en vinrent à la conclusion que désormais, par avance, on interdirait toutes les réunions pour lesquelles des faits feraient supposer qu'elles étaient destinées à encourager des aspirations interdites par la loi contre les socialistes.

Mais, après une plainte déposée par nos camarades, l'administration du district de Leipzig annula la décision prise et informa le conseil de Wurzen qu'il ne pouvait décréter ce genre d'interdiction qu'au cas par cas. Le chef de la ville a dû devenir cramoisi en lisant la réprimande de l'administration du district. Il fut assez intelligent pour ne faire par la suite qu'un usage modéré de ce droit d'interdiction.

Avant de quitter Leipzig, Liebknecht, Hasenclever et moi avions publié un appel à la date du 30 juin : « À nos amis et sympathisants et à tous les gens ayant le sens de l'équité », dans lequel nous disions :

> « Le gouvernement saxon a trouvé bon d'instaurer le petit état de siège sur la ville et le district administratif de Leipzig, « parce que la sécurité publique serait menacée ». Cette atteinte à la sécurité publique, pas une seule personne n'y croit dans la région concernée. Mais peu importe. La simple *supposition* que la sécurité publique est menacée suffit pour arracher sans jugement un grand nombre d'hommes à leurs femmes et enfants, à leur foyer, et les livrer à la misère. À l'exception d'un seul cas, concernant une personne déjà expulsée de Berlin, les juges de Leipzig n'ont pas encore eu l'occasion de condamner un expulsé ne serait-ce qu'à une heure de prison ou un mark d'amende pour avoir enfreint la loi contre les socialistes. Une telle situation n'est possible… dans aucun pays civilisé… Les expulsés quitteront leur pays natal, leurs femmes et leurs enfants, la rage et la haine au cœur ; ils sont contraints, même si c'est en grinçant des dents de fureur, de s'incliner devant la force. C'est à vous de prendre fait et cause pour leurs femmes et leurs enfants afin que, en plus du lourd poids moral que leur cause l'absence de l'époux, du père, du soutien de famille, ils ne gémissent pas sous le lourd poids matériel de la misère… Le départ à l'étranger sera plus léger aux expulsés s'ils savent qu'il y a des milliers de gens derrière eux qui s'efforcent autant qu'ils le peuvent d'aider à surmonter le coup dur qui les a touchés en raison de leurs convictions et qu'ils sauront supporter en hommes… Soyez convaincus que nous, quoi qu'il puisse nous arriver, nous serons fermes et fidèles au drapeau pour lequel nous partons en exil. »

Nos femmes[12] se déclarèrent prêtes à recueillir les soutiens, par ailleurs nous avions donné pour l'extérieur les adresses de Grillenberger (Nuremberg), Auer (Schwerin) et du fabricant Emil Backofen à Mittweida (Saxe).

L'appel aux dons eut pour effet que des milieux bourgeois invitèrent à diverses reprises ma femme à faire un appel public aux dons pour soutenir les familles des expulsés, en l'assurant du bon succès de cet appel. Ma femme chercha à satisfaire à cette demande. Elle s'adressa au commissariat de police de Leipzig et à l'administration du district de Leipzig pour qu'on l'autorise à faire un appel de ce type. Cette dernière refusa sans autre forme de procès. Le responsable en chef du district passait, et cela caractérise bien son comportement, pour un homme particulièrement dévot. Il avait préconisé d'expulser de son district administratif au bas mot soixante-dix personnes. Le commissariat de police posa à ma femme tout un tas de conditions que celle-ci hésitait à remplir et dont elle m'informa à Dresde

Je me trouvais à ce moment-là dans les pires dispositions d'esprit possible. Nous avoir expulsés comme de vulgaires vagabonds ou criminels

12 Julie Bebel, Clara Hasenclever et Nathalie Liebknecht.

et, sans procédure judiciaire, nous avoir arraché à nos femmes et à nos enfants, cela je l'éprouvais comme une offense mortelle, dont je me serais vengé si j'en avais eu le pouvoir. Aucun procès, aucun jugement n'a suscité chez moi autant de haine, d'exaspération et d'amertume que ces expulsions se renouvelant d'année en année, jusqu'à ce qu'enfin la chute de cette loi devenue intenable eut mis un terme à ce jeu cruel avec des êtres humains.

Cet état d'esprit donna naissance à un courrier que j'envoyai le 11 juillet au commissariat de police de Leipzig, qui disait donc :

> « À ce que ma femme me dit, à la demande qu'elle vous a faite d'autoriser une collecte pour les familles des expulsés, le commissariat a répondu qu'elle veuille bien expliquer en détail la manière dont cette collecte serait faite et, deuxièmement, qu'elle devait se déclarer prête à tenir un livre de comptes précis sur les entrées et les sorties d'argent et à autoriser le commissariat à examiner les comptes.
>
> Je considère cette dernière condition comme non fondée sur la loi et comme profondément offensante pour ma femme, et je lui ai conseillé de retirer sa demande.
>
> L'ordonnance sur les pauvres du 22 octobre 1840 ne renferme pas de disposition qui donne le droit à l'autorité de police de s'occuper de l'emploi du produit d'une collecte pour un but charitable. Le commissariat, par cette exigence, commet un acte qui est contraire à la loi et à l'application actuelle de l'ordonnance sur les pauvres.
>
> Un tel procédé doit d'autant plus indigner toute personne douée d'impartialité qu'en ce moment les journaux locaux de Leipzig renferment des appels en faveur des Juifs persécutés par la populace russe qui les pourchasse, appels que le responsable en chef du district et le maire de Leipzig publient, à côté d'autres personnalités haut placées, et dans lesquels ils en appellent à la compassion publique pour les Juifs traqués de Russie et demandent, de la manière la plus émouvante, le versement de dons, sans que le commissariat de police de Leipzig ait osé poser une condition semblable à celle posée à ma femme.
>
> Cette attitude du commissariat de police, en liaison avec celle de l'administration du district, montre qu'on en est arrivé en Allemagne au point que des collectes publiques et un appel à la compassion pour des hommes pourchassés et ruinés sont autorisées quand ceux-ci ne sont pas Allemands, mais qu'on interdit, ou complique de toutes les manières possibles, de faire les collectes pour les familles réduites à la misère de ces enfants du pays qu'un gouvernement prétendument éclairé et bienveillant et ses subordonnés ont arrachés de sang-froid et par de froids calculs à leur femme et à leurs enfants,

chassés de leur maison et de leurs biens, et auxquels on a volé leurs moyens de vivre.

Je comprends ici ce que veut dire vivre dans un État chrétien-allemand et être gouverné par des autorités sans cœur, et je veillerai à ce que ce comportement « humain » du commissariat de police et de l'administration du district de Leipzig, qui illustre de façon si remarquable aussi bien l'esprit chrétien que l'application égalitaire de la loi, vienne à la connaissance du public et soit en son temps mise en discussion dans le lieu approprié.

En même temps je relaie ici la déclaration que, si de son côté le commissariat de police, selon un communiqué du *Quotidien de Leipzig*, soumet à autorisation préalable la collecte pour les familles des expulsés, cela ne peut se référer, selon le texte des §§ 103 et 104 de l'ordonnance sur les pauvres, qu'à l'appel à des collectes publiques et aux collectes en porte-à-porte. Mais aucune autorité ne peut interdire des collectes faites pour le but indiqué parmi nos sympathisants, parmi nos amis et connaissances, ni ne peut interdire que ma femme reçoive des dons de ce genre. J'ai informé ma femme dans ce sens et attends sereinement de nouvelles démarches. »

Peu de temps après l'envoi de cette lettre, on avertit ma femme d'être prudente, qu'on ferait le lendemain une perquisition chez elle. Elle prit peur et cacha le livre de comptes dans le tuyau de la cuisinière. Mais le lendemain matin, lorsqu'elle fit son café, elle ne pensa pas tout de suite au livre caché ; il prit feu et on le retira à moitié brûlé. Avec l'aide de quelques camarades de Leipzig, des lettres et des talons d'envois postaux encore existants, on réussit à reconstituer le livre de comptes.

Mon élection au landtag saxon

Jusqu'ici j'avais refusé toutes les offres d'être candidat au landtag. Compte tenu de notre entreprise, je ne pouvais pas prendre la responsabilité de sacrifier encore plus de temps que m'en imposait jusque-là mon activité politique, et en particulier l'exercice de mon mandat de député au Reichstag. Cette considération tombait à présent, du fait de mon expulsion. Maintenant, bien contre mon gré, non seulement j'avais du temps libre tout l'automne et l'hiver, mais j'avais aussi désormais le désir d'être face à face, les yeux dans les yeux, avec ces messieurs de Dresde, et de les mettre en accusation. Début juillet, on devait procéder à une élection complémentaire pour le landtag, dont un tiers des membres sortent à tour de rôle tous les deux ans. Cette fois-ci, elle devait avoir lieu entre autres dans la vingt-troisième circonscription campagnarde – les circonscriptions sont réparties en circonscriptions citadines et campagnardes –, plus précisément dans les villages industriels au sud de Leipzig. J'acceptai donc la candidature proposée, ce qui suscita un grand émoi dans les milieux adverses et gouvernementaux, car mon élection paraissait assurée. On mit tout en œuvre pour l'empêcher. Pour effrayer l'électorat, deux jours avant l'élection, on expulsa encore une fois vingt-deux camarades. Si le mouchard Heinrich, qu'on avait expulsé lui aussi pour ne pas éveiller de soupçons contre lui, avait été de la première fournée, voilà maintenant que s'envolait le deuxième mouchard de la police, le commerçant Friedemann de Berlin, que la police locale avait placé dans notre nid. Friedemann alla à Zurich, où il fut également démasqué peu de temps après. Comme tous les gaillards de son espèce, lors des rencontres de camarades à Berlin, il avait l'habitude de jouer les radicaux et de déclamer de préférence le poème de Heinrich Heine *Les deux grenadiers,* il déclamait comme suit la dernière ligne de la dernière strophe, remaniée donc :

Au diable la femme ! Au diable les petits !
J'ai en tête de plus nobles soucis ;
Qu'ils aillent mendier s'ils ont faim.
L'empereur, mon empereur il faut le pendre !

Au lieu de dire, comme dans le texte :

L'empereur, mon empereur est prisonnier !

Cependant c'est en vain que la police se donna de la peine pour empêcher mon élection. Le 12 juillet après-midi, avec mon camarade Karl Münche

de Zittau, je me rendis en voiture sur le site magnifique du château fort en ruine d'Oybin. Le soir, arriva là-bas hors d'haleine un messager avec le télégramme annonçant ma victoire à une large majorité. Cette nouvelle de la victoire fit tant plaisir à Münche qu'il tira, avec les deux petits mortiers que l'aubergiste d'Oybin possédait, vingt coups qui tonnèrent dans la montagne et la forêt.

Pris par un voyage d'affaires, j'écrivis dès le lendemain au commissaire électoral et me déclarai prêt à accepter mon élection. Puis je continuai mon voyage en Bohême du Nord. Entre-temps, il arriva à Leipzig une chose absolument incroyable. Le lendemain de mon élection, le *Quotidien de Leipzig* publia un article officiel dans lequel on déclarait que mon élection était nulle, car je ne payais pas les 30 marks minimum d'impôts directs prescrits par la loi. La social-démocratie s'était en vain réjouie de mon élection. Et l'auteur de l'article poursuivait ensuite en examinant mes revenus et mes impôts, ce qu'il ne pouvait faire que grâce à l'indiscrétion de sources officielles. Mais en plus le conseil de la ville commit l'incroyable bêtise de renvoyer à ma femme les impôts de l'année en cours, déjà payés. L'auteur de ces bêtises et sottises, qu'on avait du mal à croire possibles, était le conseiller municipal Messerschmidt qui, en tant que commissaire électoral dans une circonscription citadine, avait aussi sans autre forme de procès déclaré nulles 346 voix qui s'étaient portées sur moi.

Cette interprétation officieuse était fausse. Dès 1871, lorsque le grand procès pour haute trahison nous menaçait Liebknecht et moi, pour ne pas me laisser réduire à la pauvreté en cas de condamnation, j'avais fait transférer légalement mon petit bien à ma femme. Cette situation perdurait. Je payais les impôts pour une part seulement de nos revenus, mais l'autre part des impôts, celle revenant à ma femme, devait, selon les dispositions claires du § 5 du Code électoral saxon, m'être comptée pour le calcul du tarif du cens. Mais de ce fait j'avais incontestablement le droit de vote passif et j'étais élu réglementairement. Pour rassurer mes électeurs je démontrai ces faits dans une déclaration au *Quotidien de Leipzig*. Mais entre-temps, à l'hôtel de ville de Leipzig, on s'était rendu compte de cette bourde et on fit rentrer à nouveau dans la caisse les impôts qu'on avait d'abord rendus à ma femme.

Mais le plus fort fut qu'ensuite le ministre de l'Intérieur, M. von Nostiz-Walltwitz, eut le toupet de déclarer au landtag saxon qu'il aurait eu en main, sans commettre d'infraction à la loi, les moyens d'invalider mon élection et de prescrire une nouvelle élection. C'est seulement par égard pour la décision de la Chambre qu'il s'en était abstenu. Je ne pus lui donner la réponse bien sentie que cette insolence méritait. La Chambre le préserva de ce châtiment bien mérité en prononçant la clôture des débats. Mais finalement il reçut lui-même de cette Chambre, qui était si accommodante

avec lui, une magistrale gifle morale. La section qui avait à examiner mon élection la déclara à l'unanimité valide, et la séance plénière de la Chambre prit la même décision. De même furent déclarées valides les 346 voix que le conseiller municipal Messerschmidt, dans sa fureur insensée contre moi, avait déclarées nulles.

Bientôt après, un deuxième drame électoral prit la suite de celui-là, avec une issue un peu différente.

Les élections générales au Reichstag à l'automne 1881

Nous abordâmes ces élections dans les conditions les plus défavorables possible. Nous ne possédions plus de presse du parti paraissant dans le pays même. Les journaux sans couleur politique qui avaient été créés ici ou là ne pouvaient pas courir le risque de s'engager en faveur d'un candidat social-démocrate. Les quelques imprimeries qui existaient encore étaient surveillées jour et nuit par la police, pour empêcher la sortie de tracts social-démocrates. L'une d'entre elles, une petite boîte, celle de Zumbusch & Cie à Dresde, fut même fermée sur ordre de la police, le propriétaire et le personnel attaqués en justice et en partie condamnés, parce qu'on avait osé imprimer un tract pour moi. Mais les imprimeries bourgeoises n'avaient pas le courage de confectionner des tracts pour nous, souvent elles n'osaient même pas imprimer des bulletins de vote pour un candidat social-démocrate. Il arrivait donc qu'à l'approche du jour du vote, dans un grand nombre de circonscriptions, pas un seul tract n'avait pu être distribué, et dans beaucoup même pas un bulletin de vote. De même, dans de nombreuses villes, les journaux bourgeois refusaient des annonces payantes conseillant de voter pour des candidats social-démocrates. Malgré tout, la police croyait devoir en faire davantage encore pour nous compliquer la campagne électorale. À l'approche de l'échéance électorale, de toutes parts les poursuites et les chicanes policières se multiplièrent, elles prirent un caractère de plus en plus virulent. Dans l'ensemble des régions en état de siège, à l'automne, le nombre des expulsions augmenta. La police devenait de plus en plus nerveuse.

En plus de tout cela, nous manquions de candidats. Bracke, Geib, Reinders étaient morts. Fritzsche, Hasselmann, Most, Reimer, Vahlteich avaient émigré. D'autres, comme Motteler, Bernstein, Tauscher, Richard Fischer, c'était leur poste à l'étranger au service du parti qui les empêchait d'être candidats. Beaucoup d'anciens candidats avaient également émigré ou n'osaient plus se porter candidats pour ne pas être ruinés, ou bien s'étaient discrédités, comme Hartmann et les frères Kapell. La conséquence fut que, partout où l'on manquait de candidats du cru, on présenta des camarades, déjà candidats ailleurs, dont les noms étaient connus, ce qui en même temps facilitait la campagne. Ainsi j'eus l'honneur d'être trente-cinq fois candidat, Liebknecht et Hasenclever dix-sept, Grillenberger quinze, etc.

Par ailleurs la campagne électorale était compliquée du fait que beaucoup de réunions électorales étaient interdites, et plus encore dissoutes au milieu d'un discours, ou tout simplement empêchées parce que les aubergistes refusaient de prêter leurs salles. Et quand le jour du vote, malgré tout ceci et tout cela, le parti recueillit 311 961 voix, seulement 135 197 voix de moins qu'aux élections des attentats en août 1878, ce fut un succès considérable qui fit trembler nos adversaires. En particulier il paraît qu'après l'annonce des résultats une ambiance très pénible aurait régné au Château de Berlin.

En réalité, dès le 27 octobre 1881 la loi contre les socialistes était déjà vaincue.

L'effet moral sur le parti fut énorme. On s'était à nouveau compté et voilà que les trois quarts de la vieille garde restaient fidèles au vieux drapeau. À partir de ce jour on avança, inexorablement, jusqu'à ce qu'enfin, avec 1 427 298 voix, le 20 février 1890 amène la bataille décisive contre la loi d'exception.

Aucun de nos candidats ne fut élu au premier tour. Wilhelm Stolle, qui avait en réalité la majorité dans la dix-huitième circonscription saxonne de Zwickau-Crimmitschau, se la vit refuser par le commissaire de l'élection. Il ne gagna qu'au second tour. Nous avions participé en tout à 22 ballottages, et moi seul à trois : Dresde, Leipzig, et Berlin IV.

Les événements à Dresde étaient pour moi d'un intérêt particulier parce qu'ils eurent deux conséquences curieuses. Il était impossible de faire confectionner un tract à Dresde. Avec l'aide d'amis, je découvris un petit imprimeur à Zittau (district de Lausitz), que je chargeai d'en imprimer un. Il reçut commande d'imprimer 45 000 tracts et autant de bulletins de vote, et de les envoyer à un camarade de Dresde, commerçant de toile, en paquets de mille feuilles chacun, emballés dans deux caisses déclarées comme toiles. Comme société d'imprimerie on indiqua l'imprimerie du *Sozialdemokrat* à Zurich-Hottingen. Les deux énormes caisses arrivèrent bien à leur adresse mais, lorsque le destinataire les vit dans sa petite cour, il prit peur. Sans réfléchir, il les expédia par porteurs chez un célibataire de ses amis qui habitait dans la cour d'un transporteur. Lorsque celui-ci vit les caisses, il voulut savoir ce qu'elles contenaient. Alors, pris de peur, le nouveau destinataire renvoya les caisses de la cour à l'envoyeur, ce qui alerta le transporteur, qui s'empressa d'alerter la police. Celle-ci intercepta les porteurs dans la rue avec les caisses et les fit emmener à la préfecture de police. Lorsqu'on connut le contenu, le commissaire de police Paul, un de nos pires ennemis, se frotta les mains de satisfaction. Il jubilait : Maintenant la social-démocratie n'a plus de tracts pour l'élection. C'était douze jours avant, et notre situation était des plus désagréables. Mais je ne perdis pas la tête. Je me souvins d'un camarade qui était typographe, et un gars

futé. Je lui demandai de parcourir immédiatement les environs de Dresde pour trouver un imprimeur qui soit prêt, contre bon paiement, à imprimer un tract; je voulais entre-temps en écrire un nouveau. Aussitôt dit aussitôt fait. Lorsque le soir ce camarade entra dans mon cabinet, je vis à son visage que son voyage avait été couronné de succès. À Pirna, il avait gagné à notre plan l'imprimeur du journal officiel. Sur nos instructions, le samedi suivant, celui-ci chargea un porteur d'envoyer, dans des valises qu'on lui avait fournies, le tract à la gare, où nos camarades les réceptionnèrent et les livrèrent à des adresses convenues. Tout alla à souhait. Mais voilà qu'un porteur s'avisa de dénoncer son collègue à la police à cause de ses fréquents transports à la gare. La police confisqua le dernier envoi, à peu près six mille feuilles, et informa Dresde de l'événement. Mais, comme le soir était déjà tombé, quatre cents de nos camarades étaient déjà fin prêts à leurs postes. Avant que la police fût revenue de son étonnement, tracts et bulletins de vote étaient déjà distribués. Seuls deux hommes furent pris, avec quelques centaines de tracts, mais on ne pouvait rien leur faire. Puis nous réussîmes à diffuser encore un deuxième tract.

Au premier tour, sur les quatre candidats, j'obtins avec 9 079 voix la majorité relative. J'étais en ballottage avec le maire de Dresde. Les artisans de Dresde, qui disposaient de 2 076 voix, me présentèrent leurs revendications à signer, après quoi ils s'engageaient à voter pour moi. Je refusai. Cela signifiait ma défaite. Le second tour, qui se déroula dans des conditions très inhabituelles – affichage des paragraphes sur les troubles, consignation de l'armée, occupation des locaux électoraux par les gendarmes – trancha contre moi avec 14 482 voix, contre 10 827 en ma faveur.

À Leipzig, j'obtins au premier tour 6 482 voix et j'arrivai en ballottage avec le candidat national-libéral qui avait recueilli 8 894 voix. Au deuxième tour, j'obtins 9 821 voix, mon adversaire 11 863. Là, nous n'avions pas compté sur une victoire.

L'élection à Berlin IV se déroula d'une manière plus intéressante. Ici j'avais au premier tour recueilli 13 524 voix, Albert Träger 19 527, et le conservateur 8 270. Dans cette circonscription, comme dans celle de Berlin VI où Hasenclever était candidat, au deuxième tour c'est les conservateurs qui feraient pencher la balance. Or à cette époque la situation à Berlin était telle que les conservateurs (antisémites, sociaux-chrétiens, etc.) faisaient des efforts désespérés pour supplanter le Parti du progrès. Ils y travaillaient dans le sens de Bismarck et Puttkamer, qui depuis quelques mois était ministre de l'Intérieur à la place d'Eulenberg. La haine de Bismarck contre les progressistes et les libéraux en général allait toujours croissant, aussi dans le camp conservateur était-on encore une fois prêt, comme au temps de Schweitzer, à conclure un pacte avec le diable, c'est-à-dire avec nous, sauf que nous nous n'y étions aucunement disposés. La déclaration

suivante que nous avons publiée dans le *Journal populaire de Berlin* rend compte des pourparlers qui eurent lieu :

« Les informations du *Messager du Reich* concernant les pourparlers qui, à propos du deuxième tour dans la quatrième et la sixième circonscriptions de Berlin, ont eu lieu entre les dirigeants conservateurs et social-réformateurs (M. le Pr. Wagner, le prédicateur de la Cour Stoecker, Diestelkamp, etc.) d'un côté, et des membres du Parti social-démocrate de l'autre, réclament de notre part l'explication suivante :

« Jeudi midi, 10 novembre, arrivèrent ici à Dresde deux de nos camarades de Berlin et ils nous informèrent que des négociations avaient eu lieu à Berlin entre eux et les dirigeants conservateurs et social-réformateurs en vue du deuxième tour à venir, et avaient mené au résultat suivant :

Nous, soussignés, avec Hasenclever, devions signer la déclaration suivante :

Nous déclarons :

Que nous reconnaissons la politique de réforme du gouvernement du Reich allemand comme favorable dans ses intentions aux travailleurs ;

1. Que nous sommes fermement disposés à collaborer pacifiquement avec les partis social-réformateurs pour l'amélioration de la situation économique ;

2. Que nous espérons, selon les paroles d'un de nos députés au Reichstag (?), que des réformes sociales énergiques l'emporteraient sur la révolution.

Pour prix à notre signature de ces trois points, on nous proposait :

1. Les dirigeants susmentionnés des conservateurs et des social-réformateurs s'engageront à ce que leurs partisans dans les quatrième et sixième circonscriptions de Berlin votent pour nous au deuxième tour de l'élection du 12 novembre.

2. Ils s'offriront à signer ensuite la contre-déclaration suivante :

En retour, nous déclarons que, si les socialistes allemands cherchent à obtenir des réformes par voie légale dans le cadre de l'ordre étatique existant, dans ce cas-là nous voterons pour la levée de la loi contre les socialistes.

D'autre part on nous a informés oralement que, si nous refusons de souscrire à cet accord, les dirigeants mentionnés donneraient le mot d'ordre « Abstention », et alors notre défaite à Berlin serait certaine. »

Nous avons répondu à cela, oralement, de manière déterminée et ferme :

1. que nous rejetons tout maquignonnage et achat de voix ; que nous préférons avoir trois mille voix obtenues loyalement que trente mille achetées ; que nous ne sommes pas en mesure de reconnaître comme favorable aux travailleurs la politique économique du gouvernement du Reich inaugurée par la promulgation de la loi contre les socialistes : multiplication et hausse des impôts indirects et droits de douane sur les besoins de première nécessité, accroissement des impôts militaires, loi des corporations et autres ;

2. que nous n'avons jamais refusé – comme l'ont montré dernièrement encore notre attitude et nos déclarations face à la loi sur les accidents – d'examiner sérieusement les propositions de réforme du gouvernement du Reich, de tenter de les modifier conformément à nos vœux et de les accepter quand elles étaient conformes à notre point de vue, mais que nous devons refuser de faire cause commune avec des partis qui, dans leurs aspirations, sont réactionnaires et donc hostiles aux travailleurs ;

3. que, si le point 3 supposait que nous voulons une révolution violente, c'était une supposition bien arbitraire. Nous avons toujours déclaré que des réformes méthodiques, radicales et totales pourraient prévenir la révolution sociale violente, qui, dans le cas contraire, serait une conséquence nécessaire de notre évolution politique et économique, et que nous ne sommes pas responsables de choses qui ne dépendent pas de notre volonté et de notre pouvoir, mais dépendent de la volonté et du pouvoir de nos adversaires actuels. »

C'est avec cette réponse que nos camarades retournèrent à Berlin. Le résultat des élections est connu.

Dresde, le 16 novembre1881,
A. Bebel, W. Liebknecht »

Le résultat de l'élection fut que nous fûmes battus : Hasenclever, avec 17 378 voix, par le progressiste Klotz avec 17 947, et moi, avec 18 979 voix par les 19 031 voix de Träger. Mais en réalité c'est moi qui avais gagné : les 52 voix en moins, qui faisaient que j'avais apparemment été battu, venaient de ce que la commission électorale avait invalidé 450 bulletins de vote qui s'étaient portés sur mon nom, sous prétexte de manque de lisibilité suffisante du nom du candidat.

Les camarades de la quatrième circonscription de Berlin contestèrent l'élection de Träger. Dans la commission de vérification du scrutin, les deux rapporteurs demandèrent aussi l'invalidité de l'élection de Träger. Mais lorsque la séance décisive approcha, *les documents électoraux avaient disparu, ils avaient été volés.* On ne pouvait donc prendre aucune décision et Träger resta en possession de son mandat. Qui avait volé les documents,

on ne l'a jamais su. Depuis ce temps, les documents électoraux des districts dont les représentants font l'objet d'une contestation électorale sont gardés dans une pièce fermée à clé, à laquelle seuls ont accès les membres de la commission de vérification du scrutin.

La bataille pour le deuxième tour à Berlin avait été très rude. La *Tribune de Berlin* en rapporte l'épisode suivant : une fillette de neuf ans écrit à la craie sur la porte d'une maison : « *Votez Bebel* ». Un agent de police voit cela et lui demande : « *Comment t'appelles-tu ?* ». Elle donne son nom. « *Où habites-tu ?* » Elle donne son adresse. « T*on père est quoi ?* » – Un expulsé.

Adolf Geck donna à ce fait la forme poétique suivante

« À Berlin au deuxième jour de la Saint-Martin
Quel rude combat il y eut !
Lourde est la décision. Le slogan était :
"ici Träger, ici Bebel" – Aux urnes
se pressent les bataillons combattants
De bourgeois et de prolétaires.
Et comme tous se pressent
Remontant ou descendant les ruelles
vers le même but,
Voilà qu'une enfant esseulée
Se mêle à la foule en marche.
Une petite fille de neuf ans, les joues pâles
De faim ; sa paupière creuse montre
La privation, la cruelle misère. –
Sa menotte tient un charbon,
Et avec ça sur les murs des palais
Elle griffonne "Votez Bebel", la pauvrette,
Posément, en traits vigoureux.
L'agent de police, il voit ça ; sa colère éclate
Devant le crime de la petite toute tremblante
"Qui es-tu, graine de socialiste ?"
"On m'appelle Lisette, je suis malade et pauvre"
Répond l'enfant sans pleurer –
Et le gendarme poursuit son enquête :
"Qui est ton père, quel est son métier ?"
Gravement la petite toise le géant
"Sache donc qui a créé cette misère :
Mon père est expulsé".
À Berlin en ces jours de bataille
Ils sont bien vingt mille à avoir entendu
Le conseil de l'enfant : "Votez Bebel".

Le résultat final de l'élection fut que, contre toute attente, nous avions obtenu 13 mandats. Furent élus : Blos à Greis, Dietz à Hambourg II, Frohme à Hanau, Geiser à Chemnitz, Grillenberger à Nuremberg, [Hasenclever à Breslau-Est], Kayser à Freiberg en Saxe, Kräcker à Breslau-Ouest, Liebknecht à Mayence et Offenbach, [Rittinghausen à Solingen], Stolle à Zwickau, Vollmar à Mittweida en Saxe.

Fait unique, et resté unique jusqu'à aujourd'hui, lors de cette élection la circonscription de Freiberg *fut conquise par une femme*. Une fois de plus, Kayser se trouvait en prison pendant la campagne électorale, aussi son ami O. Sch[uster] de Dresde, un commerçant, se chargea de la campagne électorale à sa place. La police de Dresde s'en aperçut, elle veilla donc à ce que O. Sch[uster] soit arrêté sous un prétexte futile. Ainsi la circonscription de Freiberg, pauvre et mal organisée, était privée de son directeur de campagne. Lorsque j'appris la nouvelle, cela me tapa sur les nerfs, je ne savais pas comment dénicher un remplaçant pour Sch[uster]. C'est alors que le lendemain matin M^me^ Sch[uster] arrive chez moi et me dit : « *Mon mari a été arrêté, vous le savez, M. Bebel. Il va rester quelques jours sous les verrous, ça ne lui fera pas de mal. Mais qu'en sera-t-il de l'élection de Max Kayser ? Que dites-vous de ça : c'est moi qui vais sillonner la circonscription et mener la campagne électorale !* » Je regardai cette femme, stupéfait, mais ensuite je lui tendis la main et lui dis : « *M^me^ Sch[uster], vous êtes une femme admirable, je suis d'accord avec votre proposition.* » Lorsque M^me^ Sch[uster] arriva à Freiberg et se présenta aux camarades complètement démoralisés, ils furent électrisés par sa présence. Ils travaillèrent désormais de toutes leurs forces sous la direction de M^me^ Sch[uster], et Kayser gagna.

La double élection de Liebknecht l'obligeait à démissionner de l'un des mandats conquis. Il allait démissionner de Mayence, bien que sa majorité là-bas ne fût que de 600 voix, tandis que dans la circonscription d'Offenbach il avait une majorité de plus de 3 400 voix. Mais il fut contraint de faire le choix contraire, car dès avant le résultat du scrutin le comité électoral d'Offenbach avait publiquement déclaré qu'en cas de double victoire Liebknecht opterait pour Offenbach. Dès lors je fus présenté comme candidat à Mayence. Nous mîmes tout en œuvre pour conserver la circonscription. En vain. Il y eut d'abord un scrutin de ballottage entre le démocrate Phillipps et moi. Mais je fus battu au deuxième tour, le 15 décembre, avec 8 385 voix contre 8 633. En dépit de l'insatisfaction que cette nouvelle élection suscitait parmi nos électeurs, j'avais obtenu 248 voix de plus que Liebknecht. Lorsque ce dernier apprit le résultat et en parla avec moi, les larmes lui vinrent aux yeux. Ce n'était pas cela qu'il avait voulu.

De ce fait, mon activité au Reichstag avait certes pris fin momentanément, mais pas mon activité parlementaire. Je siégeais encore au landtag saxon. Il y avait donc bien continuité de mon activité parlementaire.

J'écrivis à ma femme de ne pas se tourmenter de ma défaite, j'aurais maintenant plus de temps pour m'occuper de mon entreprise, étant donné que le landtag saxon se réunissait tous les deux ans seulement. De même j'écrivis à Engels que j'étais heureux d'avoir tout à coup un peu de repos, dont j'avais bien besoin. Mais il n'était pas de mon avis, il considérait ma défaite comme une perte pour le parti.

Auer aussi partagea mon destin, lui qui fut battu dans la dix-septième circonscription. Une réclamation que son comité électoral remit au Reichstag eut pour conséquence que la commission électorale de contrôle annula l'élection de son adversaire. Mais cela n'arriva qu'en fin de la dernière session de la législature. Aussi n'y eut-il plus de nouvelle élection.

Épilogue à l'élection au Parlement de Dresde

Début mars 1882, je quittai Dresde et le landtag saxon et partis en voyage d'affaires. Bientôt après, ma femme m'écrivait qu'un huissier de justice était passé chez elle et avait demandé mon adresse. Au tribunal de Dresde, une plainte planait sur ma tête, on ne lui avait pas remis le document. J'écrivis alors à Dresde que j'étais en voyage d'affaires et que je ne pouvais donner d'adresse précise, qu'on veuille bien remettre le document à ma femme, mais qu'à coup sûr à Pâques je serais à Nuremberg. Je reçus là-bas l'acte d'accusation. Le Conseil fédéral avait porté plainte contre moi pour outrage parce que, dans le tract électoral confisqué qui n'avait pas été diffusé du tout, j'avais qualifié la loi contre les socialistes de loi infâme. Si cette loi était infâme, alors le Conseil fédéral était infâme. C'est à partir de cette même conclusion que l'on déposait plainte contre moi pour crime de lèse-majesté. Mais, si le Conseil fédéral était outragé, alors le Parlement l'était aussi. À lui cependant le ministre saxon de la Justice n'avait pas demandé de me poursuivre pour outrage. Il savait qu'il la lui refuserait, ce qui aurait mis en situation délicate le Conseil fédéral qui portait plainte. J'écrivis au tribunal de Dresde que je poursuivais mon voyage d'affaires dans les prochains jours, mais que la semaine de Pentecôte je séjournerais à Dresde, que l'on veuille bien me faire parvenir là-bas de nouvelles informations. Le 19 mai, je comparaissais devant le tribunal de Leipzig, et cela à nouveau pour outrage au Conseil fédéral, qui se sentait une fois encore outragé par un mot cinglant sur la loi contre les socialistes que j'avais employé dans un tract électoral paru là-bas. L'audience se termina par ma condamnation à un mois de prison.

Ce soir-là, je me rendis à Dresde où, sur avis de la police de Leipzig, m'attendait un ange gardien de la police qui, à distance respectueuse, m'accompagna jusque devant mon cantonnement. Le lendemain matin, sous même protection, je partis pour la Silésie. Lorsque de là-bas, le mardi avant Pentecôte, je retournai à Dresde, mon ange gardien policier était de nouveau à son poste, et ma famille aussi profita de sa protection lorsqu'elle arriva le lendemain à Dresde. Et voilà que, alors que j'allais me promener avec ma fille sur la terrasse de Brühl au matin du premier jour de la fête de Pentecôte, quelqu'un me tape par-derrière sur l'épaule. Lorsque je me retourne, je vois le visage bien trop connu du commissaire de police Paul qui m'informa, dans son saxon le plus châtié, qu'il avait ordre de m'arrêter. Je m'emportai : était-ce une mauvaise blague ou un abus d'autorité exercé

contre moi ? À l'intention du public, qui maintenant nous regardait, il m'invita à le suivre à la préfecture de police, où il me présenterait la décision de justice notifiant mon incarcération. Il m'avait arrêté le plus près possible de la préfecture de police.

J'envoyai ma petite fille auprès de sa mère, qui se trouvait chez des amis, pour la mettre au courant ; qu'elle ne s'inquiète pas, mon arrestation ne pouvait pas être maintenue.

La décision de justice disait :

> « Décision, à présenter à la direction de la police royale avec la requête d'exécuter le présent ordre d'arrestation du maître tourneur Ferdinand August Bebel de Leipzig, *dès que celui-ci apparaîtra ici*, en conformité avec la mention que Bebel a fait savoir ici qu'il séjournerait à Dresde pendant la fête de Pentecôte.
>
> Dresde, le 13 mai 1882.
> Tribunal régional royal, Chambre correctionnelle II.
> von Mangoldt »

La détention provisoire était motivée ainsi :

> « La détention provisoire est ordonnée parce que l'accusé, au regard de la hauteur de la peine encourue et du fait que, selon ses propres dires, il n'a pas dans la région de logement fixe, est soupçonné de vouloir prendre la *fuite*.
>
> Dresde, le 13 mai 1882
> Comme ci-dessus »

Le député du landtag saxon soupçonné de vouloir s'enfuir avertissait donc lui-même le tribunal régional qu'il viendrait à Pentecôte dans l'antre du lion. L'ordre d'arrestation établi le 13 mai et spécifiant de l'arrêter dès qu'il apparaîtrait à Leipzig n'a d'abord pas été respecté. Car j'avais été là-bas le 18 mai sans être inquiété. C'est seulement le 28 mai, c'est-à-dire le premier jour de la fête de Pentecôte, que j'ai été mis en détention sur la base de mandat d'arrêt du 13 mai. C'était donc une machination habile, conçue pour me gâcher la fête de Pentecôte à moi ainsi qu'à ma famille. Si on m'avait arrêté tout de suite le 18 mai, lorsque j'apparus pour la première fois à Dresde, à la Pentecôte j'aurais été libre depuis longtemps.

Le tribunal étant fermé, je demandai au commissaire de police de me conduire au domicile privé de M. von Mangoldt, pour tâcher d'obtenir ma libération. Paul accepta volontiers ma demande. Il savait pourquoi. Au domicile du directeur du tribunal, une bonne me fit savoir que M. von Mangoldt avait fait une excursion pour Pentecôte avec sa famille et qu'il ne rentrerait que le lendemain soir. J'eus donc le plaisir, par un temps magnifique, d'étudier dans le détail, du dernier étage de la prison de police, le clocher et le toit de l'église Notre-Dame. Le lendemain, on me transféra à la prison régionale. Le surlendemain, je me fis annoncer chez monsieur von

Mangoldt. Je bouillais de rage, et il est bien possible que mon discours pour me plaindre de la décision de justice et demander ma libération n'ait pas été d'un ton très courtois. M. von Mangoldt déclara rudement qu'il n'avait pas à discuter avec moi de la décision de justice, dont les motifs m'étaient connus. Je pouvais élever un recours contre elle, mais la Chambre serait prête aussi à me libérer de prison contre le paiement d'une caution. Je réfléchis que cette dernière voie était bien sûr la plus courte pour aller au but et me déclarai prêt à la payer. À présent, M. von Mangoldt se montrait très empressé, il n'avait plus aucun intérêt à me garder plus longtemps en prison, car il avait bien atteint son but. Il était d'avis que je fasse tout de suite une demande qu'il transmettrait si vite à la Chambre que le lendemain à midi je serais de retour dans ma famille. Je demandai à combien la caution s'élèverait. Question en retour : « *Combien pouvez-vous mettre ?* ». Sans réfléchir je répondis : « *Mille marks* ». Il fut d'accord. Le lendemain matin on m'informa qu'on avait décidé ma remise en liberté contre la caution proposée. Or, je n'avais pas les mille marks Je demandai donc qu'on m'autorise à aller en ville, accompagné d'un fonctionnaire, pour me procurer l'argent. On me donna l'autorisation. À midi j'étais libre. Ma famille était heureuse de m'avoir à nouveau parmi elle. Avant de me relâcher, M. von Mangoldt m'informa que l'audience judiciaire aurait lieu le 15 juin.

Dès que je fus libre, je demandai au tribunal correctionnel que la charge de présider la Chambre soit transférée à un autre juge, car je considérais M. von Mangoldt comme partial. Il avait, au cours de la campagne électorale de l'automne dernier, signé contre moi un appel électoral dans lequel j'avais été attaqué en personne très violemment. Après l'ouverture de l'audience, qui eut lieu à huis clos, comme c'était la règle à Dresde à cette époque, en particulier dans la « Chambre de Mangoldt », comme mes camarades l'appelaient, on m'informa que ma demande était rejetée. M. von Mangoldt, affirmait-on, ne s'était pas déclaré partial ; il avait à l'époque accepté de figurer parmi les signataires de l'appel électoral sans en connaître le contenu. Dans ces conditions, je déclarai renoncer à une nouvelle demande. Le parquet avait ajouté à la plainte contre moi le grief d'avoir indiqué une fausse imprimerie et il avait cité de nouveaux témoins, mais qui furent incapables de dire quoi que ce soit présentant un intérêt, si bien que le procureur retira la plainte pour violation de la loi de la presse. Sur le déroulement du procès, j'écrivais à ma femme :

> « Le procureur était très agressif à mon égard, et en particulier il cherchait à attaquer et à suspecter mon caractère, si bien que je l'interrompis à plusieurs reprises par des cris. Le président me réprimanda : ici on n'était pas au Parlement. Mais, lorsque ensuite on me donna la parole pour répondre, je rembarrai de belle façon le procureur, si bien qu'il bondit sur ses pieds tout excité et en appela

à la protection du président. Elle lui fut accordée. M. von Mangoldt m'interrompit trois ou quatre fois et me menaça même, si je continuais ainsi, de me retirer la parole et de me faire évacuer. Mais je ne me laissai pas intimider ; je me disais que, face aux juges, mon unique recours était la défense la plus résolue de mon point de vue et de mon bon droit.

Mon avocat était très fâché de mon comportement ; mon discours allait me coûter un mois supplémentaire. Je contestai cela. Ces messieurs défendent le plus souvent l'idée qu'il faut s'aplatir, parce qu'on est à la merci des juges. Or, malgré la douceur de son attitude, M. von Mangoldt l'avait maintes fois interrompu d'une manière que je n'aurais moi-même jamais, au grand jamais tolérée. Mon défenseur était bon sur certains points, dans une série d'autres il se perdait dans des arguties telles que les juges avaient du mal à suivre son discours et que cela brouillait ce qu'il y avait de bon dans son développement. Une chance que j'aie pris la parole après lui, car à ce moment-là la donne n'était pas bonne pour moi. Les juges m'écoutèrent tout de suite avec une grande attention ; ils prirent aussi une foule de notes, si bien que je pouvais littéralement voir et sentir l'opinion changer. Le procureur avait reçu son compte ; il renonça à reprendre la parole. Après une demi-heure de délibération, le verdict fut prononcé. C'était deux mois de prison pour outrage au Conseil fédéral ; on me relaxa de la plainte pour outrage à Sa Majesté. L'empereur avait, selon la Constitution, simplement à promulguer les lois, que Conseil fédéral et Reichstag avaient décidées d'un commun accord. Contribuer à l'exécution des lois, ce n'était pas de la compétence de l'empereur, etc.

Les camarades de Dresde, qui s'étaient rassemblés devant le tribunal, me félicitèrent pour ce « jugement clément ». À cause de ses jugements sévères, la « Chambre Mangoldt » avait auprès d'eux la pire réputation. Quelques mois auparavant seulement elle avait en vertu du § 131 condamné le camarade Geyer à huit mois de prison, pour une phrase anodine dans un tract. Je fis appel du jugement.

En ce qui concerne les poursuites judiciaires contre moi, l'année 1882 fut une « année bénie ». Le 8 août, je comparus à nouveau comme accusé devant le tribunal régional de Leipzig, et cela en compagnie de Liebknecht et de Hasenclever. Il s'agissait d'un tract que nous avions tous les trois publié sous nos signatures après l'instauration du petit état de siège sur Leipzig et les régions environnantes. Le procureur y voyait une nouvelle atteinte au § 131, car nous y affirmions que l'instauration du petit état de siège avait surtout pour but de gêner le plus possible notre campagne électorale. En affirmant cela, nous aurions délibérément discrédité un

arrêté du gouvernement saxon. On le voit, le paragraphe 131 devint à cette époque le parfait paragraphe en caoutchouc. Par ailleurs le ministre de la Justice, M. von Abeken, avait encore trouvé dans le tract un outrage au Conseil fédéral, pour lequel le parquet déposait également plainte. En vain nous fîmes valoir que les déclarations dans le tract correspondaient à nos convictions ; que c'était nous offenser, nous, que de supposer que ces déclarations avaient été faites de mauvaise foi. Ce que nous avions affirmé, une grande partie de la presse l'avait également dit ; de même, dans la campagne électorale de Dresde, pour intimider les électeurs on avait affirmé que, si j'étais élu, on instaurerait aussi le petit état de siège sur Dresde. Et un journal officieux, *Les nouvelles de Dresde,* avait annoncé que, maintenant que je n'étais pas élu, Dresde échappait au petit état de siège. Tout cela en vain. Le jugement prononça contre chacun d'entre nous une peine de deux mois de prison.

Une troisième audience eut lieu à nouveau le 26 août contre moi et deux autres camarades (Kleemann et Goldhausen), à propos également d'un tract électoral. Infraction contre le § 131 du Code pénal. Contre moi le procureur fut obligé de laisser tomber l'accusation, parce qu'il fut prouvé que ce n'était pas moi mais Liebknecht qui en était l'auteur. Mais celui-ci ne pouvait plus être traduit en justice, parce qu'entre-temps il y avait eu prescription. De plus, le tribunal relaxa les deux autres accusés parce que dans le tract il ne put trouver d'infraction au § 131. Cette indépendance d'opinion ne tourna pas à l'avantage du tribunal régional de Zwickau. L'année suivante M. von Abeken fit nommer M. von Mangoldt président du tribunal régional.

Présumé mort

La vie de vagabond que j'avais menée depuis mars, à de très courtes interruptions près, ajoutée à toutes les tensions que j'avais vécues, avait affaibli ma santé. Immédiatement après l'audience de Zwickau je m'effondrai, en proie à une grave gastro-entérite, qui m'obligea à garder le lit et à suivre un traitement médical. Dès que ma femme l'apprit, elle courut chez le responsable du district et demanda mon transfert à Leipzig sous sa responsabilité. La demande fut acceptée. Le médecin de la police qu'on envoya aussitôt chez moi, non seulement confirma ma maladie mais fit aussi que ma permission de rester à Leipzig fut prolongée d'une semaine. Je déménageai ensuite à Borsdorf et découvris là-bas une maison qui permit aussi à Liebknecht de quitter son étroit appartement d'une pièce et de disposer de plus d'espace. Nous habitions désormais au même étage, il occupait trois pièces et moi deux.

La nouvelle de ma maladie avait transpiré aussi dans la presse étrangère. Un jour, je ne fus pas peu étonné de voir ma femme arriver à Borsdorf à un moment inhabituel et s'écrier, lorsqu'elle me vit : « *Quel bonheur, tu es donc toujours vivant !* » Quand je lui demandai, étonné, la raison de ce cri, elle m'apprit qu'elle avait reçu de grand matin deux dépêches. L'une, d'une association allemande de Paris, dans laquelle on lui présentait des condoléances pour ma mort, l'autre, de Londres, dans laquelle on demandait avec beaucoup de précaution si la nouvelle de ma mort était vraie. La police aussi était déjà venue de grand matin à la maison et avait cherché à savoir si quelqu'un était mort dans la maison. Elle croyait manifestement que je vivais clandestinement à Leipzig. La nouvelle de ma mort avait été aussi envoyée aux États-Unis et avait amené nos camarades de New York à organiser une cérémonie funéraire suivie par des milliers de personnes, où Vahlteich avait prononcé mon oraison funèbre. Cet événement m'amusa prodigieusement. Mais, lorsque Vahlteich apprit la vérité, il fut très en colère et me reprocha de ne pas les avoir informés que j'étais bien vivant. Je répondis que je ne pouvais tout de même pas savoir qu'ils avaient reçu cette nouvelle et qu'ils y avaient cru.

Cet avis de décès fut suivi, en particulier dans la presse française, d'un grand nombre de nécrologies dont le contenu m'apprit comment souvent on fait l'histoire. Ainsi par exemple *le Phare de la Loire* contenait une assez longue nécrologie, dans laquelle l'auteur racontait qu'il avait fait ma connaissance à Livourne, lors d'un déjeuner. Nous étions ensuite allés

ensemble à Florence et à Rome et de là à Capri, l'île aux chèvres rendue célèbre par le séjour de Garibaldi, pour lui rendre visite. Dans ce récit, il n'y avait pas un seul mot de vrai. À l'époque, je n'avais encore jamais mis le pied sur le sol italien. Quelqu'un avait-il mystifié le narrateur en se faisant passer pour moi ? C'est possible. C'est ainsi par exemple que, dans les années 1890, je reçus un jour une liste d'étrangers envoyés à l'île de Borkum dans laquelle j'étais mentionné comme hôte d'un certain hôtel. Je n'ai jamais été là-bas.

Le 23 septembre, Engels m'écrivait à ce propos :

« Cher Bebel,

Nous avons eu à cause de toi une belle frayeur. Il y a huit jours hier, vendredi 15 courant, arrivèrent chez moi, à 10 heures du soir, deux membres de l'association : était-il vrai que tu étais mort, comme cela était écrit dans deux numéros déjà du *Citoyen* (avec nécrologie). Je déclarai que c'était hautement improbable, mais ne pouvais rien dire de précis. Comme il y avait chez moi un type ennuyeux qui ne voulait pas partir bien que je ne dise plus un seul mot, je ne pus filer chez Tussy Marx qu'après 11 heures, mais la trouvai encore debout. Elle avait la *Bataille*, également avec nécrologie – sans aucune indication de source pour la nouvelle, qui passait cependant pour incontestable. Donc consternation générale. Le plus grand malheur qui pouvait arriver au parti allemand, au moins très probable. Que les journaux anglais n'aient rien publié, en pleine euphorie sur l'Égypte, ce n'était que trop compréhensible. Et voilà que samedi soir mon *Sozialdemokrat* n'arrive pas non plus, ce qui se produit parfois. Heureusement je découvre dimanche matin que Tussy a reçu le sien, dont le contenu rend la nouvelle hautement improbable. Il était d'avance inutile d'examiner les journaux allemands dans les cafés, car ils sont renouvelés tous les jours. Et ainsi nous sommes restés dans une incertitude angoissante jusqu'à ce qu'enfin, lundi soir la *Justice* arrive, avec le démenti officiel.

Ç'a été exactement pareil pour Marx. Il était à Vevey au bord du lac de Genève et lut l'histoire dans le réactionnaire *Journal de Genève*, qui la rapportait évidemment comme certaine. Il m'écrivit le jour même, absolument consterné. Sa lettre arriva justement ce même lundi soir et je pus encore, par le courrier du matin, lui donner la bonne nouvelle que tout était inventé.

Non, mon gaillard, tu n'as pas le droit de passer si jeune l'arme à gauche. Tu as vingt ans de moins que moi et après que nous aurons encore mené bien des joyeux combats ensemble, tu as le devoir de rester au feu, même quand j'aurai fait ma dernière grimace. Et

comme les présumés morts sont ceux qui doivent vivre le plus longtemps, te voilà maintenant condamné, comme Marx, à vivre très longtemps. »

Je répondis :

« *Après avoir vu combien j'étais précieux à mes amis et à mes camarades d'idées, j'avais l'obligation d'être désormais plus que jamais vivant et de faire mon devoir. Entre-temps, j'ai conclu avec la Faucheuse un pacte pour quarante années de plus. Je pense que ce temps suffira non seulement pour vivre l'écroulement du vieux monde, mais aussi pour profiter un bon peu du nouveau.* » Trente-deux ans se sont écoulés depuis que j'ai écrit cela, mais les huit années qui restent encore sont les plus difficiles, il y a peu de chances que je les vive jusqu'au bout.

Au landtag saxon, 1881 à 1882

Le landtag ouvrit exceptionnellement cette année-là dès le 1er septembre, pour fêter le cinquantième anniversaire de la Constitution. Une fois le landtag constitué, les débats commencèrent par la délibération d'une adresse au roi, qui nous donna à Liebknecht et à moi l'occasion espérée de soumettre à une critique incisive le système gouvernemental dans son entier, y compris le petit état de siège sur Leipzig et les régions environnantes. J'avais à ce sujet reproché au gouvernement de s'être laissé pousser à cette mesure par le gouvernement prussien. Ce que nia M. von Nostiz-Wallwitz. Le gouvernement avait agi de son propre chef et continuerait à agir ainsi. On nous coupa la possibilité de répondre en adoptant une motion de clôture des débats, moyen qui dès lors fut régulièrement employé contre nous.

Nous nous résolûmes alors à une interpellation qui disait : Quelles raisons incitent le gouvernement royal à instaurer ce qu'on appelle le petit état de siège sur le territoire de la ville et du district administratif de Leipzig ? Le gouvernement éluda provisoirement sa réponse en prononçant en toute hâte le 6 septembre l'ajournement du landtag pour que, comme les *Nouvelles de Dresde* le rapportèrent, les députés socialistes ne puissent pas tenir de discours incendiaires avant les élections générales du Reichstag.

Telles étaient les « grandes idées » avec lesquelles on gouvernait en Saxe à cette époque, et ces idées, l'immense majorité de la Chambre les partageait avec le gouvernement.

Selon la loi toujours en vigueur, la Deuxième Chambre se compose de représentants des circonscriptions des villes et de la campagne, séparation entre ville et campagne nulle part aussi déplacée que dans la Saxe industriellement très développée. Mais pendant des décennies, cette distinction entre ville et campagne avait pour le gouvernement l'avantage de lui assurer une majorité conservatrice, au moyen d'un découpage électoral adéquat. À vrai dire, à notre égard, la Chambre était à quelques exceptions près une seule masse réactionnaire, toujours prête à rejeter aveuglément tout ce qui venait de nous, et à approuver tout ce qui allait contre nous. Étant donné sa composition sociale, il ne pouvait en être autrement. Les députés ruraux formaient une très importante fraction de la Chambre, et leurs vues politiques avaient du mal à dépasser les limites de leur circonscription, gens qui avaient les idées les plus ridicules de ce que voulaient les sociaux-démocrates. À eux s'ajoutaient quantité de maires de petites villes,

qui vivaient dans un milieu de philistins et pensaient en conséquence. Le reste des députés se composait de quantité de fonctionnaires du gouvernement, de quelques fabricants et d'une part assez grande d'hommes de loi. À quelques exceptions près, la Chambre était engluée dans un particularisme saxon des plus étroits, ce en quoi les députés dits progressistes ne se distinguaient guère des conservateurs. Siéger dans pareille Chambre ne fut à aucun moment un plaisir pour moi, seul le devoir envers le parti m'y retenait solidement, ainsi que la nécessité de dénoncer de temps en temps un système que je haïssais du fond du cœur.

Je crois que les ministres ont parfois regretté en secret d'avoir instauré le petit état de siège sur Leipzig, et de m'avoir ainsi décidé à accepter un mandat à ce landtag.

Pour compléter le tableau, je dois ajouter encore qu'on me donna deux fois congé de mon logement à Dresde, parce que, du propre aveu de mes propriétaires, la police les y avait contraints. Ce sort échut aussi à Vollmar lorsque, deux ans plus tard, il entra au landtag. Étroitesse d'esprit et hostilité de tous côtés.

Après la nouvelle réunion de la Chambre début novembre, notre interpellation vint en débat. C'est à moi qu'échut l'exposé des motifs, qui souleva une tempête d'indignation dans la Chambre et sur le banc des ministres et qui me valut plusieurs rappels à l'ordre. Lorsque j'exposai de nombreux cas de traitements brutaux et illégaux des expulsés par les services de police, la majorité se mit à rire, et je répondis dans un cri : « *Si de tels agissements ne font pas rougir cette Chambre de honte, je ne sais pas ce qu'il faudrait de plus.* »

C'est M. von Nostiz-Wallwitz qui me répondit, celui qui, comme je l'ai déjà dit, eut à cette occasion le triste courage de déclarer qu'il aurait pu, sans enfreindre la loi, faire annuler mon élection. Par ailleurs il lança l'affirmation saugrenue que, dans les délibérations de la social-démocratie de Leipzig, on avait discuté de quelles personnes on devrait éventuellement éliminer. C'était manifestement une allégation mensongère des espions de la police berlinoise à Leipzig, que le ministre acceptait comme digne de foi. Cette allégation était aussi digne de foi qu'une autre qui parut par la suite dans les journaux officieux pour justifier le petit état de siège sur Leipzig : au cours de la délibération sur le plan d'organisation (de Heinrich), il avait été envisagé l'éventualité d'une insurrection générale pour le cas où on suspendrait en Suisse le droit d'asile et autres libertés. Pouvait-on exiger du cher public plus de stupidité ?

L'adoption d'une motion pour clôturer les débats nous mit à nouveau dans l'impossibilité de répondre aux explications ministérielles. La Chambre était incapable de comprendre qu'elle reconnaissait par là la faiblesse du gouvernement et en même temps la sienne propre. En revanche,

le 17 novembre, on donna au ministre de l'Intérieur la réponse qu'il méritait pour ses explications sur mon éligibilité, et Otto Freytag participa à ce règlement de comptes.

Liebknecht, dont la circonscription était habitée en majorité par des mineurs, s'était donné pour tâche de faire adopter une réforme urgente de la caisse de secours des mineurs. Sa proposition suscita le 21 décembre un grand débat. La proposition fut transmise à une députation – au Parlement de Saxe les commissions étaient appelées députations – qui finalement proposa de transmettre notre proposition au gouvernement à titre de document. En revanche, elle présenta elle-même une proposition qui priait le gouvernement de présenter à la prochaine session du landtag des suggestions propres à réformer la caisse de secours pour des mineurs. Les deux propositions furent adoptées. Le landtag ne pouvait laisser subsister plus longtemps les défauts des caisses de secours que nous avions révélés.

Dans une séance, fin janvier 1882, je me plaignis vivement de la manière dont la justice était appliquée. Les procureurs, en matière de dépôt des plaintes, et les juges, en matière de détention préventive, procédaient de la manière la plus abusive. À Dresde, en l'espace de dix-huit mois, plus de quatre-vingt-dix camarades avaient été mis en détention préventive. La totalité des détentions préventives se chiffrait à six ans et cinq mois. Parmi les condamnés, seuls vingt-trois, un quart donc, avaient été condamnés, à un total de huit ans deux mois et seize jours de prison. Les juges, disais-je, avaient en tout déduit neuf mois seulement de détention provisoire lors du prononcé de la peine. Parmi les détenus provisoires relaxés ou acquittés, il y avait douze cas où la détention préventive subie par un innocent se chiffrait en moyenne à cinquante-deux jours par personne. Mais il y avait eu aussi des détentions provisoires de dix-huit, quatorze, douze et onze semaines. Il ne s'agissait que d'accusations légères, pour lesquelles dans cinq cas seulement la sanction aurait pu dépasser six semaines, mais en aucun cas n'aurait pu se monter à plus de trois mois. Il était manifeste que dans ces procès avaient joué les préjugés et les passions partisanes des juges. Un des accusés, de désespoir, s'était suicidé en prison en se pendant ; un autre, qui devait être acquitté après dix-huit semaines d'emprisonnement, avait été pris de délire de la persécution et s'était noyé dans l'Elbe. Dans le cas Sch[uster], déjà mentionné à propos de l'élection de Freiberg, le procureur avait déclaré qu'il ne voulait pas cacher qu'il n'aurait pas emprisonné Sch[uster] s'il n'avait pas été un social-démocrate. Dans tous ces procès, l'instigateur était le commissaire de police Paul.

Le 9 février, le ministre de la Justice, M. von Abeken, tenta de corriger mes accusations. Je fis une réponse circonstanciée. Puis le président déclara soudain que les débats étaient clos. M. von Abeken était, au contraire de son collègue le ministre de l'Intérieur, un petit homme maigre au visage

froid et fanatique. Je le dépeignais à mes camarades comme l'homologue du grand inquisiteur de l'Inquisition espagnole, Torquemada. À l'époque de ce dernier, il aurait été à sa place. Juriste extraordinairement sagace, dont on ne percevait qu'à un léger tremblement l'émotion intérieure qui émanait de ses discours prononcés sur un ton monocorde, d'une voix de bureaucrate, tranchante et sèche, il soutenait avec une constance extrême les actes de ses procureurs et juges. De ce fait, il avait une influence au plus haut point néfaste sur la justice de son pays, étant donné que, pour une part considérable des accusations portées contre nous, c'est le ministre de la Justice qui en était l'inspirateur.

Dans la séance mentionnée, Liebknecht aussi fit un long réquisitoire qui était farci de nombreux faits, qui lui valut plusieurs rappels à l'ordre. Je soutins Liebknecht, mais l'adoption d'une motion de clôture des débats m'empêcha d'intervenir à nouveau.

Un autre objet de nos attaques fut le budget de la police de la ville de Dresde, que le land de Saxe devait payer. On y avait alloué six cents marks de prime personnelle annuelle au commissaire de police Paul, pour marquer combien on appréciait son travail, une goutte d'eau sur une pierre brûlante, vu le mode de vie de Paul. Ce champion de la morale et de l'ordre public, du mariage, de la famille, de la religion et de la propriété, était l'homme au monde le plus dépourvu de scrupules. C'était un ivrogne, un homme criblé de dettes, qui passait ses nuits à courir les bordels tolérés de Dresde et était ouvert à toute corruption. Pratiquant la chasse aux socialistes comme un sport, il savait qu'aux yeux de ses supérieurs cela couvrait nombre de ses péchés mais, vers la fin de la loi contre les socialistes, il n'eut d'autre recours que le suicide, quand le parquet fut obligé de lui demander des comptes pour un crime qu'il avait commis.

En particulier aux dernières élections parlementaires à Dresde, Paul s'était même comporté comme un forcené. Le soir de l'élection, le 19 novembre, il entra, complètement saoul, dans le bureau de tabac de Max Kayser et dans le restaurant de Peters, et tomba à coups de canne sur les clients. Sur la place du marché, la police se livra sous sa direction à des actes de violence qui, lorsque le public protesta, entraînèrent des procès pour émeutes et de lourdes condamnations.

La séance où nous avons mis sur le tapis ces agissements fut la plus longue et une des plus houleuses au landtag.

Une autre affaire, qui finit aussi par occuper encore le Parlement, fut l'arbitraire avec lequel le gouvernement saxon faisait usage, à l'égard des condamnés politiques, du droit d'expulsion dont il disposait. Il alla si loin dans ce domaine qu'il voulait que même les peines de police servent à justifier les ordres d'expulsion. À l'époque, pas moins de trois députés saxons furent touchés par des expulsions sur la base d'une loi datant de 1834,

Kayser, Liebknecht et Vollmar. Nous proposâmes de présenter, au plus tard à la prochaine session du landtag, un projet de loi fixant des règles strictes au pouvoir d'expulsion dont disposaient les autorités policières, des règles excluant la simple appréciation personnelle et garantissant le plus possible la liberté personnelle et la liberté de résidence. Dans cette proposition, nous nous référions à une proposition semblable que la Chambre avait déjà adoptée dans les années 1870. C'est à moi qu'il revint de la justifier. Je mentionnai les cas d'expulsions de condamnés pour raisons politiques qui s'étaient produits dans la dernière période, parmi lesquels quatre étaient des ressortissants saxons, quatre de prétendus « étrangers », le ministre nous ayant désignés comme tels, Liebknecht et moi, à la dernière session du 5 septembre. Quiconque n'était pas né sur le sol sacré de la Saxe n'avait pas chez eux pleine valeur, ce qui n'empêchait pas que même les enfants du pays, de pleine valeur à ses yeux, étaient aussi l'objet de tracasseries et de brimades, dès lors qu'ils étaient des sociaux-démocrates. Puis je démontrai que les expulsions étaient en contradiction avec la loi sur la liberté de domicile et que le ministre lui-même avait autrefois avoué que les expulsions avaient besoin d'une autre base, d'une base légale. Dans sa réponse, le ministre déclara à nouveau que, si nous ne nous plaisions pas dans ce pays, nous n'avions qu'à faire l'usage le plus large possible de la liberté de domicile, remarque que la Chambre accueillit par des éclats de rire. Je lui fis la réponse qu'il méritait.

Nous avions demandé que notre proposition soit mise en délibération finale, ce qui était autorisé par le règlement de la Chambre. Celle-ci refusa la proposition et décida de la transmettre à la commission législative. Ce qui voulait dire : la proposition sera enterrée, car la clôture du landtag était imminente.

Cela m'amena à envoyer en date du 31 octobre 1882 une pétition au Reichstag, dans laquelle je soumettais les méthodes d'expulsion du gouvernement saxon à une critique rigoureuse et proposais que le Reichstag, par un rappel de l'alinéa 1 § 3 de la loi sur la liberté de domicile et sur la base des dispositions du Code pénal sur la notion de crime, délit et contravention, déclare que l'interprétation que le gouvernement royal saxon donnait à l'alinéa 2 du § 19 de la loi saxonne du 26 novembre 1834 était en contradiction avec les dispositions correspondantes de la loi de la liberté de résidence et du Code pénal, et contenait donc une atteinte aux lois du Reich en la matière ; deuxièmement, que les §§ 3 et 12 de la loi allemande sur la liberté de domicile annulaient l'alinéa 4 du § 17 de la loi saxonne. Le Reichstag devait éventuellement décider un changement de la loi sur la liberté de résidence, § 3, qui rendait impossible à l'avenir les expulsions telles qu'elles se produisaient en Saxe.

J'avais joint à ma pétition les comptes rendus sténographiques des discussions de la séance du 21 février, et j'avais fait distribuer les deux en tiré à part aux membres du Reichstag.

Du rapport imprimé détaillé que la commission de pétition du Reichstag avait fait à la séance plénière, il ressortait que le gouvernement saxon n'avait même pas trouvé dans la commission des pétitions une seule voix qui soutienne ses conceptions, bien que plusieurs députés saxons aient fait partie de cette commission, et entre autres mon successeur au mandat de député du landtag de Dresde, le maire Stübel. À *l'unanimité*, la commission ordonna en séance plénière de décider de transmettre la pétition au chancelier, avec la requête de prendre les mesures nécessaires, si besoin en proposant une loi du Reich sur ce sujet, pour mettre la loi saxonne du 26 novembre 1834 ainsi que son application en harmonie avec la loi du Reich sur la liberté de domicile du 1er novembre 1867.

Je pouvais être fier de ce succès.

Le premier procès pour haute trahison devant le tribunal du Reich du 10 au 21 octobre 1881

La loi contre les socialistes est responsable de l'anarchisme, déclara le 8 mai 1884 au Reichstag le député national-libéral baron von Stauffenberg, au cours de la délibération sur la prolongation de cette loi. Ce même raisonnement, mais encore plus détaillé et appuyé sur de nombreux faits, on le trouve en mai 1885 dans le rapport du procureur général sur les menées anarchistes en Suisse. Cela ne faisait que confirmer ce que nous avions par avance déclaré expressément au Reichstag.

L'anarchisme, avant qu'on décrète la loi contre les socialistes, était en Allemagne chose presque inconnue. Il y avait bien quelques partisans de ce courant, mais pas en nombre significatif. Le nombre de ses partisans ne devint plus grand, sans être important encore, que dès que la loi contre les socialistes fut instaurée et que Most, à partir de 1880, commença dans la *Liberté* à faire la propagande de l'anarchisme sous sa forme la plus violente. L'exaspération provoquée par cette loi fournissait un terrain propice, et cette exaspération grandit en raison des mesures brutales de nombreuses autorités policières qui semblaient calculées pour pousser les victimes à la violence. Sans la loi contre les socialistes, ils ne seraient jamais venus à l'anarchisme. C'est ce que plusieurs accusés ont eux-mêmes avoué dans le procès en discussion.

Mais les pouvoirs mis par la loi entre les mains de la police incitaient de nombreux fonctionnaires à jouer les sauveurs de l'État. Les fonds secrets importants qui étaient déjà à leur disposition, en particulier en Prusse, ne serait-ce que par les fonds reptiles, firent qu'assez vite ils considérèrent comme une affaire lucrative de fomenter des conspirations et de pousser des gens fanatisés à assouvir, par des tentatives d'attentats, leur haine contre les détenteurs du pouvoir. C'est un fait que, tous les attentats et tentatives d'attentat qui se produisirent entre 1881 et 1886 et plus tard encore, des agents de la police y avaient prêté la main et en étaient les instigateurs. Si l'on réussissait ensuite à découvrir à point nommé les conspirateurs et à les faire répondre de leurs actes devant la justice, la police se parait alors de l'auréole du sauveur de l'État et de la société, elle avait prouvé qu'elle était indispensable et même nécessaire, et il pleuvait des lauriers, des récompenses et des honneurs.

Le procès qui était dirigé contre le cordonnier Breuder de Francfort-sur-le-Main, contre l'écrivain Victor Dave de Londres, contre le batteur de métal Albert Lichtensteiger de Lechhausen-lès-Augsbourg, et onze autres accusés de Francfort-sur-le-Main, Darmstadt et Berlin, dans lequel les accusés avaient à répondre de préparation de crime de haute trahison, d'atteinte aux §§ 110, 112, 128, 129 et 130 du Code pénal allemand et au § 19 de la loi contre les socialistes, offre le modèle de tous les procès ultérieurs pour anarchisme et haute trahison.

Le préfet de police Rumpff de Francfort-sur-le-Main éprouva le besoin de se procurer un provocateur à gages, dont la tâche était d'entrer en relations avec les anarchistes de Francfort et des régions environnantes pour les livrer au parquet, mais aussi pour préparer un attentat contre Rumpff lui-même, afin que celui-ci apparaisse aux yeux de ses supérieurs comme un homme que, pour son zèle à sauver l'État, les anarchistes considéraient comme un persécuteur très dangereux. L'inspecteur de prison Weidemann qui, comme il le dit lui-même au cours du procès, se sentait l'obligé de Rumpff, lui recommanda comme individu adéquat le tailleur Horsch, qui se trouvait en détention pour détournement de fonds. Ce pauvre diable, qui avait une famille nombreuse, accepta d'entrer au service de Rumpff pour une indemnité de dix à vingt marks par semaine.

Tout d'abord Horsch devait chercher à établir qui avait fabriqué et diffusé un tract intitulé *La social-démocratie réactionnaire*, diffusé en octobre 1880 à Francfort, qui avait également été diffusé à Berlin et ailleurs. Pour gagner la confiance des anarchistes, avec l'argent de la police, il s'abonna à la *Liberté* de Most et la diffusa parmi les anarchistes. De même, en accord avec Rumpff, il poussa ses amis à entreprendre un attentat contre le préfet de police, que le cordonnier Breuder devait exécuter. Il devait, au cours d'une des promenades du préfet, lui lancer au visage un flacon d'acide. Horsch lui-même se procura cet acide et le transporta de Darmstadt à Francfort, en même temps que des tracts anarchistes interdits et des formes pour imprimer de tels écrits. De même, dans l'esprit des directives de Most, Horsch s'était appliqué à former des groupes de cinq personnes qui, séparément les unes des autres, devaient exécuter les plans.

Bien évidemment, les conspirateurs furent arrêtés à temps, en même temps qu'un certain nombre de leurs camarades, et transférés à Berlin, où déjà plusieurs des anarchistes étaient interrogés sous la direction du juge municipal Hollmann, célèbre depuis les procès de Hödel et Nobiling, qui semblait avoir une compétence toute particulière pour cette fonction. Pour obtenir les aveux souhaités, avec l'assentiment de Hollmann, on plaça dans les cellules des détenus d'autres prisonniers pour les espionner. Et, pour continuer à duper les accusés, Rumpff emprisonna aussi Horsch, afin que ses camarades continuent de croire qu'avec lui ils avaient affaire à un

homme sincère. Mais, lorsque le procureur du Reich apprit que Horsch était un agent de la police, il le mit en liberté. Un des espions affecté aux détenus déclara plus tard, lors d'une audition de témoins, qu'on l'avait six fois extrait de prison pour sortir des messages clandestins de détenus qui étaient à chaque fois portés au dossier. De même le commissaire de police, le comte Stillfried, lui avait fait espérer une récompense de mille marks s'il réussissait à faire condamner les accusés. D'autre part le juge d'instruction Hollmann lui avait fait espérer qu'il appuierait un recours en grâce, au cas où son activité dans ce procès le ferait condamner comme délateur. À l'audience, on prit aussi connaissance de deux lettres compromettantes de Rumpff à Hollmann. Dans l'une, Rumpff écrivait : « *Je ne crois pas qu'il soit conseillé d'entendre Horsch comme témoin, parce qu'alors sa trahison apparaîtrait clairement, ce qui pourrait être désastreux pour lui, et* pour moi pas souhait*able du tout.* »

« *Je pense laisser la décision à Votre Honneur, vu que ce qui est arrivé n'est arrivé que* dans l'intérêt de l'État *et pour combattre efficacement le socialisme, et que j'ai cru de mon devoir d'atteindre le but avec les moyens mis à ma disposition. Le résultat a justifié cette ambition.* »

Dans l'autre lettre à Hollmann, Rumpff écrivait : « *Dans l'intérêt public et dans celui de l'État, je pense absolument nécessaire que l'on ne révèle pas les moyens employés pour atteindre le résultat* », moyens qui le compromettaient gravement et dévoilaient le rôle de canaille qu'il avait joué.

Et l'un des avocats donna aussi une bonne leçon au juge d'instruction en disant, dans son plaidoyer de défense en faveur des accusés, qu'il n'y avait aucun doute que M. Hollmann, qu'il tenait pour un très bon juge d'instruction formé à la vieille école de l'Inquisition, *avait influé sur les aveux*.

Après neuf jours de débats, la majorité des accusés furent condamnés. Entre autres, Breuder écopa de deux ans et demi de pénitencier, Peschmann deux ans, Dave deux ans et demi, Kristupeit deux ans, Lichtensteiger un an et six mois, avec les peines secondaires usuelles.

À côté des Breuder et C^ie^, il aurait été juste que l'auteur principal des crimes, le tailleur Horsch, figure au banc des accusés, juste aussi qu'y figurent le préfet de police Rumpff et le juge d'instruction Hollmann, qui s'était rendu coupable d'actes incompatibles avec le Code pénal. Le procès eut un retentissement désastreux sur l'opinion publique. Les anarchistes jurèrent de se venger et ils tinrent parole.

Le 13 janvier 1885, à 8 heures du soir, le préfet de police Rumpff fut trouvé mourant dans le jardin de devant d'une maison. On lui avait transpercé le cœur de deux coups de couteau ou de poignard. Le meurtre fit grand bruit, les autorités effrayées proposèrent dix mille marks de récompense pour la découverte du meurtrier. Quelques jours après le meurtre, à

Hockenheim près de Mannheim, le cordonnier Julius Lieske de Zossen fut arrêté par un gendarme car soupçonné du forfait. Quand le gendarme voulut l'arrêter, Lieske tira sur lui sans le blesser. Après cinq mois de détention provisoire, la cour d'assises de Francfort condamna Lieske à quatre ans de pénitencier et dix ans de perte de droits civiques pour tentative d'homicide sur le gendarme, et le condamna à mort pour le meurtre de Rumpff, et la sentence de mort fut exécutée. La condamnation à mort ne reposait que sur des indices, car Lieske niait farouchement avoir commis ce forfait.

Caractéristique de l'état d'esprit de la bourgeoisie de Francfort après l'assassinat de Rumpff : lors de l'enterrement, elle évita démonstrativement de prendre part au cortège funèbre. Celui-ci se composait exclusivement de fonctionnaires.

Désaccords

Dans un parti, aussi homogène et aussi uni soit-il sur le plan des principes, il est inévitable qu'au cours du combat apparaissent des divergences d'idées et naissent des contradictions. Il n'est pas de parti qui n'ait fait ou ne fasse pareille expérience. Là-dessus, la social-démocratie ne fait pas exception.

Des partis qui sont au pouvoir, et qui ont à défendre leur position de pouvoir contre des attaques, sont plus homogènes que ceux qui luttent pour conquérir le pouvoir. Chez ces derniers, apparaissent facilement des divergences d'idées sur la tactique à observer, sur des questions telles que : de quelle manière et avec quels moyens doit-on combattre, jusqu'où peut-on ou doit-on faire des concessions à l'adversaire, quel effet telle une ou telle autre méthode de combat exercera-t-elle sur l'adversaire, et quel résultat produira l'une ou l'autre ? Mais, pour la méthode de combat, il n'y a pas de libre choix : elle dépend du mode de combat et de la puissance de l'adversaire, qui obligent l'assaillant à combattre, non comme il veut, mais comme il est obligé. Là-dessus naissent alors des divergences d'idées qui, en fonction du tempérament et du caractère des individus, de la diversité des conceptions sur la situation générale et sur le parti spécifique, conduisent à des frictions et des combats d'idées.

De tels combats d'idées, la social-démocratie en a connu tout au long de son existence, et ils dureront aussi longtemps que le parti vivra, et bien sûr, en fonction des circonstances, ils modifieront son caractère. Mais si l'on veut que de tels combats d'idées à l'intérieur d'un parti lui soient utiles, alors la première condition est de laisser librement s'exprimer les idées, ce qui conduira peut-être à trouver un compromis entre les conceptions opposées. Mais une telle possibilité de libre expression, qui pour un parti démocratique est l'air indispensable à la vie, manquait cruellement sous la loi contre les socialistes. Les congrès, qui ne pouvaient se tenir qu'à de longs intervalles et en surmontant de grandes difficultés, ne suffisaient pas à eux seuls ; et les conférences qui avaient lieu de temps en temps entre dirigeants n'étaient qu'un pis-aller. Quant à la franche confrontation des idées dans le journal du parti, elle était très difficile et très délicate, parce qu'alors on était forcé de montrer son jeu à l'adversaire. Cela explique que les divergences d'idées dans le parti prirent temporairement un caractère pénible et que des deux côtés on crut temporairement qu'une scission était inévitable.

Ces divergences transpirèrent à peine dans le public, mais il est hors de doute que, si on en était venu à des discussions publiques orageuses, l'immense majorité des camarades auraient rejeté toute tentative de susciter une scission.

J'ai dit à quel point déjà, parmi les dirigeants, la fondation du *Sozialdemokrat* n'avait pas suscité la sympathie générale. De même, une partie d'entre eux avaient en permanence soumis la position du journal à une critique déplaisante ; certains allèrent jusqu'à se montrer carrément hostiles au journal et ne remuaient pas le petit doigt pour le diffuser. Mais cela n'empêcha pas la masse des camarades de faire tout ce qui était en leur pouvoir pour le journal. L'insatisfaction vis-à-vis de la position du S*ozialdemokrat* s'accrut encore, chez les éléments dont j'ai parlé, lorsque Bernstein eut repris la rédaction et donna au journal une direction que non seulement Marx et Engels mais aussi la masse des camarades approuvèrent pleinement, ce qui se traduisit par une augmentation rapide du cercle de lecteurs. En juillet 1882, la direction du *Sozialdemokrat* pouvait déjà faire savoir que, malgré les coûts énormes que causait en particulier l'acheminement du journal en Allemagne, il couvrait ses frais. Cette nouvelle amena Engels à m'écrire que c'était un succès unique en son genre, qu'aucun parti persécuté n'avait jusqu'à présent été capable de présenter.

Le malaise suscité par l'attitude du *Sozialdemokrat* grandit également dans les milieux gouvernementaux. Dans les prétendues justifications pour prolonger à nouveau le petit état de siège sur Berlin et ses régions environnantes, sur Hambourg-Altona et ses environs, sur la ville et le district administratif de Leipzig, des citations du *Sozialdemokrat* jouaient un grand rôle, souvent déformées de manière tendancieuse. Mais, de l'avis de la rédaction du *Sozialdemokrat*, au lieu de repousser ce procédé avec la dernière énergie, les deux porte-parole de notre groupe[13] ne prenaient pas la défense du journal et cherchaient à le détacher du parti. Cela amena la rédaction à contester énergiquement cette attitude, ce qui suscita à nouveau des démentis des porte-parole. Par ailleurs, le *Sozialdemokrat* avait déclaré dans un article qu'on n'avait pas mené la discussion parlementaire comme la situation l'exigeait. Cet incident suscita une grande agitation parmi nous. En particulier, il fallait à mon avis désapprouver très sévèrement ce désaveu du *Sozialdemokrat* comme organe central du parti. C'est ainsi que notre groupe parlementaire se réunit, en la présence d'Auer et la mienne à titre consultatif, car tous deux nous ne faisions plus partie du groupe après notre échec à l'élection, et convint d'une déclaration qui recueillit l'unanimité. Elle affirmait qu'il n'y avait pas la moindre remise en cause du caractère officiel du *Sozialdemokrat*, et qu'on devait saisir la

13 Wilhelm Blos et Wilhelm Hasenclever.

première occasion pour déclarer que le groupe était totalement d'accord avec la position d'ensemble du journal.

Ces discussions se poursuivirent, du fait que dans un article du *Sozialdemokrat* le camarade Breuel, un expulsé de Hambourg vivant à Copenhague, blâmait la position du journal et adoptait pour l'essentiel le point de vue des députés attaqués. Cela déclencha alors des déclarations d'appui au *Sozialdemokrat* de la part de camarades d'un grand nombre de localités et de districts dans le pays et à l'étranger.

Parmi ceux qui n'étaient d'accord ni avec la position du journal ni non plus avec celle du groupe parlementaire, il y avait Karl Höchberg. Il avait été séduit par des propositions contenues dans les motivations du premier projet d'assurance accidents, telles que : il faut convaincre les travailleurs que l'État est une institution non seulement nécessaire mais aussi bienfaisante ; que l'État n'a pas été inventé uniquement pour protéger les classes possédantes de la société, mais qu'il faut le comprendre comme une institution servant aussi les intérêts et les besoins des travailleurs, et que, si la législation poursuit un but comme celui du projet de loi sur l'assurance accidents, on doit emprunter ce chemin, même si l'on doute que cela introduise un élément de socialisme. Dans des lettres à Auer et à moi-même, Höchberg cherchait à nous détourner de nos conceptions erronées. À ce propos j'écrivais à Auer depuis Dresde, le 4 janvier 1882 :

> « Cher Auer,
>
> À mon tour de te souhaiter une bonne année, même si c'est un peu tardivement. Ma famille était ici (à Dresde) jusqu'à lundi après-midi, et alors on ne fait que le strict nécessaire ; ensuite je suis parti et ne suis rentré chez moi que la nuit dernière. L'année 1882 ne sera pas pour nous très réjouissante mais, advienne que pourra, nous tiendrons le coup. Un beau jour, ce qui est en bas se retrouvera en haut, et alors nous prendrons notre revanche.
>
> Karl (Höchberg) m'a écrit à moi aussi une longue lettre dans le même ton, je lui ai répondu en détail et j'ai défendu résolument le *Sozialdemokrat*. Karl est tout simplement un philanthrope, il n'a jamais compris le mouvement et il est incapable de se représenter le caractère de classe de la société moderne. Il croit qu'avec la philanthropie on peut changer le monde et que la bonne volonté de quelques puissants suffit pour que tout soit fait. Il est compréhensible qu'avec cette vision des choses il accorde une importance extraordinaire aux expériences socialistes et qu'il prenne de simples promesses et rumeurs pour des actes.
>
> Je lui ai répondu que nous n'avons pas de raison de changer notre tactique tant que l'autre bord n'en change pas. Jusqu'à présent, de leur côté, on n'a pas dépassé les formules creuses et les tentatives

douteuses ; c'est seulement s'ils en finissent, eux, avec les formules toutes faites et en viennent sérieusement aux actes, que le moment viendrait pour nous aussi d'examiner sérieusement la chose. De leur côté, le mieux à faire ce serait bien sûr de faire sérieusement des réformes : on nous contraindrait alors à prendre position et on pourrait peut-être alors nous diviser, tout au moins nous nuire gravement si nous refusions réellement de reconnaître ce qui est bon, etc., etc.

Je ne crois pas que ma leçon serve à quoi que ce soit, toute sa nature répugne à une conception plus profonde. Comme très souvent déjà, il arrêtera la polémique quand il ne saura plus que répondre.

Cela m'agace passablement qu'il essaie toujours de revenir en arrière et d'édulcorer les choses chaque fois qu'il se sent un peu bien physiquement. St. à B. a sûrement été sollicité pour le seconder et il le fait en effet avec talent.

Bien entendu je suis d'avis moi aussi que nous tentions, si c'est possible, de nous réunir plus nombreux cette année. Non pour éviter une scission, car celle-ci finira tout de même par se produire si jamais les choses continuent ainsi. Pour moi, il n'y a aucun doute qu'une partie de nos dirigeants sont depuis déjà assez longtemps fatigués de combattre, que ces gens ont déjà été poussés contre leur gré plus loin qu'ils ne voulaient aller de par leur nature et leurs idées, et qu'aujourd'hui ils ne tiennent plus qu'en apparence à la cause, soit parce qu'ils ne voient pas clairement la différence de conception, soit parce qu'ils se disent qu'il est peu probable qu'ils puissent compter sur le soutien des masses et qu'alors ils vont perdre la position qu'ils avaient jusque-là.

Le point de divergence n'est pas de savoir si une révolution éclatera dans cinq ans. On peut se quereller là-dessus, mais ce n'est pas un motif de scission, en tout cas ce serait complètement absurde d'en en faire un. Le point de divergence est bien plus dans toute la conception du mouvement comme mouvement de classe, qui a et doit avoir le grand objectif de transformer le monde et, pour cette raison, ne peut faire aucun compromis avec la société dominante car, s'il en faisait, il périrait tout simplement, ou bien il se reconstituerait sous une nouvelle forme, débarrassé des dirigeants qu'il avait jusque-là.

En attendant, ceux qui recherchent des compromis et ceux qui ont besoin de repos ne trouveront parmi nous aucun partisan, pour la bonne raison que ni Bismarck ni aucun des partis ne peuvent présenter des propositions de réforme qui paraissent ne serait-ce qu'à demi-acceptables. Dans toutes ces matières on en restera à la simple tentative et, si quelque chose prend corps, ce sera d'une insuffisance telle que cela ne fera qu'éveiller le besoin d'un travail totalement

abouti, que les hommes actuellement au pouvoir sont incapables d'accomplir. La raison pour laquelle je souhaiterais une réunion plus nombreuse, c'est que l'on puisse une bonne fois discuter à fond et en toute liberté de l'état actuel des choses et de l'avenir probable, et qu'on soit capable de se faire comprendre de ceux avec lesquels on se sent en sympathie sur les idées de fond. Je crains seulement qu'à une telle réunion ne viennent pas ou se taisent ceux qui, sans vouloir se l'avouer, ont une autre conception. Mais ce n'est évidemment pas une raison pour renoncer à cette réunion.

Je pense qu'il est hors de doute que la loi en question sera prolongée, à moins qu'alors on ait aux commandes un chancelier qui se berce d'illusions – et je ne sais qui pourrait bien être cet homme plein d'illusions – ou qu'à l'occasion du changement de règne, dans la première ardeur, un sentiment de conciliation prenne le dessus, qui serait en contraste saisissant avec la raison d'État qui règne d'ordinaire. Ce sont des cas pratiquement inimaginables. La seule concession qui sera peut-être faite est l'abrogation de l'état de siège, tout le reste demeurera, à moins que l'on puisse instituer pour tout le Reich allemand un droit d'association et de réunion et une aggravation des lois pénales tels qu'ils rendent superflue la loi d'exception. Mais il serait peut-être difficile de trouver une majorité pour cela, car cela aggraverait la situation pour tous les autres partis, pas seulement pour nous, et il n'y a aucune raison de donner soi-même des verges pour se faire fouetter. À quelques individus près, tous les partis sans exception sont heureux que la loi contre nous perdure, tous envisagent avec une véritable crainte le moment où nous apparaîtrions librement sur la scène ; tous savent qu'alors le nombre de nos partisans grossirait inexorablement, car nous avons bien en vue une nouvelle détérioration de notre situation économique, et aucune amélioration, ou au mieux une amélioration seulement très passagère et en général à peine sensible.

Cela, tous les partis le sentent instinctivement, et c'est pourquoi ils sont tous animés d'une crainte mortelle de ce que nous deviendrions alors, et donc, en 1884, il se trouvera une majorité pour prolonger à nouveau la loi d'exception et gagner la reconnaissance silencieuse de l'opposition.

Notre attitude ne changera absolument rien à l'attitude de nos adversaires. Pour avoir une action tant soit peu positive, il faudrait que nous renoncions à tout et que nous reniions tout, que nous détruisions notre journal, châtrions nos discours aux Reichstag et landtag, bref il faudrait que nous nous abstenions de tout ce qui pourrait tant soit peu déplaire à nos adversaires. Et si nous faisions

tout cela, on en exigerait encore toujours plus et, finalement, on ne nous croirait tout de même pas, mais on expliquerait que tout cela n'est qu'hypocrisie, duperie calculée, et que désormais il faudrait être plus prudent que jamais. Nous serions alors totalement ridiculisés.

Le Kulturkampf devrait nous servir d'exemple et d'avertissement. Si, parmi ceux d'en haut, quelqu'un peut faire des concessions au gouvernement et lui apporter une aide tout à fait souhaitée, c'est l'Église catholique, et là, avec quelle prudence on y va, quelle méfiance on a l'un de l'autre, bien qu'en dernière instance chaque camp ait bien besoin de l'autre.

La seule chose que nous pouvons et devons faire, c'est de ne pas provoquer inutilement et de garder notre sang-froid, bien que, devant les tours de cochon qu'on nous joue constamment, ce soit sacrément difficile et qu'aucun d'entre nous ne puisse le garder en toutes circonstances. Chacun a besoin de donner de temps en temps libre cours à sa fureur et à son amertume, et il se passe alors bien des choses qui excitent les gens flegmatiques. Nous nous trouvons dans une situation où les fautes, ou une attitude qui est considérée comme une faute, sont inévitables et alors il ne reste en fin de compte plus d'autre choix que d'accepter l'inévitable, ou bien de quitter la partie.

Nous ne pouvons rien faire d'autre que de nous efforcer collectivement d'éviter autant que possible les fautes, nous ne pouvons pas les éviter toutes, si nous ne voulons pas nous châtrer nous-mêmes intellectuellement et moralement, et alors n'oublions pas que nos fautes sont les fautes de nos adversaires ; nous ne poussons pas, nous sommes poussés. Aussi, si nous ne voulons pas renier nos principes, notre tactique nous est donc tracée par nos ennemis bien davantage que nous ne pourrions nous-mêmes en tracer une.

Il est peu probable qu'il y ait une session de printemps, on ne peut donc pratiquement pas compter sur elle, comptons plutôt sur celle d'automne, où probablement on se réunira plus tôt.

Si vous, Gr[illenberger] et toi, exécutez ce qui a été convenu, je vous conseille la plus grande prudence dans les lettres, il est vraiment agaçant de voir combien une partie de nos gens sont peu capables de s'y retrouver dans la situation. Je peux mettre à votre disposition une assez grande partie de la note ci-jointe.

Mes salutations les meilleures à toi et aux tiens.

A. Bebel »

Lors de la session du Reichstag en cours à cette époque, notre groupe ne manquait pas de travail. Les gouvernements avaient à nouveau présenté un projet d'assurance accidents, qui était fondé sur des principes différents du précédent et répondait mieux aux souhaits des partis bourgeois. Sur ce

projet, Grillenberger et Kayser prirent la parole. Aucune proposition de notre groupe pour l'abrogation de toutes les lois d'exception ne vint plus en débat.

Un des principaux sujets en délibération était le projet de monopole du tabac, que le professeur Adolf Wagner et consorts cherchaient à présenter aux masses méfiantes comme le « patrimoine des déshérités ». Les excédents du monopole, prétendait-on, seraient utilisés pour financer l'assurance des travailleurs. Le projet était sensiblement différent. Certes, une petite partie de l'excédent, qui se montait en gros à 165,5 millions, devait être consacrée à l'assurance accidents, mais le Reich avalait la majeure partie pour les dépenses militaires et autres. Sur les quelque 100 000 travailleurs et travailleuses de l'industrie du tabac, on pensait pouvoir continuer à en employer 80 000, on voulait en dédommager environ 8 000, les 12 000 restants devaient repartir les mains vides. Et les salaires alors ? 80 000 devaient recevoir en moyenne un salaire annuel de famine de 577 marks. On comptait sur une main-d'œuvre majoritairement féminine. L'orateur principal de la fraction était Vollmar qui, dans un excellent discours, démolit le projet avec lequel on voulait nous rouler politiquement dans la farine. Dans la délibération ultérieure, Hasenclever fit lui aussi une bonne intervention contre le projet. Les libéraux voulurent faire une place à Vollmar dans la commission, notre opposition venant fort à propos pour eux. Notre groupe refusa, il voulait enterrer le projet sans délibération en commission. Il atterrit finalement dans la corbeille à papiers.

Dans les numéros 34 et 35 du *Sozialdemokrat* parurent, sans mention d'auteur, deux articles ayant pour titre : *Abrogation de la loi contre les socialistes,* dans lesquels l'auteur discutait s'il était plus utile pour le parti que la loi soit abrogée ou qu'elle soit remplacée par une aggravation générale des lois. L'auteur se prononçait pour le maintien de la loi en disant que c'était la situation la plus souhaitable pour le parti, parce qu'elle poussait le parti au combat décisif. Il se référait pour cela à un passage d'une brochure de Liebknecht, *La position politique de la social-démocratie*, qui disait : « *Le socialisme n'est plus une question de théorie mais simplement une question de rapport de force, qui ne peut être résolue dans un Parlement, mais uniquement dans la rue, sur le champ de bataille.* »

L'auteur continuait : « *Il faut se décider quant au plan de guerre… Tous devraient être pénétrés de la conviction qu'aucun accord, aucun traité de paix ne peut trancher le combat, mais que l'épée seule décide. Jouer franc jeu c'est être fort. Laissons toute dissimulation, maquillage, mensonge et hypocrisie comme indignes de nous… Disons ouvertement et inflexiblement à nos ennemis : oui, nous sommes « dangereux pour l'État », car nous voulons vous anéantir, oui, nous sommes des ennemis de votre propriété, de votre mariage, de votre religion et de tout votre ordre social. Oui, nous sommes*

des révolutionnaires et des communistes ! Oui, nous répondrons à la force par la force. Oui, nous croyons fermement à une révolution et une libération prochaines, nous les espérons, et nous nous y préparons de notre mieux, par une organisation et une propagande clandestines et par tout ce que vos lois interdisent et qui nous semble bon. »

Les deux articles, dont on sut par la suite que Vollmar était l'auteur, firent grand bruit, les uns les louaient, les autres les désapprouvaient, d'autres encore les lisaient en hochant la tête. J'étais de ces derniers. Dans la lettre citée en partie plus haut, qu'il m'avait adressée à cause de la nouvelle de ma mort, Engels écrivait : « *D'après quelques articles qu'il a écrits dans le* Sozialdemokrat *(sur une éventuelle abrogation de la loi contre les socialistes), Vollmar semble s'en être bien tiré. Cela me ferait plaisir si cela se confirmait par ailleurs, nous pouvons faire sacrément bon usage de gens doués.* »

C'était aussi mon avis, mais en même temps je ne pouvais pas me déclarer d'accord avec les deux articles, j'écrivis donc à Engels :

« Borsdorf près de Leipzig, le 1er octobre 1882

Cher Engels,

J'ai bien reçu ta lettre écrite il y a deux mois – que j'ai laissée pour l'instant à Leipzig et n'ai donc pas sous la main – tout comme ta lettre du 23 du mois précédent. C'est pour moi très flatteur que la nouvelle de ma mort prétendue ait suscité chez vous, et en général dans le milieu des camarades, autant de consternation et de compassion. J'ai vu là combien je suis cher aux amis et aux camarades d'idées, et cela m'impose désormais le devoir de vivre et de remplir plus que jamais mes obligations. Entre-temps j'ai conclu un pacte de quarante années supplémentaires avec la Faucheuse ; je pense que ce temps suffira, non seulement pour vivre l'effondrement du vieux monde, mais aussi profiter encore un bon bout de temps du monde nouveau.

Qui a répandu la nouvelle que j'avais cassé ma pipe, jusqu'à présent je n'ai pas pu encore le dénicher ; je ne sais même pas où la nouvelle a d'abord fait surface. J'ai seulement constaté, à partir de différentes lettres que ma femme a reçues à Leipzig pendant ma maladie, que l'on a annoncé un peu partout dans la presse que j'étais tombé gravement malade. Qu'en plus je serais mort, cela je l'ai appris juste après m'être installé ici, précisément à la suite d'un télégramme envoyé à ma femme par des camarades parisiens, dans lequel ils lui présentaient leurs condoléances pour ma mort.

Ma pauvre femme ne fut pas peu effrayée par ce télégramme, elle crut tout d'abord qu'à Paris l'on en savait sur moi plus qu'elle, à qui on avait peut-être caché la nouvelle pour la ménager.

Bref, cette nouvelle est inventée, et bien sûr ça nous convient à tous. À présent je me suis installé ici à Borsdorf, tout comme Liebknecht, à quelques heures de Leipzig. Un village misérable comptant quelques centaines d'habitants et situé dans une plaine, plate comme une assiette. Il a seulement l'avantage d'être à l'intersection des lignes Leipzig-Riesa-Dresde et Leipzig-Döbeln-Dresde et d'avoir de ce fait de très bonnes liaisons avec Dresde, si bien que nos familles peuvent facilement venir ici et s'en retourner. Liebknecht et moi logeons dans une maison et chacun a assez d'espace, si bien que la famille aussi peut passer une nuit ici.

J'espère aussi pouvoir être désormais plus ponctuel dans ma correspondance et plus assidu en matière d'écriture. Je n'ai dans ces deux domaines presque rien pu faire depuis bien longtemps.

À ce que j'entends dire, tu croyais au début que les deux articles sur la loi contre les socialistes dans le *Sozialdmokrat* étaient de moi. Comme tu l'as appris depuis, ce n'est pas le cas. Ces articles sont bien écrits, corrects au niveau des principes, mais tactiquement *faux*. Si nous tenons *le* langage que Vollmar recommande, alors dans quatre semaines nous serons tous au trou en vertu des §§ 80, 81, 128,129, etc. de notre Code pénal et nous en prendrons pour cinq à dix ans ; et si le journal voulait écrire dans le même style, la même chose arriverait à quiconque serait pincé à diffuser le journal.

Ce langage est tout simplement impossible, aussi juste soit-il au niveau des principes ; mais, avec ce langage, nous allons à notre perte, c'est pourquoi nous n'avons pas le droit de l'employer.

Ce langage de Vollmar m'est d'autant plus difficilement compréhensible que Vollmar lui-même, appréciant parfaitement notre situation, quitte régulièrement l'Allemagne, dès qu'une session du Reichstag approche de sa fin et, dans l'intervalle, fait en sorte de ne pas se laisser prendre sur le sol allemand. La raison en est son activité passée au *Sozialdemokrat*, que la police connaît très exactement… Vollmar craint, et à mon avis avec raison, d'être aussitôt arrêté et mis en accusation, dès qu'on pourra mettre la main sur lui en dehors de la session du Reichstag. Et maintenant il nous conseille, à nous qui sommes au beau milieu de la meute des loups, une tactique qui nous perdrait irrémédiablement. Vous, à l'étranger, vous ne pouvez vraiment pas vous mettre à notre place et ne savez pas combien il nous faut louvoyer pour ne pas être arrêtés en vertu d'un quelconque paragraphe du Code pénal que l'on tient prêt pour nous depuis longtemps. Il ne fait pour moi aucun doute que l'on tentera un de ces jours d'appliquer contre nous les §§ 128 et 129 sur l'organisation clandestine et illégale, et si on peut nous attraper, nous allons

droit au trou pour quelques années. Et là V[ollmar] nous conseille de venir sur la place du marché et de nous dénoncer nous-mêmes ?

Je vais écrire dans ce sens contre les articles. Je ne suis pas non plus d'avis que la suppression de la loi d'exception et le renforcement des lois générales soit un mal pour nous et aboutisse à fusionner notre parti avec les partis bourgeois d'opposition.

Si, à la très forte insatisfaction actuelle des couches bourgeoises, vis-à-vis de notre situation économique, venait en plus s'ajouter une opposition politique, cela nous ferait le plus grand bien ; car la conjugaison des deux accélérerait la catastrophe, et si celle-ci se produit, alors les héros bourgeois de la phrase disparaîtront de la scène et notre influence et notre direction seront déterminantes.

Liebknecht et moi sommes enchantés de voir que tu penses si sérieusement à collaborer au *Sozialdemokrat* ; en particulier nous sommes aussi tout à fait pour des articles de toi sur le socialisme bismarckien et sur les mots d'ordre lassalliens. Les partisans les plus zélés de Lassalle dans le parti en sont aujourd'hui à tolérer une critique de Lassalle, simplement elle ne doit pas être faite d'une façon hostile, et cela, tu sauras bien l'éviter tout seul. Donc vas-y gaiement ! Plus il y en a, mieux c'est. Vu que Liebknecht commence sa détention au milieu de ce mois, on souhaite doublement tes articles car, avec la réglementation actuelle des prisons, la collaboration clandestine est bien plus difficile – de collaboration ouverte, évidemment, il n'a *jamais* pu y en avoir. Comme Liebknecht a deux peines différentes qui pourraient encore être réduites par une sentence additionnelle, laquelle ne peut intervenir qu'après pourvoi en cassation à la Cour suprême du Reich, qu'il m'a aussitôt remis, alors il est en mesure de quitter la prison à l'ouverture du Reichstag.

J'ai l'intention de commencer ma détention le 1er novembre… Si par le pourvoi en cassation je n'arrive à rien déduire de mes trois condamnations à un total de cinq mois, et on peut difficilement compter dessus étant donné que la Cour suprême du Reich est terriblement réactionnaire et que sa compétence est très limitée dans une direction précise, alors la sentence additionnelle réduira j'espère à quatre les cinq mois, et à la mi-mars j'aurai fini mon pensum.

Je te suis reconnaissant de m'avoir recommandé les livres ; je vais essayer de me les procurer d'une manière ou d'une autre.

Si tu écris à Marx, salue-le de ma part ; je te prie aussi de saluer Tussy.

Si tu m'écris à nouveau, continue d'utiliser l'adresse connue. Liebknecht te donne le bonjour.

Nous te procurerons les projets de lois sociales de Bismarck dont tu as besoin pour tes travaux. Ce type opère avec une énorme maladresse ; des faux pas du genre de ceux qu'a faits le *Correspondant provincial* ne devraient pas se produire. De même le fait qu'il a renoncé à l'ancien plan de banque d'assurance accidents du Reich – la seule idée sensée qu'il a eue jusqu'ici – parce qu'il s'est laissé embobiner par Schäffle, il faut que tu lui jettes ça comme il faut à la figure.

J'ai lu récemment la brochure de Schäffle *Les caisses de secours coopératives obligatoires* (Tübingen 1882, édition H. Lauppscher). Elle vise à faire de la propagande pour le dernier projet de loi et pour la « réforme sociale » de Bismarck, et préconise une organisation qui crée une pagaille infinie. Il n'y a pas de mal à ce que tu étrilles un peu M. Schäffle.

Salutations et poignée de main.
A. Bebel »

Ma réponse aux articles de Vollmar parut dans le numéro 42 du *Sozialdemokrat* du 22 octobre [1882] sous le titre : *Abrogation de la loi contre les socialistes ?* Dans cet article je m'opposais résolument aux fausses conclusions sur lesquelles, à mon avis, étaient fondés les articles de Vollmar et je rejetais comme impossible la tactique qu'il préconisait, parce qu'elle menait le parti à sa perte. Dans la presse adverse, qui à cette époque suivait attentivement ce qu'il y avait dans le *Sozialdemokrat*, cette polémique éveilla un grand intérêt. Comme tant et tant de fois déjà auparavant, ils voyaient à nouveau le parti scissionner – car on croit volontiers ce qu'on souhaite – et ils informaient leurs lecteurs dans ce sens. Il était aussi dans la nature des choses qu'avec mes articles je donne satisfaction aux éléments droitiers du parti, bien qu'il n'y eût aucune raison sérieuse à cela. Engels pensait à nouveau que j'avais pris trop au sérieux l'article de Vollmar et il fit, contrairement à son habitude, toutes sortes d'allusions sibyllines selon lesquelles nous nous débarrasserions de la loi plus vite que nous le croyions nous-mêmes.

À cela je lui répondis le 14 novembre par une lettre sortie clandestinement de la prison :

« Cher Engels,

J'ai reçu ta lettre juste à temps… Comme j'ai l'occasion de te faire passer quelques lignes en contrebande, je vais répondre à ta dernière lettre aussi bien que je peux, car je ne l'ai évidemment pas entre les mains.

Ai-je pris trop au sérieux l'article de Vollmar, on y reviendra. Le *Soziademokrat* a maintenant chez les nôtres l'influence la plus déterminante, parce qu'ils ne reçoivent absolument rien d'autre à lire et n'écoutent rien d'autre non plus. Si une opinion comme celle

de Vollmar n'est pas contredite, elle sera admise comme universellement valable et le résultat est que les nôtres réclameront *des actes en conséquence*. Il faut donc, maintenant plus que jamais auparavant, éviter de diffuser des idées auxquelles il n'est pas possible de donner suite. Ce sont, pour résumer, les raisons pour lesquelles j'ai pris la chose au sérieux. Il ne m'était agréable à cette occasion ni de récolter les louanges de Viereck, ni que Viereck eût des raisons de m'en faire ; dans son ardeur à en tirer profit pour lui, il n'a pas compris ou a voulu mal comprendre, tout comme l'ont aussi voulu les journaux officieux qui, de manière ridicule, annonçaient une scission et faisaient cela le plus bêtement du monde. Quand il est en Suisse, Vollmar oublie trop facilement comment c'est chez nous ; quand il est en Allemagne, il est beaucoup plus sensé, ce qu'a démontré son discours sur le monopole.

J'aurais aimé que tu t'expliques de manière moins sibylline comment nous pourrions bien nous débarrasser de la loi, et peut-être de façon tout à fait inattendue. Pour moi, il ne peut y avoir que deux façons de se représenter la chose et je veux essayer de voir si je devine ton idée.

Ou bien il nous tombe bientôt dessus une fois de plus une crise économique et industrielle partie de l'Amérique du Nord, et ses répercussions disloquent l'Europe, ou bien une guerre européenne éclate, dont une des conséquences sera alors sans aucun doute la révolution européenne. De troisième hypothèse, je suis incapable d'en trouver une.

La guerre européenne me semble invraisemblable, du moins dans un proche avenir, parce que, j'en suis fermement convaincu, tous les cabinets européens connaissent et craignent justement les conséquences d'une grande guerre et ils les redoutent. Ce n'est pas pour rien qu'on cherche à étouffer la question égyptienne, en partant de la certitude que la puissance de l'Angleterre en serait puissamment renforcée. Bismarck aussi cherche manifestement à éviter tout ce qui pourrait susciter des conflits extérieurs, il sait trop bien que l'Allemagne, pour des raisons intérieures et extérieures, a moins que tout autre pays besoin d'une guerre. Il n'y a rien à conquérir, elle ne peut donc que perdre, et la situation à l'intérieur est telle que, même en faisant totalement abstraction de l'exaspération de la classe ouvrière, à la suite d'une déclaration de guerre les trois quarts de nos bourgeois seraient obligés de se déclarer en faillite, ce qui voudrait dire la fin du système. À part la Russie, à qui l'envie n'en manque pas, je ne vois aucun État qui souhaite maintenant des embrouilles

en Europe. Mais la Russie ne peut pas en tirer profit à cause de sa faiblesse interne.

Je ne crois donc pas une guerre européenne vraisemblable pour bientôt, ce qui ne veut pas dire que les causes manquent. Il y a partout quantité d'explosifs et le hasard peut entraîner une explosion. Mais le hasard n'est tout de même pas un facteur sur lequel on compte.

L'alternative pour un grand krach : la crise américaine, sur laquelle j'ai depuis longtemps attiré l'attention des nôtres, me paraît en revanche très proche. Ma vie de vagabond ces dernières années m'a empêché de suivre le développement plus en détail, mais le bilan que la balance commerciale de l'Amérique du Nord fournit ces derniers mois me semble présager un effondrement prochain, et alors bonsoir l'industrie exportatrice européenne ! C'est en particulier pour l'Angleterre que sonnerait alors l'heure de la révolution.

Le tout petit essor, si on peut l'appeler ainsi, que nous avons constaté en Allemagne dans la dernière année et demie, est exclusivement dû à la hausse des exportations. Si elle connaît un creux, alors nous aurons un krach pire que celui de 1874 ; car celui-là, nous ne nous en sommes pas encore remis. Notre sidérurgie se remet déjà à fluctuer de façon inquiétante ; car les cotations, telles que les bulletins de la Bourse les fournissent, sont du baratin et on vend à des prix beaucoup trop bas. Comme c'était prévisible, le pacte de cartel des sidérurgistes s'est rompu depuis longtemps et la surproduction à nouveau va bon train. Dans le textile, ça semble aller seulement un peu mieux ; ici aussi l'exportation est capitale ; si elle recule aussi, alors les deux industries majeures sont paralysées ; et la paralysie s'étend. Bref, il est bien plus plausible que ce soit la crise américaine, plutôt que la guerre européenne, qui sonne l'alarme pour la révolution européenne.

J'aimerais entendre à l'occasion ton avis et celui de Marx sur mes réflexions. J'espère pouvoir interrompre ma détention pour Noël.

Si tu m'écris, ne mentionne pas la date de cette lettre, cela pourrait causer des ennuis à d'autres personnes.

Je suis très heureux que Marx aille à nouveau bien. Je lui retourne ses salutations ainsi qu'à Tussy. Dans sa postface à la publication des *Lettres et essais* de Rodbertus, R. Meyer écrit : « *Il serait possible que Marx vive encore l'époque où on tentera de faire l'expérience de son système.* » Bien que manifestement il n'écrive cela que pour embêter Bismarck, il se peut qu'il ait malgré tout raison, ce serait magnifique.

Avez-vous lu les livres de Meyer ? Je m'y suis attaqué en prison. Meyer fait grand éloge de vous deux et se sent visiblement très flatté du bon accueil que vous lui avez réservé ; certes, vous devez partager

cette gloire avec cinq cardinaux qui lui ont fait le même honneur. Étant donné que Marx a souvent déjà été présenté par ses bons amis, je veux dire ses ennemis, comme le pape du socialisme, il peut tolérer cette compagnie.

Rodbertus, je n'ai appris à bien le connaître qu'à partir de ces *Lettres et essais*. Il est en tout cas bien au-dessus de la moyenne de nos prétendus économistes. L'homme possède idées et esprit critique mais, en tant que socialiste conservateur, il se met en très forte contradiction avec lui-même.

Bien sûr, lui aussi voulait « réfuter » *Le Capital* de Marx ; mais il ne semble pas que l'on publie ses textes inédits, ce qui, concernant le dernier point, serait le plus profitable pour lui-même.

A. Bebel »

La conférence d'août à Zurich

Pendant que se déroulaient les discussions en question, dans les cercles dirigeants du parti on s'était en général convaincu qu'il était absolument nécessaire de se réunir pour un débat de fond, comme je le préconisais déjà dans ma lettre à Auer du 4 janvier. On annonça publiquement la conférence dans le numéro 35 du *Sozialdemokrat*, pour donner aux camarades la certitude rassurante que nous soumettrions les questions en litige à une discussion de fond. Participaient à cette conférence : notre groupe parlementaire, la rédaction et la direction du *Sozialdemokrat*, Auer et moi. On fixa la durée de la discussion à trois jours, du 19 au 21 août, et comme ordre du jour : tactique, organisation, règles pour les tracts, position et contenu du journal du parti, attitude à l'égard de la presse allemande. Par là, on entendait la position à prendre vis-à-vis des journaux sans couleur politique que les camarades éditaient dans certaines localités, journaux qui petit à petit se mêlaient des affaires du parti et constituaient un frein, et auxquels des députés du Reichstag collaboraient. En outre il y avait à l'ordre du jour : constitution d'archives du parti, situation financière, convocation d'un congrès pour le printemps 1883, propositions et réclamations.

C'était un ordre du jour très vaste, qui ne laissait de côté aucune question concernant le parti. S'il avait subsisté un doute sur la nécessité d'une conférence, les discussions l'auraient ôté. Étant donné qu'il était hors de question de les publier, il régnait à cette conférence une franchise et une liberté d'esprit rafraîchissantes. On se disait toute la vérité les uns aux autres, et les uns et les autres déchargeaient maintenant ce qu'ils avaient sur le cœur depuis des années. Les discussions occupèrent la totalité des trois jours fixés. L'effet était celui d'un orage purifiant l'air. Malentendus et erreurs furent éclaircis et bien des différends personnels furent dissipés après franche discussion.

L'effet de la conférence se fit aussi particulièrement sentir à la session suivante du Reichstag, où les orateurs de notre groupe menèrent le combat de manière plus résolue et avec plus de cohésion qu'auparavant.

Les résolutions les plus importantes de la conférence étaient : qu'on devait tenir à nouveau un congrès à l'étranger au printemps prochain, pour lequel il y avait des propositions d'un certain nombre de groupes locaux du parti, et qu'on devait envisager la fondation des archives du parti à Zurich. Lorsqu'en 1884 Schlüter déménagea à Zurich, il se chargea de les organiser et de les diriger.

L'année 1882 vit aussi s'améliorer la situation dans nos entreprises zurichoises. Nous devînmes propriétaires de la société dans laquelle on imprimait le *Sozialdemokrat* et les brochures du parti, dont la raison sociale était Librairie suisse associative et populaire et qui jusqu'ici avait été aux mains d'un camarade suisse. En effet, le camarade C. Conzett, qui déménagea de Chur à Zurich, en prit la direction, sous la raison sociale C. Conzett, imprimerie coopérative et librairie populaire suisse. Nous réunîmes le capital social de l'entreprise grâce à des bons d'emprunt sans intérêt à 5 francs, qu'Auer, Dietz, Grillenberger, Liebknecht et moi avions appelé à souscrire dans le *Sozialdemokrat*.

Période de repos

Début novembre, je regagnai une fois de plus la prison, cette foi-ci à Leipzig, pour purger les peines de prison prononcées contre moi. Liebknecht et Hasenclever venaient de s'y installer avant moi dans le même but, cependant nous ne fûmes pas en contact les uns avec les autres. Vu que, dans un procès pénal contre moi, un pourvoi en cassation était encore en suspens devant la Cour suprême du Reich et qu'un jugement complémentaire sur les condamnations passées ne pouvait être rendu qu'une fois le pourvoi en cassation terminé, j'avais espéré que je pourrais interrompre ma détention pour Noël. C'était une fois de plus une illusion. Dans le jugement complémentaire qui fut enfin rendu, on réduisit à quatre les cinq mois dont j'avais écopé. J'avais donc l'assurance d'être libéré de prison début mars.

Un avantage de la prison de Leipzig était que chaque semaine ma femme pouvait me rendre visite, en présence d'un fonctionnaire. Un jour que je parlais avec elle de mon procès à Dresde pour des tracts, le fonctionnaire alla à un tiroir, en sortit un paquet de tracts et les posa devant moi. À ma surprise, c'était des exemplaires de mon tract confisqué à Dresde en octobre 1881 et qui, d'après le jugement du tribunal, auraient dû périr sur le bûcher. Quand je lui demandai, stupéfait, comment ces tracts étaient arrivés par erreur à Leipzig, on me répondit qu'ils avaient circulé dans tout le pays. Il semblait donc que même les fonctionnaires les avaient trouvés particulièrement à leur goût, car les camarades ne les avaient pas diffusés.

Ce ne fut pas la seule fois où l'une de mes productions intellectuelles eut l'honneur d'une diffusion aussi singulière. À Dresde, on avait confisqué une caisse avec deux cents exemplaires du livre *La femme et le socialisme*. Le tribunal prononça la destruction des deux cents exemplaires, ils devaient donc subir le supplice de la fournaise ardente. Mais, comme je l'appris par la suite de source très sûre, seuls quelques exemplaires périrent par le feu, tous les autres passèrent aux mains des fonctionnaires du tribunal. L'éditeur perdit l'argent des deux cents exemplaires confisqués, mais l'auteur eut la satisfaction de voir son ouvrage dans des mains où il aurait bien eu du mal à parvenir s'il n'avait pas été confisqué. Ainsi chaque chose en ce monde a son mauvais et son bon côté.

Pendant que j'étais en détention, on eut connaissance des motifs du gouvernement saxon pour prolonger à nouveau le petit état de siège sur Leipzig et les régions environnantes. La principale raison donnée était que nous deux, Liebknecht et moi, nous nous étions installés à Borsdorf, juste

à la frontière des régions en état de siège. Et, pour bien rendre visible le danger de cette situation pour la région concernée, on avait même installé à Borsdorf un poste de gendarmerie. Un certain nombre d'expulsés berlinois qui, venant de Berlin, nous rendirent un jour visite à Borsdorf à partir de Leipzig, subirent à leur retour à Leipzig une fouille corporelle. Tout ça évidemment était bien ridicule, mais chez nous ça s'appelle « gouverner ».

Le 22 décembre, Engels m'envoya une réponse à ma lettre du 14 novembre, dans laquelle il écrivait entre autres :

« Cher Bebel,

J'espère que tu pourras sortir après-demain pour 24 heures et que tu auras sans difficultés ces lignes en main.

Le passage de ma dernière lettre qui te semble sibyllin veut seulement dire que j'attends une abrogation de la loi contre les socialistes d'événements qui, ou bien sont en eux-mêmes de nature révolutionnaire (un nouvel attentat ou la convocation d'une assemblée nationale en Russie par exemple, dont on verrait aussitôt la répercussion sur l'Allemagne), ou tout au moins lancent le mouvement et préparent la révolution (changement de règne à Berlin, mort ou départ de Bismarck), avec dans les deux cas presque inévitablement une « nouvelle ère ».

La crise en Amérique, comme celle d'ici et comme la pression pas encore renforcée partout sur l'industrie allemande, ne me semble pas une véritable crise, mais plutôt un contrecoup de la surproduction de la crise précédente. La dernière fois, le krach en Allemagne vint en avance du fait du vertige provoqué par les milliards ; ici et en Amérique, il arriva en temps normal, en 1877. Jamais cependant les forces productives ne se sont en période de prospérité accrues comme de 1871 à 1877, d'où, comme de 1837 à 1842, une pression chronique, ici et en Allemagne, sur les principales branches de l'industrie, en particulier le coton et la sidérurgie ; les marchés ne peuvent toujours pas absorber tous les produits. Comme l'industrie américaine continue essentiellement à travailler pour le marché intérieur protégé, étant donné l'accroissement rapide de la production il peut y avoir là-bas une crise intermédiaire locale. Mais en fin de compte elle ne sert qu'à raccourcir le temps pendant lequel l'Amérique deviendra capable d'exporter et apparaîtra comme un concurrent très dangereux de l'Angleterre. C'est pourquoi je ne crois pas – et Marx est du même avis – que la véritable crise devancera beaucoup son échéance normale.

Je pense qu'une guerre en Europe serait un malheur, cette fois-ci elle deviendrait effroyablement grave, enflammerait partout le chauvinisme pour des années, puisque chaque peuple lutterait pour son

existence. En Russie, tout le travail des révolutionnaires, qui sont à la veille de la victoire, serait inutile, anéanti ; notre parti en Allemagne serait momentanément submergé par le flot du chauvinisme et dynamité, et ce serait la même chose en France. La seule bonne chose qui pourrait en sortir, l'instauration d'une petite Pologne, peut également se faire par la révolution, et tout naturellement ; une Constitution russe résultant d'une guerre perdue aurait une tout autre signification, plutôt conservatrice, que si elle était imposée par la révolution. Une telle guerre, je crois, repousserait la révolution de dix ans, ensuite elle serait sans doute d'autant plus radicale. D'ailleurs une guerre est de nouveau en vue. Avec son alliance avec l'Autriche, Bismarck vient à nouveau de le démontrer, comme il l'avait fait avec la coalition avec l'Allemagne du Sud en 1867, lors de l'affaire du Luxembourg. Est-ce qu'il en sortira quelque chose au printemps, attendons.

Tes informations sur l'état de l'industrie allemande étaient très intéressantes pour nous, surtout la confirmation expresse que l'entente de cartel des producteurs d'acier a explosé. Ça ne pouvait pas durer, et surtout pas chez les industriels allemands, qui ne peuvent vivre sans filouter avec la dernière mesquinerie.

Jusqu'à présent nous n'avons pas vu ici les trucs de Meyer et là aussi tu nous as raconté quelque chose de nouveau. Il fallait s'attendre à ce que Marx figure aux côtés de ses cardinaux, cela a toujours fait particulièrement plaisir à Meyer de pouvoir passer directement du cardinal Manning à Marx, d'ailleurs il ne s'en est jamais caché.

Dans ses *Lettres sociales*, Rodbertus était tout près d'être sur la piste de la plus-value, mais il n'alla pas plus près. Sinon, c'en était fini de tous ses efforts pour tenter de venir en aide aux junkers endettés, et ça le brave homme ne pouvait pas le vouloir. Mais, comme tu dis, il vaut bien mieux que la masse des économistes vulgaires allemands, socialistes de la chaire inclus, qui ma foi ne vivent que des miettes tombées de notre table.

J'ai envoyé hier à Zurich le dernier manuscrit pour la brochure[14], à savoir un supplément sur la constitution de la Marche et une courte histoire des paysans allemands. Comme Maurer[15] raconte très mal et embrouille beaucoup, à première lecture on arrive difficilement à suivre les choses. Donc, dès que je reçois les bonnes feuilles, je t'envoie l'histoire, étant donné qu'elle ne se contente pas de dépiauter Maurer, mais qu'elle le critique aussi indirectement et contient

14 Il s'agit de la réédition du *Socialisme utopique, socialisme scientifique.*

15 Georg Ludwig von Maurer (1790-1872), spécialiste des anciennes communautés villageoises. Engels le cite et le critique dans *L'origine de la famille.*

encore beaucoup de choses nouvelles. C'est la primeur des études que je mène depuis des années sur l'histoire allemande et je suis très heureux de pouvoir la présenter d'abord, non pas aux maîtres d'école ou autres « gens instruits », mais aux travailleurs.

Maintenant il faut que je termine, sinon je ne peux plus envoyer la lettre en recommandé pour le courrier du soir. Les Prussiens ne vont semble-t-il pas encore jusqu'à fourrer leur nez dans une lettre recommandée, jusqu'à présent tout arrive dans un état normal, une longue pratique m'a appris à en juger de manière assez sûre.

Je prie ta femme de bien vouloir accepter la carte de Noël ci-jointe et tous mes hommages.

F. E. »

Postface de Karl Kautsky à la première édition de la troisième partie

Le manuscrit s'interrompt ici. Bebel avait l'intention de poursuivre ses *Souvenirs* jusqu'à la fin de la loi contre les socialistes. Il a réussi à finir au moins la partie la plus importante, les débuts de la lutte contre la loi d'exception. Ils montrent Bebel à son apogée. Jamais son inflexibilité et sa lucidité n'apparaissent plus fortement que dans ces années de désarroi, où les organisations étaient dissoutes, où le découragement avait pénétré profondément dans les masses comme dans les rangs des dirigeants, où dans tous les coins et recoins le manque de ligne et de moyens paralysait l'activité du parti.

À partir du moment où ces souvenirs s'arrêtent, le parti remontait la pente, tandis que les adversaires n'étaient plus en mesure de surenchérir d'actes de despotisme pour endiguer le flot montant. La violence d'en haut ne désorientait plus le prolétariat, ne l'intimidait plus, elle ne faisait plus que semer haine et mépris contre ses auteurs, d'autant plus de mépris que les gouvernants ne savaient plus s'en sortir qu'en laissant toute liberté à la police politique pour fabriquer les matériaux servant à maquiller leur violence ; et que cette police se révélait plus clairement être une institution d'État destinée à châtier sans le moindre scrupule crimes et criminels.

C'est ainsi que la loi contre les socialistes finit par s'effondrer moralement sous le mépris général, avant même de devenir politiquement insoutenable.

Cette période de l'avance irrésistible et du triomphe final, Bebel n'eut pas la chance de la décrire. Il lâcha la plume juste avant l'annonce de deux grands événements qui eurent lieu presque simultanément et touchèrent tous deux très profondément le parti : la mort de Karl Marx, le 14 mars 1883, et le congrès de Copenhague, le 29 mars de la même année.

Autant la disparition de notre grand maître fut douloureuse, autant furent exaltantes les discussions de ce congrès, qui montrait la situation satisfaisante du parti, et dont les décisions respiraient une combativité intacte.

En ces jours où Engels perdait l'ami auquel il était attaché par toutes ses fibres, il se rapprocha de Bebel encore plus que jusqu'ici et une très profonde amitié le lia à lui désormais. Les lettres qu'ils échangèrent alors mettent en évidence ces deux hommes et la conception qu'ils avaient de leurs devoirs. Elles ont même leur place dans ce tome-ci.

Dans la série de la correspondance entre Engels et Bebel, nous trouvons, après la dernière lettre citée dans le manuscrit de Bebel, une lettre du 15 février 1883 : Bebel écrivait alors :

« Cher Engels,

Comme je ne connais pas l'adresse actuelle de Marx, je te prie de lui faire parvenir la lettre ci-jointe. Prends connaissance de son contenu, pour que je n'aie pas à écrire deux fois la même chose.

La mort de la femme de Longuet me fait une peine immense. J'avais ressenti beaucoup de sympathie pour elle, et c'est pour ses pauvres enfants si gentils que sa mort est la plus regrettable. Peut-être est-elle morte d'une attaque ou de quelque chose de ce genre ?

Comme tu le vois avec la lettre ci-jointe, je m'envole le 9 mars de mon nid actuel. Je suis passablement curieux de savoir quelle tournure prendra notre réunion de parti. Pour l'instant, je n'en sais absolument rien d'autre que ce qu'il y a dans le *Sozialdemokrat*.

Salutations et poignée de main.

A. Bebel »

Cette réunion de parti était le congrès de Copenhague en préparation. On comprend que Bebel n'en sût pas plus à son sujet, car le « nid » d'où il devait s'envoler le 9 mars était la prison de Leipzig, où il se trouvait depuis novembre, comme il le dit lui-même plus haut.

La lettre jointe adressée à Marx, je ne l'ai pas trouvée dans les textes rassemblés par Bebel. Marx lui-même à cette époque avait quitté l'île de Wight, où il avait finalement cherché à guérir de ses douleurs tenaces, et était rentré à Londres. La mort de sa fille Jenny, la femme de Longuet, l'avait touché au plus profond de lui-même et l'avait poussé à revenir chez lui. Il voulait être auprès des siens.

Le 7 mars, Engels répondait :

« Londres, le 7 mai 1883,

Cher Bebel,

Il faut que je te réponde aujourd'hui de mémoire. Je dois avoir laissé ta lettre chez Marx, mais je veux d'abord te féliciter pour ta libération de prison après-demain.

Les progrès rapides de l'industrie allemande que tu retraces me réjouissent énormément. Nous revivons maintenant en tout point le second Empire bonapartiste : la Bourse mobilise tous les capitaux à demi ou totalement inactifs, les attirant et les concentrant rapidement en peu de mains ; ces capitaux, ainsi rendus disponibles pour l'industrie, induisent l'essor industriel (qui ne se confond pas nécessairement avec une bonne situation des affaires) et, une fois la chose en train, elle va de plus en plus vite. Deux choses seulement différencient l'ère Bismarck de l'ère Napoléon III : celle-ci a prospéré grâce

à un relatif libre-échange, celle-là progresse en dépit justement des droits de douane, totalement inopportuns en Allemagne. Et deuxièmement, l'ère Bismarck prive d'emploi bien plus de gens. Cela vient en partie de ce que l'augmentation de la population chez nous est bien plus forte que dans la France des deux enfants par famille, en partie de ce que Bonaparte, avec ses grands travaux à Paris, a suscité une demande artificielle de main-d'œuvre, alors que chez nous cela avait rapidement pris fin avec l'époque des milliards. Mais cela doit avoir encore en partie d'autres causes que je ne vois pas clairement. En tout cas, l'Allemagne petite-bourgeoise commence enfin à devenir un pays moderne, et cela est absolument nécessaire pour nous aider à avancer rapidement.

Quand on lit les journaux bourgeois allemands et les discours à la Chambre, on pourrait croire qu'on vit dans l'Angleterre d'Henri VII ou VIII : mêmes plaintes sur la misère des vagabonds, mêmes cris demandant répression du vagabondage, cachot et bastonnade. C'est le meilleur témoignage de la rapidité avec laquelle le producteur est séparé de ses moyens de production, avec laquelle la machine et le perfectionnement de la machine évincent la petite exploitation. Mais qu'ils sont ridicules et méprisables ces bourgeois qui veulent, à coups de discours moralisants et de moyens répressifs, supprimer les conséquences inévitables de leur propre activité ! C'est grand dommage que tu ne sois pas au Reichstag, ce serait tout à fait un sujet pour toi

Le précédent que vous avez créé au landtag saxon, en prêtant tranquillement le serment, a fait des émules. Les Italiens ont unanimement déclaré que le serment ne pouvait être un obstacle et Costa a prêté serment sans broncher. Et ce sont pourtant des gens qui se déclarent « anarchistes », bien qu'ils votent et fassent voter pour eux !

À Zurich, on a scandaleusement fait traîner en longueur l'impression de ma brochure, mais elle devrait être finie à présent. Est-ce que, dans cette petite ville de Zurich, le brochage dure aussi longtemps ? Je l'ignore. En tout cas, j'attends toujours des exemplaires, jusqu'à maintenant je n'en ai aucun. Le passage sur la « Marche » te fera comprendre bien des choses chez Maurer. L'homme écrit de manière effroyablement négligée, mais malgré cela le fond est excellent. J'ai lu le livre cinq-six fois et je le relirai encore une fois la semaine prochaine, après avoir parcouru encore une fois l'ensemble de ses autres écrits sur le sujet.

Nous avons bien aimé la manière dont le vertueux et pieux Puttkamer s'est fait remettre en place, d'abord au Reichstag même par

Grillenberger, puis encore une fois dans le *Sozialdemokrat*. Il fera attention désormais ! …

À présent il faut que j'arrête. Je dois aller chez Marx, dont la santé ne s'améliore toujours pas vraiment. Si nous étions deux mois plus tard dans la saison, le temps et l'air feraient leur œuvre ; mais là, nous avons vent du nord-est, presque de la tempête et des tourbillons de neige, alors allez donc guérir une vieille bronchite persistante !

Salue Liebknecht !

Engels. »

Une semaine plus tard, le monde entier apprit la triste nouvelle que Karl Marx n'était plus. Aussitôt Liebknecht se rendit en toute hâte à Londres pour assister à l'inhumation de son vieil ami, qui eut lieu le 17 mars. Le même jour Bebel adressait à Engels la lettre suivante :

« Borsdorf-Leipzig, le 17 mars 1883

Cher Engels,

Ton télégramme m'annonçant la mort de notre cher Marx est arrivé à Dresde où je me trouvais, comme Liebknecht a dû te l'apprendre entre-temps. Aussi dur que soit le coup, ce n'est pas une surprise. Ta dernière lettre avait à nouveau éveillé mes inquiétudes, et Liebknecht les avait confirmées. Maintenant la seule question qui doit nous préoccuper avant tout est : Qu'adviendra-t-il des travaux encore inachevés de Marx sur *Le Capital* ? Les journaux français annoncent déjà, et ici les journaux le reprennent, que c'est toi qui vas te charger de le terminer. Oui, tout le monde l'attend, et toi seul en es capable ; mais as-tu le temps aussi ? Comme je suppose que tu as parlé de cela avec Liebknecht, je suis très curieux de savoir ce qu'il va m'en dire.

Comme nous avons sous peu notre réunion de parti, je proposerai que, de la part du parti tout entier, on pose une pierre à la mémoire de Marx. Bien entendu, il ne s'agit pas là d'un monument tape-à-l'œil, mais d'un signe de gratitude et de solidarité des travailleurs de tous les pays.

Et maintenant, je voudrais encore te poser une autre question. Après la mort de Marx, veux-tu rester en Angleterre ou ne préférerais-tu pas venir en Allemagne, ou au moins en Suisse, afin que nous puissions être en contact plus proche et plus fréquent avec toi ? Cette question me vient au moment où j'écris, et je la lance sans me cacher que bien des fils te rattachent à l'Angleterre et qu'il n'est pas facile à ton âge d'entreprendre un changement total de tout ton mode de vie. Mais une nature combative telle que la tienne pourrait, à mon avis, se sentir bien sur le continent.

Les journaux font tous mourir Marx à Argenteuil. La première fois que j'ai lu cela, j'ai été saisi d'une grande frayeur. Je m'imaginai d'abord que Marx était peut-être revenu à Argenteuil ces derniers jours et était mort subitement là-bas, et qu'en fait Liebknecht serait parti pour Londres et ne t'aurait pas trouvé. Ta lettre arrivée entretemps m'a rassuré sur ce point.

Je te prie de transmettre à la pauvre Tussy la carte ci-jointe ; j'ai une peine terrible pour cette fille. Salue-la de notre part à nous tous.

Salutations et poignée de main.

A. Bebel »

Immédiatement après cette lettre, Bebel dut partir pour Copenhague. Engels ne lui répondit qu'après s'être assuré qu'il était revenu. Voici ce qu'il disait :

« Londres, le 30 avril 1883

Cher Bebel,

À ta question de savoir pourquoi je ne viendrais pas m'installer en Allemagne ou en Suisse, ou ailleurs sur le continent, je répondrai simplement que je ne vais dans aucun pays d'où on peut être expulsé. Et cela, on n'en est sûr qu'en Angleterre et en Amérique. Cette dernière, j'y vais à la rigueur en visite, quand je n'y suis pas obligé. Donc je reste ici.

Mais en plus l'Angleterre a un autre avantage. Depuis la fin de l'Internationale, il n'y a ici absolument aucun mouvement ouvrier, sinon à la traîne de la bourgeoisie, des radicaux et pour de petits objectifs *dans le cadre* du système capitaliste. C'est donc ici seulement qu'on a la tranquillité pour poursuivre un travail théorique. Partout ailleurs, il faudrait participer à l'agitation pratique et perdre un temps énorme. Dans l'agitation pratique, je n'aurais pas été plus efficace que n'importe qui d'autre. Dans les travaux théoriques, jusqu'ici je ne vois encore pas qui nous remplacerait, Marx et moi. Ce que les plus jeunes ont essayé dans ce domaine ne vaut pas grand-chose, et même la plupart du temps moins que rien. Kautsky, le seul qui s'applique sérieusement à l'étude, doit écrire pour vivre et, rien qu'à cause de cela, ne peut rien produire de bon. Et maintenant, à 63 ans, avec dans ma hotte mon propre travail, et la perspective d'un an de travail pour le tome II du *Capital* et d'une deuxième année pour la biographie de Marx, plus l'histoire du mouvement socialiste allemand de 1843 à 1863 et de l'Internationale de 1864 jusqu'à 1872, je serais fou d'échanger mon tranquille asile ici pour des lieux où l'on serait obligé de participer aux rassemblements et au combat journalistique et où, rien que de ce fait, la lucidité de vue serait forcément troublée. Oui, si l'on se retrouvait comme en 1848 et 1849,

je remonterais à cheval, moi aussi, s'il le fallait. Mais maintenant : stricte division du travail. Il faut même que je me retire autant que possible du *Sozialdemokrat*. Songe seulement à l'immense correspondance que nous nous partagions auparavant, Marx et moi, et qu'il faut maintenant que je tienne tout seul depuis plus d'un an. Car tous les fils venant de tous les pays qui convergeaient spontanément dans le bureau de Marx, nous voulons les empêcher de se briser, tant que j'en aurai la force.

Quant au monument pour Marx, je ne sais pas ce qu'il faut faire. La famille est contre. La simple pierre tombale qu'on a faite pour sa femme, et qui maintenant porte aussi son nom et celui de son petit-fils, serait profanée à ses yeux si elle était remplacée par un monument, qu'ici à Londres on ne pourrait pas distinguer des prétentieux monuments philistins qui l'entourent. Un cimetière londonien ne ressemble absolument pas à un cimetière allemand. Ici, les tombes sont côte à côte, sans espace entre elles pour un arbre, et le monument ne peut excéder en longueur et en largeur l'étroit espace acheté.

Liebknecht a parlé d'une édition complète des écrits de Marx. Tout ça est très bien mais, comme pour le projet de Dietz pour le tome II, les camarades oublient que le deuxième tome est depuis longtemps négocié avec Meissner et qu'on devrait bien aussi proposer d'abord à Meissner une édition des autres choses plus petites, qui ne pourrait en outre paraître *qu'à l'étranger*. Déjà *avant* la loi contre les socialistes, on disait toujours que même le *Manifeste communiste* ne pouvait être imprimé en Allemagne, sinon comme pièce à conviction citée lors de vos procès !

Le manuscrit du tome II est terminé depuis avant 1873, vraisemblablement dès avant 1870. Il est écrit en caractères gothiques, depuis 1873 Marx n'employait plus que les caractères latins.

Il est trop tard pour l'envoi en recommandé, donc cette lettre partira comme ça, cependant je la scelle avec mon sceau.

Ce soir une lettre à Liebknecht envoyée à Berlin.

Engels »

Bebel répondit immédiatement.

« Borsdorf-Leipzig, le 2 mai 1883

Cher Engels,

Ta lettre est arrivée juste au moment où je comptais t'écrire. Tu vois, elle est arrivée à destination, même non recommandée, ce qui m'étonne un peu. Mais je ne veux pas faire partir la réponse de la même manière, parce que son contenu n'est pas indifférent à une tierce personne.

Quand je t'ai demandé si tu ne voulais pas quitter l'Angleterre, cela venait en réalité surtout du sentiment que tu pourrais te sentir bien esseulé après la mort de Marx. J'approuve totalement les raisons que tu avances pour rester là-bas, et j'aimerais bien être en pareille situation. Je suis de plus en plus envahi par le sentiment que dans les conditions actuelles toute l'activité propagandiste, et en particulier l'activité parlementaire, ne mérite ni la force ni le temps qu'on y consacre. Sous l'impression de ce sentiment, j'avais prié les camarades de Hambourg de ne pas présenter ma candidature ; mais ma lettre est arrivée trop tard. L'annonce publique est déjà faite. Je me console à présent à l'idée que cette élection ajoutera un nouvel échec à tous les autres ; la seule chose déplaisante est que cette éternelle candidature donne à l'extérieur l'impression que je veux entrer à toute force au Parlement, et c'est une grande illusion.

J'ignore si on t'a déjà donné par ailleurs une idée assez précise du congrès de Copenhague. Le *Sozialdemokrat* ne peut naturellement en rendre compte que sous censure. Entre les deux tendances, on en est venu à des échanges assez vifs, spécialement entre Geiser et moi. Certes tous sont d'accord en matière de « principe », mais inutile de te dire qu'il est alors absolument fondamental de savoir comment on conçoit le combat pour le principe. Et là, il n'y a aucun doute qu'il y a, en particulier parmi nos parlementaires, des gens qui, parce qu'ils ne croient pas à un haut niveau du développement révolutionnaire, sont portés au ronron parlementaire et voient d'un très mauvais œil toute action énergique. Celui qui croit que nous en avons au moins pour cent ans avant une révolution sociale se conduira autrement que celui qui la voit dans un avenir proche…

Comme je te l'ai déjà écrit auparavant, l'état d'esprit dans les masses est très bon et de ce côté-là on ne peut s'attendre qu'au meilleur.

Par ailleurs, que tu ne puisses plus continuer à travailler pour le *Sozialdemokrat*, c'est très regrettable, mais naturel, vu l'autre travail très important qui pèse sur toi. Le *Sozialdemokrat* manque hélas beaucoup de collaborateurs de talent… Cela me fait très plaisir d'apprendre que le tome II du *Capital* est terminé ; Liebknecht m'a fait une grande frayeur en laissant entendre que Marx lui-même l'aurait peut-être détruit. Comment donc aurait-il été possible que cela reste secret, vu l'intimité que tu avais avec Marx ?

Ta description d'un cimetière anglais me rappelle l'image que m'a récemment offerte celui de Hambourg, quand je me suis rendu sur les tombes de Yorck et Geib ; il ressemble exactement à un cimetière anglais. Une image glaciale.

Si la famille refuse tout monument et si la proposition de Liebknecht n'est pas non plus possible – ce que je me suis dit aussi – alors il n'y a absolument rien à faire. Veillons avec d'autant plus de zèle à ce que les idées et les enseignements de Marx pénètrent et se concrétisent de plus en plus largement. Tu as malheureusement raison, pour ce qui est de vos successeurs sur le plan de la théorie, cela s'annonce mal. Les gens disponibles sont usés et épuisés et, pour l'instant, la pression des circonstances empêche de nouvelles têtes d'émerger. Mais elles viendront, dès qu'il y aura de l'air, tu peux compter là-dessus. C'est ce que je prêche à tous ceux qui, en mettant en avant la faiblesse intellectuelle présente du parti, ne veulent pas croire à un avenir victorieux et qui, pessimistes, mettent en avant la loi d'exception de Bismarck qui nous « détruit », ou du moins qui ne nous laisse pas nous développer.

Notre dégringolade économique se poursuit, lentement mais sûrement. Le marché du fer montre des signes de stagnation générale : le cartel des industriels du fer de Bohème a tout récemment capoté. Dans le pays de Vogt, en Saxe, une grosse crise se prépare dans la branche de la broderie, par suite du manque de commandes américaines, même chose dans la branche du jouet de la forêt de Thuringe. D'autres industries qui dépendent du marché américain en viendront bientôt à la même situation.

Nos paysans se lamentent sur les bas prix de la production agricole – malgré les tarifs douaniers. Ils ont eu en moyenne une récolte complète, mais de mauvaise qualité et difficilement vendable. Par ailleurs, l'automne humide et le printemps jusqu'ici très froid ont partiellement empêché les travaux des champs ou pourri les semences ; on n'a donc, semble-t-il, pas grand-chose à attendre de la prochaine récolte. De même le bâtiment – que je connais tout particulièrement – est en grande partie à terre…

A. Bebel »

Engels s'efforça de combattre la crise de découragement parlementaire de Bebel. Il lui écrivit :

« Londres, le 10 mai 1883

Cher Bebel,

Que tu préfères *ne pas* siéger au Reichstag, je te crois volontiers. Mais tu vois ce que ton absence a permis. Il y a des années déjà Bracke m'écrivait : « *De nous tous, il n'y a que Bebel qui soit vraiment doué pour utiliser le Parlement.* » Cela je l'ai toujours vérifié. Il n'en sera donc pas autrement quand tu reprendras ton poste à la première occasion, et je serais très heureux si tu étais élu à Hambourg et qu'ainsi la nécessité te délivre de tes hésitations.

À la longue, le travail d'agitation et le travail parlementaire deviennent certainement très ennuyeux. C'est comme les annonces, la publicité et les tournées dans le commerce : le résultat n'arrive que lentement, et pour certains jamais. Mais c'est ainsi que ça marche et, quand on est là-dedans, on doit faire la chose jusqu'au bout, ou bien on perd tout le mal qu'on s'est donné jusque-là. Et, sous la loi contre les socialistes, il n'est absolument pas question de se priver de la seule voie qui soit restée ouverte…

Ton interprétation de la conjoncture économique se confirme en Angleterre, en France et en Amérique. C'est une crise intermédiaire comme celle de 1841 et 1842, mais à une échelle bien plus colossale. Le cycle décennal ne s'est clairement développé que depuis 1847 (à cause de la production d'or en Californie et en Australie, et du rétablissement complet du marché mondial qui en a résulté). Maintenant que l'Amérique, la France, l'Allemagne commencent à briser le monopole de l'Angleterre sur le marché mondial et que du coup, comme avant 1847, la surproduction recommence à s'accélérer, les crises quinquennales intermédiaires réapparaissent aussi désormais. Preuve de l'épuisement total du mode de production capitaliste. La période de prospérité n'arrive plus à son plein développement, au bout de cinq ans la surproduction revient déjà, et, même pendant ces cinq années, dans l'ensemble c'est moche. Ce qui ne prouve absolument pas que nous n'aurons pas à nouveau en 1884-1887 une période de bonne marche des affaires, comme de 1844-1847. Mais ensuite arrivera le grand krach, c'est absolument certain.

11 mai. Je voulais continuer à t'écrire sur la situation générale du commerce, seulement j'aurais manqué l'horaire des recommandés, donc à la prochaine.

F.E. »

D'abord, ce fut encore pire que ce à quoi Engels s'attendait en 1883. La « période de bonne marche des affaires » ne vint pas en 1884. Elle n'arriva qu'en 1887, et en 1890 à nouveau elle était déjà finie. Nouvelle ère de prospérité, toute nouvelle renaissance du mode de production capitaliste après son « complet épuisement », victoire temporaire sur la surproduction chronique : Engels ne devait plus vivre tout cela. En 1883, le prolétariat allemand subissait une terrible pression économique, en plus de la pression politique de la loi contre les socialistes.

Sa résistance et sa combativité en furent d'autant plus sublimes.

Pour Engels, une preuve particulièrement réjouissante en fut l'accueil à sa brochure dont il parlait dans sa lettre du 7 mars. C'était son texte sur *Le développement du socialisme de l'utopie à la science* (*Socialisme utopique et socialisme scientifique).*

Triomphant, le *Sozialdemokrat* du 17 mai 1883 en faisait un compte rendu sous la rubrique : « À nous la victoire, malgré tout ! » Il écrivait :

« *Camarades ! Fin février nous vous annoncions la parution de la nouvelle brochure de Friedrich Engels ; aujourd'hui, même pas trois mois après, nous pouvons vous dire que toute son édition est déjà épuisée jusqu'au dernier exemplaire, si bien que, des commandes arrivant encore continuellement, il nous faut refaire tout de suite un nouveau tirage.* »

Quelques semaines après, l'élection eut lieu dans la première circonscription de Hambourg. Il fallut un deuxième tour, qui le 21 juin envoya Bebel au Reichstag avec 11 711 voix. Plus de voix que nous n'en avons jamais eu là-bas.

Ainsi Bebel était rendu à la vie parlementaire et, malgré son désir d'une activité différente, il ne l'a guère regretté. En réalité, il n'était nulle part aussi bien à sa place qu'au Parlement, Bracke avait parfaitement raison quand il écrivait qu'aucun de nos députés n'était aussi doué que Bebel pour utiliser le Parlement.

Quand en 1867 Bebel, notre premier député, arriva au Reichstag, l'activité parlementaire d'un prolétaire socialiste était encore quelque chose de tout à fait inouï. Certes depuis 1848, avec de courtes interruptions, les ouvriers de France avaient le suffrage universel, mais ils n'avaient d'abord pas bien su quoi en faire et, sous l'Empire, la pression politique et leur méfiance envers le gouvernement les avaient tenus éloignés de la Chambre.

Ni en France ni en Angleterre Bebel ne trouva de modèle auquel se référer dans son activité au Parlement.

Même à un homme plus expérimenté, plus mûr, mieux préparé, cette situation aurait posé d'énormes problèmes. Bebel était jeune, il n'avait pas encore 27 ans lors de sa première élection, il n'avait qu'une formation scolaire extrêmement médiocre et une faible expérience politique – voilà à quoi ressemblait le prolétaire socialiste qui, le premier dans l'histoire mondiale, entra dans un Parlement. Il avait face à lui les hommes d'État les plus éminents, les orateurs les plus savants, les parlementaires les plus chevronnés de l'époque. Il avait face à lui un gouvernement qui avait brillamment gagné trois guerres, qui avait satisfait les attentes de la nation ; un gouvernement devant lequel le monde bourgeois tout entier se prosternait. Et derrière lui, il n'y avait qu'un faible petit parti luttant encore pour sa clarification interne !

Cependant il sut tenir ferme et il en imposa. Mais ce n'est pas tout. Sans connaissance théorique encore claire, tout instinctivement, il trouva aussitôt la sorte de tactique parlementaire qui convenait le mieux à la lutte de classe prolétarienne et s'associait harmonieusement à elle. En cela il s'opposait délibérément à des hommes de son propre parti, plus âgés, plus mûrs, bien mieux formés, supérieurs à lui en habileté formelle, comme

Liebknecht et Schweitzer. Le premier portait trop l'accent sur la défiance et la simple protestation, et le dernier s'investissait trop dans un travail purement positif et négligeait pendant ce temps l'opposition extrêmement nette et énergique qui était son devoir.

Pour transformer le parlementarisme, de moyen pour dominer les masses et les mener par le bout du nez, en moyen pour les libérer, personne n'a autant fait qu'August Bebel. En ce domaine il a été un pionnier frayant une nouvelle voie, non par des débats théoriques, mais par son action magistrale, en liant très intimement le travail parlementaire à la lutte de classe prolétarienne, à l'activité des masses, les deux s'enrichissant, se renforçant et s'élevant mutuellement.

En tant que parlementaire, Bebel a fait quelque chose de grand. Engels avait bien raison. Bebel était indispensable au Parlement, et le Parlement indispensable pour nous, malgré toute la mesquinerie et l'ennui qui s'attachent au travail parlementaire, comme dans notre mode de production presque à tout travail auquel on se livre continuellement, excepté celui du chercheur et de l'artiste.

Mais la grandeur du travail de Bebel au Parlement reposait sur la grandeur de son travail en dehors du Parlement, sur son vif intérêt pour tous les besoins, tous les élans, tous les moyens de lutte du prolétariat, sur sa compréhension profonde de la place du prolétariat dans notre société. Si son action en tant que parlementaire pouvait être aussi grande, c'est parce qu'il était constamment plus que simple parlementaire, parce qu'à une connaissance précise et à une maîtrise souveraine de la machine parlementaire il alliait une très grande clarté sur les limites de ce que permet le Parlement, et parce qu'il était chez lui dans tous les domaines de la lutte de classe prolétarienne. Si son action pouvait être aussi grande, c'est parce que la division du travail ne lui fit jamais perdre de vue l'universalisme, ne rétrécit jamais son regard et lui permit toujours une vision d'ensemble.

C'est sa pratique parlementaire qui fit la spécificité de la social-démocratie allemande, c'est par elle qu'elle se distingua des autres partis ouvriers dans les débuts du nouveau mouvement ouvrier, à partir des années 1860. Si elle est devenue pour eux un modèle, c'est pour l'essentiel grâce à son activité parlementaire. Et c'est essentiellement grâce à cela que Bebel est arrivé, dans le mouvement de classe prolétarien mondial, à une position que même nos plus grands penseurs tels que Marx et Engels n'ont pas atteinte. C'est que, justement, il n'existe pas de moyen mieux à même d'agir plus puissamment sur les masses, de les secouer plus profondément, de les regrouper en vue d'une unité d'action, de tirer d'elles le maximum de force, qu'une défense de la lutte de classe prolétarienne énergique, impitoyable, portée par de grands desseins, dans cette assemblée centrale qui représente la totalité du corps de la nation.

Le type du grand parlementaire de ce genre, c'est August Bebel qui l'a créé. C'est là qu'il nous faut chercher son œuvre historique la plus noble. Il a trouvé, dans presque tous les Parlements du monde, des successeurs nombreux, énergiques et capables qui œuvrent dans son sens. Cependant, jusqu'à la fin de ses jours, pendant un demi-siècle d'activité infatigable, aucun des plus jeunes n'a été capable de le dépasser.

C'est essentiellement grâce à sa maîtrise et son utilisation magistrales du parlementarisme que Bebel a conquis, comme homme politique prolétarien, une place aussi unique dans son genre que Napoléon comme chef de guerre.

Mais Bebel est toujours resté un égal parmi les siens, ses brillants succès ne lui ont pas tourné la tête et n'ont jamais non plus troublé son regard sur les limites de son pouvoir et sur celles du pouvoir des forces prolétariennes qui étaient derrière lui. Malgré tout son enthousiasme et son optimisme révolutionnaires, il se montrait aussi un maître pour ce qui est de se borner, de concentrer toutes les forces sur ce qui est nécessaire et possible, et s'il a pu enregistrer bien des Iéna et Austerlitz, jamais il n'a mené ni lui-même ni son parti à un Moscou ou à un Waterloo.

Quand nous pensons à lui, nous ne trouvons aucune vilaine tache, pas même un échec qui pourrait dans le souvenir ternir son image éblouissante. Personne ne s'est critiqué lui-même aussi sévèrement que Bebel. Il ne pouvait critiquer l'activité de personne plus sévèrement que la sienne.

Notices biographiques

ALBERT Carl Hermann (1841-1910)
Tisserand, dirigeant du district Glauchau-Meerane, en Saxe.

ANDREACK Karl (dates inconnues)
Mécanicien berlinois, membre du Parti du progrès, dirigeant des syndicats libéraux de Hirsch-Dunker.

AUER Ignaz (1846-1907)
Bourrelier, dirigeant du SDAP.

BAMBERGER Ludwig (1823-1899)
Banquier et journaliste. Démocrate, il participe en 1849 au soulèvement de Bade-Palatinat, est condamné à mort, émigre jusqu'en 1866. National-libéral.

BANDOW Fritz (-1866)
Journaliste, démocrate, préside l'association ouvrière de Berlin.

BEBEL Julie (1843-1910)
Modiste. Épouse et compagne de lutte d'August Bebel.

BEBEL Friederike (1869-1948)
Fille de Julie et August Bebel.

BECKER Bernhard (1826-1882)
Journaliste. Participe à la révolution de 1848, émigre à Londres, succède à Lassalle à la présidence de l'ADAV en 1864-1865.

BECKER Hermann (1820-1885), surnommé Becker-le-Rouge.
Juriste. Quarante-huitard. Membre de la Ligue des communistes. Au procès des communistes de Cologne, condamné à cinq ans de forteresse. Membre du Parti du progrès puis national-libéral. Maire de Dortmund puis de Cologne.

BECKER Johann (ou Jean) Philipp (1809-1886)
Brossier puis journaliste. Commandant en chef de l'armée populaire badoise en 1849. Réfugié à Genève. Ami et compagnon de lutte de Marx et Engels. Membre de l'AIT. Fondateur du Parti social-démocrate suisse et jusqu'à sa mort participant actif du mouvement ouvrier international.

BELLI Joseph (1849-1927)
Agriculteur, cordonnier. Membre du SDAP. Bras droit de Motteler, le « maître de poste rouge », dans l'expédition du *Sozialdemokrat* de Zurich vers l'Allemagne, grand spécialiste de la contrebande de littérature socialiste.

BENNIGSEN Rudolf von (1824-1902)
Grand propriétaire, membre du conseil de surveillance de la banque Diskonto Gesellschaft, fondateur et président de l'Association nationale, membre du Parti national-libéral.

BERNSTEIN Eduard (1850-1932)
Employé de banque, journaliste, rédacteur du *Sozialdemokrat* de k1881 à 1890, correspondant d'Engels. À partir de 1896 théoricien du révisionnisme et chef des opportunistes dans le parti et l'Internationale.

BEUST Friedrich Ferdinand, comte von (1809-1886)
Ministre saxon (de 1849 à 1866), puis ministre des Affaire étrangères et chancelier d'Autriche-Hongrie (de 1866 à 1871).

BIEDERMANN Karl Friedrich (1812-1901)
Historien et journaliste de Leipzig. Dirigeant du Parti national-libéral en Saxe.

BLOS Wilhelm (1849-1927)
Journaliste. Membre du SDAP et rédacteur de *l'État populaire*.

BLUM Robert (1807-1848)
Journaliste démocrate, dirigeant de la gauche au Parlement de Francfort en 1848. Participe en octobre au soulèvement de Vienne et est fusillé par les contre-révolutionnaires.

BLUM Hans (1841-1910)
Fils du précédent. Politicien national-libéral.

BONHORST Leonhard von (1840-1915)
Technicien. Dirigeant lassallien, fondateur du DSAP en 1869, emprisonné en 1870 pour son opposition à l'annexion de l'Alsace-Lorraine. Cesse ensuite de militer.

BRACKE Wilhelm (1842-1880)
Libraire, journaliste. Dirigeant lassallien, fondateur du SDAP en 1869 et un de ses dirigeants, emprisonné en 1870, défenseur du marxisme, intime de Marx et Engels.

BREMER Julius (1828-1884)
Tonnelier puis épicier. Dirigeant lassallien, fondateur du SDAP en 1869, dirigeant à Magdebourg.

BUCHER Lothar (1817-1892)
Journaliste, émigre à Londres après 1849. À partir de 1864 collaborateur personnel de Bismark pour les affaires étrangères.

BÜCHNER Ludwig (1824-1899)
Naturaliste, quarante-huitard, tente en 1865 d'attirer les lassalliens du côté de la démocratie petite-bourgeoise.

DELBRÜCK Martin Friedrich Rudolf von (1817-1903)
Homme d'État prussien, président de la Chancellerie.

DEMMLER Georg Adolph (1804-1886)
Architecte. En 1848-1849 dirigeant démocrate du Mecklenburg. Architecte-conseiller du grand-duc de Mecklenburg. Fondateur de l'Association nationale. Membre du Parti populaire, puis en 1872 du SDAP.

DENTLER Paul (1853-1878)
Commerçant, social-démocrate, rédacteur de la *Presse libre de Berlin*, mort en prison à 24 ans.

DEROSSI Karl (1844-1910)
Chapelier, journaliste. Dirigeant lassallien jusqu'en 1875, puis dirigeant du SAPD, travaille à l'expédition du *Sozialdemokrat*, en 1883 émigre aux États-Unis où il collabore au mouvement ouvrier germanophone.

DIETZ Heinrich (1843-1922)
Typographe. Éditeur de la littérature socialiste, en particulier des **œ**uvres de Marx et Engels.

DITTMANN Karl August Joseph (1812-)
Typographe, quarante-huitard, préside en 1862-1863 l'association ouvrière de Berlin, fondateur et dirigeant de l'ADAV.

DÜHRING Eugen (1833-1922)
Universitaire berlinois aveugle, matérialiste vulgaire, licencié pour son opposition au gouvernement. Dans les années 1870, il influence toute une partie de la social-démocratie, au point qu'Engels doit réfuter ses conceptions dans l'*Anti-Dühring*.

EICHELSDÖRFER Johann Peter (1829-1899)
Cordonnier, relieur, journaliste. Membre fondateur du VDAV. Rédacteur de l'*Atelier* de Mannheim.

EULENBURG Botho Wend August, comte zu (1831-1912)
Homme d'État prussien, ministre de l'Intérieur (de 1878 à 1881) au moment de la loi d'exception contre les socialistes.

EULENBURG Friedrich Albrecht comte von (1815-1881)
Homme d'État prussien, ministre de l'Intérieur de Prusse de 1862 à 1878.

FÖRSTERLING Friedrich Wilhelm Emil (1827-1872)
Bronzier. Militant ouvrier depuis 1848. Président de l'association culturelle ouvrière de Dresde depuis 1859, membre de l'Association nationale, puis dirigeant lassallien et en 1867-1868 président de l'Association lassalienne de la comtesse Hatzfeldt.

FORCKENBECK Max von (1821-1892)
Avocat, maire de Breslau puis de Berlin. Fondateur du Parti du progrès puis du Parti national-libéral, président du Parlement prussien puis du Reichstag.

FREILIGRATH Ferdinand (1810-1876)
Poète de la révolution de 1848-1849, vieil ami de Marx, un des rédacteurs de la *Nouvelle gazette rhénane*, membre de la Ligue des communistes, émigré à Londres.

FREYTAG Otto (1836-1917)
Avocat à Leipzig. Membre du Parti populaire saxon puis de l'ADAV puis du SDAP. Défenseur en 1872 de Liebknecht et Heppner, accusés de haute trahison. Son frère Bernhard, avocat lui aussi, défendit Bebel dans le même procès.

FRITZSCHE Friedrich Wilhelm (1825-1905)
Ouvrier du tabac. Quarante-huitard. Dirigeant de l'ADAV. Émigre en 1881 aux États-Unis.

FROHME Karl Franz Eugen (1850-1933)
Machiniste, typographe. Membre de l'ADAV puis du SDAP.

GECK Carl (1833-1915)
Peintre sur verre, puis industriel à Offenburg. Membre du SAPD depuis 1877.

GECK Adolf (1854-1942)
Frère du précédent. Technicien, journaliste. D'abord démocrate, membre du Parti populaire, il adhère en 1883 au SAPD.

GEIB August (1842-1879)
Relieur. Membre et dirigeant de l'ADAV, il participe en 1869 à la fondation du SDAP, dont il est le dirigeant à Hambourg. Meurt à 36 ans d'une attaque.

GEISER Bruno (1846-1898)
Journaliste. Propagandiste du SDAP en Silésie. Un des chefs du courant opportuniste.

GEYER Carl (1853-1937)
Ouvrier cigarier. Membre du SDAP. Journaliste en Saxe.

GNEISENAU comte von (1760-1831)
Général, réorganisateur de l'armée prussienne contre Napoléon Ier, créateur de la territoriale et de la levée en masse, chef d'état-major de Blücher.

GNEIST von (1816-1895)
Juriste berlinois. Représentant de l'opposition libérale dans les années 1860, puis national-libéral.

GREULICH Hermann (1842-1925)
Relieur. En 1865 s'installe en Suisse. Rédacteur du *Réveil* de Zurich et un des fondateurs du Parti social-démocrate suisse.

GRILLENBERGER Carl (1848-1897)
Serrurier. Membre du SDAP, éditeur à Nuremberg de journaux socialistes.

HASENCLEVER Wilhelm (1837-1889)
Tanneur, journaliste. Dirigeant de l'ADAV puis du SAPD. Expulsé de Leipzig en 1881, puis de Berlin en 1884.

HASSELMANN Wilhelm (1844-1916)
Journaliste. Porte-parole des lassalliens. Expulsé en 1880 du SAPD comme anarchiste, s'exile aux États-Unis où il milite dans le mouvement anarchiste.

HATZFELDT Sophie, comtesse von (1805-1881)
Amie de Lassalle. En 1867, provoque la scission « lassallienne » de l'ADAV.

HEINE Heinrich (1797-1856)
Poète, révolutionnaire, exilé à Paris. Ami de Marx.

HEPNER Adolf (1846-1923)
Libraire, journaliste, membre du SDAP, un des accusés de haute trahison au procès de Leipzig en 1872. En 1882 émigre aux États-Unis, où il participe à la presse socialiste

HERWEGH Georg (1817-1875)
Poète prolétarien, longtemps exilé en Suisse, quarante-huitard, organisateur de la légion de volontaires qui participa au soulèvement badois d'avril 1848.

HILLMANN Hugo (1823-1898)
Brasseur, aubergiste. Quarante-huitard, exilé à Londres. Dirigeant lassallien, participe à la fondation du SDAP. Émigre aux États-Unis de 1881 à 1890.

HIRSCH Carl (1841-1900)
Journaliste, rédacteur de divers journaux socialistes, dont la *Lanterne* en 1878-1879.

HIRSCH Max (1832-1905)
Économiste, membre du Parti du progrès, organisateur des syndicats libéraux dits Hirsch-Dunker.

HÖCHBERG Karl (1853-1885)
Éditeur de journaux socialistes, partisan du « socialisme éthique », critiqué par Marx et Engels pour son réformisme.

HÖDEL Max (1857-1878) Auteur de l'attentat du 11 mai 1878 contre Guillaume Ier, qui servit de prétexte à la loi d'exception contre les socialistes.

HOFSTETTEN Johann Baptist von (1847-1887)
Lieutenant bavarois, journaliste. Membre de l'ADAV puis du SDAP.

ISSLEIB (1838-1897)
Commerçant, social-démocrate. Associé de Bebel de 1876 à 1884.

JACOBY Johann (1805-1877)
Médecin, journaliste. Quarante-huitard, membre du Parti populaire allemand. Incarcéré en 1870 pour son opposition à l'annexion de l'Alsace-Lorraine. Rejoint le SDAP en 1872.

KAPELL August (1844-1922)
Charpentier, aubergiste. Dirigeant lassallien. Expulsé de Hambourg en 1880, cesse de militer en 1881.

KAPELL Otto (1841-1896)
Charpentier, journaliste. Frère du précédent. Comme lui, dirigeant lassallien, expulsé de Hambourg, cesse de militer en 1881.

KAUTSKY Karl (1854-1938)
Journaliste. Rejoint le mouvement socialiste à la fin des années 1870. Rédacteur de la *Neue Zeit* (*Temps nouveau*) de 1884 à 1917. Théoricien de la social-démocratie et de la II^{e} Internationale. D'abord défenseur du marxisme, il évolue ensuite de plus en plus à droite et devient contre-révolutionnaire.

KAYSER Max (1853-1888)
Journaliste social-démocrate.

LANGE Friedrich Albert (1828-1875)
Philosophe, économiste, démocrate petit-bourgeois.

LASKER Eduard (1829-1884)
Avocat, membre du Parti du progrès puis dirigeant du Parti national-libéral.

LASSALLE Ferdinand (1825-1864)
Avocat. Quarante-huitard. En 1863 fonde l'ADAV.

LÖWE Wilhelm (1814-1886)
Médecin, quarante-huitard, membre du Parti du progrès.

LÖWENSTEIN Gabriel (1825-1911)
Tisserand, journaliste. Quarante-huitard. Participe à la fondation du SDAP, milite en Bavière.

MAYER Carl (1819-1889)
Juriste, journaliste. Démocrate en 1848. Émigre en Suisse. Membre du Parti populaire allemand.

MAYER Gustav (1871-1948)
Historien du mouvement ouvrier allemand.

MEHRING Franz (1846-1919)
Historien, journaliste. Démocrate radical, il rejoint la social-démocratie en 1891. Un des dirigeants de son aile gauche.

MENDE Fritz (1844-1879)
Lassallien. Suit la comtesse Hatzfeldt dans sa scission.

MEYER Rudolf ((1839-1899)
Économiste, conservateur, adversaire de Bismarck.

MIQUEL Johannes (1828-1901)
Avocat, défenseur de la Diskonto Gesellschaft. Quarante-huitard, membre de la Ligue des communistes. Un des fondateurs de l'Association nationale, puis du Parti national-libéral. Maire d'Osnabrück puis de Francfort. De 1890 à 1901 ministre des Finances de Prusse.

MOLKTE comte von (1800-1891)
Général, chef de l'état-major.

MOST Johann (dit souvent Hans) (1846-1906)
Relieur. Milite d'abord en Autriche. Rédacteur de la *Liberté*, expulsé pour anarchisme du SAPD en 1880. Émigre en 1882 aux États-Unis.

MOTTELER Julius (1838-1907)
Ouvrier drapier, commerçant. Membre du SDAP. Pendant la loi antisocialiste, dirige l'expédition du *Sozialdemokrat* de Suisse en Allemagne : il est le « maître de poste rouge ». Participe à la fondation des archives du parti.

NOBILING (1848-1878)
Auteur de l'attentat du 2 juin 1878 contre Guillaume I^er^, qui, comme celui de Hödel servit de prétexte à la loi d'exception contre les socialistes.

OBERWINDER Heinrich (1846-1914)
Journaliste social-démocrate autrichien. Condamné en 1870 à six ans de prison pour haute trahison. Amnistié en 1871. Démasqué en 1887 comme espion de la police prussienne.

OTTO-PETERS Luise (1819-1895)
Journaliste, fondatrice du mouvement féministe bourgeois en Allemagne. Se fait en 1848 la porte-parole des intérêts des ouvrières. Éditrice du *Journal des femmes* puis de *Nouvelles voies,* organe de l'Association général des femmes allemandes. Épouse en 1858 le journaliste démocrate August PETERS (1817-1864), condamné à dix ans de pénitencier pour sa participation aux soulèvements de Dresde et de Bade en 1849, amnistié en 1856.

PERL August (1837-1881)
Comptable, journaliste. Lassallien.

PUTTKAMER Robert Victor von (1828-1900)
Homme d'État prussien. Grand propriétaire, conservateur. Ministre prussien du Culte puis de l'Intérieur.

REIMER Otto Georg (1841-1892)
Cigarier. Lassallien. Député. Expulsé de Hambourg en 1880, il émigre aux États-Unis.

RICHTER Ernst Cigarier
Cabaretier. Lassallien. Expulsé en 1876 du SAPD pour fractionnisme.

RICHTER Eugen (1838-1906)
Journaliste. Dirigeant du Parti du progrès.

RÖCKEL August (1814-1876)
Chef de musique, journaliste. Démocrate. Condamné à mort pour sa participation au soulèvement de Dresde en 1849, peine commuée en travaux forcés à vie. Amnistié en 1862. Antiprussien, il passe en 1866 au service de l'Autriche.

ROSSMÄßLER Emil Adolf (1806-1867)
Naturaliste, démocrate. Député au Parlement de Francfort en 1848. Participe à la fondation de l'association culturelle ouvrière de Leipzig et à celle du Parti populaire saxon.

RÜSTOW Friedrich Wilhelm (1821-1878)
Officier. Démocrate de 1848, en 1860 chef d'état-major de Garibaldi, ami de Lassalle.

SCHEU Andreas (1844-1926)
Modeleur. Social-démocrate autrichien, rédacteur de journaux socialistes. Condamné en 1870 à quatre ans de prison pour haute trahison. Gracié en 1871.

SCHEU Heinrich (1845-1926)
Frère du précédent. Xylographe, sculpteur. Social-démocrate autrichien. Journaliste.

SCHLÜTER (1851-1919)
Journaliste social-démocrate. Dirige la maison d'édition du parti à Zurich, participe à la constitution des archives du parti. Expulsé de Suisse en 1888, il milite à partir de 1889 dans le mouvement socialiste des États-Unis.

SCHULZE-DELITZSCH Franz Hermann (1808-1883)
Économiste. En 1848 député à l'Assemblée nationale prussienne. Fonde l'union des coopératives allemandes. Un des dirigeants du Parti du progrès.

SCHUMANN Louis
Cordonnier berlinois, fondateur de l'association générale des cordonniers allemands. Membre de l'ADAV puis du SDAP.

SCHWEICHEL Robert (1821-1907)
Journaliste et romancier. Participe à la révolution de 1848 à Dresde. Émigre en Suisse. Ami de Liebknecht. Membre du SDAP.

SCHWEITZER Johann Baptist von (1833-1875)
Avocat, journaliste. Rédacteur du *Sozial-Demokrat* de 1864 à 1871. Président de l'ADAV de 1867 à 1871. Exclu en 1872 de l'ADAV.

SIMSON von (1810-1899)
Juriste. En 1848 président de l'Assemblée nationale de Francfort. National-libéral. Président du Parlement prussien, puis du Parlement de l'Allemagne du Nord, puis du Reichstag.

SINGER Paul (1844-1911)
Commerçant, membre du SDAP. Pendant la loi d'exception, fait la liaison entre le SAPD et Marx-Engels.

SONNEMANN Leopold (1831-1909)
Éditeur de journaux. Fonde en 1856 la *Gazette de Francfort*. Un des fondateurs de l'Association nationale. Dirigeant du Parti populaire allemand. Antiprussien. Participe au congrès d'Eisenach en 1869.

SPIER Samuel (1828-1903)
Instituteur. Participe à la fondation du SDAP. Emprisonné en 1870 pour son opposition à l'annexion de l'Alsace-Lorraine. Se consacre au mouvement coopératif à Francfort.

STOECKER Christian Adolf (1835-1909)
Théologien, prédicateur de la Cour de Berlin. Anime le Parti social-chrétien, antisémite et antisocialiste.

STOLLE Carl Wilhelm (1842-1918)
Jardinier, aubergiste. Participe à la fondation du SDAP.

STREIT Feodor (1820-1904)
Avocat. Participe à la révolution de 1848 à Coburg. Dirigeant de l'Association nationale.

TAUSCHER Leonhard (1840-1914)
Typographe. Lassallien. Rejoint le SDAP en 1870. Dirige l'imprimerie du parti à Zurich de 1880 à 1890.

TESSENDORF Hermann (1831-1895)
Procureur prussien, grand organisateur de la chasse aux socialistes.

TÖLKE Carl Wilhelm (1817-1893)
Avocat, journaliste. Dirigeant lassallien.

TREITSCHKE von (1834-1896)
Historien prussien, idéologue de la prussianité, antisémite et réactionnaire. National-libéral.

UHLE Adolf
Typographe, membre du SDAP à Dresde. Travaille au *Réveil* de Zurich et à l'expédition du *Sozialdemokrat*. Émigre en Argentine, où il milite dans le mouvement ouvrier socialiste.

VAHLTEICH Carl Julius (1839-1915)
Cordonnier. Dirigeant lassallien. Participe en 1869 à la fondation du SDAP. Député. En 1881 émigre aux États-Unis.

VIERECK Louis (1851-1922)
Journaliste et social-démocrate berlinois, opportuniste. Privé de toutes ses fonctions par le congrès de 1887, il émigre aux États-Unis.

VIRCHOW Rudolf (1821-1902)
Médecin. Quarante-huitard. Un des dirigeants du Parti du progrès puis du Parti libéral.

VOGEL Heinrich (1839-1910 ou plus tard)
Apothicaire. Lassallien. Participe à la fondation du SDAP. Expulsé de Berlin en 1881.

VOLLMAR Georg von (1850-1922)
Officier bavarois, journaliste. Membre du SDAP. Devient dans les années 1890 un des porte-parole de l'opportunisme.

WAGENER Hermann (1815-1899)
Avocat. Conservateur. Représentant du socialisme d'État prussien. Collaborateur de Bismarck.

WEISS Guido (1822-1899)
Journaliste démocrate, quarante-huitard. Rédacteur en chef de divers journaux berlinois.

WEITLING Wilhelm (1808-1871)
Tailleur. Membre de la Ligue des bannis. Communiste utopique. Emigre aux États-Unis en 1849.

WIEMER Philipp (1849-1925)
Serrurier, journaliste. Membre du SDAP.

WINDTHORST Ludwig (1812-1891)
Juriste, député. Chef du parti catholique du Centre.

WUTTKE Johann (1818-1876)
Historien, linguiste, démocrate. En 1848 député à l'Assemblée nationale de Francfort. Soutient l'association culturelle ouvrière de Leipzig. Proche des lassalliens.

YORCK Theodor (1830-1875)
Menuisier. Dirigeant lassallien. Participe à la fondation du SDAP.

ZIEGLER Franz (1803-1876)
Juriste. Maire de Brandebourg, destitué et emprisonné en 1850. Membre du Parti du progrès.

Table des matières

Les partis en présence 17

Avant-propos 21

Première partie 23

Enfance et jeunesse 25

Les années d'apprentissage et de compagnonnage 41

Retour à Wetzlar et nouveau départ 57

Mon entrée dans le mouvement ouvrier et dans la vie publique 61

L'entrée en scène de Lassalle et ses conséquences 81

Le congrès des associations ouvrières allemandes 89

Nouveaux phénomènes sociaux 103

Le congrès de Stuttgart 113

Wilhelm Liebknecht 123

Mécontentement croissant dans les associations ouvrières 129

La catastrophe de 1866 135

Après la guerre 157

La Fédération des associations ouvrières allemandes poursuit son développement 165

Vie privée 173

La marche vers Nuremberg 177

Le mouvement syndical 193

Ma première condamnation 205

Avant Barmen-Elberfeld 207

Deuxième partie **211**

Avant-propos 213

La période de M. von Schweitzer dans le mouvement ouvrier prolétarien
Jean Baptist von Schweitzer 215

Le congrès d'Eisenach 281

Début de mon activité parlementaire 321

La guerre franco-allemande 345

Suite de mon activité parlementaire, le procès de Leipzig
pour haute trahison, et autres sujets 383

Notre détention en forteresse et ce qui se passa entre-temps 415

De 1871 au congrès d'unification de Gotha 435

Du congrès d'unification de Gotha à la veille de la loi d'exception 475

Troisième partie **547**

Préface de Karl Kautsky à la première édition de la troisième partie 549

La loi d'exception en délibération 553

Les premiers effets de la loi 565

Les premiers signes de vie publics du parti 579

La création de la presse illégale du parti 585

Les Annales de Richter 599

Le *Sozialdemokrat* *605*

La diffusion du *Sozialdemokrat* et le maître de poste rouge 625

La session du Reichstag de 1879 633

Un héritage perdu 637

Combats avec la police allemande 641

Deux mots sur les réunions sous la loi contre les socialistes 653

Travail de sape 657

La session du Reichstag de 1880 667

Avant, pendant et après le congrès de Wyden 671

Le petit état de siège sur Hambourg-Altona et les régions environnantes 685

En route pour Londres Aller à Canossa 689
La première session du Reichstag de 1881 695
Le petit état de siège sur Leipzig et la région environnante 701
Mon élection au landtag saxon 707
Les élections générales au Reichstag à l'automne 1881 711
Épilogue à l'élection au Parlement de Dresde 719
Présumé mort 725
Au landtag saxon, 1881 à 1882 729
Le premier procès pour haute trahison
devant le tribunal du Reich du 10 au 21 octobre 1881 735
Désaccords 739
La conférence d'août à Zurich 753
Période de repos 755
Postface de Karl Kautsky à la première édition de la troisième partie 759
Notices biographiques 771